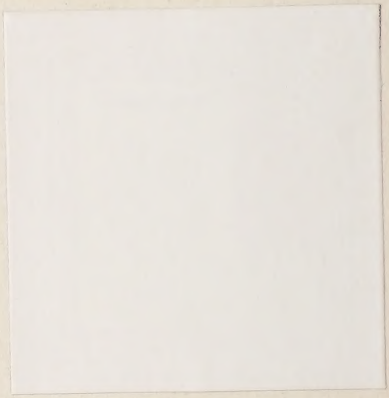
1k
1



Digitized by the Internet Archive
in 2025 with funding from
Getty Research Institute

https://archive.org/details/revuedesdeuxmon1928unse_0

REVUE

DES

DEUX MONDES

XCVIII^e ANNEE. — SEPTIEME PERIODE

TOME XLIV. — 1^er MARS 1928.

REVUE

DES

DEUX MONDES

SCOLASTICAT
SOC. DE MARIE

XCVIII^e ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

TOME QUARANTE-QUATRIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1928

THE GETTY CENTER

LE CALVAIRE DE CIMIEZ

DERNIÈRE PARTIE (1)

Béatrice revint chez elle par le petit chemin qui longe le bois de cyprès et de chênes verts du monastère des Franciscains. Les fleurs de la villa embaumaient. Tout n'était que chaleur, lumière, parfum. Entre les oliviers et les palmiers, la mer apparaissait de ce bleu foncé presque violent de ton qui contraste avec la douceur bleue de la voûte éthérée. Elle fit le tour du jardin. Au sommet des marches, restes de la maison romaine, sur la terrasse, à côté de la statue de Diane installée par les soins de René d'Aumont en souvenir du temple romain qui s'élevait autrefois sur la colline de Cimiez, plus mince et plus flexible que la déesse, la jeune fille-enfant l'attendait et se précipita, dès qu'elle l'aperçut, dans sa direction.

— Maman, maman, enfin te voilà!

C'était Renée qui, maintenant, donnait des signes d'inquiétude.

— Qu'y a-t-il donc, ma grande?

— A la sortie de l'église, comme je quittais Madeleine de Portes et les autres, j'ai été abordée par une dame.

— Quelle dame?

— Une grande dame en blanc, qui ressemble aux photographies que tu m'as montrées...

— Que je t'ai montrées?

— Que j'ai vues sur tes genoux dans le cabinet de travail de

Copyright by Henry Bordeaux, 1928.

(1) Voyez la *Revue* des 15 janvier, 1er et 15 février.

papa. Seulement beaucoup plus vieille, beaucoup moins belle, beaucoup plus maigre. Encore bien, pourtant. Distinguée. Impressionnante. Une jolie démarche. Ah! je voudrais savoir dire... Un air de cygne qui glisse sur l'eau.

Elle savait très bien dire, et Mme d'Aumont ne pouvait se tromper à ce portrait. Mais elle s'était promis de chasser toute angoisse immédiate. Quoi de plus naturel si Valentine avait reconnu et abordé sa fille, à la condition, toutefois, qu'elle n'eût rien compromis, ni rien révélé?

— Et que te voulait cette dame? interrogea Béatrice.

— Oh! elle m'a demandé où était le cimetière. « Ici même, lui ai-je répondu : voyez, à deux pas. » Comment ne l'avait-elle pas vu? Elle m'a remerciée avec un sourire aimable, elle est partie, moi aussi. Mais comme je me retournais pour la regarder, elle s'était retournée aussi. Alors nous avons souri de loin l'une et l'autre. Est-ce que tu la connais?

— Oui, peut-être.

— Serait-ce elle qui devait venir te rendre visite aujourd'hui et qui a empêché le voyage en Corse?

— Je le croirais.

L'enfant leva sur sa mère adoptive ses yeux interrogateurs, mais ne posa pas d'autres questions, comme si les autres questions risquaient de provoquer des réponses trop dangereuses ou trop pénibles. Comme les deux femmes se trouvaient au pied des marches, Béatrice gravit la première afin d'être plus haute que sa compagne et, lui prenant la tête, elle l'appuya à son épaule d'un geste infiniment tendre, puis, se penchant comme sur une petite fille qu'il faut garder et consoler, elle lui dit d'une voix ferme :

— Écoute, Renée : quoi qu'il arrive, compte sur mon amour. Et pour ton père et pour moi, je te demande d'être brave.

L'enfant ne répondit pas tout de suite. Elle cherchait à comprendre ce mystère menaçant. Béatrice la rassura :

— Il ne peut rien t'arriver que d'heureux. Aie confiance en moi. Tu sais bien que je t'aime et ne cherche que ton bonheur.

Renée la regarda, puis l'embrassa :

— Oui, maman. Avec toi, je n'ai peur de rien.

Mais comme elle s'enfuyait au jardin pour y cueillir des fleurs avant le déjeuner, Béatrice, après avoir contemplé sa fuite, monta lentement l'escalier en songeant : « *Elle* a demandé

à sa fille le chemin du cimetière. En ce moment, *elle* cherche la tombe de René, elle s'y agenouille, elle y prie. Non, elle ne prie pas. Elle n'a pas le même Dieu que nous. Elle est plus séparée de lui dans la mort qu'elle ne l'était dans la vie. Tandis que moi, je crois à la résurrection de la chair et à la vie éternelle où je retrouverai René, mon René... »

Valentine de Croisy n'avait abordé sa fille que pour mieux distinguer le jeune visage deviné dans l'ombre de l'église et y détailler les ressemblances qui l'avaient bouleversée. Car elle connaissait le cimetière de Cimiez pour y être venue un jour avec son amant après la visite de l'église franciscaine et des tableaux de Louis de Bréa, le maître de Nice. Elle retrouva sans hésiter le tombeau qui était le but de son pèlerinage et qui portait cette inscription sur une stèle à demi dévorée par un lierre : « René d'Aumont, Membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, Officier de la Légion d'honneur, croix de guerre, 1869-1919. »

Mais elle était rebelle à l'émotion des cimetières catholiques que survolent, comme des oiseaux, les promesses de retour. Au contraire, ces tombes transformées en petits jardins par le culte pieux des survivants et par la saison des fleurs éveillaient en elle le grand rêve panthéiste où les morts sont mêlés à notre atmosphère et se confondent avec la nature. Elle ne sentait pas la présence de René plus rapprochée en ce lieu où reposait sa dépouille. Peu à peu, cependant, à force de penser à lui, toute une catégorie spéciale de souvenirs s'imposa à sa mémoire, et c'étaient leurs conversations au bord de la mer à Aiguebelle, le soir, ou dans les sentiers et les bois de Port-Cros, sur la religion, sur la survie, sur l'âme. Alors elle fut comme appelée par ce souffle de l'invisible auquel elle ne croyait pas et qu'elle écartait : « Oui, se disait-elle, tu me voulais catholique et je te répondais : — Mais je ne pourrais plus être à toi... — C'est vrai, convenais-tu, et j'ai mauvaise grâce à t'en parler. Mais on peut être coupable et catholique. — A quoi bon se tourmenter? Je préfère mon incroyance. — Il me semble, reprenais-tu, que nous serions plus près l'un de l'autre, que nous nous comprendrions mieux. — Ah! non, tu me souhaites tes remords et je n'en veux point. — Moi-même, avouais-tu, je

ne suis catholique que de désir. C'est une formation que je porte en moi, bien que j'aie cessé de croire. — Pourquoi, dans ce cas, me prêcher? — Je ne prêche pas, ou si mal. Je ne sais pas. C'est un désir. Parce que la mort, peut-être, me ramènera... » — Et je te fermais les lèvres par mes baisers pour t'empêcher de parler de la mort. Et je concluais : « Mon dieu, c'est mon amour. Je n'ai foi qu'en lui. Jamais aucune religion ne me le fera considérer comme une faute. — C'en est une, pourtant... », murmurais-tu. Nous n'étions pas d'accord. Mais peut-être avais-tu raison. De notre amour mon mari est mort, quand c'est moi qui aurais souhaité d'en mourir avec toi. Maintenant, je souhaiterais de devenir catholique pour me rapprocher de toi, si c'était possible. Mais dans ta religion ce serait notre amour qui nous séparerait. Et je ne veux pas que nous soyons séparés... »

Elle quitta le cimetière, plus agitée qu'elle n'y était entrée Et sur le chemin du Pavillon Victoria, songeant à l'entrevue de l'après-midi qui lui devait rendre sa fille, la survivance éclatante de leur amour, elle se dit tout à coup :

« Mais Béatrice n'a pas averti Renée. Si Béatrice l'eût avertie, elle m'eût sans doute reconnue. Tandis que, visiblement, je n'étais pour elle qu'une étrangère. Comme elle m'a souri gentiment quand elle s'est retournée ! Je ne serai pas longtemps pour elle une étrangère. Mieux vaut qu'elle ne sache rien encore et que Béatrice m'ait laissé le soin de la conquérir... »

Elle avait conquis le père, elle saurait bien reprendre sa fille.

LE DIEU DES RENCONTRES

Quand ce fut bientôt l'heure de la visite qu'elle attendait, Béatrice, décidée à rejeter désormais toute précaution inutile, prévint Renée, sa fille pour quelques instants encore :

— Écoute bien. Tu vas t'en aller au jardin. Tu pourras y emporter ta belle édition du *Livre de la Jungle* avec les illustrations de Rakam que tu as reçue pour tes vacances de Pâques. Je t'appellerai quand ce sera le moment.

L'enfant la regarda bien en face de ses yeux vaguement effrayés :

— Maman, c'est à cause de la visite ?

— Oui, c'est à cause de la visite.

— Promets-moi qu'on ne me fera pas de mal.

— Voyons, ma chérie, qui songerait à te faire du mal ? Et à te faire du mal quand je suis là ? Tout le monde t'aime.

— Mais moi, je n'aime que toi.

— Embrasse-moi et va jouer. Si tu le préfères, cueille des fleurs pour renouveler celles de nos vases au salon et dans nos chambres. Mais ne dégrade pas les parterres, chérie.

— Sois tranquille, maman.

L'enfant l'embrassa avec une tendresse presque excessive, à quoi Béatrice s'interdit de répondre trop avidement pour ne pas l'émouvoir.

Quand Renée, obéissante, mais un peu excitée et énervée tout de même, se fut éloignée sur la terrasse pour descendre les marches qui la conduisaient au jardin, Mme d'Aumont, tout en la suivant des yeux jusqu'au moment de la disparition comme si elle ne pouvait se rassasier de la voir, s'étonna de la fermeté nouvelle qu'elle avait montrée. Elle parlait et agissait comme si elle était elle-même commandée.

Trois heures sonnèrent au carillon de la galerie.

« C'est l'heure, pensa-t-elle. Le Père Placide se met en prière. Valentine est en route, si elle n'est déjà devant le portail. Elle vient à pied. La distance est trop courte pour qu'elle ait pris une voiture. Autrefois, elle arrivait toujours un peu en retard. J'aimerais que ce retard ne se prolongeât pas. Car Jésus est là, près de moi. Je Lui ai demandé de rester, comme les disciples d'Emmaüs L'y avaient invité. Je suis sûre qu'Il m'assistera. Ah ! que ce supplice ne dure pas trop longtemps !... »

Elle s'était assise au bord de la terrasse où le soleil jouait avec l'ombre. Mais la porte du salon demeurait grande ouverte, en sorte qu'elle serait prévenue dès l'arrivée de la visiteuse. La silhouette flexible de Renée en robe claire se détachait ici ou là sous la voûte d'une allée. Elle la suivait à sa trace de lumière comme un rayon qui se déplace. Mais, pour recevoir Valentine, elle rentrerait à l'intérieur. Elle n'appellerait l'enfant que lorsque les deux mères se seraient mises d'accord sur la manière la plus délicate de l'instruire, sur l'organisation la plus douce de son avenir. Elle ne se reprochait point de ne pas l'avoir prévenue : pourquoi se serait-elle chargée de la tourmenter à

l'avance? Pourquoi aurait-elle gâté les derniers jours de sa maternité? Comment se passerait l'entrevue, elle n'essayait plus de l'imaginer. Elle abandonnait tout plan, tout projet, toute préparation, elle qui d'habitude avait tant d'ordre dans l'esprit et n'aimait pas laisser le champ libre au hasard. Qui dirigerait l'entretien ? Elle-même y renonçait, et peut-être Valentine ne s'en chargerait-elle pas davantage. Elle éprouvait réellement une paix, un calme inconnus. La fièvre des derniers jours était tombée. Elle se sentait protégée. Pourvu, toutefois, que la visiteuse ne tardât pas trop !

Elle entendit sonner à la grille. La concierge qui avait reçu des instructions introduisait sans doute Mme de Croisy et lui indiquait l'allée qui aboutit à la porte d'entrée. De la grille à la villa la distance n'est pas grande. Le temps de réciter un *Pater* et un *Ave*, afin de rassembler ses dernières forces et de ne pas se livrer à son imagination, à sa peur, et elle se trouverait enfin en présence de l'ancienne rivale, de l'amie perfide à qui elle ne révélerait jamais son intime souffrance et qu'elle accueillerait comme une sœur, quand une nouvelle menace de malheur l'accompagnait.

Valentine n'était pas venue seule, mais en compagnie de la fidèle Greta qu'elle laisserait dans l'antichambre. Elle se fit annoncer :

—Comtesse de Croisy. Ma cousine d'Aumont m'attend, je crois.

— Oui, madame la comtesse, lui fut-il répondu par le valet de chambre. Madame a donné des ordres.

Du pavillon Victoria elle avait pris, derrière les Arènes, le chemin privé qui traverse les anciens Thermes romains et qui est bordé d'oliviers, à cause de la chaleur qui était déjà pesante au milieu du jour. Une montée encore, et c'est la villa Béatrice dont les jardins apparaissent à travers la grille de fer forgé. Elle savait que ces jardins qui reproduisaient des dessins de tapis persans étaient l'œuvre de René d'Aumont et elle admira l'entrelacement féerique sur les parterres de cinéraires multicolores, myosotis, pensées, cyclamens, pâquerettes, œillets, giroflées, genêts et roses qui rappelaient les décors orientaux des *Mille et une nuits*. Cependant elle ne disait pas un mot à sa compagne qui n'osait parler la première. La beauté de ces lieux enchantés ne l'avait distraite qu'un instant. Devant la grille, elle proposa de s'arrêter avant de sonner, afin de reprendre son

souffle. Puis, introduite par la concierge, elle s'avança lentement entre les rangées de citronniers, de palmiers, d'orangers. La mer s'apercevait au fond, toute bleue, entre les feuillages d'un grand chêne.

La petite Renée avait bien décrit sa démarche : elle glissait comme un cygne sur l'eau. Autrefois, elle avait été soulevée par un bonheur surhumain. Autrefois. Maintenant elle n'était plus la même. Toute de blanc vêtue, une écharpe flottante à demi déroulée, elle avait gardé un peu de sa grâce de déesse du nord, mais le pas était plus lassé et la silhouette plus anguleuse. Elle s'appuyait sur une grande canne, soit pour sa sécurité, soit par un besoin d'originalité dans les manières qui avait toujours été dans ses goûts. Certes, elle n'avait pas omis de faire son visage et de cacher sa pâleur sous un peu de fard. Mais elle n'avait pas eu besoin d'aviver l'éclat des yeux que la fièvre brûlait. Malgré son courage, — le courage des Flygare, l'héritage du compagnon de Charles XII, — elle appréhendait cette entrevue avec sa cousine au cours de laquelle elle devrait surveiller toutes ses phrases pour le cas où Béatrice eût jamais connu le soupçon, et surtout elle se préoccupait des premiers mots qu'elle adresserait à sa fille et desquels dépendrait sans doute le premier élan d'amitié ou d'hostilité. Comment lui expliquerait-elle sa longue absence sans nouvelles, sans lettres, cet oubli total, incompréhensible chez une mère, si la folie ne la justifie pas? Eh bien, elle invoquerait sa folie. Ne serait-ce pas inquiéter l'enfant? Ne pourrait-elle se contenter pour excuse d'un état de dépression nerveuse qui la rendait incapable de tout effort, qui l'avait contrainte à la solitude? Il serait toujours temps plus tard de confesser la vérité, s'il était nécessaire. Et surtout elle consulterait Béatrice qui si longtemps avait rempli l'office maternel et qui, seule, la pouvait renseigner sur le caractère, sur la sensibilité de Renée.

Les deux femmes devraient entreprendre une œuvre commune. Non, Valentine ne pourrait emmener sa fille le soir même. Il faudrait la venir voir tous les jours, de façon à l'accoutumer à sa mère, à sa nouvelle mère. Ces visites quotidiennes ne seraient-elles pas cruelles, pénibles, insupportables? Ne serait-il pas préférable, au contraire, de tailler dans le vif et d'aller droit aux solutions franches? Pour douter d'elle-même, avait-elle donc perdu ce don de séduire que René d'Aumont lui

reconnaissait en le lui reprochant même gentiment? Elle voyagerait avec l'enfant qui serait bientôt distraite par le changement de lieux et par le flot des impressions neuves. Le coup serait dur pour Béatrice. Il fallait aussi la ménager. Elle aussi, il fallait la séduire, l'amener à l'acceptation.

Valentine essayait en vain, néanmoins, de préparer la conversation et d'en imaginer la suite. Elle ne pourrait pas la conduire. Mieux valait se fier aux circonstances, mais en ne cessant pas de tendre vers le but de délivrance immédiate. Comme ces orateurs qui se contentent de penser au début de leurs discours, se fiant pour le reste à leur faculté d'improvisation et à leur connaissance de la cause à débattre, elle ne songea plus qu'à son entrée. Et, tout d'abord, embrasserait-elle Béatrice ou se bornerait-elle à un serrement de mains? Non, il fallait l'embrasser. Entre deux parentes séparées par tant d'années et par tant de malheurs, c'était le geste naturel, celui que sa cousine devait attendre si elle ne savait rien, et puisqu'elle ne savait rien comment s'y refuser? Ah! la moindre hésitation de la part de celle-ci, le moindre mouvement de recul, le moindre tressaillement de la chair révoltée devraient être, au contraire, interprétés comme le signe infaillible de la connaissance du passé. Et précisément, c'était le moyen d'acquérir une certitude. Elle ne refuserait pas de s'en servir. Mieux valait qu'elle fût fixée. Donc, dès l'entrée au salon, elle irait droit à Béatrice pour lui donner ce baiser.

Un autre point, encore plus sensible et douloureux, tourmentait l'ancienne malade. Oui, le docteur Charpent lui avait dit et répété sur tous les tons, avec l'accent d'autorité le plus affirmatif, avec des compliments, avec de l'amitié, avec le jargon le plus scientifique ou la conviction la plus familière tour à tour, qu'elle était guérie, absolument, guérie sans possibilités de rechute. Sans possibilités de rechute, comment pouvait-il en être sûr? Une première fois elle avait été déjà autorisée à quitter la maison de santé pour s'en aller avec son frère dans un château de Provence. Là, elle avait appris la mort de son cher amour. Pourquoi l'avait-on empêchée de mourir? Elle avait été ramenée à Neuilly, et elle y était retombée dans cette mélancolie anxieuse où elle perdait le fil de ses souvenirs. Évidemment, le cas n'était plus le même. Évidemment, cette fois, elle avait remonté lentement, palier par palier, la pente de l'abîme où elle était

brusquement descendue. Dès longtemps, et depuis des mois et des mois, plus d'une année, — tout est si incertain dans le domaine mental ! — elle avait repris la direction de sa volonté et de sa vie. Et même elle avait pu se pencher sur le gouffre sans vertige. Ce séjour à Valmont avait achevé de réparer ses forces et de la tranquilliser. Elle avait repris ses occupations, son existence active, disciplinée, régulière. Elle avait attendu la certitude avant d'apparaître à sa fille. Le voyage au cimetière de Moosch ne l'avait aucunement fatiguée malgré les tristes retours en arrière qu'il impliquait. Ce matin même, après la messe, la visite au cimetière de Cimiez ne l'avait pas émue outre mesure, lui avait laissé tout son équilibre. Elle avait pu déjeuner presque avec appétit à l'hôtel malgré la perspective de cet après-midi angoissant. Mais enfin, depuis sa guérison elle ne s'était pas encore trouvée obligée de faire face à un tel duel et de payer si durement de sa personne. Et voici qu'elle se prenait à redouter que sa raison n'y résistât pas. Mais non, elle était calme, elle resterait calme. Il ne fallait pas s'effrayer à l'avance. Tout se passerait le mieux du monde, et peut-être même amicalement, affectueusement. L'influence de René agirait sur les deux femmes. Rivales hier, complices forcées aujourd'hui, elles se réuniraient en lui.

Déjà, le valet de chambre, s'effaçant, lui ouvrait la porte du salon. Le sort en était jeté et le duel s'engageait. Béatrice, de la terrasse avait entendu le bruit de la porte ouverte. Elle se leva, eut le temps de penser à la prière des disciples d'Emmaüs, et bien qu'elle se sentit pâlir, et qu'aucun rouge ne pût dissimuler cette pâleur heureusement moins visible à cause de son manque habituel de teint, elle marcha bravement à la rencontre de la visiteuse.

— Valentine.

— Béatrice.

La grande femme blanche, glissant de sa belle démarche aérienne et tendant les mains, se pencha dès qu'elle eut rejoint sa cousine, et de ses jolies lèvres peintes lui effleura la joue. Cette joue ne frémit pas, ne se retira pas, ne trahit aucun mouvement de recul. Béatrice, au contraire, eut le courage de lui rendre son baiser, résolument, sans tricherie ni rapidité. Elle se pliait rigoureusement à l'engagement qu'elle avait pris devant l'autel au couvent des Franciscains.

— Pauvre amie! ajouta-t-elle avec une profonde pitié qui n'était pas jouée, comme si elle était récompensée de sa bonne volonté par l'afflux des sentiments naturels et des paroles simples. Comme vous revenez de loin! Pourtant, vous n'avez pas trop changé.

— Dites que je ne suis plus reconnaissable, sourit Valentine, rassurée par ce bon accueil.

— Personne n'échappe aux années. Mais vous avez retrouvé la santé et je m'en réjouis, même dans la tristesse que vous m'apportez.

— Comment vous exprimer?...

— Tout à l'heure nous parlerons de Renée. Parlez-moi de vous, Valentine.

Valentine de Croisy, sur ce prénom équivoque, eut un léger tressaillement. Son amour occupait toujours sa pensée en premier lieu, et il s'agissait de sa fille. Cependant, elle répondit :

— Oui, nous en parlerons tout à l'heure. Elle n'est déjà plus une enfant. Quand je songe que je ne l'ai pas vue grandir, et qu'elle m'a quittée depuis douze ans! Je l'ai reconnue ce matin à la messe.

Elle ne dit pas à quelle ressemblance elle l'avait reconnue. Béatrice d'Aumont aurait souhaité de détourner la conversation. N'était-il pas trop tôt pour discuter le sort de *leur* fille? Malgré elle, elle cherchait à ajourner, ne fût-ce que de quelques minutes, la décision qui ne pouvait que l'affliger et la laisser désormais sans enfant.

— Oui, dit-elle, je sais que vous lui avez parlé... Vous arrivez de Valmont en Suisse. Ce long voyage en chemin de fer ne vous a-t-il pas fatiguée?

— Je me suis arrêtée en route, expliqua sans préciser Valentine qui, dans un éclair, revit la plage dorée d'Aiguebelle et les sentiers fleuris de Port-Cros. Non, je vais bien maintenant.

Et, tombant dans le piège que lui tendait involontairement sa cousine, elle revint en arrière pour montrer à quel point sa guérison était complète, car n'avait-elle pas été avertie par son médecin que l'un des signes les plus probants était de pouvoir analyser soi-même son mal avec une parfaite lucidité?

— Vous souvenez-vous, Béatrice, de notre dernière ren-

contre dans mon appartement de la rue du Général-Foy? Oh! ne vous étonnez pas : je puis en parler librement. Les moindres circonstances m'en sont revenues à la mémoire, jusqu'au moment où j'ai pris ma fille dans son petit lit que je voyais taché de sang.

Mme d'Aumont, qui pensait éviter cette conversation, fut entraînée à y prendre sa part : le ton en était si naturel et si calme :

— C'est alors, Valentine, que j'ai eu peur. Vous l'avez reposée brusquement, comme si déjà vous étiez loin de nous. Elle poussait des cris déchirants, et vous vous bouchiez les oreilles. Je ne comprenais pas ce qui vous arrivait. Et puis, vous vous êtes enfuie.

— Là, je perds toute notion. On m'a retrouvée, paraît-il, au bord de la Seine. Plus tard, bien plus tard, j'ai appris que vous étiez venue plusieurs fois, au commencement, à la maison de santé.

— Vous ne me reconnaissiez pas. J'en revenais si chagrinée!

— Votre mari aussi, pendant ses permissions, est venu.

— Oui, répondit évasivement Béatrice à cette première allusion.

— Et je ne le reconnaissais pas davantage. Ou plutôt, c'était pire : je le reconnaissais, mais ce ne pouvait être lui, parce que je le croyais défiguré.

— A cause de sa blessure au début de la guerre?

— Je ne sais pas bien. Cela est si étrange de se perdre soi-même!.. Vous savez que j'ai guéri une première fois.

— Non, Valentine, je l'ignorais.

— J'ai guéri, et puis je suis retombée.

— Vous êtes retombée sans cause, ou à la suite de quelque accident?

— A la suite d'une commotion.

— Pendant la guerre?

— Non après la guerre, expliqua Valentine sans insister. Pendant la guerre, je n'avais pas été bien soignée par le vieux docteur Gaillardet. Assombri par la mort de son fils, devenu pessimiste et sceptique, il m'avait tout de suite déclarée incurable. Tandis que, dès son retour, le docteur Charpent a trouvé que je n'étais point affaiblie intellectuellement et il a cru à ma guérison. Mais tous ces détails, Béatrice, ne peuvent guère vous

intéresser maintenant, à moins que vous ayez gardé quelque doute.

Elle eut tant de grâce en parlant de ce doute qu'elle avait à cœur de dissiper !

Mme d'Aumont dit gravement :

— J'ai confiance en vous, et je vous écoute, Valentine. Vous avez traversé une nuit obscure, et vous avez retrouvé la lumière du jour.

— La lumière du jour, oui. Elle brillait sur des décombres. Je ne tenais plus à la revoir. Nous avons eu trop de malheurs, Béatrice.

La mort de M. de Croisy avait précédé sa folie. Faisait-elle donc allusion à la mort de René d'Aumont ? Béatrice ne voulut pas l'approfondir :

— Il vous restait votre enfant.

— Sans doute. Quand j'ai su que vous l'aviez recueillie chez vous, comme j'ai été rassurée ! Cependant je n'osais pas vous la reprendre. Tout à l'heure, vous parliez de ténèbres. On en sort en tâtonnant. Le jour ne se lève que peu à peu. C'est un faible rayon avant d'être une aurore. Longtemps les images, les idées, les souvenirs passent sans être nettement éclairés par la conscience. N'être pas sûre de son moi, de sa personne, de son corps, ah ! Béatrice, nul, sans en avoir connu le vertige, ne peut comprendre ce tourment. Même sortie de la maison de santé, je demeurais hésitante, presque brisée. Mon médecin me donnait courage : « Allez de l'avant. Ne craignez rien... » J'ai attendu plus d'un an pour acquérir la certitude de ma guérison.

— Vous êtes guérie depuis un an ?

— Oui, plus d'un an.

— Et vous avez attendu ?

— J'ai eu le courage d'attendre. Ne me le reprochez pas, Béatrice. C'est peut-être la preuve la plus réelle de cette guérison. Je ne voulais pas reparaître devant ma fille en état d'infériorité. Je ne voulais pas courir le moindre risque d'une crise nouvelle, d'une rechute qui n'eût pas manqué de la terrifier. C'est pour elle que j'ai su attendre.

— Pauvre Valentine !

— Pour elle, et aussi pour vous. Il me semblait que je devais respecter vos droits. La petite Renée ne m'avait pas connue. Elle avait acquis par vous la marche et la voix. Son esprit s'était

éveillé par vous. Elle avait trouvé en vous une seconde mère. Pour vous la reprendre, il fallait que je fusse assurée, sinon de vous égaler, du moins de ne pas l'affliger par trop de différence.

— Oh ! ne parlez pas ainsi. Il était bien naturel que Renée vînt chez moi. N'étais-je pas votre parente ?

Mme d'Aumont, touchée, eut tout à coup la sensation qu'elle se laissait prendre elle-même à la séduction de Valentine de Croisy. Il y avait dans la voix, dans l'attitude, sur les lèvres de cette femme une sorte d'attrait indéfinissable, qui agissait presque physiquement. Elle comprit mieux l'envoûtement subi par son mari, mais elle sentit le danger qu'elle pouvait courir en s'abandonnant. Puis elle écarta la peur. Quel danger pouvait-elle courir? Le Christ ressuscité des disciples d'Emmaüs n'était-Il pas là, et le Père Placide n'était-il pas en prière? Non, non, la protection divine la couvrait. Elle ne se défendrait pas, elle se dépouillerait, elle ne vaincrait qu'en se dépouillant, elle ne vaincrait que par son amour. Et, après être sortie de la tentation que la visiteuse n'avait pu deviner, elle reprit sans embarras :

— Oui, Valentine, je comprends maintenant que vous ayez attendu. Maintenant, votre guérison n'est plus en cause. Vous avez su mériter votre maternité. Vous aussi, vous saurez élever l'enfant. Voulez-vous que nous parlions d'elle? Vous m'aviez donné un bébé, je vous rendrai presque une jeune fille. Je l'aime comme une maman, et pourtant rassurez-vous : je ne vous la disputerai pas.

Comment avait-elle pu, sans trouble, sans larmes, sans émotion apparente, prononcer de telles paroles? Elle était la première étonnée d'en avoir eu le courage et la force. Elle y reconnut l'assistance qu'elle avait réclamée. Ce devait être bien ainsi, puisqu'elle agissait sous l'influence de cette présence secrète. Elle ne regretta pas de s'être du premier coup toute dépouillée, puisque Dieu la voulait ainsi.

Et ce fut le tour de Valentine, dans ce duel maternel, d'être atteinte par les armes insoupçonnées de l'adversaire. Elle n'avait pas imaginé une Béatrice aussi généreuse, aussi noble de cœur, aussi ferme de caractère. Elle reconnut subitement à quel point elle s'était trompée en la jugeant étroitement enfermée dans la vie quotidienne et s'expliqua ce qu'elle n'avait jamais admis qu'en murmurant et grondant au temps de sa passion : le lien

indissoluble qui attachait, malgré l'amour, René d'Aumont à sa femme.

— Je ne vous la prendrai pas toute, voulut-elle protester. Douze ans vous l'avez gardée et élevée. Ces douze ans sont inoubliables. Et même je tremble de vous succéder. Je ne vous succéderai pas. Vous resterez sa seconde mère. Elle continuera de vous appeler ainsi. Vous la verrez aussi souvent qu'il vous plaira. Je vous la confierai toutes les fois que vous le désirerez. Est-ce convenu entre nous?

— Laissez-moi réfléchir, Valentine. Il faut prendre garde à cette enfant. Elle est tendre et sensible, et déjà si clairvoyante!

— Vous ne l'avez pas avertie encore, Béatrice, n'est-ce pas? Je l'ai compris ce matin quand je l'ai abordée.

— J'ai essayé. Mais la tâche est si délicate!

Mme d'Aumont lui résuma la tentative inutile de Saint-Paul-du-Var. Elle parlait avec lenteur, pour gagner un peu de temps, pour réfléchir. Pouvait-on diviser l'enfant, ainsi que le proposait Mme de Croisy? Ne valait-il pas mieux accepter la dure séparation une fois pour toutes? Les enfants oublient vite. Pas celle-ci peut-être, si profonde et ombrageuse! Et puis, cette intimité prolongée exigerait la présence continuelle de Valentine : supporterait-elle, était-il possible qu'elle supportât le contact fréquent avec celle qui lui avait pris son mari? Mais était-il prudent de laisser enlever Renée brusquement? Elle ne le pensa pas et reprit :

— Il faudra l'habituer à vous, doucement, lentement.

— Me connaît-elle du moins, Béatrice? Sait-elle que j'existe? Lui avez-vous parlé de moi? Que lui avez-vous dit sur sa mère?

Béatrice eut un geste découragé, se découvrant en faute, et même en faute grave :

— Hélas! rien.

— Vous ne lui avez donc jamais parlé de moi?

Mme d'Aumont, qui ne s'était jamais adressé de reproche à cet égard, chercha des excuses :

— J'ai eu tort, mais peut-être me comprendrez-vous. Je n'ai pas, comme vous le pourriez croire, pensé à l'accaparer. Mais je vous croyais très malade.

— Incurable?

— Oui, Valentine, incurable. Je n'osais pas prononcer un

tel mot, si cruel! Votre médecin me l'avait répété tant de fois!

— Le docteur Gaillardet? Il l'affirmait, le pauvre homme, à mon frère, à tout le monde.

— A chacune de mes visites à Neuilly, il me prenait à part pour m'en assurer. Et même, sans craindre de m'affliger, il me mettait en garde contre le danger d'hérédité, me conviait à mille précautions pour l'enfant. Il fallait lui épargner tout choc nerveux. Renée était alors toute petite. Je vivais auprès d'elle avec cette crainte qu'on m'avait mise en tête. J'avais peur de l'agiter. Elle m'appelait maman. Comment eussiez-vous exigé qu'elle m'appelât?

— Ne l'étiez-vous pas en effet, Béatrice?

— Je m'appliquais à l'être, de tout mon cœur. Dans le risque ou le danger, on va au plus court, on ne complique pas, on accepte les solutions les plus simples. Je n'avais pas prévu...

Mme d'Aumont se défendait comme si elle se fût rendue coupable d'un acte indélicat. Sa conscience scrupuleuse s'était trouvée en défaut, et voici qu'elle s'en accusait trop tard, quand l'œuvre était accomplie. Ainsi était-elle responsable pour une large part des difficultés où les deux femmes se débattaient. Surtout elle ne pouvait pas révéler la cause seconde de son adoption : la découverte des lettres qui prouvaient la paternité de René d'Aumont et son désir secret de restituer à l'enfant le foyer paternel.

Sa cousine la rassura :

— Ne vous excusez pas ainsi, Béatrice. Dans la vie, nous ne sommes pas toujours les maîtres d'agir à notre guise. Ce que vous avez fait, toute autre l'eût fait à votre place. Et moi-même... J'étais éloignée, vraisemblablement pour toujours. Mon mal n'était pas de ceux qu'on avoue en toute tranquillité d'esprit. Il convenait de le cacher, surtout à une enfant nerveuse. L'important, en pareil cas, c'est le salut de l'enfant. Ainsi l'avez-vous compris.

— Ne soyez pas trop indulgente. Je suis allée plus loin encore.

— Plus loin?

— Oui, Valentine, plus loin. Je pensais qu'un jour, — et même j'avais consulté à ce sujet un homme de loi, — il me serait possible de donner par l'adoption légale mon nom à Renée.

— Votre nom ?

— Je veux dire : le nom de mon mari. C'est un nom célèbre. Mais le vôtre est aussi beau et je n'avais pas le droit. Pardonnez-moi.

Elle s'était précipitée dans les aveux presque malgré elle, par contrainte de sincérité, et aussi parce qu'elle se reprochait d'être sortie de la voie droite et reconnaissait tous les torts qu'elle avait accumulés dans son égoïsme de maternité. Mme de Croisy ne voyait pas cet élan de pénitence, cette ardeur d'absolution. Elle n'avait retenu qu'une délicieuse musique et la traduisit ainsi :

— Alors elle se serait appelée un jour Renée d'Aumont, comme lui ?

— Oui, c'était cruel. Je vous aurais sacrifiée.

— J'étais sacrifiée. Je ne comptais plus. Je suis une revenante.

Sur ce dernier mot elles se turent toutes les deux. *Une revenante* : c'était bien cela. Valentine revenait d'un monde inconnu, comme si l'on pouvait revenir de la mort. Elle dérangeait toutes les combinaisons de la vie qui s'était reformée derrière elle, comme les eaux reprennent leur surface polie après que le sillage d'un bateau s'est perdu. Ainsi eut-elle la sensation qu'elle était de trop, que son retour était inutile, et même inopportun et intempestif, et qu'elle ne pouvait plus servir à rien. Ce fut court, mais atroce. Tandis que Béatrice, se souvenant de la fête de Pâques, songeait au mystère de la Résurrection. Elle corrigea l'expression employée parce qu'elle suivait le cours de sa pensée :

— Une ressuscitée, Valentine... C'est votre fête aujourd'hui.

— Ma fête ? répondit Mme de Croisy étonnée.

— Oui, la fête de Pâques. Votre fille vous la souhaitera.

Ainsi atténua-t-elle l'affreuse impression d'inutilité éprouvée par Valentine. Celle-ci, un peu rassurée sur elle-même, revint au sujet qui la tourmentait :

— Puisqu'elle ne sait rien encore, puisqu'elle ne soupçonne rien, comment lui apprendrons-nous ? Il vaudrait mieux que ce fût par vous, Béatrice. Elle vous écoutera, elle vous croira. Je sais bien que je vous demande là un suprême service, ou plutôt une immolation : vous dépouiller vous-même de votre maternité.

Mme d'Aumont murmura :

— C'est fait, Valentine.

Et, la voix plus raffermie, elle ajouta dans un besoin de confession, sans craindre de se diminuer en se montrant dans toute sa faiblesse de femme :

— Pourtant ne me croyez pas meilleure que je ne suis. J'ai dû beaucoup lutter. Je me suis débattue ces huit derniers jours. Ah ! j'ai résisté jusqu'au dernier moment. Je voulais fuir en Corse avec Renée. Vous n'eussiez trouvé personne à la villa et vous fussiez repartie. Nous eussions fui jusqu'en Amérique au besoin. La douceur d'être mère, la douleur de ne l'être plus, n'était-ce pas de quoi m'égarer? Heureusement, j'ai trouvé un secours.

— Un secours? demanda Valentine, étonnée de toute cette humanité passionnée qui se révélait dans sa rivale et qui la rapprochait d'elle.

C'était donc là cette femme courageuse et fragile ensemble, si droite et si tendre à la fois, à qui elle avait pris René d'Aumont et que René d'Aumont avait toujours refusé de quitter. Comme il était heureux que Béatrice ne se fût doutée de rien ! Comme elle eût souffert, si elle avait connu la trahison, dans son pauvre cœur de chair que sa maternité spirituelle martyrisait déjà !

— Oh ! celui-ci, tout simplement, désigna Béatrice en levant la main dans la direction d'un Christ d'ivoire suspendu au mur, plus grand, mais d'un art moins raffiné que celui que son mari avait placé dans son cabinet de travail.

Il n'était pas suspendu au mur. Ce n'était là que son image. Lui, Il était présent dans la pièce où se tenaient les deux mères, invisible mais présent. Les disciples d'Emmaüs L'avaient vu le jour même de sa Résurrection.

Valentine incrédule ne la pouvait suivre dans sa foi. Mais elle eut le sens et le respect de cette foi vivante qui soulevait les chétives volontés humaines.

— Alors, reprit-elle, vous vous chargerez d'informer... notre fille.

— Tout de suite, si vous le désirez. Maintenant, devant vous.

— Je ne suis encore pour elle qu'une étrangère. Ne va-t-elle pas me détester ? N'allons pas si vite. Réfléchissons

Mme d'Aumont, enfiévrée par l'esprit de dévouement, consentit avec peine à attendre.

— Ne serait-il pas préférable, dit Mme de Croisy, que je vous la laisse quelque temps encore? Je resterais à Cimiez, au pavillon Victoria. C'est si près! Vous me l'enverriez chaque jour. Ou je viendrais ici. Elle s'habituerait à ma présence.

— Venez plutôt habiter chez moi. Vous vivrez près d'elle. Ne serait-ce pas mieux encore?

Béatrice, en formulant sa prière, avait été comme emportée par son zèle. Elle aussi était donc déraisonnable. Comment osait-elle inviter la maîtresse de son mari à cohabiter avec elle? N'était-ce pas une profanation de la mort? Elle fut épouvantée de son audace et espéra que sa rivale n'accepterait pas son offre. L'appétit du sacrifice l'entraînait au delà de la mesure. Elle aussi pouvait être trop passionnée.

Valentine, au contraire, voyait dans cette offre même la preuve la plus éclatante de l'ignorance où était la femme de René. Elle fut tentée de l'accepter, puis l'écarta comme une sorte d'escroquerie dissimulée. Elles en étaient là de leurs recherches sans solution, quand la femme de chambre apporta le plateau du thé.

— Voulez-vous que j'appelle Renée pour le servir?

— Non, non, pas encore. J'ai un peu peur, vous comprenez.

— Venez la voir de loin, sur la terrasse.

La jeune fille-enfant, après avoir feuilleté le beau livre d'images sous le chêne qui obscurcit un peu la vue de la mer, coupait des fleurs qu'elle choisissait avec soin, ici ou là, de façon à ne pas compromettre le dessin des parterres. Sa claire silhouette se baissait, se relevait, allait, venait avec une souple aisance, tantôt dans l'ombre, tantôt dans le soleil.

— Comme elle est gracieuse! admira Valentine.

— N'est-ce pas? Elle vous ressemble. Elle est un peu trop mince, mais elle se fortifie chaque jour. Je vous dirai son hygiène et son régime. Ce n'est pas compliqué, mais il faut y veiller.

— J'y veillerai, soyez-en sûre. Vous me dirigerez.

Ces dames quittèrent ensemble la terrasse pour rentrer au salon. Béatrice fit les honneurs du goûter. Était-il croyable qu'elle se montrât aussi cordiale avec son ennemie? Par inter-

valles, avec une rapidité d'éclair, comme des tentations qu'elle chassait, lui revenaient des fragments de lettre, des phrases brûlantes de la correspondance. Elle les sentait comme des décharges électriques dans tout le corps, mais elle ne laissait rien transparaître de son trouble. Elle y voulait répondre par une ardeur plus grande à se dévouer, et c'est pourquoi elle ouvrait sa maison toute grande à l'intruse.

Cependant Valentine qui ne s'était pas rassise avait découvert dans un angle une photographie agrandie de René d'Aumont, une photographie d'amateur sans doute prise au cours d'un voyage, du voyage de Syrie. Ce n'était pas une de celles qu'elle connaissait. C'était un René plus jeune, en blanche tenue coloniale, qui tenait à la main une statuette, — cette statuette du *dieu des pays étrangers* dont il l'avait quelquefois entretenue. Les ruines d'un tombeau antique au bord de la mer composaient le fond du tableau. Béatrice, qui suivait son regard, tout en lui offrant du citron ou du lait, expliqua :

— Oui, ce sont les fouilles de Biblos. Mon mari aimait ce portrait.

— Je le retrouve, répondit Valentine, maîtresse d'elle-même au prix d'un immense effort, bien qu'il fût plus âgé quand je l'ai rencontré.

Elle préférait à ce trop radieux jeune homme le René d'Aumont au visage plus complexe et tourmenté, plus patiné par les jours, les travaux intellectuels, la passion, leur passion, le René qu'elle avait adoré. Celui-là n'était pas le sien. Elle l'abandonnait au passé. Puis, une pensée qui bien des fois à Valmont l'avait occupée et même réconfortée, envahit son esprit qui sur place reconstituait, coordonnait plus facilement les images :

« Il a connu, grâce à ma folie, les joies de la paternité Grâce à ma folie, Béatrice a pris notre enfant chez elle. Il l'a vue autant qu'il le désirait, et jusqu'à la fin. Que ma folie soit bénie ! »

Mais elle ne s'en tenait pas là. Elle poussa plus avant son investigation, et cette fois jusqu'aux abîmes :

« Notre enfant se souvient-elle de lui ? Elle n'avait guère plus de cinq ans à sa mort. A cinq ans on a déjà des souvenirs. Le lui a-t-on quelquefois rappelé ? Mais si Béatrice n'a jamais parlé de moi à ma fille, elle n'a jamais dû lui parler d'Hubert,

mon mari. Si Béatrice a pris ma place, elle a dû lui parler de René... »

Cette idée nouvelle l'obsédait, tandis qu'elle reposait le portrait et que sa cousine agonisait en le voyant dans ses mains. Elle l'obséda au point de provoquer les paroles fatales :

— Votre mari, Béatrice, qu'est-il donc aux yeux de la petite Renée, si elle se croit votre fille?

Mme d'Aumont ne se déroba pas. L'entretien prenait un tour dangereux. Dans le duel les lames nues se croisaient, après les parades, pour la vie ou la mort. Les yeux droits, elle répondit lentement, comme si elle mesurait l'importance de sa réponse :

— Elle le regarde comme son père. Puisqu'elle me croit sa mère.

— Ah! répéta Valentine comme à part soi, elle le regarde comme son père.

Plus tard, Béatrice devait se rappeler l'extraordinaire regard fixé sur elle, enfoncé en elle et, plus encore, l'expression fugitive, mais si resplendissante, d'extase amoureuse qui avait passé sur le beau visage fatigué.

Et ce fut encore cette question :

— Vous lui parlez de lui?

A quoi elle ne se déroba pas davantage :

— Sans doute.

Cette fois les yeux, les grands yeux sombres eurent une telle lueur de joie et aussi de gratitude que la femme de René d'Aumont ne put s'y méprendre. Valentine eut l'intuition de son excès d'audace. Il fallait, pour que son interrogatoire se justifiât, qu'elle reprochât à sa cousine d'avoir laissé dans l'ombre et dans l'oubli Hubert, le père légal, tué en héros. Elle comprenait que cette protestation était nécessaire, mais il lui était impossible de la faire entendre. Elle ressentait trop de plaisir intérieur en constatant que l'enfant de son amour, si elle était privée de sa vraie mère, avait été du moins, par les circonstances et par le pieux stratagème de Béatrice, rendue à son véritable père. Tout ce qu'elle put se décider à dire, ce fut cette constatation :

— Je vois que vous avez tout à fait adopté la petite Renée.

Et comme Béatrice ne répondait pas, surprise et presque bouleversée par ces questions où elle aurait pu sans nul doute

découvrir le secret, si elle ne l'eût déjà connu par la correspondance, elle ajouta :

— Comme vous l'aimez!

Ce fut un cri :

— Si je l'aime!

S'agissait-il de la fille ou du père?

— Comme votre enfant, compléta Valentine.

— Oui, comme mon enfant.

— Je vais, en vous la prenant, même avec la promesse de vous la rendre, de vous la rendre souvent, je vais vous arracher le cœur. Vous me détesterez.

— Non, non, je n'ai pas le droit de vous détester.

— Vous m'aimerez un peu ? J'en aurais tant besoin!

— Je dois vous aimer, Valentine.

— Ma fille vous préférera toujours.

— Oh! non, répondit Mme d'Aumont avec amertume, car toute sa douleur trop refoulée remontait à la surface sans qu'elle y prît garde. Quand elle vous aura vue, je sais bien qu'elle vous préférera, elle aussi.

Elle aussi! Comment avait-elle pu dire *elle aussi*, après s'être tant observée et contenue depuis le baiser de l'arrivée? Comment pouvait-elle perdre, avec deux mots échappés, le fruit de tant de résolution et de sacrifice, et compromettre en un instant l'œuvre qu'elle avait accepté d'achever? Elle demeura elle-même interdite, les yeux posés avec épouvante sur Valentine. Qu'allait penser et dire celle-ci? Accuserait-elle le coup inattendu ou feindrait-elle de n'avoir pas compris? Les voiles seraient-ils déchirés et les deux rivales malheureuses se trouveraient-elles face à face? Mais pourquoi se taisait-elle? Pourquoi ce visage convulsé, ces battements de paupières, ce mouvement des mains crispées? Elle ne répondait pas, et cependant elle remuait les lèvres. Elle tremblait de tous ses membres. Enfin elle articula avec peine :

— J'ai peur... j'ai peur... j'ai peur...

Béatrice effrayée, redoutant une crise, se précipita vers elle mais fut repoussée avec force :

— Ne me touchez pas. Qui êtes-vous? Il y a du sang. Il y a du sang.

Et comme un long spectre blanc, Valentine voulut se lever, agita les bras. Mais Béatrice, la devançant, réussit à la mainte-

nir assise avec des mots tendres et pitoyables et lui prit les mains comme elle avait vu faire autrefois son mari, — l'amant de la misérable, de la malade, de la pauvre femme :

— Calmez-vous, je vous en supplie, calmez-vous. Rassurez-vous. Je veux que vous veniez ici, que vous habitiez avec moi. Je vous soignerai. Nous vous soignerons toutes deux, votre fille et moi.

La folle n'opposa plus de résistance, laissa entendre des gémissements comme une bête forcée, mais des larmes coulaient sur ses joues. Béatrice qui s'était agenouillée devant elle, la regardant de bas en haut et continuant de lui caresser les mains, fut prise tout à coup, devant ce mélange de démence et de désespoir, d'un doute singulier et invincible et, se rapprochant encore, elle dit de tout près, à voix presque basse, mais si distincte que chaque mot était détaché :

— Valentine, Valentine, entendez-moi. Vous êtes guérie pour toujours, sans rechute possible. C'est votre médecin qui l'affirme. Alors, en ce moment, vous simulez la folie. Je le devine, j'en suis sûre. Vous avez compris tout à l'heure à ma maladresse que je savais, et par générosité ou repentir, vous avez trouvé tout à coup le moyen de me donner votre enfant et de vous retirer sans l'avoir vue. Oui, je sais, Valentine : j'ai pardonné, depuis longtemps. A vous aussi je pardonne le mal que vous m'avez fait. Je ne veux pas vous prendre votre enfant. Vous voyez : je lui ai parlé de son père, de son vrai père. Valentine, je vous en supplie, revenez à vous. Ou plutôt n'essayez plus de me tromper C'est atroce. Dieu ne vous demande pas un tel sacrifice. Vous verrez : je saurai m'effacer, vous laisser la petite. Dites-moi que c'est bien ainsi, puisque je vous ai pardonné, Valentine, mon amie, ma sœur...

Aucun signe de connaissance ne passait sur le visage de la malade, mais les larmes continuaient de couler. Puis brusquement elle se redressa et de nouveau secoua les mains que Béatrice dut abandonner :

— Du sang, du sang! Voyez, ce sang qui coule.

Ce n'étaient que des larmes. Béatrice, effrayée, n'osant plus douter, enfin convaincue, appela dans l'antichambre Greta :

— Greta, venez vite. Madame est malade. Que faire?

— Mais elle n'est plus malade, protesta Greta.

Les gestes d'horreur devant le sang répandu recommencèrent.

— Oh! madame, s'écria la Suédoise. Qu'est-il donc arrivé? Elle était guérie.

Puis la folle parut se calmer. Elle se laissa conduire comme si elle n'avait plus la direction d'elle-même. Greta l'emmena doucement, lentement, avec des précautions et aussi avec l'autorité de la garde dressée à ce service. Tout en l'emmenant, elle expliquait à voix basse à Mme d'Aumont :

— C'est une crise. Mais c'est une petite crise. On n'y croyait plus. Ah! ces maladies de la tête, c'est terrible. Je vais la conduire à Neuilly. Le docteur Charpent la guérira de nouveau.

— Pauvre Valentine! murmura Béatrice.

— Mais que s'est-il donc passé entre vous?

— Je crois que c'est l'émotion de revoir son enfant.

— Elle ne l'a pas vue encore. La petite est dans le jardin

— La peur alors.

— Oui, la peur. Elle n'aurait pas dû venir. Elle aurait dû attendre. Elle s'en faisait du souci, je le voyais bien.

Ainsi parlaient-elles sans bruit, comme si Valentine de Croisy ne pouvait les entendre. Celle-ci n'opposait aucune résistance.

— Voulez-vous, demanda Béatrice comme elles approchaient de la grille d'entrée, que je vous accompagne jusqu'à l'hôtel et que je vous envoie mon médecin?

— C'est inutile, madame. J'ai l'habitude. Voyez comme elle est sage. Nous partirons demain pour Neuilly.

Dans l'allée du jardin que suivait le groupe douloureux, — Valentine entre les deux femmes, — la petite Renée apparut, les bras chargés de fleurs. Elle s'arrêta dans sa course, comme une Diane en plein élan, comme une biche surprise par le chasseur. Et le groupe, retenu par la folle, fut à son tour cloué sur place. Valentine parut un instant se figer devant l'enfant. Puis elle reprit sa marche incohérente, mais les larmes coulaient plus abondamment sur ses joues.

A la grille, Béatrice l'embrassa :

— Adieu, Valentine.

Elle ne reçut pas de réponse. Elle la regarda s'éloigner, pensive, inquiète, incertaine, ressaisie par le doute singulier qui lui avait inspiré ses objurgations aux genoux de la folle et fut tirée de ses réflexions par Renée qui, troublée elle-même par ce spectacle, l'interrogea :

— Qui est-ce, maman, la dame en blanc? Qu'avait-elle pour que vous la souteniez à deux? Comme elle m'a regardée!

— Elle t'a regardée?

— J'ai cru qu'elle me dévorait. Et puis elle s'est mise à pleurer. Pourquoi?

— Je ne sais pas.

— Qui est-ce donc, maman? Tu ne m'as pas encore répondu

Et Béatrice crut surprendre dans cette insistance un trouble grandissant. Elle chercha un instant sa réponse, puis déclara :

— Une femme infiniment malheureuse et infiniment généreuse. Plus tard, je t'apprendrai à l'aimer.

— Plus tard?

— Oui, quand tu seras grande.

L'enfant réfléchit, puis montra la moisson dont ses bras étaient chargés :

— J'aurais dû lui donner ces fleurs.

Par une inspiration subite, Béatrice l'envoya :

— Va la rejoindre et donne-les lui.

Renée, rapide, franchit la grille et courut. Elle rejoignit dans le bois d'oliviers les deux femmes qui ne pouvaient se douter de cette poursuite, qui n'entendirent point son pas trop léger et ne se retournèrent pas. Alors elle s'arrêta, intimidée et surprise, parce que la malade marchait délibérément et sans s'appuyer au bras de la dame de compagnie. Elle fut si déconcertée par ce changement qu'elle n'osa pas aborder la dame blanche, ni se montrer à elle, et qu'elle revint avec ses fleurs. Quand elle rejoignit au jardin Mme d'Aumont, celle-ci étonnée lui demanda :

— Pourquoi les rapportes-tu?

— Je n'ai pas osé. Elle n'est déjà presque plus malade.

— Alors, va les disposer dans les vases.

Béatrice, tourmentée et perplexe, fut un peu plus tard appelée au téléphone par le pavillon Victoria. La fidèle Greta lui donnait des nouvelles : « Madame était moins agitée. Visiblement elle se calmait. La crise n'aurait probablement pas de suites graves. Dans tous les cas, ces dames partaient le soir même par le rapide où l'on avait pu leur retenir un sleeping pour Paris et Neuilly... »

Rassurée, Béatrice ne le fut qu'à demi. Comme elle avait besoin de solitude, elle gagna à l'extrémité du jardin, — de ce

beau jardin achevé comme une œuvre d'art qu'elle ne voyait même pas tant elle était absorbée, — un banc que l'ombre du chêne protégeait contre le soleil couchant et qui offrait, entre les branches, la vue de la mer. Mais c'était en vain que la mer se teintait d'or au soir tombant. Béatrice ne pouvait distraire ses pensées du doute qui obsédait son esprit :

« Valentine est-elle réellement redevenue folle au seul rappel du passé, quand elle a compris que je savais tout, ou bien a-t-elle simulé la folie? Si elle a simulé la folie, si elle s'est évadée du monde pour me laisser son enfant, leur enfant, en compensation de sa faute et de mon pardon, et pour que je sois libre de l'élever dans le culte de son véritable père et de lui donner un jour le nom de celui-ci, elle a d'un coup, dans son amour, dépassé toutes mes immolations. Ah! René, mon René, qui donc, de nous deux, t'aura le plus donné en ce jour de la Résurrection? Qui de nous deux t'aura le plus aimé?... »

Le calvaire qu'elle avait gravi l'avait reçue avec les ailes du cygne, lui avait été adouci par un sacrifice inattendu, et qui ne venait pas d'elle. Et, penchant la tête, elle pleura, elle aussi, non sur elle, mais sur Valentine...

HENRY BORDEAUX.

LES ENTRETIENS
DE L'IMPÉRATRICE EUGÉNIE

I

PREMIÈRES CONFIDENCES : LE VERDICT DE L'HISTOIRE

C'est par la princesse Mathilde que j'ai eu l'honneur de connaître l'impératrice Eugénie. Un soir, vers la fin de mai 1901, la Princesse me dit, avec cette franchise alerte et savoureuse dont elle était coutumière :

— L'Impératrice va bientôt venir à Paris. Elle a lu vos livres ; je lui ai quelquefois parlé de vous ; elle est curieuse de vous connaître. Répondez-moi sans détour : malgré vos fonctions officielles, êtes-vous disposé à la rencontrer ?

— Oui, madame. Par convenance, je demanderai l'autorisation de mon ministre, M. Delcassé. Mais je sais comme il a l'esprit large et libre : je ne doute pas de son acquiescement.

— Alors, c'est convenu ? Je peux annoncer votre visite à l'Impératrice ?

— J'en remercie d'avance Votre Altesse Impériale.

D'un air malicieux, elle reprend :

— Je vous préviens que la visite sera longue..., une heure..., deux heures..., trois heures... Déjà, sous l'Empire, ses audiences n'en finissaient pas. Aussitôt qu'elle prenait la

Copyright by Maurice Paléologue, 1928.

parole, elle perdait la notion du temps. Infatigable, elle entraînait son auditeur sur les terrains les plus variés, soutenant ses opinions avec une chaleur, une ténacité, parfois même une éloquence extraordinaires. J'ai vu souvent des personnages sérieux, graves, pas courtisans du tout, obligés de capituler devant elle. Cela faisait un singulier contraste avec les audiences de l'Empereur, qui laissait à peine tomber quelques mots, quand il ne s'enfermait pas dans un mutisme impénétrable et nuageux. Pour moi, j'ai toujours été rebelle à l'influence de mon auguste cousine. Entre nous deux, il n'y a guère d'affinités électives. Jadis, nous n'étions d'accord sur rien..., et nous avons continué, ce qui d'ailleurs ne nous a jamais empêchées de vivre en bons termes. Vous savez que mon frère, le prince Napoléon, la détestait. Il la chargeait de tous les défauts; il ne lui reconnaissait aucun mérite : en quoi il avait tort, car c'est une nature très fière, très courageuse et que le malheur a beaucoup ennoblie.

— Accepte-t-elle qu'on lui parle de son règne?

— Moi, je me garde bien de lui en parler : nous n'irions pas loin sans nous disputer. Mais je suis sûre qu'elle en causera volontiers avec vous. Du reste, vous pourrez vous fier absolument à tout ce qu'elle vous dira : elle a une mémoire prodigieuse et elle est la sincérité même.

Quelques jours plus tard, la princesse Mathilde m'écrivait : « L'impératrice Eugénie vient d'arriver à Paris : elle est descendue, comme toujours, à l'Hôtel Continental. Elle sera heureuse de vous recevoir, samedi prochain, à onze heures. »

GRANDEURS ET MIRAGES DU SECOND EMPIRE

Samedi, 8 juin 1901.

A l'heure dite, le vieux et dévoué secrétaire de l'Impératrice, Franceschini Piétri, m'introduit auprès d'elle.

En dépit de ses soixante-quinze ans, elle garde encore les traces de son ancienne beauté. Le visage est demeuré fin, avec des arêtes précises, comme le modelé d'une médaille. Sous les cheveux blancs, le front s'accuse en hauteur, un front visiblement prédestiné au diadème. Les yeux vifs, rapprochés, brillent d'un éclat sombre et dur, où se trahit l'artifice du

crayon noir qui souligne le bord des paupières fanées. Le buste, droit, rigide, n'effleure même pas le dossier du fauteuil. Les mains, restées nettes, sont d'une pâleur ambrée, comme si elles avaient macéré dans un baume. Ainsi, de toute la personne, se dégage une étrange impression de majesté, de hiératisme et de ruine.

Tandis que notre conversation s'amorce en paroles banales, je remarque, sur le guéridon placé près d'elle, une pile de livres, marqués de nombreux signets. *L'Europe et la Révolution française*, d'Albert Sorel, *l'Allemagne et la Réforme*, de Janssen, *les Prophètes d'Israël*, de Darmesteter; plus loin, j'aperçois une autre pile de livres anglais dont je ne distingue pas les titres. Enfin, au milieu de la table, deux grandes photographies, entre lesquelles s'épanouit un bouquet de roses, — le portrait de Napoléon III et celui du Prince impérial.

Nous abordons bientôt les questions de la politique étrangère. Après m'avoir parlé, en termes émus, de la reine Victoria, « cette noble et solide amie » qu'elle a perdue récemment, l'Impératrice m'interroge sur les relations franco-britanniques. elle admire sans réserve l'habile redressement que Delcassé a su opérer, au lendemain de Fachoda; elle est aussi frappée qu'heureuse de la confiance qu'il inspire à Londres par son courage, sa fermeté, son esprit objectif, sa claire intelligence des grands problèmes européens; elle m'atteste également l'autorité croissante de notre ambassadeur, Paul Cambon. Là-dessus, elle ne s'en tient pas aux appréciations, plus ou moins vagues, plus ou moins compétentes, qui traînent dans les journaux : elle invoque des témoignages précis, par exemple telle conversation qu'elle eut avec la reine Victoria, le roi Édouard, le duc de Connaught, ou tel propos qui émane authentiquement de lord Salisbury, lord Lansdowne, Balfour, lord Curzon, Asquith, Chamberlain, lord Selborne, etc... Je suis d'autant plus à l'aise pour compléter ses informations, que Delcassé, toujours obsédé par son œuvre, me disait hier : « Puisque l'impératrice Eugénie a des contacts si fréquents avec les familles souveraines d'Angleterre, d'Espagne et de Russie, elle pourrait, à l'occasion, nous prêter un concours très utile en répandant mes idées autour d'elle. Ne craignez

(1) La reine Victoria est morte, à Osborne, le 22 janvier 1901.

donc pas de lui exposer mon programme. Je vous autorise même à lui dire que, dans ma pensée, la liquidation générale des vieux litiges anglo-français n'est qu'un prologue, — le prologue nécessaire d'un accord plus vaste, plus intime, auquel je rêve d'associer un jour l'alliance franco-russe ; car je n'imagine pas d'autre système qui puisse contrebalancer la formidable coalition des puissances germaniques... Parlez-lui aussi de mes dernières négociations avec Madrid au sujet du Maroc, pour le cas où elle se rencontrerait bientôt avec la reine Christine... »

Sur l'état de nos rapports avec la Russie, l'Impératrice n'est pas moins exactement informée, en raison de l'amitié qui l'unit à la tsarine douairière, Marie-Féodorowna, sœur cadette de la reine Alexandra. C'est ainsi qu'elle connaît tous les dessous de l'intrigue enchevêtrée que Guillaume II a poursuivie, l'an dernier, sous le noble prétexte de rétablir la paix au Transvaal, mais en réalité dans l'unique dessein de brouiller les cartes, d'exciter les défiances de la Russie contre l'Angleterre, de la France contre la Russie, de l'Angleterre contre la Russie et la France. De même, elle sait dans quelles conditions le tsar Nicolas s'est laissé rouler, il y a quelques mois, par le Kaiser pour la nomination du feld-maréchal Waldersee au commandement suprême des forces internationales en Chine (1), conditions tellement piteuses que Guillaume II a pu s'offrir la joie d'adresser à son maréchal cet adieu solennel : « Je vous salue, à l'instant où vous allez quitter la terre allemande... Il est extrêmement significatif que l'origine de votre nomination ait été un désir et une proposition de l'Empereur de toutes les Russies, du monarque puissant qui fait sentir son pouvoir jusqu'au bout de la terre asiatique. Cela prouve une fois de plus combien les deux empires sont étroitement liés par les traditions militaires. »

Ces diverses questions épuisées, l'Impératrice se lève, non sans peine, de son fauteuil. Croyant qu'elle met fin à l'audience, j'esquisse déjà mon salut d'adieu ; mais elle proteste vivement :

(1) Au printemps de 1900, une révolution xénophobe, la révolution des Boxers, ayant soulevé tout le nord de la Chine, les légations étrangères, accréditées à Pékin, eurent à soutenir un très long siège. Pour les délivrer, il fallut envoyer au Pétchili un corps expéditionnaire, composé de troupes françaises, russes, anglaises, allemandes et japonaises.

— Oh ! non... ne partez pas encore ! Mes vieilles jambes sont si endolories et si raides, que j'ai besoin de les détendre en faisant quelques pas. Voulez-vous marcher un peu, à côté de moi, comme si nous nous promenions ensemble ?

Nous traversons ainsi, lentement, les deux salons qui forment son appartement et dont les fenêtres, grandes ouvertes, prennent jour sur les Tuileries. La matinée est radieuse. Dans l'air subtil et vibrant, la verdure fraîche des marronniers enveloppe d'une ombre légère la blancheur des statues. Nous nous arrêtons plusieurs fois pour contempler ce décor illustre, — un des points du monde où l'on sent le mieux l'inconstance de la fortune, la fragilité des empires, l'écoulement perpétuel des choses... Une exclamation m'échappe :

— Comment Votre Majesté peut-Elle supporter ce spectacle ?

— Vous aussi, vous me demandez cela !... Oui, je sais : on me croit insensible, parce que je me loge dans cet hôtel, où j'ai constamment les Tuileries sous les yeux. Mais, voyez-vous, rien ne me fait plus rien... J'ai trop souffert... Qu'est-ce qu'un spectacle ou un autre, en comparaison des souvenirs que je porte au fond de moi ?... D'ailleurs, par moments, il me semble que je suis morte depuis très longtemps. Comme je ne vis plus qu'avec des ombres, je me fais à moi-même l'image d'une ombre... Parfois cependant, j'ai des réveils subits, d'une intensité, d'une violence extraordinaires. Alors, des scènes entières de mon passé me reviennent à l'esprit ; je revois les personnes, les visages, les attitudes, les gestes, les moindres circonstances, les moindres détails ; je crois y être encore : c'est tragique.

Là-dessus, elle se rassied, la tête haute, le buste raide. Me désignant du doigt le portrait de Napoléon III, qui est placé à côté d'elle :

— J'espère bien, me dit-elle, que nos relations n'en resteront pas à votre visite d'aujourd'hui et que vous m'offrirez souvent le plaisir de causer avec vous ; mais je tiens à vous dire, dès notre première rencontre, quelle noblesse, quelle abnégation, quelle magnanimité il y avait chez l'Empereur. Quand nous étions heureux, je l'ai toujours vu simple et bon, charitable et miséricordieux. Il souffrait, avec une admirable indulgence, la contradiction et la calomnie... Quand les malheurs nous ont accablés, il a porté le stoïcisme et la mansuétude jusqu'au

sublime. Si vous l'aviez vu, dans ses dernières années, à Chislehurst ! Jamais un mot de plainte, de blâme ou de récrimination !... Souvent, je le suppliais de se défendre, de repousser les attaques impudentes, les malédictions ignominieuses dont il était l'objet, d'arrêter enfin ce torrent d'injures qui se déversait continuellement sur nous. Il me répondait avec placidité : « Non, je ne me défendrai pas... Certaines catastrophes sont si douloureuses pour une nation, qu'elle a le droit d'en rejeter, même injustement, toute la faute sur son chef... Un monarque, un empereur surtout, se dégraderait en cherchant à se disculper, car il plaiderait sa cause contre son peuple... Il n'y a pas d'excuses, pas de circonstances atténuantes, pour un souverain. Sa plus haute prérogative est d'assumer sur lui seul toutes les responsabilités encourues par ceux qui l'ont servi... ou trahi... » Ces nobles paroles, monsieur, je ne les oublierai jamais ; elles me soutiennent et m'illuminent depuis trente ans. Aussi, malgré bien des instances, je n'ai jamais voulu écrire les souvenirs de mon règne... Parfois seulement, comme aujourd'hui, je m'accorde la douceur de m'épancher devant des personnes sympathiques.

Sans me laisser le temps de la remercier pour cette dernière phrase, elle repart brusquement, avec un accent passionné :

— Je ne demande plus à Dieu qu'une grâce : vivre encore assez, moi déjà si vieille, pour voir la France revenir à plus de justice envers nous... Croyez-vous, monsieur, croyez-vous que je verrai jamais la réhabilitation de l'Empire?... Franchement, que pense-t-on de nous aujourd'hui ?

— Il me semble, madame, que la période des iniquités criantes, la période des anathèmes, est passée pour Napoléon III et qu'on le juge dans un esprit assez large... Voyez l'*Histoire du second Empire*, que publie M. de La Gorce ; le tome V, qui vient de paraître, nous mène jusqu'au lendemain de Sadowa et de Quérétaro. Si, dans cet ouvrage, la politique de l'Empereur est souvent critiquée, même condamnée, l'idéalisme élevé de ses inspirations et la générosité chevaleresque de son caractère y sont partout reconnus... Le fait de ma présence ici, auprès de Votre Majesté, n'est pas moins significatif. Que je puisse, moi, fonctionnaire de la République, rendre visite à l'impératrice Eugénie, avec l'autorisation de mon ministre, n'est-ce pas la preuve de l'apaisement qui s'est opéré, dans tous les esprits,

à l'égard du régime napoléonien ?... Voilà pour le présent. Quel sera le verdict de l'avenir ?

— Oh ! oui, c'est cela que je brûle de savoir. Comment l'avenir nous jugera-t-il ?

— Cette question, je me la suis posée naguère... Il y a deux mois, j'étais à Rome : je méditais devant la colonne Trajane, en vue d'un livre que je prépare sur la Ville éternelle, et je me demandais quel était, dans les temps modernes, le souverain dont la figure évoquait le mieux celle de Trajan. Le nom de Napoléon III m'est venu soudain à l'esprit. Oserai-je vous avouer, madame, que je l'ai presque aussitôt rejeté ? Car enfin, l'un a terminé son règne dans la gloire et l'autre dans le désastre ! Mais, à y réfléchir, ma première idée m'a paru défendable. Chez les deux empereurs, on trouve, au même degré, la modestie et la générosité personnelles, l'amour du bien public, un vif sentiment de la justice et de l'harmonie sociales, un noble désir de concilier les nécessités du pouvoir et les avantages de la liberté. Pareillement, leur imagination césarienne les rendait trop accessibles à la griserie des apothéoses militaires. Malgré ses éclatantes victoires en Germanie, l'expédition aventureuse où Trajan se laissa entraîner vers les confins de la Perse, jusque dans l'Adiabène et la Colchide, alors que ses légions avaient tant à faire sur le Rhin et le Danube, n'était pas plus raisonnable que l'expédition du Mexique...

L'Impératrice exhale un profond soupir :

— Cela me console de vous entendre !

Là-dessus, voici que sa pendule de voyage sonne midi.

— Oh ! s'écrie-t-elle, déjà midi !... Pouvez-vous rester quelques minutes encore ?

Puis, d'un geste rapide, elle retourne la pendule vers moi :

— Et maintenant, ajoute-t-elle, je ne verrai plus l'heure ; vous partirez quand il vous plaira... Puisque vous essayez si loyalement de comprendre la personne et le rôle de mon mari, posez-moi les questions que vous voudrez ; je serai heureuse d'y répondre.

— Eh ! madame, c'est sur l'histoire entière du Second Empire que j'aimerais vous interroger. Mais, comme c'est moi qui vois maintenant la pendule, je suis obligé de mesurer le temps que Votre Majesté veut bien m'accorder.

— Alors, pour aujourd'hui, ne me posez qu'une question. Le reste viendra plus tard.

Je lui demande :

— Parmi tant de belles heures qui ont jalonné votre règne, quelles furent les plus radieuses, les plus exaltantes, je veux dire surtout celles qui découvraient devant vous les plus séduisants mirages ?

Sans la moindre hésitation, elle répond :

— Oh ! d'abord, le baptême du Prince impérial, le 14 juin 1856. Pendant le trajet des Tuileries à Notre-Dame, j'étais seule avec l'Empereur dans le carrosse pompeux de notre mariage. Le Prince impérial, ses gouvernantes et sa nourrice occupaient la voiture précédente. C'était vers six heures du soir. Des maréchaux cavalcadaient à nos portières. On nous acclamait frénétiquement. Le soleil, qui commençait à décliner, empourprait la rue de Rivoli ; nous défilions dans une lumière éblouissante. Près de moi, l'Empereur restait silencieux, ne s'occupant qu'à saluer. Je ne lui disais rien non plus, parce qu'une allégresse ineffable me soulevait l'âme ; je me répétais intérieurement : « C'est par cet enfant, c'est par *mon fils*, que la dynastie napoléonienne s'enracinera définitivement sur la terre de France, comme s'y est implantée, il y a huit siècles, la dynastie capétienne ; c'est lui qui mettra le sceau définitif à l'œuvre de son père !... » Et pourtant une voix secrète me chuchotait que les mêmes pompes officielles, les mêmes ovations populaires, les mêmes salves d'artillerie, les mêmes volées de cloches avaient célébré les baptêmes du dauphin Louis XVII, du Roi de Rome, du Duc de Bordeaux, du Comte de Paris. Et qu'étaient-ils devenus, ces pauvres enfants ? La prison, la mort, l'exil !... Mais une autre voix plus forte me rassurait aussitôt, me dilatait le cœur, me remplissait de confiance et d'orgueil... A la fin de la cérémonie, lorsque l'Empereur a élevé notre fils dans ses bras pour le montrer au peuple, mon émotion est devenue soudain si poignante que mes jambes se sont dérobées sous moi, et que j'ai dû m'asseoir précipitamment...

« Après ce magnifique souvenir, le plus brillant que je conserve, c'est encore sous les voûtes de Notre-Dame qu'il s'encadre, le 3 juillet 1859, au *Te Deum* pour notre victoire de Solférino. Vous vous rappelez que, pendant la guerre, l'Empereur m'avait confié la régence. Je me suis donc rendue à Notre-Dame,

en qualité de régente, avec le Prince impérial à ma gauche. Rien ne saurait vous décrire l'enthousiasme de la foule. Par instants, les acclamations faisaient un tel vacarme, que nous passions devant les musiques militaires sans les entendre... Au retour on se mit à nous cribler de fleurs ; elles résonnaient sur la cuirasse des Cent-Gardes comme une mitraille ; notre voiture en était pleine ; mon fils tressautait de joie, battait des mains, envoyait gentiment des baisers à la foule. Ce jour-là aussi, j'ai eu la certitude éclatante que Dieu réservait à mon enfant la mission glorieuse de couronner l'œuvre de son père.

Elle s'arrête un instant, les paupières closes, les joues très pâles, comme si toutes ces visions ranimées la remuaient jusqu'au tréfonds de l'âme. Puis, avec une sorte de gêne souriante, elle reprend :

— La troisième fois où les mirages de l'avenir m'ont ébloui les yeux, j'ose à peine vous la confier, car elle vous paraîtra bien frivole... N'importe ! Je compte sur votre indulgence : à cette époque-là, je n'avais pas encore fait l'apprentissage du malheur. Voici donc ma troisième illusion prestigieuse... Vous savez que, pendant l'été de 1860, l'Empereur a visité la Savoie et le comté de Nice, qu'il venait d'annexer ; je l'accompagnais. Ce ne fut pas un voyage, mais une marche triomphale. L'Empereur était comme transfiguré de bonheur ; il semblait vivre dans un rêve, dans un enchantement. Du coup, il avait oublié tous les reproches que la paix de Villafranca lui avait si injustement attirés. Je n'étais pas moins heureuse et transportée que lui. Or, le 29 août, les habitants d'Annecy avaient organisé, pour le soir de notre arrivée, une promenade sur le lac. Toute une flottille de barques légères, enguirlandées de lanternes multicolores, suivait notre gondole, drapée de pourpre et tirée par vingt rameurs. A l'arrière, on avait dressé une espèce de tillac, où l'Empereur et moi, nous trônions majestueusement. Le ciel fourmillait d'étoiles. Des orchestres se mêlaient au cortège. Par moments, des feux de Bengale, des girandoles, des gerbes de fusées illuminaient tout le paysage. C'était magique... Comme nous venions de présider un dîner de gala, j'étais en robe décolletée, avec mon diadème et mes plus belles parures. Bien que la nuit fût chaude, j'avais jeté sur mes épaules un grand burnous écarlate, frangé d'or. Un instant, pour mieux jouir du spectacle, je me levai sur notre tillac.

Aussitôt, de toutes les barques, on se mit à crier : « Vive l'Impératrice ! » Je rayonnais. L'Empereur me dit : « Tu as l'air d'une dogaresse. » En effet, je me croyais sur le *Bucentaure*. Pour un peu, j'aurais jeté mon anneau dans le lac, ainsi que faisait le doge quand il présidait aux fiançailles de Venise et de l'Adriatique. Moi, je me figurais assister aux noces éternelles de la France et de l'Empire.

Sans arrêt ni transition, elle poursuit :

— Mon quatrième souvenir d'éblouissement, — et c'est le dernier, — vous étonnera un peu ; en tout cas, vous le jugerez bien tardif ; c'est le 18 novembre 1869, à l'inauguration du canal de Suez... 1869 ! Une triste année pour l'Empire ! Au dehors, la Prusse menaçante, l'Italie ingrate, les autres puissances boudeuses, rancunières... Au dedans, l'inquiétude, la désaffection ; une presse ignoble d'insolence et de mauvaise foi, des grèves continuelles, des manifestations tumultueuses, le régime sapé de toutes parts. Ceux-là même, qui avaient le plus d'intérêt au maintien de la dynastie, se délectaient chaque semaine à lire *la Lanterne* de Rochefort ; un vent de folie soufflait sur la France. Par surcroît, l'Empereur, malade, sombre, découragé, ne voyait plus autour de lui que des présages funestes. Un jour, il me tendit une gazette de Rome, une gazette publiée sous la censure du Vatican, et j'y lus quoi ? L'annonce de nos funérailles prochaines !... L'inauguration solennelle du canal était fixée au 18 novembre, à huit heures du matin, dans les eaux d'Ismaïlia. C'était le ciel d'Égypte, une féerie de lumière, une splendeur idéale. Cinquante navires pavoisés m'attendaient, au seuil du lac Timsah. Mon yacht, *l'Aigle*, prit aussitôt la tête du cortège : les yachts du Khédive, de l'empereur François-Joseph, du prince royal de Prusse, du prince Henri des Pays-Bas, me suivaient à moins d'une encablure. Le spectacle était d'une si prodigieuse magnificence et proclamait si hautement la grandeur du génie français, que je ne me contenais plus : j'exultais. L'affreux cauchemar, que j'avais emporté de Paris, s'était dissipé soudain, comme par l'effet d'une baguette magique. Alors, pour la dernière fois, j'ai cru qu'un grand avenir attendait mon fils, et j'ai prié Dieu qu'il m'assistât dans la lourde tâche qui m'incomberait bientôt, si la santé de l'Empereur ne s'améliorait pas... Un an plus tard, nous étions détrônés !

Après un silence grave, elle reprend :

— Maintenant, monsieur, je ne vous retiens plus... Merci d'avoir mis tant de complaisance à m'écouter... Je garde l'espoir que nous nous reverrons.

La pendule marque une heure moins dix.

L'ÉTERNELLE QUESTION ROMAINE

Samedi, 18 juillet 1903.

La santé de la princesse Mathilde vient de causer à son entourage de telles inquiétudes que le prince Louis, la princesse Clotilde et l'impératrice Eugénie sont aussitôt accourus à Saint-Gratien.

Aujourd'hui, l'état de la Princesse étant amélioré, l'Impératrice me fait prier de venir la voir, « si possible cet après-midi même, car elle voudrait m'entretenir confidentiellement d'une affaire grave ».

Vers quatre heures, je me présente à l'Hôtel Continental.

L'Impératrice, qui arrive de Saint-Gratien, me rassure d'abord au sujet de sa cousine. Puis elle me presse de questions sur la santé de Léon XIII.

— Depuis une semaine, dis-je, le Pape déçoit tous les pronostics de ses médecins. On le croit au plus mal; subitement, il recouvre des forces. Il y a trois jours, il semblait convalescent; aujourd'hui, on n'a plus aucun espoir de le sauver. Où en sera-t-il demain?

Elle prend alors son grand air de souveraine :

— Maintenant, voici pourquoi je vous ai prié de venir : j'ai un secret à vous confier, un secret, que je vous permets de rapporter à M. le président de la République et à votre ministre, mais à eux seuls. Pouvez-vous me garantir qu'ils ne le communiqueront, eux, à personne?

— Il m'est impossible de formuler à cet égard aucune assurance, puisque j'ignore totalement de quoi Votre Majesté veut me parler; je n'hésite pas cependant à lui garantir la discrétion de M. le président Loubet et de M. Delcassé, à moins qu'un devoir supérieur ne leur interdise le silence.

— Bien. Cela me suffit. C'est du pape Léon XIII que j'ai à vous entretenir... Depuis longtemps, j'avais un immense désir

de connaître cette noble, cette idéale figure de pontife romain, une des plus belles qu'il y ait dans les annales de l'Église. Quelle générosité d'âme, quelle profondeur et quelle finesse d'intelligence! Léon XIII a toutes les vertus de Pie IX... et tout ce qui manquait à Pie IX. Que de fois je me suis dit : « Ah! si l'Empereur avait eu affaire à Léon XIII et non à Pie IX!... » Je ne voulais pas le laisser mourir, sans m'être agenouillée devant lui. Donc, vers la fin du mois dernier, j'ai fait venir mon yacht au Cap Martin et, sous le prétexte d'une croisière, je suis partie pour Civita-Vecchia. De là, j'ai été à Rome, incognito; j'ai choisi un des plus modestes hôtels, et même, pour que mon voyage fût tout à fait ignoré, j'ai expédié mon yacht à Naples, après avoir fait publier dans les journaux que je n'étais pas descendue à terre. Le lendemain, j'ai demandé une audience au Pape et je me suis cloîtrée dans mon hôtel jusqu'à ce que j'eusse reçu la réponse du Vatican.

« Elle m'est venue, cette réponse, sous la forme d'un cardinal français (1) qui m'a dit : « Le Saint-Père est désolé, mais il ne peut recevoir Votre Majesté. — Et pourquoi?... Serait-il plus souffrant? — Non, il va plutôt mieux. Ce qui l'empêche de recevoir Votre Majesté, c'est que, en 1876, Elle a franchi les portes du Quirinal pour faire visite au prince Humbert et à la princesse Marguerite. Or, toute majesté catholique qui a franchi les portes du Quirinal, est exclue à jamais du Vatican. » Je lui ai fait répéter ces derniers mots, puis ma colère a débordé : « On m'interdit l'entrée du Vatican, à moi!... à moi!... Après tout ce que l'Empereur et moi, nous avons fait pour le Saint-Siège!... Léon XIII ne sait-il donc pas que Pie IX était le parrain de mon fils?... Allez lui dire de ma part que je proteste contre sa décision, que je le supplie de la rétracter, car ce serait pour moi le plus douloureux affront. » Mais le cardinal s'est montré inflexible : « Non, madame, la décision du Saint-Père est irrévocable; il m'a bien recommandé de vous la notifier comme telle... » Je n'étais plus en colère; j'étais stupéfaite, abasourdie... Redevenue maîtresse de moi, j'ai tenté d'agir sur le cardinal par le raisonnement : « Cette visite que j'ai faite au Quirinal, avec mon fils, *il y a vingt-sept ans... vingt-sept ans!...* ne peut vraiment pas m'être

(1) J'ai lieu de croire que c'est le cardinal Mathieu.

objectée. Nous avions d'abord été nous prosterner devant Pie IX, qui nous avait reçus avec les honneurs souverains. Le roi Victor-Emmanuel n'était pas à Rome; c'est à Florence, au palais Pitti, que nous l'avons vu. Il n'y avait, au Quirinal, que le prince Humbert et la princesse Marguerite ; nous ne pouvions pas décemment les ignorer!... » Le cardinal a repris : « Non, madame; Votre Majesté n'aurait pas dû franchir les portes du Quirinal. — Avouez, monseigneur, que, si j'ai commis une faute, elle était bien vénielle... Après tous mes malheurs, n'ai-je pas quelques titres à l'indulgence du Pape?... — Le Saint-Père a des motifs graves et actuels pour se montrer inflexible envers Votre Majesté; il m'a autorisé à vous les révéler. Nous savons que Victor-Emmanuel III ira bientôt à Paris et que le président de la République lui rendra sa visite à Rome. Le Saint-Père considérera, comme une offense intolérable, la présence de M. Loubet au Quirinal, et il refusera de le recevoir. C'est pourquoi il ne veut pas laisser créer l'apparence même d'un précédent qui, dans cette circonstance ou dans toute autre analogue, pourrait lui être opposé. — Ce sera donc la rupture certaine entre la France et le Saint-Siège?... — Oui, madame, ce sera la rupture. »

« Il s'est alors passé en moi quelque chose d'extraordinaire; me figurant que j'étais encore sur le trône, j'ai continué la discussion, comme si j'avais charge de plaider la cause française : « Pourquoi cette attitude intransigeante du Saint-Siège? Car enfin M. Loubet n'est pas un monarque de droit divin : il n'est pas l'héritier d'une longue tradition religieuse : il est le chef élu et temporaire d'un État démocratique ; il ne se trouve donc pas, vis-à-vis de la Cour romaine, dans la même situation morale que l'empereur d'Autriche, qui est *Majesté apostolique*, ou le roi d'Espagne, qui est *Majesté catholique*, ou le roi de de Portugal, qui est *Majesté Très Fidèle*... Or, puisque le roi d'Italie va bientôt venir à Paris, M. Loubet sera nécessairement obligé de lui rendre sa visite à Rome. Et comment, sous quel prétexte, pourrait-il s'en dispenser?... Mais je suppose qu'avant de quitter Rome, il témoignera sa déférence au chef suprême de l'Église, en demandant à lui présenter ses hommages. Si les portes du Vatican restent fermées devant lui, c'est le Pape seul qui en portera la responsabilité... Enfin, comment ferez-vous comprendre au monde que le Souverain Pontife interdise

l'entrée de son palais au chef de la nation française, alors qu'il n'éprouve aucune répugnance à y recevoir des monarques hérétiques, tels que le roi d'Angleterre et l'empereur d'Allemagne? Non, même dans les milieux catholiques, on ne s'expliquerait pas une attitude aussi paradoxale... » Une fois déchaînée, j'allais, j'allais!... Et le pauvre cardinal m'écoutait, avec une mine déconfite, me répétant à voix basse : « Le Saint-Père a pesé tous ces arguments; il n'en est que plus ferme dans sa décision, qui est irrévocable... irrévocable. » Et ce fut son dernier mot.

Après un soupir, elle reprend :

— Il m'a semblé que M. le président de la République et votre ministre ont intérêt à connaître cet incident, qui m'a été si pénible. Mais vous comprenez pourquoi je leur demande un secret absolu. Songez à la honte que j'éprouverais si les journaux publiaient que le Pape m'a refusé l'entrée du Vatican... à moi!

Après avoir chaleureusement remercié l'Impératrice de sa confiance, je lui dis :

— La décision qui vous a été notifiée m'attriste plus qu'elle ne me surprend. Toutes nos informations nous démontrent que le Saint-Siège n'admettra pas la visite du président de la République au roi d'Italie. Léon XIII n'est pas moins irréductible, à ce sujet, que n'eût été Pie IX. L'autre jour, notre ambassadeur, le très fin Nisard, a reçu du cardinal Rampolla une note péremptoire, où il lui déclarait « qu'une visite du président de la République au Quirinal serait considérée par le Saint-Père comme une offense, non seulement aux droits du Saint-Siège, mais encore à Son Auguste personne elle-même. » A tous nos arguments, à toutes nos recherches de combinaisons transactionnelles, on oppose la même thèse : « Le fait pour le chef d'une nation catholique, telle qu'est le Président de la République française, le fait de rendre visite au spoliateur du Pape, dans le palais qui était jadis la demeure des souverains pontifes, implique une offense grave au chef suprême de la religion, une criminelle atteinte au droit qu'a celui-ci de revendiquer, aujourd'hui et toujours, sa pleine indépendance pour le bien des peuples catholiques et la dignité de l'Église romaine. »

— A cela que répond M. Delcassé?

— Il n'est pas trop ému par ces protestations théoriques de la cour vaticane; il y voit surtout des affirmations doctrinales, les vieux axiomes du pouvoir temporel. Il me disait récem-

ment : « L'histoire nous apprend que, si la cour de Rome n'a jamais cédé sur les principes, elle ne s'est non plus jamais refusée aux transactions pratiques. Enfin, le pape Léon XIII, le plus sage et le plus francophile des papes, ne voudra pas terminer son règne par une rupture avec la France... Voilà trente-trois ans que la Maison de Savoie est installée à Rome et que l'Europe entière a reconnu le fait accompli. Le Saint-Siège lui-même a reconnu implicitement ce fait, puisqu'il admet que les puissances catholiques entretiennent simultanément un ambassadeur auprès du Quirinal et un ambassadeur auprès du Vatican. Vous verrez que tout finira par s'arranger... » Comme M. Delcassé a l'esprit très souple et une remarquable ingéniosité de manœuvre, il entrevoit toute une série d'expédients qui réussiront peut-être... si le pape Léon XIII est encore là, au moment décisif.

— Vous admirez beaucoup M. Delcassé?

— Oui... A certains égards, il me rappelle Mazarin.

— Allez vite lui rapporter ma confidence. J'espère vous revoir avant mon départ pour Farnborough; je pense rester à Paris trois ou quatre jours.

Rentré au Quai d'Orsay, je raconte à Delcassé mon entretien avec l'Impératrice. Pendant que je parle, son visage se rembrunit; ses traits se crispent dans une grimace revêche qui est, chez lui, le signe d'une contrariété vive :

— C'est mauvais, cela! très mauvais!... Qu'est-ce qu'ils ont, au Vatican? Ils sont fous?... La querelle entre le Saint-Siège et la Maison de Savoie ne nous regarde pas. L'Italie est désormais une grande puissance, qui tient brillamment sa place dans le monde et dont il dépend de nous qu'elle soit une alliée précieuse ou une ennemie redoutable, dans le cas d'un vaste conflit européen. Vous vous rappelez ce que le roi Victor-Emmanuel disait dernièrement à Barrère : « La visite de M. Loubet à Rome sera un événement considérable; elle exercera une influence énorme sur les relations futures de nos deux pays... » Pour complaire aux prétentions surannées du Saint-Siège, allons-nous perdre à jamais la possibilité d'une alliance italienne?

— Cette possibilité, nous l'avons déjà perdue, en 1870 : ce sont les prétentions de la théocratie romaine qui nous ont privés de l'alliance italienne, à la veille de Sedan.

— La leçon de 1870, on devrait la graver sur les murs de ce cabinet, afin que les ministres des Affaires étrangères la récitent chaque jour, comme un bréviaire!

Puis il me charge d'aller immédiatement communiquer au président de la République la confidence de l'Impératrice. Comme je me lève pour sortir, il me dit encore :

— C'est très bien, ce qu'elle a fait là, votre auguste amie... très bien! Ne croyez-vous pas que je devrais aller la remercier moi-même?

— Elle en serait assurément très touchée. Mais cela me paraît impossible. L'Impératrice est installée à l'Hôtel Continental; ses moindres démarches sont guettées par les journalistes. Or, vous ne pourriez aller la voir clandestinement; vous seriez donc aussitôt reconnu. Le lendemain, ce serait la fable des journaux.

— Et que voulez-vous qu'ils disent, les journaux?

— Je vois d'ici l'article de *la Libre Parole* : « Le complot judéo-bonapartiste, que nous avons depuis si longtemps dénoncé à nos lecteurs, est à la veille d'aboutir. Un des plus hauts personnages de la République a eu, ces derniers temps, de longs conciliabules avec l'impératrice Eugénie, etc... » Comme vous ne pourrez pas divulguer le motif véritable de votre visite, elle paraîtra suspecte; vos collègues eux-mêmes vous la reprocheront. J'ajoute que l'Impératrice perdrait, à ce scandale, la dernière douceur qui lui reste, la douceur de vivre, chaque année, quelques semaines à Paris... Voici donc ce que je vous propose. J'irais voir l'Impératrice, de votre part, et je lui dirais : « M. Delcassé a été si touché de votre confidence, qu'il voulait venir vous remercier lui-même; il ne s'en abstient que par le souci de ne pas troubler la solitude et la réserve, dont il sait que vous vous êtes fait une loi. »

Il réfléchit un instant, se mord deux ou trois fois les lèvres, comme il fait quand il va prendre une décision grave, puis :

— Vous ne m'avez pas du tout persuadé. J'ai à cœur de remercier l'Impératrice moi-même... D'ailleurs, nous en reparlerons demain matin : la nuit porte conseil... Allez vite à l'Élysée.

Une demi-heure plus tard, je suis reçu par le président de la République.

M. Loubet ne se montre pas moins affecté que Delcassé par le récit de l'Impératrice.

— Savez-vous, me dit-il en terminant, savez-vous ce qui me paraît le plus grave dans cet épisode? C'est que le pape Léon XIII est mourant et que, si la cour vaticane prend dès aujourd'hui une position aussi intransigeante, c'est évidemment afin de s'en prévaloir auprès du futur pape... J'ai toujours pensé que mon voyage à Rome nous réservait de terribles difficultés... La rupture de la France et du Saint-Siège me fait horreur... Et pourtant je dois aller à Rome; c'est la condition *sine quâ non* de l'alliance italienne.

Je lui cite l'admirable mot du cardinal de Retz : « Le propre de l'homme d'État est de savoir choisir entre de grands inconvénients. »

Avant de me congédier, il me dit :

— Je vous prie de vous rendre demain chez l'Impératrice pour lui offrir mes hommages et mes remerciements.

Dimanche, 19 juillet 1903.

A neuf heures et demie, reçu par Delcassé. Quand je lui ai rendu compte de ma démarche à l'Élysée, il me demande :

— Avez-vous réfléchi à ma question d'hier?

— Oui, monsieur le ministre, et la nuit m'a confirmé dans l'opinion que je vous ai soumise. Une visite de vous à l'impératrice Eugénie vous exposerait à des polémiques fâcheuses, qui pourraient bien aboutir à une interpellation parlementaire. Je ne saurais donc vous dissuader assez fortement de cette visite.

— Eh bien! moi aussi, la nuit m'a confirmé dans mon opinion. Je veux remercier moi-même l'Impératrice. Allez la prier de m'accorder une audience.

A dix heures et quart, le fidèle Piétri m'introduit auprès de l'Impératrice : elle est debout, son chapeau sur la tête, son livre de prières à la main ; elle se dispose à partir pour la messe. Je lui dis :

— M. le président de la République, à qui j'ai rapporté notre conversation, m'a chargé d'offrir à Votre Majesté ses hommages et ses remerciements.

— J'accepte les uns et les autres avec reconnaissance.

— Quant à M. le ministre des Affaires étrangères, il désire vous témoigner lui-même comme il est touché de votre confidence; il prie donc Votre Majesté de lui fixer une audience.

Elle me regarde un instant avec stupeur, la tête vacillante. Puis, très digne, très haute, elle me répond :

— La demande de M. le ministre des Affaires étrangères m'émeut profondément; elle ne m'étonne pas de lui : elle est digne de son patriotisme et de son courage; elle l'honore et le grandit à mes yeux... Mais son intention me suffit. Veuillez lui dire que je considère sa visite comme reçue... Il y a des énigmes qu'il vaut mieux ne pas proposer à l'opinion publique.

Puis, me prenant par la main, elle me conduit vers la fenêtre ouverte du salon, devant les Tuileries. Ses yeux errent quelques secondes sur le merveilleux jardin, que le soleil éclatant baigne dans une pourpre d'or. Après un long silence, que je devine plein de grands souvenirs, elle reprend, d'une voix brisée :

— Si j'ai pu rendre hier un service au gouvernement français, j'en suis très heureuse... Depuis le temps où j'habitais *là*, je n'ai plus jamais eu l'occasion de rien faire pour la France... Je ne peux vous garder plus longtemps aujourd'hui; je vais entendre la messe à Saint-Roch; mais j'espère que vous reviendrez ces jours-ci.

Nous prenons date pour mercredi prochain, 22 juillet, cinq heures du soir.

Mercredi, 22 juillet 1903

Le pape Léon XIII est mort avant-hier. C'est de lui que l'Impératrice me parle tout d'abord. Malgré le pénible souvenir qui lui reste de son dernier voyage à Rome, elle m'exprime, une fois de plus, son admiration pour la grande âme, « la sublime et sainte lumière », qui vient de s'éteindre; puis elle me demande :

— Quelle figure pensez-vous qu'il laissera dans l'histoire?

— Une des figures les plus hautes et les plus originales de la papauté. D'une part, il a été un grand théologien; il a remis en honneur la scolastique de saint Thomas. D'autre part, il a compris, avec une étonnante hardiesse de pensée, le mouve-

ment général des choses humaines, l'irrésistible transformation qui s'opère dans les sociétés modernes. Même au temps de Grégoire VII, d'Innocent III, de Sixte-Quint, le trône pontifical, « le trône des trônes », comme on disait jadis, n'a pas rayonné d'un plus bel éclat...

De Léon XIII notre conversation remonte naturellement à Pie IX, et à cette déplorable question romaine qui a pesé d'un poids si lourd sur le règne de Napoléon III.

L'Impératrice me fait d'abord, et d'un ton assez vif, cette déclaration de principes :

— Quoi qu'on ait pu dire, je n'ai jamais été une cléricale... Dieu m'a fait la grâce de me donner la foi, une foi pleine, abondante, invariable, et que le doute n'a jamais effleurée. Je suis croyante jusque dans les racines de mon être. Toute ma personne morale est tellement imprégnée de catholicisme, que je ne me conçois pas non-catholique..., pas plus que je ne pourrais me concevoir habitante d'une autre planète. Je me suis donc toujours acquittée ponctuellement de mes devoirs religieux. Mais, si je suis très sensible aux rites et aux pompes de l'Église, je ne me considère pas comme une dévote : je suis pieuse, et c'est différent. A plus forte raison, je ne suis pas une cléricale, si toutefois vous acceptez ma définition du cléricalisme : l'ingérence abusive du clergé dans la politique... D'ailleurs, y avait-il des prêtres dans mon entourage ? Aucun ! Je ne les fréquentais que pour mon édification spirituelle ou ma consolation intime et dans le secret de mon oratoire. C'était bien mon droit, je pense ?... Jamais on n'a vu, de mon temps, aux Tuileries, ce perpétuel va-et-vient de soutanes qu'on y voyait, par exemple, sous le règne de Charles X. Je vous le répète : de mon temps, il n'y avait pas de cléricalisme aux Tuileries.

— Votre Majesté repousse-t-elle aussi le grief d'ultramontanisme ?

Elle se cabre :

— Je n'étais pas ultramontaine !... Mais, là encore, il faut définir.

Elle m'expose alors ses idées sur la doctrine du pontificat romain ; je les résume ainsi : 1° l'évêque de Rome, étant l'organe de Dieu sur la terre, a besoin d'une autorité visible, et d'une puissance territoriale pour le plein accomplissement de sa

mission divine; 2° sans le pouvoir temporel, le concept catholique de l'Église ne peut arriver à son expression intégrale; 3° sous le règne de Pie IX et de Napoléon III, l'honneur de la France était engagé au maintien des États pontificaux.

Après cet exposé, d'une forte et sobre dialectique, elle conclut :

— Quant aux rapports du clergé français avec la juridiction romaine, j'étais plutôt gallicane ou, du moins, le gallicanisme ne me choquait pas; les opinions de Mgr Darboy, l'archevêque de Paris, dont Pie IX n'a jamais voulu faire un cardinal, me souriaient assez.

— Si je vous comprends bien, vous incliniez au gallicanisme dans la mesure où Mme de Sévigné s'avouait janséniste?

Elle éclate de rire :

— J'ai donc, au moins, cela de commun avec Mme de Sévigné!... Quelle chance! J'ai toujours eu, pour la délicieuse marquise, un goût si vif!

— Puis-je maintenant vous demander, madame, ce qu'il y a de vrai dans l'accusation formulée par le prince Napoléon : « C'est l'occupation de Rome qui a causé les désastres de 1870; le maintien du pouvoir temporel nous a coûté l'Alsace et la Lorraine »?

— Voici exactement ce qui s'est passé, en 1870, au sujet de l'alliance italienne; je me le suis rappelé naguère, avec un serrement de cœur, en arrivant sur mon yacht à Civita-Vecchia. Vous savez que, depuis deux années environ, depuis que le conflit de la France et de la Prusse paraissait inévitable, l'Empereur avait tenté de conclure une alliance avec l'Autriche et l'Italie; mais les bases de cette « Triple alliance » étaient restées à l'état de simple ébauche, parce qu'on n'avait pu s'entendre sur la question du pouvoir temporel : l'Italie voulait que nous lui reconnussions le droit d'occuper les États pontificaux; mon mari aurait cru se déshonorer en ratifiant ainsi la spoliation du Pape. Mais les pourparlers avaient été menés dans un esprit si confiant, Metternich et Nigra nous avaient prodigué de si belles paroles que ni l'Empereur ni moi nous ne doutions que l'accord des trois puissances se réaliserait, de lui-même, instantanément, si la guerre éclatait à l'improviste... En juillet 1870, aussitôt la crise ouverte, le duc de Gramont renoua les négociations avec les

cabinets de Florence et de Vienne. Mais, cette fois encore, on ne put s'entendre parce que Victor-Emmanuel ou plutôt Visconti-Venosta s'obstinait à réclamer, comme une condition *sine quâ non*, le droit d'occuper Rome. Je vous le répète : c'était nous demander de souscrire à une spoliation sacrilège, dont les plus belles victoires n'auraient pas suffi à nous absoudre. Il n'y a pas d'alliance qui vaille une infamie! C'est pourquoi j'ai tant approuvé Gramont d'avoir répondu au gouvernement italien : « La France va défendre son honneur sur le Rhin ; ce n'est pas pour le profaner sur le Tibre ! »

Je risque une objection :

— Cependant, Sa Majesté apostolique, l'empereur François-Joseph, roi de Jérusalem, etc., nous conseillait, nous pressait de souscrire à la spoliation sacrilège.

— Ce n'est pas l'honneur de l'Autriche qui nous était confié : c'est l'honneur de la France !... Mais je poursuis. Dans les derniers jours de juillet, le Conseil des ministres, que je présidais comme régente, eut à se prononcer définitivement sur la question romaine. L'Empereur était à Metz, consterné par les révélations navrantes qui lui venaient d'heure en heure : insuffisance des effectifs, retards dans la mobilisation, désordres dans les transports, encombrements sur les voies ferrées, déficits dans les magasins et les arsenaux, conflits entre les services administratifs et les états-majors, querelles entre les généraux, etc., etc... Tous ses plans stratégiques en étaient bouleversés ; il devait renoncer à l'offensive foudroyante sur laquelle il comptait pour rallier à notre cause les États du sud ; il allait donc voir l'Allemagne entière, un million d'hommes, se dresser devant lui. Par surcroît, les fatigues du voyage et du commandement avaient exacerbé ses douleurs physiques ; plusieurs fois, on l'avait vu regagner précipitamment sa chambre et se jeter pantelant sur son lit!... Dans ces conditions, j'estimais que nous devions aller jusqu'à l'extrême limite des concessions possibles pour obtenir l'alliance de l'Autriche et de l'Italie. Quand j'ouvris la séance du Conseil en abordant la question romaine, tous les ministres me fixèrent avec anxiété. Je leur dis : « La guerre s'annonce très rude, très périlleuse. Demain, notre indépendance nationale peut être menacée. La coopération militaire de l'Autriche et de l'Italie nous garantirait absolument la victoire. Mais l'Autriche ne marchera pas, si l'Italie refuse de

marcher. Quel est donc le maximum des concessions honorables que nous puissions faire à l'Italie? Selon moi, ce maximum, c'est que nous retirions nos troupes de Civita-Vecchia, si, en échange, le cabinet de Florence nous promet solennellement qu'il respectera le territoire de l'Église, comme il s'y est d'ailleurs engagé par la Convention du 15 septembre 1864... Je ne vous parle même pas d'abandonner Rome aux Italiens; ce serait une félonie, une apostasie... » D'emblée, tous les ministres se rallièrent à ma proposition. Je croyais sincèrement que, sur cette base nouvelle, les pourparlers ne manqueraient pas d'aboutir. Metternich et Nigra n'en doutaient pas non plus... Mais, le 6 août, c'est le double désastre de Frœschwiller et de Forbach. Aussitôt, l'Italie et l'Autriche se dérobent, se rétractent. Vers le 20 août, le prince Napoléon part pour Florence. Victor-Emmanuel ose lui répondre : « Pour entrer en guerre, il me faudrait plus d'un mois. Or, avant un mois, le sort de la France sera réglé... » Voilà comme on nous payait de Magenta et de Solférino.

L'Impératrice, haletante, suffoquée, s'arrête une minute. Je reprends :

— Hélas! madame, on est en mauvaise posture pour négocier une alliance lorsqu'on vient d'essuyer une défaite... que dis-je? *deux* défaites!

A son tour, elle reprend avec autorité :

— Ainsi donc, vous le voyez : si nous n'avons pas obtenu l'alliance de l'Italie, au mois d'août 1870, c'est uniquement parce que la fortune venait de se déclarer deux fois contre nous.

En exhumant de sa mémoire implacable ces souvenirs corrosifs, la pauvre femme devient si émue, son visage ridé se crispe si douloureusement que, par pitié, je feins d'acquiescer à ses dires. Mais, *in petto*, je les rectifie quelque peu; car les choses ne se passèrent pas tout à fait de la sorte, au moins dans la période finale des négociations. Voici la version authentique. Le 1er août, c'est-à-dire cinq jours avant Frœschwiller et Forbach, le comte Vimercati, l'ancien agent de Cavour, l'intime confident de Victor-Emmanuel, se présenta au Grand Quartier général de Metz pour soumettre à l'Empereur le texte définitif d'un traité d'alliance avec l'Autriche et l'Italie. A ce texte, il ne manquait plus que la signature de Napoléon III : il la refusa parce qu'une clause du traité stipulait, en faveur du gouverne-

ment italien, le droit de résoudre la question romaine au mieux de ses intérêts.

Faut-il donc admettre, contre le Second Empire, l'accusation brutale du prince Napoléon : « Le maintien du pouvoir temporel nous a coûté l'Alsace et la Lorraine » ?

Une question de chronologie me semble dominer le problème. Quand le 1er août 1870, Napoléon III refusa de signer le pacte d'alliance, apporté par Vimercati, l'heure était passée où l'Autriche et l'Italie pouvaient nous secourir efficacement. Pour mobiliser leurs troupes et les amener à pied d'œuvre, cinquante jours au minimum leur étaient nécessaires. Or, selon le mot de Victor-Emmanuel, avant l'expiration de ces cinquante jours, « le sort de la France allait être réglé ». Le 18 août, c'est la défaite de Saint-Privat et l'armée du Rhin bloquée dans Metz; le 2 septembre, c'est le désastre de Sedan et Napoléon III prisonnier ; le 4 septembre, c'est la révolution à Paris et l'Empire effondré. Devant une catastrophe aussi complète, l'Autriche et l'Italie auraient-elles fait honneur à leur signature? Indubitablement, sous un prétexte quelconque, elles se fussent dégagées de leurs promesses : il est rare qu'en politique le respect de la parole jurée soit poussé jusqu'à l'abnégation. Si donc Napoléon III, par une concession *in extremis*, eût abandonné Rome aux Italiens, la France n'en eût retiré aucun profit.

Mais, reportée à une date antérieure, l'accusation du prince Napoléon est indéniablement juste. C'est pendant les pourparlers secrets de 1869 que Napoléon III commit la faute de subordonner au maintien du pouvoir temporel la conclusion d'une alliance qu'il jugeait lui-même nécessaire à la sûreté de la France. Malade, somnolent, plus nébuleux que jamais, il s'enferme alors dans un mutisme impénétrable; il élude toute explication ; il oscille et tergiverse ; il se décidera plus tard... au dernier instant. Il ne sait pas que, si l'on peut à la rigueur improviser une alliance *diplomatique*, parce qu'elle se réduit souvent à formuler quelques principes, on n'improvise pas une alliance *militaire*, parce qu'elle comporte de longs préparatifs matériels, un minutieux programme technique, une intime collaboration des états-majors... Cependant, les jours passent; la crise approche. Soudain, l'affaire Hohenzollern éclate. Napoléon III confie à l'un de ses ministres : « Je ne ferai la guerre que les mains pleines d'alliances. » Or, le 16 juillet, quand il

déclare la guerre à la Prusse, il n'a dans les mains aucune alliance. Et c'est à cause de la question romaine qu'il a les mains vides.

LES FAUTES DE L'EMPEREUR

Dimanche, 15 février 1903.

Je remercie l'Impératrice des condoléances qu'elle m'a fait exprimer, l'automne dernier, pour la mort de ma mère. A ce propos, elle me dit :

— J'ai tant souffert dans ma vie que j'ai perdu la faculté de souffrir pour moi-même ; je ne souffre plus que par et pour les autres... Je croyais avoir aussi perdu la faculté des larmes. Pourtant j'ai pleuré, l'autre jour. Oui, j'ai pleuré en apprenant l'incendie de ma chère villa de Biarritz (1). Avez-vous remarqué ? Toutes les demeures où j'ai vécu mon existence de souveraine, où j'ai connu l'orgueil et les séductions du pouvoir, ont péri dans les flammes : les Tuileries, Saint-Cloud, Biarritz !

Après un soupir, elle continue :

— Avez-vous pensé quelquefois à notre entretien d'il y a deux ans ?

— Oui, surtout depuis que mon deuil, en me retranchant du monde, m'a procuré le loisir des longues lectures. Je me suis ainsi confirmé dans l'opinion que j'exprimais, il y a deux ans, à Votre Majesté. La période injurieuse et pamphlétaire est finie pour le règne de Napoléon III ; les malédictions tonitruantes de Victor Hugo font sourire. Avec le recul de l'histoire et sous le poids de son tragique destin, la figure de l'Empereur commence à prendre cette sorte de noblesse douloureuse que la fatalité confère à ses victimes augustes et qui désarme, à la longue, les critiques acerbes pour ne plus laisser parler que la pitié. Il y a, dans je ne sais plus quel drame eschylien, un très beau mythe, où l'on voit les Euménides elles-mêmes cesser d'être inexorables, se calmer, s'adoucir enfin jusqu'à s'apitoyer sur les pauvres humains qu'elles ont pour-

(1) La villa Eugénie, transformée en hôtel, — l'Hôtel du Palais, — et détruite par le feu, le 2 février 1903. C'est là notamment qu'au mois d'octobre 1865, Bismarck eut avec Napoléon III les mystérieuses conférences qui, l'année suivante, eurent leur conclusion logique à Sadowa.

suivis avec le plus d'acharnement... Quoi qu'il en soit, on est aujourd'hui presque unanime à reconnaître que les fautes de Napoléon III dérivèrent toujours d'un principe généreux.

Elle m'interrompt avec une brusque vivacité :

— Qu'appelez-vous les fautes de l'Empereur ?

— J'appelle ainsi les initiatives malencontreuses dont il se serait certainement abstenu, s'il en avait mesuré les conséquences.

La tête haute elle me répond, d'une voix stridente qui martèle chaque syllabe :

— Écoutez-moi bien, monsieur. Nous n'avons commis qu'une faute, une seule : nous n'aurions pas dû arborer, comme drapeau, le principe des nationalités. C'est cela et cela seul qui nous a perdus. Tout le mal est venu de là !

— Et le mal n'a pas cessé d'en venir !

Soudain radoucie et se penchant un peu vers moi, les mains croisées sur les genoux, elle me demande :

— Que pensez-vous du Deux-Décembre? Soyez franc ! Parlez-moi sans détour.

— Je suis loyalement attaché à la République, puisque je la sers aujourd'hui et que j'aurai peut-être demain l'honneur de la représenter à l'étranger. Mais je ne condamne pas le Deux-Décembre, du moins au point de vue politique. Voici, madame, ce que je veux dire... L'histoire nous enseigne qu'il y a, parfois, dans la vie d'un peuple, des circonstances très graves, des heures de péril mortel, où les principes doivent fléchir devant les nécessités nationales. Machiavel l'a dit en termes lapidaires : « Un esprit sage ne condamnera jamais un homme pour les actes extraordinaires auxquels il a dû recourir afin de sauver son pays. Quand il s'agit du salut de la patrie, on ne doit avoir égard ni à la justice ni à l'injustice, ni à la miséricorde ni à la cruauté, ni à la gloire ni à la honte : on doit s'inspirer uniquement de ce que les circonstances exigent. » C'est pourquoi tous les partis, monarchistes, républicains, bonapartistes, ont des coups d'État sur la conscience. Mais ce que je réprouve, ce qui me paraît voué fatalement à l'échec final, c'est de transformer en système de gouvernement une mesure extrême de salut public. La dictature est comme les remèdes héroïques : elle devient funeste si l'application se prolonge.

— Oh ! *funeste !* Pour avoir fini déplorablement, le Second Empire n'a pas moins procuré à la France de longues années glorieuses et prospères !... Mais continuez, monsieur, et surtout, dites-moi toute votre pensée ; je n'apprécie rien autant que la sincérité.

— Puisque Votre Majesté me le permet, j'irai donc jusqu'au bout de ma pensée. Je condamne la dictature, en tant que régime durable, pour deux motifs principaux. Le premier, c'est qu'elle oblige le dictateur à faire continuellement une politique de magnificence et de prestige, une politique de théâtre. Comme toutes les responsabilités du pouvoir se concentrent sur lui, c'est à lui seul que le pays impute les déboires et les malchances, les embarras et les accidents, qui sont la condition habituelle des peuples. Ainsi, l'homme illustre, qui s'institue le sauveur permanent de sa patrie, est obligé d'être toujours habile, toujours perspicace, toujours prudent, toujours valide, toujours heureux ; il se condamne lui-même à l'infaillibité, car on ne lui pardonne rien !... Mon second motif, c'est que la dictature est une œuvre absolument individuelle et, par conséquent, viagère. Plus le dictateur s'est élevé haut dans l'admiration de ses compatriotes et plus est inquiétant le vide qu'il laisse après lui ; c'est le désert, quand ce n'est pas le précipice... En résumé, si je ne condamne pas le Deux-Décembre, je désapprouve le régime gouvernemental qui l'a suivi.

Elle incline deux ou trois fois la tête et sourit faiblement :

— Je suis peut-être moins éloignée de votre opinion que vous ne croyez. Mon mari et moi, nous avons souvent discuté ce problème angoissant. Je lui ai dit un jour : « Ce qu'il y a de tragique dans un coup d'État, c'est qu'il équivaut à un pacte avec le bonheur !... » Un autre jour, le voyant absorbé dans une rêverie sombre dont je devinais le motif, je n'ai pu retenir ce mot : « Tu portes le Deux-Décembre comme une tunique de Nessus !... » Il m'a répondu : « J'y pense constamment. »

— Alors, comme il a dû souffrir, dans les dernières années de son règne !

— Il a souffert d'autant plus qu'il ne s'épanchait avec personne et ne récriminait contre personne.

Après un silence recueilli, d'où elle sort brusquement avec une flamme dans les yeux, elle me lance d'un ton résolu :

— Si le Deux-Décembre vous paraît excusable, puisqu'il était nécessaire, vous devez excuser aussi la guerre de 1870, car elle n'était pas seulement nécessaire, elle était fatale.

— Hélas! madame, en conscience, je ne peux souscrire à cette opinion. Permettez-moi de ne pas m'expliquer davantage.

— Non, parlez! Je m'épanche assez librement avec vous pour que vous ne me marchandiez pas votre franchise.

— Eh bien! madame, je crois que nos désastres de 1870 pèseront toujours très lourdement sur le second Empire, car c'est notre politique de 1859 et de 1866 qui les a rendus inévitables. Oui, l'explosion était fatale; mais c'est nous qui l'avons préparée. Solférino, Sadowa et Sedan sont les anneaux logiques d'une même chaîne; l'unité allemande n'est que le corollaire de l'unité italienne. Je doute que, sur ce point, le verdict de l'Histoire soit jamais revisé.

— Vous n'accordez même pas les circonstances atténuantes?

— Comment les refuserais-je?... Dans une catastrophe nationale, si lourdes qu'apparaissent les responsabilités personnelles, il faut toujours compter avec l'influence énigmatique des forces occultes et le rôle décevant du hasard. J'ai souvent réfléchi à cette pensée de Joseph de Maistre : « Combien ceux ceux qu'on regarde comme les auteurs immédiats des guerres furent entraînés par les circonstances! Jamais l'homme ne perçoit plus vivement que dans ces crises la débilité de son esprit et l'inéluctable puissance des lois mystérieuses qui mènent le monde. »

Elle fait un geste d'accablement, puis :

— Concédez-moi pourtant que, sous notre règne, la France a connu des heures étincelantes, une joie et une fierté de vivre qu'elle ne connaît plus... Je ne crois pas être injuste envers la République. Malgré tout ce qui me déplaît, tout ce qui me choque en elle, je lui reconnais de sérieux mérites. Elle compte, parmi ses hommes d'État, d'excellents patriotes, qui eussent fait honneur à tous les régimes. Tenez : M. Jules Ferry; je ne l'aimais pas, je ne pouvais pas l'aimer à cause de son anticléricalisme agressif; mais je le respecte et je l'admire profondément; car c'est à son indomptable énergie que la France doit Tunis et le Tonkin. Vous voyez que je m'efforce de juger impartialement la République... Il y a néanmoins une chose que je ne lui pardonne pas, c'est son défaut de gran-

deur, c'est la figure médiocre qu'elle fait vis-à-vis de l'étranger. On ne sait plus parler au nom de la France ; on a toujours l'air de craindre ou de s'excuser. Quelle différence avec les allures brillantes et le fier langage de notre diplomatie ! Vous n'imaginez pas de quel ton superbe s'exprimait l'Empereur. Aussi, partout, à Londres, à Saint-Pétersbourg, à Berlin, à Rome, à Vienne, la moindre de ses paroles avait un retentissement extraordinaire. Aucun autre souverain ne parlait de ce ton !

J'acquiesce... modérément. L'Impératrice, qui s'en aperçoit, me jette aussitôt :

— Qu'y a-t-il au fond de votre pensée ? Je n'aime pas les restrictions mentales.

Je m'applique alors à lui démontrer, avec les euphémismes nécessaires, qu'une des plus dangereuses erreurs de l'Empire fut toujours de trop élever la voix, en prenant des attitudes théâtrales. Ainsi, par le belliqueux discours d'Auxerre, prononcé quelques semaines avant Sadowa, Napoléon III, en fulminant l'anathème contre les traités de 1815, a propagé dans toute la France l'illusion qu'il allait profiter de la crise austro-allemande pour conquérir les provinces rhénanes ; d'où le sentiment d'amertume et d'humiliation qui s'est emparé des meilleurs esprits, lorsqu'on a vu que nulle annexion territoriale ne contrebalançait pour nous l'accroissement démesuré de la Prusse. Ainsi encore, l'arrogante apostrophe de Rouher, après Mentana : « Jamais nous ne laisserons l'Italie s'emparer de Rome... Non, *jamais* !... » Et c'est ce veto péremptoire qui nous a privés de l'alliance italienne, trois ans plus tard, au lendemain de Frœschwiller et de Forbach, à la veille de Sedan. Ainsi enfin, l'altière déclaration du duc de Gramont au Corps législatif, le 6 juillet 1870 : « Nous ne tolérerons pas qu'une puissance étrangère place un de ses princes sur le trône de Charles-Quint. S'il en était autrement, nous saurions accomplir notre devoir sans hésitation ni faiblesse... » Par cette rodomontade claironnante, le gouvernement impérial s'est coupé, dès la première heure, toute retraite, s'est enlevé à lui-même toute possibilité de négociation ; et la guerre a suivi de près. Je conclus :

— En politique, l'arrogance est toujours un mauvais calcul. Je vais plus loin : la fierté n'est permise que dans la mesure

où l'on est capable de la soutenir par les armes. Pour l'homme d'État, il n'y a pas de maxime plus importante que l'aphorisme latin : *Quid valeant humeri, quid ferre recusent?...* « Que peuvent supporter nos épaules? A partir de quel moment risquent-elles de fléchir? » Bismarck lui-même, sous l'humiliation d'Olmütz, n'a pas regimbé. Quoiqu'il fût alors un simple député, il insista de toutes ses forces pour que la Prusse dévorât en silence le camouflet autrichien, parce qu'elle n'était pas en état de faire la guerre. Mais, à cet ajournement de sa vengeance, la Prusse a-t-elle rien perdu?... Un autre exemple, tout récent : Fachoda. Je prétends que M. Delcassé nous a rendu un grand service, en ne poussant pas jusqu'aux dernières extrémités notre controverse avec l'Angleterre, puisque l'effectif de nos escadres ne nous permettait pas de soutenir avantageusement la lutte. Ce qu'il a souffert d'avoir à s'incliner devant les prétentions britanniques, peu de personnes le savent. Mais, quand je constate aujourd'hui ce que sont devenues les relations franco-anglaises, quand je réfléchis à toutes les espérances que nous avons le droit de fonder sur « l'entente cordiale » des deux pays, j'estime que M. Delcassé a eu pleinement raison, il y a quatre ans, de proportionner ses gestes à nos moyens d'action.

L'Impératrice m'interrompt avec un sourire malicieux, en me posant la main sur le bras :

— Prenez garde, vous allez me convertir à la République!

Puis, tournant les yeux vers sa pendule qui vient de sonner cinq heures, elle me congédie amicalement :

— Vous reviendrez, n'est-ce pas?

MAURICE PALÉOLOGUE.

(A suivre.)

QUELQUES MAITRES DU DESTIN

M. BENITO MUSSOLINI

I

AVANT LA DICTATURE

Dans la matinée du 30 octobre 1922, une foule dense avait envahi, sans toutefois la remplir, l'admirable et irrégulière place de Monte-Cavallo, dont un des côtés est formé par la façade du Palais Quirinal. Foule de curieux, de badauds, non de manifestants. Parmi les attroupements qui se massaient autour de la célèbre fontaine aux colosses et aux chevaux de marbre, les conversations allaient leur train, animées, sans excitation. Ceux des Romains qui étaient venus là, sous un clair soleil d'automne, perdre ou employer une heure, n'avaient d'autre but que de voir quelque chose et quelqu'un. De temps à autre apparaissait, dans l'ovale de la porte cochère qui donne accès à la cour du Palais Royal, un magnifique suisse à bicorne, livrée rouge, baudrier d'argent, culotte de panne bleue et bas blancs : lui aussi semblait attendre l'arrivée d'un personnage annoncé. Au bout d'un instant, une fenêtre s'ouvrit au premier étage du palais de la Consulta, qui borde un autre côté de la place, et dans l'encadrement de la croisée se montra le fin visage de M. Schanzer, ministre des Affaires étrangères dans le cabinet démissionnaire qui, selon la formule consacrée, expédiait les affaires courantes. Le ministre s'accouda bourgeoisement à sa

fenêtre et, tout comme les flâneurs d'en bas, se mit à regarder devant soi. Les regards de tous se dirigeaient vers la via Venti-Settembre, qui s'ouvre à l'une des extrémités de la place Monte-Cavallo, et que longe une des faces latérales du Quirinal. Par là débouchèrent en effet, aux environs de onze heures, deux ou trois démocratiques taxis, auprès desquels couraient, en criant et gesticulant, quelques jeunes gens sans chapeaux. Les taxis s'arrêtèrent au bas de la rampe assez raide qui, entre deux rangées de bornes massives, monte à la grande porte de la *regia*. On en vit descendre des hommes, tête nue, vêtus de la chemise noire prise à la taille dans un pantalon quelconque. Ils s'engagèrent sous la voûte, passèrent devant le beau suisse, qui n'avait encore jamais vu des gens se présenter dans cette demeure royale sous une pareille tenue, et l'un d'eux, se séparant de ses compagnons, se hâta d'un pas rapide, à travers la cour d'honneur, vers la seconde voûte d'où part l'escalier. Sur la place, quelques rares acclamations, mais vif mouvement d'attention, vrai remous de curiosité. Tout compte fait, ce n'avait pas été un spectacle : mais ça avait été, à coup sûr, un événement. M. Mussolini venait d'entrer chez le Roi pour recevoir de ses mains le gouvernement de l'Italie.

Où étiez-vous, ample redingote de M. Giolitti, si célèbre dans toute la péninsule qu'on vous y désignait du nom, à vous réservé, de *palamidone* ? Où étiez-vous, corrects tuyaux de poêle de MM. les présidents des Chambres, et de MM. les anciens présidents du Conseil? Qu'était-il advenu des consultations rituelles de graves personnages, habillés comme tout le monde, mais juste un peu endimanchés, sans lesquelles il n'y avait encore jamais eu de dénouement à une crise ministérielle? Augures attitrés de l'exécutif, dans quel lointain passé se trouvait tout à coup relégué votre traditionnel et discret défilé devant la loge de ce beau suisse, probablement scandalisé de ce qu'il venait de voir ! Mais où sont les neiges d'antan ?...

Les bonnes gens qui étaient venues sur la place du Quirinal ce matin-là avaient été guidées par un instinct sûr, — et d'ailleurs facile, étant donné ce qui s'était passé les jours précédents, — en prévoyant que le seul fait d'avoir vu M. Mussolini franchir le seuil du Palais Royal les aurait fait assister à un événement marquant dans l'histoire de leur pays. Marquant, l'événement l'était en effet, quelle qu'en pût être la suite : car il ne

s'agissait pas de dénouer une crise ministérielle quelconque. L'homme qui pénétrait dans le cabinet du Roi, sans autre qualité théorique que le mandat de constituer un ministère, était en réalité maître de l'heure, c'est-à-dire investi déjà d'un pouvoir de fait. Il tenait ce pouvoir d'une force armée à ses ordres, par lui appelée sous les armes et lancée à la conquête de Rome. Il avait eu recours à l'insurrection pour renverser le gouvernement légal et y substituer le sien. L'auteur d'une pareille entreprise tranchait violemment sur la tonalité de tous ses prédécesseurs à la présidence du Conseil. Tout, dans son avènement à cette haute charge, rompait avec les traditions d'une monarchie constitutionnelle, comme avec les principes du régime parlementaire, et sa personnalité ne contrastait guère moins avec les institutions de son pays que les moyens par lesquels il s'était imposé.

LE FILS DU FORGERON

M. Mussolini est plus près du peuple que ne l'étaient les chefs des partis politiques dont il a triomphé. C'est une des raisons de ses succès sur eux.

Par ses origines, il est du peuple. Il est d'humble extraction, n'est pas né à la ville, n'est pas issu d'une famille bourgeoise, ou embourgeoisée si peu que ce fût. Il ne provient pas des classes dites dirigeantes, pas même de cette classe moyenne, si médiocrement partagée en Italie, qui tient au peuple par la pauvreté, à la bourgeoisie par le faux-col et les manchettes. Il sort directement des rangs de la plèbe, dont ne sortaient pas, pour la plupart, les hommes politiques qui ont représenté en face de lui les principes libéraux, parlementaires, démocratiques ou socialistes, ni même tous les pêcheurs en eau trouble qui ont mené l'agitation communiste.

Benito Mussolini est né le 29 juillet 1883, au hameau de Dovia, dépendant du village de Predappio, près de Forli, en Romagne (1). Son père, Alexandre Mussolini, exerçait le métier de forgeron, auquel il joignait celui d'aubergiste. Sa mère était maîtresse d'école du hameau, dont elle réunissait les enfants

(1) Nous nous permettons de renvoyer le lecteur à la très intéressante biographie de M. Mussolini publiée par Mme M.-G. Sarfatti, et traduite en français par Mme Croci et M. Eugène Marsan, avec une préface de M. Mussolini lui-même. (Albin Michel, éditeur.)

aux siens pour suivre la classe, qui se tenait dans une chambre au-dessus de la forge paternelle. C'est d'elle que son fils, à partir de quatre ou cinq ans, apprit l'alphabet, puis à lire et à écrire. Le père, lui, n'avait pas d'instruction, sinon le peu qu'il avait pu en acquérir par lui-même, ayant été mis en apprentissage à dix ans, et jamais envoyé à l'école. C'était un socialiste, internationaliste, révolutionnaire et anticlérical, un militant. Conseiller municipal et maire de Predappio, il était tenu à l'œil par les autorités administratives, qui l'envoyèrent au moins deux fois en prison, dont la dernière alors que son fils aîné, Benito, avait déjà atteint l'âge d'homme. Il faisait, parmi les villageois, de la propagande pour les idées du parti, dont les adhérents et parfois les émissaires tenaient leurs réunions dans la salle de son auberge. C'est lui (et non son fils) qui fut compromis dans l'effraction d'urnes électorales, au cours d'élections provinciales tournant contre ses vœux : et pourtant, il avait alors dépassé depuis longtemps l'âge des emportements juvéniles. Le prénom même qu'il avait donné à son premier né, ce prénom de Benito, peu commun en Italie et plus ibérique que romain, était un souvenir de Benito Juarez, le chef de l'insurrection mexicaine contre l'empereur Maximilien.

La mère de M. Mussolini est morte en 1905, pendant qu'il faisait son service militaire, et son père en 1910, alors qu'il dirigeait à Forli un petit journal extrémiste intitulé : *la Lutte des classes*. Il a souvent porté témoignage de son affection pour ses parents et de son respect pour leur mémoire. Il n'a jamais eu le mauvais goût de rougir d'eux et, tant qu'ils vécurent, son cœur leur resta d'autant plus fidèle, que sa personne, très vagabonde, l'était moins au toit familial. Lui-même a dépeint Alexandre Mussolini comme un homme rude, mais bon, généreux de nature et dévoué à l'idéal social de sa classe, Rose Mussolini comme une personne simple, d'une sensibilité fort aiguisée, bien que contenue par la réserve des femmes de son humble rang, mère tendre, attentive et serviable aux siens.

Telle est donc la famille dans laquelle M. Mussolini a vu le jour. Comme « milieu », l'artisanat rural. Comme opinions politiques, ce qu'il y avait alors de plus subversif, le socialisme militant, au moins du côté du père, qui seul compte en l'occurrence, les femmes, généralement croyantes et dévotes en Italie, n'ayant pas voix au chapitre en matière politique,

dans les ménages populaires italiens. Comme province, la Romagne, dont les enfants ont la tête chaude, l'humeur violente et le caractère emporté, le sang prompt à bouillir dans les veines, terroir d'une population ombrageuse et indocile, pour qui le juste milieu a peu d'attraits.

Enfant, Benito Mussolini apprit le métier de forgeron sous la direction de son père, dont la main leste stimulait l'amour-propre du jeune apprenti. Il reçut ainsi plus d'une taloche, dont, loin de garder rancune, il paraît avoir conservé de la gratitude au maître énergique qui les lui administra. Son apprentissage d'ouvrier ne l'empêchait pas d'ailleurs de continuer ses études d'écolier. A neuf ans, il quitta l'école maternelle de Dovia, d'autant plus maternelle pour lui que c'était sa mère qui la tenait, pour celle du village de Predappio, où enseignait un instituteur. Ce changement ne l'arrachait encore, ni au foyer familial, ni à la campagne natale. Il jouissait de l'un et de l'autre. Dans l'intervalle des heures de classe ou d'apprentissage, et pendant les jours fériés, il jouait avec les garnements du voisinage, échangeant avec eux des coups et rentrant souvent à la maison avec des bosses au front et des égratignures au visage ou aux mains. Son père avait été le premier à lui prescrire de rendre coup pour coup et, cette consigne une fois reçue, il l'appliqua à la lettre : on peut dire qu'il n'a jamais cessé de l'appliquer depuis. Parfois le soir, à la veillée, on l'admettait à entendre la lecture des *Misérables* de Victor Hugo, faite à l'auberge, par les amis de son père, « dans une méchante traduction italienne, sur deux colonnes, crasseuse et déchirée ». Ce fut son initiation à la littérature romanesque, que sa jeune imagination transformait en réalité vivante et passionnante.

Comme il montrait des dispositions, sinon du goût pour l'étude, sa mère décida son père à le faire entrer chez les Salésiens de Faenza. Le forgeron, qui avait une forte prévention contre les prêtres, n'y consentit pas sans répugnance, mais finit pourtant par céder : le petit fut conduit par lui au collège en charrette à âne, par un jour d'octobre. Bien que l'ordinaire y fût plus large que chez ses parents, la perte de sa liberté lui était une souffrance. Il était bon élève : intelligent, il travaillait bien. Mais l'internat lui fut antipathique, au point que collège et prison lui parurent deux termes synonymes.

C'est là aussi qu'il eut, sinon la révélation, au moins la sen-

sation directe des inégalités sociales. Jusqu'alors, il n'avait vécu qu'avec des enfants de sa condition. A Faenza, il en rencontra d'une condition supérieure. Les Salésiens répartissaient, au réfectoire, leurs élèves entre trois tables, dites des nobles, moyenne et commune. Le jeune Mussolini, plébéien et pauvre, sinon indigent, avait sa place à la dernière. On peut supposer que, tantôt les maîtres tantôt les élèves eux-mêmes, trouvaient, dans la vie quotidienne d'un pensionnat, bien d'autres occasions de marquer les distinctions de rang et de fortune. Le fils du pauvre forgeron de Predappio en souffrit dans son amour-propre. Il en conçut quelque aigreur envers un ordre social contre lequel protestait sa raison, developpée par les études mêmes qu'il poursuivait, et ces petits froissements de sa vanité puérile durent éclairer à ses yeux le sens des déclamations qu'il avait entendu faire à son père, dans son enfance.

Brillant sujet, en dépit de tout, on le poussa. Il s'instruisit, connut le latin, prit intérêt à la littérature classique, par où lui devint sensible la grandeur passée de Rome. Aux pères Salésiens, à qui il n'a pas donné que des satisfactions, il est cependant redevable de la base scolaire sur laquelle il a pu construire ensuite le reste de son instruction. Leur enseignement eut plus d'effet sur lui que leur éducation : celle-ci ne fit pas de lui un catholique exemplaire. Il ne l'est pas devenu depuis. Il n'a guère considéré le catholicisme que sous l'angle de la politique intérieure et extérieure, de la conservation sociale, de l'universalité, de l'italianisme, ce qui le lui a fait apparaître tantôt comme un obstacle, tantôt comme un auxiliaire.

Du collège Benito Mussolini fut transféré, vers l'âge de quinze ans, à l'École normale d'instituteurs de Forlimpopoli. Le directeur en était le frère du grand poète Carducci. Le garçon aima ce vieux maître, qui le lui rendait, s'intéressait à lui, raisonnait avec lui, le traitait avec bonté, et qu'auréolait une parenté glorieuse. Et c'était un souvenir qui demeure, que d'avoir vu le génial poète lui-même, « chevelure hérissée, yeux vifs et lumineux », d'avoir entendu sa voix « paternelle et bourrue », un jour qu'il était venu rendre visite à son frère. Aussi l'élève Mussolini travailla-t-il, à l'école de Forlimpopoli, mieux encore et surtout avec plus de joie qu'à Faenza. Ses dons intellectuels, oratoires notamment, étaient déjà remarqués de ses professeurs. A dix-sept ans, il fut chargé de commémorer

Verdi au théâtre de Forli et s'en tira avec succès. L'année suivante, il quittait l'école, muni de son diplôme d'instituteur.

INSTITUTEUR MALGRÉ LUI

Instituteur, diplômé d'École normale, M. Mussolini s'était élevé au-dessus de la condition de ses parents. Son éducation l'avait, en quelque sorte, déclassé, terme qui peut s'appliquer aussi bien à l'ascension qu'à la descente. Il s'était haussé jusqu'au seuil de cette classe moyenne, qui produit tant d'aigris ou de révoltés, parce que les ressources matérielles n'y suivent pas les notions acquises.

A sa sortie de l'école de Forlimpopoli, il sollicita le poste de secrétaire de la mairie de Predappio. Sa première intention fut donc de retourner vivre, au moins quelque temps, avec les siens, parmi les gens de la campagne. On en doit conclure qu'il ne répugnait pas à se replonger dans le « milieu » d'où il sortait. Le poste sollicité lui fut refusé. Le candidat sentait le fagot, fleurait la révolution : telle fut la raison du refus qu'il essuya. Valable ou non, cette raison ne reposait pas, en tout cas, sur un soupçon injustifié : M. Mussolini était alors, en 1901, socialiste aussi avancé et convaincu que son père, et avec plus de moyens.

Il se rabattit sur l'enseignement primaire, auquel il n'avait pas été impatient de se consacrer, puisqu'il y eût préféré d'abord un secrétariat de mairie. Le hasard le désigna pour le poste d'instituteur public à Gualtieri, en Émilie, non loin de Reggio Emilia. Ses appointements mensuels étaient de 56 lires, dont 40 furent absorbées par le prix de sa pension. Il lui en restait donc 16 pour faire, comme l'on dit, le jeune homme pendant les trente jours du mois, ce qui n'est pas gras, même à Gualtieri d'Émilie. Sa classe comptait une quarantaine de mioches, à qui il enseignait l'alphabet et les rudiments de la grammaire et du calcul. La médiocrité de ses ressources, le lieu de sa résidence, ses fonctions mêmes le maintenaient en contact avec sa plèbe natale, au-dessus de laquelle son instruction l'avait élevé. Les seules distractions que sa pauvreté lui permît étaient celles que pouvait offrir la vie rurale, en plein air et au cabaret. Lui-même s'en octroyait de plus austères, en s'adonnant à la lecture, et de plus artistiques, en jouant du

violon, qu'il apprenait tout seul. A travers les fortunes diverses de son existence agitée, et jusque dans ses grandeurs, il est resté fidèle à son archet. Président du Conseil et dictateur, il lui arrivera d'examiner avec intérêt les Guarnerius et les Stradivarius d'un ambassadeur de France à Rome, qui pratiquait le même instrument, pour tous deux violon d'Ingres. Des admirations qui dirigeaient ses lectures à Gualtieri, M. Mussolini s'est davantage écarté, avec le temps. Car il lisait alors les œuvres des grands théoriciens du socialisme, ou des traités où elles sont analysées. Aux chefs de l'école collectiviste allemande, il préférait toutefois ceux du communisme latin, à Karl Marx, Babeuf, Proudhon et Buanarotti. Les systèmes qui s'appuyaient sur des données économiques, le séduisaient moins que les conceptions inspirées du caractère et des passions de l'homme.

Le fruit de ses lectures, M. Mussolini ne le gardait pas jalousement pour lui. Comme beaucoup de ses semblables, avant que lui-même y mît bon ordre, l'instituteur Mussolini faisait ce qu'il a depuis interdit aux autres : de l'action socialiste. L'Émilie était alors une des terres de prédilection du socialisme italien ; il y fut bientôt entré en relations avec les adhérents du parti. Tout en eux n'était d'ailleurs pas de son goût et, notamment, la confortable exploitation d'une doctrine sociale dont l'esprit finissait par leur devenir étranger. Ardent, violent, absolu, il était choqué par le socialisme à l'eau de rose, dans lequel versaient les malins qui en avaient perçu les profits pour eux-mêmes, sous un régime bourgeois, habile à les brider.

LES ÉCOLES DE L'ÉMIGRANT

A la fin de l'année scolaire, il prit le parti d'émigrer. Les raisons de son émigration, si elle en eut d'autres que son humeur aventureuse, sont mal établies. C'est le moment où son père vient d'être « coffré » pour l'affaire d'effraction des urnes électorales : raison pour le fils de rester, plutôt que de partir. Sentait-il qu'il n'était pas en odeur de sainteté auprès du ministère dont il dépendait ? Dégoûté d'une vie médiocre, ne voyant s'ouvrir devant lui, dans sa profession, qu'un avenir de médiocrité, voulut-il, comme il l'a rapporté, tenter fortune à l'étranger ? Suivit-il quelque exemple ou quelque conseil ? On ne sait au juste. Toujours est il qu'il décida de passer en Suisse.

N'ayant pas d'économies, il fit appel à la bourse bien peu garnie de sa mère, qui lui envoya par mandat télégraphique la somme de 45 lires et, muni de ce modeste viatique, il partit de Gualtieri, un matin de juillet, pour Parme, Milan et Chiasso. C'est à Chiasso, en lisant le *Secolo*, qu'il apprit l'arrestation de son père. Cette nouvelle ne lui fit pas rebrousser chemin : il était lancé et son élan, une fois pris, ne se brise pas si vite ; au surplus, dans la gare où il attendait son train pour Lucerne, il respirait l'air du « premier pays républicain ».

Son séjour à Gualtieri ne l'avait pas, nous l'avons vu, éloigné du menu peuple. Mais combien son émigration l'y replongeait-elle plus profondément! Et dans un peuple combien plus malheureux, plus incertain de son gîte et de son pain ! Dès le départ de Chiasso, c'est la promiscuité avec de pauvres diables, dans le wagon, plein d'Italiens, qui l'emmène à Lucerne. Un compagnon de voyage lui a fait miroiter l'espoir d'un emploi à Yverdon : il l'y suit, sans désemparer. Quand il débarque à Yverdon, après trente-six heures de train, il a en poche 2 lires et 10 centimes. Mais l'emploi espéré, chez un compatriote, fait défaut à l'émigrant et l'offre de ses services ne lui vaut que le cadeau d'une pièce de cent sous, en échange de laquelle il abandonne, ne voulant pas accepter l'aumône, son couteau. Le lendemain, il n'est bon qu'à dormir vingt-trois heures sur vingt-quatre et le jour suivant, avec un peintre sans travail, il va s'engager comme manœuvre dans la petite ville d'Orbe. Là il trouve à s'embaucher, à 32 centimes l'heure, la journée de travail étant de onze heures.

Son travail consiste à « monter une auge remplie de pierres au second étage d'une maison en construction ». Sa journée finie, il dîne de pommes de terre cuites sous la cendre et dort tout habillé sur une paillasse. A ce régime, il se sent devenir « triste de la colère des impuissants ». Encore son patron, injuste pour son effort, le trouve-t-il « trop bien mis pour travailler », ce qui l'indigne. Au bout d'une semaine de ce métier, il donne congé et réclame son salaire, vingt francs et quelques sous, remis avec ce compliment : « C'est volé ». L'émigrant réfréna sa colère : « J'avais faim, a-t-il écrit depuis, et j'étais sans souliers »; impérieuses raisons d'une patience qui n'était pas dans sa nature. A la recherche d'un nouveau travail, il quitte Orbe pour Lausanne La première semaine qu'il passe

à Lausanne, il vit tant bien que mal avec l'argent gagné à Orbe. Mais ces vingt francs épuisés, il connaît le dénuement et la faim. Un certain lundi, « le seul objet métallique que j'eusse en poche était, dit-il, une médaille en nickel de Karl Marx ». Même dans une république démocratique, cela n'a pas cours. Il couche « sur le piédestal de la statue de Guillaume Tell, qui se dresse dans le parc de Montbénon »; une autre nuit, il « se glisse sous une vieille barque », au bord du lac, à Ouchy; une autre, il dort, « sous le grand pont dont l'arc réunit les deux collines ». Voilà ses gîtes de fortune, à la belle étoile. Il se nourrit d'un morceau de pain, acheté avec dix sous dont un paysan de Romagne, rencontré dans la rue, lui a fait l'aumône, d'une miche qu'il a demandée à une famille en train de dîner en plein air, dans la banlieue, et qu'elle lui a donnée sans bonne grâce, par peur de sa mauvaise mine. Et cette vie de vagabond, de miséreux, dont l'estomac crie famine, il la mène dans une ville envahie de touristes élégants et riches. Un de ses compatriotes, professeur, habitant une villa, se défait de lui prestement en le renvoyant à quelque bureau de placement.

Le futur dictateur finit pourtant par trouver à Lausanne des travaux manuels, qui lui procurèrent quelque chose à se mettre sous la dent et la possibilité de passer ses nuits sous un toit. Il fut aide-maçon, puis ouvrier qualifié du bâtiment. Il fut aussi homme de peine chez un marchand de vins d'Italie, dans la rue du Pré, où sa tâche consistait à travailler dans la cave et à livrer la marchandise au dehors. « Tête nue, pieds nus, habillé seulement d'un tricot et d'une culotte », il allait le matin par les rues, poussant devant lui sa petite charrette garnie de *fiaschi*, dont il touchait le prix avec « les cinquante centimes rituels du pourboire ».

Une maladie de sa mère le rappela alors à Predappio. Mais il ne resta pas en Italie et, aussitôt rassuré par la guérison de la paysanne, il repartit pour Lausanne. Décidément, il en tenait pour l'émigration et la vie d'émigrant, quelles qu'en fussent les privations et les vicissitudes. L'hospitalité de la Suisse lui en réservait encore beaucoup.

Soit de son fait, soit du fait des circonstances, ses emplois variaient souvent, laissant entre eux des intervalles de chômage, pendant lesquels il retombait dans le dénuement. En 1902, il fut arrêté pour vagabondage, un matin qu'il se réveillait

sous le grand pont de Lausanne, après une nuit passée dans une caisse vide. La police le garda un jour et une nuit au violon. Ce fut la première d'une série d'arrestations, dont le total devait s'élever à onze, dans divers pays, sans en excepter le sien. Par la suite, il connut aussi les désagréments d'une autre mesure de police : l'expulsion. Il fut expulsé des cantons de Vaud et de Genève, ce qui le força à chercher un refuge en France, à Annemasse. Il y prit un malin plaisir à faire des niches à la police helvétique, en violant les arrêtés d'expulsion qui le frappaient, passant la frontière pour revoir des amis et laissant, avant de s'en retourner, un petit mot à l'adresse du commissaire berné. Contravention à arrêté d'expulsion dut s'ajouter sur sa fiche signalétique à vagabondage et à d'autres indications dont nous parlerons bientôt. Zurich eut sa visite, pendant laquelle il fut soumis à l'humiliante formalité de l'anthropométrie, puis Lucerne le revit : là, les agents lui mirent la main au collet, l'emprisonnèrent avec un vieil Allemand pouilleux, qui « chassait ses puces », un Italien, gratifié d'un coup de couteau au flanc, et un Tessinois soupçonné par lui d'être ce qu'on appelle un « mouchard » ou un « mouton ». Finalement, on le reconduisit à la frontière italienne.

Les sévérités de la police suisse n'avaient pas eu seulement pour cause le vagabondage, ou une rixe ici ou là. M. Mussolini ne cache pas s'être alors livré, sur le territoire de la République helvétique, à « une propagande révolutionnaire acharnée ». A Lausanne, à Genève, à Zurich, il était entré en relations avec des réfugiés politiques d'un peu partout, Russes principalement. C'est à Zurich, par exemple, qu'il fit la connaissance d'Angélique Balabanoff, qui joua ensuite un rôle actif dans l'agitation socialiste italienne et fut collaboratrice de l'*Avanti*, quand lui-même en devint directeur. Il commença avec la Balabanoff une traduction de Liebknecht et de Lassalle, collabora à la rédaction d'un hebdomadaire, l'*Avenir des travailleurs*, paraissant à Lausanne ou à Lugano, s'initia aux écrits de Nietzsche et de Georges Sorel, assista à des réunions publiques, eut une joute oratoire avec Vandervelde.

Toute cette activité socialiste révèle un autre aspect de sa vie d'émigrant que son labeur de maçon et d'homme de peine. Comment ces deux aspects se concilient-ils entre eux? C'est ce que l'état actuel des données biographiques recueillies à son

sujet ne permet pas d'établir clairement. Cependant il est constant que son existence d'expatrié a présenté ces deux faces, et la seconde est autant à retenir que la première, pour se faire du tout une idée juste et en comprendre l'influence sur la formation de son caractère et de son esprit.

Après l'éducation proprement dite, ce furent là pour lui d'autres écoles, dont sa personnalité, ses idées, ses sentiments ne purent pas ne pas garder une trace profonde. A peine est-il besoin d'indiquer combien l'énergie, quand elle ne s'y brise pas, se trempe dans de pareilles aventures; quel entraînement aux risques de l'action révolutionnaire constituent ces contacts avec les ennemis de l'ordre social, ces difficultés avec les autorités chargées d'appliquer les lois; quelle expérience des conditions de la vie populaire représente cette lutte pour l'existence; quelles réflexions cette immersion dans la masse déshéritée et ces incursions dans la bohême internationale des pionniers du chambardement peuvent inspirer à un primaire, de vive intelligence et continuant à s'instruire en autodidacte; quelles émotions peut ressentir, de ce qui lui arrive et de ce qu'il voit arriver aux autres, un cœur latin, quelque peu avide de s'en offrir de nouvelles. M. Mussolini n'a jamais dit que ce fût en émigration qu'il a pris conscience de son patriotisme : mais nous le pensons.

LE BERSAGLIERE MUSSOLINI

Quand le train le déposa, expulsé de Suisse, à la frontière italienne, M. Mussolini pouvait se targuer d'avoir souffert pour la cause socialiste. Cela lui valait un certain prestige, dont il se rendit aussitôt compte, à l'accueil chaleureux qu'il reçut des frères et amis, dès Bellinzona. Le service militaire vint, en 1905, enlever ce Silvio Pellico en herbe à l'exploitation politique de ses expulsions et de *sue prigioni*. Il fut versé au 11e régiment de *bersaglieri*, en garnison à Vérone. A son arrivée au corps, sa réputation était celle d'un sujet dangereux, sur qui la questure, — nom donné en Italie aux organismes central et provinciaux de police, — avait dû transmettre au colonel une fiche inquiétante. Sa conduite démentit les prévisions déduites de ses antécédents. Il se montra bon soldat. Le *bersagliere* Mussolini, tout socialiste qu'il fût et continuât d'être, était dès lors patriote. Dans une lettre écrite à son lieutenant, pour le

remercier d'une permission qui lui avait procuré la consolation de fermer les yeux à sa mère, il parlait de « la religion de la patrie », des « héros qui ont fondé l'unité » de l'Italie, de la nécessité d'être « prêts à opposer nos poitrines aux barbares du Nord, s'ils essayaient encore de réduire l'Italie à une expression géographique ». Ces sentiments faisaient de lui un spécimen assez exceptionnel de socialiste italien, le parti étant alors, non seulement très en garde contre la seule hypothèse d'une guerre étrangère, mais en admiration béate devant les Germains. Le seul vrai dogme du parti était l'unité de l'internationale; celui de la patrie n'était admis qu'avec réserve et à titre provisoire, comme une étape vers la réalisation de cet idéal.

Le stage régimentaire de M. Mussolini est aussi à compter parmi ses écoles; et il est à ajouter à ses contacts directs avec l'élément populaire, le seul, ou peu s'en faut, que l'on rencontrât alors dans le rang, sous l'uniforme de fantassin italien, les fils de famille accomplissant leur temps de service dans des conditions plus ou moins privilégiées, généralement comme cavaliers. Dans un régiment d'élite, — les *bersaglieri* sont la fleur de l'infanterie italienne, — le conscrit socialiste sentit vivre la nation armée, comprit la signification de la discipline, la valeur de ce principe hiérarchique, qui devint plus tard un de ses articles de foi, enfin vit des officiers, un entre autres, dans leur rôle militaire et social.

Mis en congé, à la requête de son père âgé, avant la fin de son temps (une administration patriarcale ne leur tenait pas rigueur de leurs opinions), M. Mussolini fait alors une nouvelle apparition à Predappio. Le jour, il aide le père à servir les clients à l'auberge ou bien travaille à la forge. Le soir, il lit Nietzsche, Schopenhauer, Machiavel. Il se prend, pour l'auteur du *Prince*, d'une admiration qui n'ira chez lui que croissant; dix-sept ans après, il écrira une *Introduction à Machiavel*, que, président du Conseil et nommé par l'Université de Bologne docteur *honoris causa*, il présentera à celle-ci en guise de thèse. En attendant, il est encore loin de tels honneurs, politiques et universitaires. Bientôt las de la monotonie de son hameau, il rentre dans l'enseignement primaire et est envoyé à Tolmezzo, dans le Frioul. De nouveau, le voilà apprenant à une quarantaine d'enfants de la campagne à épeler leurs lettres; et de nouveau le voilà mêlé à une population rurale, dans une autre

région d'Italie, montagneuse et voisine de la frontière. Comme à Gualtieri, il fraye avec les habitants, qui le surnomment « le tyran », à cause de ses façons autoritaires, de ses allures brusques et de son regard impérieux, et qui ne s'offusquent pas trop qu'il plaise à leurs femmes et à leurs filles. Comme partout, il tire parti des ressources locales pour parachever son instruction, faisant du grec et du latin avec un *monsignore* de la contrée. Et comme partout aussi, il politicaille, pérorant dans des réunions, admiré pour son éloquence. Il attaque les institutions et le régime, sans égard pour la bonté que le gouvernement a eue de le replacer en activité, malgré ses incartades antérieures. Menacé d'arrestation, il doit, une fois, mettre quelque distance entre la maréchaussée et lui. Ainsi passe 1907 et une partie de 1908. La situation lui étant, sans doute, devenue peu tenable dans l'enseignement public, l'enseignement libre le recueille pour quelques mois : il devient professeur de français à l'institution Calvi, à Oneglia, près de Vintimille.

L'AGITATEUR SOCIALISTE

Son personnage d'agitateur se dessine surtout à partir de ce moment. Il collabore dès lors à un journal républicain de Romagne, *il Pensiero*. Pendant les vacances, dans son pays, il prend la tête d'une grève d'ouvriers agricoles, protestant contre l'introduction, par les propriétaires, des batteuses mécaniques. Arrêté, il fait dix jours de prison « pour altercations et menaces ». Ce procès a contribué à le « poser » parmi les gens du parti. La place de secrétaire de la Bourse du travail lui est alors offerte par les socialistes à Trente : et le voilà de nouveau en route pour l'étranger, mais cette fois pour une province *irredenta*, pour une ville italienne encore sous le joug autrichien. Là, deux catégories de socialistes : les uns que le gouvernement de Vienne ménage, à cause de leur internationalisme bon teint et donc de leur hostilité contre le sentiment national italien; les autres, alliant le socialisme au patriotisme italien, à la protestation contre la domination étrangère. Cesare Battisti, qui devait périr en martyr en 1916, condamné à mort et pendu, dirigeait les seconds. M. Mussolini commence par se fourvoyer parmi les premiers, comme rédacteur à *l'Avvenire*, mais se rend bientôt compte de son erreur et passe au *Popolo*, le journal de Battisti.

Il en devient rédacteur en chef à 120 couronnes par mois et y publie des articles politiques et des feuilletons. Cette besogne, son service à la Bourse du travail, des leçons de français qu'il donne, lui laissent encore le temps d'écrire des ouvrages de critique littéraire, d'esthétique et de philosophie, pas tous achevés. Mais son patriotisme s'exalte à vivre au milieu d'Italiens arbitrairement soustraits à leur vraie nationalité et soumis à la loi des Habsbourg. Ses articles, son action attirent sur lui les foudres de la police et de la justice autrichiennes. Il est poursuivi, condamné. « Les voyages de ce petit voyou finissent toujours par la prison », observent alors les journaux de langue allemande. Toutefois la cellule, vieille connaissance pour lui, ne le corrige pas : « La frontière italienne, imprime-t-il dans sa feuille, n'est pas à Ala. » Cette fois, c'en est trop : on l'expulse et, « menottes aux poignets », il est reconduit à cette frontière, qui, pour ne pas être géographique, n'en était pas moins politique.

L'attitude que M. Mussolini prendra quand éclatera la guerre européenne, s'annonce dans celle qui lui a valu cette expulsion. C'est dès ce moment qu'il a fait sienne et élevé la revendication du patriotisme italien sur les provinces *irredente*. Et son premier acte, à peine rentré en Italie, est de l'exprimer et de la motiver. Il publie à *la Voce* de Florence une étude intitulée : *le Trentin vu par un socialiste*. C'est une vigoureuse justification, — par la survivance et les progrès de l'italianité, du parler latin, du sentiment national dans le peuple du Trentin, — des droits de cette région et de cette population à rentrer dans l'unité italienne. C'est aussi une réfutation des théories internationalistes. Enfin, c'est cette conclusion, brutalement contradictoire aux illusions pacifistes, qu'il n'y avait à la question d'autre solution qu'une solution de force. « L'Autriche ne cédera pas le Trentin. Elle y a dépensé des millions par dizaines... pour bâtir des forteresses, des casernes et des routes stratégiques. Toutes les cimes des montagnes sont fortifiées. La seule hypothèse possible est celle d'une guerre entre l'Italie et l'Autriche, terminée par la victoire de l'Italie, et l'obligation pour l'Autriche de céder une part de ses territoires italiens. »

Une part de ses territoires italiens ? Seulement une part ? Cela sonnerait un peu aux oreilles comme le fameux *parecchio* de M. Giolitti en 1915, si l'on ne réfléchissait que ces lignes sont extraites d'une étude où M. Mussolini ne traitait que du Trentin.

S'il eût traité en même temps de Trieste, nul doute qu'il n'y eût étendu sa conclusion. Et puis, nous n'en sommes qu'à 1909...

Rien de tout cela n'est d'accord avec ce que pensaient et disaient alors, sur les mêmes points, les chefs et augures officiels du socialisme italien. Rien de tout cela n'est orthodoxe. Nous touchons là à un autre trait de la physionomie de M. Mussolini. Il n'est pas systématique et il supporte impatiemment les liens des orthodoxies. Il éprouve même une intime satisfaction à aller contre les idées reçues et, quand il s'y attaque, il n'y va pas de main morte.

Cette profession de foi hérétique est suivie de la période où l'action socialiste de M. Mussolini s'exerce à l'intérieur avec le plus d'activité et d'énergie. Qu'il y ait là, oui ou non, contradiction, en tout cas c'est ainsi. La manière nationale dont il pense à propos d'une province *irredenta* ne le détourne pas de son parti. Réciproquement, son parti ne lui tient pas rigueur de son opinion à cet égard. En 1910, il est secrétaire de la fédération provinciale socialiste de Forli, en Romagne, et directeur d'un journal hebdomadaire, *la Lutte de classes*. A mesure qu'il pénètre dans l'état-major du socialisme, qu'il assiste de plus près à l'élaboration du travail des dirigeants, le désenchantement, l'écœurement le gagnent. « Aujourd'hui, écrit-il alors, les socialistes qui dirigent le mouvement politique et économique sont, ou des bureaucrates, ou des professionnels, quelquefois nantis d'un traitement de cardinal. Leurs conférences sont une spéculation. Ces révolutionnaires ne croient pas à la révolution. Au diable l'idéal! Personne n'y croit plus. » Personnalités et méthodes des chefs lui sont également antipathiques. Pour des raisons diverses ne trouvent grâce à ses yeux ni Turati, ni Trèves, ni Modigliani, trop « arrivés », trop roublards, trop calculateurs, trop terre à terre aussi à son gré, ni Labriola, trop écervelé, ni Bissolati, trop candide et dépourvu de sens politique. Son parti lui paraît entaché de domestication, de matérialisme, d'hypocrisie, de parasitisme, d'incohérence et de naïveté. Il en cherche la régénération « morale » et en voit le moyen, en somme, dans la violence, mise au service d'un programme auquel l'idéal ait une part, à côté du matériel. Le socialisme, à son avis, doit recouvrer sa rudesse originelle, parce qu'il est « une guerre ».

De ce fait, M. Mussolini se place, encore que le fétichisme

de ce genre de classements l'horripile, à l'aile gauche du parti socialiste. C'est un extrémiste. Quand éclate, en 1911, la guerre de Libye, contre laquelle se sont prononcés et ont pris position les chefs parlementaires du parti, il estime qu'une opposition limitée au Parlement ne signifie rien et qu'elle doit recevoir son corollaire sous la forme d'une opposition dans le pays. Toute considération tirée de l'intérêt qu'il peut y avoir à ménager un gouvernement, celui de M. Giolitti, dont le socialisme n'a pas eu à se plaindre, est sans valeur à son jugement. Dès l'instant que l'attitude du parti consiste à désapprouver l'expédition en Libye, il convient de s'y opposer « révolutionnairement, sans exclusion des coups ». Ainsi fait-il dans sa Romagne. Avec ou sans illusion sur le résultat? Cela importe peu : la seule chose qui importe est qu'il ait agi comme il l'avait dit.

Le voilà donc insurgé pour empêcher une expédition militaire dans un pays où, une quinzaine d'années après, il ira en voyage officiel, comme président du Conseil. Le voilà dressé contre une politique coloniale, méditerranéenne, dont il prônera plus tard l'inéluctable nécessité pour son pays. Entre son attitude de 1911, ses actes et son langage de 1922 à 1928, il y a un abîme de flagrante contradiction. C'est qu'il y a aussi un abîme entre sa situation d'alors et celle d'aujourd'hui. Le pouvoir, les responsabilités modifient bien des idées, font voir les questions d'un point de vue bien différent. L'évolution du temps, les faits accomplis, changent aussi l'aspect des questions elles-mêmes. Chacun sait cela.

Cette contradiction n'est pas la seule à noter en l'occurrence. M. Mussolini se pique, en 1911, d'être conséquent avec les décisions du parti socialiste, les principes posés par les chefs, les vœux, au moins verbaux, de la masse adhérente. Et cela aussi ne laisse pas d'être contradictoire à son mépris des systèmes, de la logique, à un certain opportunisme, dont il donnera des preuves dans la suite. C'est qu'au fond, le mobile essentiel de son action en tous temps nous apparaît dans la conquête du pouvoir pour lui, au moyen du peuple, ou de la partie la plus résolue du peuple, dont il interprète les aspirations. La seule unité que l'on puisse trouver dans sa carrière mouvementée et remplie de contrastes y est apportée par ce mobile et par certains traits fondamentaux de son caractère, énergie, résolution, intrépidité devant les risques.

Le 24 septembre 1911, M. Mussolini est arrêté par les carabiniers et poursuivi devant le tribunal de Forli, sous l'inculpation de délits qui ne comportent pas moins de huit chefs d'accusation. Le mot de violence contre des choses et des gens (parmi lesquels sont les réservistes appelés sous les drapeaux) y alterne avec ceux de coups et blessures aux agents de l'autorité, résistance à la force publique, dégâts et dommages divers. Le procès, qui occupe trois audiences, est retentissant. L'accusé s'y défend d'avoir, comme on le lui imputait, renversé sur la voie ferrée un poteau télégraphique, au risque de faire dérailler un express : il est, déclare-t-il, favorable au sabotage, mais seulement au sabotage économique, non au vandalisme. Le sabotage doit, à son avis, avoir « un but moral ». Il nie toute complicité de sa part dans tout autre acte de même caractère. Mais c'est le seul chef d'accusation auquel il oppose une dénégation pure et simple. Sur tous les autres, il s'explique, revendiquant pour sa conduite, non l'excuse, mais le mérite du patriotisme : « J'ai manifesté, sur des données économiques et géographiques, une opinion hostile à l'épuisante entreprise libyenne, parce que je la jugeais nuisible aux intérêts bien compris de mon pays, auxquels sont indissolublement liés les intérêts de la classe ouvrière. » A la conception nationaliste de la grandeur italienne, — une Italie plus vaste, — il oppose la sienne : « une Italie plus cultivée, plus riche et plus libre ». En terminant, il le prend de haut avec le tribunal : « Si vous m'acquittez, vous me ferez plaisir; si vous me condamnez, vous me ferez honneur. » Le tribunal lui infligea cinq mois de prison.

Presque tout, dans cette défense de M. Mussolini, jure avec ses opinions d'aujourd'hui. Il faut cependant en retenir deux points, qu'on retrouvera à la base de son action fasciste : la distinction entre l'État, dont il malmène l'autorité, et la patrie, dont il prétend servir la cause contre l'État ; ce terme d' « Italie officielle », dont il désigne l'Italie du gouvernement, par opposition à celle dont il se fait le champion. A la tête du fascisme, il n'en usera pas autrement : toute la différence consistera en ce qu'il concevra autrement l'intérêt de la patrie et que l'Italie au nom de laquelle il parlera ne sera plus celle du socialisme.

Son procès de Forli accroît sa notoriété. A la fin de 1912, il est appelé à la direction de *l'Avanti*, le principal organe du socialisme italien, édité à Milan. De cet instrument de combat,

il se sert pour le combat, sans ménagements, sans précautions. Certains de ses articles, à propos de jacqueries dans l'Italie méridionale, l'amènent en cour d'assises : il se montre, dans le prétoire de Milan, plus arrogant encore que dans celui de Forli. « Votre acquittement ou votre condamnation, dit-il aux jurés, me laissent pareillement froid. La prison est au fond un régime tolérable. » Et il promet de récidiver.

Il tient parole. La prudence, la temporisation n'entrent pas dans sa méthode. L'âge, — il n'a que trente ans, — ne peut pas l'avoir assagi. Le mariage, la paternité, — il est entré en ménage, a fondé une famille, est père d'un enfant, — n'ont eu aucune influence sur ses dispositions, restées aussi combatives. Le succès, une situation de premier plan dans la plus grande ville d'Italie, ne lui ont pas appris la circonspection. Dans les conseils du socialisme, il représente toujours un élément d'avant-garde. Les compromissions avec ce qui sent le conservatisme le trouvent intraitable : au congrès d'Ancône, il fait voter l'incompatibilité de socialiste avec la qualité de franc-maçon, le caractère occulte de la maçonnerie ne lui plaisant pas. Mais tout ce qui est organisation ou mouvement populaire obtient son concours. A la fin de 1913, éclate dans les Marches et en Romagne, à Ancône, Rimini, Forli, Ravenne, un soulèvement républicain, peut-être moins spontané qu'on ne l'a dit : rude et brutal soulèvement, marqué par nombre d'excès, resté célèbre sous le nom de « semaine rouge », et appuyé dans nombre de grandes villes, Milan, Turin, Bologne, Florence, Rome, par une tentative de grève générale. M. Mussolini, dans *l'Avanti*, soutient les émeutiers, appelle les socialistes milanais dans la rue et y descend lui-même des premiers, à leur tête. Son mot d'ordre est de repousser la force par la force, jusqu'au jour où il décrète une « suspension d'armes », euphémisme de style militaire, qui couvre la défaite, l'écrasement de l'insurrection. Nouvelle inculpation, nouvelles poursuites.

LE PATRIOTE

Peut-être l'échec de cette émeute mit-elle du froid entre M. Mussolini et les autres chefs du parti. Mais c'est seulement la guerre européenne qui détermina la rupture entre eux et lui. La guerre le trouva à la direction de *l'Avanti*. Dès l'annonce du

conflit, il fait prendre à son journal position contre la participation de l'Italie à la lutte dans le camp des Empires centraux Neutralité absolue ; « ni complices, ni compères de l'Autriche et de l'Allemagne » : telle est l'exigence qu'il élève, indiquant l'insurrection pour devoir aux prolétaires italiens, si le gouvernement suit une autre voie. Il n'y avait encore rien là qui ne fût pas d'accord avec l'attitude du parti. Mais peu à peu, non sans hésitations, non sans transitions, M. Mussolini évolue, au cours de l'été et de l'automne de 1914. Dès août, il approuve le manifeste des socialistes belges, en termes dont la sévérité envers l'Allemagne ne laisse rien à désirer ; il déclare que, si, la fortune des armes ayant donné la victoire aux Impériaux, l'Autriche veut se venger de l'Italie, les socialistes se montreront patriotes. En septembre, dans une réunion du parti, où est abordée la question de la neutralité, il laisse si bien percer sa tendance à l'intervention qu'un orateur interventiste, venu pour le contredire, n'a qu'à se déclarer de son avis. Les motifs de son évolution ? Purement italiens. Pourtant, le sort de la France, envahie, menacée de destruction, a une place dans son argumentation, comme dans les sentiments de nombre d'Italiens à ce moment : « Oui, s'écrie-t-il, nous aussi répétons avec le poète : *Noi che t'amammo, o Francia!* Nous qui t'avons aimée, ô France ! » En octobre, il réfute le dogme d'antibellicisme systématique, absolu, risque un *distinguo* entre les guerres selon les cas et les conditions, laisse entendre que la guerre pourrait bien être dans l'intérêt de la cause socialiste.

C'en est désormais trop pour qu'un lien subsiste entre son parti et lui. Le divorce s'accomplit. Il donne sa démission de directeur de *l'Avanti* et reprend sa liberté. Étant donné les circonstances, cela ne pouvait pas ne pas arriver. Le patriotisme tout simple est un des grands ressorts de sa sensibilité. Une guerre européenne où l'Autriche se trouvait engagée contre trois puissances de premier rang, Russie, France et Angleterre, ne pouvait pas ne pas lui faire apparaître l'intervention de l'Italie comme un devoir envers elle-même, envers ses destinées nationales, envers les Italiens *irredenti*. Tous les traits de son caractère s'harmonisaient avec la solution belliqueuse du problème politique posé à l'Italie. Tout ce qui faisait l'originalité de sa nature et de son intelligence devait lui faire considérer l'attitude passive, dictée au pays par le socialisme, comme plus

qu'une erreur, une faute. Enfin pour lui-même, il ne pouvait concevoir de place que dans le parti de la guerre et, si possible, à sa tête.

Démissionnaire de *l'Avanti*, sorti du socialisme « officiel » (correspondant aux unifiés de chez nous), invectivé par ceux dont il se sépare, M. Mussolini fonde alors à Milan un journal, le *Popolo d'Italia*. Immédiatement, dès janvier 1915, il commence une campagne de presse en faveur de l'intervention de l'Italie dans la guerre. Il mène cette campagne tambour battant : c'en est fait des réticences, que lui imposait la couleur de sa précédente feuille. Pourtant son nouveau journal se qualifie aussi de socialiste. Point à retenir, son premier article, intitulé *Audace*, s'adresse à la jeunesse : « à la jeunesse des usines et des écoles, et à ceux qui ont gardé la jeunesse de l'esprit, à ceux que le destin a chargés de faire l'histoire ». Simultanément, il entreprend une action sur le peuple, employant contre la politique de son ancien parti les mêmes méthodes qu'au service de celui-ci, fondant des « faisceaux d'action révolutionnaire », organisant l'agitation dans la rue, secondant celle que créent les harangues enflammées de M. d'Annunzio, s'efforçant de soulever l'opinion contre l'apathie du Parlement et contre les efforts de M. Giolitti pour le maintien de la neutralité. Il fait le diable à quatre, déchaîne des tumultes, retourne en prison, se bat en duel, etc., etc. Une grande part lui revient dans le concours de circonstances intérieures qui permit au cabinet Salandra-Sonnino de mener à bonne fin la politique d'intervention.

Dans ce rôle de coryphée et de promoteur de la guerre, M. Mussolini a eu recours aux mêmes procédés que naguère pour l'agitation socialiste, souvent au même vocabulaire. « Aujourd'hui la guerre, écrivait-il, demain la révolution. Nous visons deux objets : la guerre nationale et la révolution... La cause de la liberté et de la révolution fera un pas. Du creuset de la guerre sortira une nouvelle aristocratie révolutionnaire. » Ce concept d'aristocratie, appliqué à la politique, n'est pas nouveau chez lui. Déjà, en 1913, comme journaliste socialiste, dans une petite revue fondée par lui, *Utopia*, il a opposé minorité à masse, assignant pour besoin à la masse, moins de *savoir*, que de *croire*. En lui ne fera que s'ancrer cette conviction, qu'une société politique est autre chose qu'une cohue et comporte nécessairement quelques éléments dirigeants pour

beaucoup de dirigés. Elle l'éloigne du principe démocratique habituel.

AU CREUSET DE LA GUERRE

La déclaration de guerre à l'Autriche (24 mai 1915) fut saluée par M. Mussolini d'une profession de foi patriotique, dégagée de tout alliage étranger. « Un seul cri jaillit de nos cœurs : vive l'Italie ! Nous n'avons jamais senti comme en ce moment que la patrie existe, qu'elle est une donnée ineffaçable de la conscience humaine.

La mobilisation générale décrétée, M. Mussolini part pour le front, comme *bersagliere*. Il y reste dix-neuf mois, tantôt sur l'Isonzo, tantôt en Carniole, tantôt sur le Carso, et se conduit en combattant valeureux. Le 23 février 1917, il est grièvement blessé, dans la tranchée, par l'éclatement d'un crapouillot. De son passage dans le rang, retenons surtout un nouveau contact direct avec l'homme du peuple, transformé en fantassin, et l'expérience personnelle qu'il acquiert de la mentalité du combattant. De sa tranchée, l'arrière lui est apparu mal gouverné. A tort ou à raison, il n'a pas eu une haute idée des gouvernements qui ont exercé le pouvoir pendant la guerre. « Nos gouvernants, écrit-il en août 1916, n'ont pas une âme apostolique, mais bureaucratique. Ils ont gaspillé le trésor spirituel qu'offrait la nation en mai 1915... Mais une nation qui a de telles réserves de forces morales, trouvera en elle-même son salut. Elle écartera avec mépris ces politiciens qui gardent, après trois années de guerre mondiale, tous leurs systèmes caducs et faillis. »

Réformé après sa blessure, M. Mussolini rentre à Milan et reprend la direction de son journal. Le *Popolo d'Italia*, en son absence, a suivi ses indications, fait campagne pour la déclaration de guerre à l'Allemagne. Il l'utilise à prôner la continuation de la guerre jusqu'à la victoire, à lutter contre la démoralisation, le défaitisme. Il est ce que l'on appelle un *guerrafondai*, un « jusqu'auboutiste ». Quand survient la déroute de Caporetto, qui donne raison à ses cris d'alarme contre la propagande démoralisatrice, il exhorte le pays à « tenir ». « L'invasion, écrit-il, apporte la honte. Nous ne voulons pas souffrir la honte. Il faut vaincre. » Il persévère dans ce rôle jusqu'à la fin des hostilités. Le 14 juillet 1918, où la fête nationale française fut célébrée dans toute l'Italie avec un

enthousiasme inimaginable, c'est lui qui fut chargé de prendre la parole à Gènes. Après avoir entendu le puissant discours de M. Mussolini, le consul général de France écrivit à son ambassade que l'orateur était décidément un homme qui irait loin.

Au lendemain de l'armistice, deux politiques extérieures sont possibles, en ce qui concerne les conditions de paix convenant à l'Italie : ou bien se contenter de l'unité géographique complète, entière, et, ce résultat obtenu, faire de bonne grâce aux Yougoslaves les concessions que l'événement a ensuite démontrées inévitables; ou bien réclamer l'exécution intégrale de la convention de Londres du 26 avril 1915, en y ajoutant l'annexion de Fiume, c'est-à-dire revendiquer en Adriatique la possession de toute l'Istrie, du Quarnero, de la Dalmatie, de la plus grande partie de l'archipel dalmate, de Vallona en Albanie, sans préjudice d'une vaste zone en Asie Mineure et d'agrandissements en Afrique. C'est pour cette seconde politique qu'opte M. Mussolini.

Le voilà certes loin de l'état d'esprit où il était en 1911, quand il opposait à l'idéal nationaliste d'une Italie « plus vaste » le sien propre d'une Italie « plus riche, plus cultivée et plus libre ». Les circonstances dont il a été témoin et acteur de 1914 à 1918 ont fait parcourir ce long chemin à ses idées. Que le terme de son évolution soit fort distant de son point de départ, ce n'est pas contestable. Mais que la position prise par lui en novembre 1918 soit conforme aux traits essentiels de son caractère et de son esprit, ce ne l'est pas non plus. Et que le choix lui en ait été dicté par des raisons dont il était fatal qu'il tînt compte, ce ne l'est pas davantage. Pendant l'évolution qui l'a tant éloigné du parti, de la cause et des opinions de sa jeunesse, un élément est resté constant : c'est l'homme même et l'homme, en M. Mussolini, n'est pas naturellement porté aux demi-mesures, aux transactions, aux abandons volontaires, pas enclin non plus à s'abstenir d'exploiter à fond une occasion qui se présente. A ce facteur de son attitude, lui-même, se joignent des considérations ethniques, stratégiques, politiques.

Ethniques : M. Mussolini est très sensible à l'argument ethnique invoqué en faveur d'un peuplement italien, au point de l'être moins au même argument invoqué en faveur d'un peuplement étranger. Stratégiques : à la garantie morale de sécurité que constituerait un compromis avec les Yougoslaves,

il préfère la garantie matérielle de la maîtrise absolue de l'Adriatique par l'occupation de la rive orientale. Politiques : L'opinion publique italienne n'ayant jamais été unanime à approuver la guerre, les anciens interventistes, dont il est, seront d'autant mieux gardés contre les critiques des anciens neutralistes, que la guerre aura rapporté davantage; en outre, une forte tension du sentiment national sera nécessaire pour réagir contre l'action des germes de désagrégation sociale et politique que la guerre laisse après elle.

Quoi qu'il en soit, M. Mussolini prend fait et cause pour les revendications nationales, sans en rien rabattre. Après les neutralistes, après les défaitistes, les « renonciataires » deviennent sa cible. Il n'épargne pas même ceux d'entre eux qui ont, comme Bissolati, combattu dans le même camp que lui pour l'intervention et pour la poursuite de la guerre jusqu'à la victoire. Il fait grief à MM. Orlando et Sonnino de ne pas réussir à faire entièrement triompher au Congrès de Versailles le programme de leurs conditions de paix. Il tient rigueur du même échec partiel à leurs successeurs, MM. Nitti et Tittoni. Il prend à parti les alliés. Quand survient, sur le rivage oriental de l'Adriatique, à Fiume ou ailleurs, quelque incident qui échauffe les esprits en Italie, loin de s'employer à les apaiser, il les surexcite.

Lorsque M. d'Annunzio et ses légionnaires font leur coup de main sur Fiume, s'y établissent et s'y maintiennent, il approuve leur entreprise, la loue, la soutient, y fait écho. Sa tribune est toujours le *Popolo d'Italia*. Les paroles qui en tombent quotidiennement, pendant les années 1919, 1920 et 1921, concourent à créer et à propager, dans l'opinion publique italienne, un sentiment d'amère déception, de rancœur envers les alliés, de dégoût du gouvernement, en même temps qu'à exalter l'orgueil de la victoire. Justifiée ou non, exagérée ou non, la conscience d'une faillite partielle des espoirs que l'Italie fondait sur sa victoire fut un des principes de la réaction nationale à laquelle M. Mussolini travaillait. Et sans doute s'en est-il avisé dès lors.

Plutôt que réaction, c'est contre-réaction qu'il faut appeler celle dont il prenait la tête. Car, tandis qu'elle commençait à se dessiner, faisait rage en Italie une intense réaction contre la guerre, l'interventisme, les combattants, l'armée, la victoire

et le patriotisme. Commencée sous le ministère Orlando-Sonnino, celle-ci redoublait sous celui de M. Nitti, dont le tort est d'y avoir trop cédé, sans s'apercevoir qu'elle le compromettait. Compromettante était, quels qu'en pussent être les motifs d'opportunisme, une mesure comme l'amnistie en masse des déserteurs, qui ne pouvait pas ne pas avoir un effet mortifiant et prendre une signification symbolique. Que l'on réfléchisse aussi à ce que purent être les réflexions des Romains, quand, après avoir vu entreprendre des travaux d'aménagement le long de la Voie sacrée, à travers le Forum, entre l'arc de Constantin et le Capitole, pour un défilé de troupes victorieuses, ils virent démonter les tréteaux et emporter les planches, sans qu'aucun défilé leur eût procuré la satisfaction d'acclamer les soldats de Vittorio Veneto !

L'OFFENSIVE BOLCHÉVIQUE EN ITALIE

M. Mussolini profitait habilement des fautes de ses adversaires, et même d'actes qui ne peuvent leur être imputés à faute. Il profitait des sarcasmes et des insultes que M. d'Annunzio lançait à jet continu contre le chef du gouvernement; de l'exemple donné et du précédent établi par le poète-dictateur en se servant d'une force armée irrégulière, en exerçant un pouvoir illégal, en dressant le patriotisme contre l'État, en bafouant l'autorité de ce dernier; de l'émotion suscitée plus tard par la courageuse résolution que prit et exécuta le cabinet Giolitti en expulsant de Fiume les légionnaires et leur chef. Ce chef, M. d'Annunzio, ne pouvant devenir un concurrent pour M. Mussolini, — parce qu'un mouvement populaire en Italie même ne pouvait être conduit que par un homme du peuple, rompu à toutes les pratiques de l'action politique et de l'agitation dans la rue, — tout était profit net pour le directeur du *Popolo d'Italia*, dans l'aventure fiumaine.

Mais ce ne fut pas seulement sur le terrain de la politique extérieure, ni sur le terrain proprement national, que M. Mussolini mena une lutte acharnée : ce fut aussi sur celui de la politique intérieure et de l'ordre social. Dans ce qui se passait alors en Italie, et qui faillit aller très loin, résidait aussi le principe de cette contre-réaction, dont il était appelé à bénéficier, après en avoir été l'instigateur et le principal instrument.

Depuis la fin de la guerre, s'étaient en effet développés un mouvement socialiste et surtout une agitation communiste, qui allèrent croissant jusqu'aux derniers mois de 1920. Ce n'étaient que manifestations tumultueuses, cortèges se déroulant aux sons de *l'Internationale*, sous les plis des drapeaux rouges interruptions du travail pour une journée ou un après-midi, grèves proprement dites, mais sans le moindre prétexte économique, conflits chroniques entre patrons et ouvriers, que ne désarmait aucune concession, attentats contre la propriété privée, urbaine ou agricole, actes de sabotage, suspension des services publics, tels que postes et télégraphes, chemins de fer, lignes de navigation, tramways, éclairage électrique. Non seulement l'industrie, l'agriculture, le commerce, toute la vie économique du pays en étaient gravement affectées, mais l'existence quotidienne des simples particuliers avait fini par en être rendue incommode.

Sous le rapport politique, cette vague de désordre avait porté au Parlement, à la suite des élections de novembre 1919, plus de 150 socialistes, qui, bien que n'étant pas communistes, faisaient preuve envers ces derniers d'une complaisance intéressée. De nouvelles élections, auxquelles il fut procédé sous un ministère Giolitti, en mai 1921, laissèrent subsister à la Chambre des députés un groupe de 135 socialistes, et y firent entrer 22 communistes, qui y menèrent un vacarme infernal. Le gouvernement, tant sous la présidence de M. Nitti que sous celle de M. Giolitti, de M. Bonomi et de M. Facta, s'évertuait à faire face à une situation aussi critique, par le moyen de coalitions ministérielles, qui groupaient en ménages mal assortis tous les autres éléments, passablement disparates, dont se composait l'assemblée élue. La besogne gouvernementale se ressentait du défaut d'homogénéité des équipes de ministres et de leur majorité parlementaire. On entendait parler de crise du parlementarisme, de crise du régime. Des inquiétudes naissaient pour le sort que réservait à la monarchie la prolongation, voire l'aggravation de cet état de choses. Or, les communistes étaient ouvertement agressifs contre la couronne; les socialistes ne lui étaient pas tendres, et cependant la participation de ceux-ci au pouvoir était une éventualité si peu invraisemblable, qu'elle se fût réalisée s'ils ne se fussent pas divisés précisément sur la question de collaboration avec des ministres bourgeois.

La royauté traversait des jours difficiles. A chaque ouverture d'une législature nouvelle, dont la dissolution avant terme du Parlement précipitait le rythme, le Roi et la famille royale se rendaient à la traditionnelle séance solennelle d'inauguration, où est lu le discours du trône. Les Romains se pressaient sur les trottoirs et aux fenêtres, le long du trajet entre le Quirinal et Monte-Citorio, pour voir passer le coquet et pimpant cortège des berlines de gala, conduites par des cochers poudrés, traînées par des chevaux très pomponnés, accompagnées de laquais en grande livrée, précédées de piqueurs, escortées de ces cuirassiers-gardes du corps dont l'uniforme rappelle celui des cent-gardes de Napoléon III. Et quand, après s'être réjoui les yeux du spectacle offert par cette élégante cavalcade, d'un style très Charles X, ils ouvraient leur journal du soir, c'était pour y lire que les communistes et les socialistes avaient troublé l'apparat de la séance royale par quelque manifestation inconvenante, dont seule l'impassibilité du souverain avait empêché qu'elle ne devînt un affront.

Tout ceci aboutit, d'une part, à une manière d'offensive bolchévique, de l'autre, à une carence de gouvernement. Il est fort heureux pour l'Italie que ces deux points culminants de la crise sociale et de la crise politique n'aient pas été atteints simultanément : car alors, c'eût été plus grave. Mais heureusement le premier le fut en septembre 1920, sous un ministère Giolitti, dont le chef avait plus d'un tour dans son sac; et le second ne le fut qu'en octobre 1922, sous un cabinet Facta.

Ce qu'on peut appeler une manière d'offensive bolchévique, c'est la fameuse occupation des usines par les ouvriers. Sur la superficie presque entière de l'Italie, les ouvriers envahirent les usines de toute espèce, voire de simples ateliers, s'y établirent, en interdirent l'accès aux patrons, chassèrent les ingénieurs ou les obligèrent à prêter leurs services, et se mirent en devoir de procéder eux-mêmes à l'exploitation, le plus souvent d'ailleurs pour la forme. Cela dura environ trois semaines. Même dans des villes peu industrielles comme Rome, les faubourgs qu'on traverse pour aller en excursion à Tivoli ou ou à Frascati offraient alors un spectacle aussi peu banal que peu réjouissant. Tous les locaux servant à une industrie quelconque étaient pavoisés de drapeaux rouges; aux grilles entr'ouvertes des cours d'usines, d'ateliers ou de chantiers se tenaient

en faction des petits postes d'ouvriers armés, de ceux qu'on appelait gardes-rouges. On doit à la vérité d'ajouter qu'ils n'avaient pas l'air bien terribles. Mais dans les grands centres industriels comme Milan, Turin, Gênes, la prise de possession de tout ce qu'il y avait de fabriques et de manufactures mettait sous les yeux du passant un tableau autrement impressionnant. Des quartiers entiers, qui sont eux-mêmes de véritables villes, arboraient les emblèmes du soviétisme et présentaient tous les signes extérieurs du triomphe simultané de la révolution et du *farniente*. Beaucoup de mairies avaient remplacé le pavillon national par celui de Moscou. Un nombre relativement élevé de propriétés rurales avaient été envahies par les paysans et ouvriers agricoles.

Le soin de mettre fin à cette bacchanale incomba à M. Giolitti, qui la fit cesser au bout de trois semaines et obtint, en somme, des usurpateurs fort embarrassés de leurs conquêtes qu'ils les évacuassent sans s'y faire contraindre. M. Giolitti gouvernait avec peine, mais gouvernait encore. C'est sans doute ce qui le fit renverser. Ses successeurs, faute de pouvoir faire mieux, gouvernèrent de moins en moins et ainsi le pays s'achemina vers la carence du gouvernement, à travers deux cabinets Bonomi et deux cabinets Facta. Car la solution des crises ministérielles devint, avec le temps, si difficile qu'une fois un président du Conseil tombé, aucune autre ressource ne parut s'offrir que de le réinstaller au pouvoir; c'est ainsi qu'à tour de rôle M. Bonomi et M. Facta recueillirent leur propre succession.

LES FAISCEAUX DE COMBAT

Le rappel de ces événements ne nous a éloignés qu'en apparence de M. Mussolini. Il y fut, en effet, promptement mêlé, par la parole et par l'action. Dès que la crise sociale et la crise politique, qui allaient de pair et influaient l'une sur l'autre, eurent accusé une certaine intensité, il se mit de la partie. Pour susciter, organiser et diriger la réaction qu'il se donna pour tâche de faire triompher, le journalisme ne lui parut pas pouvoir être sa seule arme. L'action matérielle, l'action directe lui sembla nécessaire. Il fallait opposer force à force, violence à violence; il fallait mener le combat, non seulement autour d'urnes électorales, avec des bulletins de vote, mais dans la

rue, dans la campagne, autour des usines, autour des machines, à coups de poing, de gourdins, d'armes blanches et d'armes à feu. Telle fut la conception que M. Mussolini se fit alors de la lutte dont il attendait, d'abord la défaite de la révolution en marche, ensuite le succès de celle qu'il méditait : la sienne à lui. Cette conception est identique à celle qu'il se faisait de l'action socialiste, quand il était socialiste. Ce sont, en somme, leurs propres armes qu'il retourne contre ses anciens compagnons, devenus ses adversaires, et, à s'en servir mieux qu'ils ne le font, il est aidé par l'expérience, par l'entraînement même qu'il a acquis dans leurs rangs.

La création des premiers « *faisceaux de combat* » remonte à la fin de mars 1919. Cette date marque celle de la naissance du *fascisme*. Sa fondation est en relation directe avec les tapageuses démonstrations et les bruyants excès du communisme et du socialisme, immédiatement avant et au même moment; elle en procède, elle y riposte. Son organisation première doit beaucoup à une institution militaire qui avait fleuri pendant la guerre : l'*arditisme*. Les *arditi* (les hardis, les audacieux) étaient des soldats composant, dans l'intérieur du régiment, une ou plusieurs compagnies de choc et d'assaut, utilisées pour les coups de main et les besognes risquées. Les faisceaux de combat formés pour la lutte civile s'inspirent de ce précédent. Ils sont, pour une part non négligeable, recrutés parmi d'anciens *arditi*. Aussi bien est-ce aux combattants que M. Mussolini fait appel, avant tous autres, pour constituer sa force armée, à laquelle il assigne pour but de défendre l'armature même de la nation et pour tactique l'offensive. Le *Popolo d'Italia* change alors son titre de « quotidien socialiste » pour celui de « journal des combattants et des producteurs ». Ce changement est significatif : les deux mots de combattants et de producteurs indiquent bien ce que M. Mussolini se propose de défendre et sur qui il compte pour lui fournir ses troupes et ses ressources.

Il eut des unes et des autres, des hommes et de l'argent. Les bras disponibles et disposés à jouer des muscles ne furent rares nulle part, après la démobilisation d'immenses armées. L'argent vint aussi, accordé par sympathie, par intérêt ou par crainte. Peu à peu, un réseau de plus en plus vaste et serré de sections fascistes s'étendit sur toute l'Italie. Dans toute ville de quelque importance, furent formées des

légions, subdivisées en centuries, cohortes et manipules, selon le vocabulaire romain. La bataille n'attendit pas l'entier développement de cette organisation. Elle commença au contraire dès que les effectifs le permirent, condition qui fut très vite réalisée : certain assaut donné, en plein Milan, aux bureaux de rédaction et à l'imprimerie de l'*Avanti*, le journal socialiste dont M. Mussolini avait été directeur, est du printemps de 1919.

Bientôt les manifestations des communistes et des socialistes, leurs grèves politiques, les mesures révolutionnaires ou antipatriotiques prises par des municipalités acquises aux partis extrémistes de gauche, suscitèrent de la part des fascistes des réactions, des ripostes, des représailles. On vit se multiplier ce que ceux-ci appelaient des expéditions punitives. A la suite de quelque initiative communiste ou socialiste, considérée par le camp adverse comme un méfait, des fascistes en chemise noire, le gourdin au poing et le revolver en poche, montaient en camion automobile, se rendaient à l'endroit où le fait incriminé s'était produit et s'en vengeaient d'une manière ou d'une autre. Le pays se trouva ainsi en proie à une sorte de guerilla civile, qui se prolongea depuis la fin de 1919 jusqu'à celle de 1922. Longtemps les succès furent partagés et même, au début, en proportion fort inégale. Les extrémistes de gauche conservèrent, en somme, l'avantage jusqu'au commencement de 1922, réussissant des coups aussi audacieux que l'occupation des usines et l'invasion des terres, renouvelant les grèves générales ou partielles, empêchant l'embarquement à Ancône des renforts destinés à Vallona, que les Italiens, attaqués par les Albanais, étaient obligés d'évacuer, perpétrant des attentats anarchistes, comme celui du théâtre Diana à Milan, réglant sournoisement leur compte aux fascistes isolés qui tombaient entre leurs mains. Mais les succès mêmes des bolchévistes, en augmentant l'insécurité des intérêts qu'ils menaçaient et en révoltant contre eux le sentiment national, servaient finalement la cause du fascisme, dont les effectifs et les moyens ne cessèrent de grossir. Dès la fin de 1921, la supériorité des forces était acquise aux fascistes, qui, mieux organisés, mieux conduits, restèrent maîtres du champ de bataille. En 1922, le résultat de tous les combats qu'ils engagèrent, soit de leur propre initiative, soit sur celle de leurs adversaires, affirma leur victoire.

La réputation et l'autorité de M. Mussolini grandirent au fur et à mesure des péripéties d'une lutte à main armée, dont chacun savait qu'il était l'âme. La plus efficace des réclames lui était faite par les exploits de ses partisans. Son journal, où il écrivait assidûment, lui était une tribune de plus en plus retentissante. Son nom revenait dans les colonnes de nombre d'autres journaux qui le soutenaient ou le combattaient. Il faisait figure de chef d'une force irrégulière, avec laquelle avaient à compter, non seulement ses adversaires, mais le gouvernement lui-même. Les traits de son visage commençaient à se populariser; ceux de son caractère s'imposaient à l'attention, qu'elle fût d'ailleurs admirative, inquiète ou haineuse. De fait, qu'on approuvât ou condamnât ses méthodes, qu'on souhaitât son succès ou son échec, on ne pouvait nier sa maîtrise dans son rôle. Ce rôle, il le jouait d'autant mieux qu'il y avait été préparé par toute une vie de lutte et d'aventures.

Homme du peuple, jeune, aimant à risquer gros, sinon le tout pour le tout, habitué au maniement des foules, rompu aux procédés et aux émotions des soulèvements populaires, ancien combattant, il était dans son élément au milieu de cette jeunesse embrigadée, dont son ascendant et son sens du commandement lui valaient l'obéissance. Les responsabilités ne l'effrayaient pas plus que les risques. Le poste de police, où il refit une courte apparition et qu'il put croire pour lui l'antichambre de la prison, ne l'intimida point. Cependant, aucune précipitation inconsidérée à engager une action d'ensemble, à jouer la dernière manche de sa partie. Pour cela, il attendait l'heure propice, sachant au besoin calmer les impatiences de ses partisans. « Une révolution, écrivait-il, n'est pas une boîte à surprise qu'on ouvre à plaisir. On la fait avec l'armée, non contre l'armée; par les armes, et non pas sans armes; par des mouvements de troupes bien combinés, non par des tumultes d'électeurs échauffés. Une révolution réussit quand elle est sympathique, quand elle est assurée d'un consentement général. Sinon, les révolutions échouent. » Ces lignes, M. Mussolini les écrivait alors que M. Giolitti était au pouvoir : elles montrent qu'il gardait la faculté de juger qui il avait devant lui. C'était aussi le moment où M. d'Annunzio venait d'être expulsé de Fiume par une démonstration militaire, donc où l'autorité de l'État récupérait quelque prestige : M. Mussolini

conservait le don d'apprécier si les circonstances lui étaient favorables ou contraires, pour jouer son va-tout.

AU PARLEMENT

Depuis mai 1921, il était député. Aux élections de novembre 1919, il n'avait recueilli à Milan que quelques milliers de voix. Moins de deux ans après, il avait été élu dans deux circonscriptions, Milan-Pavie et Bologne-Ferrare, à une énorme majorité. Trente-cinq de ses acolytes fascistes entraient au Parlement en même temps que lui. A ce résultat peuvent se mesurer les progrès de sa propre popularité et ceux du fascisme dans le pays. C'est un fait significatif qu'il en ait demandé la consécration au mandat parlementaire. Dès ce moment, sa sévérité envers le Parlement s'exerçait sans ménagement, ni relâche. Mais sans doute comprit-il que, parallèlement à l'action par le journalisme et à l'action dans la rue et dans la campagne, devait se développer une action parlementaire ; que les institutions et les régimes sont plus aisément battus en brèche, quand on les attaque à la fois de l'intérieur et de l'extérieur; enfin que sa propre présence dans la place était une condition nécessaire à son ascension au pouvoir. Toujours est-il que le Parlement fut pour M. Mussolini une nouvelle tribune (presque aussi métaphorique que celle du *Popolo d'Italia*, car il n'y a pas de tribune à la Chambre ni au Sénat d'Italie), et une dernière école, où il apprit à connaître de plus près la salle des séances et les couloirs, les tares des partis politiques, les faiblesses d'un système représentatif en état de crise chronique et toujours plus aiguë, le défaut de la cuirasse du régime.

A Montecitorio, les députés fascistes siégeaient à droite. Leurs votes se confondaient en général avec ceux des nationalistes, des libéraux de droite, des conservateurs. Leurs interventions dans les débats, quand elles rencontraient une approbation, la trouvaient dans la droite de l'Assemblée. Pourtant, M. Mussolini se disait républicain, l'était et tâchait d'orienter le fascisme vers les opinions républicaines et vers la République. Dans son journal, dans les réunions de son parti, il se refusait à considérer la monarchie comme un dogme intangible et les destinées de l'Italie comme liées à la dynastie régnante. Quand l'occasion s'en présentait, il traitait pour le moins avec détachement la question monarchique et la question dynastique.

A la séance royale d'ouverture de la législature inaugurée en janvier 1926, il s'abstint de paraître et imposa l'abstention aux membres du groupe fasciste. La révolution qu'il prône et prépare n'exclut donc pas une menace contre la couronne et la maison de Savoie; en tout cas, elle ne comporte aucune garantie pour l'une ni pour l'autre. Cette attitude reste celle de M. Mussolini jusqu'à une date très rapprochée de sa marche sur Rome. Elle n'est pas à négliger pour comprendre qui il est et à quoi il tend : il est un révolutionnaire, qui tend à une révolution, encore que sa révolution ne soit pas conforme au type classique et orthodoxe, mais en soit la négation même. Toutefois, ce républicanisme auquel il a longtemps tenu, M. Mussolini s'en débarrasse par une rapide évolution, en sentant approcher l'heure de l'action décisive. Au congrès fasciste de Naples, qui ne précède que de quelques jours la mobilisation générale de ses légions, il fait une profession de foi monarchiste. Cette circonstance est celle où il a le plus fait preuve d'un opportunisme, qui lui fut facilité par sa répugnance pour toute rigidité systématique. Il a senti que l'armée, la majorité de l'opinion publique et celle même de ses partisans étaient attachées à la monarchie, ainsi qu'à la dynastie; et comme le principe d'autorité et le critère national, patriotique, les deux grands ressorts de la réaction qu'il avait entreprise, n'avaient rien d'incompatible avec l'institution monarchique ni avec la maison de Savoie, il s'est rallié à l'une et à l'autre.

DE L'INSURRECTION A LA DICTATURE

Un groupe de trente-cinq fascistes, chef compris, ne faisait pas de M. Mussolini un facteur décisif du jeu de bascule parlementaire. Aussi n'était-ce pas sur cette carte-là qu'il comptait pour gagner sa partie, ni à la procédure du vote qu'il entendait recourir pour s'ouvrir le chemin du pouvoir. Sa force, il la sentait dans ses légions, dans son armée irrégulière; sa procédure, si l'on peut employer ce mot pour désigner un procédé aussi peu procédurier, il la voyait dans un coup de force, qui l'imposât. A partir de juin 1922, il fait l'épreuve de la force fasciste dans des entreprises d'envergure continuellement élargie : mobilisation de contingents à Bologne; occupation des municipalités de grandes villes, comme Milan, d'éta-

blissements publics, comme le consortium du port de Gênes; expulsion du Haut-Commissaire royal du Trentin et des autorités administratives de cette province; nouvel assaut aux bureaux de l'*Avanti*; étranglement d'une grève générale. Toutes ces expériences lui réussissent.

Il apparaît, dès lors, comme un pouvoir de fait, qui, tantôt se substitue au gouvernement pour accomplir la besogne que le gouvernement ne fait pas, tantôt agit sans tenir le moindre compte de la loi ni de l'ordre établi. Le 24 octobre 1922, s'ouvre le Congrès fasciste de Naples : M. Mussolini y lance son défi au gouvernement légal, et annonce en termes limpides l'intention de marcher sur Rome. La présence autour de lui d'environ 40 000 fascistes, organisés et armés, défilant dans les rues de Naples, enlève à son défi et à l'annonce de son intention le caractère d'une rodomontade. Le second cabinet Facta, replâtré le 1er août précédent, s'effondre sous la poussée, sans même qu'il y ait eu scrutin à la Chambre, d'ailleurs en congé. Alors, comme une combinaison Giolitti, qui aurait pu troubler la fête, s'élabore avec la lenteur exigée par les consultations rituelles, et aggravée par les villégiatures d'été (M. Giolitti est encore en Piémont, le roi en Toscane), M. Mussolini lance l'ordre de mobilisation générale et celui de la marche sur Rome, qui s'exécute conformément à un plan stratégique probablement étudié d'avance et en tout cas bien conçu. A partir de ce moment (26 octobre 1922), toutes les tentatives faites pour enrayer le mouvement, — appel à M. Salandra pour former le nouveau cabinet, offre de portefeuilles à M. Mussolini, pour lui et quelques-uns de ses amis, négociations de M. Giolitti, — échouent, à peine ébauchées, devant la résolution du *Duce* de ne pas lâcher prise.

Simples intérimaires, depuis que leur démission a été remise au Roi et acceptée par lui, le président du Conseil et ses collègues se mettent cependant en devoir de résister à la force par la force. Tandis que les plus grandes villes d'Italie sont aux mains des fascistes, que M. Mussolini, resté à Milan, coordonne les mouvements de ses troupes comme d'un quartier-général, que ses légions se sont avancées jusqu'à Civita-Vecchia, et ont pris position dans des localités voisines de Rome, qui peuvent se croire revenues au temps des expéditions garibaldiennes, la capitale est hâtivement mise en état de sommaire défense.

De petits postes veillent devant les portes monumentales, élevées par les Papes de la Renaissance ou les Empereurs romains; des sentinelles font les cent pas devant les chevaux de frise destinés à barrer, en cas de besoin, l'entrée des ponts; des camions automobiles et des voitures d'ambulance s'alignent sur un des côtés du palais de Venise; le va-et-vient d'estafettes, montées sur des teuf-teufs, anime la piazza della Pilotta, où se trouve le commandement de la place : la circulation dans les rues des autos, motocyclettes et bicyclettes est interdite sans un permis spécial ; la voie ferrée est coupée sur la ligne de Civita-Vecchia; sur les murs de la ville s'étale une proclamation, sobre mais ferme, du gouvernement, annonçant qu'il défendra les prérogatives de l'État. Tout cela d'ailleurs n'arrive pas à donner à Rome un air bien rébarbatif : et tout cela ne dura que l'espace d'un matin. Dès le soir du 28 octobre, tout signe extérieur de dispositions défensives a disparu. Il n'est plus question de proclamer l'état de siège, dont l'imminente proclamation avait été officiellement annoncée le matin. On murmure que le Roi a refusé de signer le décret ; d'aucuns assurent que M. Facta lui-même l'en a dissuadé. Le général Cittadini, aide de camp du Roi, téléphone alors à M. Mussolini, à Milan, que Sa Majesté lui confie la mission de former le nouveau cabinet, mission que lui confirme bientôt un télégramme du même général. Le coup de force des fascistes a pleinement réussi.

Il ne s'agit pas ici de savoir si une pareille infraction aux lois était nécessaire pour permettre ensuite d'en restaurer l'autorité. Cette question est discutable et a été discutée. Mais elle sort du cadre de notre étude. Ce qui nous intéresse est ceci étant donné ce qu'il était, M. Mussolini ne pouvait pas voir à la situation d'autre remède que celui qu'il a appliqué, c'est-à-dire l'insurrection comme moyen et la dictature comme fin ; le coup qu'il a réussi ne pouvait l'être que par lui et aurait échoué s'il eût été tenté, dans les mêmes circonstances, par tout autre Italien que lui.

VERAX.

(A suivre.)

MONSIEUR VINCENT

AUMÔNIER DES GALÈRES

V [1]

IN EXTREMIS — IN EXCELSIS

L'ENGRENAGE

Les Filles de la Charité, alors qu'elles n'étaient encore que les « sœurs grises », comme le peuple les appela d'abord, n'avaient pour établissement, au village de la Chapelle, que la maison de Mlle Le Gras. Mais celle-ci, les trouvant trop éloignées de Paris, vint avec elles s'installer en face de Saint-Lazare. Elle n'avaient ainsi que quelques pas à faire pour communiquer avec leur directeur et en recevoir son enseignement.

Chaque fois qu'il le pouvait en semaine, et sans faute tous les dimanches, il les réunissait. Ç'avait été, pour commencer, des esquisses de sermons très courts, très clairs, en peu de mots, un petit catéchisme de leurs devoirs, de leur vocation particulière et privilégiée de servantes des pauvres... et puis, au fur et à mesure que son affaire prenait corps et qu'il en voyait monter les avantages, les propos, plus poussés et développés, devinrent des conférences... Mais on regrette de n'avoir pas un mot moins professoral pour les qualifier, car c'était plutôt des causeries pleines de cordialité, d'affec-

Copyright by Henri Lavedan, 1928.

(1) Voyez la *Revue*, 1er et 15 janvier, 1er et 15 février.

tueux bon sens, de cette tendresse paternelle et pénétrante qu'il mettait, dès qu'il ouvrait la bouche, à s'exprimer pour tous. Sa communication recélait une force divine. Ignorant et ennemi du moindre artifice oratoire, il atteignait, sans la chercher, une éloquence d'évangile. Ces causeries, il veillait à ce qu'elles ne fussent pas seulement de sa part un monologue, il s'ingéniait à y mêler ses filles qu'il connaissait toutes, et chacune d'elles, avec sa nature et ses moyens. Il les interrogeait, les interpellait soudain. « Voyons, vous, Brigitte de Saint Jacques?... » et toujours gentiment, avec cette amabilité fine et pure qui donne confiance, et même hardiesse de bon aloi aux plus fermées, aux plus timides, et invariablement, il était frappé, plus que cela, récompensé par la franchise et la liberté candide avec lesquelles, sans embarras, toutes lui répondaient allant même au-devant des questions, heureuses de se rapprocher ainsi de lui, d'être davantage ses Filles.

Et telles en effet les voyons-nous, — depuis leur naissance qu'elles lui doivent, — marquées de son esprit et de son caractère, telles depuis demain trois siècles, elles se sont perpétuées, toutes semblables au temps héroïque où elles *causaient* avec M. Vincent. Leur charme irrésistible n'a pas fléchi, ni varié. Elles ont toujours cette loyauté, cette ouverture de visage, cette netteté de jugement, qui sont leur signe, ce je ne sais quoi de direct et de vif qui entre toutes les distingue. La sœur de Saint Vincent de Paul n'est pas triste. En avez-vous jamais vu pleurer, — du moins devant vous? Non. Tout en elle est gai, d'une gaieté sereine, enfantine et limpide, mais résolue et un peu peuple. Allure, geste, et ton, la danse et le tintement de ses clefs, le bruit de noix de son rosaire, la neige et les ailes de sa cornette, le clic-clac de sa galoche, son rire de récréation, son esprit naturel d'entrain, de décision, son accommodement instantané aux pires ennuis et aux plus grands maux, proclament comme en plein soleil et imposent la joie que Vincent leur ordonnait : d'où cette allégresse historique et cet air d'appétit qu'elles ont pour courir à la peine, ainsi qu'à un goûter.

Douze ans se passent pendant lesquels l'œuvre, allant en douceur son chemin, affirme son utilité. De règle et même de constitution, il n'y en a pas, du moins sur le papier. Les choses vont, *tout bonnement*, à la grâce de Dieu, et à la surveillance

aussi de M. Vincent, qui, pourtant, songe à fixer les statuts de l'Ordre auquel, selon sa prudence coutumière, il n'a pas voulu donner forme de loi avant que l'institution n'eût bien fourni ses preuves. La pratique d'abord, ensuite l'écriture. Il suit l'exemple de l'Église, qui toujours ne se décide à promulguer qu'après longue expérience. A présent celle-ci est faite, et au delà. Les Filles de la Charité ne suffisent plus à répondre à l'appel des confréries qui, de tous côtés, les réclament. En 1641, elles se vouent et se passionnent à deux œuvres nouvelles où seule leur intelligence était capable, avec leur amour, d'opérer des merveilles, celle des *petites écoles* pour les petits enfants, et des *asiles*. La charité a sa logique, sa force inhérente et ininterrompue d'expansion. Vous voyez comme tout cela se suit et procède, dirait-on, d'un ordre ancien pour s'accomplir en maturité, temps et lieu.

C'est ce qui faisait la solidité de Vincent, donnait toujours raison au calme de sa foi, l'enfonçait dans sa patience, et aussi ne manquait pas bien souvent de le tourmenter, car l'enchaînement se glisse, et puis s'impose où qu'on aille et que l'on s'imagine se diriger à sa guise, à son pas, maître de son allure. Toujours il faut marcher et plus vite qu'on ne voudrait. Avancer est une loi humaine, et plus qu'humaine, et les meilleurs, les sages, les réfléchis qui ont pris, à l'écart des grandes avenues du monde, la route étroite et lente afin d'échapper à l'agitation, à la course aux folies, n'échappent pas à l'autre emportement qui leur est réservé. Ils ont leur course au devoir. Toutes les tentations ne sont pas du démon. Il y a aussi l'esprit malin du Bien qui, à chaque instant, vient assaillir ceux qu'il connaît, ses favoris dont il sait les scrupules, la pieuse timidité. Jusqu'à la vieillesse, au moment où pleins de jours et d'œuvres, saturés de privations, repus de sacrifices, ils seraient peut-être (car nous n'oserions les calomnier) enclins à dire que cela suffit à les combler, que d'ailleurs, ils n'ont plus, hélas ! les moyens de grands desseins nouveaux qu'ils accompliraient mal, et qu'en tout leurs forces les trahiraient... c'est alors qu'apparaissant à leur côté, l'ange du dévouement les réveille et les gronde. — Mais non ! tu n'as pas fini ! Es-tu lâche ? As-tu peur ? As-tu perdu la vue ? Regarde donc ce qu'il te reste à faire. Tu crois avoir pensé à tout. Tu en as oublié ! Écoute ce qui t'appelle. Rejoins ce qui t'attend.

Penses-tu t'en détourner? N'allègue pas ton âge, ta faiblesse. On n'est jamais trop vieux pour s'intéresser aux vieillards, ni trop cassé pour se baisser vers les enfants. Prolonge-toi par les premiers, rajeunis-toi par les seconds. Apporte aux douleurs ton sourire et ton apaisement, et toi-même, arrose-toi, rafraîchis-toi des pleurs que tu peux arrêter. »

Certes, Vincent n'avait pas besoin qu'on l'admonestât; néanmoins, tous ces cris d'espoir, de détresse allaient le frapper, résonnaient en lui. Tout le possible d'aujourd'hui qu'était l'impossible d'hier, se dressait et le convoquait. « Mais, c'est vrai, se reprochait-il, ma conscience et ses voix ont raison! Il n'y a rien de fait, pas la moitié, le quart de ce qu'il faudrait! Tout manque! On a manœuvré pour les pauvres des villes et de la campagne, on a les confréries d'hommes, de femmes, les Filles et les Dames de la Charité, oui, cela est bon, même excellent. Mais, après? Tirerons-nous l'échelle ? Vais-je m'en aller, ou m'asseoir ? Les enfants sont pourvus d'écoles, d'asiles... J'entends. Mais, avant qu'y pouvoir entrer, faut-il au moins qu'ils entrent dans la vie, surtout ceux qui n'auront jamais de berceau, que l'on étouffe à peine sont-ils au jour, les innocents que l'on condamne à mort en les jetant par la fenêtre, en les balayant au fumier, en pâture aux rats, ou que tout nus, comme un paquet, on lance au *tour*, ou bien, horreur plus grande encore, auxquels des bourreaux qui sont souvent leur père, aplatissent la tête et déforment les membres, afin de s'en faire, une fois qu'ils sont ainsi des monstres de la nature, un stupéfiant et affreux gagne-pain... car cela, un soir, je l'ai vu, de mes yeux ! J'ai arraché à temps l'enfant des pinces du misérable! et je l'ai porté presque inanimé rue Saint-Landry, à cette maison de la Couche, où on les reçoit. Mais qu'est-ce que c'est que cette maison? Rien qui vaille, m'a-t-on dit. Il faudra me renseigner. Allons ! voilà encore une chose qui presse et menace!... Des enfants ! Est-ce qu'il n'y a pas là, miséricorde ! — et quoique j'aie juré désormais de me retenir, — une œuvre nouvelle et d'urgence? Tant pis!... Non, tant mieux! Nous la ferons !

« Eh bien? et mes bons amis les forçats, qui me sont si chers, auxquels je dois tant, qui m'ont tant appris, vais-je les renoncer? Pour les avoir, çà et là, et bien moins que je n'eusse voulu, visités sur la *coursie*, et confortés vaille que vaille,

suis-je quitte envers eux, envers leur corps meurtri, leur pauvre dos en sang et leur pauvre âme plus fouettée encore? Mais non! Mais non! Il me souvient qu'à Marseille autrefois, à l'aspect de leur détresse, qui m'avait navré, je m'étais dit qu'un hôpital *à eux*, pour eux seuls, leur serait bien utile, et puis... cela a coulé comme l'eau sous le Pont-Neuf, et ils m'attendent! Ah! ça, où ai-je la tête... et le cœur? Vite l'hôpital! La première pierre! Avec ce temps que l'on prend pour bâtir, en verrai-je jamais le toit? Peu importe! Aux fondations! Le toit, si je n'y suis plus, je le verrai d'en haut!

« Mon Dieu! mon Dieu! Voilà que par surcroît mille autres visions m'assiègent, que des lumières soudain m'illuminent! Par exemple, toutes ces souffrances des paysans qui sont inimaginables, et qu'on ne saurait, tant il y en a, et de si hideuses, exposer par la parole, il faudrait en faire des relations, où on les peindrait crûment, sans reculer!... Et, j'y songe, si on les imprimait? Et qu'on les vendît? qu'on les fît crier à la porte des églises, sur les places, dans les marchés? Oh! Est-ce que cela n'irait pas tout droit au cœur des gens pour leur arracher l'aumône des poches? Évidemment. C'est une idée qu'on ne peut repousser. Et puis... et puis... vraiment tout m'arrive à la fois... me déborde... Mais qu'y faire? Les pauvres de la campagne encore! Il m'est revenu que, même par nos secours, si grande qu'en soit la dépense, ils sont mal nourris. C'est qu'on ne sait pas s'y prendre. Alors, gaspillage, et nul n'en profite. Le remède? Ah! je l'aperçois seulement aujourd'hui, à cette minute. Il faudrait surtout des potages, et pour les potages, j'ai envie de prier mes Dames de me rédiger une bonne instruction sur la façon de les composer en beurre, pain, graisse, légumes, avec le prix de tout, et je voudrais que cela ne revînt pas à plus de cent sols par cent personnes, même en cette année où le blé est cher!

« Et que de reste encore! que de reste en retard! Des semences, qu'il serait précieux de pouvoir distribuer aux laboureurs pour remettre en état leurs champs ravagés par les guerres! Et la honte des sépultures qui ne se font pas et qui traînent jusqu'à empoisonner l'air et amener la peste! J'ai là-dessus dans un coin de cerveau un plan de compagnies spéciales dont le nom même est trouvé, *les aéreux* (d'*aérer*), qui seraient chargés d'enterrer les morts, et de m'ôter vite

les immondices. Triste travail sans doute, et pour lequel s'offriraient peu de clients. Mais, à leur défaut, n'ai-je pas toujours mes missionnaires, et, au besoin, mes Filles, qui seraient tous trop heureux de me donner un coup de main? Et pourtant, avec tous les voyages qu'ils ont à faire dans les provinces dévastées, à Toul, Metz, Verdun, Nancy, Bar-le-Duc, Saint-Mihiel, Pont-à-Mousson, où je les envoie porter des secours, ils sont surmenés. Quel que soit leur courage, peuvent-ils être partout à la fois? Ils y mourront! Sans compter que la Picardie aurait grand besoin aussi de leur visite! Alors? Alors? Et je voudrais également... je voudrais... Seigneur! Ah! Seigneur! ne m'en montrez plus! vous me désolez! ou plutôt, si! pardon! montrez-m'en, montrez-m'en toujours!...»

Pendant plus d'un quart de siècle ces pensées, mises en branle comme par un sonneur, carillonnent en lui. Il en était assourdi et béat. « Oh! mes cloches! mes cloches! » s'écriait-il au concert de ces suggestions, de ces projets impératifs qui le heurtaient avec un mordant de tocsin. Et tout cela, pourtant, dont il avait au même degré le désir et la crainte, il l'exécuta, il le put, oui... Toutes ces entreprises, et combien d'autres que j'oublie ou ne puis énumérer, vinrent à leur heure, et où il le fallait, déposer le remède, aveugler la voie d'eau, apporter le salut. Comment? Par quels moyens secrets, mystérieux? Ne le lui demandez pas. Il vous répondrait par son refrain : « *Tout bonnement, tout simplement.* Il n'y a pas là de magie. » Mais si, au lieu de le croire, on observe, en dehors de l'importance des œuvres fournies et de leur quantité, les conditions spéciales dans lesquelles Vincent dut les mener et les faire aboutir, on reste émerveillé en se disant qu'en effet il n'y a pas magie, mais bel et bien miracle. Essayons de nous représenter les choses dans leur réalité.

SAINT-LAZARE

Le cadre d'abord. Ce lieu n'avait en rien, à l'époque, la terrible et incurable renommée qu'il a gagnée depuis. Il n'inspirait ni épouvante ni dégoût. Il fallut plus tard la Terreur pour lui donner la consécration du crime et du martyre, et que ses vieux murs devinssent, dans la paix corrompue qui succède aux déluges, une prison grise de filles, coupables ou malades, pour

lui infliger cette déchéance, ce caractère de sinistre et poignante mélancolie qui en fait de nos jours un purgatoire, où cependant préside et sourit la *Bonté*.

Mais quand Vincent, avec la phalange de ses prêtres, eut franchement pris possession de la vieille léproserie ne renfermant plus un seul lépreux, elle devint presque aussitôt un des endroits les plus fréquentés et les plus fameux de Paris et de France. Pour tous les professionnels de la religion et aussi pour les laïques observant ses lois, elle fut le lieu de rendez-vous quotidien, et pourrait-on dire *à la mode*, à la sainte mode, où la règle et le bon ton de la piété commandaient de se retrouver, quelque chose comme l'était, pour la promenade et les belles manières, la place Royale. D'autres arcades. On y affluait. Dans le quartier, il était facile de reconnaître à leur air le nombre et la qualité des gens qui s'y dirigeaient ou qui en venaient; et, la porte franchie (les portes, car une seule n'eût pas été suffisante, et elle en comptait plusieurs), on entrait dans le mouvement et l'activité d'une immense ruche. On y était pris, entraîné! Activité silencieuse, ou du moins sans tapage, mouvement qui, sans doute, avait ses libertés, ses confusions et ses incohérences éclatant à plus d'un signe, mais, d'une façon générale, assez ordonné, bien conduit. La plupart de ceux que l'on croisait, — prompts ou lents, — savaient le chemin. Galeries, corridors, grands et petits couloirs, tous les détails de ce dédale à plusieurs étages qu'enchevêtrait, des caves aux greniers, la formidable construction de Saint-Lazare étaient leur facile paroisse. Ils y circulaient, les yeux fermés, ou tout comme, dans les parties mal éclairées, à moitié sombres, tandis que dans d'autres, où le pas se faisait plus vif, le soleil, versé à flots par les hautes croisées, coulait sur les carrelages qu'il avait l'air, ainsi qu'à grande eau, de laver à grande lumière.

Tout affectait de vastes proportions. Rien de mesquin, ni d'étouffé. Où que l'on débouchât, c'était sur des perspectives profondes de quarante, cinquante mètres et plus, bordées d'un bout à l'autre de portes si rapprochées et si nombreuses que l'on était las à l'idée de les compter autant que de les ouvrir. Qu'il y en avait donc! et de fenêtres!... Des centaines! Peut-être mille? Davantage? Elles y sont toujours. Et les escaliers! même chose, même conception de robuste et de monumental

à braver le temps; des escaliers composés et bâtis pour être montés et descendus autant de fois qu'on veut, durant des éternités, des escaliers larges, carrés, à marches inusables, à paliers qui feraient des chambres, à balustres de chêne aussi nobles et gras que ceux de pierre aux balcons du Louvre et aux orgueilleux hôtels du Marais, avec des « mains-courantes » grosses comme le bras où la prise des paumes achevée en caresse avait à la longue produit le poli de l'agate. Par ces galeries et ces escaliers faites aller et venir en tous sens, d'abord la multitude des différentes gens attachés à la maison, ceux de l'oratoire et du réfectoire, de l'office et de l'infirmerie, le barbier et le sacristain, l'apothicaire et le tailleur, les frères lais, les servantes et les porteurs d'eau, de bois, de linge, de vaisselle, affectés chacun à son parcours, toujours le même, au petit voyage régulier de sa tâche. Puis, au-dessus de cette fourmilière et s'en distinguant, bien qu'y étant mêlés, voyez les prêtres de la Mission, de toutes les Missions dont Saint-Lazare est à présent le berceau toujours en rumeur, le foyer, le dépôt, la retraite, le point de tous les départs et celui de tous les retours.

Cependant, les confréries non seulement d'hommes, mais de femmes, dont Vincent a réalisé et multiplié les effectifs, et dont les directeurs à tout instant débarqués là, et y séjournant entre deux étapes, viennent faire au maître leur rapport ou lui demander l'ordre qui va les relancer à de nouveaux buts... vous pensez bien qu'elles ne peuvent plus constituer à présent la seule population de l'édifice universel où rappliquent, de tous les points de la carte catholique, tant de désirs, d'intérêts, de besoins? Vincent n'appartient plus exclusivement, comme au début de son apostolat, aux œuvres *siennes* sorties de ses entrailles. Avec le temps, d'ailleurs, et l'engrenage des nécessités, ces œuvres-là, accrues d'année en année, et augmentées de leurs *filiales*, sont devenues si nombreuses que c'est avec la plus grande peine qu'il arrive encore à les dominer... et voilà qu'il lui faut désormais considérer et accueillir d'autres œuvres étrangères, nées en dehors de lui, mais qui lui sont soumises, qu'en tremblant on lui apporte parfois nées viables, mais parfois aussi bien faibles et bien malades, n'attendant plus que de lui la vie qu'il n'a pas le cœur de leur refuser! Vous vous expliquez dès lors la présence envahissante et

continuelle de ce monde n'étant pas manifestement « de la maison » et dont vous seriez en droit de dire : « Qui sont-ils? Que viennent-ils faire? »

Maintenant vous le savez. Il y avait là de tout : habits et coiffes de tous les modèles, moines prêcheurs ou mendiants, laboureurs maigres, rasés, et colosses barbus, capucins de tous les climats, du Nord et du Midi, pénitents blancs, bleus, noirs, à chaperon, à calotte, à cagoule, frocs de tous les bruns, serges et laines de toutes les coupes, de toutes les couleurs, Sœurs de tous les Ordres, voltigeant autour de leur abbesse, ou déléguées par l'hospice et le cloître : hommes, femmes d'église, accourus de bien loin, ne se connaissant pas la veille, et malgré cela apparentés aussitôt dans la différence originelle et voisine des ceintures, des scapulaires, des cordons, des croix, des cœurs, des *Agnus Dei*, des os et des têtes de mort les singularisant. Une petite Babel où l'on entendait parler toutes les langues, traduites en latin quand il le fallait; des pèlerins basanés, tout poudreux d'Espagne et d'Italie, à bourdon, à coquilles, à peau d'orange et de *terra-cotta*, qui avaient fait des cent lieues pour contempler seulement cinq minutes et toucher le saint, et puis s'en retourner. Par les corridors ils erraient, dévorés d'espérance, ou bien s'échouaient dans un coin d'ombre, harassés et ravis, comme au quai d'un havre. Aurait-on osé les chasser? Tous pourtant ne dégageaient pas la sécurité. Des besaciers aux yeux de loup, à la poitrine et au front tatoués de signes cabalistiques, crispaient leurs doigts, comme sur un poignard, au crucifix qu'ils tenaient mal, par en haut. Mais pas davantage on ne les inquiétait. C'était tout de même, quoi qu'ils fussent, des pauvres, des misérables, les chemineaux de la détresse. Et, qui savait? peut-être quelque bandit en voie de repentance? ou un ancien galérien? Ne pouvait-il pas quelquefois, libéré ou évadé, en venir un qui, se souvenant de son aumônier, en aurait eu la nostalgie? Ah! Seigneur! celui-là surtout, comme il eût été certain d'être reçu à bras ouverts!

Si vous alliez en bas, vers les cuisines, vous vous heurtiez aux fournisseurs de viande et de légumes, aux vinaigriers, aux filles de l'office; et dehors, aux portes donnant sur la rue s'allongeaient des queues de meurt-de-faim, attendant qu'on vînt remplir leurs petits pots de rogatons, de soupe chaude. Au-dessus alors, et partout, un autre monde, où se confon-

daient tous les mondes, foule variant à chaque saison, selon la circonstance et l'heure.

LES GRANDS MARDIS, ET LES RETRAITES

Quand Vincent, à l'instigation de son ami M. Olier, le futur fondateur de Saint-Sulpice, réunit une fois la semaine à Saint-Lazare, les *ordinands* pour les garder, les mijoter dans la ferveur, ces conférences du mardi furent aussitôt suivies par un si grand nombre de prêtres que Saint-Lazare en regorgeait. Tous voulaient en être, et comme cela était impossible, il fallait choisir dans la foule des aspirants. Parmi ces élus, ce jeune homme blond, coloré, au teint de bourguignon, qui là-bas, sous la draperie d'un rideau, écoute Vincent avec avidité, il s'appelle Bossuet. Quel maître! et quel élève! Les leçons ont un tel retentissement que le cardinal de Richelieu, toujours un peu jaloux du bruit qu'il ne fait pas, en prend de l'ombrage, il désire voir « cette célébrité », il se fait éclairer par elle et reste si ravi qu'il déclare un instant après à la duchesse d'Aiguillon : « J'avais déjà une grande idée de M. Vincent, mais je le regarde comme un tout autre homme depuis notre entretien. » Fallait-il la séductrice modestie de l'aumônier en ses simples hardes pour conquérir la fastueuse et jalouse Éminence? Mais qui n'eût-il pas vaincu par la douceur, la clarté de sa foi? Sous les dehors de la faiblesse et du désarmement, il portait en lui le triomphe.

Aux conférences du mardi qui venaient de recevoir l'approbation, — nous allions dire l'absolution, — du grand inquisiteur, il ajoute, tranquillisé, des retraites destinées uniquement, dans sa pensée première, à *ses* prêtres qu'il couve, car c'est leur bien, leur intérêt qui suscitent toujours son initiative. Si, après, d'autres, désireux de recueillir à leur tour une part de bienfait, en profitent, tant mieux! Vincent n'y voit pas de mal. Il s'en réjouit et y aide. Quand une source est découverte, on peut toujours, après qu'on l'a captée pour soi, permettre aux autres d'y boire. La plupart des œuvres de notre *Sourcier* ont commencé ainsi. Leur extension sociale n'a été qu'une suite et un complément logiques et nécessaires, même quand on ne les avait pas soupçonnés et qui n'eussent en tout cas jamais atteint l'importance qui nous étonne, si l'œuvre n'avait pas été

conçue dans un esprit spécial et rigoureux semblant d'abord la limiter.

Les *retraites* furent à peine innovées qu'elles prirent, presque malgré Vincent, une ampleur extraordinaire. Ce fut bien autre chose que ce que l'on avait vu jusqu'ici! Une traînée de poudre et une explosion. Une mode et une folie. Mode et folie quasi sacrées, n'ayant rien de profane, où n'entrait aucun élément impur, mais d'une poussée si brusque et si forte que tous ceux qui y participaient, acteurs et auditeurs, en étaient comme étourdis, sauf celui qui l'avait créée, que rien ne dérangeait, chez qui toute agitation générale accroissait la sérénité.

C'est alors qu'apparut à Saint-Lazare une foule effarante, foule composée de gens que l'on n'aurait jamais cru y voir et qui n'avaient cependant nullement l'air surpris de s'y rencontrer, encore moins de s'y coudoyer dans une promiscuité qu'ils n'eussent pas ailleurs tolérée un instant. « Sur les bancs du même réfectoire, se pressèrent du jour au lendemain, côte à côte et sans embarras, jeunes et vieux, clercs et laïques, docteurs de Sorbonne et illettrés, nobles, manants, ouvriers, magistrats, mondains et solitaires, pages et chevaliers, les valets au rang de leurs maîtres », toutes les classes de la société représentées et mêlées en un rapprochement qui dans la vie courante ne se faisait nulle part, même à l'église, cette maison commune. Tous ces fidèles, pendant la durée de leur réclusion volontaire, étant tenus de manger et de coucher au lieu de la retraite, on imagine le bouillonnement et la fièvre qui en résultaient du haut en bas de l'immense maison, ainsi surpeuplée.

Sans doute il devait y avoir, — et encore n'en sommes-nous pas sûrs, — pour certains, sinon pour beaucoup, des dispenses de se soumettre au moins à l'obligation du coucher; mais, loin de chercher à éviter surtout celle-là, on semblait y tenir. Elle plaisait. Plus que celle des repas, elle faisait partie du programme de pénitence auquel on était si ardent et si joyeux de se plier. D'où manque de place, avec des chambres toujours remplies, et même occupées souvent par plusieurs. On avait dû établir des dortoirs sans arriver encore à loger tous ceux qui se présentaient. En dehors du profit moral, difficile à contester, en tirait-on du moins un bénéfice matériel assez sérieux pour dédommager de la dépense et des difficultés? Non. Si l'on excepte les fortunés qui, là comme en tout, avaient la

main ouverte et payaient pour Dieu « triples guides », les autres ne donnaient que peu, ou rien, de sorte qu'au point de vue pratique, on pouvait trouver que Vincent ne faisait pas une excellente affaire. Mais cela pèse-t-il, dès qu'il s'agit du bien à effectuer et des âmes à enrichir ? Notre aumônier n'en avait point souci. Parfois, devant la charge qui menaçait de devenir trop lourde, on lui conseillait de renoncer. Autant l'engager à ne plus croire. Son apparente imprévoyance était chez lui l'effet d'une certitude éprouvée.

Comme la plupart des grandes entreprises religieuses qui, parties de rien et conduites avec les ressources les plus modiques et les plus irrégulières, ont cependant fait à petits pas la conquête du monde, les œuvres de ce créateur magistral, pourtant si sage, si réfléchi, vivaient presque au jour le jour, et, non seulement vivaient, mais duraient, prospéraient, s'étendaient, sans que l'on fût assuré d'être sorti des embarras qui les entravaient à tout moment, au risque de les compromettre ! On eût dit que la précarité de leurs ressources était la condition de leur succès. Un autre que Vincent, même solide, y eût perdu la tête. Lui, non. Au contraire, il n'était jamais si paisible et si avisé qu'aux instants où ça allait mal, où tous désespéraient. Et quel étrange réparateur, alors, d'une situation ! L'étonnante et splendide façon qu'il vous avait, devant le danger, de le conjurer ! Vous pensez que peut-être il allait chercher « à faire machine en arrière », à se réduire, à rogner, lésiner, pris tout à coup d'une fièvre d'économie d'ailleurs bien inutile ? Allons donc ! Il redoublait de générosité dans le secours, de hardiesse dans la dépense. « Dieu rendra ! Dieu paiera ! » Ses missionnaires s'inquiètent. « Mon Père, on reçoit beaucoup trop de *retraitants* gratis. — *Pro Deo* ! Justement, mon Frère. C'est qu'ils veulent tous se sauver. » Le procureur lui arrive, éperdu. « Monsieur, je n'ai plus un sou pour demain ! — Plus un sou ? Oh ! monsieur, la bonne nouvelle ! Dieu soit béni ! C'est lui maintenant le procureur. Il procurera. Et bien mieux que vous et moi ! Retournez à votre bureau ! » Un jour, cependant, ébranlé par les remontrances de ses confrères qui se plaignent de la facilité avec laquelle on admet, pour lui obéir, tous ceux qui se présentent : « Eh bien ! aujourd'hui, tenez, c'est moi qui ferai le portier ! Oui, je me charge de recevoir moi-même ces retraitants et d'en faire le

choix ! » Or, jamais tant de monde ne fut reçu, et bien reçu, que ce jour-là. « Que voulez-vous ! Je n'ai pu prendre sur moi de renvoyer personne ! — Eh bien ! en attendant, monsieur, déclare un bon frère aux abois, plus une chambre disponible ! — Mais, si, mon Frère, la mienne. Donnez-la ! »

Et le lendemain, comme toujours, l'argent tombait du ciel, en quantité souvent inespérée ! Plus qu'il ne fallait. On en avait de trop. « Vous voyez bien? » Vincent riait. Pour un peu, il eût dit : « Assez ! mon Dieu ! Soyez raisonnable ! Cela suffit ! »

L'affluence aux retraites était telle qu'en moyenne plus de huit cents personnes s'y entassaient chaque fois, sans que ce mouvement se ralentît. La suivante paraissait toujours avoir plus d'éclat et de fruit que celle qui l'avait précédée. Elles gardaient successivement leurs fidèles, accrus de nouveaux, et tout en conservant leur utile mélange, elles gagnaient encore en qualité. « Il n'y avait pas, dans Paris, un ecclésiastique de mérite qui n'en voulût être ! » Ni un homme de distinction. Bossuet, qui, d'abord simple *ordinand*, n'avait fait qu'écouter, montait bientôt là dans sa première chaire, y essayait sa voix devant les gens du monde et déjà du plus grand. Fléchier ne trouvait pas en son temps de plus flatteur hommage à rendre au clergé de France que d'en attribuer à celui sous les yeux duquel il s'était formé, « la splendeur et la gloire ».

Mais quand, après les derniers mots du sermon de clôture, la retraite avait pris fin, que tous ses membres, les uns dans la hâte de vite emporter le trésor acquis, les autres dans le regret de ne pas pouvoir le doubler, étaient rentrés chez eux, Vincent trouvait-il au moins dans la maison désencombrée un peu de repos ? Non. Elle ne tombait pas pour cela en sommeil et n'était jamais entièrement calme. En dehors des jours d'exceptionnelle affluence, le mouvement normal de la vie avait assez de quoi la remplir, l'animer et occuper Vincent au delà des forces humaines.

Les femmes, qui avaient dû, pendant ces périodes réservées aux hommes, être tenues à l'écart et s'étaient vues ainsi privées de leur Père aimé, venaient en foule à leur tour, impatientes de rattraper auprès de lui le temps qu'elles croyaient perdu. Et ce n'était pas que de la petite pratique, du fretin, mais de la noblesse et la plus exigeante, grandes dames déchaînées toutes,

pour une confession, une communion, des difficultés de famille, mille tourbillons de conscience et de scrupules, voire d'intérêts... pour les raisons les plus sérieuses, comme pour les plus futiles. Ne fallait-il pas les satisfaire et sans partialité, non seulement les haut situées, auxquelles il eût été mauvais de laisser croire, si on n'avait bien accueilli qu'elles, que le prestige de leur rang en était la cause, mais aussi et avec la même attention, les autres, « les mal nées » qui, souvent, vivaient le mieux? A toutes Vincent témoignait une si égale complaisance que les plus indiscrètes se fatiguaient plus à lui parler que lui à les entendre.

Il se plaisait à voir dans les meilleures, les remplaçantes des disparues, ces dames de Gondi, de Maignelais, et d'autres encore qui avaient été ses amies spirituelles d'élection, dont il avait longuement assisté les belles âmes ; et pour des raisons d'un ordre différent, il éprouvait une semblable joie à pratiquer de plus simples personnes, à soutenir une drapière. Il ne pouvait risquer un pas hors de sa chambre. On le guettait, on le traquait. — « Où est-il? L'avez-vous vu? » Il devait parfois se cacher. Enfin, on l'apercevait! Un seul cri : « Le voilà! » Des portes qui claquent, des gens qui courent, se bousculent, qui s'agenouillent, pleurent. On se presse, on s'écarte. Et puis l'assaut. C'est à qui l'approchera le plus, lui prendra les mains pour les toucher, les serrer, les baiser. Il les retire, attendri et confus. « Allons! allons! Voulez-vous bien?... » Alors on le délivre... un peu, pour le contempler. Quoi? Pas plus grand que ça? Pas plus imposant? C'est cela, monsieur Vincent? ce petit homme court, et déjà tassé, au poil dru, aux pieds de roulier, qui d'une bouche édentée sourit dans son menton blanc et ses pommettes de vieille nourrice? — Oui, c'est lui! Mais qu'il est beau! comme un pauvre et un paysan qui seraient à la fois un Vénérable du ruisseau et un Saint du sillon...

Affable, il se dépensait, voulant être à tous à la même minute, et tout conspirait à l'en empêcher. C'était un ordre qu'on venait lui prendre, un conseil lui demander, une permission lui arracher, une adresse, un nom, une certaine clef dont on avait besoin, une nouvelle qui ne pouvait se dire qu'à l'oreille, toutes les visites inattendues, étranges souvent, pressantes toujours, de saintes personnes qui, travaillant « comme

des fées », lui avaient brodé une bourse, une chasuble, ou qui gémissaient là, dans la pièce voisine, en train de déplier des rochets de dentelle. Ah! tous ces cadeaux! Il avait beau ne pas les aimer, les défendre, il n'y échappait pas. Du matin au soir, il en recevait, de Paris, de province et de l'étranger, objets de prix ou sans valeur, des images de piété, des scapulaires, des médailles, des cierges, un tas de petites choses touchantes que de pauvres gens lui apportaient en accomplissement d'un vœu ou en souvenir de leur pays... jusqu'à des dons en nature emplissant des corbeilles.

Vincent prenait tout et ne gardait rien. Quand c'était des fleurs : « Qu'on les arrose, et qu'on les mette à la chapelle. » Des fruits : « Voilà mon dessert des malades! » Du pain . « Qu'on le donne vite aux pauvres pendant qu'il est frais! » Des œufs, du lait : « Aux Enfants-Trouvés! » Il y avait une chambre pleine de ces offrandes renouvelées sans cesse. Et que d'autres dérangements pour tous les porteurs de poudres, de sachets, d'élixirs, d'herbes et d'eaux, qui guérissaient toutes les maladies », de rebouteux « qui sûrement retireraient à M. Vincent ses douleurs, sa boiterie »! Et puis, tout à coup, un homme en sueur, botté, crotté jusqu'aux yeux. — « Que veut celui-là? — Monsieur, dit le portier, c'est un courrier de Lorraine. — De Lorraine! Ah! venez! venez! mon ami!... » Il lui fait signe. Mais le portier le tire par la manche. — « Quoi encore? — Monsieur, c'est aussi ce duc, vous savez bien? qui est déjà venu deux fois, et qui se morfond à côté. — Je n'y suis pas... Oh! mais! est-ce lui qui cogne ainsi, à la porte, à coups de pied? — Oh! non, monsieur! là, c'est un pauvre fou, que j'ai enfermé, qui dit qu'il est le Pape et qui se fâche de ne pas vous voir. — Un fou! C'est Dieu qui l'envoie! Tout de suite, après le courrier de Lorraine, je le verrai. Avant le duc. »

Vous imaginez ainsi Saint-Lazare, en continuelle gestation et production de vie pullulante, fourmilière humaine dont Vincent était la tête et le cœur, le *Roi*. Aux innombrables travaux et soucis que lui imposait un pareil ministère, ajoutez les voyages qui l'emportaient d'un élan partout où il sentait sa présence utile, en cette Lorraine qui lui était si chère, aux Trois-Évêchés, en Franche-Comté, en Bourgogne, en Cham-

pagne, en Picardie, dans n'importe laquelle de ces malheureuses contrées, pillées, repillées, rongées comme des os, ravagées à un point dont on ne pouvait se faire une idée que sur place, au milieu de leurs boues, de leur écroulement. Or, Vincent y était allé. Les horreurs de la guerre, il les connaissait, aussi bien que Callot. Comme lui, s'il avait eu son talent, sa main, il aurait su les rendre, et cependant, quoique incapable de la peinture que nous en a poussée leur rigoureux copiste, il les possédait peut-être encore mieux que lui, car, en plus de la misère *extérieure* attrapée vive par l'homme d'art, heureux de l'étaler, il avait touché, lui le prêtre, et approfondi *l'intérieure*. Au delà des plaies et tortures du corps, des incendies de toits, des calamités de murailles, il avait vu et sondé les blessures des cœurs, des âmes martyrisées... et il en gardait des « planches » mordues par un burin plus cruel que celui du graveur. Ces autres estampes, dont il était seul à subir la vision, saignaient et se convulsaient dans sa pensée, s'y imprimaient en des cahiers plus douloureux que « la suite » des pendaisons et des estrapades. A peine en avait-il quitté le foyer toujours fumant qu'elles continuaient à le navrer : mais en même temps qu'il priait Dieu de ressusciter les bonnes terres de France, il le suppliait aussi, dans sa mansuétude sublime, pour le rachat de ceux qui les avaient tuées.

Après les innocents, il songeait aux coupables. Il n'oubliait personne. Ces hordes de bandits, Croates, Bohémiens, Hongrois, Suédois, Italiens, la fleur des armées mercenaires, et ces *condottieri* casqués et couronnés, grands seigneurs du désastre, les Piccolomini, les Wallenstein, les Mansfeld et autres qui les traînaient sous les vautours et griffons de leurs étendards, tous, — les chefs et les soldats, — excitaient également la compassion de Vincent et provoquaient sa générosité. Il souhaitait leur repentir, afin que Dieu leur donnât son pardon. Il voulait la grâce de tous, même celle des bourreaux, la seule digne, à ses yeux, de récompenser les victimes.

SA VIEILLESSE

Cependant, malgré le nombre des jours dont l'infatigable vivant augmentait le plus qu'il pouvait la longueur, en prenant sur ses nuits, les années si remplies d'ouvrage avaient

passé vite, trop vite au gré de Vincent qui s'en étonnait et s'en alarmait... car la vieillesse était venue. Il n'avait rien changé pour elle à son humeur et à ses habitudes. Plutôt que de se restreindre, il tâchait à se prodiguer. Son règlement était le même.

Au bout d'une de ces grandes galeries, momentanément désertes et impressionnantes de silence, à l'heure où va poindre l'aube, poussez cette petite porte basse, jamais fermée à clef, qui s'ouvre presque sans qu'on y touche, et entrez. Est-ce une cellule ou un cachot? Ses deux méchantes chaises, la table de bois, la paillasse sans draps, à même le sol carrelé, sentent la prison; et les quelques images de piété collées sur le plâtre, autour d'un crucifix pendu à un clou, pourraient bien prouver la cellule. En tout cas quelqu'un l'habite : un homme. Étendu là, dans ce coin, et qui dort contre le mur. Un pauvre dos rond. Il a l'air assommé de fatigue... Et même... un homme âgé, et de basse condition, à remarquer son crâne de paysan, les rides de sa nuque, la grosse toile de sa chemise. Un domestique.

Mais, il ne dort pas? Il parle, tout bas, tout seul... A qui parle-t-il? Que dit-il? On ne saisit pas bien. Il chuchote, avec lassitude. Même, des soupirs lui échappent. Serait-il malade? A-t-il du chagrin? Peut-être les deux? Enfin, c'est un homme qui souffre. Et tout à coup il se retourne, il voit le jour qui vient à lui... C'est Vincent! Tout s'explique. Il souffrait en effet, mais sans se plaindre. Il priait. Tout à coup il prête l'oreille... et quatre heures tombent d'une horloge... quatre heures qu'une autre horloge, et une autre encore récitent... On dirait les litanies du jour qui se réveille. L'homme, assis, recueille les sons où il entend des voix. Mais comment n'a-t-il pas déjà bondi hors du lit? Pourquoi cette paresse? Qu'attend-il pour se lever? Il attend qu'il le puisse. Il s'arrache enfin du grabat tellement douloureux que, s'il lui était permis de s'écouter, il y resterait, par plaisir, pour y souffrir encore... Et le voilà debout, pliant sur ses maigres jambes d'anachorète, qui craquent. En quel état sont-elles! pitié de Dieu! Tordues, déformées, marbrées de vieillesse, ulcérées de plaies par les fers qu'il a portés, d'abord autrefois, esclave en Barbarie, et ceux qu'il s'est fait river aux chevilles plus tard à Marseille en prenant la place de ce forçat qu'il voulait libérer. Elles ont

tant de peine à le soutenir qu'il chancelle. Il doit s'appuyer au mur. La sueur l'inonde et mouille ses pieds nus, gonflés, cordés de grosses veines, tuméfiés par plus de cinquante ans de marche. Il se consolide pourtant, petit à petit. La machine se dérouille et recommence à jouer; il remet ses noirs bas de laine, les lourds souliers de fatigue encore poudreux de la veille, il réendosse, après l'avoir pieusement décroché ainsi qu'une étole, l'habit usé, reprisé, qui fait toute sa garde-robe; et recoiffé, un matin de plus, de la calote légendaire emboîtant son vieux front, il repart, pour « sa journée ». Si lourde qu'elle va être, faites, Seigneur, qu'elle lui soit légère!

A peine hors de sa cellule, au champ des galeries il retrouve ses jambes. Les escaliers le rajeunissent, il en descend, et parfois deux par deux, les marches, comme un galopin, et il va droit à la chapelle où il arrive toujours le premier, avant la flamme des cierges, pour l'oraison dominicale. Une heure, immobile, à genoux. Ainsi le veut l'oraison. Elle est pour lui, d'ailleurs, le premier pain, le déjeuner, l'incessant repas où son âme, avec appétit, s'alimente et reprend des forces. Après, il se confesse. — Tous les jours? Lui? — Tous les jours, tant il a le souci d'être immaculé.

Et il dit sa messe. Acte capital, flamboyant. Dès qu'il touche l'autel, il quitte la terre : il n'est plus de ce monde, il ne voit plus rien ni personne que Dieu. Il ne se voit même plus lui, Vincent. Mais les autres, venus pour s'assurer le privilège de cette messe unique et merveilleuse, sont remués par l'émotion surhumaine qui l'envahit et le transfigure; ils se sentent, comme lui, éclairés, pénétrés des rayons qu'il attire: ils reçoivent le reflet des faveurs qu'il obtient; ils profitent de lui dans le ravissement. Cette félicité de la messe est pour Vincent si grande qu'il tient souvent à la prolonger. Il lui en faut une seconde; mais celle-ci, au lieu de la dire, il la sert, en humilité, enfant de chœur aux cheveux blancs. La main qui levait le calice agite la sonnette. Est-ce tout? Non. La chapelle est prenante; elle *charme* Vincent, elle est sa crèche. Il y reste deux, trois, quatre heures à prier, à s'élancer jusqu'à ces plateaux de détachement, à ces pics immatériels et fondants sous les pieds où l'on commence à ressentir dans un essai d'envol la fraîcheur inconnue... Qu'est-ce alors que le temps? Il ne compte pas. Il

ne pèse pas. Moissonneur prompt comme un archange avec la faux de ses ailes,... il plane et glisse aussi comme un duvet, dans le bleu de l'éther.

Mais la vie active tire l'homme en béatitude et l'oblige à lui céder. Vincent remonte à sa chambre. Avec la pesanteur voulue et toujours dans l'esprit d'un agenouillement, il se bloque à sa table, à son établi de bois taché d'encre, entaillé comme une planche à pain et poli par ses manches, la table inspiratrice où il a tant bâti. Là il travaille, écrit, compulse des dossiers, revise des rapports, dresse des « états », appuie une supplique, implore une grâce, accorde des secours... épluche des comptes. Encore des heures qui s'empilent. Les registres de grand format, les rames de papier à filigrane royal ou marquées dans la pâte du chiffre du Christ comme les hosties, se couvrent de sa diligente et robuste écriture. Insensible à la chaleur, au froid, toujours vêtu de même l'hiver et l'été, il ne prend aucune précaution, les pieds sur les carreaux sans tapis, la tête dans les courants d'air qui le soir soufflent sa chandelle. Et puis on frappe; et, comme tout à l'heure on l'a arraché de son prie-Dieu, on l'ôte à présent de sa table. Il doit inspecter la maison, y accomplir du haut en bas sa tournée générale. Il redevient la proie des escaliers, l'arpenteur des corridors. Qu'il en a fait des pas, durant sa vie, dans ce labyrinthe! Cela représente des lieues et des lieues... Autant que de Paris à Rome... où là aussi, chaque jour, le mène ce même chemin.

D'étage en étage il est happé. Des petits garçons, pourpres de plaisir, un compliment roulé à la main ; des fillettes, toutes frémissantes du cantique à entonner; des mères lui apportant sur leurs bras des enfants qui gigotent pour qu'il les bénisse; des malades, qui, effondrés sur une marche, attendent de lui la guérison ou bien qui, endormis, la rêvent ; des paralytiques barrés sur des civières et dont les grands yeux épuisés sont, dans tout leur corps, le seul point qui remue et chavire. Et puis des chiens de la maison, chiens errants entrés là, un jour, au refuge, à l'heure du fricot et admis, comme *retraitants*, aux cuisines : ou, sur l'appui d'une fenêtre, entre deux pots de fleurs, un chat, qui, au passage de Vincent, l'arrête et vient, avec un petit mi-a-ou de gouttière, lui prendre une caresse. On entendait aussi parfois, dans le lointain des cours, hennir un cheval, braire un âne, rire une fontaine et brailler un coq.

Des vols de pigeons blancs festonnaient les toits. Les vieux murs, — les seuls lépreux qui restaient, — étaient partout crépis de nids d'hirondelles et bourrés de moineaux... Devoirs et distractions si candides ! qui retardaient le saint, mais avec tant de douceur qu'il ne les brusquait pas ! Que chacun reçût la part d'amitié à laquelle il avait droit ! L'homme et l'animal. Toutes les créatures, les humbles en premier. Les autres, quoique en second, auraient leur tour, et sans y perdre.

Les autres, ce n'étaient pas ceux des galeries, les stationnaires du palier et les quémandeurs du seuil dont on traversait la masse avec le regret d'être obligé d'aller trop vite... mais tous ceux « des grandes entrées », auxquels on ne pouvait décemment parler que portes closes, après qu'on les avait salués, congratulés et fait asseoir, archevêques, évêques, chanoines, noblesse de crosse et d'épée, dames de haute dévotion à prie-Dieu dans le chœur, supérieurs de communautés, prêtres, tous les dignitaires du Bien, brodés ou sans ornements, ayant chacun, de l'Éminence au clerc, de la princesse à la bourgeoise, du duc au chevalier, son importance et assez souvent sa vertu.

Mais n'a-t-il donc de besogne qu'ici, dans la maison ? Et les ouvrages du dehors ? Ne crient-ils pas ? Va-t-il les négliger ?

— Comment ! la moitié de l'après-midi déjà plus qu'écoulée ! Paresseux que je suis ! *Misérable !*

Il se sauve.

— Monsieur Vincent ! Monsieur !

On le cherche. « Il était là, il n'y a pas cinq minutes. Il n'y est plus ! » Éclipsé par le petit escalier, la petite porte qu'il prend quand il s'échappe et qu'il ne veut pas qu'on l'accroche.

A lui maintenant la rue bruyante, joviale, aux mille détours, avec ses pavés, ses gros chevaux, ses chariots, ses fouets, ses haquets, les poings de ses commères, les portails de ses églises... où il ferait si bon d'entrer, — ce sera pour une autre fois, — les armoiries de ses hôtels où se cache tant d'inutile argent... celui-là... — celui-là... — ce sera pour demain, — les voûtes de ses sordides logis, tous les quartiers de luxe et de pauvreté crasse où, après les visites qu'il a reçues, il en a plus encore à faire ! Visites de tous les genres, et si différentes ; qui demanderaient, s'ils n'existaient pas, vingt paires de jambes, vingt cerveaux, vingt cœurs, vingt capa-

cités, mais auxquelles, comme un Protée de bienfaisance, il suffit avec allégresse : visites qui le font brusquement, sans transition, ainsi que d'un coup de balai, passer d'un salon à une échoppe, d'un monastère à une hôtellerie, qui le jettent d'un fauteuil doré à un tabouret de boutique, d'une stalle de chapitre à un banc de jardin, d'une assemblée de notables à une chambrée de forçats, d'une présidence à une audience, d'un bon lieu à un mauvais... et toujours aussi attentif, affectueux et sage, aussi maître de soi que des autres.

Au cours de cette galopade à travers tous les besoins et tous les vices, toutes les passions d'une humanité en détresse à quelque rang qu'elle appartienne, Vincent ne doit pas seulement regarder, faire pour l'instant au mieux et puis s'en aller, se frottant les paumes : « Voilà ! C'est fini. » Non. Pour lui, rien n'est jamais fait ni fini de ce qu'il vient de faire; il est l'homme obstiné de la suite et de l'achèvement, l'ouvrier du lendemain autant, sinon plus que du jour. Il lui faut donc, au delà de ce qu'il accomplit dans la minute, envisager l'heure et prévoir la semaine, observer, noter, retenir. Ce travail ! Quel mécanisme cérébral! Quelle incessante mise en mouvement de toutes les facultés ! Ne pas déplacer son esprit, le laisser de son côté liquider une question pendant qu'on nettoie une plaie, appliquer parallèlement à des soins divers, opposés, sa pensée et ses mains, faire ainsi coup double, et tout le temps... c'était devenu pour lui comme un exercice professionnel. Il y excellait.

Il rentre enfin, tard, très tard, mais aussi vite qu'il est sorti. La faim, songez-vous, le talonne! car nous n'avons pas vu que, depuis le matin, il ait pris quoi que ce soit. Vous vous trompez. Il ne mange pas, ou si peu que cela ne signifie rien. Non, s'il rentre et d'un train pareil, c'est que le jour baisse et qu'on s'inquiéterait de sa trop longue absence. Il faudra même le saisir au guichet avant qu'il regagne sa cellule pour le contraindre à prendre un aliment. Presque toujours, l'heure du souper de la communauté est passée, et il n'y a plus que des restes. On s'en désole autour de lui. « Tant mieux ! Je les préfère. » Après les dernières bouchées, qui sont les mêmes que les premières, il remonte à sa chambre où parfois ses proches le reconduisent. « Là, couchez-vous, monsieur! Promettez-le ! Au nom du Ciel! — Mais oui. »

Cependant, la porte fermée, il ne se couche pas. Comme si, au lieu de fléchir à la fin d'une journée tuante, il en commençait tout frais levé une nouvelle, il s'installe et il repart. Il écrit, il écrit,... tandis que les horloges inscrivent dans le bronze, pour qu'elles lui soient cent mille fois comptées, toutes les heures de repos qui lui revenaient et dont il n'aura pas voulu. Se couche-t-il pourtant? Et dort-il? Ma foi, il n'en sait rien lui-même. Cela se fait contre son gré, presque à son insu. A un moment qui toujours lui échappe, qu'il ne pourrait pas dire, il perd pied, connaissance, et tombe sur son grabat. Pour qu'il soit sûr d'avoir un peu dormi, il faut qu'en se le reprochant il s'éveille et se retrouve honteux, comme coupable, en flagrant délit de paillasse. « Allons ! *Benedicamus!* Un beau jour! » Il se relève, et, Lazare immortel, à chaque aurore il ressuscite.

Si courtes pourtant et si chargées de travail que fussent ces affreuses nuits, Vincent les passait dans une chambre où, quoique vieillard, et jusqu'au bout de ses forces, le fait d'être assis, couché, et à l'abri, lui procurait malgré tout un repos relatif. Mais, à partir du jour où il entreprit de se consacrer au salut des enfants abandonnés, il ne connut même plus ce répit.

La maison de la Couche, la seule existant alors où l'on pût porter les petits *parias*, plus rebutés que s'ils avaient eu la lèpre, était administrée par une femme, veuve, aidée de deux servantes bourrues, cupides. Les condamnés de quelques jours, qui tombaient dans leurs mains, n'y restaient pas longtemps, soit que, mortellement atteints, ils périssent aussitôt, faute de la nourriture et des soins nécessaires, ou qu'on les vendît aux bateleurs qui les martyrisaient,... à d'infâmes mégères dont l'industrie était de les faire disparaître ou de les livrer pour servir à de monstrueuses pratiques démoniaques, sans parler de leur introduction clandestine dans les familles, de tous les trafics et fraudes dont ils étaient l'objet, afin de troubler l'ordre des successions et de détourner des héritages.

Ayant résolu de sauver, corps et âme, ces innocents dont le double massacre, physique et moral, s'opérait impunément, et *sans qu'ils fussent baptisés*, Vincent avait d'abord voulu se charger d'eux tous. Quelle tristesse! Ils étaient trop nombreux! On n'en pouvait prendre que douze!... Les choisir? Comment l'oser? On les tira au sort, et ce fut avec ces premiers élus

— douze, comme les apôtres! — confiés à Mlle Le Gras, leur mère adoptive et à ses Filles de la Charité, que commença en 1638, l'œuvre des Enfants-Trouvés, des Enfants-Cherchés!... devrait-on plutôt dire, pour laquelle Vincent eut toujours une prédilection. Plus que sexagénaire, c'est à partir de cette grande époque de sa paternité qu'il perdit son restant de sommeil.

Ainsi qu'il l'avait constaté, on abandonnait rarement les enfants dans le jour. Les parents coupables craignaient d'être vus ; et même s'ils étaient certains de ne pas l'être, la plupart s'abstenaient, honteux à la lumière, car la clarté reproche, tandis que, la nuit, les méfaits sont à l'aise et chez eux dans les ténèbres leurs complices. L'ombre a toujours été la meilleure amie du crime qu'elle engage et favorise en l'étouffant.

Vincent courait donc Paris la nuit. Plus elle était épaisse et longue, plus il s'y promettait une bonne chasse. Elle « rendait », surtout l'hiver, quand le froid semblait interdire à qui que ce fût de mettre même le nez hors de sa maison chaude. S'il ne s'était point agi du genre particulier de promenade qui l'intéressait, il fût sorti sans se couvrir plus que d'habitude, mais dans la circonstance il prenait un manteau, non pour lui, mais pour les enfants qu'il était indispensable de réchauffer sans perdre une seconde, et qu'il n'aurait pas pu, d'ailleurs, n'ayant que ses bras, recueillir en nombre suffisant. Le manteau lui permettait d'en rapporter trois, quatre, souvent plus, et c'est pour cela qu'il l'avait voulu grand. C'était son unique luxe. En gros drap solide avec des plis en tuyaux d'orgue qui au départ tombaient jusqu'à terre, ce manteau, une fois gorgé de pluie et plein d'enfants, pesait lourd, tel un sac de farine, mais le meunier Vincent le trouvait léger. Il n'en sentait pas plus le poids à ses épaules que le pêcheur celui de ses filets quand il quitte sa barque. Avec ses plis, son envergure et ses petits poissons miraculeux, ce manteau était bien effectivement un filet d'amour et de bonté, jamais jeté en vain, qui « ramenait » toujours, l'épervier des enfants trouvés.

C'était généralement seul, ou accompagné d'un de ses prêtres, que Vincent faisait ses coups.

Représentez-vous le Paris nocturne et redoutable enfoncé jusqu'aux toits dans l'obscurité, silencieux, traître, désert, où ne circulaient plus, rôdeurs embusqués pour le vol et l'assassinat, que les pires bandits. Le guet à cheval passait bien,

faisant flotter les drapeaux de feu de ses torches, mais de loin en loin et dans un tel brouhaha de sabots et de flammes qu'il avertissait surtout les criminels d'avoir à se cacher. Avec ses manières louches de raser les murs, de se courber, de se relever, même parfois d'essayer de courir, notre aumônier avait bien l'air, lui aussi, d'un criminel. *L'esconce*, la petite lanterne sourde qu'il portait, — comme un spadassin! — pendue à sa ceinture, ajoutait à la ressemblance. En voyant sa lueur, plus d'un brigand s'y trompait, le prenant pour un confrère ou quelque bourgeois attardé regagnant vite son logis... et dans les deux cas il fondait dessus. Mais dès qu'il avait reconnu le saint populaire, il s'excusait, prévenant les camarades qui déjà, au flair d'une proie, se ruaient. « Au large! c'est M. Vincent! — Ah! » s'écriaient-ils, refroidis : et ce « ah! » exprimait à la fois tant de respect et de déception que Vincent, confus lui-même, et attristé, ne savait leur dire en remerciement, mais aussi sur un ton de blâme, que : « Oh! mes amis! mes amis! »

Comme ils savaient bien tous quel gibier il rabattait, volontiers ils se faisaient ses aides, ses indicateurs. « Au carrefour, à trois cents pas, sous l'enseigne du *Pot fleuri*, vous en avez un. » — « Moi, monsieur, je peux vous dire que pas plus tard qu'hier, mais dame, c'est loin, cul-de-sac des *Mauvaises-Paroles*, il y en avait deux, qui criaient comme des poulets! » Vincent gémissait, s'indignait : « Comment! Que dites-vous là? malheureux! Et vous ne les avez pas pris? Vous les avez laissés? Vous savez pourtant bien où j'habite? O malheureux! Méchants hommes! » Ils se défendaient. « Ah! s'il fallait, monsieur!... Et puis, ils sont trop! Avec le travail qu'on a!... Enfin, à l'occasion... pour vous faire plaisir. »

Et quelquefois, vraiment, ces gens-là lui en apportaient, ou bien, à travers le dédale des ruelles qui pour eux seuls n'avaient pas de mystère, ils le conduisaient par la main jusqu'aux tas où ils avaient vu des enfants jetés. Tantôt ceux-ci étaient morts, déjà décomposés, et tantôt disparus... Respiraient-ils encore, Vincent les prenait et s'enfuyait, les tenant à pleins bras, comme s'il les volait. Captures souvent dangereuses. Les chiens affamés, grognant de tous leurs crocs, les chats cruels, griffes dehors, les rats enragés, tous les rongeurs de chair, fraîche ou pourrie, défendaient ces larves humaines

qu'ils étaient sur le point ou en train de dévorer... Il fallait les leur disputer, comme on pouvait, à l'aveuglette, l'hiver dans les tourbillons de neige, l'été sous l'ongle des chauves-souris, la piqûre des mouches! Et tant de peine pour si peu, pour un butin si maigre! A l'idée que dans tous les bas-fonds de l'immense Paris, à toutes ses extrémités, des troupeaux d'agneaux de Dieu jonchaient le sol, en train de bêler, d'expirer, tout seuls, et qu'on n'en pouvait sauver que quelques-uns, Vincent et son compagnon, — qui, bien entendu, ne faisaient leur voyage qu'à pied, — se désolaient!... Mais auraient-ils eu à leur service une voiture et des charrettes qu'ils ne fussent pas arrivés à nettoyer entièrement de ses petits blessés et de ses petits cadavres, ce champ de bataille des nouveaux-nés!... « Et puis, à chaque heure son effort! son coup de rame! Vogue! On passera demain la Seine, on fera un autre quartier... Nous fouillerons la rive gauche, autour de Saint-Germain... rue de la Petite Truanderie... et au bas de la Montagne. Il y en aura, à coup sûr. Ah! Seigneur! qu'il doit y en avoir! Pourvu qu'on arrive à temps! Faute de mieux, retirons-en de La Couche le plus possible! »

Ces choses, et combien d'autres! Vincent, à chaque pas, se les répétait, tandis qu'il portait, — comme le Saint-Sacrement, — son précieux fardeau. Butant sur des pierres, enfonçant dans des immondices ou dans l'eau croupie et la vase, il arrivait enfin, aux blancheurs livides de l'aube, à Saint-Lazare, où depuis des heures, à une fenêtre, on guettait son retour... Ah! cette apparition du vieil homme épuisé, d'une pâleur de cire, ou rouge à éclater, les veines hors des tempes! Ses joues ruisselaient de sueur et de larmes. Ses souliers et ses bas n'étaient plus, des talons aux jarrets, que des bottes de boue : et la boue engluait, cartonnait aussi son manteau, sans parvenir pourtant à le déshonorer... elle en faisait une chape aux franges de poussière, et criblée d'étoiles avec un dos gladiolé en rayons d'ostensoir. Et, quand il l'ouvrait, ce manteau, et qu'on y voyait inanimés, enchevêtrés, la tête pas plus grosse que le poing, grouiller les petits corps nus qu'il renfermait et ballottait dans ses plis comme un sac..., c'était l'émoi, la palpitation. Ces petits doigts, pourtant si faibles, si menus, s'accrochaient souvent avec une force incroyable au bienheureux vêtement qu'ils tenaient comme des agrafes : il fallait, avec des soins

infinis, les desserrer du drap qu'ils ne voulaient pas lâcher comme si les pauvrets, du fond de leur inconscience, eussent pourtant la terreur d'être reportés au fumier. Certains, enfouis en nourrissons contre la poitrine de Vincent, tétaient le crucifix passé dans sa ceinture.

Combien alors n'avaient que le souffle, et que leur porteur n'osait pas remuer! « Vite! de l'eau! » commandait-il. Et, pendant qu'il leur en versait trois gouttes sur le front, ils se fanaient pour toujours dans ses mains, comme les fleurs qu'on arrose trop tard. Mais quand, par bonheur, ils semblaient se ranimer..., quelle anxiété! quels désirs! A un grand feu on les réchauffait, on les baignait, on leur mettait des langes. Un cri s'échappait soudain de la mignonne bouche où le sourire effaçait la grimace. — « Il vivra! Il vit! » exultait Vincent en l'élevant dans ses bras. Il le montrait, — ainsi qu'au peuple entier un roi qui vient de naître, — il le cajolait, et de ses lèvres qui n'effleuraient jamais aucune face humaine, il le baisait. C'était l'Enfant Jésus.

SES DERNIERS JOURS

M. Vincent, même dans le temps de sa maturité robuste, avait commencé à paraître vieux. A cinquante ans, il en portait bien plus. A soixante, il était tout blanc. L'homme bonhommisait. A mesure que dans ses habits épais et devenus trop larges, le corps, dégoûté de sa chair, fondait et se desséchait, la tête ardente augmentait de volume. Le front, pourtant déjà parmi les plus grands que l'on pût voir, prenait une ampleur extraordinaire, impressionnante, à faire craquer la calotte qui l'enserrait; les oreilles développées, lasses, comme distendues par tant de confessions, allongeaient leur lobe sur le linge du col; sous les cordons bleus des veines, les tempes serrées s'évidaient; les joues, rentrées, faisaient saillir les os des pommettes en train de les percer; la bouche, dégarnie, une vieille bouche à soupes, mâchonnait maintenant les mots comme une panade; autour du menton pointait une barbe courte et piquante de vieux marin, et le nez, le bon nez, fameux, puissant et charnu, rappelait de plus en plus, à certains accès de bourgeonnement, celui du vieillard angélique aux turgescences de framboises, peint par Ghirlandajo, et vers lequel un bel enfant se tend

pour l'embrasser. D'ailleurs, ces marques de déchéance, elles disparaissaient, aussitôt abolies par le formidable front, de marbre lumineux, où toute l'ancienne vigueur du corps, de ses os, de leur moelle, semblait avoir remonté et s'être retranchée pour y rejoindre celle de l'esprit, comme s'étaient réfugiés au creuset des yeux, plus profonds et plus vifs que jamais, les feux du cœur et les diamants de l'âme.

A trois reprises, en 1616, en 1644 et en 1649, il avait été très malade au point d'inquiéter, et les trois fois, grâce à sa forte constitution et sans doute aussi à sa volonté de vivre, il s'était rétabli. Mais cette volonté, il semblait qu'en avançant en âge il la perdît, et plus en vertu d'un désir tournant en résolution que par suite de son affaiblissement. A mesure que la vie l'abandonnait, il ne s'abandonnait certes pas, mais il s'abstenait de lutter. Il y avait en lui une espèce de résignation particulière et définitive, un *fiat* qui était déjà celui de la sérénité. Au moment de cueillir, il se recueillait, pour *mériter* d'abord, jusqu'à la dernière seconde, et puis pour tâcher d'endurer les tortures de son pauvre corps devenu « un tissu de douleurs ». Depuis trente ans, il était en bataille continuelle avec ses jambes qu'il surmenait impitoyablement. Il avait dû, pour ses tournées à la campagne, se servir d'un cheval, et plus tard, pour ses visites en ville, user, la mort dans l'âme, du carrosse que lui avait imposé la duchesse d'Aiguillon. Il n'y montait qu'en se frappant la poitrine, comme pour s'en accuser, disant : « C'est mon ignominie. » Un jour vint où ses jambes, dont il avait été le bourreau, qu'il avait pour ainsi dire « rouées », et condamnées à tant de fatigues, ne lui permirent même plus de se faire hisser dans une voiture. Enflées et couvertes d'ulcères, elles ne formaient qu'une plaie affreuse, étendue, qui remontait à loin, qu'il avait toujours cachée, et qu'il défendait qu'on pansât. Il était d'ailleurs incurable.

On s'efforçait pourtant, malgré lui, de le soigner, et d'une façon qui n'était guère faite pour lui procurer même un soulagement. Afin d'arrêter le cours de la fièvre perpétuelle qu'il éprouvait, surtout pendant les plus grandes chaleurs de l'été, n'imaginait-on pas, à ces moments-là, de faire de sa chambre une espèce d'étuve? Comment il pouvait, si fragile, avec un cœur exténué, supporter une chaleur capable d'étouffer un homme jeune et valide, c'est ce qu'on se demande. Il fallait

qu'il eût le secret des saints. Quand il sortait de ce supplice auquel on l'astreignait, non seulement le jour, mais la nuit, sa paillasse, ses draps, sa couverture, tout était trempé. De ce lit d'hôpital, noyé de ses sueurs, on le retirait comme d'un bain fumant. Les sérosités qui s'arrêtaient dans les jointures de ses jambes pendant qu'il était couché, se remettaient alors à couler en ruisseaux, lui causant un redoublement de souffrances..., et cependant, plus maltraité, plus écorché que Job, il eut encore, pendant un temps considérable, l'énergie de se lever tous les jours à quatre heures du matin, *son heure*, pour faire l'oraison avec sa communauté, et le mardi présider ses conférences. Il recevait même les dames de son assemblée qui venaient à lui pour avoir la consolation de l'entendre encore.

On se disait à chaque visite que c'était peut-être la dernière fois. Mais, dans cette extrémité, il se survivait, demeurant lucide, avec une présence et une maîtrise d'esprit comme au temps où il possédait tous ses moyens. Il dictait ou achevait des lettres pour les Missions. Deux de ses dernières épîtres furent pour deux personnages qui, à titre différent, lui tenaient fort au cœur : l'une, à son protecteur et ami, le général des Galères, M. de Gondi, entré depuis des années dans les Ordres après la mort de sa femme; et l'autre à son ancien et scandaleux élève, devenu le cardinal de Retz. Le premier subissait humblement en exil, à Clermont, la disgrâce de Richelieu; le second, alors à Rome, avançait déjà dans la voie du rachat et de la pénitence. S'ils ne furent donc pas là, comme ils l'eussent voulu, pour recueillir l'adieu et les suprêmes conseils du grand directeur, ils eurent du moins, en les recevant par écrit, la douceur de voir qu'il ne les oubliait pas.

Il n'oubliait rien, ni personne. Il avait toutes les mémoires, sauf celle du mal qu'on avait pu lui faire. Il se renonçait de plus en plus, et Dieu qu'il suppliait de le reprendre : « depuis si longtemps Seigneur, que vous me souffrez sur la terre! » Dieu paraissait enfin l'écouter, lui céder, non seulement en lui ôtant de jour en jour le peu de limon qui lui restait, mais en lui retirant surtout, après tant d'autres, les derniers points d'appui qu'étaient ses amitiés les plus profondes, les plus tendres, les plus anciennes...

La mort de M. Portail, son vénérable disciple chéri, peu après celle de M^lle^ Le Gras, sa fille de dilection, l'avertirent

que son tour n'allait pas tarder. Ils partaient devant à dessein, pour lui ouvrir la porte et lui retenir, près du leur, son logement dans la maison du Père. Son corps, en cendres déjà par en bas, se préparait, semblait-il, au tombeau, à son immobilité, à sa corruption. Vincent ne pouvait plus marcher. Il voulait, cependant, du moment que ses bras n'étaient pas encore arrêtés, s'en servir pour bouger vers Dieu. Il réclama des béquilles et, les empoignant avec une vigueur d'infirme exalté, sans tolérer qu'on l'aidât..., lui, le berger des Landes, à présent octogénaire, il se traînait ainsi, victorieux, sur ces autres échasses. En remorquant ses jambes qui vacillaient sur les dalles, il gagnait la chapelle, pour y entendre la messe et y communier, debout, en équilibre... Et puis les béquilles bientôt ne suffirent plus; elles lui tombaient des mains. On voulut alors, en croyant lui plaire, transformer sa chambre en chapelle. Il s'y opposa, protestant contre un tel honneur dont il se jugeait indigne. Comme c'était cependant pour lui une trop grande privation, il consentit à être transporté sur une chaise aux offices, et quoique, si maigre, il pesât moins que la chaise, et que le trajet fût bien court, il demandait pardon aux frères porteurs de la peine qu'il leur causait.

Jusque-là, malgré ses souffrances, il n'en laissait rien paraître, mais elles devinrent si aiguës qu'elles lui arrachèrent des cris dont il se lamentait plus que du mal lui-même. L'impossibilité de faire le moindre mouvement sur sa paillasse sans être traversé de douleurs fulgurantes était pour lui le pire. Afin qu'il pût se retourner, on avait noué au-dessus de sa tête, à une solive du plafond, une corde à laquelle il se tenait pour se soulever ou changer de côté. Cette simple opération le démolissait. A le voir alors s'accrocher et se balancer désespérément au bout de sa corde, on eût dit un prisonnier pendu par les mains et subissant la question : « Ah ! mon Sauveur ! mon Sauveur ! » soupirait-il, et d'un ton si doux qu'il semblait plutôt remercier Dieu de son martyre que d'en implorer la fin. En effet, crier n'est pas toujours se plaindre. Il ne se plaignait jamais et ne voulait pas qu'on le fît. Dès qu'on l'essayait, il rompait l'idée en s'humiliant, s'accusant de mollesse, et d'avoir pris trop de goût aux biens de la vie. « Moi, si misérable ! Moi qui ai eu autrefois un cheval ! un carrosse ! et qui ai encore aujourd'hui (il jetait les yeux sur les murs nus de sa cellule et

sur sa cheminée)... une chambre à feu ! (il frappait son grabat comme pour le battre)... un lit bien encourtiné ! Moi de qui on a tant de soin ! Que rien ne me manque ! Oh ! quel scandale je donne, messieurs et frères, à la Compagnie ! Et tout cela pour ce corps de vieux pécheur, qui, un de ces jours, sera mis en terre, et réduit en cendres, et que vous foulerez aux pieds ! »

En disant ces mots si sévères, il n'était pas de ces malades qui les prononcent sans y croire. Il ne se faisait aucune illusion sur sa fin très prochaine. « Depuis près de quatre-vingts ans que Dieu le souffrait sur la terre », il avait le sentiment d'avoir abusé de sa complaisance, et que cette faveur inouïe ne pouvait plus durer. La preuve en éclatait dans sa préoccupation d'utiliser au mieux les derniers morceaux de son temps.

Le 27 août, un mois avant sa mort, il réunit « ses Filles » pour leur nommer une supérieure en remplacement de M^lle^ Le Gras. A tous ses familiers il demandait pardon pour les fautes qu'il croyait avoir commises envers eux, et les mécontentements qu'il leur avait causés. Puis c'était soudain des léthargies, où il tombait d'un bloc, si profondes qu'il était impossible de l'en tirer. On l'y laissait comme dans un prodige. Armé toujours de la petite croix de bois qui lui tenait compagnie, et sur laquelle ses yeux, quoique clos, demeuraient attachés, il paraissait n'être plus de ce monde où cependant il respirait encore. Des nuances, des reflets, des brises, semblait-il, venaient par instants sur sa face en caresser le calme. Il avait l'air de *penser* avec délices... et tous ceux qui entouraient son lit, ou qui, de plus loin, le contemplaient, tendant le cou par la porte grande ouverte, en étaient saisis. S'il pensait, car les agonisants réfléchissent, méditent plus qu'on ne l'imagine en ces pertes de connaissance extérieure où tout se ramasse au dedans, à quoi pouvait-il bien songer, sinon à sa vie merveilleuse ?

Il la regardait, et, comme Dieu, qui voit tout à la fois, il l'embrassait par grâce, d'un seul coup, dans son ensemble et ses détails, du commencement à la fin... Elle lui donnait sa première notion d'éternité. Tout ce qu'elle renfermait, y repassait, y défilait dans l'ordre prescrit de sa destinée, et non plus pour lui inspirer, comme naguère, des regrets, des scrupules, de candides remords, d'innocents désespoirs, mais pour le rassurer

et le réjouir, lui rapporter les fruits des arbres qu'il avait plantés, lui faire goûter par avance un peu du céleste miel de la Ruche aux bleues abeilles qu'il avait bâtie. Dépouillant le vieil homme toujours trop sévère pour lui-même, il pouvait enfin sans péché, dans le plus pur orgueil, se féliciter et s'admirer en Dieu qui lui commandait de se rendre justice.

Il se voyait naître... là-bas... dans les Landes, y grandir, y dormir... Le petit toit de ses parents, leurs mains sur ses joues... leurs rides... leur voix... ses moutons... L'Adour. Il entre aux Cordeliers. Des livres... le latin. Il est un jeune homme, un élève, puis un précepteur, puis un diacre, puis un prêtre ébloui... Ensuite, dans un ouragan de sang et de feu qui l'emporte au désert, c'est l'esclavage en Barbarie... ses figuiers épineux, le sable qui brûle, l'azur qui flambe, les Maîtres en turban, leurs femmes, la païenne frappée de la grâce, et jetée à genoux... le *Super flumina*... Et puis la liberté... Rome et Paris, ces deux mondes qui ne l'effrayent plus, dont se déroule à présent sous ses yeux le plan qui lui paraît aussi simple, aussi clair que ceux de Dax ou de Pouy. Il y circule comme en sa maison : à chaque instant, il y croise une figure aimée. Se suivant l'un après l'autre avec leur costume respectif et leurs mêmes manières, tous ceux qui ont été, à quelque degré que ce soit, les personnages de son histoire, ses « relations », de vingt ans ou d'un jour, d'ici ou d'ailleurs, repassent devant lui, laïques, religieux, gens de la rue, des palais, des villes, des champs, de tous les terrains où il a labouré, semé, laissé tant de moissons et glané seulement pour lui quelques épis. Au fur et à mesure que leur nombre augmente et que bientôt ils se succèdent mêlés, confondus, ceux d'en-bas précédant souvent ceux d'en-haut, il les reconnaît, d'abord timidement, comme s'il craignait, en y montrant trop de plaisir, de les effaroucher, de les mettre en fuite, car il ne sait plus bien s'il est éveillé ou non, s'il vit toujours ?... Et puis, bientôt si nette et si frappante est la vision, que, dans son délire, il rapplique en pensée leurs noms sur tous ces revenants, et qu'il retrouve les souvenirs offerts par leur cortège :

« M^me^ de Gondi ! Monsieur le Général ! M^me^ de Maignelais !... Mes anciens élèves ! Mes maîtres !... Et vous les bergers, les laboureurs ! avec les princes ! les ducs ! tous ceux des plus grandes lignées... suivant le peuple et « ses familles ».

Et voilà mes ministres, mes chanceliers ! mes capitaines ! mes maréchaux ! mes cardinaux ! Bérulle, Retz, Richelieu, Mazarin !... Mes prélats, — et en rouge comme mes forçats ! — Et mes artisans ! mes *Comites*, mes infirmiers, mes geôliers !... L'illustre assemblée ! Voilà mes reines ! mes trois reines ! la Marguerite dont j'ai été l'aumônier, M^me^ Marie de Médicis aux noces de qui j'ai prié, M^me^ Anne d'Autriche qui m'a voulu à son Conseil de conscience !... Bonnes majestés ! Majestés généreuses ! C'est trop d'honneur pour le plus vil, le dernier de vos sujets. Je suis honteux, je vous salue.

« Et puis, est-ce possible ? A présent, les rois ! Vous, Henri le troisième ? sous le triste règne de qui je suis né, que je rencontre ici pour la première fois ! Ah ! Et vous, *mon* Béarnais ! mon préféré, qui m'avez reçu, qui m'avez ri, qui m'avez dit gaiement de tant belles choses, et dont j'ai vu, navré, la barbe morte après que Ravaillac... Et vous, mon pâle roi Louis, dont j'ai si souvent tenu la petite main, quand votre père vous menait faire vos gentillesses à la reine Marguerite, et qui m'êtes trépassé sur l'épaule, il y a dix-sept ans !... et vous, Dauphin, qui serez Louis quatorze... ah ! tous ! que le Roi des rois sur terre et aux cieux vous bénisse !...

« Et puis c'est fini ! Après cela qui peut venir ? Personne. Ils sont tous venus. Mais non ! Quelle est cette foule encore ? Ah ! Seigneur ! vous n'oubliez rien ! Votre bonté est immense, ineffable. Elle m'inonde, elle m'écrase ! Après toutes ces faveurs, je vois bien que vous me réserviez la plus grande, la plus précieuse pour la fin de la procession. C'est toujours là d'ailleurs que vous vous placez, qu'on vous porte, et que vous vous montrez. Vous fermez la marche, en resplendissant. Pour me combler, vous gardiez à dessein, plus dignes de votre entourage, les délégations des œuvres que vous m'avez permis, malgré la Ligue et la Fronde, et les guerres et tous les fléaux, de consacrer à votre gloire ! Et les voici toutes : Nos confréries d'hommes, de femmes... mes bonnes filles de la Charité... mes bonnes dames... mes bons riches... mes bons pauvres, mes missionnaires en tous lieux, exténués et toujours dispos, mes prêtres, mes confesseurs, mes martyrs, et puis mes malades, mes fous, mes galériens, mes vieillards et mes enfants-trouvés ! Si j'ai pu faire tout cela, rien que cela, c'est que vous m'en avez donné, Seigneur, l'idée, la force et les moyens.

Ma mission est remplie. Je vais à vous. *Nunc dimittis...* »

Ceux qui cherchaient en vain à l'entendre respirer, ne se doutaient pas du *Magnificat* et des *Alleluias* qu'il se chantait sous son silence. Il finissait cependant par échapper à sa torpeur. Il ouvrait les yeux, avec un tel air de béatitude qu'il semblait descendre du ciel quand on croyait qu'il venait d'y monter. Apprenant de quel grand sommeil il sortait, il expliquait avec un fin sourire : « C'est le frère qui vient, en attendant la sœur. »

La sœur approchait. Elle était déjà dans la maison, où elle montait l'escalier, mais lentement, comme à regret, en s'arrêtant à chaque marche. Tout le monde savait qu'elle était là. Elle ne se cachait pas. On la suivait.

Le 27 septembre 1660, elle atteignait l'étage où Vincent demeurait encore. Quand elle eut gagné tout droit sa petite chambre, elle le trouva calme, assis dans son fauteuil. Il était prêt. Il avait reçu les onctions. Il la vit. Fut-ce l'espérance et la joie ?... Depuis si longtemps qu'il l'appelait, son visage, avant même qu'elle l'eût touché, passa du rouge vermeil au blanc de neige. On lui mit sur la bouche le crucifix. Un baiser... Le mot de la fin, *Confido*, et il mourut, tout bonnement, tout simplement. La petite méthode. L'horloge sonnait quatre heures, l'heure de son lever.

Après qu'il eut expiré, son visage, nous est-il dit, ne changea point, et son corps demeura aussi souple, et aussi maniable qu'auparavant. « Les chirurgiens qui l'ouvrirent philosophèrent beaucoup sur un os qui s'était formé dans sa rate et qui ne ressemblait pas mal à un jeton d'ivoire. Bien des gens, qui avaient étudié de près le serviteur de Dieu, attribuaient cette production bizarre à la violence qu'il s'était faite pour combattre une humeur sévère et mélancolique qu'il tenait de la nature et de son tempérament. »

Il demeura exposé deux jours, figure découverte, avec sa calotte et son petit surplis, tel qu'on l'avait toujours connu, et on s'étouffait pour le voir. Mais ses obsèques furent loin d'être célébrées aussi simplement qu'il l'aurait désiré. « La foule s'y porta en masse, au point que la vie de Paris en fut arrêtée pour un jour. » M. le prince de Conti, l'archevêque de Césarée, nonce du Pape, une quantité de prélats, de grands seigneurs,

de dames nobles, au premier rang desquelles la duchesse d'Aiguillon, y assistèrent en grande pompe, et derrière eux, les enveloppant, les débordant, les autres noblesses : les bonnes filles de la Charité, ces messieurs des Missions, et le peuple et les pauvres qui avaient été surtout la clientèle du saint.

Son cœur fut enfermé en un vase d'argent (il eût choisi du plomb) et son corps déposé devant l'autel dans l'église gothique, l'ancienne église de la Léproserie.

Hic jacet

disait l'épitaphe,

Venerabilis vir
Vincentius a Paulo, presbyter
Fundator, seu Institutor
Et Primus Superior Generalis
Congregationis Missionis
Nec non Puellarum Charitatis.
Obiit die 27 septembris anni 1660
Aetatis verò suae 85.

L'explosion des regrets fut unanime. Un deuil public. A Paris, à Reims, dans maintes villes eurent lieu des services solennels où l'on se rendit, souvent de bien loin, pour y entendre prononcer l'oraison funèbre de celui qui, de son vivant, souffrait si fort d'être loué. Maintenant qu'il n'était plus là, on ne s'en privait pas. Mgr l'évêque du Puy, notamment, Mgr Henri de Maupas du Tour, fit à Saint-Germain l'Auxerrois un éloge de M. Vincent si copieux, qu'au bout de deux heures il fut obligé de descendre de chaire sans l'avoir achevé, « car la matière, il en faisait l'aveu, était si ample qu'il en aurait assez pour prêcher tout un carême ». Ce qui ne l'empêcha pas, malgré ses longueurs, de résumer et caractériser excellemment l'œuvre de Vincent de Paul, quand il dit « qu'il avait presque changé la face de l'Église ». Et encore là le mot « presque » est-il... presque de trop !

Les grandes voix qui, de toutes parts, s'élevaient alors pour exprimer leur affliction ou pour porter un jugement sur cette belle figure, les signifient tout de suite l'une et l'autre en quelques mots définitifs, aussi justes que brefs. « L'Église et les pauvres, dit, la première, la Reine-mère, font une grande

perte. » Je n'ai jamais connu personne, déclare le prince de Conti, en qui il ait paru une si grande humilité, un si grand détachement, une si grande générosité de cœur. » M. Piccolomini, nonce en France, se sert des mêmes termes. La reine de Pologne, le marquis de Pianèze, les évêques de Pamiers, d'Alep, tous les évêques, tous les prêtres, tous ceux qui prétendent formuler le mieux leur tristesse et leur admiration se rencontrent dans cette même pensée et avec les mêmes mots essentiels qui viennent naturellement.

Jusque dans les éloges qu'il ne pouvait plus empêcher qu'on lui adressât, Vincent, ce parfait modèle, imposait, après sa mort, la concision et la simplicité. Le désespoir des pauvres gens, quand ils ne savaient que gémir : « Nous avons perdu notre ami ! » le sombre chagrin des forçats grondant sur leurs chaînes : « Nous n'avons plus de père ! » auraient été certainement, s'il les avait entendus, les plus doux à son cœur : et ceux qui, de tous, perdaient le plus, étaient ceux qui ne s'en doutaient pas et qui pourtant pleuraient comme s'ils le savaient... les petits enfants abandonnés. « Enfin, il y eut là, partout, conclurons-nous avec Bossuet, beaucoup de larmes répandues. »

CE QU'IL LAISSE

La dépouille de Vincent avait été, comme on l'a dit, descendue dans le chœur de l'église de Saint-Lazare. Que devient-elle au cours des temps ?

Jusqu'en 1712 elle repose en paix. A cette date, on ouvre le tombeau, « où le corps est trouvé en parfait état ». En 1724, quand Vincent de Paul obtient par décret de Benoît XIII sa béatification, le cercueil est remonté et dressé dans l'église en une cérémonie imposante présidée par l'archevêque de Paris. Tapisseries aux murs, le grand luminaire, les chants, la ville et la Cour dans les tribunes, la reine d'Espagne sous un dais.

Le corps est remis après dans la crypte.

En 1729, des infiltrations d'eau survenues à la suite d'une inondation souterraine ayant hâté la décomposition du cadavre endommagé déjà en 1712 au contact de l'air, nécessitent le retrait des restes de l'apôtre, et ceux-ci, renfermés alors dans une châsse d'argent, sont placés sur l'autel de la chapelle

où, en 1737, à l'époque de la canonisation, ils sont de nouveau l'objet d'honneurs insignes.

Pendant cinquante-deux ans on vient là les prier, les vénérer, leur demander des grâces.

Et puis, en 1789, le cyclone. La foule qui, ameutée le 10 juillet, a pillé les boutiques des armuriers et forcé l'Hôtel des Invalides, se déchaîne dans la nuit du 12 au 13 aux cris de : « A Saint-Lazare ! » comme elle criera le lendemain : « A la Bastille ! » Une troupe de bandits, — ils n'étaient pas plus de deux cents, mais pour le mal ils valaient une armée, — se rue à travers les bâtiments et s'y livre à la destruction la plus complète, la plus sauvage. Tout est brisé, fendu, déchiré, foulé aux pieds, mis en miettes, jeté par les fenêtres, ou volé, emporté.

La châsse, en argent massif, contenant les restes du saint, ne devait-elle pas, par-dessus tout, tenter à la fois la convoitise et la haine des ravageurs ? Elle était là, sur l'autel, sans défense, exposée, — l'imprudente ! — à la plus belle place, dans tout l'éclat de son précieux métal, des ornements, des bijoux, des offrandes qui la chargeaient, bien faite en vérité pour provoquer la vue, les bras, l'escalade, les coups, pour attirer les marteaux et les haches, exciter le sacrilège, les profanations !... Et cependant, elle y échappe. Pourquoi ? Comment ? Est-ce hasard, oubli ? distraction ? négligence, ou épuisement dans le dégât ? Ignorance des lieux ?... Ou plutôt miracle ? Enfin, le fait est là. *On n'y touche pas.* Dans tous les récits *du désastre de Saint-Lazare*, et dans celui, si précis et si détaillé, du Père Lamourette qui en fut le témoin, il n'est pas dit un mot de l'église et des restes de Vincent. Cependant, on va en juger, tout ce qui se rapportait à sa personne, à la vénération gardée à sa mémoire était bien de nature à enivrer ces furieux. Sa statue, commandée peu de temps auparavant, et que l'on destinait au Louvre, afin qu'elle y perpétuât ses traits et son souvenir, se trouvait placée dans un vestibule. Ils l'aperçoivent ! Ce n'est qu'un cri, un rugissement, de rage et de joie, ils sautent dessus, la culbutent, la crèvent, la fracassent ; ils lui arrachent les mains, lui coupent la tête, et l'ayant mise au bout d'une pique, cette tête auguste et si douce, ils la promènent dans les rues où souillée, mutilée, le nez brisé, barbouillée de rouge à dessein, elle produit aux passants horrifiés, qui ne comprennent pas, l'effet d'une tête humaine fraîche-

ment tranchée, tandis que, s'esclaffant, les porteurs finissent par l'aller jeter, quand elle n'est plus qu'un moignon de plâtre, dans le bassin du Palais-Royal.

En même temps, sa chambre est envahie. Elle est aussitôt reconnue, car sa misère la dénonce. Voici la natte de chaume. sur laquelle il a si peu dormi, son unique chaise de paille, boiteuse comme lui : accrochés à un clou, les vêtements rapiécés gardant la forme du vieux corps qu'il nommait sa carcasse, et son chapeau racorni, déteint par les sueurs, et son grand manteau de Père-Gigogne où tant d'enfants s'étaient blottis, et ses bas de serge aux talons en loques, le chapelet qu'avaient usé ses doigts, son bréviaire bourré d'images avec partout la marque de son pouce, et, dans ce coin, son bâton, et sur ce bout de table, enfin, le chandelier de fer rongé de rouille où reste un bout du suif qui éclaira son agonie et dont la mèche a été soufflée à l'instant où lui s'éteignait... toutes ces pauvres choses, devenues des reliques et qui étaient là, conservées, soignées, qui parlaient, devant lesquelles montait la prière, elles sont, à leur tour, lacérées, souillées, jetées à la boue.

Heureusement, la châsse, — l'arche, — est sauvée du déluge Mais en 1792 la Révolution la confisque comme bien national et les ossements, placés dans une cassette, sont remis à un notaire dans l'étude duquel, sans doute oubliés, ils restent en dépôt jusqu'en 1804. De 1804 à 1830, la garde en est confiée aux Sœurs de Charité, d'abord rue du Vieux-Colombier, et, depuis 1815, rue du Bac. En 1830, une cérémonie solennelle les ramène, enchâssés de nouveau, dans la maison mère de la Mission, rue de Sèvres. Et puis, en 1909, la loi de séparation vient les toucher et les bannir.

Où les mettre en lieu sûr?

En Belgique. Là, du moins, dans ce pays neutre et tranquille, préservé de toutes secousses, rien ne viendra plus les déranger... Et c'est 1914 ! avec la violation, par l'Allemand, du sol et des lieux deux fois sacrés. Les Pères Lazaristes réussissent néanmoins, pendant la grande tourmente, à déménager la châsse et à lui faire franchir les lignes ennemies. Elle aborde en Angleterre, et c'est seulement en 1919 qu'elle revient reprendre à Paris, rue de Sèvres, dans la chapelle de la Mission, sa place légitime, sur l'autel.

Que de mouvements ! Après tant de fléaux, de révolutions, de guerres, tant de traversées dans le feu et l'eau, et le sang, sous les bombes, tant de charrois, de fuites et de retours dans les fourgons, les autos, sur les bateaux... les avions peut-être?... la fragile dépouille de Vincent a-t-elle aujourd'hui trouvé son paisible gîte, son lit définitif? Elle les aurait bien gagnés ! Que nous voudrions pouvoir dire, — ainsi que l'affirme souvent au fond des cathédrales, une vieille épitaphe : *Hic molliter ossa cubant in æternum.*

Cubant, oui. Mais *in æternum*? Qu'est-ce que notre *æternum*, celui que nous concevons et nommons ainsi, l'*æternum* de nos moyens ? Rien. Moins que rien. Lui, et nous, sommes incompatibles.

Qu'importe d'ailleurs ce déchet du corps qui ne compte pas? Ce qui ne passera jamais, même quand il ne restera plus une pincée de la poussière de Vincent, c'est son œuvre, vivante, immortelle autant que sa mémoire.

Fils de la terre et de *notre* terre, berger pendant soixante et dix ans, prêtre, éducateur, fondateur incomparable et missionnaire incessant, directeur attentif et sûr du pratique et du spirituel, orateur intime et qui remuait sans art oratoire, sublime dans le simple et le familier, écrivant et parlant la plus saine et la plus pure langue, il a été, dans tous les courants d'idées, de sentiments, d'ouvrages, un réalisateur achevé, magnifique,... et toujours calme et confiant, comme un maître docile aux ordres de la Providence. Il a agi sans s'agiter. Il a tout entrepris, il a tout réussi. Admirons, vénérons en lui une des plus grandes gloires françaises. Canonisons-le « notre saint *national* ». Il fait pendant à Jeanne d'Arc. Enfin, une de ces âmes de lys et d'or, merveille d'amour, que Dieu, — comme il ajoute un ange à son Paradis ou au firmament une étoile, — compose quelquefois en pensant à Son Fils, et qu'Il laisse tomber parmi les hommes pour leur prouver Son existence.

HENRI LAVEDAN.

UN HÉROS DE LA GUERRE SOUS-MARINE

ROLAND MORILLOT

AU SECOURS DES SERBES

Les derniers mois de 1915 apportèrent aux Alliés des jours noirs. En octobre, sous la pression des Autrichiens, des Allemands et des Bulgares, les Serbes battent en retraite, tous les Serbes, le peuple et l'armée, les hommes et les femmes, les vieux et les petits. La faim et la soif les escortent, l'ennemi les talonne. Sans munitions comme sans vivres, mangeant de l'herbe, puis de l'écorce, puis de la neige et de la boue, enfin ne mangeant plus rien, ils descendent vers la mer.

Vers la mer, dernier refuge de qui veut rester libre quand la patrie est écrasée... vers l'Adriatique.

Le long des pistes que jalonnent les cadavres, la nation serbe dévale vers les ports du Montenegro et de l'Albanie (1). Antivari, Dulcigno, San-Giovanni de Medua, Durazzo, Valona, pourront-ils accueillir les fugitifs, ouvrir leurs rades aux transports alliés qui apportent les vivres et la liberté?

Hélas! Antivari est trop près de Cattaro, port fortifié d'Autriche. Dulcigno est ouvert à tous les vents et à toutes les houles et le bora d'hiver commence de souffler en tempête. A Valona, rade magnifique et sûre, à Valona, base italienne, donc alliée, nul ne peut accéder par la terre. Seuls restent pos-

(1) Voir le croquis page 136.

sibles les mouillages de San-Giovanni de Medua et de Durazzo. San-Giovanni offre un abri suffisant. Durazzo, qui fut Epidamme et Dyrrachium, est assis sur l'eau en face de Brindisi qui fut Brindes. Les gens qui, partant autrefois de la Rome des Césars, gagnaient les provinces orientales de l'Empire, prenaient à Dyrrachium la fameuse Voie Egnatia qui menait en Grèce et en Macédoine, la grande artère de civilisation romaine qui devint une route d'invasion, quand l'Empire d'Occident eut succombé sous l'assaut des Barbares. Or la Voie Egnatia projette vers le Nord, vers la Serbie, des rameaux sauveurs qui drainent, en cette fin de 1915, le flot des vaincus.

Depuis le 23 mai, l'Italie est entrée dans la lutte. Sa flotte a remplacé, dans la dure corvée du blocus adriatique, l'armée navale française, dont les bâtiments de ligne et les croiseurs se reposent enfin, remettant au point coques et machines surmenées par neuf mois de croisière ininterrompue. Mais nos navires de flottille, contre-torpilleurs et torpilleurs continuent de sillonner jour après jour la Méditerranée, protégeant contre l'attaque sous-marine les transports de troupes de Salonique et les navires marchands. Le commandant en chef français n'a pu détacher à Brindisi que quelques unités légères et sept sous-marins.

Voici novembre. Le temps presse. Le flot des affamés approche et, lancés à leurs trousses, les Bulgares ont franchi le Vardar. Durant des jours précieux, les Alliés ont discuté. Ils ont fini par se mettre d'accord au sujet du sauvetage. La Grande-Bretagne fournira les provisions, qu'elle paiera de concert avec la France et la Russie. Rassemblés à Brindisi, les vivres et les munitions gagneront la côte d'en face sur des navires italiens aidés de bâtiments français et anglais. En même temps, des troupes d'Italie occuperont Durazzo et Valona.

Transports de troupes, transports de vivres, quelles proies magnifiques pour les flottilles ennemies ! Et quels objectifs pour les mines sous-marines ! Ah ! la guerre moderne a chaviré les vieilles formules. Maintenant les maîtres de la mer, de par cette maîtrise qui leur ouvre les routes marines, sont seuls à offrir des cibles aux sous-marins pendant le jour et aux torpilleurs pendant la nuit. Et, contre les adversaires plus faibles dont le pavillon est rayé de la surface des eaux, nul assaut n'est possible, puisque leurs grands navires demeurent enfermés

dans les ports, chaudières éteintes. Ils ont beau jeu avec leurs sous-marins et les raids nocturnes de leurs torpilleurs rapides, mais leurs succès faciles n'empêcheront pas leur étouffement final.

LES SOUS-MARINS A LA RESCOUSSE

Sans attendre, les Autrichiens se mettent à l'œuvre. Le 23 novembre, leur croiseur rapide *Helgoland* et leurs destroyers de Sebenico envoient par le fond un voilier et un vapeur italien, chargés de farine. Le lendemain, à San-Giovanni de Medua, notre vapeur *Harmonie* est canonné par un sous-marin et bombardé par des avions. Un semis de mines autrichiennes infecte les abords de la côte albanaise et cause, le 3 décembre, la perte du destroyer *Intrepido* et du transport de troupes *Umberto*, tous deux italiens. Deux jours plus tard, les contre-torpilleurs autrichiens de Cattaro, conduits par le croiseur *Novara*, canonnent San-Giovanni et coulent deux vapeurs italiens, un grec et quelques voiliers. Dans la nuit du 4 au 5 décembre, notre sous-marin *Fresnel*, en faction dans le golfe du Drin, s'échoue à l'embouchure de la Bojana. Les Autrichiens le détruisent à coups de canon et font prisonnier l'équipage, lequel, réfugié sur un îlot de sable et attaqué par les canots du *Huszar* et du *Waras diner*, s'est défendu tant qu'il a eu des munitions.

Devant ces attaques, vingt destroyers italiens descendent de Venise pour renforcer les flottilles de la basse Adriatique. Et, malgré la charge écrasante qui pèse sur nos escadrilles de contre-torpilleurs sur qui repose la sécurité de la Méditerranée entière, nous trouvons le moyen d'ajouter aux huit petits torpilleurs que la marine française a détachés à Brindisi, neuf contre-torpilleurs de 800 tonnes et trois de 400, et de renforcer l'escadrille sous-marine *Ampère*, *Cugnot*, *Gay-Lussac*, *Messidor*, *Monge* et *Papin* par l'envoi du *Foucault* et du *Franklin*, sous-marins de 400 tonnes comme les précédents, et de l'*Archimède*, grand submersible de 600 tonnes en surface et 800 en plongée.

Depuis les premiers jours de la guerre, nos sous-marins montent la garde dans la haute et la moyenne Adriatique, bloquent Cattaro et Sebenico, rendent intenables les chenaux de l'archipel dalmate, surveillent le golfe du Drin et les parages de Durazzo. Ils croisent aussi à mi-distance entre l'Italie et la

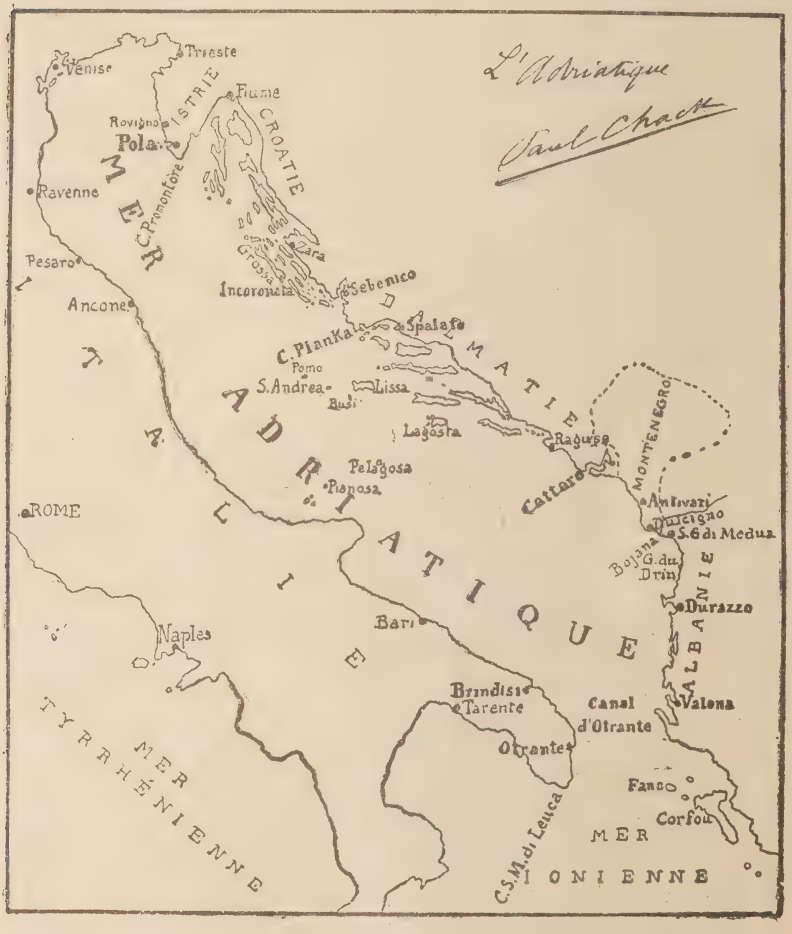
Dalmatie pour attaquer les navires qui navigueraient loin des côtes dans l'espoir d'échapper à leurs coups.

Métier de chien en toute saison. Pendant l'hiver le bora, descendant des monts de Croatie, souffle souvent durant quinze jours d'affilée, soulevant une mer courte, creuse et glacée. Si vous faites surface dans cette mer-là, et il faut bien émerger la nuit pour recharger vos batteries, vous risquez de voir vos gouvernails de plongée de l'avant arrachés par les lames, laissant ainsi le bateau sans défense, incapable de s'immerger à l'aube suivante, aussi désemparé qu'un crabe qui aurait perdu sa coquille. En été, les eaux de l'Adriatique sont d'une si merveilleuse transparence que les avions ennemis distinguent votre navire en plongée aussi bien qu'en surface, arrivent même à reconnaître votre nationalité aux détails de votre coque et à la position de vos torpilles, et dirigent sur vous l'assaut des torpilleurs. Ces avions et ces torpilleurs deviennent sans cesse plus nombreux et plus actifs.

Pour eux les Autrichiens ont installé des bases tout le long de la côte. Pis encore, ils emploient leurs petits sous-marins à guetter les nôtres. Quiconque a l'imprudence d'émerger avant la nuit close a bien des chances de recevoir une torpille dans les côtes. Naturellement l'affaire tourne parfois mal pour les patrouilleurs, car nos sous-marins ont toujours trois ou quatre torpilles réglées à faible immersion et destinées aux petits bâtiments ennemis qu'ils rencontrent. Au mois de septembre, devant l'île Lagosta, le *Papin* a, de la sorte, réglé son compte au torpilleur autrichien *51*. Et nombreux sont les navires de surface ou sous-marins qui, par des manœuvres rapides ou grâce à une chance inouïe, ont évité d'un cheveu un sort pareil. Bref, dans ces parages nul n'est à son aise et chacun veille dur pour sa peau.

Je n'insiste pas sur les difficultés de navigation décuplées pour les sous-marins, bateaux presque aveugles et à demi paralytiques : sur la visibilité réduite par la grisaille d'hiver; sur les brumes quasi solides qu'amène le sirocco d'été; sur les courants violents et variables qui sillonnent les canaux d'entre les îles et sont terribles aux abords du cap Planka, promontoire en saillie entre Spalato et Sebenico, lieu d'affût où le gibier est un peu moins rare qu'ailleurs; sur les perturbations magnétiques qui affolent l'aiguille du compas aux environs des

îles San-Andrea, Lissa, Pomo et Busi dont le sol est saturé de fer ; enfin sur les bancs de sable qui traîtreusement s'étendent au large de la côte d'Albanie et qui ont coûté la vie au *Fresnel*.



L'ADRIATIQUE CHAMP CLOS DE NOS SOUS-MARINS

Décembre 1915. La faction de nos sous-marins continue. Depuis le 20, la meilleure escadrille de destroyers autrichiens, celle de Sebenico, est descendue à Cattaro. Elle attend le moment favorable pour se ruer vers le Sud, couler tous les transports qu'elle pourra rencontrer et s'enfuir. Mais, sept jours durant, le bora et la brume l'ont tour à tour bloquée.

28 décembre au matin. Temps clair et calme. L'*Helgoland*, croiseur rapide de 3 500 tonnes, et les destroyers de 800 tonnes et 32 nœuds, *Tatra*, *Balaton*, *Czepel*, *Lika* et *Triglav*, poussent leurs feux. Deux sous-marins français, l'*Archimède* et le *Monge*, encadrent Cattaro de leur surveillance, le premier dans le Nord et le second dans le Sud.

LE COMMANDANT DU *MONGE*

Le *Monge* est commandé par le lieutenant de vaisseau Roland Morillot.

C'est un chef de trente ans, en pleine vigueur physique et mentale, un homme mince, élancé, agile, à la figure mate entièrement rasée, aux yeux bruns de piété et de profondeur douce. D'une voix nette et bien timbrée, il s'exprime en phrases brèves, ordonnées comme ses gestes harmonieux. Car Roland Morillot, officier complet, s'adonne aux sports raisonnés qui contraignent les muscles à rester forts et souples. Il est comme un ressort toujours bandé vers l'action disciplinée et féconde.

Son âme est la plus belle, la plus pure qui se puisse rencontrer. Dès le temps de paix, il pratiquait toutes les vertus admirables que d'autres n'ont trouvées en eux-mêmes qu'à l'appel du pays en danger.

En dépit de son tempérament réservé, Roland Morillot a conquis les cœurs de ses hommes. L'équipage du *Monge* est fanatique de cet officier froid, laconique, concentré, de ce chef qu'ils sentent supérieur à tous, mais qui, dans sa modestie farouche, attend silencieusement l'heure de déclencher tout ce qu'il a concentré de jeune énergie en lui-même et en son navire.

Depuis mai 1914, époque de sa prise de commandement, Roland Morillot a fait ses preuves à la mer et au combat. Se rendant de Toulon à Bizerte, un jour que les contre-torpilleurs avaient mis à la cape dans l'ouragan, on a vu le *Monge* continuer sa route, embarquant des lames par sa cheminée (1), tandis que son commandant, amarré sur le kiosque, demeurait seul exposé aux coups de mer qui arrachaient des tôles autour de lui. Au mois de février 1915, pris par un coup de bora terrible au retour d'une croisière de sept jours devant Cattaro, Morillot

(1) Le *Monge*, du type *Pluviôse*, possédait des machines à vapeur pour la navigation en surface.

a tenu pendant quarante-huit heures, attaché à sa passerelle et n'a quitté son poste, évanoui de fatigue, qu'au moment où le sous-marin a laissé tomber l'ancre. Ce jour-là, le commandant en chef de l'armée navale est venu lui-même dire au *Monge* son admiration et, pour la deuxième fois, l'a cité à l'ordre du jour

Roland Morillot ne se contente pas de croiser devant l'entrée des ports autrichiens. Pénétrant dans la baie de Cattaro, chapelet de trois bassins encerclés de montagnes, unis par des fiords étroits et semés de défenses visibles et cachées, il a un jour franchi les inexpugnables « Bouches », faisant route à travers un champ de mines dont les câbles râclaient sa coque, entendant passer des torpilles que lui lançait la batterie de la pointe d'Ostro. Un torpilleur ennemi ayant tenté de l'éperonner, le *Monge* n'a pas gagné pour si peu l'immersion de sécurité, mais a engagé, contre l'adversaire souple et rapide qu'il essayait de torpiller, un duel de trois heures lequel n'a pris fin qu'à la nuit.

Au cours de l'expédition qui a immédiatement précédé celle dont je vais dire les détails, le *Monge* a été accueilli devant Cattaro d'abord par une pluie de bombes d'avions, puis par une mine dont le câble s'est enroulé autour de l'arbre d'hélice tribord. A la nuit close, on a essayé sans succès de la dégager, pendant qu'un torpilleur ennemi passait à toucher le sous-marin, par bonheur sans le voir. L'alerte passée, Morillot a fait route tranquillement, remorquant toujours sa mine dont le câble a fini par filer, arrachant le cône de bronze qui coiffe l'arbre de couche à son extrémité. Et, ma foi, la tournée d'aujourd'hui n'aurait pas eu lieu, si Morillot avait fait réparer cette avarie. Il n'y a pas songé une minute. On n'immobilise pas son bâtiment dans l'instant que l'ennemi menace les transports de l'armée serbe... Le chef des flottilles françaises de Brindisi n'attendait que cette occasion de reconnaître enfin le courage tenace des gens du *Monge* :

— Pour cette croisière et pour les précédentes, a-t-il dit au commandant du sous-marin, je suis prêt à donner la croix de guerre à une partie de votre équipage. Veuillez m'adresser vos propositions.

— Commandant, a répondu Roland Morillot, si la mine avait explosé, personne n'en serait revenu. Je devrais donc proposer tous mes hommes. Mais, pour ce faire, je vous demande d'attendre que mon bateau ait fait quelque chose de sérieux.

QUELQUE CHOSE DE SÉRIEUX

28 décembre 1915. Le *Monge* est devant Cattaro. A l'aube, des fusées lointaines ont indiqué des entrées ou des sorties de bâtiments ennemis. Puis le jour est venu, jour de merveilleux soleil comme l'Adriatique en offre parfois entre deux tempêtes d'hiver. Le calme est tel que le sillage du périscope est visible à plus de trois milles et qu'il a fallu cette fois renoncer à donner dans les Bouches. Lente et lourde, la journée s'est passée à naviguer à l'immersion dix mètres sans rien apercevoir sur l'eau.

Six heures du soir. Le soleil est couché. Le *Monge* fait surface et commence de charger ses batteries avec une machine; l'autre machine, embrayée sur une hélice, entraîne paresseusement le bateau dans un va-et-vient de sentinelle. Les gens non de quart dorment dans leurs hamacs qui encombrent l'étroite coursive centrale et semblent d'énormes bananes pendues par les deux bouts. Vers dix heures, une petite brise de nord, qui soulève un léger clapotis, commence de souffler, apportant à ceux d'en bas une ventilation bienfaisante après treize heures de plongée en vase clos.

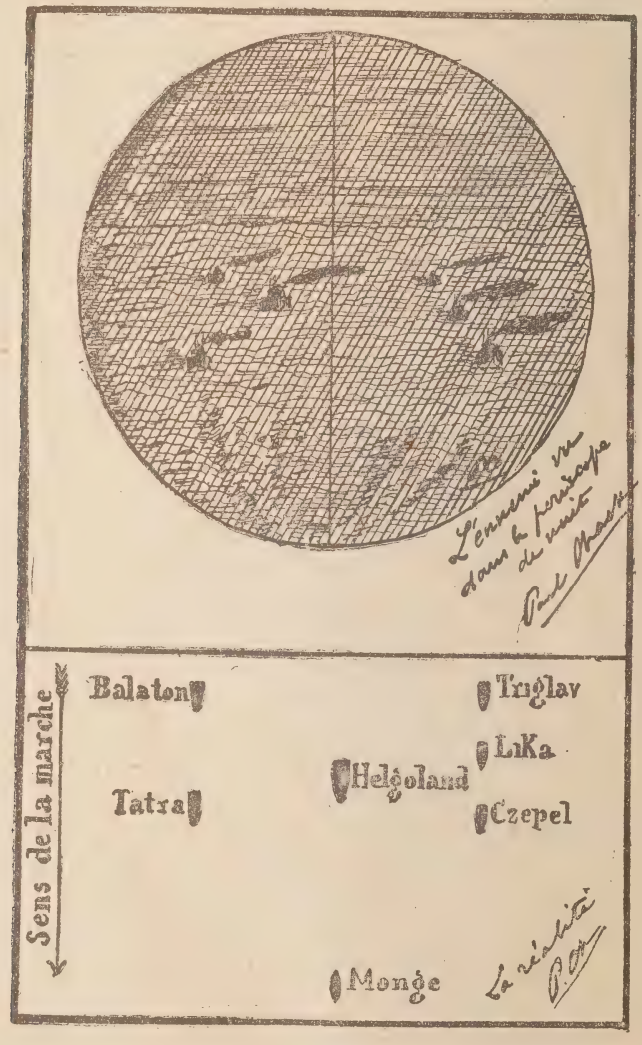
La nuit est claire. Dans le ciel, demi-sphère de velours bleu profond, l'étoile polaire scintille au-dessus du mont Radostak. A minuit, le mince croissant de la lune en son dernier quartier émerge dans l'est. Pas une ombre sur l'eau et pas un bruit. Sur la passerelle exiguë l'enseigne de vaisseau Appell, second du bord, est de quart avec deux veilleurs. De temps à autre, un marin huileux et suant surgit d'un panneau, lampe une bolée d'air frais et redescend. L'officier et les deux hommes concentrent dans leurs yeux toute leur énergie. Leurs jumelles fouillent la nuit calme. Un silence presque angoissant pèse sur la mer. Parfois une étoile proche de l'horizon prend l'aspect d'un fanal lointain, mais l'erreur est vite rectifiée. D'ailleurs, dans ces parages, nul bateau n'oserait démasquer ses feux. A 2 h. 15, le *Monge* est à 15 milles dans le sud de Cattaro.

— Des fumées par babord.

Un des veilleurs, le quartier-maître mécanicien Guibbal, vient de parler. L'enseigne regarde et ordonne :

— Aux postes de plongée. La barre toute à droite. Gouvernez au sud. Guibbal, va vite prévenir le commandant.

Les fumées viennent du nord, elles sortent de Cattaro, et malgré la nuit claire, on n'a pas dû les voir à beaucoup plus



LA FLOTTE AUTRICHIENNE VUE DANS LE PÉRISCOPE DU *MONGE*

de trois milles. En faisant route au sud, l'enseigne prend chasse devant elles, afin de retarder de quelques minutes le moment où elles auront rattrapé le sous-marin. Il a raison, car le *Monge*, submersible à vapeur, est lent à s'immerger. Il lui faut fermer

une masse de tuyaux d'évacuation, isoler la chaudière, rentrer et obturer la cheminée. L'équipage se hâte... Mais voici Morillot. Il regarde les nuages noirs qui grossissent vite. Il sourit, chose rare, et commande :

— Réglez les moteurs à 400 ampères. Remplissez partout. Immersion huit mètres. Soyez plutôt lourd.

Ce qui veut dire qu'une fois les ballasts extérieurs remplis, on doit introduire un peu trop d'eau dans les caisses d'assiette (1) afin que le sous-marin soit leste à gagner, d'un coup de ses barres de plongée, les grandes profondeurs : sécurité contre les menaces d'abordage.

Bientôt, sur l'avant l'eau tourbillonne en couvrant le pont qui s'immerge. Dix secondes durant le commandant, la tête hors du kiosque, contemple ardemment l'ennemi. Mais il est temps de clore la dernière ouverture que l'eau affleure. Morillot rabat et assujettit le panneau et, demeurant dans le kiosque, prescrit de tenir la plongée à cinq mètres seulement afin d'utiliser le périscope de nuit, de trois mètres plus court que celui de jour et qui aboutit dans le kiosque et non dans le poste central. Il pointe l'instrument vers l'arrière.

Mieux visibles à présent, les ennemis naviguent en deux groupes, deux lignes parallèles distantes de 5 à 600 mètres l'une de l'autre et rattrapant le *Monge*. Le Dieu des batailles a permis que, sans avoir à manœuvrer, le sous-marin se trouve juste entre les deux lignes. Trois Autrichiens vont passer par tribord et trois par babord. Position idéale pour lancer ses torpilles sur une des lignes... et même sur les deux, si on a le temps... Morillot sourit encore.

Les silhouettes grossissent. Dans le périscope, Morillot croit reconnaître des contre-torpilleurs à quatre cheminées du type *Tatra*. Il va attaquer ceux qui viennent par babord. Leur file est bien formée. L'autre ligne semble légèrement en pagaye, un des bateaux a un peu déboîté en dedans du groupe (2). N'im-

(1) Outre les grands ballasts toujours complètement remplis en plongée, les sous-marins possèdent trois caisses d'assiette avec tube de niveau gradué : une à l'avant, une au milieu et une à l'arrière. En remplissant ou en vidant plus ou moins ces caisses, on combat la tendance que peut avoir le navire à monter ou à descendre et on assure son équilibre longitudinal, autrement dit son assiette.

(2) Voir le croquis page 140. Vu à travers le périscope de nuit pointé sur l'arrière, le croiseur *Helgoland* avait en effet l'aspect d'un torpilleur ayant déboîté de la ligne située à la gauche de l'observateur. En réalité, l'*Helgoland* naviguait

porte... La chance sourit enfin. On va peut-être faire coup double...

Trois minutes à peine ont passé depuis que le *Monge* est en plongée. Écoutez la voix claire de Morillot :

— Desserrez les freins. Attention pour faire feu!

Puis il murmure :

— Sur les trois j'en aurai bien un...

Les freins débloqués, rien ne retient plus les torpilles. Sitôt qu'un déclic rabattra leur levier de prise d'air, elles chargeront à 35 nœuds sur leur proie. L'affaire est sûre. Comment voulez-vous que les veilleurs autrichiens distinguent dans l'obscurité le bout du périscope qui seul émerge?

En bas, tous sentent venir cet ordre de feu qu'ils attendent depuis dix-sept mois.

Lentement le périscope vire une dernière fois pour inspecter l'horizon entier. Puis Morillot ramène l'instrument sur l'arrière, dans la direction de l'ennemi. Oh!... grand Dieu!

A 50 mètres à peine, fonçant droit sur le sous-marin, une masse noire énorme encombre tout le champ du périscope!

— A 20 mètres!... Le plus vite possible!

Trop tard! Les hommes des barres de plongée n'ont pas encore donné un tour de leurs volants de bronze qu'un choc effrayant, coup de bélier d'une masse de 3 500 tonnes lancée à 10 mètres par seconde, bouscule le *Monge*, le couche comme une rafale couche les hautes herbes.

En même temps éclate la clameur métallique des tôles déchirées. Le kiosque est crevé. L'eau s'y rue en cataracte et précipite dans le poste central Morillot, le quartier-maître Beaugrand et le second-maître Messager. Morillot boucle lui-même le panneau de sécurité qui isole le kiosque, puis il ferme les robinets des porte-voix. La trombe d'eau s'arrête. Le kiosque est plein...

Du furieux coup de roulis qui l'a renversé sur tribord le *Monge* se relève, mais c'est pour piquer vers le fond. Un tangage léger a suffi pour faire refluer vers l'avant les tonnes d'eau embarquées par le panneau de sécurité avant sa fermeture. L'inclinaison amorcée augmente. Dans la cale on entend le flux

à mi-distance entre les deux lignes qui l'escortaient et, le *Monge* ayant lui-même manœuvré pour se placer au milieu, l'abordage était inévitable. Sur le croquis le trait vertical, qui coupe en deux l'image vue au périscope, est le fil du réticule qui marque l'axe optique de l'instrument et donne la visée précise.

de nouvelles masses d'eau qui vont ajouter leur charge au poids qui a rompu l'équilibre longitudinal du navire. Écoutez les averses sinistres. Pénétrant par les joints d'un panneau faussé, l'une d'elles inonde les accumulateurs de tribord qui crachent des flammes de courts-circuits. Une autre arrose les moteurs électriques de propulsion par cent rivets guillotinés, par vingt tôles disjointes. Trente secondes après l'abordage, l'angle d'apiquage atteint quarante degrés... et s'accroit encore. Le *Monge* va-t-il couler bas, l'étrave première, vertical, comme un plongeur qui pique une tête?... Morillot reste calme :

— Chassez partout. Les deux moteurs en arrière 400 ampères. Les turbines en marche à la cale.

L'air comprimé siffle en expulsant l'eau des ballasts. Une voix parle à l'arrière :

— Commandant, les plombs du moteur tribord ont sauté. Babord seul est en marche. Les turbines ne partent pas...

— 600 ampères au moteur babord, répond Morillot, impassible.

Mais, deux minutes plus tard, le moteur babord s'éteint à son tour. Morillot interroge le chef de plongée :

— Quelle profondeur, Jaffry?

— Soixante mètres à l'avant, répond le premier-maître électricien, patron du *Monge*, un ancien du bord, un fameux homme. Et le bateau descend toujours.

La coque du sous-marin est calculée pour résister à trente mètres... De tous côtés les tôles gémissent et craquent... Elles sont à leur limite d'élasticité. L'écrasement va suivre... Sous la pression extérieure formidable, les averses crépitent, plus denses.

Le commandant se recueille. Son bateau est hors de combat... Aveugle : l'abordage a brisé ses deux périscopes... Paralysé : l'électricité, sang et nerfs du navire, est défaillante... A bout de souffle : l'air comprimé n'en peut plus, usé d'avoir chassé l'eau des ballasts à grande profondeur... Désarmé : la collision a démoli les torpilles offertes sur le pont à tous les chocs... Là-haut les ennemis attendent, pièces pointées, pour le coup de grâce.

Le *Monge* descend toujours. Seuls les hommes sont intacts, à leurs postes, tendus vers le chef.

— Larguez les plombs.

Une secousse. Les plombs de sécurité sont tombés. Quatre tonnes d'allègement. Mais, délesté surtout vers l'avant, le bateau se cabre et d'un seul coup le torrent d'eau de la cale reflue à l'arrière. Déséquilibré, le *Monge* lève le nez d'un tel angle que les lourds bacs des accumulateurs électriques, arrachant leurs épontilles, tombent les uns sur les autres comme des dominos chavirés et brisent les connexions qui les reliaient. Le courant coupé partout, les lampes s'éteignent.

Déchirant les gorges, des vapeurs de chlore montent de la cale où l'eau de mer entre en conflit avec l'acide que les bacs ont déversé. Dans le noir résonnent la chute et le glissement des objets qui suivent la pente effrayante du navire. Perdant l'équilibre, secoués par les commotions en touchant les tôles chargées d'électricité, les hommes glissent sur le parquet d'acier huileux. Le *Monge* s'incline encore... Puis vient un moment où choses et gens confondus sont entassés à l'arrière en un seul chaos. Les bruits alors s'éteignent...

Allons! Enfants de la Patrie...

La Marseillaise... Par soixante-dix mètres de fond... Dans la nuit... Pour quelle galerie? Qui saura jamais que les gars du *Monge* ont chanté? La tombe d'acier est pleine de leur hymne...

... L'étendard sanglant est levé...

Écoutez. Le commandant parle :

— Pas encore, mes enfants, nous remontons.

Mes enfants... Ces mots-là, Roland Morillot les disait déjà, tendrement, il y a quelques mois, alors que le *Monge* était en quarantaine, attaqué par la méningite cérébro-spinale. Morillot soignait alors lui-même et sauvait ses enfants. Il songeait peut-être à la toute petite qui vient de naître en France et qu'il n'a jamais vue... Regardez-le, cette nuit, penché sur un manomètre de plongée qu'il éclaire avec une lampe de poche, pendant que l'enseigne Appell, aussi calme que son chef, installe l'éclairage de secours, infime veilleuse et lueur d'espoir... Tenez, le bateau se redresse, l'avant doit être en surface. Morillot, qui veut voir et juger, gagne le panneau de la chaufferie, le soulève et reçoit en pleine face, comme un appel de la vie, la caresse humide et fraîche de la mer.

LA TRÈS PURE VERTU MARINE (1)

Des ombres s'agitent sur l'eau. Cinq destroyers ennemis promènent leurs projecteurs sur la mer. Près d'eux, le croiseur *Helgoland* cherche à comprendre. Il a éperonné le sous-marin par hasard, sans l'avoir vu. Et nul ne sait si le navire abordé est ami ou ennemi, mort ou vif...

Un pinceau de lumière s'accroche au *Monge* tout de suite reconnu, tout de suite canonné. Morillot referme le panneau et, tenace, ordonne :

— Aux postes de plongée. Ouvrez les purges.

Une chance de s'échapper et neuf chances de mourir... Les hommes obéissent. Mais un nouveau choc ébranle le *Monge*. Un obus vient de crever la niche du périscope qui fait partie de la coque sous-marine, de la coque résistante, laquelle doit rester intacte sous peine de mort (2) et que déjà l'abordage a terriblement disjointe. Encore une trombe d'eau. Plus de plongée possible. Le bateau coulerait comme un caillou.

— Fermez les purges, ordonne Morillot. Ouvrez les panneaux et évacuez le bord.

Les panneaux?

Faussé par un projectile, celui de la chaufferie ne s'ouvre plus. Celui de la machine est sous l'eau. Celui du kiosque est noyé depuis l'abordage. Seul peut s'ouvrir, tout à fait à l'avant du sous-marin, le panneau des accumulateurs.

Déjà les hommes de l'avant montent sans hâte, un par un, aveuglés sitôt dehors par le coup de massue lumineux des projecteurs. Une bouffée d'air frais descend, comme pour inviter tout l'équipage à quitter bien vite la boîte d'acier.

En bas, l'enseigne Appell est allé sur l'arrière chercher les

(1) « Sa Majesté le Roi, pour honorer l'acte de *très pure vertu marine* de Roland Morillot, a daigné, *proprio motu*, conférer à sa mémoire la médaille d'or de la valeur militaire. » L'ordre du jour qui se termine ainsi est signé par Louis de Savoie, duc des Abruzzes, commandant en chef de la flotte italienne jusqu'au 5 février 1917, date à laquelle il fut forcé de quitter son commandement pour des raisons politiques. Un chef dont toute la marine italienne a pleuré le départ.

(2) La coque des submersibles est double. La coque intérieure, ou coque résistante, en tôle très épaisse, est faite pour supporter les pressions de la plongée. Elle est presque entièrement enveloppée d'une coque extérieure, formée par les ballasts qu'on remplit pour s'immerger et qui, gardant leurs prises d'eau ouvertes en plongée, ne subissent aucune pression et sont construits en tôles minces.

gens des moteurs. Les voici. Traversant le poste central, ils passent devant leur chef qui, longuement, les regarde.

— Venez avec nous, commandant.

— Sauvez-vous, mes enfants, il est temps, répond simplement Morillot.

Des cris sur le pont : « Vive la France ! » C'est la réponse des premiers sortis à la canonnade autrichienne qui cesse, dès que l'ennemi comprend que les Français sont désarmés. En bas, un des hommes se trompe et veut gagner l'arrière sans issue ; Morillot l'arrête par le bras :

— Non, mon petit, pas par là, par le panneau avant Dépêche-toi.

L'homme fait demi-tour. Accoudé maintenant sur la caisse d'assiette du poste central, Morillot regarde tour à tour le grand manomètre de profondeur et la file des gens qui se dirigent vers l'ouverture. Ils auront tous le temps de se sauver, car l'aiguille tourne lentement, très lentement dans le sens de la plongée. Tout va bien. Appell, qui doit sortir l'avant-dernier, est déjà dans l'échelle, persuadé que Roland Morillot le suit.

Roland Morillot est toujours accoudé à la même place...

Plus un bruit sur le pont... Silence lourd... Les gars du *Monge* sont partis, obéissant à l'ordre donné par leur chef. A son tour à présent. On dit : « évacuer le bord » lorsqu'il s'agit de l'équipage... On dit : « abandonner son bâtiment » quand on parle du chef. Ces derniers mots-là sonnent très mal pour certaines consciences infiniment hautes. Pourtant, le commandant du *Monge* peut suivre ses hommes, la tête haute. Son navire est hors de combat. Sous le poids de l'eau qui continue de s'infiltrer par les fissures, il s'enfonce doucement, très doucement.

Trop doucement au gré de Roland Morillot...

L'exaltation de la bataille est la mère de bien des actes héroïques. Mais il est des hommes qui n'ont nul besoin d'exaltation pour nous surpasser tous. Regardez celui-ci : il est calme comme toujours. Deux hommes en ont témoigné.

Écoutez en effet. Du bruit sur l'avant... Le quartier-maître Mahé et le matelot-cuisinier Cochet sont encore là. Attardés à l'extrême pointe, occupés à fermer la prise d'eau d'un ballast restée ouverte par erreur, ils arrivent à l'échelle de sortie et, sur le point de monter, ils tournent la tête, ils voient...

Ils voient Roland Morillot toujours debout près de la caisse d'assiette. Il n'est plus accoudé. Une de ses mains a saisi la vanne de remplissage de cette caisse, laquelle permet d'alourdir le *Monge* de deux tonnes en quelques secondes, si on ouvre en grand le robinet... ou en quelques minutes, si on le décolle simplement pour avoir le temps de se sauver. De l'autre main le commandant fait un geste, signe d'adieu peut-être...

Oui. Signe d'adieu.

Cochet et Mahé sont maintenant sur le pont. Ils cherchent quelque espar pour se soutenir sur l'eau.

Soudain, brutalement, le sous-marin s'abîme sous leurs pieds. La mer aussitôt s'engouffre dans le panneau resté béant.

Roland Morillot a ouvert en grand la vanne de remplissage.

Le *Monge* a disparu. Corps et âme.

L'agonie du *Monge* et le sauvetage de ses hommes par les canots du *Czepel* et du *Balaton* n'a pas duré une heure. Seuls manquent les quartiers-maîtres Goulard et Morel noyés. Les autres vont sans tarder déguster la vengeance.

La division autrichienne n'a pas renoncé à son coup de main. Arrivée au lever du jour devant Durazzo, elle aperçoit les mâtures de quelques bâtiments à l'ancre près de terre. Mais le mouillage est défendu par toute une ligne de pâtés rocheux à l'intérieur de laquelle le croiseur *Helgoland* juge dangereux de se risquer. Il reste au large avec le *Balaton*, pendant que le *Czepel*, le *Lika*, le *Tatra*, et le *Triglav* entrent dans le port et coulent un vapeur du ravitaillement et quelques voiliers. Le tir de deux pièces de campagne interrompt soudain leur travail. Décidément, la baie est malsaine et les quatre destroyers se dirigent vers le chenal de sortie où les projectiles font barrage sur l'eau. Le *Tatra* et le *Czepel* passent quand même et s'en tirent sans dommage, mais les deux autres, voulant éviter les coups, appuient sur la gauche et s'engagent dans un champ de mines récemment mouillé par les Italiens. Le *Lika* heurte une marmite et coule à pic. Une autre mine, explosant sous le *Triglav*, noie un de ses compartiments et met ses machines hors de service.

Le *Tatra* prend alors l'éclopé en remorque et, trouvant suffisante la frottée reçue, tous les Autrichiens cinglent vers Cattaro. Mais la T.S.F. de Durazzo a donné l'alarme et toute la

journée une escadrille de croiseurs légers et de contre-torpilleurs italiens, français et anglais appuient la chasse aux ennemis malheureusement plus rapides, mais bientôt forcés d'abandonner le *Triglav* qui retarde leur fuite. D'une torpille et de quelques obus notre torpilleur d'escadre *Casque* achève l'Autrichien.

Dans la soirée, nos bâtiments ont réussi à refouler l'ennemi vers la côte d'Italie, le mettant ainsi en fort mauvais posture. Mais la division autrichienne est malheureusement encore trop loin de notre escadrille pour que celle-ci puisse tenir le contact à la nuit close. Si bien que l'*Helgoland* et ses trois compagnons arrivent quand même à s'échapper et rentrent à Sebenico, leurs soutes à charbon vides...

La marine autrichienne vient de perdre deux de ses meilleurs destroyers.

Le *Lika* a payé pour le *Monge*, le *Triglav* pour Roland Morillot. Pour Roland Morillot : « pur et noble exemple de bonté, de travail, de courage et de vaillance, tous nous l'aimions, mais combien en mille il savait nous le rendre! De toujours nous en souvenir nous faisons le serment. »

La lettre qui finissait ainsi était signée : « l'Équipage du *Monge* » et envoyée, le 20 février 1916, du camp de prisonniers de Deutsch-Gabel, à la veuve de Roland Morillot. De tels mots écrits par de tels hommes sont le plus précieux des témoignages. Tous ceux qui ont approché ce juste auraient pu les signer. La pure clarté de son âme nous éblouissait tous. La gloire suprême de donner son nom à un navire de combat était due à sa mémoire. Le sous-marin allemand *UB-26*, capturé tout vivant par le torpilleur *Trombe* en rade du Havre, le 5 avril 1916, a été rebaptisé *Roland-Morillot*. Mais, succombant à l'usure qui dévore si vite les sous-marins, le *Roland-Morillot* a été rayé de la liste de la flotte, il y a trois ans. Depuis lors, bien des sous-marins nouveaux sont entrés en service. Aucun d'eux n'a reçu le nom qu'on aurait dû inscrire à la poupe du plus grand, du plus beau, du plus fort.

La marine française tout entière attend.

PAUL CHACK.

LA NOUVELLE ÉDUCATION SENTIMENTALE

CINQUIÈME PARTIE (1)

MA BELLE ANNÉE DE RHÉTORIQUE

Ce grand chagrin ne dura pas. Une semaine plus tard, je revenais au lycée, j'entrais en rhétorique : une vie nouvelle commençait pour moi, celle de la préparation intense et continue aux concours et aux examens. Cela devenait sérieux et je ne saurais trop le redire, presque tragique pour moi. Le baccalauréat que je devais passer à la fin de l'année prenait une importance capitale, puisque mon avenir, peut-être ma vie en dépendaient. J'entrevoyais même, d'après certains propos, certaines allusions des miens, que ce n'était pas seulement ma vie qui était en jeu, et que, bientôt, j'aurais charge d'âmes. Devant ces graves soucis, mes imaginations et mes agitations romanesques de l'année précédente, mes vaines sentimentalités passaient à l'arrière-plan. J'avais complètement oublié l'aventure de Chaumont.

Maintenant, c'était fini ! Le Jardin du Rêve m'était défendu. Toutes les portes closes. J'allais devenir presque exclusivement une machine à triturer des matières scolaires. Les rares plaisirs que je prendrais à côté, j'en aurais des remords presque comme d'une mauvaise action. Désormais, je ne pourrais plus être *moi*. J'allais contredire violemment ma vraie nature, tourner le dos à ma véritable voie. Je ne pourrais plus rêver,

Copyright by Louis Bertrand, 1928.

(1) Voyez la *Revue* des 15 décembre 1927, 1er et 15 janvier, 1er février.

écrire des vers, perdre du temps! Non! plus de loisirs! jamais plus je ne connaîtrais le loisir! Je ne pourrais même plus lire pour la seule beauté et pour ma seule délectation. Sans cesse il me faudrait penser à autre chose qu'à ma lecture, à quelque chose d'ennuyeux ou d'angoissant et aussi penser aux autres... Mais, du coup, je sentis que mes vieux instincts de domination allaient rebondir. Cela semble contradictoire que le même homme ait le goût du rêve et de la contemplation, et, tout ensemble, l'ambition de dominer, c'est-à-dire, en somme, le besoin d'agir. Et pourtant, cela se rencontre assez fréquemment. Ces instincts opposés et coexistants s'arrangent comme ils peuvent. D'ailleurs, dominer, c'est encore une façon d'être solitaire, et je m'aperçois, en y réfléchissant, que la plupart des grands contemplatifs ont eu des âmes agissantes.

Mais voilà des mots bien présomptueux pour un petit lycéen qui ne vise qu'à être le premier de sa classe. Je savais, en tout cas, que, désormais, je pouvais me permettre de telles ambitions. Ma classe de seconde ne s'était pas aussi brillamment achevée qu'on aurait pu l'espérer, parce que je m'étais livré à toute espèce de vagabondages. Mais je sentais que la rhétorique allait décidément me donner l'avantage; et, pendant les vacances, aiguillonné par les leçons et les exhortations de mes parents, je m'étais livré à un labeur frénétique pour compenser mes orgies de lectures et mes débauches de poésie. D'avance, j'avais dévoré tous les manuels du baccalauréat. J'étais la machine sous pression. Je ne demandais qu'à faire du cent à l'heure...

J'eus la chance de tomber sur un professeur de rhétorique, qui, de tout son zèle, favorisa et stimula encore cette belle ardeur. C'était le fils du vieux Riquet, mon ancien maître de quatrième. Lui aussi, irrévérencieusement, nous l'appelions Riquet comme son père. De son vrai nom, il s'appelait Pol Marchal. Maintenant qu'il est mort, je tiens à le nommer, parce que je lui garde une reconnaissance qui n'a fait que s'accroître avec les années. En outre, je le considère comme un type à peu près disparu, non pas seulement à cause de son honnêteté et de sa dignité professionnelles, — j'imagine que ces qualités-là sont toujours universitaires, — mais à cause de l'idée très haute qu'il se formait de ses fonctions.

Je revois sa bonne figure rose et toute ronde, un peu joufflue,

sa chevelure abondante et légèrement bouclée. En y regardant de près, je découvre qu'il ressemblait assez au roi des Belges, à Sa Majesté Albert Ier, en sa prime jeunesse. Ces Marchal devaient être originaires de Belgique, — des Ardennes belges. Certains propos de mon professeur, dont je me souviens maintenant, tendraient à me le faire croire. Il portait d'ailleurs dans son esprit, comme dans les traits de sa figure, la marque du génie belge : certaines qualités et certains défauts qui se retrouvent plus ou moins chez nous autres, Lorrains de Basse-Lorraine. Beaucoup de sérieux, une grande bonhomie, et, avec cela, un penchant à la gouaillerie qui ne va pas sans un peu de lourdeur. Les gens de Namur et de Liége sont nos cousins germains. Cet homme sérieux était un de nos glorieux anciens. Élève du lycée de Bar, il avait, en 1867, remporté le prix d'honneur de rhétorique, prix de discours latin, au Concours général. Ainsi, une année, il avait été le premier rhétoricien de France. Sa photographie ornait les murs du parloir, à côté d'une inscription en lettres d'or, qui commémorait ce triomphe : « Prix de l'Empereur ! » Quel éblouissement pour moi, quand je contemplais ce trophée ! Et nous savions que ce lauréat littéraire était aussi un scientifique des plus brillants. Il avait été reçu dans un bon rang à Polytechnique. Mais, mécontent de ne pas figurer dans les tout premiers, il s'était rejeté sur les lettres. Reçu finalement à Normale, il en était sorti avec le titre d'agrégé de grammaire. Sa mémoire passait pour prodigieuse.

Tant de supériorités, surtout ce cumul de titres scientifiques et littéraires, nous inspiraient beaucoup de considération pour sa personne. Nous savions en outre qu'il avait du bien. D'abord sa maison de l'Acropole, comme disait son père, ce vieux logis familial bâti sur les anciens remparts de la ville et d'où l'on avait une si belle vue sur Bar, ses collines et ses forêts. Avec cela, un jardin sur la route de Véel, le jardin où le vieux Riquet passait ses jeudis et ses dimanches et où je me l'imaginais échenillant ses rosiers et recueillant le miel de ses abeilles. Ce professeur était à l'aise : il avait un joli cabinet de travail, une bibliothèque, des livres aux reliures soignées. Et nous lui savions gré de rester avec nous, dans sa petite ville, dans la maison où il avait fait ses études, sans nulle ambition de carrière, alors que ses diplômes et ses succès d'autrefois

auraient pu le désigner pour un grand lycée de province ou même de Paris. C'était une chose entendue! Nul n'ignorait que Pol Marchal finirait ses jours à Bar-le-Duc, dans sa chaire de rhétorique.

Comment s'était-il résigné à ce sort médiocre? Je crois qu'au fond, c'était un timide et un modeste. Mais je crois aussi que, tout d'abord, à sa sortie de Normale, il avait cédé à des considérations qui n'étaient ni tout à fait timides ni tout à fait modestes. C'était le brillant sujet. Il revenait, couvert de gloire et de parchemins, dans sa ville natale. Il se disait sans doute qu'il serait le grand homme de Bar-le-Duc, où les siens, d'ailleurs, étaient considérés, établis, où enfin il avait pignon sur rue. Fils de professeur, il ferait, à son tour, souche d'universitaires. Il fonderait ou il continuerait une dynastie, analogue aux dynasties parlementaires du vieux temps. Il serait le « notable » tel que Renan a essayé de le définir dans sa *Réforme intellectuelle et morale*, le bourgeois moyen et cultivé, fonctionnaire ou non, muni d'expérience, de savoir et de prud'hommie, qui a voix consultative et prépondérante dans les conseils de la cité ou les assemblées du canton... Oui! je crois bien que cet honnête idéal avait attiré ce normalien, à sa sortie de l'École. Mais il lui fallut bien vite en découdre. Il avait compté sans la malignité provinciale, la défiance jalouse des gens de petite ville à l'égard de tout ce qui dépasse le niveau commun et les mesquines intrigues des bas politiqueurs de municipe. La franc-maçonnerie, dès qu'elle l'avait pu, s'était empressée d'installer partout ses créatures. Une atmosphère de suspicion environnait les Marchal, père et fils, qui passaient pour cléricaux. Au lycée, notre proviseur, l'inconsistant Bergerot, subissait l'influence et la surveillance du maire franc-maçon, de sorte que, même dans les réunions de professeurs, Pol Marchal n'avait aucune autorité : toute initiative et toute considération appartenaient à de plats domestiques des Loges.

Alors il se renferma dans ses fonctions, qu'il se mit à chérir d'un amour exclusif. Toute sa vie, il serait professeur de rhétorique : ce qui est, en somme, un assez beau destin pour un simple agrégé de grammaire. Il représenterait les lettres, l'intelligence, la haute culture parmi ses Béotiens de compatriotes. Le professorat serait pour lui plus qu'une magistrature :

un véritable sacerdoce. Normalien, il formerait à son tour d'autres normaliens, à l'exemple de nos curés lorrains de ce temps-là, qui, pour payer leur dette au séminaire qui les avait élevés, éduquaient à leurs frais de futurs séminaristes. Lui aussi, il transmettrait le flambeau...

C'est ainsi qu'il s'occupa de moi avec une sorte de dilection apostolique. Foin du baccalauréat ! Ce n'était qu'une misère. J'y arriverais presque sans y penser, en vertu de la force acquise. Ce qu'il fallait, c'était arriver à Normale, — à Normale supérieure ! Et surtout remporter le prix d'honneur au concours général ! Lui, il avait eu le prix de l'Empereur, le prix de discours latin, — moi j'aurais le prix du Président de la République, le prix de discours français : c'était moins beau sans doute, mais encore très bien ! Et, vers ce double mât de cocagne, nous nous mîmes en marche l'un et l'autre avec intrépidité !

***

Je devins son élève favori, — je puis dire son unique élève. Car il faisait la classe uniquement pour moi, pour le lauréat du grand concours et pour le normalien que, par ses soins, je devais être. Il s'agissait de démontrer aux collègues qui le jalousaient, qui même menaçaient de lui ravir sa chaire, qu'un agrégé de grammaire peut faire un professeur de rhétorique à la hauteur de toutes les tâches. Pour moi, j'étais extrêmement flatté d'inspirer une telle confiance à mon professeur. Sachant ma nervosité, mon inaptitude à préparer un concours, j'avais peur de ne pouvoir la justifier. Mais je lui rendais en affection tout ce qu'il me donnait de sollicitude. Je l'aimais. Je l'aimais plus profondément que je n'avais aimé M. Brun, mon professeur de troisième et de seconde : il me paraissait plus solide et plus sérieux. Et toutefois, il ne me semblait pas un guide très sûr. Littérairement, je suspectais son goût. Même comme préparateur purement scolaire, sa direction m'inspirait des doutes. Sa manière était-elle la bonne, du moins au point de vue pédagogique ? Quant à moi, je la trouvais excellente. Mais pour les concours, était-ce le bon chemin ?... Sous prétexte de me mettre en avance sur mes futurs concurrents, il me dictait, — il dictait à toute la classe, — ses cours de l'École normale : ce qui était prématuré, ce qui sup-

posait une culture que je n'avais pas encore. Surtout, c'était beaucoup trop fort pour la majorité de mes condisciples.

Dès cette époque, je fus donc initié au fameux cours de littérature française de M. de La Coulonche. Pour la littérature latine, c'était celui de Gaston Boissier. Pour le grec, c'était M. Weil. L'histoire des antiquités classiques, la philologie et l'archéologie allemandes m'étaient révélées. J'appris à révérer les noms et les théories des Niebuhr et des Mommsen, des Ottfried Müller et des Otto Ribbeck. Ces aperçus sur l'histoire et la psychologie des peuples anciens, sur l'art aussi et même sur la géographie de ces pays enchantés, m'excitaient l'imagination, m'amusaient l'esprit, mais sans le fixer : trop de choses échappaient alors à mes prises et restaient lettre morte pour moi. Je me souviens : de tout un cours sur Pascal, — le cours de M. de La Coulonche, — il ne me resta que cette phrase : « M. Pascal, le père, s'étant démis la cuisse, fut soigné par des médecins jansénistes... » Sans la cuisse de M. Pascal, le père, j'eusse tout oublié. Mais avec mes habitudes d'imaginatif, je me représentai tout de suite, dans les vieilles rues gothiques de Rouen, par un sévère matin de verglas, M. Pascal, le père, chaussé de fortes galoches et s'étalant de tout son long sur le caniveau gelé... De même pour le cours de Boissier Je n'en retins que l'inscription, en magnifiques capitales et en latin archaïque, du tombeau de Scipion Barbatus. Sur le tableau noir, notre professeur, étant descendu de sa chaire, nous dessina pompeusement ce tombeau, qui me parut, à la vérité, assez mesquin, mais dont l'inscription, — il nous avait avertis qu'elle était en lettres rouges, peintes au minium, — me parut éblouissante et admirable... Puérilités que je ne noterais pas, si elles ne décelaient déjà ma tendance à me laisser accrocher par le détail pittoresque des choses.

Cet enseignement, un peu livresque, ne me pénétrait que très superficiellement. Le bénéfice intellectuel en était à peu près nul pour moi. Les explications d'auteurs, qui auraient dû en faire la partie la plus substantielle, ne m'apprenaient guère davantage : l'âme m'en demeurait impénétrable. Je me demande même si notre maître, cet ancien prix d'honneur du concours général, savait bien le latin, ce qui s'appelle savoir le latin ? Avec de la mémoire, on peut écrire une harangue des plus brillantes. Connaître la langue avec précision, dans ses

particularités et dans ses nuances, est une autre affaire. Je me doutais bien aussi qu'il savait très mal le grec. Mais tout cela ne m'intéressait que médiocrement. (Aveuglement funeste chez un futur candidat à Normale supérieure !) Ce qui, pour moi, était vivant dans tout ce fatras de choses mortes, ce qui me passionnait à peu près exclusivement, c'était le discours français, qui jouissait encore d'un très grand prestige et auquel mon maître Marchal m'entraînait de toute son ardeur, en vue du concours général.

Pour exciter mon émulation, il me citait en exemple notre grand ancien, Raymond Poincaré, qui avait remporté le prix de discours français et élevé cet exercice à une hauteur voisine de la perfection. Mon professeur lui-même y excellait. Seulement, il le concevait à l'ancienne mode. Il nous donnait une « matière » divisée en trois ou quatre paragraphes, — trois était la bonne mesure, — avec un exorde et une péroraison. Et, sur ce canevas, il s'agissait de faire parler n'importe qui à propos de n'importe quoi, Cincinnatus ou saint Bernard, Socrate ou le bonhomme Franklin, le tout en phrases oratoires et en idées générales. Ce que l'on disait n'importait guère : l'essentiel était de parler, de *développer* comme on disait... Je développais avec fureur, je déversais dans ces élucubrations tout le butin verbal que j'avais amassé au cours de mes lectures. Les tirades romantiques dont j'étais ivre, y trouvaient un excellent emploi. Mon professeur se montrait ravi! Quelquefois, dans son admiration, ou son indulgence, pour ces réussites d'écolier, il décrétait que mon discours était digne d'être inscrit au cahier d'honneur... Ce cahier d'honneur, c'était un gros volume relié en maroquin et doré sur tranche, que l'on conservait, comme une arche sainte, dans le cabinet du proviseur. Un garçon vous l'apportait en étude, d'un air pénétré et respectueux. Coup de théâtre! véritable événement! Et là, sous les yeux envieux ou narquois des camarades, on recopiait sa prose, d'une main que l'émotion faisait trembler...

On a critiqué fort justement ces exercices de la vieille rhétorique et je souscris, en général, à ces critiques. Pourtant il est incontestable qu'ils développaient en nous deux facultés précieuses : celle de l'analyse et celle de la composition. Dans ces exercices d'écolier, héritage de l'antique culture gréco-latine, Nietzsche reconnaissait l'indice d'une civilisation aris-

tocratique. Cela nous apprenait à voir clair dans notre pensée et à la mettre en ordre. Et, par une transition insensible, cela nous apprenait à la critiquer et à la dominer. Le barbare ne domine pas plus sa pensée que ses sensations et il en est ébloui, sinon aveuglé... Et pourtant il est trop certain aussi que ces amplifications oratoires gonflées de venteux lieux-communs, auraient eu grand besoin d'une nourriture plus substantielle. Et, puisque nous faisions parler des personnages historiques, il semble que nous eussions dû mieux connaître l'histoire L'histoire est un trésor inexploité de psychologies inconnues : psychologie des peuples, psychologie des foules, psychologie des grands individus. On a prétendu, ces derniers temps, renouveler et élargir le domaine psychologique du romancier : on s'est borné, la plupart du temps, à y introduire la pathologie ou la nosographie. Or, l'histoire, sans sortir de l'humanité normale, offre des documents infiniment plus riches et plus variés que ceux de la médecine ou de la criminologie et qui, joints aux données de l'ethnographie, pourraient rafraîchir et revivifier réellement notre conception de l'âme humaine. En particulier, la psychologie des âmes héroïques, — jusqu'ici déshonorée et rapetissée par des monographies à prétentions médicales ou scientifiques, — pourrait nous ouvrir d'autres horizons que celle de l'idiot, de l'aboulique, du dégénéré, ou du barbare, chers aux imitateurs de Dostoïevsky...

Je me hâte de reconnaître qu'un tel enseignement eût été à peu près perdu pour des lycéens de seize ans. Pourtant j'aurais aimé qu'on nous y acheminât, qu'on m'indiquât au moins des lectures vraiment nourrissantes, proportionnées à mon âge et à mon degré de culture. Notre maître Marchal me laissait aller à ma guise. Peut-être que c'était plus sage. Il est si difficile de diriger les lectures d'un enfant ou d'un adolescent! J'avoue que, pour ma part, je n'étais pas commode à conseiller. Je prétendais chercher moi-même et trouver ma pâture. Encore aurait-il fallu avoir des livres sous la main. J'ai déjà dit la pénurie de nos bibliothèques de quartier. Je savais la nôtre par cœur. J'avais pressé jusqu'à l'écorce les *Lundis* de Sainte-Beuve. Que lire, dorénavant?... Les seules lectures nouvelles que j'aie pu faire pendant cette année de rhétorique, ç'a été *les Deux Masques* de Paul de Saint-Victor et, sauf erreur, une étude du vieil Émile Deschanel sur *les Oiseaux* d'Aristophane.

Le premier de ces ouvrages était une acquisition récente de notre bibliothèque sur la recommandation de mon professeur Marchal, — et l'autre volume m'avait été prêté par un petit pion à prétentions littéraires, — un petit pion qui, je m'en souviens, se piquait de ressembler à François Ier et qui me voulait du bien. La fantaisie d'Aristophane me fut un éblouissement, comme la révélation du théâtre antique par Paul de Saint-Victor. Le goût et l'érudition de cet admirateur fanatique de Victor Hugo étaient-ils toujours très sûrs? Je ne m'en inquiétai point. Mais j'ai gardé une reconnaissance à ce brillant écrivain d'avoir excité ma curiosité autour des tragiques grecs et même, dans une très large mesure, de m'en avoir facilité l'intelligence.

*
* *

En dehors du discours français et des exercices oratoires de la classe, j'étais donc entièrement livré à moi-même. Je ne recevais d'autre éducation que celle que je me donnais ou que m'imposait mon milieu. Mon maître Marchal me disait bien : « Lisez vos auteurs! Apprenez-les par cœur! Meublez votre mémoire! » Je n'avais qu'un goût modéré pour ce mobilier. Corneille et Racine me laissaient toujours froid. Et ce qui contribuait encore à me refroidir pour eux, c'étaient les dénigrements d'un certain Paul Albert, auteur d'une *Littérature française au XVIIe siècle*, qui n'était qu'une longue diatribe contre le grand siècle et le grand Roi : livre de sectaire, que j'ai pourtant lu avec délices, parce que ce sectarisme flattait tous mes mauvais instincts juvéniles.

Ce fut sans doute pour cette raison que je m'emballai sur les *Provinciales*. Je doute fort que les plaisanteries de Pascal sur les jésuites et même ses indignations contre leur casuistique m'eussent beaucoup amusé ou beaucoup ému, si la contagion anticléricale de l'époque ne m'eût gagné, comme la plupart de mes camarades. C'était le moment où l'on ne parlait que des lois scolaires, de l'article 7 et de l'expulsion de ces mêmes Révérends pères si malmenés par Pascal. Cet illustre janséniste et son pamphlet redevenaient d'actualité. On nous avait mis entre les mains une édition de son livre préfacée par Paul Bert. C'est par ce politicien que je fus introduit à la connaissance de Pascal. Pour les *Pensées*,

nous avions l'édition d'Ernest Havet, conçue dans un esprit non moins fougueusement anticatholique.

Comment un pauvre gamin de mon âge aurait-il pu résister à de telles influences, d'autant plus qu'elles s'accordaient à merveille avec tout ce qui bouillonnait et s'émancipait en moi de bas instincts? Ces prédications de haine, tout en me blessant parfois au plus profond de mon être, réjouissaient mes oreilles. Cyniquement, on nous endoctrinait. Les livres que j'ai cités le prouvent, sans parler des propos que se permettaient certains de nos maîtres, ni de l'exemple qu'ils nous donnaient. Plus ou moins ouvertement, on nous prêchait une doctrine d'État. Les mêmes personnes qui, sous le second Empire, avaient flétri le cousinisme, qualifié par elles de philosophie d'État, ne se gênaient pas pour nous imposer à leur tour une idéologie officielle. Non seulement le sentiment religieux était atteint, mais le sens national se faussait. On nous conduisait à nier et à détester à peu près tout le passé de la France. Quand je songe que je n'ai eu, pour apprendre l'histoire de mon pays, que les tomes indigestes d'un Henri Martin! En cette année de rhétorique, je lus les deux ou trois volumes qu'il a consacrés au XVII^e^ siècle et au règne de Louis XIV. Les persécutions contre les protestants y tiennent une place démesurée, et tout y est arrangé pour mettre le lecteur dans un état violent et le surexciter contre les persécuteurs... Ah! comme j'étais de cœur avec les victimes! Je jetais feu et flamme contre Louvois, Louis XIV, M^me^ de Maintenon, Bossuet lui-même, présentés comme les auteurs responsables de ces atrocités. La matérialité des faits n'est pas contestable. Mais trop de choses me manquaient pour pouvoir les critiquer. On m'avait mis préalablement en état d'hypnose. Sans défense ni réaction possible, j'étais livré à la suggestion.

Laissons de côté ces persécutions religieuses, — lesquelles sont à jamais déplorables, — et raisonnons d'une façon générale : c'est une chose stupéfiante que, dans l'Université et même dans l'enseignement libre (par affectation de largeur d'esprit ou simplement par ignorance), notre histoire nationale ait pu ainsi être sabotée et faussée au bénéfice de quelques minorités sectaires!

Évidemment, nous autres écoliers de ces sinistres années quatre-vingt, nous étions les complices bénévoles de ces men-

songes. Saint Augustin, dans ses *Confessions*, nous raconte qu'étant étudiant à Carthage, il s'était fourvoyé dans une bande de garnements qui s'intitulaient eux-mêmes les « Démolisseurs » Nous aussi nous nous joignions aux démolisseurs, nous culbutions avec joie tout ce qui semblait devoir nous gêner C'est seulement bien longtemps après que quelques-uns d'entre nous se sont aperçus que nos dirigeants et nos maîtres avaient abusé de notre candeur et de notre ignorance, pour détruire en nous le passé tout entier, tout ce que nos pères avaient aimé, honoré et vénéré. Sans doute nos pères ont pu se tromper et tout n'est pas bon dans leur héritage. Et, d'autre part, il est puéril de se les imaginer comme des citoyens et des Français exemplaires, pleins d'amour pour leurs princes et de respect pour la religion : l'esprit révolutionnaire, anticlérical et antireligieux est de tous les temps. Mais, dans le legs confus du passé, il y a une tradition, obstinément et continûment suivie, qui a fait la force et la grandeur de notre pays. Cette tradition vitale, nos maîtres et nos dirigeants, — c'est une justice à leur rendre, — n'ont rien épargné pour la tuer en nous.

* * *

Un mauvais vent soufflait du dehors. Nous en étions touchés autant que des contagions du dedans. En cette année 1882, l'assaut démagogique et anticlérical était arrivé à son paroxysme. Des campagnes de presse, des conférences et des manifestations publiques entretenaient et surexcitaient l'agitation. En étude, *la Lanterne de Boquillon* continuait à circuler. Mon ami Legay s'en délectait. A ces causes de démoralisation s'ajoutait l'influence des romans naturalistes. *Nana* venait d'obtenir un succès de librairie sans précédent.

Je me souviens que, cette année-là, nous assistâmes a une conférence donnée à l'Orangerie du Parc par un certain Marius Topin, dont le nom seul est tout un programme. Terrorisé par les Loges, le proviseur Bergerot nous mobilisa et, en rangs, militairement, nous conduisit lui-même à cette réunion démocratique. Nous trouvâmes là nos pions, qui, pour la plupart, étaient fanatisés, et bon nombre de nos professeurs. (Toutefois, je n'y aperçus point mon maître Marchal.) Il y avait aussi les fonctionnaires de la ville et tous les instituteurs de la

région, inspecteur d'académie en tête : tout ce monde en service commandé, les uns venus bénévolement et même avec enthousiasme, les autres non sans renâcler et se faire tirer l'oreille : j'entendis de vieux instituteurs qui n'étaient pas contents. Ces résistances isolées se perdirent dans l'approbation et l'admiration unanimes. Ce fut un triomphe. Pendant deux heures d'horloge, l'orateur « mangea du curé » et, pour finir, par un trait de suprême habileté et d'ingénieuse hypocrisie, il glorifia, il magnifia le curé de campagne d'après le *Jocelyn* de Lamartine. Il en cita même quelques vers dans sa péroraison

Cette citation poétique emporta mes derniers scrupules J'avoue que je battis des mains, — et frénétiquement, — avec tout l'auditoire et que je revins émerveillé de cet étonnant conférencier... A seize ans, comment résister à de tels entraînements? Il suffit qu'on entende vibrer certains mots : justice, amour, liberté... Pour ces mots sonores, instantanément, on est prêt à tout casser.

C'était d'autant plus lamentable que nulle parole autorisée ne contrebalançait, pour moi, ces funestes enseignements. Il me semble, d'ailleurs, qu'à cette époque, les catholiques réagissaient très faiblement contre l'attaque. Ils n'étaient ni préparés ni armés pour cela. Reconnaissons-le franchement : le prestige intellectuel était ailleurs. Par excès de confiance et aussi, par un imprudent dédain, sinon des choses de l'esprit, du moins des lettres et des sciences laïques, ils avaient laissé ce prestige leur échapper. Et nous autres jeunes gens, nous courions naturellement à ce qui brillait, à ce qui flattait notre jeunesse et qui ne pouvait être, pour nous, que la vérité. Nul secours à attendre du représentant officiel de la religion dans notre lycée : l'aumônier, le bon abbé Hubin, enseveli dans ses études d'exégèse, continuait à disserter sur les preuves intrinsèques de l'authenticité des Évangiles et à nous citer Sérapion d'Antioche ou Flavius Josèphe, en son traité *Contra Apionem*, — morne érudition sans chaleur ni accent persuasif.

Même dans nos familles, nous ne trouvions pas toujours une aide suffisante contre la propagande antireligieuse. La plupart de nos parents distinguaient entre la religion et le cléricalisme. Du moment qu'il ne s'agissait que de cléricalisme, on jugeait inutile de partir en guerre pour le défendre, et même on approuvait communément la politique gouver-

nementale contre les jésuites. Chez mes parents et chez tous les miens, pourtant si profondément religieux, je constatais cet état d'esprit : sauf mon père, qui avait pour amis tous les curés du canton, ses anciens condisciples au petit séminaire, on avait coutume, dans ma famille, de tenir les prêtres à l'écart. On considérait cela comme une règle de prudence élémentaire, surtout dans les campagnes, et, en général, on n'attendait rien de bon de messieurs les curés.

* * *

Il est trop sûr que, dès ce moment, la conscience religieuse était perdue chez moi. J'étais complètement *détourné*. L'éducation que l'on me donnait, ou qu'on me laissait me donner, surexcitait toutes mes concupiscences, celles des yeux et celles des sens, mais surtout l'orgueil de l'esprit. J'étais dans une ivresse de primaire. Avec le peu d'histoire que je connaissais, — et quelle histoire ! celle des manuels scolaires ou des historiens partiaux du XIX^e^ siècle, — je me croyais le droit de juger le passé. Et, parce que j'avais lu en tête des *Provinciales* une préface de politicien sectaire, je m'imaginais savoir le fort et le faible de la religion.

Et puis enfin je triomphais. J'étais le premier de la classe. L'avenir, je n'en doutais plus. Mes devoirs figuraient au cahier d'honneur et je n'étais pas loin de me persuader qu'ils passeraient à la postérité. Le samedi matin, quand le proviseur et le censeur faisaient en classe une entrée solennelle pour la lecture des places, un grand battement de cœur me prenait. Je défaillais d'angoisse et en même temps, d'un espoir obscur et tenace. Enfin, M. Bergerot, ayant rassujetti son binocle, commençait à lire :

— Premier, Perbal !

Un coup au cœur plus violent que les autres ! J'avais à peine la force de me lever, selon le cérémonial d'usage. Comme ceux de Phèdre, « mes genoux tremblants se dérobaient sous moi ». Et puis, tout de suite, le choc en retour. Une suffusion de joie qui, pendant une demi-minute, me submergeait. Il y avait une telle disproportion entre la violence de mon trouble et de mes sentiments et l'humble réalité, que je ne puis me l'expliquer, encore une fois, que par cet instinct divinatoire si fort chez les enfants. Au fond, ces instants d'inquiétude

affreuse et d'exaltation intense n'étaient que la préfiguration des minutes tragiques ou heureuses de ma vie. Je les vivais déjà dans toute leur bouleversante réalité : le futur, comme le passé, n'est qu'un voile illusoire. De loin, on sent venir la fête ou les funérailles. Je suis sûr que Napoléon, à la veille de son couronnement, ne fut pas plus ému que jadis, petit élève, sur les bancs de Brienne, lorsqu'il attendait de savoir sa place en mathématiques... Mais ma joie était de courte durée. Par discipline, habitude acquise de modestie chrétienne, je rentrais bien vite dans le rang. Et, d'ailleurs, on ne me laissait pas jouir longtemps de mon bonheur. Le proviseur et le censeur me manifestaient par leurs propos ou leurs allusions qu'ils faisaient peu de cas de mes succès. Ils m'en voulaient de ne pas réaliser leur idéal du bon élève. Mon indépendance de caractère, mes tendances à l'indiscipline, dissimulées sous un extérieur de parfaite soumission, ne pouvaient que les indisposer contre moi. Enfin, à leurs yeux, je n'étais pas ce qui s'appelle un élève intelligent. Ils disaient : « C'est un bûcheur »! opinion qui était partagée par mes maîtres d'étude. Et j'avoue que les apparences semblaient leur donner raison. Il y avait toute une partie des programmes qui m'inspirait une sainte horreur : les mathématiques, les sciences en général, et aussi l'histoire telle qu'on nous l'enseignait alors. Convaincu qu'il fallait néanmoins absorber tout cela, sous peine de mort (car enfin l'échec à un examen mettait en péril jusqu'à ma vie matérielle) j'étais obligé de fournir un effort prodigieux pour vaincre mes répugnances. C'est ainsi que, pendant les plus belles années de ma vie, je me suis condamné désespérément à d'odieuses besognes qui risquaient de m'abrutir à tout jamais. J'étais l'esclave à la meule. Et quant à celles de mes études qui me plaisaient, je m'y donnais d'un tel cœur que plus rien d'autre n'existait pour moi. Un discours français était, dans mon idée, une très importante affaire, que je prenais très au sérieux et à quoi je me livrais tout entier. Faire parler Dante, ou Christophe Colomb, ou Michel-Ange Buonarotti, quel honneur pour moi, quelle entreprise glorieuse! Je m'y entraînais par de longues et enthousiastes lectures, par des méditations qui me mettaient dans un état réellement lyrique. On ne se prépare pas avec plus de ferveur à l'approche d'un sacrement. Le pion, me voyant ainsi absorbé et comme perdu dans une exaltation

qu'il était incapable de deviner ou même de comprendre, disait comme tout le monde : « C'est un bûcheur ! »

A quelque temps de là, je passai par les mains du coiffeur de l'établissement, le célèbre père Goudon, de qui la longue silhouette osseuse est facilement reconnaissable en maints romans d'André Theuriet. Cet artiste capillaire se piquait d'être très fort en cranioscopie. Je ne sais quelle bosse il découvrit sur mon crâne en m'administrant une friction, mais le fait est qu'il me prophétisa les plus éclatants succès. J'en conclus que je serais reçu au baccalauréat et qui sait ?... peut-être même, plus tard, à Normale supérieure !... De sorte que ce dernier trimestre s'acheva, pour moi, dans une douce atmosphère d'optimisme et dans une vague rumeur de gloire, annonciatrice de la distribution des prix.

* * *

La prédiction du père Goudon se réalisa. Je fus reçu demi-bachelier, et couvert de couronnes en papier doré ! Parmi mes livres de prix, il y avait une charmante édition de Racine, en cinq volumes, de chez Lemerre, avec une très jolie préface d'Anatole France : c'est le plus aimable cadeau que m'ait jamais fait l'Université. Enfin, je fus embrassé autant qu'on peut l'être par ces messieurs de la Préfecture et, — grand honneur pour moi ! — par l'un des frères Develle, député de l'arrondissement, et qui même devait être déjà ministre, — au moins ministre des Postes et Télégraphes, pour commencer... Ainsi, je retournai dans ma famille assez content de moi.

Il n'y avait pas de quoi. Si j'eusse fait avec sévérité mon examen de conscience, — si j'eusse été capable de le faire alors, — je n'aurais certainement pas été très fier. Je venais de terminer, comme on disait en ce temps-là, mes « humanités ». Quel était donc le bilan de mes humanités ? Qu'est-ce que j'étais devenu après ces quatre années d'internat ?

Physiquement, je restais toujours fort gringalet. Le régime anémiant du lycée ne me réussissait pas. Au moral, je ne valais guère mieux. En moi, les grandes sources étaient taries, celles de l'émotion lyrique, comme celles de l'émotion religieuse. Toutes mes communications étaient coupées avec le plan surnaturel, et dans l'ordre purement littéraire et imaginatif, comme dans ma vie quotidienne, mon penchant au rêve

et à la contemplation s'affaiblissait de plus en plus. Je m'enfonçais dans le monde opaque des sens et de la sensation et, par l'abus de la rhétorique, j'en arrivais à me payer de phrases sonores et à m'éblouir de mots brillants. Je commençais à me défier de l'enthousiasme comme du lyrisme. J'entendais répéter autour de moi qu'il n'y avait de sérieux et de vraiment estimable que la critique. Au nouvel an de 1882, — anniversaire de la naissance de Victor Hugo, — mon maître Marchal nous lut en classe un à-propos, composé par « monsieur Renan », à la louange du patriarche de la poésie. Et la conclusion de cette lecture, ce fut qu'un grand critique est fort supérieur à un grand poète, et que la belle prose l'emporte par la profondeur de la pensée, et quelquefois par le rythme, sur les plus beaux vers. Aussi je n'en écrivais plus guère, peut-être parce que j'avais conscience de mon infériorité poétique, et que je sentais l'instrument rebelle sous mes doigts. Intellectuellement, j'avais joui d'une extrême liberté, et c'est ce que j'ai toujours aimé dans l'Université de mon temps : cette parfaite indépendance de l'esprit. Mais elle allait jusqu'à l'anarchie. Aucune direction, aucune action sur moi. Ces classiques, dont on me rebattait les oreilles, je ne les comprenais toujours pas. En réalité, je ne savais ni grec ni latin, ces deux langues mortes ne m'ayant jamais été enseignées méthodiquement. Ce que j'en savais était pur psittacisme, et j'allais assez prochainement en faire la douloureuse découverte.

Avec cela, nulle idée élevée : on parlait bien de « la catégorie de l'idéal », mais on ne savait trop ce que cela voulait dire. Nulle idée même de nos devoirs, sinon indirectement, par le hasard de nos lectures. L'enseignement moral n'existait pas, — rien de ce qui touche au savoir-vivre et à la civilité rudimentaire : il était comme entendu que nous n'avions pas d'âmes, et que nous vivrions toujours en vase clos, comme au lycée, sans contact avec le monde extérieur et les autres humains. Et ainsi la vertu, les beaux sentiments, m'apparaissaient comme des élégances, de pur dilettantisme littéraire. C'était quelque chose de facultatif, une simple parure à l'usage des personnes distinguées. La morale sans obligation ni sanction faisait alors ses débuts dans le monde universitaire. Nul stimulant à l'action. Le patriotisme lui-même, — dont on avait

tant abusé pendant toute la période précédente, — le patriotisme était en baisse.

En somme, j'avais déçu en partie les ambitions que mon professeur plaçait sur ma tête : je n'obtins pas même une mention au concours général. Il est vrai que le sujet proposé avait été, pour moi, une véritable surprise. C'était un discours académique. Nous avions à faire la réponse de l'abbé de Caumartin à l'évêque de Noyon, un Clermont-Tonnerre, tout glorieux de son importance et tout bouffi de sa noblesse. Le discours qui fut réellement prononcé, à cette réception, par le spirituel abbé, amusa, paraît-il, la ville et la cour. Plein de fines épigrammes et d'allusions piquantes, ce morceau est un modèle du genre : le vaniteux prélat y est, d'un bout à l'autre, persiflé en sourdine. Je n'avais pas été entraîné à cet exercice et je n'ai jamais eu beaucoup de goût pour cette sorte de tournoi littéraire, où le dernier qui parle a tous les avantages. Ce fut mon premier échec académique.

Mais le baccalauréat m'avait fourni une revanche des plus honorables. J'étais allé le passer à Nancy, notre chef-lieu universitaire. Et c'avait été, pour moi, l'occasion de visiter plus en détail l'ancienne capitale du duché de Lorraine. Les beautés de cette charmante ville ne me frappèrent que médiocrement : là encore, l'entraînement me manquait. Je ne fus sensible qu'aux défauts de Nancy. Il est vrai qu'en ces lointaines années, il ne ressemblait guère à la grande ville industrielle, commerçante, artiste et savante d'aujourd'hui. C'était la capitale déchue, somnolente et hautaine, à l'aspect arriéré et vieillot, l'air d'un grand village qui se dépeuple. J'étais descendu dans un petit hôtel minable de la rue Stanislas, proche la Bibliothèque, en face du lycée et de la statue de Mathieu Dombasle. Cela s'appelait *l'Hôtel du Nord*. La petite maison basse existe encore, à l'angle d'une rue qui conduit au Cours Léopold. Ce pauvre logis, sur cette longue rue tirée au cordeau, où l'on ne voyait plus un chat après huit heures du soir, l'aspect à la fois étriqué et prétentieux du bâtiment où nous passâmes nos examens et qu'on appelait pompeusement le Palais des Facultés, — tout cela me chagrina dans mon patriotisme local. Du moment que Metz était devenu allemand, j'aurais voulu que Nancy fût à cent piques au-dessus. Et voilà que j'y constatais une fois de plus la mesquinerie et la stagnation françaises. Je trouvais que cela manquait

non seulement de magnificence, de richesse étalée, mais de vie, de mouvement, d'activité joyeuse et débordante. J'avais envie de crier aux nôtres : « En avant! En avant! Vous ne voyez donc pas que vous allez vous laissez distancer par le voisin? Êtes-vous donc résignés à végéter et à mourir?... »

Ces impressions pénibles s'évanouirent rapidement dans la joie du succès : je fus reçu brillamment à mon examen. Ma famille n'en demandait pas tant : il lui suffisait que je fusse bachelier. Mon père en conçut une telle satisfaction que, pour me récompenser, il m'emmena faire un tour en Alsace et en Rhénanie : le voyage des bords du Rhin, comme on disait, était encore une tradition dans nos familles.

On me pardonnera d'insister sur quelques menus incidents de cette excursion en territoire ennemi : ce voyage n'eut rien d'extraordinaire et n'ajouta pas grand chose à mes admirations, mais il me permit de prendre conscience de sentiments restés, jusque-là, fort troubles, enfin de me situer, moi Lorrain, en face de l'Allemagne et des Allemands.

***

Pourquoi mon père avait-il choisi de me mener en Allemagne? Il y avait d'abord la tradition que j'ai dite : le voyage des bords du Rhin, qui était un tour classique pour nous autres Lorrains et qui indique une certaine pente naturelle vers la Rhénanie. Mais il y avait autre chose aussi. On était encore tout près de 1870, de cette défaite qui avait si fortement frappé les gens de mon pays. On n'en était pas encore remis. Et certainement, dans les préoccupations de mon père, comme dans celles de beaucoup de Lorrains de ce temps-là, entrait la crainte plus ou moins avouée que nous eussions à subir prochainement une nouvelle invasion du vainqueur. Alors, n'est-ce pas, il fallait bien connaître l'ennemi et, qui sait, hélas! se préparer peut-être à quelque chose de pis. C'est avec cette crainte secrète qu'il m'avait fait donner des leçons d'allemand pendant toute mon année de rhétorique. Sans doute il voulait s'assurer qu'il n'avait pas perdu son argent.

Nous partîmes de Metz. Et je ne sais plus par quel hasard mon camarade Barotte, qui sans doute excursionnait dans les environs, se joignit à nous. Si je mentionne ce détail sans importance, c'est pour montrer avec quelle avidité curieuse et

exclusive je me livrai aux émotions de ce voyage. Pas un seul instant, Barotte, pour lequel j'avais cependant une amitié très vive, ne compta pour moi. Il fut à nos côtés comme s'il n'était pas. Plus rien n'existait que ce que je voyais ou ressentais. J'étais tout entier dans la sensation ou l'idée du moment. Et ainsi je vis très bien ce que je devais et pouvais voir, à ce moment de ma vie, à cette étape de mon développement. Les choses d'art, les grands spectacles de nature, — tout ce qui devait par la suite, m'enchanter et me passionner, — tout cela me laissa à peu près indifférent. Tout de suite, instinctivement, nulle lecture ne s'interposant entre ma vision et les choses, j'allai à l'essentiel, à ce qui intéressait directement ma vie, mon avenir de jeune Lorrain de la frontière, sans cesse sur le qui-vive. Ce que je rapporte ici, ce sont les impressions candides d'un adolescent qui, à bien des égards, est encore un petit garçon.

Et d'abord, à Metz, avant même de monter en wagon, dès la salle des Pas-perdus de la nouvelle gare, je fus très ébloui par le spectacle de la force et de la prospérité allemandes. Cette gare, qui existe encore, a été remplacée par le mastodonte de pierre qui a défié victorieusement nos avions pendant toute la dernière guerre. Elle paraît petite à côté de cette bâtisse colossale. Mais, par comparaison avec la mesquine petite gare française, dont elle avait pris la place, nous la trouvions fort imposante. Les architectes teutons avaient voulu faire énorme et somptueux pour étonner le vaincu. Je me rappelle que ce gros luxe de pacotille me choqua, tout en m'inspirant une sorte de crainte respectueuse. Mais ce qui me frappa le plus, outre les dimensions spacieuses de l'édifice, ce fut l'extrême animation qui remplissait les corridors et les salles d'attente, toute cette humanité attablée devant des pots de bière et des monceaux de charcuterie et qui donnait l'impression d'une marée envahissante et irrésistible. En wagon, le velours rouge des capitonnages tout neufs excita mon admiration. J'en conçus du mépris pour notre vieux matériel français aux tentures de drap râpé et grisâtre. Et je m'ébahissais devant tout un confort encore inconnu en France : l'éclairage au gaz des compartiments, la petite table pliante pour le repas ou la lecture, les cendriers de cuivre pour les gros cigares de Germanie. A chaque pas, mon admiration grandissait, mais il s'y mêlait une invincible tristesse. Comme à Nancy, j'étais consterné de voir que les

nôtres ne faisaient pas aussi bien que ces Allemands maudits.

Nous fîmes halte à Niederbronn, petite station thermale, à la limite de l'Alsace et de la Lorraine, au fond d'une vallée boisée, qui est une des plus pittoresques de cette région montagneuse et forestière. Niederbronn est une charmante villégiature d'été. Mais, dans mon impatience de voir Strasbourg, je donnai peu d'attention à tant de beautés aimables.

Strasbourg pour moi était une ville de légende. Depuis ma plus tendre enfance, j'en avais tellement entendu parler par ma mère, par mes tantes, par ma grand mère! Un de mes oncles, personnage romantique, mort prématurément, y avait été étudiant en médecine et y avait fait mille folies dont on parlait, en baissant la voix. Mon imagination enfantine s'était si souvent promenée dans ce Strasbourg de rêve! La Robertsau, le Contades, le Broglie, la rue de la Mésange, la rue de la Nuée bleue, tous ces beaux noms m'étaient comme un chapelet mélodieux que je ne me lassais pas d'égrener. La rue de la Nuée bleue surtout me laissait rêveur. Cette Nuée bleue, qu'est-ce que cela pouvait bien être? De fuyantes féeries se levaient dans ma pensée, rien qu'à prononcer ces deux mots enchanteurs... La cathédrale elle-même, je m'en faisais une idée très précise, pour l'avoir longuement contemplée à travers la lentille d'un calorama, jouet venu sans doute de Nuremberg et dont une parente, habitant alors l'Alsace, m'avait fait présent. Ce calorama, qui a été ma première invitation au voyage, mérite ici un mot de reconnaissance. C'était une chambre noire ayant la forme d'une église, — une église allemande au clocher bulbeux et à la façade en dentelle, du plus beau gothique flamboyant. Dans la rainure du fond, on glissait un cadre colorié doublé de papier jaune, on appliquait son œil à la lentille qui figurait la grande rose du portail et, dans les ténèbres de cette boîte magique on voyait surgir le Grand canal ou Saint-Marc de Venise, le Dôme de Milan, Saint-Pierre de Rome, la cathédrale de Strasbourg avec ses bas-côtés aux verrières de pierreries, qui chatoyaient comme un doux feu d'artifice de couleurs dans la noirceur opaque des murailles gothiques.

Toutes ces belles images, tous ces souvenirs puérils s'éclipsèrent instantanément au choc de la réalité. Dès la descente du train, je fus pris par de tout autres spectacles. Ce Strasbourg

de 1882 différait sensiblement du Strasbourg d'aujourd'hui. Mais pour moi ce fut la révélation de la grande ville moderne, industrielle, affairée et bruyante. Paris même ne m'a pas produit une pareille impression. Les éclairages nocturnes des principales artères strasbourgeoises jetèrent dans le ravissement le naïf petit collégien que j'étais. Le Broglie avec son double cordon de lampadaires, et, dans le fond, le portique illuminé du théâtre, c'était, à mes yeux, une magnificence dont je ne me lassais point. Chaque soir, en rentrant au vieil *Hôtel de Paris*, où nous étions descendus, je m'arrêtais sur le trottoir pour contempler les lumières du Broglie. Je crois bien que je ne vis rien d'autre à Strasbourg. Notre hôtel s'ouvrait rue de la Mésange, à deux pas de cette rue de la Nuée bleue, dont j'avais tant rêvé et qui me fut une cruelle désillusion. Les vieux monuments ne me dirent à peu près rien. On ne m'avait pas appris à admirer les choses du passé. Je ne vis rien du Strasbourg monumental, ni le palais des Rohan, ni l'église Saint-Thomas, ni Saint-Pierre-le-Jeune, ni les vieilles maisons de la place Gutenberg ou de la place du Corbeau, — pas même la cathédrale : je l'avais vue trop belle à travers la lentille de mon calorama de Nuremberg ! Je ne remarquais que ce qui était insolite pour mes yeux d'adolescent, ce que je ne voyais pas de l'autre côté des Vosges : l'activité moderne, l'esprit de nouveauté et d'entreprise, la vie large et dépensière qui constrastait si fort avec la lésinerie française, le goût des bâtiments vastes et commodes, quand ils n'étaient pas colossaux. A côté de la nouvelle gare allemande, que l'on construisait alors, l'ancienne gare de la compagnie de l'Est, exiguë et ladre d'aspect, me causa, comme à Metz, une véritable humiliation.

Enfin le pullulement et l'étrangeté des uniformes allemands excitaient en moi un sentiment voisin de l'admiration. Je trouvais que ces costumes militaires avaient quelque chose de plus sérieux, de plus sobre et, en même temps, de plus élégant et de plus martial que la tenue de nos officiers. Et puis, pour l'enfant romantique que j'étais alors, toute cette figuration guerrière, c'était de la couleur locale, de l'exotisme. J'étais atteint de la même dépravation esthétique que nos écrivains de 1830, qui admiraient les Arabes d'Algérie, égorgeurs et bourreaux de nos troupiers, à cause des beaux plis de leurs burnous. Pourtant, je ne pouvais pas oublier que je fou-

lais les pavés d'une ancienne ville française. Certains regards haineux, certaines intonations ou certaines façons brutales ou grossières que je remarquais chez ces brillants officiers réveillaient mon aversion pour les envahisseurs de mon pays. Alors je me trouvais dans un état bizarre, une pénible indécision d'âme et d'esprit, où se mêlait une sincère admiration pour une civilisation matérielle et pour une activité que j'aurais voulu voir passer chez nous, et, avec cela, un mépris pour l'oppresseur, pour sa force arrogante et vulgaire, un besoin de le dénigrer et de le ravaler, enfin un violent désir de revanche, qui n'avait d'égale que la conscience de mon humiliation.

Cette indécision se dissipa au contact des vieux Français de Strasbourg à qui nous rendîmes visite. Il y avait des familles strasbourgeoises avec qui la mienne entretenait des relations peut-être plusieurs fois séculaires : nos fournisseurs de houblon en particulier. C'est ainsi que nous fûmes reçus chez un de ces puissants négociants, avec toute la cordialité et toute l'opulence alsaciennes : table plantureuse, vins pétillants et parfumés du terroir et, — ce qui nous toucha plus que toutes ces délicatesses de bouche, — au-dessus du gros poêle de faïence qui occupait le fond de la salle à manger, deux drapeaux français entrecroisés. On nous assura qu'ils n'étaient pas là seulement à notre intention, mais que, depuis l'annexion allemande, ils occupaient en permanence cette place d'honneur, au-dessus du poêle, qui devenait ainsi une sorte d'autel de la patrie absente... Plusieurs soirs de suite, nous dînâmes dans une brasserie de la rue de l'Outre, à deux pas de la place Kléber, établissement fréquenté alors uniquement par les Français. Là, on nous conta les bons tours que les étudiants strasbourgeois jouaient à la police allemande et, — par les nuits sans lune, tous becs de gaz éteints, — leurs monômes autour de la statue de Kléber. Alors, je compris qu'il y avait, en ce pays, quelque chose de plus fort que le vainqueur, et que celui-ci ne dompterait jamais.

Après cela, ce fut l'Allemagne elle-même, l'Allemagne chez elle et non plus seulement campée en pays conquis. Nous franchîmes le pont de Kehl, nous traversâmes Carlsruhe et Mannheim, pour aller coucher le même soir à Heidelberg, et nous terminâmes par Bade ce modeste tour. De la figure des lieux, des beautés du paysage ou des monuments, il ne m'est, pour

ainsi dire, rien resté. Rien ne m'émut, ni ne m'émerveilla. Je le répète : je n'étais pas mûr pour comprendre les choses d'art. Et puis la seule pensée d'être en pays ennemi me réfrigérait. Malgré toutes les tirades des *Burgraves* dont j'avais la mémoire pleine, je ne pus m'intéresser même à la pittoresque ruine du Vieux-Château d'Heidelberg Je me souviens seulement de mes éblouissements, lorsque le train stationnait dans les grandes gares violemment éclairées à la lumière électrique. Je n'avais encore rien vu de pareil en France. Cette extraordinaire intensité lumineuse me paraissait la chose la plus magnifique du monde. Et j'en concevais naturellement beaucoup de considération pour un peuple qui avait le moyen de s'éclairer si fastueusement. En même temps, j'étais frappé de plus en plus par la prodigieuse activité industrielle de cette région, par la vie intense qui remplissait même les plus petites villes rhénanes. Là, au moins, on vivait, on agissait, comme si on était les maîtres de l'avenir ! Quelle différence avec nos mornes sous-préfectures lorraines ! Mes humiliations continuaient. La pire, pour moi, fut de me révéler, devant mon père, complètement nul en conversation allemande. Moi qui lisais Henri Heine dans le texte, j'étais incapable de demander une chambre à l'hôtel. Au lycée, on m'avait appris l'allemand comme une langue morte.

De cette randonnée trop rapide, je n'ai gardé que les deux souvenirs que voici. Ils ne sont pas précisément très gais, mais les deux menus faits auxquels ils se rapportent produisirent sur moi une impression profonde. A Heidelberg, à la devanture d'une librairie, je vis une grande photographie qui représentait, juxtaposées, quatre figures officielles, le tout surmonté de la couronne impériale. Cela commençait par un visage barbu de vieillard pour finir par une petite frimousse grimaçante de bébé et cela s'appelait : *die vier Kaiser* : les quatre empereurs. C'était toute la famille des Hohenzollern en ses quatre générations alors vivantes, à savoir : le vieil empereur Guillaume Ier, son fils Frédéric, son petit-fils, le futur Guillaume II, et enfin son arrière-petit fils, le Kronprinz. Certes, je contemplai sans tendresse ces effigies prussiennes. Mais je ne pus m'empêcher de faire un triste retour sur nous-mêmes ! Eux, ils avaient quatre empereurs ! Nous autres, où étaient nos chefs ?

La vue de cette photographie me causa une peine infinie. Quelques jours plus tard, à Bade, nous circulions, mon père, Barotte et moi, devant les cloisons de verre d'un aquarium, lorsque nous rencontrâmes un couple étrange de vieillards, dont l'apparition me stupéfia comme celle de deux fantômes : lui, en tenue de général, ressemblait au vieux de Moltke, tel que l'a popularisé la gravure, — visage rasé et tout mangé de rides, expression austère et quelque peu renfrognée, le buste maigre serré dans une redingote militaire de couleur sombre, la croix de commandeur à la cravate. Elle, presque aussi grande que lui, en robe montante, broche au corsage, et coiffée d'un invraisemblable chapeau-cabriolet comme on en portait sous Louis-Philippe. L'air glacial de deux bourgeois luthériens qui sortent du prêche. De quelle Poméranie lointaine et arriérée nous arrivaient ces deux phénomènes ?... A la vue du chapeau-cabriolet et de l'accoutrement archaïque de la vieille dame, je ne pus retenir un petit éclat de rire, ni m'empêcher de me livrer avec Barotte à quelques plaisanteries innocentes sur ces deux revenants de la vieille Allemagne. Mais la vieille dame et le vieux général qui, sans doute, avaient compris mes moqueries, se retournèrent tout à coup, se plantèrent devant nous comme deux monuments de la Victoire et ils nous écrasèrent de tels regards que, pour ma part, j'en restai pétrifié. Je fus surtout frappé par la figure de la vieille dame, son œil bleu, si dur, l'expression de majesté offensée et de sévérité méprisante, le pli de rigidité et de discipline impitoyable qu'il y avait dans sa physionomie comme dans sa mise surannée. L'Allemagne protestante et militaire qui nous avait vaincus, la Prusse personnifiée, dans toute sa raideur mécanique, était là devant moi. Je sentis cela instantanément. Mon cœur de petit Lorrain bondit dans ma poitrine : subir le joug de ces gens-là! Jamais! jamais!...

Je ne me doutais pas qu'en rentrant au lycée et pendant de longues années encore, j'allais, plus que jamais, sentir peser sur mon esprit, sur mon avenir et sur tous mes espoirs, l'épée de la nation victorieuse.

LOUIS BERTRAND.

(*A suivre.*)

DEUX ANNÉES A BERLIN

1912-1914

II[1]

L'ÉTÉ DE 1912

I

Après avoir achevé le tour des ambassadeurs, j'ai rendu visite à mes collègues, les ministres plénipotentiaires. Parmi eux je retrouvais de vieilles connaissances de Bucarest, tout d'abord le ministre de Roumanie, M. Beldiman, qui représentait depuis longtemps le gouvernement du roi Carol à Berlin. De l'incident d'Agadir, il ne s'était pas beaucoup inquiété ; il n'avait d'yeux que pour l'Orient méditerranéen, où s'éternisait l'état de guerre entre la Turquie et l'Italie. Il se demandait avec anxiété si l'objectif du gouvernement de Rome n'était pas de s'emparer successivement de toutes les îles grecques et d'y arborer son drapeau. Il me dit tenir d'un renseignement sûr que 20000 hommes de troupes italiennes étaient concentrés à Rhodes à cet effet. Aussi appréhendait-il une prochaine fermeture des Dardanelles pour toute la durée des hostilités. Ce serait la ruine du commerce roumain qui vivait surtout de l'exportation des blés du Danube, une intervention certaine des grandes Puissances dans le conflit et des complications de toute nature dans les Balkans, car il ne fallait pas tabler indéfiniment sur la sagesse des États balkaniques en présence des embarras et de l'impuissance de la Turquie.

(1) Voyez la *Revue* du 15 février.

M. Beldiman se plut à m'initier, en ami, aux rouages occultes du gouvernement impérial; le monde diplomatique de Berlin en méconnaissait généralement l'importance et le fonctionnement. Au nombre de ces rouages était le cabinet militaire de l'Empereur, dirigé par le général von Lyncker. Quel pouvoir secret et indépendant et quelle influence ce personnage redouté ne possédait-il pas, lui de qui dépendait l'avancement de chaque officier, car l'Empereur ne signait de promotion que sur l'avis favorable qu'il émettait? Le général von Lyncker était un homme presque invisible aux étrangers, caché dans l'ombre du Kaiser et dans l'accomplissement de ses fonctions.

L'obscurité qui enveloppait les chefs de l'armée, sur quoi M. Beldiman éveilla, le premier, mon attention, et le silence qui régnait autour du grand État-major général, autant de mystères troublants et impossibles à pénétrer par un diplomate pourvu seulement d'une curiosité professionnelle. Là, — nous l'avons appris plus tard à nos dépens, — bien plus qu'à la Wilhelmstrasse, résidaient l'avenir de l'Europe et le destin des années qui allaient s'ouvrir. Que de fois, en passant devant le bâtiment rouge du Kœnigsplatz, siège du grand État-major, me suis-je demandé ce qui s'élaborait derrière ces hauts murs de briques à l'aspect rébarbatif d'une forteresse, où veillait l'âme guerrière de la Prusse, et quel empire cette âme était capable d'exercer sur celle de l'impressionnable Guillaume II!

J'ai eu plaisir aussi à revoir à Berlin le baron Gevers, ministre des Pays Bas, avec qui nous nous étions liés d'amitié, ma femme et moi, à Bucarest, diplomate d'une culture très germanisée du fait de l'éducation qu'il avait reçue dans la ville de Bonn et de l'air qu'il y avait respiré, mais aussi bon Hollandais que sa gracieuse souveraine, dont la fière indépendance sut toujours résister aux avances de la cour impériale. La croissance démesurée de l'Allemagne n'alarmait nullement le baron Gevers. Que cette géante se sentît trop à l'étroit dans son cul-de-sac de la mer du Nord et qu'elle jetât des regards de convoitise sur les grands ports du Rhin, de la Meuse et de l'Escaut, cette crainte ne travaillait pas son esprit, quoique la Hollande ne fût pas protégée, comme la Belgique, par le rempart conventionnel d'une neutralité garantie.

Un tel sentiment de sécurité à l'égard de notre colossale

voisine faisait mon admiration et mon envie. J'aurais voulu savoir s'il était partagé par le ministre d'un autre pays, le Danemark, exposé également à ce formidable voisinage. Mais le ministre danois, M. de Hegermann Lindencrone, se préparait à quitter définitivement Berlin, après une longue carrière, au cours de laquelle il avait épousé une des élégantes de la fin du second Empire, choyée à la cour des Tuileries sous le nom de Mme Moulton. Qu'il eût été intéressant pour moi de feuilleter avec elle les souvenirs, qu'elle a publiés quelque temps après (1)! Le comte Carl de Moltke qui vint remplacer son mari, jeune encore de visage et de tournure, avait débuté dans la marine, avant de bifurquer dans la diplomatie, et fait un stage sur un vaisseau de guerre français. A cause sans doute de son ancienne camaraderie avec des officiers de la République, il se montrait très réservé en politique et n'aimait pas à parler de la possibilité d'un conflit entre l'Allemagne et la France.

II

Un conflit entre l'Allemagne et la France! Resterait-il toujours sur nous à l'état de pesanteur et d'oppression, comme certains orages qui couvent dans un ciel lourd de nuées? Cette pensée ne me quittait pas depuis mon arrivée à Berlin. Après les diplomates étrangers, je résolus d'interroger sur ce sujet brûlant des Allemands, ceux du moins avec lesquels j'étais entré tout de suite en relations.

J'avais comme banquier la maison Bleichröder, dirigée par M. Paul von Schwabach, dont le père avait été l'associé du vieux Bleichröder, ami de Bismarck. Mme Schwabach mère, femme d'un esprit très distingué, tenait un des salons les plus fréquentés par le corps diplomatique et s'était convertie au catholicisme sous l'influence de la princesse Antoine Radziwill, née de Castellane, avec qui elle était intimement liée.

M. Paul von Schwabach, admis, malgré son ascendance israélite, à faire son service militaire dans la garde, anobli par Guillaume II, invité à la table impériale, était un financier très bien en cour. Quand j'abordai avec lui le terrain de la politique

(1) *In the courts of memory*, par L. de Hegermann Lindencrone.

étrangère, je m'aperçus vite qu'il répétait, comme un phonographe bien appris, ce que m'avait dit Kiderlen : aucune intention agressive de l'Allemagne dans l'affaire d'Agadir, aucune menace de guerre dans le futur au sujet du Maroc, quoique M. Paul von Schwabach ne mît pas en doute que la France n'y tiendrait pas ses engagements. Il me raconta qu'il s'était rendu plusieurs fois à Paris, aux moments critiques de l'année précédente, afin de rassurer la finance française et en particulier les Rothschild, qui avaient Bleichröder comme correspondant, sur l'issue des négociations engagées à Berlin. Ce qu'il omit de me dire, c'est qu'en 1911 la haute banque allemande n'était pas préparée à soutenir le gouvernement impérial dans une guerre européenne; elle manquait de réserves, comme l'armée manquait des engins dont elle fut amplement pourvue dans la suite. Je n'obtins de lui aucune lumière pour éclairer ma lanterne dans les investigations discrètes que je poursuivais.

Je ne réussis pas mieux auprès des frères Mendelssohn, Robert et Franz, qui gouvernaient avec leur cousin, M. Paul von Mendelssohn-Bartoldy, la célèbre maison du même nom, faisant office de banquier pour le gouvernement russe et chargée du service de ses emprunts. Ils avaient eu une mère française, et du sang maternel provenaient, je pense, leurs sympathies pour la France, sa civilisation et ses artistes. L'aîné, marié à une Italienne, artiste elle-même de grand talent, est mort prématurément pendant la guerre, après avoir été un ami fidèle de M. Cambon. Le cadet était notre consul général à Berlin, nature franche et ouverte, cœur charitable et généreux, sincèrement attaché à la Belgique. Ces aimables gens, les meilleurs Allemands que j'aie connus, pacifistes par intérêt et par conviction, refusaient de croire à l'imminence d'une brouille sanglante entre la Triple Entente et la Triplice, qu'ils considéraient comme une erreur d'un autre âge, comme une calamité indigne du temps présent. Cet optimisme sentimental donnait peu de poids à leur opinion. Qui n'écoute en politique que la candeur ou la générosité de ses illusions risque d'être un mauvais prophète.

M. Franz von Mendelssohn m'offrit obligeamment de me mettre en relations avec la société qu'il recevait dans le quartier du Grunewald, lieu de résidence de quelques riches Ber-

linois. Il s'y était fait construire une villa somptueuse et de bon goût, où des œuvres d'art anciennes voisinaient, non sans surprise, avec des toiles audacieuses de l'école française contemporaine. J'y fus invité à deux dîners, arrosés des crus les plus fameux de France et d'Allemagne et auxquels prenait part une nombreuse assistance. La soirée était consacrée à un concert instrumental, où notre amphitryon, excellent musicien comme tous les membres de sa famille, faisait sa partie sur le violoncelle. Elle s'achevait par un souper froid, la bière alternant avec le vin blanc, préparé dans une cave de style vieux allemand, à l'imitation des « Keller » qui s'entr'ouvrent sous les hôtels de ville hanséatiques. Un souper après un pareil dîner! Il n'y avait pas là de quoi effrayer des estomacs germaniques.

Les Mendelssohn, conscients de leur valeur, n'ont jamais sacrifié au snobisme. Ces magnats de la haute bourgeoisie berlinoise ne recherchaient pas la noblesse. Ils aimaient à s'entourer de leurs pairs, financiers et industriels, et d'une élite composée de savants et d'artistes, ayant pour prototype Son Excellence le professeur von Harnack, recteur de l'université de Berlin. C'était pour moi une bonne fortune que de voir de près ces célébrités. Remarquables, les amis des Mendelssohn l'étaient à plus d'un titre, mais il me parut qu'ils avaient d'eux-mêmes une très fière opinion, comme s'ils constituaient le sel de la terre, selon une expression chère à leur Empereur, comme si les sciences et les arts étaient un Olympe, accessible surtout à des demi-dieux allemands.

Notre consul général me rendit un service plus signalé que celui de m'introduire dans ce cénacle, ce fut de m'aider à trouver un hôtel pour y caser ma légation. Mon prédécesseur s'était contenté d'un appartement assez modeste qui ne répondait pas à mes goûts. Destiné à vivre nombre d'années à Berlin, j'étais bien décidé à m'y plaire, à l'encontre de quelques-uns de mes collègues, et à m'accommoder de mon mieux à la vie allemande, mais c'était à la condition d'être bien logé, de jouir du confort et de l'espace nécessaires à mon existence familiale et aux exigences d'une certaine représentation. Rien de plus difficile que de rencontrer cet idéal à Berlin, soit dans les prétentieuses bâtisses des quartiers neufs, soit dans les maisons mal distribuées de la vieille ville. Aussi rêvais-je d'un hôtel

plutôt que d'un appartement. Avant mon départ, M. Davignon m'avait autorisé à en proposer, le cas échéant, l'acquisition au gouvernement. Autorisation donnée du bout des lèvres, avec l'arrière-pensée que le prix d'un hôtel ferait reculer son collègue des Finances, rigide économe des deniers de l'État. M. Franz von Mendelssohn m'offrit l'habitation de feu son oncle, Mendelssohn-Bartoldy, située Jägerstrasse, au cœur de la ville, à côté de leur maison de banque, une sorte de petit palais à façade italienne en pierres de taille, admirablement aménagé par un homme qui s'y entendait. Les héritiers de ce nabab berlinois, étant pourvus, chacun, d'une demeure personnelle, consentaient à vendre la maison paternelle à un gouvernement étranger qui en respecterait la destination et l'aspect extérieur, et ils en demandaient un prix très raisonnable.

Quand j'eus vu cet hôtel, je n'en voulus plus d'autre et je cessai toutes mes recherches. Grâce à la bienveillante intervention du roi Albert, l'affaire ne traîna pas en longueur. Je me rendis à Bruxelles, porteur des plans qui furent examinés et approuvés. A la fin de juillet, le marché était conclu ; dès le mois de septembre, ma chancellerie se transportait au rez-de-chaussée, et le 14 janvier suivant, je pendais la crémaillère dans le nouvel immeuble du gouvernement belge. Je n'avais vraiment pas perdu de temps pour m'installer. « Ce n'est pas une légation, c'est une ambassade, s'exclama avec une nuance de dépit une ambassadrice qui n'était pas aussi bien lotie. Il ne vous reste plus qu'à devenir ambassadeur. » Qui m'eût dit, hélas! tandis que je disposais complaisamment mon mobilier dans ces beaux salons, qui m'eût dit que je ne ferais que m'y poser comme l'oiseau sur la branche, chassé bientôt par la tempête qui allait fondre sur mon pays et me balayer moi-même vers une destinée inconnue!

III

Mon travail quotidien de chancellerie, mes visites à mes collègues et au ministère des Affaires étrangères, « l'Auswärtiges Amt », ne m'absorbaient pas tellement que je n'eusse le temps d'explorer à fond ma nouvelle résidence, car je ne connaissais Berlin que superficiellement. Vers la fin de l'après-

midi, mon courrier expédié, je partais à l'aventure, je me lançais à la découverte, par ces longues journées ensoleillées, et ne rentrais à mon hôtel que pour souper. Ou bien j'allais prendre mon repas du soir aux restaurants d'été du Jardin zoologique, du « Zoo », et du champ de courses du Grunewald. Les bourgeois de Berlin fréquentaient en masse ces lieux de médiocres ripailles, où jouaient d'excellentes musiques militaires; les Berlinoises en raffolaient, si j'en juge par les joyeuses commères, d'un coloris éclatant, que je voyais assises avec leurs maris, parfois même sans cavaliers, devant des tables garnies de victuailles et de minces bouteilles de Moselle et de vin du Rhin. Imaginez, comme restaurants, de grands bâtiments à trois étages de terrasses superposées : celui du rez-de-chaussée pour les simples buveurs de bière et les mangeurs de sandwiches; celui du dessus pour les dîneurs ne buvant que de la bière; le plus élevé pour les buveurs de vin qui, seuls, avaient droit à une nappe blanche et à un service soigné. Le restaurant était ainsi à la portée de toutes les bourses.

Il est assez difficile de définir Berlin, d'en saisir la caractéristique. Dernière venue parmi les grandes métropoles européennes, on serait tenté, à cause de sa croissance prodigieuse, de la prendre pour une cité américaine, à qui elle ressemble par ce côté, Berlin Chicago. Tel n'est pas mon sentiment. Berlin, c'est la ville des Hohenzollern, l'image ou le reflet de leur fortune démesurée. D'un passé récent et d'un aspect trop moderne, elle a crû, elle a prospéré, elle s'est gonflée d'importance et de richesse en même temps que ses seigneurs et maîtres. A la fin du xv^e^ siècle, cette petite cité hanséatique est choisie, comme résidence permanente, par l'électeur de Brandebourg, Jean le Cicéron. Cent ans plus tard, le grand Électeur, Frédéric-Guillaume, en fait la capitale d'un État grandissant. Son fils, Frédéric I^er^, le premier roi de Prusse, s'efforce de l'embellir, et ses successeurs poursuivent méthodiquement son œuvre, jusqu'à ce que cette modeste parvenue devienne une des plus grandes villes du monde. Voilà l'histoire de la croissance de Berlin qui est étroitement liée à l'histoire de ses souverains.

Guillaume II a pris soin de nous rappeler que Berlin est la ville des Hohenzollern. Une allée transversale du Thiergarten a été consacrée par lui à ses ancêtres, trente-deux en tout, dont quelques-uns, les plus antiques, d'une généalogie incertaine.

C'est l'allée triomphale, la « Sieges Allée », qui fait face à la lourde colonne destinée à commémorer les victoires de 1870. Les Hohenzollern sont tous là, en pied, dans un marbre éclatant, qu'on savonne chaque printemps pour le débarbouiller des éclaboussures de l'hiver, et flanqués de chaque côté de personnages de leur époque, auxquels sont attribués de simples bustes. Les plus récents, électeurs de Brandebourg et rois de Prusse, ne manquent ni d'originalité ni de ressemblance, parce qu'ils ont été copiés sur des portraits du temps. Mais l'aspect uniforme de ces deux rangées de statues est sépulcral ; on dirait un cimetière royal. Aussi bien l'allée de la victoire n'est plus autre chose aujourd'hui.

Elle n'a pas réussi à enlaidir le Thiergarten. Quelle bonne fortune pour les Berlinois de posséder cette ancienne futaie, ces avenues à perte de vue et ces pelouses immaculées au sein même de leur capitale, car le Thiergarten commence où finit la vieille ville, la ville officielle qu'il relie à Charlottenbourg, laquelle n'est plus qu'un faubourg de Berlin. Mais la douce licence qui règne au bois de Boulogne et dans les parcs de Londres est interdite ici; impossible de s'étendre sur la fraîcheur du gazon et d'y rêver à l'aise par les chaudes journées d'été. Un écriteau avec le mot sévère « Verboten » vous défend d'y mettre le pied. Pour jouer et pour s'ébattre, les enfants berlinois n'ont que quelques tas de sable aux carrefours des allées. Le Thiergarten, ses étangs minuscules et sa délicieuse roseraie sont un lieu de promenade arbitrairemant tracé et délimité. Les visiteurs étrangers avaient parfois la surprise d'y voir passer l'Empereur avec toute une escorte d'aides de camp et de policiers.

Berlin s'étend sur la plaine du Brandebourg, dont aucune colline agreste ne vient briser la monotonie et couper le plat horizon. Rien qui ressemble au panorama changeant, où se déroulent les gracieux caprices de la Seine. Aussi les environs seraient-ils dénués de tout intérêt, si le Grunewald, une forêt de cinq mille hectares, n'existait pas à l'ouest de la ville, et si cette forêt n'était pas ceinturée en partie par le cours du Havel, une rivière qui se transforme en une série de lacs, qu'encercle la verdure sombre des bouleaux et des sapins.

Le Grunewald est un théâtre de délassements pour les Berlinois. Chaque dimanche, quand le temps le permet, ils s'y transportent en famille, en groupes d'amis, munis de provi-

sions, vêtus de leurs meilleurs habits, la jeunesse en toilettes claires, les enfants bien propres et reluisant de santé. Pas de chants vulgaires dans cette foule, ni de jeux désordonnés ; rien d'une kermesse en goguette. La joie lui suffit de se reposer du labeur de la semaine, en respirant un air salubre, en buvant le café au lait traditionnel et de multiples verres de bière. Les restaurants et les cafés de la forêt sont remplis d'un public calme qui sent tout le prix de ces heures de loisir et ne demande pas plus pour être content.

Comment n'aurais-je pas été séduit par l'honnêteté de ces physionomies placides qui me faisait illusion ? Par quelle transformation subite, — je me le demande encore aujourd'hui, — ce peuple patriarcal s'est-il mué en des hordes, que nous avons vues chez nous se ruant à l'incendie, au pillage et au massacre ? Suffisait-il d'un dressage militaire pour réveiller en leurs âmes les passions violentes et ataviques qui y sommeillaient ? Était-ce là l'effet du militarisme prussien, joint aux exhortations d'un patriotisme effréné, jetées dès l'école dans ce terrain docile, comme la semence de tous les excès, auxquels il serait loisible de se livrer en temps de guerre pour la plus grande gloire de l'Allemagne ? Réflexions rétrospectives, que les souvenirs des dimanches du Grunewald imposent à mon esprit, au moment où j'essaye de les retracer sur le papier. Je songe aux responsabilités des maîtres civils et militaires qui ont déchaîné des instincts de brutes chez des bourgeois et des artisans d'apparence si pacifique.

Le Grunewald me réservait un spectacle très différent, auquel je ne m'étais pas attendu. Un beau dimanche de juillet, un jeune ménage de l'ambassade d'Autriche m'emmena à Wannsee, pour y dîner dans un restaurant champêtre. « Vous verrez là, me dirent-ils, la plage de Berlin. » Wannsee est un bassin naturel, ombragé de sapins, à l'extrémité du plus grand lac du Havel. Plusieurs centaines de Berlinois s'y baignaient avec délices, les hommes sommairement vêtus d'un chapeau de paille, d'un caleçon ou d'un mouchoir de poche noué aux hanches, les femmes et les jeunes filles à peu près nues, les enfants dans la nudité inconsciente du Paradis terrestre. Au sortir de l'eau, des corps se séchaient au soleil, couchés sur le sable, comme on voit des baigneurs s'étendre sur quelques plages aristocratiques de France et d'Italie ; d'autres jouaient,

gambadaient ou faisaient de la gymnastique. Aucune gêne, aucun sentiment de pudeur chez les sexes confondus, mais aucune allure louche ou équivoque. C'était un simple plaisir hygiénique pris en commun par des gens qui ne pouvaient se payer le luxe des bains de mer.

Je n'aborderai pas ici le chapitre des plaisirs d'un autre ordre, que mon âge et mes fonctions auraient suffi à m'interdire. Au surplus, j'estime que la licence des mœurs est à peu près la même dans toutes les capitales, plus ou moins voilée d'hypocrisie, plus ou moins surveillée par la police. Ce qui m'a paru différencier la capitale allemande de ses sœurs en corruption, c'est la place qu'y occupait la vie nocturne et la tolérance dont elle jouissait. Déjà, de mon temps, dans les rues du centre, des brasseries s'illuminaient d'enseignes électriques de toutes couleurs qui ne s'éteignaient qu'à l'aube ; des cabarets à femmes ne fermaient ni jour ni nuit. Sans y avoir jamais pénétré, j'en ai eu la preuve un matin que je traversais les Linden, en voyant sortir du café Bauer un troupeau de filles qui n'y avaient pas trouvé l'emploi de leur nuit.

De ce premier été passé à Berlin, j'avais gardé une impression favorable à ma nouvelle résidence, bien que je n'eusse aucun goût pour les massives constructions dont elle est ornée et qui ont fait école dans d'autres métropoles européennes, si bien qu'elles finiront toutes par se ressembler, comme des pâtisseries sortant d'un même moule. J'étais arrivé sans aucune prévention contre la capitale allemande et ses habitants ; au bout de quelques mois, j'eus le sentiment que je pourrais vivre agréablement au milieu d'eux. Un climat sain, plus chaud en été, plus sec en hiver, que celui de mon pays exposé aux brusques variations de la mer du Nord ; une ville d'une propreté et d'une hygiène méticuleuses, où il est défendu de cracher sur le sol et de laisser traîner un morceau de papier ; une circulation intense dans les quartiers commerçants, mais sévèrement contrôlée par la police ; une vie facile et à bon marché, surtout pour les articles de consommation courante, comme l'électricité, qui ne sont pas susceptibles d'être exportés ; une population accueillante aux étrangers ; un ordre parfait dans les endroits publics ; une réglementation minutieuse des obligations sociales, à quoi un chacun est assujetti ; des musées dans toutes les branches de la curiosité artistique ou scienti-

fique; des concerts et des théâtres de choix. Enfin, ce qui intéressait spécialement le côté matériel de mon existence, une habitation d'un confort tel que je n'en avais pas rêvé de pareil. Qu'aurais-je pu exiger de plus?

C'est pourquoi j'étais porté à envisager, avec trop de sérénité sans doute, l'avenir de ma mission. L'horizon politique toujours sombre, la seule ombre menaçante dans ce tableau, tendait alors à s'éclaircir. L'été de 1912 a été en effet un des rares entr'actes d'accalmie dans les événements préparatoires de la catastrophe de 1914. Rien ne troublait la paix de l'Europe qu'un conflit lointain, empêtré par le caractère même de la lutte dans les sables de la Libye et de la Tripolitaine. Le Reichstag était en vacances, l'Empereur en croisière ou en voyage, le chancelier dans sa terre de Hohen Finow et Kiderlen à Kissingen. Je ne voyais pour le moment aucun motif d'être moins rassuré que le maître de l'empire et ses lieutenants ni de nourrir des inquiétudes qu'ils ne paraissaient pas éprouver.

IV

La politique cependant n'a pas chômé en Europe pendant l'été de 1912, une politique d'allure très pacifique, quoiqu'elle ne tendît à rien de moins qu'à desserrer ou au contraire à rendre plus étroite l'alliance, par laquelle la France et la Russie cherchaient à faire contrepoids à la Triplice. Tels furent les buts opposés de la rencontre à Port-Baltique de l'empereur Guillaume avec le tsar Nicolas et du voyage à Saint-Pétersbourg de M. Poincaré, alors président du Conseil et ministre des Affaires étrangères. La première a fait plus de bruit à Berlin qu'à Londres et à Paris, où l'on ne paraît pas y avoir attaché tout l'intérêt qu'elle méritait.

J'écrivais sur ce sujet à Bruxelles, le 4 juillet: « Tous les cercles politiques ont ici les yeux fixés sur l'entrevue qui a lieu aujourd'hui à Port-Baltique entre l'empereur d'Allemagne et le tsar de Russie. La presse allemande, toujours très circonspecte en ses appréciations, quand elle ne peut pas percer le nuage dont s'entourent à dessein les dirigeants de la politique de l'Empire, se borne à émettre l'opinion ou à exprimer l'espoir que l'entrevue aura des effets bienfaisants pour la tranquillité de l'Europe...

« A côté de la question du conflit italo-turc, celle des relations entre les gouvernements russe et allemand et entre les deux nations préoccupe ici l'opinion publique. Les journaux de tous les partis ont souligné l'explosion de germanophobie qui s'est produite dans la presse russe à la nouvelle de l'arrestation du colonel Kostevitch (inculpé d'espionnage militaire). Ces sentiments à l'égard de l'Allemagne se sont manifestés d'une façon plus grave à l'occasion de l'adoption par la Douma du projet de loi concernant la flotte de guerre voté, le 11 juin dernier, à la grosse majorité de 228 voix contre 71. Comme le fait remarquer le docteur Schiemann, dans sa revue hebdomadaire de la politique extérieure que publie *la Gazette de la Croix*, l'amiral Grégorovitch a déclaré que l'état des relations de la Russie avec l'Allemagne était la raison fondamentale de l'élaboration d'un nouveau programme naval, et le ministre des Affaires étrangères, M. Sazonow, s'est exprimé dans les mêmes termes avec beaucoup d'énergie; il a parlé du danger toujours imminent d'une coalition hostile à la Russie. Aussi la création d'une flotte de guerre dans la Baltique ne laisse-t-elle aucun doute, aux yeux du *Times*, sur la ferme volonté de la Russie d'être fidèle à ses alliances et à ses engagements.

« Il est vrai que le départ de M. Iswolsky, envoyé comme ambassadeur à Paris, a été le signal d'une détente dans la tension qui existait entre les deux empires depuis la campagne malheureuse menée par la diplomatie russe contre l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. L'éloignement de M. Iswolsky a été suivi de l'entrevue de Potsdam, en 1910, premier indice d'un rapprochement entre les deux gouvernements, et surtout entre les deux Cours. Mais il reste beaucoup à faire en vue de transformer ce rapprochement en une entente future et de museler définitivement, comme on dit ici, l'ours moscovite.

« L'empereur Guillaume, me déclarait l'ambassadeur d'Angleterre, a cherché à nous détacher de la France; il va tenter maintenant la même manœuvre avec la Russie. L'ambassadeur aurait pu ajouter que les chances de Guillaume II semblent plus grandes auprès du Tsar, car les relations les plus intimes et les plus confiantes ont existé dans le passé entre les familles régnant à Berlin et à Saint-Pétesbourg; elles n'ont pris fin qu'à l'avènement d'Alexandre III. Opposer à l'animosité qui éloigne

la race slave de la race allemande l'union des deux Cours, annuler les effets de l'alliance franco-russe par l'accord des deux souverains, tel paraît bien être le rêve de Guillaume II. »

L'entrevue de Port-Baltique fit l'objet d'un communiqué qui ne soufflait mot de ce qui intéressait principalement le public, comme la plupart de ceux où excelle le style sibyllin de la diplomatie officielle. L'entrevue n'était déjà plus qu'un petit événement entré dans le domaine de l'histoire, que la presse de Berlin tournait et retournait encore le communiqué pour en extraire la substance. Que signifiait le passage relatif au groupement des Puissances, auquel aucun changement ne sera apporté, et dont la valeur a fait ses preuves pour le maintien et l'équilibre de la paix de l'Europe, en regard de l'allusion à la ferme et constante amitié de l'Allemagne et de la Russie? Ces derniers mots n'ont pas de sens, affirmait la *Vossische Zeitung*, prompte à transformer son désir en réalité, si l'on n'y voit pas l'assurance que la Russie ne fera jamais partie d'une coalition contre l'Allemagne. La neutralité de l'Empire des tsars en cas de conflit européen lui semblait désormais un fait acquis; c'était là le véritable message de paix transmis par le fil électrique de Port-Baltique.

Mais l'entrevue des deux souverains aurait aussi, assurait-on, un résultat matériel et tangible. L'Empereur avait beaucoup conseillé à ses amis russes de commander quelques vaisseaux de guerre aux chantiers allemands. Façon ingénieuse de rendre profitable à l'industrie nationale un voyage officiel et de montrer à la Russie que la reconstitution de sa flotte ne causait aucun souci à sa voisine.

Guillaume II ne s'était pas contenté assurément de se faire en cette circonstance le commis voyageur des usines allemandes. Dans le vain espoir d'être renseigné sur les conséquences de la rencontre des deux potentats du Nord, j'entrepris de sonder à ce propos le sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, directeur de tous les services de ce département en l'absence de Kiderlen. J'ai ébauché dans *l'Allemagne avant la guerre*, un portrait bienveillant de M. Zimmermann. Je ne veux pas le retoucher, car je n'ai pas à apprécier ici le rôle qu'il a joué pendant les hostilités et qui dépassait manifestement ses capacités. A l'office impérial de la Wilhelmstrasse, M. Zimmermann n'a jamais manqué de courtoisie et de com-

plaisance envers les ministres étrangers; sans lui, ils n'auraient rien pu savoir officieusement des tendances de la politique allemande ni de la façon dont le gouvernement de Guillaume II interprétait les événements qui se sont succédé presque sans répit, comme les visions d'un cinéma dramatique, avant l'effarant dénouement de 1914. L'amabilité du sous-secrétaire d'État compensait dans une certaine mesure le dédain de Kiderlen pour les représentants des petites nations, qui a été affiché pareillement par son successeur, encore qu'il n'eût ni sa valeur intellectuelle, ni son esprit, ni ses boutades de bonne humeur.

M. Zimmermann ne se déboutonna pas pour satisfaire ma curiosité. Il se limita à me dire que l'entrevue de Port-Baltique semblait avoir laissé dans l'esprit de l'Empereur une impression des plus heureuses. A son retour à Potsdam, il était de très joyeuse humeur. Les personnes, habituées à déchiffrer les pensées de Sa Majesté sur sa physionomie mobile, en avaient déduit qu'il n'avait rapporté de ses entretiens avec le Tsar que des motifs de contentement.

Mais le sous-secrétaire d'État me parla abondamment de l'Italie et de la Turquie qui avaient été un des sujets de conversation des deux autocrates. Ils n'ont échangé, m'assura-t-il, que des vœux platoniques en faveur du rétablissement de la paix dans la Méditerranée orientale. Le gouvernement allemand n'est pas partisan d'une intervention des grandes Puissances à Constantinople et à Rome pour amener les belligérants à déposer les armes. Il faut les laisser faire d'eux-mêmes les premiers pas. Aussi bien les événements dont la Turquie a été le théâtre contribueront-ils à rendre la Porte plus traitable. Elle est effrayée du soulèvement albanais et des conséquences qu'auraient pour la sécurité de l'Empire la persistance et surtout l'extension de la rébellion des officiers contre le pouvoir central. La retraite de Mahmoud Chewket Pacha suffira à donner satisfaction à l'élément militaire et à ramener le calme dans les esprits surexcités. L'œuvre d'apaisement pourrait être complétée par un remaniement du cabinet, si les Jeunes Turcs y admettaient des membres de l'opposition, leurs ennemis d'hier Un compromis de ce genre semble tout indiqué, quand des questions de principes ne sont pas en jeu et que la lutte n'existe que pour l'accaparement du pouvoir. La question d'argent pèsera aussi de tout son poids dans la balance. L'entretien de

forces considérables a achevé de vider le trésor ottoman. Quant à l'Italie, les dépenses de la guerre se chiffrent déjà pour elle par un milliard de lires. Il est probable que les belligérants, désireux d'en finir, auront recours pour amorcer les négociations à des intermédiaires secrets, courtiers officieux, financiers ou diplomates marrons, faciles à désavouer en cas d'insuccès ou de maladresse (1). »

L'entrevue de Port-Baltique aurait suffi à motiver, comme réplique à la démarche du Kaiser, le voyage de M. Poincaré à Saint-Pétersbourg; il fut déterminé cependant par d'autres causes, — que nous révèle l'homme d'État français dans le volume ayant pour titre : *Les Balkans en feu*, — par le peu de confiance que le gouvernement de la République avait en M. Iswolsky et par un manque de liaison avec le gouvernement russe, dont l'impression fâcheuse subsistait au quai d'Orsay depuis l'année précédente. M. Iswolsky ne possédait donc pas plus de crédit à Paris qu'il n'inspirait de sympathie à Berlin, où l'on a ignoré les préventions conçues en France contre l'avantageux ambassadeur du Tsar, car les Allemands lui ont toujours attribué un rôle au-dessus ou à côté de la réalité. Quelques mois auparavant, une convention navale franco-russe était venue compléter la convention militaire, conclue antérieurement par les deux gouvernements alliés. Bien qu'elle eût été tenue secrète, des indiscrétions ayant été commises à Saint-Pétersbourg ou à Paris, les empires centraux en eurent connaissance et prescrivirent à leurs chargés d'affaires d'entretenir « incidemment et à titre officieux » le directeur de la politique au quai d'Orsay, en l'absence de M. Poincaré, « de l'impression qu'avait produite sur l'opinon publique de leurs pays la brusque révélation de cet accord (2). »

A la Wilhelmstrasse, on affecta de traiter le voyage du chef du gouvernement français aussi légèrement que la convention qui avait provoqué pourtant, de la part du représentant de l'Allemagne à Paris, une démarche parfaitement insolite. M. Zimmermann me dit avec une douce ironie « qu'il n'attachait pas d'importance à la convention navale franco-russe, autour de laquelle la presse française menait grand bruit et dont, en revanche, les journaux allemands ne s'étaient pas émus. La

(1) Dépêche à M. Davignon, du 13 juillet.

(2) Raymond Poincaré : *Au service de la France, les Balkans en feu.*

nouvelle flotte de guerre russe n'existait, d'ailleurs, que sur le papier. Après l'entrevue de Port-Baltique et avant l'arrivée de M. Poincaré à Saint-Pétersbourg, il fallait, pour donner un aliment à l'amour-propre des Français et leur persuader que l'alliance avec la Russie était plus étroite que jamais, inventer quelque chose de sensationnel qui surexcitât leur imagination. On avait donc lancé dans la circulation la nouvelle d'une récente convention navale franco-russe. Peut-être, sous la bonne impression qu'elle causerait en France, un emprunt russe serait-il inscrit bientôt à la cote de la Bourse de Paris (1). »

V

Tentative de Guillaume II pour détendre en douceur l'alliance franco-russe et resserrement cordial de l'alliance par M. Poincaré, ces faits, si intéressants qu'ils fussent, ne comportaient aucune menace pour la paix dans la pensée de leurs auteurs, dans celle tout au moins du premier ministre français. Il en fut autrement d'un événement qui s'était réalisé après une longue préparation. « Le 1er avril, rapporte M. Poincaré (2), M. Iswolsky se présentait au quai d'Orsay, le monocle à l'œil, les sourcils froncés et l'air important. » Il venait annoncer confidentiellement que la Serbie et la Bulgarie avaient conclu des accords secrets, sous le contrôle de la Russie, pour se porter mutuellement secours en cas d'agression et maintenir le *statu quo* dans les Balkans. Quelques mois plus tard, à Saint-Pétersbourg, le ministre des Affaires étrangères de France apprit de la bouche de M. Sazonow la véritable portée de ces accords : du *statu quo* il n'était parlé que pour prévoir le cas où il serait troublé; la Serbie et la Bulgarie s'engageaient réciproquement à tâcher de concerter leur mobilisation, et arrêtaient déjà entre elles un partage éventuel des dépouilles de la Turquie; l'arbitrage de la Russie (et aussi sa complicité) apparaissait à chaque ligne. « Mais c'est une convention de guerre », déclara M. Poincaré, et il reprocha à M. Sazonow de n'avoir ni consulté ni prévenu le gouvernement de la République, avant de favoriser la confection de cette bombe balkanique.

Au dire du ministre russe, trois fonctionnaires seulement

(1) Dépêche à M. Davignon, du 10 août.

(2) Raymond Poincaré : *Au service de la France, les Balkans en feu.*

de son département étaient au courant de la chose. Le secret fut si mal gardé vis-à-vis de l'Allemagne, qui avait des intelligences au ministère du Pont-au-Change, que, dès le 15 avril, Kiderlen pouvait écrire dans une lettre particulière au roi de Roumanie : « Nous venons de recevoir d'une source absolument sûre une communication verbale très caractéristique. Il a été conclu entre la Bulgarie et la Serbie sous les auspices de la Russie un traité d'alliance secret (1). » Par cette révélation, l'ami du roi Carol voulait évidemment le mettre en garde contre les projets des Balkaniques. Mais il ne paraît pas, d'après le cours des événements, que le monarque roumain ait profité de cet avertissement.

A Berlin, m'autorisant du très amical accueil de M. Cambon, je prenais volontiers l'habitude de venir causer avec lui de la situation politique. L'ambassadeur avait passé quelques jours à Paris avant le 14 juillet; il en rapportait des impressions pessimistes, tant sur la prolongation de la guerre italo-turque que sur l'état intérieur de la Turquie. Au sujet de cette dernière, l'attitude insurrectionnelle prise par l'armée dictant ses volontés à la Porte, en face des Albanais révoltés et des Italiens maîtres des îles du Dodécanèse, lui faisait craindre une série de désordres et de luttes, prélude d'une décomposition de la puissance ottomane. Il était persuadé que les autres cabinets, de peur de déplaire à l'Italie, ne seconderaient pas les efforts de M. Poincaré en vue de provoquer une intervention des grandes Puissances auprès des belligérants. Le sort des îles grecques occupées par les Italiens demeurait un des principaux soucis de M. Cambon. Les Puissances qui avaient assumé le maintien du *statu quo* en Crète ne permettraient pas qu'elles fussent rendues sans conditions à la Turquie, mais l'Allemagne s'en laverait les mains, comme elle avait fait de la Crète.

A la Wilhelmstrasse, le souriant optimisme du sous-secrétaire d'État forme un frappant contraste avec le pessimisme de l'ambassadeur de France. M. Zimmermann ne veut pas convenir que la situation intérieure de la Turquie soit critique. L'armée, me dit-il, fera bientôt sa paix avec le gouvernement du Sultan, maintenant que Mahmoud Chewket Pacha est remplacé par un général, Ghazi Mouktar Pacha, de qui l'éducation

(1) *Kiderlen Waechter intime*, page 344. — Nous voilà fixés sur le moment où l'Allemagne a été informée de la conclusion des accords balkaniques.

militaire s'est achevée en Allemagne (1). A l'exemple de M. Zimmermann, la presse qui a des accointances avec la Wilhelmstrasse, envisage la crise ministérielle turque comme un incident inévitable. Elle préférerait que le nouveau cabinet n'eût pas pour chef un ami des Anglais, Kiamil Pacha, « Kiamil der Engländer », vieillard de quatre-vingt-six ans, d'une verdeur qui excite l'admiration de ses adversaires mêmes ; mais, faisant contre fortune bon cœur, elle accepterait le regain d'influence qu'un cabinet Kiamil vaudrait à l'Angleterre, pourvu que ce vigoureux patriarche réussisse à sauver son pays, car le maintien intégral de la Turquie constitue une nécessité primordiale pour la paix de l'Europe. Seul, le docteur Schiemann, prophète de malheur dans la *Gazette de la Croix*, met une sourdine aux espérances de ses confrères ; il voit déjà l'Albanie révoltée, marchant à l'indépendance, comme avaient fait la Serbie et la Bulgarie, et les Bulgares tombant sur le dos des Turcs pour recouvrer les frontières du traité de San Stefano, avec la certitude, en cas de revers, de n'être pas abandonnés par la Russie.

Un raid de torpilleurs italiens, survenu sur ces entrefaites à l'entrée des Dardanelles, n'altéra pas la confiance allemande dans le rétablissement de la paix en Orient. Mais il eut une très mauvaise presse à Berlin. Après l'entrevue de Port-Baltique et les déclarations pacifiques qui y avaient été échangées, on pensait bien que l'Italie suivrait le conseil de s'abstenir de toute démonstration militaire du côté des détroits. Du point de vue naval, cette prouesse était, d'ailleurs, sans conséquence, au jugement des experts ; elle n'avait été rendue possible que grâce à la maladresse des canonniers ottomans.

Que devenait M. de Kiderlen, après sa cure de Kissingen, tandis que les choses prenaient mauvaise tournure chez les Balkaniques ? Il continuait de goûter un repos paisible ; il s'était même aventuré en galante compagnie, à l'insu de sa fidèle Kypke, jusqu'à Chamonix, croyant être en Suisse, et il annonçait l'intention de ne faire que de courtes apparitions à la Wilhelmstrasse avant le 1er septembre. Quelle meilleure preuve pouvait-on avoir, que le chef partageait la quiétude de ses bureaux ? Cependant, dans un entretien que j'eus, le

(1) Dépêche à M. Davignon, du 17 juillet.

27 juillet, avec M. Zimmermann, je constatai qu'il avait perdu le sourire, en parlant des embarras de la Turquie, quoiqu'il ne me dît rien de la convention militaire des États balkaniques, comme s'il l'eût ignorée. Deux points me parurent exciter les préoccupations du sous-secrétaire d'État : le peu d'influence du nouveau cabinet turc, bien que composé d'Altesses, c'est-à-dire d'anciens grands vizirs et des premiers personnages de l'État, et la tentation irrésistible que pourraient éprouver les Bulgares, de se jeter au beau milieu de la crise intérieure de l'Empire ottoman. Quant à la question albanaise, elle n'était pas aussi difficile à régler qu'il le semblait; il n'y avait qu'à rendre aux Albanais la situation privilégiée dont ils jouissaient sous Abdul Hamid, et à laisser ces incorrigibles montagnards s'armer jusqu'aux dents, tant qu'il leur plairait, en n'exigeant d'eux que le minimum d'impôts possible. Le sous-secrétaire d'État repoussait l'idée d'une lutte fratricide entre les deux fractions de l'armée ottomane, celle que dirigeait la ligue militaire et celle qui était restée fidèle au gouvernement.

Il insista sur le bon conseil, donné en termes pressants par le gouvernement impérial au cabinet de Sofia, de rester calme et pacifique. Un indice favorable qu'il serait écouté, malgré la surexcitation du parti de la guerre en Bulgarie, c'était l'absence du tsar Ferdinand, qui s'en était allé tranquillement entendre de la musique à Bayreuth, et villégiaturer en Allemagne. Le gouvernement impérial savait de source certaine que le gouvernement russe, dont les avis finiraient comme toujours par prévaloir à Sofia, avait exhorté également les ministres bulgares à ne pas se laisser entraîner dans une lutte où leur armée serait accablée par les forces supérieures de l'Empire ottoman. Une attaque des chrétiens amènerait infailliblement une réconciliation de tous les éléments militaires, et une fusion de tous les partis contre l'ennemi commun. En attendant, des agents officieux des deux Puissances belligérantes, Italie et Turquie, s'étaient rencontrés à Lausanne, mais les intermédiaires turcs manquaient d'instructions, et les pourparlers, soi-disant secrets, n'avaient pas fait un pas (1). Toujours même négligence et même apathie chez ces braves Ottomans.

En résumé, un optimisme de commande a régné à Berlin

(1) Dépêche à M. Davignon, du 27 juillet.

pendant tout l'été, malgré l'orage qui s'amoncelait sur les Balkans. Le tsar Ferdinand s'était rapproché de son pays : il résidait maintenant dans ses propriétés de Hongrie pour être à portée des événements. Mais le retour de Sa Majesté bulgare ne signifiait pas que des incidents fâcheux fussent imminents. On vivait dans l'illusion, que le désir unanime des grandes Puissances étant de maintenir la paix dans la péninsule balkanique, l'ordre ne pourrait pas y être troublé sans leur consentement.

VI

Durant ce pacifique été, les relations de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne ne s'étaient pas améliorées. Si une guerre de revanche pour la reprise de l'Alsace-Lorraine était le cheval de bataille des Allemands dans les accusations qu'ils lançaient contre la France, ils n'étaient pas en reste avec l'Angleterre ; ils avaient contre elle un autre grief, aussi inconsistant : l' « encerclement » de l'Allemagne, prémédité par Édouard VII, de complicité avec son ami Delcassé ! Bien souvent, des Allemands très intelligents m'ont affirmé l'existence de ce noir complot.

O pouvoir d'un mot absurde, jeté dans l'oreille d'un peuple crédule ! Il a contribué à empoisonner les relations de deux nations longtemps amies et qui avaient des affinités de race. A quel esprit sensé fera-t-on croire aujourd'hui que l'Allemagne, renforcée de ses alliées, l'Autriche-Hongrie et l'Italie, maîtresse avec elles de tout le centre du continent européen, pouvait être encerclée, réduite à l'impuissance et à la détresse, par deux États que séparait ce bloc monumental? L'alliance franco-russe n'a-t-elle pas ressemblé à ces digues parallèles, élevées par la prévoyance des riverains, mais impuissantes en réalité à contenir un large et puissant fleuve, s'il lui prend envie de déborder et d'inonder les contrées voisines? On l'a bien vu en 1914, et dans les années suivantes de la guerre. Comment, d'autre part, la peur de cet encerclement mortel s'accordait-elle avec la conviction, ancrée chez tous les Allemands, d'une victoire écrasante sur leurs ennemis Russes et Français? Ceux-ci auraient en plus avec eux, il est vrai, l'Angleterre ; mais elle ne régnait qu'au large, sur la mer, et sa brave petite armée était tenue dédaigneusement à Berlin

pour une quantité négligeable, pour une valeur inexistante.

Au sujet de la prétendue politique d'encerclement, il faut laisser parler lord Grey, qui dit dans ses *Mémoires :* « L'encouragement donné par la France aux lignes ferroviaires russes convergeant vers la frontière allemande, était la conséquence naturelle des lignes déjà créées par l'Allemagne vers les frontières française et belge. La conséquence ne pouvait, en toute équité, être considérée comme plus mal intentionnée que la cause... Après la formation de la Triple Alliance, la Russie se trouva isolée, la France également, et la Grande-Bretagne ne fut pas seulement isolée, mais en danger constant d'une guerre avec l'une ou l'autre. La France et la Russie trouvèrent quelque réconfort en une Alliance, le même que l'Angleterre puisa à son tour en une Entente. Il me semblait vraiment que Berlin dût comprendre cette suite d'événements, et que la théorie de la politique d'encerclement n'était encouragée que pour maintenir l'opinion allemande à la hauteur des dépenses de son armement. » Toute la genèse de la Triple Entente est résumée en ces quelques lignes, et le soi-disant encerclement réduit à l'état de fantôme, n'ayant existé dans l'imagination allemande que pour justifier la demande d'énormes crédits militaires.

Le roi Édouard VII, de l'avis de ceux qui ont eu l'honneur de l'approcher, hommes d'État, hommes du monde, publicistes et correspondants de journaux, avait un sens aigu de la situation européenne. Son jugement sûr, formé par une longue expérience des hommes et des peuples qu'il avait étudiés de près, sans en avoir l'air, s'associait tout naturellement en lui à une royale bonhomie, et à d'affables manières de Prince et de gentilhomme qui le rendaient infiniment sympathique. Sur la légende de la politique personnelle qu'il aurait pratiquée et imposée, lord Grey, qui l'avait vu à l'œuvre, n'est pas moins explicite : « Il avait subi, écrit-il, le même processus que beaucoup d'entre nous ; il ressentait de l'inquiétude de notre dépendance de l'Allemagne, et une répulsion de nos querelles répétées avec la France et la Russie... Il ne nous laissa jamais douter que la politique que nous poursuivions avait sa cordiale approbation ; mais il ne suggéra jamais qu'il fallait lui ajouter une pointe contre l'Allemagne, et lorsqu'il faisait à Berlin une visite officielle, il avait plaisir à ce que sa

présence y fût aussi populaire que partout ailleurs (1). »

Quand j'ai pris possession de mon poste à Berlin, le roi Édouard était mort depuis deux ans, mais son ombre restait l'objet de l'aversion germanique. Le coup d'Agadir n'avait-il pas échoué contre la solidité de l'Entente cordiale, abhorrée en Allemagne comme un legs du Roi défunt à l'Angleterre et à la France? Un essai de rapprochement anglo-allemand, — qui aurait pu être tenté tout aussi bien du vivant d'Édouard VII, — avait avorté récemment, en dépit de la germanophilie de lord Haldane qui s'en était chargé. Un autre essai, auquel Kiderlen prêtait les mains, était néanmoins en préparation, et l'exécution en avait été confiée au baron de Marschall, le nouvel ambassadeur de Guillaume II auprès de la cour de Saint-James.

C'était une idée qui paraissait singulière, si l'on voulait regagner la confiance des Anglais, que de leur députer un diplomate renommé pour son génie d'intrigue, et qui avait fait triompher à Constantinople une politique allemande dénuée de scrupules. Aussi, les Anglais se tinrent-ils sur leurs gardes. Toutefois, le baron de Marschall, pendant le peu de temps qu'il a passé dans la capitale britannique, y fit de bonne besogne, d'après des témoignages que j'ai recueillis à Londres même. Il y étudia soigneusement le terrain et sut se créer des sympathies personnelles. Mais il donnait l'impression, raconte lord Grey, d'un homme vieilli et usé par le travail. La mort le surprit brusquement, comme il était venu se reposer, après la « season » de Londres, dans son domaine du Grand Duché de Bade. Le crédit que ses succès passés lui avaient valu, et l'expérience qu'il n'aurait pas manqué d'acquérir du caractère britannique lui auraient servi, — il est permis de le supposer, — à dessiller les yeux du Kaiser sur le danger de voir l'Angleterre se dresser sans hésiter en face de l'Allemagne, si celle-ci déchaînait une guerre européenne en commençant par envahir la Belgique. Guillaume II dut chercher un successeur à ce serviteur éprouvé et dévoué jusqu'à son dernier soufle. « L'Empereur, me confia M. Zimmermann, ne prendra conseil de personne et ne tiendra pas compte de nos propositions. » En effet, le choix de Sa Majesté s'arrêta sur un ancien diplomate, le prince Lichnowsky, membre

(1) *Mémoires* d'Edward Grey, vicomte de Fallodon, chapitre XII : *Le roi Édouard et sa politique étrangère.*

de la Chambre des seigneurs de Prusse, qu'on ne citait pas au nombre des candidats, mais qui avait publié des articles politiques très remarqués dans des revues allemandes.

Le principal obstacle à un raccommodement des anciens frères d'armes de Waterloo n'en subsistait pas moins en ce moment par le fait de l'Allemagne. Il apparut de nouveau au grand jour dans une séance du parlement britannique. J'ai exposé le contre-coup qu'elle eut à Berlin dans deux rapports successifs :

25 juillet.

« Il y a quelques semaines, au moment de l'arrivée du baron de Marschall à Londres, on pouvait croire à une amélioration des relations futures de l'Allemagne et de l'Angleterre. Les premiers pas vers un rapprochement ont été faits du côté allemand. Les Anglais partisans d'une entente s'étaient aussitôt remués, et la presse germanique avait reproduit avec satisfaction le speech où lord Haldane, au banquet de la société allemande de Londres, avait qualifié l'empereur Guillaume de grand homme.

« Il a suffi du discours prononcé tout dernièrement par M. Winston Churchill à la Chambre des communes pour dissiper les rêves pacifiques que quelques esprits chimériques se plaisent à former sur les deux rives de la mer du Nord. Le premier lord de l'Amirauté est coutumier du fait. Ce n'est pas la première fois qu'il déchire brusquement en quelques phrases la toile de Pénelope, que la diplomatie des deux pays avait péniblement tissée. Après son dernier discours, si net et si brutal, l'ouvrage sera plus difficile encore à réparer. M. Churchill, avec la clarté et la franchise qui sont le propre de son talent, sans la moindre précaution ou atténuation oratoire, a posé la question telle qu'elle est : « La cause directe des crédits supplémentaires que je demande, a-t-il dit en commençant, est le nouveau programme naval allemand. »

« Tous les journaux ont reproduit ici, in extenso et en première page, le texte du discours. Les commentaires sont venus ensuite. Je me permettrai seulement de vous signaler ceux qui me paraissent le mieux refléter l'opinion des hommes politiques de ce pays : « En désignant, ainsi qu'il l'a fait, l'Allemagne comme le seul adversaire de l'Angleterre, M. Churchill

va mettre en ébullition, porter à son paroxysme le désir de revanche des Français. Il fournit lui-même la matière à l'embrasement, auquel de part et d'autre on se prépare. »

« Un point est acquis désormais, d'après les déclarations officielles du ministre anglais, c'est la collaboration future des escadres anglaise et française dans la Méditerranée. Les journaux allemands avaient exprimé l'opinion que l'abandon de la Méditerranée par la flotte anglaise était impossible, car l'Angleterre ne devait pas laisser sans protection la route des Indes. M. Churchill leur répond aujourd'hui : L'Angleterre renforcera à la fois sa flotte de la mer du Nord et sa flotte de la Méditerranée et, de plus, dans cette dernière, elle compte sur le concours de la France.

« Les Allemands ne prononcent pas de *meâ culpâ* ; ils n'avouent pas que l'augmentation continuelle de leurs forces navales est la cause première des mesures de défense et des préparatifs de combat de l'Angleterre. Toute l'explication du discours de M. Churchill est là ; mais c'est précisément ce qu'on ne veut pas reconnaître à Berlin. »

27 juillet.

« Le sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères m'a dit hier que le langage de M. Churchill avait vraiment manqué de diplomatie. Le ton fait la chanson, et le premier lord de l'Amirauté aurait pu obtenir ses crédits sans prendre directement à partie l'Allemagne. M. Zimmermann se félicitait du calme que la presse germanique a montré en commentant ce discours.

« Ce n'est pas qu'on se soit abstenu de discuter à Berlin la thèse anglaise. J'ai sous les yeux des articles où l'on s'efforce de prouver que c'est l'Angleterre qui est la cause des armements maritimes de l'Allemagne, que c'est elle qui a commencé, contrairement aux affirmations de sir Edward Grey.

« Il semble bien pourtant que le chef du Foreign Office ait raison. Le commerce allemand, si grande que soit aujourd'hui son extension, la médiocre étendue des côtes et le petit nombre des colonies n'ont pas besoin pour leur protection d'une flotte aussi formidable que celle qui stationnera dans les ports de la mer du Nord et de la Baltique. Cette flotte semble préparée pour l'offensive et même pour une attaque foudroyante. Elle augmente et se complète méthodiquement, d'après un plan

longuement mûri. Elle n'est pas loin peut-être d'être en état de se mesurer avec la flotte britannique, malgré la supériorité numérique de cette dernière. L'amiral Tirpitz a dit dernièrement une phrase significative, que m'a rapportée mon collègue des Pays-Bas : « S'il est vrai que huit dreadnoughts peuvent en vaincre quatre, à égalité de puissance et d'armement, il n'est pas exact que quarante dreadnoughts aient la même supériorité sur vingt-cinq ou trente. Ils devraient être bien plus nombreux pour venir à bout de leurs adversaires. » L'Allemagne a, d'autre part, des ressources en hommes (par le service obligatoire), dont ne dispose pas l'Angleterre.

« On comprend fort bien que M. Churchill, en voyant que la dernière loi navale votée par le Reichstag vise moins à créer de nouvelles unités qu'à maintenir les trois quarts de celles qui existent déjà, dreadnoughts, croiseurs et torpilleurs, sur le pied de guerre et pour ainsi dire sous pression, ait cherché à épargner à son pays une surprise qui, au début des hostilités, pourrait avoir pour l'Angleterre des résultats funestes et irréparables. »

VII

Je n'avais rien à écrire à mon gouvernement sur les affaires intérieures de l'Empire. Les vacances parlementaires avaient imposé une trêve aux discussions du Reichstag entre les différents partis et une sourdine aux récriminations des antagonistes habituels du chancelier, les social-démocrates. Et pourtant, dans cette tranquillité générale, un débat s'éleva que je ne pus passer sous silence. Il éclata au sein du parti du Centre et me fit faire connaissance avec le tempérament batailleur du bas clergé germanique.

L'archevêque de Cologne avait encouragé l'entrée des ouvriers catholiques de son diocèse dans des syndicats mixtes, où ils se rencontraient avec des protestants pour lutter contre la propagande des syndicats socialistes. L'archevêque de Breslau, l'autorité ecclésiastique la plus écoutée de l'Allemagne orientale, dénonça cette alliance avec des hérétiques à la Cour de Rome qui n'hésita pas à la condamner. L'appel au Saint-Siège prêta aussitôt matière à des interprétations passionnées. Non seulement la presse protestante, mais aussi certains

journaux catholiques, tout frémissants d'un vent de révolte, contestèrent au Souverain Pontife le pouvoir de prendre parti dans la querelle qui divisait les deux directions du catholicisme allemand. On lui déniait âprement le droit de citer à son tribunal suprême des catholiques associés à des protestants sur le terrain social et économique. Le « Volksverein für das Katholische Deutschland, » ayant derrière lui une armée de 700 000 membres, imprimait dans son organe, l'*Apologetische Correspondenz* : « Le Volksverein et les syndicats ouvriers considèrent l'intervention du Pape comme une faute, mais ils ne s'en émeuvent pas autrement, car Sa Sainteté n'a fait qu'exprimer ses vues personnelles, et l'infaillibilité papale n'a rien à voir avec les questions du travail. » De rudes ecclésiastiques démocrates du Midi de l'Allemagne allèrent plus loin : « De quoi Rome se mêle-t-elle? écrivaient dans leurs journaux des curés bavarois et wurtembergeois. Dans les questions de dogme, nous nous inclinons devant elle, mais qu'elle se garde de s'immiscer dans nos affaires intérieures; sinon, « Los von Rom! » Nous nous séparerons d'elle. » Tout de suite, la menace d'un schisme, comme au bon vieux temps de Luther. Ces lettres insolentes étaient reproduites avec empressement par la presse juive et protestante de Berlin. Aussi le Saint-Siège effrayé fit-il un pas en arrière. Le nonce à Munich expliqua que Pie X n'exigeait pas la dissolution des syndicats mixtes existants; il se bornait à les déconseiller pour l'avenir.

A la fin de l'été, les préliminaires de mon installation étant terminés et aucune affaire importante ne me retenant à Berlin, j'ai sollicité un congé de quelques semaines qui me fut immédiatement accordé par mon gouvernement.

BEYENS.

A PROPOS DU CENTENAIRE D'IBSEN

LA GENÈSE DE *BRAND*

Au moment même où il entrait dans sa vingt-troisième année, passant à Skien, sa ville natale, pour aller compléter à Kristiania, dans un « four à bachot », la médiocre préparation à l'Université qu'il avait entreprise tout seul, depuis quelques années, lorsque son travail de commis de pharmacie lui en laissait le temps, Henrik Ibsen fit une promenade avec sa sœur, Hedvige, la seule personne de sa famille avec qui vraiment il se sentît en confiance, et s'ouvrit à elle. Il lui déclara que son désir était de parvenir « à la plus grande perfection que l'on pût atteindre en grandeur et en clarté. — Et quand tu y aurais atteint, que ferais-tu, alors ? — Alors, je mourrais. » Mme Hedvige Stousland m'a répété ces paroles, comme elle les avait dites à Henrik Jaeger, le biographe d'Ibsen, et à Björnstjerne Björnson, et sans doute à d'autres encore, car elle y voyait la preuve que toute idée d'ambition personnelle, même celle de la gloire et du nom, était complètement étrangère à son frère, et qu'il allait vers l'accomplissement de son œuvre avec le ferme dessein de s'y consacrer avec un dévouement absolu.

Ibsen est, en effet, ou a été longtemps, le poète de l'absolu. La perfection qu'il cherche, c'est dans des poèmes et des drames qu'il veut la réaliser. Elle est par là d'ordre esthétique.

Elle le semble aussi par ce fait que, grand agitateur d'idées, il ne paraît finalement prendre parti pour aucune. On est tenté de croire que le souci de la pure littérature seul le domine. Et cependant sa préoccupation même de l'absolu est plutôt d'ordre éthique. Elle s'exprime surtout dans *Brand*. Et c'est là ce qui donne, dans l'ensemble de son œuvre, une place centrale à ce drame, le premier par lequel il a conquis, en Norvège et dans le nord, sa position de grand écrivain. Car *Brand* est le poème de l'absolu, et ainsi est peut-être l'œuvre essentielle d'Ibsen. Lui-même a longtemps considéré ce drame comme ce qu'il qu'il avait fait de plus important.

Le héros de ce poème dramatique est, comme on sait, un jeune prêtre,— protestant bien entendu, puisqu'il est norvégien, — qui se croit appelé à de hautes destinées. Robuste, éloquent, plein de confiance en lui-même, il livrera un combat sans merci aux faiblesses humaines. Ce sera une action grandiose pour déblayer de tout ce qui l'obstrue la voie vers l'idéal.

Quel idéal propose-t-il donc ? En vérité, lui-même n'en sait trop rien. Ayez un idéal quelconque, mais tenez-vous y. Une fois que vous l'avez choisi, qu'il soit votre règle de conduite. La mission que Brand s'est donnée est de combattre en l'homme toutes les considérations qui l'empêchent de se soumettre à son propre idéal avec le dévouement absolu qui est nécessaire. L'esprit de compromis, voilà l'ennemi.

Brand passe par son pays d'origine, où sévit la famine. Indifférent en apparence aux souffrances physiques, il choque tout le monde par ses paroles dures, qui semblent insulter la misère du district, mais il soulève ensuite l'enthousiasme en bravant la tempête pour aller sauver l'âme d'un mourant, de l'autre côté du fjord. Les paysans le prient d'être leur prêtre. Il renonce au rôle éclatant auquel il se croyait destiné, puisque sa mission l'appelle à cette tâche plus humble. C'est son premier sacrifice. Une jeune fille, Agnès, qui, seule, a consenti à l'accompagner sur le fjord en furie, quitte son fiancé. Brand l'épousera si elle consent à vivre, jusqu'à en mourir, pour sa mission.

La mère de Brand, vieille paysanne riche et avare, ne veut pas se séparer de son bien, même quand elle se sent près de la mort. Son fils a fait de ce renoncement la condition du secours spirituel qu'il lui a promis au moment fatal. Elle l'appelle,

n'abandonne que la moitié, les neuf dixièmes. Désespéré, mais inflexible, Brand s'abstient.

Son fils est tuberculeux, on pourrait le sauver en quittant le pays et le presbytère, où les hautes montagnes ne laissent pas pénétrer le soleil. Mais la mission de Brand est bien décidément là. Les intrigues mêmes du bailli pour le faire partir le prouvent. Il reste, et Agnès, sachant son fils par là condamné, obéit.

Et le fils meurt, et Agnès, après l'avoir sacrifié, est obligée de sacrifier aussi, au profit d'une bohémienne qui passe, même les reliques, bonnet, langes, châle, pieusement conservés. Puis elle meurt à son tour, et Brand est seul.

Avec la fortune que sa mère lui a laissée, Brand a fait construire une grande église. Le cinquième acte nous fait assister à l'inauguration solennelle, ou du moins au discours que Brand prononce à cette occasion devant la porte fermée du monument. La « grande » église n'a pas réalisé son idée. Les conversations qu'il vient d'avoir avec les autorités civiles et surtout ecclésiastiques lui ont montré que l'esprit de compromis entache la religion officielle, et il rompt avec elle. Il jette dans le torrent la clef avec laquelle il devait ouvrir l'église, et il invite les paysans à le suivre... vers les hauteurs. Tous le suivent, et l'on commence l'ascension du fjeld. Mais le cortège s'égrène peu à peu, la fatigue, puis la faim épuisent les moins ardents. Le bailli, qui guettait ce moment de découragement, annonce qu'un banc de harengs est entré dans le fjord, et tout le monde veut courir à la côte. Quelques paroles provocantes de Brand suffisent alors pour que ceux qui avaient été ses adhérents les plus fanatiques se retournent furieusement contre lui, et lui jettent des pierres avant de descendre. Le voilà seul sur le glacier. Des visions se présentent. Et bientôt il est rejoint par une bohémienne folle, Gerd, qui vit sur le fjeld, et l'entraîne vers l'endroit qu'elle appelle « l'église de glace ». Un coup de fusil qu'elle tire sur un vautour détermine une avalanche qui les engloutit tous les deux.

Ce drame étrange, très réaliste par moments, est plein de monologues philosophiques ou polémiques, de scènes émouvantes, de caricatures, d'élans lyriques, et d'actions qui paraîtraient absurdes si l'art d'Ibsen n'avait su en dissimuler l'invraisemblance et l'odieux. Médiocre, une œuvre comme celle-là

serait simplement illisible. Ibsen avait d'abord commencé à l'écrire sous la forme d'un récit en vers que l'on est convenu d'appeler le Brand épique, car l'élaboration a été longue et pénible. Le manuscrit de ce Brand épique a été retrouvé et publié après la mort de l'auteur (1).

L'objet de cet article est de situer cette œuvre dans le temps et le milieu qui lui ont donné naissance, de rechercher sous l'empire de quels sentiments, de quelles émotions, Ibsen l'a conçue, et quelles phases de joie et de tourments il a traversées pendant qu'il la composait.

IBSEN ET LA GUERRE DU SLESVIG

Lorsque Ibsen, en 1864-65, à Rome, écrivit *Brand*, il n'était pas un débutant. Il avait trente-six ans, il avait écrit déjà neuf pièces dont aucune, il est vrai, n'est de celles que l'on a pu voir jouer en français : elles traitent, la plupart, des sujets historiques ou légendaires trop spécifiquement norvégiens. Ibsen est donc, lorsqu'il compose Brand, un dramaturge expert, d'autant plus maître de son métier qu'il avait été, pendant douze ans, attaché à divers titres à plusieurs théâtres, et avait réglé la mise en scène d'un très grand nombre de pièces. Il était, de plus, poète, et son habileté technique étonnait Björnson, également poète. Et pourtant, cet homme qui savait à fond son métier de poète et d'auteur dramatique, et qui avait même obtenu quelques succès, n'était en général considéré que comme un écrivain plutôt négligeable.

Nous sommes dans la Norvège de 1863. Elle était très pauvre en écrivains. Le niveau général de l'instruction était fort élevé, mais le peuple ne lisait guère que la littérature norvégienne ancienne et des livres religieux. Les classes cultivées se nourrissaient de littérature étrangère et manquaient de confiance dans la capacité littéraire ou artistique nationale, excepté lorsqu'il s'agissait de ressusciter les œuvres du passé ancien. C'était une époque très terre à terre, où les seules manifestations idéalistes notoires étaient des réveils religieux à tendances piétistes.

Dans ce milieu, alors que la Norvège ne comptait que

(1) J'ai publié l'histoire de ce manuscrit et sa traduction dans le *Mercure de France* en 1909, nos des 16 juillet, et 1er et 16 août.

1 650 000 habitants, et qu'aucun livre norvégien n'était lu à l'étranger, même au Danemark, il est clair qu'aucun Norvégien ne pouvait vivre de sa plume et se consacrer entièrement à la littérature. Aussi avait-on pris l'habitude de donner aux écrivains des places ou de modestes subventions.

Ibsen fut le premier qui essaya de vivre du métier de poète et auteur dramatique. Il vivait surtout, et fort mal, de ses fonctions de metteur en scène, mais le « théâtre norvégien » où il était jusqu'en 1862, fit faillite, et il n'eut plus en 1863 au théâtre de Christiania qu'une place de 25 *speciedaler* (140 francs) par mois qui ne lui fut même pas entièrement payée. Et il avait femme et enfant. Au cours de l'année 1863, il fut réduit à une misère que ses amis ne soupçonnaient pas si grande, car il la cachait, et eux-mêmes, étant pauvres, ne voyaient pas entre eux et lui une si grande différence. Pourtant, lorsqu'il n'était pas venu, aux jours habituels, chez Paul Botten Hansen, dont l'appartement était le rendez-vous de ses amis les plus intimes, et chez qui l'on trouvait toujours du hareng et quelques tartines, cet excellent homme s'inquiétait, et allait voir si rien de fâcheux n'était arrivé à son hôte le plus assidu. Ibsen était probablement au café, où il lui arrivait de passer des heures seul, assis devant un bock vide. Car il traversa, en 1863, une période de prostration et d'aboulie, où il fuyait l'horreur de son foyer misérable et maussade, et peut-être les reproches de sa femme, qui ne pouvait comprendre cette inaction. La misère d'Ibsen était si grande, et son découragement si profond, qu'il envisagea, un instant, l'idée de prendre un poste de douanier.

Cependant, en juillet 1863, il fut invité à prendre part aux fêtes qui devaient réunir, à Bergen, des sociétés chorales. Il se ressaisit au cours de ce voyage, qui changeait son atmosphère grise. Il avait demandé, à défaut de la pension de poète permanente qui lui avait été refusée, une bourse de voyage, et il apprit que le succès de cette demande paraissait assez probable. Enfin, — et ce ne fut peut-être pas ce qui contribua le moins à remonter son courage, — il rencontra sur le bateau Björnstjerne Björnson, revenu depuis peu d'un long séjour à l'étranger, et qui se rendait aussi aux fêtes de Bergen. Il n'y avait pas, et il n'y a jamais eu de véritable intimité entre Björnson et Ibsen : leurs natures étaient trop différentes. Mais ils étaient camarades, il n'y avait jamais eu encore de heurt

entre eux, et même leurs idées avaient jusqu'alors toujours paru concorder : ils avaient été bons amis pendant le précédent séjour de Björnson à Christiania, et Björnson avait été le parrain du jeune Sigurd Ibsen. A ce moment, Björnson, avec son tempérament de chef, qui guette constamment les gens afin de voir s'il pourra les enrôler pour son action, fut ravi d'avoir Ibsen avec lui; et, de son côté, Ibsen, entraîné par l'ardeur de son heureux cadet, à qui tout semblait réussir, se prit pour lui d'une admiration où il entrait quelque humilité. Une amitié réciproque, et très vive, se noua entre les deux poètes.

Ibsen s'était si bien ressaisi qu'à son retour de Bergen il composa en deux mois son drame *les Prétendants à la couronne*, qui semble émaner plus qu'aucune autre de ses œuvres, d'un esprit optimiste et serein. C'est un drame historique sur ce que Péguy aurait appelé la mystique du succès.

Cette reprise soudaine d'énergie au milieu d'une période de dépression est bien curieuse, et l'on n'a pas assez noté l'influence alors exercée par Björnson et l'admiration qu'il a inspirée à son aîné. Dans l'histoire des relations entre eux c'est une période pleine de traits qui leur font honneur à tous les deux, et où tout sentiment de jalousie et de rivalité est absolument exclu de part et d'autre.

La bourse de voyage qu'Ibsen avait demandée lui fut enfin accordée : 400 *spd.* (2240 francs) pour un an, sans espoir de renouvellement, puisque le Storting, qui vota cette somme le 12 septembre 1863, ne se réunissait alors que tous les trois ans. La somme était médiocre. Ibsen avait des dettes. Si le montant lui en avait été remis intégralement, et s'il n'avait pas trouvé d'autres ressources, il ne lui serait sans doute pas resté de quoi partir. Heureusement quelque argent fut réuni.

L'avocat Bernard Dunker, qui avait une grande autorité dans toutes les affaires de théâtre, et d'autres, donnèrent. Ibsen ne savait pas demander. Björnson s'entremit, avec un empressement très dévoué. Il se fit le collecteur de sommes modestes, mais qui suffirent pour permettre à Ibsen de payer ses dettes et d'attendre son départ sans engager les trimestres de sa bourse de voyage. L'édition des *Prétendants à la couronne* rapporta aussi quelque chose. Au total, Ibsen allait quitter son pays avec des munitions qu'il devait prévoir suffisantes pour environ un an, mais guère au delà, et en les ména-

geant à l'extrême. Il était le contraire d'un insouciant, et cette situation précaire devait l'inciter à produire, à publier une pièce nouvelle, le plus vite possible. En même temps, il se sentait provisoirement à l'abri du besoin, et jouissait de cette sécurité immédiate.

***

Cependant il se passa plus de six mois avant son départ, et c'est dans cet intervalle que se place une série d'événements qui susciteront la création de *Brand* en même temps qu'ils provoqueront chez une grande partie de la population norvégienne la plus cultivée une disposition d'esprit singulière. La Prusse, unie à l'Autriche, se préparait à prendre au Danemark les duchés de Slesvig et de Holstein. La mort du roi de Danemark, Frédérik VII, le 15 novembre, hâta les événements. Le 1er février 1864, les troupes austro-prussiennes pénétrèrent en Slesvig.

Or, Ibsen était « scandinaviste », c'est-à-dire partisan d'une solidarité des trois États scandinaves. Il l'avait toujours été.

Le scandinavisme était alors très en faveur parmi la population des villes, et particulièrement parmi les « intellectuels » qui donnaient le ton à l'association des étudiants. Cette société jouait un rôle assez important dans la vie nationale. Ibsen n'y prenait pas la parole, car s'il était audacieux par la pensée, il était physiquement gauche, et au fond timide, mais il suivait avec passion les séances où l'on parlait du Danemark, et il ne manquait pas d'écrire des poèmes à lire ou à chanter au cours des séances des samedis, chaque fois que l'occasion s'en présentait. Ses poèmes *Salut au Chant*, *Un frère en détresse*, *A la mémoire de Frédérik VII*, sont ses manifestations scandinavistes. Très nettement, dans le premier, composé pour les fêtes des sociétés chorales, il dit qu'il faudra passer la mer pour secourir le Danemark. Mais il voit clair. En décembre, avant qu'ait commencé dans la presse la contre-offensive des tièdes, il a compris que les promesses n'entraîneront pas l'acte décisif d'alliance. *Un frère en détresse* est un avertissement contre les mensonges pompeux et les promesses vaines. Ibsen y fait entendre la voix du Danemark terrassé qui crie : « Mon frère, qu'es-tu devenu ? » Une dernière strophe dit que ce n'était

qu'un mauvais rêve, et exhorte à l'action. Mais on voit qu'il ne se fait pas d'illusions.

On voit aussi que la question se réduit pour lui à celle-ci : la promesse sera-t-elle tenue ? La question juridique du Holstein, membre de la Confédération germanique, le problème des nationalités qui se partagent le Slesvig, ne l'intéressent pas. Il se demande seulement si la Norvège, qui connaît son devoir et qui l'a proclamé, saura, l'heure venue, sacrifier ses intérêts matériels et soutenir le courage moral des grandes résolutions. Ainsi l'histoire pose devant Ibsen le problème de *Brand*.

C'est un sacrifice total qu'exige l'absolue soumission au devoir. Il s'agit de s'exposer à la défaite à peu près certaine. Cette quasi-certitude du désastre ouvre-t-elle un droit à éluder le devoir ? Ce n'est pas là pour la Norvège un problème de politique internationale, pas plus que Brand ne sera en face d'un problème religieux. C'est uniquement l'absolu de l'exigence morale qui est en cause. Ibsen, d'ailleurs, ne discute pas Péremptoire, il répond : une nation vaincue en accomplissant son devoir prouve par là même qu'elle mérite de vivre, et elle vivra. Si elle évite la défaite par la lâcheté, elle est diminuée, et risque de disparaître. Des formules de ce genre parsèmeront longtemps la correspondance d'Ibsen.

ROME ; LE *BRAND* ÉPIQUE

Voilà donc Ibsen en route pour l'Italie. A Copenhague, toute fiévreuse de la guerre parvenue, en son troisième mois, au moment décisif, il s'arrête quelque temps ; il y est le 16 avril, jour de la prise de Dybböl (Duppel, en allemand), puis il traverse Berlin, et s'y trouve juste au moment, le 4 mai, où Guillaume fait son entrée triomphale, et il voit les canons danois traînés dans les rues parmi le peuple exalté qui crache dans leurs gueules brisées, comme il le raconte dans une lettre. Ce spectacle le hantera longtemps. Il y reviendra fréquemment dans sa correspondance, et encore six ans plus tard.

Il poursuit ensuite son voyage vers Trieste, et soudain le spectacle change : il a, lui l'homme du nord, la révélation d'une lumière inconnue. Depuis ce moment jusqu'à son arrivée à Rome, il vit dans l'étonnement ravi que lui cause le paysage

italien. Ibsen était peintre, et vingt-quatre ans plus tard il a dit à Henrik Jaeger, le premier qui lui ait consacré une étude biographique étendue, sa surprise lorsque, au sortir des montagnes désertes de Carinthie, l'Adriatique lui apparut, d'un bleu éclatant, couverte de voiles blanches.

Et Ibsen, en même temps, songeait à son pays. Il y songeait par contraste, et revoyait les paysages les plus désolés qu'il y avait visités. Moins de deux ans auparavant, parcourant, pour y recueillir des contes populaires, les montagnes qui descendent du grand glacier du Jotunheim au fjord de Sogn, il était parvenu à Lom, où se trouve une des plus antiques églises en bois du moyen âge. Près de là, le presbytère avait été enseveli sous une avalanche, et le pasteur habitait dans une vieille ferme une grande chambre, où il travaillait et recevait ses ouailles. Un paravent masquait le lit où sa jeune femme avait récemment accouché. La maison était dans une vallée étroite et profonde, et comme Ibsen demandait à la jeune mère si elle ne craignait pas un nouvel éboulement : « Oh, dit-elle, la maison est tout contre le fjeld à pic, et l'avalanche passerait par dessus. »

Le contraste entre la belle lumière riante du ciel italien et la sinistre rudesse des fjelds en de telles vallées amenait Ibsen à se rappeler la manière dont les poètes avaient décrit la nature norvégienne. Tous l'avaient peinte de couleurs charmantes. S'ils parlaient des monts rocheux, c'était pour en célébrer la solidité, qui devenait une qualité morale. Lui ne voyait plus dans tout cela que convention et mensonges. Il s'était déjà moqué en sa jeunesse, dans sa parodie de la *Norma* de Bellini, des excès les plus ridicules des poètes qui voulaient toujours flatter leur pays. Mais lui-même n'avait-il pas fait comme eux? N'avait-il pas chanté surtout l'automne norvégien en lui attribuant un charme mélancolique? Il fallait être vrai, et montrer la nature norvégienne dans toute son âpreté. C'est ainsi que Lom est devenu le décor de Brand. La vieille église de bois, l'étroite et sombre vallée, le presbytère adossé au mur du fjeld, la maison de la mère de Brand au bord du fjord, et le glacier, tout y est. Et *Brand*, par là, marquera une date dans l'histoire de la littérature norvégienne; une certaine façon de décrire le paysage norvégien, habituelle jusqu'alors, deviendra désormais impossible.

Et cette sorte de réalisme pessimiste, qui fait voir à Ibsen

la vallée de Lom comme le paysage typique de la Norvège, s'étend à sa façon de considérer le peuple norvégien. Ou plutôt c'est la grande colère d'Ibsen contre le peuple norvégien qui, symboliquement, fait du paysage de Lom le décor de Brand.

Ibsen, qui avait laissé à Copenhague sa femme et son fils, gagna Rome sans se presser, fit notamment un détour pour voir Milan, et n'arriva en diligence, — car Rome n'était encore reliée au monde par aucun chemin de fer, — que le 19 juin, alors que presque toute la colonie scandinave était dispersée. Cependant un de ses amis, Lorentz Dietrichson, qui était en villégiature à Genzano, étant revenu à Rome pour quelques jours, vint le relancer, et ils passèrent quelques journées ensemble à visiter les monuments et les musées. Comme Dietrichson habitait Rome depuis deux ans et connaissait l'histoire et l'histoire de l'art (il est devenu professeur d'histoire de l'art à Christiania), Ibsen ne pouvait, pour ses débuts, trouver un meilleur guide. Dans une lettre à Björnson, il rend compte de ses premières émotions d'art pendant ces deux ou trois premières semaines passées à Rome. Mais il ne lui parle pas d'une impression d'un autre ordre, que lui causa le spectacle de la Rome antique. Il y voyait la ruine d'un monde, et cette idée jouait dans son esprit et s'y reliait confusément avec ses réflexions sur les nations qui peuvent disparaître. Nous verrons que cette idée n'attendait qu'une occasion pour se préciser.

Malgré tant d'impressions nouvelles, Ibsen n'oubliait pas sa grande colère, comme le montre Dietrichson dans ses Souvenirs. Je cite : « Il y avait longtemps qu'Ibsen ne s'était trouvé le soir en compagnie de Scandinaves, et il se mit à raconter les impressions de douleur et de révolte que lui avaient causées pendant son voyage les événements les plus récents de la guerre. Mais peu à peu, tout insensiblement, le récit prit le caractère d'un discours improvisé; toute l'amertume longtemps comprimée, la colère brûlante et la passion pour la cause du Nord, qu'il avait si longtemps tenues enfermées en lui, se firent jour; sa voix devint métallique, dans l'obscurité du soir on ne voyait que ses yeux ardents, et lorsqu'il eut fini, personne n'applaudit, personne ne leva son verre, mais je crois que tous, nous eûmes le sentiment que c'était *la Marseillaise* du Nord qui, pour quelques auditeurs, avait résonné dans l'air de la nuit romaine, sans laisser de traces, et je sais que jamais la

puissance de la parole vivante ne m'a saisi, même à beaucoup près, aussi fortement que ce soir-là. »

Récit d'autant plus curieux que Dietrichson était bon juge en la matière, et que la maladresse d'Ibsen comme orateur était notoire.

Naturellement, il fut impossible à Ibsen de se mettre au travail pendant onze jours qu'il passa à Rome. Dès le 30 juin, en compagnie d'un jeune sculpteur suédois, Walter Runeberg, fils du poète, il rejoignit son ami Dietrichson qui était installé à Genzano, près du lac de Nemi, avec sa famille. Il y trouva aussi Mme Lina Bruun, mère du Christopher Bruun qui avait prononcé à l'association des étudiants le discours dont on a lu quelques extraits. Elle était venue en Italie avec sa fille Thea et un fils plus jeune. A part les matinées, que chacun employait à sa guise, les deux familles norvégiennes, plus Ibsen et Walter Runeberg, menèrent une vie commune de conversations, promenades et lectures jusqu'à l'automne, et Dietrichson se rappelle qu'un jour, après avoir lu à haute voix le récit de la campagne de Julien l'Apostat (je suppose qu'il veut dire la campagne de Perse, où Julien mourut), il vit Ibsen très vivement intéressé, et lui parla de Julien, « et je sais, dit-il, que l'idée de composer quelque œuvre sur ce sujet s'implanta ce jour-là sérieusement dans son esprit. Du moins, en terminant la conversation, il exprima l'espoir que personne ne le devancerait et ne traiterait ce sujet. »

Enfin on revint à Rome pour un séjour prolongé. C'est de Rome où il vient de rentrer qu'Ibsen écrit à Björnson : « Pour le moment, je travaille à un poème et j'ai en préparation une tragédie, *Julien l'Apostat*, travail dont je m'occupe avec une joie intense et que je réussirai, je le crois fermement; au printemps ou en tout cas au cours de l'été j'espère les avoir achevés tous les deux. »

Le grand poème, c'est *Brand*, le *Brand* épique : au cours de l'été 1865, il ne l'aura pas achevé : il commencera seulement à l'écrire sous sa forme définitive. Quant à Julien, il ne l'achèvera, sous le titre d'*Empereur et Galiléen*, que huit ans plus tard.

Qu'il se trompe sur le temps qu'il lui faut pour écrire ses œuvres, c'est ce qui lui arrivait constamment. Cela lui est d'autant plus naturel à ce moment qu'il se sent encouragé par

le souvenir des *Prétendants à la couronne*, si vite écrits, et que la nécessité le presse. Sa bourse de voyage ne sera pas renouvelée. Il ne peut pas compter non plus que les secours pécuniaires de source privée arriveront toujours à point nommé. Il doit produire pour vivre, et il doit produire pour justifier et provoquer l'aide publique ou privée qu'il demandera.

Il calcule à tout instant combien de temps il pourra tenir. Heureusement la vie n'est pas chère à Rome. Le 1er janvier il succédera à Dietrichson comme bibliothécaire de l'association scandinave, où il sera logé et aura une petite indemnité. Mais tout cela ne le mènera pas loin. Le séjour à Copenhague, le long voyage, les premières promenades dans Rome ont été très profitables, sans doute, pour son œuvre à venir, mais c'est trois mois de perdus pour la production immédiate. C'est même plus de trois mois, car à Genzano il a dû ruminer ses impressions, y mettre de l'ordre, et bâtir à nouveau.

Le 17 avril, de Copenhague, il avait écrit à l'un de ceux qui lui envoyaient quelque argent : « Aussitôt arrivé à Rome, je commencerai un nouveau drame en cinq actes, que j'espère terminer au cours de l'été. » Nous voici en automne, et il vient seulement de commencer à écrire.

Quel était ce drame qu'à son départ il comptait pouvoir achever si vite? Ce n'était pas Brand. Le héros devait en être Magnus Heinessön, viking attardé, pirate norvégien de la fin du XVIe siècle, sur qui, avant de quitter Christiania, il prit quelques notes qu'il emporta (1). En septembre 1864, la lettre à Björnson montre qu'il n'est plus question de Mogens Heinessön. Il a été remplacé par Brand et Julien. Malgré le retard qui en résultera pour sa première publication, Ibsen n'a pas voulu ni pu imposer à son esprit le sujet que des pensées nouvelles en écartaient.

Le 16 septembre, à Rome, *Brand* en était donc à ce point

(1) On a soutenu que le drame visé dans la lettre à Bernard Dunker, le 17 avril 1864, était *Brand*, qui aurait donc été conçu beaucoup plus tôt que je ne l'indique, et primitivement sous une première forme dramatique. Cette opinion a beaucoup contribué à embrouiller l'histoire de la genèse de *Brand*. Je ne peux ici développer une démonstration assez longue, qui reposerait sur la critique d'une phrase des souvenirs de Lorrentz Dietrichson. Le présent article n'a déjà que trop le caractère d'une démonstration, ce que je ne pouvais éviter parce que les résultats de mon étude étaient en grande partie nouveaux. Du moins convenait-il d'écarter ici les preuves trop techniques, et que l'on ne pourrait suivre sans perdre de vue, momentanément, l'objet essentiel de l'article.

qu'Ibsen pouvait se mettre à l'écrire, et peut-être avait commencé. Cela ne nous dit pas quand il a été conçu. Nous savons à quel moment lui est soudain venue l'idée de consacrer un drame à l'empereur Julien : c'est le jour où Dietrichson, à Genzano, a lu le récit de la mort socratique de Julien dans Ammien Marcellin, c'est-à-dire entre le 1er juillet et le 26, jour où Dietrichson partit pour Naples. Quant à *Brand*, il n'a eu, comme il est naturel pour un pareil produit de l'esprit, aucune date de naissance déterminée. Mais deux textes permettent de préciser le moment où la nébuleuse commence à se condenser en astre. Une première précision est fournie par Ibsen lui-même six ans plus tard, le 28 octobre 1870, dans une lettre à un ami qui lui demandait des renseignements pour une biographie. Il écrit :

« Juste au moment où parurent *les Prétendants à la couronne*, Frédérik VII mourut et la guerre commença. J'écrivis un poème ; *Un frère en détresse*. Il fut naturellement sans effet en face de l'américanisme norvégien, qui m'avait rebuté de toutes façons. Et je partis en exil.

« Lorsque j'arrivai à Copenhague, Dybböl tomba. A Berlin je vis le roi Wilhelm faire son entrée avec trophées et butin. En ces jours-là Brand commença à croître comme un embryon au dedans de moi. En Italie, lorsque j'y arrivai, l'œuvre de l'unité était accomplie par un esprit de sacrifice sans limite, tandis que chez nous... Ajoute à cela Rome, avec son idéale sérénité, la vie commune avec le monde insouciant des artistes, une existence qui peut seulement être comparée au sentiment que donne *As you like it* de Shakspeare,... et tu auras les préludes de Brand. »

Ibsen, six ans après les événements, pouvait bien commettre quelque erreur de date. Mais ici, où il s'agissait de faits qui l'avaient si vivement frappé, et qui étaient en rapport si direct avec son *Brand*, je ne pense pas qu'il ait pu se tromper.

La période d'incubation commence donc avec les journées de Dybböl et de Berlin, et ne s'achève que lorsqu'Ibsen a pu goûter le charme de la vie insouciante des artistes scandinaves à Rome, c'est-à-dire quelques semaines après la fin du séjour à Genzano. Et ces émotions et impressions si diverses, qui se sont succédé au cours de quatre mois, ne donnent encore que les préludes de *Brand*. C'est-à-dire que, si nous nous fions à la

mémoire d'Ibsen, et si les mots « embryon » et « préludes » ne sont pas des images excessives, nous devons croire que lorsque Ibsen annonça à Björnson, le 16 septembre, qu'il travaille à son Julien et à « un grand poème », c'est à peine si la fable du *Brand* épique est assez nettement établie pour qu'il puisse commencer à écrire.

Et voici un second texte, qui confirme et précise le premier, et qui provient aussi d'Ibsen, quoique indirectement. On sait qu'il a été longuement interrogé par l'auteur du *Dictionnaire des écrivains*, J.-B. Halvorsen, pour le long article biographique que celui-ci voulait lui consacrer, qu'il a fourni des documents et lu l'article en épreuves. Or, Halvorsen dit :

« Le premier projet littéraire qui l'a occupé au cours de son étude des monuments et de l'histoire de Rome fut l'esquisse indécise d'une pièce historique mondiale avec Julien l'Apostat comme personnage principal. Mais au bout de quelque temps les souvenirs de son pays apparurent à ses regards en contours plus nets que les tableaux de la civilisation antique... »

On est tout d'abord tenté, en lisant ces lignes, de penser qu'elles contredisent la lettre à P. Hansen, puisqu'ici *Brand* semble n'avoir pas existé du tout avant la première esquisse du drame sur Julien. Mais les deux textes se concilient parfaitement. Celui de Halvorsen, qui parle de « projet littéraire », montre simplement qu'en juillet, lorsque l'idée d'un *Julien* fut suggérée à Ibsen par la lecture d'Ammien, l'idée de *Brand* était encore trop confuse pour être mentionnée comme un tel projet, et cela montre en même temps que les termes d' « embryon » et de « préludes » n'avaient rien de forcé. Le fait est que *Julien*, en tant que projet littéraire vaguement esquissé, mais déjà défini, a précédé *Brand*. Celui-ci n'existait encore que comme une figure très indécise qui devait personnifier une idée : ni la fable, ni même le personnage n'étaient ébauchés. On doit donc se représenter Ibsen, dans le calme de Genzano, lisant la traduction allemande d'Ammien Marcellin que Dietrichson avait apportée, prenant des notes, et s'apercevant peu à peu que la matière est trop considérable pour tenir en cinq actes. Ne peut-on écrire une pièce en dix actes? demande-t-il à Dietrichson. Ces premiers tâtonnements pour faire entrer dans l'œuvre future les inquiétudes religieuses de la jeunesse de Julien, ses victoires en Gaule et son apostasie, enfin son essai de restau-

ration du paganisme pendant son court règne, constituent « l'esquisse indécise ». Et c'est seulement au bout de quelque temps, dit Halvorsen, que les souvenirs de Norvège apparaissent à Ibsen en contours plus nets que les tableaux de la civilisation antique. Les souvenirs de Norvège, il n'a évidemment pas cessé d'en être hanté, les tableaux de la civilisation antique ne pouvaient avoir à ses yeux un relief plus saisissant. Il est clair que la phrase de Halvorsen n'a de sens que parce que les souvenirs de Norvège y représentent Brand, cette figure jusqu'ici brumeuse, qui en était l'expression symbolique. C'est alors que cette figure se dessine.

Il est remarquable que ces deux sujets, *Brand* et *Julien*, soient nés presque ensemble dans l'esprit d'Ibsen. Il faut qu'ils aient répondu tous les deux, chacun par quelque côté, à ses préoccupations du moment. Or, ce qu'ils ont de commun, à première vue, c'est qu'ils parlent tous deux de la religion. Ce n'est pourtant pas là le point de départ d'aucun des deux.

Ibsen a fait observer à maintes reprises dans sa correspondance qu'il n'a traité dans *Brand* aucun problème religieux, mais seulement le problème de la volonté, du dévouement à l'idée, quelle qu'elle soit, en sorte qu'il aurait aussi bien pu prendre, à la place de Brand, par exemple, Galilée. C'est évident : que Brand soit prêtre n'a rien d'essentiel. Mais enfin, il l'est. Quant à Julien, on peut dire aussi que ce n'est pas le problème religieux qui a incité Ibsen à l'étudier en vue d'une pièce, au moins à l'origine. Il y a vu d'abord l'histoire de la fin du monde. Il songeait alors que l'antique Norvège était un monde mort, tandis qu'il avait cru, sans bien s'en rendre compte, qu'elle revivait ou pouvait revivre aussi brillante que jadis sous d'autres formes. Il se demande dans ses lettres, à cette époque, si une nation peut disparaître. On voit qu'il est hanté par cette question. Et il voit à Rome la ruine du monde antique, manifestée par l'hiatus entre les monuments qu'il a laissés et ceux de la pré-Renaissance. Jamais il ne s'est exprimé par écrit sur cette idée primordiale de son Julien, mais à son biographe Henrik Jaeger il a dit que le sujet lui avait été suggéré par le spectacle de la vieille Rome. Or, il y a là une connexité profonde entre Brand et Julien. Brand est écrit précisément parce que les Norvégiens n'ont pas eu, dans l'affaire du Slesvig, l'énergie qui fait qu'un peuple est digne de vivre, et

sans laquelle il peut très bien disparaître. Ibsen dit même dans une lettre qu'il augure mal de la durée du peuple norvégien. Au point de départ, Brand et Julien procèdent donc de la même pensée, qui n'est pas religieuse, tandis que la connexité religieuse des deux sujets n'est qu'apparente, et l'on est tenté de dire : fortuite.

Nous voici donc à Rome quelques jours après le retour de Genzano, le 16 septembre, jour de repère où il écrit sa lettre à Björnson. Ibsen travaille à la fois à Brand et à Julien, qu'il prétend mener de front. Je crois que c'est l'unique fois de sa vie qu'il a essayé un tel cumul. Naturellement, il lui est arrivé de réfléchir à quelques vieux sujets ou d'en inventer de nouveaux lorsqu'il en avait déjà un en préparation. Mais travailler à la fois à deux sujets ne lui était pas possible. Il avait besoin de s'absorber dans son œuvre et de s'y consacrer totalement. Et certes, Brand et Julien n'étaient pas des sujets à traiter plus légèrement que d'habitude, ce dont il se rendait bien compte déjà, au moins pour Julien. Cette exception s'explique parce qu'aucun des deux projets n'était mûr, aucun d'eux n'était assez avancé pour exiger une attention totale, exclusive. Le « grand poème, » en particulier, n'était pas même ébauché. Koll, — c'était alors le frigide nom du futur Brand, — n'était encore qu'un prêtre sévère et distant, placé dans le cadre de la vallée de Lom. Il était seul, sans histoire; les autres personnages ne sont venus qu'après, pendant les premières semaines du séjour à Rome. Il commençait seulement à entrer en concurrence avec Julien dans l'esprit d'Ibsen. Mais dès que la fable du poème de Brand a été construite, on peut être assuré qu'Ibsen n'a pas tardé à renoncer à Julien, et le temps pendant lequel il s'est imaginé qu'il pourrait travailler aux deux à la fois n'a pas dû être long. Il parle encore de son double projet dans une lettre à son ami Botten Hansen, lettre perdue, mais qui est du commencement d'octobre, puisque Botten Hansen la résume dans le numéro du 20 octobre de son hebdomadaire *le Nouvelliste illustré*. C'est sans doute au cours d'octobre qu'il a décidément ajourné Julien.

Le 16 septembre, Ibsen est en train, ou sur le point d'écrire son grand poème, et bientôt il s'y consacrera uniquement. Cela ne signifie pas que la fable et le contenu en sont rigoureusement établis. Ibsen espère que tout se précisera de soi-

même en cours de rédaction : sur ce que furent la fable et l'idée du poème, c'est tout ce que nous pouvons savoir par les circonstances extérieures. Et la lecture du *Brand* inachevé y ajoute peu, car, bien qu'il compte 1 645 vers, il s'arrête avant même la séparation d'Agnès et d'Ejnar, c'est-à-dire au commencement de ce qui deviendra le second acte du drame. Tous les personnages sont posés, le docteur, le bailli, Gerd. Mais leur histoire n'est pas esquissée. Pour comparer la première conception d'Ibsen, au *Brand* dramatique, on en sera réduit aux conjectures. Et Ibsen, selon son ordinaire, ne nous renseigne ni par ses lettres d'alors ni par ses lettres de plus tard. Pas davantage par ses conversations. C'est sa manière. Toute sa vie, ses amis les plus intimes, et même sa famille ont été dans l'ignorance du sujet qu'il était en train de traiter. On le perd pour ainsi dire de vue pendant qu'il écrit une pièce et sa correspondance même devient plus rare. Sur sa vie au cours des dix mois, de septembre 1864 à juillet 1865, où il a été occupé du Brand épique, nous avons des renseignements, mais non sur son travail.

Cependant les artistes et les écrivains de la colonie scandinave à Rome menaient une vie presque commune. Or on sait par le cahier des réclamations de l'association qu'Ibsen y fréquentait assidument. Et l'on sait par Dietrichson et d'autres qu'il dînait habituellement au Tritone, auberge de paysans où le vin était bon, et y passait la soirée, et qu'il prenait même part à des promenades en nombreuse et gaie compagnie. Et volontiers, seul ou avec Dietrichson, il parcourait les monuments et les musées. Le matin, il s'enfermait et travaillait avec sa ponctualité coutumière. Ensuite, s'il n'était pas pris par des lectures sur Julien, quelque visite de musées ou des promenades de réflexion sur la voie Appia ou dans les thermes de Caracalla, il était à l'association ou en société. Il était plein d'entrain, causant, et savait se rendre agréable. Il paraissait jouir de la vie gaie, facile, qui s'était établie dans la colonie, et qui a été très bien décrite par le romancier danois Wilhelm Bergsöe. Vie sans soucis à laquelle il n'était guère habitué. On a quelque peine à se le représenter dans un tel milieu. On y a surtout peine quand on songe qu'il écrivait *Brand*. Et l'on a peine à s'imaginer qu'il s'y soit plu suffisamment pour en apprécier le charme. Il y faisait naturellement ses observations, et

lorsque en 1866 *Brand* parut, tous les membres de la colonie, en lisant la scène du premier acte, où Ejnar et Agnès se poursuivent en chantant, se rappelèrent qu'en 1864, au cours d'une promenade à la tombe de Cecilia Metella, Mlle Thea Bruun et Valther Runeberg s'étaient amusés à danser l'un devant l'autre, puis à se fuir, et à courir en se lançant des oranges. Ibsen n'avait certainement pas besoin de vivre parmi cette colonie d'artistes pour inventer Ejnar. Il est toutefois intéressant de le voir, à ce moment même, en présence du milieu naturel d'Ejnar. C'est là que le personnage s'est au moins précisé dans son esprit. Et il est aussi probable qu'Agnès a emprunté plus d'un trait à Thea Bruun, avec laquelle Ibsen venait de passer deux mois à Genzano, et à qui est adressé un joli poème, le seul qu'il ait composé cet été-là. Mais s'il se joignait à des gens joyeux, pour les observer, il devait se sentir très isolé au milieu d'eux, et la solitude de Brand devait en être accentuée.

Le soir, au Tritone, Ibsen n'était plus seulement un spectateur, ou du moins il n'était plus un spectateur passif. Assis au bout de la table, il lui arrivait de pérorer sur les événements du nord, et ce fut lui, presque toujours, qui conduisit la conversation pendant tout l'hiver. Son sujet favori était la vocation, auquel se rapportaient plusieurs des pièces qu'il avait déjà écrites, et aussi le sujet de *Brand :* doit-on se sacrifier à sa vocation ? Et, vu son public, Ibsen prenait comme exemple une vocation d'artiste. Volontiers, il posait la question sous cette forme : faut-il avaler la clef de la porte ou devenir employé de commerce ? Car Chatterton, après avoir jeûné pendant trois jours plutôt que d'accepter une place de commis, aurait, dit-on, essayé de se nourrir en avalant la clef de sa porte, que son logeur retrouva dans son estomac, après qu'il se fut empoisonné.

Nous voyons donc, pendant cet hiver, un Ibsen bien différent du muet maussade que l'on se figure d'habitude. Il est évidemment très satisfait de son travail. Il le dit lui-même, d'ailleurs, dans une lettre du 28 janvier 1865 à Björnson : « Notre vie est agréable et bonne, et quand sera passée la petite inquiétude que je vais éprouver, je me remettrai vigoureusement à mon travail qui me cause beaucoup de joie, bien qu'il aura sans doute une couleur générale assez sombre. »

La petite inquiétude dont il parle est naturellement un

souci d'argent. On voit dans la lettre qu'il vit d'emprunts avant chaque arrivée d'argent. Cependant, son beau-frère, à Christiania, a encore quelque chose de sa bourse de voyage, et 40 scudi par mois suffisent. Vers la fin de juillet, Ibsen a reçu l'offre officielle de prendre la direction du « théâtre de Christiania ». Ce serait la vie assurée, au moins pour une assez longue période. Il a refusé catégoriquement. Malgré ce qu'ont de lancinant pour son tempérament nerveux les perpétuels embarras d'argent où il se débat, son parti est bien pris de ne se laisser détourner par rien de son œuvre d'écrivain. Ibsen a vraiment montré pendant les années 1864 et 1865, qu'il était de ceux qui avaleraient la clef de la porte. Et, à part de « petites inquiétudes », il est de bonne humeur, car son travail va bien.

Cette satisfaction ne va pas durer.

Au commencement de mars 1865, il lut à son ami Dietrichson un passage du *Brand* épique, passage qui a complètement disparu du *Brand* dramatique, et où il se moquait de certaines exaltations patriotiques célèbres en Norvège. Mais il ne dit pas à Dietrichson à quoi se rapportaient les vers qu'il venait de lui lire, et Dietrichson, qui raconte le fait plus tard, est fort intrigué, puisque rien de ce qu'il a entendu n'appartient ni à Brand ni à Julien.

Ibsen a sans doute achevé ce que nous avons de son poème peu de temps après, mettons à la fin d'avril. Comme nous verrons tout à l'heure que c'est vers le milieu de juillet qu'il a « jeté par dessus bord » ce qu'il avait écrit jusque-là, pour adopter la forme dramatique, on peut se demander ce qu'il a fait pendant cette période intermédiaire de trois mois environ, peut-être un peu plus. Que signifie, pour cet Ibsen que son travail passionne et que la nécessité talonne, une si longue interruption ? Car c'est bien une interruption. Le manuscrit s'arrête brusquement au beau milieu d'un discours de Brand (Koll a déjà changé de nom) ; et ce discours ne sera pas prononcé dans le drame. Il devait évidemment amener dans le poème l'adhésion à Brand des hommes qui lui demandent de rester dans leur paroisse comme pasteur, et ce résultat est obtenu dans le drame par l'exemple d'énergie que donne le jeune prêtre en risquant sa vie pour passer le fjord malgré la tempête, et sauver l'âme d'un mourant criminel. Jusqu'à ce discours, la fable du *Brand* épique est exactement celle qu'Ibsen

a suivie pour son drame. Il a senti qu'un sermon n'était pas suffisant pour provoquer tout ce qu'il voulait en tirer : l'enthousiasme des paysans, la séparation d'Agnès et d'Ejnar, et le renoncement que constitue pour Brand l'acceptation de l'humble poste offert. Mais il aurait pu continuer son poème en y remplaçant ce discours par l'acte qu'il lui a substitué dans le drame. Il n'aurait eu ainsi à sacrifier que trois strophes au lieu de 1 645 vers. Certes, l'idée que Brand ne peut pas triompher par des paroles seulement, et que des actes sont nécessaires, est importante. Elle ne suffit pourtant pas pour expliquer qu'Ibsen soit resté près de trois mois en suspens, et qu'il ait finalement renoncé au *Brand* épique, dont il avait été, pendant l'hiver, si satisfait, pour le transformer en drame. L'histoire de cette crise et de la composition du *Brand* dramatique, n'est connu que par la correspondance d'Ibsen, où il l'a écrite à son insu.

LA RÉVÉLATION DE SAINT-PIERRE ET LE *BRAND* DRAMATIQUE

Au commencement du printemps de 1865, Dietrichson, puis Chr. Bruun, quittèrent Rome. Ibsen, en pleine période de production, n'avait plus besoin de se documenter auprès d'eux, ni de faire poser ses modèles, ni d'exciter son esprit par le jeu des paradoxes au Tritone. Il lui fallait le calme, l'isolement. Il partit, semble-t-il, dès le mois d'avril, pour aller s'installer à Ariccia, environ à quatre kilomètres de Genzano, avec sa femme et son petit garçon, car il est toujours volontiers retourné vers les paysages qui lui avaient une fois plu. Cette année-là, il n'eut pour compagnie scandinave qu'un peintre norvégien un peu fou, qui ne le dérangea guère, car Ibsen lui inspirait un respect comique. Et la vie de travail s'organisa. Ibsen se levait de très bonne heure, et se promenait, solitaire, dans la campagne, puis il rentrait travailler. Il travaillait avec acharnement jusqu'au soir. Mais il n'avançait pas. La joie n'y était plus. Il ruminait son *Brand*, ne cessait d'y penser, mais n'écrivait plus. Une lettre à Björnson, du 12 septembre, nous dit à peu près la date, milieu de juillet, où il finit par renoncer à son *Brand* épique :

« Tout va très bien maintenant, et au fond il en a été de même tout le temps, si j'excepte les moments où je ne savais

pas comment m'en tirer sous aucun rapport, pas seulement pour l'argent, mais parce que mon travail ne voulait pas avancer. Et puis, je suis allé un jour à Saint-Pierre, j'avais une course à faire à Rome, et là, soudain, s'est révélée à moi une forme vigoureuse et claire pour ce que j'avais à dire.

« Maintenant, j'ai jeté par dessus bord ce qui m'a torturé pendant un an sans parvenir à rien, et au milieu de juillet j'ai commencé quelque chose de nouveau, qui a marché comme jamais rien encore n'avait marché pour moi. C'est nouveau en ce sens que j'ai alors commencé à écrire, mais le sujet et le sentiment ont pesé sur moi comme un cauchemar depuis que les nombreux événements sinistres de chez nous m'ont amené à regarder en moi-même et à considérer notre vie là-bas, et à penser à des choses qui m'avaient échappé, ou du moins auxquelles je n'avais pas prêté sérieuse attention. C'est un poème dramatique, sujet contemporain, contenu grave, cinq actes en vers rimés (pas une *Comédie de l'amour*). Le quatrième acte sera bientôt terminé, et je sens que je peux écrire le cinquième en huit jours; je travaille le matin et l'après-midi, ce que je n'ai jamais pu faire. On jouit ici d'un calme béni; pas de relations; je ne lis rien d'autre que la Bible, c'est puissant et fort. »

Ce qui m'a torturé pendant un an... Ibsen exagère. Il oublie l'hiver où son travail lui donnait tant de joie. Mais, sans qu'il fournisse aucune explication sur le changement subi par le sujet « contemporain », à « contenu grave », il est clair qu'entre la première période de l'écriture du *Brand* épique, à Rome, et la seconde période, à Ariccia, la différence ne consiste pas seulement dans les circonstances extérieures : il atteint le travail lui-même, qui devient un tourment. Les promenades solitaires dont il disait qu'elles n'étaient pas du temps perdu, à Rome, ne l'aident plus, à Ariccia, à retrouver le fil perdu. Il traîne ainsi jusqu'au jour où il a la révélation soudaine de la forme qui lui convient. Et quel merveilleux coup de fouet a été la brusque vision à Saint-Pierre. Du milieu de juillet au 12 septembre, Ibsen a pu construire le plan de sa pièce et en avancer l'écriture, mettons jusqu'au milieu du quatrième acte, ce qui fait trois mille vers. Comme toujours, il s'est trompé en disant qu'il pourrait achever le cinquième acte en huit jours. Cet acte a pris des proportions que sans doute

il n'avait pas prévues, et compte à lui seul 1 779 vers. Mais après avoir tout corrigé, recorrigé et recopié une dernière fois, il peut envoyer la fin du manuscrit définitif à son éditeur le 16 novembre. Quatre mois lui ont suffi pour composer cet énorme drame de 5 395 vers, alors qu'il lui avait fallu environ quatorze mois pour le concevoir et trouver la forme qu'il devait lui donner. Surtout, il est intéressant d'observer cette prodigieuse rapidité à construire la pièce et à l'écrire pendant les premières semaines qui ont suivi la grande révélation. Il devait être alors dans un état d'exaltation singulier. Il le dit d'ailleurs lui-même dans une lettre à Björnson du 4 mars 1866, près de quatre mois après l'achèvement de Brand : « Cet été, lorsque j'écrivais ma pièce, j'étais, au milieu de la misère et des ennuis, indiciblement heureux, je sentais en moi un enthousiasme de croisé, je ne sais rien que mon courage n'aurait osé affronter. »

La révélation de Saint-Pierre, c'est l'instant décisif, c'est l'heure de l'inspiration qui s'est fait longtemps attendre. Elle doit être l'éclosion soudaine d'un germe lentement mûri dans l'esprit d'Ibsen. Nous en voyons l'importance par « l'enthousiasme de croisé » qui a suivi. Quelle a été sa vraie signification, c'est là l'énigme qu'il nous reste à déchiffrer.

On a dit souvent qu'un auteur a besoin pour traiter un sujet qui lui tient à cœur d'attendre que son émotion soit calmée. C'est seulement dans l'été de 1865, plus d'un an après les événements qui avaient soulevé la grande indignation d'Ibsen, et lorsqu'elle se serait quelque peu apaisée, qu'il aurait enfin été capable de lui donner forme poétique. Pour qui a lu *Brand*, l'idée que ce drame serait écrit avec une âme presque apaisée est plutôt comique. Même sans connaître le *Brand* épique, terme de comparaison, on à peine à le croire.

Si l'on consulte la correspondance d'Ibsen au moment où il écrit, ou quand il vient d'écrire le *Brand* dramatique, on ne s'aperçoit guère que son âme soit apaisée. Il est vrai qu'elle était déjà fort en colère à la fin de juin 1864, lorsqu'il prononça, dans une auberge de Rome, le discours que Dietrichson a qualifié de « Marseillaise du Nord », et l'on doit *a priori* considérer comme impossible qu'il se soit maintenu pendant plus d'un an à ce diapason. C'est cependant ce que l'on constate par sa correspondance.

Il y parle de l'entrée de Guillaume à Berlin, — c'est déci-

dément le souvenir qui l'obsède le plus, — et il dit son indignation contre les Danois de Rome qui allaient au temple de Rome, où un pasteur prussien, pendant la guerre, priait pour le succès des armes prussiennes.

« Tu peux croire si je me suis mis en colère et si j'y ai mis ordre ; car ici je n'ai peur de rien ; chez nous, j'avais peur, quand je me trouvais au milieu du troupeau débile, et que je sentais les vilains sourires derrière moi. »

Et, tout bouillant d'indignation, il rappelle la satisfaction intime des bonnes gens qui vantent l'esprit réfléchi des Norvégiens, « par quoi rien d'autre n'est désigné que cette tiède température de sang, qui rend impossible à ces âmes honnêtes de commettre une folie de grand style ». A cette tiédeur, il oppose l'enthousiasme national des Italiens, et continue avec des considérations sur la ruine des nations qui s'abandonnent

On pourrait multiplier ces citations. Elles ne laissent aucun doute : Ibsen n'est pas moins vibrant d'indignation lorsqu'il achève *Brand* que lorsque se passaient les événements qui en ont amené la conception. Sa colère, qui semblait arrivée à un paroxysme, n'est pas restée stationnaire : elle s'est accrue.

Elle ne l'empêche pas, toutefois, de se sentir heureux, comme jamais il ne l'avait été. C'est là chez lui un sentiment profond, qui est sans aucun rapport avec sa situation, toujours difficile. Sans doute, il pouvait éprouver quelque satisfaction, vers la fin de 1865, d'avoir pu « tenir le coup » assez longtemps pour achever son drame. Sa bourse de voyage était épuisée, les secours qu'il avait reçus devaient l'être aussi, mais grâce à l'entremise spontanée de Björnson, Ibsen allait publier son *Brand* chez le grand éditeur danois Hegel, qui lui envoyait des avances. Il espérait ainsi atteindre le moment de la publication et la réunion du nouveau Storting auquel il comptait adresser une demande de « pension de poète » annuelle. Il avait donc le moyen d'attendre l'heure où il n'était pas impossible qu'il obtînt une sécurité de vivre médiocrement pour son art. Cet espoir incertain n'était pas de nature à rassurer sur l'avenir un homme peu enclin aux illusions. Il avait, notamment, peu de confiance dans le succès de son livre, qui devait soulever contre lui, croyait-il, une vive animosité en Norvège.

Et pourtant il est heureux. Pendant quatorze mois, son travail a été une joie presque continue, seulement coupée par la

période de désarroi à laquelle a mis fin la révélation de Saint-Pierre. Et il est satisfait de son œuvre achevée. Mais la différence est grande entre son humeur de l'hiver 1864-65 et celle de l'automne 1865. Pendant la première période romaine, son esprit est assez dispersé. Il jouit d'acquérir tant de notions nouvelles. Il jouit de vivre dans un milieu si libre. Sa colère même peut s'exprimer librement, et ne l'irrite plus. Il éprouve une sorte de bien-être intellectuel. Son âpreté s'atténue, et cela se marque même dans le *Brand* épique, comparé au drame. Et s'il est content de son travail, c'est une satisfaction qui n'a rien d'exalté. Au contraire, ce qui caractérise Ibsen pendant qu'il écrit le *Brand* définitif, c'est l'extrême concentration, l'enthousiasme, et une joie intime et profonde où il se baigne avec délices. Vraiment, on a peine à s'expliquer comment cette joie est compatible avec sa grande colère prolongée, ainsi qu'avec l'âpreté accrue de son drame. Mais le fait est certain : ce drame le rend heureux d'un bonheur inconnu. On le voit dans une lettre du 4 mai 1866 à l'un de ses plus chers amis, l'historien, Michael Birkeland. Il lui dit : « En ce qui concerne mon être intime, je crois qu'il est très changé à certains égards. Mais je crois tout de même que je suis plus moi-même aujourd'hui que jamais auparavant. » Être soi-même, n'est-ce pas pour lui la perfection, à ce moment où il va écrire *Peer Gynt* ? Être soi-même, pour Ibsen, et à cette date, consiste à être un poète qui « veut et doit aller là où l'énigme du temps indique la voie », comme il le dit dans le poème d'introduction au *Brand* épique, — un poète qui est un guide pour le peuple.

Ibsen n'est vraiment plus, comme on l'a dit, le poète du doute. Quel chemin parcouru depuis *les Prétendants à la couronne*, où le duc Skule, génial, mais inquiet, incertain de son droit, hésitant dans son action, est voué d'avance à l'échec le plus lamentable. L'orgueil d'Ibsen devient prodigieux. Sa confiance en lui-même est absolue. A l'avocat Dunker il écrit le 14 mars, en lui annonçant l'envoi d'un exemplaire de *Brand* :

« ... Peut-être est-ce surtout la situation chez nous, comparée avec ce que j'ai vu possible ici, qui a produit de l'effet sur moi. C'est comme résultat de ceci que mon livre est éclos ; mais bien que j'aie *la plus inébranlable certitude d'avoir raison*, je ne sais si j'aurai beaucoup de gens avec moi. »

Cependant son orgueilleuse certitude d'avoir raison n'exclut

pas le doute, puisqu'il doute du succès et n'a qu'un optimisme lointain. La défaite serait terrible pour lui. Elle signifierait que bientôt, sans espoir d'obtenir la pension de poète ni de voir se renouveler les secours privés, il serait sans ressources et obligé d'accepter quelque humble fonction qui ne lui laisserait plus le loisir d'écrire, car il a pris spontanément vis-à-vis de Björnson l'engagement de refuser la direction du théâtre. C'est avec cette sinistre perspective qu'il a composé son drame. « Je veux et j'aurai une victoire un jour, » affirme-t-il. Cette phrase est plutôt l'exclamation d'un entêté que l'affirmation tranquille d'un homme sûr de son fait. Tout en travaillant avec enthousiasme, il a dû parfois faire effort pour écarter d'assez sombres pressentiments. Mais souvent aussi ses difficultés matérielles et ses inquiétudes d'avenir devenaient pour lui un motif nouveau d'exaltation, car son absolu dévouement à son œuvre le rapprochait de Brand. Il devenait lui-même comparable à son héros, puisque, lui aussi, il sacrifiait tout à sa mission, sa mission de poète. Qui sait s'il n'a pas pensé à sa femme et au jeune Sigurd, qu'il allait peut-être condamner à une existence misérable, lorsqu'il a fait mourir Alf et Agnès?

Nous voilà bien loin de la guerre du Slesvig, et le lecteur a sans doute l'impression qu'en m'attardant à décrire les mouvements de l'âme d'Ibsen, j'ai glissé hors de mon sujet. Mais non, c'est bien le passage du *Brand* épique au *Brand* dramatique qui est en jeu, lorsque nous suivons la transformation qui s'est produite dans l'esprit d'Ibsen, et s'il y a eu glissement d'un sujet à un autre, c'est précisément dans ce passage, et c'est l'évolution de la pensée d'Ibsen qui le révèle. D'abord, il assistait, maussade et timide, dans un coin de la salle de l'association des étudiants, aux séances où il ne prenait de part active que parce qu'on y chantait quelqu'un de ses poèmes. Plus tard, il exhale librement sa colère contre la lâcheté norvégienne au Tritone; il dresse un personnage comme antithèse à cette réalité qu'il veut flétrir. Son sujet est surtout cette réalité même; son héros, un moyen de la faire ressortir et un être extérieur à lui. Des épisodes sont inventés, où il est simple spectateur, et dont l'unique personnage est le peuple norvégien.

Peu à peu, une analogie de situation entre l'auteur et son héros qui met en évidence une analogie de caractère, amène Ibsen à s'identifier avec ce héros, qui remplit l'œuvre de plus en

plus. La fable n'est pas modifiée, mais le sujet n'est plus tout à fait le même. La veulerie du peuple n'est plus que l'occasion de poser dans toute son ampleur le problème de l'exigence absolue. Ibsen ne se rend pas tout de suite compte du changement; il y est inconsciemment porté parce que c'est, sous un aspect nouveau, le problème de la vocation qui l'a toujours hanté. Il est seulement gêné par le réalisme trop étroit que lui impose la forme d'un récit, et il entre dans la période où il ne sait « comment en sortir ». Déjà le hautain Koll a fait place à l'ardent Brand. Il faut que celui-ci se signale par l'éclat d'actes surhumains. Il a grandi jusqu'à faire éclater le cadre du roman. Dans un récit, même de forme épique, toutes les circonstances secondaires exigent des justifications trop détaillées et acquièrent une existence propre. L'attention ne se concentre pas aussi fortement sur un personnage unique. Il fallait la simplification du drame où un être irréel, pur symbole, peut être vivant, et que Brand pouvait dominer absolument.

La cause du désarroi d'Ibsen au printemps est donc le grandissement de Brand, et nous comprenons la révélation de Saint-Pierre. Le poète a compris que le drame était la seule forme qui lui permettait d'élaguer tout ce qui gênait le plein déploiement de son héros. Forme et fond sont liés. Le poème convenait au Koll primitif. Il ne convenait plus à Brand. L'indignation causée par l'attitude du peuple norvégien dans la guerre du Slesvig devait tout naturellement s'exprimer par un poème, et il existait déjà un exemple de telles invectives en vers : *le Crépuscule de la Norvège* de Welhaven. Mais cette critique de la hâblerie, de la veulerie, du matérialisme et de l'indifférence pour une vie plus haute était un sujet de poème assez médiocre, d'où Ibsen s'est instinctivement évadé. Avec son tempérament, l'affaire du Slesvig pouvait être une excitation violente et même prolongée, mais passagère, tandis que l'idée de Brand touchait à ses fibres les plus profondes. Et le drame était le moyen de le faire ressortir dans toute sa vigueur. Ce qui est le plus surprenant dans la grande révélation de Saint-Pierre, c'est qu'elle ait été nécessaire et qu'elle soit venue si tard.

C'est parce que sa grande colère le tenait toujours. Parvenu à un paroxysme, il semblait s'y complaire et vouloir encore l'aggraver. C'est pourquoi il demeurait si attaché à son sujet

primitif qu'il l'a maintenu jusque dans son drame, où l'on s'étonne de rencontrer telle tirade qui, hors le ton, n'a vraiment aucun rapport avec la pièce. Tout paraît indiquer qu'il n'a pas entièrement compris, dans le feu de son travail et de sa passion, à quel point son sujet s'était effectivement transformé. Ainsi le Brand du poème subsiste dans le drame, œuvre grandiose qui conserve, par moments, le caractère d'une œuvre de circonstance. Mais c'est uniquement dans le drame que Brand pourrait être remplacé par un Galilée qui ne se rétracte pas... ou par Ibsen. Car il s'absorbe dans son œuvre avec un esprit d'abnégation et de sacrifice. Il admire Brand, il le prend pour modèle, et l'orgueil de lui ressembler l'exalte prodigieusement. C'est en lui que se réalise l'unité du poème et du drame, de la circonstance et de l'idée. Dans le bouillonnement de sa pensée, il confond quelque peu sa propre mission de poète guide du peuple, et sa grande colère, et la vocation de Brand. Tout cela, pour lui, ne fait qu'un. Car Brand, c'est lui-même. Il l'a dit et redit. Il l'a dit surtout posément, avec réflexion, dans sa précieuse lettre du 28 octobre 1870 à P. Hansen. Là, c'est avec modestie qu'il écrit : « Brand, c'est moi, dans mes meilleurs moments. » C'est sans doute ce tumulte cérébral de colère et d'orgueil, et la confusion de sa personne et de son personnage, qui l'ont empêché si longtemps de trouver la forme claire qu'il lui fallait et qui a rendu nécessaire une révélation. Il l'a eue enfin, lorsqu'une course à Rome l'a éloigné de son travail. Cette soudaine inspiration a été surtout une journée de méditation plus calme. Après quoi, il est retourné vers sa solitude d'Ariccia, n'ayant plus qu'à écrire, et il a pu s'exalter de nouveau sans inconvénient. Son enthousiasme s'est accru alors du fait qu'une fois le plan bien établi, l'œuvre si longuement mûrie coulait de sa plume avec une invraisemblable facilité, et l'on comprend qu'Ibsen, l'esprit toujours tendu, mais tout heureux de tenir le moyen d'exprimer son idée librement, et tout fier de son identité avec Brand, ait eu, en écrivant son drame, le sentiment qu'il partait pour la croisade.

P.-G. La Chesnais.

POUR LE LIVRE DE RAISON

En écrivant le mot « fin » au bas du premier volume du *Livre de raison* (1), je pensais avoir terminé. J'avais traité les quelques sujets qui me paraissaient relier le présent au passé et aiguiller vers l'avenir et je ne voyais pas d'intérêt à continuer ce mémorial, sinon sous forme de notes familiales destinées aux miens seuls. De plus, bien que je me fusse efforcé de l'étendre, d'élargir mes souvenirs, mes préoccupations ou mes projets, en y mêlant ceux de mes voisins et amis et, au delà, ceux mêmes de la masse rurale où je suis plongé, je craignais de manquer de matière, ou encore de fatiguer en ne parlant jamais que de cette terre paternelle tant aimée.

Mais la vie n'a cessé de me solliciter, éternellement changeante comme les saisons, comme l'aspect des êtres et des choses... Plus peut-être dans le monde agricole qu'ailleurs, lent à se transformer, attaché à des us millénaires, quelques-uns restés justement intangibles, hésitant devant les innovations, rebelle souvent aux débours d'essai, mais qu'enfin un souffle d'émulation a pénétré peu à peu.

A mesure que les communications se sont multipliées, et avec elles la circulation des idées, des méthodes et des leçons, une sorte d'appétit de savoir, de comprendre et d'appliquer s'est emparé de nous, non pas seulement tourné vers l'accroissement matériel et vers le gain. La science est venue aider. Elle a cherché, proposé ou donné des explications, déposant dans les esprits des germes de curiosité incoercibles, ou bien elle a confirmé des pratiques séculaires, où sa lumière saisit et illustre les raisons instinctives de cheminements ataviques.

Sous ses rayons, sous ses éclairs, quelques-uns fugitifs, la terre-mère jusqu'à présent mystérieuse a laissé se révéler quelque chose

(1) Ces pages serviront de Préface au deuxième volume du *Livre de raison* qui paraîtra prochainement.

de son être intime, du secret de sa substance vitale avec tout ce qui germe d'elle, ce qui la fertilise ou la stérilise ; elle s'est animée à la manière d'un organisme de chair et de sang, au point qu'on peut se demander si tout n'est pas un dans l'univers, soumis aux mêmes lois constitutives ; si tout n'y respire pas, pour ainsi dire, de même ; si l'eau, l'air, la lumière ne vivifie pas le sein immense de la glèbe comme la poitrine humaine ; si un régime alimentaire n'existe pas aussi pour elle, dans lequel les éléments de réfection ou de stimulation ne manquent pas impunément ; si ce corps enfin, qui palpite invisiblement, que l'on croyait inerte, ne ressent pas jusqu'à des blessures, depuis le temps qu'on le foule et qu'on le déchire, par où la sève s'écoule et se perd comme un fleuve tarit...

Imaginations sans doute, mais qui se traduisent par des initiatives hardies, passionnées, souvent heureuses, au bout desquelles parmi le jeu des réactions et des mélanges se découvrent des aperçus nouveaux, pareils à des horizons lointains tout à coup déployés...

A côté de ces ambitions immédiates qui visent à la multiplication intensive des produits du sol sous leur forme immémoriale, le pain, le vin, la viande de boucherie, le monde rural se tourne vers d'autres désirs d'exploitation et de rémunération. Il rêve de rendement industriel greffé sur l'autre, l'agricole. Il sait que l'on tire du sucre de la betterave, de l'alcool du maïs, de l'huile des pépins de raisins ; et, le débouché naturel épuisé, lui-même et ses animaux repus, il envisage pour ses denrées sous un autre aspect et appellation des possibilités de second écoulement. Il est prêt à alimenter de produits bruts les usines en projet. Déjà, des coopératives se montent, œuvre et propriété de tous ; des fabriques (j'entends dire que des papeteries s'installent auprès de nous, susceptibles de dévorer et de triturer tous nos bois légers d'éclaircissage ou de rebut) ; et l'on ne sait quelle ère de progrès foncier sera conçue dans ces épousailles géantes du sol et de l'industrie.

Je craignais de fatiguer... et voici que me viennent, de près comme de loin, des encouragements à poursuivre, à dire la toute petite chose que j'ai peut-être à dire, à ma mesure d'homme éphémère, en communion profonde avec les morts de notre sang.

C'est un expert-géomètre, homme méditatif, souvent appelé pour affaires de famille dans le pays, qui m'arrête et me demande : « Parlez-vous toujours de nous, monsieur ? De ce que nous faisons ? De ce labeur pour garder la vie, l'accroître et la perpétuer : la vie matérielle, par quoi l'on boit, mange et se vêt ; la vie morale, chacun

au coin de son âtre modeste, par quoi l'on reste digne de passer l'héritage intact à ses enfants. De nos jours, la terre semble trop basse et le devoir trop lourd. »

Un autre me dit : « Je vois que vous racontez encore nos vieilles habitudes. Nous vous en félicitons. Nous partis, personne ne s'en souviendra plus... Continuez; apprenez aux jeunes de chez nous, et d'ailleurs, à ne pas mépriser leurs pères, croire que tout commence à eux, que l'on n'a su ni vivre avant, ni jouir de la terre et gagner le ciel. Que, sans les pères qui ont fait le lit, souvent comme ils ont pu, ils ne dormiraient pas ou si mal, comme les bêtes des bois sur la ronce. Que les générations viennent au monde pour s'élever les unes sur les autres, à la manière des pierres d'une maison qui, plus petites ou plus grandes, ont toutes leur raison et leur utilité. Qu'enfin, le plus vite et le plus sûr pour arriver au même but est de suivre le chemin tracé, quitte à l'élargir ou à le prolonger suivant ses forces. »

Celui-là est un vieux terrien, tenant au sol par toutes ses fibres comme le chêne de l'enclos. Au déclin de l'âge, il descend en paix la colline de la vie sans redouter d'en toucher le pied l'heure venue... Je vais le voir parfois : nous remuons ensemble la cendre du passé dont sa mémoire est pleine... Il respirait, ce jour-là, assis devant sa porte, son blé rentré, et songeait en berçant au soleil couchant un petit-fils nouveau-né.

Et j'ai rencontré ces temps-ci un chiffonnier voisin. Contemporains, quand nous nous croisons, il jette là son ballot, son chien se couche, et nous causons. Il a toujours le rire aux yeux et la chanson aux lèvres. Il était plus joyeux que de coutume. « Qu'avez-vous, Pierroulet? — Monsieur, j'ai acheté : six hectares, à la suite de mon petit héritage. Je savais la terre à vendre depuis longtemps... Oh ! je l'ai payée : plus cher qu'elle ne vaut, bien sûr. Mais elle me touchait, et j'en avais si envie que je me levais, parfois, au clair de lune, pour aller la regarder... Maintenant que je l'ai, je suis un autre homme. Devenu le maître, quand je la visitai, devant tant d'espace sous les pieds, où je puis faire un tour de promenade rien que chez moi, et, s'il me plaît, « tirer la lièvre » le dimanche, je me suis senti grandi, de plus de carrure et de poids, vis-à-vis de moi-même et des autres. Ça doit se voir sur ma personne. — Oui, Pierroulet, on a envie de vous saluer de plus loin... » Et de rire tous deux...

Propos qui me mettent la plume à la main, où je trouve tant de suc, celui que l'existence exprime de nos cœurs...

Comme des voix lointaines, les lettres qui m'arrivent m'encou-

ragent à leur tour... Lettres de femmes, nostalgiques comme leur regret ; de jeunes gens, inquiétées comme leur désir ; d'hommes faits, soucieux de la vie, ou en qui un mot lu a réveillé un souvenir. Beaucoup m'émeuvent... Voici (qu'on m'en excuse) un passage de celle d'un soldat ; une ligne de celle d'un père.

Le soldat, un jeune officier de cavalerie, un « Marocain », comme l'on dit de ces ardents jeunes hommes qui sillonnent l'empire africain, m'écrit au débotté, monture au piquet : « Permettez-moi de vous remercier : en mon nom, et en celui de mes camarades gascons. Partant pour me battre, j'ai emporté vos livres. Ils me suivent, dans les sacoches de ma selle. Souvent le soir, entre deux reconnaissances ou deux affaires, nous nous réunissons, et l'un de nous vous lit aux autres. C'est comme une bouffée d'air et de sentiment du pays. Tout ce que nous aimons, tout ce que nous avons quitté est là. Nous vous devons joie et réconfort... »

Ce fut pour moi un coup au cœur... J'ai un fils, officier aussi, mais fantassin, en colonne de même alors, et là-bas, et peut-être couvert ou éclairé par le cavalier, et leur image à tous deux se confondit à mes yeux... Il était là, vidé de sueur ou dévoré encore de soif, échappé à l'embûche, à la mort, lisant à la lueur fumeuse d'un falot, sous les plus larges étoiles qui palpitent au firmament, parmi l'immensité sonore du désert. Il lisait, et l'évocation se déroulait : jeux de l'enfance ; aspirations confuses de l'adolescence, à l'heure où la vocation envahit l'âme ; ambitions de la jeunesse mêlées aujourd'hui de sacrifice... Par la porte de la tente, entr'ouverte sur les sables, il voyait se lever les paysages familiers, faits de collines rousses ou de bois de chênes noirs, de landes rases, bordées de pins rangés en lignes de portiques, d'eaux vives et chantantes sur des lits de graviers, ou faits tout entiers d'un toit de tuiles rouges marqué d'un jet de fumée... Mirages pathétiques... Tout à coup, rompant le charme, la clameur humaine d'un chacal éclatait...

Proche d'un événement de famille, à l'âge où l'on s'attache de plus près à l'avenir des siens, le père achève par ces mots : « Je mets votre *Livre de raison* dans la corbeille de noce de mon fils. »

Qu'il aille donc, ce nouveau volume, dans sa sincérité, dans sa simplicité, vers les mains qui l'attendent, apportant avec lui quelque chose de la douceur et de la force du foyer.

Joseph de Pesquidoux.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

C'est toute une époque de l'histoire du libéralisme britannique qui s'achève par la mort de M. Asquith, devenu, depuis trois ans, comte d'Oxford et Asquith ; sa personnalité apparaîtra comme la dernière incarnation de cette forte lignée de parlementaires libéraux et réformateurs qui commence à sir Robert Peel et se continue par Gladstone. Comme la plupart d'entre eux, Asquith était un juriste, un rigide protestant non-conformiste et un puissant orateur parlementaire ; comme eux, il a fait œuvre démocratique en cherchant à adapter l'antique constitution et la législation traditionnelle de l'Angleterre aux mœurs et aux besoins issus d'un prodigieux développement industriel engendrant un nombreux prolétariat urbain. Premier ministre de 1908 à 1916, il a dirigé les destinées de l'Angleterre durant les années troublées et décisives qui précédèrent la grande guerre. La politique fastueuse et agitée de Guillaume II mettait en défiance ce bourgeois radical et, bien que les affinités naturelles de son esprit ne le portassent guère du côté de la France, il pratiqua avec loyauté l'entente cordiale, mais sans entrain et sans largeur de vues, tout en encourageant les essais d'accord avec l'Allemagne tentés par M. Haldane. L'histoire dira, elle a déjà dit, qu'il eût sans doute assuré la paix en juillet 1914 par une affirmation opportune et précise de la solidarité franco-britannique ; mais, aujourd'hui, en face de son cercueil, les Français se souviendront seulement qu'il fut le plus loyal des alliés et qu'il conduisit avec énergie une guerre qui répugnait si profondément à ses sentiments pacifiques et à ses habitudes d'esprit. Mais, à la faveur de la guerre, une génération de politiciens radicaux d'une autre espèce, dont M. Lloyd George est le type le plus caractéristique, arrivait au pouvoir et, après la guerre, Asquith assistait au déclin, puis au désastre, du vieux libéralisme qu'il avait aimé et

incarné ; une fraction de l'opinion libérale rejoignait le conservatisme réformateur, tandis que l'autre se laissait absorber par le travaillisme. Battu aux élections de 1924, il entra à cette Chambre des lords, dont il avait tant contribué à restreindre les prérogatives, avec le titre de comte d'Oxford et Asquith. Si un radical français était tenté d'en sourire, il faudrait lui répondre que c'est là une saine et haute conception d'un régime démocratique où se forme et d'où s'élève une aristocratie de mérite, mûrie au service de l'État et incessamment rajeunie par l'apport d'éléments nouveaux.

En Allemagne, voici une crise politique virtuellement ouverte et la période électorale commencée. Après l'effondrement des dynasties et la courte tentative de révolution bolchéviste de novembre 1918, l'Allemagne fut sauvée et orientée dans la voie nouvelle de la République et du gouvernement parlementaire par une coalition dont le Centre (catholique) et la social-démocratie étaient les éléments dominants. La constitution de Weimar sortit de la collaboration de ces deux fractions avec le groupe des démocrates dont le chef, Ugo Preuss, eut une part prépondérante à la rédaction des lois constitutionnelles. Le Centre, dans la ruine de la vieille Allemagne, se préoccupe de sauver les libertés religieuses de la minorité catholique. Le congrès du parti, en 1922, annonce sa ferme volonté de réaliser les principes du christianisme dans l'État et la société, dans l'organisation économique et dans la vie intellectuelle. Il se place résolument sur le terrain constitutionnel : « Le parti du Centre rejette la notion de la toute-puissance de l'État avec la même énergie qu'il combat la négation ou la destruction de l'idée de l'État. Il reconnaît l'État allemand, dont la forme a été fixée par la volonté du peuple et par la voie de la Constitution. »

En 1924, se forme en Allemagne, pour la première fois depuis la révolution, un cabinet de droite, que dirige M. Luther, et où dominent les monarchistes. Le Centre, à son congrès de Cassel, en novembre 1925, élabore une résolution où il ne se contente plus de se déclarer constitutionnel, mais prononce franchement le mot de République. En 1926, la résolution d'Erfurt précise l'idéal républicain du Centre catholique : « Ce qui fait le fondement indispensable de la République allemande, — comme de tout État, — c'est toujours l'ordre chrétien et la morale chrétienne, la solidarité dans la famille, dans les classes sociales et dans la nation, enfin la justice sociale la plus exacte. C'est de cet esprit conservateur, dans le vrai

sens du mot, que la République allemande a besoin. C'est cette République, et non pas une République matérialiste ou individualiste, que la politique du Centre a voulu réaliser. Le parti attend, de tous ceux qui sont pénétrés de l'idée religieuse, une collaboration active à l'établissement d'une République allemande conforme à cet esprit. » Le Centre demande à la République « une législation qui écarte à tout jamais la domination d'une caste, qui fasse de l'armée une armée nationale au sens démocratique du mot et qui la subordonne au pouvoir civil, qui entreprenne, d'une façon radicale, la démocratisation de l'administration, et qui puisse bâtir la législation sociale sur les principes d'un idéal démocratique au point de vue économique (1). » Jusqu'à la guerre, la politique extérieure était dirigée par le gouvernement impérial ; les partis et le Reichstag n'y prenaient aucune part. Mais, pendant et surtout après la guerre, sous l'influence d'Erzberger, le Centre s'est intéressé de plus en plus à la direction de la politique du Reich ; il demande que l'Allemagne, « dans un esprit de paix, entre dans le concert des puissances européennes et s'insère dans l'organisme de la politique mondiale avec une pleine conscience de la civilisation ».

Tel est, pour le Centre, le contenu de l'idée de République ; à la suite de la guerre et de la révolution s'ouvre une nouvelle époque de l'histoire allemande caractérisée par l'accès du peuple à la politique. Mais ces directions générales ne sont pas suivies par tous les catholiques et, dans le sein même du parti, elles n'ont pas été adoptées sans résistances et sans dissidences. Les députés bavarois catholiques se sont séparés du Centre, lors des débats constitutionnels, et ont constitué sous le nom de « parti populaire bavarois » un groupe nationaliste et monarchiste. D'autre part, après la guerre, un groupe catholique prussien, sous le nom de « Comité catholique allemand national », s'est détaché du Centre, auquel il reprochait ses tendances démocratiques et républicaines, et a rejoint, sur le terrain purement politique et national, la grande fraction conservatrice devenue le parti « allemand national ».

En décembre 1926, s'ouvrit une grave crise ministérielle. Un gouvernement de droite n'était plus possible, mais reviendrait-on à la coalition de Weimar ou bien formerait-on une coalition de droite? Dans les deux cas, le concours du Centre était indispensable; de lui dépendait l'orientation du nouveau ministère. L'influence et l'inter-

(1) Article du chancelier Wirth dans l'*Esprit international* d'avril 1927.

vention directe du maréchal Hindenburg, président du Reich, les négociations habiles de M. Stresemann, l'un des *leaders* du parti populiste (1), décidèrent le Centre à entrer dans une coalition de droite et à partager le pouvoir, dans un cabinet où M. Marx, son chef, serait chancelier, avec les populistes, les populistes bavarois et les Allemands-nationaux, c'est-à-dire le vieux parti des junkers. De quel avantage important les dirigeants du Centre espéraient-ils se faire payer une condescendance qui ne pouvait manquer d'exciter, parmi leurs troupes, certaines résistances? Ils avaient la promesse que serait votée une loi scolaire favorable à leurs revendications confessionnelles.

Les questions scolaires, en Allemagne, sont compliquées. L'enseignement est donné par chaque État, sans intervention du gouvernement d'Empire ; il n'y a pas de ministre de l'Instruction publique pour le Reich. Toutefois, dans la constitution de Weimar, furent introduits quelques articles très généraux. Le Centre demandait une loi scolaire d'Empire dans les principes généraux de laquelle viendraient s'insérer les lois de chaque « pays ». Il s'agissait surtout d'assurer aux catholiques la faculté d'avoir des écoles confessionnelles, pourvu qu'un certain nombre de pères de famille se groupassent pour le demander, même dans les « pays » où, comme en Saxe par exemple, les catholiques ne sont qu'une faible minorité. L'école confessionnelle, contrôlée par les autorités catholiques, aurait les mêmes droits que les autres écoles : par là seraient pleinement respectés la liberté des consciences et les droits des pères de famille. Ainsi disparaîtraient les derniers vestiges du fameux principe : *cujus regio ejus religio*, sur lequel est fondée la paix d'Augsbourg de 1555, et qui donnait au gouvernement de chaque État le droit de choisir la religion qui devait être celle du souverain et des sujets, mais qui refusait le même droit aux individus. Même dans les « pays » où l'école est « simultanée », c'est-à-dire mixte avec une base d'enseignement chrétien, comme Bade par exemple, le Centre, demandait aussi la possibilité d'ouvrir des écoles confessionnelles.

Un projet de loi fut déposé en juillet 1927 par M. de Keudell (allemand-national), ministre de l'Intérieur ; une commission l'étudia et, durant une quarantaine de séances, ne put arriver à se mettre d'accord sur un texte que voteraient les partis formant la coalition. Les

(1) *Volkspartei*, fraction de l'ancien parti national-libéral. Il ne faut pas le confondre avec le parti populiste bavarois, dont nous parlions tout à l'heure (*bayerische Volkspartei*), qui est un parti catholique.

populistes surtout se montraient intransigeants dans la question des « pays » à écoles simultanées. Des transactions furent proposées jusqu'à ces derniers jours. Le chancelier Marx attachait d'autant plus de prix à réussir que, dans son propre parti, ses adversaires l'accusaient d'avoir compromis le Centre avec les hobereaux prussiens, sans obtenir aucun avantage, et de s'être laissé duper par M. Stresemann et les populistes. Aucune entente n'a été possible. La loi scolaire est considérée comme abandonnée et la coalition de 1926 est dissoute. Il a fallu deux interventions directes du Président Hindenburg pour assurer au ministère Marx une survie précaire de quelques semaines, le temps d'assurer le vote de certaines lois urgentes. Les Allemands-nationaux, qui craignent à bon droit de ne pas faire partie de la future majorité ni du gouvernement, profitent de leur présence au pouvoir pour obtenir des avantages pour l'agriculture sous forme de crédits à long terme, et faire voter des droits élevés sur l'importation de la viande frigorifiée et du bétail sur pied. On statuera encore sur les indemnités à allouer aux Allemands dont les biens ont été expropriés à l'étranger pendant la guerre, sur des allocations destinées à améliorer le sort des petits rentiers ruinés par l'inflation et sur le relèvement des pensions aux mutilés. Et puis, ce sera la dissolution du Reichstag et, soixante jours après, les élections. L'intervention du Président pour prolonger le compromis actuel a vraisemblablement comme origine le désir d'ajourner la dissolution assez longtemps pour que les élections n'aient lieu qu'en mai, c'est-à-dire après les élections françaises que les Allemands espèrent très à gauche.

Il serait naturellement téméraire de prédire quels résultats donneront les élections pour le Reichstag et pour le Landtag de Prusse. Cependant, toutes les élections locales apportent des indications concordantes d'un mouvement accentué vers les partis de gauche, dont la social-démocratie bénéficie surtout. Nous citions, il y a quinze jours, le cas du Brunswick. Voici aujourd'hui celui de Hambourg : des élections pour le Parlement de la ville libre avaient eu lieu le 9 octobre et avaient montré le progrès de la social-démocratie. Cassées pour irrégularité, elles ont été recommencées le 19 février : les nationalistes perdent 4 000 voix et trois sièges, bien qu'il y ait 37 000 votants de plus; si les socialistes perdent trois sièges, ils gardent 246 000 voix, et les démocrates se réjouissent d'un gain de cinq sièges avec 87 000 voix ; les communistes obtiennent 114 000 suffrages. Il est probable qu'après les élections générales le parti social-

démocrate prendra sa place dans la coalition gouvernementale, avec le Centre et les démocrates. La question est de savoir si les populistes, avec leur chef M. Stresemann, y seront admis. Ils manœuvrent pour s'entendre avec les démocrates. Mais l'échec de la loi scolaire a violemment irrité le Centre qui pardonnera difficilement aux populistes ce qu'il considère comme un manque de loyauté.

Au sein même de la fraction centriste, M. Marx a perdu beaucoup de son autorité. Les hommes qui, dans les rangs du Centre, représentent la tendance la plus démocratique, reprochent à M. Marx cette alliance avec les nationalistes pour laquelle il a laissé dormir le programme démocratique et social qui fait la force du parti et sa puissante assiette populaire. M. Imbusch, député de la Ruhr, a prononcé dernièrement un discours très dur pour le chancelier. M. Stegerwald, président des syndicats ouvriers catholiques qui constituent, en Westphalie et en Rhénanie, la force électorale du Centre, s'est plaint vivement de la politique du chancelier qui a livré aux junkers, aux hommes « nés au delà de l'Elbe », une partie des fortes positions électorales des catholiques dans l'Ouest. Enfin M. Wirth, l'ancien chancelier, qui n'a jamais caché sa désapprobation des projets scolaires de M. Marx, a derrière lui une grande partie de ces « ligues allemandes de Windhorst » qui constituent le « jeune Centre ». M. Marx, il y a quelques semaines, à un moment où il espérait encore le succès de la loi scolaire, laissa échapper un aveu compromettant : « Le Centre, dit-il, n'est pas un parti républicain, mais un parti constitutionnel. » Il eut beau expliquer qu'il ne s'agissait là que d'une attitude doctrinale et non pas d'une foi politique, et que le Centre était aujourd'hui républicain comme il avait été monarchiste sous l'Empire, ses déclarations parurent en contradiction avec la résolution de Cassel, que nous rappelions tout à l'heure, et le Président de la fraction, M. de Guérard, crut devoir, dans un discours, remettre les choses au point.

En résumé, si la crise qui vient de s'ouvrir a montré la déférence des partis envers le Président du Reich et le haut souci de l'intérêt national et de la stabilité politique qui inspire le vieux maréchal, elle révèle aussi l'échec du système gouvernemental inauguré par lui en décembre 1926. Les bénéficiaires apparents de la combinaison sont les allemands-nationaux et M. Stresemann; mais peut-être s'apercevront-ils bientôt qu'ils en pourraient devenir les mauvais marchands; car les nationalistes n'ont pas atteint leur but principal qui était de renverser, en Prusse, le gouvernement démocratique de MM. Braun

et Severing, et, d'autre part, ils risquent de perdre aux élections une partie de leurs positions. Quant à M. Stresemann, il passe, dans son propre parti, pour faire une politique trop démocratique et il s'entend reprocher ce que ses collègues appellent, bien à tort, les déceptions de Locarno ; en outre, il a vivement mécontenté le Centre, et c'est grave, car le Centre est assuré de garder ses sièges, probablement même d'en gagner, et de rester, quoi qu'il advienne, l'axe de la future majorité et du prochain ministère. C'est pourquoi les mouvements intérieurs qui agitent la fraction centriste et qui, pour le moment, l'inclinent vers une politique plus démocratique et plus sociale, ont une grande importance non seulement pour l'avenir de l'Allemagne, mais pour la stabilité de la paix européenne. Les hommes du Centre et, parmi eux, ceux qui représentent les tendances les plus démocratiques, apportent une conception du monde à la fois universelle et fédéraliste qui implique un large programme d'entente économique européenne ; ils ont une conscience profonde des liens d'interdépendance entre toutes les nations civilisées, qui contraste avec les instincts particularistes et le tempérament réactionnaire des junkers prussiens et qui est digne d'attirer la plus sérieuse attention des autres peuples, car il peut en sortir, selon les circonstances, de grands avantages ou de graves dangers.

Une entente européenne sur le terrain économique ne serait possible que si les Allemands renonçaient à s'attribuer la mission providentielle d'en être les directeurs, car ils la feraient bien vite dériver vers quelque conception voisine du Mittel-Europa qui devint, après le naufrage des ambitions impériales sur la Marne, la nouvelle formule du pangermanisme conquérant. Ces jours derniers, à propos de la visite de Mgr Seipel à Prague, heureux symptôme d'un rapprochement économique et politique entre l'Autriche et la Tchécoslovaquie, la *Germania* se hâtait de conclure : « Les deux leitmotiv de la politique de la Petite Entente, l'interdiction de l'*Anschluss* et celle du retour des Habsbourg en Hongrie, sont aujourd'hui périmés. » C'est démasquer bien vite ses batteries. S'il plaisait jamais, — ce qui est loin d'être le cas, — à nos amis Tchécoslovaques de compromettre leur indépendance à peine reconquise en se laissant encercler par le pangermanisme, il resterait que l'interdiction de l'annexion de l'Autriche à l'Allemagne est inscrite dans le traité de Versailles parce qu'elle est indispensable à l'équilibre et à la paix de l'Europe et que ni l'Angleterre, ni la France, ni l'Italie ne sont disposées à en permettre la discussion. Le prince Charles-

Antoine de Rohan, dans l'*Europäische Revue* de septembre 1927, montre que, dans l'opinion autrichienne jusqu'ici abasourdie par une catastrophe sans précédent, une conscience politique s'éveille sous l'influence de la résurrection économique. Vienne reprend peu à peu sa place dans la vie économique de l'Europe comme « la porte de l'Orient » ; or, cette porte ne peut appartenir à aucune grande puissance, car les puissances orientales ont besoin de communiquer, par le couloir danubien, avec l'Occident.

Les Allemands n'arrivent pas à se débarrasser de la vieille conception sociale et linguistique qui se résume dans le chant de Arndt : « Partout où résonne la langue allemande, là est la patrie de l'Allemand », et qui est incompatible avec la sécurité des autres États. C'est pour des raisons de cette nature que M. Lœbe, président socialiste du Reichstag, en réponse à M. Aulard, réclame comme un droit la réunion de l'Autriche à l'Allemagne. Ce sont encore des considérations de même ordre qui sont le fondement de cette politique des minorités allemandes à laquelle aucun parti ne renonce et qui aboutirait à troubler les États voisins de l'Allemagne et quelques autres encore jusqu'en Amérique. Rien de plus significatif à cet égard que les articles venimeux que presque tous les journaux allemands, les uns avec une violence injurieuse, comme la *Gazette du Rhin et de Westphalie*, les autres sur un ton plus modéré et patelin, ont publiés à propos du discours de M. Poincaré à Strasbourg le 12 février.

Afin de montrer, par une éclatante manifestation d'unité patriotique au-dessus des partis et des confessions, le caractère superficiel et en grande partie artificiel des agitations suscitées par le *Heimatbund* et la petite poignée des autonomistes, les maires du Bas Rhin avaient convié M. Poincaré à un grand banquet auquel assistaient 559 d'entre eux avec tous les sénateurs et députés du département. Le Président du Conseil, en un saisissant raccourci d'histoire, montra l'Alsace devenant de plus en plus française jusqu'à cette heure de 1871 où, contre la volonté de l'unanimité des habitants, la force brutale l'arrachait à la mère patrie, et le restant, sous la domination étrangère, jusqu'à la délivrance de 1918. Ce magnifique discours, tout vibrant d'émotion, qui souleva des acclamations enthousiastes, ne saurait s'analyser ; nous n'en voulons retenir que le passage capital qui a trait à la question des minorités nationales et de leurs droits. Il n'existait pas de minorité allemande en Alsace ni en Lorraine en 1871. Comment donc un journal comme *la Gazette*

du Rhin et de Westphalie ose-t-il encore, même après Locarno, écrire : « L'Alsace étant allemande, nous n'avons pas à prouver qu'elle appartient, historiquement, au Reich allemand » ?

Les minorités ont certains droits, reconnus par les traités, quand elles existent d'ancienne date et qu'elles ont une conscience pleine et spontanée de leur individualité nationale ; mais comment serait-il permis, à coups de propagande mensongère ou à prix d'argent, de susciter artificiellement des groupements et de se substituer à eux pour revendiquer leurs droits ? « L'Alsace n'admettra pas, a dit M. Poincaré, que, sous prétexte de réclamer pour elle de plus larges libertés, des agents suspects et des courtiers marrons entretiennent chez elle des journaux alimentés par des ressources étrangères, prennent contact avec des organisations étrangères et préparent, sous le voile de l'autonomie, la neutralité de l'Alsace et une nouvelle amputation de la France. Elle n'admettra pas davantage qu'une poignée d'individus à double face poussent l'audace et la déraison jusqu'à chercher des complicités en Bretagne, en Flandre ou en Corse, comme si, fortifiée et cimentée par les siècles, l'unité de notre pays ne défiait pas d'aussi absurdes tentatives de dislocation et comme si les divers idiomes librement parlés, à côté de la langue française, dans plusieurs de nos provinces les plus patriotes, étaient le symptôme malsain de l'émiettement de l'intégrité nationale !... Ceux des Belges, des Suisses, des Canadiens qui s'expriment ordinairement en français sont Belges, Suisses, Canadiens et nous ne songeons pas à leur contester la nationalité qu'ils ont adoptée. Ceux des Alsaciens qui ont, depuis leur naissance, l'habitude du dialecte ou de l'allemand et à qui leur âge ou leurs occupations n'ont pas laissé la possibilité d'apprendre le français, n'en sont pas moins d'excellents Français, Français de sentiment et de volonté. Pas plus que nous n'aurions l'inconvenance d'intervenir en Belgique, en Suisse ou au Canada, ou de chercher à y faire intervenir la Société des nations, sous couleur d'y protéger la culture ou les traditions françaises, nous ne saurions permettre qu'à la faveur de complaisances coupables, des influences étrangères vinssent à se glisser dans l'administration de nos affaires intérieures. »

Il y a, dans ces fortes paroles, toute une théorie du droit des minorités et de ses limites. De tous les grands États d'Europe, c'est sans doute la France dont la cohésion nationale est la plus ancienne, la plus forte, la plus consciente et la plus conquérante. Quand on arrive à des pays comme ceux de l'ancien Empire austro-hongrois,

qui était un État et non une nation, ou ceux des Balkans, naguère encore submergés par l'envahisseur ottoman, les questions se posent en des termes différents. L'Allemagne, à l'Est, peut être fondée, dans certains cas précisés par les traités, et réciproquement la Pologne, à revendiquer pour des minorités qui, avant 1918, faisaient partie de son Empire, depuis plus d'un siècle, certains droits culturels, mais elle ne saurait, sans menacer gravement la paix européenne, poursuivre une politique tendant à réunir sous sa domination ou son hégémonie tous les pays de langue allemande ou de dialectes germaniques : ce serait la source d'abus intolérables.

Les commentaires de la presse allemande sur le discours de Strasbourg sont de nature à nous édifier sur la persistance de certains états d'esprit difficilement compatibles avec l'établissement de bons rapports avec la France. Que penser aussi de ces habitants du Palatinat, qui ne rougissent pas de transformer en une fête l'anniversaire de l'ignoble et sauvage massacre de Pirmasens? Nous sommes loin de ce désarmement moral qui est pourtant la condition essentielle et préalable de tout désarmement matériel. Quant à la Société des nations, comment se ferait-elle écouter des grandes puissances, quand elle se laisse bafouer par les petites? M. Valdemaras et la Lithuanie ont complètement oublié qu'ils se sont engagés, à Genève, à ouvrir des négociations de paix avec la Pologne. Quant au comte Bethlen, il annonce avec désinvolture qu'il a fait disparaître les mitrailleuses au sujet desquelles les puissances de la Petite Entente ont adressé une demande d'enquête au secrétariat général de la Société des nations S'imagine-t-il prouver, en faisant disparaître le corps du délit, que la Hongrie est innocente des armements clandestins qu'on lui reproche?

Ces symptômes alarmants, cette insuffisance de l'organisation européenne de la paix, nous en retrouvons l'écho dans le discours si sage et si pondéré que le ministre des Affaires étrangères de Belgique a prononcé au Sénat le 21 février. Il était naturel et utile que M. Paul Hymans s'expliquât à son tour sur les problèmes délicats que M. Stresemann et M. Briand ont abordés récemment. Ses paroles ont produit, dans toute l'Europe, une impression d'autant plus forte que la Belgique est à l'abri du moindre soupçon d'ambitions impérialistes ou de penchants belliqueux, et que M. Paul Hymans lui-même, un libéral de la lignée de Rozier et de Frère-Orban, est un des plus anciens, des plus convaincus et des plus notoires partisans de l'organisation de la paix par la Société des nations et du rappro-

chement des peuples que l'agression de l'Allemagne a dressés les uns contre les autres.

D'abord M. Hymans annonce une heureuse nouvelle : les laborieuses négociations commerciales entre la Belgique et la France ont enfin abouti à une conclusion, grâce aux efforts persévérants des négociateurs et à l'esprit d'entente et d'amitié des deux parties. Puis le ministre des Affaires étrangères entre dans le vif de son sujet. La Belgique envisage naturellement avec sympathie « tout effort de rapprochement tendant à la consolidation d'un régime de concorde et de stabilisation politique ». Mais une évacuation anticipée de la Rhénanie par les troupes alliées aurait-elle pour effet de favoriser un tel rapprochement? L'occupation a été inscrite dans le traité de Versailles comme une garantie de la sécurité, de la démilitarisation de la zone rhénane et du paiement des réparations. « Cette garantie, qui n'a été ni supprimée, ni amoindrie, par les accords de Locarno, assure l'exécution du traité de Versailles avec une efficacité qu'il ne faut pas sous-estimer. » S'il est possible de trouver d'autres garanties équivalentes, il appartient à l'Allemagne, qui demande l'évacuation, de les proposer et aux Alliés de les examiner en plein accord. La Belgique, si exposée aux invasions, attache une particulière importance à assurer le respect permanent du régime de démilitarisation de la zone rhénane. Son territoire « dévasté et dépouillé systématiquement de ses richesses publiques et privées », a besoin, pour retrouver sa prospérité et sa stabilité financière, des paiements auxquels l'Allemagne s'est engagée. Si l'occupation devait cesser par anticipation, c'est l'Allemagne qui devrait « proposer en échange des garanties nouvelles ». Pour conclure, M. Hymans affirme avec force que « la Belgique ne peut négliger sa défense et l'abandonner aux secours du dehors sans compromettre ses destinées, perdre son rôle et voir sa dignité diminuer dans l'estime des peuples ». Les Français souhaitent que la Belgique soit forte, car ils sont assurés qu'elle sera sage; le discours où M. Hymans se rencontre si heureusement avec M. Briand en apporterait, s'il en était besoin, une preuve nouvelle.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

LE CENTENAIRE
D'HIPPOLYTE TAINE

Il y aura cent ans, le 21 avril 1928, qu'Hippolyte Taine naissait à Vouziers, d'une de ces familles de vieille bourgeoisie dont la lente ascension sociale faisait la force de l'ancienne France. Au commencement du XVII^e^ siècle, son lointain ancêtre, Gérard Taine, était laboureur. Le fils de ce Gérard, Joseph, se fait maître-sergier. Son arrière-petit-fils devient manufacturier. La famille s'allie à des gens de robe, si bien que Jean-Baptiste-Antoine Taine, le père de l'écrivain, exerçait à Vouziers la profession d'avoué. Jamais plus qu'à notre époque, si fébrilement abortive, il n'a été opportun de rappeler cette grande loi de l'étape, dont Taine reste, après tant d'autres, une illustration, comme ce Gœthe qu'il aimait tant. On se rappelle la page qui termine son étude sur Byron, où, parlant des questions angoissées de l'époque et des réponses données par les philosophes ou les poètes, il les rejette toutes pour conclure : « Il y en a une autre plus profonde, que Gœthe a faite le premier, que nous commençons à soupçonner et à laquelle aboutissent tout le travail et toute l'expérience du siècle : Tâche de te comprendre et de comprendre les choses. »

Il serait bien intéressant de montrer, dans la personnalité de l'auteur de l'*Histoire de la littérature anglaise*, l'hérédité complexe que je viens d'indiquer : et d'abord la vertu du patient labeur, transmise par une lignée de cultivateurs terriens, puis une nostalgie constante des paysages de forêts qui lui vient du sol originel, celui des Ardennes. — *Ardennes*, dit le diction-

naire : en celtique, *forêt*. — Son arrière-grand-père, le manufacturier, avait trouvé le temps de réfléchir assez constamment, dans l'entre-deux de ses travaux, pour être surnommé le philosophe. Ce goût des idées générales est encore un trait héréditaire. Autre trait : un instinct de la stabilité politique où se reconnaît le tour d'esprit des officiers ministériels. Taine le manifestait, dès sa vingtième année, par des affirmations comme celle que je relève dans une lettre à son ami Prévost-Paradol, datée du 1er mai 1849 : « Je n'ai que deux opinions fermes en politique : la première est que le droit de propriété est absolu... que la propriété est un droit antérieur à l'État. »

Je m'arrête, n'ayant pas l'intention d'esquisser un portrait intellectuel. Je voudrais seulement, à l'occasion de son centenaire, dire en quelques pages ce que beaucoup d'hommes de ma génération semblent devoir à Taine. C'est pratiquer, à l'égard d'un maître que, pour ma part, j'ai profondément aimé et respecté, le geste de piété par lequel s'ouvre le journal intime que Marc-Aurèle, — un autre de ses grands amis spirituels, — rédigeait « pour lui-même ». Le sage empereur commence par énumérer les bienfaits reçus de son aïeul Verus, de son père, de sa mère, de son gouverneur, des philosophes qu'il a pu approcher. Quel hommage plus déférent pouvons-nous rendre à ceux dont nous tenons des sentiments et des pensées qui prolongent leur vie dans la nôtre ? C'est la phrase admirable de l'Écriture : *Mortuus est pater eorum, et quasi non mortuus.*

I

Le premier des bienfaits dont nous sommes redevables à Taine, le plus précieux peut-être, car celui-là est incontestable, c'est l'exemple de sa vie. Nous possédons un document de première main qui nous permet d'en suivre le détail, depuis sa toute première jeunesse jusqu'à la veille de sa mort : le recueil de ses lettres, rassemblées par les soins pieux de Mme Taine, et publiées, comme lui-même l'eût désiré, sans aucune de ces indiscrétions de vie privée qu'il jugeait très sévèrement chez les autres. L'impression qui se dégage de cette correspondance est celle d'une personnalité très forte qui offre ce caractère d'être résolument, profondément indépendante, sans être jamais révoltée. Ici encore, nous pouvons retrouver l'influence atavique de la forêt natale. Cette personnalité évoque l'image d'un grand

chêne qui développe sa pleine vigueur, en acceptant toutes les conditions de sol et d'atmosphère où il doit grandir.

Pour les écrivains, cet enseignement est à bien méditer. Ils se divisent trop souvent en deux groupes. D'une part, ceux qui se font les esclaves du large public ou des petites chapelles, des préjugés de l'époque ou de ses prétentions; de l'autre, ceux qui se révoltent violemment là-contre, — mais se révolter n'est pas être indépendant (1). Un Flaubert, par exemple, qui vit à l'état de constante colère contre les philistins, finit par ne plus penser qu'à eux. Un moraliste a pu écrire justement : « On fait partie de ce que l'on déteste trop. » Regardons un Taine, au contraire, s'adapter, dès son adolescence, aux circonstances qui s'imposent à lui, tout en réservant le plus intime de sa personne. Il est élève dans un grand lycée de Paris. Il y travaille avec une assiduité qui lui vaut le prix d'honneur de rhétorique au Concours général. Lisez la lettre qu'il écrit à son professeur, M. Hatzfeld, pour le remercier de son enseignement et lui confier ses projets. Vous admirerez comme il est déjà docile, pour tout ce qui concerne l'action extérieure, et soucieux de défendre le domaine intérieur.

Ce mot d'intérieur est d'ailleurs celui par lequel il se définit. La liste des travaux qu'il entreprend pour lui-même, dans ses heures de liberté, contient une *Étude sur Spinoza*, un *Traité du Beau*, et un *Traité de la destinée humaine*. Le dernier morceau commence par ces lignes, si révélatrices sous la plume d'un écolier de dix-neuf ans : « Ce travail n'a pas été fait par hasard, ni par curiosité. Ce n'est ni un amusement philosophique ni une recherche oiseuse. C'est la réponse à une question que je me suis faite depuis longtemps. C'est le terme d'une lente évolution qui s'est passée dans mon esprit. Il est certains esprits qui vivent renfermés en eux-mêmes et *pour qui les passions, les douleurs, les joies, les actions sont toutes intérieures. Je suis de ce nombre.* Si je voulais repasser ma vie en moi-même, je n'aurais qu'à me ressouvenir des changements, des incertitudes et des progrès de ma pensée. Si j'écris ceci en ce moment, c'est pour le retrouver plus tard et savoir quel j'étais aujourd'hui. »

Rappelez-vous maintenant les pages consacrées par Jules

(1) Marc-Aurèle l'a dit aussi dans ses *Pensées* (XI, 15) : « Ceux qui se méprisent les uns les autres, qui se flattent les uns les autres, sont toujours soumis les uns aux autres. »

Vallès à ses souvenirs de collège, et avec quelle férocité le lycéen prélude aux futures violences du membre de la Commune, dans ses jugements sur ses maîtres et sur ses études, tandis que s'affirme chez Taine, — qui fut, entre parenthèses, le condisciple de Vallès dans la même pension, — la volonté de défendre le plus intime de son « moi », mais sans rébellion d'amour-propre, et en utilisant de son mieux l'apport des événements ambiants. Nous voilà de nouveau dans l'éthique de Gœthe.

Nous retrouvons la même discipline dans l'élève de l'École normale qui a été reçu le premier et continue à être le chef de sa section. Cette fois, le travail de sa pensée l'amène à un conflit avec le milieu où il est engagé. Ses vues philosophiques le font échouer à l'examen de l'agrégation. Là encore, il ne se révolte pas. Il accepte un humble poste au collège de Nevers, puis à Poitiers. Les émoluments sont pauvres, les classes pénibles, et par leur programme, et par la médiocrité des élèves. Pas une plainte dans ses lettres, pour ce qui regarde l'existence matérielle. Et, quand il est menacé de voir sa thèse de doctorat refusée, qu'écrit-il à son ami Édouard de Suckau? « Je me console moi-même en pensant que ma thèse me reste. C'est le commencement d'une grande machine que je médite et, sérieusement, je la crois nouvelle et bonne. J'oublie en ce moment mes ennuis en travaillant à une théorie de l'intelligence. Je plane dans les espaces. La terre est si mauvaise qu'il faut s'envoler au ciel. » Le voilà, ses thèses soutenues, donnant des leçons à Paris, puis entrant dans les journaux et les revues, à celle de *l'Instruction publique* d'abord, à la *Revue des Deux Mondes* ensuite, au *Journal des Débats*, et c'est toujours un constant effort pour demeurer lui-même à travers les obligations professionnelles dont il discerne les petites exigences. Il s'y résigne, à la condition que l'essentiel de sa pensée demeure intact.

Et elle grandit, cette pensée. Les travaux succèdent aux travaux, les livres aux livres, les *Essais de critique et d'histoire* aux *Philosophes classiques du dix-neuvième siècle en France*, le *Traité de l'intelligence* à l'*Histoire de la littérature anglaise*, le *Voyage en Italie* au *Voyage aux Pyrénées*. Il fait un cours à l'École des Beaux-Arts et, à l'occasion, c'est la série des volumes sur l'art en Italie, aux Pays-Bas, en Grèce. Cependant, la guerre de

1870 a eu lieu, elle a été suivie de la plus sanglante et de la plus criminelle des insurrections. Le citoyen s'éveille dans le philosophe, et nous le retrouvons fidèle au principe qui a dominé son évolution. Il ne cherche pas à jouer un rôle politique. Il ne se mêle pas aux luttes de la presse et de la tribune. Le citoyen reste un philosophe, et c'est sa personnalité de philosophe qu'il va de nouveau développer, en appliquant ses méthodes habituelles au problème national. Dans la préface du septième volume des *Origines*, et quand son livre soulevait une tempête parmi les tenants de 89, il pouvait déclarer : « Ce volume, comme les précédents, n'est que pour les amateurs de zoologie morale et pour les naturalistes de l'esprit. »

S'il est vrai, pour rappeler un mot souvent cité d'Alfred de Vigny, qu'une belle vie est un rêve de jeunesse réalisé par l'âge mûr, quelle destinée plus achevée aurait pu se souhaiter à lui-même le jeune homme qui écrivait à son professeur Hatzfeld, dans la lettre déjà citée : « Je crois vous promettre un grand goût pour la philosophie, et peut-être un peu d'aptitude »?

II

Cette défense de son « moi » intime, et cette ferveur d'indépendance devant les conditions matérielles imposées par le sort, nous les retrouvons, je viens de le dire, dans l'attitude que Taine adopta dès le premier jour vis-à-vis d'autres circonstances, toutes morales, celles de son métier d'écrivain.

Sa première règle fut l'effacement complet de l'individu-Taine, — c'était une de ses formules, — derrière ses idées. Je ne crois pas qu'aucun homme de lettres se soit, de nos jours, dérobé plus constamment aux tapages de la publicité. Aucun reporter n'était admis à franchir son seuil pour obtenir de lui ce que nous appelons, d'un terme emprunté aux Anglo-Saxons, comme cette habitude elle-même, si brutale et si peu conforme à la vieille courtoisie française, une *interview*. Sa signature apparaissait dans un seul journal et dans une seule revue. Quand le peintre Bonnat désira faire son portrait pour le joindre à cette galerie de ses contemporains célèbres, où figuraient déjà ses amis Dumas et Renan, il accepta, sous la condition que cette toile ne serait jamais exposée. Vous ne rencontrerez, dans ses livres de voyage ou de critique, pas une seule de ces anecdotes qui supposent toujours, même bienveillantes, un rien d'indiscrétion à

l'égard de ceux qui en sont les héros. Très respectueux du génie des maîtres, il s'abstenait non seulement d'écrire, mais de répéter ou même d'écouter les racontages qui se multiplient autour de la mémoire des hommes célèbres aussitôt disparus. Leur œuvre et leur pensée l'intéressaient seules. Ses articles sur Sainte-Beuve et George Sand, composés au lendemain de leur mort, en font foi. Lui qui définissait la littérature une psychologie vivante, il considérait, et très justement à mon sens, que la véritable nature d'un écrivain se révèle dans ses livres, qu'aucun témoignage ne vaut celui-là et qu'il doit suffire à qui sait le comprendre.

C'est dans le même esprit qu'il s'occupait, avec une sympathie si intelligente, de ceux de ses cadets chez lesquels il croyait discerner des promesses de talent. Ses conversations avec eux étaient tout intellectuelles. Je me souviens, pour ce qui me concerne, de mes visites dans les divers appartements qu'il occupa. d'abord rue Barbet de Jouy, puis boulevard Saint-Germain, enfin rue Cassette, comme de pèlerinages d'où je revenais avec une ardeur toujours renouvelée. Ce sont mes confidences sur ces visites dont Maurice Barrès a ramassé et exprimé la poésie, comme il savait le faire, lorsque dans son roman, *les Déracinés*, il a évoqué le tête-à-tête de Taine et d'un jeune homme, et il prête au philosophe ce mot qu'en effet ce « grand bûcheron », — ses camarades de l'École normale lui donnaient ce sobriquet, — a souvent prononcé devant moi : « Jusqu'au bout, j'espère travailler. » Barrès ajoute ce commentaire, si exact pour tous ceux qui ont approché Taine : « Quelle superbe expression de l'unité d'une vie composée toute pour qu'un homme se consacre à la vérité! Et, soudain relié à cet étranger par un sentiment saint, le jeune homme sentit dans toutes ses veines un sang chaud que lui envoyait le cœur de ce vieillard. »

Ces longues années de labeur ne nous ont pas transmis seulement un modèle incomparable de la plus noble discipline. Elles ont laissé dans la pensée contemporaine des traces très profondes. A la distance des années, il me paraît que l'on peut distinguer ces traces particulièrement dans trois domaines : celui de la science, celui de la politique ou mieux de la sociologie, enfin, celui de la pensée religieuse.

Avant de procéder à cet examen, je voudrais bien préciser le point de vue auquel j'essaierai de me placer. On peut considérer deux sortes de résultats dans l'activité d'un grand esprit. Écri-

vain, il laisse des livres qui durent, et dont la réussite est comme un fait acquis auquel rien ne peut ajouter. Savant, il laisse des découvertes qui, elles aussi, demeurent intangibles. C'est un premier type. En voici un second et qui n'est pas inférieur. L'écrivain a eu l'intuition d'une œuvre qui dépassait ses forces. Il l'a tentée sans la réussir entièrement, mais il a ouvert une route où de plus heureux vont s'engager qui, sans lui, ne l'auraient peut-être pas trouvée. C'est Rotrou suscitant Corneille, Restif de la Bretonne présageant Balzac. Pareillement, dans la science, telle recherche peut aboutir à une théorie que l'expérience démontrera inexacte, mais cette démonstration même devait être faite pour que s'établît la théorie vraie, laquelle n'aurait jamais été conçue sans la première tentative, en sorte que l'erreur du savant qui avait cru à tort découvrir une loi nouvelle, se trouve avoir été féconde. Il devient un collaborateur malgré lui de la doctrine qui paraît détruire la sienne. Dans sa *Clinique de l'Hôtel-Dieu de Paris*, ce chef-d'œuvre de la littérature médicale, Trousseau a introduit une leçon sur la spécificité des maladies, où il montre magistralement l'hypothèse exagérée de Broussais sur l'inflammation, provoquant chez Laënnec et chez Bretonneau des observations critiques qui devaient, complétées par Pasteur, jeter une lumière toute nouvelle sur le processus pathologique. Ces adversaires se trouvent donc avoir été, à des moments différents, les artisans d'une même besogne.

III

Cette indication était nécessaire pour bien situer la place de Taine dans le penser scientifique de notre génération. J'employais tout à l'heure, suggestionné par lui-même, le mot de « science » au singulier. La différence, entre lui et nous, est que nous l'employons au pluriel. Nous disons « les sciences », entendant par là que l'esprit scientifique consistant essentiellement dans la soumission à l'objet, la diversité des objets exige une diversité de méthodes. Si les sciences sont solidaires les unes des autres, elles ne rentrent pas toutes les unes dans les autres. La psychologie, par exemple, ne rentre pas dans la physiologie, pas plus que la physiologie ne rentre dans la chimie. Lisez maintenant la page, que j'ai déjà mentionnée, de l'étude sur Lord Byron où il est parlé de Gœthe, et qui commence :

« La Science approche enfin, et elle approche de l'homme. Elle a dépassé le monde visible et palpable des astres, des pierres, des plantes où, dédaigneusement, on la confinait. C'est à l'âme qu'elle se prend, munie des instruments exacts et perçants dont trois cents ans d'expérience ont prouvé la justesse et assuré la portée. » Et quelle est cette portée? Les lignes qui suivent donnent la réponse : « Nous découvrons que le faisceau des lois aboutit à un ordre de formes, que la matière a pour terme la pensée, que la nature a pour terme la raison... » Traduisez cette phrase : elle signifie que les conditions sont des causes, et c'est toute l'illusion du Scientisme dont Taine ne paraît pas être jamais sorti, car il a tracé dans le dernier volume des *Origines* deux tableaux parallèles du monde vu par la Science et du monde vu par la Foi, qu'il déclare irréductibles l'un à l'autre. C'est dire qu'il considère la Science comme une représentation de l'univers, tandis que nous ne considérons plus les sciences que comme une utilisation de cet univers. Elles nous le rendent plus maniable, elles le laissent inintelligible. Mais, pour que nous en vinssions à cette vue, qui semble définitive, il a fallu que nos aînés poursuivissent dans tous les domaines cette explication totale par la Science, qui fut la grande ambition du milieu du XIX^e^ siècle français, comme l'explication rationaliste du monde avait été l'ambition, également désuète et abandonnée, du XVIII^e^ siècle.

Le perspicace Sainte-Beuve terminait son célèbre article sur *Madame Bovary* par ces mots, plus dénonciateurs qu'élogieux de tout ce mouvement des esprits : « Anatomistes et physiologistes, je vous retrouve partout »; et, dans cette même année 1857, il disait, signalant, avec une estime singulière, les premiers écrits de Taine : « Que le savant, chez lui, ne domine pas trop le littérateur, c'est le seul conseil général qu'on puisse lui donner. » Reportons-nous à ces années 1850 et suivantes. Nous nous rendons compte qu'en effet une crise d'espérance démesurée a soulevé la génération montante. Les grandes découvertes, accomplies coup sur coup dans les laboratoires, les amphithéâtres, les fouilles même, durant la première moitié du siècle, les hypothèses construites à leur occasion par les philosophes, la nouveauté des enquêtes des historiens ont comme enivré les jeunes intelligences. Le premier livre composé par Renan portait ce titre : *l'Avenir de la Science*. Il exprimait

cette confiance illimitée dans cet esprit nouveau, qui fut aussi celle de Taine et qui anima tous ses travaux.

Nous nous rendons compte aujourd'hui que ni l'un ni l'autre de ces deux grands écrivains n'a sur ce point réalisé le rêve décevant de leur ardente jeunesse. L'*Histoire du Christianisme* reste à écrire, et ni l'*Histoire de la littérature anglaise*, ni le *Traité de l'intelligence* ne peuvent être considérés comme des œuvres définitives. De Taine et de son effort pour faire rentrer la littérature dans la Science, il reste du moins quelques acquisitions qui dominent la critique littéraire d'aujourd'hui. Il nous a enseigné à rechercher, en présence de toutes les manifestations de l'esprit, ce qu'il appelait lui-même les « génératrices ». Il entendait par là que toute œuvre d'art, peinture, sculpture ou architecture, drame, roman ou poème, est l'aboutissement de causes profondes qui dépassent l'artiste en se manifestant par lui. La signification d'une pièce de Shakspeare, d'une tragédie de Racine, comme d'une sculpture de Michel-Ange ou d'un tableau du Vinci, prend ainsi un caractère révélateur de tout un temps. Nous ne sommes plus là seulement devant de beaux vers, un beau marbre, une belle toile. Nous apercevons, à travers ces créations, une race, un pays, un moment de cette race, et l'œuvre revêt une valeur de document qui s'ajoute à sa valeur esthétique pour celui qui la considère sous cet angle.

Sur ce point, Taine aura été un précurseur et dont l'action est loin d'être épuisée. Sa théorie du milieu était si riche qu'elle dépasse le domaine de l'art et de la littérature. Il a lui-même marqué, dans l'introduction à son *Histoire de la littérature anglaise*, que le milieu physique, c'est-à-dire le climat, se transforme en un milieu politique et crée ainsi des causes « qui sont aux nations ce que l'éducation, la profession, la condition, le séjour sont aux individus ». Il suit de là que le problème des milieux à créer et à conserver devrait être le premier objet du législateur. On voit du coup qu'il y a, en effet, dans une telle conception, comme il l'a dit quelque part, « une politique nouvelle ». La création d'un milieu ne suppose-t-elle pas une activité lente et longue, que la nature sociale pratique par la coutume? Que ce traditionalisme par positivisme est loin de l'homme abstrait de la *Déclaration des droits*, et combien ceux qui s'y rattachent sont près de reconnaître la vertu des forces ancestrales qui faisait dire à Bonald que « les coutumes sont

les habitudes d'une nation, et que, par conséquent, il faut les connaître pour la diriger » !

IV

Il était inévitable que, pensant ainsi, Taine en arrivât, quand ses études le mèneraient sur ce terrain, à juger sévèrement le mouvement de 1789 et son millénarisme idéologique. Peut-être n'a-t-on pas assez remarqué qu'il n'a dégagé que tard, et à la lumière des faits, cette conséquence de son propre système. Dans son étude sur Carlyle, écrite avant 1870, il proteste avec une extrême vivacité contre les sévérités de l'historien anglais à l'égard de la Révolution française. Déjà, dans une autre lettre à Paradol, au lendemain du coup d'État, il affirmait sa foi absolue dans le suffrage universel : « S'il y a, comme tu dis, sept millions de chevaux en France, ces sept millions ont le droit de disposer de ce qui leur appartient. Qu'ils gouvernent ou choisissent mal, n'importe; ou bien niez la souveraineté de la volonté humaine et toute la nature du droit, ou bien obéissez au suffrage universel. »

Vingt ans séparent cette lettre de la composition des *Origines*. A ce moment, le Scientisme de Taine lui a donné devant l'opinion une position d'homme de gauche, je dirais presque à son insu, car il est toujours resté systématiquement en dehors des factions. Il a protesté une seule fois, avec une grande fermeté, contre l'accusation d'être un homme de parti, à la fin de la préface du livre des *Origines*, intitulé *l'Anarchie*. Il explique pourquoi, dans cet ouvrage, il a multiplié les notes : « De cette façon le lecteur, placé en face des textes, pourra les interpréter lui-même, et se faire une opinion personnelle. Il aura les mêmes pièces que moi pour conclure et conclura, si bon lui semble, autrement que moi. Pour les allusions, s'il en trouve, c'est qu'il les aura mises et, s'il fait des applications, c'est lui qui en répondra. » Mais entre la lettre à Paradol et les *Origines*, deux événements se sont produits : la guerre de 1870 et la Commune. Je l'ai rappelé déjà et que la fibre civique avait tressailli dans le philosophe. En présence de ces deux tragiques catastrophes, la défaite de la France par l'Allemagne et la Commune, il a été comme un médecin devant un malade qui lui est cher et qui, pour trouver un remède, s'interroge d'abord sur les causes du mal.

Les causes? Pour discerner celles du double désastre dont il venait d'être le témoin désolé, la bonne méthode, il l'a dit dans l'avant-propos de son grand ouvrage, était de se poser cette question : Qu'est-ce exactement que la France contemporaine? Comment a-t-elle été construite dans son lointain passé, puis démolie et reconstruite dans son passé plus récent. C'est tout le plan de cet admirable livre où nous voyons, par des faits patiemment groupés, comment l'ancien régime a laissé se développer en lui les germes d'une formidable convulsion, puis comment la « nature médicatrice » (1), qui travaille dans la vie sociale comme dans la vie physiologique, a essayé d'en réparer les conséquences, tantôt aidée, tantôt desservie par les ouvriers de cette guérison nationale.

Ce livre des *Origines* a été pour nous, qui l'avons vu paraître, volume par volume, et qui en suivions les développements avec un intérêt passionné, le grand éducateur. Il nous a délivré du plus dangereux des cultes et du plus mensonger, celui de la Révolution. Quand on examine l'histoire du XIX^e^ siècle français, on y voit fonctionner et très dangereusement trois mystiques, pour employer un terme que Pascal appliquait déjà aux domaines sociaux. Il entendait par là « le fondement d'une autorité non discutée ». La première de ces mystiques a été celle du césarisme militaire et démocratique, qui s'est appelée le bonapartisme. Elle nous a menés à Waterloo et à Sedan. La Restauration, elle, — M. de la Gorce l'a montré dans une magistrale étude, — fut un essai réaliste d'empirisme organisateur. Cette formule toute récente définit bien l'effort du lucide génie de Louis XVIII pour se maintenir d'abord, en dehors de toute mystique, sur le strict terrain de l'intérêt national.

Mais une seconde mystique a de nouveau dominé cet intérêt, celle de la Constitution anglaise, si paradoxal qu'il

(1) Je citais tout à l'heure le nom de Trousseau. C'est ici l'occasion de rappeler cette page de sa première leçon de l'Hôtel-Dieu, qui peut s'appliquer à la politique non moins justement : « ...Encore une fois, messieurs, n'oubliez pas que, dans les maladies aiguës, le moment d'agir utilement passe avec rapidité et que l'expectation trouve bien vite son opportunité... Il faut quelquefois fermer la main qui était pleine de remèdes, attendre quelques jours, et bien souvent alors on voit se réveiller les fonctions normales, assoupies, étouffées, ou dénaturées et l'on assiste avec bonheur aux actes puissants de ce que l'on appelait, sans trop le comprendre, la *nature médicatrice*. »

paraisse d'associer ce mot de mystique à la monarchie de Juillet. Elle aboutit, celle-là, aux troubles de 1848 et aux journées de juin. L'Empire de Napoléon III fut une reprise nouvelle de la mystique du césarisme et dans cette période se développa une autre mystique, la plus redoutable de toutes, celle de la République, c'est-à-dire, pour parler clair, de la Révolution. Faut-il rappeler que de beaux génies d'écrivains, Lamartine, Michelet, Victor Hugo, en furent les propagateurs? Il est bien peu d'hommes, ayant eu leurs vingt ans avant ou après 1870, qui n'en aient été intoxiqués. Le grand service de Taine a été de nous en guérir. Pièces en main, avec la scrupuleuse exactitude d'un greffier qui rédige un dossier, il nous a montré dans l'aventure de 89 et des années qui suivirent, le sinistre déchaînement des plus basses passions sous le couvert de la plus fallacieuse idéologie.

La force des *Origines* réside en ceci que cette histoire est un constat, et que l'auteur ne se rallie à aucun système. Il a pourtant une conclusion, et d'une portée singulière, qu'il a énoncée, en s'excusant de sa simplicité : « Elle consiste tout entière dans cette remarque *qu'une société humaine, surtout une société moderne, est une chose vaste et compliquée.* Par suite, il est difficile de la connaître et de la comprendre. C'est pourquoi il est difficile de la bien manier. Il suit de là qu'un esprit cultivé en est plus capable qu'un esprit inculte, et un homme spécial que celui qui ne l'est pas. De ces deux dernières vérités naissent beaucoup d'autres conséquences; si le lecteur daigne y réfléchir, il n'aura pas de peine à les démêler. » Ces conséquences, l'élite intellectuelle de la France commence à les tirer, — et c'est notre meilleur élément d'espoir, — avec d'autant plus de force que les impuissances du régime actuel donnent une trop évidente preuve que la mystique révolutionnaire est, pour un État, le dissolvant de toute saine énergie.

En parlant des armées de la Révolution, Taine a écrit qu'elles avaient été « ramenées au sens commun par la présence du danger ». Nous avons pu constater en 1914 que le danger nous imposait pareillement une discipline en tous points contraire aux faux principes de surenchère politicienne pratiquée pendant la paix. Nous en arrivons à comprendre qu'il n'y a en politique qu'un principe fécond, celui précisément que Taine préconisait, l'Expérience. C'est la négation même de la Révolu-

tion et de ses doctrines. Le maître des *Origines* rejoint ainsi Bonald et de Maistre, le Play et Balzac, ce Balzac dont il disait, dans un de ses articles de début, et avant ses études d'historien : « En politique, il n'a fait qu'un roman. » Nous ne serons jamais assez reconnaissants à cet adversaire des faux dogmes de 89 d'avoir si puissamment, si librement, si généreusement servi la France, comme les bons serviteurs de la monarchie servaient le Roi, en lui disant la vérité.

Cette recherche courageuse, scrupuleuse, je suis tout près de dire héroïque, l'a conduit à dépasser en bienfaisance intellectuelle la portée qu'il attribuait lui-même à son œuvre. Dans une lettre écrite à Ernest Havet en 1870 sur les *Origines*, il disait : « Je n'ai pas d'opinion arrêtée sur le présent. Mon but est d'être collaborateur dans un système de recherches qui, dans un demi-siècle, permettra aux hommes de bonne volonté autre chose que des impressions sentimentales ou égoïstes sur les affaires publiques de leur temps. » Si la France doit vivre, ce sera par une action réparatrice, entreprise et menée d'après ces principes.

V

Nous venons d'indiquer de quel large et puissant mouvement d'idées cette sorte d'anatomie sociale, pour reprendre les expressions de Taine, l'a fait l'initiateur. Il ajoutait dans cette lettre à Havet : « Les partisans de l'expérience sont trop libres d'esprit pour de pas accorder à l'outil dont ils connaissent les services la permission de travailler partout, même au plus vif de leurs plus chères convictions. » Cette phrase, où s'exprime son idée maîtresse, explique comment ce philosophe, qui dans son dernier volume, on pourrait dire son testament, a tracé — je l'ai rappelé déjà — deux tableaux du monde, le premier d'après la Science, le second d'après l'Église, en les déclarant irréductibles l'un à l'autre, se trouve avoir exercé une autre action, très puissante et qui l'eût bien étonné, si on la lui avait prédite, sur le renouveau de pensée religieuse qui se manifeste aujourd'hui parmi nous, et toujours dans cette même élite qui, politiquement, s'est éduquée aussi chez lui.

La raison en est qu'il a, dans sa scrupuleuse enquête sur la vie française, rencontré l'Église, et qu'il l'a regardée, non point comme un Voltaire, pour ricaner des tares inévitables

qui se retrouvent dans toute institution où fonctionnent des hommes; non pas comme un Joseph de Maistre, pour vérifier les certitudes établies et acceptées déjà, mais comme un observateur devant un fait; car, à ses yeux, l'Église est simplement cela, un fait et qu'il étudie en imposant d'abord silence aux objections que ses propres théories dresseraient là-contre.

Et nous le voyons saisi d'admiration devant le miracle de la vie chrétienne. Écoutez-le reconnaître dans « le vieil Évangile » la seule force capable de « substituer à l'amour de soi l'amour des autres, de créer en nous l'organe spirituel, la grande paire d'ailes indispensable pour soulever l'homme au-dessus de lui-même, au-dessus de sa vie rampante et de ses horizons bornés, pour le conduire, à travers la patience, la résignation et l'espérance, jusqu'à la sérénité, pour l'emporter, par delà la tempérance, la pureté et la bonté, jusqu'au dévouement et au sacrifice ». Et il insiste : « Toujours et partout, depuis dix-huit cents ans, sitôt que ces ailes défaillent ou qu'on les brise, les mœurs publiques ou privées se dégradent. En Italie pendant la Renaissance, en Angleterre sous la Restauration, en France sous la Convention et le Directoire, on a vu l'homme se faire païen comme au premier siècle. Du même coup, il se retrouvait tel qu'au temps d'Auguste ou de Tibère, c'est-à-dire voluptueux et dur. Il abusait des autres et de lui-même. L'égoïsme brutal et calculateur avait repris l'ascendant ; la cruauté et la sensualité s'étalaient. La société devenait un coupe-gorge et un mauvais lieu. » Et il conclut que rien, « ni la raison philosophique, ni la culture artistique et littéraire, ni même l'honneur, aucun code, aucune administration, aucun gouvernement ne peut suppléer le Christianisme dans ce service ».

Au premier regard, cette constatation apparaît comme purement pragmatique, et c'est bien sur une affirmation strictement utilitaire que s'achève cette magnifique page du grand clinicien : « Le Christianisme, dit-il, est encore le meilleur auxiliaire de l'instinct social. » Peut-il empêcher qu'une question ne se pose aussitôt ? Si le Christianisme est ce que vous dites, où la prend-il, cette force, capable, ce sont vos propres termes, d'introduire dans vos sociétés ce tout puissant ferment « d'honnêteté, de bonne foi et de justice », ces vertus « de pudeur, de douceur, d'humanité » ? Si le tableau de la Science que vous nous tracez ensuite semble en désaccord total avec ce

fait séculaire, dont vous admirez la sublimité inépuisable et agissante, n'est-ce pas un indice que cette Science n'épuise pas le réel? Je voudrais citer, à l'appui de ce que je disais plus haut du Scientisme et de son erreur initiale, ces lignes de Claude Bernard : « Chaque science a un genre d'investigation qui lui est propre et un attirail d'instruments et de procédés spéciaux. Cela se conçoit, d'ailleurs, puisque chaque science se distingue, par la nature de ses problèmes et la diversité des phénomènes qu'elle étudie. » Autant dire, pour nous en tenir au point qui nous intéresse en ce moment, que la nature du problème religieux impose des méthodes qui lui sont particulières. Et voici que Taine, sans le vouloir, nous amène à sortir du Scientisme au nom de la méthode scientifique elle-même. Précisément parce qu'il n'est pas un croyant, son analyse du fait chrétien force les disciples de sa pensée à un travail qui dépasse le point de vue uniquement pragmatique.

Utiliser la force émanée de l'Évangile ne suffit plus. Nous en cherchons une explication, et qui ne peut être donnée que par la Foi. Sommes-nous en présence ou non d'une communication avec un esprit qui nous a créés et qui nous soutient, d'un Dieu, père céleste, pour tout dire, et d'une Révélation ? Comment ne pas nous le demander, et les constatations faites par Taine n'imposent-elles pas la réponse? Ne l'ont-elles pas imposée, d'ailleurs, à beaucoup d'esprits, si bien que ce doctrinaire du déterminisme absolu se trouve être devenu, comme un William James ou un Jules Soury, un de ces apologistes du dehors, dont l'action a d'autant plus de valeur qu'ils sont du dehors, et que l'hommage rendu par eux à l'efficacité suprême de la vie religieuse n'est pas une vérification d'idées préconçues? C'est une découverte, et devant laquelle ils sont tout près de reculer. Mais parmi les intelligences qu'ils ont amenées à ce point, beaucoup ne reculent pas, elles avancent.

Taine, plus tard, aurait-il avancé lui-même, s'il avait vécu, sur cette route ouverte à ses élèves par sa magnanime probité d'esprit? La lettre qu'il m'écrivait à l'occasion du *Disciple*, — que je m'excuse de citer, — prouve à quel degré le problème de la moralité l'intéressait jusqu'à l'angoisse. Obstiné à soutenir « l'identité foncière de la responsabilité et du déterminisme », il ajoutait : « Peut-être la voie que vous prenez, votre idée de l'inconnaissable, d'un au-delà, d'un *noumène*, vous

conduira-t-elle vers un port mystique, à une forme de Christianisme. Si vous y trouvez la force et la santé de l'âme, je vous y saluerai non moins amicalement qu'aujourd'hui... » Encore une fois, serait-il demeuré sur cette position ? Le certain, c'est qu'il n'aurait pas hésité, le jour où il aurait *cru*, à le dire très haut, et il est certain aussi, cette même lettre l'atteste, qu'il admettait comme logique l'évolution religieuse de ceux qui s'étaient longuement, docilement, pieusement formés à son école.

VI

Cet inventaire des influences exercées par ce maître sur les familiers de sa pensée est bien partiel. La variété de ses travaux donnerait lieu à beaucoup d'autres réflexions sur leur prolongement dans l'art d'écrire l'histoire, par exemple, et dans celui du roman. Il serait aisé de démontrer que toute l'œuvre d'Émile Zola et, par suite de ses disciples, est née d'une certaine interprétation des théories énoncées dans les *Essais de critique et d'histoire*.

Je voudrais, en terminant ces notes si incomplètes, marquer, pour reprendre la formule de Taine lui-même, les « causes génératrices » de cette maîtrise exercée sur tant d'intelligences. Je crois trouver la plus efficace dans cette qualité à laquelle j'ai déjà fait allusion, et qui se dégageait de ses moindres gestes, du son de sa voix, de son regard ; une absolue et totale sincérité. Je rappelais plus haut mes visites de jeune homme chez lui. Certes, la force de ses raisonnements, l'abondance de sa culture, l'énergie de son travail faisaient mon admiration, mais, par-dessus tout, l'évidence qu'il ne prononçait pas une parole, qu'il n'émettait pas une idée en vue d'un effet à produire. De tous les écrivains que j'ai approchés depuis un demi-siècle de vie littéraire, je n'en ai connu aucun de moins préoccupé du succès ou de l'insuccès de ses livres, de plus consciencieux, au double sens de ce mot qui signifie à la fois la connaissance directe que nous avons de nous-mêmes et le scrupule de n'employer cette connaissance qu'à la recherche du vrai. C'est le mot profond de Shakspeare : *The first of all, with yourself be true.* Je n'en ai connu aucun, non plus, d'aussi discret sur les événements personnels de son existence. Il avait la même aversion que Pascal et les Port-Royalistes pour les

phrases commençant par « Je ». Il n'aimait pas davantage les confidences personnelles de ses interlocuteurs. En revanche, il se complaisait à leur demander des renseignements. Il les « feuilletait ». C'est, je crois, ce que disait de lui un de ses camarades d'École.

Comme sa bonne foi était entière, il prêtait volontiers aux autres une vertu pareille ; mais, s'il lui arrivait d'accepter trop aisément quelquefois des témoignages dont il ne restait, d'ailleurs, pas la dupe, quand il avait une fois constaté chez quelqu'un je ne dirais même pas le mensonge, mais l'inexactitude, ce personnage n'existait plus pour lui. J'attribue à cette manière d'être l'autorité qui émane de son œuvre comme elle émanait de sa personne. Rien de ce qu'il a écrit ne saurait laisser indifférents ceux qui ont le goût de la pensée. De tous nos grands artistes littérateurs, il est certainement celui dont nous pouvons dire ce que Stendhal, qui lui était cher, disait de ses propres livres, quand il voulait « qu'il n'y eût rien à en rabattre à la réflexion ».

Puisque cette date du centenaire nous invite à commémorer cette noble figure, qu'il soit permis à l'un de ses fidèles d'exprimer un vœu, celui qu'un monument lui soit enfin élevé dans ce Paris où il fut élève, où il écrivit, où il enseigna, où il vécut, où il mourut. La place est toute trouvée : ce petit jardin en marge des Invalides, où grandit un bel arbre qu'il aimait à voir verdoyer au printemps. Il conduisait là ses jeunes amis, — Maurice Barrès l'a raconté dans une page célèbre, — « pour leur montrer, » disait-il, « un être bien portant ». Je le rêve très simple, ce monument : une stèle avec la belle médaille, agrandie, qu'avait faite de lui Roty, et l'inscription qui est, je crois, sur son tombeau : *veritatem unice dilexit*. Cet homme si probe, si ennemi de tous les charlatanismes, n'eût pas accepté d'avance cet hommage posthume. Nous le lui devons, nous qui vivons encore de son enseignement.

Puisse mon appel avoir de l'écho et dans le voisinage immédiat du grandiose édifice élevé par Mansart à l'Honneur Militaire nous verrons se dresser modestement, mais fièrement, une image émouvante et si justifiée, celle de l'Honneur Littéraire.

Paul Bourget.

MON AMI LE DUC

Le 23 avril, un samedi, — l'avant-dernière semaine de chasse, — on sait, hélas ! que le duc Philibert de Louanne s'est bien tristement trouvé victime d'un affreux accident. Tout le monde le lui avait dit : « Méfiez-vous, ce cheval est sournois et violent. Ne le montez plus à la chasse. » Inutile. Le duc répondait en souriant : « Il est si bon !... »

Au tournant d'un chemin, entre les pins, un gros sac de copeaux terrifia soudain l'animal fantasque, qui fit un tête-à-queue subit, et bondit sous bois à tombeau ouvert. Philibert ne s'y attendait pas : le temps de ramasser ses rênes, son cheval butait dans un trou, roulait et jetait son cavalier contre un arbre avec la brutalité d'une locomotive ou d'une auto. On releva le duc évanoui, la tête en sang, le crâne fendu. Il ne reprit pas connaissance, et rendit le dernier soupir à l'hôpital de Rouen, vers minuit.

Ainsi mourut à trente-deux ans, d'une chute de cheval, le duc Philibert-Antoine-Charles de Louanne, comte de Romincourt et de Noirmont, sans parler de maints autres titres encore, chevalier de la Légion d'honneur au titre militaire, décoré de la croix de guerre avec palmes, ayant mérité plusieurs citations éclatantes et reçu deux belles blessures sur le champ de bataille. Avec lui s'éteignait un nom qui, depuis la guerre de Cent ans, avait donné à la France des diplomates, des généraux, des évêques et des ministres, un connétable, trois cardinaux et quatre ambassadeurs, sans parler d'un sans-culotte, le citoyen Justice, ci-devant Louanne, qui vota allègrement la mort du Roi, et fut guillotiné trois semaines après, malgré ce haut fait.

Ainsi mourut un veneur admirable, un homme d'affaires intelligent, disait-on, un garçon fin et non sans goût ni lecture, certes, en tout cas élevé à merveille et d'une courtoisie qui convenait à son nom.

Ainsi mourut aussi, hélas! un compagnon qui m'était devenu profondément cher. Je le reverrai toujours au galop, brusque et superbe, poussant sa meute en forêt comme Condé ses troupes à Rocroy, — ce Condé auquel il ressemblait physiquement d'une manière si étrange... Pauvre, pauvre Phili!... Il me souvient, ami, d'un jour que vous sonniez éperdument sur la lande, tout seul, afin de rallier la chasse entière, partie on ne savait où, derrière un change... Fin octobre, un peu avant le crépuscule : à votre droite, le soleil couchant allumait un feu de bengale dans les bruyères, tandis que tout n'était plus que brouillard mauve à votre gauche. Vous sembliez le dernier gentilhomme de France appelant à lui tout le passé perdu.

Et cette autre fois où vous m'avez fait les honneurs de la chasse... C'était à la nuit venue, en novembre, par un clair de lune éblouissant. A son lever, alors que le cerf essayait de ruser encore, on l'avait vue, cette grosse lune de lait, pendre comme un fruit pourri entre les branches des arbres. Puis, l'animal avait enfin pris l'eau, pendant que le fruit pâle montait au ciel, et se muait peu à peu en disque de cristal. Quand vous m'avez présenté, selon la tradition, le pied du cerf sur votre cape : « Pour vous remercier, m'avez-vous dit avec tant de grâce, d'être resté si tard avec nous... » Après quoi, nous fîmes retraite ensemble jusqu'aux voitures égarées : votre tunique tournait au rose fané parmi la forêt toute en soie perle, où les troncs des hêtres semblaient d'acier glacial... Cent images pareilles environnent Philibert de Louanne en ma mémoire : il n'est mêlé pour moi qu'à des souvenirs de plaisir et de beauté. Je l'ai pleuré bien sincèrement, de tout mon cœur, et ne suis pas près de l'oublier jamais.

Il était le dernier, par malheur, de sa race et de son nom. Philibert, en effet, ne laissait comme plus proches parents que sa grand-tante, la vieille baronne Le Poultier de Tanré, et des petits-cousins.

En revanche, à mon grand embarras, il laissait également après lui son portrait, auquel j'avais mis, voici peu, la dernière main avec tant de soin et d'affection... Que faire, donc? Quelle

perplexité, quelle gêne douloureuse, quel problème cruellement délicat !

Mon Dieu, il fallait s'y attendre, il y a, bien entendu, procès avec ses héritiers. Car le jeune duc de Louanne n'avait pas fermé les yeux depuis un mois, que naturellement la vieille baronne Le Poultier, dont il était adoré, succombait au chagrin et mourait à son tour. On se rappelle que son petit-neveu Philibert avait projeté de lui faire une surprise en lui offrant ma toile pour sa fête : par conséquent, il ne lui en avait soufflé mot. De lui à moi, aucune lettre non plus n'avait été échangée où il fût question du portrait : pour quoi faire ? Je voyais le duc deux fois par semaine, nous ne nous écrivions jamais.

D'autre part, les petits-cousins héritiers, — qui déjà, étant de parenté si lointaine, héritaient de bien peu de chose, — refusaient, non pas positivement mon tableau, quoique cette tenue de vénerie leur rappelât, disaient-ils, les plus cruels et funèbres souvenirs touchant le malheureux Philibert, tué précisément sous ce costume ; néanmoins, ils n'en voulaient point donner le prix convenu avec le feu duc de Louanne. Pour un peu, ils m'accusaient de les voler !... Je balançai de les aller gifler : mais ils étaient trois, qui habitaient en trois provinces. Par lequel commencer ?... En outre, la vie est chère : ce portrait représentait quatre ou cinq mois de travail, de recherches, d'efforts. Une gifle, et même trois gifles ne m'eussent point payé, au contraire. Des expertises furent proposées, sur lesquelles on ne put s'entendre. Je mourais de rage : j'ai fait procès. Et je gagnerai !...

Mais on devine sans peine l'avalanche de notes et d'échos plus ou moins désagréables, — surtout pour les Le Poultier, je dois le reconnaître, — dans les feuilles de commérages, sans parler du cas juridique auquel se sont intéressés les marchands de tableaux et les spécialistes dans les journaux. Bref, un bruit énorme autour de ce portrait qui, présidant à mon atelier sur son chevalet d'honneur, devenait chaque jour, me semblait-il, plus vivant d'une vie presque humaine, plus important, plus exigeant, plus mystérieusement seigneurial et princier, menant d'outre-tombe les événements à sa guise, maître de l'heure et de son bon plaisir.

Et maintenant, miséricorde, maintenant !...

Nous n'avions pas souvent parlé de femmes, Philibert de

Louanne et moi. Avant la chasse, au rendez-vous dans la forêt, il était tout à tous, quoique un peu distraitement : il souriait et accueillait, plutôt qu'il ne bavardait. Il ne songeait qu'au cerf qu'on attaquerait dans un instant, s'il faut tout dire.

Une fois l'animal pris, nous tenions entre veneurs des propos d'hallalis, parmi les voitures pleines de sandwichs et de porto, entendez par là des propos dépourvus de préméditation, plus cordiaux que psychologiques, et plus allègres que suivis. A moins que nous ne commentions les changes et incidents de la journée, et autres sujets des plus intéressants, tels que l'insuffisance manifeste du second piqueux qui ne sonnait jamais, sinon le vice de Ravageur, ce maudit chien qui chassait pour son compte et ne cessait de voler la voie.

Que pourtant nous déjeunions ensemble, Philibert et moi, ce qui arrivait encore assez souvent, ou pendant les trop rares poses que le pauvre duc consentit à me donner pour son portrait, alors nous ne nous lassions ni l'un ni l'autre de nos remarques, gloses et hypothèses touchant les chiens encore, les chevaux, les dégâts de cerfs, la malveillance des riverains, la piraterie des braconniers, que sais-je !... Ou bien, il me contait les potins de l'équipage, non sans une verve courtoise dont il avait le secret, et qui atteignait au meilleur comique ; car M. le duc de Louanne adorait les cancans : c'est très Saint-Simon.

Il se plaisait aussi à m'exposer de vastes projets industriels, économiques, financiers et autres, à quoi je n'entendais guère. J'ai bien senti qu'il nourrissait le plus curieux respect pour les personnages dits « d'affaires », leurs serviettes à faire peur aux gens, et leur jargon de bateleurs tristes. Il ne prononçait pas sans une certaine vanité des mots comme : « Mon ami le président du Comité des mines... » Où le romanesque ne va-t-il pas se nicher ?

Mais surtout, Philibert de Louanne s'intéressait passionnément à la politique. Là, il poursuivait toute sorte de chimères et de coquecigrues. Il se piquait d'être libéral, pour commencer : un duc ne pouvait pas moins faire, à son avis... Quand je répète que c'était un chasseur de rêves et un pêcheur de lune !

En tous ces entretiens cependant, qu'ils soient graves ou gais, extravagants s'il s'agissait de politique, ou mieux que sages quand ils traitaient de vénerie, sinon vaguement ana-

chroniques et très savoureux dès qu'ils tournaient au commérage, pas un mot touchant l'amour, on le voit. Le duc de Louanne admettait encore « les femmes » dans sa conversation, et volontiers. Mais jamais une femme. Pas une seule fois, en tant de mois, il ne lui échappa devant moi la moindre allusion à quelque tendresse de jadis ou liaison passée. A tel point même que je me lassai vite d'épier et supputer des amours qui, dois-je le confesser? m'intéressaient infiniment moins que ce débûché de mardi dernier, durant lequel nous avions tous galopé comme des apprentis derrière un daguet, tandis que le cerf de chasse prenait le frais bien loin de là, dans la direction exactement opposée ; ou encore que le récit de ce déjeuner après lequel Philibert avait fumé tant de cigarettes avec le ministre des Affaires étrangères en devisant agréablement de paix mondiale et d'entente au sein d'une démocratie débonnaire.

* * *

Or, vers la fin de mai, un mois environ après la mort du pauvre Philibert, je donnais congé à mes yeux, vers quatre heures de l'après-midi. J'entends par là que je venais d'abandonner mes pinceaux, et m'efforçais de ne plus rien regarder autour de moi, sinon vaguement, à la façon dont un touriste à demi somnolent aperçoit les champs de la Beauce à travers la vitre de son wagon. Il semble que les pupilles enflent et se dilatent à plonger derrière les grosses couleurs que tout le monde voit, ou croit voir, afin d'attraper les nuances véritables qui se cachent dessous, et puis encore dessous... Bref, je n'en pouvais plus, demeurant tout engourdi devant un verre de porto, quand on me remit une carte. Une dame demandait à me parler : M^me^ Michaliadis.

Michaliadis?... Je connaissais ce nom-là... Michaliadis?... Eh, oui, parbleu! cette dame si belle, une Grecque, avec laquelle Philibert m'avait prié à dîner, cet hiver, dans un restaurant... Dîner de douze à quinze personnes : des politesses qu'il rendait.

Le temps de me laver les mains, changer de veston, et j'entrais dans mon petit et modeste salon. Il embaumait : tout l'encens d'Arabie, toutes les roses d'Ispahan, tous les lys de Chypre l'avaient envahi... Cependant, l'admirable créature qui

m'attendait, vêtue de crêpe héliotrope, me parut bien grave et même bien triste pour une personne si parfumée.

Elle me parla d'une voix un peu basse, ralentie par l'émotion : ainsi que tant de Grecques, elle s'exprimait dans le meilleur et le plus pur français où les *r* seuls ne sonnaient point comme chez nous, et si elle commettait çà et là certains solécismes, je les reconnaissais bien, c'étaient ceux qu'aiment tant les gens du monde, les solécismes de luxe, les solécismes de salon.

— Je vous prie de m'excuser, monsieur. Je suis moi-même si troublée... J'ai eu le plaisir de vous rencontrer, il y a quelques mois, à un dîner que donnait ce pauvre duc de Louanne, je ne sais si vous en avez gardé la mémoire ? Mais je sais que M. de Louanne était votre sincère ami...

Les larmes coulaient à présent des grands yeux sombres. Mme Michaliadis les avait senties tout à coup qui perlaient à ses cils, et tirant de son sac un mouchoir minuscule, elle s'essuyait d'un geste doux comme un aveu d'amour. « Voyez, semblait-elle faire, je ne peux plus vous le cacher, vous surprenez mon chagrin et mon secret : je l'adorais... » Et ce fut bien en vain qu'elle s'excusa pudiquement, mondainement : « J'avais beaucoup d'affection pour lui, monsieur. »

Ah ! c'était donc cette Mme Michaliadis, celle que Philibert avait sans doute aimée, je l'apprenais enfin...

— Je sais, poursuivit-elle, que vous avez fait le portrait du duc de Louanne : il me l'avait dit. Ce portrait, vous l'avez encore ?

— Mais sans doute. Vous voulez le voir ?

— Oui, si ce n'est pas indiscret, je voudrais...

— Venez, madame, venez.

Et je la fis entrer dans mon atelier.

Philibert était là, sur son chevalet, en sa tenue émeraude et ambre, portant les grandes bottes avec les bas blancs qui tranchaient sur la culotte. Derrière lui, au dossier d'une chaise de ferme, luisait confusément la trompe toute bossuée par les coups, et le lourd fouet, le fouet terrible reposait sur un coin de table, auprès d'un verre vide. Nu-tête, les mains dans les poches, le jeune maître d'équipage fixait droit devant lui ce regard vigilant et dur qu'il prenait en forêt, dès qu'une bête bougeait au bois. J'avais voulu le montrer tel qu'on le voyait

souvent après la chasse, encore mal apaisé, mal éteint, scandalisé par le parti déconcertant d'un dix-cors ou la mollesse intolérable des chiens. Et je dois dire que j'avais assez bien rendu le débraillé de son costume, non moins que ses yeux d'oiseau de proie. Mais son visage osseux de Condé braconnant sous le nez de l'ennemi, son attitude de rôdeur au guet, qu'en restait-il en ma toile? Bien plutôt avais-je peint une sorte de dandy revêtu, pour se déguiser, de hardes maltraitées par la tempête. On voit si je suis franc.

Aussi bien ma peinture, mon talent, mon art, Mme Michaliadis s'en souciait peu. Elle demeurait debout, par respect et dévotion, devant l'image de celui qu'elle avait aimé. Je lui avançai un fauteuil : elle ne s'y assit point, ne parut même pas le voir. Je me taisais. Que dire, d'ailleurs, à cette femme dont je voyais battre le cœur, et qui de nouveau avait des larmes aux yeux?

Au bout d'un long moment, pendant lequel elle m'avait oublié, Mme Michaliadis murmura : « C'est lui... c'est lui... voilà ses yeux de commandement... Ah! vous l'avez mieux connu, vous, monsieur, que ceux qui le rencontraient seulement dans les salons... Vous comprenez, vous, que j'aie tant de chagrin. »

Elle se détourna un instant, trop émue peut-être, puis releva les yeux, me tendit la main : « Merci, monsieur », fit-elle. Et elle partit, laissant mon salon plein de grâce, de tristesse, et de toutes les senteurs qu'aimait Shéhérazade.

* * *

Trois jours après, je recevais une lettre du professeur Jérôme Sabatié, qui m'avait naguère opéré, lors d'une menace d'appendicite : jamais, depuis quatre ou cinq ans que je l'avais ainsi connu, l'éminent chirurgien ne s'était soucié de moi. Se rappelait-il seulement que je fusse peintre? Je n'en jurerais pas. Néanmoins, voilà que le professeur me demandait soudain la permission de visiter mon atelier, un samedi, à cinq heures.

Après la signature, il est vrai, se trouvait un singulier petit post-scriptum : « Peut-être me permettrez-vous d'amener avec moi ma fille, Mme Forget-Moniot, qui serait très heureuse aussi d'admirer votre peinture? » Mme Forget-Moniot, la femme de l'avocat célèbre, futur bâtonnier? Chacun a vu, cent fois l'an,

passer dans les *Mondanités* le nom de Mme Forget-Moniot, née Sabatié? Quant à moi, qui sors peu, je ne l'avais jamais aperçue, mais on la disait fort jolie.

Le dimanche suivant, le professeur parut à l'heure dite, accompagné d'une grande jeune dame très élégante, très discrète, très réservée : « Voici ma fille, mon cher ami, qui tenait tant à vous connaître... »

Elle tenait tant à me connaître, cette belle madame?

Or, Mme Forget-Moniot n'avait pas plus tôt mis un pied dans mon atelier qu'elle jetait involontairement et passionnément les yeux sur le portrait du duc de Louanne... Était-elle toujours aussi pâle dans la vie de chaque jour, cette personne si bien habillée? Je lui mis des esquisses de chasse dans les mains, des croquis pris en forêt. Çà et là, on y reconnaissait la silhouette de Philibert : les doigts de Mme Forget-Moniot tremblaient imperceptiblement, je l'ai bien vu... Parbleu! j'en étais sûr.

Son père m'interrogeait, avec une vraie fureur de s'instruire, sur la vénerie, les mœurs des cerfs, les droits de suite, les méthodes de braconnage moderne, que sais-je...

Dès qu'il me laissa souffler un moment, je me tournai vers Mme Forget-Moniot qui, de toute son âme, scrutait les yeux peints de mon Philibert :

— Vous connaissiez beaucoup le duc de Louanne, je crois, madame? C'était un ami délicieux. Tous ceux qui le voyaient un peu souvent s'attachaient à lui.

Elle me regarda enfin, un instant, rien qu'un instant : mais de quelle lumière bleue et brûlante ne fus-je pas percé!

— Oh! oui, monsieur, nous aimions infiniment M. de Louanne, mon mari et moi. Nous le recevions fréquemment. Sa mort nous a fait tant de peine!... Nous ne sommes pas près de l'oublier.

Paroles banales, si l'on veut, mais elle grelottait d'amour et de détresse, vous dis-je, la pauvre voix qui les prononça.

Allons, encore une... Mme Michaliadis, Mme Forget-Moniot... Était-ce tout? Non pas. La théorie des belles amoureuses ne s'en est point tenue à ces deux-là. On parla bientôt de mon tableau dans les journaux; le petit scandale du procès avec les héritiers éclatait, divertissant les badauds. Et dès ce moment je reçus des lettres, puis des visites d'une romancière fort connue, illustre même, d'une championne de golf, de deux personnes « sans

profession »... Elle avait été bien remplie, la mystérieuse vie d'amour de mon pauvre et séduisant ami Philibert! Tout ce monde éblouissant venait, soi-disant, pour « voir ma peinture », comme Mme Forget-Moniot. Mon atelier n'avait jamais connu tant de robes de Lanvin, ni de regards vacillants de piété, lourds de souvenirs.

Une fois, pourtant, une vraie souillon sonna chez moi. Elle n'avait pas écrit pour annoncer sa visite, celle-là. Elle arrivait comme ça, et c'est tout. Et j'ai cru qu'en entrant, elle allait s'évanouir. Lorsque je dis une souillon, pourtant, j'exagère . seulement, il y avait des taches sur sa robe, ses cheveux lui tombaient sur les sourcils, ses gants étaient déchirés, ses souliers flétris, ses bas en fil et reprisés. Et tout cela prétentieux, la robe trop ouverte, les cheveux coupés trop haut sur la nuque, les gants à baguettes criardes, les souliers de quatre couleurs, les bas du même rose que ces fleurs en papier dont les bouchers ornent leurs viandes. Quant au visage, il semblait en ruines; tout émacié, creusé, sous un fard à 2 fr. 50 la boîte. Et quel désarroi, quelle crainte en ses yeux de bestiole blessée, ses yeux pâles, ses yeux fanés! Néanmoins, une certaine grâce, peut-être... Mais après tant de femmes élégantes qui me visitaient à la file, celle-ci me parut en quelque sorte scandaleuse. Comment, pensais-je malgré moi, a-t-on laissé entrer ça chez moi?

Elle était livide en franchissant la porte de mon atelier Comme toutes les autres, — cela ne m'étonnait même plus, — elle se précipita aussitôt avec avidité, avec folie, vers le portrait de Philibert : ainsi, je pense, se ruent vers l'eau des oasis les errants du désert. Et ce fut à ce moment qu'elle parut défaillir sa tête se renversa dans un sanglot.

Mon premier mouvement fut de la soutenir : elle tombait. Et je l'assis tout doucement dans un fauteuil, en face de la toile Sa crise de larmes passée, elle me dit à voix contenue, comme honteuse de s'être laissée aller de la sorte :

— Ah! monsieur... pardon, monsieur... mais c'est que je l'aimais tant!... Ce n'est pas la peine que je m'en cache... D'ailleurs, vous me voyez pleurer... Je ne peux pas me retenir, vous savez, je n'ai jamais été une femme forte, moi!... Il m'en a pourtant fait, du chagrin!... Et je leur en dois à tous, de la misère!... Seulement, qu'est-ce que vous voulez, je n'ai

jamais aimé que lui... et mes petits, mes pauvres petits!...

Nouveaux sanglots. Puis, elle reprit, hallucinée par le portrait :

— On ne pouvait pas le voir sans l'aimer... et puis il était si beau... et si gentil, au fond... au fond...

Elle balbutiait, à la façon d'une malheureuse enfant, qui n'en peut plus à force d'avoir été battue. A ses premiers mots, ou plus exactement quand elle s'était effondrée dans mes bras, j'avais songé : « Au diable!... Qu'est-ce que je vais faire de cette énergumène? » Mais je dois avouer que maintenant, elle me faisait un peu pitié.

Cependant, un détail me frappait. Toute falotte et miteuse, et trop fardée que fût cette créature de Montmartre ou de la rue du Sentier, elle s'exprimait convenablement; nulle trace d'argot, aucun relent de la rue, sinon pis encore. Voilà qui m'intriguait Enfin, je l'ai dit, elle avait une espèce de grâce : autant du moins qu'il en restait à l'infortunée Manon Lescaut sur le bateau d'Amérique. J'essayai de lui parler aussi affectueusement que possible, afin de la mettre en confiance. Je lui dis de n'avoir aucune crainte, de se calmer, de prendre tout son temps pour m'entretenir de Philibert tant qu'elle voudrait; que j'avais été l'ami de ce charmant garçon, et que par conséquent toutes celles et tous ceux qui avaient éprouvé quelque attachement pour lui m'étaient très sympathiques. Elle fit alors de son mieux pour sourire : tristesse du sourire sur ces traits défaits!... Un soleil chétif ranimant les pâles capucines d'une fenêtre, au cinquième, dans une cité du Nord.

Elle me remercia : il y avait si longtemps, à l'en croire, que personne n'avait été bon pour elle!

— Ah! c'est que ça ne vaut pas grand chose, les gens. Dès qu'on est malheureux, il faut les voir : ils se jettent sur vous, ils vous en veulent tous, ils vous déchireraient en morceaux. C'est à qui vous insultera, vous fera honte, vous prendra un peu de ce que vous avez... Quand j'étais, comme on dit, « une dame », J'avais un poulailler à la campagne : j'ai remarqué que si jamais une poule avait une plaie, les autres commençaient aussitôt à lui donner des coups de bec. Et plus elle saignait, plus elle était malade, moins elle pouvait se défendre ou se sauver, plus ces ignobles bêtes tapaient, tapaient toujours, jusqu'à la tuer, la faible, la pauvre... Voilà comment sont les

gens : dès qu'il arrive malheur à une femme, ils n'en ont jamais assez de cogner dessus, et encore, et encore, et de la mettre en sang... Oui, allez, c'est une belle saleté que la race humaine. Moi qui suis maintenant toute seule...

— Mais vous aviez parlé tout à l'heure de vos petits : vous avez des enfants?

— On me les a pris, monsieur. Deux garçons, neuf ans et onze ans. Je les vois le dimanche. Et encore, cela ne durera peut-être pas...

— Divorcée?...

Je devinais : le flagrant délit. Condamnée sans recours. Toutes les duretés de la loi, tous les supplices de la société... Mon Dieu, ce n'était peut-être rien de mieux qu'une petite canaille, cette personne aux gants troués qui pleurait dans mon atelier; qui sait si elle n'avait fait souffrir et bafoué son mari? Pourtant, je ne pouvais m'empêcher de la plaindre : il y avait en elle on ne savait quoi de si doux, il devait avoir été si facile de se montrer injuste envers elle. Et puis, bon gré, mal gré, l'amour de Philibert l'anoblissait à mes yeux.

Comme si elle eût pressenti ce que je pensais, elle leva ses humbles yeux vers le portrait, j'allais écrire vers l'icone sainte, et murmura d'une voix d'extase :

— Oui, on m'a tout pris... C'était pour vous... pour vous...

Et des mots que je n'entendais même pas.

Je n'ai pas troublé cette prière.

Au bout d'un instant, comme si elle se réveillait et redescendait sur la terre, elle me dit :

— Chaque dimanche, monsieur, on m'amène mes pauvres petits. Ils ont l'air content de me voir. Une espèce d'institutrice, une bonne plutôt, les conduit chez moi, à une heure juste. Dame! ce n'est pas bien luxueux, chez moi... Et le soir, à sept heures tapant, elle vient les reprendre... Je les mène au cirque, au cinéma, où je peux : tout est tellement cher! Le plus difficile, c'est d'obtenir des renseignements sur leur santé, leur genre de vie : ça ne dit que la moitié des choses, les enfants. Quant à la bonne, Dieu sait si elle retient sa langue : on doit lui faire une de ces leçons, chez le père, avant qu'elle ne sorte... C'est dur, allez, quand on a soigné des pauvres petits pendant huit ou neuf ans, de les voir tout à coup exposés aux rhumes, aux contagions, est-ce que je sais!...

Elle ne m'avait pas appris son nom. Par discrétion, par une espèce de gentilhommerie, — et aussi parce que, en somme, cela m'était bien égal, — je me piquais de ne pas le lui demander. Je ne pus toutefois m'empêcher de poser indirectement cette question :

— C'est bizarre, tout de même, qu'on ne laisse pas un tout petit bonhomme à sa maman.

— Bizarre ou non, c'est comme ça... Il suffit qu'une femme passe un jour ou deux à la campagne, et que là... et qu'on le sache, enfin : on prétend qu'elle a quitté ses enfants, on les lui enlève, elle ne les revoit plus, — ou presque plus. « Les deux enfants au père », et allez donc !... Mon divorce remonte à vingt et un mois. Le plus jeune de mes fils avait sept ans : on me l'a ôté des mains... Ma foi ! quand j'ai vu ça...

Un silence.

— Quand vous avez vu ça?

— Eh bien... j'ai compris que de faire dame, c'était très joli, mais... mais... J'avais une si petite pension... par le temps qui court... Oh ! je vois bien que vous regardez ma robe : évidemment, vous devez recevoir du monde mieux habillé.. Qu'est-ce que vous pouvez bien penser de moi, monsieur?

Hélas ! il n'était guère difficile de reconstituer une si débile, et banale, et triste existence : naguère une modeste bourgeoise, habituée à parler sans trivialité, à suivre les offices à l'église, et à participer aux folies de la vie moderne en faisant de temps à autre une partie de tennis, ou en dansant, pendant les vacances, dans un casino de plage. Aujourd'hui, cependant, après scandale, voici déchue la bourgeoise, et la « dame » tombée bien bas... Le problème, par exemple, c'était que le duc de Louanne eût été pêcher cette petite personne dans quelque coin du Luxembourg ou quelque autre quartier de Paris qu'ignorent les gens de la plaine Monceau, sinon même en province : et s'il l'avait par hasard aimée, alors le problème devenait une insoluble énigme... J'eusse tout tenté, en cette minute, pour savoir. Oui, certes, elle m'intéressait, et jusqu'à la passion, cette Bovary perdue et si faible, — si positivement jolie, par moments. Non, touchante plutôt... Mais non, jolie ! C'était son fard, c'étaient ses hardes sans goût qui la défiguraient.

— Monsieur... fit-elle presque bas... Monsieur...

Encore, « monsieur !... » Il est vrai qu'elle n'eût su com-

ment m'appeler : à peine si elle me connaissait depuis trois quarts d'heure.

— Monsieur, je suis honteuse...

Pauvre enfant, je le voyais bien.

— S'il m'apercevait comme ça... oui, habillée comme ça, avec des bas comme ça, des nippes comme ça... Lui qui était si élégant... Je faisais des folies pour lui, vous savez : et les lingères de la rue de la Paix, et des costumes, et des chapeaux... J'avais des dettes, ma foi, il le fallait bien : quand on a su ça, dans mon ex-famille! Eux qui économisaient sur tout pour avoir un valet de chambre... S'il me voyait, lui, maintenant!... D'ailleurs, il me voit peut-être : tenez, j'ai l'impression qu'il me regarde en ce moment, et que ses yeux vivent... Phili, mon chéri!... Cela me fait quelque chose, qu'il me regarde si fort : j'ai peur, monsieur, j'ai peur!...

J'ai dû l'emmener de là, l'installer au milieu de bons coussins, lui essuyer les joues, la bercer comme un bébé, lui donner du porto. Elle s'apaisa lentement sur mon épaule. Elle se leva enfin, remit de la poudre, et se dirigea vers la porte. En passant devant le portrait, elle lui envoya de la main, pieusement, un baiser.

Comme elle allait me quitter, ces mots me sont venus très naturellement aux lèvres :

— Je vous reverrai?

— Mais oui, fit-elle. Pourvu que je ne vous dérange pas... Téléphonez-moi : c'est le mieux : Trudaine, 80-32. J'habite rue Saint-Georges, au 59.

— Le nom?

— M^me^ Paulette Martins. Mais sur mon magasin, il y a seulement « Paulette ».

— Un magasin?

— Oui. Je suis manucure.

Et elle partit, tête baissée... La tête gentiment inclinée plutôt, comme la portent les jeunes femmes des bas-reliefs antiques, lorsqu'elles doivent indiquer la tristesse : sa démarche avait beaucoup de grâce, on ne pouvait le nier.

* * *

Après la visite de Paulette Martins, manucure, je me suis tout à coup senti asssez las de tous ces pèlerinages sentimentaux

dans mon atelier. A peine saurais-je dire pourquoi : peut-être cette petite m'avait-elle ému plus que les autres; peut-être avais-je senti en elle un trouble bien plus sincère, profond, et presque délirant, que chez la belle Mme Michaliadis, trop séduisante, ou chez Mme Forget-Moniot, si hautaine en son *Noli me tangere*, ou chez toutes celles qui s'étaient succédé devant le chevalet où se dressait l'image élégante et un peu farouche de l'homme des bois, du prince des bois, mon ami et leur amant.

Seule, l'humble Paulette me donnait maintenant l'impression d'avoïr eu, comme disent les enfants, du « gros chagrin », sans rien de plus. En vérité, enfin, elle m'avait infiniment ému. On n'explique pas cela : la sympathie a des antennes.

Une personne encore m'avait demandé rendez-vous : Mme de La Farette. Ayant fixé le surlendemain, je n'osais me dédire : combien j'eus tort!

Mme de La Farette... Qu'était-ce à présent que celle-là? Une merveilleuse, ainsi que la Michaliadis? Une secrète, comme cette pecque de Forget-Moniot? Une attendrie, une miséricordieuse apportant au mort le pardon du passé, une inconsolable à l'éternel souvenir?... Décidément, j'en avais assez, des pèlerines de Louanne. Hélas! que ne m'en suis-je tenu à cet heureux ennui? Pourquoi faut-il que j'aie ouvert ma porte à cette nouvelle zélatrice?

Au premier regard, dès qu'elle parut, je me crus au cirque. Je me tâtais : « Suis-je éveillé, ou bien si je rêve? Qu'est-ce que ce carnaval?... Philibert ne l'aura pas aimée, au moins, celle-là! »

Une grosse femme, d'assez haute taille, se trouvait devant moi. Les joues rouges, le nez rouge, et le regard sévère. Joignez qu'elle n'avait presque pas de cou et les épaules larges, ce qui la contraignait à un port de tête arrogant, comme à se tourner tout d'une pièce quand elle voulait regarder à droite ou à gauche. Cet air impérieux lui prêtait on ne savait quelle vague ressemblance avec quelque vieux major d'ancien régime. On s'attendait qu'elle eût un tricorne planté sur le sourcil droit : et comme elle surmontait ses cheveux gris d'un diable de chapeau à plumes de coq, comme elle avait un col d'homme, comme elle cachait ses mains sous des gants à crispins, et allait, en dépit du temps tiède, revêtue d'un terrible costume tailleur en étoffe bourrue, elle était pour intimider n'importe qui, — moi, entre autres.

Mon effroi, d'ailleurs, ne dura pas longtemps : il disparut aussitôt que sa physionomie s'anima, aussitôt surtout qu'elle essaya de sourire. Car le visage mécontent de Mme de La Farette ignorait tout à fait l'art du sourire. Quand il avait l'intention de se montrer agréable, il se fendait brusquement en deux, comme un masque de guignol, et semblait à la fois farce et gêné : on croyait assister à la pudeur de Polichinelle, à la timidité de la mère Ubu. C'est le fait des personnes toujours en train de blâmer et de se scandaliser, comme s'il fallait prendre invariablement tout au sérieux, que de ne savoir pas sourire. Leurs traits sans cesse tendus ont perdu l'habitude de se délasser : à la moindre éclaircie, on dirait qu'ils font la grimace. A la première risette que me fit si maladroitement l'impérieuse Mme de La Farette, j'eus peine à garder mon demi-sérieux : je me trouvais en butte aux singeries d'une commère.

— Mon cher maître, commença-t-elle à dire avec volubilité...

Personne ne m'a jusqu'ici donné du « cher maître » : ce n'est pas encore de mon âge. On n'appelle de la sorte que les très vieux peintres, chargés de gloire comme de titres officiels, et qui ont vraiment des élèves : mais on avait dû conter à cette dame qu'il fallait s'adresser en ces termes aux artistes, dès que ceux-ci ont passé la trentaine. Vient-elle donc de province, ai-je pensé, ou ne connaît-elle pas le monde? Je ne puis pourtant affirmer qu'elle m'ait positivement déplu en me nommant ainsi : la vanité connaît plus d'un tour.

— Mon cher maître, si vous saviez comme je vous remercie d'avoir bien voulu m'accueillir !...

Elle parlait non seulement avec volubilité, mais encore avec une sorte de conviction offensive, et comme avec explosion.

— C'est l'autre matin, reprit-elle, que je me suis déclaré une bonne fois : « Non, décidément, je ne peux plus y tenir, il faut que j'aille voir le portrait de Phili. » J'en ai entendu parler, comme ça, par des amis à moi : et puis d'ailleurs, Phili lui-même m'a dit bien souvent : « Ma chère, il y a un peintre que je connais, qui m'a fait un portrait magnifique... » Alors, vous comprenez, j'avais trop envie de le contempler de mes yeux, ce portrait. J'ai pensé tout bas : « Quoi ! je peux bien demander à admirer un tableau dans un atelier... » Évidemment, la démarche n'est peut-être pas très correcte. Vous

savez, quand on a beaucoup de cœur, on ne fait pas toujours attention aux convenances : or, pour moi, on pourra dire ce qu'on voudra, je ne suis qu'une vieille dame bien simple, et sans doute trop franche, et qui ne ménage pas toujours la vérité aux gens, malheureusement peut-être; enfin, je puis bien avoir tous les défauts, mais quant au cœur, ça, j'en ai, et j'en ai même beaucoup plus que je n'en souhaite. Du reste, Phili le savait bien, il me disait toujours : « Ma chère Antoinette, vous aimez trop vos amis, ils n'en valent pas la peine... » Dame! c'est bien vrai, qu'ils n'en valent pas la peine huit fois sur dix. Seulement, s'il fallait faire attention à ça, on se retiendrait tout le temps. Or, moi, dans les questions de sentiment ou de générosité, j'ai toujours été incapable de me retenir. Et c'est justement ce qui plaisait tant à Phili. Il me disait : « Vous, ma vieille, vous donnez trop. » Car il était très familier avec moi : il m'aimait tant! Il m'aimait au point de me confier tout ce qui le touchait. Il n'avait pas de secret pour moi, il me racontait ses aventures d'amour : à mon âge, vous comprenez, je pouvais tout entendre. Des amis à lui m'appelaient la baronne Confessionnal. Ma foi, c'est peut-être païen, ce que je vais vous dire, et Mgr Doissart, l'évêque de Tahiti, qui est un grand ami à moi, me gronderait certainement, — sans m'en vouloir d'ailleurs, car lui aussi m'aime beaucoup, — mais mieux vaut quelquefois un bon conseil donné par une vieille dame au coin du feu que... »

Le torrent de paroles roulait, bondissait et se précipitait, sans trêve ni faiblesse : je demeurais stupide à l'entendre, et d'autant plus que dans l'excitation où la jetaient ses mérites magnanimes et l'affection que lui portaient tant et tant d'« amis à elle », Mme de La Farette n'avait encore jeté qu'un regard distrait sur le fameux portrait, objet pourtant de son culte, m'avait-elle naguère écrit, et de sa visite. Je crus pouvoir le lui rappeler discrètement.

— Oh! c'est vrai, s'écria-t-elle. Je me laissais aller à mes souvenirs au sujet du pauvre Phili : c'est qu'il a tenu une telle place dans ma vie! Pour moi, c'était un véritable fils. Je le voyais autant dire tous les jours...

— Vous le connaissiez depuis très longtemps, madame?

— Depuis très longtemps n'est pas le mot; mais vous savez ce que c'est que les amis intimes : on finit par croire qu'on les a

élevés. Mon grand père, qui avait beaucoup fréquenté l'empereur Napoléon III, — un peu malgré lui, d'ailleurs, car toute ma famille était farouchement légitimiste, — me racontait quand j'étais petite fille...

— Mais c'est curieux, j'ai chassé pendant toute une saison avec le duc de Louanne, et pas une fois il n'a prononcé votre nom.

— Mon Dieu, c'est qu'en ces deux dernières années, nous étions un peu en froid, lui et moi, pour une sottise au fond, une espèce de gros malentendu : si bien que nous boudions, chacun de notre côté... Combien je le regrette, aujourd'hui ! Si nous nous étions bien carrément expliqués, nos relations seraient restées ce qu'elles étaient auparavant, c'est-à-dire presque filiales, je vous le répète. Un vieil ami à moi, le colonel de Cortambon, me taquinait en ne me nommant que La Farette-Louanne... Alors, cher monsieur, vous avez chassé avec le Rallie-Mailleraye? Quel magnifique équipage! Phili voulait absolument me donner le bouton : mais le médecin me défend de monter à cheval depuis des années... Comment faire? Je répondais chaque fois à Phili : « Il y a assez de vieilles dames en auto dans la forêt : si vous me donnez le bouton, à moi qui ne monte pas, elles vont toutes après ça vous demander de les habiller en feuille-morte et en jaune pour faire un somme derrière les carreaux de leur voiture, en rôdant de carrefour en carrefour... » Ah ! nous en avons accompli, de ces randonnées en forêt de la Mailleraye ! Le piqueux La Rosée criait, aussitôt qu'il me voyait : « Voilà Mme de La Farette, ça va !... » Quant à Phili...

— Est-ce que vous voulez juger de son portrait, madame? Je vais vous le mettre au jour, en bonne place.

Une fois la toile placée comme il fallait, la physionomie de Mme de La Farette changea de nouveau, et complètement : la voilà maintenant tragique, désespérée, frappée par le Destin. Son menton, ses yeux, les coins de sa bouche tombèrent d'un centimètre.

— C'est bien lui, fit-elle d'une voix accablée, je le revois, mon Phili !... Pauvre cher enfant !... Vous ne trouvez pas qu'il ressemble étonnamment à son oncle Montenon ?

— Je ne l'ai pas connu.

— Et encore plus à l'amiral ?

— L'amiral?

— Oui, l'amiral de Montenon-Toury. C'était le frère cadet du comte Fernand de Montenon, et de la feue duchesse de Louanne, née Montenon, mère de Philibert. C'est par les Montenon que notre Phili se rattachait aux Bourbon de Naples. L'arrière-grand père de la duchesse était grand chambellan du roi des Deux-Siciles. Il ne vous a pas raconté cela?... Après tout, ce sont des choses qui m'intéressent surtout, moi, pour des raisons de famille. Vous savez, je suis un peu une maniaque de l'esprit de famille : mon cousin Mareuil de Saint-Rénan, qui entre parenthèses était camérier de cape et d'épée du Saint-Père, et dont la nièce, Mme de Surpolay, mourut fusillée par les Communards sur une barricade, mon cousin Saint-Rénan, donc, se désolait toujours parce que je n'étais pas entrée à l'École des Chartes. « Cette enfant-là, répétait-il, est faite pour vivre dans le passé de la France. » J'étais plutôt faite, en réalité, pour être militaire. Mais, quant à mon goût du passé, mon cousin ne se trompait pas... Or, dans ma famille, qui était, je vous l'ai dit, passionnément légitimiste, toute une branche s'est expatriée en 1830, et est allée s'établir à Naples. Aussi, tout ce qui touche à ce pays m'intéresse à la folie. Phili, à cause de cela, s'amusait quelquefois à m'appeler sa cousine. Il est vrai que le baron Boullonche, — vous savez, le gendre du général Gordenois, le vainqueur d'Iben Saïda, — avait épousé la sœur d'une de mes tantes, et comme il était lointainement cousin des Montenon, nous finissions par nous retrouver.

— Puis-je vous offrir une tasse de thé, madame? Un peu de porto?

— Merci, monsieur, merci mille fois. Je ne goûte jamais. Le docteur Tarrieux, un grand ami à moi, et le meilleur spécialiste qu'il y ait à Paris pour les maladies d'estomac, me cite toujours en exemple : « Imitez Mme de La Farette, fait-il, qui ne martyrise pas son estomac avec des saletés inutiles. » Je l'ai moi-même déclaré un jour, il y a déjà bien longtemps, à la princesse de Piombino : « Que votre Altesse royale supprime ses gâteaux de quatre heures, et elle vivra cent ans. — Entendu, ma chère Antoinette, m'a répondu la princesse : mais si je meurs, gare à vous!... » Or, vous n'ignorez pas que la bonne princesse a aujourd'hui soixante-quatorze ans, et qu'elle est fraîche comme la rose: elle me remercie chaque fois qu'elle me

voit. Quant au porto, je n'en bois pas non plus. Je dois vous dire que je n'apprécie pas du tout ce genre qu'ont les jeunes femmes, à cette heure ; elles prennent toute la journée soit des vins de toute sorte, soit bien pis encore, de vrais poisons dans ces bars ou ailleurs. De mon temps, il n'y avait que les personnes de mauvaise vie pour se tenir ainsi. Cela va, il est vrai, avec les cheveux coupés, les robes arrêtées au genou et les extraordinaires façons d'aujourd'hui. Vous me trouverez sans doute bien arriérée, mais je n'approuve rien de ce qui se fait maintenant, aussi bien en politique qu'autrement. Je suis restée, au fond, de l'opinion de mes parents, et fais remonter tout le mal à ce gredin de Thiers...

Un cours d'histoire, à présent? Pour le coup, c'était trop, je me sentais mourir. Je pris sur moi de couper la dame de La Farette le moins discourtoisement possible :

— J'ai des photos assez bonnes de ce portrait que vous avez voulu voir : si cela peut vous être agréable, madame, je vais vous en remettre une.

— Que vous êtes aimable! Ce sera pour moi un souvenir bien touchant. Un ami à moi, le grand photographe Lévrissel...

— Voici la photo : elle est bien venue, n'est-ce pas?... Attendez, avec ce petit élastique... Là, ainsi roulée, elle ne craint rien... Voudrez-vous bien m'excuser, mais un rendez-vous...

— Je vous suis très reconnaissante. Cependant, il me vient une idée tout à coup ; je possède un très joli croquis de Sem, qui représente notre cher Phili. Cela vous ferait peut-être plaisir de le voir?

Je me rappelai soudain, en effet, que le duc de Louanne m'avait dit un jour : « Sem est venu une fois à la chasse, chez nous, en auto. Il faisait très beau, ce jour-là : il a crayonné avec délice, au rendez-vous, à l'hallali, dans tous les carrefours. Il avait campé, de moi, une silhouette étonnante. N'ayant pas l'intention de réunir un album de vénerie, il m'avait fait cadeau de son dessin. Un charmant et savoureux cadeau, je vous assure... Hélas! je ne l'ai plus.

— Vous ne l'avez pas donné à une femme, au moins?

— Mais si, justement.

C'était donc à cette vieille La Farette que le duc de Louanne avait offert son portrait par Sem? Un portrait auquel il tenait

tant?... Enfin, qu'était-ce donc qui avait si fort uni ce gentilhomme paré de toutes les séductions à cette carnavalesque matrone à cheveux gris, éperdue de prétention ? Il fallait qu'il y eût un cadavre entre eux... D'autre part, l'œuvre de Sem avait de quoi vivement attirer, cela se conçoit, un homme qui avait travaillé durant tout un hiver au portrait du duc Philibert. Je ne cachai pas à Mme de La Farette mon ardent désir d'admirer ce croquis.

— Eh bien ! fit-elle, venez chez moi, vous l'examinerez tout à votre aise. Avez-vous un crayon ? Voici mon adresse. Vous voyez, j'habite à Neuilly, sur l'emplacement même d'un pavillon enclavé jadis dans le domaine du roi Louis-Philippe. Je vous en montrerai une porte et une fenêtre, encore intactes. Mon père, qui était architecte...

Je m'étais levé. L'histoire du père architecte demeura en suspens, et Mme de La Farette se retira, le menton levé, les épaules larges et le nez provocant. Elle croisa dans l'antichambre mon camarade Guérilloux, avocat, qui venait m'entretenir de l'affaire du tableau : Jean Guérilloux, un Rouennais, et jadis mon compagnon de régiment. Au temps qu'il était encore inscrit au barreau de sa ville natale, il s'était trouvé en relations avec Philibert de Louanne à propos des traditionnelles difficultés juridiques entre l'équipage et les riverains de forêts. Parfois, quand il allait à Rouen voir ses parents, il venait faire un tour à la chasse dans son auto ; c'était là que j'avais renoué avec lui. Et même, nous ne manquions pas de nous tutoyer, comme il convient à d'anciens dragons.

A ma grande surprise, il salua Mme de La Farette en lui souriant ainsi qu'à une personne déjà rencontrée naguère Bien mieux, ils échangèrent une poignée de mains, — sans grand élan, me parut-il, de la part de la dame.

— Tu la connais ? lui demandai-je aussitôt que nous fûmes seuls dans mon atelier.

— La mère Lafarette ?... Je crois bien que je la connais ! C'est une Rouennaise, comme moi. Son père était entrepreneur de travaux publics, et il a fait une assez belle fortune. Elle a un fils, qui est marchand de je ne sais quoi, — des diamants, il me semble, ou du pétrole, — et qui doit aussi gagner pas mal d'argent. Tout cela habitait encore Rouen quand je suis venu m'installer à Paris.

— C'était une amie du duc de Louanne ?

— Oh ! une amie... Elle est venue rôder à la chasse pendant toute une saison, il y a trois ou quatre ans, voilà. Et elle a failli en devenir folle de vanité. Toutes les braves dames de Rouen se moquaient d'elle, non sans l'envier du reste. Depuis les deux années que me voici à Paris, j'ai naturellement perdu de vue la mère Lafarette, comme tu peux penser. Ce que je sais en tout cas, c'est que feu son mari, Joseph Lafarette, était le grainetier de ma famille.

— Elle se fait appeler Mme de La Farette. Tiens, regarde sa carte.

Guérilloux se mit à rire.

— Oui, c'est bien ça. Ce sont des gens très communs. Et quant à elle, une grotesque. Si tu l'avais vue en forêt, avec une cravate de chasse, guettant toutes les personnes titrées pour essayer d'aller leur faire la révérence dans les carrefours !. Mais laissons ce clown, et parlons de ton affaire.

Ce qui fut plus intéressant, mais moins comique assurément.

***

Quand je revis l'humble Paulette Martins, manucure, j'eus un petit accès de respect humain, je l'avoue. Serais-je un snob. moi aussi ?

Je l'avais invitée à dîner, et par téléphone : ce dont je me félicitais comme d'une grande délicatesse. Dès le lendemain de sa visite, j'étais allé rôder dans la rue Saint-Georges, naturellement, afin de voir l'aspect de son « magasin », ainsi qu'elle disait avec pudeur, ne daignant user du mot « boutique », trop vulgaire, et n'osant aller jusqu'au terme « institut de beauté », par modestie. C'était pourtant bien une boutique, ni plus ni moins, trop étroite pour ressembler à un salon, mettons de coiffure : derrière une vitrine minuscule rêvait tristement un immense flacon de cristal taillé, rempli d'un liquide couleur d'émeraude, tandis que tout autour se trouvaient d'autres flacons moins somptueux, des boîtes menues en écaille ou en ivoire. Un rideau de soie masquait l'intérieur de ce réduit dépourvu de franchise. Au-dessus de la porte, en écriture anglaise, rose sur vert, on lisait *Paulette*, et plus bas, en lettres plus petites, *manucure*.

Franchement, elle avait l'air un peu louche, cette devanture.

En dépit de ma curiosité, je n'étais point entré, cependant, afin de ne pas gêner la craintive patronne, d'une part, afin aussi de ne pas l'apercevoir revêtue d'une blouse blanche, en train de faire les ongles mal plantés d'un vieux monsieur sans grâce, mais non sans carnet de chèques. Je nourrissais peu d'illusions sur la pauvre Paulette : n'importe, je préférais que rien, autant que possible, n'abîmât trop son souvenir dans ma pensée. Tant il y a que je m'étais éloigné de son « magasin » sans en avoir poussé la porte. Je lui avais offert secrètement ce très léger hommage, ce discret cadeau.

Elle n'avait pas non plus reçu de moi la moindre lettre : non que j'eusse pour cela quelque raison bien claire, mais il m'était peu agréable d'envoyer officiellement une lettre à une nommée Paulette, en son établissement à la fois banal et douteux. Le téléphone m'avait paru plus impersonnel, en cette circonstance, plus poli, voire plus flatteur : et je m'étais applaudi de cette attention qu'on avait dû comprendre, car rien n'égalait la douceur de la voix qui me répondit au bout du fil : « Mais oui, monsieur, le soir que vous voudrez... Moi, vous savez, je suis toujours libre... Oh ! non, dans ma vie, il n'y a personne qui puisse être jaloux : il n'y a plus personne... Entendu, à huit heures... Oui, certainement, je suis très exacte... Merci, monsieur, merci beaucoup... Vous êtes si gentil avec moi !... Je suis si contente !... »

Donc, cette soirée s'annonçait gentille, simple, vaguement attendrie, rien de plus. Il pleuvait, bien entendu, mais très peu et par instants seulement ; enfin, hasard extraordinaire en ce sombre été de 1927, il ne faisait nullement froid ; l'air était tiède à ravir, au contraire : il semblait que les nuages, là-haut, eussent été délicatement réchauffés au bain-marie. Un de ces temps à laisser tout venir comme ça vient...

Il m'eût fallu mener mon invitée dîner au Bois ou aux Champs-Élysées, sous les arbres, bref lui faire le plus de plaisir possible, en galant homme qui oblige une femme pour l'obliger, sans lui demander en échange autre chose que le son des paroles qu'elle prononcera, son reflet dans les miroirs où elle se mirera, et le parfum des roses qu'on aura mises pour elle sur la table.

Mais quand Paulette est arrivée, à huit heures juste, dans mon atelier, ai-je eu peur de sa robe trop bleue, ou trop défraî-

chie, ou trop à la façon de l'année dernière ? Fut-ce la mélancolie que me causa son manteau aussi prétentieux que « décrochez-moi ça » ? Ou bien, ce dont je rougis aujourd'hui, — bien tard ! — ai-je craint que quelque client de la rue Saint-Georges ne me croisât par hasard en compagnie de sa manucure, moi, peintre connu dans Paris, moi qui me croyais quelqu'un ?.. Bref, je lui proposai d'aller dîner très près de chez moi, non point cependant en un de ces cabarets élégants où j'eusse risqué de rencontrer des personnes trop distinguées pour apprécier M^me^ Paulette, mais plus modestement sous les arbres de la place des Ternes. C'était encore des feuilles qui se balançaient tant bien que mal, en somme, entre les ondées, et il y avait d'ailleurs un orchestre qui répandait sans lassitude les romances après les mélodies, et les fox-trot après les valses lentes.

— Comme on est bien, ici ! me dit cette créature facile à satisfaire. Quel endroit charmant !... Oui, mettons-nous dans ce coin, près de la fenêtre : on voit les platanes, c'est délicieux.

— Que vous connaissez bien les arbres !

— Mais je suis une fille des bois : je suis née à Senlis, au bord de deux grandes forêts.

Ainsi, elle me contait déjà ses souvenirs d'enfance ?... Vite, commandons le dîner, et qu'elle n'aille point s'arrêter en ses confidences : car enfin le mystère des amours avec Philibert demeure inexplicable... Hâtons-nous : justement, voici une longue symphonie, langoureuse à faire pleurer les collégiens... Un *cocktail*, pour commencer ? Oui, puisque aujourd'hui c'est un rite. Ensuite, tout ce qu'elle voudra, mais que veut-elle ? On n'en sait rien. Je fais le menu moi-même, pour abréger. Et du vin d'Anjou, le plus mousseux, le plus pétillant... Et maintenant :

— Ah ! vous êtes née à Senlis ? Je connais Senlis : ville exquise et ancienne, au milieu des bois, en effet. Seulement, la vie quotidienne ne doit pas y être folâtre toute l'année. Vous avez passé votre enfance là-bas ? Vous avez fait votre première communion dans la cathédrale ?

La première communion, le catéchisme, la pension, tout cela s'épanouit positivement sur ses lèvres, elle s'en délectait. Suivirent les amies de pension, « toutes perdues de vue », le père « dans le commerce », la pauvre maman « si bonne », et

morte aujourd'hui, les trois sœurs, « trois chipies », mariées en province... L'air était de plus en plus tiède, l'orchestre de plus en plus tendre, Paulette buvait son vin d'Anjou, elle semblait intarissable, voici qu'elle en venait à ses robes de jeune fille...

— C'est à Senlis que j'ai passé le meilleur temps de ma vie... avant M. de Louanne. Quand mon père eut établi, — à peu près, — mes trois poisons de sœurs, et qu'il est allé habiter Paris, j'avais à peine dix-huit ans...

— Vous vous êtes mariée à Paris?

Mais là, brusquement et tout net, elle s'arrêta. J'étais allé trop vite, j'avais manqué de patience; à moins que tout ce qui concernait son mariage, évidemment pénible, ne fût sujet défendu. Par pure politesse, elle me répondit seulement :

— Non, je me suis, comme mes sœurs, mariée en province. Ce fut une union malheureuse. Je vous l'ai dit, j'avais deux petits : on me les a pris. Mon mari était une brute.

Et ses lèvres se fermèrent. Pas un détail, pas un nom. Je n'osai : la femme la plus candide et la moins compliquée, si vous la tourmentez, vous ne la ferez point parler. Elle s'entêtera, se piquera, vous ne gagnerez rien.

Je l'entretins donc de son métier, de sa vie quotidienne, feignis de n'avoir pas un doute sur la situation brillante qu'elle avait dû occuper avant son divorce : « Cela vous aura sans doute été bien dur, de vous mettre à travailler pour vivre, tout d'un coup?

— Non, car auparavant j'avais mes chers gosses : je m'en occupais continuellement. C'est un rude métier, celui de mère. Les femmes qui n'ont pas d'enfants ne s'en doutent pas.

Bon, j'allais revenir tout à l'heure sur le sujet des enfants qui, je le voyais bien, la jetait plus que tous les autres en état d'émotion. A présent, il était trop tôt encore : nous verrions cela aux liqueurs. Je lui demandai donc si elle aimait la peinture, les robes d'aujourd'hui, les cheveux coupés tout à fait comme un garçon, dégageant les oreilles : elle avait un avis sur tout, je la réfutais faiblement, ainsi qu'on doit faire lorsqu'on désire qu'une conversation s'anime et se prolonge. Le voisinage de son établissement avec le journal *Comœdia* me permit de passer au chapitre du théâtre, où je vis bien qu'elle ne fréquentait guère; mais dès lors il m'était permis de lui dire :

— C'est vous qui pourriez en écrire, des pièces, si vous vouliez! Dans votre profession...

Il n'en fallait pas tant pour qu'elle me dévidât tout un chapelet d'histoires touchant sa clientèle de Montmartroises, de matrones oisives et de rastas. Le temps passait, un Pommard succédait à l'Anjou, l'orchestre se faisait de plus en plus persuasif. Paulette interrompit d'elle-même ses récits :

— Et puis, fit-elle, soudain rêveuse, tout ça, c'est des bêtises. Les potins, peuh! on sait ce que ça vaut : rien de rien, comme on dit, et le restant pour la bonne... La réalité, c'est tout de même autre chose.

Ce que Paulette, simple en son langage comme en ses pensées, appelait « la réalité », c'était pour elle, comme d'ailleurs pour presque toutes les femmes, ce qui lui était personnellement arrivé : tandis que les aventures de son prochain, elle les nommait des racontars et des niaiseries.

— Chère Paulette, lui dis-je, la réalité, en ce qui vous concerne, ce fut la perte de vos pauvres enfants... C'est vous-même, tout à l'heure, qui les évoquiez... Oh! je devine, allez, l'histoire est bien connue, elle recommence toujours identique : le flagrant délit...

— Pis! Nous étions allés passer une nuit à la campagne : c'est là que mon ex-mari m'a fait pincer. Il savait ce qu'il voulait, allez! On a osé soutenir que j'avais abandonné mes petits, — pendant un jour, notez bien!... — et ils avaient avec eux la vieille femme de chambre, depuis vingt ans dans la famille; cela se produisait très souvent, chaque fois par exemple que nous nous rendions à Paris, mon mari et moi... N'importe, on a plaidé que je les avais plantés là, moi qui les soignais si bien et qui les aimais tant!.. Et c'était accablant; j'ai tout perdu; on m'a chassée comme une fille des rues.

J'avais bien envie d'ajouter : « Et Philibert, qu'a-t-il fait? » Un scrupule me retint : j'attendais, pour citer son nom, qu'elle-même l'eût prononcé. Ce qui ne tarda point.

— Tout cela, m'expliqua-t-elle en baissant les yeux, eut lieu deux ou trois ans avant votre rencontre avec M. de Louanne. Naturellement, il ne vous en a pas soufflé mot : il était si discret!... Dans toute cette affaire, vous savez, il s'est montré parfait, oh! parfait. Qu'est-ce qu'il avait à tenter, lui? Rien de rien; toute démarche ou action de mon complice, c'était leur expression, n'aurait su que me nuire, paraît-il. Et après, Philibert ne pouvait pas m'épouser, n'est-ce pas?

Un logicien, bien fou, eût répondu : « Mais pourquoi donc? » Paulette témoignait cependant d'une telle certitude qu'il eût été non moins vain que cruel d'essayer de la troubler. Elle me fournit encore maintes et maintes précisions : son ex-mari était resté absent près d'un an, voyageant au loin pour ses affaires; ayant par hasard tout appris à son retour, il avait vu rouge, et agi férocement avec une sournoiserie de sauvage... Et d'émotion, de souvenirs sans doute déchirants, je voyais se mouiller les cils de Paulette. Nous en étions au café, à présent.

— Allons-nous en, fit-elle, je sens que je vais pleurer. Ça me secoue tellement, tout ce passé-là!... Sortons, il ne pleut plus, marchons un peu, ça me détendra... si cela ne vous ennuie pas.

— Réfugions-nous chez moi, voulez-vous? Ce n'est pas loin. J'ai des cigarettes et de quoi faire un *cup*. Nous causerons bien mieux qu'ici.

Je payai vivement, et nous nous sommes mis à marcher lentement sous les arbres de l'avenue de Wagram. Nous cheminions, bras dessus bras dessous, comme des amis de toute la vie. Elle m'avait vraiment serré le cœur, l'humble Paulette : on la sentait si mortellement frappée, résignée, chétive. Pas un seul mot ne lui avait échappé contre celui qui avait en somme saccagé sa vie, ce Philibert que je ne pouvais maintenant m'empêcher de blâmer, en dépit de toute mon affection, de toute mon indulgence. De sa voix douce et soumise, elle me disait :

— Quand il m'a vue sans argent, avec une pension de rien du tout, accordée par charité, il m'a presque dotée, monsieur...

— Appelez-moi donc par mon nom, Maxime.

— Je n'osais pas.

— Vous avez toujours peur; mais osez, Paulette, osez beaucoup avec moi, vous me ferez plaisir.

— Eh bien, monsieur Maxime, Philibert m'a positivement dotée. Oh! une petite dot, mais enfin... Je ne voulais pas accepter, il m'y a forcée : c'est bien, n'est-ce pas, c'est chic? Il était comme ça... Avec cet argent-là, j'ai en partie installé mon commerce de manucure : et quant au reste, j'aime autant tout avouer, je l'ai perdu aux courses. Une passion qui m'a prise, les courses : je croyais me consoler... Aujourd'hui, je vivote, je ne me plains jamais... Mais Philibert, voyez-vous, mon Philibert... Eh bien, non, je n'ai rien à lui reprocher, il a été impeccable,

et il aura fait le plus beau souvenir de toute ma vie, et le meilleur, ah! oui, le meilleur...

Impeccable... Elle le croyait : splendeur de l'amour et de la foi!... Je lui serrai la main, que je tenais dans la mienne.

— Pauvre petite... J'ai bien pitié, bien profonde pitié... Avez-vous quelques amitiés, au moins, autour de vous? Moi, je veux être votre grand ami... Tenez, nous voici à ma porte : vous la reconnaissez, vous êtes déjà venue. Entrez. Rappelez-vous que vous pourrez toujours entrer ici, que c'est la demeure d'un très sincère ami, je vous le répète.

Je reçus un beau regard des yeux de turquoise. Pourquoi avais-je naguère trouvé Paulette si ridicule et laide? Une sorte de feu intérieur la transfigurait, maintenant. Et ce fut bien autre chose devant le portrait, qu'une lampe éclairait finement, habilement, en y laissant des parties d'ombre plus vivantes encore que tout le reste : car Paulette alors s'est exaltée à l'égal d'une mystique en transes voluptueuses, puis en ravissement par la présence divine. Elle finit par s'adresser à Philibert lui-même, puisque, pour elle, il était là, presque en chair et en os.

— Non, mon chéri, je ne t'en veux de rien... Si je pouvais revoir demain tes beaux yeux comme ils étaient, quand ils me commandaient, je t'obéirais comme autrefois... J'enlèverais seulement mes petits, je les ôterais à leur père...

Elle délirait.

— Du reste, je le comprends si bien, leur père. Contre lui non plus, vous savez, Maxime, je ne suis pas tellement indignée. Je ne le déteste pas comme on déteste ceux qui sont méchants pour le plaisir de l'être. Non. C'était une brute, et il a lutté contre moi à la façon d'un vrai sauvage : mais après tout, il avait affaire à un rival si énormément au-dessus de lui! Il fallait bien employer les grands moyens. Et puis, il revenait de loin, il m'avait laissée toute modeste, toute intimidée, toute petite bonne épouse de province : à son arrivée, il retrouve une femme folle d'amour; on lui fait des rapports; il vole dans mon tiroir une lettre que j'avais écrite... mettez-vous à sa place!... Moi, au fond, je vous dis que je le comprends, cet homme-là... Et de plus, songez donc, un Philibert de Louanne! Ce n'est pas terrible, pour un jaloux, de se trouver contre un personnage pareil? Quand Philibert entrait quelque part, il n'y

avait plus que des subalternes... Mon ex-mari, tenez, il avait l'air de son chauffeur en civil.

— Mais alors, Paulette...

— Ne m'appelez plus Paulette.

— Pourquoi ? Cela vous froisse ?

— Ce n'est pas mon vrai nom. Je m'appelle Pauline, de mon nom de baptême. On disait Pauline dans ma famille, et dans l'autre famille aussi : c'est Pauline qu'elles ont chassée toutes les deux... Philibert également me nommait Pauline. J'ai choisi Paulette pour mon commerce, vous comprenez : pour une manucure, Paulette, c'est plus riant... Il n'y a plus personne qui me donne ce nom, Pauline : il y aura vous.

Voilà donc mon tour, de recevoir un cadeau charmant. J'en usai tout de suite.

— Pauline, chère Pauline, mon amie... une chose m'étonne, je vous l'avoue.

— Dites.

— Eh bien ! comment est-il arrivé qu'une bonne petite épouse de province, ainsi que vous vous présentiez vous-même, il n'y a qu'un instant, une femme tout intimidée, toute modeste, ait jamais pu avoir une liaison avec le prestigieux duc de Louanne, as des mondanités, fleur du Tout-Paris, crème du Gotha ? Convenez que c'est inouï.

Mon Dieu ! quel visage est-ce là ? Je n'ai plus devant moi l'angélique Pauline, mais un être soudain dressé, mis en garde et contracté par la rancune.

— Ce n'est pas moi l'ai voulu, s'écria-t-elle d'une voix bouleversée, ni même lui ! C'est ma belle-mère qui a tout fait, oui, mon ancienne belle-mère, une vaniteuse, une sotte, un monstre !...

Par exemple !... Voilà bien une autre histoire : la belle-mère !... Je mourais de curiosité. Aussi bien, pas besoin de poser de question : je ne dirai même pas que Pauline, la petite Pauline, bourgeoise déchue, racontait, s'abandonnait... non, elle se déchaînait comme un orage, comme un ras-de-marée, comme un fleuve qui rompt sa digue et emporte tout !

— Non, non, ce n'est pas moi !... Vous ne savez pas ce que c'est que cette femme-là : pour saluer une personne bien, enfin ce qu'on appelle bien dans le monde, mais elle passerait sur père et mère !... Un jour, dans ma province, à une fête de

charité, j'ai rencontré le duc de Louanne : je ne lui ai pas déplu; il était là par devoir, lui, il s'ennuyait; moi, j'étais gentille, en ce temps-là...

— Mais dans quelle province? Vous ne voulez donc pas me le dire?

— Pour quoi faire?... Cela m'ennuie, de prononcer des noms. Cela me gêne. Je vous parlerais moins franchement... Vous y tenez?

Elle avait l'air si malheureux! C'était chez elle un profond mouvement de pudeur, la pudeur d'une créature abandonnée, et livrée à Dieu sait quelles faiblesses!... Je n'ai pas insisté, j'ai laissé à Pauline son lambeau de secret, puisqu'elle y tenait. Elle m'en savait gré comme d'un délicieux hommage, je le voyais bien.

— Certainement, reprit-elle, j'étais gentille. Dame! Philibert m'a fait la cour immédiatement : on a dû vous apprendre qu'avec lui, ça ne traînait pas?... J'ai cru que je pouvais l'inviter à un modeste goûter de braves bourgeoises que donnait ma belle-mère le surlendemain : des commerçantes de la ville, des dames de la paroisse, enfin ce qui était mon monde à moi, dans ce temps-là. Comme je ne lui avais pas même encore accordé le droit de m'embrasser seulement le poignet, vous savez ce que c'est que les hommes, Maxime, il m'a promis tout de suite de venir : et il est venu... Ah! quand ma belle-mère a su que je connaissais le duc de Louanne, si vous saviez le regard qu'elle m'a lancé!... En toute notre vie commune, je n'en avais jamais reçu d'elle un plus affectueux, un plus tendre, même après que j'avais eu mes deux enfants. Pour la première fois de son existence, elle m'a fait un compliment : « Vous aviez votre robe bleue brodée à cette vente, mon enfant? Alors je ne m'étonne pas que le duc vous ait remarquée entre toutes: elle vous va si divinement bien! Vous êtes ravissante avec cette toilette-là... » Et quand je lui ai révélé que j'avais invité M. de Louanne chez elle, et qu'il avait accepté, je vous jure qu'elle a pâli de joie. Elle ne savait plus que balbutier : « Mon enfant... ma chère enfant... » J'avais passé soudain au rang d'ange bienfaisant, de protectrice de la maison, moi à qui, la veille encore, elle donnait des ordres. En attendant, elle se mit à envoyer invitation sur invitation, — pour le surlendemain! — et il y avait au coin des cartes : *pour rencontrer M. le duc de*

Louanne. A son entrée, le surlendemain, il y avait quinze bonnes dames qui le regardaient avec des yeux ronds. Et en outre, un de ces goûters!... Si vous aviez vu ma belle-mère, gonflée comme un dindon... C'était le plus beau jour de sa vie!

— Et lui, Philibert?

— Lui? Il riait. Tout cela l'amusait. Il voulait me plaire, d'ailleurs. Et puis, vous savez comme il était poli.

— Il s'était offert le voyage jusqu'à votre province pour ce goûter?

— Oh! en auto, cela ne faisait pas deux heures... A partir de ce moment-là, en tout cas, je n'ai plus cessé de le voir : ou du moins ma belle-mère n'a plus cessé de me le faire voir. A chaque instant, c'était un coup de téléphone, — toujours donné par elle, vous savez! — pour solliciter un rendez-vous dans un thé, dans une exposition, n'importe où. Au bout de trois semaines, Philibert en a eu assez, vous comprenez. Ma belle-mère, plus fine qu'on ne croit, l'a immédiatement senti. Aussi, qu'a-t-elle fait?... Je l'entends encore à l'appareil : « Cher ami (car elle l'avait appelé « cher ami » dès le second jour), cela va m'être bien difficile d'aller à Paris, cette semaine : mais ma petite belle-fille doit s'y rendre incessamment, mercredi... non, cela ne va pas, mercredi?... eh bien, je lui demanderai de changer la date de son voyage... Jeudi?... parfait pour jeudi. Elle vous apportera ces œufs dont je vous ai parlé, et aussi des oignons de tulipes étonnants, vous verrez cela dès le printemps!... » Et bientôt je partais pour Paris, chargée d'une douzaine d'œufs et d'un paquet d'oignons.

— Vous auriez pu refuser. L'esclavage est aboli.

— Mais j'aimais en secret Philibert, moi! Je ne voulais pas me l'avouer : pourtant, je l'aimais. Même chez les nègres d'autrefois, quand une esclave était amoureuse... Du reste, non seulement il y avait les rendez-vous à Paris, mais encore les invitations là-bas, chez nous. Pendant six mois ou un an, ma belle-mère aura été, pour les autres dames de la ville, celle « qui recevait familièrement le duc de Louanne ». Il y avait de quoi faire crever la femme du notaire et la colonelle : deux chipies, comme mes sœurs... Et puis, il a fallu suivre les chasses : quel malheur, que ma belle-mère ait eu une automobile à sa disposition! Hélas! elle pouvait compter sur assez d'argent pour se

payer ça. Mon mari lui-même faisait fortune à l'étranger...

— A l'étranger ?

— Oui, en Amérique, je peux bien vous citer au moins ce pays-là. Il se trouvait en Amérique depuis plus de six mois.. Enfin, jamais on n'a vu une personne jetée dans les bras d'une autre comme je l'aurai été, moi, par ce monstre que je hais! Et pourquoi ? Par vanité, uniquement; afin de pouvoir dire « Mon ami Phili... » Car « Philibert » ne lui avait pas suffi, et elle l'appelait « Phili », à la manière de ses intimes ou des gens de son monde, — dont nous n'étions pas, allez, cela se sentait au moindre mot. Je n'étais pas bien maligne, mais j'avais honte quelquefois... Bref, si j'ai cédé à Philibert, et si je l'ai aimé follement et pis encore, si je l'ai adoré comme un vrai dieu vivant, c'est grâce à elle, grâce à cette brute!... Oui, parfaitement, une brute!... Après s'être sournoisement servie de moi pour satisfaire son sale orgueil de parvenue, sa vanité stupide, effrénée, elle m'a lâchée ignoblement, bien entendu, lorsque son fils est revenu, et qu'il a tout appris par des rapports de bonnes âmes provinciales. Elle a fait celle qui est stupéfaite, qui est indignée, qui n'aurait jamais pu croire une chose pareille. Elle a vu le scandale là, tout prêt à l'éclabousser, elle aussi, elle a eu peur de l'opinion comme une lâche qu'elle était. Elle l'a fait à la vertu dont on a abusé, cette menteuse qui n'avait pourtant rien pu ignorer depuis le commencement, à moins d'être une simple et une idiote, — ce qui ne lui ressemblait guère, je vous assure!... Et à mon lamentable procès de divorce, son rôle est devenu immonde, pour le coup...

— Elle a témoigné contre vous?... Est-ce possible ?

— Sans hésiter! Dans le cabinet du juge, et partout! J'étais une fille publique, à l'en croire... De toutes façons, ma cause était perdue d'avance : un flagrant délit, vous devinez!... Sans le beau travail de ma belle-mère, pourtant, on m'aurait peut-être au moins laissé un de mes enfants, le plus petit... Ou je les aurais vus plus souvent... A cause d'elle cependant, j'ai tout perdu, absolument tout... Et je suis devenue une créature rejetée, dévoyée... Les dames de là-bas, non seulement ne me salueraient naturellement pas, si elles me rencontraient, mais elles changeraient de trottoir et se signeraient : et elles auraient bien raison! Qu'est-ce que je vaux? Rien, le dessous de rien... Et c'est à cette vieille infâme que je dois cela! Je vois mon

mauvais génie en cette mégère-là : tenez, je suis superstitieuse, et si je la rencontrais jamais, je la tuerais comme une louve enragée, pour me protéger!... Enfin, dites, vous qui êtes si bon, Maxime, avez-vous connu une femme plus malheureuse que moi, et pour laquelle on ait été plus méchant, plus sauvage?... Ah! les canailles, dès qu'ils se sentent les plus forts!... Une femme qui avait deux enfants... deux petits : mais on les laisse même aux bêtes, aux chiennes!... Vous me plaignez, au moins, vous... Maxime... Vous trouvez que j'ai raison de crier quelquefois, vous... mon ami... vous. Il n'y a que vous qui ayez jamais eu pitié de moi...

Ce fut un pauvre être haletant, effondré, en larmes, en sanglots, que j'eus à consoler. Dans sa fièvre et son chagrin, elle avait perdu tout le fard de la Paulette, tenant boutique rue Saint-Georges : je voyais, à peine fanée, la femme que Philibert avait naguère aimée, si douce, sans un détour, sans un mensonge, palpitante, blessée, comme en sang... Je lui dis qu'il ne fallait pas perdre espoir, que ses fils grandiraient, lui reviendraient plus tard ; et qu'elle était digne d'être aimée, qu'une autre tendresse, un jour, pouvait la toucher, amener un peu d'oubli... Je lui parlai patiemment, tendrement...

Il était bien tard quand notre entretien cessa.

Elle remit enfin son petit chapeau trop bleu sur ses cheveux mal tondus. De mon côté, je pris mon pardessus, car il ne faisait guère chaud maintenant.

— Où allez-vous? me dit-elle.

— Vous reconduire chez vous. A cette heure-ci!

— Pour quoi faire? Menez-moi jusqu'à un taxi : on en trouve encore. Je rentrerai bien toute seule. J'ai l'habitude, Dieu sait!

— Et puis le taxi vous enlèvera, et j'aurai ce rapt sur la conscience.

— Peuh! les chauffeurs, même de nuit, ne me font pas peur... Et ça?

Elle venait de tirer un ravissant revolver de son sac à main.

— Ah! si vous êtes armée jusqu'aux dents, tout va bien.

Nous sortîmes dans l'avenue de Wagram, et bientôt en effet, passait un taxi. Déjà, dans l'air noir et humide, un peu hostile, voici qu'elle redevenait plus timide, car elle se sentait de nouveau bien seule. Elle me prit la main.

— Je reviendrai?

— Bien sûr, voyons!

— Demain?

— Non, j'ai une visite à faire... Vendredi, avant le dîner.

— Je suis contente.

Elle souriait, quoique à peine : mais son visage défait était charmant. Le taxi partit à grand bruit dans l'avenue silencieuse.

Le lendemain, je me rendis chez Mme de La Farette, à Neuilly, — chez la mère Lafarette, comme l'appelait l'impitoyable Guérilloux.

Une vieille maison carrée, ni riante, ni gaie, peut-être ancienne : de loin en loin, une colonne engagée, une vague frise au-dessus de la porte, qu'on apercevait à travers la grille, par delà un bout de jardin. Quand je sonnai, des aboiements furieux m'accueillirent. Je reconnus une voix autoritaire qui criait par la fenêtre ouverte : « Au chenil, Cléraut, au chenil!... » En même temps, un terrible claquement de fouet accompagnait ces clameurs, et Mme de La Farette en personne apparaissait courroucée sur le seuil du logis. « Au chenil!... » commandait-elle toujours, du ton que devait avoir Bonaparte pour jeter un traître au peloton d'exécution. Et le fouet de redoubler!

Au milieu de ce tapage, un petit jardinier de seize ans ouvrit la porte de la grille, et je ne sais quel méchant barbet se sauva dès qu'il me vit. Ainsi que plus d'un roquet, cet animal sans vergogne hurlait derrière les clôtures, mais aussitôt l'ennemi dans la place, il filait comme un lapin.

Déjà cependant Mme de La Farette, encore tout indignée, m'expliquait avec sa volubilité coutumière :

— Vous m'excuserez, monsieur Lepraut, mais cette bête est insupportable. Au moindre coup de sonnette, elle aboie comme si le feu était au logis. Et ce n'est pas une faveur que Cléraut vous fait : pour tout le monde, même histoire! L'autre jour, M. de Rocroy est venu me voir : M. de Rocroy est un excellent ami à moi, qui me rend visite au moins deux ou trois fois par semaine ; par conséquent, il y a longtemps que Cléraut le connaît parfaitement. Eh bien! j'ai cru que cet animal féroce allait le dévorer. Mais, tenez, la bonne princesse de Piombino a toujours dans ses poches du sucre et du pain pour les bêtes : cela n'a pas empêché Cléraut de gronder contre elle, cet imbécile, un

jour que j'ai rencontré Son Altesse Royale dans le Bois, près du Jardin d'acclimatation... Dieu sait pourtant si la chère princesse a l'air inoffensif et doux, avec ses cheveux blancs et ses éternelles robes de deuil en lainage, sans luxe ni fla-fla !... Alors, moi, quand je vois ça, je bondis de rage, et je prends mon fouet de piqueux. Lorsqu'on a beaucoup chassé, vous savez, on empoigne tout de suite son fouet, on a ça dans le sang...

« Il est vrai que, la nuit, je ne suis pas fâchée d'avoir un chien de garde comme ce brave Clérault. C'est le colonel de Cortambon qui me l'a donné. Le colonel, un vieil ami à moi, avait ramené ce chien du Poitou, avec un *pedigree* magnifique, des récompenses aux expositions, est-ce que je sais ! « Ma petite, m'a-t-il dit, je ne vous ai jamais fait de cadeau : mais en voilà un, et fameux, et dont vous me remercierez. » Et c'est vrai que je l'en remercie tous les jours, ou plutôt toutes les nuits. Dame ! il n'y paraît peut-être pas, mais on est comme à la campagne, ici. Il y a des moments, l'hiver, où l'on n'entend pas un bruit : on se croirait positivement dans un château, au cœur de la Vendée. Du reste, ma maison ressemble plutôt à un logis en pleins champs, vous allez voir : tenez, voici là-haut un colombier, et plein de pigeons ; voici mes poules, voici des lapins...

En effet, elle me montrait quelques cahutes installées dans son jardin : dans l'une grouillaient deux ou trois lapins au fond de cages mélancoliques, tandis qu'autour de la seconde picoraient dans la boue quelques poules, et que, dominant le tout, un petit clocheton témoignait par sa saleté qu'un couple au moins de pigeons le souillait quotidiennement.

— Ma famille, reprit Mme de La Farette, a toujours habité de préférence à la campagne. Moi, naturellement, j'en ai gardé le goût. Autrefois, les très vieilles races de province, comme la mienne, aimaient bien mieux résider sur leurs terres qu'à la ville : elles s'occupaient d'agriculture, savaient acheter une vache et soigner une vigne. J'en suis restée là : je ne suis qu'une fermière, au fond.

Me voilà donc prévenu : Mme de La Farette tenait à mettre en lumière aujourd'hui son antique et un peu rude noblesse terrienne, toute la France traditionnelle et séculaire enfin qui entretenait en son âme les durables et rustiques passions des hobereaux ses ancêtres... Soit, je n'allais pas la contrarier à ce sujet : j'admirai volontiers le clapier, la basse-cour, le pigeon-

nier, j'approuvai tant qu'on voulut la saine vie que l'on menait en ces manoirs isolés parmi les boqueteaux de la Sologne, la lande bretonne, ou les prés du pays de Caux. Cependant, j'étais venu afin de voir un croquis de Sem, et crus devoir le rappeler à la « mère Lafarette », qui parlait encore et toujours.

— Vous avez raison, s'écria-t-elle. Je suis là qui me perds dans mes souvenirs... Allons voir le croquis. Je vous précède pour vous montrer le chemin.

Et elle se mit à marcher devant moi : c'est-à-dire qu'un fort gaillard aux épaules carrées, déguisé en femme, me précédait. Elle était nu-tête, cette fois : ses cheveux gris, non coupés, formaient derrière sa tête un petit chignon bien tordu, bien serré, et comme menaçant au-dessus de son col d'homme. Son costume à carreaux, pas trop frais, — « mais chez soi, n'est-ce pas, on a tant à faire, me dit-elle : les bêtes à surveiller, les fournisseurs à recevoir, la correspondance, les réponses aux invitations innombrables, les allées et venues de la buanderie au cellier, de la lingerie à la cuisine !... » — son costume à carreaux donc, et qui semblait fait pour supporter toutes les pluies de l'hiver en Écosse, s'arrêtait au-dessus de gros souliers lacés, bons pour cheminer dans la neige fondue. Mme de La Farette était vraiment vêtue en réaction contre l'été. Sa personne entière se trouvait d'ailleurs en réaction contre tout : je fis soudain réflexion que, dans sa hâte à me persuader de son amour indéfectible envers le terroir, elle ne m'avait pas même adressé machinalement le moindre sourire d'accueil. Elle n'y avait pas seulement songé. Elle nourrissait bien d'autres soucis.

Une seconde remarque m'étonna : quoi ! pas un mot sur la maison, le fameux « pavillon » ayant appartenu à l'ancien château de Louis-Philippe ?... Mais Mme de La Farette, oubliant cette gloire architecturale, gravissait déjà d'un pas conquérant les trois marches du perron, traversait une antichambre ornée de gravures de chasse achetées aux *Trois Quartiers*, entrait enfin dans un petit salon.

— Je passe toujours devant, fit-elle, je vous guide...

— Oh ! mais attendez, madame : voilà deux charmants gosses, par exemple. Quels yeux clairs !

Deux grandes et jolies photos, représentant des garçonnets aux visages délicats, se trouvaient placées en des cadres ronds, de part et d'autre de la cheminée.

— Ce sont mes petits-fils, cher monsieur Lepraut. Ils habitent avec moi. Ravissants portraits, n'est-ce pas ?... Voyez comme c'est bizarre : je ne voulais pas aller chez Manuel avec les enfants, il me semblait que, comme portraitiste, on pouvait trouver beaucoup mieux. Et puis, chez Mme de Puylafonteau, j'ai aperçu un si délicieux médaillon du petit roi de Roumanie...

— Ne pourrai-je les voir, vos petits-fils ? Ainsi que tous les célibataires, naturellement, j'adore les enfants.

— Ma foi, vous n'avez pas de chance : à cette heure-ci, l'aîné est au lycée, et le cadet joue au bois de Boulogne. A moins que vous n'attendiez leur rentrée à tous deux... Mais cela peut être long, surtout pour le plus jeune : il est un peu délicat, et doit rester au grand air le plus longtemps possible. Système anglais. Mon fils, qui voyage beaucoup pour ses affaires, admire énormément les mœurs anglaises. En me confiant ses enfants, il m'a dit : « Vous savez, maman, faites-en d'abord des gaillards, et qui n'aient pas froid aux yeux. Le reste ne vient qu'après. » Aussi, tout au grand air pour ce gamin-là : pourvu seulement qu'il ne pleuve pas, l'étude, les leçons, les jeux, tout cela en plein vent. Et pour l'autre de même, autant que possible. Mon fils l'exige ainsi. Il va envoyer l'aîné faire tout seul un séjour en Angleterre.

— Eh bien ! et leur maman, qu'en pense-t-elle ?

Le visage de Mme de La Farette devint soudain dur, austère, méchant, implacable. D'une voix plus brutale que sèche, elle répliqua :

— Leur mère est morte.

Et sa bouche aux coins tombants se referma d'un air de défi.

Je ne sais pourquoi j'ajoutai malgré moi, révolté par cette espèce d'inutile, inconvenante, et comme bestiale dureté : « Est-ce qu'elle ressemblait à ses enfants ?... » Tant je souhaitais instinctivement qu'il y eût au moins ce faible lien-là entre la disparue et ces petits aux gracieux visages. Mais Mme de La Farette riposta :

— Physiquement ? En aucune façon... Et au moral, pas davantage.

Son ton n'était pas seulement sévère, mais presque féroce. Elle eut encore un mot, un seul, le coup de grâce : « Heureusement ! » fit-elle, comme on pousse un cri de guerre.

Sur quoi, changeant brusquement de conversation, et me montrant une des cloisons de la pièce :

— Tenez, me dit Mme de La Farette, voilà maintenant le pauvre Phili. Admirez-moi cela. N'est-ce pas prodigieusement ressemblant?

Un merveilleux croquis de Sem se trouvait là sous verre, en effet : le surprenant talent du dessinateur avait rendu la silhouette, la physionomie, la vie même du duc de Louanne avec une espèce de magie. On revoyait se mouvoir Philibert, on l'entendait parler.

La terrible bavarde avait repris ses discours : de nouveau défilaient en ses propos les princesses, les ladies, les évêques, les colonels, le souvenir de Louis-Philippe et de Napoléon III, et tous les grands de ce monde qui étaient venus céans pour contempler le croquis, et l'apologie des anciennes et saintes habitudes propres aux hobereaux dont elle se réclamait, et l'éloge de la vieille France où tout n'était que vertu, courage militaire, dignité civique et patriarcat familial, etc... Elle pouvait bavarder, je ne l'écoutais point, je regardais le croquis avec délice, avec émotion même, sans pouvoir comprendre que Philibert l'eût laissé aux mains de cette intolérable et absurde bonne femme.

Finalement, je demandai à Mme de La Farette la permission de photographier le dessin :

— Mais, lui dis-je, vous avez bien peu de jour, ici. Et puis, il faut un appareil à pied ; c'est compliqué, d'amener cet ustensile jusqu'à Neuilly. Dans mon atelier, ce serait parfait.

— Qu'à cela ne tienne, cher monsieur Lepraut : je vous apporterai le dessin chez vous. Demain, dans l'après-midi, si vous voulez : serez-vous là?

— Demain, parfait.

Et je m'enfuis de cette triste maison, où par mégarde se trouvait un chef-d'œuvre. A peine avais-je refermé la grille, que j'entendis à nouveau les hurlements du barbet, les claquements du fouet, la voix furieuse : « Au chenil, Cléraut, au chenil!... » Je plaignais les deux petits garçons, sans doute gentils et doux, qui allaient rentrer dans ce semblant de manoir, auprès de leur redoutable grand-mère. Les aimait-elle, seulement?

Avec quel plaisir, après tout ce tapage de Neuilly, n'ai-je pas entendu vers le soir la voix si douce de ma petite amie Pauline parler, ou mieux murmurer et chanter au téléphone! Je m'habillais mélancoliquement pour aller dîner « dans le monde » : on le sait, ce n'est point toujours drôle. Le peintre a son utilité dans certains salons : il prête à ses hôtes un air de dilettantes. « Notre cher ami Maxime Lepraut, dont vous connaissez le grand talent... », dit en souriant la maîtresse de maison. Et elle se croit Aspasie accueillant dans son logis les céramistes d'Athènes ou les ciseleurs de Sicile. A la pensée d'aller ainsi me faire montrer négligemment dans l'hôtel, d'ailleurs magnifique, des Gontrand-Samuel, je manquais d'allégresse... Soudain, le téléphone se mit à vivre, grelotta, m'appela :

— Allo... Vous reconnaissez ma voix?

Certes, je la reconnaissais, la pauvre voix si craintive, réduite encore et comme filtrée par le téléphone.

— Quand on a entendu une fois parler Mme Paulette... pardon, Mme Pauline Martins... on s'en souvient parfaitement bien.

— Écoutez, ne m'appelez pas non plus Martins : c'est mon nom de manucure, ça. La vérité, c'est que je me nomme Pauline Martin, tout simplement. A vous, je dis tout.

— Vous ne dites que ce qui me fait plaisir Croyez-vous que j'aime ce nom-là, Martins, avec son *s* postiche, son *s* de mardi-gras? Pauline Martin, au moins, cela me rappelle mon pays.

— Vous êtes comme moi, d'une province?

— Je crois bien. Et d'une belle : l'Ile-de-France. Et d'un fameux village : Paris... Mais, chère Pauline Martin, vous aviez quelque chose à me dire?

— Vous sortez?

— Ce soir, oui... mais voyons, si vous avez une heure demain dans la journée, montez donc me dire bonjour... Diable! non, pas demain, j'aurai une visite... Et puis, ma foi, pourquoi donc pas? Une vieille fée doit venir vers trois heures, pour une photo : mais cela n'a aucune importance. Entrez sans vous troubler. Je vous présenterai comme ma parente, et je dirai que vous êtes chanoinesse : elle sera ravie... Attention, pourtant, Pauline : ne mettez pas une robe trop voyante, à cause du canonicat. D'une façon générale, d'ailleurs, les toilettes trop

claires, ou à cinq ou six couleurs, je n'aime pas beaucoup ça... Excusez ma manie : vous savez que je suis peintre.

— Je mettrai un tailleur bleu marine, que je garde pour aller payer mes contributions, ou pour les enterrements.

— Admirable !

Ainsi fut arrangée, et par mes propres soins, hélas! cette journée qui devait être si tragiquement néfaste.

Et peut-être encore le Destin ne voulait-il pas tout à fait ce qui est advenu. En effet, tout faillit se passer au mieux Mme de La Farette, toujours pérorant et commentant sa gloire, parut à l'heure fixée, pas une minute en deçà, ni au delà.

— Avec moi, mon cher, c'est l'heure militaire. Le colonel de Cortambon me disait un jour que Gallifet... etc...

Je pris tout le temps de placer en bonne lumière le croquis de Sem, de disposer mon appareil, d'exécuter méticuleusement deux ou trois clichés. Pauline, en retard, n'arrivait toujours pas.

Remerciements, compliments, quelques discours encore, et Mme de La Farette finit par se lever :

— Il faut maintenant que je m'en aille. J'ai rendez-vous avec la princesse Batridjé, femme du ministre d'Égypte, pour une œuvre franco-égyptienne dont nous nous occupons toutes deux...

Il était au moins quatre heures : nulle Pauline. Cette scène de présentation, dont la pensée me divertissait tant, risquait de manquer. Je pris les grands moyens :

— Ne m'avez-vous pas dit tout à l'heure, chère madame, que vous aviez connu Gallifet?

— Gallifet ? Mais je crois bien ! Le colonel de Cortambon...

Et elle se rassit, ivre de joie, tenant le plus beau sujet... A ce moment, on sonna.

Pauline entra, convenable et sobre, en bleu foncé, son petit sac à la main... Ah ! ce ne fut pas long. En apercevant Mme de de La Farette, dont les yeux s'étaient écarquillés, Pauline devint épouvantablement pâle : je crus qu'elle s'évanouissait. Des mots haletants jaillirent de ses lèvres :

— Vous connaissez cette femme-là, Maxime?...

Elle tremblait de fureur, d'horreur, de folie :

— Il faut donc que je la rencontre encore ici... même ici !... Partout où je serais heureuse !...

Positivement démente, elle hurla : « Saleté !... » Et empoignant son revolver dans son sac, elle tira sur Mme de la Farette à bout portant.

Aux cris, à la détonation, les domestiques accoururent, je sautai sur le téléphone, des fenêtres s'ouvrirent, vingt personnes tourbillonnaient dans la pièce cinq minutes après. Mme de La Farette n'était pas morte, mais se trouvait sans connaissance et pleine de sang, on s'empressait près d'elle Pauline pleurait à sanglots, effondrée dans un fauteuil · « Pourquoi ai-je fait cela ?... » Seul Philibert demeurait insolent et calme au-dessus de la mêlée, que ses yeux peints ne voyaient pas : c'était pourtant lui la cause de ce tumulte Vivait-il encore dans son portrait ?

Quand le commissaire de police fut arrivé, la pauvre petite qui, l'espace d'un instant, avait voulu tuer, déclina son nom : Pauline Martin, femme divorcée de Gaston Lafarette, à cette heure absent de Paris, et fils de la victime...

Mme dite de la Farette ne mourra pas. Dans la maison de santé où elle se trouve, les nouvelles sont des plus rassurantes Son fils Gaston est revenu : face brutale et sournoise, il me déplaît affreusement.

La pauvre Pauline est en prison. De tout mon cœur je déposerai pour elle au procès : ces notes que voilà sont destinées à son avocat. Celui-ci se dit presque certain d'obtenir un acquittement.

Soit. Et que Dieu l'entende !... Mais il y a quelque part, dans une morne maison de Neuilly, deux petits aux yeux clairs qui jamais plus, peut-être, ne verront leur maman, jamais plus n'entendront sa voix charmante...

Quant au portrait de Philibert de Louanne, il se trouve aujourd'hui sans prix. Rien n'assure néanmoins que je ne le brûlerai pas. Je suis un peu superstitieux.

MARCEL BOULENGER.

LES ENTRETIENS
DE L'IMPÉRATRICE EUGÉNIE

II [1]

LE ROLE POLITIQUE DE L'IMPÉRATRICE

MORNY, PERSIGNY, ROUHER

Dimanche, 27 décembre 1903.

L'impératrice Eugénie traverse Paris pour se rendre à sa villa du Cap Martin. Elle m'a fait dire par Piétri qu'elle souhaite me voir cet après-midi. A cinq heures, je me présente chez elle.

Tout d'abord, elle me parle, avec émotion, des inquiétudes nouvelles que lui cause la santé de la princesse Mathilde :

— Cette fois, je n'ai plus l'espoir qu'elle guérisse. Elle est si faible! Pensez donc : elle a quatre-vingt-trois ans! Puisse-t-elle au moins s'endormir paisiblement! Puisse Dieu lui épargner les affres de l'agonie!... C'est une âme généreuse qui va nous quitter...

Après cet exorde mélancolique, elle se ranime soudain, la tête haute, les yeux vifs, la parole nette et sonore ; car enfin elle n'a que soixante-dix-sept ans!

— Mais dites-moi : l'œuvre de votre ministre se développe admirablement! Depuis la visite d'Édouard VII à Paris et celle de M. Loubet à Londres (2), quel chemin parcouru! Et

Copyright by Maurice Paléologue, 1928.

(1) Voyez la *Revue* du 1er mars.

(2) Au mois de mai 1903, Édouard VII vint faire au président de la République une visite officielle, qui lui fut rendue au mois de juillet.

cela, c'est bien à M. Delcassé qu'en revient tout le mérite.

Les renseignements, que lui ont procurés ses relations avec la cour et la société anglaises, dépeignent exactement la situation telle que nous la voyons au quai d'Orsay. Il est manifeste que l'Angleterre est heureuse d'échapper à son isolement et de trouver, en France, l'appui continental dont elle a besoin pour résister aux prétentions dominatrices de l'Allemagne. Il est certain aussi que les intrigues, les fanfaronnades et les fourberies, dont Guillaume II a vraiment abusé ces derniers temps, ont été l'un des principaux motifs qui ont déterminé le cabinet de Londres à se rapprocher de nous. Il n'est pas douteux enfin que l'ampleur et la rapidité de cette évolution politique sont dues pour beaucoup aux initiatives personnelles du Roi, ce qui ne s'était encore jamais vu dans les annales de la couronne britannique. Sur tous ces points, les renseignements de l'Impératrice éclairent et confirment les nôtres. Elle achève par ces mots :

— Ne croyez-vous pas que ce rapprochement aura, pour conclusion logique, une alliance?

— Une alliance, je ne crois pas. Les Anglais ne concluent d'alliance que sous la menace directe d'une guerre. Mais je présume que les deux gouvernements traduiront bientôt leur entente par des formules précises et contractuelles.

— Y sera-t-il question du Maroc?

— Oui.

— De l'Espagne?

— Oui.

— De l'Égypte?

— Oui.

— Du Siam?

— Oui.

— De Terre-Neuve?

— Oui.

— De quoi encore?

— De tout.

— C'est merveilleux !... Une dernière question, si toutefois vous ne la jugez pas trop indiscrète. Et la Russie, que pense-t-elle de nous voir entamer une liaison aussi intime avec sa grande ennemie héréditaire?

— La Russie?... M. Delcassé ne lui cache rien de ce qu'il

fait à Londres. Il l'a mise au courant dès le premier jour Aussi, loin d'être inquiète et de songer à prendre une contre-assurance du côté de Berlin, comme l'ont écrit certains journaux, elle compte sur notre aide pour régler, à son tour, ses vieux litiges avec l'Angleterre... Jamais les relations des deux alliés n'ont été plus cordiales.

— C'est ce que me disait récemment l'impératrice Marie-Féodorowna. Mais j'avais peine à le croire.

Elle demeure un instant silencieuse, la respiration profonde, le visage lumineux.

— Je vois que Votre Majesté aime toujours passionnément la politique.

— Oh, oui ! passionnément.

— Vers quelle époque a-t-elle commencé d'y prendre intérêt?

— Même jeune fille, j'avais le goût de la politique; c'est un goût que je tiens de ma mère, chez qui, du matin au soir, j'entendais pérorer des hommes d'État, des diplomates, des généraux, des publicistes. Vous savez comme les passions politiques étaient chaudes, en Espagne, au temps de la reine Christine, de Narvaez, d'Espartero, d'Isturitz, et surtout pendant la redoutable crise des « mariages espagnols ». Mais la cuisine intérieure des partis, leurs rivalités, leurs expédients, leurs trafics, me laissaient complètement indifférente. Ce qui me passionnait, c'était les grandes questions où l'intérêt national, le prestige national étaient en jeu. C'est même par là que je me suis attachée d'abord à mon futur mari, bien avant de le connaître personnellement. Ses folies chevaleresques de Strasbourg et de Boulogne, son attitude héroïque devant la Cour des pairs, l'auréole de souffrance que sa captivité de Ham lui mettait au front, ses fières proclamations de 1848, les nobles accents de son patriotisme, — tout cela m'exaltait. J'y étais d'ailleurs préparée, dès l'enfance, par Stendhal qui fréquentait beaucoup chez ma mère : il nous avait grisées, ma sœur et moi, de ses enthousiasmes napoléoniens... Aussi, quand je suis devenue impératrice, je me suis évertuée de mon mieux à comprendre les grandes affaires qui occupaient l'Empereur. Je me les faisais expliquer par lui; je prenais des notes; je lisais tout ce qui pouvait m'instruire, m'éclairer. La diplomatie m'intéressait au plus haut point; je n'avais pas de plus vif plaisir que d'en

causer avec Cowley, Granville, Clarendon, Malmesbury, Buol, Hubner, Cavour, Hatzfeldt, Orlow et tous les hommes d'État étrangers qui affluaient aux Tuileries; car je vous assure qu'à l'époque dont je vous parle, vers 1857, toutes les chancelleries avaient constamment les yeux tournés vers l'Empereur, cherchaient à lui plaire, à le deviner, à le mettre dans leur jeu ; la France marchait vraiment à la tête de l'Europe... Le public, me jugeant sur les dehors, ne me croyait occupée que d'élégances et de mondanités, de robes et de fanfreluches; on m'accusait d'être frivole, dépensière, coquette, évaporée : que sais-je encore? Ceux qui menaient contre moi cette campagne méchante, eussent été bien surpris s'ils avaient pu voir les cahiers où je résumais quotidiennement toutes mes lectures!.

Tandis qu'elle s'exprime ainsi, on dirait qu'un dégoût amer lui crispe les lèvres.

Cependant, elle poursuit :

— C'est en 1859 que je suis intervenue, pour la première fois, dans le mécanisme gouvernemental. Vous vous rappelez que, durant la guerre d'Italie, j'exerçais la régence, et je vous affirme que je l'exerçais très sérieusement, avec la pleine conscience des responsabilités, comme aussi des initiatives qui m'appartenaient.

— A quelles initiatives Votre Majesté fait-elle allusion?

— Après Solférino, ou plus exactement tout de suite après l'entrée de nos troupes à Milan, j'ai signalé à l'Empereur le péril de l'effervescence qui se manifestait en Allemagne et la nécessité d'amorcer au plus tôt une réconciliation avec l'Autriche. Pensez donc! Sous la pression de la Prusse, la Diète de Francfort avait ordonné la mobilisation immédiate de trois cent cinquante mille hommes. Aussitôt que cette armée aurait été concentrée dans les provinces rhénanes, on aurait sommé l'Empereur d'évacuer la Lombardie, et, sur son refus, on aurait envahi le territoire français. Or, pour repousser l'invasion, il ne nous restait pas cinquante mille hommes, presque tous des conscrits; ce qui revient à dire que la route de Paris était ouverte. J'ai eu, ces jours-là, comme l'avant-goût des terribles angoisses que j'ai connues en 1870. Mais l'Empereur, qui se croyait engagé d'honneur par la phrase imprudente de sa proclamation : *L'Italie libre jusqu'à l'Adriatique*, l'Empereur voulait continuer la guerre, dans l'espoir d'une prompte bataille,

décisive. Le 24 juin, il était vainqueur à Solférino. Alors, soudain, le langage de la Prusse et les armements de la Confédération germanique sont devenus si menaçants, que j'ai supplié mon mari de ne plus penser qu'à la France et de conclure immédiatement la paix. Il a bien voulu se rendre à mes raisons et, douze jours plus tard, il négociait avec François-Joseph la convention de Villafranca,... cette convention que les Italiens ne lui ont jamais pardonnée, que même tant de Français lui ont reprochée. De part et d'autre, quelle injustice! Car enfin, c'était cela qu'il fallait faire! Nous ne pouvions cependant pas laisser envahir la France pour satisfaire les ambitions démesurées du peuple italien!... Quelle est votre opinion?

J'approuve sans réserve ; car il n'est pas douteux que l'armistice de Villafranca fut un des actes les plus sages de Napoléon III, la seule façon d'échapper aux conséquences funestes d'une entreprise chimérique et mal conçue : je m'abstiens pourtant de citer à l'Impératrice la judicieuse réflexion d'un des plus chauds partisans de l'Empire, un des plus fidèles amis de l'Empereur, et qui fut mêlé de près aux négociations de Villafranca, — le général Fleury : « Pourquoi avoir fait la guerre, si l'on risquait de soulever contre soi l'Europe, si l'on s'exposait à l'obligation de s'arrêter dans la victoire devant le danger imminent d'une invasion? Ce que Napoléon a compris au lendemain de Solférino, il aurait dû le comprendre avant de s'engager dans cette croisade. »

L'Impératrice me raconte ensuite que, après sa régence de 1859, elle n'a plus cessé de participer à la direction générale des affaires publiques.

— Cela me valait beaucoup d'attaques, dont malheureusement je m'énervais trop. Et les plus respectueuses n'étaient pas celles dont je souffrais le moins! Rien, par exemple, ne m'irritait plus que de m'entendre dénier, comme femme, le sens de la politique. J'avais envie de répondre : « Vraiment! Les femmes n'ont pas le sens de la politique? Et que faites-vous d'Élisabeth, de Marie-Thérèse, de Catherine II?... » Enfin, n'avais-je pas sous les yeux ma grande amie de Windsor, la reine Victoria, qui, depuis plus de vingt ans, personnifiait avec tant de vigueur et de noblesse tous les principes, toutes les traditions, toutes les tendances du peuple britannique?

Pour plus de précision, je lui demande :

— A quelle époque Votre Majesté a-t-Elle commencé de siéger régulièrement au Conseil des ministres?

— Je n'y ai jamais siégé régulièrement; je n'y assistais que pour les délibérations importantes. C'est surtout à partir de 1866 que l'on m'y a vue souvent. Nous traversions alors, tant au point de vue intérieur qu'extérieur, une période très difficile, très obscure : il était donc naturel que l'Empereur voulût m'initier pratiquement aux grandes affaires de l'État, pour le cas où j'aurais à porter, de nouveau, le poids d'une régence. Mais, si des esprits sages, comme Rouher, Troplong, Billault, Baroche, La Valette, approuvaient ma présence à la table du Conseil, il y en avait d'autres qui me faisaient une guerre insidieuse, qui dénaturaient mon rôle, qui m'attribuaient des prétentions ridicules, ne se doutant pas qu'ils préludaient ainsi aux turlupinades infâmes dont Rochefort allait me poursuivre bientôt dans *la Lanterne*.

En articulant ces derniers mots, l'Impératrice est toute vibrante. Et, dans l'éclat subit de ses yeux, je vois se ranimer la flamme des colères éteintes. Après trente-cinq ans, elle ne peut se rappeler, sans frémir, les sarcasmes du terrible pamphlétaire! Peut-être, en cet instant même, se souvient-elle de l'entrefilet caustique : *Sa Majesté l'Impératrice a présidé hier le Conseil des ministres. — M^me^ Péreire a présidé, ce matin, le conseil d'administration du Crédit Mobilier.*

Pour lui laisser le temps de se ressaisir, j'invoque un précédent qui ne peut lui déplaire.

— Il en a été ainsi, madame, à toutes les époques et sous tous les régimes. Ce sont presque toujours les courtisans qui donnent l'essor aux légendes scandaleuses. Ce n'est pas dans le peuple, c'est à la cour des Césars, que Suétone avait recueilli ses anecdotes lubriques. De même, les plus abominables calomnies que le Tribunal révolutionnaire ait osé formuler contre Marie-Antoinette avaient déjà circulé dans les salons du Comte de Provence et du Comte d'Artois. J'ai vu naguère, chez un prince de la bibliophilie, un recueil de pamphlets, illustrés à l'aquarelle, un album ravissant, exécuté en 1786, pour la délectation du futur Charles X, et qui fait paraître la pauvre Marie-Antoinette dans des scènes immondes.

Redevenue souriante, l'Impératrice reprend :

— Oh! je crois que ce genre d'ignominies m'a été épargné.

Je n'en jurerais pas cependant !... Mais, pour finir ce que nous disions tout à l'heure, je veux vous conter ce qui m'est advenu avec Persigny, en 1867. Depuis le jour de mon mariage, il m'honorait de sa haine, une haine dénigrante et venimeuse; il s'oubliait parfois jusqu'à me surnommer « l'Espagnole », « l'Étrangère » ! Se targuant des éminents services qu'il avait rendus à la cause napoléonienne, il ne pouvait souffrir personne entre l'Empereur et lui : l'Empereur et l'Empire lui appartenaient en propre ; c'est lui qui les avait inventés, créés ; il se considérait donc comme seul qualifié pour conseiller l'un et gouverner l'autre. Ce qu'il a fallu de mansuétude à mon mari pour tolérer les récriminations, les jalousies, les emportements, les bourrasques de Persigny, on ne saurait le croire. Figurez-vous une chaudière qui ne cesserait pas d'éclater !

« Un jour néanmoins, l'Empereur a dû sévir. Et voici dans quelle circonstance. Autant qu'il m'en souvienne, c'était au mois de novembre 1867. L'Empereur, qui avait pris froid à la chasse et qui souffrait de ses rhumatismes, s'était mis au lit. Je me trouvais seule avec lui, dans sa chambre. Nous parlions de Mentana et de la phrase malencontreuse que le général de Failly avait insérée dans son rapport : « Les chassepots ont fait merveille... » Mon mari, en ordonnant de publier le rapport, avait prescrit que l'on supprimât cette phrase claironnante, — car enfin c'était des poitrines italiennes qui avaient servi de cible, — et il avait demandé qu'on mît à la place : « Les chassepots ont produit un effet terrible... » Mais le maréchal Niel, très féru de son nouveau fusil, avait maintenu le texte original. D'où, *tolle* de l'opposition : un débordement d'invectives et d'anathèmes... Donc, ce jour de novembre 1867, je lisais à l'Empereur les principales critiques des journaux, quand l'huissier du cabinet lui apporte une grosse lettre cachetée, avec cette suscription : *Pour l'Empereur seul, de la part du duc de Persigny*. L'Empereur regarde l'enveloppe, sans l'ouvrir : « Allons ! me dit-il. Je suis sûr que voilà encore une récrimination de Persigny !... Ah ! qu'il est fatigant !... Tiens, lis-moi cette lettre. Je n'en ai pas la force aujourd'hui. » J'ouvre l'enveloppe : elle contenait, pour le moins, une douzaine de pages. A vrai dire, ce n'était pas une lettre, mais une note ou plutôt une longue diatribe contre moi, contre ma présence au Conseil des ministres, contre les détestables idées que je

personnifiais dans le gouvernement et qui menaient l'Empire à sa ruine!... Toutefois, par décence, Persigny recouvrait çà et là ses griefs sous de pompeux hommages à la beauté de ma personne et à la noblesse de mon âme. Le réquisitoire n'était pas moins odieux.

« A chaque mot, je tremblais de colère. Mon mari m'écoutait, impassible. Quand j'eus terminé ma lecture, j'éclatai d'indignation : « Jamais plus, je ne mettrai les pieds au Conseil des ministres, non jamais!... Je ne veux plus m'exposer à de pareilles avanies. C'est trop injuste, c'est trop humiliant!... » J'allais, j'allais! Je ne me possédais plus. L'Empereur me répétait avec une tranquille douceur : « Calme-toi! Cette nouvelle sottise de Persigny n'a aucune importance. J'estime que ta place est au Conseil des ministres et tu ne cesseras pas d'y siéger. C'est moi le maître... » Je savais bien que, lorsqu'il prenait ce ton d'affectueuse autorité, je n'avais qu'à m'incliner. Je m'inclinai donc. Mais, pour me soulager le cœur, j'écrivis, sur-le-champ, à Persigny, une lettre assez vive, qui rompit nos relations. Dès lors, il s'abstint de paraître à la cour.

De Persigny, nous passons à Morny. Je demande à l'Impératrice :

— Puis-je savoir comment Votre Majesté jugeait le duc de Morny?

— Dites-moi d'abord comment vous le jugez vous-même.

— Je l'admire beaucoup. Il possédait, à un haut degré, la plupart des qualités qui font les grands hommes d'État : il avait le sens du réel et du possible; la clarté, la promptitude et la souplesse de l'esprit; le langage net et sobre; une volonté inflexible, mais sans hauteur comme sans faiblesse; un sang-froid et un doigté merveilleux dans l'action; le masque impénétrable; enfin l'art subtil de séduire les hommes et de les mener... Si l'on s'abstient de toute considération morale, le Deux-Décembre, dont il fut le principal exécutant, est un chef-d'œuvre. La préparation, l'opportunité, l'audace, la ruse, le mystère, la vigueur, la méthode, la mesure, le parfait agencement de tous les ressorts en font le modèle des coups d'État. Combien supérieur au Dix-huit-Brumaire, où l'imprévoyance n'eut d'égale que la maladresse, où Bonaparte lui-même perdit la tête! Machiavel, qui appréciait tant la virtuosité dans les conjurations, n'aurait eu que des éloges pour le Deux-Décembre;

il l'eût prôné comme le type du *bellissimo inganno*... Je n'admire pas moins, chez M. de Morny, le diplomate. La guerre de Crimée lui paraissait une erreur immense, et il fut le premier à conseiller la paix. L'alliance russe, telle qu'il la prônait, quand il était ambassadeur à Saint-Pétersbourg, aurait mis un frein aux rêves dangereux de Napoléon III ; elle les aurait maintenus dans la grande tradition de la politique française, la tradition de Richelieu, Mazarin, Lyonne, Vergennes, Talleyrand ; elle nous aurait épargné la trilogie : *Solférino*, *Sadowa*, *Sedan*.

— Je souscris à tout ce que vous venez de dire. J'avais beaucoup d'amitié pour M. de Morny ; l'Empereur l'appréciait et l'aimait beaucoup aussi... Vous pensez bien qu'il choquait souvent mon puritanisme ; je ne parle ici que de sa vie intime et de ses aventures sentimentales ; car je ne crois pas qu'il ait mérité la réputation fâcheuse qu'on lui a faite sous le rapport financier. Il se complaisait trop aux spéculations de l'agiotage et et de la Bourse ; il n'était pas assez scrupuleux dans ses rapports avec les gens d'affaires : je ne vais pas au delà. Quant à prétendre que l'expédition du Mexique ait été engagée à son instigation et pour des motifs inavouables, c'est une calomnie dont il faut le laver entièrement : la créance malpropre des « bons Jecker » n'a été pour rien dans notre intervention au Mexique ; elle s'y est greffée, comme on voit toujours quelques vilenies s'insinuer dans les plus nobles entreprises. Croyez-vous qu'il n'y avait que de la piété dans les Croisades ?...

« Mais revenons à M. de Morny. L'homme était charmant, d'une aisance et d'une distinction parfaites. Il tenait cela de son père, le comte de Flahaut, qui lui a survécu cinq ans, et qui incarnait à mes yeux le type des gentilshommes d'autrefois ; par lui, j'ai compris tout ce qu'il y avait de raffiné dans la société de l'Ancien Régime, dans l'inimitable société de Versailles et de Trianon. Comme son père également, M. de Morny avait un courage superbe, qu'il s'amusait à cacher sous une armure de nonchalance et de froideur. Vous savez qu'il s'était conduit admirablement au siège de Constantine...

« Je vais vous confier maintenant un épisode assez curieux de mes relations personnelles avec lui et qui faisait la joie de mon cher Mérimée. C'était peu de temps après mon mariage. L'Empereur avait été choqué d'apprendre que M. de Morny

avait mis en vedette, dans son salon, un portrait de la reine Hortense, un grand portrait d'apparat. Mais, ne voulant pas intervenir lui-même pour faire enlever ce tableau, il m'avait chargée de la commission. J'invitai donc M. de Morny à venir causer avec moi. Je craignais, de sa part, quelque résistance, plus ou moins voilée de politesse et d'ironie. Tout le contraire : une docilité souriante et du meilleur ton. Il me remercia même en termes chaleureux, quand je lui dis : « Moins vous vous parerez de votre filiation et plus *on* vous traitera en frère. » Pour terminer, il ajouta ce mot, que Mérimée trouvait si caractéristique : « Vous m'avez dit tout à l'heure qu'en plaçant le portrait de la reine Hortense dans mon salon, j'avais attristé l'Empereur. Mais en quoi cela pouvait-il l'attrister?... » Vous voyez que, au moral, il n'avait pas l'épiderme très délicat.

— En effet, madame, le mot est bien caractéristique et je comprends que Mérimée s'en soit régalé. M. de Morny vous a parlé, ce jour-là, comme son aïeul, M. de Talleyrand, très vieux, sentant la mort venir, s'exprimait un soir avec la duchesse de Dino, qui le suppliait de se réconcilier avec Dieu : « Rappelez-vous donc, lui disait-elle, comme vous avez affligé l'Église ! — Moi ! reprit-il d'un air stupéfait. Moi, j'ai affligé l'Église ! Et quand cela ? »

Je ramène notre conversation sur le terrain politique :

— Votre Majesté croit-elle que, si le duc de Morny n'était pas mort en 1865, la politique intérieure de l'Empire aurait évolué plus rapidement vers le régime constitutionnel et que l'expérience de « l'Empire libéral » n'eût pas été retardée jusqu'au 2 janvier 1870 ?

— Je ne sais trop ; je n'aime pas beaucoup le jeu des hypothèses rétrospectives. C'est si facile de refaire le passé, que chacun le refait à son gré. Cependant, je vais essayer d'entrer dans votre pensée... Que serait-il advenu de l'Empire, si M. de Morny n'était pas mort en 1865? Eh bien! franchement, je ne crois pas que le cours des choses eût été modifié. Ce n'est pas le ministère du 2 janvier 1870 qui a inauguré l'expérience de « l'Empire libéral » ; c'est la fameuse réforme du 19 janvier 1867, par laquelle l'Empereur a rendu au Corps législatif le droit d'interpellation. C'est de ce jour que le régime napoléonien est entré dans une voie nouvelle; car, de ce jour, c'en était irrémédiablement fini de l' « Empire autoritaire », qui venait de don-

ner à la France quinze années de grandeur et de prospérité. Je ne vous cache pas que j'en étais navrée. Avec l'appui de Rouher, qui avait le jugement si droit, j'ai lutté de toutes mes forces contre cette résurrection du parlementarisme. Je vous avouerai même que je ne comprenais pas ce qui avait pu décider l'Empereur à une innovation aussi grave. Certes, je pensais bien que la Constitution de 1852 ne pourrait pas être maintenue perpétuellement et qu'il faudrait, tôt ou tard, l'assouplir un peu dans le sens démocratique. L'Empereur m'en avait parlé souvent. Mais son intention était de laisser à notre fils le soin de rétablir en France le fonctionnement des libertés publiques Cette grande réforme, l'Empereur ne croyait pouvoir s'en acquitter lui-même, puisqu'il incarnait dans sa personne le principe autoritaire et que ce principe, c'était sa raison d'être Néanmoins, pour ne pas trop retarder l'événement, il avait pris et n'avait confié qu'à moi seule la résolution d'abdiquer, vers l'année 1874, quand le Prince impérial serait en âge de monter sur le trône. Il avait même choisi le cadre de notre retraite: nous vivrions à Pau l'hiver, à Biarritz l'été. Sur tout cela nous étions pleinement d'accord... Vous comprenez maintenant ma surprise, quand fut promulguée la retentissante lettre du 19 janvier 1867. Ce que j'ignorais alors, ce que j'ai appris seulement quelques mois plus tard, c'est que la santé de mon mari lui inspirait déjà des inquiétudes graves et qu'il ne se croyait plus capable de supporter longtemps le fardeau, si lourd, du pouvoir suprême.

— Ainsi, madame, ce qui vous rendait hostile à l'expérience de « l'Empire libéral », c'est moins une question de principe qu'une question d'opportunité? Cette expérience, vous ne l'admettiez pas sous le règne de Napoléon III ; mais vous l'admettiez, comme don de joyeux avènement, sous le règne de votre fils ?

Elle hésite à me répondre et ferme les yeux un instant, comme si le flot des souvenirs emportait sa pensée. Puis, très habilement, elle se dérobe à mon interrogation, en m'interrogeant elle-même :

— Comment jugez-vous la conception de « l'Empire libéral » ?

— Je ne crois pas que l'Empire napoléonien fût conciliable avec la liberté.

— L'Empire napoléonien n'était pas conciliable avec la liberté?... Pourquoi?... Développez votre idée. Cela m'intéresse extrêmement.

Elle se penche un peu, le coude sur la table et le menton sur la main, les prunelles fixes, comme pour ne rien perdre de ce que je vais dire.

Aussi brièvement que possible, je lui expose ma thèse : « Le principe fondamental de l'Empire, c'est que l'Empereur gouverne seul, en vertu des droits absolus qu'il tient du plébiscite; il est donc seul responsable et les ministres ne dépendent que de lui. Au contraire, le principe fondamental du système représentatif, c'est que le monarque règne, mais ne gouverne pas; l'exercice et la responsabilité du pouvoir n'appartiennent donc qu'aux ministres. Ainsi, dans un cas, il y a prédominance de la couronne ; dans l'autre, il y a prédominance du parlement. Vouloir concilier les deux systèmes, c'est une antinomie. Entre les deux prédominances, il faut choisir. D'ailleurs, à quoi se réduisent le contrôle parlementaire et le pouvoir ministériel, quand le souverain se réserve la prérogative exorbitante de l'appel au peuple, sans avoir même à consulter les Chambres? Pratiqué dans de pareilles conditions, le plébiscite n'est qu'un Deux-Décembre légal... » L'Impératrice m'écoute, muette, immobile, ne m'interrompant çà et là que par un signe des yeux, comme pour m'encourager à poursuivre ma thèse. Je la poursuis donc :

— Si j'osais, madame, je dirais encore à Votre Majesté...

— Dites, dites!

— Je dirais encore à Votre Majesté que Napoléon III était moins qualifié que personne pour entreprendre la réconciliation de l'Empire avec la liberté, puisqu'il se croyait appelé par une vocation suréminente, par un décret providentiel, à détruire en France l'hérésie du parlementarisme. Tous ses instincts, toutes ses idées, toutes ses habitudes s'opposaient à ce qu'il se laissât désormais dicter la loi par des ministres, qui n'auraient dépendu que des Chambres. Il aurait abdiqué plutôt. Je ne réussis pas à me représenter sa collaboration active et durable avec Thiers ou Buffet, moins encore avec Grévy ou Gambetta. Et la preuve, c'est qu'en 1870, sous le ministère Émile Ollivier, il n'a pas cessé d'avoir sa politique personnelle et secrète...

Quand j'ai fini ma tirade, l'Impératrice me glisse tout bas, en courbant la tête :

— Je ne vous réponds rien... Tirez de mon silence les conclusions qu'il vous plaira.

En ce moment, un domestique apporte à l'Impératrice une carte de visite sur un plateau d'argent. Elle y jette un regard et fait un signe d'acquiescement; puis, me tendant la main :

— Il faut que nous en restions là pour aujourd'hui; je crains même de vous avoir gardé trop longtemps... Au revoir, et ne m'oubliez pas!

SADOWA

Dimanche, 15 janvier 1905.

Visite à l'impératrice Eugénie, qui se rend au Caire.

Je la trouve plus vibrante que jamais sur les grands problèmes de la politique étrangère. Il est certain que les occasions de vibrer ne lui ont pas manqué ces derniers mois. Et naturellement tous les faits, qui l'ont émue, sont enregistrés dans sa mémoire avec leurs dates et leurs circonstances précises.

Elle me questionne d'abord sur les désastres ininterrompus des Russes en Mandchourie : Kin-tchéou, Va-fang-ou, Mo-tien-ling, Liao-yang, Port-Arthur, etc. Elle en parle avec une telle aisance, une telle clarté, qu'elle semble avoir une carte géographique sous les yeux. Puis nous passons à l'incident de Hull, à cette incompréhensible méprise de l'escadre russe qui, le 22 octobre, au sortir du Skager-Rack, a canonné une paisible flottille de chalutiers anglais, qu'elle prenait pour des torpilleurs japonais.

— Pendant trois jours, me dit l'Impératrice, j'ai cru que la guerre était inévitable entre la Russie et l'Angleterre. Même au temps de Fachoda, je n'ai vu un pareil soulèvement des fureurs nationales. Sans l'habile et prompte médiation de M. Delcassé, l'escadre de Plymouth allait bombarder Cronstadt...

Ensuite, elle me presse de questions sur la fermentation révolutionnaire que les désastres de Mandchourie entretiennent dans le peuple russe; elle en a soigneusement observé, retenu, catalogué tous les symptômes : assassinats du ministre de l'Intérieur, Plehve, du gouverneur de la Finlande, le général

Bobrikow, du gouverneur d'Élisabethpol, le général Andréïew, sans compter les maîtres de police, les officiers de gendarmerie, les directeurs de prison ; elle n'a pas manqué non plus de noter les mutineries de caserne, les grèves ouvrières, les émeutes rurales, etc... Enfin, par une confidence de la tsarine douairière, Marie-Féodorowna, elle connaît l'insidieux travail que Guillaume II poursuit auprès de « son cher Nicky » pour lui persuader qu'il devrait substituer à la sotte alliance franco-russe, une belle coalition germano-russo-française « qui aurait vite fait de casser les reins à l'Angleterre, et, par contre-coup, d'écraser le sale petit Japon » ; du reste, on ne s'inquiéterait pas de savoir si ce pacte agréerait à la France : on la sommerait simplement d'y accéder.

— Vous pensez bien, poursuit-elle, que j'ai rapporté cette confidence au roi Édouard. Il m'a répondu en propres termes : « Les informations que vous tenez de Marie-Féodorowna, je les ai déjà reçues, moi, de M. Delcassé ; elles concordent absolument. Puisque vous allez à Paris et que vous avez le moyen d'aboutir à M. Delcassé, veuillez lui faire savoir, de ma part, que je lui garde une vive reconnaissance d'avoir sauvé la paix, lors de l'incident de Hull ; car c'est lui et lui seul qui l'a sauvée. Je vous prie de lui dire encore que je suis son meilleur ami, comme l'Angleterre est la meilleure amie de la France... » Dans la bouche du roi Édouard, ces paroles ont une valeur inappréciable : il est le maître, unanimement reconnu, de la politique anglaise. Jamais, depuis les Stuarts, l'autorité personnelle du souverain ou, comme disent les légistes, « la Prérogative du Roi en Conseil », *the King's Prerogative in Council*, n'a été si forte...

Lorsque nous en avons fini de ces graves sujets, l'Impératrice me demande :

— Qu'êtes-vous devenu ces derniers mois?... Qu'avez-vous fait de votre été?

— Une rapide excursion en automobile, à travers la Bretagne, l'Anjou, la Touraine ; car le ministre m'accorde peu de vacances. Et, pendant le mois de septembre, j'ai dû faire une cure à Vichy.

Au nom seul de Vichy, elle sursaute. Croyant deviner sa pensée, je poursuis :

— Maintes fois, pendant ma cure, j'ai tenté d'imaginer les tristes réflexions auxquelles l'Empereur a dû s'abandonner là, sous les ombrages du Parc, pendant la crise de Sadowa. J'ai même retrouvé le maison où il résidait — un chalet très simple, avec une véranda. Sur la grille de l'entrée, il y a encore deux *N*, surmontés de la couronne impériale. C'est un médecin qui habite maintenant ce cottage.

Elle m'interrompt, d'une voix lente, grave, qui tremble par instants :

— Vous touchez là un des souvenirs les plus douloureux de ma vie et qui est resté en moi comme un point névralgique... Ce séjour de l'Empereur à Vichy, dans l'été de 1866, après Sadowa, c'est la date critique, la date funeste de l'Empire; c'est dans ces mois de juillet et d'août que s'est fixé notre destin! De toute cette période, il n'y a pas un fait, pas un détail qui ne me soit présent à l'esprit. Interrogez-moi plutôt!

— Excusez-moi, madame. Je n'ai pas le cœur de réveiller des émotions si cruelles pour Votre Majesté.

— N'ayez crainte. Cela me soulagera, au contraire, de remuer tout ce triste passé devant vous. J'ai si rarement l'occasion et la douceur d'ouvrir mes écluses!... Interrogez-moi.

Je lui demande alors ce qui s'est passé au juste dans le fameux conseil qui s'est tenu, devant elle, sous la présidence de l'Empereur, le 5 juillet 1866, deux jours après Sadowa. L'événement daterait du mois dernier qu'elle ne me répondrait pas avec plus de précision et de flamme.

— Avant tout, me dit-elle, je dois vous avouer que l'Empereur avait appris sans déplaisir la défaite des Autrichiens; car il la souhaitait, il y avait même indirectement contribué en procurant à la Prusse l'alliance de l'Italie.

— Permettez-moi, madame, de vous arrêter, dès maintenant, par une question, qui me semble dominer tout ce qui va suivre. Pourquoi, du jour où le conflit austro-prussien est devenu inévitable, pourquoi l'Empereur a-t-il mis en jeu tous les ressorts de sa diplomatie, afin d'assurer à la Prusse la coopération militaire de l'Italie?

— Pourquoi?... Mais d'abord parce qu'il voulait achever son œuvre interrompue de 1859, en délivrant la Vénétie... Et puis... et puis, hélas!... parce qu'il comptait sur la reconnaissance de la Prusse pour nous faire obtenir les Provinces rhé-

nanes. Vous savez bien que son rêve passionné fut toujours d'abolir les traités de 1815. Avouez que c'était un beau rêve!

J'acquiesce d'un signe de tête; mais, intérieurement, je pense que les traités de 1815, malgré tout ce qu'ils avaient de pénible pour la France, lui offraient du moins un immense avantage, puisqu'ils avaient créé autour d'elle une ceinture de petits États, morcelés, disparates, hétérogènes, qui protégeaient sa frontière. Et je me rappelle également que cette alliance italo-prussienne de 1866, — alliance monstrueuse au point de vue français, — fut négociée clandestinement par Napoléon seul, à l'insu de son ministre des Affaires étrangères, Drouyn de Lhuys, qui a pu écrire plus tard : « L'Empereur ne s'est jamais ouvert à moi de l'alliance italo-prussienne. »

Cependant, l'Impératrice poursuit d'un ton ferme, avec un accent de volonté courageuse :

— Donc, le 5 juillet au matin, le Conseil des ministres s'est réuni, sous la présidence de l'Empereur, à Saint-Cloud ; j'y assistais. Vous vous rappelez que, la veille, François-Joseph avait cédé la Vénétie à la France et accepté notre médiation. C'est là-dessus que le débat s'est ouvert. Drouyn de Lhuys a tout de suite proposé de prendre, vis à-vis de l'Allemagne, une attitude énergique. L'Empereur écoutait, sans formuler aucune objection, mais sans approuver non plus... Moi, intérieurement, j'approuvais. Cependant, avant de me prononcer, j'ai demandé au ministre de la Guerre, le maréchal Randon : « Sommes-nous en état de faire immédiatement une démonstration militaire sur le Rhin ? » Il m'a répondu, et j'entends encore le son de sa voix : « Oui, nous pouvons concentrer immédiatement 80 000 hommes sur le Rhin et 250 000 dans une vingtaine de jours... » Comme l'Empereur ne sortait pas de son mutisme, j'ai repris, avec tout ce que j'avais d'ardeur, la thèse de Drouyn de Lhuys. Je vous affirme qu'à ce moment, je sentais que le sort de la France et l'avenir de notre dynastie se jouaient. C'est une des grandes minutes de ma vie... Mais La Valette est intervenu tout à coup, du ton le plus vif, le plus péremptoire, pour combattre la proposition de Drouyn de Lhuys. Parmi ses arguments, il y en eut un qui me sembla surtout frapper l'Empereur ; c'est qu'en voulant arrêter les progrès de la Prusse, nous serions forcément amenés à une alliance avec l'Autriche et, par là même, à une brouille avec l'Italie, — autant

dire le renversement de toute la manœuvre politique à laquelle l'Empereur s'était appliqué depuis un an, depuis la néfaste visite de Bismarck à Biarritz. Quant aux compensations territoriales que l'agrandissement de la Prusse nous autoriserait à réclamer, La Valette ne doutait pas que nous les obtiendrions, sans difficulté, par une négociation amicale avec Berlin... Cette fois, j'ai bondi : « Quand les armées prussiennes ne seront plus engagées au fond de la Bohême et qu'elles pourront se retourner contre nous, Bismarck se moquera de nos réclamations. » J'ai même dit à l'Empereur : « La Prusse ne s'est pas fait scrupule de vous arrêter après Solférino. Pourquoi vous gêneriez-vous de l'arrêter après Sadowa ?... En 1859, nous avons dû céder parce que nous n'aurions pas eu cinquante mille hommes pour barrer la route de Paris. Aujourd'hui, c'est la route de Berlin qui est ouverte... » Drouyn de Lhuys et Randon, se sentant appuyés, sont revenus à la charge. Finalement, le Conseil a pris trois décisions. La première, c'était la convocation immédiate des Chambres, afin d'obtenir les crédits nécessaires à la mobilisation générale de l'armée ; la seconde, c'était la réunion, immédiate aussi, de 50 000 hommes sur le Rhin ; la troisième, c'était l'envoi à Berlin d'une note comminatoire, par laquelle nous avertirions la Prusse que nous ne tolérerions, en Europe, aucune modification territoriale qui n'aurait pas eu d'abord notre assentiment. Le Conseil décida, en outre, que ces trois mesures seraient publiées, le lendemain, dans le *Moniteur officiel*... Mais, ce lendemain, 6 juillet, le *Moniteur officiel* n'a rien publié du tout. Dans le cours de la nuit, d'autres influences ont agi sur l'Empereur. Et les événements ont suivi leur cours.

Elle articule ces derniers mots froidement, le buste raidi, en me fixant d'un regard dur, comme pour me faire entendre qu'il ne lui convient pas de s'expliquer davantage sur les influences occultes qui, dans cette nuit fatale, ont maîtrisé la volonté brumeuse et fuyante de Napoléon III. D'ailleurs, comment aurais-je le courage de la questionner, quand je la vois porter son mouchoir à ses yeux ?

Rassurée par mon silence, elle reprend du ton le plus amical :

— Donnez-moi franchement votre opinion sur un point qui me tourmente parfois. Estimez-vous que je voyais juste quand

je soutenais, avec tant d'ardeur, la proposition de Drouyn de Lhuys ?

— Sans nul doute. Ce jour-là, c'est Votre Majesté qui a tenu le vrai langage de la raison politique et de l'intérêt national.

— Votre opinion m'importe beaucoup, parce que, dans la suite, je veux dire après nos malheurs de 1870, La Valette et Rouher m'ont dit souvent : « Si l'Empereur avait adopté, en 1866, la proposition de Drouyn de Lhuys, Bismarck aurait bâclé prestement la paix avec l'Autriche, et toutes les armées prussiennes, encore grisées de leur victoire, se seraient jetées sur nous. Or, quoi qu'ait dit le maréchal Randon, nous n'étions pas prêts ; le Mexique avait disloqué notre organisation militaire et vidé nos arsenaux. Donc, si nous avions fait la folie de nous dresser contre la Prusse, au mois de juillet 1866, nous aurions eu Sedan, et peut-être même pis que Sedan, quatre années plus tôt. »

— Votre Majesté ne doit conserver à cet égard aucun remords. La question est tranchée historiquement. Vers 1874, Bismarck, qui s'est plu tant de fois à pousser la franchise jusqu'à l'impudence et à l'effronterie, a reconnu, devant le Reichstag, que la moindre démonstration militaire de la France, au lendemain de Sadowa, aurait obligé les armées prussiennes à se désister de leur lutte contre l'Autriche et à se replier en toute hâte vers le Nord pour couvrir Berlin... Mais je peux vous citer, madame, un argument plus précis encore. L'été dernier, je dînais, à Athis, chez notre ancien ambassadeur à Berlin et à Londres, le baron de Courcel, qui fut mon premier chef, comme directeur des Affaires politiques, lors de mes débuts au quai d'Orsay. Il m'a toujours montré de la bienveillance : aussi je ne me lasse pas de l'interroger sur Bismarck, qui lui témoignait une haute estime et jusqu'à des attentions personnelles dont vous savez qu'il n'était pas coutumier. Donc, ce soir-là, M. de Courcel m'a raconté que, pendant une villégiature à Varzin, le terrible Chancelier de fer lui avait déclaré posément : « Je ne comprends pas encore pourquoi l'armée française n'a pas franchi le Rhin, en juillet 1866, pendant que nous étions accrochés dans les défilés de la Bohême. Et quand je dis « l'armée française, » je me trompe : une simple division, quinze mille hommes, auraient suffi ! La seule apparition de vos pantalons rouges dans le duché

de Bade et le Palatinat aurait soulevé contre la Prusse toute l'Allemagne du Sud. Pendant ce temps-là, les belles troupes de l'archiduc Albert, n'ayant plus rien à craindre des Italiens après Custozza, seraient venues renforcer l'armée de Bénédek. Alors, nous étions perdus. Je ne sais même pas si nous aurions pu couvrir Berlin. »

— Cela devrait me consoler : cela me déchire de vous entendre.

Et, de nouveau, je la vois porter son mouchoir à ses yeux. Elle reprend :

— Je me rappelais vaguement le discours de Bismarck en 1874; je n'y avais pas attaché beaucoup d'importance; j'y voyais, de sa part, un expédient de polémique parlementaire; mais la confidence à M. de Courcel a un cachet indubitable de véracité.

Après un long balancement de la tête, comme si elle cherchait à se débrouiller dans ses souvenirs, elle continue .

— Je pourrais invoquer, en faveur de ma thèse, un autre témoignage... et qui va certes vous étonner — le témoignage de l'Empereur... Oui, cinq ou six jours après le fameux conseil dont nous venons de parler, il a reconnu devant moi son erreur. Mais il n'était déjà plus temps de la réparer; l'heure fatidique était passée... Je l'ai vu alors si abattu, que j'ai tremblé pour notre avenir. Tout ce que les journaux de l'opposition, tout ce que les Thiers, les Jules Favre, les Prévost-Paradol ont dit, à cette époque, l'Empereur se l'est dit à lui-même. Un soir surtout, je me promenais seule avec lui, dans une allée de Saint-Cloud : il était complètement désemparé; je ne pouvais lui arracher un seul mot. Ne trouvant plus rien à lui dire, je sanglotais; j'avais l'âme torturée. Mon Dieu, que nous les avons payées cher, nos grandeurs!... C'est dans cette disposition qu'il est allé, vers la fin de juillet, faire sa cure à Vichy. Là, dès son arrivée, le choc moral qu'il venait de subir a réagi violemment sur son état physique. Pendant plusieurs jours, ses médecins l'ont cru en péril. Ce sont les premiers symptômes alarmants du mal dont il a tant souffert, en 1870, et qui a fini par le tuer. Cependant, malgré d'horribles douleurs, il était obligé de recevoir ses ministres et de prendre des résolutions aussi graves qu'urgentes; car maintenant l'opinion publique était déchaînée contre nous. Il lui fallait, à tout prix et tout de suite,

une éclatante compensation aux accroissements démesurés de la Prusse. Il semblait vraiment que les vaincus de Sadowa, ce n'était pas les Autrichiens : c'était nous! On allait jusqu'à dire que la France n'avait pas couru de plus grand péril dans toute son histoire... C'est alors que nous avons réclamé, à Berlin, la cession de Mayence et des Provinces rhénanes, — ce qui devait nous amener ensuite à vouloir conquérir la Belgique, puis le Luxembourg. Nous étions désormais sur la pente qui mène aux abîmes, la pente qu'on ne remonte pas...

« Mais, si l'Empereur s'est trompé dans ce qu'on est convenu d'appeler « sa politique des compensations », je ne suis pas moins fautive que lui : peut-être même le suis-je plus; car ses souffrances et sa prostration lui enlevaient, par moments, toute sa liberté d'esprit. C'était donc à moi de l'éclairer, de lui démontrer qu'il se fourvoyait encore. Mais non! Je n'écoutais que mes sentiments personnels, ma conception chevaleresque de l'honneur, mon impatience de restaurer par un coup d'éclat notre prestige aux yeux du monde, enfin la certitude absolue que l'armée française n'avait pas son égale en Europe. Dans ces conditions, pouvais-je me résigner au prodigieux agrandissement de la Prusse, à la perspective de cet empire nouveau qui, par notre faute, allait grouper, à nos portes de l'Est, quarante millions d'hommes sous l'hégémonie des Hohenzollern, pendant que l'unité italienne, — notre œuvre aussi, — en grouperait ving-cinq autres millions devant notre frontière des Alpes?... Non, non! Nous ne pouvions pas tolérer cela. Puisque nous avions manqué l'heure de l'action militaire, nous devions poursuivre notre revanche par l'action diplomatique. Nous avons échoué. Soit! Mais ce que nous avons fait, nous devions le faire; nous n'avions pas le droit d'assister, inertes, à la transformation de l'Europe.

Après une pause haletante, où elle fait un visible effort pour se contenir, elle achève son récit, d'un air épuisé qui lui creuse les orbites :

— Nous n'étions pas au bout de nos peines. Le 7 août, l'Empereur quitta Vichy; vous allez comprendre pourquoi j'ai retenu cette date. En arrivant à Saint-Cloud, il était encore si malade et si déprimé, qu'il dut prendre le lit. Or, le lendemain, nous recevions un télégramme, expédié de Saint-Nazaire. C'est l'impératrice Charlotte qui débarquait inopinément du Mexique!

Nous entrions dans une nouvelle tragédie... Et ce n'était pas la dernière !

Sur ces mots, elle regarde longuement le portrait de l'Empereur, qui est placé près d'elle et dont la physionomie nébuleuse, indéchiffrable, est comme l'illustration éloquente de notre conversation. Puis, en signe de congé, elle me tend sa main, qui tremble.

Je la remercie affectueusement d'avoir évoqué devant moi ces grands souvenirs pathétiques et je lui demande si elle m'autorise à les fixer par écrit :

— Ce serait, dis-je, un précieux document pour l'histoire.

— Oui, je vous y autorise. Mais, en rédigeant vos notes, ne soyez pas trop sévère. N'oubliez jamais que l'Empereur était le plus généreux des hommes et qu'il avait la religion de la grandeur française... N'oubliez pas non plus que la couronne des monarques est presque toujours une couronne d'épines.

Seul chez-moi, ce soir, au coin du feu, j'essaie vainement de lire ; car, de minute en minute, je sens se graver dans mon esprit, avec le relief incisif d'une médaille, l'image pitoyable de la pauvre impératrice déchue, qui vient d'épancher son âme sous mes yeux, — cette âme autrefois si radieuse et triomphante, aujourd'hui morne et ravagée, toute remplie de visions funèbres et de commémorations tragiques.

L'IMPÉRATRICE ET LA GUERRE DE 1870

Dimanche, 22 avril 1906.

Ayant appris que je me trouvais de passage sur la Côte d'Azur, l'Impératrice m'a invité à venir déjeuner avec elle dans sa délicieuse villa du Cap Martin, la villa Cyrnos (1).

J'arrive à l'heure fixée, midi et demi. L'Impératrice me reçoit dans le salon :

— Nous ne déjeunerons qu'à une heure, me dit-elle ; mais j'ai voulu qu'auparavant nous puissions causer librement de la politique présente qui, vous le pensez bien, me passionne Pendant le déjeuner, nous serons moins à l'aise, car j'ai quelques hôtes chez moi en ce moment. Quant à l'après-midi, nous

(1) Cyrnos est le nom grec de la Corse.

la consacrerons tout entière au passé. J'ai ruminé ces temps-ci beaucoup de vieux et tristes souvenirs dont je tiens à vous parler. Donc, jusqu'à six heures au moins, je ne vous lâcherai pas, et je ne m'en fais aucun scrupule. Si vous avez de belles amies qui vous attendent ailleurs, tant pis pour elles : je vous tiens, je vous garde.

Après un éloquent hommage à Delcassé, « qui, dans le recul de l'histoire, apparaîtra comme un grand serviteur de la France (1) », l'Impératrice me questionne ardemment sur la Conférence d'Algésiras qui vient de terminer ses travaux :

— Que s'est-il passé dans les coulisses de la Conférence?... Notre beau rêve du Maroc est-il réalisable encore ?... Croyez-vous à la possibilité d'une réconciliation franco-allemande?... Quels sont au juste nos rapports avec Pétersbourg, Londres, Madrid, Rome, Vienne?... Bref, depuis que M. Rouvier a si honteusement sacrifié M. Delcassé, qu'y a-t-il de changé en Europe ?

— Il n'y a rien de changé en Europe. M. Rouvier n'a pas été long à perdre les illusions naïves qu'il s'était faites sur l'Allemagne. Ce vieux financier retors s'imaginait qu'en deux ou trois conversations courtoises, il dissiperait toutes les méfiances de Berlin à notre égard; il était loin de compte! Après un mois de discussions hargneuses, il lançait un formidable coup de poing sur la table, en s'écriant : « Ah çà! Mais ils se f... de moi, ces gens-là!... » Et depuis lors, malgré la trêve d'Algésiras, les relations franco-allemandes ne se sont aucunement détendues... En revanche, notre intimité avec l'Angleterre s'est beaucoup resserrée; le voyage récent du roi Édouard à Paris en est le signe.

— Dans cet ordre d'idées, j'ai une confidence à vous faire. Je sais, de la meilleure source, que le roi d'Espagne s'attend à une crise prochaine entre l'Allemagne et la France. D'après les renseignements qu'il a reçus de Vienne, il affirme que l'empereur Guillaume, poussé par le Kronprinz et le Grand-État-Major, pense à nous attaquer, sous un prétexte ou un

(1) Au mois de juin 1905, une intrigue parlementaire, exploitant l'émotion causée dans le public français par les menaces de la presse allemande, obligea M. Delcassé à quitter le ministère des Affaires étrangères. Dans cette crise, le président du Conseil et ministre des Finances, M. Rouvier, fit savoir clandestinement au prince Radolin, ambassadeur d'Allemagne, « qu'il laisserait très volontiers tomber M. Delcassé ».

autre, avant que la Russie n'ait eu le temps de restaurer sa puissance militaire.

— L'information de Votre Majesté est exacte. Le roi Alphonse, qui s'épanche volontiers avec M. Jules Cambon, lui a tenu récemment le même langage. Nous en avons fait part aussitôt à l'empereur Nicolas et au roi Édouard. Ainsi, plus que jamais, nous devons être vigilants, affermir nos alliances et tâcher d'avoir toujours, aux yeux du monde, le bon droit de notre côté...

Sur le coup d'une heure précise, le maître d'hôtel annonce le déjeuner. L'Impératrice passe dans le salon voisin où se trouvent déjà réunis son neveu le duc d'Albe, le comte et la comtesse Walewski, Mlle d'Allonville, Mlle de Lesseps et Franceschini Piétri.

Pendant le repas, dont le service est parfait, on cause de toutes les actualités, avec beaucoup d'entrain, mais superficiellement. L'Impératrice, que j'ai loisir d'observer, me paraît assez vieillie, depuis notre dernière rencontre. Dans quinze jours, elle comptera quatre-vingts ans! La raideur de ses mouvements s'est accentuée; son visage s'est amaigri. Elle n'a cependant rien perdu de sa prestance; sa taille n'a pas fléchi d'une ligne; ses yeux, soulignés de noir, conservent leur éclat dur; sa parole est restée claire, sonore, prompte et martelée.

Après le déjeuner, elle se retire quelques instants, sous le prétexte de nous laisser fumer un cigare, Walewski et moi.

— Dans un quart d'heure, me dit-elle gaîment, je reviens vous prendre et je ne vous laisserai plus aucun répit.

A peine mon cigare consumé, je la vois reparaître dans le salon, coiffée d'un grand chapeau noir, les mains gantées, une ombrelle entre les doigts, un plaid sur les épaules. S'appuyant à mon bras, elle me conduit au jardin qui descend vers la mer.

L'après-midi est radieux et tiède comme une matinée de juin. Sous le ciel, d'un azur laiteux, l'atmosphère a des vibrations exquises. Dans les entours immédiats de la maison, des milliers de fleurs jaunes, bleues, roses, blanches, mauves, écarlates, frémissent au soleil. Dans le reste du parc, c'est la végétation plus sévère des cyprès, des pins, des chênes, des lauriers, des acanthes, des cistes, des mahonias et des myrtes.

Nous atteignons ainsi, lentement, une terrasse étroite qui

borde le rivage. Des fauteuils y sont installés, dans un hémicycle, à l'abri d'un bosquet.

— Asseyons-nous là, me dit-elle. C'est mon coin préféré; je ne me lasse pas de contempler ce décor.

Devant nous, la côte et ses promontoires se développent jusqu'au delà de Monaco et du cap Ferrat, jusqu'à l'extrême pointe d'Antibes. La pureté de l'air, la profondeur lumineuse des horizons, la respiration tranquille des flots communiquent au paysage une incomparable noblesse.

Immédiatement et sans aucun préliminaire, l'Impératrice commence, d'un ton résolu :

— Voilà déjà longtemps que je voulais m'expliquer avec vous sur la guerre de 1870, particulièrement sur le rôle qu'on m'y attribue. Mais j'attendais l'occasion de vous recevoir ici, dans cette demeure où je me sens tout à fait moi-même, où j'ai tant de fois interrogé ma conscience. Vous vous rappelez la belle pensée de Shakspeare, dans *Hamlet* :

This above all : to thine ownself be true.
And it must follow, as the night the day,
Thou canst not then be false to any man.

« Avant tout, sois véridique envers toi-même. Et, aussi infailliblement que la nuit succède au jour, il s'ensuivra que tu ne pourras mentir à personne... » Ces beaux vers, je les ai pris depuis longtemps pour devise. C'est donc l'absolue vérité que je vais vous dire, la vérité que j'attesterais devant Dieu.

Puis, rejetant le plaid qui lui couvre les épaules comme pour avoir le geste de ses mains plus libres, elle continue :

— Vous m'aviez recommandé, l'an dernier, de lire l'ouvrage de M. de La Gorce sur *le Second Empire*. Les deux volumes, qui ont été récemment publiés, racontent l'incident Hohenzollern, les débuts de la guerre et la révolution du Quatre-Septembre. Mais, avant d'aborder cette lecture, j'ai tenu à savoir ce que l'auteur pensait de ma responsabilité dans nos désastres, s'il m'accusait, lui aussi, d'avoir provoqué cette funeste guerre, d'en avoir fait *ma guerre*. Eh bien! l'on m'a dit que M. de La Gorce avait maintenu l'accusation. Alors, je n'ai pas eu le cœur de lire son ouvrage, malgré le ton respectueux dont je sais qu'il ne s'est jamais départi... C'est à M. Thiers que revient la paternité de l'odieuse légende : il

s'est permis d'affirmer que, le 23 juillet 1870, recevant à Saint-Cloud le premier secrétaire de notre ambassade à Berlin, Lesourd, qui venait de notifier à Bismarck la déclaration de guerre, je lui avais dit : « Cette guerre, c'est moi qui l'ai voulue; *c'est ma guerre!...* » Or, jamais, vous m'entendez, *jamais* cette parole sacrilège ni aucune autre analogue n'est sortie de ma bouche! D'ailleurs, plus tard, j'ai fait interroger Lesourd : il a loyalement reconnu, dans une lettre dont je possède l'original, que je ne me suis jamais vantée à ses yeux d'avoir déchaîné la guerre. Je vous supplie de ne pas oublier ma protestation et de la répandre, lorsque j'aurai quitté ce triste monde.

— Je n'y manquerai certes pas... Oserai-je pourtant vous demander une précision?

— Demandez-moi toutes les précisions que vous voudrez; je n'ai rien à vous cacher... Mais faisons mieux. Vous allez me dire, avec franchise, quels sont les faits qui vous paraissent engager le plus gravement la responsabilité du régime impérial dans la guerre de 1870. Et je m'expliquerai sur chaque point. Ce ne sera pas un plaidoyer; car je n'essaierai pas de vous dissimuler nos erreurs et nos fautes, les miennes surtout : ce sera la vérité entière. Allez! Je vous écoute.

Après une minute de réflexion où je rassemble mes souvenirs, j'énumère les griefs capitaux que l'on est en droit de formuler contre le régime impérial pour sa politique de juillet 1870 : — 1° Les défauts de notre organisation militaire nous interdisaient de régler par les armes notre querelle avec la Prusse. — 2° La situation diplomatique de l'Europe ne nous permettait d'escompter aucune alliance. — 3° La guerre aurait pu être honorablement évitée, si les négociations qui l'ont précédée avaient été conduites avec moins de jactance et plus de sang-froid. — 4° L'Empereur n'aurait pas dû assumer les fonctions de généralissime, parce qu'il était, moralement et physiquement, incapable de les exercer.

Le torse rigide, les mains crispées, les prunelles ardentes, l'Impératrice écoute mon réquisitoire sans m'interrompre une seule fois. Quand j'ai terminé :

— Merci, me dit-elle, de m'avoir parlé aussi franchement. Je vais répondre à tous vos griefs...

Sur le premier point, elle allègue, pour excuse, que les

défauts de notre organisation militaire ne se sont révélés, dans leur effrayante gravité, qu'après l'entrée en scène de l'armée allemande :

— Je vous assure que, jusqu'alors, l'armée française était considérée par tous les Français et même par les adversaires de l'Empire, comme la première armée du monde. Que nous dussions être vainqueurs, cela ne faisait aucun doute et pour personne. On admettait cependant que la lutte serait assez rude. Le Bœuf, Canrobert, Ducrot, Vaillant, Frossart, Bourbaki, Lebrun, Galliffet nous garantissaient la victoire... et quelle victoire! Je crois encore les entendre me dire, à Saint-Cloud : « Jamais notre armée n'a été dans un plus bel état, mieux pourvue, mieux aguerrie!... Sur vingt chances, nous en avons au moins dix-neuf pour nous!... Notre offensive au delà du Rhin sera tellement foudroyante qu'elle coupera l'Allemagne en deux et nous ne ferons qu'une bouchée de la Prusse; nous saurons bien retrouver le chemin d'Iéna!... » Voilà ce qu'on ne cessait de répéter autour de moi, pendant la semaine tragique. Et vous n'admettriez pas que j'en eusse été impressionnée?

Elle s'arrête, une seconde, pour reprendre haleine. J'objecte avec timidité :

— Il y avait pourtant quelqu'un, madame, quelqu'un très haut placé, qui ne partageait pas cet optimisme.

— Et qui donc?

— L'Empereur... Il connaissait mieux que personne l'insuffisance de nos préparatifs militaires. L'appui chaleureux qu'il avait accordé au programme réformateur du maréchal Niel, les conférences d'état-major qu'il tint secrètement à Compiègne dans l'automne de 1869, enfin l'attention minutieuse qu'il prêta aux fameux rapports du colonel Stoffel sur l'entraînement de l'armée prussienne, tout ce travail persistant de son esprit démontre qu'il mesurait, avec une clairvoyance parfaite, l'écrasante supériorité des forces allemandes... Je ne m'explique pas, d'ailleurs, qu'avec une aussi claire vision du péril prochain, il ait laissé le ministère Émile Ollivier offrir au Corps législatif, comme don de joyeux avènement, une réduction de 10 000 hommes sur le contingent annuel.

D'une voix cinglante, elle riposte :

— Cela, c'est la beauté du régime parlementaire! Avant

tout, les intérêts électoraux ; même avant l'intérêt national !... Et puis, n'oubliez pas que l'Empereur venait de renoncer au gouvernement personnel et de rétablir l'autorité politique des Chambres : il n'avait donc plus le droit de contrecarrer ses ministres. Du reste, s'il en avait eu le droit, il n'en aurait pas eu la force. Au moment où le Corps législatif commettait l'impardonnable faute de réduire notre contingent (trois mois juste avant la guerre !), mon pauvre mari se débattait dans une crise néphrétique, la crise la plus longue et la plus atroce dont il eût encore souffert ; il était comme anéanti.

Quand elle articule ces derniers mots, le timbre de sa voix se fêle un peu ; je devine que les larmes ne sont pas loin. Mais, promptement, elle se ressaisit :

— Maintenant, poursuit-elle, passons à votre deuxième reproche. Selon vous, la situation diplomatique de l'Europe aurait dû nous interdire de compter sur aucune alliance... Vous avez raison : nous nous sommes trompés lourdement. Je ne veux pas mettre en cause nos diplomates ; l'Empereur ne l'eût pas toléré. Mais j'ai le droit de dire que les séduisantes paroles de Metternich et de Nigra furent pour beaucoup dans notre aveuglement. J'admets, du reste, qu'ils étaient sincères. Quant au point de savoir s'il nous aurait suffi d'abandonner Rome aux Italiens pour obtenir la coopération militaire de l'Autriche et de l'Italie, vous vous rappelez que nous en avons déjà discuté (1). Je n'y reviendrai donc pas... Pour en finir avec cette question des alliances, je voudrais ouvrir une parenthèse. J'ai lu naguère, dans un journal français, que la République a su se créer contre l'Allemagne tout un système d'alliances, tandis qu'au mois de juillet 1870, l'Empire s'est trouvé complètement isolé en Europe. Ne m'en veuillez pas de ce que je vais vous dire. Et puis, n'est-ce pas ? il est convenu que nous nous parlons à cœur ouvert. Si, en 1870, les puissances européennes ont refusé de nous secourir, c'est qu'alors notre prestige leur inspirait de la crainte ; elles s'imaginaient, toutes, qu'elles gagneraient quelque chose à notre abaissement. Elles n'ont pas tardé à s'apercevoir de leur méprise. Aujourd'hui, la France ne leur paraît plus dangereuse : elle leur paraît inoffensive et nécessaire... Je vais plus loin encore : je prétends que, si l'on

(1) Voir l'entretien du 22 juillet 1903.

ne nous avait pas détrônés le 4 septembre, nous serions certainement parvenus à reconstituer la personnalité collective de l'Europe et à la dresser contre l'Allemagne. Cette honteuse révolution, — je la déclare « honteuse», non parce qu'elle s'est faite contre nous, mais parce qu'elle s'est faite *devant l'ennemi*, — eh bien ! cette révolution criminelle a ruiné, en un jour, l'autorité morale de notre diplomatie. Malgré nos désastres, on aurait dû nous maintenir au pouvoir, nous laisser terminer la guerre. Après, on nous aurait demandé tous les comptes que l'on aurait voulus. Je vous le répète : sans l'aberration du Quatre-Septembre, l'Allemagne aurait bientôt vu l'Europe se dresser devant elle.

Je n'ai pas le cœur d'enlever à l'Impératrice une aussi consolante illusion ; mais son hypothèse n'est pas soutenable. Par le fait seul que Napoléon III était captif et notre dernière armée bloquée dans Metz, la diplomatie impériale avait perdu tout son crédit. L'Autriche et l'Italie se congratulaient d'avoir éludé notre alliance ; Victor-Emmanuel s'écriait, avec son gros rire : « Ah ! nous l'avons échappé belle ! »... L'Angleterre, gouvernée par le puritain Gladstone, n'était pas remise encore de l'indignation qu'elle venait d'éprouver en apprenant que Napoléon III avait sollicité de Bismarck la permission de conquérir la Belgique. Enfin, la Russie, clandestinement alliée à la Prusse, et nous conservant d'ailleurs une tenace rancune pour notre attitude équivoque dans la question polonaise, voyait approcher avec joie l'heure de reviser le traité de Paris. Après Sedan, les ressources militaires de la France n'étaient pas complètement épuisées ; mais elle ne gardait plus un seul atout diplomatique.

Cependant, l'Impératrice aborde le troisième de mes reproches : « La guerre aurait pu être honorablement évitée, si les négociations qui l'ont précédée avaient été conduites avec moins de jactance et plus de sang-froid. »

— Exposez-moi vos idées là-dessus, me dit-elle. C'est une question qui est de votre compétence, de votre métier. A ce point de vue, quelles sont vos critiques ?

— Tout d'abord, madame, la procédure diplomatique me paraît avoir été mal engagée. Dès la première heure, on prend le ton comminatoire, on enflamme l'opinion publique. La déclaration ministérielle, que le duc de Gramont vient lire, le

6 juillet, devant le Corps législatif, semble sonner la charge : « Nous ne tolérerons pas qu'une puissance étrangère place un de ses princes sur le trône de Charles-Quint. S'il en était ainsi, nous saurions accomplir notre devoir sans hésitation comme sans faiblesse. » Et, dans un sursaut d'enthousiasme, tous les députés se lèvent en criant : « C'est la guerre! C'est la guerre! » Émile Ollivier lui-même a constaté, pendant la séance, que la déclaration ministérielle retentissait comme une déclaration de guerre. Par cet ultimatum initial, les ministres de l'Empereur ont coupé les ponts derrière eux: ils se sont mis dans l'impossibilité de reculer ou même de transiger sans se couvrir de honte. Diplomatiquement, c'est une grande faute de manœuvre : on ne commence pas une négociation par un défi.

Elle m'interrompt d'une voix frémissante :

— Reculer, transiger, nous ne le pouvions pas; nous aurions soulevé contre nous le pays tout entier!... On accusait déjà notre faiblesse; un mot terrible arrivait jusqu'à nous : « La candidature Hohenzollern, c'est un second Sadowa qui se prépare!... » Oh! ce nom de Sadowa! Depuis quatre ans, nos adversaires acharnés, orléanistes, légitimistes, républicains, ne se lassaient pas de nous le lancer à la tête. Chaque jour, ils reprenaient leur odieux refrain; chaque jour, ils ravivaient notre blessure, comme on retourne le couteau dans une plaie. A force d'agiter le fantôme de Sadowa, ils avaient fini par faire croire à toute la France qu'en 1866, nous lui avions infligé une honte impardonnable, une honte comme elle n'en avait pas connu depuis Rosbach... Voilà ce qu'il faut vous rappeler, quand vous jugez notre politique de juillet 1870. Nous ne pouvions pas exposer l'Empire à un deuxième Sadowa; il n'y eût pas résisté.

— C'est pourquoi la déclaration ministérielle du 6 juillet me semble si maladroite : elle surexcitait le sentiment national, tandis qu'elle aurait dû ne viser qu'à le contenir.

Mais je n'insiste pas et je poursuis :

— Par une chance inespérée, voici que, le 12 juillet, le prince Antoine de Hohenzollern notifie au maréchal Prim qu'il retire la candidature de son fils au trône d'Espagne. Le prince Antoine a-t-il obéi aux conseils du roi Guillaume? C'est vraisemblable. Mais peu importe. La candidature provocatrice

est retirée ; l'essentiel est obtenu ; l'honneur de la France est sauf. C'est donc un succès à notre actif, un bruyant échec pour Bismarck. On assure que l'Empereur en a ressenti une vive joie.

L'Impératrice me le confirme par un signe de tête ; j'observe pourtant qu'elle ne me dit pas ce qu'elle a ressenti elle-même. Je continue :

— J'ai eu la curiosité de consulter, aux archives du quai d'Orsay, le dossier de l'incident Hohenzollern ; j'ai voulu tenir en main toutes les pièces de la négociation. Eh bien ! madame, quand je suis arrivé à la date du 12 juillet ; quand j'y ai vu Gramont rouvrir brusquement notre querelle avec la Prusse en déclarant que le retrait de la candidature Hohenzollern ne nous suffisait pas et que nous devions exiger du roi Guillaume l'engagement qu'elle ne serait plus jamais posée ; quand j'ai lu, à cette date du 12 juillet, 7 heures du soir, le télégramme qui prescrivait à notre ambassadeur, Benedetti, de faire connaître au Roi notre exigence nouvelle, alors, je n'ai pas compris.

Elle m'arrête, d'un ton sec :

— Qu'est-ce que vous n'avez pas compris ?

— Je n'ai pas compris et je ne comprends pas que, lorsqu'on vient d'échapper à un effroyable péril, on s'y rejette, de son plein gré, comme on se jetterait dans un précipice !... D'ailleurs, je sais que je touche là un point d'histoire, où l'on prétend que le rôle personnel de Votre Majesté fut considérable et même décisif. J'écouterai donc avec reconnaissance tout ce qu'Elle voudra bien me dire ; je ne me permets plus de La questionner.

Dardant sur moi la flamme subite de ses yeux, elle prononce, avec une courageuse hauteur :

— Oui, j'ai pleinement approuvé Gramont, je l'ai même appuyé de toutes mes forces, quand il est venu nous dire : « Notre différend avec la Prusse ne peut pas se terminer par un simple retrait de la candidature Hohenzollern. C'est une satisfaction dérisoire. L'opinion française ne s'en contenterait pas ; elle nous reprocherait, avec raison, de nous être laissé jouer par Bismarck. Du reste, je viens d'apprendre que la droite du Corps législatif va nous interpeller sur les garanties que nous avons exigées du roi Guillaume pour que nous ne soyons plus exposés à voir un prince allemand régner à Madrid. Si nous ne

les obtenons pas, ces garanties indispensables, c'est la France abaissée, bafouée devant l'Europe; c'est, dans tous les cœurs francais, une explosion de colère contre l'Empereur; c'est la fin de l'Empire... » Cela se passait à Saint-Cloud, le 12 juillet, vers cinq heures du soir, dans un conseil tenu par l'Empereur, moi et Gramont. L'Empereur n'a fait aucune objection.

Quand elle prononce le mot de *conseil*, c'est le mot de *conciliabule* que je crois entendre. Et je songe avec stupeur qu'une affaire aussi grave, — puisqu'il n'y allait de rien moins que de l'avenir national, — fut délibérée subrepticement, comme une intrigue de cour, en présence d'un seul ministre, en cachette de tous les autres. Évidemment, la conversion de Napoléon III au parlementarisme laissait encore à désirer; il restait conspirateur jusqu'au fond de l'âme.

Ayant soufflé une minute, l'Impératrice reprend :

— J'étais convaincue depuis longtemps que nous étions engagés dans une voie funeste, que l'Empire libéral nous menait aux abîmes, à la révolution, à la pire des révolutions, celle qui emporta Louis-Philippe, la révolution du mépris.. Non, après Sadowa et le Mexique, nous ne pouvions plus soumettre la fierté nationale à une nouvelle épreuve. Il nous fallait une revanche. Vous m'objecterez peut-être, — car je connais l'objection, — que l'Empire seul était en cause et non la France; mais Dieu m'est témoin que, dans mon esprit, je ne séparais pas la France de l'Empire; je ne concevais pas la grandeur et la prospérité françaises en dehors du régime impérial. Et puisque la santé de mon mari devenait si inquiétante, je devais surtout me préoccuper de transmettre à notre fils une puissance intacte : c'est par lui que se ferait le rajeunissement des institutions napoléoniennes. Voilà pourquoi j'ai appuyé de toutes mes forces la proposition de Gramont.

Je me risque à demander :

— Au cours de cette discussion, a-t-on envisagé que la réouverture de notre polémique avec la Prusse entraînerait presque inévitablement la guerre?

— Non... Nous n'avons délibéré que sur la nécessité de mettre fin aux machinations offensantes de Bismarck. Nous ne souhaitions pas la guerre; nous n'en recherchions ni l'occasion ni le prétexte; mais nous ne la craignions pas non plus; car, je vous le répète, notre armée nous semblait invincible et

nous comptions sur de fortes alliances... Oh! trois jours plus tard, quand Bismarck nous a souffletés au visage avec la dépêche d'Ems; quand il a voulu faire croire à l'Europe que le roi Guillaume avait dédaigneusement éconduit notre ambassadeur, il ne pouvait plus être question de sauver la paix. Nous étions sous le coup d'une insulte directe, brutale, mortifiante. Nous devions relever le gant! Nous n'avions plus le choix qu'entre la guerre et le déshonneur!... Je pense que, sur ce point, vous ne me contredirez pas.

— Hélas! madame, cette fois encore, je ne peux souscrire à l'opinion de Votre Majesté.

Elle tressaille :

— Comment!... Vous estimez que, sous le coup d'un pareil outrage, nous n'étions pas dans l'obligation absolue d'appeler la France aux armes?

— Je crois que, même à cette date, la catastrophe aurait pu être conjurée, si la manœuvre diplomatique avait été conduite moins fébrilement... Que Bismarck, en publiant et falsifiant la dépêche d'Ems, nous ait lancé au visage une insulte grossière; qu'il ait voulu, par cette insulte, nous obliger à tirer l'épée, afin de pouvoir ensuite rejeter sur nous l'initiative et la responsabilité de la rupture, cela ne fait aucun doute. Mais pourquoi s'est-on prêté à son jeu?... Le piège était visible. Pourquoi s'y est-on précipité?... Pourquoi cette hâte à déclarer solennellement la guerre, devant les Chambres, le 15 juillet?

— Et que pouvait-on faire encore?

— Il fallait demander à notre ambassadeur si, réellement, le roi Guillaume lui avait fermé l'accès de sa porte. La réponse de Benedetti aurait aussitôt démontré l'imposture de Bismarck et les véritables desseins de la Prusse. Quel argument pour nous, devant les chancelleries européennes, devant le monde entier!... On aurait ainsi évité la guerre; on l'aurait ajournée, du moins, ce qui nous eût laissé le temps d'accroître nos forces militaires et de nous procurer des alliances.

Elle m'arrête, nerveusement :

— Non, non!... La guerre ne pouvait plus être évitée... Vous ne vous figurez pas l'élan de patriotisme qui soulevait alors toute la France. Paris même, jusque-là si hostile à l'Empire, se montrait admirable d'enthousiasme, de confiance

et de résolution : sur les boulevards, des foules délirantes ne se lassaient pas de crier : « A Berlin !... A Berlin !... » Non ! je vous l'assure : aucune force humaine ne pouvait plus empêcher la guerre.

Elle se tait un instant, absorbée dans une méditation obscure, les yeux mi clos. Puis, s'étant passé la main sur le front, d'un geste rapide, elle reprend :

— Il nous reste un dernier point à traiter. Vous m'avez dit, n'est-ce pas ? que l'Empereur n'aurait pas dû s'attribuer les fonctions de généralissime, parce que, moralement et physiquement, il était incapable de les remplir. Je vous sais gré d'avoir posé la question ; je vais pouvoir ainsi vous mettre en mesure de réfuter, le cas échéant, une des calomnies les plus injurieuses qu'on ait lancées contre moi...

« Donc, voici de quoi je suis incriminée. Le 2 juillet 1870, le professeur Germain Sée fut appelé en consultation à Saint-Cloud. Son rapport, dont moi seule j'aurais eu connaissance, m'aurait révélé que l'Empereur souffrait de la pierre, ce que tout le monde ignorait encore ; j'y aurais appris également que désormais il était incapable de monter à cheval et même de supporter la moindre fatigue physique. J'aurais aussitôt caché ce rapport, sans l'avoir montré à personne. Quelques jours plus tard, la guerre éclatait. Malgré le terrible secret dont j'étais seule dépositaire, j'aurais insisté opiniâtrement auprès de mon mari pour le déterminer à prendre le commandement supérieur des armées. Quel était mon but ?... Mon but, c'était d'abord de me faire nommer régente, dès l'ouverture des hostilités. Mais cela ne pouvait suffire à mon ambition. La régence immédiate n'était pour moi que le préambule d'un dessein plus vaste, un dessein machiavélique et sinistre. Je me serais dit : « L'Empereur ne résistera pas longtemps au surmenage qu'il va s'imposer. Avant peu, ses forces le trahiront. S'il est obligé d'avouer son impotence physique, c'est, d'une manière ou d'une autre, l'abdication. S'il se cramponne à son commandement, c'est la mort. Dans les deux cas, c'est mon règne à moi, jusqu'à la pleine majorité de mon fils. » Tel est le monstrueux dessein que j'aurais conçu, dans les bas-fonds de mon âme. Vraiment, Agrippine et Lady Macbeth n'auraient pas fait mieux !...

« Et maintenant, voici la vérité. Oui, je savais l'Empereur malade. Mais j'ignorais totalement la nature exacte de son

mal. Les médecins eux-mêmes ne la connaissaient pas ; ou, du moins, ils ne réussissaient pas à s'entendre sur le diagnostic. Quant à la consultation du professeur Germain Sée, il l'avait remise, dans une enveloppe cachetée, au premier médecin de l'Empereur, notre vieil ami, le docteur Conneau, qui n'a pas cru devoir me la montrer. A-t-il eu raison, a-t-il eu tort ? C'est une autre affaire. Toujours est-il que l'enveloppe n'a été ouverte qu'après la mort de mon mari, en 1873... Dans cette consultation, tous les symptômes, que je connaissais depuis longtemps, spasmes vésicaux, tenaillements des reins, hématuries fréquentes, etc., sont énumérés avec soin et leur origine est attribuée à un calcul de la vessie. Mais les autres médecins consultants, Nélaton, Ricord, Fauvel, Corvisart et Conneau, n'ont pas ratifié complètement cette opinion : ils ne se sont accordés que sur un point, c'est qu'il fallait s'abstenir de toute intervention locale. Conneau, qui adorait mon mari et qui m'était profondément dévoué, ne m'a parlé que de rhumatisme et de cystite. Bien plus, il ne m'a témoigné aucune inquiétude particulière, quand l'Empereur a pris les fonctions de généralissime.

« Néanmoins, comme j'étais désolée de le voir, par instants, souffrir aussi cruellement, j'avais eu soin de faire mettre dans ses bagages tous les remèdes, tous les calmants, tous les appareils, toutes les ressources, dont la médecine disposait, à cette époque, pour les affections vésicales. Il n'en eut malheureusement que trop besoin ; car, dès son arrivée à Metz, il fut pris de lancinations atroces, qui ne lui laissèrent plus de répit. Bientôt, les tortures morales s'y ajoutèrent. Son existence fut dès lors un martyre... Quelle pitié, mon Dieu !.. N'est-ce pas, vous me promettez qu'un jour, quand je ne serai plus, vous raconterez tout cela ?

Pendant que je réponds à cette douloureuse effusion par quelques phrases compatissantes, une anecdote que je tiens de la princesse Mathilde se rappelle à moi soudain. Quelques jours après la déclaration de guerre, donc vers le 20 juillet, la Princesse était allée voir l'Empereur à Saint-Cloud. Il la reçoit dans son cabinet de travail, la mine terreuse, les paupières boursouflées, le regard éteint, les jambes vacillantes, le buste affaissé. Avec la rude franchise dont elle ne se départait envers n'importe qui, elle lui demande : « Est-ce vrai que tu prends

le commandement de l'armée? — Oui. — Mais tu n'es pas en état de le prendre! Tu ne peux plus monter à cheval! Tu ne peux même pas supporter les trépidations d'une voiture! Comment feras-tu, un jour de bataille?... » Il lui répond d'une voix molle : « Tu exagères, ma chère amie... Tu exagères. — Mais non, je n'exagère pas... Regarde-toi dans une glace! — Oh! c'est vrai. Je ne suis pas beau, je ne suis pas fringant! » Et, comme elle insiste courageusement, il fait, de la main, un geste de fatalisme résigné.

Tandis que j'évoque en moi ce dialogue significatif, l'Impératrice s'absorbe de nouveau dans une méditation obscure. Penchée en avant, les coudes appuyés aux genoux, elle trace machinalement, avec le bout de son ombrelle, des lignes sur le sable. De temps à autre, elle hoche la tête. Me rappelant son âge et craignant que ce pénible entretien ne l'ait épuisée, je lui propose de rentrer à la maison. Elle n'accepte pas.

— Tenez, me dit-elle après un long mutisme et comme si elle poursuivait tout haut son discours intérieur... Tenez, voici encore un souvenir affreux qui me revient. C'est au sujet du Prince impérial. Dès que la guerre a éclaté, je l'ai envoyé se battre. Je vous jure que j'avais fait le sacrifice de sa vie ; je l'ai offerte en holocauste à Dieu, pendant la dernière messe que j'ai entendue à Saint-Cloud, avec mon mari et mon fils, le matin de leur départ pour le Quartier Général, et que notre grand aumônier, l'archevêque de Paris, Mgr Darboy, était venu célébrer... Je ne doutais pas qu'il ne fût brave, le cher petit! Mais enfin, il avait quatorze ans! Je pouvais craindre, je devais craindre qu'il ne s'émût un peu, la première fois qu'il entendrait siffler des balles. J'avais donc recommandé à ses deux officiers d'ordonnance de toujours se tenir près de lui... C'est à Sarrebrück, le 2 août, qu'il a reçu le baptême du feu. Dans la soirée, l'Empereur me télégraphie : *Je suis heureux de t'apprendre que Louis a été d'un sang-froid admirable. Il avait l'air de se promener au Bois de Boulogne. Une fois même, il a tranquillement ramassé une balle qui venait de tomber à ses pieds. Des soldats de la Garde ont pleuré, en le voyant si calme.* Je finissais à peine de lire cette dépêche, quand Émile Ollivier entre : « Il faut publier cela, s'écrie-t-il. L'effet sur l'opinion sera prodigieux !... » Hélas! L'opinion!... Un immense éclat de rire!.... Quelle indignité! Quelle vilenie! Que j'ai souffert

alors!... Et qu'il a souffert, lui aussi, le pauvre enfant, plus tard, quand il a su comme on s'était moqué de lui! Jusqu'à son dernier jour, ces moqueries l'ont obsédé... En voulez-vous la preuve? Parmi les papiers qu'on a trouvés dans son portefeuille, sur sa poitrine, lorsqu'il est tombé là-bas, chez les Zoulous, il y avait un petit imprimé, roulé comme une cigarette. C'était l'article d'un journal parisien, qui le ridiculisait en rappelant « la balle de Sarrebrück » !

Depuis quelques minutes, sa voix tremble. Soudain, les larmes inondent ses yeux. Je lui prends la main, silencieusement.

Le soleil est déjà très bas sur l'horizon ; je n'ai aucun autre indice de l'heure. Devant nous, la côte escarpée se voile de pourpre et d'or ; la mer immobile est irisée comme une opale Dans ce noble décor, l'image de l'Impératrice octogénaire, courbée sous le poids de ses afflictions, m'apparaît d'une grandeur symbolique. Je songe aux princesses fatales de la tragédie grecque, les Hécube, les Atossa ; je me figure le chœur, dissimulé derrière notre hémicycle, sous les cyprès et les pins, déclamant quelque aphorisme eschylien, tel que celui-ci . « Toute faveur humaine provoque la jalousie et la vengeance des dieux. »

Quand elle a repris son calme, je lui propose, à nouveau, de regagner la maison, tout en m'excusant de violer ainsi les règles sacro-saintes de l'étiquette.

— Non, me dit-elle. Accordez-moi quelques minutes encore. Je ne veux pas qu'on me voie rentrer avec des yeux rouges.

Mais nous entendons un pas sur le gravier. Piétri s'approche respectueusement :

— L'Impératrice sait-elle que le thé est servi ?

— Comment, le thé est servi? Mais quelle heure est-il donc?

— Six heures moins le quart.

Ainsi notre conversation a duré quatre heures !

Pendant que Piétri s'éloigne, l'Impératrice, appuyée sur mon bras, me ramène avec lenteur vers la maison. Par instants, nous nous arrêtons pour admirer le paysage qui se décolore et s'évanouit mélancoliquement.

Au pied d'un talus, elle abandonne mon bras et se penche,

non sans peine, sur une bordure de myosotis. Ayant cueilli quelques brindilles, elle me les offre :

— Acceptez ces fleurs en souvenir de moi, en souvenir aussi du bien que vous m'avez fait et de tout ce que vous m'avez promis... Ne m'oubliez pas !

Quand je quitte le Cap Martin pour rentrer à Nice, la nuit est venue. Çà et là, des voiles de brume traînent sur la mer, comme de grandes écharpes dénouées. Lentement, l'une après l'autre, les constellations s'allument. Et, dans un ciel d'améthyste, la Voie lactée dessine ses méandres pâles.

Seul, en automobile, je réfléchis à la courageuse et navrante confession que je viens d'entendre. « Ce ne sera pas un plaidoyer, m'avait dit l'Impératrice au début de l'entretien; je n'essaierai pas de vous dissimuler nos erreurs et nos fautes, surtout les miennes; ce sera l'entière vérité, la vérité que j'attesterais devant Dieu... » Elle s'est tenu parole, avec une franchise intrépide, sans la moindre équivoque, sans le moindre subterfuge, sans récriminer contre personne. De tels aveux supposent, dans l'âme, une noblesse et une fierté peu communes. J'imagine que, même aux plus belles heures de l'Empire, même dans les cérémonies étincelantes où elle avait le diadème au front, l'Impératrice n'était pas si majestueuse.

MAURICE PALÉOLOGUE.

(*A suivre.*)

L'EXTENSION PROGRESSIVE DE PARIS

Paris souffre de pléthore. L'entassement de la population dans un espace restreint soulève des problèmes ardus; l'air et la lumière font défaut aux Parisiens, et la santé publique s'en ressent; la circulation est engorgée : c'est une gêne et un danger. Si l'on n'y prend garde, les mêmes maux atteindront la banlieue; en attendant qu'on étudie de plus près la question, il importe de secouer notre inertie, car l'imprévoyance ménagerait des surprises et des regrets impuissants.

Je me propose dans les pages qui vont suivre, après un rapide regard sur le Paris de Louis XIV, d'indiquer les transformations que la ville a subies depuis le Second Empire et de rechercher ce qu'il adviendra de l'agglomération parisienne dans quelques dizaines d'années.

VIEUX PARIS

A la fin de la Fronde, l'édilité était en souffrance depuis des siècles. Pour donner une idée de cette ville de 500 000 âmes, j'emprunte ces quelques traits à un vieil auteur. Le pittoresque y abonde.

« C'était un millier de rues ou ruelles aux noms baroques, sombres, étroites, qui serpentent entre des murs déjetés. C'est un écheveau embrouillé de culs-de-sac, de boyaux, de degrés en casse-cou. Posées de guingois, maintes bâtisses ventrues, coiffées de leurs pignons gothiques risquaient d'écraser de leur

poids les arcades surbaissées des boutiques. Les eaux de cuisine croupissaient avec les ordures dans le milieu de la chaussée. Pas de trottoirs. Il fallait se garer sous les portes cochères, derrière les bornes plantées çà et là. Les jours de pluie, l'égout des toits rejaillissait en cascade sur le dos des passants. Comme pavés, des blocs de grès, inégaux et glissants où rebondissaient lourdement les roues des carrosses; des bœufs affolés beuglant, poussés dans les tueries, répandaient leur sang et leurs entrailles dans la boue de la rue. » On comprend que Louis XIV ait préféré le séjour de Versailles.

Le centre de Paris, c'était le Pont-Neuf avec ses bateleurs, ses chanteurs, ses singes savants. A cheval sur le petit bras de la Seine, en face de Notre-Dame se dressait le hideux Hôtel-Dieu dont j'ai vu encore, il y a soixante-dix ans, les ruines lépreuses.

L'Université, avec sa population turbulente, les abbayes du Temple, de Saint-Martin et de Saint-Germain et leurs vastes territoires, étaient des lieux d'asile pour les malandrins qui s'y donnaient rendez-vous : car elles étaient placées sous la juridiction jalouse du recteur ou de l'abbé. Enfin le pourtour de la fontaine des Saints Innocents, n'était rien d'autre qu'un charnier à ciel ouvert. On dit pourtant qu'en dépit de la pestilence, c'était là que modistes et écrivains publics rédigeaient les billets galants.

Il fallait un Hercule pour nettoyer ces étables. Louis XIV eut la main heureuse. Il prit parmi ses maîtres de requêtes un homme de talent, La Reynie, qui se mit courageusement à la tâche et s'attaqua tout d'abord au repaire de la Truanderie, le pays de Bohême où jamais chevalier du guet ne s'était aventuré

La Cour des Miracles, ainsi nommée parce que les aveugles y recouvraient la vue, les boiteux y retrouvaient leurs jambes et les infirmes y déposaient le soir leurs pustules postiches et leurs emplâtres, était un vaste enclos au cœur de Paris, où, à l'abri de solides murailles, mendiants, escarpes et autres gueux, aussi fiers de leurs haillons que de leurs privilèges, bravaient les lois et les rois.

Après trois assauts infructueux, La Reynie fit ouvrir la brèche; puis un hérault signifia aux rebelles qu'ils avaient deux heures pour vider les lieux, passé quoi, les douze derniers seraient infailliblement pendus. L'avis était clair et sans

réplique. L'armée loqueteuse plia bagage et comme les petits de l'alouette,

Voletant, se culebutant,
Délogèrent tous sans trompette.

Derrière eux, vinrent les démolisseurs qui aplanirent le sol et assainirent le cloaque. C'est là que passent aujourd'hui la rue du Caire et la rue du Nil.

Longtemps après La Reynie, Lenoir fit comme lui de bonne besogne. Il assainit les hôpitaux, les prisons et les geôles dont l'air était empoisonné. Il créa le Mont de Piété et la Halle aux Blés. Par ses soins, l'éclairage fut moins parcimonieusement mesuré. Jusque-là, les jours de lune, sur la foi du calendrier, on n'allumait pas les lanternes. Ce qui faisait dire que les lanternes comptaient sur la lune, la lune sur les lanternes et que le plus clair, c'est qu'on n'y voyait rien. Lenoir survit encore dans la mémoire du peuple.

Enfin de Crosnes combla le Charnier des Innocents. C'était le quinzième lieutenant de police depuis La Reynie; il en clôt la liste. Il monta sur l'échafaud au bras de son ami d'Estaing, notre glorieux chef d'escadre, et comme celui-ci le précédait sous la lunette : « Nous allons nous retrouver bientôt », dit-il simplement.

LE PARIS DE M. HAUSSMANN

Arrivons au Second Empire.

Je n'ai pas à décrire ici, je l'ai fait ailleurs, cette brillante société, enrichie par les traités de commerce, ces gros bourgeois, fiers de leurs équipages comme leurs femmes l'étaient de leurs toilettes. A une société nouvelle, il fallait un cadre nouveau. La baguette d'un magicien allait faire, « d'une ville de briques, une cité de marbre ». Haussmann donna l'impression qu'il préparait l'hégémonie de Paris pour des siècles.

Ce n'est pas que, sous le premier Empire et sous Louis-Philippe, on n'ait amorcé quelques grandes voies, comblé quelques cloaques, rasé des masures par centaines et commencé la toilette de la grande ville. Mais le démolisseur était resté la pioche en l'air, l'argent et l'esprit de suite avaient fait défaut.

C'est Haussmann qui eut le mérite de « transfigurer Paris ».

Le mot est de lui, comme la chose. Je crois le voir, penché sur un plan de la Ville, une règle à la main, et, au gré de son inspiration, tirant des lignes droites en tous sens, le tracé des voies qu'il voulait ouvrir. Eugène Pelletan prétendait que Napoléon III avait peur des émeutes et qu'il avait demandé à son préfet de donner du champ au tir du canon.

J'en aperçois d'autres raisons.

Paris, qui s'est bâti au jour le jour sans plan ni méthode, a été de tout temps une ville mal percée. Elle l'est encore. Pour aller de l'Arsenal aux Enfants-Rouges, il faut faire deux fois le chemin qu'on ferait en ligne droite. Eh bien! il fallait raccourcir la route d'un point à un autre. Il fallait balayer des taudis, éventrer des quartiers malsains, donner du jour et de l'air.

Il fallait aussi de belles bâtisses pour les bourgeois opulents, et sur ce sol, piétiné par les générations, empoisonné par les immondices que les siècles ont accumulées, faire surgir des quartiers salubres, ménager d'élégants îlots, planter des parcs et des promenades, pour le plaisir des yeux et le libre jeu des poumons.

C'était, il est vrai, condamner à disparaître bien des trésors d'architecture et d'art, sacrifier bien des témoins du passé : à chaque pas qu'on fait sur ce sol, on en trouve. Il fallait amputer d'antiques demeures, bouleverser l'histoire écrite dans le granit, de vieilles pierres imprégnées de pieux souvenirs. Il en est beaucoup qu'on regrette. Mais, hélas! à moins de transplanter une ville en pleins champs, on n'en fonde une nouvelle que sur les ruines de l'ancienne.

Les maçons étaient à pied d'œuvre : voici ce qu'ils ont fait en quinze ans.

On ne doit à Haussmann ni Notre-Dame, qu'il a pourtant restaurée, ni l'Arc de l'Étoile, ni la place de la Concorde, ni les Invalides, ce joyau, la plus belle coupole qui existe en France, qui, par l'harmonie des proportions et la pureté de la ligne, égale, s'il ne surpasse tous les monuments similaires de l'étranger, Saint-Paul de Londres, Sainte-Sophie, le dôme de Milan, Saint-Pierre de Rome.

Mais l'œuvre du grand préfet était faite de main d'ouvrier et elle reste assez belle.

17 boulevards ou avenues ; 6 grandes voies.

Des quartiers sortis de terre tels que la plaine Monceau, les Bassins et Marbeuf.

Les bois de Boulogne et de Vincennes; les parcs des Buttes Chaumont, Montsouris, Monceau, des squares et des promenades, des jardins, des plantations; 18 monuments tels que l'Opéra, l'Hôtel-Dieu, les grandes gares; 4 théâtres; 2 casernes; 5 ponts; 4 églises; des écoles, des lycées, enfin le Paris qu'on ne voit pas, les égouts, les canalisations d'eau, de gaz, et leurs multiples ramifications, tout un réseau souterrain et le raccordement du vieux Paris avec le Paris nouveau (1).

Voilà ce qui émergeait du sol, mais la réfection du Paris souterrain marchait de pair avec celle de la surface. Les eaux de la Vanne et de la Dhuys étaient amenées à Paris et le canal Saint-Martin était couvert.

Et maintenant une question.

Qu'est-ce que cela a coûté?

Cinq milliards et quelques centaines de millions. C'est un chiffre pour un temps où on ne jonglait pas avec les billets de banque. Et où Haussmann les a-t-il trouvés? Si on voulait le rechercher dans le virulent pamphlet qui a fait la fortune politique de J. Ferry, son auteur, on ne verrait que gabegie dans ces « Comptes fantastiques » d'Haussmann. Si l'on interroge le préfet, il répond que l'État en a pris sa part (toutes les rues de Paris sont classées routes nationales), que la Ville a fait beaucoup, que les compagnies de chemins de fer ne sont pas restées en arrière, enfin, que la liste civile a pris à sa charge l'achèvement du Louvre et de l'Élysée. Et le reste? Haussmann, aiguillonné par la nécessité, eut l'esprit fertile en combinaisons finan-

(1) Voici, pour ceux que cela peut intéresser, un résumé sommaire de ce travail gigantesque. Je renvoie pour le détail au plan historique de 1870 déposé à la Bibliothèque de la Ville.

Voies publiques : le boulevard Hausmann jusqu'à la rue Taitbout, la rue Lafayette jusqu'au square Montholon, le boulevard Saint-Germain du boulevard Saint-Michel au pont Sully, le boulevard Saint-Michel à partir de l'Observatoire, le boulevard de Sébastopol, les boulevards Arago et Saint-Marcel, les boulevards Pereire, cardinal Fesch (rue de Châteaudun), Malesherbes, Richard-Lenoir, Prince Eugène, Voltaire, de Magenta, du Palais, avenue du l'Empereur (Henri-Martin), de l'Impératrice (avenue du Bois-de-Boulogne), avenue Bosquet, avenue des Gobelins; les rues des Écoles, Monge, Saint-Antoine, de Rennes, Michel-Bizot, de Puebla (des Pyrénées), amorce de la rue Soufflot et sur quelques points, le boulevard des Maréchaux, le quartier Marbœuf, les abords du Trocadéro, le quartier des Bassins (anciens Chaillot); le bois de Boulogne après l'annexion de la plaine de Longchamp (ancienne forêt de Rouvray), le bois de

cières. Des banques ont avancé de l'argent liquide. Des compagnies concessionnaires se sont chargées de grandes opérations de voirie, des emprunts ont été contractés dont nous payons encore les arrérages. Est-ce tout? Oui, tout ce que l'on connaît et dont la trace n'a pas disparu avec les cendres de l'Hôtel de ville.

Ce qu'il importe de savoir, c'est qu'on n'a pas constaté de dilapidations, de gaspillage. Le grand préfet a été soupçonné, dénoncé, calomnié comme tant d'autres hommes publics, mais il ne s'était pas enrichi à l'Hôtel de ville. Il en est sorti les mains vides. Et quand, à l'avènement de l'Empire libéral, il crut devoir se retirer, il refusa présents impériaux, dotations municipales, toutes les compensations et rentra modestement chez lui, peut-être aigri, mais avec la satisfaction de n'avoir pas perdu ces quinze années de sa vie.

Il y a des ombres à tous les tableaux. Cette œuvre grandiose n'est pas à l'abri des critiques. Il est pénible d'avouer, quand il s'agit de Paris, que ces monuments, ces édifices publics ou privés, pour la plupart, pèchent contre le goût. Le style Napoléon III fait triste figure comparé à celui de Louis XIV et de ses successeurs. Il faut constater pourtant que le nôtre n'est pas plus esthétique.

Haussmann, qui se qualifiait artiste démolisseur, était plus démolisseur qu'artiste. Pourtant, c'était moins sa faute que celle de son temps. Ces grands bourgeois, ces nouveaux riches, appréciaient le solide. En fait d'architecture et d'art, ils donnaient leurs suffrages à ce qui frappait l'œil, plus qu'à ce qui peut le satisfaire.

Vincennes, les Buttes Chaumont, Montsouris, le parc Monceau, le Marché aux fleurs, les jardins des Champs-Élysées.

Comme monuments, l'Opéra, l'Hôtel Dieu, le Tribunal de commerce, les Halles centrales, les casernes du Château d'Eau et de la Cité, les deux théâtres du Châtelet, le Vaudeville, le Palais de l'Industrie aujourd'hui disparu, les ponts des Invalides, de l'Alma, d'Austerlitz, le pont Napoléon (national), le pont de Solférino, l'agrandissement de la Banque et de la Bibliothèque nationale, l'achèvement du Louvre et de l'Élysée, du Palais de Justice (sans les bâtiments récents de la police correctionnelle), la reconstitution des grandes gares. Je ne parle pas des statues. On en a érigé beaucoup et malheureusement cela continue.

Des lycées tels qu'Henri IV, des prisons telles que la Santé, les églises de la Trinité, Saint-Augustin, Saint-François Xavier, Notre-Dame des Champs, des ecoles; et ce qu'il est bon de noter, c'est qu'à côté de l'école laïque, on bâtissait une école congréganiste.

PERSPECTIVES D'AVENIR

Ce que je reproche à Haussmann, c'est de n'avoir pas assez pensé à ce qui adviendrait après lui. Il n'avait pas pris garde que la population avait doublé dans les quarante dernières années, et qu'un jour prochain elle étoufferait dans les fortifications. Avertis comme nous le sommes, allons-nous commettre la même faute? Qu'avons-nous fait pour préparer les destinées de Paris? Réfléchissons.

La ville de Paris comptait : 120 000 habitants sous Philippe-Auguste ; 500 000 sous Louis XIV ; 600 000 sous le premier Empire ; 790 000 sous Louis- Philippe ; 1 053 000 au début du second Empire ; 1 696 000 après l'annexion de 1860.

Et au recensement de 1926 : 2 871 000 habitants. A cette date, la banlieue passait de 257 520 (en 1861) à 1 757 637. Vous voyez comme la cadence s'accélère. On pourrait presque parler de progression géométrique. Le département, qui comptait 1 953 000 en 1861, passe en 1926 à 4 628 000, soit 2 675 000 d'augmentation en soixante-cinq ans. Or, la population de la Seine n'est pas la quatre-vingt-neuvième partie de celle de la France, mais la huitième. Où allons-nous ? La statistique nous promet 8 millions d'habitants dans quarante ans. Je ne garantis pas la rigueur de ses calculs et les bases nous manquent pour pousser les nôtres aussi loin.

Mais cette croissance prodigieuse d'une ville, comment l'expliquer ? Ce n'est pas un fait isolé, puisque, en France, la population urbaine compte pour 70 pour 100 dans le total. C'est une loi qui se vérifie partout, mais à Paris pour des raisons qui lui sont propres. Le premier de nos ancêtres, qui, sortant de ses marécages, s'est avisé de bâtir sa hutte dans l'île qu'on appelle aujourd'hui la Cité, celui-là, sans s'en douter, a marqué du pied l'intersection de quatre régions distinctes qui affleurent à l'enceinte de Paris, mais s'étendent et se prolongent au loin en gardant leur aspect propre.

Sortez par la porte de la Chapelle, c'est l'Ile de France : plaines ondulées, dépressions sinueuses, sous un ciel bas voilé par la brume.

Poissy est une porte ouverte sur la Normandie : le paysage est riant, on croit y respirer les effluves de la Manche.

Dès la barrière de Fontainebleau, c'est la Brie et la Beauce. La terre plus profonde est plus chaude de ton. C'est là que Rosa Bonheur a dû prendre ses bœufs au labour.

Quant à l'Est, il commence à Vincennes et pareil à lui-même s'étend jusqu'à Châlons, mélancolique et verdoyant.

Que d'une circonférence d'abord restreinte, les populations voisines aient gagné le centre, cela s'explique ; que ce noyau en grossissant ait étendu toujours plus loin son pouvoir d'attraction, c'est la loi physique. Le confluent de deux rivières, un climat tempéré, le rôle de capitale échu à Paris, son prestige ont fait le reste. C'est ainsi que, de jour en jour, depuis la Gaule jusqu'à nous, Paris a pompé la sève des régions voisines et a fait un amalgame homogène de ces sucs différents. C'est la genèse de Paris.

Oui, mais ne perdons pas de vue la question de tout à l'heure : depuis soixante ans que l'œuvre d'Haussmann est terminée ou suspendue, qu'avons-nous fait pour la poursuivre et pour préparer l'avenir?

De 1871 à ce jour, la Ville a consacré à des opérations de voirie des sommes considérables; le pavage, l'éclairage, les canalisations, sans parler des dettes à éteindre, ont absorbé la plus grande partie de ces ressources. Le reste a servi à percer de grandes voies, la rue Réaumur, la rue Beaubourg et le boulevard Raspail, l'avenue de l'Opéra, la rue Étienne-Marcel, la rue des Archives, le boulevard Henri IV, l'avenue Parmentier, les avenues de la République et Ledru-Rollin, la rue Bobillot, la rue Nationale, les rues d'Alésia et de Tolbiac, les avenues Émile-Zola et Félix-Faure, la rue Mozart, les rues Caulaincourt, Championnet et Ordener, la rue Damrémont, l'avenue Gambetta.

Comme monuments, l'Hôtel des postes et la Bourse du commerce, la Cour des comptes, la Sorbonne et l'École de droit, le ministère de la Guerre, le Grand et le Petit Palais, la Bourse du Travail, le Conservatoire, l'École des Arts et Métiers, quelques lycées et collèges, des mairies, des casernes et j'ajoute, car ce pourrait être intéressant, beaucoup de squares. Malheureusement, ils ne donnent pas beaucoup d'air, car ils sont étriqués.

Mais, pour décongestionner le centre de Paris, pour dégager la circulation, pour donner de l'air et de la lumière aux quartiers surpeuplés, aux îlots malsains, peu de chose relativement a été réalisé. Aussi, je serais tenté de dire que la situation a

plutôt empiré. J'ai connu le temps où, dans tout l'espace compris d'une rue à l'autre, s'étendaient des enclos ensoleillés, des jardins verdoyants. Je me rappelle des terrains vagues, dans le XIX^e^, dans le XX^e^ ; des cultures maraîchères dans le XIII^e^ ; j'ai vu dans le XV^e^, des horizons de cloches à melons. Mais, à mesure que la population affluait, que le terrain prenait de la valeur, que les parcs étaient frappés de lourdes impositions, les espaces libres, les jardins faisaient place à des immeubles de cinq étages, aux dépens de la santé des habitants.

Est-ce maintenant que l'on va entreprendre les travaux nécessaires? J'ai peur qu'on en ait laissé passer le moment. Le prix actuel du terrain rendrait l'opération ruineuse. L'achèvement du boulevard Haussmann était prévu il y a soixante ans pour une dépense de 6 millions : il en a coûté 100 hier. La chaussée est revenue à la Ville à 6000 francs le mètre ; le terrain contigu a été payé par la société concessionnaire 8 000 francs; elle a trouvé à le revendre 13 à 14000 francs. Dans le XIX^e^, on vend 2500 francs le mètre ce qui coûtait naguère 70 francs.

De quoi est-il question aujourd'hui? On parle de rectifier un grand nombre d'alignements : 9375 immeubles seraient rescindés, dont 4 600 sont passibles de la servitude de reculement. Mais la surface des terrains récupérés et réunis à la voie publique ne représentera que 29 hectares seulement sur les 8 000 de Paris, parce qu'ils sont placés dans le centre où le terrain est le plus cher. On évalue la dépense à 15 millions par an, pendant cinquante ans. Tout cela ne donnera pas du jour et de l'air en quantité suffisante.

Quant à la circulation, dans le quadrilatère Châtelet, Concorde, Saint-Augustin, square Montholon, elle est devenue un problème. C'est une grande gêne pour les affaires, un danger permanent pour les piétons. Qu'y faire? Peut-on élargir les rues, qui n'ont pas été faites pour 3 millions de passants?

On parle de nouvelles ramifications du métropolitain et du Nord-Sud, de la création de nouvelles lignes d'autobus. Palliatifs insuffisants! Notre malheur, c'est que Paris s'est bâti autour d'un noyau central vers lequel tout converge, et qu'on n'a rien fait pour dégager le centre.

Je sais bien que Paris n'augmente plus. On pourrait même dire qu'il se dépeuple, dans le centre du moins, parce que les gens qui y travaillent le jour, vont le soir coucher en ban-

lieue. (De même on sait que la cité de Londres, sur un million d'employés, n'en retient que 10 000 la nuit.) Mais si la population résidant à Paris reste stationnaire ou décroît, c'est fiévreusement que la banlieue augmente. Elle compte 1 700 000 habitants. C'est elle qui absorbera les 3 millions de plus que l'on nous promet, d'ici quarante ans.

On ne saurait trop à ce sujet déplorer notre imprévoyance. On a laissé grandir des satellites dont quelques-uns ont des quartiers aussi denses, aussi surpeuplés que Paris, par exemple Clichy (50 000 habitants), Saint Ouen (52 000), Montreuil-sous-Bois (60 000), Levallois (75 000), Saint-Denis (80 000), et l'on n'a pas pris les précautions nécessaires contre l'insalubrité de l'air et de l'eau et la nocivité des usines; on ne leur a pas imposé des squares, des jardins et de larges voies. Pourquoi ne l'a-t-on pas fait? C'est tout simplement parce que, jusqu'ici, l'administration était désarmée. On n'avait pas songé à lui donner un droit d'intervention, elle ne l'a trouvé que dans une loi qui date d'hier, celle du 19 juillet 1924. Que dit cette loi? « Les communes de la Seine sont tenues de dresser un projet d'aménagement et d'extension, comprenant un plan de la direction et de la largeur des voies à créer ou à modifier, déterminant l'étendue et la disposition des squares, jardins publics, terrains de jeux, etc., et un programme des servitudes hygiéniques et esthétiques. » C'est parfait, mais la précaution est tardive ; j'espère qu'elle ne sera pas pour cela inutile, quoiqu'elle arrive à un moment critique où les facultés financières du département et des communes sont bien affaiblies. Le département est imposé de 368 centimes additionnels au principal des contributions directes. Il y a des communes qui sont grevées de centaines de centimes. Villejuif, 1 036 centimes; Drancy, 1 060 ; Bobigny 906; les autres de 300 à 700 centimes. En tout cas, les plans dont je viens de parler sont déjà dressés pour les 79 communes : c'est le très distingué directeur de l'Extension, à la préfecture de la Seine, qui le dit.

Quand seront-ils exécutés? Pour se faire une opinion à ce sujet, il faut calculer ce que coûtera leur réalisation. Je ne peux donner que des exemples. Rien que les égouts coûteront 2 milliards 500 millions. Mais, en plus, il y a les canalisations d'eau potable, d'électricité, de gaz. On parle au jugé de 10 milliards. Il faut prévoir en plus l'exécution du plan d'ex-

tension, la viabilité et les moyens de communication. Il faut un métro et un Nord-Sud raccordés au système parisien, ramifiés dans toutes les directions, en correspondance avec des tramways et des autobus, électrifiés à 4 voies pour en réserver 2 aux express. Vous apercevez la dépense.

Que la banlieue ne compte pas sur l'eau de Paris pour s'alimenter. Après la Dhuys, la Vanne, le Loing et le Lunain, nous faisons venir la Voulzie. Il faudra d'autres sources et d'autres rivières pour nos seuls besoins. Le département ira chercher son eau au Val de Loire, peut-être au lac de Genève; il pourra aussi utiliser l'eau de Seine avec les usines élévatoires d'Ivry et Saint-Maur; peut-être recourra-t-il à la seconde couche du sous-sol, parce que la première n'est pas potable. Reste la question des usines de Paris : je n'autorisais déjà plus d'établissement de première classe. En banlieue, il faudra parquer les usines dans des îlots isolés et protéger les habitations par des servitudes.

Ce serait le cas de parler ici de l'organisation administrative dans laquelle est appelée à s'encadrer cette énorme population. Mais ce serait prématuré. Plusieurs systèmes sont envisagés, et on ne peut prévoir encore celui qui prévaudra.

Le plus simple, celui auquel on a songé tout d'abord, est celui des annexions progressives à l'exemple de celle de 1861. Mais, pour des raisons techniques qui frappent les yeux, l'organisation municipale de Paris ne se prêterait pas en ce moment à une extension indéfinie. Le plan se heurterait, d'ailleurs, à l'opposition des communes jalouses de leur autonomie municipale.

Peut-on songer à couper en deux l'agglomération parisienne, avec deux préfets, l'un pour Paris, l'autre pour le département? Mais la banlieue dépend financièrement de Paris, qui acquitte 85 pour 100 des contributions du département. Elle en dépend économiquement, puisqu'il y a entre eux échange perpétuel de capital et de main d'œuvre; techniquement, puisque, pour plusieurs services généraux, c'est à Paris qu'est la commande. Peut-on rompre brutalement ces liens? J'ajoute qu'au point de vue politique les 80 conseillers municipaux de Paris sont conseillers généraux et c'est à cette circonstance que nous devons une tranquillité relative. Ce serait la lutte ouverte, si le département recouvrait sa pleine indépendance, l'hostilité déclarée au nom des intérêts opposés.

Cependant l'on peut concevoir un régime transitoire qui, en laissant subsister les administrations locales, les déchargerait de la mission d'assurer les grands services dont la gestion dépasse leurs moyens et en fait échappe de plus en plus à leur action. Dès à présent, la « départementalisation » de ces services est en voie de réalisation.

L'unification des transports est chose faite. La Société des Transports en commun a été substituée à la Compagnie des Omnibus et aux nombreuses Compagnies de Tramways qui existaient avant la guerre. Elle étend ses lignes sur la totalité du territoire de la Seine. En ce qui concerne la distribution de l'eau, du gaz et de l'électricité, la « départementalisation » est moins avancée; cependant, au cours de ces dernières années, de rapides progrès ont été faits dans ce sens, grâce à la constitution de syndicats internationaux. Chacun de ces services se trouve maintenant assuré par un concessionnaire unique. C'est ainsi que la Compagnie générale des Eaux dessert dans la Seine 64 communes sur 79; la Société Éclairage, Chauffage, Force motrice fournit, dans les mêmes conditions, le gaz aux habitants de 75 communes; le Groupement des Secteurs électriques distribue le courant dans toute la banlieue, une dizaine de communes exceptées. Ces mêmes services sont assurés à Paris, soit directement par l'Administration municipale (eaux), soit par des régisseurs (gaz et électricité).

Pour les eaux, pour le gaz, pour l'électricité, il n'y a donc plus pratiquement que deux régimes : celui de Paris, celui de la banlieue. Leur unification paraît pouvoir être envisagée dans un avenir plus ou moins rapproché.

Dès aujourd'hui, on peut donc entrevoir une refonte de l'organisation administrative de la Ville de Paris et du département qui serait la consécration ou le perfectionnement de méthodes déjà acquises, la reconnaissance légale d'une évolution dont le terme paraît devoir être la réunion complète, dans le cadre du département, sous l'autorité du préfet de la Seine et sous le contrôle du Conseil général, de tous les grands services publics, auxquels pourraient être ajoutés les services de voirie préalablement fusionnés. Le rôle des municipalités élues serait restreint aux affaires d'intérêt purement local, telles que le fonctionnement de l'État civil, des Services scolaires, des Services d'assistance, la construction et l'entretien des immeu-

bles communaux, — la police étant par ailleurs exercée par le Préfet de police, sans grands changements, car les cadres existent et fonctionnent bien. Il n'y aura à prévoir qu'un renforcement des effectifs, au fur et à mesure des besoins nouveaux.

Cela paraît simple et cela ne l'est pas, pour une raison qui frappera tous ceux qui ont participé au maniement des affaires.

Pourquoi demande-t-on à grands cris une réforme de l'administration? Comment un mal déjà ancien a-t-il pris de nos jours une acuité intolérable? Il y en a bien des raisons : le déplacement de l'autorité, dont l'axe a passé du pouvoir exécutif au pouvoir électif; l'ingérence parlementaire qui en a été la suite naturelle, la crainte des responsabilités qui a engendré le relâchement de la discipline, le favoritisme qui a justifié les revendications des fonctionnaires, et bien d'autres qu'il n'y a pas lieu de détailler ici; mais il y en a une qui est nouvelle, puisqu'elle ne date que de la guerre et de l'après-guerre, l'Étatisme, qui a servi de prétexte au foisonnement des affaires, à la multiplication des services, des directions, des divisions, etc., et à la végétation parasite de tous ces comités officiels, de tous ces offices nationaux qui gravitent autour des ministères, s'attachent à eux et compliquent tout. Je mets en fait qu'un administrateur, si actif et bien intentionné qu'on le suppose, ne peut plus embrasser de l'œil l'ensemble de ses services, encore moins les diriger efficacement, entrer dans les détails, tarir la source des dépenses improductives. L'autorité lui échappe, parce qu'il ne peut l'exercer du haut en bas de l'échelle administrative. Ce n'est pas tant la compétence qui lui fait défaut, c'est le temps. Aussi administre qui veut, qui peut!

Voilà mon objection. Un seul homme pourra-t-il effectivement gérer les intérêts de huit millions d'hommes, plus du cinquième de la population de la France?

Je ne me suis occupé jusqu'ici que des conditions matérielles auxquelles est subordonnée la vie végétative de l'agglomération parisienne. Mais Paris n'est pas une ville comme les autres. On n'y vit pas seulement de pain. Son attrait réside dans ces impondérables dont son atmosphère est imprégnée. Cité de l'art, arbitre du goût, foyer des lettres et des sciences, il offre aux étrangers, à côté des plaisirs faciles, les jouissances de l'esprit. Ils y affluent et ne le quittent qu'avec l'esprit de

retour. C'est un privilège enviable dont Paris jouit depuis des siècles.

Métropole intellectuelle, qu'a-t-il à gagner ou à perdre, à grossir et à s'étendre ? Tant que la France gardera son rang de grande puissance, je n'aperçois pas de raisons pour que Paris perde le sien. On peut même attendre d'un accroissement de population un renforcement de l'élite.

L'un et l'autre doivent marcher de pair comme fonction l'un de l'autre. Plus la base est large, plus haut la pyramide s'élève. Mais Paris, c'est la France. Que serait l'un sans l'autre ? C'est dans la sève du pays qu'il puise la sienne. Ne faisons donc pas de pronostics sur ce que sera Paris dans l'avenir, avant de savoir ce qu'il adviendra de la France.

Au cas où notre prestige à l'étranger subirait en ce moment une éclipse, il n'y aurait pas lieu de s'en alarmer parce que nous en connaissons la cause et qu'elle n'est pas sans remède. La cause, c'est la guerre, c'est nos quinze cent mille morts. C'est l'appauvrissement qui s'en est suivi, c'est l'ébranlement de nos finances dont notre armée, notre marine et notre outillage économique subissent le contre-coup. Mais notre relèvement ne sera qu'une affaire de temps, à la condition pourtant, condition essentielle, que notre natalité remonte la pente où elle a glissé. Voilà le vrai danger, lui seul est angoissant.

Cette esquisse que je viens de tracer de ce que sera peut-être dans quarante ou cinquante ans l'agglomération parisienne, a-t-elle chance de prendre forme ? L'avenir seul le dira.

Si je me suis haussé à ce rôle de prophète pour lequel je ne me sens pas qualifié, j'ai pourtant une excuse. J'ai donné à Paris vingt-cinq années de ma vie. Je puis dire sans emphase qu'en un quart de siècle je n'ai guère eu de préoccupations qui n'eussent ses intérêts pour objet. J'ai subi son charme prenant, la séduction de son génie ; comprendrait-on que du jour où cette communauté de vie a cessé, je puisse me désintéresser du sort qui lui est réservé ?

LOUIS LÉPINE.

LA NOUVELLE ÉDUCATION SENTIMENTALE

DERNIÈRE PARTIE (1)

L'ANNÉE DE PHILOSOPHIE

DANS LES MORNES PLAINES DU KANTISME

Dans toute ma vie d'écolier, je n'ai jamais eu de rentrée plus joyeuse que celle de l'année 83 : j'entrais en philosophie.

Cette année d'études si austères, je l'abordai avec une allégresse, qui, à distance, peut me paraître surprenante, mais dont il m'est facile de retrouver les raisons. J'étais alors dans des dispositions optimistes tout à fait contraires à mon état habituel. L'inquiétude, la propension à voir tout en noir, à juger les choses et les êtres, y compris moi-même, comme désespérément inférieurs à mon rêve ou à mon attente, telle est ma pente instinctive, mon premier mouvement que je n'arrive guère à redresser qu'à force de réflexion et de volonté. En ce sordide automne de Lorraine, cette année-là, il fallait que mon soleil intérieur fût bien chaud et bien éclatant pour me faire oublier les tristesses coutumières de l'internat, résister aux influences déprimantes du milieu, du ciel et de la saison.

Comme toujours, il pleuvait. La cour des grands se transformait en un lac de boue. Nous devions nous réfugier sous les arcades du préau, dont le pavé de briques, sali par la crotte de

Copyright by Louis Bertrand, 1928.

(1) Voyez la *Revue* des 15 décembre 1927, 1er et 15 janvier, 1er février et 1er mars 1928.

nos souliers, était presque aussi fangeux et humide que la cour elle-même. Pour comble de disgrâce, je fus obligé de me rapatrier encore une fois avec Legay, mes camarades de l'année précédente ayant quitté le lycée. Lui-même venait de perdre son ami Baudot ; ce pochard en herbe avait fini par décrocher son baccalauréat. Une fatalité nous ramenait périodiquement l'un vers l'autre. Je m'y résignai assez facilement, parce qu'en somme Legay se rapprochait de moi par certaines affinités d'esprit et de caractère, que j'ai dites ailleurs. Néanmoins, je ne pouvais m'empêcher de constater ma perpétuelle solitude d'âme, et, cette fois encore, je la constatai, non sans une petite pointe d'amertume.

Et pourtant, malgré cela, malgré la boue et la pluie, la désolation et la saleté qui m'environnaient, j'étais joyeux. Et d'abord tout ravi d'éblouir Legay par le récit de mon beau voyage « aux bords du Rhin ». J'avais bien vite enseveli au fond de ma mémoire les impressions pénibles que j'ai rapportées. Je ne voyais plus que les splendeurs de Strasbourg, l'activité, la vie intense des villes rhénanes, enfin tout ce qui me paraissait contraster si fort avec la médiocrité et la stagnation françaises.

Tout ce lyrisme échauffé laissait Legay fort sceptique. Il fallait être bien malin pour lui jeter de la poudre aux yeux. D'un mot gouailleur, il dégonflait mes enthousiasmes rétrospectifs. Toutefois, il y avait, dans son ton, dans toutes ses relations avec moi, une nuance de considération, pour ne pas dire de déférence, qui était une chose bien nouvelle et que je remarquai tout de suite avec une certaine satisfaction vaniteuse : mes succès scolaires de l'année précédente, la place que j'avais conquise dans la classe, cela lui imposait réellement, bridait même ses coups de langue. Cela, c'était quelque chose de sérieux, de positif, qui s'évaluait par les résultats. Tout ce que je pouvais raconter sur mon voyage aux bords du Rhin n'était que de la littérature : Legay s'en gaussait. Mais on ne se moque pas d'un parchemin délivré par l'État. Or, j'étais bachelier, ou plus exactement demi-bachelier, tandis que Legay avait été, comme nous disions en notre argot, « séché » à son examen. De là, sa considération pour moi, une considération chagrine et en quelque sorte forcée, mais d'autant plus flatteuse à mes yeux. La conscience de cet heureux changement, de cette supériorité subie avec douleur par certains de mes camarades, mais incon-

testée, me donnait une assurance inaccoutumée. Je ne désespérais plus de l'avenir. Pour une fois, j'avais confiance. Un peu de la certitude immanente qui ne m'a jamais abandonné, mais qui ne se révèle à moi que dans les moments de crise, remontait à la surface. Il est vrai que, comme toujours, ce contentement et cette euphorie ne devaient pas être de longue durée.

Et puis surtout j'entrais en philosophie avec un grand frémissement d'attente, une curiosité et une avidité extrêmes de choses inconnues et merveilleuses. Pour en avoir abusé, j'étais las de la littérature et, en particulier, de la poésie. L'échec de mes essais poétiques, le sentiment que je ne serais jamais qu'un fort médiocre poète et aussi que le vers était pour moi un instrument rebelle, un moyen d'expression toujours incomplet, cela m'avait laissé une sorte de rancune contre la poésie. Cette rancune tendait à devenir de la défiance à l'égard de toute la littérature, pour ne pas dire du dédain. Au fond, c'était la rhétorique, — et la rhétorique seule, — qui m'avait déçu. Des humanités je ne connaissais encore que l'écorce : le fond, la moelle m'échappaient. Il me restait à découvrir, dans les livres, l'homme et le monde, jusqu'à ce que je fusse en état de les découvrir, dans la vie. Jusque-là, je n'avais guère été attentif qu'au chatoiement des phrases et au cliquetis des mots. J'étais donc très affamé de nourritures substantielles. J'ajoute que la perte de la croyance avait laissé en moi un grand vide, — le vide des hautes émotions religieuses que nul lyrisme profane ne saurait remplacer. Dirai-je que j'avais besoin de certitudes nouvelles ? Au fond, ce que je cherchais, c'était un nouveau credo qui me distinguât du commun, qui fût plus difficile à acquérir que les banales généralités de la rhétorique. La philosophie m'apparaissait comme une sorte d'hermétisme qui honorait infiniment ses initiés.

Et ce qui me renforçait dans ce sentiment, c'était le prestige qui environnait, aux yeux de mes camarades, comme aux miens propres, le professeur de philosophie. Récemment sorti de Normale et muni de tous les diplômes et de tous les titres lés plus recherchés, M. Bourdillat avait, pour nous, la triple séduction de la jeunesse, de la science et même des élégances mondaines. Quand il traversait la cour des grands, la badine à la main, d'un pas alerte, toujours pressé comme s'il se hâtait vers d'importants et mystérieux conciliabules, drapé dans un

somptueux pardessus à col de fourrure, avec son tube tout luisant de reflets et rejeté un peu en arrière, les cheveux longs comme un artiste ou un jeune clerc coiffé à la gallicane, nous nous reculions, pleins d'une admiration respectueuse. C'était un type de professeur encore inconnu de nous : le professeur-mage, le révélateur de mystères, ayant dans ses manières et dans toute sa personne quelque chose de sacerdotal. Sous sa conduite, je m'apprêtais à entrer en philosophie comme on entre dans un sanctuaire.

***

J'eus d'abord un gros chagrin, en arrivant au lycée : j'appris avec désolation que M. Bourdillat nous avait quittés. Tant de distinction et de talents méritaient une consécration plus haute que la modeste chaire de Bar-le-Duc. On l'avait nommé dans une grande ville du Midi. Aussi étais-je à demi désenchanté et en proie à toute espèce d'inquiétudes lorsque le premier jour, je franchis le seuil de la classe : quel successeur avait-on bien pu donner à ce grand homme ? A force de l'admirer, j'étais arrivé à me persuader que, seul, M. Bourdillat pouvait m'initier à la philosophie.

Mes craintes furent immédiatement dissipées. Certes, M. Guignaut, le nouveau professeur, n'avait pas l'élégance de M. Bourdillat, ni son air sacerdotal. Mais il nous conquit tout de suite, comme autrefois M. Brun nous avait conquis : par ses allures de grand camarade, un regard bienveillant, un bon rire toujours prêt à jaillir et aussi et surtout par l'autorité, tout de suite indiscutable, de sa parole. Nous n'eûmes pas un instant d'hésitation : dès les premiers mots qu'il prononça, nous fûmes certains que M. Guignaut était un homme très savant et de la plus haute valeur. Sa facilité d'élocution, son physique surtout contribuaient encore à cette impression favorable. C'est à croire que tous les professeurs de philosophie de ce temps-là étaient taillés sur le même patron. Quand je recueille mes souvenirs, je trouve que M. Guignaut ressemblait étrangement au professeur Bouteiller, tel que Barrès nous l'a peint dans *les Déracinés* : une belle figure pâle, encadrée d'une barbe noire, une main très fine et très blanche qui semblait modeler les phrases, une austère redingote de pasteur protestant, mais sans rien de pontifical. Au contraire, un air de bongarçonnisme et de familia-

rité qui vous mettait aussitôt à l'aise. Malgré ces façons débonnaires, jamais l'idée ne nous serait venue de le plaisanter, de le tourner en ridicule et surtout de lui faire du bruit, bien que sa tolérance disciplinaire fût extrême.

Dès le premier contact, il avait créé entre nous une atmosphère amicale. Il nous appelait « messieurs » et nous traitait absolument en grands garçons, faisant appel à notre sentiment du devoir et nous engageant à prendre nos responsabilités. Nous nous moquions bien de tout cela! Ce que nous considérions uniquement, c'est qu'avec un tel professeur, tout était permis. Liberté absolue pour nos lectures, nos idées, nos allées et venues, enfin pour tout! Et, bien entendu, plus de punitions! Le coupable serait livré aux seuls remords de sa conscience. Dans l'Université, la morale sans obligation ni sanction était plus que jamais à l'ordre du jour. Cette complaisante pédagogie nous enchantait. C'était plus que la liberté : une licence légèrement révolutionnaire. M. Guignaut ne se cachait pas de fronder l'autorité. Et, quand ces messieurs de l'administration entraient chez nous pour la lecture des notes, il les recevait avec un dédain mal dissimulé. Un jour, M. le censeur Falk, pour étaler ses connaissances, ayant prononcé malencontreusement, en classe, le nom de Claude Bernard, il en fit avec nous des gorges chaudes.

Ces façons démagogiques le rendaient extrêmement populaire. Et cet excellent homme portait sur sa figure un tel air de joie, de bonté et de naïve certitude que, spontanément, nous lui accordâmes toute notre confiance. Pour moi, je me livrai complètement à sa direction. Il m'avait suffi de le voir s'accouder sur sa chaire, se prendre le front dans la main, un front lourd de pensées, et de l'entendre nous dire, d'un ton modeste, pénétré, la mine souriante :

— Messieurs, voilà : je ne vous promets rien ! Mais nous allons essayer de voir clair dans nos idées. Nous chercherons ensemble un peu de vérité...

Qui n'eût suivi tout de suite un si aimable guide? J'en brûlais d'impatience et, malgré la modestie de son langage, j'étais bien convaincu que si quelqu'un devait me conduire à la vérité, c'était M. Guignaut, mon professeur de philosophie.

* * *

Vivre uniquement pour les idées, en moine intellectuel, cloîtré dans une solitude dédaigneuse et plein d'un beau mépris pour le commun des humains : cette illusion naïvement pédantesque commençait à me fasciner. Je concevais très bien que mon année de philosophie fût consacrée uniquement à la culture désintéressée de mon intelligence. Mais il y avait un fâcheux revers de médaille. Très peu rassuré sur mon avenir, j'étais bien forcé de songer à mon casuel et, pour commencer, à mon baccalauréat. Or, cet examen me mettait dans des transes, rien que d'y penser. La partie scientifique du programme était considérable, et ma faiblesse en sciences semblait me vouer à un échec. Dès que j'envisageai froidement la situation, je fus pris d'une véritable terreur. Le sol se serait dérobé sous moi que ce n'eût pas été pis. Je me voyais perdu encore une fois, obligé de gagner ma vie honteusement, mourant de faim peut-être, car mon imagination affolée ne s'arrêtait plus...

Alors, en un grand sursaut de volonté, je pris la résolution de me précipiter corps et âme dans mes cours de sciences. Comme ces matières me répugnaient profondément, je dus fournir un effort des plus pénibles. Encore une fois, je tournais la meule. Tant de labeur et de bonne volonté ne pouvaient pas rester absolument sans résultat. Je finis par me relever, et même par obtenir de bonnes places en physique, en chimie, en histoire naturelle. Mais les mathématiques me demeuraient toujours réfractaires. La poésie des nombres m'échappait totalement. Cette mécanique abstraite était pour mon esprit le plus cruel des supplices. Mon intelligence ne s'éveillait qu'avec les premières manifestations de la vie, ou, tout au moins, il lui fallait s'appuyer sur le terrain solide de l'expérience. Souvent, je désespérais, et je me rappelle qu'un jour, en étude, tandis que je trimais sur un problème d'algèbre, M. le censeur Falk, qui s'était approché de moi en tapinois, me considérait narquoisement dans sa vaste redingote. Cet homme puissant se moqua de ma détresse. Je lui dis, les larmes aux yeux :

— Monsieur le censeur, j'aimerais mieux préparer cent fois l'examen de Normale supérieure que ce maudit baccalauréat scientifique !

M. Falk, qui n'avait jamais osé élever ses ambitions jusqu'à

Normale supérieure, pensa déchirer sa belle redingote en oyant un tel blasphème. Il me répondit avec un ricanement sarcastique :

— Petit malheureux ! vous ne savez pas ce que vous dites ! Tâchez seulement d'être reçu à votre baccalauréat !...

Hélas ! j'y tâchais tant que je pouvais. La seule perspective rassurante qui me restât, c'était de me dire : « Si, au lieu d'un problème de mathématiques, à l'écrit, nous avons une question de physique ou de chimie, je suis sauvé ! » Mais quel ennui de remuer toutes ces matières indigestes, inassimilables pour moi ! Quel inutile fardeau pour mon esprit ! Quel gaspillage de mes forces et quelle perte de temps !...

Comme autrefois la poésie, — à laquelle je ne croyais plus guère, — la philosophie devint ma grande consolatrice. Notre professeur, M. Guignaut, n'eut pas d'élève plus docile ni plus admirant que moi. Il nous avait conviés à chercher avec lui « un peu de vérité ». Je le pris au mot. Ce n'était pas un peu de vérité, c'était la vérité tout entière qu'il me fallait. J'étais arrivé à un tournant critique, où j'éprouvais le besoin, comme on dit aujourd'hui, de « reviser toutes mes valeurs ». Celles qui avaient obtenu mon crédit, jusque-là, baissaient de plus en plus dans mon estimation. J'en voulais à la poésie d'y réussir si médiocrement et, pour cette raison, je m'en défiais. La rhétorique me semblait maintenant pleine de vent. Mes croyances religieuses s'en étaient allées, avaient disparu peu à peu, comme un ruisseau tari. La vérité à laquelle j'aspirais, c'était un ensemble de réalités palpables et contrôlables, et qui me missent dans un état lyrique supérieur à celui que m'avait fait goûter la poésie. La vérité, pour moi, ce n'était pas la constatation raisonnée et l'aveu de mon ignorance. Foin de l'agnosticisme ! Je voulais savoir... Au lieu de cela, on me jeta dans la critique de la raison pure, ou plus exactement dans un kantisme revu et corrigé par un mathématicien, le criticisme de M. Renouvier. Sous une nouvelle forme, la critique se dressait devant moi, agressive, impérieuse et omnipotente, embellie à mes yeux du prestige qui couronnait les plus grands écrivains d'alors, les Taine et les Renan. Sans cesse, j'allais la retrouver sur ma route, me barrant toutes les avenues qui conduisent aux grandes sources de l'émotion et de la pensée. On commença par nous faire faire la critique des données de l'expérience et

l'étude des catégories de l'entendement, le tout pour aboutir ou à des négations sur toute la ligne ou, ce qui revient à peu près au même, à l'affirmation de l'inconnaissable.

Je ne puis pas dire que, sur le moment, cette dure scolastique m'ait déçu. C'est seulement plus tard que je me rendis compte de la duperie. Telle était ma foi dans mon maître de philosophie, que je me laissai mener par lui jusqu'au bout, sinon toujours dans le ravissement, du moins avec une soumission et une candeur facilement émerveillées. Je fus tout ébloui et tout orgueilleux d'apprendre que le monde extérieur est une illusion. En cour, pendant la récréation, j'en rabattais les oreilles à tout venant. Je révélai cette belle découverte à mon camarade Legay, qui redoublait alors sa rhétorique et qui ouvrit de grands yeux à de tels discours. En même temps, la manie de l'éristique se développait en moi. La phraséologie des cours et des bouquins de philosophie m'enivrait. Jaboter à perdre haleine en style abstrait, quelle nouveauté délicieuse! Je discutais interminablement avec certains de mes camarades, ou avec le petit pion qui ressemblait à François Ier et qui suivait nos cours, plus fréquemment avec une nouvelle recrue de notre classe, un Bisontin, que j'avais surnommé « la sage Minerve », à cause de sa prudence et de son esprit philosophique. Nous ne tarissions pas sur la relativité du monde phénoménal.

L'acquisition de cette notion critique fut le résultat de six mois de cours. Notre professeur s'étant attardé à la théorie de la connaissance, il dut expédier, en quelques leçons, la métaphysique, la morale et la théodicée. De cette dernière il fut à peine question : c'était un ramassis de préjugés qui appartenaient au passé et qu'il n'y avait aucune utilité de prendre en considération. Pour ce qui est de la logique, elle fut, à ma grande satisfaction, sautée à pieds joints. Mais j'étais bien content tout de même d'avoir appris que l'existence de Dieu est indémontrable et que le déterminisme le plus absolu règne sur l'univers. A cette époque-là, tout le monde était furieusement déterministe. Par une sorte de sadisme intellectuel, nous nous appliquions voluptueusement ce cilice aux mailles de fer. Nous foulions aux pieds notre libre arbitre avec une joie sauvage. Je ne sais plus très bien dans quelle mesure le livre de Boutroux sur la contingence des lois de la nature s'opposait à cette déso-

lante et sommaire conception des choses. S'il existait, de notre temps, il eut, en tout cas, peu d'effet sur l'opinion commune... Sans doute, M. Guignaut n'omettait point de nous avertir que, pour Kant, Dieu et la liberté morale se justifiaient par les postulats de la raison pratique. Mais il nous laissait entrevoir que ce n'étaient là que des entorses regrettables données à un système bien construit, peut-être, des concessions trop complaisantes à des idées arriérées. Par acquit de conscience, il nous renvoyait à des livres qui essayaient de sauvegarder la croyance traditionnelle à une Cause première, ou à la possibilité de la métaphysique. Nous lisions *le Fondement de l'induction* de M. Lachelier, ou *la Science positive* de M. Liard, qui s'évertuait à plaider, pour la pauvre métaphysique reniée et honnie de tous, l'humble droit à l'existence.

Quand je brandissais les arguments de M. Lachelier, mon professeur ne manquait jamais de me rétorquer que cet ancien professeur de philosophie était un catholique, — et un catholique pratiquant : ce qui semblait le dispenser de toute réfutation. Faire profession de catholicisme était une faiblesse assurément déplorable, mais, après tout, pardonnable chez un si grand homme. Inconséquences déconcertantes du génie !... Ainsi, il y avait un M. Boussinesq, homme très fort en mathématiques qui, comme M. Lachelier, passait pour user du confessionnal. Que voulez-vous? Ces mathématiciens sont des cerveaux si fantasques! Ce qui n'empêchait pas, d'ailleurs, que ce M. Boussinesq ne fût effectivement très fort en mathématiques : M. Guignaut s'empressait de le reconnaître. Car il était plein de révérence pour les mathématiques et les mathématiciens. Lui-même se piquait d'être de la partie et il avait de fréquents et ostensibles colloques avec son collègue, le professeur de mathématiques spéciales. Au fond, cet apôtre officiel du criticisme kantien était un pur matérialiste, ou, comme on disait alors, par je ne sais quelle pudeur, un moniste.

Il nous recommandait la lecture de *l'Intelligence* de Taine, les gros bouquins de Spencer et de Darwin, enfin toute la bibliothèque philosophico-scientifique de ce temps-là : les pontifes de l'anthropologie et de la paléontologie, les Georges Evans, les sir John Lubbock, les Gabriel de Mortillet et tout le troupeau des matérialistes allemands, de Büchner à Hœckel. Je me vois encore piochant avec une sombre fureur ces imposants

volumes, — en somme, perdu et pataugeant dans ces marécages, plein d'une admiration tremblante devant ces capharnaüms d'érudition scientifique, mais tout de même un peu perplexe et ahuri devant l'invraisemblance ou la fantaisie de certaines affirmations. Tout nous manquait, — à moi surtout, — pour nous lancer dans des lectures pareilles. C'était de la folie toute pure que de nous y jeter. Nous n'avions ni les connaissances, ni l'éducation préalable, ni la maturité d'esprit qui eussent été nécessaires, je ne dis pas pour dominer cet amas colossal de notions plus ou moins confuses, mais seulement pour nous y débrouiller. Ou bien s'en tenir à quelques affirmations dûment vérifiées ou jugées probables, — ou bien nous épargner ces inutiles et harassants vagabondages à travers l'inconnu ou l'inconsistant...

Il m'en est resté une défiance invincible à l'égard de l'anthropologie, de la paléontologie, de toutes ces sciences hypothétiques qui prétendent expliquer le mystère des origines par des réactions mécaniques et physico-chimiques, ou par l'évolution et la différenciation progressive d'un germe initial. En somme, ces grands novateurs en sont toujours à la vieille physique matérialiste de Lucrèce : l'univers et l'homme se développant par époques ou par âges successifs, lesquels finissent par marquer un progrès sur la période précédente. Je l'avoue, je n'ai jamais pu lire sans inquiétude, dans l'*Essai sur l'inégalité des races humaines* de Gobineau, les lignes que voici, à propos des théories aventureuses de certains anthropologues ou paléontologues : « Alors, dit Gobineau, on dispose tout à son gré et, au moyen d'une phraséologie spéciale, en supputant les temps par âges de pierre, de bronze, de fer, en substituant le vague géologique à des approximations de chronologie qui ne seraient pas assez surprenantes, on parvient à se mettre l'esprit dans un état de surexcitation aiguë, qui permet de tout imaginer et de tout trouver admissible. Alors, au milieu des incohérences les plus fantasques, on ouvre, tout à coup, dans tous les coins du globe terrestre, des trous, des caves, des cavernes de l'aspect le plus sauvage et on en fait sortir des amoncellements épouvantables de crânes et de tibias fossiles, de détritus comestibles, d'écailles d'huitres et d'ossements de tous les animaux possibles et impossibles, taillés, gravés, éraflés, polis et non polis, de haches, de têtes de flèches, d'outils sans noms; et le tout s'écroulant sur

des imaginations troublées, aux fanfares retentissantes d'une pédanterie sans pareille, les ahurit d'une manière si irrésistible que les adeptes peuvent sans scrupule, avec sir John Lubbock et M. Evans, héros de ces rudes labeurs, assigner à toutes ces belles choses une antiquité, tantôt de cent mille années, tantôt une autre de cinq cent mille, — et ce sont des différences d'avis dont on ne s'explique pas le moins du monde le motif... »

Pour moi, ce que je ne m'explique pas, c'est le régime de « la caverne » imposé, depuis Lucrèce, à toute l'humanité commençante. La caverne pour tous, — préfiguration drôlatique de la caserne pour tous, la caserne égalitaire et démocratique, — l'homme des cavernes, l'âge des cavernes, je n'ai jamais pu réaliser ces imaginations « scientifiques », ni surtout croire que tout le monde, à la même époque, fût logé dans des cavernes. Je ne conçois pas mieux l'âge du renne, l'âge du fer, ou l'âge du bronze, universel et obligatoire. Il nous faudrait un nouveau *Gargantua*, ou un nouveau *Bouvard et Pécuchet*, pour secouer toutes ces erreurs infatuées et ridicules. Mais qui d'entre nous aura le courage, la science et le génie nécessaires pour pénétrer en iconoclaste dans l'antre de la Superstition scientifique et nous en faire l'hilarant portrait?...

Le pire, c'est que cette phraséologie évolutionniste s'est imposée à des générations entières, — et cela dans tous les domaines, aussi bien en littérature et en art qu'en politique. Nous n'en sommes pas encore revenus. Il n'est lecteur de journal, cerveau façonné par l'école primaire qui ne croie à l'évolution nécessaire, progressive et indéfinie de l'espèce humaine, — qui ne croie enfin que toute évolution est synonyme de progrès. L'idéologie maçonnique a contribué surtout à répandre cette funeste erreur du Progrès divinisé. Pour admettre une pareille chimère, il faut oublier les leçons de l'histoire qui n'est guère que le témoignage des chutes et rechutes perpétuelles de l'humanité, et il faut n'avoir jamais vu de ses yeux les êtres dégradés qui, en immense majorité, composent la population de la planète. Il y a des peuples ou des races, qui n'évolueront jamais (dans le sens d'un progrès moral ou intellectuel), qui n'en ont, d'ailleurs, aucune envie, ou qui, sous les apparences d'une civilisation toute matérielle et tout extérieure, resteront à jamais des barbares. L'inégalité foncière et irréductible des races humaines me paraît, comme

à Gobineau, un fait incontestable, je dirai même : un fait primordial et sacré. L'égalité, à supposer qu'elle soit possible, serait la stagnation, l'immobilité, la mort de tout, à commencer par la mort de l'esprit. L'inégalité est sacrée : elle est la cause du mouvement, du progrès véritable, du peu de bien qui se fait dans le monde. Je hais les égalitaires et les niveleurs comme les pires ennemis de l'humanité.

*
* *

Ainsi, après un assez long détour à travers les mornes plaines du kantisme et du criticisme, c'est surtout vers les sciences que nous orientait notre professeur. En somme, c'était la faillite de la philosophie proprement dite. Du moment que le noumène, simple postulat de la raison pratique, était inaccessible, on se rejetait sur le monde des phénomènes. On n'était plus philosophe que de nom. Aussi voyions-nous la plupart des professeurs de philosophie se tourner vers la sociologie, la pédagogie, la morale, la politique, ou même, par élégance, vers l'esthétique. Le nôtre était tout englouti dans les mathématiques. Les mathématiques n'ont jamais fait de mal à personne : elles sont en dehors du réel. De sorte que les occupations de M. Guignaut pouvaient passer pour à peu près inoffensives. Il n'en est pas de même pour toutes ces sciences conjecturales qui travaillent sur le concret, qui visent à diriger la pratique : là, les utopies se paient cher. Et Dieu sait ce que, dans tous ces domaines, des esprits livresques, des cerveaux de pédants, inaptes à observer et à percevoir le réel, ont pu enfanter de sottises funestes. Encore une fois, il faudrait le rire vigoureux et sain d'un grand satirique pour venger le bon sens et bousculer tout ce fatras.

Si orgueilleux qu'ils fussent de leur science, ou de la supériorité de leur critique (et je ne dis pas cela pour M. Guignaut, qui était un homme modeste et charmant), les plus intelligents de nos maîtres sentaient bien la fragilité des systèmes comme des hypothèses philosophico-scientifiques. Alors on glissait à un scepticisme de dilettantes. La religion était réduite à un vague sentiment sans objet défini. La morale, sans obligation ni sanction, n'était plus que l'aspiration distinguée d'une belle âme, ou plus simplement une description et une critique empirique des mœurs. On louait le geste indépendamment de l'action, le

jaillissement lyrique, indépendamment du style ou des idées. Un grand poète était une belle force de la nature. C'est ce qu'on disait de Victor Hugo. On lui appliquait les épithètes de « colossal », et d' « élémental », en ajoutant tout bas : « ... et bête comme l'Himalaya ! » Avec les Parnassiens, on revenait aux puérilités grammaticales, à la mise en vers de toutes choses, comme au temps de l'abbé Delille. On mettait en sonnets Darwin et les découvertes de la science. Notre poète le plus admiré était Sully Prudhomme. La politique qu'on nous proposait, prenait la figure amène et rassurante d'une république athénienne. La conception de l'État se vidait de tout contenu positif et pratique. Ce n'était plus que l'organisation de notre dilettantisme : la vie en parade et en fêtes, les savants, les philosophes et les rhéteurs au premier plan, des discussions académiques, des conversations sous la rose, avec des danseuses et des joueuses de flûte à l'horizon. C'était charmant.

Ce dilettantisme encourageait la légèreté et aussi tous les relâchements. Beaucoup de nos maîtres, ou de nos aînés se laissaient aller à l'esprit vaudevillesque, à une sorte de débraillé intellectuel. Ils se noyaient dans le bas naturalisme et dans la littérature dite amusante. Souvent, pour nous reposer de Kant ou de M. Renouvier, notre professeur nous lisait une comédie de Labiche. C'est ainsi que j'ai connu *le Voyage de M. Perrichon* et *le Chapeau de paille d'Italie*. On riait à s'en décrocher la mâchoire... Je ne suis jamais revenu à Labiche et je n'y reviendrai sans doute jamais. J'ai trop peur de n'y plus retrouver le rire de mes seize ans.

***

Cette légèreté, ce relâchement de la pensée et des mœurs cachaient un conflit des plus sérieux. Au fond, la grande affaire, en ce temps-là, c'était la lutte contre le cléricalisme et, par une conséquence difficilement évitable, contre le catholicisme. La franc-maçonnerie mobilisait toutes ses forces pour un assaut décisif. Homais se dressait avec fureur contre Bournisien. Toutes les armes lui étaient bonnes : articles de journaux, tracts diffamatoires, conférences et chansons. Ces chansons parvenaient jusqu'à nous. Il y en avait de grossières et d'obscènes, d'ignoblement impies, d'autres simplement frondeuses. Comment cette sale propagande franchissait-elle les grilles du lycée ? Le

fait est que nous en étions contaminés. L'enseignement que nous recevions nous prédisposait à accueillir joyeusement toutes ces basses attaques contre les prêtres et même la religion traditionnelle. La grossièreté naturaliste et démocratique nous envahissait. D'un cœur léger, nous roulions en cloaque.

Au fond, qu'y avait il derrière ces vociférations frondeuses ou blasphématoires, et toute cette poussière de bataille? Non pas seulement la vieille lutte de la France chrétienne et gallicane contre les empiètements de l'ultramontanisme, mais le dessein bien arrêté d'en finir avec le catholicisme. Le sentiment religieux, les richesses spirituelles de la nation étaient l'enjeu du conflit. De ces querelles déplorables, quand ce ne sont pas des guerres d'extermination, l'âme du pays ne peut sortir que profondément atteinte.

En ces années Quatre-vingt, lorsque j'étais, au lycée de Bar, sur les bancs de la classe de philosophie, le catholicisme subissait une ruée formidable de toutes les forces de décomposition. Comme je l'ai déjà noté, il réagissait assez faiblement. Quels apologistes de génie, ou même de talent, pouvait-il opposer à ceux qui, dans l'autre camp, fascinaient et entraînaient l'opinion? Le clergé lui-même, comme étourdi par le coup, ne savait pas toujours sauver au moins la face... Vers la mi-juin, nous reçûmes, pour la confirmation, la visite de l'évêque de Verdun. En ma qualité de brillant rhétoricien, je fus chargé du compliment à Monseigneur. Une tradition ancienne voulait qu'il fût en vers latins. A coups de *Thesaurus* et en faisant appel à toutes mes réminiscences classiques, j'alignai donc, à grand peine, un quarteron d'hexamètres, d'une platitude soutenue, et dont le début était tel :

Siste gradum, nosque exaudi, venerande sacerdos!

Il paraît que « sacerdos » fut peu goûté, au moins dans l'entourage du prélat : c'est « antistes » ou quelque chose d'approchant, qu'il aurait fallu. Mais, hélas! la mesure s'y opposait. Et aussi mon inexpérience de versificateur me rendait malhabile dans le choix des épithètes et des titres protocolaires. Monseigneur vit-il lui-même une intention dénigrante dans ce mot malencontreux de « sacerdos »? Toujours est-il que la froideur et l'insignifiance de sa harangue produisirent un fâcheux effet. Ce fut tout à fait blafard. A la sortie de la céré-

monie, le petit pion qui ressemblait à François Ier, — et qui s'amusait à surexciter ma vanité, — me glissa dans le tuyau de l'oreille :

— Vous avez été admirable, comme toujours! Mais il faut avouer que M. de Verdun ne s'est pas foulé!

A la chapelle, devant tout le corps enseignant, convoqué pour la circonstance, il y avait eu un sermon d'apparat prononcé par un des vicaires généraux du diocèse, un grand et fort gaillard, à la face apoplectique, dont le violet faisait pâlir celui de son camail. C'était, nous le sûmes plus tard, un ancien professeur de théologie au grand séminaire et l'ennemi mortel de l'abbé Hubin, notre aumônier. Tout le sermon roula sur saint Thomas, la philosophie de saint Thomas. Et il n'y eut de doute pour personne que ce panégyrique d'un des plus grands docteurs de l'Église, le maître, en somme, de la pensée catholique, ne fût dirigé contre l'enseignement de notre professeur, M. Guignaut, dont le criticisme kantien causait en ville quelque scandale.

Était-ce la faute de l'orateur, que son physique et, sans doute aussi, son habit desservaient à nos yeux? Ou plutôt étions-nous aussi peu préparés que possible pour comprendre cette forte doctrine? En tout cas, l'homélie du vicaire général eut peu de succès. Pour ma part, je n'y vis qu'un tissu de banalités, de grosses vérités de sens commun!... Et puis, oser rapprocher saint Thomas de Kant! Je n'en revenais pas d'une telle naïveté! Quel rapport entre cet obscur scolastique et l'immortel penseur de Kœnigsberg! Notre professeur, consulté par nous, évita de se prononcer sur le sermon lui-même. Mais son sourire nous en disait long. Et il ne nous cacha pas son dédain pour la scolastique et, en particulier, pour saint Thomas : tout cela était balayé, fini, *périmé!*...

***

Ainsi, avec l'encouragement plus ou moins tacite de mes maîtres, je jugeais de haut le catholicisme et tout ce qui n'était pas le kantisme et le criticisme ou quelque chose d'approchant. Notre grand critérium, notre règle d'or, en ce temps-là, c'était le kantisme. Pendant mon année de philosophie, je lus une étude de Foucher de Careil sur Schopenhauer et *la Philosophie de l'inconscient* de M. de Hartmann. Quoique toute pénétrée de

kantisme, la métaphysique concrète de Schopenhauer, qui justement aurait dû me plaire par ce qu'elle a de concret, de solidement appuyé sur le « donné », cette métaphysique ne s'imposa point à mes réflexions, comme elle fit plus tard. Ces théories et celles de Hartmann me séduisaient bien par leur étrangeté : cet ascétisme philosophique renouvelé du boudhisme, cette exhortation discrète au suicide universel, cela me paraissait d'une extrême élégance intellectuelle, mais, somme toute, des paradoxes bons à étonner les philistins, de simples fantaisies, des variations brillantes et inconsistantes exécutées sur le thème fondamental du kantisme. Kant, pour nous, était la Loi et les Prophètes. On nous faisait alors un vague cours d'histoire de la philosophie : tout y aboutissait à Kant, comme, dans nos cours d'histoire de France, tout aboutissait à la Révolution.

Du moment que la vérité absolue n'était qu'un mirage intellectuel, je me jugeais, après tout, fort bien partagé. On nous avait mis en possession de la seule méthode qui, dans l'ordre relatif, le seul accessible, nous permît la discrimination du vrai et du faux. Nous nous disions, ou, du moins, je me disais qu'on ne ferait jamais mieux : c'était le *summum* de la philosophie. J'avais atteint, sinon à la sagesse, du moins à une méthode critique infaillible, qui me protégerait contre le trompe-l'œil des faux systèmes et des vérités prétendues révélées.

Dorénavant, j'étais amputé de toute préoccupation métaphysique. Avec le sens de l'Un, j'avais perdu celui des réalités transcendantes. Je sombrais dans la poussière des phénomènes. Je ne savais plus ce que c'était que l'âme, l'individu, la liberté, le bien et le mal. Je m'enfonçais dans la matière.

* * *

Heureusement que tout cela se passait dans ma tête, que les conséquences déplorables de toute cette idéologie n'en sortaient guère, — et qu'enfin j'étais un jeune gars de Lorraine, qui avait été bien élevé par quelques bonnes femmes et quelques braves gens ! Sous la férule aimable de M. Guignaut, je ne pouvais prévoir aucune servitude gênante, ni appréhender aucune catastrophe. J'étais tout à la joie de manipuler la phraséologie pédante des cahiers de cours et des manuels de philosophie. Je m'abreuvais d'abstractions creuses. Pourtant, une invincible tristesse s'exhalait pour moi de toutes ces formules et de toutes

ces dissertations scolastiques. Je ne pouvais pas me dissimuler qu'au fond tout cela répugnait à ma vraie nature, comme à mes aspirations et à mes capacités réelles. Et je ne pouvais pas non plus m'illusionner sur mon infériorité en philosophie Un moment, dans la première ivresse de la débauche intellectuelle, je m'étais cru philosophe, comme auparavant, je m'étais cru poète. Malgré mes succès scolaires, j'étais bien forcé de reconnaître que je m'abusais, que je ne serais jamais un professeur de philosophie selon le cœur et l'idéal de l'Université, — ni même selon le rêve de M. Guignaut. Cela me chagrinait d'avoir déçu ses espérances et de n'obtenir qu'une partie de son estime.

Et, avec ces préoccupations, de réels tourments m'assaillaient. Je songeais à toutes mes faiblesses en sciences, à toutes les obscurités angoissantes de mon avenir. Et, plus que jamais, j'avais une peur affreuse d'être refusé au baccalauréat.

L'HISTOIRE COMME ON L'ENSEIGNAIT ALORS

Aiguillonné par la crainte, je me rejetai vers les mathématiques. Je leur sacrifiai un peu de mon grand amour pour la philosophie. Et cela m'incita à revoir le programme de l'examen, afin de me rendre compte de mes points faibles. Je le lus, relus et méditai, et voici que, tout à coup, je découvris l'importance d'une matière à quoi je n'avais pas songé d'abord : l'histoire. On citait même l'exemple d'un de nos camarades qui, à la dernière session, s'était vu refuser pour sa nullité en histoire. Cela me donna à réfléchir. Du moment que l'histoire pouvait vous jouer de tels tours, je m'y précipitai.

Celle qui figurait à notre programme, c'était l'histoire contemporaine, depuis la Révolution jusqu'à la Constitution de 1875. Tout de suite, cela me parut bien plus vivant, bien plus intéressant que les autres périodes historiques qu'on m'avait fait étudier jusque-là. Cela me touchait directement par de perpétuelles allusions à des questions qu'on agitait au dehors, ou à des personnages ou à des faits dont j'avais entendu parler par des témoins, et dont le souvenir n'était pas encore refroidi. Le manuel qu'on nous avait mis entre les mains, et qui était rédigé avec un parti pris évident de propagande républicaine et anticléricale, attisait mes amours et mes haines de jeune affranchi

intellectuel et stimulait mes curiosités. Ah! c'était autre chose que les honnêtes manuels du père Victor Duruy! Avec celui-ci, j'éprouvai une secousse analogue à celle que m'avait donnée l'édition des *Provinciales* de Paul Bert. La politique militante me saisissait. Je percevais l'écho des polémiques qui, alors, divisaient l'opinion en deux camps irréductibles. Pour moi qui, jusque-là, n'avais donné aucune attention aux choses du gouvernement, à la politique et aux politiciens, c'était une séduction toute nouvelle. Je m'intéressai vivement à l'histoire ainsi comprise, et, en homme qui ne fait jamais les choses à moitié, je ne tardai pas à m'y donner avec passion, risquant même, par cet engouement subit, de diminuer mes chances en philosophie, et de me relâcher déplorablement sur les redoutables mathématiques.

Cette passion neuve avait pourtant bien de la peine à se satisfaire, si grande était la pénurie de notre bibliothèque. En dehors des manuels et des cahiers de cours, je ne disposais pour la période révolutionnaire, que de l'emphatique et tendancieuse histoire de Louis Blanc et, pour la période du Second Empire, que d'un médiocre bouquin en style de journal et aux allures de pamphlet, par un certain Taxile Delord. Encore une fois, j'étais livré à toutes les suggestions de l'esprit sectaire, sans nulle défense contre elles. Je n'avais pas la moindre idée de ce que c'est que la méthode historique et, alors que nos professeurs n'avaient à la bouche que les mots de critique et de criticisme, je ne songeais pas un seul instant à appliquer à l'histoire ces belles méthodes critiques. Ce qui s'offrait à moi, c'était l'histoire populaire, scolaire et officielle. C'était ce que nous *devions* penser sur le passé de notre pays, enfin, de l'histoire manipulée et triturée pour l'enseignement d'État.

Je l'avoue : je prêtais l'oreille, avec une certaine complaisance, à cet enseignement si partial. Je n'avais pas besoin que l'on me prêchât le culte de la Révolution. Je l'aimais d'instinct, sans la connaître, parce que son nom seul flattait toutes mes rébellions secrètes. Je n'avais nullement conscience de la contradiction qu'il y avait entre ces tendances et celles du milieu, en somme, conservateur, où j'avais été formé et d'où je venais. Du côté paternel comme du côté maternel, j'appartenais à une famille qui ne devait rien à la Révolution : petits propriétaires ruraux, naguère simples paysans, petits industriels ou petits

négociants, petits notables de bailliage, robins ou militaires, ils avaient plutôt perdu au changement de régime. Mes deux bisaïeuls maternels, l'un brasseur à Briey, l'autre ancien officier des armées royales, faillirent être victimes de la Terreur. Il leur fallut se cacher pour ne pas être guillotinés. Mon grand père paternel, à peine âgé de dix-huit ans, dut s'engager en 92, pour échapper, lui aussi, au couperet égalitaire. Et, je me suis laissé conter qu'à la même époque, un de ses oncles, chanoine régulier de Mars-la-Tour, mourut déporté en Guyane, ou noyé dans la Loire par un des bateaux à soupape de Carrier..

Malgré ces tragiques souvenirs, — il est vrai, bien affaiblis au temps de mon enfance, — je suis obligé de reconnaître qu'aucun des miens ne regrettait la monarchie. D'ailleurs, on n'a jamais été très monarchiste en Lorraine. Si nous avons pu regretter quelque chose du passé, c'est le temps de nos ducs. On payait alors moins d'impôts que sous les rois de France. Rien ne touche davantage le paysan. Payer le moins possible, ou plutôt, ne rien payer du tout, c'est le fondement d'une fidélité et d'un amour solides. Non, vraiment, on ne regrettait rien, chez nous, de l'ancien régime. Et même, je me rappelle qu'on y détestait encore « les hobereaux ». J'ai entendu maints sarcasmes contre les gens des châteaux. Entre petits nobles et petits bourgeois, les questions de rang et de vanité dominaient tout. Nul doute qu'une foule d'amours-propres froissés par de mesquines prétentions nobiliaires, n'aient puissamment aidé la Révolution. Les anciens privilèges, très souvent fictifs ou réduits a presque rien, excitaient les sourdes colères des paysans, leur haine ou leur envie contre des gens qui étaient à part, qui appartenaient à une autre caste que la leur, caste pourtant ouverte à tous. Car, tout le monde était noble sous l'ancien régime ; comme, aujourd'hui, tout le monde est décoré. Quoi qu'il en soit, la haine des hobereaux était à la base des sentiments démocratiques de la France rurale dans la première moitié du XIX^e^ siècle. Mon père répétait souvent devant moi qu'il avait dû tancer certains curés de ses amis, qui, en conversation ou en chaire, se laissaient aller à des diatribes contre la Révolution. Haussant les épaules, il ne manquait point de leur dire :

— Si votre grand père vous entendait, il vous tirerait les oreilles !...

Ces propos contribuaient à me faire accepter, les yeux

fermés, le dogme révolutionnaire. Je m'associais en toute candeur aux dithyrambes de mes manuels sur la prise de la Bastille, ou le serment du jeu de Paume, comme aux déclamations passionnées d'un Louis Blanc et à ses arguties pour innocenter les pires excès démagogiques. Et cependant, en dépit de mes livres et des prédications de mes professeurs, je n'arrivais pas à calmer complètement d'invincibles protestations, ou à prendre mon parti de certains froissements d'âme et de sensibilité, quand je lisais le récit des « horreurs » de la Révolution. Telle manifestation royaliste produisait en moi des sentiments tout à fait contraires à ceux qu'on voulait m'inculquer : ainsi ce fameux banquet des gardes du corps, qui eut lieu à l'Opéra de Versailles, le 1er octobre 1789, à la veille de la catastrophe, — ce banquet, où, paraît-il la cocarde tricolore fut foulée aux pieds, tandis que la musique jouait l'air de Grétry : « O Richard, ô mon Roi, l'univers t'abandonne !... » — et que le Roi et la Reine, émus jusqu'aux larmes, saluaient cette jeunesse enthousiaste. J'étais de cœur avec ces jeunes officiers, amoureux de la Reine, j'aurais voulu mourir avec eux pour sauver Marie-Antoinette. Alors que les pires abjections françaises étaient imminentes, cet élan d'amour et de fidélité des gardes du corps m'apparaissait comme le dernier geste chevaleresque de mon pays...

Et, d'autre part, les scènes ignominieuses ou sanglantes de ce répugnant drame me jetaient dans des colères folles. J'aurais voulu faire le coup de feu contre la canaille parisienne, contre les trognes hideuses coiffées du bonnet rouge. Je ne me sentais pas d'indignation, quand je lisais le récit des émeutes ou des exécutions : Marie-Antoinette arrachée de son lit par les poissardes de la halle, — le boulanger, la boulangère et le petit mitron ramenés à Paris par une populace avinée, ou bien les journées d'août, les massacres de septembre. La fuite de la famille royale, l'arrestation à Varennes me passionnaient comme le plus émouvant des romans-feuilletons. Je haletais d'impatience, tandis que la lourde berline roulait vers la frontière avec une déplorable lenteur. J'aurais voulu fouailler les chevaux, secouer le cocher. Et j'aurais volontiers étranglé Drouet et l'épicier Sausse qui livrèrent les fugitifs. Le supplice du Roi, celui de la Reine me soulevaient le cœur de dégoût, déchaînaient en moi de véritables fureurs. L'interrogatoire d'André

Chénier, monument de honte, m'inspirait une haine et un mépris sans borne pour la Révolution, ses suppôts et ses hideux grands hommes. Je retrouvais les sursauts de révolte qui, autrefois, me bouleversaient quand je lisais les persécutions contre les protestants, les tortures et les bûchers de l'Inquisition. L'ignoble cruauté, — la cruauté cynique et triomphante, — s'étalait encore une fois devant moi. Certes, j'exécrais de toute mon âme la cruauté hypocrite des inquisiteurs, mais celle des révolutionnaires, avec son accompagnement de brutalité, de barbarie et de bêtise, m'apparaissait comme la dégradation suprême. Je n'ai jamais pu pardonner à la cruauté, même lorsqu'elle s'environne d'un appareil légal, lorsqu'elle s'insère dans un cadre d'ordre et de civilisation : à plus forte raison, lorsqu'elle est anarchique et barbare, lorsqu'elle n'est que l'assouvissement de la brute sadique et stupide, ou le caprice hystérique de fous sanguinaires...

Toute cette ignominie démagogique m'écœurait autant qu'elle me révoltait. Et pourtant, je ne connaissais alors qu'une faible partie des atrocités révolutionnaires, — de ces égorgements et de ces déportations en masse. G. Lenôtre n'avait pas encore levé un coin du voile sur l'immonde abattoir de la Place du Trône. Tous ces meurtres lâches et inutiles, ces crimes sans excuse, ces assassinats en série, ces centaines et ces milliers d'innocents, de jeunes gens et de jeunes femmes, d'enfants et de vieillards jetés au couperet communiste et égalitaire, tout cela était laissé par nos manuels, comme par la plupart des historiens d'alors, dans une ombre prudente...

Comment ai-je pu, alors, en dépit de toutes mes révoltes et de toutes mes indignations, admettre le dogme de la Révolution, m'incliner, moi aussi, devant le monstre? Il fallait que l'entraînement fût bien fort, bien forte la suggestion de l'idéologie ambiante.

Aujourd'hui, je hais et je condamne toutes les révolutions. Elles ont beau prendre le masque de la justice et de la raison, elles ne sont jamais que l'assouvissement de bas appétits et de ce besoin de violence et d'oppression qui travaille les masses. Elles ne laissent jamais derrière elles que des ruines, qu'il faut ensuite réparer à grands frais, quand elles sont réparables. Et, à ce propos, je m'émerveille de la faiblesse et de l'aberration, non seulement de certains historiens, mais de la majorité des

français qui sont toujours prêts à absoudre les excès de tous les révolutionnaires, quels qu'ils soient, aussi bien les Albigeois du moyen-âge que les bolchévistes d'aujourd'hui. Il suffit que des criminels de droit commun s'abritent derrière une idéologie pour qu'ils aient droit à l'indulgence et même à la sympathie.

Le spectacle ou la pensée des atrocités qui s'accomplissent, ou qui se préparent, en ce moment même, dans les cinq parties du monde, que dis-je? tout près de nous, — beaucoup plus près que nous ne le pensons, — cela me remplit d'une telle horreur et d'un tel dégoût que je ne puis plus admettre l'homme que racheté par Jésus-Christ... oui, l'homme religieux, l'homme en oraison, à l'église, dans les quatre branches de la Croix, devenu, en esprit et en vérité, le corps du Christ. C'est le visage du Christ qui cache à l'humanité dégradée sa propre figure. Le jour où elle se verra face à face, elle en mourra d'épouvante.

***

Que j'étais loin de telles pensées, en cette fin d'année 1883! Tout heureux et tout aise de philosophailler sous la direction de mon maître Guignaut, je ne voyais de la philosophie qu'une face amène et souriante. Mon professeur m'entretenait dans une sorte de mirage édénique : paradis de l'intelligence où j'étais tout fier de pénétrer et où je m'aveuglais vaniteusement sur mon indignité. Mais mon professeur, tout fervent intellectuel qu'il était, ne pouvait omettre absolument le souci de sa carrière. Il m'entraînait, assez maladroitement d'ailleurs, pour le concours général. Et, comme les entretiens de la classe ne lui paraissaient pas suffisants, il avait demandé au proviseur l'autorisation de me donner chez lui une préparation supplémentaire. Je sortais donc deux ou trois jours par semaine.

Quelquefois, par les beaux soirs de juin, avant de me reconduire au lycée, il m'emmenait faire une promenade au bord du canal. Nous suivions le chemin de halage, tout en devisant des doctrines étranges de M. de Hartmann ou du dernier article de M. Penjon dans *la Revue philosophique* (le nom de ce M. Penjon était alors proféré avec une nuance déférente). La plupart du temps, nous étions rejoints, à la hauteur de l'écluse, par un collègue de M. Guignaut : M. Fesquet, professeur de troisième.

M. Fesquet m'éblouissait. Ce brillant normalien à peine

sorti de l'École, m'offrait le type accompli de l'homme de science, parfait chef-d'œuvre de la culture universitaire. Lui, il était philologue, — philologue à la manière allemande, — très occupé de monographies sur des curiosités grammaticales. Et, néanmoins, très féru de littérature, avec une pointe de prétention trop excusable chez un si jeune scolar, — et la plus inoffensive de ses prétentions était de se croire très au courant des nouveautés (on ne disait pas encore : être dans le train), — et enfin d'être on ne peut plus « parisien » : parlant avec assurance et supériorité de la dernière pièce du Français ou du dernier roman à la mode, des « clous » sensationnels du dernier Salon. J'ouvrais de grands yeux à la révélation de ces fraîches merveilles. Et je m'enchantais des discours de M. Fesquet. Je ne me lassais pas de l'entendre pérorer d'une façon à la fois si docte et si élégante. Au fond, la grande affaire, pour lui, comme pour M. Guignaut, était, disait-il, de « penser juste » : le reste viendrait par surcroît. Ensuite, il s'agissait d'égaler, puis d'enfoncer l'Allemagne sur le terrain de la science et de l'érudition. Certes, notre Institut de France était bien en retard et, à parler franc, plein de ganaches, dont il eût été expédient de se désencombrer au plus vite. Il faisait beau voir M. Fesquet secouer, d'un bras juvénile et vigoureux, les vieux membres, qui, à l'Académie des Inscriptions, pour ne pas parler des autres, déshonoraient la science et les lettres françaises. Sans doute, il portait aux nues un Fustel de Coulanges, un Weil, voire un Boissier, — quoique suspect d'orléanisme : — hélas! ce n'étaient là que des exceptions. En somme, tous de médiocres sires!

Mais on pouvait compter sur l'École normale pour réparer ces déficiences! Les jeunes recrues étaient pleines d'ardeur, autant que de savoir! De quel ton respectueux et enthousiaste M. Fesquet me parlait de ses camarades! Il n'était pas loin de penser que certains avaient du génie. Et qui l'eût cru? Ces jeunes savants, adonnés aux études les plus austères, étaient non seulement pleins d'esprit (il en citait des mots), mais doués d'une fantaisie charmante. Il y avait même, parmi eux, des poètes. Comme les grands philologues de la Renaissance, ils écrivaient des vers, qui pouvaient bien être admirables et qui, en tout cas, soutenaient aisément la comparaison avec ceux des Parnassiens les plus réputés...

Et je me rappelle qu'un soir, comme saisi, lui aussi, par

l'inspiration, il nous récita, d'une haleine, un sonnet extraordinaire, tout en rimes féminines, qui, l'année d'avant, avait bouleversé d'admiration l'École normale. Ce sonnet, qui s'intitulait *les Canéphores*, me transporta tellement que je suppliai M. Fesquet de me le recopier : ce qu'il fit avec beaucoup de bonne grâce. J'ai perdu la copie. Si l'auteur de cette jolie réussite existe encore, il me pardonnera de le citer de mémoire. Autant que je me souvienne, cela chantait à peu près ainsi :

C'est fête dans Athène, — et les vierges voilées
Défilent lentement, et, portant une branche
De myrte parfumée, en longue file blanche,
Longuement, deux à deux, montent aux Propylées.

Leurs cheveux sont tressés, leurs sandales bouclées.
Elles montent tout droit et nulle ne se penche.
De la hanche aux talons et du front à la hanche
Leur beau corps se dessine en lignes ondulées.

Tranquilles et profonds, les feux de leur prunelle
Regardent fixement la montagne éternelle.
L'air pur détache net leurs profils de camées.

Elles montent, portant les rugueuses amphores,
Et l'on dirait, à voir leurs démarches rythmées,
Qu'elles montent au ciel, les blanches Canéphores...

Ce fut, pour moi, un soir d'exaltation et, je puis le dire, de parfait bonheur, que celui où M. Fesquet nous récita ces vers, composés selon les meilleures formules alors en vogue. M. Guignaut, qui ne sortait pas de l'École, était, lui aussi, bouche bée, en écoutant ce précieux sonnet. Après que le récitateur eut prononcé les derniers mots, il me sembla que la mélodie se prolongeait dans l'air tout chargé de vibrations musicales. Un silence délicieux régna quelques instants, et c'est ainsi que nous arrivâmes au terme de notre promenade, — au port du canal, vaste coupe miroitante qui reflétait, en cette minute, toute la douceur du couchant. Entre ses deux files rectilignes de platanes, la longue allée d'eau s'enfonçait immensément vers les lointains crépusculaires. Et, tandis que l'entretien se renouait entre mes doctes compagnons, je songeais toujours aux vierges athéniennes, en contemplant, à la poupe d'un lourd bateau, une silhouette de femme appuyée contre la barre

et dont la chevelure se découpait avec une netteté singulière sur le ciel rembruni.

Rentré au lycée, je ne pus me tenir de conter à mes camarades la glorieuse promenade que je venais de faire, au bord du canal, entre MM. Guignaut et Fesquet. Il m'en resta un vif souvenir, avec un renouveau de considération pour l'École normale. Cela ragaillardit ma vocation d'universitaire et m'enflamma d'un véritable amour pour cette grande École, qui produisait des nourrissons tels que M. Fesquet. Heureux Fesquet ! Il y était entré et il en était sorti, avec quel éclat ! Tandis que moi, misérable !...

En attendant, il fallait penser à cette formalité ridicule, et pourtant si redoutable, du « bachot ». La date fatale se rapprochait. Bientôt je reçus une lettre de convocation. C'était pour la quinzaine suivante, Dans un grand tremblement, je me préparai à aller affronter les monstres de Sorbonne.

PARIS

Car il était décidé que je passerais mon baccalauréat à Paris. Mon ami Hette et moi avions pris ensemble cette grande résolution et nous avions fini par y convertir nos parents. Notre principal argument c'est qu'à Nancy il y avait un examinateur féroce pour les mathématiques et que, vu notre faiblesse en cette partie, nous nous exposions à un échec. Je crois bien que c'était le fond de notre pensée et que notre crainte était sincère. Mais il y avait autre chose encore : c'était un beau prétexte pour voir Paris que nous ne connaissions pas. Et puis il y avait le Quartier latin, ses plaisirs et ses mystères, que nous entendions célébrer par nos aînés. Le « Quartier » nous éblouissait de loin, tout en excitant chez nous une foule de curiosités. Nous nous apprêtions à y pénétrer comme dans un pays d'enchantement, mais plein de périls et d'embuscades.

Nous partîmes dans la joie, tout à l'ivresse de ce premier grand voyage. En ce temps-là, il fallait six ou sept heures pour aller de Bar-le-Duc à Paris, par les trains semi-directs. On partait à neuf heures du matin pour arriver vers quatre heures de l'après-midi. Ni la longueur du chemin, ni l'incommodité de nos dures banquettes de troisième classe, ni la chaleur insolite (on était en plein mois de juillet) ne rabattirent notre allégresse.

Nous étions seuls dans notre compartiment. Heureux temps, où l'on pouvait voyager, même en troisième, sans être empilés! Il nous sembla que le monde était à nous, le vaste monde que nous découvrions par les portières de notre wagon. Toutefois, après avoir déballé nos provisions de bouche et fait une collation frugale, nous éprouvâmes, dans la béatitude de la digestion, un remords soudain, à la pensée que nous nous abandonnions avec une telle insouciance aux plaisirs du voyage et de la bonne chère, alors que, le lendemain, nous allions comparaître devant nos juges. Le Bachot, avec sa face énigmatique, se dressait devant nous. Alors, pris d'un beau zèle, nous débouclâmes nos valises et, en ayant extrait nos cahiers de cours et nos manuels, nous nous mîmes à repasser avec ferveur les matières de notre examen.

Nous y étions plongés, lorsqu'à je ne sais plus quelle station, Dormans ou Port-à-Binson, la porte de notre compartiment fut tirée avec fracas et nous vîmes surgir sur le marchepied, la face épanouie et respirant le bonheur de vivre, une volumineuse personne qui, ayant repoussé nos livres pour se faire de la place, nous demanda pardon d'un air tout cordial et s'assit à côté de nous dans le ballonnement de ses jupes, qui occupaient une bonne moitié de la banquette. Sa mise était modeste. Un ruban violet tremblait à la pointe de son corsage. A ce signe, nous augurâmes qu'elle devait être institutrice et, même sans cela, nous en eussions été convaincus, rien que par ses allures et l'assurance de sa parole A la vue de nos livres étalés, elle voulut nous prouver qu'elle aussi était une intellectuelle et, tout de suite, d'un air maternel et protecteur, elle engagea la conversation :

— Ces messieurs sont étudiants sans doute?

Par pudeur, nous n'osâmes pas avouer que nous n'étions que lycéens. Mais, d'un ton superbe, nous déclarâmes que nous allions à Paris passer notre baccalauréat.

— Moi aussi, dit-elle, je vais à Paris, faire mes courses.

Et, là-dessus, elle nous demanda si nous en étions à notre premier voyage. Nous dûmes confesser que oui. Alors, la grosse dame, la bouche en cœur, à la fois débonnaire et doctorale :

— Ah! messieurs, que vous devez être contents, que vous devez être fiers de voir Paris!...

A ces mots, Hette et moi nous commençâmes à échanger

des sourires ironiques. Intrépide, l'institutrice poursuivait :

— Mais oui, messieurs, mais oui ! Vous allez voir Paris !... Paris, la capitale de la France !... La France, messieurs ! Il me semble que vous ne vous rendez pas compte...

Pour le coup, nous lui rîmes au nez, petits imbéciles que nous étions. Eûmes-nous la sottise de lui dire, ou lui fîmes-nous comprendre que nous nous fichions autant de la France que de sa capitale ? Certainement elle le comprit ainsi et l'excellente créature, à voir nos mines supérieures de jeunes cuistres, en fut toute mortifiée et peinée. Nous autres, après notre année de philosophie, nous jugions du dernier commun de nous émouvoir sur de vulgaires idées patriotiques. Qu'est-ce que c'était que Paris aux yeux de petit lycéens qui, pendant des mois, ont entendu parler de *la Critique de la raison pure* ?... Et pourtant ce Paris, que nous affections de dédaigner, nous grillions d'envie de nous y voir !

J'ai rapporté ce trait, sans doute bien terre à terre et bien ridicule, d'abord parce que je ne me suis jamais pardonné cette inhumaine pédanterie, ce chagrin causé à une brave femme comme il n'y en a plus guère, aujourd'hui, et ensuite parce qu'il est vraiment caractéristique d'un état d'esprit qui ne faisait alors que s'ébaucher et qui est devenu ce que l'on sait.

***

En arrivant à la gare de l'Est, notre ahurissement dépassa tout ce que nous avions pu prévoir. Pour moi, il me sembla que j'étais submergé par cette foule. Trouver un fiacre fut toute une affaire. Tandis que Hette s'était lancé à la recherche d'un véhicule, je me morfondais sous le péristyle, couvant nos colis d'un œil inquiet et, parfois, lançant à la dérobée un regard éperdu vers les profondeurs du boulevard de Strasbourg, où j'entrevoyais comme une mer humaine, un gouffre où il allait falloir se débattre.

Près de moi, une vieille demoiselle de province, qui me parut tout de suite très bien élevée et pleine d'une candeur angélique, discutait avec son porteur. Celui-ci lui disait assez rudement :

— Allez retirer vot'malle ! Pendant ce temps-là, je reste ici avec vot' baluchon, à guetter une voiture !...

— Comment ! fit la vieille demoiselle atterrée : quitter mes bagages ! mais, mais...

Et, d'un air désespéré, elle implora :

— Serez-vous fidèle, au moins ?...

L'homme haussa les épaules :

— J' vas pas vous voler, ben sûr ! Regardez ma plaque !...

Alors, la vieille demoiselle, n'osant pas se retourner, par politesse, s'en fut, toute tremblante, vers la salle des bagages.

J'avais épié la scène : « Serez-vous fidèle, au moins ? » Ces mots de l'ancienne France, prononcés au seuil de ce Paris, qui me semblait si terriblement moderne, me firent un drôle d'effet. Avant de me lancer dans le gouffre, j'eus comme l'impression que c'était moi-même qui les prononçais, ces mots hésitants et timides. Ah ! si la grande ville me trompait !... Oui ! Paris serait-il fidèle ? Je m'épouvantais à la pensée de toute sorte de duperies et de traîtrises !...

Mais Hette, la mine triomphante, ramenait un fiacre. Dès que j'y fus installé et que nous roulâmes sur le pavé parisien, instantanément mes dispositions changèrent, mes craintes et mes timidités disparurent. On était à la veille du 14 juillet. Déjà, un certain nombre de maisons étaient pavoisées. A l'angle de la rue de Strasbourg et du boulevard de Magenta, nous frôlâmes un grand bazar, dont la devanture était tout enguirlandée de lanternes vénitiennes et dont l'étalage de drapeaux, envahissant le trottoir, y fleurissait comme un parterre tricolore. Les terrasses des cafés regorgeaient de buveurs. Il faisait chaud. Il y avait de la liesse dans l'air. Toutes ces molles influences contribuèrent à rasséréner mon humeur. Et puis, nous nous étions engagés dans une série de petites rues d'aspect bourgeois ou sordide, des rues à petites boutiques, tout à fait sans gloire, vraiment. Je ne m'avouais pas encore une déception. Mais cela m'apprivoisait avec Paris. Ces vieux quartiers m'étaient familiers, me semblaient à ma mesure. Je n'y éprouvais plus la détresse qui s'était emparée de moi devant le terre-plein de la gare et la foule houleuse s'engouffrant dans les perspectives sans fin du boulevard de Sébastopol. Paris ne me faisait plus peur... Nous traversâmes à l'improviste les Champs-Élysées, qui me parurent une avenue quelconque. Je n'eus pas le temps d'entrevoir, aux deux extrémités, l'Obélisque et l'Arc de triomphe. Encore une avenue, puis la Seine, les quais, une autre avenue

bordée de terrains vagues et de maisons en constructions : l'avenue Bosquet. Nous étions arrivés ! Comment ? Déjà !... Je descendis à regret du fiacre, trouvant que la promenade avait été courte. Décidément, Paris n'était pas si grand que je me l'étais imaginé ! Le monstre devenait de moins en moins terrifiant !

Nous descendîmes chez un de mes cousins, qui était élève à l'École de guerre et qui, se trouvant alors en voyage d'étude, avait mis obligeamment à notre disposition son petit appartement d'officier. C'était, en effet, très petit et même microscopique. Mais, de ce quatrième étage, quelle vue splendide ! Dès que j'eus pénétré sur le balcon, tout de suite je fus conquis. Je ne pouvais plus m'arracher au spectacle. A cette époque-là, l'horrible tour Eiffel n'existait pas encore, le Champ de Mars était une plaine sablonneuse. Pas de maisons à six ou sept étages dans cet antique quartier de la Grenouillère, qui avait conservé quelque chose de provincial. La vue s'étendait librement jusqu'aux tours mauresques du Trocadéro et, par delà Grenelle, jusqu'aux collines boisées de Sèvres et de Saint-Cloud. Tout près de notre avenue, au-dessus des toits modestes de la rue de l'Université et de la rue Saint-Dominique, surgissait un étrange campanile, surmonté d'une lanterne dorée et d'une girouette également dorée, dont je saisissais mal la forme : j'y vis tout de suite le clocher d'une église russe. Et cela fit que je trouvai à ce quartier, encadré entre les briques roses du Trocadéro et les dorures de l'énigmatique campanile, un petit air exotique et vaguement oriental. Je ne sus que beaucoup plus tard que cette tour dorée et cette girouette bizarre, c'était tout bonnement l'horloge surmontant l'annexe des grands magasins du Louvre !

Fasciné par cet immense espace et par une beauté toute neuve pour moi, je m'attardais indéfiniment sur le balcon. Mais mon ami Hette, esprit pratique, me représenta avec force que nous n'avions pas le temps de muser et qu'il fallait penser à nos affaires. Et tout d'abord, trouver le chemin de la Sorbonne, où nous étions convoqués pour le lendemain matin, à huit heures et demie. Nos moyens ne nous permettant pas de nous y rendre en fiacre, il faudrait y aller à pied, ou en omnibus, ou en tramway. Mais quel omnibus, quel tramway ? Nous consultâmes un guide de Paris, trouvé sur le bureau de mon cousin. Il datait de l'Exposition de 1855. Les récentes lignes de tramways

n'y figuraient point. Bref, il était à peu près inutilisable pour nous. Alors, nous décidâmes de nous rendre à pied à la Sorbonne. Mais par quel chemin ? Le plan inséré dans notre guide ne mentionnait pas le boulevard Saint-Germain. A la place de cette grande avenue relativement récente, c'était un fouillis de petites rues, qui nous semblèrent un labyrinthe inextricable. Plutôt que de nous y perdre, nous jugeâmes prudent de suivre les quais jusqu'au boulevard Saint-Michel et, par ce boulevard, de remonter jusqu'à la Sorbonne..

Mais ce n'était pas tout que de nous orienter pour le lendemain : il était six heures du soir. Nous mourions de faim. Il s'agissait de trouver un restaurant, grand embarras pour deux petits provinciaux qui ont peur d'être refaits, ou de tomber sur des gargotes par trop inférieures. Bravement, nous prîmes, comme on dit, notre courage à deux mains et nous nous lançâmes à l'aventure dans la jungle parisienne, en quête de notre souper et du lieu de notre supplice.

*
* *

Qu'il faisait donc chaud ce soir de juillet, sous les feux d'un couchant caniculaire ! Je traînais mes pieds sur l'asphalte brûlant, sentant de plus en plus la fatigue du voyage, et la langue pelée par la soif. Je cherchais un café, un cabaret quelconque où vider un bock glacé. Le long de ce cérémonieux quai d'Orsay, les estaminets sont aussi rares que les restaurants. De sorte que notre première promenade dans Paris me fut une vraie torture. Nous remontâmes les quais d'un bout à l'autre, jusqu'au pont Saint-Michel. Cela nous prit plus d'une heure. A tout instant, nous nous arrêtions sous un platane ou contre le parapet de la Seine et nous consultions notre guide. Où étions-nous ?... Ah ! grands dieux, seulement à la Cour des comptes ! Et nous jetions un regard désolé sur cette ruine colossale, vestige des horreurs de la Commune, cet amoncellement de décombres envahis par toute une folle végétation, et dont les pierres rougies me semblaient brûlées par les feux de l'enfer. Vaguement épouvanté, je détournai la tête et me remis en marche derrière mon compagnon, plus vaillant que moi !

Nous étions passés devant les Invalides, la Concorde, le Palais Bourbon, et voici que nous atteignions le quai Voltaire Rien de tout cela ne m'avait ému ! Ce spectacle unique des

bords du fleuve, entre sa double rangée d'édifices anciens, de palais, de jardins royaux, me laissait à peu près indifférent. Je défaillais de soif, de chaleur, de lassitude. Quand nous arrivâmes au pont des Arts, ce ne fut plus du désenchantement, mais de la détresse. Que c'était loin, mon Dieu! Que cette Sorbonne me paraissait donc inaccessible! Cela m'inspirait de sombres pressentiments. Sûrement, cela voulait dire que je n'arriverais jamais au baccalauréat!...

Et puis, tout ce quartier fluvial, avec ses vieux hôtels à l'architecture un peu froide et compassée, me paraissait d'une morne tristesse. Je n'ai compris que très tard la beauté française, surtout le charme si discret, si fin d'un paysage parisien. En ce temps-là, j'étais un petit barbare, absolument fermé à toutes les choses d'art. On ne m'avait rien appris de ces choses. Instinctivement, d'ailleurs, je vais aux grandes visions de nature plus qu'aux visions d'art. La vérité est que je trouvais ces quais lugubres. Que c'était vieux, que c'était noir! Voilà le sentiment populaire dans toute sa terrible candeur. Je n'eusse pas trouvé mauvais qu'on jetât par terre toutes ces bâtisses surannées. Quand nous convions le peuple à sauver, avec la civilisation, l'héritage du passé, nous lui parlons un langage inintelligible. Cette civilisation, il n'en jouit pas, ou il n'en sent point les bienfaits, et cette beauté lui est absolument fermée. De sorte que toute cette culture, ces choses exquises, dont nous sommes si vains, sont complètement en l'air. Elles n'ont pas de racines profondes dans l'âme des foules. Un rien peut les abattre et les réduire à néant...

La mine défaite, le visage ruisselant de sueur, je regardais avec dégoût, tout le long des parapets, ces files interminables de vieilles reliures moisies aux étalages des bouquinistes. Je tirai ma montre : sept heures du soir! Déjà!... La grande affaire, pour nous, était de trouver un restaurant. Rien que des bouquins, ou de vieux meubles, des marchands d'antiquités, des libraires, des photographes, des charbonniers, mais pas ombre de restaurant!... Enfin, après avoir reconnu le Pont-Neuf, sans nul enthousiasme, au coin d'une petite rue et du quai des Grands-Augustins, j'avisai un établissement de modeste apparence, l'air d'une boutique de marchand de vins, avec de gros barreaux de fer contre les fenêtres. Toutefois, la bonne mine du garçon qui, la serviette sous le bras,

stationnait devant la porte, me rassura, et aussi la vue des banquettes de velours rouge qui garnissaient le fond de la salle. Je succombais à l'accablement de cette longue course sous la chaleur, et la faim me tiraillait l'estomac :

— Entrons là ! dis-je, en désespoir de cause, à mon ami Hette.

Devant l'habit noir d'un maître d'hôtel subitement accouru à notre rencontre, mon camarade me tira par ma veste :

— Mais non, mon vieux ! Tu te trompes ! C'est un endroit cher !...

J'avais fait le premier pas. Il était trop tard pour reculer. La vanité aussi s'en mêlait. Toutefois, la majesté du maître d'hôtel m'imposa tellement, que je n'osai pas dépasser la petite salle du rez-de-chaussée. Nous nous assîmes à une table exiguë, sur les belles banquettes de velours rouge, et nous voilà devant le menu. Les prix nous bouleversèrent. Nous n'osions pas faire un choix, pressentant une addition désastreuse pour nos pauvres bourses. Le maître d'hôtel, qui nous observait, eut pitié de nous. Il finit par nous dire :

— Ces messieurs ont dû se tromper ! Il y a d'autres restaurants dans le quartier...

Cette insolence me piqua au vif. Malgré ma terreur de l'addition, malgré les coups de pied que Hette m'allongeait sous la table, en me chuchotant : « filons ! filons ! » je restai quand même et je retins mon camarade Nous réduisîmes notre menu à sa plus simple expression : une omelette et un châteaubriant aux pommes soufflées. Mais quoi ! le châteaubriant atteignait la somme fantastique de quinze francs. Nous y renonçâmes Nous nous en tînmes aux pommes de terre !...

— Et comme boisson ? fit le maître d'hôtel avec austérité.

Une sueur froide m'inonda en parcourant la carte des vins. J'aurais bien voulu ne boire que de l'eau de Seine. Enfin, par égard pour le maître d'hôtel, nous jetâmes notre dévolu sur un petit beaujolais à trois francs la bouteille... Ah ! quel dîner ! Avec ce maigre menu, j'eus beau me bourrer de pain, je n'arrivai pas à me rassasier. D'ailleurs, nous avions hâte d'en finir, tellement les clins d'yeux narquois de la valetaille nous humiliaient. Notre pourboire fut considéré avec dégoût par le garçon. J'étais furieux, autant qu'affamé. Hette ne l'était pas moins. Quand nous eûmes déguerpi, il me jeta au nez :

— Tu es un imbécile ! Désormais, c'est moi qui prends la direction de la caravane !...

Nous ne sûmes que beaucoup plus tard, que, ce soir-là, pour notre début à Paris, nous avions eu l'honneur de dîner au célèbre restaurant Lapérouse.

***

Le lendemain, dès les premières lueurs de l'aube, nous fûmes debout. Nous arrivâmes à la Sorbonne au moins une heure avant l'ouverture des portes. Enfin, ayant pris un café-crème, avec un petit croissant, sur la terrasse du d'Harcourt, nous pénétrâmes, le cœur battant, dans la salle d'examen.

Par une chance inespérée, j'eus, à l'écrit, outre une dissertation philosophique sur un sujet facile, une question de cours, et non un problème, à traiter pour les sciences, une question sur laquelle j'étais ferré. Déclaré admissible, je faillis échouer à l'oral et justement pour l'histoire, cette histoire qui m'avait tardivement préoccupé, que j'avais « potassée » tout spécialement. Par malheur, je n'avais guère dépassé la période de la Révolution et du Premier Empire. Comme nous disions, je « pompai » tristement sur les ministères de Charles X, et, par surcroît de malchance, en histoire naturelle, où, pourtant, j'étais d'une assez jolie force, je lâchai je ne sais plus quelle sottise qui mit mon examinateur de très méchante humeur. Enfin, malgré mes transes, je fus reçu, — et même reçu avec la mention : « assez bien ». Je n'étais pas très fier. M. Guignaut, mon maître, avait escompté un succès beaucoup plus éclatant. Après tout, l'essentiel n'était-il pas d'en avoir fini avec ce malencontreux baccalauréat ! Comme me le répétait mon ami Hette, « c'était une bonne épine hors du pied » ! Lui, hélas! il n'avait pas pu expulser cette maudite épine. Il avait été « séché » à l'écrit. Malgré son chagrin, il tint à assister à mes examens oraux. J'y vis une preuve d'amitié. Il y avait bien de cela sans doute, mais peut-être aussi le secret espoir qu'un échec final me réunirait à lui dans une commune infortune. Je fus reçu. Je constatai bientôt que ma réussite lui devenait tout à fait intolérable et que son humeur s'assombrissait. Mon camarade était pressé d'aller cacher sa déconfiture au sein de sa famille. Je le suppliai en vain de différer son départ. Je fus à deux doigts de lui dire :

Dans Bar-le-Duc désert, quel sera ton ennui !

Je m'abstins. Je vis que je l'aurais fait pleurer. Magnanimement je le raccompagnai jusqu'à la gare de l'Est. Je le mis dans le train, en l'assurant du succès pour la prochaine fois.

***

Me voilà donc seul, perdu dans Paris, avec mon bachot en poche. Je m'étonnais du peu de place que tenait un bachelier. Il me semblait que ce beau titre aurait dû se voir de loin, comme une décoration. Et aussi qu'on aurait dû me témoigner un peu plus de considération. C'était bien la peine de m'être donné tant de mal ! Je me sentais le cœur gros...

Je regagnai l'avenue Bosquet, où mon cousin, rentré de son voyage d'études, m'accueillit avec les félicitations d'usage, mais assez froidement. J'estimais non sans amertume que je n'avais pas mon compte. Lui prenait cela de très haut ! Il avait passé des examens sans nombre et s'apprêtait à en passer de nouveaux. Il me dit, d'un ton qui me glaça :

— Tu n'es pas au bout !... N'empêche ! c'est une bonne épine hors du pied ! Et maintenant, en route pour Normale !...

Alors, quoi? Tout était donc à recommencer?... Certes, je le savais bien ! Mais je n'aurais pas voulu qu'on me le dît comme cela, tout de suite au sortir de la dure corvée ! De grâce, qu'on me laissât souffler un peu ! Mais non ! Il allait falloir reprendre le collier, sans avoir même le temps de respirer, se remettre en route encore une fois, et pour quelle longue étape ! Et cette étape ne serait pas la dernière ! Cela ne finirait jamais !... J'étais comme le manœuvre qui voit s'allonger devant lui d'interminables jours de pioche, sans espoir d'en sortir, jusqu'au jour dernier où l'on piochera pour lui et où on l'emportera, les pieds devant.

Assez tristement, je me laissai emmener par mon hôte au mess des élèves de l'École de guerre, tous officiers à plusieurs galons. On me taquina, on me plaisanta, à cause de mes airs coquebins, et, sans doute aussi, passablement prétentieux. Ces messieurs n'avaient aucune déférence pour mon baccalauréat. Alors, dans l'espoir de prendre ma revanche, je sortis ma philosophie : j'étalai Kant, Schopenhauer, M. de Hartmann... Je parlais de l'ascétisme boudhique, du suicide universel, consi-

déré comme la suprême sagesse : il s'agissait, selon le philosophe allemand, — ce M. de Hartmann qui était pourtant, disais-je à ces messieurs, officier d'artillerie, lui aussi, — il s'agissait, proclamai-je le plus sérieusement du monde, « d'arrêter la propagation de l'espèce... »

— Et voilà ce qu'on leur apprend ! fit un gros capitaine lorrain, à tournure de reître.

On affecta de rire de mes propos. Mais je vis que j'avais déplu. Le déjeuner s'acheva sans qu'on m'adressât de nouveau la parole. Et je me souviens qu'au dessert quelqu'un annonça la guerre avec les Allemands pour le printemps prochain.

En sortant, nous allâmes faire un tour jusqu'aux Champs-Élysées. Sur le pont de l'Alma, nous croisâmes un militaire avec sa payse. Le gros capitaine à tournure de reître me poussa du coude :

— Tenez ! me dit-il avec un rire opaque, en voilà deux qui n'ont pas envie d'arrêter la propagation de l'espèce !...

Cette plaisanterie sonna désagréablement à mes oreilles. Je boudai ces soudards et restai silencieux jusqu'au moment où, par l'avenue de la Reine Hortense, — ainsi s'appelait encore l'avenue Marceau, — nous débouchâmes sur les Champs-Élysées... A la vue de cette voie royale, de l'Arc de triomphe et de l'Obélisque dans le lointain, j'éprouvai mon premier sursaut d'émotion et d'admiration. Depuis l'embouteillage de la rue parisienne par les autos, on ne sait plus ce qu'étaient autrefois les Champs-Élysées, — l'élégance et la distinction de cette immense avenue, sans doute unique au monde, avec sa figuration de luxe, ses toilettes et ses équipages. Encore une fois, les choses d'art m'échappèrent, la finesse de ce paysage parisien, la coloration particulière des verdures et du ciel, la beauté des massifs qui, en ce temps-là, encadraient l'antique Palais de l'Industrie surmonté de son groupe monumental : la Gloire distribuant des couronnes. Je ne fus sensible qu'à la beauté des attelages : les chevaux de Paris m'éblouirent, toutes ces bêtes de luxe ou de prix, depuis les pur sang et les piaffeurs des coupés aristocratiques jusqu'aux massifs percherons qui traînaient les lourds fardiers. Ce foisonnement de véhicules, qui circulaient pourtant sans encombre, toute cette carrosserie aux vernis et aux harnais éblouissants, toute cette cavalerie paradante et sonnante, cette vie, ce mouvement, ce grouillement

animal et humain, me rappelaient ce qui m'avait émerveillé, l'année d'avant, en Allemagne, dans ces villes industrielles, à l'activité si intense de la région rhénane...

Et puis, tout à coup, devant cette foule brillante, et plus loin, devant ces lourds chariots qui ébranlaient les pavés, j'eus le sentiment de ma faiblesse et de ma misère, du peu de place que je tenais au milieu de tout cela, de ma solitude surtout. Qu'y avait-il de commun entre moi et cette multitude? Comment me garer de cette énorme ville en perpétuelle agitation? Si je ne voulais pas être écrasé par elle, quel labeur! Quel avenir en perspective!... Alors, dans ma détresse, je repensai à Normale, mon unique chance de salut peut-être. Du moment qu'elle pouvait me sauver, elle me parut digne de mon admiration et de mon amour. Elle grandit soudain à mes yeux. Elle prit des proportions démesurées. Je me souvins des discours enthousiastes de M. Fesquet, de tout ce qu'il nous avait conté à la louange du génie normalien. Sans en rien dire à personne, je pris une décision. Je consultai mon guide, et, comme un fiancé qui rôde autour du logis de sa bien-aimée et qui timidement s'en approche, je m'en allai, rue d'Ulm, contempler l'École normale.

Je me sentis d'abord pénétré de respect à la vue du paysage environnant : ce Panthéon et son portique, cette dédicace « aux grands hommes », les chapiteaux corinthiens des colonnes de Soufflot vues de profil et les belles surfaces nues des murs où sont sculptées de robustes couronnes. Tous ces symboles de gloire m'exaltaient. Mais, aussitôt après, cette rue provinciale aux pauvres logis bourgeois, ces glaciales façades de couvents, ces portes closes et ces fenêtres grillées me remirent dans la note juste. En face de l'École, il y avait un grand bâtiment qui, de loin, s'annonçait par ses odeurs : c'étaient les écuries de la Compagnie des omnibus. Sur le seuil de la porte cochère, des palefreniers en sabots, appuyés sur une fourche ou sur un balai, la pipe à la bouche, vous dévisageaient d'un air gouailleur.

Affligé par ces vulgarités, je détournai la tête. Je ne voulus voir que l'École. Je n'osais pas trop stationner sur le trottoir. J'avais peur qu'on ne devinât ma qualité de candidat honteux. Me donnant des airs de simple passant, je jetai un regard furtif et respectueux à travers les barreaux de la grille. J'aperçus un

bâtiment assez lourd et tassé, d'apparence plutôt modeste. Je fus navré du peu d'embarras que faisait l'École. Je l'aurais voulue haute comme le Panthéon!... Et quelle tristesse, quelle sévérité! Pas un ornement, sauf peut-être, au-dessus de la porte, cette inscription en lettres dorées, qui commémorait la fondation de l'établissement par la Convention nationale... Décret de la Convention! Ces mots me firent froid dans le dos. J'entrevis le couperet de la guillotine... Ah! certes, je ne songeai plus aux « blanches Canéphores », ni aux dithyrambes de M. Fesquet, ni à ces jeunes poètes, ni à ces jeunes savants qui élucubraient, derrière ces tristes murailles, des œuvres admirables et définitives. Je supputais, seulement, en considérant cette porte basse, cette porte étroite, combien il me faudrait de temps, de peine, d'adresse et aussi de chance pour la franchir! Cela m'emplit d'une telle angoisse, que Paris en fut décidément obscurci à mes yeux. Le soir même, je reprenais le train pour la Lorraine.

Dans le train nocturne qui m'emportait, je me mis à réfléchir sur cette nouvelle étape de ma vie qui allait commencer... Brusquement, tout le tragique de la situation m'apparut. La vérité, c'est que j'étais sans ressources. Étant donné l'état désespéré des affaires paternelles, que je devinais, je ne pouvais plus continuer mes études. L'unique moyen qui me restât, — mais combien problématique! — c'était d'obtenir une bourse dans un lycée de Paris. Pour cela, que de démarches, que de gens à solliciter! Et surtout quelle urgence! J'avais deux mois bien juste pour me débrouiller! Et même en admettant que j'obtinsse cette bourse, je n'étais sûr de rien. Tout l'essentiel serait à faire. Après cela, il faudrait être reçu à Normale! A la pensée de l'avenir qui m'attendait, je me sentais comme écrasé.

Cet avenir, je n'en voyais que le plus immédiat, les nécessités les plus directement menaçantes. Le reste échappait à ma conscience, mais j'en pressentais toute l'horreur et c'est pourquoi j'étais si désolé. Le pire pour moi, ce n'étaient pas ces formalités de bourse et d'examen, c'était d'être obligé de prendre une direction contraire à ma nature comme à mes aspirations. Moi si avide de liberté, de rêve, de loisir, j'allais être condamné indéfiniment à tourner la meule. Et il y avait autre chose qui était encore pire que tout cela : l'éducation que j'avais reçue et que j'allais subir de plus en plus, qui allait façonner et plier mon esprit pour de longues années. J'étais prisonnier du monde

des sens et du monde matériel. On nous avait appris qu'il n'y a rien au delà des apparences. Les régions profondes et mouvantes du sentiment, l'envers des choses et des âmes, la haute spiritualité, tout cela m'était interdit. Pendant longtemps, je n'aurais nul souci du vivant mystère qui gît en chacun de nous et que j'ignorais en moi, pas même de cet épouvantable océan de ténèbres qui nous presse et où nous flottons sans le savoir, comme une pauvre petite barque sans cesse sur le point de couler. L'Éden, dont j'avais eu la révélation confuse, mais éblouissante, dès ma première enfance, s'était clos pour l'adolescent sceptique que j'étais devenu. Je ne voyais même plus le glaive lumineux de l'archange qui en garde le seuil...

Oui, c'était le pressentiment de tout cela qui me rendait si triste, tandis que nous roulions dans la nuit, à travers les plaines invisibles de la sablonneuse Champagne. Et aussi la détresse d'être arrivé à une fin, à un tournant décisif de ma vie, à une sorte de mort partielle. Un être nouveau allait naître en moi. Combien cette éclosion serait douloureuse! L'appréhension que j'en avais allait-elle briser tout mon courage? Je n'avais pour me soutenir que la force de cet instinct vital, si résistant en moi et dont la protestation opiniâtre finit par couvrir tous les tumultes de mes désespoirs. Hélas! je n'étais pas encore arrivé à la conscience d'une certitude qui, plus tard, m'a toujours sauvé, certitude qui triomphe des pires abattements et des pires défaites, qui peut être absurde et paradoxale, mais qui est invincible : malgré toutes les mises au tombeau, je suis sûr que je me relèverai, au moins le troisième jour...

Louis Bertrand.

LA DERNIÈRE ANNÉE

DE LA

MONARCHIE TRADITIONNELLE

I

LE MINISTÈRE POLIGNAC

En 1829, Charles X régnait depuis cinq années. Jamais la France, puissante et respectée au dehors, peu chargée d'impôts, dotée de finances admirables, servie par des fonctionnaires intègres, ne jouit d'un sort plus heureux. Mais jamais aussi plus de mesures inopportunes ne gâtèrent plus de sagesse. Chaque année avait été marquée par une maladresse mémorable : en 1825, la loi du sacrilège; en 1826, le droit d'aînesse; puis, à l'égard du clergé, des faveurs très voyantes qui donnaient créance à qui dénonçait la domination des prêtres. Par intervalles, des réminiscences, plus ou moins conscientes, d'ancien régime dressaient contre le gouvernement la coalition des amours-propres, beaucoup plus susceptibles que les intérêts eux-mêmes. Que Charles X se montrât, et il était acclamé, tant il était bon, cordial, fertile en mots heureux; mais ce regain de faveur était aussi peu durable que le bruit des applaudissements que son passage soulevait. Une presse perfide, inscrupuleuse, assez contenue pour clamer sa servitude, assez libre pour ne perdre aucune occasion de nuire, s'était de longue main, avec une prodigieuse dextérité, disciplinée pour la lutte; et elle avait atteint un tel degré de puissance qu'elle submergerait la royauté, si la royauté elle-même ne la maîtrisait.

Après six années de ministère, Villèle avait succombé sous une impopularité plus forte que ses services. Malgré sa parfaite droiture, son libéralisme sincère, son prestige de charmeur incomparable, Martignac n'avait pas rencontré un destin plus heureux; et il venait de s'effondrer sous les efforts combinés de l'extrême droite, de la gauche, et aussi, hélas! du centre gauche qui ajouta, ce jour-là, un curieux chapitre à l'histoire des duperies qui se croient habiletés.

Même en se séparant de Martignac, un prince d'esprit ferme et persévérant eût peut-être accentué et poussé à fond, au lieu de le clore, l'essai du gouvernement libéral. Aux lisières du centre gauche et de la gauche, les hommes de talent ne manquaient point, monarchistes, quoique dans l'opposition, et que l'appel du Roi eût flattés, au point de transformer leur correct loyalisme en vrai dévouement : tels Casimir-Perier, M. Humann, le duc de Broglie, le général Sebastiani. Se confier à eux, c'eût été opérer pacifiquement, avec l'estampille royale et en gardant tout l'honneur de l'initiative, l'évolution qui, un an plus tard, s'accomplira par violence. Que si décidément l'expérience était vaine, Villèle demeurait à portée, homme de ressources, capable, s'il le fallait, de resserrer une seconde fois les liens de l'autorité. Le Roi s'embarrassa-t-il de ces calculs? Si ces pensées s'offrirent à son esprit, elles l'effleurèrent sans s'y graver. Brusquement, avec toute la précipitation d'un coup de tête qui se croit coup d'énergie ou réponse à un défi, il se jeta dans l'aventure où sombrerait la monarchie.

LES NOUVEAUX MINISTRES

Le 9 août, le *Moniteur* publia les noms des nouveaux ministres. Les Affaires étrangères étaient confiées au prince Jules de Polignac qui, bien qu'il n'y eût pas de président du Conseil, parut aussitôt, au double titre de sa haute naissance et de la faveur du Roi, l'homme le plus important du cabinet. Le portefeuille de l'Intérieur fut remis à M. de la Bourdonnaye, personnage d'humeur violente, de commerce difficile, qui, après 1815, avait scandalisé le gouvernement et la Chambre introuvable elle-même par sa soif de réaction. Pour la Guerre, on avait choisi le général de Bourmont, militaire capable, énergique, d'esprit délié, mais sur qui pesait le plus fâcheux sou-

venir, car il avait abandonné l'armée à la veille de Waterloo M. de Chabrol, seul conservé du ministère Martignac, reçut le portefeuille des Finances. Un procureur général, M. Courvoisier, fut préposé à la Justice, et un ami de Villèle, M. de Montbel, à l'Instruction publique. Pour la Marine, on avait désigné l'amiral de Rigny; sur son refus, on se rabattit, un peu au hasard, sur le préfet de la Gironde, M. d'Haussez, qui reçut par estafette l'ordre de se rendre incontinent à Paris pour y être ministre.

A la lecture du *Moniteur*, les esprits les plus sensés ne comprirent pas ou craignirent de comprendre trop bien. « Je n'aurais jamais cru Jules si audacieux », écrivait M. de Barante — « Je m'attends aux pires aventures », mandait de son côté le duc de Broglie. Le *Journal des Débats* fulmina. « Malheureuse France, malheureux roi! » écrivait-il dès le 10 août. Il n'y eut de satisfaits que les hommes des partis extrêmes, les uns se flattant que la Charte serait réformée, les autres espérant que la monarchie, par ses provocations, aiderait à son propre renversement.

Les jours suivants se consumèrent dans l'attente, mais une attente vaine autant qu'enfiévrée. Jamais le *Moniteur* ne fut plus banal. Le gouvernement reçut un assez grand nombre de démissions, mais, aussi débonnaire par sa conduite que provocant par son étiquette, n'infligea guère de disgrâces : nulle ordonnance se substituant aux lois, quelques destitutions de préfets, et ce fut à peu près tout. Dans la stupeur des premiers moments, le ministère eût pu tout tenter. Mais, décidément, « Jules n'était pas audacieux du tout », en sorte qu'à la surprise de tant de témérité s'ajouta la surprise de tant d'inertie. Cependant, même dans l'immobilité des choses, on refusa de se rassurer : ce fut, suivant l'expression d'un contemporain, un *trouble plat.*

L'inquiétude s'expliquait; car les nouveaux conseillers du Roi n'avaient de raison d'être que s'ils nourrissaient l'arrière-pensée d'usurper. Pourtant, si illogique que fût cet état d'esprit, ni Charles X, ni Polignac n'entretenaient à cette heure aucun dessein arrêté de révoquer la Charte ou d'y porter atteinte.

Qu'on descende dans l'âme du Roi. Il n'a réussi, ni en renforçant l'autorité avec Villèle, ni en la relâchant avec Martignac. Le double échec le libère vis-à-vis des Chambres représentatives que décidément rien ne peut satisfaire, et vis-à-vis

de la presse, de cette presse diaboliquement hostile, que rien ne peut apaiser. En ce désabusement, une image un peu effacée, non oubliée, celle de Versailles, a repris consistance et s'est dressée devant lui. N'était-ce pas le bon temps? On ne gouvernait pas toujours bien, pas toujours mal non plus, et sans subir le contact d'aucun dogmatisme ennuyeux. Or, tout près de lui, le Roi a depuis longtemps discerné Polignac, l'homme qui, par son nom, représente le mieux l'ancienne Cour. Polignac, c'est pour lui l'ami de jeunesse, celui qu'il tutoie, qu'il appelle Jules, celui dont il a éprouvé le dévouement sans limites. Polignac est constitué en dignité; par surcroît, on le dit studieux, ce que le Roi constate avec un agréable étonnement. Pourquoi ne ferait-il pas, aussi bien qu'un autre, un ministre, et même un premier ministre? Le pire, ce serait qu'il échouât; en quoi il aurait le sort des autres. Puis cet acte hardi serait une plaisante réponse à qui veut tenir la monarchie en lisière; et de cette petite représaille Charles X s'est réjoui, comme d'une malice bien trouvée. Plus l'excellent prince a réfléchi, — autant du moins qu'il peut réfléchir, — plus il s'est affermi dans le dessein d'élever jusqu'à lui un ministre, non plus gourmé, exigeant, susceptible comme les parlementaires ou les doctrinaires, mais de la dernière commodité; un ministre à allure de favori, quoique de favori vertueux et intègre; un ministre en présence de qui il pourra se détendre comme en famille et railler librement toutes choses, même la Charte.

Cette évolution cache-t-elle un arrière-projet de violence? En introduisant M. Courvoisier dans le conseil, Charles X lui dit : « Un coup d'État est à mille lieues de ma pensée. » En s'exprimant de la sorte, le prince est très sincère, quoique d'une sincérité qui exige une mise au point. Quand il affirme sa fidélité aux institutions établies, Charles X tient loyalement le langage que lui dicte sa conscience, mais une conscience qui ne rend qu'un son incomplet, parce qu'elle ne se connaît point tout à fait elle-même et ne s'est interrogée qu'en un superficiel examen. Si, avec une pénétration plus affinée, le Roi scrutait jusqu'aux plus intimes replis de sa nature, il y retrouverait, engourdis, mais non morts, les instincts de pouvoir absolu qu'ont accumulés toutes les influences ancestrales. Ces tendances originelles, Louis XVIII, à force de raison, les a maîtrisées. Contre elles, Charles X est moins armé, parce

qu'avec sa pénétration médiocre, il les porte en lui à son insu, sans les deviner; ce qui lui permet de s'en défendre de très bonne foi.

Là est le danger, mais danger d'avenir; car, pour l'heure présente, les intentions du Roi sont assez peu combatives, et pareillement celles de Polignac.

En ce personnage se rassemblent tant de contradictions troublantes qu'il déconcerte quiconque essaierait de le peindre. Il était le fils de cette belle comtesse de Polignac que Marie-Antoinette avait aimée, et son visage, d'une distinction accomplie, gardait le reflet de la grâce et de la séduction maternelles. Il avait grandi dans le culte de la royauté, et au point de frôler le rôle de conspirateur, car il avait été compromis dans le complot de Cadoudal, et avait subi un emprisonnement de neuf années. En 1814, il était devenu pair de France, mais sans participer au maniement direct des affaires; car il était de ceux que Louis XVIII évitait pour les grands emplois publics autant qu'il les jugeait flatteurs pour la décoration de sa Cour. L'intime amitié du Comte d'Artois l'avait classé parmi les familiers du pavillon de Marsan. Pourtant on se serait fort mépris si on l'eût confondu avec le commun des émigrés. Les émigrés étaient frivoles : il était austère. Les émigrés étaient paresseux : il aimait le travail. Sur l'esprit des émigrés la philosophie du XVIII^e^ siècle avait étendu une couche légère, mais tenace, de scepticisme : lui, il était dévot, et à tel point qu'il avait hésité à prêter serment à la Charte, de crainte qu'elle ne rendît pas un hommage assez explicite à la religion catholique. En 1823, comme les influences d'extrême droite commençaient à prévaloir, il était devenu, sur la proposition de Chateaubriand et malgré Villèle qui se défiait, ambassadeur à Londres. Là-bas, il avait réussi ; car il arrivait souvent que ces grands seigneurs portaient en eux, comme par vocation, un sens très affiné de l'intérêt national : au dedans, ils comprenaient mal leur pays; au dehors, ils le servaient bien.

Dans les loisirs que lui laissaient ses fonctions, Polignac mûrit en lui le programme qu'il avait jadis ébauché pendant sa captivité. Au sommet de la hiérarchie était le Roi, non le Roi absolu, mais le Roi assisté d'un Parlement, et d'un Parlement très libre, investi d'attributions très larges. Seulement, le pouvoir royal étant le plus ancien, celui qui avait fait la

France, il était entendu, de par un droit supérieur qui n'avait pas besoin d'être écrit, que le prince, en cas de suprême péril, pourrait en toute sécurité de conscience et après avoir invoqué Dieu, saisir et manier l'épée de justice. Au-dessous de la royauté, Polignac aspirait à créer une aristocratie, nullement semblable à la frivole noblesse de jadis, mais faite pour conseiller le pouvoir avec indépendance et, suivant l'occasion, le consolider ou le contenir. Cette aristocratie, à forme terrienne, serait un contrepoids à la féodalité industrielle que l'on voyait déjà poindre. Les familles, fortifiées par des lois protectrices de la stabilité des foyers, seraient comme les cellules génératrices de cette aristocratie.

Entre temps, Polignac s'affermissait dans ses idées par l'étude de l'Angleterre. Par intervalles, il lui arrivait, comme peut faire un ambassadeur à un ministre, de communiquer à Villèle ses vues favorites. Celui-ci remettait doucement au point les pensées de son noble correspondant, et lui montrait, avec son réalisme pratique, la fragilité des cadres où pourrait se développer en France une aristocratie. Cependant Polignac, qui était entêté, ne se laissait pas démonter du tout. Cette œuvre de reconstitution sociale qui, au moment de la loi du *double vote*, avait torturé jusqu'à l'angoisse la grande âme de de Serre, lui paraissait, à lui, presque facile et tout à fait à sa portée. Avec une belle sérénité, il poursuivait ses recherches de législation comparée, discutait sur les juges de paix anglais, les comtés anglais, les coutumes héréditaires de la Grande-Bretagne, le tout en cette confusion qui est incorrigible parce qu'elle se croit science et profondeur. C'est qu'il y a quelque chose de pis que d'ignorer les institutions anglaises, c'est de les étudier sans les comprendre, et surtout sans les adapter.

Je touche ici aux faiblesses qui pourraient, si le malheur le voulait, faire de cet honnête homme le plus funeste des conseillers. Il méditait trop pour son intelligence. Il était instruit, mais de cette instruction qui donne envie d'élever des autels à l'ignorance. On eût dit que son cerveau se divisait en deux cases : l'une où s'élaboraient des idées sages, l'autre qui, en recueillant ces mêmes idées, les altérait par subtilité, surchauffement ou complications, et ne les livrait que stériles ou faussées. Par surcroît de mauvaise chance, si quelque notion s'échappait que n'eût point viciée cette anormale gestation, il

arrivait souvent que ces notions elles-mêmes se discréditaient par leurs formes désuètes ou archaïques, en sorte que le public lisait privilège, là où il eût convenu de lire tradition ou même liberté. Ce qui ajoutait aux lacunes de cet homme de bonne volonté, c'était son ignorance de la France. Il l'avait vue de Versailles en sa jeunesse, et plus tard de l'exil ; plus tard encore, en sa captivité, il n'en avait observé que ce qu'on pouvait contempler du donjon de Vincennes ou du château de Saumur. Maintenant il s'applique fort à la bien connaître : dans les réunions mondaines, on le voit écoutant avec attention et emmagasinant tout ce qu'il peut, mais un peu à la manière d'un voyageur qui poursuit une enquête sur un pays étranger. Telle est la condition de Polignac, bien qu'il appartienne à la plus pure race de France. Et le même sort est celui de beaucoup de hauts gentilhommes, que le malheur des temps a trop éloignés de leur pays pour qu'ils n'éprouvent pas un certain besoin de s'y naturaliser de nouveau.

Je ne m'excuse qu'à demi d'insister sur cet homme singulier. C'est qu'en lui se personnifie, comme en un exemplaire presque unique, le terrible malentendu qui sépare le monde ancien et le monde nouveau. Ce personnage, qui est déjà impopulaire et va le devenir plus encore, se recommande d'ailleurs par les plus estimables qualités personnelles. Quoique très pieux, il est tolérant. Il écoute la contradiction avec une aménité parfaite, bien que parfois avec un sourire de présomptueuse confiance où se révèle son entêtement. Il est désintéressé, large, hospitalier, accueillant pour tous et en particulier pour ses adversaires. Comme diplomate, il a recueilli les plus flatteurs témoignages ; tel celui de son chef La Ferronnays qui le considérait comme l'un des meilleurs agents du Roi. Seulement, les plus sages bornent là l'éloge et jugent que la plus haute imprudence a été de transplanter Polignac, de l'Angleterre où il sert bien, dans la politique intérieure où peut-être il se fourvoiera. Ils redoutent en ce personnage qui n'est pas de nature vulgaire, mais pas non plus de nature tout à fait saine, toutes les témérités de l'inexpérience, tous les entraînements d'une infatuation à la fois candide et obstinée. Ce qui accentue leurs craintes, c'est le crédit dont le nouveau ministre jouit auprès du Roi. Et alors ils se sentent glacés de terreur en songeant aux

prodiges d'inhabileté qui pourront sortir de la collaboration du monarque et de son favori.

On ne saurait trop le répéter, le péril, quoique réel, n'est point immédiat. Ce qui peut aussi rassurer, c'est l'aspect qu'offre le Conseil du Roi. L'apparence est celle d'hommes plus embarrassés de leur rôle qu'en gestation de violences. Un seul, Chabrol, personnage très pondéré, a déjà été ministre, et c'est lui qui enseigne les usages. Point de président. Courvoisier, un ancien membre du centre gauche, est appelé au fauteuil en sa qualité de garde des Sceaux. Les autres se groupent autour de la table : Montbel, modéré de nature et qui ne cessera de l'être qu'avec désolation et sur l'ordre impératif de son Roi : d'Haussez qui a les opinions que doit avoir un préfet capable, dévoué et jaloux de faire son chemin sans trop se compromettre : Bourmont! celui-là est homme d'action ; mais justement il ne sera pas là le jour où il pourrait servir. Restent les deux hommes les plus importants du cabinet : Polignac, La Bourdonnaye, mais tellement différents l'un de l'autre que le désaccord de leur caractère est un gage de leur commune impuissance. Les ministres délibèrent le mardi et le samedi entre eux, le mercredi et le dimanche en présence du Roi. Celui-ci se montre presque toujours bon, bienveillant et d'humeur assez débonnaire. A ces réunions assiste en général le Dauphin, réservé, gauche, presque timide. « Je vais peut-être avancer une bêtise », dit-il souvent en commençant. Et en parlant de la sorte, il ne se calomnie pas toujours. Qu'on ne se fie pas trop aux apparences, car par intervalles il s'emporte, devient cassant, discourtois ; puis, tout à coup, il s'apaise et au point de descendre aux excuses, car, chez lui, l'humilité du chrétien tempère presque aussitôt les incartades du prince.

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE : LA GUERRE TURCO-RUSSE

Ce qui tient la première place dans les sollicitudes du gouvernement, c'est la politique extérieure. Tandis que le public et les journaux s'appliquent à découvrir et à dénoncer les indices d'un coup de force, l'attention de Charles X et de Polignac se concentre sur deux objets : la guerre turco-russe, l'affaire d'Alger.

La guerre turco-russe d'abord. Elle a éclaté l'année précé-

dente, et la première campagne a été mêlée pour le Tsar de succès et de revers. Maintenant, les armées moscovites, reprenant l'offensive, débordent de toutes parts. Elles ont, en Europe, franchi les Balkans et en Asie conquis Erzeroum. Elles occupent Bourgas; elles menacent Andrinople qui bientôt leur sera livrée. « Les Turcs découragés ne tiennent plus nulle part », écrit de Saint-Pétersbourg notre ambassadeur, le duc de Mortemart. Et il ajoute quelques jours plus tard : « Rien n'empêche le général Diebitsch, qui a reçu des renforts, de marcher sur Constantinople. »

En transmettant ces nouvelles, le duc de Mortemart en pressent toute la portée. Il écrit, dès le 10 août 1829 : « Je ne demande pas des instructions spéciales pour chaque cas, mais je voudrais connaître au juste ce que le Roi veut obtenir à la suite de tous ces événements qui s'accomplissent. » M. de Mortemart compte d'ailleurs sur toute la bonne volonté de Nicolas. Celui-ci ne lui a-t-il pas dit la veille : « Tout m'attache à la France. » Aussi les lignes qui suivent sont comme une invite à l'ambition française: « La volonté du Roi, écrit l'ambassadeur, ne pouvant être que la justice, nous sommes en mesure de l'obtenir, dès que Sa Majesté nous la fera connaître (1). »

On devine combien ce langage dut exciter le cerveau de Polignac. Il avait en excès de confiance tout ce que Villèle avait en excès de réserve. Au Congrès de Vienne, le gouvernement français avait agi suivant la prudence en paraissant ne pas entendre les suggestions russes et prussiennes, et en se liant à l'Angleterre et à l'Autriche qui représentaient le respect de la légitimité et la politique conservatrice. Les Bourbons n'ayant alors d'autre force que celle de leur droit, la sagesse était de se ranger aux côtés de ceux qui, précisément, proclamaient le droit. Mais quinze ans de conduite avisée avaient rendu à la France une place si haute qu'elle avait reconquis toute liberté pour ses alliances et pouvait caresser l'espoir de reviser par d'opportunes retouches ce qui, en 1815, avait été combiné pour l'enserrer.

Cette évolution de notre politique s'était affirmée, dès le 30 novembre 1828, en un mémoire adressé de Rome par Chateaubriand à M. de La Ferronnays, alors ministre des Affaires

(1) *Affaires étrangères, Russie*, vol. 178, f° 66.

étrangères. Tout préoccupé des complications nées des affaires grecques, Chateaubriand prévoyait la ruine entière de la Turquie. Dans cette attente, il appelait la sollicitude du ministre sur les éventualités d'un avenir peut-être prochain. Il jugeait que l'alliance avec l'Angleterre et l'Autriche avait fait son temps, la France ne pouvant obtenir ni de l'une ni de l'autre la seule chose qui lui manquât, c'est-à-dire une bonne frontière au nord. Au contraire, la Russie, désintéressée en Occident, pourrait, moyennant d'équivalents avantages, assurer à la France ce complément de sécurité et de grandeur. Polignac s'inspira-t-il de ce document tout récent ? Ce qui est certain, c'est qu'il le reproduisit, mais non sans y ajouter des précisions inattendues, et en élargissant encore le cadre que Chateaubriand avait tracé. Le duc de Mortemart avait sollicité des instructions : elles lui arrivèrent, datées du 4 septembre (1), mais si vastes, si étendues, qu'après avoir éprouvé l'embarras d'être sans directions, il dut éprouver un embarras plus grand encore de ce qu'on lui expédiait.

Le gouvernement français commençait par exprimer le vœu que la Turquie pût être sauvée. Mais il n'était pas invraisemblable que, le sultan se refusant à toute concession, les Russes entrassent à Constantinople. L'Empire ottoman une fois détruit, il serait vain de le reconstituer : de là un ample partage de dépouilles, et par accord avec la Russie. On doutait d'autant moins du succès que les suggestions d'Alexandre en 1821, celles plus récentes de Nicolas, attestaient à Saint-Pétersbourg le désir d'une entente de plus en plus intime avec la cour des Tuileries. Cependant la négociation était délicate, et pourrait, si elle n'était prudemment conduite, tourner à la confusion de celui qui l'engagerait. Aussi était-il recommandé au duc de Mortemart de garder le plus absolu silence, à moins que la Turquie ne fût irrévocablement condamnée. Même dans ce cas, il s'abstiendrait de prendre l'initiative, mais s'appliquerait à provoquer adroitement, en des entretiens intimes, les ouvertures du Tsar, de façon que notre langage ne parût que réponse aux confidences impériales.

Dans l'éventualité de remaniements territoriaux, l'ambassadeur aurait soin de marquer bien nettement, dès l'abord, le

(1) *Affaires étrangères, Russie*, vol. 178, f° 276 et suiv.

seul péril que la France pût courir, le seul accroissement qu'elle pût souhaiter. « Lorsque la guerre, disait le ministre en sa dépêche, se faisait par de lentes combinaisons et que la rigueur des saisons en suspendait chaque année la poursuite, le Roi pouvait voir sans inquiétude, entre les mains d'une puissance étrangère, une province telle que la Belgique, aussi rapprochée de notre capitale, mais qui était alors ouverte, sans défense, séparée par de longs intervalles du centre de l'Empire dont elle dépendait. Aujourd'hui tout est changé. La guerre se fait par des invasions subites, dirigées contre les capitales. A la place d'une province détachée de l'Autriche, se trouve un royaume compact, guerrier, défendu par tous les travaux de l'art militaire. La Belgique et l'Allemagne se sont couvertes de forteresses qui augmentent la confiance d'une armée envahissante, en lui offrant un refuge en cas de revers. Une armée prussienne campe à soixante-dix lieues de Paris; une armée belge, qui peut, en quelques instants, devenir une armée anglaise, et être soutenue de toutes les forces de l'Angleterre, n'en est qu'à soixante lieues. En cet état de choses, le Roi ne peut penser à des conquêtes éloignées. Sa Majesté ne peut que vouloir sortir de la condition très défavorable où le Congrès de Vienne l'a placée. »

Dans l'intérêt de sa sécurité, la France serait mise en possession de la Belgique et du Luxembourg, ce qui nous assurerait le cours de l'Escaut et la vallée de la Meuse. Il restait à se garder du côté du Rhin, là où dominait, au lieu des paisibles électeurs de jadis, la belliqueuse Prusse. Pour se prémunir contre ce dangereux contact, on n'imaginait rien de mieux que de reprendre une combinaison déjà débattue au Congrès de Vienne et de faire glisser de Dresde dans les provinces rhénanes le roi de Saxe, allié à la maison de Bourbon et qui deviendrait le chef d'une sorte d'État tampon entre la Prusse et la France; quelques parties de ces territoires seraient d'ailleurs attribuées à la Bavière qu'il importait de se concilier. Cependant il fallait satisfaire la Prusse, et la satisfaire largement, de peur que, mécontente, elles ne se portât du côté de Vienne ou de Londres, au lieu de se rallier aux combinaisons de Saint-Pétersbourg. On la dédommagerait avec la Saxe, conception assez naturelle, et en outre avec la Hollande, ce qui commençait à imprimer au plan d'ensemble un aspect tout à fait surprenant. Que faire

du roi Guillaume d'Orange? Polignac, qui ne doutait de rien, l'envoyait sans plus de façon régner à Constantinople. La Russie aurait la Valachie, la Moldavie, et en outre ce qu'elle voudrait de territoires en Asie Mineure. Restait l'Angleterre et l'Autriche. L'Angleterre, depuis 1815, s'était montrée, vis-à-vis de nous, disgracieuse dans l'affaire d'Espagne, défiante dans l'affaire de Grèce : aussi se contentait-on de lui attribuer en tout ou en partie les colonies néerlandaises. Quant à l'Autriche, on lui concédait la Serbie, la Bosnie, l'Herzégovine où elle se débrouillerait comme elle le pourrait avec les sujets qu'on ajoutait à son empire.

La dépêche était accompagnée d'un *mémoire* qui en offrait le commentaire. Il semble que l'un et l'autre documents aient été débattus à plusieurs reprises en conseil et aient subi en particulier quelques critiques de la part du dauphin qui eût voulu pour la France, non la Belgique, mais la souveraineté directe des provinces rhénanes.

Ce plan recélait tant de chimères qu'on ose à peine louer ce qu'il marquait de clairvoyance. Des vues très judicieuses, des réalisations déconcertantes à force d'être extraordinaires, tout Polignac tient en ce contraste. Peut-on se figurer sans stupeur le chef de la vieille maison d'Orange attaché depuis tant de générations à la Hollande, transféré, en vertu d'un simple protocole, des bords du Zuyderzée à ceux du Bosphore? A côté de ce qui stupéfie, voici ce qui provoque l'inquiétude : pour se concilier la Prusse, on l'accroit jusqu'à la rendre la véritable bénéficiaire de la combinaison ; on l'éloigne de la France, mais on l'arrondit par la Saxe, on la prolonge par la Hollande ; elle devient ainsi puissance maritime, mais puissance maritime sans colonie ; ce qui lui communiquera toutes les avidités de ceux qui ne possèdent pas et ont besoin d'acquérir. La Hollande, toute chargée de sa glorieuse histoire, se résignera-t-elle à devenir simple province prussienne? Ce plan pourra-t-il se poursuivre sans déchaîner la guerre? L'Autriche se prêtera-t-elle à ce que la Prusse, maîtresse de la Saxe, tienne les défilés de l'Elbe? Et l'Angleterre pourra-t-elle supporter que la France domine aux bouches de l'Escaut, la Prusse sur la mer du Nord?

Le rédacteur de la dépêche semble avoir eu le sentiment des surabondantes critiques que sa combinaison soulèverait. Comme effrayé de son gigantesque programme, il s'appliquait lui-même

à le restreindre. Ce n'était, disait-il, qu'une ébauche, un canevas ; mais, ajoutait-il, le Roi verrait avec plaisir qu'on s'en rapprochât. On prévoyait le cas où la Russie tiendrait à ce que les nouveaux arrangements fussent soumis à une Conférence. Le gouvernement français n'y mettrait pas un obstacle absolu, mais à la condition qu'une entente préalable entre Paris et Saint-Pétersbourg assurât, en tout état de cause, la Belgique à la France. Ce qui, aux yeux de Polignac, était de beaucoup préférable à un Congrès, c'était que les deux cours s'entendissent secrètement et entraînassent dans leur accord la Prusse et la Bavière. Alors, en présence d'une *alliance compacte*, l'Autriche, pressée entre la Russie, la France et l'Allemagne, serait heureuse d'accepter ce qu'on lui offrirait, et l'Angleterre toute seule n'entrerait pas sans alliés dans la guerre. La Prusse était le pivot nécessaire, et à tel point que, sans son concours formel, rien ne se devait entreprendre. Il semblait qu'on prévît à Paris une exécution peut-être prompte, car on annonçait que la France pourrait, en trois mois, mettre sur pied deux cent mille hommes. En finissant, le ministre insistait sur le caractère essentiellement confidentiel de la communication. « L'ambassadeur du Roi devrait s'en réserver pour lui seul la connaissance » ; et la dépêche elle-même « ne devrait pas être classée dans les archives, afin qu'il n'en restât point de trace en Russie ». Une dernière crainte était que le Tsar ne jugeât bien considérables les demandes de la France. Mais Polignac désavouait, au nom de son souverain, toute pensée d'ambition. Avec une anxiété qui n'était pas feinte, il insistait sur notre frontière si découverte, si mal gardée. Le Roi, affirmait-il, n'a qu'une pensée : pourvoir à la sécurité de son peuple, de sa capitale, de son trône.

Le duc de Mortemart était un esprit avisé, et il n'eût point été sans intérêt de recueillir son jugement sur ce projet si grandiose et si risqué. Les circonstances lui épargnèrent l'embarras de la critique ou de l'approbation : « Dans le cas de la paix signée, lui mandait Polignac, vous n'auriez aucun usage à faire de ce que je vous écris. » Or, quand la dépêche arriva à Saint-Pétersbourg, la paix avec la Turquie était conclue. Le 14 septembre, elle fut signée à Andrinople. Nicolas usa de la victoire avec une remarquable modération. La restitution à la Valachie et à la Moldavie de leurs anciens privilèges, la cession de quel-

ques districts en Asie, la reconnaissance des droits des sujets moscovites dans l'Empire ottoman, la liberté des détroits pour les navires marchands russes, tels furent, avec la reconnaissance du nouvel État grec, les seuls sacrifices demandés à la Porte : « Après tout, disait Nicolas au duc de Mortemart en songeant à la faiblesse du sultan, je n'imagine pas de voisins plus commodes que les Turcs. »

Ainsi s'évanouit, avant d'avoir pris corps, le vaste et périlleux dessein. Le Tsar n'eut point à le débattre; n'en devina-t-il point quelque chose? Du projet français on peut rapprocher un curieux entretien du souverain russe avec le duc de Mortemart. C'était le 3 novembre. En une conversation tout intime et abandonnée, Nicolas fit connaître à l'ambassadeur que, quelque temps avant la paix d'Andrinople, l'Autriche lui avait proposé un partage de la Turquie avec l'exclusion de la France. « Le Roi peut compter, observa le monarque, que jamais je n'entrerai dans une pareille combinaison sans mon fidèle allié. » Puis il ajouta ces paroles significatives : « J'engage le Roi à s'occuper des suites de la chute de l'Empire ottoman. Malgré mon désir de le conserver, il peut périr d'un moment à l'autre. » La suggestion se compléta par les paroles suivantes : « Je suis sûr de la coopération de la Prusse pour l'accomplissement des vues sages que je concerterais d'avance avec le roi de France (1). » En se dégageant des chimères de Polignac, ne faut-il pas voir en ce langage le signe d'une entente tacite à l'affût des occasions, d'une négociation, indéfiniment ajournée, non tout à fait close? Et cet accord, très intime quoique latent, très capable de se traduire, moyennant sagesse et patience, par des résultats tangibles, cet accord durera jusqu'à ce que la chute de Charles X rejette brusquement Nicolas vers la vieille politique de la Sainte-Alliance, et la France elle-même vers l'Angleterre.

L'AFFAIRE D'ALGER

Après l'affaire russe, l'affaire d'Alger : celle-ci non plus stérile comme l'autre, mais destinée, sans qu'aucun des contemporains en eût sur l'heure la vue claire, à transformer tout un continent.

(1) *Affaires étrangères, Russie*, vol. 178, p. 190.

La régence d'Alger, qui s'étendait depuis la frontière du Maroc jusqu'à celle de la Tunisie, groupait sur son territoire des éléments ethniques très différents : Berbères qui formaient la race primitive ; Arabes descendants des anciens conquérants ; Juifs adonnés au négoce ; Maures, négociants eux aussi, massés dans les villes et issus du mélange des diverses populations ; enfin Turcs arrivés dans le pays aux jours de la grande extension ottomane. Ceux-ci, bien que minorité, s'étaient arrogé la domination et reconnaissaient eux-mêmes, quitte à le déposer à l'occasion, un chef qui, sous le nom de dey, gouvernait sous la suzeraineté, au moins nominale, de la Porte.

Les gens de l'intérieur, agriculteurs ou nomades, n'avaient guère d'histoire. Bien différents étaient les Algériens des côtes, depuis longtemps redoutés de quiconque exerçait le commerce ou naviguait dans la Méditerranée. C'est que la piraterie était pour eux une industrie, la plus florissante de toutes. Vrais tyrans de la mer, ils poursuivaient et capturaient les navires marchands, faisaient main basse sur les cargaisons, réduisaient à l'état d'esclaves équipage et passagers. A ces excès, tantôt les États européens avaient opposé des remontrances généralement vaines, tantôt ils s'étaient résignés à acheter par des tributs, sorte de primes d'assurance contre la piraterie, la sécurité de leur navigation ; quand les insultes étaient trop fortes ou les demandes de réparations accueillies avec trop d'insolence, on se fâchait tout à fait. Alors des expéditions maritimes s'armaient, s'approchaient des côtes africaines, procédaient par mesures de rigueur. Tels avaient été les bombardements de Duquesne en 1682, de d'Estrées un peu plus tard, et tout récemment, en 1816, de lord Exmouth.

Il était plus facile de châtier ces barbares que de les réformer. Comme le Congrès d'Aix-la-Chapelle avait, en 1818, proclamé la suppression de la course et de l'esclavage, le dey Hussein n'avait répondu à la notification que par un refus. Avec la France surtout, les rapports avaient pris un caractère singulier d'âpreté. Le principal sujet de querelle était né d'un différend pécuniaire. Hussein se plaignait fort que certaines sommes qui lui étaient dues par la France ne lui fussent pas remises. C'est qu'à la suite d'oppositions, les fonds avaient été versés à la Caisse des dépôts et consignations ; mais le dey, très ignorant de toute cette procédure, imputait ces retards à la mauvaise foi

du débiteur. Sur ces entrefaites, divers incidents accrurent les désaccords. La maison de notre Consul à Bône fut envahie et pillée : deux bâtiments pontificaux furent capturés, bien que la France eût demandé et obtenu l'affranchissement du tribut; deux navires qui portaient à Toulon le courrier de Corse furent arrêtés et visités. Tout s'envenima par le mécontentement du dey, de plus en plus irrité de ne pas toucher le montant de sa créance. Une lettre écrite par lui au ministre des Affaires étrangères ne reçut qu'une réponse indirecte : de là chez lui un surcroît d'irritation. Sa mauvaise humeur fut portée au comble quand les dépêches de France, au lieu de lui annoncer l'argent espéré, lui réclamèrent des satisfactions.

Un agent diplomatique avisé et en crédit eût peut-être réussi à calmer Hussein. Telle n'était pas la condition de notre consul à Alger, M. Pierre Deval. Il avait encouru à tel point la défaveur du dey que celui-ci attribuait à ses menées hostiles tous ses propres déboires, et menaçait même de le renvoyer, si on ne le rappelait. La double accumulation des griefs réels et des froissements personnels rendait vraisemblable un éclat. Le 30 avril 1827, M. Pierre Deval fut reçu en audience. Hussein, qui était fort excité, se plaignit derechef, et avec un surcroît de véhémence, qu'on ne lui eût pas répondu; il laissa entendre que peut-être la réponse avait été détournée, et que peut-être aussi l'auteur de la suppression était l'homme qui était devant lui. « On accorde, dit-il, tout aux autres et à moi rien du tout. » Ce fut alors que, la discussion s'échauffant par degrés, Hussein s'oublia jusqu'à frapper de trois coups de chasse-mouches l'envoyé français. Telle est du moins l'affirmation que celui-ci a consignée dans son rapport.

Il ne semble pas que, sur l'heure, notre consul se soit redressé sous l'insulte; car il poursuivit la discussion avec une endurance remarquable, et ce ne fut que par réflexion qu'il se jugea outragé. En revanche, à Paris l'on s'émut fort. Le capitaine de vaisseau Collet fut envoyé devant Alger, avec ordre d'exiger que le dey vînt à son bord ou y envoyât une députation pour présenter ses excuses; en même temps, toutes les batteries des forts salueraient le pavillon français. En outre, on profita de l'occasion pour faire masse de tous les griefs passés et les énumérer sans en oublier aucun, comme on ferait d'une grosse note arriérée. Hussein, qui venait de montrer son inha-

bileté à se contenir, céda une seconde fois à la colère et jugeant avec sa persistance obstinée qu'il avait, non des réparations à fournir, mais de l'argent à recevoir, il refusa tout.

Une réponse si péremptoire exigeait qu'on y répliquât par des mesures coercitives. Les ports de la régence furent déclarés en état de blocus. L'opération serait très coûteuse et risquerait d'être peu efficace, les Algériens ayant peu de commerce et l'étendue des côtes à surveiller étant immense. C'est ce que ne manqua pas d'observer le capitaine de vaisseau Collet. A ses yeux, une démonstration navale ne pouvait être que diversion, et la seule entreprise sérieuse serait une attaque combinée par terre et par mer avec un corps important de débarquement. Ainsi naquit le premier projet de l'expédition. Plein de ces pensées, le commandant Collet envoya à Paris un jeune capitaine de frégate, M. Dupetit-Thouars, qui, avec une puissance de conviction singulière et malgré les objections de beaucoup de vieux amiraux, développa les avantages de ce plan. L'affaire fut portée en octobre 1827 devant le conseil du Roi. Le ministre de la Guerre, M. de Clermont-Tonnerre, soutint l'opportunité de l'expédition et en souligna les chances de succès. Mais une portion de nos forces navales était alors employée dans l'archipel ; puis les complications nées des affaires de Grèce pouvaient appeler ailleurs notre vigilance ; tel fut le sentiment de Villèle, et son opinion prévalut. On dit que Charles X ne se rallia qu'avec peine à la majorité de son Conseil : « J'ajournerai », conclut-il avec regret. Puis il ajouta : « C'est égal, c'eût été une belle chose de se présenter devant les Chambres, les clefs d'Alger à la main. »

Donc le blocus continua, mesure qui avait un aspect de punition, mais un aspect seulement. Beaucoup de dépenses, peu de captures, peu de dommages pour les Algériens. Les rigueurs pesaient à ceux-là mêmes qui les exerçaient. De là des projets d'accommodement, et à des conditions de plus en plus adoucies pour l'amour-propre du dey. Hussein se montrait intransigeant dans la mesure même où nous nous amollissions. Ainsi s'écoula l'année 1828. Collet, devenu contre-amiral, mourut et eut pour successeur le capitaine de vaisseau La Bretonnière. Derechef, en 1829, on tenta de négocier. Un capitaine de frégate, M. de Nerciat, fut envoyé à Alger ; puis, sur des indices un peu meilleurs, M. de La Bretonnière se décida à s'y rendre

lui-même. Les exigences françaises s'étaient encore atténuées. On ne réclamait plus que l'envoi à Paris d'un officier de marque qui porterait au Roi « des explications franches et satisfaisantes tant sur le passé que sur l'avenir ». Dès qu'il serait parti, le commandant français conclurait une convention préliminaire de la paix. La Bretonnière demeura quatre jours à Alger, et deux fois fut reçu par le dey. Celui-ci protesta qu'il n'avait jamais voulu offenser le roi de France ; mais pour le reste il se montra inflexible, jugeant humiliant l'envoi d'un messager à Paris, et ajoutant que la paix ne devrait se conclure que dans Alger même. C'était l'échec. Le 3 août 1829, La Bretonnière s'éloigna, monté sur le navire la *Provence* qui portait pavillon parlementaire, et confiant dans son sauf-conduit. Comme le vent le poussait vers le littoral, il fut forcé de passer sous les batteries de la côte, en longeant le rivage de plus près que ne l'autorisaient les règlements. Un coup de canon tiré à poudre l'avertit ; puis, tandis que, luttant contre le vent et les courants, il naviguait pour sortir de la baie, une canonnade à boulets commença, dirigée contre le bâtiment français. Près de quatre-vingts coups de canon furent, dit-on, tirés. Heureusement les projectiles se perdirent pour la plupart dans la mer ou passèrent entre les mâts sans autre préjudice que quelque dommage dans la voilure ou le gréement. Avec un sang-froid remarquable, La Bretonnière s'abstint de répondre et, après avoir essuyé pendant une demi-heure ce tir aussi insolent que peu efficace, se trouva enfin hors de portée.

On aurait pu juger avec quelque indulgence le coup d'éventail du pacha, les mœurs turques n'ayant rien de commun avec les raffinements du point d'honneur occidental. Mais le droit des gens de tous les peuples, fussent-ils les moins civilisés du monde, proscrivait les coups de canon. Et ce furent ces nouvelles, destructrices de tout espoir de paix, qui réclamèrent dès son avènement la sollicitude du ministère Polignac.

LA COMBINAISON ÉGYPTIENNE

Sous quelle forme interviendrait-on ? Le gouvernement français s'arrêta d'abord à une suggestion qui n'eût mérité que d'être rejetée sans examen.

Méhémet-Ali, après avoir régénéré l'Égypte, aspirait à fonder

un empire qui égalerait, surpasserait même celui du sultan son suzerain. Ni l'échec de Navarin, ni l'expulsion d'Ibrahim poussé hors du Péloponèse, ne l'avait découragé de la France. Par elle seule, il pourrait réaliser son dessein de grandeur. Dans cet esprit, il avait surveillé avec un soin attentif le développement de la crise algérienne. Au commencement de l'automne 1829, jugeant les choses à point, il transmit à Paris, par l'intermédiaire de M. Drovetti, consul de France, l'offre de prendre à sa charge, comme par délégation, l'entreprise d'Alger et le châtiment du dey. Il demandait vingt millions et le don de quatre vaisseaux de ligne.

Comment Polignac s'égara-t-il jusqu'à s'approprier une solution si singulière ? On ne le comprendrait guère, si l'on ne considérait que la paix d'Andrinople elle-même n'avait point dissipé son rêve d'agrandissement de la France par entente avec la Russie et par dissolution de l'Empire ottoman. Il rassemblait, il collectionnait pour ainsi dire toutes les informations qui semblaient présager la ruine prochaine de la Turquie ; de ces indices que son imagination grossissait, il rapprochait les marques de faveur que Nicolas prodiguait au duc de Mortemart ; puis fondant toutes ces choses, il croyait toucher, saisir presque, des réalités magnifiques et prochaines. Tout obsédé de ces pensées, il jugeait peu prudent de dégarnir la France de ses meilleures troupes. Cependant il fallait, sous peine de discrédit pour notre politique, pourvoir à l'affaire d'Alger. En ces conjonctures, l'offre de Méhémet-Ali parut tout à fait opportune. Faussant encore son esprit qui était déjà assez faux par lui-même pour ne pas avoir besoin de se fausser davantage, Polignac finit même par découvrir, à l'appui des offres égyptiennes, des arguments qu'il jugea tout à fait victorieux. Il serait, disait-il, peu digne de la France de se mesurer avec un barbare ; mais ce serait besogne tout à fait à la portée d'un autre barbare, tout récemment civilisé. L'économie serait grande pour nous, et d'hommes et d'argent. En outre, nous pourrions stipuler avec Méhémet-Ali de notables avantages, par exemple la consolidation et l'extension de nos anciens établissements sur la côte d'Afrique, depuis Alger jusqu'à la frontière tunisienne. Polignac ne doutait pas que Méhémet-Ali, fondateur d'un grand empire arabe qui s'étendrait sur les trois régences de Tripoli, de Tunis et d'Alger, ne fût tout dévoué à notre

politique : « Ce sera, pensait-il, un lieutenant de la France. »

Les collègues de M. de Polignac étaient peu familiers avec les hautes conceptions de la politique. Mais quand le dessein, d'abord enveloppé de mystère, transpira dans le conseil, les objections éclatèrent. Quelle n'était pas la singularité de se confier à un tiers pour venger nos propres injures! Était-on sûr de l'amitié de Méhémet-Ali et surtout de ses successeurs? Puis était-il digne de la France de concourir à la fondation d'un grand État musulman, au lieu d'ouvrir à la civilisation chrétienne les régions qui semblaient s'offrir à nous? En outre, on observait qu'une distance de deux mille kilomètres séparait Alexandrie de la régence d'Alger : une si longue marche à travers des contrées en partie désertes pourrait-elle se poursuivre sans que l'armée égyptienne se fondît ou se décourageât? Enfin, chemin faisant, ne trouverait-on pas à Tripoli, à Tunis, des résistances qu'il faudrait vaincre par force ou apaiser par négociation?

La combinaison fut modifiée, notamment pour le chiffre du subside et pour les vaisseaux qui seraient prêtés, non donnés. Mais l'ensemble du projet subsista. Derechef, il fut débattu le 19 décembre et subit de nouveau les plus vives critiques. Mais toujours dominé par l'espoir d'une grande politique de compte à demi avec la Russie, Polignac s'obstina, et au risque de rompre toute unité dans le cabinet: car déjà Bourmont et d'Haussez ébauchaient les préparatifs d'une expédition toute française. Vers le milieu de janvier 1830, en une dépêche officielle, le ministre des Affaires étrangères publia le dessein de la France qui était de châtier le dey, mais par les mains du vice-roi d'Égypte.

Certaines conceptions bizarres et mal venues peuvent garder une apparence de cohésion, tant qu'elles s'ourdissent dans l'ombre ; qu'on les expose à la lumière, aussitôt elles se décomposent et se réduisent en poudre. Il en fut ainsi de la combinaison égyptienne. Les journaux, dès qu'ils la pressentirent, la jugèrent avec une raillerie mêlée de dédain. Les militaires firent valoir les difficultés de cette longue marche qui, par la Libye et la Tunisie, irait atteindre la régence. Chez les Russes, alors nos amis et qui se jugeaient liés à notre fortune, la désapprobation le disputa à la surprise ; le duc de Mortemart, dans les réunions mondaines de l'hiver, en put recueillir le témoignage, et à tel point qu'il écrivit à Polignac sur un ton qui

frisait la mercuriale : « Cela devient humiliant, et nous commençons à nous discréditer sérieusement. » Entre toutes les puissances, la plus hostile fut l'Angleterre, tout émue à la pensée d'un grand empire arabe qui dominerait au bord de la Méditerranée et deviendrait un rival pour l'Empire ottoman, ce client traditionnel de la Grande-Bretagne. Dès qu'il avait pressenti le projet, le gouvernement anglais avait mis en œuvre, pour le prévenir, toutes les ressources de sa diplomatie. Dans cet esprit, il avait agi sur le sultan pour qu'il refusât à Méhémet-Ali, son vassal, l'autorisation de tenter l'entreprise. En outre, il avait pesé par intimidation sur le vice-roi d'Égypte, en le menaçant, s'il persistait dans ses vues, de tout le courroux de la Grande-Bretagne. Qu'ajouterai-je ? La sagesse triompha, quoique tardivement. La Turquie ne délivra point le firman qui eût permis à Méhémet-Ali de tenter l'aventure sans révolte contre son suzerain. Méhémet-Ali ne laissa pas que de réfléchir lui-même sur le danger d'encourir les colères de l'Angleterre. Polignac, de son côté, comprit, finit par comprendre que la paix d'Andrinople, tout en marquant une nouvelle étape dans la décadence de la Turquie, l'avait pourtant prémunie contre toute catastrophe immédiate. Ainsi tombèrent à terre, comme d'eux-mêmes, les fils de la combinaison égyptienne, et sans avoir été jamais bien solidement noués. Après un crochet malencontreux, la France, se décidant à être grande, mais sans deviner jusqu'à quel point elle le serait, allait s'engager dans la voie droite où Dieu lui-même semblerait son guide, tant il la conduirait glorieusement et loin.

LE PLAN DUPETIT-THOUARS

Ce fut dans les derniers jours de janvier et au début de février que le Conseil des ministres, décidément libéré de chimères, débattit le plan de l'intervention directe, avec les forces et sous le drapeau national.

Tout naturellement, un souvenir revint en mémoire, celui des délibérations de 1827 et du projet conçu alors d'une attaque par terre, combinée avec une démonstration de la flotte. On ne manqua pas de rappeler aussi le nom de M. Dupetit-Thouars, ce simple capitaine de frégate qui, fort de sa connaissance du littoral algérien, avait développé les avantages de ce plan. Dere-

chef il fut mandé et, dans une commission composée d'amiraux et de hauts fonctionnaires de la marine, répéta ce qu'il avait dit. Il indiqua comme point de débarquement la presqu'île de Sidi-Ferruch, située à cinq lieues environ à l'ouest d'Alger. Cette presqu'île, facile à fortifier et qui pourrait servir de dépôt pour l'artillerie et les vivres, faisait saillie entre deux petites baies qui offriraient aux navires un sûr abri. En s'exprimant de la sorte, M. Dupetit-Thouars pouvait s'appuyer sur l'autorité du commandant du génie Boutin qui, en 1808, avait reconnu la côte algérienne et dont le rapport, conservé aux archives, aboutissait aux mêmes conclusions. De Sidi-Ferruch à Alger, la route n'offrait pas d'obstacles insurmontables. Devant Alger, la seule opération importante serait la prise du château de l'Empereur. Cet ouvrage une fois emporté, la ville serait obligée de se rendre.

Cet avis, développé dans la commission, fut débattu de nouveau en une réunion plus importante tenue au ministère des Affaires étrangères. Le général de Bourmont suggéra qu'on s'emparât d'abord d'Oran. Dupetit-Thouars, devenu, malgré la modestie de son grade, le vrai conseiller du gouvernement, s'éleva fort contre cette conception, en invoquant la longue distance qui séparait Oran d'Alger. Les vieux amiraux, hostiles à toute expédition par terre, ne se laissaient pas tout à fait convaincre; de plus, ils ressentaient quelque dépit qu'un de leurs subordonnés prît une autorité si prépondérante. En revanche, l'opinion de Dupetit-Thouars trouva une confirmation très précieuse dans le suffrage d'un officier du génie, le maréchal de camp Valazé, qui insista sur la faiblesse des défenses d'Alger du côté de la terre. A l'issue de cette conférence, les ministres se réunirent en conseil et adoptèrent définitivement le plan Dupetit-Thouars. On débarquerait à Sidi-Ferruch, et de là on marcherait sur Alger. Le 7 février, après une dernière délibération en présence du Roi, les ordres définitifs partirent pour la flotte et pour l'armée.

L'OPPOSITION ANGLAISE

La France venait de publier ses desseins. A cette nouvelle, une opposition éclata, celle de l'Angleterre.

Depuis le rétablissement de la royauté, elle avait, dans ses rapports avec la France, éprouvé plus d'un mécompte. Elle

jugeait qu'ayant recueilli les émigrés, donné asile aux Bourbons, aidé à la restauration de la monarchie, elle avait droit que notre politique suivît, sans trop s'en écarter, le sillage qu'elle-même tracerait. A défaut de notre gratitude, elle comptait sur notre faiblesse, faiblesse de malade qui recouvre lentement la santé et se traîne en une longue convalescence. Or, l'événement avait trompé ses prévisions. L'indépendance de notre politique s'était affirmée deux fois : en 1823, par l'expédition d'Espagne ; puis, tout récemment, dans les affaires de Grèce. En outre, on avait à Londres observé, non sans jalousie, les progrès de notre intimité avec la Russie. Que, dans ces conjonctures, la France prît une nouvelle initiative ; qu'elle la prît surtout dans cette région de la Méditerrannée où les Anglais avaient jalonné les étapes de leur puissance, à Gibraltar, à Malte, à Corfou ; que nos vues se portassent, non sur une île, mais sur un continent dont les territoires inexplorés tenteraient peut-être un jour nos armées ; alors le déplaisir serait tel qu'il aurait peine à se déguiser sous les formes courtoises de la diplomatie ou à se concilier avec le langage persistant de l'amitié.

Polignac, encore ambassadeur à Londres, avait, dès 1828, prévu ce choc éventuel. Un jour, en un entretien avec Wellington, il s'était appliqué à bien marquer, comme principe général, que certaines acquisitions hors d'Europe ne pourraient être considérées comme altérant l'équilibre entre les puissances : « En entrant dans ces explications, écrivait-il à La Ferronnays, mon but a été de ménager au gouvernement du Roi une plus grande liberté d'action dans l'accomplissement de ses vues sur Alger. » Et il ajoutait : « On ne peut se dissimuler que l'acquisition de cette ville et de son territoire serait aussi utile que glorieuse. »

L'heure est venue où, entre Paris et Londres, va éclater la rivalité. C'est une joute serrée où sous les raisonnements se dissimulent les menaces, menaces qui s'insinuent, se gravent, puis, en un retour de modération, se désavouent, quitte à reparaître encore. Et voici maintenant les acteurs : à Paris, l'ambassadeur britannique, lord Stuart, d'un zèle souvent maladroit, et prompt à exagérer dans ses dépêches les avantages qu'il croit avoir remportés ; puis, en face de lui, Polignac, opposant aux insistances déplaisantes toute sa bonne grâce, courtois toujours, obstiné toujours aussi, attentif à ne rien promettre, à ne rien livrer, à ne rien signer surtout, et fort de ce même

entêtement qui est bénéfice vis-à-vis de l'étranger autant qu'il sera funeste dans la politique intérieure. — Et à Londres la même lutte se poursuit, dont l'enjeu est l'influence française : du côté britannique deux redoutables antagonistes : le chef du Foreign Office, lord Aberdeen, droit, intègre, mais à la façon des Anglais qui commencent par se tailler une large part, quitte à comprendre qu'on leur résiste ; puis Wellington, le chef du cabinet, droit lui aussi, mais avec des vivacités qui ne se contiennent pas toujours. En face d'eux l'adversaire semble de qualité un peu inégale : c'est le duc de Laval-Montmorency, de médiocre savoir, ne se recommandant par aucun don supérieur, mais ayant contracté en ses précédentes ambassades à Madrid, à Rome, à Vienne une certaine expérience des grandes affaires, puisant dans une habitude raffinée du monde l'art de se dérober, d'éluder, d'ajourner doucement les solutions importunes, diplomate par grâce ancestrale, quoique sans beaucoup d'envergure, et exerçant dans la société aristocratique de Londres un prestige non négligeable, celui de son grand nom.

Le dépit de l'Angleterre se traduit d'abord par des boutades. Quelques détachements n'ont point encore été rappelés de Morée, et lord Aberdeen s'en plaint avec une aigreur qu'un si mince objet ne saurait justifier. Vers la même époque, le chef du *Foreign Office* laisse entendre que toute difficulté eût été écartée si, dès le début, la France avait pris la Grande-Bretagne pour confidente, et surtout si l'intervention eût pu être concertée en commun.

Cependant les nouvelles du continent dissipent tous les doutes : il ne s'agit pas d'une simple démonstration, comme en 1816 celle de lord Exmouth, mais d'une grande expédition. De Paris lord Stuart mande tout ce qu'il sait des préparatifs de la marine ou de la flotte. Le 3 mars, lord Aberdeen, en un entretien de deux heures avec le duc de Laval, s'efforce de provoquer une explication à fond. « Si le gouvernement français, dit en substance lord Aberdeen, déclare qu'il n'a pour but que la réparation de ses injures, nous n'avons rien à objecter, si formidables que soient les préparatifs. Mais, s'il forme des projets plus étendus et médite de détruire la puissance du dey, l'Angleterre désire savoir au profit de qui tournera sa conquête. — Nos vues sont désintéressées, répond l'ambassadeur ; nous ne souhaitons que le bien général de l'Europe, de la civilisation, de

l'humanité. — Je le crois, reprend lord Aberdeen, et d'autant mieux que le prince de Polignac tient le même langage à lord Stuart... Mais, ajoute-t-il, des explications verbales sont insuffisantes ; » et précisant sa pensée, il poursuit en ces termes : « Nous avons besoin d'avoir entre les mains un *document* qui nous mette en mesure de répondre au Parlement que nous pouvons être pleinement rassurés sur les intentions de la France. » Ainsi parle lord Aberdeen, tout travaillé de soupçons; et son inquiétude se traduit deux jours plus tard en une nouvelle dépêche à lord Stuart : « Les formidables effectifs sur le point d'être embarqués semblent, écrit-il, indiquer l'intention, non de châtier, mais de détruire. » Et il presse l'ambassadeur de voir de nouveau Polignac, d'obtenir de lui une communication officielle dont puisse s'autoriser l'Angleterre.

Le 12 mars, en une dépêche-circulaire, Polignac développa ce qu'il lui plaisait de faire connaître de la politique de son pays : « Notre but, dit-il, est un but d'humanité ; nous poursuivons, outre la vengeance de nos propres injures, l'abolition de l'esclavage des chrétiens, la destruction de la piraterie, la suppression des humiliants tributs que les États européens paient à la régence. » Quant aux suites possibles de l'entreprise, le ministre des Affaires étrangères se gardait de toute précision prématurée et se bornait à dire que, dans ce cas, la France se concerterait avec ses alliés pour le règlement du nouvel ordre de choses.

Qu'on rapproche le langage d'Aberdeen au duc de Laval ou à lord Stuart de celui de Polignac en sa dépêche, et l'on verra se développer en sens contraire deux habiletés. D'abord celle de l'Angleterre. Avec la traditionnelle clairvoyance de ses hommes d'État, elle pressent que la France ne se résignera pas à avoir mobilisé sa flotte, à avoir équipé 35 000 hommes, uniquement pour obtenir du dey une formule d'excuses ou des engagements presque aussitôt rompus que contractés. Elle devine une grandeur naissante à côté de sa propre grandeur. De là l'idée persistante de nous enchaîner, et non par une déclaration générale qu'un autre gouvernement pourra désavouer, mais par un de ces actes écrits qui restent et font foi. Toute la politique anglaise, si variées que soient les formes qu'elle revêtira, n'aura pas d'autre objet. — Et, en face, voici l'autre habileté, l'habileté française. Elle consiste à se tenir dans le vague autant

qu'à Londres on souhaiterait se fixer dans la précision. Que fera-t-on d'Alger? Parmi les conseillers de Charles X, nul ne le sait bien. Mais on s'obstine, on s'obstinera, malgré toutes les obsessions, à se garder les mains libres. C'est qu'à travers l'obscurité des desseins et l'incohérence même des conceptions, le regard perçoit, par instants tout à fait fugitifs, des perspectives glorieuses. Et Polignac, moitié par sentiment de la dignité nationale, moitié par prévoyance instinctive, se refuse à limiter par stipulation ce que l'avenir réserve peut-être à la France.

Cette obstination de la France à se dérober, cette persistance de l'Angleterre à réclamer des précisions ne laisse pas que de rendre malaisés les rapports entre les deux gouvernements. Le différend, qui peut se transformer en conflit, défraie à Londres les entretiens des cercles politiques. Tous les lieux sont bons pour les conférences. A quelques jours de là, comme Wellington se promène à cheval dans le parc de Saint-James, il rencontre, à cheval aussi, l'ambassadeur de France; et entre l'un et l'autre la conversation s'engage. « Votre circulaire est insuffisante, remarque Wellington avec son ordinaire et un peu rude franchise. Telle a été, ajoute-t-il, l'opinion du conseil. La promesse que la France se concerterait avec ses alliées n'a pas paru assez rassurante. Dans une réunion des grandes puissances siégeront la Russie et la Prusse, à qui il importe peu que la France se taille une colonie dans le bassin de la Méditerranée. L'Angleterre a une situation particulière; elle a le droit de réclamer un engagement, particulier aussi. » Devenu exigeant, presque impérieux, quoique toujours courtois, Wellington poursuit en ces termes : « L'Angleterre a besoin d'être fixée, avant le départ de l'expédition, sur le sort réservé à Alger. » Et le langage qu'il tient, en un entretien familier, dans les allées de Saint-James, Aberdeen le reproduit le 28 mars en une dépêche à lord Stuart. Il ajoute que la régence d'Alger n'est point terre libre, mais qu'elle demeure sous la suzeraineté du Sultan qui n'a point abdiqué son droit de souveraineté.

PIERRE DE LA GORCE.

(A suivre.)

QUELQUES MAITRES DU DESTIN

M. BENITO MUSSOLINI

II [1]

LE DUCE

CHEZ LE ROI

Nous retrouvons maintenant M. Mussolini à son entrée au Quirinal. « Sire, dit-il au Roi en pénétrant dans le cabinet du souverain, Votre Majesté n'a pas de plus fidèle sujet que moi. » Sur le point de devenir premier ministre d'un monarque, l'insurgé victorieux n'avait pas de temps à perdre pour se métamorphoser en fidèle sujet. La spontanéité courtoise qu'il y mit fit tout le prix de la métamorphose, accomplie sur le seuil même de l'appartement royal.

Le gage que le Roi lui demandait de sa fidélité était fait pour la lui rendre légère : c'était de constituer un cabinet, autrement dit, de faire ce pour quoi il s'était soulevé. « Ce soir même, déclara M. Mussolini en sortant du Quirinal, l'Italie aura, non un ministère, mais un gouvernement. » L'opposition des deux termes, ministère et gouvernement, contenait en soi l'annonce de la première innovation que le futur président du Conseil entendait réaliser : remettre en vigueur le principe d'autorité dans la manière de gouverner. Son cabinet fut, comme il l'avait promis, constitué le soir même. Il ne différait

(1) Voyez la *Revue* du 1er mars.

pas extérieurement de ce que son président avait dédaigneusement appelé un ministère. Exception faite des chefs suprêmes de l'armée et de la marine, le général Diaz et l'amiral Thaon de Revel, dont la présence dans le Conseil garantissait au nouveau régime le loyalisme des forces de terre et de mer, aucun des ministres de M. Mussolini n'était un personnage de premier plan et deux ou trois représentaient d'anciens partis politiques, susceptibles de collaborer avec le fascisme. Ce cabinet n'était « un gouvernement », non un ministère, que par la personnalité de son président. La place exceptionnelle que le chef y occupait s'y affirmait par le cumul insolite de deux portefeuilles d'importance primordiale, celui de l'Intérieur et celui des Affaires étrangères, sans préjudice d'un troisième, celui de l'Aéronautique. Ce cumul inusité dénotait l'intention de gouverner personnellement, plutôt que solidairement.

La présence de ses légions en armes aux portes de Rome conserva d'abord à M. Mussolini le caractère de chef de bandes, avec lequel il y était arrivé. C'est encore sous cet aspect qu'il apparut le jour où, la chemise noire barrée d'une large écharpe rouge et jaune, couleurs de Rome, il défila dans les rues de la capitale à la tête de ses fascistes, entouré de son état-major. L'interminable colonne mit quatre ou cinq heures à parcourir l'itinéraire du défilé, entre la place du Peuple et la gare du chemin de fer, par le Corso, la place de Venise, la via Nazionale, la place du Quirinal, la via Venti-Settembre, la rue des Thermes de Dioclétien, la place de l'Exèdre. Cette impressionnante exhibition de la jeunesse armée, musclée, hâlée, échevelée, exubérante d'ardeur, qui avait remporté par la force une victoire politique, maintint M. Mussolini dans le rôle aventureux qu'il venait de jouer. Mais la fin de cette journée d'apothéose le rendit au rôle différent qu'il avait assumé depuis l'avant-veille : celui de dictateur.

Le premier usage qu'il ait fait de son pouvoir a consisté, en somme, dans l'immédiate dislocation de ses légions : mesure indispensable, dont il faut le louer d'avoir compris l'urgente nécessité. Mais, démobilisation ne signifiait pas suppression. L'organisation fasciste subsista au contraire, dans les conditions mêmes où elle existait avant la marche sur Rome. Le seul changement fut qu'au lieu de constituer une menace contre le gouvernement, elle devint sa garde prétorienne, le palladium de

la dictature. M. Mussolini réunit dans sa personne les deux qualités de chef du gouvernement et de chef du fascisme. La seconde, lui ayant servi à acquérir la première, lui servit désormais à la conserver : ce fut toute la différence. L'arme qu'il avait maniée contre le débile pouvoir de son prédécesseur demeura intacte dans ses mains pour défendre le sien. En la brisant, il se serait exposé à perdre le fruit de la victoire qu'elle lui avait donné. Il ne s'en souciait pas et, esprit positif, s'abstint d'en courir le risque. De sa part, toute autre conduite n'eût pas été concevable. Désorganiser le fascisme ou en abandonner la direction devait nécessairement lui paraître hors de question. Par suite, la base fournie au gouvernement par l'organisation fasciste devint la caractéristique essentielle du nouveau régime ; la réunion, dans la personne de M. Mussolini, des deux qualités de chef du gouvernement et de chef du fascisme devint le trait fondamental de sa physionomie politique.

Sa nomination régulière à la présidence du Conseil, le serment constitutionnel qu'il prêta en entrant en fonctions, l'hommage qu'il fit rendre au Roi par ses légions, en le leur faisant acclamer au balcon du Quirinal pendant leur défilé dans Rome, définirent sa situation par rapport à la Couronne. Celle-ci n'eut rien à craindre de lui, tant qu'elle ne lui mettrait pas de bâtons dans les roues; il n'eut rien à craindre d'elle, tant qu'il ne la mettrait pas dans le cas de sanctionner une violation flagrante de la Constitution. La lettre de la Constitution, à défaut de son esprit, avait pu être sauvegardée par l'appel du Roi à M. Mussolini pour former le cabinet, et par l'investiture royale donnée au nouveau gouvernement. La légalisation de ce qui était dû à un coup de force importait à la Couronne; de ce fait, elle importa aussi à M. Mussolini : or, c'était du Parlement qu'il dépendait de la compléter, ou d'en annuler les prémisses.

DEVANT LE PARLEMENT

Le contact de M. Mussolini avec la Chambre des députés fut des plus rudes. Mais la rudesse en fut toute pour elle, non pour lui ; et leur rencontre fut d'autant plus dramatique, que le compte des coups fut plus simple à établir. La séance où, président du Conseil de nom, dictateur de fait, M. Mussolini se présenta devant la Chambre, restera historique dans les fastes de

l'institution parlementaire, non comme une bataille, mais comme une exécution. Exécution d'autant plus mortifiante, qu'elle fut morale, non matérielle. La résolution à laquelle M. Mussolini s'était arrêté envers la Chambre était de lui offrir la vie sauve en échange de sa docilité. Les arguments dont il avait fait choix pour se la soumettre consistaient d'abord à lui rappeler qu'il avait dépendu des fascistes de la fermer, ensuite à la mettre en face des fautes qu'elle avait commises, des responsabilités qu'elle avait assumées. Ainsi fit-il et sans ménagements. Dans une harangue telle qu'aucun Parlement n'en avait entendu de pareille et qui tint lieu de déclaration ministérielle, sans avoir rien de commun avec aucun spécimen de ce genre, il rappela qu'il aurait pu faire bivouaquer ses légionnaires dans la salle des séances où il parlait, et prononça un sommaire mais rigoureux réquisitoire contre l'assemblée devant laquelle il se présentait.

Pareille pénitence était beaucoup plus dure qu'un renvoi pur et simple, qu'une dissolution. La Chambre se la laissa administrer passivement, sans aucune réaction et dans une attitude résignée, sinon repentante. Pas la moindre protestation ne s'éleva en sa faveur dans le pays. L'effet du premier contact de M. Mussolini avec elle fut celui qu'il avait attendu de sa propre tactique : satisfaite de la vie sauve et plus ou moins consciente de son discrédit, la Chambre vota au président du Conseil les pleins pouvoirs qu'il avait demandés. Ainsi se trouva complétée la légalisation que l'investiture royale avait commencé de donner à la dictature mussolinienne.

Nous ne croyons pas que M. Mussolini ait jamais, dans sa carrière, obtenu un résultat plus paradoxal que de s'être fait donner, par la plus hostile des Chambres auxquelles il ait eu affaire, l'investiture parlementaire pour un gouvernement de réaction contre le parlementarisme et ses méthodes. Après le coup de force, ceci est plutôt un tour de force. Nous ne croyons pas non plus que M. Mussolini ait jamais été mieux servi par son tempérament, par une psychologie plus sûre, par une appréciation plus exacte de l'opinion publique, par une plus judicieuse combinaison de la rigueur dans l'accusation et de la longanimité dans la sentence. Ces mérites semblent bien devoir lui être reconnus, indépendamment de tout jugement sur la valeur de son entreprise et de son œuvre. Ce qui nous occupe

ici est uniquement l'homme, observé à travers la vie et la partie de sa carrière qu'il a derrière lui.

Très peu de jours après son installation au pouvoir, revint l'anniversaire de l'armistice italo-autrichien du 3 novembre 1918. Cette date fatidique avait, les années précédentes, été commémorée dans de discrètes conditions. M. Mussolini devait naturellement vouloir qu'elle le fût avec plus d'éclat : un service solennel à la mémoire des morts de la guerre fut célébré à l'église *Santa Maria degli Angeli*, construite dans une partie des Thermes de Dioclétien. Le Roi s'y rendit. Ce fut la première occasion où M. Mussolini parut dans une cérémonie publique comme président du Conseil. Sanglé dans une redingote, à peu près tout le temps debout entre son fauteuil et son prie-dieu, il assista au service dans une attitude de raideur plutôt martiale que compassée.

Au sortir de l'église, il prit, encadré du général Diaz et de l'amiral Thaon de Revel et suivi des autres ministres, la tête d'un cortège assez désordonné, grossi de quiconque voulait s'y joindre, et s'en alla ainsi à pied jusqu'à la place de Venise. Là s'élève le monument de Victor-Emmanuel le Grand, dans lequel est placée la tombe du soldat inconnu. Les membres du gouvernement, président en tête, gravirent l'escalier du monument et, parvenus à la dernière marche avant la plate-forme qui supporte la tombe, s'agenouillèrent sur un rang. Un genou en terre, le buste incliné, la tête baissée, ils se recueillirent un instant.

Le spectacle d'une rangée de messieurs, en tenue bourgeoise, le chapeau haut de forme à la main, agenouillés en plein air, au sommet d'un escalier, aurait eu quelque chose d'un peu trop théâtral, d'un peu trop appuyé pour un public parisien. En Italie, à Rome, cela ne passait pas la mesure. Le geste de M. Mussolini fut bien italien, comme l'homme même qui l'accomplit, peut-être sans l'avoir seulement prémédité. L'entière manifestation, à l'église, dans la rue, à l'autel de la patrie, — c'est ainsi qu'on appelle l'emplacement de la tombe du soldat inconnu, — répondit exactement à la mystique du fascisme. Cette mystique, que M. Mussolini était soucieux d'entretenir dans son parti et de propager dans le reste du pays, faisait en effet une large part au culte de la patrie, au souvenir des héroïsmes de la guerre, à la piété envers les sacrifices natio-

naux, à la gloire de la victoire, toutes idées que symbolise le cercueil du combattant anonyme.

DE LA CONSULTA AU PALAIS CHIGI

Du premier moment, le travail de bureau est devenu, — cela va de soi, — le lot de l'homme d'action qu'était M. Mussolini. Pour siège habituel de son activité ministérielle, il a choisi son cabinet de ministre des Affaires étrangères. Et c'est un fait significatif qu'entre les deux principaux ministères dont il a assumé la direction personnelle, il ait fait choix des Affaires étrangères, de préférence à l'Intérieur. Quelque importance qu'eussent, pour l'avenir du régime fasciste et la poursuite de ce qu'il appelait sa « révolution », la besogne qui s'abattrait et les réformes qui s'étudieraient au ministère de l'Intérieur, c'est à celui des Affaires étrangères qu'il réservait le privilège de sa présence à peu près continue. Il marquait ainsi l'intérêt particulier qu'il accorderait aux affaires qui s'y traitent.

Rien de changé par son arrivée à l'aspect coutumier du palais de la *Consulta*, passés les tout premiers jours, où quelques fascistes et un « officier d'ordonnance » en chemise noire jetèrent une note évocatrice des événements qui y avaient conduit leur patron. Mais ces hôtes insolites eurent bientôt disparu et il n'y eut plus de changé dans l'illustre maison que le ministre, ce dont elle avait l'habitude, tout comme ceux qui la fréquentaient. Derrière le bureau où ils avaient vu San Giuliano, Sonnino, M. Tittoni, M. Scialoja, le comte Sforza, le marquis della Torretta et M. Schanzer, les visiteurs virent un homme de taille moyenne, mais de robuste carrure, aux larges épaules, au visage glabre, au masque énergique, aux traits réguliers, mais accentués, paraissant plus que ses trente-neuf ans à cause de la calvitie qui lui découvrait le front haut et bombé, conservant cependant de la jeunesse la vigueur physique et l'éclat des yeux, l'acuité du regard : un type très caractéristique d'homme du peuple d'Italie.

Manifestement, cet homme-là n'avait pas parcouru la même carrière, mené la même vie que ceux qui l'avaient précédé dans le fauteuil où il s'asseyait. Néanmoins, aucune brusquerie, spontanée ni affectée, dans l'accueil ni les manières; pas non plus d'affectation d'empressement ni de prévenances :

la naturelle correction de la simplicité. Ensuite une attention polie à ce que le visiteur avait à dire et, si le sujet comportait un entretien, le ton de la conversation d'affaires, dans un français suffisamment fluide pour ne pas rendre laborieux le dialogue, avec cette note d'originalité dans l'expression que donne celle de l'esprit. De morgue, de pose, point; pas non plus de banalité. Nous parlons ici d'audiences particulières, données à des étrangers par le dictateur débutant. Ses façons avec eux restèrent les mêmes dans la suite, hormis les cas où quelque circonstance put créer de la gêne, commander réserve ou réticences. Quand entre lui et l'un d'eux s'établit peu à peu une habitude de relations et qu'elle ne lui fut pas désagréable, il apporta une réelle bonne grâce à l'entretien.

M. Mussolini ne fit pas long feu à la Consulta. Il la quitta très vite, mais pas pour le palais Viminale, siège du ministère de l'Intérieur. Restant fidèle aux Affaires étrangères, il en transféra le ministère, et lui avec, au palais Chigi, plus spacieux que la Consulta et pourvu d'appartements de plus vastes dimensions. Pour son cabinet, il y choisit la plus grande de toutes les pièces, ornée de belles tapisseries des Flandres et désignée du nom de salon de la Victoire, depuis qu'il y eut fait placer la réduction en bronze d'une statue antique de Victoire divinisée. Depuis lors, c'est là, devant une table Renaissance posée en travers d'une fenêtre, tout au fond de cette grande salle dallée de marbres multicolores, que ses visiteurs l'aperçurent en passant sa porte. Il avait voulu à sa fonction, à sa politique, un cadre somptueux et de proportions imposantes. Il leur avait aussi voulu un cadre différent de celui qu'avaient eu la fonction et la politique de ses prédécesseurs. La Consulta lui était apparue comme gardant aux tentures démodées de ses salons, à l'étoffe passée de ses rideaux, quelque chose d'une tradition diplomatique qu'il n'aimait pas. Sans doute cette tradition, dont l'Italie avait largement bénéficié, ne méritait-elle pas la sévérité de M. Mussolini. Mais le fait est qu'il entendait rompre avec elle : et son déménagement avait aussi ce sens-là.

La conférence de Lausanne pour les affaires turques l'appela hors de Rome tout au début de son gouvernement. En fixant en Suisse et à Lausanne, avant son arrivée au pouvoir, le siège d'une conférence où il ne pouvait pas ne pas aller, puisque M. Poincaré et lord Curzon s'y rendaient, le hasard avait ménagé

aux choses humaines un de leurs plus étonnants retours. M. Mussolini revenait président du Conseil des ministres d'Italie dans le pays où il avait été émigrant, manœuvre, garçon-livreur, où il avait connu la misère et la faim. Pour qu'il y pût rentrer, il avait fallu, peu de temps avant, faire rapporter les arrêtés d'expulsion qui lui en interdisaient l'accès, au moins dans divers cantons, sinon sur tout le territoire fédéral. L'étrangeté inouïe de ce revirement de fortune tient tout entière dans un court dialogue entre M. Mussolini et le commissaire spécial mis à sa disposition à Lausanne : « C'est sous ce pont que votre police m'a arrêté, il y a vingt ans. — Que voulez-vous, monsieur le Président? C'est la vie ! » Ce fut à Territet qu'il fit la connaissance de M. Poincaré et de Lord Curzon. Il avait tenu à ce qu'ils vinssent l'y trouver, probablement pour avoir avec eux une entrevue à l'écart des délégués d'innombrables autres pays, dont beaucoup de second rang : il distingue volontiers entre grandes et petites puissances, facilement dédaigneux des petites. Le peu qui se dit entre les trois interlocuteurs n'eut guère d'intérêt que par le souci d'égalité que M. Mussolini manifesta au nom de l'Italie, par rapport à l'Angleterre et à la France. Il le manifesta d'ailleurs avec une ingénuité dont le temps l'a guéri, mais d'autant plus significative qu'elle était plus novice. Tout ce qui resta de l'entrevue consista en un communiqué et quelques photographies.

Une de ces photographies représente M. Mussolini sur le perron de l'hôtel de Territet, entre M. Poincaré et Lord Curzon. L'homme du Brumaire italien, encore peu habitué à poser devant l'objectif en pareille compagnie, tient assez gauchement sa main droite enfoncée dans son gilet, paraissant copier une attitude de Napoléon, tandis que M. Poincaré sourit dans sa barbe et que le visage rasé de Lord Curzon s'éclaire d'une gaîté narquoise. Depuis lors, cinq ans de pouvoir ininterrompu ont donné plus d'aisance devant la galerie au pilote débutant qui, à cette époque, venait seulement de saisir le timon de son pays.

A son retour, on eut tout loisir de l'observer dans ce rôle de timonier politique : et une longévité ministérielle qui n'est pas soumise aux facteurs ordinaires n'a cessé jusqu'à présent de prolonger l'instructif spectacle, offert par ses faits et gestes.

LES DÉBUTS DANS LA DICTATURE

Les réunions du Conseil des ministres, au début tout au moins, se multiplièrent à un rythme plus accéléré qu'il n'était d'usage et, après chacune, un copieux communiqué porta à la connaissance du public les objets des délibérations et les bases des solutions adoptées ou en préparation. Par cette publicité fut compensé l'effet du ralentissement de l'activité parlementaire, qui commença même par être totalement suspendue, à la suite de longues vacances octroyées au Parlement. Par le même moyen, fut donnée à la nation la sensation qu'elle était gouvernée, sensation que M. Mussolini tint visiblement à produire sur un peuple qui avait eu précédemment celle du contraire. La réalité répondit d'ailleurs à l'effet cherché. Sous la vigoureuse impulsion de celui qui était plutôt un maître qu'un chef, une réelle activité fut déployée par tous les ministres et dans tous les ministères. Lui-même en donna l'exemple, faisant preuve d'une puissance de travail peu commune, encore qu'il n'y ait pas lieu de s'extasier devant elle, parce qu'un labeur acharné est le lot de bien d'autres chefs de gouvernement.

Promptement on s'aperçut que M. Mussolini concevait sa situation de chef de gouvernement comme supérieure à celle d'un ordinaire président du Conseil. Lui-même indiqua du reste à mainte reprise qu'à ses yeux cette situation impliquait une autorité, une initiative, un pouvoir de direction, qui en faisaient un poste unique en son genre et abolument prééminent dans l'État. C'est à cette situation, à ce poste qu'il convenait désormais d'appliquer le nom de *Duce*, sous lequel les fascistes avaient coutume de désigner M. Mussolini et qu'on prit insensiblement l'habitude de lui donner, non plus seulement comme chef du fascisme, mais comme chef du gouvernement, comme dictateur. A une aussi haute fonction ne lui parut pas convenir l'effacement personnel de celui qui l'exerçait. Si, comme homme privé, il continua de mener une vie simple et retirée, plutôt soustraite qu'offerte à la curiosité des indiscrets, comme homme public, comme personnage officiel, il ne se déroba pas aux honneurs et se soumit aux obligations de la représentation. Il étendit à la collectivité ministérielle, à l'État tout entier la réaction dont lui-même donnait l'exemple contre les habitudes de simplicité qui s'étaient établies dans les dernières années et

qui avaient fini par exclure presque toute réception ou cérémonie.

On revit des soirées officielles, tantôt au palais Chigi, tantôt au palais de Venise, qui, repris à l'Autriche par le gouvernement italien, fut spécialement aménagé pour servir à cet emploi. Dans le cadre d'aussi admirables demeures, avec la ressource de poster des carabiniers en grande tenue sur les paliers d'escaliers majestueux, celle d'inviter le monde de la Cour et le corps diplomatique et de prescrire aux civils de se chamarrer, aux militaires de revêtir l'uniforme, il est relativement aisé de produire une impression de somptuosité, à laquelle contribuent avant tout le luxe et l'élégance des toilettes de femmes, généralement jolies à Rome. De telles réceptions M. Mussolini fit plusieurs fois les honneurs, portant sur son plastron le cordon vert des Saints-Maurice et Lazare. Car, les décorations venant à lui, il ne les fuit pas et, à l'occasion, en arbora les insignes. Une de celles qu'il porta le plus volontiers, à ses débuts, fut la cravate de commandeur de l'ordre de Malte, consistant en un ruban noir bordé d'un liséré d'or, auquel est suspendue la croix en émail blanc : décoration essentiellement nobiliaire, comme l'Ordre de chevalerie qui la décerne et qui avait fait de M. Mussolini un bailli honoraire, sans se montrer trop exigeant sur les quartiers de noblesse. Plus tard, lui échut, distinction suprême, le collier de l'Annonciade, conféré seulement aux princes de la maison de Savoie, à quelques souverains ou chefs d'État étrangers et à un très petit nombre d'Italiens, civils ou militaires : de ce fait, il eut droit à l'appellation de « cousin », de la part du Roi et des membres de la famille royale.

Les Ambassades étrangères, le recevant à tour de rôle, lui offrirent des dîners ou des soirées, qu'il ne prolongea d'ailleurs jamais tard, afin de ménager ses forces, mises à rude épreuve par des journées bien remplies. Dans les cérémonies publiques, il ne dédaigna pas les moyens extérieurs de procurer du prestige à la fonction gouvernementale. C'est ainsi qu'il remit en usage, pour les ministres, l'uniforme tombé en désuétude. Ses collègues et lui revêtirent l'habit bleu foncé à broderies d'or, ceignirent l'épée à poignée de nacre et coiffèrent le bicorne à plumes, blanches pour lui, noires pour les autres, que les Italiens appellent d'un nom qui fait image : la *felucca* (la felouque). De jeunes sous-secrétaires d'État, navrés qu'il n'y

eût pas d'uniforme prévu pour leur rang, découvrirent à propos que la décoration des Saints-Maurice et Lazare donnait droit à une tenue spéciale et s'affublèrent d'un habit de coupe militaire en drap vert, sur un pantalon blanc à bande d'or. Le *Duce* d'ailleurs y mit promptement bon ordre. Ce sont là de bien petits détails : mais ils donnent une idée de la physionomie du régime et aident à y retrouver celle de son créateur.

NORMALISER ?

En fait de choses sérieuses, les premiers buts que M. Mussolini s'était assignés semblent avoir été les suivants. D'abord, faire place nette des petites forces irrégulières qui avaient pu être constituées, à l'instar de la sienne, par des partis autres que le sien. Ce but-là fut rapidement atteint : à la requête de M. Mussolini, les nationalistes consentirent à dissoudre les quelques équipes qu'ils avaient formées de ci de là, et qui se distinguaient par une chemise bleu azur. Ensuite, restaurer la discipline parmi les employés des services publics et la régularité dans le fonctionnement de ceux-ci : cela aussi fut très promptement réalisé. En faire autant dans l'industrie privée, où prit fin l'épidémie des grèves. Puis, rétablir l'équilibre du budget : on y parvint grâce à la compression des dépenses, obtenue par des licenciements, notamment dans le personnel des chemins de fer, et à un meilleur rendement des impôts. Encore, réorganiser l'armée, à quoi pourvut une loi préparée par le général Diaz, développer l'aviation, mettre en train la reconstitution de la flotte de guerre. Enfin, procéder à une retouche du système électoral, en vue de prochaines élections législatives. Tout cela fut accompli, soit par des décrets autorisés par les pleins pouvoirs, soit par des lois que vota le Parlement, revenu de ses longues vacances.

La dissolution des petites milices ne s'était pas appliquée aux légions fascistes, aux « chemises noires ». Pour mettre fin à ce qu'on appelait le « squadrisme », c'est-à-dire au pullulement d'équipes de volontaires, — phénomène peu compatible avec un état de choses légal, — il fallait pourtant aviser. Entre le maintien du *statu quo*, qui perpétuait une situation tout à fait anormale, et la suppression des chemises noires, qui eût privé le régime de sa base fasciste, M. Mussolini choisit un moyen terme. Il transforma la force armée irrégulière du fascisme

en une force régulière, ou au moins régularisée, pourvue d'un statut légal. Ce fut la « milice volontaire pour la sécurité nationale ». Il la dota d'un uniforme, de cadres, de règlements, d'un budget, et la subordonna directement au président du Conseil, c'est-à-dire à lui-même, à qui elle prêta serment, au lieu de le prêter au Roi, comme le fait l'armée régulière. Cette mesure, dont l'adoption par le Parlement n'alla pas sans difficulté, attesta chez M. Mussolini le persistant souci d'assurer au régime fasciste le moyen de durer et de poursuivre l'œuvre, bonne ou mauvaise, qu'il avait entreprise. Les conséquences de la mesure furent, à la fois, de faire absorber l'organisation militaire fasciste par l'État et de légaliser, sinon d'accroître, l'emprise fasciste sur l'État.

Le débat parlementaire qui précéda la création de la milice posa une grande question, dont la discussion continua ensuite dans la presse : celle de la « normalisation ». Non seulement les adversaires, mais les partisans tièdes de M. Mussolini, ceux qui sympathisaient avec le fascisme ou qui s'étaient inclinés devant le fait accompli, s'adressaient à lui, en lui disant : « Ramenez progressivement la situation du pays à des conditions normales. » Sommation de la part des uns, conseil de la part des autres, cet appel demandait le retour de l'Italie, au besoin par étapes, à un état de choses réellement constitutionnel, par la dissolution de la milice, la transformation du fascisme en un simple parti politique, sans organisation militaire, la restitution au Parlement de toutes ses prérogatives. C'est tout cela que couvraient le verbe « normaliser » et le substantif « normalisation », qui vinrent enrichir le jargon politique. M. Mussolini songea-t-il jamais à exaucer ces vœux? On n'en sait rien. En tout cas, il ne le fit pas. Son refus de « normaliser » nous paraît la décision à laquelle il y avait lieu de s'attendre de sa part, étant donné la ténacité et la persévérance qui le caractérisent, son aversion déclarée pour le libéralisme, le parlementarisme, la démocratie, enfin sa situation de chef du fascisme, auquel il dut toujours, tout dictateur qu'il était, rendre plus de comptes qu'à aucun autre pouvoir collectif. De fait, les pressions exercées sur lui en faveur de la « normalisation » n'aboutirent qu'à lui faire accentuer l'emprise fasciste sur l'État. Il continua de présider le « grand conseil fasciste », dont les discussions permirent plus d'une fois

de prévoir les voies dans lesquelles s'engagerait le gouvernement.

De ce moment date une certaine recrudescence des anathèmes ou explosions d'ironie de M. Mussolini contre les dogmes, principes, méthodes politiques, auxquelles il imputait la responsabilité des vices et abus qu'il prétendait extirper, en même temps qu'un redoublement de franchise dans l'expression des raisons pour lesquelles il répudiait tant d'idées reçues. Ainsi en vint-il à contester le prix attaché par ses contradicteurs à la liberté civile, alléguant à l'appui de cette opinion le fait que les populations, quand il se trouvait en contact avec elles, lui demandaient, non la liberté, mais des maisons, des routes, des ponts, des chemins de fer et des canaux.

Ce fut devant la Chambre des députés, dont une grande partie était encore dépositaire de l'idéal défini par la déclaration des droits de l'homme, qu'il donna ce croc-en-jambe à la doctrine fondamentale de l'orthodoxie libérale. Une autre fois, devant le Sénat, il concéda aux administrés, ce qu'il appela plaisamment le *jus murmurandi*. A tort ou à raison, il ne reconnaissait à la liberté, et n'y reconnaît sans doute encore, qu'une valeur relative à celle d'autres biens, individuels ou nationaux, matériels ou moraux, qui lui paraissaient exiger d'elle un sacrifice.

LA VALEUR ITALIE

Les compensations possibles à un sacrifice, partiel ou total, de liberté, ne sont pas innombrables. De leur nombre est généralement le prestige extérieur du pays. Ce cas se vérifia vite avec le gouvernement de M. Mussolini.

Il y a des époques qui favorisent l'introduction et la vogue de mots nouveaux dans la langue politique. Ainsi en est-il, pour notre époque d'après-guerre, du mot français « redressement ». Son application à la politique, ou intérieure, ou extérieure, ou financière, ou économique, est la conséquence directe des nombreux « affaissements » qui se sont produits, dans ces divers domaines, après l'effort surhumain et les pertes incalculables qui avaient marqué la guerre. L'idée que nous exprimons en français par ce mot s'exprime en italien par un autre, que nous réservons chez nous à la question monétaire : « revalorisation », ou même simplement « valorisation ». C'est à la

« valeur Italie » que le *Duce* entendait restituer la cote, le cours que, selon lui, elle avait perdue. Cette résolution fut mise en lumière par l'affaire de Corfou.

Le général Tellini, chef d'une mission militaire italienne de délimitation entre la Grèce et l'Albanie, avait été assassiné, avec quatre officiers ou sous-officiers, ses subordonnés. Le crime avait eu lieu en territoire grec, à peu de distance de la frontière albanaise. Les meurtriers, demeurés inconnus, avaient pris la fuite. L'impression produite en Italie par ce massacre était naturellement des plus vives et l'opinion publique, dans son ensemble, réclamait une entière et éclatante satisfaction pour l'honneur national, atteint par l'assassinat d'un général et de plusieurs officiers ou gradés, dans l'accomplissement d'une pacifique mission internationale.

La réaction de M. Mussolini à ce tragique incident fut d'une promptitude et d'une vigueur telles, que le risque de provoquer des complications ne les avait manifestement pas atténuées. Dès le surlendemain du jour où la nouvelle était parvenue à Rome, le gouvernement hellénique, tenu pour responsable d'un crime commis sur son territoire, se trouva saisi par le gouvernement italien d'une demande de satisfactions multiples et rigoureuses, qui comprenaient une indemnité de cinquante millions de lires, des excuses à présenter par le ministre des Affaires étrangères de Grèce en personne au ministre d'Italie à Athènes dans l'hôtel de sa Légation, des honneurs à rendre, dans des conditions prescrites, au pavillon italien par un détachement de troupes helléniques et à une division navale italienne par les batteries de terre et l'escadre grecques, le tout sans préjudice des stipulations d'usage en pareil cas pour la recherche et la punition des coupables, mais aggravées par l'immixtion d'agents italiens dans les opérations des autorités judiciaires grecques.

Le gouvernement hellénique n'ayant pas accédé, dans le court délai qui lui avait été imparti, à la totalité de ces exigences, l'île de Corfou fut occupée par les troupes italiennes et, le commandant de la garnison grecque n'ayant pas hissé le drapeau blanc avant l'expiration de la demi-heure qui lui avait été donnée pour le faire, quelques obus de marine furent lancés sur la forteresse, où se trouvaient malheureusement hospitalisés des réfugiés d'Asie Mineure avec leurs familles. Il

y eut quelques victimes. Comme le cabinet d'Athènes avait adressé un appel à la Société des nations, M. Mussolini déclara péremptoirement que l'Italie se retirerait de la Société si le Conseil se saisissait du cas. Mais il consentit, sur l'initiative du gouvernement français, à laisser la Conférence des ambassadeurs s'en saisir, et celle-ci s'appropria, après quelques retouches, la liste des demandes italiennes auxquelles le gouvernement grec donna alors satisfaction. L'occupation de Corfou prit fin, aussitôt les réparations morales exécutées et l'indemnité versée Tout se termina, à Rome, par une magnifique messe de *Requiem*, célébrée, en présence de M. Mussolini, des membres du gouvernement, du corps diplomatique et des représentants de l'armée et de la marine, dans cette belle église *Santa Maria degli Angeli*, que le fascisme semblait avoir choisie pour paroisse, et où les cinq cercueils du général Tellini et de ses subordonnés vinrent s'aligner, comme pour une suprême revue, au centre d'un carré de couronnes funéraires.

Telle fut la suite donnée par M. Mussolini à un incident qui, incontestablement, mettait en cause le prestige extérieur de l'Italie, mais dont le règlement pouvait être conçu de diverses manières. Celle dont le conçut M. Mussolini fut révélatrice, non seulement de la haute idée qu'il se faisait du prestige italien et de la résolution où il était de ne pas le laisser satisfaire à peu de frais, mais encore des procédés, des moyens par lesquels il entendait le rétablir d'abord, le maintenir ensuite. D'après sa façon de penser, une grande puissance ne peut abandonner à qui que ce soit d'autre le soin de se faire respecter, non plus d'ailleurs que celui de décider d'un de ses intérêts nationaux; pour cette tâche, dont elle ne se décharge sur personne, sa garantie est dans sa force et son procédé consiste, le cas échéant, dans l'usage de sa force. Méthode directe : se faire justice soi-même, assurer soi-même la défense de ses intérêts; ne pas tolérer de recours, devant quelque tribunal que ce soit, contre un acte politique accompli dans la plénitude de la souveraineté nationale. Manière forte : employer au besoin la force matérielle, — qui est, aux yeux de M. Mussolini, un des attributs essentiels de la grande puissance, — à imposer le respect de ce que son gouvernement a estimé être le droit de l'Italie.

Il ne s'ensuit pas que la notion de droit soit étrangère à l'esprit de M. Mussolini, ni qu'elle lui soit indifférente. Mais ce qui

nous semble se dégager, c'est que, selon lui, il appartient à une grande puissance de prononcer et d'exécuter elle-même les sentences du droit, dans les cas qui la mettent directement en cause. Si telle est bien sa façon de penser, elle limite évidemment à des cas fort secondaires l'application des formes juridiques au règlement des conflits internationaux. La conception qu'un peuple se fait de son prestige extérieur et des meilleurs moyens de servir sa cause dans le monde dépend de son tempérament, de son état d'esprit du moment, ainsi que du degré qu'il a atteint dans son développement politique, de l'âge auquel il est arrivé dans la course de sa vie indépendante.

Les adversaires de M. Mussolini à l'intérieur avaient attendu de l'affaire de Corfou sa chute, comme conséquence d'un faux pas quelconque. Ils furent déçus. Mais il ne s'en fallut pas de beaucoup que leurs espoirs s'accomplissent. Si le gouvernement français s'était abstenu d'aiguiller l'affaire sur la Conférence des ambassadeurs, que la Société des nations s'en fût saisie et que M. Mussolini en eût été réduit à exécuter sa menace explicite de retirer l'Italie de la Société, il est peu probable que son gouvernement, encore mal assis, eût survécu longtemps à la réalisation d'une éventualité aussi grave. Sans doute le comprit-il, quand il consentit à laisser la Conférence des ambassadeurs évoquer le conflit, ce qui en soustrayait pratiquement la solution à la Société des nations. Pour mince qu'elle soit, cette concession, car c'en fut une de sa part, montra que la réflexion et les conseils de circonspection n'étaient pas sans tempérer chez M. Mussolini les élans d'un caractère fougueux, ni sans le décider à limiter la mesure des risques acceptés.

De risques, il n'y en avait aucun à annexer Rhodes et le Dodécanèse, ce que M. Mussolini ne tarda pas à faire. Ces îles grecques avaient été occupées par l'Italie en 1912, pendant sa guerre contre la Turquie, à laquelle elles appartenaient alors. La France et l'Angleterre s'étaient, dès 1915, engagées à lui en reconnaître la possession. Toute la question était de savoir si l'Italie y avait intérêt. Pour M. Mussolini, l'intérêt de l'Italie ne fit pas doute : c'était le seul agrandissement extérieur demeuré possible à l'Italie et les îles annexées constituaient pour les Italiens des points d'appui en Méditerranée orientale et des positions sur le chemin de l'Asie Mineure. Tout attendue qu'elle était de ceux qui connaissaient M. Mussolini, cette opération

n'en fut donc pas moins caractéristique de sa psychologie et significative des tendances de sa politique. On assure qu'elle lui valut l'offre du titre de duc de Rhodes, ou la suggestion de se le faire conférer. Il eut le bon sens de n'en pas vouloir : le *Duce* n'avait rien à gagner à devenir *Duca*; au changement de l'*e* final en *a*, il aurait perdu.

L'annexion de Rhodes et du Dodécanèse, bien que suivant d'assez peu l'affaire de Corfou, ne l'exposa même pas à l'inimitié durable du gouvernement grec. Aussi cette expérience ne put-elle que l'ancrer dans les principes dont elle avait été le fruit : ne pas aller par quatre chemins, subordonner l'accessoire au principal. Le principal, en l'espèce, a été pour lui d'assurer à l'Italie ce qu'il a considéré comme un moyen pour elle de poursuivre ses destinées ultérieures; l'accessoire, d'attribuer la nationalité italienne à des sujets de race hellène. Selon M. Mussolini, la mission d'une grande puissance lui impose envers elle-même des devoirs qui peuvent, le cas échéant, prévaloir sur la considération sentimentale naissant du caractère éthnique d'une population. Sa conviction paraît être que les grands intérêts généraux se débattent et se règlent, en fin de compte, entre ceux qui ont le pouvoir matériel de le faire.

Du nombre de ceux qui règlent les grands intérêts généraux, et qui parfois y trouvent le leur, l'Italie est de plein droit, et elle en était, quoi qu'en puissent dire les fascistes, avant l'avènement de M. Mussolini. En cette matière, l'innovation de sa part a consisté seulement à vouloir qu'elle en fût plus activement et avec plus d'autorité, de poids, d'audience. Lorsqu'il reprit avec l'Angleterre une négociation coloniale, à la vérité déjà poussée très loin par ses prédécesseurs, mais enfin pas conclue : il la termina en se faisant adjuger, sur les frontières de la Somalie italienne et de l'Afrique orientale anglaise, un territoire appelé Giubaland, remarquable au moins par la superficie. La persévérance qu'il mit à soutenir cette revendication montra de nouveau le cas qu'il faisait des accroissements territoriaux et le prix qu'il attachait aux agrandissements coloniaux, même très lointains, même de médiocre valeur économique. La même observation put être faite, plus tard, quand il eut maille à partir avec le gouvernement égyptien et avec les mentors britanniques de l'Égypte pour la possession de l'oasis de Djerboub, dans le désert libyque, et qu'il eut gain de cause.

Les opérations militaires furent également poussées en Cyrénaïque, où l'œuvre coloniale était encore moins avancée. Des membres du gouvernement se rendirent en visite officielle à Tripoli et dans les parties accessibles de cette colonie, apportant à leurs compatriotes et aux indigènes l'attestation de l'intérêt que l'Italie fasciste prenait à ses possessions d'outre-mer. Puis, quand M. Mussolini fut en mesure de quitter Rome pour quelque temps (ce qui ne fut pas avant longtemps), lui-même fit le voyage sur un cuirassé d'escadre, apparut aux populations blanche et arabe en uniforme de premier ministre, entra dans Tripoli à cheval, exalta le patriotisme de ses nationaux et vanta aux indigènes les bienfaits de la domination italienne dans des allocutions impressionnantes, enfin assista aux fantasias de goumiers et aux défilés d'ascaris, qui jettent une note d'exotisme pittoresque dans les réceptions et revues en terre d'Afrique.

Assez vite, il fut donc établi que M. Mussolini s'intéressait personnellement à l'expansion coloniale italienne. Lui-même prit d'ailleurs soin de ne le laisser ignorer à personne. Il le fit, à diverses reprises, en des termes où il rattachait au souvenir des guerres puniques et de la domination romaine en Afrique du nord l'avenir méditerranéen et colonial qu'il ambitionnait pour son pays. Faire à son pays une place au soleil aussi large que possible sur les continents d'outre-mer, et la lui faire en jouant des coudes avec ceux qui s'y trouvaient déjà installés, était désormais parmi les aspirations de son patriotisme. D'autre part, il est un peu, au centre de sa nation, comme cette lyre dont parle Victor Hugo, et dont les vibrations interprètent les émotions et les passions de la foule. Or il est de fait que le peuple italien, à partir de 1923 surtout, a subi l'atteinte d'un de ces accès d'appétit national, tels que la Méditerranée en produit comme le sel, tantôt sur un point, tantôt sur l'autre de sa côte européenne. A cette crise psychologique contribua aussi le facteur démographique, dont l'influence s'accentua quand l'Amérique du Nord se fut fermée à l'émigration italienne. Alors on vit invoquer en Italie la théorie, d'après laquelle le surplus de population crée un droit à la possession de terres de peuplement : théorie dont la politique extérieure de M. Mussolini eut également à tenir compte, en la tempérant par les précautions qui s'imposent, quand une grande puissance traite avec ses égales.

LES RAPPORTS AVEC LA FRANCE

Bientôt apparut en effet, sous les dehors de l'impulsivité et de l'ardeur, un certain souci de précautions, qui est, dans la politique extérieure de M. Mussolini, comme le correctif de la décision, de l'audace et de l'âpreté qu'elle manifeste. Ce souci n'est pas seulement l'effet de cet élémentaire instinct de conservation, qui conseille aux hommes de ne pas se frotter à ce qui peut piquer. C'est, croyons-nous, surtout la conséquence d'un sentiment inné de respect pour ce qui le mérite. La santé, la force, l'aptitude matérielle et morale à poursuivre une destinée nationale, à remplir une mission universelle, sont avant tout ce qui force le respect de M. Mussolini envers une nation étrangère. La considération que, même aux heures de difficultés avec elle, il garda envers la France, est en grande partie due à ce sentiment-là. Quand récemment, dans un journal dirigé par son frère, on a pu lire, à propos de la France, qu'une nation qui a Napoléon aux Invalides et qui a écrit la page de Verdun avait évidemment tous les attributs de la grandeur, on peut présumer qu'une telle appréciation traduit la manière de penser de M. Mussolini lui-même.

On entend souvent en France poser la question : M. Mussolini est-il francophile ou non? Nous jugeons cette question oiseuse. Les nations ne s'aiment pas les unes les autres, ou du moins cela n'a aucune importance. Mais il arrive qu'elles s'admirent, s'estiment, se respectent, s'apprécient, pour ce qu'elles représentent, les unes aux yeux des autres, dans le passé, le présent et l'avenir. Les hommes d'État qui les gouvernent n'en usent pas différemment. Les sentiments ou plutôt les considérations qui inspirent leur conduite envers un pays étranger sont tout au plus du même ordre et parfois d'ordre encore plus spéculatif.

Nous pensons avoir donné la seule réponse possible à la question que nous avons qualifiée d'oiseuse. La même réponse peut se faire à la même question, posée à propos des Italiens en général. Souvent en France, on entend aussi demander : les Italiens nous détestent-ils ou nous aiment-ils? Et le plus fort est qu'il se trouve tous les jours des gens pour répondre, soit qu'ils nous détestent, soit qu'ils nous aiment éperdûment. Les

deux réponses sont également absurdes et nuisibles. Le sujet est beaucoup plus complexe. Le seul phénomène constant de la part des Italiens, en ce qui nous concerne, est une attention de tous les instants, une perpétuelle comparaison, un incessant rapport de ce que nous faisons ou de ce qui nous arrive à ce qu'eux-mêmes font et à ce qui les occupe ou les préoccupe. Ce phénomène détermine de leur part des réactions totalement contradictoires les unes avec les autres. Dans le cours d'un petit nombre d'années, les mêmes villes d'Italie, les mêmes places des mêmes villes ont retenti d'acclamations frénétiques et de huées, les premières et les secondes à notre adresse. Ces réactions contradictoires sont la conséquence de l'espèce d'attraction que nos faits et gestes exercent sur les Italiens. Leur imagination travaille ensuite. M. Mussolini est trop Italien pour échapper à l'héréditaire habitude de regarder assidûment de notre côté, habitude du reste justifiée par le voisinage et la mutuelle pénétration des intérêts. Mais chez lui les effets en sont contenus par le sens des responsabilités, dont il est loin d'être dépourvu, et par l'équitable notion de ce qui fait la France grande et respectable.

Ses rapports avec elle commencèrent par être faciles. L'occupation de la Ruhr n'éveilla en lui ni prévention, ni appréhension et lui parut être l'occasion de prouver sa bonne volonté au gouvernement français, en même temps qu'un moyen d'arriver à régler les problèmes des réparations et des dettes. L'évacuation de la Ruhr ne l'atteignit pas, sa participation technique à l'entreprise n'ayant pas été assez étroite pour le compromettre. La prétention qu'il éleva de faire participer l'Italie à l'élaboration du statut international de Tanger avait bien, dans l'intervalle, créé un point de friction entre sa politique et la nôtre. Mais le litige à ce sujet n'exerça qu'à la longue une influence irritante sur ses relations avec Paris, encore que le caractère juridique n'en ait jamais masqué à des yeux avertis l'aspect proprement politique. Car le mobile auquel M. Mussolini avait obéi, en élevant cette prétention au nom de l'Italie, consistait dans une considération de prestige : l'affirmation d'une position égale à celles de l'Angleterre, de la France et de l'Espagne, par rapport à l'intérêt méditerranéen qui a son siège à Tanger et à Gibraltar. La prétention cadra donc étroitement avec l'ensemble d'une politique extérieure tendant à accroître le pres-

tige italien, à grandir le rôle de l'Italie dans le monde.

Successivement en découlèrent des conséquences qui vinrent compliquer les données initiales du débat : refus du statut élaboré sans le concours de l'Italie, maintien en vigueur des capitulations à Tanger, réclamation d'une participation italienne plus importante au régime international de la ville, visite de navires de guerre italiens. Autant de moyens de tenir posée la question que M. Mussolini n'avait pu faire résoudre à sa satisfaction, autant de preuves de persévérance dans son dessein. Disons tout de suite que ce dessein, d'abord restreint à la forme, plutôt qu'au fond du règlement de la question de Tanger, nous paraît se circonscrire encore au seul problème de l'internationalisation de ce port et ne s'étendre en aucune façon au reste du Maroc.

Même ténacité sur d'autres points, où un intérêt italien, matériel ou moral, sembla à M. Mussolini mis en cause, tantôt par la France, tantôt par quelque autre État, plus ou moins lié avec elle. Ainsi put être tenue en suspens jusqu'à présent une législation sur la naturalisation des étrangers en Tunisie, contre laquelle les Italiens crurent avoir des objections à élever. Ainsi put être substitué à un accord, conclu avec la Yougoslavie sous le ministère Giolitti, pour faire de Fiume un État libre, un nouveau traité qui donna Fiume à l'Italie, et auquel s'ajouta un pacte d'amitié entre Rome et Belgrade. Ce fut à cette occasion que fut octroyé à M. d'Annunzio, retiré en un ermitage sur les bords du lac de Garde, le titre de prince de Monte-Nevoso, qui eut pour but d'honorer en lui le *condottiere* du coup de main sur Fiume, l'ancien dictateur, le « commandant » de la cité du Quarnero, en ajoutant au nom immortalisé par ses romans et ses poèmes celui d'un sommet des Alpes.

Une politique aussi active exige, pour éviter les complications graves, une diplomatie experte et attentive, une exacte appréciation de ce que les circonstances permettent, des appuis extérieurs et enfin de la mesure. La diplomatie experte et attentive, M. Mussolini la trouva dans la personne de bons conseillers professionnels et surtout d'un excellent collaborateur direct, M. Contarini, qu'il conserva en fonctions au secrétariat général des Affaires étrangères jusqu'en 1926, époque où il se sépara de lui. L'exacte appréciation de ce que les circonstances permettent, il la dut en partie aux conseils éclairés qu'il reçut, en partie à sa propre finesse, qui lui fit discerner chez ses principaux parte-

naires un profond sentiment pacifique, source d'une sage patience, et des ressources de sang-froid, de présence d'esprit suffisantes à lui garantir leur calme maintien. Les appuis extérieurs, il en obtint, tantôt d'accidentels et d'accessoires, tantôt de permanents et de forts. Ainsi attira-t-il à Rome le roi et la reine d'Espagne et conduisit-il à Madrid le roi et la reine d'Italie, nouant entre sa dictature et celle du général Primo de Rivera une sorte d'entente diplomatique. Ainsi cultiva-t-il les sympathies des Anglais en général, des conservateurs en particulier, réussissant petit à petit à obtenir du gouvernement britannique un concours qui, d'abord peu marqué, l'a ensuite été beaucoup plus.

LA PASSE DANGEREUSE

Les difficultés lui vinrent d'abord, non de l'extérieur, mais de l'intérieur. Chef du fascisme en même temps que chef du gouvernement, il était moins maître du fascisme que du gouvernement. Tout le temps qu'il devait consacrer aux affaires de l'État venait en déduction du temps qu'il pouvait consacrer à celles du parti. La nature du régime instauré par lui simplifiait et réduisait les comptes qu'il avait à rendre à un Parlement en voie d'atrophie ; mais elle laissait subsister les prétentions de son parti à se faire rendre des comptes par lui. Son parti demeurait, dans une large mesure, une organisation de combat, incitée par ce caractère même à agir, non seulement par la parole et la presse, mais par les bras. Des tyranneaux de petite ville ou de village, ironiquement désignés du titre abyssin de *ras*, se complaisaient dans l'exercice de ce qu'on appelle en italien la *prepotenza*. Des excès continuèrent donc ou recommencèrent à se produire ; et un beau jour survint un excès pire que les autres : l'assassinat du député socialiste Matteotti.

Ce douloureux événement ouvrit pour le gouvernement de M. Mussolini et le régime fasciste la période la plus critique qu'ils eussent encore traversée. Critique, elle le fut d'abord parce qu'un crime abominable venait synthétiser en quelque sorte les vices d'arbitraire et de violence systématique, dont les adversaires du régime lui faisaient grief; ensuite, parce que l'instruction révéla, non seulement la culpabilité de gens de sac et de corde, mais la complicité d'individus occupant des

postes dans la direction du fascisme, et compromit même des personnes à qui le *Duce* avait accordé sa confiance ; enfin et surtout parce que la sensibilité de l'opinion publique remuée par de lugubres nouvelles sur la disparition d'un malheureux, enlevé en pleine Rome, et sur la macabre découverte d'un cadavre dans la campagne romaine, oscilla de la mystique du fascisme vers celle que le fascisme croyait avoir dissipée. L'endroit, au quai du Tibre, non loin de la place du peuple, où le *leader* socialiste avait été enlevé et chargé de force dans un taxi, pour ne plus reparaître vivant, se trouva un matin marqué d'une croix noire, peinte sur le dallage du trottoir ; et les Romains vinrent s'y agenouiller et y déposer des couronnes.

Sous le coup moral qui lui fut porté par cet attentat, le régime fasciste vacilla et bien des gens crurent que, ne s'en relevant pas, il allait entrer en liquidation. Alors, il y avait encore une Chambre des députés et, dans cette Chambre, une opposition relativement forte : car une nouvelle loi électorale et de nouvelles élections législatives n'avaient pas donné aux fascistes plus qu'une majorité imposante, mais non écrasante. Alors, il y avait encore une grande presse d'opposition et de petites feuilles de combat, vives dans leur antifascisme. M. Mussolini vécut à ce moment les plus sombres jours de sa vie. Aux dangers courus par son gouvernement se joignait, pour l'affecter, la cause même de ces dangers. Il se voyait, dans l'enceinte de la Chambre, en tout autre posture que lorsqu'il y avait pénétré pour la première fois. L'opposition, composée des survivants de l'assemblée qu'il avait traitée en accusée, le transformait à son tour en accusé. Contre lui se retournait l'implacable loi des dictatures, qui impute la responsabilité de tout à celui qui a assumé toutes les responsabilités. Il éprouvait qu'après s'être rendu maître de tous les pouvoirs, ce dont il l'avait été le moins était son propre entourage. Il faisait l'expérience du proverbe : on n'est jamais trahi que par les siens. Et le pire était que ceux qui, pratiquement, l'avaient trahi, s'étaient imaginé servir lui-même et le parti.

Ses adversaires s'accordaient à prédire qu'il n'échapperait pas à une chute que leurs accusations lui préparaient ignominieuse. Rien de tel n'arriva. L'abattement chez lui, chez les fascistes le désarroi furent de courte durée. Le rétablissement opéré, à la suite de cette crise, par M. Mussolini et ses parti-

sans est probablement ce qu'ils ont réussi de plus laborieux depuis leur conquête du pouvoir. Ils l'ont réussi en faisant front à l'attaque contre le régime, en refusant de laisser greffer sur un crime fasciste le procès du fascisme même, en confiant à un parlementaire nationaliste le ministère de l'Intérieur, après élimination des hommes qui l'avaient jusqu'alors dirigé par délégation du *Duce*, en donnant l'impression que lumière et justice seraient faites, enfin en tirant pour eux-mêmes la morale d'une leçon qui leur apprenait les risques de l'arbitraire. Mais rien ne fut changé à l'organisation du fascisme ni à celle de l'hybride « milice volontaire », en laquelle ses légions s'étaient muées. Peu à peu revint à M. Mussolini, dans les masses moutonnières, la popularité qui s'était momentanément écartée de lui et que la tension de sa volonté lui ramena, comme elle la lui avait amenée entre 1920 et 1923.

LA DÉFAITE DU PARLEMENTARISME

Sur les bras lui restait toutefois une lutte sans merci avec l'opposition parlementaire, qui, elle, ne se laissait pas désarmer. Bien que l'opinion publique, moins constante que la minorité des députés, se passionnât de moins en moins pour cette lutte, elle aurait pu cependant finir par en être secouée. Mais ce fut l'opposition elle-même qui y mit fin en désertant le terrain du combat. L'opposition, estimant que ses droits, la liberté de ses opinions et la sécurité de ses membres n'étaient pas assurés, se retira de la Chambre. C'est ce qu'en utilisant un de ces vieux clichés classiques qui traînent dans le vocabulaire politique de tous les pays, on appela « la retraite sur l'Aventin ». Cette faute de ses adversaires fut providentielle pour M. Mussolini. Elle fit place nette, dans la seule assemblée élue d'Italie, des seuls contradicteurs qu'il pût rencontrer. Il eut désormais le champ libre pour gouverner à sa guise, pourvu que sa guise ne différât pas trop de celle de ses partisans, dont il entreprit de faire passer dans la pratique les théories. De ce moment date une phase nouvelle de sa carrière ministérielle.

Elle est marquée avant tout par une très forte accentuation du caractère dictatorial de son gouvernement. Successivement, M. Mussolini en vint à réunir dans ses mains les portefeuilles

des Affaires étrangères, de la Guerre, de la Marine, de l'Intérieur, de l'Aéronautique, des Corporations. La Chambre des députés fut réduite à un rôle de plus en plus effacé et de plus en plus fictif, à celui d'un organisme d'enregistrement plutôt que de discussion, par le seul fait que la critique ne s'y exerça presque plus. Les vétérans du parlementarisme, appartenant à des partis modérés qui n'avaient pas opéré leur « retraite sur l'Aventin », ou bien se retirèrent de la vie publique, comme M. Orlando, ou bien se confinèrent dans le mutisme, tout en continuant à siéger en observateurs silencieux, comme M. Giolitti, ou bien manifestèrent leurs scrupules à collaborer désormais avec le gouvernement, en résignant des fonctions extra-parlementaires, comme fit M. Salandra pour le poste de délégué d'Italie à la Société des nations. Peu à peu, de tous les personnages consulaires qui avaient prêté à l'entreprise de M. Mussolini l'autorité de leur bienveillance, ne restèrent plus en mesure de la lui continuer que ceux qui avaient passé au Sénat, assemblée non élue, dont le rôle, sous la présidence de M. Tittoni, avait considérablement grandi. Le président du Sénat, quelques sénateurs, au premier rang desquels il faut citer M. Scialoja, successeur de M. Salandra au Conseil de la Société des nations, enfin certains députés nationalistes, comme M. Federzoni, tantôt ministre de l'Intérieur, tantôt ministre des Colonies dans le Cabinet de M. Mussolini, furent à peu près les seuls par l'intermédiaire de qui le *Duce* put rester en contact avec une tradition gouvernementale autre que fasciste. Les derniers grands journaux indépendants du fascisme changèrent de propriétaires, à la suite de ventes ou de transferts d'actions, et les rédacteurs en furent remplacés par d'autres. Enfin la liberté individuelle elle-même fut soumise à des restrictions, puisqu'il devint possible de se saisir d'un citoyen à son domicile ou partout ailleurs et de le déporter dans une île, généralement Pantelleria, par simple mesure administrative, sans jugement aucun. Il est à peine besoin de signaler que cette dérogation à la liberté individuelle en entraîne une, *ipso facto*, à la liberté d'opinion.

M. Mussolini s'est fréquemment expliqué sur chacun de ces points. La manière dont il l'a fait a, chaque fois, mis en lumière sa condamnation catégorique du système parlementaire, comme synthèse de toutes les libertés politiques et comme procédé d'expression de la souveraineté populaire. On ne compte plus

les circonstances, dans lesquelles il s'éleva contre l'infaillibilité et l'intangibitité des principes de 1789, et répudia l'héritage de la Révolution française, dont il a refusé d'accepter la succession à perpétuité et en bloc, sans faculté d'y appliquer le bénéfice d'inventaire. Et rien de tout cela n'est de sa part simple attitude : c'est l'essence même de sa conception politique, de sa méthode de gouvernement, on serait tenté de dire de sa doctrine, s'il n'y avait en lui beaucoup d'un empirique et si lui-même ne se réclamait volontiers de l'empirisme.

Ainsi la crise que son gouvernement avait traversée et surmontée avait abouti, en fin de compte, à le rendre plus dictatorial. Avec M. Mussolini, le résultat des oppositions intérieures a toujours été diamétralement contraire à celui qu'elles ont cherché. A son tour, l'accentuation du caractère dictatorial de son gouvernement eut pour effet de lui donner plus de latitude pour agir; et de cette latitude il usa, non seulement pour résoudre des questions posées, mais pour entreprendre une refonte partielle de la société et de l'État selon les vues du fascisme.

LA REFONTE DE L'ÉTAT

Une question primordiale posée en Italie, comme en maint autre pays après la guerre, était celle qui résultait de l'effondrement des cours du change. M. Mussolini commença par régler avec les États-Unis et l'Angleterre, dans des conditions avantageuses qui firent honneur au négociateur italien, le comte Volpi, les modalités du paiement des dettes de l'Italie envers ces puissances. Ce point réglé, M. Mussolini fit en sorte de relever progressivement et même rapidement le cours de la lire, sans se dissimuler les conséquences économiques de cette revalorisation, mais en prenant son parti de déterminer, jusqu'à un certain point, une crise économique dans le pays. Il dut se dire qu'un gouvernement dictatorial comme le sien avait précisément, sur un gouvernement normal, l'avantage de pouvoir contenir plus longtemps, soit dans la population en général, soit chez les industriels et les exportateurs, les protestations que suscitent toujours les privations et les sacrifices. Et c'est en effet ce qui advint. La récente stabilisation de la lire attesta ensuite chez M. Mussolini, par un arrêt quelque peu

brusque et inopiné de l'effort revalorisateur, le souci de ne pas pousser trop loin l'épreuve à laquelle il avait soumis, pour relever la monnaie nationale, la résistance économique du pays, les forces de son industrie et de son commerce.

La réorganisation, sur des bases nouvelles, de l'État et des facteurs de la production nationale, est le vaste domaine où il appartenait au fascisme de se montrer « constructif ». S'imaginer que M. Mussolini se refuserait, ainsi qu'à son parti, la satisfaction de construire, c'eût été se tromper lourdement. Car construire, c'est-à-dire innover, est la fin et la justification de toutes les révolutions. Or, le fascisme tient à avoir fait une révolution ; son chef y tient pour lui-même et s'en targue. Souvent il oppose l'œuvre créatrice de la révolution fasciste à l'œuvre destructrice de l'autre grande révolution simultanée, le bolchévisme. Ce mot de révolution, qui revient sans cesse sur ses lèvres, ce n'est pas seulement pour M. Mussolini le moyen de tenir l'opinion publique en haleine, par le prestige d'un vocable qui a le don d'éveiller des enthousiasmes et des craintes également utiles : c'est aussi pour lui le pont entre son passé et son présent. De bonne heure, il déclara sans ambages qu'il refusait à la Constitution, au *Statuto*, l'aveugle respect, le caractère de sacro-sainte intangibilité qu'il dénie à peu près à tout. Il est tel discours de lui où il rappelle que la constitution de l'Italie date des environs de 1860 et a été faite pour le Piémont. De fait, il fit nommer, pour étudier la revision de la Constitution, une grande commission, qui élabora un volumineux rapport. Puis, la réflexion lui ayant montré que mieux valait ne pas aborder de front et sans discrimination la réforme des lois constitutionnelles, son effort et celui de son parti se portèrent sur la réorganisation des facteurs de la production nationale. C'était, d'ailleurs, une des parties du rapport de la Commission : les syndicats, leur reconnaissance légale, les relations de l'État avec eux, la législation du travail. C'était, en outre, la matière pour laquelle montraient le plus de goût les éléments syndicalistes du fascisme, qui y étaient fort influents, et celle qui avait aussi le plus d'attrait pour M. Mussolini, par l'intérêt social qu'elle présentait.

Après plusieurs années d'études, de discussions, de retouches, furent promulgués, entre avril 1926 et avril 1927, une loi, un règlement d'administration publique et une « charte du travail »,

qui constituent le résultat jusqu'à présent le plus imposant de l'activité constructrice du fascisme. L'édifice entier prend base sur le syndicalisme, légalement reconnu, et les principales dispositions qu'il abrite consistent dans le groupement des syndicats en un nombre déterminé de fédérations ouvrières et patronales, dans la réunion en corporations d'employeurs et d'employés appartenant à une même catégorie professionnelle, dans l'application du procédé des contrats collectifs au recrutement de la main-d'œuvre, dans le recours à l'intermédiaire des syndicats pour l'engagement des employés, dans l'institution de tribunaux compétents pour connaître de tous les conflits du travail, dans la proscription de la grève, enfin dans le contrôle de l'État, s'exerçant par un ministère des Corporations. Cette grande réforme, à laquelle prit une part prépondérante M. Rocco, ministre de la Justice, une des lumières du fascisme, est l'enfant chérie de M. Mussolini. On comprend le prix qu'il y attacha. Elle tend à rendre définitive cette suppression du fléau des grèves, qui était un des résultats obtenus par son gouvernement, mais empiriquement obtenus; elle est l'expression des conceptions sociales de son parti; elle le fait apparaître lui-même sous l'aspect de législateur social; elle réalise une des fins de sa révolution; elle fait prévoir des développements ultérieurs, déjà annoncés par ces mots d' « État corporatif », de « Société syndicaliste », fréquemment prononcés en Italie, par la mise à l'étude d'une réforme électorale inspirée d'un principe autre que celui du suffrage universel, et par le projet d'un Parlement corporatif; enfin, elle établit, entre l'œuvre de M. Mussolini dictateur et son activité sociale d'antan, une sorte de liaison et de relative conciliation.

L'accentuation de sa dictature, ses réformes fascistes, certaines rigueurs de police, comme la dissolution par la force de la franc-maçonnerie, déclarée par lui intolérable en tant que société secrète, accrurent la violence des antipathies dont il était l'objet de la part des éléments tant extrémistes que démocratiques du monde entier. Nous ne rappellerons ici les attentats dirigés contre lui à Rome et à Bologne, que pour constater le surcroît de popularité qu'ils lui valurent, parmi ses partisans et jusque dans les masses populaires, et pour marquer l'effet psychologique qu'ils devaient nécessairement avoir sur lui. On vit de nouveau déferler sous son balcon du palais Chigi des

foules avides d'entendre sa voix, de contempler leur idole, d'échanger avec lui ces dialogues qu'à la fin de ses harangues il établit entre ses auditeurs et lui. Les fascistes, le sentant menacé, se sentirent eux-mêmes menacés dans sa personne, qui leur devint encore plus précieuse. Lui, sentant sa vie en danger, eut tout lieu de s'estimer en droit de légitime défense contre des gens qui le traquaient, — d'où l'aigreur de ses récriminations contre l'asile que ses adversaires cherchaient à l'étranger, — et, d'autre part, il se raccrocha à la foi que, vînt-il lui-même à disparaître, le fascisme était désormais de force à lui survivre.

REGARDS VERS LES BALKANS

Sa politique extérieure n'échappa point à l'effet de cette intensification du caractère fasciste de son gouvernement. Les restrictions mêmes que M. Mussolini faisait subir à la liberté lui créèrent un devoir de procurer à l'amour-propre italien et aux intérêts nationaux des satisfactions plus substantielles. C'était bien, pour l'un et pour les autres, un succès moral que la participation de l'Italie aux accords de Locarno, par où elle devenait garante du *statu quo* sur la frontière occidentale de l'Allemagne et, au même titre que l'Angleterre, garante des engagements réciproques contractés entre Paris et Berlin. Mais les compatriotes de M. Mussolini savaient, aussi bien que lui-même, que les agents les plus actifs de cette œuvre de pacification avaient été les ministres d'autres pays que l'Italie; que le nouvel esprit international, auquel on donna désormais le nom de Locarno, ne s'harmonisait pas particulièrement avec le son nationaliste de la politique mussolinienne; que l'Italie ne retirait de l'opération aucun bénéfice concret, puisque la frontière du Brenner en était demeurée exclue. Or, c'était de quelque bénéfice concret que l'Italie était en quête, et c'était cela que M. Mussolini éprouvait quelque impatience de lui procurer.

Le territoire d'expansion que M. Mussolini souhaitait d'offrir à son pays, il semble l'avoir d'abord cherché outre-mer, et nous entendons par là au delà d'une mer autre que l'Adriatique. Un accord entre son gouvernement et le gouvernement britannique délimita entre eux des sphères d'intérêt en Abyssinie : mais rien ne pouvait s'ensuivre immédiatement et

rien ne s'ensuivit. Puis, au moment où l'Angleterre était en conflit avec la Turquie au sujet de Mossoul, on parla beaucoup d'expansion italienne en Asie Mineure : mais le Turc est un animal dont la peau ne se prend que lorsqu'on l'a mis par terre, ce qui n'est pas facile, et d'ailleurs l'Angleterre s'arrangea avec Angora sur l'affaire de Mossoul. Finalement, un beau jour de l'automne 1927, éclata la nouvelle d'un traité signé à Tirana entre les Italiens et les Albanais, qui, en faisant assumer à l'Italie le rôle de garante, non seulement de l'indépendance et de l'intégrité de l'Albanie, mais du gouvernement albanais avec lequel elle avait contracté, lui conférait évidemment une situation absolument spéciale. Le reste est connu.

L'Albanie se trouva donc désignée par là comme le territoire choisi par M. Mussolini, non seulement pour être interdit à l'influence de la Yougoslavie voisine, mais pour être ouvert à celle, politique, économique, financière et même militaire, de l'Italie. Derrière l'Albanie, les Balkans apparurent comme la région par excellence où l'Italie entendait exercer, avec une particulière intensité, son influence de grande puissance riveraine de l'Adriatique. Les rapports italo-yougoslaves, régis depuis janvier 1924 par un pacte d'amitié qui les avait très notablement détendus, se tendirent de nouveau à un degré qui n'avait jamais encore été atteint. L'Italie se lia par un traité avec la Hongrie, dont le principal titre à ses faveurs semble bien avoir été de se trouver dans le camp opposé à celui des Yougoslaves et de leurs alliés, Roumains et Tchécoslovaques. La Yougoslavie ayant conclu avec la France un pacte, qui était d'ailleurs paraphé depuis un an et demi, l'Italie y répliqua par un second traité, cette fois d'alliance défensive, avec l'Albanie. Enfin l'Italie cultiva plus que jamais les bonnes grâces de la Bulgarie, dont le principal mérite à ses yeux paraît bien avoir été du même ordre que celui de la Hongrie, coqueta plus que jamais aussi avec la Grèce, limitrophe de l'Albanie et détentrice du port de Salonique, qui est un des débouchés naturels de la Yougoslavie, et s'efforça d'en faire autant avec la Roumanie, qui constitue, dans le groupe dit de la Petite Entente, le pays avec lequel elle a le plus d'affinités. Les choses en sont là.

On ne saurait dire que M. Mussolini ait, dans cette seconde phase de sa politique extérieure, évité les complications graves, et on ne saurait le croire assez naïf pour avoir été surpris par

celles qu'il a suscitées. C'est précisément pour cette raison que sa politique extérieure la plus récente est aussi la plus intéressante, la plus significative de son tempérament politique. Elle fait apparaître, dans sa physionomie, tous les traits que l'on avait vus se dessiner pendant la période antérieure, dans ses conceptions, dans sa méthode, dans ses procédés, toutes les caractéristiques qui s'étaient dégagées, mais à l'état d'esquisse, pendant ses premières années de gouvernement. Fort d'un appui extérieur dont il s'est jugé suffisamment sûr pour aller de l'avant, l'appui anglais, il a engagé sa partie et l'a jouée résolument, déclinant tout recours à la Société des nations et l'évitant grâce aux bons offices de Londres et par la crainte de complications encore plus graves si l'on passait outre à son opposition ; il ajoutait quelque chose à sa mise chaque fois que son adversaire marquait un point, ferme sur sa position, hautain, revêche et muet envers les Yougoslaves, n'écoutant même les conseils britanniques que dans la mesure où il lui plaisait, appréciant froidement ce que les circonstances lui permettaient de faire et de risquer, le faisant et le risquant. Tel est apparu M. Mussolini, au cours d'une partie diplomatique qui a occupé toute l'année 1927 et qui se poursuit. Le spectacle qu'il a donné est, de tous ceux que son activité extérieure a offerts, celui qui a le mieux mis sa figure en lumière et en relief. C'est la seule conclusion que nous en retiendrons.

Telle a été jusqu'à ce jour, la carrière de M. Mussolini. L'homme qui l'a parcourue et dont le personnage apparaît à travers elle, n'a que quarante-cinq ans. Celle qu'il lui reste à parcourir, et que son âge lui promet longue, est cachée par le voile qui enveloppe l'avenir.

VERAX.

DU NOUVEAU SUR TOLSTOÏ [1]

Nous commençons à entrevoir ce qui se passe dans le gâchis russe. Que devenait Tolstoï dans le paradis des Soviets? Au moment où la guerre éclata, la grande édition de ses œuvres complètes en quarante volumes se trouva interrompue. Le premier acte de la bande rouge fut de nationaliser la propriété littéraire. Ce n'était pas tant par souci de la gloire ni même du profit, que pour se réserver le droit de censure. Les nouveaux maîtres se piquaient d'admirer le grand écrivain; Lénine, dit-on, en faisait sa lecture favorite. Mais les idées religieuses de Tolstoï, son christianisme, sa doctrine de charité universelle, son attitude de refus à l'égard du service militaire, tout cela faisait de lui un homme dangereux. Tolstoï était suspect, Tolstoï était à l'index; plus encore que sous l'ancien régime, on le traitait en prisonnier d'État et on lui mettait un bâillon. Sa fille Alexandra, chargée de l'édition de ses œuvres, fut arrêtée et tirée du cachot, à grand peine, par Kalénine. Le pays des Soviets est, moins encore que celui des tsars, le domaine de la pensée libre.

Cependant, le gouvernement s'aperçut que cette politique lui faisait du tort; il avait avantage à se parer de Tolstoï plutôt qu'à le proscrire. Le prestige de l'auteur de *Guerre et*

(1) *Der Unbekannte Tolstoi, die offizielle Ausgabe der Familie Tolstoï, herausgegeben von* René Fulöp-Miller, 1 vol. in-8°, 1927. Amalthea-Verlag, Zurich-Vienne.

Paix est une force dont il était peu adroit de se passer : il fait plus pour la propagande que le nom de l'illisible auteur du *Kapital*. Revanche du Parnasse! La République prolétarienne découvrait qu'elle pouvait avoir besoin des poètes. On tolérait Tolstoï. Enfin, on a cessé de redouter sa grande ombre. On s'est rendu compte qu'elle est devenue à peu près inoffensive. Tolstoï n'a plus beaucoup de disciples en Russie. Il n'y avait plus de raison pour le tenir en quarantaine. L'interdit se levait et les archives Tolstoï commençaient à s'ouvrir.

C'est de là que M. Fulöp-Miller, qui a publié depuis deux ans des études remarquables sur la Russie bolchéviste, a tiré un petit recueil formé avec soin par les mains de la piété filiale et qui est, à défaut du texte définitif de ses œuvres que nous attendons, le monument le plus décent qu'on pût élever à Tolstoï à l'occasion du prochain centenaire de sa naissance. L'édition russe a été publiée à Paris. Le contenu diffère un peu de l'édition allemande. Tolstoï n'est pas encore absolument permis pour la consommation intérieure par la Russie officielle. En attendant, cet hommage modeste, — la gerbe de fleurs de son jardin rassemblées par ses filles, — est le souvenir qui convenait le mieux à sa mémoire.

Le volume comprend trois parties. La première se compose de fragments inédits, d'esquisses, de nouvelles et même d'une petite comédie, le *Nihiliste*, ouvrage insignifiant du reste, une bluette dans le genre de l'ancien théâtre de Madame : on est stupéfait qu'un morceau tellement anodin ait pu donner ombrage à la police des tsars. La seconde partie se compose d'un choix de lettres, la dernière de souvenirs et de conversations rapportées par les personnes qui ont approché Tolstoï. On y trouve un excellent morceau de son fils, le comte Serge Tolstoï, sur *Tolstoï et la musique*. Cet ensemble de documents n'est pas absolument nouveau ; mais on sera bien aise d'en avoir le recueil, qui ne laisse pas de former une mine de traits précieux pour la figure du grand romancier.

C'est vers 1856, au lendemain de Sébastopol et de sa démission d'officier, que le jeune homme conçut le grand dessein qui devait l'occuper une douzaine d'années et qui a fait sa gloire. Il s'agissait d'un livre sur les troubles contemporains qui allaient aboutir quelques années plus tard à l'abolition du servage. La défaite de Sébastopol eut pour conséquence cette

révolution ; un demi-siècle plus tard, le désastre de Mandchourie provoqua l'émeute de 1905. La Russie des tsars ne résista pas à un troisième revers. Le roman de Tolstoï devait se passer en 1857. Le héros était déjà celui de *Guerre et Paix*. Nous avons conservé quelques lignes du début : « Les personnes qui ont connu le prince Pierre Kirillowitch Besukhow vers 1857, aux premières années du règne d'Alexandre II, et qui se rappellent le vieillard à tête blanche à son retour de Sibérie, auraient eu peine à se figurer le jeune homme insouciant, bon enfant et légèrement présomptueux qu'il était, quarante ans plus tôt, peu après l'avènement d'Alexandre Ier... »

On sait comment, pour expliquer les événements contemporains, l'écrivain se sentit conduit à remonter jusqu'à ceux de décembre 1825, et comment ceux-ci à leur tour le forcèrent à remonter plus haut encore dans le passé, d'abord jusqu'en 1811, enfin jusqu'à 1805. L'immense fresque de *Guerre et Paix* n'est en réalité que le prologue d'une action qui embrassait un demi-siècle, et dont les épisodes successifs devaient être *les Décembristes*, et un autre roman dont je viens de citer les premières lignes, et dont le titre paraît être resté indéterminé. C'est à peu près de même, je veux dire à rebours, en partant de la mort de Siegfried, que Wagner a composé le poème de la *Tétralogie*. L'ensemble devait former l'histoire complète de Pierre Besukhow et des aventures de la Russie. Mais l'artiste perdit courage au milieu de son œuvre. Il se mit à rêver d'un nouveau livre sur Pierre le Grand. Puis, ce fut le sujet d'*Anna Karénine*, qui l'occupa quatre ou cinq ans ; puis, c'est l'époque troublée de sa conversion qui, à cinquante ans, détourna le grand artiste de son œuvre et le fit, hélas! se perdre dans l'apostolat et dans le « tolstoïsme ».

Les chapitres des *Décembristes* qui viennent d'être publiés promettaient un livre magnifique ; ces pages sacrifiées annonçaient quelque chose de plus grand encore que *Guerre et Paix*. Ce tableau de la ferme et des travaux des champs, la messe du village où assistent le vieux général et sa famille, le retour du père Fédotow et son déjeuner sur le pouce au milieu de la cour, servi par ses brus empressées, tandis qu'une pauvre fille séduite accouche dans le bûcher, la scène de labour qui achève la journée et où le vieux passe sa colère et se calme par la satisfaction de son travail, forment un de ces récits simples et

complexes à la fois, un de ces paysages humains, tissés de deux ou trois grands thèmes, de quelques notes fondamentales, une de ces pages où, comme chez Homère, se fondent dans une seule nappe les sentiments élémentaires, le travail, la nourriture, la naissance, l'amour, les différents âges de l'existence, les animaux, la terre, et où l'on a, en quelques traits, avec je ne sais quelle impression sacrée, les éléments immortels de la vie.

On pouvait attendre d'un pareil début le grand livre paysan que Balzac et Zola ont manqué. On n'arrive pas à se consoler que Tolstoï ait renoncé à ce sujet, que seul il pouvait écrire et qui lui aurait mérité, mieux que tout ce qu'il a fait, le nom que lui donnait Tourguéneff de « grand écrivain de la terre russe »; ce livre devait nous offrir, avec le secret de l'âme paysanne, la clef de l'histoire de Russie.

Oui, après de pareils morceaux, ou après l'histoire du veuvage de la princesse Gagarine, quand on vient à lire les premières esquisses de *Guerre et Paix*, on a le sentiment que l'auteur lâche la proie pour l'ombre et que le thème, loin de grandir, se rapetisse tout à coup.

On se trompera peu en pensant que c'est le désir de s'expliquer sur Napoléon et de démolir une idole historique, qui aura définitivement fixé le choix de l'écrivain. Et on ne peut s'empêcher de trouver que c'est dommage. Quoi qu'on pense de Napoléon, il est difficile de le prendre pour un Polichinelle, pour une espèce de père Ubu. Le critique et le penseur sont presque toujours, chez Tolstoï, aussi faibles que l'artiste est grand : ils ont malheureusement prévalu cette fois, et nous n'avons pas eu le roman de la terre que seul ce grand terrien était capable de nous donner.

Le plus vif intérêt du recueil est peut-être dans la cinquantaine de lettres qui en forment la seconde partie. Les plus curieuses sont un paquet de douze ou quinze lettres inédites à Botkine, datant de 1857 à 1862, à l'heure des débuts littéraires de Tolstoï, au moment de sa grande fermentation poétique, des projets, des premiers essais, des voyages à l'étranger. On y trouve l'auteur dans tout le bouillonnement de la trentième année, débordant d'idées, d'ambitions, rêvant de fonder une *Revue*; puis, brusquement, ce sont des crises de dégoût et de découragement. Il a honte de tout ce qu'il écrit. « Wassilij Petrowitsch! Wassilij Petrowitsch! Qu'ai-je fait avec mon

satané *Bonheur conjugal* ? C'est hier, tout à coup, que je m'en suis aperçu, en relisant les épreuves de la seconde partie : quelle saleté ! quelle ordure ! C'est une ignominie qui m'écœure, non seulement comme écrivain, mais j'en rougis comme homme. Ah ! c'est du propre ! Vous m'avez engagé à imprimer cela : soyez le premier confident de mon humiliation et de mon désespoir. C'est fini : me voilà enterré, je n'existe plus, je ne suis plus rien comme artiste ni comme homme. » Voilà dans quel état le met la publication d'une de ses plus charmantes nouvelles. Angoisses, dépressions, tortures d'amour-propre, orages de printemps...

Une des lettres les plus instructives est celle que Tolstoï écrivit de Paris, au printemps de 1857. Elle n'avait jamais été entièrement publiée. Aucun document ne peint mieux le caractère impulsif, irritable, les brusques sautes d'humeur de ce grand enfant sauvage. La lettre est écrite en deux jours, les 5 et 6 avril ; en deux pages, c'est le jour et la nuit : volte-face complète. Une émotion a tout changé. Au début, c'est le parfait bonheur :

Je suis toujours à Paris ; m'y voici déjà depuis deux mois, et je ne prévois pas encore le moment où cette ville aura fini de m'intéresser, où son charme cessera pour moi. Bien entendu, je sais que je suis un Philistin ; jamais je ne m'en suis mieux rendu compte qu'ici ; et c'est une des raisons qui me font jouir de ce séjour, d'autant plus que j'ai en même temps le sentiment que mon état n'a rien de désespéré. Et puis, ajoutez à cela les jouissances intellectuelles, le Louvre, Versailles, le Conservatoire, les cours de la Sorbonne et du Collège de France, et surtout cette impression de liberté sociale, que je ne soupçonnais pas en Russie. Aussi, je ne compte pas m'éloigner avant deux bons mois, avant la saison balnéaire ; je passerai encore tout ce temps-là à Paris ou aux environs, où je m'installe dans quelques jours...

Le lendemain, revirement total.

J'avais commencé cette lettre hier ; j'ai été interrompu et je continue aujourd'hui dans une disposition bien différente. Ce matin, j'ai eu la sottise et la cruauté de me laisser entraîner à une exécution. Ajoutez que depuis quinze jours le temps s'obstine à être détestable, que je me sentais mal à mon aise, que je souffrais d'un état de dépression nerveuse. Bref, ce spectacle a fait sur moi une impression qui ne s'effacera pas de sitôt. J'ai vu à la guerre et au Caucase bien des

choses horribles et cruelles ; mais je crois que de voir un homme déchiré sous mes yeux ne m'aurait pas fait un effet aussi révoltant que d'apercevoir cette ingénieuse et élégante machine avec laquelle, en un clin d'œil, un homme jeune, robuste, bien portant est détruit. A la guerre, c'est le hasard, la balle qui vous tue frappe sans méchanceté; et puis, il y a au moins de belles passions viriles; mais ici, c'est le meurtre pur, le meurtre entouré de tous les raffinements du confort. Rien de majestueux. Chez tous, cette foi commune, cette sèche conviction qu'ils agissent selon la justice et qu'ils accomplissent les lois de Dieu! Belle justice! Justice d'avocats, justice d'hommes qui invoquent l'honneur, la religion, la vérité et se conduisent tout au rebours. Ainsi périrent Louis XVI, Chénier, Girondins et aristocrates, et ce malheureux dont j'oublie le nom, et dont l'innocence était démontrée depuis deux ans...

J'ai eu la curiosité de me reporter aux journaux et de lire le procès du condamné du 6 avril. Il s'appelait François Richeux. C'était un cuisinier qui avait au moins deux hommes sur la conscience. Je ne sais où Tolstoï a pris qu'il était innocent, car peu de crimes paraissent mieux prouvés. Richeux opérait avec des outils de son métier : il saignait au cou avec un couteau de cuisine. Tout ce qu'il dit pour sa défense, c'est qu'il avait purgé la terre de deux scélérats et qu'il était prêt à recommencer. Le fond de l'affaire est un de ces drames qui se jugent à huis-clos.

Les exécutions avaient lieu à huit heures du matin. Celle de Richeux, attendue depuis deux ou trois jours, avait provoqué un attroupement considérable ; le condamné était du quartier. Les maraîchères en revenant des Halles avaient grossi la foule d'ouvriers, de badauds, de femmes qui est toujours dehors à cette heure et sur qui ce genre de spectacles exerce un vague attrait d'intérêt et de compassion. On imagine dans cette canaille le jeune Scythe aux yeux de génie. Il dévore la scène ignoble du regard, domptant les battements de son cœur, livré aux démons de sa fièvre et de son anarchie. Quelle curiosité pousse cet étranger à faire la tournée des grands-ducs et à y joindre, pour le bouquet, la guillotine? Quel cruel besoin de souffrir le pousse à cette exécrable expérience? Chose saisissante que cette présence ignorée dans la foule. Qui se doute à cette heure, quelle police a flairé qu'il y a ici un homme qui compte plus pour les destinées de l'humanité, que le brillant

Bonaparte qui règne aux Tuileries? Voici le jeune barbare à demi séduit par Paris, qui se réveille et qui va juger la civilisation. Désormais, dans tout son désordre et dans les cris de révolte de son cœur ennemi des lois, il y aura l'horreur du sang qui a coulé ce matin du 6 avril sur la place de la Roquette, l'éclaboussure du sang infâme de l'assassin de Bérard et de Jaunet.

Du jour au lendemain, Paris lui devient odieux. L'enchantement disparaît, tout le paysage est obscurci. On parle de complots contre l'Empereur, l'atmosphère devient aussi lourde qu'à Pétersbourg. « Tourgueneff a raison, ce pays n'a pas de poésie. » Pas de poésie! Deux ans après les *Contemplations!* Voilà comme nous jugeons les lettres étrangères... Bref, Tolstoï se promettait la veille un séjour de deux mois et ne parlait plus de retour; ce soir, il ne songe qu'à fuir, il s'évade à Clarens, au pays de son cher Jean-Jacques.

Telle est la bizarre aventure parisienne de Tolstoï : pour une fois que ce n'est pas une aventure galante, elle n'en a pas moins une importance décisive. Le choc, le traumatisme de cette émotion retentira longtemps dans la sensibilité du poète. C'est ici qu'il a éprouvé une de ces révulsions qui bouleversent une existence. Peut-être l'œuvre de Tolstoï ne serait-elle pas tout ce qu'elle est sans la vision de cette tête coupée : avec elle, le couperet trancha ce qu'il conservait d'illusions sur l'Europe. On peut dire en un sens que Tolstoï date de ce jour-là. J'ignore ce que la France se réserve de faire à l'occasion du centenaire. Pourquoi ne pas signaler, par une inscription sur la porte du numéro 206 de la rue de Rivoli, le logis parisien où le grand Russe se connut comme réfractaire à l'Occident?

Cet esprit d'opposition, ce parti pris d'indépendance, ce quant-à-soi de paysan, doublé d'un orgueil d'aristocrate et d'un immense particularisme de terrien et de Slave, rendent compte de beaucoup de choses qui déconcertent chez Tolstoï. Il y a en lui une fureur d'originalité, une susceptibilité prodigieusement irritable, une passion de contredire qui va jusqu'à l'absurde, comme dans sa querelle extravagante avec Tourgueneff, dont nous avons ici pour la première fois entre les mains les témoignages lamentables. On a beau faire, de tels écarts mettent en défiance et font douter d'un sage qui se possède si peu. Ce climat excessif n'est pas celui de la mesure et de la vérité. A

tout moment un génie espiègle, une espèce de baroque humour, de diable taquin nous inquiète, servi d'ailleurs par les ressources d'une incroyable dialectique. Il y a chez le Socrate russe un prodigieux sophiste, et il est souvent difficile de distinguer dans ses boutades ce qu'il faut prendre au sérieux. Il est déjà comique de le voir présenter, dans une lettre à Strachow, la défense des « Madeleines », tenir pour honorable le métier qu'elles font et déclarer que ces « volontaires » sont « les auxiliaires indispensables de la vie de famille ». Mais le jour où il esquisse un plaidoyer pour un caissier voleur, on se demande si ce morceau n'est pas une plaisanterie, tant il ressemble à un « à la manière » bouffon, écrit par Courteline.

Ah! le contraste est grand entre ces lettres et les dernières, celles du « converti » et du directeur de conscience. Je ne reviens pas sur l'histoire de cette conversion qui devait faire du grand romancier une sorte de saint ou de prophète, l'apôtre d'une nouvelle Église. Tout écrivain célèbre, mais principalement tout romancier, est assailli de confidences; une foule d'inconnus, sous prétexte qu'ils vous ont lu, s'imaginent qu'ils ont quelque chose à vous dire : ils racontent leur cas, déballent leurs petites affaires, qu'ils se figurent en général plus curieuses qu'elles ne sont. Ils demandent conseil, implorent un avis, une lumière, un moment d'attention, étalent leurs secrets, leurs misères, quelquefois vous supplient de les prendre pour sujets d'étude : « Que feriez-vous à ma place?... Et dites que je ne suis pas un roman intéressant! » Ils prennent votre temps et croient vous faire un beau cadeau. Les femmes surtout sont sans pitié. Dans sa situation, Tolstoï était plus exposé qu'un autre. Toutes les mal mariées de Russie s'adressaient à l'auteur d'*Anna Karénine* et de *la Sonate à Kreutzer*. Toutes venaient à lui, toutes avaient un mot à espérer de leur grand « frère ». Et il se croyait obligé de répondre, le malheureux!

A chacune il envoie quelques lignes de consultation, rédigeant indéfiniment les mêmes formules, les mêmes recettes, l'éternelle pharmacie pour ces maux des humains que tourmente la chair. Inconvénients de la gloire! L'immense auteur de *Guerre et Paix* était devenu un *staretz*, un de ces marabouts qui dans tout l'Orient touchent les écrouelles et distribuent des amulettes. Rien de plus fastidieux que cette

correspondance. Réunie, elle sera illisible. Quelle plate figure à côté de celle de Voltaire! Quelle monotonie! N'avez-vous jamais eu pitié de ces prêtres, pendant des heures et parfois des journées entières, cloués au banc d'une boîte de bois, écoutant l'insipide chuchotement des péchés? Ils sont soutenus par le sentiment de la mission sacrée qu'ils remplissent. Mais ce géant Tolstoï, ce tumultueux Varenka des *Bylines*, comme l'appelle Gorki, quelle torture pour lui dans un confessionnal! J'admire en enrageant la contrainte qu'il s'impose, comme je ne prends pas mon parti de voir l'Homère de nos jours s'évertuer à la sécheresse d'Ésope et perdre son temps à confectionner des manuels d'instituteur primaire.

Dans cette corvée évangélique, j'en conviens, oui, je sens bien du zèle, un vrai effort de charité : mais je devine surtout un goût terrible de l'autorité. Je ne vois même pas d'autre raison d'y tenir, de faire supporter longtemps à un tel homme une tâche si ingrate : une passion de dominateur, l'ambition d'agir sur les âmes et de les pétrir à son gré. Comment assumer autrement de pareilles responsabilités, et prendre sur soi bien souvent de déchaîner des drames? Voici un exemple tragi-comique, qui a dû se reproduire à plus d'un exemplaire.

En 1905, un certain télégraphiste nommé Buka découvrit, après avoir lu Tolstoï, qu'il ne pouvait décidément faire son salut dans les Postes et résolut de trouver aux champs quelque occupation selon Dieu. Chemin faisant, il vint faire visite à l'apôtre, qui l'approuva et le bénit. L'année suivante, quand il reçut sa feuille de recrutement, Buka répondit que sa foi lui interdisait de porter des armes. Il fut déporté en Sibérie. Alors s'engagea entre la prison et le château d'Iasnaïa-Poliana, entre le disciple et le maître, une correspondance singulière. Tout d'abord Buka dans ses fers ne manifestait que joie et ardeur du martyre. Tolstoï l'exhorte à la patience, au pardon, et envoie des livres. « Hélas! s'écrie-t-il, ici je vis au milieu des délices. C'est vrai, Dieu m'a refusé la grâce de souffrir pour lui. A votre place, aurais-je votre courage? Peut-être serais-je moins fort que vous; mais je vous admire et je vous envie. » Bien entendu, rien de plus sincère, mais est-ce que cette eau bénite ne vous gêne pas un peu? Ce pauvre diable n'empêche pas l'apôtre de dormir. Tolstoï ne se dit pas : « Tout de même, c'est à cause de moi. » Seulement ces réflexions, il arriva que Buka ne put

s'empêcher de les faire. Il vit qu'il était une grande dupe. Ses malheurs se tournèrent en haine contre le maître qui l'avait perdu. Quand il sortit de prison, phtisique, crachant le sang, il n'avait plus que l'idée d'assassiner Tolstoï. Il se délivra de l'obsession (peut-être d'ailleurs qu'il se vantait) en se confessant à celui-ci (encore un beau sujet de roman russe), et Tolstoï redoubla de mansuétude pour ce malade. Ils finirent par se brouiller pour une niaiserie, à propos de mauvais vers, et tout ce mélodrame de pauvre cabotin et de martyr malgré lui se termine par la scène d'Oronte.

La même équivoque se retrouve dans la grande question qui domine toute la fin de la vie de Tolstoï, celle de la propriété et du partage des terres. Convaincu que la terre n'est qu'à Dieu et ne saurait appartenir sans péché à personne, il s'était déterminé en 1891 à se dépouiller de ses biens, qu'il avait partagés entre sa femme et ses enfants; mais ce subterfuge, il va sans dire, ne pouvait tromper que lui-même, puisqu'il continuait à vivre en maître sur les terres de la famille. C'est par complaisance et par respect que les siens s'étaient prêtés à cette fiction. Il n'est pas si facile qu'on se l'imagine de vivre selon l'esprit de pauvreté. Et il faut avouer que ce détachement du vieillard et son illusion touchante était la dernière chose que pût entendre un paysan. Pas un moujick n'entrait dans ces subtilités. Pour tous ces rustres qui n'avaient en tête que la convoitise, la faim rapace de la terre, la rage de posséder, l'idéal de Tolstoï ne pouvait être qu'une comédie, un caprice incompréhensible dont personne ne lui savait gré.

— Écoute, lui disait un jour un de ces manants, je ne te comprends pas : tu t'habilles comme un gueux, tu ne manges pas de viande, tu mènes la vie d'un moine; à ta place, je me la coulerais douce; j'aurais une bonne amie, et même deux, une de chaque main.

Tolstoï fut très scandalisé. Il ne cessait pourtant pas de croire aux paysans et d'en attendre de grandes choses. La Révolution de 1905 avec son Parlement et ses institutions occidentales, ne lui disait rien qui vaille : il n'admettait aucun système de représentation. Il s'exprimait comme le plus entêté des « Slavophiles ». « La Russie n'a rien à gagner à copier l'Europe. A elle de servir de modèle au monde. A elle de donner l'exemple de l'affranchissement du sol. » Il ne profes-

sait que mépris pour les libertés parlementaires. La Russie possédait des libertés bien plus précieuses. « Qu'est-ce que vos libertés anglaises? Être esclaves d'une foule de lois que vous faites voter par vos représentants, et vous vous figurez être libres par cette illusion de vous obéir à vous-mêmes. Ici, il n'y a pas de lois, je ne suis obligé à rien : c'est donc moi qui suis l'homme libre. Il est vrai que Nicolas peut me faire fouetter à mort par ses Cosaques, mais cela, c'est une autre affaire : c'est un simple accident, comme d'attraper un coup de corne ou une tuile sur la tête. » C'est pourquoi la création de la Douma, qui remplissait d'espoir les libéraux, le laissait totalement indifférent. « Il n'y a qu'une chose sûre, c'est que tout tournera autrement qu'on ne l'a prévu. » Il comptait, avec une foi profonde, sur l'originalité et le génie de la Russie.

Certains faits auraient dû déranger cette mystique. Les paysans ne ressemblaient plus aux bonnes gens d'autrefois. Ce n'était plus la vieille Russie. On lui coupait ses arbres; on lui volait son bois. Les moujicks refusaient d'acheter les terres. « A quoi bon? Puisque demain nous les aurons pour rien. » Un jour, en 1908, dit le peintre Répine, le vieillard rentra bouleversé. Il se mit à table en se couvrant le visage de ses mains.

— Ah! s'écria-t-il, quelle horreur! Quelle chose affreuse il m'a fallu entendre! »

Et de grosses larmes coulaient le long de ses joues ridées. Il avait rencontré un groupe de paysans et s'était mis à leur parler. Mais il n'avait trouvé que des visages obscurs, et l'un de ces gaillards l'avait apostrophé :

— Le diable t'emporte, vieille fripouille! Tu n'es pas honteux de vivre encore? Crève donc, et plus vite que ça! On l'a assez vue, ta sale carcasse.

— Mais voyons, mes amis? Qu'est-ce que cela veut dire? C'est moi Tolstoï...

— Eh! parbleu, bien sûr qu'on te connaît. Attends un peu, mon vieux, qu'on te fasse ton affaire...

Tolstoï eut le courage de continuer à faire tous les jours sa promenade à cheval. Ce trait a de la grandeur : le vieux noble se retrouvait, bravant cette terre en révolte. En octobre 1910, il recevait d'un étudiant une lettre de sommation, pour l'obliger à s'expliquer; c'était une mise en demeure, presque

un réquisitoire, où l'étudiant s'appuyait sur la diatribe de Mérejkovsky. Tolstoï répondit sèchement : « Je n'ai pas lu Mérejkovsky; si je m'en rapporte au texte que vous citez, je me dispense de le lire et de me justifier. »

C'était quinze jours avant sa mort. Le moment suprême approchait, l'heure de la délivrance, l'instant où il allait résoudre la grande énigme et mettre dans sa vie par un coup de théâtre l'unité qui toujours lui avait manqué. Dans la nuit de son évasion, le vieillard, pour tromper son impatience, ouvrit un livre : quel livre? Dernier témoignage de ses contradictions! Jamais il n'avait pu parvenir à savoir s'il aimait ou non Dostoïevsky : tantôt il l'admire sans mesure, tantôt il le déteste et le piétine. Cette nuit-là, il reprit *les Frères Karamazov*. Le volume est resté ouvert sur sa table, à la page où il le lisait. Que cherchait-il dans ce livre apocalyptique, dans ce livre ténébreux, de folie, de crime et de mystère? C'était le coup de vent qui se levait des profondeurs de la Russie, le prélude de la bourrasque qui allait l'emporter lui-même avant l'empire des Tsars : il se livrait à l'orage, au démon de la steppe, à la force confuse et sauvage qui souffle là-bas sur les plaines et les agite de remous aveugles comme ceux de la nuit et de l'Océan.

Louis Gillet.

A TRAVERS LES THÉATRES

« Les excuses ne figurent point dans l'art, les intentions n'y sont point comptées... » Je ne puis m'empêcher, à l'orée de cette première chronique, de songer combien, si cette règle est saine pour celui qui l'applique, elle devient cruelle et dangereuse dès qu'il s'agit d'estimer l'œuvre d'autrui. De propos préalable je me déclare moins un juge qu'un témoin débonnaire et secourable de l'effort de notre théâtre à un moment de sa vie où il doit lutter pour son existence. Tout le menace : le music-hall, le film, l'auto, l'heure d'été dès la belle saison. Et cependant, il faut qu'il vive : il est la forme la plus expansive de la littérature française, son exportation la plus noble et la plus jalousée lorsque nos autres spectacles ne sont, hélas ! de plus en plus qu'importation.

Il n'est que trop facile de se montrer impitoyable et de blâmer sans mesure : en matière de critique il ne faut s'adresser qu'aux ouïes les plus fines, ne point peiner à la légère. Un mauvais acte n'est point une mauvaise action, un méchant écrivain n'est point un méchant homme; les jeux de l'esprit ne sont pas ceux du cirque, il n'y faut pas baisser le pouce et répondre *Recipe ferrum* à l'annonce de l'auteur...

« Les excuses... les intentions... » Est-il si mauvaise pièce qui ne donne quelque plaisir de rêverie, à lui chercher des excuses et prêter des intentions ?

Vient de paraître, la nouvelle comédie de M. Édouard Bourdet, depuis plus de cent soirs tient l'affiche du théâtre de la Michodière et il n'est pas question de lui faire quitter la place. Elle est, avec *Léopold le bien-aimé*, le plus gros succès de comédie de cette saison, disons plus justement le plus grand, car il n'est rien de gros dans ces deux charmantes pièces. Non que *Vient de paraître* soit, à mon

gré, l'œuvre la meilleure de M. Édouard Bourdet. Il y a *le Rubicon*. Mais il est injuste de comparer la qualité et le succès de la première pièce d'un auteur à la qualité et au succès des suivantes. Là, nulle appréhension de l'expérience, nul souci d'une réputation à maintenir, nulle manière à confirmer ; l'heure est aux maladresses bienheureuses, au risque fertile, à l'innocence aux mains pleines. Et quel succès par la suite pourrait ressembler au premier, où la surprise décuple les acclamations, où la critique, ne sachant si elle découvre un continent ou un îlot, oublie tout sinon qu'elle découvre. Le baptême est la seule fête où l'on ait des parrains ; les autres n'auront plus que des témoins. On plaira encore ; peut-être plaira-t-on toujours, on n'étonnera plus. La coutume, — bien jolie, — dans tous les Parlements, est de ne jamais interrompre le premier discours d'un élu nouveau : il n'y a là qu'un report. Je ne sais ce que vaut un second discours, mais la deuxième pièce d'un auteur est rarement sa meilleure. La tête lui bourdonne, la couronne lui pèse, il n'ose plus ou n'ose que trop ! C'est, hélas ! le moment où la critique reprend ses aises, et retrouve la mesure... Et *la Cage ouverte*, la seconde pièce de M. Édouard Bourdet, passe inaperçue, meurt oubliée... Ce n'est qu'ensuite que s'ouvre la vraie carrière, de persévérance et de sérénité.

M. Bourdet donne *l'Heure du berger* que j'estime sa comédie la plus exquise dans sa discrète perfection ; puis *l'Homme enchaîné*, l'une de ces pièces qui font nombre dans une œuvre et l'augmentent sans l'élever. Et soudain, la réputation de M. Bourdet de française devient mondiale : il a fait jouer *la Prisonnière*. Si j'étais un moraliste, et le moraliste le plus indulgent, je ne pourrais parler de cette pièce qu'avec horreur et consternation. Le scandale est immense. Mais, il faut en convenir, la pièce est une belle œuvre d'art. Ni apologie, ni description : la désolation de l'égarée aussi chrétienne que celle de *Phèdre*, et combien moins troublante pour les sens, dans l'emblème triste et muet des violettes messagères.

Il n'y a point dans *Vient de paraître* de qualités si achevées, ni pour la morale de si chaudes alarmes. La pièce appartient à un genre que le public chérit : l'observation ironique d'une classe, d'une caste, d'un milieu, à la faveur d'une intrigue sentimentale qui nous rapproche des personnages et nous les place de niveau par la communauté du cœur humain. Le genre va de la comédie d'actualité à la comédie de mœurs, relève de la vogue ou de la postérité. Tels en ces derniers temps *les Nouveaux messieurs* et *Knock*.

Alors que, dans la comédie pure, la profession des protagonistes est passée sous silence ou n'intervient guère, — car que nous importe qu'un héros de Marivaux, de Musset ou de Porto-Riche soit docteur ou architecte? — dans la pièce de mœurs, telles précisions conditionnent la raillerie et le plaisir. Le héros de *Vient de paraître* est romancier. Nous voici mêlés aux intrigues des éditeurs, au secret des prix littéraires, aux arcanes des gros tirages. Un écrivain obscur tiré de ses ténèbres par l'impair et l'indélicatesse d'un confrère illustre; un éditeur brutal et retors dispensateur de gloires; un foyer en péril par défaut de copie : les dessous humains, donc risibles et pitoyables, de l'inspiration divine. Un romancier, — Bernard Palissy de l'encrier, — jetant dans la fournaise la paix de sa femme, la sienne, et la joie de vivre, porté sur les cimes, rejeté aux abîmes, et regagnant, après bien des affres, des hauteurs moins prestigieuses mais habitables. Telles sont les péripéties de la soirée.

Si le succès est grand, c'est que la pièce est bonne. Le premier acte en est éblouissant. Dans les deux suivants, l'auteur visiblement ménage sa monture, grâce à quoi le quatrième ne languit pas.

M. Victor Boucher, dans le rôle du romancier au pavoi puis aux abois, enchante : il est jusqu'au sublime l'homme égaré dans les événements, toujours agi, toujours boulé, peuplé de rêves, fin, faible et bon; un Charlie Chaplin sans défroque et sans burlesque. M. Jacques Baumer n'ira pas plus loin dans la simplicité et l'autorité : il frappe ses répliques comme des légendes. M^lle^ Blanche Montel affirme son talent; artiste délicieuse que l'on trouve chaque fois en progrès quand on avait pensé qu'il ne lui en restait plus à faire.

Le Théâtre Antoine vient de reprendre *Amants* de M. Maurice Donnay, avec M. André Brûlé dans le rôle de Vétheuil, devenu le classique des grands amoureux de comédie, comme le rôle d'Antony le fut longtemps, et comme celui de *la Dame aux camélias* le sera toujours pour les grandes amoureuses. Il ne faut plus parler de la pièce : c'est un chef-d'œuvre. Elle ne vieillit pas, elle dure. Qui ne l'a vue l'a lue, qui ne l'a ni vue ni lue l'a rencontrée au détail sous d'autres titres. Et que dire d'elle, sinon qu'elle est simple comme chanson, qu'il ne s'y passe que l'amour qui passe, œuvre si lisse que le temps ne peut que la polir et la patiner?

Je tiens M. André Brûlé pour un acteur considérable, et de grand prestige. Il joua *l'Homme à la rose* comme nul autre ne l'eût pu faire. Il n'a de défauts que ceux qui plaisent et feraient ailleurs figure de

qualités. S'il partage volontiers avec son public le plaisir de s'écouter, c'est un travers commun à beaucoup d'amants, et l'ironie intelligente de son regard dépouille à merveille les phrases les plus sentimentales des majuscules, dont notre époque est peu friande. Il est Vétheuil, l'homme de plaisir et de mélancolie, aimeur éternel qui ne se lasse que d'être aimé. M^lle Jeanne Provost est une belle écouteuse. Il faut être Vétheuil pour la laisser partir.

Quand je veux j'épouvante, et quand je veux, je charme.

Ce vers satisfait de l'*Illusion comique* serait-il la devise de M. Pierre Frondaie? Il vient de nous donner libéralement trois pièces, dont il est vrai deux reprises : *l'Insoumise* et *l'Homme à l'hispano*. En nouveauté : *les Amants de Paris*, au théâtre Sarah-Bernhardt. Ces trois œuvres se ressemblent au point que l'on en peut parler à la fois, et ne rien dire de l'une qui ne convienne aux autres, si même les fortunes en ont été diverses. Il y a du tintamarre et de l'adresse, des cœurs étreints et des poignets tordus, du plus doux et du plus dur, des âmes de feu et des âmes de lait, le lion romantique pris aux rêts de la psychologie, de beaux effets de crinière et quelque économie de pensée. L'affiche illustrée qui résume *l'Homme à l'hispano* en un bolide et un chapeau haut-de-forme ne laisse pas d'être fidèle à l'esprit de ce théâtre furieux et fastueux. Si quelques uns préfèrent de M. Pierre Frondaie, *l'Homme qui assassina*, *Montmartre* et *les Préludes au chant du coq*, il n'est pas prouvé que ce soit le plus grand nombre. Au moins M. Pierre Frondaie, par des œuvres si différentes, s'est-il mis en mesure d'accommoder quiconque.

La pièce en un acte est le sonnet du théâtre. Selon la règle sévère des Goncourt, il n'y est de bon que l'exquis. Il ne faut point seulement du talent pour en écrire, mais aussi quelque abnégation : c'est faire bouillir son crû, réduire et sublimer la matière d'une soirée en un élixir de trois quarts d'heure. Le théâtre du Grand Guignol, qui est à peu près seul maintenant, avec les théâtres subventionnés, à récompenser ce courage, a l'aubaine de représenter une des meilleures comédies en un acte qui aient paru depuis bien longtemps : *le Haricot vert*, de M. Henri Duvernois. Que cette œuvre n'ait pas été jouée aux Français, il ne peut certes y avoir que de la faute de l'auteur, qui ne s'est point soucié du mérite de ce qu'il avait écrit. Sans doute le Comité de lecture eût-il prié M. Henri Duvernois de trouver un titre moins modeste et moins bouffe à une comédie émou-

vante et profonde où le comique n'est qu'un agréable surcroît.

Une femme encore belle a un fils déjà grand; un soir, ce fils veut aller retrouver un flirt de plage. La chose serait facile si sa maman ne venait l'embrasser chaque nuit en rentrant du Casino; qu'à cela ne tienne : un camarade du fils aimé prendra sa place dans son lit, relèvera les couvertures jusqu'aux cheveux et recevra le baiser maternel. Le camarade accepte : il aime comme un fou de dix-huit ans la belle dame inaccessible. Recevoir un baiser d'elle, même par fraude, même sans le rendre, même sur les cheveux, quelle minute sacrée à revivre et à mettre en vers! Mais ce soir-là, hélas! la belle dame est en veine de gronderie. Bien que celui qu'elle croit son fils refuse de sortir sa tête hors des draps, elle lui reproche ses amis, et entre tous... le remplaçant. Un sot, un prétentieux, un benêt, un blanc-bec, un haricot vert! Il a des boutons! Sa famille, des parvenus! Le malheureux substitut fond en larmes.

Étonnée, la dame découvre un visage inattendu et combien malencontreux! Il lui faut bien avouer qu'elle n'a parlé qu'en mère inquiète et jalouse, et consoler avec quelque tendresse un chagrin qu'elle devine vite un chagrin d'amour. La poésie, l'émotion, la pureté de cette scène sont un enchantement. Non sans trouble, la dame apaise ce cœur charmant et désemparé : le baiser qu'il rêvait, il le recevra sur le front, et pour ce beau salaire il deviendra le bon conseil et l'ami gardien du fils bien aimé à qui une mère n'ose et ne peut tout dire.

La plénitude et la concision de cet ouvrage méritaient mieux qu'une mention cursive.

Au théâtre de la Porte Saint-Martin, une excellente pièce de M. Charles Méré, *le Carnaval de l'amour*, a succédé à la belle reprise de *Chantecler*. Les œuvres de M. Charles Méré, si accomplies qu'elles soient, ne me semblent encore que les recherches d'un maître. C'est là se montrer difficile, j'en conviens, mais la puissance, l'éloquence dramatique, tant de ressources d'invention, de scrupules artistiques, d'habileté à construire, de mesure dans l'ornement, si manifestes chez cet auteur, attendent on ne sait quelle cristallisation et quel dépouillement que l'on sent prochains.

Le Carnaval de l'amour suppose une intrigue assez romanesque, des sentiments passionnés, de multiples péripéties, Venise, beaucoup d'accessoires, mais du plus décoratif. L'idée m'a paru en être, à la lumière du sujet, que les cœurs vont masqués, tant aux autres

qu'à eux-mêmes, de masques qui non seulement les cachent, mais les déguisent. Mais sont-ce vraiment des masques, puisqu'ils ne s'enlèvent ou ne tombent sans déchirement?

Mme Vera Sergine et M. Henri Rollan, plus enchaînés d'amour que Francesca et Paolo, atteignent de voix, de port et d'âme aux altitudes pathétiques de ce drame qu'ils ne gâtent d'aucune emphase.

Un succès considérable vient de saluer la nouvelle pièce de M. Lucien Descaves, *les Fruits de l'amour*, au Théâtre des Arts. On se souvient encore de l'éclatante carrière de sa dernière œuvre, *le Cœur ébloui*. Il serait bien étonnant que le public ne fît pas un sort plus heureux encore à celle-ci, aussi agréable, aussi vivante, et dont le sujet donne davantage à réfléchir. Comme toutes les bonnes pièces, si elle offre à penser, ce n'est point au moment où l'on y assiste : elle ne raisonne pas, elle résonne. C'est le rideau tombé, que la conclusion des péripéties se condense et germe. Méthode infiniment plus adroite et profitable que la proclamation préalable d'une « thèse », aussi encombrante qu'un piano à queue le serait dans le décor, et qui, suggérant d'avance l'issue des événements, rend l'action tout aussi roide que la conséquence ineluctable de prémisses définies.

Dans *les Fruits de l'amour*, M. Lucien Descaves reprend l'éternel problème de l'enfant conçu hors les lois et les sacrements. Ce n'est pas hier que le théâtre s'est rebellé contre la rigueur sociale qui classe en légitimes et illégitimes les unions et les naissances. Depuis la fameuse boutade « tous les enfants sont naturels » jusqu'au mélodramatique *Enfant de l'amour* d'Henry Bataille, la dramaturgie n'a cessé de retentir de plaidoiries passionnées ou didactiques. Là, au moins, le naturalisme n'a pas renié le romantisme. Après *Antony*, le *Fils naturel*. De générations dramatiques en générations dramatiques le thème passe et non en vain : il amollit les législations, ébrèche le préjugé.

Est-ce donc une redite que la comédie de M. Lucien Descaves? Non.

Le premier et le second acte se passent dans un Refuge ouvert aux filles-mères. Elles y sont admises sans questions. On ne s'y enquiert même point de leur état civil; la directrice, Mme Béquet de Bienne, épargne à ses ouailles la misère ou le scandale, et cache l'éclosion de leur faute. Le Refuge, hélas! ne chôme guère. Il n'y reste plus une place, quand une jeune fille de dix-huit ans y vient frapper. Son aventure est banale : secrétaire d'un monsieur Ribaudier,

nouveau riche, elle n'a su et n'a pu lui résister. Malgré ses promesses, Ribaudier l'a bien vite abandonnée avec deux mille francs pour solde de tous contes.

Mme Béquet accueille la malheureuse : on ajoutera un lit, voilà tout. Et voici que pour Ribaudier, l'heure de la justice immanente a sonné : parmi les camarades de sa « victime » se trouve une jeune fille de dix-sept ans, en qui la nouvelle pensionnaire découvre, par le hasard d'un nom dans un livre, la propre fille de son séducteur, Antoinette Ribaudier. La malheureuse cache là, avec la complicité de sa mère, les conséquences d'une folie aussi passagère que coupable. Ribaudier croit sa fille en province chez une parente. Cette illusion ne lui est pas laissée longtemps : fort vilainement, — mais quelle vengeance s'incommode de morale? — Jeanne, la secrétaire dupée, informe Ribaudier de la honte qu'on lui cache.

Un homme affolé, éclatant de fureur, ne tarde pas à faire irruption dans le Refuge. C'est Ribaudier qui réclame sa fille à Mme de Bienne; il la châtiera, l'écrasera! Voire. Ce n'est pas Antoinette Ribaudier que Mme de Bienne a envoyé quérir, on l'a bien deviné, mais Jeanne : silence pour silence, pardon pour pardon. Antoinette et Jeanne? Deux victimes innocentes de l'astuce ou de la brutalité mâles. Il n'y a plus qu'à composer, ce qui est l'affaire du dernier acte. Antoinette ne sera même pas envoyée au coin. Au nom de quelle morale le serait-elle? De la vertu bourgeoise? Laissez-nous rire : depuis Ribaudier nous savons ce qu'en vaut l'aune. Son erreur? *Felix culpa!* Un pays qui se dépeuple prend son avenir où il le trouve. C'est du moins l'avis de la sainte Mme de Bienne : « La fille-mère sauvera la France. »

Insister sur l'audace de cette conclusion n'est point bien méchant. En tout cas, nous le disions tout à l'heure, ce n'est point une redite que la comédie de M. Descaves : il s'est moins soucié d'assurer les conquêtes de la croisade romantique et naturaliste que d'en étendre le domaine : la cause de l'enfant gagnée, voilà la cause de la mère appelée et écoutée.

Il faut louer l'évolution de Mlle Madeleine Carlier : le succès lui était acquis dans les rôles de coquettes et les parades élégantes ; elle s'est engagée cependant dans une voie plus difficile et de plus grande classe; il se trouve que c'était la sienne : cela s'est vu. M. Arquillière a recueilli de justes applaudissements dans le rôle de Ribaudier.

Le nombre des femmes peintres est immense, celui des femmes sculpteurs infime. Ainsi en va-t-il pour le roman et le théâtre. Il y

aurait beaucoup à philosopher avant de tomber juste sur les raisons de ces préférences. Mme Colette a écrit *Chéri* et *la Vagabonde*, mais appuyée à un collaborateur de marque, M. Léopold Marchand, qui s'est montré par ailleurs si sûr homme de théâtre que sa part est certaine dans le succès de ces deux œuvres.

Je ne sais si Mme Gérard d'Houville n'est pas unique aujourd'hui à écrire pour la scène autrement qu'à quatre mains, si j'ose dire. Encore est-ce avec une timidité bien regrettable et pour le seul bénéfice d'une élite intellectuelle et mondaine. De quels succès elle se prive, à supposer qu'elle s'en soucie! *On ne saurait penser à tout*, la comédie-proverbe que vient de représenter la Petite Scène, eût donné grand plaisir aux auditoires les plus nombreux et même les plus mêlés : où la délicatesse du style n'eût pas atteint, le charme de l'histoire aurait porté. Histoire que je ne conterai pas, car elle est dans la mémoire de tous nos lecteurs. Ils ont eu la primeur des découvertes que fait le bon Tartaglia, rien qu'en se promenant par la ville, à l'instant où le désir tardif lui est venu de se hasarder aux aventures de l'amour. Comme jadis les Proverbes de Musset, ceux de Mme Gérard d'Houville ont paru dans la *Revue*. Et à bon droit. Ce sont les personnages et non les habits de *Fantasio* et de *Carmosine* que nous retrouvons là, leur âme mélancolique frangée de fantaisie, leur cœur éolien, et leur exquis parler. *On ne saurait penser à tout*;... mais c'est de rêver qu'il s'agit. Que Mme Gérard d'Houville pourrait-elle oublier là?

Mme Jean Rivain, par sa délicate et profonde sensibilité ; Mlle Germaine Porcher, par son art si simple, le baron Despatys, par sa fine et narquoise bonhomie, ont mérité leurs beaux rôles. Amateurs? On le sait. On ne le sent pas.

Pour son spectacle d'une semaine, la Petite Scène avait eu l'ingénieuse idée de grouper : *On ne s'avise jamais de tout*, de Sedaine, avec musique de Monsigny ; *On ne saurait penser à tout*, d'Alfred de Musset; *On ne saurait penser à tout*, de Gérard d'Houville, musique de scène de Jacques Ibert, — trois époques : 1761-1849-1920, trois fantaisies sur un même thème.

Il faut avoir toutes les indulgences pour le « théâtre d'avant-garde » : c'est le royaume des audaces, du bon combat, de la jeune illusion, des écrivains en herbe et des œuvres en fleur. Il ne faut pas perdre l'occasion de nommer ces nouveaux espoirs du théâtre à venir, et d'être des premiers à leur rendre hommage. Qui, demain,

ne connaîtra les noms que je vais citer, et sur qui se totalise l'effort d'un mois de témérités, de visières rompues et d'éperons gagnés?

Ils sont six : Aristophane (431 avant J.-C.); Tirso de Molina (né en 1585, mort depuis); feu Ibsen; défunt Péladan; M. Bernard Shaw, bien vivant, lui, à soixante-douze ans; et enfin M. An-Ski, de qui j'avoue ignorer l'âge, mais dont l'œuvre représentée le fut déjà il y a deux ans. Bref, un bel effort de thaumaturgie polyglotte. Mais si l'Avant-garde dramatique française n'en est qu'à Aristophane, on frémit de penser où l'Arrière-garde peut en être. Eh quoi! n'y aurait-il plus de Jacques Natanson, de Steve Passeur, de Paul Haurigot, d'André Lang à découvrir? N'est-il plus de salut hors du grec, de l'espagnol, du norvégien, de l'anglais et du yeddish? Et les temps sont-ils si achevés où Rivarol était élu membre de l'Académie de Berlin qui avait posé les questions suivantes :

Qu'est-ce qui a rendu la langue française universelle?

Pourquoi mérite-t-elle cette prérogative?

Il est vrai qu'elle ajoutait :

Est-il à présumer qu'elle la conserve?

Il faut néanmoins reconnaître à l'adaptation des *Oiseaux* d'Aristophane par M. Bernard Zimmer un mérite exceptionnel. Il ne s'est point piqué d'atticisme ni de mot-à-mot. Évelpide et Pisétaire deviennent deux Français d'aujourd'hui; ils s'expriment avec une verdeur qui va jusqu'à l'argot le plus cru; il est question de *chiffre d'affaires*, de *vivre peinard*, du *pape*, d'*États néants*, de *plombiers;* Pisétaire demande à Iris *Vos papiers;* le messager fredonne *Ils sont dans les vignes, les moineaux;* l'on invoque le *Comité des Forges* et la *Banque d'Athènes; Liberté, Égalité, Fraternité*, proclame Hercule. Avec un sens parfait des équivalences, du rajeunissement des allusions, M. Bernard Zimmer a réellement ressuscité le pamphlet antique, et aussi le succès qu'il rencontra, que ne troubleront plus les Trente ombrageux.

JACQUES DEVAL.

LA PROVENCE NIÇOISE[1]

Qui n'a vu M. Hanotaux chez lui, ne le connaît pas tout à fait. Peu d'hommes ont au même degré que lui l'instinct que Corot déclarait le premier don du paysagiste : savoir s'asseoir. S'asseoir, c'est-à-dire s'installer, prendre parti, choisir un point de vue : c'est un art que M. Hanotaux a toujours supérieurement entendu.

Voilà plus de quarante ans qu'il fréquente le Midi. Je crois qu'il y est venu pour la première fois aux funérailles de Gambetta. Depuis lors il y est retourné tous les ans, et depuis une vingtaine d'années il habite régulièrement chaque hiver une villa qu'il s'est arrangée à Roquebrune, dans une maison de paysan, devant le plus beau paysage. Il a pris l'habitude d'y passer à peu près la moitié de l'année. Le charme de ce séjour agit délicieusement sur cet homme du Nord. Au printemps, il regagne Paris, la Touraine, la Seine et la Loire. Mais la moitié de son âme appartient fidèlement à son village de là-bas, à ce site demi-marin, demi-alpestre, toujours assez sauvage, et où l'on goûte si bien la lumière du jour.

Depuis ces quarante ans, cette côte heureuse est un peu le rendez-vous du monde, et l'on ne peut pas dire qu'elle y ait tout gagné. L'attrait de son climat, de ces « quatre étés annuels » qui se suspendent en guirlande aux cimes de ses montagnes, lui a valu une clientèle qui quelquefois la déshonore. Le rivage de Cannes à Menton n'est plus qu'un boulevard de palaces et de tripots, un lieu de plaisir cosmopolite. Et puis ce prodigieux tas d'or qui se remue là tous les jours, fait des jaloux. La « gueuse parfumée », comme on appelle la Provence, plaît à plus d'un galant depuis qu'elle est princesse.

Habitué de la côte, M. Hanotaux n'a pu manquer de s'inquiéter

(1) Gabriel Hanotaux, de l'Académie française, *La Renaissance provençale; la Provence niçoise.* 1 vol. in-4, illustré, Hachette et Cie, édit., 1928.

de ce péril. Il pense qu'il est temps pour la Provence de se défendre; il supporte mal que le métèque y parle en maître, qu'il empiète sur les droits de la dame du logis. Il vient au secours de celle-ci, veut lui rendre en services ce qu'il reçoit d'elle depuis tant d'années en joie et en bienfaits. Il lui montre comme dans un miroir son vrai visage, l'adjure de ne plus se méconnaître. Et, pour mieux assurer l'avenir, il lui apporte les leçons de son passé.

« Les monuments, écrit-il, c'est de l'histoire debout. » L'histoire debout! Voilà Gabriel Hanotaux. Il y aurait, si l'on veut, l'histoire des érudits, des fureteurs d'archives et des hommes de cabinet; il y en a une autre qui est de plein air, orale, vivante, racontée par un homme qui la sait à merveille, mais qui aurait l'air de l'inventer : une histoire où les choses, le paysage, les plantes, les mœurs, le costume, l'œuvre d'art, ont leur rôle, où l'historien enfin entre de sa personne pour tout animer, tout conduire. C'est un historien de cette sorte qu'est M. Hanotaux.

Il faut l'entendre, il faut s'être promené avec lui sur les routes de la Côte d'azur, s'être donné le plaisir d'écouter cette conversation merveilleuse : chaque pierre, chaque détour rappelle un souvenir; là, c'est l'étonnant village d'Èze, ailleurs la masse romaine du phare de la Turbie, c'est l'inscription d'Antibes et la mémoire gracieuse de l'enfant Septentrion, qui dansa et sut plaire. Là-bas, au Cap Martin, sous les belles pinèdes, c'est la présence d'une ombre émouvante et le fantôme d'une impératrice. Ailleurs, au cimetière de Nice, la tombe du tribun borgne qui rêva d'une République, gouvernée par Minerve.

Ainsi se pressent les souvenirs sur les lèvres de l'incomparable causeur. Il y a toujours, dans tous les endroits qu'habite M. Hanotaux, quelque chose d'infiniment vieux, d'une antiquité incroyablement reculée : à Roquebrune, c'est un olivier gigantesque, qui a vu passer les légions romaines, et auprès duquel l'historien conduisait le général Mangin, afin que le vieil arbre vît encore un vainqueur. Plus loin, c'est l'homme de Menton, notre aïeul des cavernes de Grimaldi, l'un des plus vénérables témoins de la race humaine, frère des Bambaras de l'Afrique centrale, et peut-être l'auteur de ces étranges gravures rupestres dont on a retrouvé les pareilles aux confins du désert. Tout cela, pour M. Hanotaux, est d'hier. On dirait qu'il y était. Il y était quand la terre s'ouvrit et que ses entrailles, déchirées dans une effroyable gésine, vomirent les monstrueux ossements et la charpente des Alpes : convulsions de la Genèse,

dont la mémoire se retrouve dans des cérémonies locales et de vieux rites expiatoires, pareils à ceux qui, dans l'Orient, sur les bords de l'Oronte, célébrent les mystères d'Adonis.

Géologie, races, culture, produits du sol, tout fournit au promeneur les éléments de sa rêverie. C'est une sorte de contemplation où le visionnaire découvre les lois des choses, oblige la nature à collaborer à l'histoire et à confesser ses secrets. La politique compte peu dans cette façon de voir, ou plutôt elle dépend de la réalité physique : elle est soumise à des faits du même ordre que ceux qui gouvernent la forme du sol et le cours des torrents.

Une remarque, par exemple, en dit long : c'est que toute cette riviera, ce cordon de villages où passe aujourd'hui l'univers, ne s'est ouvert que depuis peu à la circulation; jadis tout le trafic entre France et Italie se faisait par mer, et les ports se trouvaient plus à l'ouest, à Antibes, à Fréjus, à Marseille; les cols des Alpes, les routes d'Annibal et de Napoléon, passaient plus au nord. La double corniche qui aujourd'hui court de Cannes à Menton ne date pas de plus d'un siècle. Jusque-là, ce beau pays demeurait isolé, sans communications, comme une sorte d'île montagneuse, pauvre, presque infréquentée, en balcon au soleil et vivant sur elle-même.

C'est ce fond primitif que M. Hanotaux s'efforce de mettre en lumière par mille preuves, tirées surtout de l'art, de l'architecture indigènes. Les chapitres qu'il a écrits sur les petites églises, les chapelles des villages, sur les charmantes bastides ou sur les maisons patriciennes de la noblesse locale, sont pleins de vues ingénieuses. M. Hanotaux démontre et, pour démontrer, il dessine : sa phrase se complète d'un croquis. On voit le geste d'un homme convaincu qui, tout en parlant, prend sur sa table un bout de papier, un crayon, vous trace le schéma de ce qu'il veut vous dire. Il sait voir et les formes ont pour lui un langage. Ainsi, dit-il, la Provence niçoise n'a pas eu de gothique. Elle a sauté le moyen âge. Sa tradition a passé du romain au roman, du roman à la Renaissance. Il est vrai, mais les faits auraient peut-être besoin d'être un peu interprétés. Il faut un peu de complaisance pour voir, dans les jolies églises du XVII[e] siècle, comme Sainte-Réparate à Nice, l'épanouissement d'une école absolument locale, d'un art entièrement autochtone. Je le sais, et l'auteur ne l'ignore pas non plus : il ne s'en cache pas, il aime sa Provence et il la flatte un peu. Ce qui est juste des paroisses rurales de la montagne et des bastides villageoises qui les entourent,

l'est moins des œuvres plus apprêtées de la période baroque. Ce qu'il faut retenir surtout comme un conseil très opportun, c'est un modèle de style d'autrefois, un idéal modeste de grâce simple et frugale, d'une pauvreté qui n'exclut ni la dignité ni le sourire et qu'il serait bon de rappeler aux architectes de la Côte : ils y trouveraient des exemples de finesse et de discrétion. Ils auraient beaucoup appris si, au lieu de leurs colonnades et de leur friperie monumentale, ils avaient compris la leçon d'un petit porche rustique, d'une façade blanche et sans ornement qui chante devant la mer, sur la colline, entre deux cyprès.

Le morceau le plus développé est consacré à la peinture et à ce qu'on appelle les Primitifs niçois. Domaine assez nouveau, fort mal connu encore. Ici même, naguère, il y a une quinzaine d'années, nous en avons dit quelque chose (1). Ces cantons du Var et des Alpes-Maritimes sont les seuls qui, dans la ruine de l'ancienne peinture française, se présentent encore avec la parure des campagnes de Toscane et d'Ombrie.

A Brignoles, à Toulon, à Nice et dans les coins de montagnes, à Sospel, à la Briga Marittima, presque dans chaque église, on est sûr de découvrir quelque vieux retable, quelque fresque dans une abside. Beaucoup de ces épaves sont maintenant réunies en permanence à Nice et font la gloire du musée Masséna. Je ne puis résumer les pages que l'auteur consacre à ces vieux maîtres, Jacques Durandi, Miralhet et le plus aimable de tous, notre Pérugin à nous, le touchant Louis Bréa, l'auteur de l'admirable *Pietà* de Cimiez et des beaux tableaux qui se voient toujours dans l'église des Dominicains à Taggia.

Ce qui est curieux, c'est que cette école doit fort peu à l'Italie ; elle prend plutôt sa source au nord, en Avignon ou à Dijon, se rattache à la grande tradition de Bourgogne. Le comté de Nice dépendait déjà plutôt de France que de Savoie ; l'évêché relevait d'Embrun, non de Gênes ou de Turin. Pour ménager pourtant l'originalité de cette école niçoise, respecter son indépendance, l'auteur imagine un système et propose une vue assez neuve.

Il ne veut pas qu'on parle ici d'influence directe, il lui semble qu'on ferait mieux de parler de la mode. Presque simultanément, dit-il, on voit apparaître alors sur des points très éloignés des œuvres presque semblables : on dirait qu'une entente, une sorte de mot

(1) Voir les *Primitifs niçois*, dans la *Revue* du 1er juin 1912.

d'ordre décide partout, au même moment, des changements du goût. L'art, la pensée, dès cette époque, étaient beaucoup plus unifiés que nous ne l'imaginons : ils étaient déjà européens. On peut même dire que la chrétienté, jusqu'à la Réforme protestante, est ce qui s'approche le plus de l'idéal que se propose la Société des nations. Les mêmes phénomènes se produisent à la fois sur tous les points du monde et font apparaître en même temps à Gand ou à Constance, à Gênes, jusqu'en Portugal, des œuvres qu'on peut dater sûrement et appeler contemporaines, sans qu'il y ait à proprement parler d'influences mutuelles, mais plutôt même état d'esprit, ressemblance et communauté de besoins et de désirs, tout de même qu'aujourd'hui, à Melbourne, à Bombay, à New-York, à Paris, toutes les filles coupent leurs cheveux, sans qu'on puisse dire au juste laquelle a commencé.

On voit la variété extrême de cet essai, la richesse de cette causerie, de ce voyage à bâtons rompus. Il y a là, comme dans toute conversation intéressante, une part d'aventure, des jugements qui paraissent un moment téméraires : ils ont l'avantage de faire réfléchir, de nous secouer les idées.

Et puis, dans cette foule d'aperçus, que de choses nouvelles et profondes ! Puissent les voyageurs emporter ce livre sur la Côte ou l'ayant lu, y revenir et aller sur les pas de ce guide merveilleux. Derrière la Côte d'azur banale, vulgarisée, derrière la rangée d'hôtels qui font écran devant le voyageur, ils découvriront le pays. Puissent surtout les gens de ce pays lire cet ouvrage écrit à la louange de leur patrie ! Ils y trouveront des raisons d'être fiers. Peut-être alors, rougissant de leurs bâtisses de mauvais goût et de leur méchant luxe à l'instar de l'Opéra, auront-ils le bon esprit d'arracher ce décor et de conseiller à leurs artistes de s'inspirer de la tradition, de leur demander des maisons qui ressemblent à leur Provence et n'y fassent pas l'effet d'un masque de carnaval, — comme, au lieu des palmiers réclames de la promenade des Anglais, des cactus et des aloès qui étalent partout leurs panoplies nègres et prétendent donner à cette côte charmante un faux air tropical, ils feraient mieux de replanter les aînés naturels de la flore du terroir, l'amandier, le platane et les quinconces argentés de l'olivier de Virgile.

Pierre Troyon.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

L'Angleterre, il y a un mois, honorait la mémoire du maréchal Haig ; c'est aujourd'hui l'Italie qui pleure le maréchal Diaz. Il fut, lui aussi, l'un des artisans de la commune victoire des Alliés. Devenu commandant en chef de l'armée italienne après le fléchissement de Caporetto, il eut d'abord à réaliser une œuvre de redressement moral et de réorganisation. Quand vinrent les heures décisives de l'été 1918, son armée était prête à jouer son rôle dans l'offensive générale dont le maréchal Foch réglait le rythme; le 24 octobre, elle commençait la série d'opérations brillantes dont l'ensemble porte le nom de bataille de Vittorio Veneto et enfonçait sur la Piave la résistance austro-hongroise. Derrière le char funèbre du maréchal Diaz, duc de la Victoire, le maréchal Pétain et un détachement de chasseurs, ainsi que des représentants des autres nations alliées, associaient au deuil de l'armée et du peuple italiens ceux qui furent leurs camarades aux jours de péril et de gloire pour la grande œuvre de libération européenne. Leur présence aux côtés du Duce, du Roi et des princes de la famille royale, atteste, par delà les divergences passagères que la vie et les intérêts peuvent faire surgir, la force persistante des liens créés par la guerre.

Que des nécessités permanentes commandent le maintien de cette solidarité, les incidents de cette quinzaine en apporteraient, s'il en était besoin, de nouvelles preuves. On sait comment le traité de Saint-Germain, en donnant à l'Italie, pour frontière septentrionale, la crête des Alpes, a séparé le Tyrol du Nord, demeuré autrichien, du Tyrol du Sud devenu italien. Au point de vue de la langue et de la nationalité, le Tyrol du Sud est divisé lui-même en deux parties; les vallées alpestres qui se réunissent à Bolsano (Botzen) pour former l'Adige, sont habitées par des populations germaniques qui étaient très attachées à l'Autriche et à la dynastie

des Habsbourg. A la Diète du Tyrol, à Innsbruck, le 7 février, plusieurs députés ont attaqué très vivement l'administration italienne dans les cantons de langue allemande du Tyrol du Sud; à les en croire, les fonctionnaires et les organisations fascistes chercheraient, par vexation ou par force, à « italianiser » les populations germaniques. Ces plaintes ont déchaîné les colères de la presse italienne, et elles ont eu un écho au conseil national autrichien où le chancelier, Mgr Seipel, en un langage modéré, mais ferme, a rappelé l'attachement profond et réciproque des populations tyroliennes pour l'ancienne patrie autrichienne, et fait à M. Mussolini lui-même un appel pathétique, l'adjurant de tenir les engagements pris par les gouvernements italiens antérieurs; ce sont, au dire du chancelier, ces engagements qui auraient déterminé le Conseil suprême à concéder à l'Italie la frontière militaire et politique du Brenner.

Plusieurs journaux, en France et ailleurs, ont émis l'avis que le discours de Mgr Seipel lui avait été inspiré par l'Allemagne. Nous ne partageons pas cette opinion : M. Stresemann a coutume d'être plus adroit et Mgr Seipel plus indépendant. Le ministre des Affaires étrangères du Reich n'a certainement pas oublié la riposte véhémente que lui fit M. Mussolini en 1926 quand il tenta de s'interposer, au nom du germanisme, entre le gouvernement italien et les populations tyroliennes de langue allemande ; et il a, par ailleurs, des raisons décisives de ménager l'opinion italienne et la bonne volonté du gouvernement fasciste. Il faut bien voir, au contraire, que le Tyrol qui, avec le Vorarlberg, relie l'Autriche actuelle à la Suisse et, par là, à l'Europe occidentale, est indispensable à la vie indépendante de l'État fédéral autrichien; le chef du gouvernement de Vienne est donc obligé de ménager les susceptibilités patriotiques des Tyroliens qui n'acceptent pas la séparation d'avec leurs frères qui habitent au sud du Brenner. Pendant longtemps, « Trente et Trieste » a été le cri de ralliement du patriotisme irrédentiste du peuple italien ; il ne saurait s'étonner que le Tyrol du Sud, par un singulier choc en retour, devienne l'objet des revendications de l'État autrichien qui maintenant correspond, ce qui n'était pas le cas dans sa forme ancienne, à une nationalité et à une patrie. L'intérêt de l'Italie est que cette nouvelle entité politique ait, sans être assez puissante pour l'inquiéter, la force et la volonté de vivre indépendante.

Que le chef du gouvernement autrichien, s'adressant au chef du gouvernement italien, lui demande de respecter les préférences culturelles et linguistiques d'un groupe compact d'habitants rattachés

par les traités à l'Italie, il n'y a rien là qui puisse inquiéter une grande puissance. Mais, dans toute la mesure où le discours de Mgr Seipel tend à porter la question sur le terrain international, dans toute la mesure aussi où il se ferait l'écho d'un irrédentisme pangermaniste, M. Mussolini est fondé à déclarer que le problème, s'il y en a un, est spécifiquement italien. Si le Duce a enflé sa voix, c'est sans doute qu'il désirait être entendu plus loin que Vienne. La question des minorités nationales, si légitime qu'elle puisse être dans certains cas et dans les limites définies par les traités, ne saurait, — nous le disions il y a quinze jours à propos du discours de M. Poincaré à Strasbourg, — devenir un prétexte pour susciter, dans tous les États, une agitation permanente, des troubles, un état d'insécurité et d'inquiétude qui résulterait de l'attente constamment entretenue de la revision des traités et du remaniement des frontières. « Un État qui se respecte ne tolère pas de pareilles interventions étrangères. »

Tel est l avis, fondé et motivé, de M. Mussolini. Il a dit, dans le même discours, que « l'Italie compte plus de 50 millions d'habitants, dont 42 millions environ vivent dans la péninsule ». Il est bon de retenir que, en vertu même de sa thèse, il peut demander des faveurs pour les 8 millions d'Italiens répandus par le globe, mais non revendiquer des droits. C'est avec raison que le Duce se dresse, au nom de l'État italien, contre les journaux et les réunions qui, en Autriche, réclament la revision des frontières de 1919. Un journal démocrate de Berlin, la *Gazette de Voss*, a été interdit sur tout le territoire de la péninsule en raison de son attitude antiitalienne et antifasciste. M. Mussolini ne tolère pas, chez lui, la propagande des socialistes ou démocrates antifascistes qu'il appelle, d'un mot auquel on était accoutumé d'attribuer un autre sens, les contre-révolutionnaires. C'est, dit M. Mussolini, le dernier avertissement qu'il adresse aux fauteurs de troubles et de protestations. S'ils ne se le tiennent pas pour dit, il supprimera, dans le Haut-Adige, toutes les publications en langue allemande et il remplacera les fonctionnaires de même langue. Un journal de Vienne en conclut qu'il emploie « les arguments de force et non la force des arguments ». C'est possible. Mais il est évident que, sur certaines questions de sécurité et d'indépendance nationale, il n'y a pas place, à certains moments, pour une discussion juridique qui ne convaincrait personne.

Le langage pittoresque et clair de M. Mussolini se laisse quelquefois emporter à des exagérations qu'il ne faut pas prendre au pied de la lettre. C'est ainsi qu'il a esquissé une théorie singulièrement dan-

gereuse. Nous n'avons pas à discuter si, au moment où la frontière du Brenner a été concédée à l'Italie, des engagements ont été pris par les gouvernants d'alors au sujet de la minorité de langue allemande du Trentin ; mais, s'il y a eu des engagements, même oraux, pourvu qu'ils soient authentiques, ils doivent être tenus. « Le gouvernement fasciste, bien qu'ayant montré qu'il respectait et mettait scrupuleusement à exécution le traité, ne se tient nullement pour engagé par des assurances verbales plus ou moins vagues d'hommes qui représentaient des systèmes politiques et des gouvernements qui ont été submergés par la révolution fasciste. » Nous n'avons pas sous les yeux le texte italien des paroles du Duce ; mais si celui-ci représente bien la pensée de M. Mussolini, on ne peut que le regretter. Les nations et les États sont des personnes morales indépendantes de la forme transitoire des gouvernement qui parlent en leur nom. La réprobation des États civilisés s'est élevée contre la Russie soviétique qui a renié les engagements des tsars ; la révolution fasciste n'a pas, à cet égard, plus de droits que la révolution bolchéviste ; n'a-t-elle pas d'ailleurs maintenu la monarchie qui représente la continuité et la tradition ? Qui veut éviter toute ingérence des voisins dans ses affaires intérieures, doit d'abord offrir aux regards des étrangers la pérennité de l'État au-dessus des changements de partis et du flux et reflux des révolutions. Louis XVIII a donné à cet égard un mémorable exemple.

On regrettera aussi que M. Mussolini traite avec quelque mépris la Société des nations. C'est précisément parce que les problèmes de minorités sont délicats et ne doivent pas servir de prétexte à une ingérence abusive d'un État dans les affaires intérieures d'un autre, qu'il est nécessaire de recourir à un organisme qui soit indépendant des gouvernements tout en représentant l'ensemble des nations civilisées. Seul un organe supranational peut, sans blesser des susceptibilités légitimes et sans attenter à la souveraineté des États, procéder, dans certaines conditions bien déterminées, à des enquêtes ou à des interventions d'une nature si délicate.

Ces réserves faites, il ne nous déplait pas que M. Mussolini éprouve quelques déboires dans ses relations avec le germanisme. Il déclare : « Nous voulons être amis du monde germanique, dont nous reconnaissons les qualités, mais à condition que la question de la sécurité de 42 millions d'Italiens ne soit jamais posée, même vaguement. » Il y a peu de temps, le 19 février, un grand journal fasciste, le *Corriere della Sera*, était plus explicite ; dans un article qui a fait

quelque bruit et qui, comme tous les articles de journaux italiens, était autorisé sinon inspiré, il offrait franchement à l'Allemagne un marché qui pourrait se résumer ainsi : que l'Allemagne renonce à jamais à s'occuper du Tyrol et en laisse pour toujours à l'Italie la tranquille possession, et l'Italie se désistera de son opposition à l'absorption de l'Autriche dans le Reich ; les affinités électives qui n'ont jamais cessé d'exister entre les deux peuples pourront alors se traduire par une nouvelle alliance. Ainsi, sur le cadavre de l'Empire des Habsbourg, se reconstituerait la combinaison triplicienne imaginée par Crispi, que le fascisme révère comme un précurseur.

La presse allemande a fait à l'article du *Corriere della Sera* un accueil assez froid ; elle observe, à propos du discours de M. Mussolini aussi bien que dans l'affaire des mitrailleuses, une prudente réserve ; la *Germania* a rappelé que, déjà en 1923, le Reich avait reçu de l'Italie l'offre de lui fournir des armes en dépit du traité de Versailles. Lorsque M. Mussolini invoque le respect des traités et la sécurité de l'Italie, nous sommes avec lui ; mais quand il se propose de réarmer l'Allemagne ou quand il livre des mitrailleuses à la Hongrie, nous ne comprenons plus. L'Italie n'accepterait-elle des traités que ce qui lui est avantageux en se réservant de détruire tout le reste ? M. Coppola, qui est l'un des prophètes de ce nationalisme italien dont l'influence domine aujourd'hui le fascisme, vient d'écrire, dans la *Tribuna*, un article très brillant où il part en guerre contre certaines « idées fausses », celles-là même que l'on respire dans l'atmosphère de Genève et de la Société des nations. Il ne veut pas que l'Italie participe à un pacte de sécurité tendant à rendre impossible une guerre d'agression ; il est opposé à tout ce qui aurait pour effet de stabiliser les traités. Il n'admet pas que les nations riches en territoires conservent toujours cette richesse, tandis que les nations pauvres resteraient toujours pauvres. L'Italie a besoin que les choses se passent comme elles se sont toujours passées dans l'histoire, « chaque nation tendant spontanément au plein développement, à la pleine affirmation d'elle-même, de son génie propre, et s'élevant ainsi de la servitude à la liberté et de la liberté à l'Empire. Rien de plus immoral qu'un équilibre stable où chacun conserve ce qu'il avait, bien que ses forces aient faibli. L'équilibre souhaitable est un équilibre dynamique où la hiérarchie des peuples correspond à la hiérarchie en perpétuelle évolution de leurs énergies. Vouloir supprimer cette forme de la lutte entre les nations qu'est la guerre, c'est vouloir supprimer le stimulant essentiel, en l'absence duquel il n'y

a plus que mollesse, torpeur, décadence. L'assurance d'une paix perpétuelle affaiblit et corrompt l'intelligence des peuples. »

Nous avons gardé le souvenir de l'époque de 1911, où M. Coppola et quelques-uns de ses pareils incitèrent l'Italie à attaquer, sans l'ombre d'un prétexte, la Turquie et à s'emparer de la Tripolitaine; de là sortit la série de guerres qui ne s'est terminée qu'en 1918. Le livre célèbre du général von Bernhardi est rempli d'aphorismes aussi péremptoires. Les efforts, trop souvent impuissants, des peuples européens pour organiser la paix et prévenir le retour de pareils massacres, choquent M. Coppola et gênent la candidature de l'Italie à l'Empire qu'il pose sans ambages. En vérité, il prend mal son temps. L'Europe est une convalescente autour de laquelle il sied de faire moins de bruit. Nous ne rendons pas M. Mussolini, encore moins le peuple italien, responsable des outrances verbales de M. Coppola; mais comment ne pas comprendre qu'elles constituent une provocation à l'esprit pacifique des peuples, un danger pour l'Europe et, en premier lieu, pour l'Italie?

C'est parmi ces discussions et ces polémiques, dont la portée n'échappe à personne, que les ministres des Affaires étrangères d'Angleterre, d'Allemagne, de France, de Pologne et bien d'autres, se sont rendus à Genève où s'est ouverte, le 5 mars, la session trimestrielle du Conseil de la Société des nations. Plusieurs questions sont à l'ordre du jour, mais une seule, celle des mitrailleuses, préoccupe sérieusement les esprits. Les trois ministres des Affaires étrangères de la Petite Entente, MM. Benès, Marinkovitch et Titulesco, ont d'abord délibéré ensemble : directement menacés par les armements de la Hongrie, ils ont pris, on le sait, l'initiative de s'adresser au Conseil de la Société des nations pour obtenir une enquête; mais là se borne leur rôle en tant que Petite Entente : ils estiment, non sans raisons, qu'après la réponse cavalière du comte Bethlen au télégramme du Président en exercice, M. Tcheng-lo, la question est devenue internationale. C'est la Hongrie qui, en achetant des mitrailleuses, a contrevenu au traité de Trianon, et c'est à la Société des nations que le pacte et les traités confèrent le droit d'investigation. L'Italie n'est pas en cause, car aucun traité n'interdit à ses nationaux de vendre des armes. Il y a là une question de principe qui intéresse l'avenir même de la Société des nations. Le droit d'investigation reconnu au Conseil et à ses mandataires est indispensable à l'établissement, en Europe, d'un état de sécurité qui permette la reprise de relations normales entre tous les États

et l'essor économique qui réparera les pertes matérielles de la guerre.

C'est ce que ne comprennent pas les journaux nationalistes allemands qui sont d'accord pour accuser la France et ceux qu'ils appellent « ses vassaux de l'Est », de troubler l'Europe pour quelques tonnes de ferrailles, et de saisir le prétexte des mitrailleuses pour forger une arme destinée à servir contre l'Allemagne. On regrette de voir les journaux du Centre partager, dans cette affaire, les illusions d'optique des feuilles nationalistes ; ils concèdent seulement que le comte Bethlen n'a pas agi très adroitement et qu'il a commis une infraction aux dispositions du traité de paix. Pour trouver une note raisonnable, il faut la chercher dans les journaux démocrates et surtout dans le *Vorwaerts*, organe de la social-démocratie ; il écrit, le 25 février : « La Hongrie a été prise en flagrant délit de contrebande d'armes, c'est-à-dire qu'elle a fait quelque chose qui, dans les autres pays, est légal et qui ne lui est interdit que parce que contraire aux traités. Ainsi prise en faute, elle a cherché à se tirer d'affaire de façon maladroite, et elle a été jusqu'à vouloir narguer la Société des nations. » Puis, après avoir rappelé les faits et l'opposition de la presse nationaliste allemande, il conclut : « Ces sentiments et ces inquiétudes sont compréhensibles. Toutefois, il est impossible pour l'Allemagne de se solidariser avec la Hongrie... L'Allemagne a été assez raisonnable pour repousser une offre italienne de livraison d'armes. La Hongrie, au contraire, a commis la folie d'accepter cette offre louche. L'Allemagne n'a aucune raison de tirer les marrons du feu pour la Hongrie. » Dans l'affaire des mitrailleuses, l'attitude que prendront les divers États donnera la mesure pratique du fond que l'on peut faire sur chacun d'eux pour l'organisation de la paix par la sécurité.

Le comte Bethlen, il faut l'avouer, ne rend pas facile la tâche de ceux qui prennent sa défense ; il décourage même ceux qui pensent que l'intérêt de tous, dans l'Europe centrale morcelée d'aujourd'hui, est dans le rétablissement de relations de paix et de travail par des accords économiques. Nous avons été, avant la guerre, parmi les vrais amis de la Hongrie qui n'ont cessé de l'avertir que la pente sur laquelle elle glissait, entraînant avec elle ses alliés et toute l'Europe, était dangereuse et menait à la catastrophe. La situation est la même aujourd'hui : après l'affaire des faux billets de banque, voici le trafic clandestin des armes, et les provocations oratoires. Parlant, le 5 mars, à Debreczen, le comte Bethlen rejette les avances de M. Benès pour un Locarno de l'Europe danubienne ; il s'imagine aboutir à ses

fins par « des discussions séparées » avec chacun des États de la Petite Entente. Il attaque les traités qui, dit-il, n'assurent pas la paix et qui stabilisent « des frontières injustes ». Lui qui vient d'être pris en flagrant délit de violation des traités et d'armements clandestins, il prêche sérieusement le désarmement général et accuse ceux qui « ont enflé des incidents comme celui de Saint-Gotthard de ne pas favoriser le développement d'une atmosphère pacifique ». Comment le comte Bethlen ne réussirait-il pas à resserrer contre lui la cohésion de ceux qu'il regarde comme ses adversaires ? Il n'y a, en Europe, ni équivoque possible, ni combinaisons mixtes praticables : d'un côté sont les États qui veulent la prospérité et la paix par la sécurité des frontières et l'exécution des traités dans un esprit « humain » de bonne entente et de conciliation, avec, en cas de difficulté, l'arbitrage ; de l'autre ceux qui parlent et agissent comme s'ils avaient hâte de rejeter l'Europe dans les aventures tragiques, la misère, les crises monétaires, avec l'échéance inévitable des révolutions sociales. A chacun de choisir : il n'y a pas de tiers parti.

L'accord franco-espagnol pour Tanger a précisément cet avantage qu'il ne remet pas en question les traités antérieurs ; il se contente de les aménager. Après quinze mois de négociations où la France et l'Espagne ont fait preuve d'un égal esprit de conciliation et où la France, qui avait le rôle de défendeur et ne demandait rien pour elle, a constamment manifesté son désir de donner satisfaction à l'Espagne, un accord a été signé le 3 mars. Le statut de 1923 subsiste dans son ensemble : il est amendé sur certains points ; le gouvernement espagnol se plaignait que la zone internationale servît de repaire et de dépôt d'armes aux tribus insoumises ; il obtient que le commandant de la gendarmerie soit un Espagnol assisté d'un Français ; un unique *tabor* de police aura la surveillance de Tanger et de la zone internationale ; l'Espagne aura un inspecteur général de police appelé à collaborer avec l'administrateur français et ses adjoints espagnol et anglais. Il reste, avant que l'accord puisse être publié dans ses détails et entrer en vigueur, à obtenir l'approbation de l'Angleterre, qui a été tenue au courant des négociations, et à emporter, pour les amendements nouveaux, l'adhésion de l'Italie au statut de 1923. Une conférence des quatre puissances va se réunir prochainement à Paris à cet effet. Le gouvernement et la presse espagnole se montrent satisfaits. La France l'est donc aussi, puisque, dans cette affaire, elle a souhaité surtout resserrer les liens d'amitié entre les deux pays et leur intime collaboration au Maroc.

Le 4 mars, des élections générales pour la diète et le 11 mars pour le Sénat ont eu lieu en Pologne. Le coup de force du 12 mai 1926, qui a fait du maréchal Pilsudski le chef effectif du gouvernement, présente cette particularité qu'il n'a eu pour conséquence aucune modification du régime électoral. La loi du 28 juillet 1922 reste en vigueur et le nouveau parlement a été élu comme les précédents, au suffrage universel pour les deux sexes, direct et secret, avec représentation proportionnelle intégrale. Le maréchal Pilsudski a fait confiance au peuple polonais; il s'est proposé, depuis qu'il exerce le pouvoir en qualité de Président du Conseil, de montrer par des faits que « ce mal maudit, la confiscation de l'État au profit des partis », serait mortel pour un pays en plein travail de reconstruction. Il estime que les lenteurs parlementaires sont incompatibles avec le grand nombre de lois urgentes dont la Pologne a besoin dans tous les domaines. Il a demandé aux électeurs d'approuver cette méthode de travail. Sous son patronage, des hommes originaires de différents partis et de différentes régions ont constitué un « bloc de collaboration avec le gouvernement ». Le programme est très simple : union nationale, renforcement des pouvoirs du Président de la République, car « la Pologne a besoin d'un pouvoir fort » ; organisation du travail et de la prospérité économique.

Le coup d'État du maréchal Pilsudski a eu pour résultat et sa politique a eu pour objet de disloquer les anciens partis, les uns adhérant au programme du gouvernement, les autres constituant des groupes d'opposition. Le programme du « Comité catholique national » ne s'éloigne pas beaucoup de celui des « pilsudskistes », mais ses membres sont les adversaires du maréchal ; « l'ancienne Pologne a péri, disent-ils, non seulement parce qu'elle manquait d'un pouvoir fort, mais aussi parce que la loi y a été souvent bafouée par la volonté d'un homme ». La plupart des membres du « bloc catholique polonais », composé de l'ancien parti Piast et des chrétiens-sociaux, tout en se prononçant pour un régime « républicain, démocratique et représentatif », ne combattent pas systématiquement le gouvernement Pilsudski et se réservent même de l'appuyer chaque fois que ses actes lui sembleront dignes d'approbation. Le « parti socialiste polonais », d'accord sur un programme social, ne l'est pas sur la manière de le réaliser ; les uns font volontiers confiance au maréchal, leur ancien allié, les autres lui sont hostiles. Si l'on ajoute à ces quatre groupes un « bloc des minorités nationales » qui englobe une grande partie des non-polonais (allemands,

juifs, ukrainiens, blancs-russes, etc.), on a désigné les partis principaux, mais il s'en faut qu'on ait énuméré les 34 listes nationales qui sollicitent les suffrages ; il y a 7 listes juives, 7 listes ukrainiennes, etc.

Sans entrer dans le détail et les chiffres, essayons de caractériser les résultats. Le président du Conseil n'avait, dans l'ancien *Sejm*, que des majorités de coalition obtenues par son ascendant personnel. Le groupement nouveau qu'il a formé, en dehors des partis, obtient du premier coup 135 sièges (sur 444). Le maréchal Pilsudski a donc désormais derrière lui un bloc compact et solide qui formera l'axe de sa majorité. Le parti national-démocrate qui était, dans la précédente diète, le plus fort et qui faisait au gouvernement Pilsudski la plus vive opposition, est battu : il n'obtient que 37 sièges au lieu de 120. La centaine de voix qui manquent au groupement d'union nationale pour avoir à lui tout seul la majorité, le maréchal les trouvera, selon les cas, soit parmi les socialistes, 63 sièges et le « parti paysan » de gauche 23 sièges, soit, s'il s'agit de lois conservatrices, avec l'appoint des chrétiens-sociaux et des populistes du parti Piast, 34 sièges, et de plusieurs petits groupes. Même dans certaines formations d'opposition et parmi les représentants des minorités nationales, le maréchal a une clientèle personnelle. Les communistes, qui étaient 17, ne reviennent que 5 : l'exemple de Moscou est trop proche! En Silésie, les listes allemandes perdent 20 pour 100 sur les voix obtenues aux élections communales de 1927; les Polonais enlèvent 11 sièges, les Allemands 6. Dans la Poméranie polonaise, souvent appelée à tort le « couloir de Dantzig », les Allemands n'emportent qu'un seul mandat contre 14 aux Polonais.

En somme, le suffrage universel ratifie l'œuvre du gouvernement Pilsudski; malgré ses origines extra légales, il représente l'aspiration générale du pays à un pouvoir fort dont la préoccupation dominante soit de donner du travail à tous les bras et du pain à tous les foyers par une politique de développement économique et de paix sociale. Les élections apportent au gouvernement, pour continuer son œuvre, le caractère de légalité qui lui manquait. Le travail de consolidation et d'unification se poursuit donc, en Pologne, dans des conditions satisfaisantes : tous les amis de la Pologne s'en réjouissent.

L'évolution politique qui s'accomplit en Pologne et qui a pour résultat un renforcement de l'autorité et une simplification des rouages gouvernementaux et législatifs répond à un besoin qui n'est pas particulier à ce pays. Les crises financières et économiques

consécutives à la guerre, à l'émigration de l'or, aux pertes en capital humain, nécessitent partout des mesures législatives rapides et radicales qui s'accommodent mal de la procédure parlementaire. La vieille notion libérale de l'État se transforme. M. Mussolini apporte une définition nouvelle de la souveraineté : « Ce n'est pas, dit-il, le peuple italien qui est souverain, c'est l'État. » Le maréchal Pilsudski se propose de mettre fin « à la confiscation de l'État au profit des partis ». En Espagne, où il n'y a jamais eu que des simulacres d'élections, le général Primo de Rivera cherche à faire revivre les traditions locales pour en faire sortir un gouvernement national et fort.

Ainsi chaque pays, selon son tempérament, résout à sa manière un problème qui est général. L'Allemagne, qui a gardé le sentiment traditionnel de la discipline, recourt à des coalitions parlementaires. La Belgique a stabilisé sa monnaie sous un régime de large union nationale. La crise financière, en France, a imposé à la Chambre du cartel le gouvernement d'union nationale de M. Poincaré. La campagne de M. Franklin-Bouillon n'aura peut-être pas beaucoup d'influence sur les votes, mais elle pénètre dans l'esprit des masses et provoque la revision de vieilles notions périmées. La nécessité de l'union nationale pour le salut du pays fait craquer les cadres et disloque les partis. Mais, en dehors des groupes extrêmes qui rejettent soit le régime politique, soit le régime social, existe-t-il, en France, des partis organisés? A quelle vérité profonde, à quel besoin réel peut correspondre le gouvernement par les partis? Ne serait-ce pas là un système qui ne vaut, pour toute sorte de raisons historiques, que pour l'Angleterre? M. Herriot voit, pour les prochaines élections, « une lutte dramatique entre le bulletin de vote et le billet de banque ». Une telle affirmation dénote le singulier désarroi des intelligences radicales. Dans l'état actuel de la France, le premier besoin, le besoin vital, est de produire, de créer des richesses, afin de maintenir l'équilibre du budget et les salaires. Les socialistes allemands, pour leur pays, ne méconnaissent pas cette vérité; les Américains non plus. Tous les peuples, chacun selon ses moyens, cherchent à réaliser une définition nouvelle de la fonction essentielle de l'État : promouvoir, protéger, favoriser la production. Ne serait-ce pas aussi le secret de la paix sociale et de la paix internationale?

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

LES PRÉCIEUSES DE GENÈVE

Les *Précieuses de Genève* sont la dernière pièce à laquelle travailla Robert de Flers. L'idée l'enchantait et j'entends encore, à travers ma douleur, le rire si jeune dont il accompagnait certaines répliques.

Nous nous proposions d'écrire la pièce dans le ton un peu satirique des *Nouveaux Messieurs*. Quoi qu'on en ait dit, elle ne devait, à aucun moment, devenir une satire de la Société des nations, mais bien de certains de ses satellites.

Sans doute, Robert de Flers n'avait-il pas une foi absolue dans l'efficacité immédiate de l'illustre Congrès, mais il en respectait l'idée généreuse. Si, par trois fois, dans trois étincelantes chroniques, il lui arriva de se divertir aux dépens de Genève, ce fut à la manière dont, naguère, il avait blagué l'habit vert, cette manière élégante qui ne l'empêcha point de le porter.

Au reste, dans la dernière scène des *Nouveaux Messieurs*, — car je partageais sur Genève sa façon de sentir et de voir, — nous avions déjà décoché à la Grande Assemblée quelques traits plus malicieux que féroces, et qui mettaient le public en joie.

Est-ce cela qui nous encouragea à écrire la pièce ? Qui de nous en parla à l'autre le premier ? Il est possible que ce fût moi, mais assurément, sans Robert de Flers et ses trois chroniques du *Figaro*, je n'y eusse jamais pensé. Je crois qu'il en fut question pour la première fois au moment où nous travaillions au *Docteur Miracle*. L'un des plus grands plaisirs d'une collaboration, c'est, pendant qu'on écrit une pièce, de penser à une autre : c'est l'entr'acte !

Notre comédie comportait trois actes, et le « deux » avait

pour cadre le hall de l'hôtel des Bergues, à Genève. Nous-mêmes, afin de nous imprégner de « l'atmosphère sacrée », nous nous proposions de nous rendre là-bas pendant la semaine du Congrès, plus courue que celle de Deauville, et qu'on y appelle aussi la Grande Semaine.

L'intrigue était une vieille histoire toujours à la page : c'était une histoire d'amour. Il s'y greffait l'aventure d'un jeune ménage dont le snobisme compromet le bonheur. Notre héros, Marcel de La Vieuville, directeur des affaires d'Europe, était M. Victor Boucher, pour qui nous écrivions la pièce. Yvonne Grandier devait emprunter à M^lle^ Gaby Morlay son talent et sa grâce, et la baronne Grégoire, la Muse du lac Léman, devait apparaître sous les irrésistibles espèces de M^me^ Cheirel.

Le troisième acte, surtout, nous amusait à écrire. Partant en pleine fantaisie, il se déroulait au ministère des Affaires étrangères, et je crains qu'il ne fût un peu irrévérencieux pour les diplomates.

Dans son cabinet de travail, Victor Boucher ou, plutôt, Marcel de La Vieuville, devant un tableau noir, remaniait, la craie à la main, la carte de l'Europe ; et Yvonne Grandier, devenue, sans qu'il le sût, l'Égérie d'un délégué sarmate, ne cessait d'intervenir pour qu'il protégeât la Sarmatie. Ce pays, délimité par les disciples de Wilson, manquait en effet de tout ce que réclame un pays : il ne possédait aucun débouché sur la mer, passait, sans s'y baigner, entre trois fleuves, côtoyait, sans y pénétrer, les plus belles des forêts, et respirait, sans pouvoir y atteindre, le parfum excitant de deux puits de pétrole !

Yvonne, au début de l'acte, considérait avec désenchantement le pays déshérité de son flirt sarmate ; mais peu à peu, grâce au tendre pouvoir qu'elle exerçait sur le directeur des affaires d'Europe, la Sarmatie s'arrondissait. Et comme, en sortant, Yvonne consentait à embrasser Marcel, celui-ci, plein de ferveur, s'emparant de l'éponge et de la craie, octroyait au peuple sarmate deux fleuves et une province en s'écriant : « Elle a bien mérité une petite surprise ! »

Au milieu de l'acte, la Sarmatie était devenue à ce point formidable qu'elle menaçait de compromettre l'équilibre européen !

Mais, plus heureusement pour la paix du monde que pour le repos de son cœur, Marcel apprenait qu'Yvonne, partie pour

goûter chez sa tante, prenait effectivement un thé moins familial avec le Sarmate. Aussitôt, indigné, il se précipitait au tableau noir et l'éphémère empire, nettoyé par l'éponge, reprenait sa forme étranglée !

D'ailleurs, tout finissait le mieux du monde. Yvonne, que son thé sarmate avait déçue, revenait à son mari ; Marcel, grâce à la baronne, épousait la fille du président du Conseil, et la baronne, enfin assagie, cessait de se donner aux hommes pour se donner aux peuples, ce qui était sa manière à elle de revenir au baron.

*
* *

Nous écrivîmes le premier acte à Rambouillet, au début d'un printemps froid qui dorait, sans le réchauffer, le petit jardin de l'hôtel. Quand Robert de Flers quittait Paris pour travailler, il appelait cela prendre des vacances. Plus de téléphone, plus de commissions ni de banquets à présider, plus de discours ou de conférences à faire, plus de démarches officielles pour obliger ses amis, plus de feuilleton, plus de chroniques, plus de visites à recevoir au *Figaro*, rien que trois actes à écrire : quel repos !

Mme de Flers l'accompagnait, et tous deux avaient emménagé dans un pavillon d'où l'on avait, pour les loger, expulsé la fanfare municipale, qui y répétait ses aubades. La chambre de Flers donnait sur la place de la mairie, où, deux fois par semaine, dès cinq heures du matin, se tenait le marché. La mairie faisait face au pavillon et, les matins où la place était privée de sa foire, la fanfare municipale répétait. Je ne croyais pas que la place d'une sous-préfecture pût faire, d'aussi bonne heure, autant de bruit ! Mais quand Robert de Flers se mettait à dormir, aucune puissance au monde ne l'empêchait de continuer !

Nous travaillions dans une grande pièce... Je revois avec une précision douloureuse une longue table, un feu de bois, une fenêtre qui s'ouvrait sur le jardin, un lit qu'on avait laissé là, et un grand fauteuil, où se tenait Mme de Flers qui, lorsqu'elle ne découpait pas silencieusement un livre, brodait avec le sourire attendri d'une prochaine grand mère une robe pour l'enfant attendu de leur fils François.

Nous ne travaillions guère le matin, nous bornant à revoir nos scènes de la veille. Flers avait horreur de se lever tôt. Aussi, le fait qu'il n'apparaissait souvent qu'au déjeuner d'une heure, ou parfois même à la fin de notre repas, ne nous inquiétait

nullement. C'était dans ses habitudes, et nous veillions fort avant dans la nuit. Il se plaignait un peu de la goutte, mais nous ne nous en préoccupions pas, il nous y avait accoutumés.

Au reste, si le matin, parfois, il était un peu las ou un peu pâle, plus la journée s'avançait, plus l'énergie et les couleurs semblaient lui revenir ; et à minuit il était, si j'ose dire, déchaîné.

Heures laborieuses et légères ! Et quel enchantement de travailler avec lui ! Au cours d'une collaboration de dix années, je ne lui ai jamais vu trahir un moment d'agacement ou d'impatience, bien qu'au fond il fût aussi nerveux que moi. Quand une scène ne marchait pas ou qu'un acte m'inquiétait, je n'avais qu'à le regarder pour que la pièce fût mieux portante. L'angoisse si fortement mêlée à la formation d'une œuvre, comme il s'entendait à l'alléger d'un souvenir ou d'une anecdote ! Et comme l'idée d'amuser les autres l'amusait ! Il rendait toutes les difficultés attrayantes et, le travail le plus fastidieux, il l'eût rendu divertissant. C'était un don : comme d'autres font de la neurasthénie, il faisait de la bonne humeur !

Nous quittâmes Rambouillet dans les premiers jours de mai, ayant achevé le premier acte. Le petit jardin, qui nous avait accueillis avec ses arbres au fusain contre un ciel froid, brillait maintenant de toutes ses feuilles nouvelles sous un soleil printanier. Flers se sentait bien ; nous avions fait, les derniers jours, de longues randonnées en auto dans la grande forêt renaissante. L'idée de voir son petit-fils, le fils de son François dont, à juste titre, il était si fier, le rajeunissait. Son esprit était plein d'avenir, comme un cœur de débutant.

Nous travaillâmes un peu à la pièce à Paris. Puis, Flers partit pour Vittel, l'air plus surmené que souffrant. Puis, là-bas, au bout de dix jours, il tomba malade. Et puis...

Cette comédie, dont le scénario est entièrement fixé, dont plusieurs scènes du « deux » sont écrites, on m'a souvent demandé pourquoi je ne voulais pas la finir. C'est parce qu'il y a des souvenirs qui ne sont complets qu'inachevés. Notre manuscrit en suspens, où ses ratures croisent les miennes, je veux le laisser dans cet état interrompu, encore voisin de la vie, comme pieusement, chez lui, on a laissé à leur place familière son fauteuil, ses livres, son encrier et ses plumes, qui semblent guetter son retour.

FRANCIS DE CROISSET.

LES PRÉCIEUSES DE GENÈVE

COMÉDIE EN TROIS ACTES [1]

PERSONNAGES

LE BARON GRÉGOIRE, 55 ans.
JACQUES GRANDIER, industriel, 28 ans.
MARCEL DE LA VIEUVILLE, diplomate, 38 ans.
VAN PETERSBOM, représentant du Luxembourg, 55 ans.
SIR YVOR ROSETRY, attaché britannique, 22 ans.
UN PHOTOGRAPHE.
HECTOR, MAITRE D'HOTEL.
LA BARONNE GRÉGOIRE, 44 ans.
YVONNE GRANDIER, 22 ans.
MARQUISE ISEHI O'LINO.
UN VALET DE PIED.
INVITÉS ET INVITÉES.

(1) Les Précieuses de Genève, *ainsi qu'il avait été annoncé, sont signées : Francis de Croisset et Robert de Flers. Mais M. de Croisset, pour des raisons que les lecteurs comprendront, a tenu à laisser ici la première place à son collaborateur disparu.*

ACTE PREMIER

SCÈNE I

LE BARON GRÉGOIRE, puis HECTOR

A Paris, chez le baron et la baronne Grégoire. La scène représente un grand salon sur lequel donnent trois portes. Commencement de juillet, trois heures de l'après-midi.

Au lever du rideau, le baron est dans un fauteuil et lit le journal. On entend à droite un bruit de discussion assez vive. Le baron sonne. Entre Hector.

LE BARON.

Qui est dans le petit salon? Qui est-ce qui fait tout ce bruit-là?

HECTOR.

Ce sont les dames du Comité international de l'œuvre de Mme la baronne, M. le baron. Il y a des dames de tous les pays.

LE BARON.

Mais je croyais que le Comité se réunissait dans le boudoir.

HECTOR.

Dans le boudoir, c'est le sous-comité international.

LE BARON.

Et là, dans la salle à manger?

HECTOR.

Les dactylos de Mme la baronne. On tape les dernières circulaires.

LE BARON.

En tout cas, il n'y a pas de Comité qui se réunisse ici?

HECTOR.

C'est-à-dire que Mme la baronne recevra ici tout à l'heure ses visites particulières.

LE BARON, après un soupir d'énervement.

Oui. Enfin, il reste la bibliothèque?

HECTOR.

Un quart d'heure encore, jusqu'à que ces dames reprennent leur vestiaire.

LE BARON.

Ah! le?... Bon, bon! Enfin, j'ai toujours la ressource d'aller dans ma chambre.

HECTOR.

Oui, monsieur le baron, mais pas dans le cabinet de toilette, parce qu'il est occupé par l'honorable M. Yvor.

LE BARON.

Quoi ?

HECTOR.

Oui. Comme M. Yvor revient du golf, et qu'il est secrétaire du Comité de bienfaisance, Mme la baronne lui a permis de se changer ici et de prendre son bain dans la baignoire de M. le le baron.

LE BARON.

C'est gai !

HECTOR.

Alors, je crois que c'est encore dans cette pièce que monsieur le baron sera le mieux. (Il sort.)

LE BARON, seul.

Dire qu'il y a des célibataires et qui habitent à l'hôtel !

SCÈNE II

LE BARON, LA BARONNE, LE PHOTOGRAPHE

LE PHOTOGRAPHE, entrant.

Oh! il n'y a pas de comparaison, madame la baronne. La lumière est meilleure ici.

LA BARONNE.

Faisons vite. (Elle entre avec le photographe.)

LE PHOTOGRAPHE.

Mes respects, monsieur le baron. Nous disons trois poses, madame la baronne : la première avec le livre de Mme la

baronne, *le Relèvement du trottoir*, la seconde avec le petit chien et la troisième avec M. le baron.

LA BARONNE.

Le baron est inutile. Il y a vingt ans que nous sommes mariés!

LE PHOTOGRAPHE.

La tête un peu plus à droite.

LA BARONNE.

C'est pour le *Daily Mail*, n'est-ce pas? Quel titre allez-vous mettre ?

LE PHOTOGRAPHE.

Nous mettrons : *Madame la future déléguée générale à Genève.*

LA BARONNE.

Mais non, miséricorde ! Rien n'est fait, et ça ne se fera peut-être pas.

LE PHOTOGRAPHE.

Alors, simplement : M^me^ la baronne Grégoire ?

LA BARONNE.

Oui ; ajoutez un petit mot.

LE PHOTOGRAPHE.

Nous mettrons : *la Providence des dévoyés.* Le chien, maintenant. (Il pose la baronne.)

LA BARONNE, au baron.

Est-ce que vous comptez rester longtemps dans ce petit salon ?

LE BARON.

Ah! c'est curieux, ma chère amie, cette manie que vous avez de me traquer de pièce en pièce ! Vous avez besoin de...

LA BARONNE.

Non, du tout. Je vous demande.

LE PHOTOGRAPHE.

Voilà, M^me^ la baronne. Pour le profil perdu, je préférerais la fenêtre du grand salon.

LA BARONNE.

Allons-y! (Tendant son chien au baron.) Tenez! voulez-vous me garder Bobby pendant cinq minutes ?

LE BARON.

Quel métier! (Sortent la baronne et le photographe.)

SCÈNE III

LE BARON, puis le VALET DE PIED, puis VAN PETERSBOM

UN VALET DE PIED, entrant.

Il y a là un monsieur qui se rend à Genève et qui...

LE BARON.

Oh! ça regarde Mme la baronne.

LE VALET DE PIED.

Non, c'est pour M. le baron. C'est un ministre étranger.

LE BARON.

Comment s'appelle-t-il?

LE VALET DE PIED.

Oh! ça, monsieur le baron, c'est matériellement impossible!

LE BARON.

Faites entrer! (Sort le valet de pied. A Van Petersbom qui entre.) Monsieur...

VAN PETERSBOM.

Monsieur! Veux-tu bien m'appeler Félix!

LE BARON.

Bonjour, Félix.

VAN PETERSBOM.

Félix qui ?

LE BARON, geste d'ignorance.

Ça!...

VAN PETERSBOM.

Tu ne me reconnais pas, hein? Je ne t'aurais pas reconnu

non plus! Van Petersbom Tot' Vermeilen Sloogenaere. On a été à l'Athénée de Luxembourg ensemble, quand ton père était ministre de France là-bas.

LE BARON.

Parfaitement! Où avais-je la tête? Seulement, n'est-ce pas, il y a si longtemps, et tu ne m'as jamais donné signe de vie.

VAN PETERSBOM.

Je suis discret et j'ai mes occupations. Mais je vais te montrer quelque chose. Tiens! (Il tend au baron une photographie). C'est toi et moi quand on avait douze ans, on s'était fait photographier ensemble. Dire qu'on s'est connu quand on avait des cheveux plein sur le front et des ventres comme des assiettes creuses... Et maintenant, hein, je te regarde : quelle déchéance!

LE BARON.

Tu es bien aimable. Assieds-toi donc. Et tu es pour quelque temps à Paris?

VAN PETERSBOM.

Non. Je pars demain pour Genève, où je vais représenter mon gouvernement. Je suis ministre du Commerce extérieur du Grand-Duché de Luxembourg. La situation est grosse, mais le pays est petit, ça compense! Alors, je me suis dit : « Passer par Paris sans renouer connaissance avec un vieux camarade, ça se comprend. Mais quand on a besoin de lui, ça est trop bête. » Alors, je suis venu.

LE BARON.

Tu as besoin de moi?

VAN PETERSBOM.

Oui, je voudrais des lettres de recommandation pour Genève. Pas pour le monde politique, je suis accrédité. Mais, — je peux bien confier ça à un vieux camarade, — j'aime le bridge. Les soirées sans bridge, dans la chambre d'hôtel, ça est une maison sans oiseaux.

LE BARON.

Eh bien! c'est très simple.

VAN PETERSBOM.

Toi et ta femme, vous devez connaître tout le monde. Vous allez à Genève depuis quatre ans. Ta femme y est célèbre : on l'appelle la Muse internationale du lac Léman. Elle a un mandat officiel.

LE BARON.

Officiel, pas encore.

VAN PETERSBOM.

Ça viendra. Elle s'occupe de politique?

LE BARON.

Un peu. Mais c'est surtout, là comme dans notre appartement, de questions d'assistance, de prophylaxie morale, de relèvement social. Car tu sais qu'à Genève on ne fait pas que reconstruire le monde; cela, c'est l'affaire de l'Assemblée. Mais il y a des commissions où, en un mois, on retape les consciences collectives, on reblanchit les âmes internationales et on rebadigeonne les morales universelles. Ma femme donne là-dedans.

VAN PETERSBOM.

Mais, attends un peu... Oui, j'ai vu ça dans *Excelsior*, on parlait de sa carrière. Ta femme a bien été à Saint-Lazare?

LE BARON.

Qu'est-ce que tu dis?

VAN PETERSBOM.

Oui. *Excelsior* relatait un vin d'honneur que lui avaient offert les sœurs de charité et quelques détenues. Et on voyait la baronne, ma foi, encore présentable, avec une coupe de champagne et les palmes académiques. Alors, je peux compter sur toi, mon cher Alfred?

LE BARON.

Mais je crois bien! Quel est ton nom, exactement, pour les lettres?

VAN PETERSBOM.

Tu veux mon nom en entier?

LE BARON.

Tant qu'à faire!

VAN PETERSBOM

D'ailleurs, voici ma carte! « Chevalier Félix Van Petersbom Tot' Vermeilen Sloogenaere. »

LE BARON.

Tu retiens ça!

VAN PETERSBOM.

Je suis Luxembourgeois, mais ma famille est d'Amsterdam. Et moi, j'ai attrapé l'accent de la frontière hollandaise. Il est très difficile à gagner, mais il a cet avantage : c'est qu'une fois que tu l'as gagné, tu le gardes! Mais je m'aperçois que je n'ai même pas parlé de toi. Ah! ça est rigolo de se retrouver deux vieux amis, hein? Sacré Alfred!

LE BARON.

Gérard!

VAN PETERSBOM.

Oui, sacré Gérard! Tu es toujours conseiller d'État?

LE BARON.

Je suis retraité.

VAN PETERSBOM.

Oui, l'âge, n'est-ce pas? La fatigue, l'abus des plaisirs...

LE BARON.

Mais non!

VAN PETERSBOM.

Et la baronne? Tu sais que je l'ai vue hier, au thé du boulevard Haussmann. Un ami me l'a montrée en me disant que c'était ta femme. Elle était avec ton fils.

LE BARON.

Comment?

VAN PETERSBOM.

Joli garçon, genre anglais.

LE BARON.

Je n'ai pas de fils.

VAN PETERSBOM.

Allez donc!

LE BARON.

Non. Ce jeune homme est The honorable Sir Yvor Rosetry, secrétaire du Comité international et attaché à l'ambassade d'Angleterre, car ce doit être lui : très brun, n'est-ce pas?

VAN PETERSBOM.

Non, n'est-ce pas; très blond.

LE BARON.

Oui. Alors, c'est un autre attaché. Nous avons régulièrement la visite de jeunes Anglais. Ma femme leur est très bienveillante. Elle me dit souvent que si tous les ménages français en faisaient autant, cela créerait un lien immuable entre l'Angleterre et nous.

VAN PETERSBOM.

Oui, Mme Van Petersbom tenait le même raisonnement pour un jeune Américain. Et puis, un jour, elle est partie avec!

LE BARON.

Ma femme est restée.

VAN PETERSBOM.

On se demande ce qui vaut le mieux.

LE BARON.

On se le demande, en effet!

VAN PETERSBOM.

Alors, tu n'as pas de fils? Tu n'as pas de famille? Tu es déposé, comme ça, tout seul?

LE BARON.

Ah! si, j'ai une nièce que j'aime beaucoup, Yvonne Grandier. C'est une charmante petite femme, et qui a épousé un brave garçon.

SCÈNE IV

LES MÊMES, YVOR, puis LA BARONNE

YVOR, entrant.

La baronne m'envoie quérir la chien.

LE BARON, lui tendant le chien.

Oh! ça, avec plaisir.

YVOR.

Et la baronne sera ici dans cinq minutes. Je l'ai précédée pour vous demander de jeter votre cigare.

LE BARON, jetant son cigare.

Ça va!

YVOR.

Et elle demande aussi que vous ouvriez un peu la fenêtre, mais ça, je vais le faire. (Saluant Van Petersbom.) Monsieur!

LE BARON, présentant.

Sir Yvor Rosetry, secrétaire du Comité international dont ma femme est présidente. Le ministre du Commerce extérieur de Luxembourg. (Poignées de main. A Yvor.) Vous avez pris un bon bain?

YVOR.

Oh! merci beaucoup. J'espère que vous n'avez pas trouvé ça trop brusque de ma part?

LE BARON.

Oh! pas du tout!

YVOR.

L'eau ne marche pas très bien!

LE BARON.

Ah! je regrette.

YVOR.

Et votre appareil à douches ne marche pas du tout. Je vous dis ça pour vous.

LE BARON.

Oui, j'entends bien.

YVOR.

Ce n'est pas un appareil anglais?

LE BARON.

Non.

YVOR.

Ça se voit!

LA BARONNE, entrant.

Ah! voilà le trésor! (Yvor lui tend le chien.) Vous voulez bien vous occuper des circulaires?

YVOR.

Oh! oui. Travailler pour vous, c'est un plaisir.
(Il sort.)

LA BARONNE.

Comme c'est dit, ça! Comme c'est dit!

LE BARON.

Ma chère amie, je vous présente...

LA BARONNE, le coupant après avoir respiré.

Ah! cette manie de fumer le cigare! Quoi?

LE BARON.

Je vous présente... (On sonne au téléphone.)

LA BARONNE.

C'est certainement pour moi. (A Van Petersbom.) Vous permettez, monsieur. (A l'appareil.) Allo!... Oui... Le ministère des Affaires étrangères?... La direction des Affaires d'Europe?... C'est le comte de La Vieuville lui-même! C'est vous, mon cher directeur?... Eh bien?... Ah! vous n'avez pas encore vu le ministre!... Vous allez le voir tout de suite?... Vous viendrez immédiatement après? Ah! vous êtes la bonté et le dévouement sur la terre! Que de reconnaissance! Je vous attends avec impatience!... Je compte sur votre diplomatie, qui est célèbre. A tout à l'heure, grand ami! (Elle raccroche. Au baron.) C'est le comte de La Vieuville : quel allié!

LE BARON, présentant.

Le chevalier Van Petersbom

VAN PETERSBOM.

Tot' Vermeilen Sloogenaere.

LA BARONNE.

Ah! le nouveau délégué général du Luxembourg? Mais je connais beaucoup de nom M. le ministre.

VAN PETERSBOM, saluant.

Madame! (Au baron.) Elle est renseignée!

LE BARON.

Le chevalier part demain pour Genève...

LA BARONNE.

Ah! Genève! Vous allez à Genève, heureux homme! Vous allez retrouver avant moi notre Babel, notre chère Babel! Vous allez entendre le concerto de la Paix! Quand y serez-vous?

VAN PETERSBOM.

Je pars ce soir après le dîner, n'est-ce pas.

LA BARONNE.

Oh! mais alors, vous pourrez venir goûter tout à l'heure avec nous.

VAN PETERSBOM.

Madame, ce sera avec reconnaissance et appétit.

LA BARONNE.

Mais j'y pense! Vous allez voyager avec la belle Yseult et son mari, le comte Conrad de Gromsoë, ministre de la Gothie polaire.

VAN PETERSBOM.

Ah! Yseult, ça est un nom bien polaire.

LA BARONNE.

Non, non, elle est Française. Elle est même née à l'Opéra, dans la loge entre-colonnes, un soir qu'on donnait *Tristan*. C'est pour ça qu'on l'a appelée Yseult; mais elle est née Lévy.

VAN PETERSBOM.

Ça est moins polaire.

LA BARONNE.

Ah! c'est une de mes grandes amies : une âme vibrante et passionnée, une intelligence bondissante, mille idées à la minute, un être éblouissant!

LE BARON, à Van Petersbom

Le type de la raseuse!

LA BARONNE.

Seulement, rien à faire! La vertu même!

LE BARON.

Oh! la vertu même! Elle a tout de même été pendant trois ans la maîtresse de Marcel de La Vieuville, précisément.

LA BARONNE.

Oh! mais pardon, quand il était conseiller à l'ambassade de France en Gothie. Elle est Française, elle lui a cédé par patriotisme.

VAN PETERSBOM.

Madame, je regrette d'interrompre un si doux entretien, mais il faut laisser à cet excellent camarade le temps d'écrire les lettres qu'il m'a promises.

LE BARON.

Oui, mon vieux, je ne t'ai pas oublié. Allons, viens! (Il va pour sortir.)

LA BARONNE.

Vous revenez ici, Gérard?

LE BARON.

Oh! pas tout de suite.

LA BARONNE.

Vous allez chez votre maîtresse?

LE BARON.

Elle n'est pas libre, à cette heure-ci.

LA BARONNE.

Pauvre fille! C'est l'heure où elle s'amuse!

VAN PETERSBOM, sortant, au baron.

Alors, tu as une maîtresse?

LE BARON.

Non, mais pour garder mon prestige chez moi, j'ai fait croire à ma femme que j'en avais une.

VAN PETERSBOM.

Tu ferais peut-être bien de lui dire que tu en as deux! (Ils sortent.)

SCÈNE V

LA BARONNE, HECTOR, puis YVONNE

LA BARONNE sonne, entre Hector.

Hector, sitôt que M. le comte de La Vieuville sera là, vous l'introduirez ici tout de suite, n'est-ce pas?

HECTOR.

Bien, madame la baronne.

LA BARONNE.

Le thé à cinq heures, dans le grand salon. D'ici là, je n'y suis que pour ma nièce, Mme Jacques Grandier. (Hector va pour sortir.) Ah! Hector, pour le thé, vous vous rappelez que le premier secrétaire du Japon, M. Yokohama Kariki, prend du thé sans sucre et que M. Borj-Farjin-Gorj, le ministre du Danemark, prend du café froid avec de la crème. Qu'est-ce que vous avez, Hector?

HECTOR.

Madame, je suis découragé.

LA BARONNE.

Pourquoi?

HECTOR.

Ben, parce que ces noms-là, c'est peut-être flatteur pour les maîtres, mais sauf le respect que je dois à madame la baronne, c'est bien embêtant pour les domestiques!

LA BARONNE.

Assez, Hector!

HECTOR.

Bien, madame la baronne. (En sortant.) Ça ne s'écrit même pas comme ça se prononce, alors! (A la baronne.) Ah! voilà Mme Jacques Grandier. (A part.) Ça, c'est un nom.

YVONNE, entrant avec des fleurs.

Ma petite tante, je vous ai apporté du muguet.

LA BARONNE.

Oh ! que c'est gentil, ma chérie !

YVONNE.

Oui, pour que ça vous porte bonheur pour votre nomination de déléguée générale à la Cinquième commission. Est-ce qu'il y a du nouveau ?

LA BARONNE.

Pas encore, mais j'attends d'un instant à l'autre M. de La Vieuville. Il est chez le ministre en ce moment. Ah ! c'est d'une émotion !

YVONNE.

M. de La Vieuville, c'est bien le directeur des Affaires d'Europe ?

LA BARONNE.

Oui. Il a été d'un dévouement, d'une sensibilité et d'un zèle ! Mais tu le connais ?

YVONNE.

Mais non, ma tante. Vous oubliez toujours qu'il n'y a que deux mois que Jacques et moi nous avons quitté notre province. Ah ! j'en ai eu du mal à le décider à transférer ses usines d'automobiles de Lyon à Courbevoie !

LA BARONNE.

Aussi, cette idée d'épouser une usine d'automobiles ! Quel destin !

YVONNE.

Mais, ma tante, je suis très heureuse !

LA BARONNE.

Heureuse ! Comme c'est malin ! On commence toujours par là ! Pour l'instant, tu es la femme d'un homme que tu aimes, mais dans cinq ans, tu seras la femme d'un carrossier, enfin, d'un usinier ! Encore, si tu avais épousé une grande marque, une de ces marques qu'on voit dans le ciel, sur la tour Eiffel ou qui traversent l'Afrique pour les cinémas ! Mais tu as épousé une marque pour camions !

YVONNE.

Mais nous avons changé tout ça ! Vous ne connaissez pas nos dernières voitures : l'élégance même ! Et ça ne fait que commencer !

LA BARONNE.

Alors, tu t'en es mêlée, mon petit, parce que ton mari, c'est un beau garçon, mais il est resté d'un province ! Et dire que c'est encore le moins embêtant de sa famille ! Ah ! sa famille ! Des gens faits en série !

YVONNE.

Oui, sa famille, je vous l'accorde. Et même, à ce propos, ma tante, vous pouvez me rendre un grand service.

LA BARONNE.

Quoi donc ?

YVONNE.

Vous savez que tous les ans je suis obligée d'aller à Cabourg, dans la villa Grandier. Jacques vient y passer chaque semaine un week-end et, en l'attendant, je recule les limites de l'ennui humain ! Les gens qu'on y reçoit sont impossibles.

LA BARONNE.

Ça ne m'étonne pas ! Alors ?

YVONNE.

Eh bien ! alors, je voudrais laisser tomber ma belle famille et partir avec une femme merveilleuse, adorable !

LA BARONNE.

Qui ça ?

YVONNE.

Vous, ma tante.

LA BARONNE.

Mais, mon enfant, moi je vais à Genève.

YVONNE.

Oui.

LA BARONNE.

Tu t'ennuieras à l'hôtel des Bergues.

YVONNE.

Ah! moins qu'à la villa Grandier.

LA BARONNE.

Mais les questions qui s'agitent là-bas sont de grands problèmes qui ne peuvent pas t'intéresser.

YVONNE.

Je serai avec vous.

LA BARONNE.

Mais je n'aurai pas le temps de m'occuper de toi!

YVONNE.

Moi, j'aurai tout mon temps pour m'occuper de vous. Prenez-moi avec vous, ma tante!

LA BARONNE.

Ma petite, non. Je ne veux pas t'avoir sur le dos à Genève; ensuite, je ne veux pas avoir d'histoires avec ta belle famille. Déjà, parce que je suis la mode, que j'ai fait un livre, que j'ai un salon et que je protège de jeunes secrétaires d'ambassade anglais, ils me considèrent comme une cocotte!

YVONNE.

Oh! ma tante!

LA BARONNE.

Si, si. Et puis, je ne veux pas me brouiller avec Jacques. Tu lui en as parlé à Jacques?

YVONNE.

Ah! mais non!

LA BARONNE.

Eh bien! obtiens son autorisation et puis je t'emmènerai peut-être.

YVONNE.

Ah!

LA BARONNE.

Peut-être! Car, une fois l'autorisation de Jacques obtenue, encore faudra-t-il trouver une raison valable pour t'emmener.

YVONNE.

Ma tante!...

LA BARONNE.

Non, non, assez sur ce sujet. Je t'ai dit mon dernier mot.

LE DOMESTIQUE, entrant.

Madame la baronne, c'est l'honorable sir Yvor qui demande s'il peut goûter?

LA BARONNE, à part.

Toujours faim, ce petit! Quelle race il a! (Haut.) Oui, oui, certainement.

YVONNE.

C'est un autre Anglais, ma tante?

LA BARONNE.

Non, non, c'est toujours le même.

YVONNE.

Vous aimez beaucoup les Anglais, n'est-ce pas?

LA BARONNE.

Beaucoup, jusqu'à un certain âge. J'aime la jeunesse, la jeunesse des hommes! C'est si beau, si sensible, et si emporté! Ah! monsieur de La Vieuville qui n'arrive pas.

YVONNE.

Voulez-vous que je téléphone?

LA BARONNE.

Non, non, il ne faut pas avoir l'air trop pressé. Je le suis rudement pourtant! A propos, hier, tu as bien fait porter au ministère mon dossier, enfin les notes sur ma carrière?

YVONNE.

J'y suis allée moi-même, ma tante.

LA BARONNE.

A qui l'as-tu remis?

YVONNE.

A l'huissier du cabinet du ministre. (Elle sourit.)

LA BARONNE.

Ah! Pourquoi souris-tu?

YVONNE.

C'est parce qu'au ministère, il m'est arrivé quelque chose.

LA BARONNE.

Quoi donc?

YVONNE, riant toujours.

Eh bien! en descendant l'escalier, au moment où j'arrivais sur le premier palier, — vous savez, celui de Berthelot? — il y a un monsieur qui arrivait en même temps que moi, mais qui montait.

LA BARONNE.

Et alors?

YVONNE.

Alors, il s'est passé quelque chose de tout à fait comique. Est-ce que je l'ai sidéré, ou est-ce que j'ai fait un béguin, mais ce monsieur a eu un haut-le-corps, il a failli perdre son chapeau, son monocle est tombé et s'est cassé, et il s'est écrié : « Oh! mademoiselle, c'est la première fois que ça m'arrive! » Alors, j'ai pouffé de rire.

LA BARONNE.

Et alors, qu'est-ce qu'il a fait?

YVONNE.

Rien. Mais quand j'ai descendu l'escalier, j'ai levé les yeux. Il était encore là, penché sur la balustrade à croire qu'il allait tomber!

LA BARONNE.

Et il te regardait?

YVONNE.

Et il me regardait.

LA BARONNE, à part.

Vingt ans que ça ne m'est pas arrivé!

LE DOMESTIQUE, entrant.

Madame, c'est M. de comte de La Vieuville.

LA BARONNE, à Yvonne.

Laisse-moi, mon enfant, et reviens tout à l'heure. Passe dans mon boudoir. (Au domestique.) Faites entrer (Sort Yvonne.)

SCÈNE VI

LA BARONNE, MARCEL DE LA VIEUVILLE, puis YVONNE

LA BARONNE, à Marcel qui entre.

Eh bien?

MARCEL.

Eh bien! madame, je sors de chez le ministre. Je ne peux encore rien vous dire, mais j'ai de l'espoir.

LA BARONNE.

De l'espoir, seulement?

MARCEL.

Ah! vous avez contre vous une rivale terrible.

LA BARONNE.

Quelle est l'intrigante?..

MARCEL.

Ah! son nom, je ne peux pas : secret professionnel.

LA BARONNE.

Alors, je suis en danger?

MARCEL.

Vous l'étiez. Mais je viens de faire une contre-offensive dans le cabinet du ministre.

LA BARONNE.

Ah!

MARCEL.

J'ai fait valoir au ministre tout le côté démocratique de votre livre, *le Relèvement du trottoir!*

LA BARONNE.

Bien, ça! Qu'est-ce que le ministre a dit?

MARCEL.

Je n'ose pas vous le répéter.

LA BARONNE.

Ah!

MARCEL.

Mais je ne me suis pas tenu pour battu. Je lui ai exposé l'influence considérable que vous aviez su prendre sur la jeunesse anglaise.

LA BARONNE.

Bien, ça! Et qu'est-ce que le ministre a dit?

MARCEL.

Cet argument-là a porté, car il m'a répondu : « Oui, on m'avait raconté quelque chose comme ça, mais j'avais toujours cru que c'était un potin! »

LA BARONNE.

Il est idiot, votre ministre!

MARCEL.

Madame, il ne m'appartient pas de le juger.

LA BARONNE.

Enfin, il n'a rien contre moi?

MARCEL.

Non, madame, mais votre rivale a beaucoup agi. Elle est très appuyée par... Mais non, je ne peux pas vous dire ça non plus.

LA BARONNE.

Mais vous me mettez sur des charbons! Dites! Dites! Dites!

YVONNE, entrant.

Ma tante, on fait demander de l'ambassade d'Angleterre si vous irez demain...

LA BARONNE, l'interrompant.

Oui ! Ça m'est égal !

YVONNE, reconnaissant Marcel.

Ah !

MARCEL.

Ah ! (Il laisse tomber son monocle.)

YVONNE.

C'est la seconde fois.

MARCEL.

Il n'est pas cassé.

YVONNE.

Ici, il y a un tapis.

LA BARONNE, à elle-même.

Ça, par exemple ! Eh bien ! ça ne me déplaît pas.

MARCEL, à la baronne.

Voulez-vous me faire l'honneur de me présenter ?

LA BARONNE, présentant.

Le comte de La Vieuville. Ma nièce, Mme Jacques Grandier.

MARCEL, saluant.

Madame ! C'est un instant qui... Enfin, je tiens à vous le dire... Enfin, vous me comprenez... (Yvonne se met à rire.)

LA BARONNE, à Yvonne.

Mon enfant, laisse-nous une seconde. Tu viendras tout à l'heure prendre le thé avec nous. (Sort Yvonne.)

SCÈNE VII

LA BARONNE, MARCEL, puis LE BARON, puis JACQUES

MARCEL.

Madame, aujourd'hui, je crois à la Providence !

LA BARONNE.

Tant mieux, mon ami, mais revenons à nos moutons : cette

rivale? Vous pouvez bien me le dire, maintenant, son nom?

MARCEL.

C'est la duchesse de Clisson.

LA BARONNE.

Ah! Eh bien! je m'en doutais.

MARCEL.

Est-ce qu'elle aime son mari?

LA BARONNE.

Mais non, mon cher, mais non! Elle le trompe avec le premier venu.

MARCEL.

C'est épouvantable!

LA BARONNE.

C'est la dernière des gourgandines!

MARCEL.

Ah! madame, une figure aussi fraîche, aussi enfantine!...

LA BARONNE.

Qui ça? La duchesse de Clisson? Une vieille pomme tapée...

MARCEL.

Mais, madame, je vous parle de votre nièce! Vous dites qu'elle trompe son mari?

LA BARONNE.

Mais non, elle ne trompe pas son mari, elle l'adore!

MARCEL.

Elle l'adore? Ah! c'est pis! c'est pis!

LA BARONNE.

Mais ça peut s'arranger. Elle vient de se marier. Mais qu'est-ce que vous avez?

MARCEL.

Madame, je vous demande pardon. Je suis très troublé.

Madame, j'ai un aveu à vous faire : j'ai trente-six ans depuis deux ans, je suis revenu de bien des choses et pourtant, hier, j'ai été pris comme un collégien. Madame, vous voyez devant vous un phénomène très rare : un diplomate amoureux.

LA BARONNE.

Ah ! que ces deux mots réunis ont quelque chose d'impressionnant !

MARCEL.

N'est-ce pas, madame? Alors, je puis vous dire...

LA BARONNE.

Mais je le sais, mon enfant, vous avez le monocle bavard. Et puis, ma nièce m'a tout raconté.

MARCEL.

Comment ? Mais alors, si elle vous a tout raconté, c'est non seulement une nièce, mais c'est une amie?

LA BARONNE.

Je suis une mère, elle m'aime comme une mère ! Une mère à laquelle on dit tout !

MARCEL.

Ah !

LA BARONNE.

Elle est associée à toutes mes joies, à toutes mes angoisses. Elle est suspendue, la pauvre petite, à ma nomination de déléguée.

MARCEL.

Alors, elle y tient ?

LA BARONNE.

Si elle y tient ! Mais elle n'en dort plus !

MARCEL.

Alors, madame, je n'ai plus aucune mesure à garder. Sachez tout ! Vous m'avez demandé par qui s'était fait recommander votre rivale : par l'archevêque de Paris et par le Comité exécutif du parti socialiste. Il y a même eu une pétition du parti.

LA BARONNE.

Alors, je suis perdue?

MARCEL.

Non, madame, vous êtes sauvée!

LA BARONNE.

Mais les socialistes?

MARCEL.

J'ai deux communistes dans la main : je les leur oppose.

LA BARONNE.

Mais l'archevêque de Paris?

MARCEL.

Je lâche contre lui le nonce du Pape. Vous savez combien il est à la mode cette année.

LA BARONNE.

Mais la pétition du parti socialiste?

MARCEL.

Je la classe dans les affaires urgentes : c'est un dossier qu'on n'ouvre jamais! Et ce n'est pas tout : la duchesse avait rendez-vous tout à l'heure avec le ministre, je vais la décommander.

LA BARONNE.

Mais vous allez revenir? J'ai un goûter. Ma fille... hem!.. Ma nièce y sera.

MARCEL.

Oui, madame. Je reviendrai tout à l'heure, et vainqueur. (Il sort.)

LA BARONNE.

Moi aussi, je crois à une Providence!

MARCEL, revenant.

Madame, encore un mot. Je vais revenir prendre le thé ici, et je voudrais produire sur Mme votre nièce une certaine impression.

LA BARONNE.

Mais vous l'avez produite, mon ami.

MARCEL.

Oui, mais, étant donné ma situation, je ne peux pas me contenter de ça. Alors, je voudrais que tout à l'heure vous ayez la bonté de me mettre sur des sujets où je puisse briller un peu, enfin, sur la Carrière, la diplomatie. Là, je crois que je suis imbattable et que je puis prononcer quelques paroles capables de bouleverser une femme.

LA BARONNE.

Mais avec joie, mon ami, avec joie.

MARCEL.

Il vous suffirait de me demander : « Comment va l'Europe ? » Ça me donnerait mon élan.

LA BARONNE.

C'est entendu, mon ami, c'est entendu. Quelle joie de vous mettre en valeur !

MARCEL.

Et puis, je vous demanderai aussi quelques interjections, des : « Comme c'est juste ! Comme c'est vrai ! Ah ! c'est charmant ! » C'est puéril, mais ça m'encourage.

LA BARONNE.

Voyons, mon ami, je vous dois bien ça !

MARCEL.

Alors, madame, à tout de suite. (Il sort.)

LA BARONNE, au baron qui entre.

Mon ami, vous étiez sceptique pour ma nomination ; sachez que le ministre a parlé de moi avec un tel éloge que tous les espoirs me sont permis !

LE BARON.

Pauvre France !

LA BARONNE.

Quoi?

LE BARON.

Rien. Je dis : tant mieux.

LA BARONNE.

Où est Yvonne?

LE BARON.

Dans le salon. Je la quitte. Mais qu'est-ce que c'est que cette histoire de Genève? Vous comptez l'emmener à Genève?

LA BARONNE.

Je ne sais pas, mon ami. Tout est en fusion, en fusion ! Mais elle a une âme charmante, cette petite. Elle a du rayonnement, du prestige... Je compte la lancer, c'est son année.

LE VALET DE PIED, annonçant.

M. Jacques Grandier.

LA BARONNE.

C'est son année aussi, à celui-là. (Entre Jacques.)

JACQUES.

Bonjour, ma tante. Bonjour, mon oncle. Yvonne n'est pas arrivée?

LA BARONNE.

Si, mon ami. Mais je vous la garde quelques instants. Nous viendrons vous retrouver pour le thé. (Elle sort.)

SCÈNE VIII

LE BARON, JACQUES, puis YVONNE

JACQUES.

Elle est épatante, ma tante. Elle a une vitalité, un mouvement ! Ce doit être extraordinaire de vivre avec elle !

LE BARON.

Ah ! ça, extraordinaire, mon petit !

JACQUES.

Je ne crois pas que ma tante m'ait à la bonne!

LE BARON.

C'est possible, elle a des lubies. Moi, je t'aime bien! Tu es loyal, un peu rudimentaire, pas follement intelligent...

JACQUES, mi-fâché.

Eh bien, dites donc!

LE BARON.

Tu as tout de même réussi à mettre debout une très belle affaire d'automobiles, les automobiles Grandier, et puis tu rends heureuse ta femme que j'adore.

JACQUES.

Ah! ça, elle vous adore aussi.

LE BARON.

Seulement, à propos d'Yvonne, il y a longtemps que je voulais te dire ça : ta tante, pour une jeune femme, ce n'est pas une bonne relation.

JACQUES.

Qu'est-ce que vous dites? Ma tante, une femme si remarquable!

LE BARON.

Justement! Si elle n'était pas remarquable, ça n'aurait aucune importance.

JACQUES.

Elle est à la tête de la philanthropie internationale. Sa bonté est célèbre!

LE BARON.

Ah! ça, oui, célèbre. Elle a passé sa vie à faire le bonheur des gens qu'elle ne connaît pas, avec le bonheur des gens qu'elle connaît!

JACQUES.

Ma tante?

LE BARON.

Oui, mon ami, ta tante. Regarde-moi : tu trouves que·ça m'a réussi de l'avoir épousée? Et dire que c'était une femme comme la tienne, gentille, fraîche, toute neuve et si claire! Et puis, un beau jour... Mais ce serait trop long. Elle s'occupe de philanthropie et de politique, ta femme?

JACQUES.

Non, pas encore.

LE BARON.

Elle ne t'a pas dit qu'elle désirait accompagner ta tante à Genève?

JACQUES.

Pas cette saison, en tout cas. Nous allons à Cabourg. Et puis, quel intérêt y aurait-elle?

LE BARON.

Hé! hé! elle me paraît un peu snob, Yvonne!

JACQUES.

Eh bien! quand ce serait!

LE BARON.

Oh! ne dis pas ça, mon petit. Le snobisme fait faire aux gens du monde autant de vilaines actions que la misère aux malheureux.

JACQUES.

Voyons, mon oncle!...

LE BARON.

Alors, Yvonne ne t'a pas dit qu'elle souhaitait accompagner sa tante à Genève?

JACQUES.

Non. C'est curieux!

LE BARON.

C'est sûrement un oubli. Mais enfin, je te donne un conseil : vous êtes un charmant petit ménage, veille sur ton bonheur. Tâche que ta femme reste simple, un peu frivole.

JACQUES.

Frivole ! Pourquoi ?

LE BARON.

Parce que ce ne sont pas les choses frivoles qui détournent les femmes de leurs devoirs ; ce sont les choses sérieuses.

JACQUES.

Oh ! que vous êtes paradoxal !

LE BARON.

Quel âge as-tu ?

JACQUES.

Vingt-huit ans.

LE BARON.

Pauvre bougre !

YVONNE, entrant

Mon oncle, ma tante vous réclame.

LE BARON, sortant.

Qu'est-ce qu'elle veut encore, bon Dieu ? Qu'est-ce qu'elle veut encore ?

SCÈNE IX

JACQUES, YVONNE

YVONNE.

Mon pauvre chéri, tu m'attendais ? Il y a longtemps que tu es là ?

JACQUES.

Dix minutes.

YVONNE.

Pauvre chou ! (Elle l'embrasse.) Tu m'aimes ?

JACQUES.

Je t'adore ! Qu'est-ce qu'elle te racontait, ta tante ?

YVONNE.

Oh ! rien. Tu sais, les femmes ont toujours quelque chose à se dire.

JACQUES.

Ah ! moi aussi, j'ai une chose à te dire. On a téléphoné de

l'usine, il y a une nouvelle commande : M. et Mme Taupier, des commerçants considérables.

YVONNE.

Ah ! Toujours des commerçants. Mon pauvre chéri, quand ta voiture sera-t-elle une marque chic ?

JACQUES.

Ma voiture est aussi bonne que la Rolls, seulement, ça se sait moins.

YVONNE.

Eh bien ! ça se saura, et il faut que ça se sache. Je ne veux plus entendre, quand je fais un voyage avec toi, comme l'année dernière, dans le midi, et que nous traversons un village, je ne veux plus entendre : « Ah ! voilà une auto. » Je veux entendre : « Ah ! voilà une Grandier. » Ça fait toute la différence.

JACQUES.

Là, tu as raison.

YVONNE.

Vois-tu, mon petit, je te l'ai déjà dit : nous n'avons pas de relations flatteuses.

JACQUES.

Qu'est-ce que tu appelles des relations flatteuses ?

YVONNE.

Ce sont des gens qu'on a très envie de connaître, qui ne veulent pas vous recevoir, mais qui finissent par vous inviter ! Seulement, que veux-tu ? Pour se lier avec des gens comme ça, importants, influents, il faut aller là où on les rencontre aujourd'hui.

JACQUES.

Où çà, par exemple ?

YVONNE.

Je ne sais pas, moi. Là où va ma tante.

JACQUES.

Ah !

YVONNE, montrant les photographies posées sur des guéridons.

Voilà le monde qu'elle voit et qu'elle rencontre : Briand,

Stresemann, Mlle Vacaresco, Chamberlain, Paul-Boncour ! Ça, c'est intéressant !

JACQUES, la regardant.

Oui.

YVONNE.

Seulement, ces gens-là, on ne les rencontre pas à Cabourg.

JACQUES.

Yvonne, pourquoi ne m'as-tu pas dit que tu voulais aller à Genève ?

YVONNE.

Comment ?

JACQUES.

Oui.

YVONNE.

C'est ma tante qui t'a parlé de ça ?

JACQUES.

Non, c'est notre oncle. Ce n'est pas chic de m'avoir caché la vérité.

YVONNE.

Mais je ne voulais pas t'en parler... Je ne voulais pas vendre la peau de l'ours. Et puis, tu sais, ce n'est pas fait.

JACQUES.

Et ça ne se fera pas.

YVONNE.

Comment ? Alors, tu veux encore que je m'ennuie chaque semaine dans ta famille pendant six jours, en attendant que tu viennes passer une pauvre petite journée !

JACQUES.

Cette pauvre petite journée, nous ne l'aurions même pas, si tu allais en Suisse.

YVONNE.

Mais si, mon petit. Nous ferions chacun la moitié de la route. Nous nous retrouverions à Dijon : ça ferait une escapade, ce serait délicieux !

JACQUES.

Si tu crois que j'ai toutes les semaines le temps d'aller à Dijon! Et puis, encore une fois, quelle est cette brusque lubie de lâcher Cabourg pour Genève?

YVONNE.

Parce que tous les gens chics vont maintenant à Genève.

JACQUES.

Je commence à croire que ton oncle a raison et que tu es une snob.

YVONNE.

Mais oui, je suis snob. Aujourd'hui, c'est indispensable. Enfin, écoute, veux-tu avoir épousé une vraie femme ou une petite femme?

JACQUES.

Il y a une différence?

YVONNE.

Oh! ça alors, c'est inouï! Ah! tu es bien pareil à tous les hommes! Ah! que nous avons tort de nous donner du mal pour vous!

JACQUES.

Qu'est-ce qui te prend?

YVONNE.

Alors, tu aimerais mieux avoir pour compagne, pour associée, une petite femme excitée sur les dancings et le jeu, plutôt qu'une femme qui cherche à s'élever et à t'élever?

JACQUES.

Qu'est-ce que je viens faire là-dedans?

YVONNE.

Mais, grosse bête, c'est à toi que je pense quand tu crois que je suis snob. L'idée que les gens ne t'apprécient pas comme tu le mérites, qu'est-ce que tu veux, ça me révolte! Un homme comme toi, qui es tellement intelligent!

JACQUES.

Ah! toi, tu trouves que je suis intelligent?

YVONNE.

Mais naturellement, mon amour. Seulement, c'est comme pour l'auto, ça ne se sait pas assez.

JACQUES.

Eh bien ! toi, tu es très intelligente.

YVONNE.

Alors, Genève? Si je réussis à me faire emmener, tu m'approuves?

JACQUES.

Non, je ne veux pas que tu y ailles. J'ai épousé une femme pour moi et pas pour Genève.

YVONNE.

Oh ! que tu es égoïste !

JACQUES.

Enfin, réfléchis ! Tu te vois piquée toute seule là-bas !

YVONNE.

Je ne serai pas seule, je serai avec ma tante.

JACQUES.

Si tu crois que ça me rassure !

YVONNE.

Qu'est-ce que ça veut dire encore, ça ?

JACQUES.

Rien, je m'entends. Et puis, veux-tu me dire quel prétexte tu donnerais pour y aller ? Ce qui se passe là-bas ne t'intéresse pas ! Tu aurais vraiment l'air d'aller rejoindre quelqu'un. C'est extrêmement désobligeant !

YVONNE.

Ah ! te voilà jaloux, maintenant ! Mais, à t'entendre, la Société des nations serait un lieu de rendez-vous, c'est admirable ! Comme si ce n'était pas là qu'on rencontre le plus de femmes sérieuses !

JACQUES.

Oui, mais ces femmes-là ont un poste, un emploi. Là, je comprends.

YVONNE.

Alors, si, moi, j'avais ce que tu dis?...

JACQUES.

Quoi?

YVONNE.

Oui, enfin! si j'avais un poste, un emploi, tu me laisserais passer le mois de septembre?

JACQUES, riant.

Oh! ma foi, oui! Pour ce que je risque!

YVONNE.

Tiens! Tu ne mérites pas qu'on s'occupe de toi.

JACQUES.

Je ne demande pas qu'on s'occupe de moi! Je demande qu'on m'aime!

YVONNE.

L'un ne va pas sans l'autre!

SCÈNE X

LES MÊMES, MARCEL DE LA VIEUVILLE

LE DOMESTIQUE, introduisant Marcel.

Je vais prévenir Mme la baronne.

MARCEL.

Bien. (Voyant qu'Yvonne est là.) Qu'elle ne se presse pas, j'ai le temps. (A Yvonne.) Madame! (Il assujettit son monocle pour qu'il ne tombe pas.)

YVONNE.

Monsieur! (Un petit temps. Présentant.) Mon mari. M. le comte de La Vieuville, directeur des Affaires d'Europe.

MARCEL.

Monsieur !

JACQUES.

Monsieur ! (Poignées de mains.)

MARCEL.

Très heureux, monsieur. Les autos Grandier, n'est-ce pas ? J'en ai beaucoup entendu parler.

JACQUES, bas à Yvonne.

Tu vois !

MARCEL.

J'en ai entendu parler par Mme Grandier.

YVONNE, bas à Jacques.

Ah ! tu vois. (A Marcel.) Mais il faudra essayer un jour une de ces voitures, M. le Ministre.

MARCEL.

Madame, avec joie !

YVONNE.

Quelle marque avez-vous, pour l'instant ?

MARCEL.

Oh ! une marque sans aucun intérêt. Et justement je me disais, aujourd'hui surtout : « Qu'est-ce qui me manque ? C'est une Grandier ! »

YVONNE.

Malheureusement, il va falloir que vous attendiez un peu, car nous ne savons plus où donner de la tête, n'est-ce pas, Jacques ?

JACQUES.

Oui, nous sommes débordés.

MARCEL.

Ça ne fait rien, madame. Je suis résolu à attendre aussi longtemps qu'il faudra.

SCÈNE XI

LES MÊMES, LA BARONNE

LA BARONNE, entrant, à Marcel.

Ah ! vous étiez là ? Je n'ose rien vous demander.

MARCEL.

C'est signé. Le décret sera ici incessamment.

LA BARONNE.

Ah ! mon ami ! (A Yvonne.) Ah ! mon enfant ! (Elle lui prend la main.)

YVONNE.

Ah ! ma tante !

LA BARONNE.

Ah ! quelle reconnaissance ! Ah ! que je suis heureuse ! Il faut que je vous embrasse. (Elle embrasse Marcel.) Et quels prodiges il a dû accomplir ! (A Yvonne). Tu entends, quels prodiges !

MARCEL.

A quoi bon le nier, le cas était difficile, mais j'ai mis au service de notre éminente amie quelques-unes de mes qualités professionnelles, — appelons-les des dons, — l'astuce, la force, la maîtrise, le tact, l'insinuation, l'autorité et la séduction.

LA BARONNE, à Yvonne.

Ah ! regarde-le, mon enfant : c'est toute l'amitié et toute la modestie ! Et j'en passe !

MARCEL.

Je vous demande, madame, de garder la chose secrète jusqu'à l'arrivée de l'acte officiel. C'est un petit scrupule comme nous en avons dans la carrière.

LA BARONNE.

C'est entendu. Mais comment m'acquitter ? Que pourrai-je jamais faire pour vous ?

MARCEL.

Ce que je vous ai demandé tout à l'heure, madame : l'Europe... et les petits mots. « Comme c'est vrai ! » « Comme c'est juste ! »

(Cependant, le baron est entré, puis Yvor. Le maître d'hôtel, à la porte du salon, annonce les visites.)

LE MAÎTRE D'HÔTEL, annonçant.

Son Excellence, le chargé d'affaires de Mandchourie, et la marquise d'Issy-les-Moulineaux !

LA MARQUISE.

Mais non, mon ami !

LE MAÎTRE D'HÔTEL, après avoir parlé bas au chargé d'affaires.

Et la marquise Isehi O' Lino... Le chevalier Van Petersbom Tot' etc.

LA BARONNE.

Ah ! n'annoncez plus ! Je vous défends d'annoncer encore !

LE MAÎTRE D'HÔTEL.

Enfin ! (Il ouvre les portes du grand salon, dans lequel on voit une grande table à thé servie.)

LA BARONNE.

Mesdames et messieurs, avant que d'aller prendre le thé, et puisque nous avons la chance de posséder quelques instants ici l'homme le plus occupé de Paris, l'homme qui dirige l'Europe, nous allons le mettre sur la sellette. N'est-ce pas, ma chérie ?

YVONNE.

Ah ! oui, ma tante !

TOUS.

Oh ! oui. Il le faut ! Ce sera charmant !

MARCEL.

Madame, je suis à vos ordres, mais vous me prenez un peu à l'improviste.

LA BARONNE.

Avec ça que ça vous gêne ! Allons, mettez-vous là. (Elle le place devant la cheminée.) Et nous, mesdames, faisons cercle. (A Marcel.) Dites-nous : comment va l'Europe ?

VAN PETERSBOM.

La Chine est bien plus d'actualité.

TOUS.

Chut!

MARCEL.

Eh bien! si, comme à un docteur appelé auprès d'un malade, qui lui prend le pouls, lui regarde la langue et l'ausculte, si vous me demandez sur l'Europe un diagnostic, je vous répondrai...

VAN PETERSBOM.

La Chine...

TOUS.

Chut!

MARCEL.

Je vous répondrai : Balkans agités.

TOUS.

Ah!

MARCEL.

Italie fréquente...

TOUS.

Ah!

MARCEL.

Angleterre normale...

TOUS.

Oh!

MARCEL.

Russie délirante!

TOUS.

Ah! c'est ravissant! C'est charmant!

LA BARONNE.

Et comme c'est juste! N'est-ce pas, Yvonne?

YVONNE.

Ah! ma tante, quel régal!

JACQUES, bas à Yvonne.

Toi, alors!

LA BARONNE, à Marcel.

Mais, mon ami, quand vous êtes en présence de l'échiquier européen, sur quoi fondez-vous vos décisions?

LE BARON.

Sur les nouvelles, ma chère.

MARCEL.

Oh! non, monsieur, non! Je ne tiens jamais compte des nouvelles! J'ai horreur des nouvelles! Elles faussent le jugement.

LA BARONNE.

Mais, naturellement. Vous suivez vos impressions personnelles.

MARCEL.

Oh! madame, je n'ai jamais d'impressions personnelles, et un vrai diplomate ne se laisse impressionner par rien. (A Yvonne.) Madame, c'est ce que me disait mon grand-père, qui était ambassadeur à Londres...

YVONNE.

Ah!

VAN PETERSBOM, au baron.

Oui. On s'en f... iche, hein?

MARCEL.

Mon grand père avait accoutumé de me dire : Pas d'enthousiasme, Marcel. (A Yvonne.) Je m'appelle Marcel!... (Haut.) Trompe-toi, mais trompe-toi dans les règles. Un échec prémédité vaut mieux qu'un succès de hasard.

LA BARONNE.

Ah! comme c'est juste! Et comme c'est juste!

JACQUES.

Eh bien! dans l'industrie automobile, c'est tout le contraire : si je lance une 20 CV, et que je me trompe, eh bien! c'est la bûche, et alors...

YVONNE.

Tais-toi.

JACQUES.

Ça va!

LA BARONNE.

Mais enfin, comment comprenez-vous la situation actuelle?

TOUS.

Oui, comment?

MARCEL.

Eh bien! je ne la comprends pas.

TOUS.

Comment?

MARCEL.

C'est trop tôt. Il faut laisser d'abord les grands courants se dessiner. Un vrai diplomate doit comprendre après tout le monde!

LA BARONNE.

Ah! comme c'est juste!

VAN PETERSBOM.

Ça est idiot, hein?

LE BARON.

Et si le diplomate ne comprend jamais?

MARCEL.

Eh bien! dans certains cas, ça peut être une adresse.

LA BARONNE.

Mais naturellement. La sagesse, c'est de prévoir.

MARCEL.

Ah! ça, non. Prévoir, c'est imaginer, et l'imagination est notre pire ennemie.

LE BARON.

Il est plus prudent, en effet, de s'inspirer du passé, de se souvenir.

MARCEL.

Oh! ça, non, monsieur! c'est tout ce qu'il y a de pis! L'histoire ne recommence jamais.

LE BARON.

Mais alors, cher monsieur, qu'est-ce que vous faites?

MARCEL.

Rien! Ah! c'est dur, mais c'est notre grande loi au quai d'Orsay : forcer notre intelligence à ne jamais intervenir.

LE BARON.

Et vous y arrivez?

MARCEL.

Souvent.

JACQUES.

Mais c'est épouvantable! Qu'est-ce qu'on doit devenir, au bout de vingt ans de ce métier-là?

MARCEL.

On devient ambassadeur!

LA BARONNE.

Ah! c'est admirable! Quelle profondeur! Quelle lucidité! Ce portrait du diplomate, mais ça explique tout! les malentendus, les révolutions, les conflits, les guerres, tout! Ah! c'est admirable! N'est-ce pas, Yvonne?

YVONNE.

Ah! c'est plus qu'admirable!

JACQUES, bas à Yvonne.

Tu vas fort!

YVONNE.

Chut!

VAN PETERSBOM.

Madame, ça est une réunion extrêmement intéressante, mais vous m'avez promis du thé.

LA BARONNE.

Nous allons tous prendre du thé. C'est servi dans le second salon.

YVOR, à la baronne.

Madame, voulez-vous que je fasse la vierge?

LA BARONNE.

Quoi?

YVOR.

Oui, la vierge de la maison.

LA BARONNE.

Ah! mais je crois bien.

YVOR, à Yvonne.

Vous faites la vierge avec moi?

YVONNE.

Oui. Dans un instant.

JACQUES, bas à Yvonne.

Tu sais, c'est la barbe! Moi, je f... le camp.

YVONNE.

Ah! ce que tu es peu homme du monde.

JACQUES.

On dîne au Bois, hein? Dans la 12 Grandier?

YVONNE.

Oui, mon amour.

JACQUES, montrant Yvor.

Dis donc, dans cette maison-ci, je crois qu'on peut partir à l'anglaise?

YVONNE, riant.

Tu es insupportable! (Sort Jacques.)

(Pendant cet aparté, tout le monde est passé dans le grand salon, sauf Marcel, qui reste seul avec Yvonne.)

SCÈNE XII

YVONNE, MARCEL

MARCEL, s'approchant d'Yvonne.

Madame, je voudrais vous dire un mot.

YVONNE.

Je vous écoute, monsieur.

MARCEL.

Madame, je n'ai rien à vous apprendre sur les sentiments que vous m'avez inspirés.

YVONNE.

Oh! monsieur...

MARCEL.

Si, si, madame. Le sentiment que je ressens pour vous est si violent, si inattendu et si important que je n'hésite pas à franchir des étapes que tout, ma naissance, votre mariage, mon tact et votre vertu, que tout eût dû me faire respecter! Madame, je traduis : ça veut dire « Je vous aime! »

YVONNE.

Oh!

MARCEL.

Voulez-vous me donner votre main une seconde?

YVONNE.

Jamais de la vie!

MARCEL.

Eh bien! je m'en passerai. D'ailleurs, ceci sera pour la troisième étape. Madame, je voudrais vous poser une question infiniment grave, infiniment importante, et d'où dépend pour moi tout mon bonheur.

YVONNE.

Ah! je sais, monsieur, vous allez me demander si j'aime mon mari.

MARCEL.

Non, madame. Vous me répondriez oui, ça ne me ferait aucun plaisir. D'ailleurs, il faut l'aimer aussi.

YVONNE.

Comment, aussi?

MARCEL.

Ce que j'ai à vous demander est infiniment plus intime, plus grave et plus solennel.

YVONNE.

Quoi?

MARCEL.

Madame, où irez-vous cet été?

YVONNE.

Comment! C'est ça votre question?

MARCEL.

Oui. Où irez-vous?

YVONNE.

Eh bien, monsieur, ça dépend uniquement de vous.

MARCEL.

Qu'est-ce que vous dites?

YVONNE.

Car, moi aussi, j'ai quelque chose à vous demander.

MARCEL.

Un service, peut-être?

YVONNE.

Un grand service.

MARCEL.

Quel bonheur!

YVONNE.

Voilà : mon mari a la rage de me faire aller dans sa famille, à Cabourg, et moi, je meurs d'envie d'accompagner ma tante à Genève.

MARCEL.

A Genève!

YVONNE.

Oui. Et Jacques ne consent à ce que j'y aille que si j'ai là-bas un poste, une occupation...

MARCEL.

Alors?

YVONNE.

Alors, je voudrais que vous persuadiez à ma tante qu'elle a besoin de quelqu'un pour l'aider à recevoir, quand ce ne serait qu'une secrétaire ou une interprète. Je sais l'italien,

l'allemand, un peu d'espagnol et très bien l'anglais. Ma tante ne sait rien de tout ça.

MARCEL.

Comment ! Votre tante ne sait pas l'anglais ?

YVONNE.

Non.

MARCEL.

Ça, c'est extraordinaire.

YVONNE.

Alors, si vous pouviez, vous qui avez tant d'influence sur elle, lui dire un mot ?

MARCEL.

Madame, c'est fait.

YVONNE.

Ça a l'air de vous contrarier beaucoup ?

MARCEL.

Beaucoup. Je vous demandais ce que vous alliez faire cet été, je croyais que vous alliez me répondre : Deauville, Dinard, Cabourg, Dieppe... enfin, un endroit où l'on puisse se rendre le samedi pour un week-end.

YVONNE.

Vous aussi !

MARCEL.

Au lieu de ça, vous me répondez : Genève !

YVONNE.

Mais, monsieur, en quoi cela...

MARCEL.

Comment, en quoi, madame ? Je comptais réserver ça pour la troisième étape, mais, s'il faut que je vous le dise, je ne conçois pas la vie, et en tout cas, l'été sans vous.

YVONNE.

Mais c'est très gentil, ce que vous me dites là !

MARCEL.

Un moment, madame. Votre mari vous accompagnera à Genève?

YVONNE.

Oh! il ne peut pas, le pauvre garçon.

MARCEL.

Ah! il ne peut pas? Eh bien, alors, il n'y a pas à hésiter. Évidemment, ça change tout! Mes convictions, ma manière de voir, mes directions diplomatiques, tout s'y oppose, tout! Néanmoins...

YVONNE.

Vous avez l'air troublé, monsieur?

MARCEL.

Et d'autre part, on a besoin de moi, là-bas. Que d'erreurs je pourrais leur épargner! Le ministre m'a donné jusqu'à ce soir sept heures...

LE DOMESTIQUE, entrant.

L'huissier du ministère est là, pour M. le comte.

MARCEL.

Oui, j'y vais. (A Yvonne.) Madame, vous irez à Genève.

YVONNE.

Mais la place?...

MARCEL.

J'en fais mon affaire. On m'attend : c'est le décret. Voulez-vous avoir la bonté d'appeler votre tante? Je voudrais le lui remettre avec quelque solennité. (Il sort.)

YVONNE, appelant.

Ma tante! Ma tante! C'est le décret!

LA BARONNE.

Ah! mon Dieu. (Tout le monde entre.)

SCÈNE XIII

TOUS

LE BARON.

Qu'est-ce qu'il y a encore?

VAN PETERSBOM.

Qu'est-ce que ça est pour un événement?

(La porte s'ouvre. Entre Marcel, l'air officiel, bombant la poitrine.)

MARCEL, à la baronne.

Madame, je vais avoir l'honneur et la joie de vous donner lecture d'un décret officiel.

LA BARONNE.

Quelle minute! Quelle minute!

MARCEL, lisant.

Par décret du 11 juillet 1928, le ministre des Affaires étrangères désigne Mme la baronne Grégoire, Blanche-Valentine, née le 18 août... hem. (Il bredouille la date.)

LA BARONNE.

Quel tact!

MARCEL.

Pour représenter la France à la Cinquième commission de la Société des nations, chargée de toutes les questions relatives à la morale publique, à savoir : 1° répression du trafic des stupéfiants, opium, cocaïne, etc...; 2° répression de la traite des blanches; 3° secours intellectuels et moraux aux femmes déchues et tombées; 4° inspection générale des harems; 5° réglementation de la galanterie internationale.

LE BARON.

Eh bien! il ne nous manquait plus que ça!

YVONNE.

Oh! ma tante, ce que vous devez être fière!

VAN PETERSBOM.

Madame, vous êtes désormais un collègue, bien que mon domaine soit moins égrillard!

MARCEL, à la baronne.

Je n'ai pas besoin d'attirer votre attention sur l'importance considérable de vos fonctions. Elles vont réclamer des recherches, des études, des rapports, et, outre le petit état-major qui vous est d'avance affecté, le décret, — ça n'y est pas, mais c'est un oubli, — le décret prévoit fatalement une secrétaire.

YVONNE, à voix basse.

Merci!

LA BARONNE.

Je crois bien! Mais où la trouver ?

MARCEL.

Il faut que ce soit une femme jeune, ayant l'usage du monde, sachant l'italien, l'allemand, l'espagnol et beaucoup l'anglais, grande, mince, blonde...

LA BARONNE.

Quoi ?

MARCEL.

Hem !... Je veux dire jeune ; qui, dès qu'elle paraît, séduise tous les cœurs...

LA BARONNE.

Comment?

MARCEL.

Parfaitement, afin de concilier à la France les plus grandes sympathies.

LA BARONNE, à Yvonne.

Mais, ma petite, c'est toi, ça, c'est toi ! C'est ton portrait!

MARCEL.

Ah ! il est certain que madame, à laquelle j'étais si loin de penser, serait la secrétaire rêvée!

LA BARONNE, à Yvonne.

Eh bien ! je te prends, ma petite, je te prends. Il ne me manque qu'une chose : c'est que vous, mon cher directeur, vous assistiez à mes débuts.

MARCEL.

Madame, ça ne serait pas impossible. (Il regarde sa montre.) Sept heures ! Je vais m'en occuper. (Il prend rapidement congé et sort.)

LE BARON, à Yvonne.

Oui ? Eh bien ! je vais téléphoner à Jacques.

YVONNE.

Oh ! c'est inutile, il a consenti.

LA BARONNE, à Yvonne.

Ah ! ma chère enfant, je suis ravie ! On va faire de toi une femme sérieuse, une nouvelle recrue.

LE BARON.

Ah ! comme s'il n'y en avait pas assez ! Bon Dieu ! Mais qu'est-ce que vous aller toutes faire là-bas ?

LA BARONNE.

Ce que nous allons faire, malheureux? Ce que seules des femmes peuvent accomplir : une morale nouvelle, pauvre être ! Et la paix du monde sur la terre, crétin !

LE BARON.

Ah ! quand, sur la terre, fera-t-on la paix des hommes ?

VAN PETERSBOM.

Ça, ça est pour le Paradis !

R. DE FLERS ET F. DE CROISSET.

LES ENTRETIENS

DE

L'IMPÉRATRICE EUGÉNIE

III[1]

SEDAN

LA VISITE A L'EMPEREUR FRANÇOIS-JOSEPH

Lundi, 16 juillet 1906.

L'Impératrice, qui a quitté dernièrement le Cap Martin pour rentrer à Farnborough par Venise et l'Autriche, vient d'arriver à Paris; elle m'a fait dire aussitôt qu'elle désirait me voir.

Ce voyage, qui fut très rapide, semble l'avoir rajeunie. Je lui trouve les yeux plus vifs, les traits moins contractés, les mouvements plus libres.

— Devinez, me dit-elle d'une voix claire, devinez pourquoi j'ai fait ce détour par l'Autriche... C'était pour me rendre à l'appel de l'empereur François-Joseph!... Oui, nous n'avions pas eu l'occasion de nous rencontrer depuis dix ans, depuis une visite qu'il m'avait faite au Cap Martin, où il était venu passer quelques jours avec l'impératrice Élisabeth. Or, ce printemps dernier, il avait dit à la princesse de Metternich : « Ah ça! l'impératrice Eugénie veut donc me laisser mourir sans m'avoir revu!... Puisqu'elle est si voyageuse, pourquoi ne vient-elle pas me voir à Ischl? Le Salzkammergut n'est pas loin!... » Cette invitation m'a touchée d'autant plus que j'ai toujours eu pour

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 mars.

François-Joseph une très haute estime et beaucoup d'amitié. Je le considère comme le plus vénérable des souverains actuels, comme le plus majestueux et, sans doute, le dernier représentant des vieilles traditions monarchiques. Vous savez d'ailleurs que, sous notre règne, j'ai toujours ardemment préconisé l'alliance autrichienne... Mais en dehors de la politique, nous avons, François-Joseph et moi, bien des motifs de nous comprendre et de sympathiser. Il a perdu son fils et son épouse tragiquement : j'ai perdu mon époux et mon fils tragiquement. S'il est encore sur le trône, tandis que je ne suis plus, moi, qu'une pauvre souveraine découronnée, il a connu, lui aussi, la douleur et l'humiliation des grands désastres. Enfin, il a reporté sur moi la profonde gratitude qu'il gardait à mon mari pour l'accueil chevaleresque et généreux qu'il avait trouvé près de lui, dans leur conférence de Villafranca. De mon côté, je n'oublierai jamais avec quelle noblesse, quel tact, quelle bonté, il nous a reçus à Salzbourg, l'Empereur et moi, au lendemain de Queretaro...

« Donc, mercredi dernier, vers huit heures du soir, je suis arrivée à Ischl. François-Joseph m'attendait à la gare; il s'était fait accompagner par sa fille cadette, l'archiduchesse Marie-Valérie, son aide de camp général le comte Paar et une dame d'honneur. De la gare, il m'a conduite à mon hôtel, le *Kaiserin Elisabeth Hof*, où j'ai trouvé mes appartements pleins de fleurs. Le lendemain, dans la matinée, il m'a fait sa visite officielle; puis, l'après-midi, par un temps radieux, il est venu me chercher pour une longue promenade en voiture découverte. Durant près de trois heures, il m'a fait parcourir un merveilleux pays de montagnes et de forêts. A chaque instant, sur de belles routes sinueuses, nous passions devant une cascade, nous traversions un torrent, nous contournions un lac. Deux fois, nous avons mis pied à terre pour marcher.,. En avons-nous déroulé, des souvenirs! Le plus ancien remontait à 1855. Un demi-siècle!... Nous nous parlions à cœur ouvert; aussi, notre conversation n'était pas gaie. Je vous avouerai même que j'en éprouvais intérieurement quelque surprise; car, jusqu'alors, j'avais toujours cru François-Joseph très peu sensible et je constatais maintenant que les procédés, bons ou mauvais, qui l'ont touché personnellement, laissent dans sa mémoire une empreinte ineffaçable.

De quoi se sont-ils parlé « à cœur ouvert » ? Sur quels chapitres de leur passé lointain se sont-ils attardés avec le plus de complaisance ou de mélancolie, d'amertume ou de regret ? Ont-ils évoqué Solférino, le Mexique, Sadowa, Sedan ? L'Impératrice ne me le dit pas et je n'ai certes pas l'indiscrétion de le lui demander. Mais je retiens la date de 1855, qu'elle a citée devant moi. Dans l'histoire du Second Empire, c'est une date critique : le rêveur des Tuileries hésitait alors entre les réalités immédiates de l'alliance autrichienne et les séductions nébuleuses du mirage italien ; tous ses conseillers, dont le perspicace Drouyn de Lhuys, le poussaient à l'alliance ; mais son âme chimérique ne sut jamais résister aux séductions d'un mirage. Cependant, l'Impératrice continue :

— Le soir, j'ai dîné à la résidence impériale, dans la plus stricte intimité ; vous savez comme la cour d'Autriche est simple dans le train habituel de la vie. François-Joseph a trouvé pourtant le moyen de rendre à ma défunte souveraineté l'hommage qui pouvait me toucher le plus : il ne portait, sur la poitrine, qu'une décoration, — la plaque de la Légion d'honneur, à l'effigie de Napoléon III. J'en ai été profondément remuée. Pour lui faire mieux sentir ma reconnaissance, je lui ai raconté cette anecdote. En 1876, je visitais l'Italie avec mon fils ; nous nous arrêtâmes, quelques jours, à Florence. Le roi Victor-Emmanuel y était de passage. Il vint correctement me faire visite à mon hôtel ; je lui rendis sa politesse au palais Pitti. Là, je fus introduite dans un salon, où notre conversation fut d'abord très amicale. Mais je remarquai bientôt, sur tous les murs et toutes les tables, des portraits qui semblaient me regarder ironiquement : c'était l'empereur Guillaume, le prince royal de Prusse, le roi de Saxe, le roi de Bavière, le grand-duc de Bade, le prince Frédéric-Charles, le maréchal de Moltke et, bien en vue, Bismarck. Pas un ne manquait. Ils étaient même si nombreux qu'ils n'avaient plus laissé la moindre place pour le vainqueur de Magenta et de Solférino. Je ne me gênai pas de témoigner ma surprise à Victor-Emmanuel. Il devint très rouge, en bredouillant de banales excuses, où je sentais si peu de conviction que je me suis levée brusquement : « Adieu, sire ! » Et je suis partie sans lui serrer la main...

« Après avoir écouté mon anecdote avec une tranquille hauteur, François-Joseph m'a fait une remarque assez fine :

« Victor-Emmanuel a souvent oublié de se conduire en gentilhomme. Ce n'était pas, chez lui, manque de noblesse naturelle; mais il était débraillé dans ses sentiments comme il l'était dans ses habits et dans ses manières. » Le lendemain, vendredi, je me suis éveillée dans les nuages: pluie torrentielle; impossible de sortir. Alors l'Empereur est venu causer longuement avec moi, dans mon salon. Et, le soir, j'ai encore dîné à la résidence impériale. Croiriez-vous que, malgré l'heure tardive, malgré qu'il se lève dès l'aube, enfin malgré son âge, François-Joseph s'est imposé, comme la veille, l'obligation courtoise de me reconduire à mon hôtel, et non pas jusqu'à la porte, mais jusqu'à mes appartements?... Samedi matin, j'ai quitté Ischl.

Un motif spécial appelle d'ailleurs l'Impératrice à Paris. Elle vient de faire une importante donation au musée de Malmaison et l'on attendait son arrivée pour l'accomplissement des ultimes formalités. Le musée acquiert ainsi les portraits, les bustes, les gravures, les livres, les étoffes, les meubles et toutes les reliques napoléoniennes que la reine Hortense avait groupées dans son triste manoir d'Arenenberg.

A ce propos, elle s'étend avec complaisance sur le charme évocateur et poétique de Malmaison. Et cela me frappe d'autant plus que, jusqu'à ce jour, elle ne m'a presque jamais parlé de Napoléon Ier. L'image du Héros ne me semblait donc pas tenir beaucoup de place dans son esprit, soit à cause de son culte avoué pour Marie-Antoinette et de son attachement secret aux principes légitimistes; soit encore parce que, entre elle et le fondateur de la dynastie, les contrastes de tempérament et de caractère ne sont que trop visibles; soit peut-être enfin parce qu'elle a vu de trop près celui qui, sous le masque napoléonien, se proclamait l'héritier, le continuateur, le second exemplaire de *Cæsar Imperator*.

— J'aime, dit-elle, Malmaison; car c'est là que l'image de Napoléon m'apparaît le mieux, dans sa réalité la plus familière et la plus intelligible. Là, du moins, il garde les proportions humaines; il ne m'écrase pas. Tandis que Austerlitz, Iéna, Friedland, Wagram, Moscou, Sainte-Hélène, c'est trop grandiose, trop éblouissant ou trop affreux.

— Oui, avec le recul des ans, cette aventure extraordinaire de notre vie nationale prend un aspect fabuleux; ce n'est

plus de l'histoire; cela tient déjà du mythe et de l'épopée.

Dans l'énumération des souvenirs qui se rattachent à Malmaison, nous voyons nécessairement se dresser devant nous le spectre du duc d'Enghien; puisque c'est à Malmaison que fut prise la décision fatale, c'est de Malmaison que partirent les ordres suprêmes.

Je m'aperçois vite que l'Impératrice connaît à merveille, jusque dans les moindres détails, l'attentat du 21 mars 1804; elle s'exprime sur ce problème historique, avec une aisance et une exactitude parfaites. Dans tout ce drame, ce qui l'indigne le plus, c'est le rôle hypocrite et provocateur de Talleyrand :

— Ce jour-là, me dit-elle, M. de Talleyrand a touché le fond de la bassesse humaine!

En revanche, elle s'apitoie sur le pauvre Cambacérès qui essaie de faire entendre quelques paroles de modération, ce qui lui attire de Bonaparte la riposte foudroyante : « Vous êtes devenu bien avare du sang des Bourbons! »

Elle s'arrête ensuite à la scène de Joséphine implorant la clémence de son époux :

— Cette scène-là, dit-elle, je l'ai jouée, moi aussi.

— Vous, Madame! Et quand donc?

— Après la condamnation d'Orsini... Vous pensez bien que je n'établis aucun parallèle entre l'affaire du duc d'Enghien et celle d'Orsini. L'un n'avait conspiré la mort de personne; il n'était coupable que de s'être battu dans les rangs des émigrés. L'autre se vantait d'avoir machiné un complot qui n'avait pas fait moins de cent cinquante victimes. En outre, le duc d'Enghien a été jugé secrètement, la nuit, par une commission militaire, sans aucune des garanties édictées par la loi, sans même l'assistance d'un avocat. Pour Orsini, au contraire, non seulement toutes les formes légales ont été observées, mais encore on a permis à l'avocat de prononcer le plus audacieux plaidoyer qui ait peut-être jamais retenti dans un prétoire. Eh bien! malgré toutes ces différences; malgré qu'Orsini, loin de se défendre, se glorifiât de son crime, je fus profondément émue par la noblesse de son langage, l'héroïsme de son attitude, la suprême dignité de ses manières devant la Cour d'assises. Croiriez-vous que j'en ai versé des larmes?... Aussi, après la condamnation, j'ai supplié l'Empereur de faire grâce immédiatement. Je lui répétais : « Non, tu ne peux pas,

envoyer cet homme à la guillotine! Tu ne le peux pas, toi surtout... Jamais tu ne retrouveras une aussi belle occasion d'être magnanime!.. » Je voulais même aller voir Orsini dans sa prison, afin de lui arracher quelque parole de repentir qui nous eût permis de le sauver. C'était fou, de ma part, et l'Empereur a bien fait de s'y opposer. Pourtant, je sentais que, dans son âme généreuse, mes raisons de sentiment commençaient à l'emporter sur la raison d'État Je suis sûre que j'aurais fini par triompher, si je n'avais eu contre moi tous les ministres, Fould, Walewski, Rouher, Delangle, Magne, etc. Ils faisaient valoir que l'opinion publique était déchaînée contre les bandits italiens; qu'une mesure de clémence, à l'égard d'Orsini, apparaîtrait comme un acte impardonnable de faiblesse; qu'on verrait aussitôt les révolutionnaires de France relever la tête; que l'avenir même de notre dynastie était en jeu. Comme l'Empereur semblait néanmoins se rallier à ma thèse, les ministres obtinrent qu'il appelât en consultation ses plus hauts dignitaires, les présidents du Sénat et du Corps législatif, les membres du Conseil privé, Troplong, Morny, Baroche, Billault, etc. Devant leurs adjurations opiniâtres, l'Empereur dut céder. Mais je crois pouvoir dire que, dans le fond de sa conscience, la guerre d'Italie fut résolue ce jour-là.

Après ce détour vers Malmaison, l'Impératrice me ramène à François-Joseph :

— Qu'adviendra-t-il, me dit-elle, au lendemain de sa mort? Croyez-vous à la durée de l'Autriche-Hongrie?

— Cela dépendra des conjonctures dans lesquelles s'ouvrira la succession de François-Joseph. Malgré l'antagonisme croissant des races, l'Autriche-Hongrie semble pouvoir durer encore longtemps; car il y a, chez tous ces peuples qui se dévorent entre eux, une réserve énorme de loyalisme et d'attachement pour la dynastie. Au contraire, il est facile de prévoir telle crise européenne où l'édifice archaïque des Habsbourg s'effondrerait d'un seul coup.

L'Impératrice reprend avec gravité :

— Vous ne répéterez pas ce que je vais vous dire... François-Joseph est persuadé que sa monarchie ne lui survivra pas. L'an dernier il a été fortement impressionné par l'étonnante facilité avec laquelle la Norvège s'est détachée de la

Suède (1) ; il y a vu comme un présage de ce qui se passera pour la Hongrie, aussitôt qu'il aura fermé les yeux... Une fois le signal donné par Buda-Pesth, on verra successivement les Tchèques de Bohême, les Slaves du Sud, les Polonais de Galicie, les Roumains de Transylvanie rompre les derniers liens qui les unissent encore au germanisme : ainsi, tout le domaine impérial et royal des Habsbourg sera mis en pièces. Et la dislocation se fera d'autant plus vite que le mariage morganatique de l'héritier, François-Ferdinand, avec la Chotek, pose dès maintenant un problème insoluble, puisque, légalement, sa femme et ses enfants seront accessibles au trône de Hongrie, mais ne pourront régner ni en Bohême ni en Autriche (2).

— François-Joseph vous a paru très découragé ?

— Découragé, non ; mais triste et résigné... Il n'accomplit pas moins sa lourde tâche de souverain avec la même ponctualité qu'autrefois ; il est admirable de conscience professionnelle. Voilà maintenant soixante années qu'il monte sa faction, et il attend patiemment que Dieu l'en relève.

— Oserais-je vous demander si, par vos relations avec la cour d'Autriche, vous avez réussi à pénétrer le mystère de Mayerling ? L'archiduc Rodolphe a-t-il été assassiné par sa maîtresse, ou l'a-t-il tuée, au cours d'une orgie ? Se sont-ils suicidés ensemble ? Que s'est-il passé ?... Le grand voile d'ombre et de silence, qu'on a jeté comme un drap funèbre sur cette tragédie sentimentale, n'a jamais été soulevé.

Elle hésite une seconde, les sourcils froncés ; puis, résolument :

— Oui, je sais la vérité sur le drame de Mayerling ; je peux même dire que personne ne la sait mieux que moi, car je la tiens directement de l'impératrice Élisabeth, qui me l'a confiée pendant son dernier séjour au Cap Martin... Mais cela non plus, vous ne le répéterez pas,... du moins tant que je n'aurai pas quitté ce monde. Voici les faits.

Alors, sous la dictée de son infaillible mémoire, elle me raconte que, le 29 janvier 1889, vers cinq heures du soir, l'empereur François-Joseph eut, avec son fils, une explication très

(1) L'union de la Norvège et de la Suède a été rompue le 7 juin 1905.

(2) Le 1er juillet 1900, l'archiduc-héritier, François-Ferdinand, avait épousé morganatiquement la comtesse Sophie Chotek, créée plus tard duchesse de Hohenberg. Ils furent assassinés ensemble à Sérajévo, le 28 juin 1914.

vive au sujet de Mlle Vetsera ; il le menaça même de le déshériter, s'il ne rompait aussitôt cette scandaleuse liaison. L'Empereur s'exprimait sur un ton si violent que l'archiduc, effrayé, finit par consentir à congédier sa maîtresse ; il demanda cependant à son père l'autorisation de la revoir une dernière fois pour lui dire adieu : il devait précisément dîner avec elle, ce soir-là, aux environs de Vienne, à Mayerling. L'Empereur acquiesça : « Va, pour ce soir encore ! Mais, ensuite, tu ne la reverras plus. N'oublie pas que j'ai ta parole d'honneur, ta parole de gentilhomme ». En sortant de la Hofburg, Rodolphe prit un fiacre, conduit par le cocher Bratfisch, et se fit mener à Mayerling, qui est à cinq ou six lieues de Vienne. Là, dans un pavillon de chasse, Marie Vetsera l'attendait pour dîner, avec le prince Philippe de Cobourg, frère de Ferdinand de Bulgarie, et le comte Hoyos, frère de l'ancien ambassadeur d'Autriche à Paris. Le dîner se passa de la façon la plus tranquille : aucune orgie. Le seul amusement des convives fut d'entendre le cocher Bratfisch, qui était renommé pour chanter et siffler des airs tyroliens... Le repas terminé, chacun se retira dans son appartement ; car on devait se mettre en chasse de bonne heure le lendemain. L'archiduc et Marie Vetsera logeaient à une extrémité du pavillon, Philippe de Cobourg et Hoyos à l'autre extrémité.

« Aussitôt que Rodolphe se trouva seul avec sa maîtresse, il lui raconta la discussion terrible qu'il avait eue avec son père et l'engagement d'honneur qu'il avait dû consentir, sous la menace d'être déshérité. Elle répondit froidement : « Moi aussi, j'ai quelque chose à t'apprendre : je suis enceinte. » Alors, entre les deux amants qui s'adoraient, ce fut une scène affreuse de désespoir et de tendresse. Ils se répétaient : « Nous ne pouvons plus vivre !... Mourons dans les bras l'un de l'autre !... Finissons-en ce soir même !... Dieu aura pitié de nous ! » Dans le paroxysme de leur exaltation, Rodolphe saisit son revolver et tua Marie d'une balle dans le sein. Puis, l'ayant dévêtue, il la disposa pieusement sur son lit. Quelques touffes de roses ornaient la chambre : l'archiduc prit les fleurs et en couvrit la morte. Après quoi, il écrivit à sa mère une longue lettre qui débutait ainsi : « Ma mère, je n'ai plus le droit de vivre : j'ai tué... » C'est par cette lettre que l'Empereur et l'Impératrice ont pu connaître les péripéties du drame. Vers six heures du matin, Rodolphe se tua d'une balle dans la tête.

« Deux heures plus tard, le valet de chambre de l'Archiduc, qui venait éveiller son maître, essaya vainement d'ouvrir la porte. N'obtenant aucune réponse à ses appels, il courut chercher Philippe de Cobourg et Hoyos. Tous les trois dressèrent une échelle contre le mur extérieur et pénétrèrent dans la chambre en brisant la fenêtre... Lorsque Philippe de Cobourg et Hoyos eurent annoncé l'événement à l'empereur François-Joseph, il leur fit jurer de ne jamais raconter à personne le drame de Mayerling : ni l'un ni l'autre n'a failli à son serment.

Après avoir cordialement remercié l'Impératrice de sa révélation, je dis :

— Somme toute, si l'on oublie un instant que le « premier rôle » de ce mélodrame était l'héritier d'un vaste empire, on n'a plus devant soi qu'un banal fait divers, un « suicide à deux », comme il s'en produit périodiquement au Quartier latin, quand l'étudiant annonce à sa petite amie qu'il a dû promettre à son père de rompre avec elle... Mais le fait divers s'élève au rang d'une tragédie, pour peu que l'on réfléchisse aux conséquences. Tout l'avenir de l'Autriche-Hongrie et, par suite, l'avenir de l'Europe, seront certainement influencés par le roman feuilleton de Mayerling. C'est le cas de répéter avec Pascal : « Les effets de l'amour sont effroyables. La cause est un *je ne sais quoi*, si peu de chose ! Mais ce *je ne sais quoi* remue toute la terre, les princes, le monde entier. Le nez de Cléopâtre, s'il eût été plus court, toute la face de la terre aurait changé... » Le nez de Marie Vetsera, s'il eût été plus long...

— Vous pourriez même remonter au delà de Cléopâtre, me dit en riant l'Impératrice. Ainsi, Hélène des Troyens...

— Horace remontait plus haut encore. Il prétendait que, « bien avant Hélène », la beauté des femmes a régi la destinée des peuples : *Nam fuit ante Helenam*... Malheureusement, Horace, qui ne ressemblait guère à Pascal, usait parfois de mots très vilains ; aussi, je n'achève pas la citation.

— Soit !... J'abandonne Hélène et je m'en tiens à Cléopâtre.

Ayant glissé un regard vers la pendule, elle ajoute affectueusement :

— Il faut que je vous rende votre liberté. Mais, avant de vous laisser partir, je voudrais... je voudrais me faire payer mes confidences de tout à l'heure, en vous posant une question

très indiscrète... une question que je brûle de vous poser depuis longtemps.

— Je répondrai, si je le peux, à toutes les questions que Votre Majesté voudra bien me poser.

Alors, d'une voix pressante et brève :

— Dans votre for intérieur, dans le secret de votre pensée, croyez-vous que l'Alsace et la Lorraine feront jamais retour à la France?

Penchée vers moi, le regard tendu, les coudes sur les genoux, elle guette ma réponse.

— Oui, je le crois sincèrement... Et ma croyance n'a rien de mystique : elle n'invoque ni les revanches inévitables du Droit, ni les sanctions infaillibles de la Justice immanente : elle ne se fonde que sur des considérations positives. La principale de ces considérations, nous l'avons effleurée, il y a quelques minutes, quand vous me disiez que François-Joseph lui-même ne croit plus à la durée de sa monarchie. D'ailleurs, il faudrait être aveugle pour ne pas voir que l'Europe danubienne et balkanique est en gestation d'une crise redoutable. Chaque jour, le problème des Yougo-Slaves devient plus inquiétant; la trêve de Mürzsteg (1) est déjà finie; la rivalité austro-russe reprend de plus belle. En même temps, voici que l'Allemagne accélère son expansion vers Constantinople, son *Drang nach Osten*. Il est donc vraisemblable que, dans un avenir plus ou moins proche, la paix générale sera mise en péril et que, par conséquent, toutes sortes d'éventualités nouvelles apparaîtront sur l'échiquier diplomatique. Ce jour-là, ne pouvons-nous pas espérer que, sans même recourir à la guerre, par le seul dynamisme de nos alliances, nous récupérerons nos provinces perdues ? Il n'est pas douteux en effet que la solution de la crise nécessitera des remaniements de territoires, des rectifications de frontières, peut-être aussi des échanges coloniaux. Est-il déraisonnable d'admettre qu'en de pareilles conjonctures, l'Allemagne, ayant besoin de notre aide ou de notre neutralité, ne croira pas les payer trop cher par une revision du traité de Francfort? C'est tout le calcul de M. Delcassé...

(1) Le 2 octobre 1903, pendant une rencontre de l'empereur Nicolas et de l'empereur François-Joseph à Mürzsteg, en Styrie, leurs ministres des Affaires étrangères, le comte Goluchowski et le comte Lamsdorf, se mirent d'accord sur la politique austro-russe dans les Balkans.

A l'appui de ce calcul, je pourrais citer le témoignage de notre ancien ambassadeur à Berlin et à Londres, qui fut jadis mon premier chef à la direction des Affaires politiques, le baron de Courcel; je vous ai quelquefois parlé de lui; vous savez combien j'apprécie la sûreté de son jugement et la pénétration de ses vues. Or, l'an dernier, par une claire soirée de juin, nous descendions ensemble l'avenue des Champs-Élysées, après avoir dîné chez un ami commun. Nous parlions de l'empereur Guillaume et des aventures où sa fatuité, son cabotinage, sa perpétuelle agitation risquent de l'entraîner. M. de Courcel me disait : « Lorsqu'on a connu comme moi l'Allemagne bismarckienne et que l'on y compare l'Allemagne d'aujourd'hui, la diminution de sa puissance et de son prestige est manifeste. Si haut que soit encore le *Reich* des Hohenzollern, il évolue visiblement vers son déclin... » Puis il me décrivait l'état de l'Europe, tel que je viens de vous le décrire, en insistant sur le fait que, par son étroite union avec l'Autriche, l'Allemagne est impliquée désormais dans l'imbroglio balkanique : « Donc, ce n'est plus le sort de l'Autriche qui est lié à celui de l'Allemagne ; c'est le sort de l'Allemagne qui est lié à celui de l'Autriche... Cette conséquence eût fait rugir Bismarck. Vous vous rappelez que, dès 1884, il flairait le danger balkanique, ce qu'il appelait le coupe-gorge bulgaro-serbe. Immédiatement, il estima que le pacte Berlin-Vienne devait avoir, pour contre-partie, un pacte Berlin-Pétersbourg. C'est alors que, tout en maintenant avec le plus d'éclat possible l'alliance austro-allemande, il eut l'idée machiavélique de se couvrir secrètement, du côté russe, par un traité de contre-assurance. Lui seul, d'ailleurs, pouvait trouver ce mot de *contre-assurance* comme synonyme de *félonie*... Quant à l'alliance franco-russe et à l'entente franco-anglaise, il y pensait constamment; elles étaient son cauchemar; il ne nous eût jamais laissé le temps de les négocier; au premier soupçon, il nous eût fait la guerre : il me l'a dit, un jour... »

Au coin de l'avenue Marigny, comme nous allions nous séparer, M. de Courcel conclut en ces termes : « Si Dieu vous accorde une longévité normale, par exemple une vingtaine d'années encore, vous verrez sans doute la restitution de l'Alsace et de la Lorraine à la France. »

Dans un sursaut de tout le corps, l'Impératrice relève la tête. Et, le visage illuminé :

— Que je suis heureuse de vous entendre! Quel viatique vous me donnez là!... Je mourrai du moins avec une lueur d'espoir devant les yeux!...

L'AGONIE DU RÈGNE

Mardi, 9 juin 1908.

L'hiver dernier, l'impératrice Eugénie, réalisant un projet qu'elle méditait depuis longtemps, est allée passer trois mois à Ceylan. Sur la recommandation personnelle d'Édouard VII, les autorités britanniques n'ont rien négligé pour lui rendre le séjour aussi attrayant et confortable que possible. Le gouverneur lui a même offert l'hospitalité dans sa merveilleuse résidence de Kandy, au centre de l'île.

Elle est, depuis quelques jours, à Paris, où je viens moi-même d'arriver pour un bref congé (1). A son appel, je vais la voir cet après-midi.

Et d'abord j'ai grand plaisir à la questionner sur son voyage, tant elle met d'animation à me le raconter. La lumière, les montagnes, les cultures, les pêcheries, les arbres gigantesques, les fleurs précieuses, les types humains, les castes, les rites, les mœurs, les problèmes sociaux, le mystère impénétrable de l'âme hindoue, l'apaisante influence des sanctuaires bouddhiques et des étangs sacrés, tous ces aspects, toute cette fantasmagorie d'un monde qui est si loin de nous, lui ont laissé la plus vive impression. J'admire qu'une femme de son âge, quatre-vingt-deux ans! ait conservé une curiosité aussi alerte et variée.

Brusquement cette curiosité se tourne vers la Bulgarie. Par les correspondances du *Times*, l'Impératrice connaît assez bien l'échiquier des Balkans, le jeu complexe des rivalités qui s'entrecroisent du Bosphore au Danube, de la Mer Noire à l'Adriatique, et derrière lesquelles on perçoit le duel séculaire des Germains et des Slaves, l'inconciliable antagonisme de l'Autriche et de la Russie. Mais surtout elle s'intéresse à la personne du prince Ferdinand (2).

(1) Depuis le 29 janvier 1907, j'étais ministre de France à Sophia.

(2) Ferdinand de Cobourg, né le 26 février 1861, élu Prince de Bulgarie, le 7 juillet 1887; proclamé Tsar des Bulgares, le 5 octobre 1908; forcé d'abdiquer le 3 octobre 1918.

— J'ai parlé de lui souvent, me dit-elle, avec sa tante, ma grande amie, la reine Victoria. Et, chaque fois, elle s'est exprimée sur lui dans les termes les plus méprisants : « Il est lâche, perfide, vaniteux, corrompu... D'ailleurs, l'Église catholique l'a excommunié. » Quant au roi Édouard, un jour que je lui demandais ce qu'il pensait de son cousin, il me répondit : « Ferdinand?.. Je le crois capable de tous les crimes. Pour satisfaire ses ambitions ou ses rancunes, il mettrait le feu aux quatre coins de l'Europe, si cela ne dépendait que de lui... »

— Oh ! madame, comme il serait heureux de vous entendre ! Il connaît sa réputation de machiavélisme satanique et il en tire des jouissances profondes, car il est effectivement très corrompu, très faisandé. Mais, sur le romantisme de son personnage, sur les raffinements bizarres de ses goûts, sur les complications tortueuses de son esprit, sur tout ce qu'il y a d'instable et d'équivoque, d'impulsif et d'artificieux dans son caractère, j'en aurais trop à vous dire.

— Il vous amuse beaucoup?

— Il ne m'amuse pas ; il m'inquiète... Comme il a des ambitions folles, qu'il est le maître absolu de son peuple et qu'il dispose d'une armée superbe, il est un danger continuel pour la paix de l'Europe... Le but immédiat de ses ambitions, et qu'il touchera bientôt, est de rompre les derniers liens de vassalité, liens fictifs et purement nominaux, qui unissent encore la Bulgarie à la Turquie. Mais ce n'est là, pour lui, qu'un prélude, un hors-d'œuvre. L'objet principal de ses convoitises, le rêve hallucinant de sa vie, c'est la couronne de Byzance.

— Vous l'a-t-il avoué ?

— Il n'avoue jamais ! Il laisse tout au plus deviner.

— Comment s'y est-il pris, cette fois?

— Par un détour assez habile... M'ayant appelé pour m'entretenir d'un minime incident, qui soi-disant le préoccupait, il m'a fait introduire, sous un vague prétexte, dans un petit salon de son appartement privé. Là, tandis qu'il m'exposait le motif de sa préoccupation, je voyais devant moi, sur le mur, un tableau représentant le Bosphore, Constantinople, Sainte-Sophie, la Grande Muraille, la Corne d'or, la rive d'Asie et, par-dessus tout ce panorama, dans les fulgurations d'un ciel apocalytique, la galopade victorieuse d'un cavalier splendide, — le tsar Ferdinand ! Je n'ai pas eu de peine à comprendre...

Une autre fois, il s'est répandu en d'intarissables éloges sur Abdul-Hamid, « le Sultan des Sultans, Seigneur de la Mecque et Stamboul... mon impérial suzerain, mon impérial maître,... un potentat délicieux!... Nous nous accordons si bien!... » Après ce dithyrambe, il m'a conté que, lors de sa dernière visite au palais d'Yldiz-Kiosk, il avait demandé l'autorisation de pénétrer seul dans Sainte-Sophie et d'y rester une demi-heure, afin de pouvoir admirer tout à son aise l'incomparable monument. Le potentat délicieux avait consenti, sous la réserve que, pour ne pas déroger aux prescriptions coraniques, un officier de sa garde personnelle, donc un musulman, se tiendrait à l'intérieur de la mosquée, mais contre la porte, de façon à ne pas gêner les mouvements et les méditations de l'auguste visiteur. Puis, Ferdinand a continué : « Vous devinez ma joie de me trouver seul avec moi-même sous la merveilleuse coupole, où, le 29 mai 1453, l'entrée des Turcs interrompit brusquement la messe, à l'instant sublime de l'élévation... Mais voici pourquoi j'avais sollicité d'Abdul-Hamid la faveur de me promener seul dans Sainte-Sophie. Je voulais, d'après quelques indices, repérer une certaine dalle de porphyre qui marquait la place des autocrates byzantins pendant les services religieux. Alors, tandis que l'officier du Sultan, collé contre sa porte, m'observait d'un regard ébahi, j'ai repoussé avec le bout de ma canne une des nattes qui recouvraient le sol. Ainsi, j'ai découvert la dalle de porphyre où le *Basileus* Justinien mettait ses pieds chaussés de pourpre. Et moi aussi, j'ai mis les pieds sur la dalle de porphyre!... » Telles sont les chimères dont il nourrit son imagination turbulente et rusée.

— Je m'explique maintenant le propos du roi Édouard... Mais par quels moyens peut-on agir sur Ferdinand pour qu'il se tienne tranquille?

— Je n'en vois qu'un : faire vibrer une de ses cordes les plus sensibles, — la conscience, très juste, qu'il a de son habileté politique. C'est le procédé que j'emploie d'habitude avec lui. Je ne manque jamais une occasion de lui dire : « Depuis vingt et un ans que vous êtes sur le trône, vous avez fait une œuvre admirable. Si l'on se représente l'état de misère et d'anarchie où se consumait la Bulgarie quand vous y êtes venu, on a peine à comprendre sa prospérité d'aujourd'hui. Mais cela ne vous suffit pas. Il vous faut encore le prestige des

agrandissements territoriaux, la gloire de réunir sous votre sceptre toutes les fractions dispersées du peuple bulgare. Eh bien ! soit. Mais, pour accomplir cette noble tâche, vous n'avez pas besoin de vous lancer dans les aventures belliqueuses ; vous l'accomplirez, avec beaucoup moins de risques, par l'action de la diplomatie ; car, sur ce terrain vous êtes passé maître et virtuose. Grâce à vous, la Bulgarie est désormais dans une de ces situations qui, selon le mot de Talleyrand, « se développent d'elles-mêmes ». Ne précipitez donc pas les événements... D'ailleurs, il vous serait matériellement impossible de faire la guerre aux Turcs, sans vous être inféodé à l'Autriche ou à la Russie. Or, soyez sûr qu'à l'heure du règlement final, Vienne et Pétersbourg se réconcilieraient sur votre dos. Il y a quelque chose de plus redoutable pour un pot de terre que de lutter contre un pot de fer ; c'est d'être coincé entre deux pots de fer. »

— Vos conseils me semblent très judicieux. Comment sont-ils accueillis ?

— En apparence, Ferdinand me donne raison ; mais je n'ai pas grand espoir de le convertir. L'obsession du rêve byzantin est déjà trop ancrée dans son cerveau. La mégalomanie est une psychose incurable.

Du souverain, nous passons au peuple bulgare, peuple rude et vigoureux, tenace et concentré, farouche et vindicatif. « Je règne sur des loups », me disait naguère le prince Ferdinand.

Nous en avons bientôt fini du thème bulgare. L'Impératrice, qui ne trahit aucune fatigue de notre conversation déjà si longue, me demande alors, d'un air engageant :

— L'histoire du Second-Empire vous intéresse-t-elle toujours ?

— Oh ! oui, madame, et je m'autorise de votre question pour vous en poser une autre... Vous avez eu, il y a deux ans, au Cap Martin, la bonté de me confier quelques-uns de vos souvenirs sur les événements de 1870 : nous en sommes restés au début de la guerre, au combat de Sarrebrück. J'attacherais bien du prix à vous entendre parler de votre régence !

— Je suis toute prête à vous répondre... Interrogez-moi.

Je réfléchis rapidement, puis :

— Quand avez-vous eu, pour la première fois, l'impression que nous étions engagés dans un duel terrible, dont peut-être nous ne sortirions pas vainqueurs ?

— Très tôt!... Dès l'arrivée de l'Empereur à Metz!... Sa prise de commandement lui avait révélé une situation lamentable ; tout n'était que désordre, incohérence, retard, dispute et confusion. Les lettres que je recevais de lui me bouleversaient, me cassaient bras et jambes... Ce qui m'inquiétait le plus, c'est que notre offensive stratégique, sur laquelle nous fondions de si grands espoirs, devenait chaque jour plus difficile. Bientôt, je compris que l'Empereur n'y pensait même plus. Je savais, d'autre part, qu'il souffrait cruellement de ses misères physiques et je devinais comme son activité morale, son énergie, sa confiance devaient s'en ressentir. Mais, à force de tergiverser, n'allions-nous pas laisser aux Allemands l'avantage énorme de franchir les premiers la frontière ? Quel affront ce serait, pour nous, vis-à-vis de l'étranger, qui, d'après nos propres déclarations, s'attendait à nous voir bondir sur l'ennemi et peut-être même, terminer la guerre en quelques jours par un coup de foudre!... Précisément, deux graves soucis nous advenaient, sur le terrain diplomatique. Nous apprenions d'abord que l'Autriche et l'Italie se dérobaient à notre alliance. Ainsi, leur concours militaire, sur lequel reposait tout notre plan d'opérations, nous manquait à la dernière minute. En même temps, Bismarck publiait le traité secret, que nous avions commis la faute de lui proposer, après Sadowa, quand il nous avait si perfidement laissé croire qu'il était prêt à nous abandonner la Belgique. Et cette publication soulevait contre nous l'indignation de toute l'Europe, comme si nous avions médité un acte de brigandage... Enfin, le 4 août, une de nos divisions, trop aventurée sur la frontière, se faisait détruire à Wissembourg. Du point de vue stratégique, l'affaire n'avait aucune importance et notre état-major n'y voyait qu'une simple escarmouche d'avant-garde. Je n'en fus pas moins bouleversée, pour des raisons intimes, des coïncidences bizarres ; vous savez que je suis très superstitieuse.

— Est-il vrai, madame, comme on l'a raconté, qu'un jour, à Saint-Cloud, pendant un déjeuner auquel assistaient vos ministres, on vit soudain des larmes rouler sur vos joues?

— Oui, je m'en souviens. Ce jour-là, j'étais si abattue! J'avais des pressentiments affreux ; je voyais comme un signe de mort sur tout ce qui m'entourait; j'attendais, avec une angoisse horrible, le message fatal que je sentais en route...

Le 6 août, vers minuit, je venais de rentrer dans mon appartement et j'allais me mettre au lit, quand ma femme de chambre m'annonce que le marquis de Piennes, chambellan de service, insiste pour me communiquer un télégramme très important. Je me rhabille vite, vite, et je fais entrer M. de Piennes. Avant même qu'il n'ait parlé, je lui arrache le télégramme des mains et je lis : c'était la nouvelle de Frœschwiller et de Forbach ! La dépêche se terminait par cette phrase : *Il faut mettre immédiatement Paris en état de défense.* Ainsi, dans l'espace d'un seul jour, deux grandes défaites, l'Alsace perdue, la Lorraine envahie, la route de Châlons ouverte, la capitale menacée !... Au premier instant, j'ai vu l'abîme et j'ai cru m'évanouir. Mais, subitement, je me suis sentie comme soulevée au-dessus de moi-même et j'ai dit à Piennes : « La dynastie est condamnée, monsieur, nous ne devons plus penser qu'à la France ! » Puis, j'ai décidé que je rentrerais d'urgence aux Tuileries, où j'ai fait convoquer les ministres pour deux heures du matin.

Après trente-huit ans, le souvenir de cette nuit dramatique éveille encore, dans son âme, de tels sursauts, qu'elle en a les mains vibrantes et les yeux pleins d'effroi. Tandis qu'elle souffle un peu, je reprends :

— Tout ce que Votre Majesté vient de me dire, je l'ai entendu raconter naguère, chez M^me^ de Pourtalès, par la princesse de Metternich à qui, dès le lendemain, Piennes avait rapporté vos belles paroles : « La dynastie est condamnée, monsieur; nous ne devons plus penser qu'à la France. »

Dédaignant cet irrécusable témoignage d'un mot qui lui fait tant d'honneur, elle poursuit :

— Quand, vers une heure du matin, je suis arrivée aux Tuileries, j'étais une autre femme : je n'avais plus d'angoisse, plus d'excitation, plus de faiblesse : je me sentais aussi calme et forte que lucide et résolue...

Elle insiste sur le soudain redressement, sur l'étonnante illumination, qui se produisirent alors dans tout son être et qu'elle assimile aux coups mystérieux de la Grâce.

— Comment expliquez-vous, me dit-elle, un revirement aussi brusque ?

— Le phénomène est bien connu des psychologues. Il suffit parfois du moindre choc émotif pour libérer subitement toutes

les énergies, inconscientes ou subconscientes, que l'atavisme accumule dans un être. C'est votre hérédité castillane qui a parlé si haut... J'ajoute que, pour les natures fières comme la vôtre, il n'y a de pire supplice que l'attente et l'incertitude. L'anxiété les épuise. Mais, sitôt que leur devoir se formule, sitôt qu'elles aperçoivent l'occasion d'agir, elles se déploient magnifiquement.

— Votre allusion à mon hérédité castillane me rappelle que, pendant cette nuit tragique, alors que je m'évertuais à ranimer la confiance et relever les cœurs autour de moi, le cher et noble amiral Jurien de la Gravière, mon premier aide de camp, s'est écrié : « Madame, en ce moment, vous êtes cornélienne ! »

— Il se trompait, l'amiral !

— Oh !... J'étais si fière de son exclamation !... Et pourquoi se trompait-il ?

— Les héroïnes de Corneille sont sublimes ; je n'en disconviens pas. Mais ce sont des ergoteuses ; elles dissertent et subtilisent indéfiniment sur leur devoir. Jusque dans les instants les plus pathétiques, elles argumentent. Ce ne sont pas des femmes, ce sont des abstractions :

Impitoyable sort, dont la rigueur sépare
Ma gloire d'avec mes désirs !
Est-il dit que le choix d'une vertu si rare
Coûte à ma passion de si grands déplaisirs ?

Et c'est Chimène qui raisonne ainsi ! Que dirais-je de Camille et de Pauline ?... Or, dans votre cas, le raisonnement n'a joué aucun rôle. Vos énergies profondes se sont réveillées spontanément et c'est là ce qui est beau !

Elle rit :

— Eh bien ! je ne me vanterai plus d'avoir été comparée aux héroïnes cornéliennes ! Mais revenons à l'époque sinistre.

Sans le moindre effort, avec une mémoire qui ne trébuche pas une seule fois, elle me raconte la crise obscure et mouvementée qui s'est terminée, le 9 août, par le renvoi du ministère Émile Ollivier. Entre autres détails, je note ceux-ci : — Dès son retour aux Tuileries, l'Impératrice a voulu convoquer les Chambres, afin de prendre immédiatement son appui sur la représentation nationale. Avait-elle, comme Régente, le

droit d'ordonner cette convocation ? Ne devait-elle pas en référer à l'Empereur ? C'était discutable. Émile Ollivier soutenait que la réunion du Parlement demeurait la prérogative absolue de l'Empereur ; il déclarait, en outre, que ce serait une faute énorme, une absurdité, de rouvrir la tribune dans une heure de péril national où il fallait avant tout éviter les discordes et calmer les esprits : là-dessus, il ne doutait pas que l'Empereur serait de son avis.

— N'allait-il pas, me dit l'Impératrice, jusqu'à me proposer un coup d'État contre le Parlement ! Il n'avait conçu rien moins que de faire enlever, la nuit, tous les députés de l'opposition, Jules Favre, Gambetta, Jules Simon, Kératry, Arago, Jules Ferry, etc., puis de les faire conduire à La Rochelle, d'où un navire de guerre les eût transportés à l'île de Ré ! Ne croyez pas que ce fût là une simple idée qui lui traversait la tête. Il avait donné ses ordres à la Préfecture de police et préparé tout le détail des arrestations. Lorsqu'il est venu m'en parler, — car il a bien dû finir par m'en parler, — je lui ai dit : « Et vous vous imaginez que l'opposition va se laisser faire, que les faubourgs de Paris ne vont pas se soulever, que Lyon, Marseille, Bordeaux, Saint-Étienne, Limoges resteront calmes ? Vous ne voyez pas que vous allez déchaîner la guerre civile sur tout le territoire... la guerre civile sous le feu de l'ennemi ?... Non, monsieur, non, moi Régente, cela ne se fera pas !... »

Quand il s'est agi de nommer le nouveau cabinet, l'Impératrice a rencontré le même obstacle constitutionnel que pour la réunion des Chambres : la désignation des ministres excédait incontestablement ses pouvoirs de régente :

— N'importe ! me dit-elle, j'ai passé outre... On m'a reproché de n'avoir pas consulté l'Empereur. Je n'en avais pas le temps. Et puis l'Empereur, accablé par les soucis du commandement, déprimé par les douleurs physiques, n'aurait pas pu envisager la situation avec la liberté d'esprit et les renseignements exacts dont je disposais, moi... Je me rappelle que, à l'instant où j'allais signer les décrets de nomination, un de mes plus dévoués collaborateurs m'a suppliée de n'en rien faire : « De grâce, ne signez pas cela ! C'est illégal, c'est révolutionnaire ! » J'ai répondu : « Tant pis ! Ma conscience m'ordonne de signer : je signe... Je m'en expliquerai plus tard avec l'Empereur ! »

Le ton sec et décisif dont elle articule ces derniers mots, en

redressant la tête, me fait sentir que notre conversation touche à l'un des problèmes les plus troublants que pose l'histoire de cette période et qui se formule ainsi : « Du jour où l'impératrice Eugénie a constaté que l'usure physique et morale de Napoléon III ne lui permettait plus aucun effort de volonté, qu'il était devenu aussi incapable de gouverner son empire que de commander ses troupes, n'en a-t-elle pas conclu qu'elle devait progressivement l'éliminer du pouvoir, se substituer à lui, concentrer dans ses mains toutes les prérogatives de l'autorité souveraine, avec l'idée obsédante et secrète de sauvegarder le patrimoine de son fils ? »

C'est à quoi je réfléchis, pendant qu'elle me raconte les débuts, très actifs, du ministère présidé par le général de Palikao. Tout d'abord, les nouveaux ministres imposent à l'Empereur la destitution de son major-général, l'infortuné Le Bœuf, et le mettent en demeure de résigner le commandement suprême de l'armée pour le transférer à Bazaine. Comme le nom de Bazaine me fait sursauter, l'Impératrice me dit :

— Je vous assure que Bazaine inspirait alors une confiance absolue.

— Malgré le Mexique !

— Oui, malgré le Mexique. Et la preuve, c'est que l'Empereur lui avait donné le commandement de la Garde impériale... Du reste, je n'ai jamais cru qu'il ait trahi. Mais nous reparlerons de Bazaine.

Elle énumère ensuite, rapidement, les mesures d'ordre politique, militaire, financier, que le cabinet du 10 août a su prendre, avec un zèle infatigable, pour l'organisation de la défense nationale et le raffermissement de l'esprit public.

Mais, dans la coulisse, je vois se démener les véritables maîtres de l'heure, les membres du Conseil privé, mis au rancart depuis l'avènement de l'Empire libéral, les anciens serviteurs du pouvoir absolu, Baroche, La Valette, Persigny, le maréchal Vaillant et surtout leur chef, l'habile et vigoureux avocat de l'autocratisme napoléonien, le président du Sénat, Rouher. La Régente ne s'inspire que d'eux, n'a foi qu'en eux.

Cependant, autour de Metz, la situation s'aggrave soudain. Le 18 août, après les terribles hécatombes de Borny, Rezonville et Saint-Privat, l'armée du Rhin est bloquée. Deux jours avant la fermeture de la tenaille allemande, Napoléon III a pu

s'échapper lamentablement par la route de Verdun et gagner Châlons, où Mac-Mahon achève de rallier ses troupes.

— C'est alors, continue l'Impératrice, que, sous l'influence du prince Napoléon, l'Empereur a décidé de rentrer à Paris avec l'armée de Mac-Mahon, pour se remettre à la tête du gouvernement; le télégramme, qui m'informait de cette décision, m'apprenait en outre que le général Trochu était nommé gouverneur de la capitale... La nomination de Trochu me semblait une lourde erreur. Était-il sage de confier la sécurité des souverains, et la défense de nos institutions à un général ambitieux, intrigant, jaloux, perfide, théâtral, qui ne se cachait pas de me haïr et qui avait déjà lié partie avec nos pires ennemis? Je me serais accommodée pourtant de ce dangereux défenseur. Mais ce que je ne pouvais admettre, ce qui m'apparaissait impossible, d'une impossibilité matérielle autant que morale, c'était le retour de l'Empereur à Paris. On l'aurait accusé de n'avoir pas voulu marcher au secours de Bazaine, pour ne songer qu'au salut de son trône et de sa dynastie. On aurait crié à la trahison. Toute la population parisienne se serait ameutée contre lui. Aucune escorte n'aurait pu le défendre. Sa voiture ne serait pas arrivée jusqu'au Louvre. Il ne serait pas rentré vivant aux Tuileries!...

Tandis qu'elle parle ainsi, blême, la voix haletante, je sens passer en elle toute l'horreur des grands drames révolutionnaires.

Après un court silence, elle reprend, d'un ton plus calme :

— Voilà pourquoi j'ai voulu que l'Empereur conduisît l'armée, non plus vers Paris, mais vers le nord, au secours de Bazaine. Et ce fut aussi l'opinion de tous les ministres.

Puis elle me regarde bien en face, comme si elle me provoquait à lui répondre.

— Je comprends, madame, que l'Empereur ne pouvait pas revenir à Paris, avant de s'être réhabilité par une victoire. Mais ce que je trouve infiniment regrettable, — excusez-moi de vous le dire, — c'est l'envoi de l'armée vers le nord. Tous les stratèges condamnent cette manœuvre.

Elle fait un geste d'agacement :

— Je viens de vous dire que l'Empereur ne pouvait pas rentrer à Paris!

— L'Empereur, soit!... Mais l'armée?

— Il ne pouvait pas quitter l'armée!

J'insinue que, dans l'état misérable de sa santé, il aurait pu légitimement aller prendre quelque repos à Compiègne, à Blois, à Biarritz.

Une flamme courte lui traverse les yeux :

— Abandonner ses troupes, la veille d'une bataille, lui, un Napoléon! Il se serait couvert de honte pour jamais devant l'histoire!... J'aurais mieux aimé qu'il se fît tuer!

— Il y a songé, n'est-ce pas?

— Oui, mais plus tard, à la dernière étape de son calvaire, à Sedan.

Voici maintenant l'épilogue tragique du règne. Je demande à l'Impératrice quel jour et comment elle a reçu la nouvelle de la catastrophe; on a prétendu en effet qu'elle l'a dissimulée durant vingt-quatre heures, même à ses ministres, afin de ne pas contrecarrer une tentative suprême qu'elle faisait auprès de Thiers par l'entremise de Mérimée pour sauver le régime impérial. Elle me déclare péremptoirement :

— C'est le samedi 3 septembre, vers la fin de l'après-midi, que le ministre de l'Intérieur, Chevreau, est venu m'annoncer la capitulation de Sedan. Sur la foi de M. Thiers, on a publié que je connaissais la sinistre nouvelle depuis vingt-quatre heures et que je l'avais gardée secrète, pour moi seule; car je négociais avec les députés de la gauche, dont M. Thiers lui-même, une combinaison parlementaire où je mettais mon dernier espoir de sauver la dynastie. Eh bien! toute cette histoire est fausse; elle ne contient pas un mot de vérité! C'est un mensonge de M. Thiers. D'ailleurs, je n'ai jamais pensé que M. Thiers eût l'esprit assez large, le cœur assez noble, pour oublier ses rancunes et venir à mon aide; je ne me serais donc pas diminuée jusqu'à lui demander secours.

— Comment! Ce n'est pas vrai que, le 3 septembre, Mérimée s'est présenté, de votre part, chez M. Thiers, pour le conjurer de se rallier à vous, et que M. Thiers lui a répondu : « Après Sedan, rien à faire!... Qu'ils s'en aillent! »

— C'est faux, archifaux. Je n'ai donné aucune mission quelconque à Mérimée, qui, du reste, connaissait trop bien mes sentiments pour entreprendre une pareille démarche sans un ordre de moi.

Voulant tirer au clair tout le détail de ces journées historiques, je lui pose encore une question.

— Dans cet après-midi du 3 septembre, à quand remontaient vos plus récentes nouvelles de l'armée?

— Là-dessus, je serai moins précise. Je me rappelle pourtant que, depuis trois ou quatre jours, je n'avais reçu de l'Empereur aucun télégramme, aucune lettre. Et ce long silence, inexplicable, m'entretenait dans une affreuse angoisse; je ne mangeais plus, je ne dormais plus; j'avais sans cesse la gorge pleine de sanglots... Je crois me rappeler aussi que, la veille, donc le 2 septembre, le jour même de la capitulation, le général de Palikao m'a dit : « Nos communications avec Sedan sont coupées; je crains que l'armée ne soit bloquée dans la place. » Enfin, je venais d'apprendre que mon fils, qui ne pouvait rester sans péril au quartier général et qu'on avait installé à Mézières, avait dû partir brusquement pour Landrecies; j'en concluais que l'ennemi n'était plus loin de Mézières... Voilà tout ce que je savais, le 3 septembre, à la fin de l'après-midi, quand Chevreau est venu m'apporter le télégramme de l'Empereur : *L'armée est prisonnière; j'ai dû rendre mon épée; je viens de voir le roi Guillaume; je pars pour Wilhelmshöhe.* Chevreau m'a quittée immédiatement pour aller communiquer la nouvelle à ses collègues. Aussitôt, j'ai appelé mes secrétaires, Conti et Filon; je les ai appelés en criant, comme on appelle au secours; je leur ai montré le télégramme. Et puis... et puis, tout ce que j'avais sur le cœur a débordé.... Je ne vous en dirai pas plus.

Ce qu'elle ne veut pas me dire, je le sais par une autre confidence qui a, pour moi, toute la valeur et tout l'accent d'une confession directe. Donc, sous le coup de la nouvelle foudroyante, après l'ahurissement et la suffocation des premières minutes, l'Impératrice a donné libre cours au torrent des colères, des révoltes, des humiliations, qui s'accumulaient depuis des semaines dans son âme orageuse. Les traits convulsés, les yeux hagards, telle qu'une Erynnie, elle vociférait des propos éperdus : « Non, l'Empereur n'a pas capitulé! Un Napoléon ne capitule pas. Il est mort!... Vous m'entendez : je vous dis qu'il est mort et qu'on veut me le cacher!... » Puis, se contredisant elle-même : « Pourquoi ne s'est-il pas fait tuer? Pourquoi ne s'est-il pas enseveli sous les murs de Sedan?... Il n'a donc pas senti qu'il se déshonorait? Quel nom il va laisser à son fils!... » Après cette explosion, elle a fondu en larmes,

invoquant à genoux son mari, le suppliant de lui pardonner les aberrations que l'excès de la douleur venait de lui arracher... Et la scène a fini par un évanouissement.

Sur la journée du 4 septembre, elle ne me dit rien qui ne soit connu. Je remarque toutefois que, dès le matin, après avoir entendu la messe avec quelques intimes, elle s'est complètement ressaisie, comme au lendemain de Frœschwiller et de Forbach.

Cependant, la tourmente révolutionnaire se prépare dans les faubourgs. De quart d'heure en quart d'heure, les nouvelles sinistres arrivent aux Tuileries. Sous l'œil complaisant du général Trochu, l'émeute se propage et s'organise. Bousculant la police, des bandes forcenées parcourent les boulevards. Au Corps législatif, on délibère sur la vacance du trône et l'on évoque les précédents de 1814, comme si l'on y cherchait la meilleure formule de parjure.

La Régente ne garde pas moins tout son calme et toute sa dignité. Quand les délégués de la Chambre, conduits par Buffet, le comte Daru, le comte d'Ayguevives et le marquis de Talhouët, viennent la supplier de remettre le pouvoir exécutif à une Commission de gouvernement, qui serait élue par l'Assemblée, elle s'y refuse impassiblement, par les raisons les plus hautes : « L'avenir de notre dynastie ne compte plus pour moi ; je ne pense qu'à l'avenir de la France. Mon unique souci personnel est de remplir, dans toute leur étendue, les devoirs que mon rang et ma fonction m'imposent; or, le plus clair de ces devoirs est de ne pas déserter mon poste... Quant aux représentants du pays, leur devoir me paraît aussi évident que le mien : ils doivent ajourner leurs querelles de parti et se serrer autour de moi pour faire masse contre l'invasion. Ils tiennent le sort de la guerre entre leurs mains... »

C'est avec une parfaite simplicité qu'elle me raconte cette grave discussion. Quand elle s'arrête, je reprends :

— Un jour, il y a quelque dix ans, j'ai eu l'occasion d'entendre l'austère Buffet lui-même déclarer que dans cette conférence du 4 septembre, vous fûtes admirable d'énergie, de patriotisme et de sang-froid.

— J'ai fait ce que j'ai pu... D'ailleurs, quel résultat !

Puis, avec la visible impatience d'en finir, elle esquisse

rapidement tout ce qui a suivi : — la proclamation de la déchéance et de la république; le Corps législatif envahi; les troupes levant la crosse en l'air; le général Trochu haranguant la foule et passant à l'émeute; le flot des insurgés se ruant vers les Tuileries, etc... Elle accélère encore son débit pour évoquer son départ précipité du palais, avec sa lectrice Mme Lebreton, sous la protection de Nigra, Metternich et deux ou trois fidèles; son interminable course en fiacre, dans Paris, à la recherche d'un abri sûr; l'humiliante obligation d'aller, en dernier lieu, demander asile au dentiste américain, le docteur Evans; la randonnée piteuse du voyage à Deauville, dans le landau fermé, le dentiste sur le siège; la traversée de la Manche sur un yacht à voiles de quarante tonneaux, par une mer furieuse; enfin, l'horrible détresse de l'atterrissage nocturne à l'île de Wight.

Ayant achevé son récit, elle demeure quelques instants silencieuse et recueillie. Soudain, son visage prend l'air étonné, comme si elle sortait d'une réflexion étrange :

— Pourquoi cela me fait-il du bien de vous raconter ce cauchemar?

— C'est peut-être parce que vous y pensez toujours.

— En effet, j'y pense toujours!

Elle réfléchit de nouveau, puis :

— J'ai une telle foi dans la justice de Dieu que je devrais n'attacher aucune importance à la justice des hommes, d'autant plus que je ne tarderai pas beaucoup à comparaître devant la première. Mais non! j'ai l'illogisme et la faiblesse de penser constamment au verdict que rendra le tribunal de l'histoire. Alors, quand l'occasion s'offre à moi, — ce qui est rare, très rare, — j'apporte mon témoignage, après m'être juré à moi-même que je dirai « la vérité, toute la vérité, rien que la vérité »... Aujourd'hui, c'est vous le greffier.

Je la remercie de la confiance dont elle m'honore. Elle répond à mes remerciements par quelques mots affectueux. Et c'est la fin de ma visite.

Quand je sors de l'Hôtel Continental, il est six heures.

L'après-midi s'achève radieux. Les Tuileries baignent dans une lumière charmante. Rajeunie par les pluies continues de ces derniers jours, la verdure des tilleuls et des marronniers

est d'une fraîcheur tendre. Les cris joyeux des enfants et les toilettes claires des femmes animent le jardin. Sans m'y arrêter, je gagne la Terrasse du Bord de l'eau, qui s'allonge, tranquille, dans la solitude et le silence.

Napoléon III venait souvent se promener ici, le matin, en fumant son éternelle cigarette. On fermait alors les grilles, aux deux extrémités de la terrasse, pour que personne ne vînt déranger l'auguste rêveur.

Après ce que je viens d'entendre, le décor est singulièrement propice à l'évocation de son image. Pourtant, ce n'est pas dans ce lieu, ce n'est pas sur les berges plates de la Seine qu'il m'apparaît : c'est sur les rives sinueuses et vallonnées de la Meuse, pendant qu'il marche ou plutôt qu'on l'entraîne vers Sedan. Ne gouvernant plus son empire, ne commandant plus ses troupes, relégué dans les bagages et les convois, il n'est plus, physiquement, qu'une pauvre loque humaine. Ses cheveux sont devenus tout blancs. L'œdème de ses paupières lui ferme les yeux. Il a le teint blafard, le dos voûté. Les moindres cahots de sa voiture lui arrachent un gémissement. Il ne se tient à cheval qu'au prix de lancinations atroces. On le voit, un jour, descendre précipitamment de sa berline pour aller s'appuyer la tête contre un arbre, tant les spasmes de sa vessie et les déchirements de ses reins le torturent. Un autre jour, à table, ses aides de camp le voient soudain secoué par de grands frissons, tandis que des larmes coulent sur ses joues creuses et violacées. Enfin, chaque matin dès qu'il se lève, chaque soir dès qu'il arrive à l'étape, son chirurgien, qui ne le quitte pas, lui inflige le supplice de le sonder.

Moralement, l'épreuve est pire encore. Il garde sa pleine intelligence, une parfaite lucidité de l'esprit. Mais il n'est plus capable d'aucune résolution ; il subit n'importe quoi : c'est une paralysie totale de la volonté. Depuis le début, il sait que la marche de l'armée vers le nord est une aberration stratégique, et il s'y résigne. Pourtant, il n'aurait qu'à dire à Mac-Mahon : « Ramenez immédiatement l'armée vers Paris. » Et l'armée ferait immédiatement volte-face. De même, il n'aurait qu'à télégraphier à l'Impératrice : « Je rentrerai ce soir à Paris. » Et personne au monde ne pourrait lui défendre d'y rentrer. Car enfin il est toujours l'Empereur! Le soir de la capitulation, il écrira ces lignes stupéfiantes, qui ne laissent plus rien

à deviner de son drame intime : « La catastrophe devait avoir lieu. Notre marche était le comble de l'imprudence et, de plus, elle a été très mal dirigée... » Quelques jours plus tard, il écrira encore : « Certes, la lutte était inégale, mais elle aurait pu être beaucoup moins désastreuse pour nos armes, si les opérations n'avaient pas été constamment subordonnées à des considérations politiques... » Je ne connais pas, dans l'histoire des infortunes souveraines, une déchéance plus lamentable. Et si, maintenant, je voulais conclure, je ne trouverais qu'un mot, — le grand mot de pitié que Sophocle a laissé tomber sur Œdipe : « Malheureux, malheureux! C'est le seul nom que je puisse te donner! »

Mais, aussi, je me rappelle un entretien que j'eus, il y a deux ou trois ans, avec notre chef d'État-major, le général Brun, à propos de la marche vers Sedan. Il me la citait, à titre d'exemple, un jour qu'il examinait devant moi certaines éventualités de guerre : « Il fallait être insensé, me disait-il, pour envoyer l'armée de Châlons vers l'Argonne et la Meuse. L'opération était inexécutable. Pour la réussir, il n'aurait pas fallu moins que l'audace impétueuse, la promptitude foudroyante d'un Frédéric le Grand ou d'un Napoléon Ier. L'idée primitive de Mac Mahon, et qu'il a été obligé d'abandonner sur l'injonction de Palikao, était la seule vraie, la seule qui pouvait encore nous arrêter dans notre course à l'abîme. L'armée aurait dû rétrograder, par échelons, jusque sous les murs de Paris. Là, solidement appuyée aux ouvrages défensifs, mais gardant toute sa liberté de manœuvre, elle aurait offert la bataille. En cas d'insuccès, elle aurait de nouveaux rétrogradé, toujours par échelons, vers la Loire ou vers l'Yonne, au besoin jusqu'en Touraine ou jusqu'au Morvan. Dès lors, le siège de Paris devenait impossible; la résistance nationale avait le temps de s'organiser; l'esprit public se relevait. Ainsi, la physionomie de la guerre eût changé complètement. Et, quand serait venue l'heure de la paix, nous n'aurions pas été livrés à l'Allemagne, pieds et poings liés! »

MAURICE PALÉOLOGUE.

(A suivre.)

RÉGARDS
SUR DES CHARTREUSES

UNE CHARTREUSE ESPAGNOLE : MIRAFLORÈS

Au sortir de Burgos, en remontant le long d'un pauvre cours d'eau, une promenade herbue, profonde comme un parc, plantée d'ormes graves, mène jusqu'à l'arceau triangulaire qui marque la limite de la Chartreuse. Sur la hauteur, j'aperçois le couvent ; l'église groupe au-dessus des arbres ses pinacles comme une couronne de lys. A gauche, la grande plaine nue, barbare, s'enfle jusqu'aux plateaux pierreux ; une ligne sombre de peupliers la coupe, semblable à une file de pénitents ; j'aime ces horizons dépouillés, ascétiques, mais, au loin, cette butte rose, polie par le soleil du soir. Un berger, sur la route, barbu comme un brigand, pousse devant lui ses moutons. Au fond d'une place ombragée, voici, derrière une vieille croix, la muraille grise de la *Cartuja*.

J'ai franchi le portail aux gros clous. Par un couloir glacial un frère convers me précède jusqu'à l'ancien pavillon de chasse des rois d'Espagne, devenu l'hôtellerie. Les murs de sa façade sont faits de moellons frustes, avec de petites fenêtres grillées dans l'épaisseur de la bâtisse. Un escalier solennel, droit et raide, très sombre, grimpe aux chambres des hôtes. Celle qui m'est réservée donne sur les toits d'une cour étroite ; une cloche, entre ses montants de pierre, domine les tuiles. Je découvre, en me penchant, un parterre de giroflées jaunes et,

plus haut que les toits, des feuillages lourds de marronniers. Pas un souffle ne les remue. J'ai beau être habitué au calme de la campagne, le silence de la Chartreuse isole du monde, comme s'il avait la densité d'une muraille.

Mais, tout près, soudain, l'horloge d'une tour martèle d'un coup dur l'avant-quart d'une heure. Et la cloche s'ébranle, dure aussi, ayant comme la plupart des cloches espagnoles, un timbre de glas fêlé.

Cette cloche pirouette et tinte d'un mouvement paisible, étrangère aux agitations du temps. Elle sait que, chaque jour et aux mêmes heures, jusqu'à ce que les combles du couvent s'effondrent ou que les moines aient disparu, elle sonnera autant de fois, pour des offices pareils. La main qui tirera la corde ne sera plus la même ; qu'importe ? Le son des battements, leur nombre, n'auront pas changé. Je songe, en l'écoutant, qu'elle façonne à son rythme toutes ces vies monacales, pour moi pleines d'inconnu.

Mais, quelqu'un frappe à ma porte : dom Ed..., le Prieur de Miraflorès. D'avance, j'étais certain que je connaîtrais en lui un moine puissamment bon, passionné pour son Ordre, original d'humeur, d'esprit ouvert et portant sur les choses du siècle la vue hardie et libre de ceux qui n'en sont plus. Il est grand, mince, un peu penché ; jeune, bien que la couronne de ses cheveux blanchisse. Anglais par son père, et par sa mère Français, il fond dans la distinction de sa personne l'aristocratie de deux races. La douceur de ses traits semble presque féminine ; mais, tout d'un coup, son sourire laisse échapper de fortes ironies, ou son œil d'un bleu candide émet des fulgurations dominatrices. On devine sous son aménité la foi des violents qui pourraient dire d'eux-mêmes : « Le zèle de votre maison me dévore. »

Le Prieur me conduit au réfectoire des hôtes où m'est préparée une collation. Le frère qui me sert se tient debout, à la mode d'Espagne, derrière mon siège, pendant que je récite le *Benedicite*. Le frère H... semble très jeune ; sa robe brune et son capuchon avivent la pâleur de son teint, la flamme de ses yeux, sa pure beauté castillane. Discret, souriant et calme, il évoque les serviteurs mystérieux qu'on rencontre dans les romans chevaleresques. Versé par sa main, l'ardent Xérès prend je ne sais quel bouquet liturgique.

Ma solitude en cette longue salle éclairée par une seule fenêtre haute, me réservera, tout mon séjour, le vis-à-vis d'un portrait de Philippe V, petit-fils de Louis XIV, et de sa première femme, laide, hélas! mafflue, sotte à gifler. Au fond, une cheminée opulente, où se chauffa jadis Isabelle la catholique, a son manteau décoré des armes de Castille, au-dessus de volutes sculptées qui s'entrelacent comme des flammes tordues. La compagnie du frère H..., silencieux, et ce passé royal autour de moi suffiraient à mon contentement. Mais, devant la cheminée, je penserai plus d'une fois au verset des *Proverbes* que me cita un jour le Prieur :

Ignis nunquam dicit : *Sufficit*... Le feu, jamais ne dit : Assez!

Mot terrible, si on le remet dans le texte biblique et quand on se souvient des trois autres choses impossibles à rassasier; mot révélateur du tourment sacré qui emporte certains cœurs de moines, sans terme, plus haut qu'eux-mêmes.

Le Prieur, dès le lendemain, me fait les honneurs du couvent. Tout d'abord, pour me rendre à l'église, seul, je me perdrais. Il faut suivre un couloir qu'emplit l'encens des foins coupés, — car l'étable est proche, — passer une petite porte, tourner sous le cadran d'une horloge, laisser à gauche un huis étroit qui donne sur la rampe d'un escalier; enfin, prendre le long du cloître jusqu'à l'entrée basse du chœur des frères. Il est, comme dans toutes les Chartreuses, séparé de celui des moines par un jubé; deux autels dédiés, l'un à saint Jean-Baptiste, patron des solitaires, l'autre à saint Bruno; et, entre les deux, une porte à double battant qui nous introduit dans le grand chœur.

La nef, selon la coutume des églises cartusiennes, est plus profonde que large. Des franges de pierre, d'un travail raffiné, comme s'y amusait un art décadent vers la fin du xv^e^ siècle, festonnent les nervures de la voûte. Les stalles des moines, contre les murs, allongent leur galerie à fleurons, dentelle de chêne, merveille d'une luxuriance fragile, paradoxale dans ce monastère qui respire en tout la stabilité. Lorsque les religieux s'y tiennent debout, regardant l'autel, à la file, sans mouvement, ils ont l'air de saints logés sous des niches de parade, faites pour d'autres que pour eux.

Devant l'autel miroitent deux tombeaux accouplés, d'une seule masse qui serait trop lourde, si le sculpteur, un juif alle-

mand converti, Gil de Siloé, n'avait, autour des statues couchées du roi Jean II de Castille et d'Isabelle de Portugal son épouse (1), taillé tout un monde de figures bibliques et une ménagerie de lions. Le même Gil dressa, derrière l'autel, un retable énorme en bois doré, où il fit saillir un Christ oriental de visage, entre une mère de douleurs, et un saint Jean prodigieux de compassion mystique.

Cette église nous met loin de l'ermitage nu souhaité par saint Bruno. Les siècles ont chargé ses disciples d'un patrimoine de richesses : sans eux, elles eussent disparu. Ils les gardent avec des soins vigilants. Je ne crois pas que leur pauvreté intérieure s'en amoindrisse. Ils savent trop l'éphémère de ces biens, même confiés à des moines parfaitement stables. Lors de l'invasion napoléonienne, des soldats mirent à sac Miraflorès abandonné. Ils violèrent les tombeaux, dans l'espoir d'y piller un trésor; tous les reliquaires furent massacrés à coups de hache. On en a refait d'autres ; mais les reliques, jetées en tas dans un coin, n'ont pu être identifiées.

On avait sauvé les ornements liturgiques. Le Prieur me montre des chasubles, des chapes, des mappules d'une magnificence écrasante : broderies massives, recamées, pélicans, phénix et fleurs symboliques sur des fonds écaillés d'or ou d'un rouge ardent. Le dos d'une chasuble, entre autres, porte une échelle de Jacob, toute scintillante d'argent, perpendiculaire, étroite, soutenue d'espace en espace par deux anges aux ailes étendues. Splendide image de l'ascension où succomberait le contemplatif, si des auxiliaires invisibles ne tenaient en équilibre son point d'appui.

Comme nous sortions du chœur, un rais de soleil y pénétra. La riche couleur flamande du vitrail qu'il traversait parut descendre avec lui et réchauffer, sur le tombeau du Roi, le marbre de ses mains. Fastueuse et sépulcrale, cette église est froide comme un caveau. Nulle part, les vêpres des morts ne m'ont plus saisi qu'en la stalle où je les lisais, sur un grand antiphonaire, immergé dans les cadences funèbres des voix psalmodiantes.

Le Prieur m'ouvre la salle du Chapitre. C'est là que, le

(1) Un troisième tombeau, à gauche, moins surchargé, présente l'infant Don Alfonso à genoux, les paumes jointes, devant l'Évangile ouvert sur le coussin d'un prie-Dieu.

dimanche matin, les moines viennent entendre ses instructions et confesser publiquement les fautes contre la règle. Elle n'est meublée que des longs bancs appuyés aux boiseries des murs. Aucun siège pour le Prieur; mais, chose particulière aux Chartreux, un autel occupe le fond de la salle. Une des statues peintes qui ornent le retable, celle du bienheureux Albergati (1), m'a laissé le contact violent d'un moine ivre du Verbe divin.

Le bienheureux, en camail d'évêque, avec la cuculle cartusienne et le capuchon, serre de la main droite le bâton d'une croix, et contemple une Bible qu'il lit ouverte sur son bras gauche. Son profil est comme pétri de tous les enthousiasmes sacrés. Les rides mêmes de sa joue semblent tressaillir d'un amour âpre et attendri; et son regard est fasciné par le saint Livre, ébloui, presque effrayé. Vu d'en bas, cet œil est terrible; jamais je n'ai senti plus immédiate « la folie de la croix ». Ce n'est pourtant pas l'œil d'un fou. L'ardeur des saints se garde intelligente; le dernier mot, on s'en souvient, de la volcanique Angèle de Foligno fut : *comprendre*.

Dom Ed... m'introduit ensuite dans sa propre cellule. Il m'en laisse librement admirer l'ordonnance, ne l'ayant pas disposée lui-même. Ce vaste cabinet tient de sa nudité son caractère. Près de la porte, une horloge anglaise en ébène, sévère et pompeuse; à droite, une bibliothèque vitrée; et, dans la clarté de la fenêtre, une table que domine une toile espagnole à fond noir, un Christ mort, sur les genoux de sa mère, la tête pendante. A gauche, enfin, le long de la paroi blanchie à la chaux, quelques images : un saint Bruno de Zurbaran, sinistrement dur; et un autre de Ribalta, jeune moine barbu qui pose un doigt sur ses lèvres, prêchant le silence.

Le jardin du Prieur est de plain pied avec sa cellule : il y jette un coup d'œil négligent; ce n'est pas lui qui le cultive; sa charge lui en ôte le loisir. Mais les allées sont pieusement ratissées, les bordures émondées. L'eau d'une vasque s'égoutte au milieu d'un bassin. Des carrés de radis représentent le potager. Dans un coin penche un vieux laurier en fleurs.

Dom Ed... s'intéresse davantage aux livres de sa bibliothèque. Il me fait voir quelques précieux incunables, une charte décorée d'enluminures, où le sceau royal s'accompagne

(1) Par José de Lara, artiste qui, vers 1715, avait établi une école à Zamora.

de la formule qui reste celle de la monarchie espagnole : *io, el Rey*, moi, le Roi. Des in-folio de compilateurs chartreux lui donnent matière à des vues curieuses sur les travaux de l'Ordre.

Nous traversons une petite chambre à coupole peinte en bleu, avec un autel pour sa messe ; nous montons à son oratoire. Contre le mur blanc s'impose au regard une croix nue, très espagnole, au tronc allongé, aux bras courts, poinçonnée d'arabesques faites avec la pointe d'un clou ; et, devant la table, un fauteuil carré, d'une raideur féodale, dont le cuir jadis fauve est maintenu par de larges clous. Une boîte vétuste, en chêne noirci, cerclée de ferrures, lui sert à loger la réserve de sous qu'il destine aux pauvres. Quotidiennement, vers deux heures, arrive de Burgos une tribu de gueuilleux. On leur dispense de la soupe, du pain, quelque monnaie. Les jours fériés, le Prieur en personne vaque à cette distribution.

Comme tous les moines, il a, dans son oratoire, une stalle où il lit l'office aux temps prescrits et fait oraison. Sa vie conventuelle, me dit-il en passant, a fui comme un songe ; quarante-cinq ans lui ont semblé quarante-cinq jours. Il conserve surtout le sentiment d'une liberté parfaite, affranchi par ses vœux de toutes les inquiétudes dont est grevé le monde.

Il me mène au réfectoire ; ses étroites fenêtres en retrait le rendent plus solennel, mais assez morose. J'en ai vu ailleurs de plus beaux. La chaire du lecteur, ouvragée comme une niche, est encastrée dans la muraille ; on y pénètre par un escalier, derrière la salle. Même quand les moines sont absents, le réfectoire est plein d'eux. Sur la nappe s'alignent, à chaque place, le couvert, le pot à eau brun, le flacon de vinaigre. Le Prieur mange seul, à une table, tout au fond, sous le crucifix. Là, comme partout, le couvent maintient l'exemplaire d'une maison bien ordonnée où chacun et chaque chose est à son rang, où les objets et les actes les plus communs acquièrent une noblesse rituelle.

Nous suivons, en silence, le grand cloître. Le Prieur allonge le pas, la tête dans les épaules, les mains dans ses manches, ses grosses chaussures battues par le bas de sa robe.

Nous voici dans le cimetière. Des cyprès si vieux que leur tronc blanchit, des pins saturent les tombes d'une odeur d'aromates. Au centre, sur une colonne, un Christ, aux jambes

raides, dont le soleil et la pluie ont usé la face. Beaucoup de croix sont tombées dans l'herbe. Depuis cinq cents ans on enterre ici des Chartreux.

Quand l'un d'eux meurt, son corps ne subit pas la prison du cercueil. On cloue l'habit qu'il porte à la planche où il est gisant, on rabat sur ses mains les manches, sur sa tête le capuchon; après l'office, on le dépose dans la terre. « Et c'est fini. »

En attendant son tour, le bon Prieur continue allégrement sa charge. Avec moi il visite « les obédiences », le quartier des étables, des officines domestiques, de la forge, toujours distant, chez les Chartreux, du grand cloître et du logis des moines.

Le couloir où il me guide est pavé d'une manière imprévue : des os de mouton cimentés entre des cailloux de la rivière; ce mélange, assure-t-il, est indestructible.

Un convers âgé, maladif de mine, nous reçoit dans le bâtiment réservé à la fabrication des fromages. Autour du pressoir ils sèchent sur des claies; les petites meules s'empilent jusqu'au plafond. Ces fromages de la Chartreuse combinent le lait de vache et de brebis selon un procédé secret. Plus loin, c'est le miel des ruches qu'un autre frère fait couler dans des pots. Mais je n'ai pas vu l'endroit où l'on comprime des pétales de roses, pour fabriquer des chapelets odorants.

Nous sommes arrivés à la cour de l'étable. Une génisse et deux vaches s'y promènent tranquillement. L'une d'elles s'approche du Prieur; il la caresse; elle frotte sa tête contre la laine du froc. Le vacher, homme gaillard et puissant, l'appelle; aussitôt elle retourne à sa mangeoire. Les animaux eux-mêmes, dans le monastère, pratiquent l'obéissance.

Certains, malgré tout, conservent un mauvais esprit. Nous avons laissé derrière nous, à l'entrée du clos, la longue allée de pins. Sur la hauteur, le valet de ferme laboure avec deux mulets. Je connais Fernando parce qu'il est venu me prendre à Burgos. C'est un campagnard castillan, rude et brusque d'allure, leste comme une chèvre, et dont le visage sec semble, sous son béret bleu, sculpté dans du grès. Ses deux mulets, au lieu de labourer droit, tirent sur le flanc, empêtrent leurs jambes dans les liens qui les attellent à la charrue. Fernando les dégage, les secoue, les apostrophe, peste contre eux. Il reprend sa marche en avant; il sait qu'il arrivera, quand même, au bout du sillon; mais ses mulets, demain, seront aussi rétifs qu'aujourd'hui.

Le champ dont son arroi déchire le sommeil commande la plaine austère. Au delà des peupliers qui suivent le cours d'eau et du clocher trapu d'un village, de minces collines coupées par des creux brillent comme des rampes de marbre ; elles se haussent à la file vers le faîte rougeâtre d'un plateau. Le désert est à l'horizon. Sans obstacle l'âme se dilate, seule comme cette vieille tour de guet, là-bas encore debout, en face des pays immuables, inhabités, que le vent dur flagelle.

J'ai regagné le pavillon des hôtes ; ma chambre me paraît mienne comme si, depuis des années, j'y vivais. Trois folles hirondelles, se pourchassant, criant, se précipitent chez moi, puis ressortent. La cloche, aux heures identiques, dolente et lourde, se balance entre ses montants rouillés.

Dans une Chartreuse, comme les journées sont courtes ! J'en ai passé beaucoup, sans aller plus loin que l'église et le petit jardin des giroflées, entre quatre murs. Pas un instant l'ennui n'a rôdé autour de ma solitude. Est-ce à dire qu'ici j'aie oublié tout ce que je laisse hors du cloître ? Le monde me paraît loin. Mais, éperonnée par l'isolement, mon imagination m'y ramène avec furie. L'orageux, l'indompté de mon naturel se réveillent sous la menace d'une contrainte.

Et puis, ce milieu de moines espagnols est tellement étrange ! Plus d'une fois, après minuit, pendant que tintaient comme un glas les neuf coups de l'Angélus nocturne (1), j'ai surpris, au bas du sombre escalier, des gémissements rythmiques, tels que l'ahan d'un boulanger qui pétrit, ou d'un bûcheron qui frappe avec sa cognée. Des pauses séparaient ces bruits ; ensuite, ils s'accéléraient et cessaient tout d'un coup. C'était un vieux frère qui prenait la discipline ; il s'animait contre lui-même en se fustigeant, multipliait les coups ; mais, attentif à la règle, il ne dépassait point le temps d'un *Miserere*.

Je l'écoutais, sachant trop pourquoi il faut que des hommes humilient leur chair et la maltraitent, mêlé involontairement au mystère d'une vie expiatrice qui fait de la douleur un principe de béatitude. Jamais je n'avais eu la sensation de cette violence. En pleines ténèbres surtout elle m'attirait et m'effrayait cependant. Ces plaintes d'un ascète invisible me sem-

(1) Les Chartreux récitent à la fin de Matines, avant de s'aller recoucher, un quatrième Angélus, ressouvenir de l'époque où ils reposaient d'une traite et se levaient avant l'aube.

blaient sortir d'une geôle où quelqu'un, sans me connaître, souffrait pour moi ; et je m'endormais avec la volonté de correspondre à sa compassion...

L'après-midi de mon départ, Dom Ed..., avant de me raccompagner à Burgos, me propose de visiter l'intérieur des tombes royales. De 1808 à 1924, on avait laissé les cercueils en débris, le pavé défoncé, les ossements épars. Dom Ed... eut l'idée pieuse de les rassembler. Dans un cyprès de Miraflorès il fit tailler le bois d'un coffret; les restes du Roi et de la Reine y furent enfermés; après une cérémonie que présida l'archevêque, on installa le coffret dans le caveau.

Nous descendons par une échelle devant sa porte. Un frère, une torche à la main, nous précède sous la voûte funèbre. Le coffret est posé sur des étais de pierre. Le frère l'ouvre avec des tenailles, non sans une forte pesée, car la moisissure a gonflé le bois, oxydé le cuivre des ciselures qui semble enduit d'une peinture blanche. Une odeur âcre nous saisit, pareille à celle du plâtre et de la terre humide. J'entrevois les os mêlés des deux époux; les plus gros, ceux du Roi, et un seul crâne, de forme allongée, celui de la Reine sans doute (l'autre a disparu). Je l'ai senti graveleux sous mes doigts. Je l'ai touché respectueusement.

Ainsi ai-je conclu mon séjour à Miraflorès. Qu'on ne voie pas dans cette visite au caveau une fantaisie romantique. Dom Ed... a voulu faire à son hôte le plus haut honneur : l'introduire dans un lieu secret, auguste par ce qu'il enclôt. Peut-être devinait-il que ces contacts mortuaires me seraient salubres, si le cloître n'avait pas apaisé en moi les violences d'un cœur mal assagi.

DEUX CHARTREUSES ITALIENNES. — CALCI ; FARNETA

La Chartreuse de Calci regarde d'assez haut Pise lointaine, les deux dômes, la tour penchée, et l'étendue verte jusqu'à la mer indistincte. Le gros bourg de Calci avoisine le monastère. A sa cloche réplique celle d'un couvent franciscain. La Chartreuse s'adosse aux pans rudes de collines érigées comme un décor; elle-même a l'air d'un palais d'été dans la montagne qui s'étonne d'être là, seul et grandiose.

Sa façade, reconstruite au XVIII^e^ siècle, aligne les bâtiments

d'une « pharmacie » où l'on fabriquait un élixir. Dans la cour d'honneur, le double escalier devant la chapelle, les portails d'angle que surmontent des pinacles taillés en pomme de pin, tout est pompeux et comme truqué.

A l'intérieur, dans le vestibule et le corridor de l'hôtellerie, des grisailles simulant des statues et des rinceaux de feuillages veulent égayer la longueur des parois. La vaste chambre où l'on me loge dépendait des appartements qu'une grande duchesse de Toscane s'était réservés dans la Chartreuse. Au plafond ovale est peinte la Charité indiquant à un vieux pauvre la porte hospitalière. Des angelots joufflus, trop semblables à des Amours, voltigent autour de la Vertu nonchalante. Je n'ai qu'à traverser le couloir pour être introduit dans le salon de réception des princes et leur chambre à coucher. Le petit salon me retient par une présence cartusienne : un bon portrait de Dom Baglin, du Prieur général qui fut, en 1903, chassé de la Grande Chartreuse. Ce religieux, à le juger sur sa mine, était plus autoritaire que mystique; mais sa physionomie concentre une gravité forte qu'ont durcie les tristesses de l'exil.

Je m'arrête peu, dans la grande salle, aux portraits de la grande duchesse et de son époux, moins encore, dans leur chambre, au lit dont les courtines, en soie d'un beau vert, pendent à un baldaquin doré.

Je me hâte vers l'église, cherchant l'austérité d'un lieu vraiment conventuel : à l'entrée du chœur, le porte-lutrin est un ange à figure féminine et souriante, coiffé de fleurs. Au-dessus des stalles, contre les murs, des coquilles peintes, des cornes d'abondance, de galantes allégories encadrent les scènes bibliques. Un faste frivole, l'exubérance décorative visent à démentir le sérieux cartusien. D'autres Chartreuses italiennes, celle de Pavie surtout, et même, près de Florence, celle de Galuzzo, imposent la contradiction d'un couvent que le monde, en des siècles païens, toucha de son empreinte ; de sorte qu'elles sont devenues plus ou moins des musées ou des palais profanes.

Mais Galuzzo me laisse dans la mémoire, avec les cyprès du val d'Ema, deux statues tombales de cardinaux, d'une terrible vigueur, le petit cloître si pur de Brunelleschi, et un puits ventru qu'aurait dessiné Michel-Ange. Calci ne ménage aux yeux qu'une délectation parfaite : les chambres de ses archives, leurs armoires en olivier marqueté, avec des angles arrondis,

marmoréennes d'éclat, douces au toucher ; l'une d'elles enferme une Bible sur parchemin, contemporaine de saint Bruno, chef-d'œuvre de copie gothique impeccable, enluminé par des Bénédictins, selon la plus belle tradition byzantine : des entrelacs, des ors, des bleus d'une fabuleuse splendeur. Tout cela pourtant est accessoire. Je ne viens pas ici en quête de voluptés esthétiques ; ce sont des moines que je veux pénétrer. L'accoutumance anéantit devant leur pensée le décor de la maison ; à leur exemple je m'en abstrairais sans peine.

Je n'ai qu'entrevu l'affable prieur italien. Mes entretiens approfondis furent avec les deux hommes les plus contraires de tempérament qu'une Chartreuse puisse rapprocher.

Dom Cl... le procureur, Français, natif d'une province de l'Ouest, eût été, jadis, un moine aventureux et guerrier. Il aime le mouvement ; il s'entend à bâtir, à combiner, à commander. Les contemplatifs d'une Chartreuse se détournant des soins extérieurs, le souci du temporel retombe sur deux ou trois têtes ; il les faut excellemment pratiques ; un moine voué aux charges n'a pas toujours la complexion d'un célicole. Sans le travail manuel, estime Dom Cl., et même sans ce qu'ils appellent « le travail fort », l'équilibre mental serait difficile aux Chartreux. L'office ne leur propose aucune diversion imaginative : point de pompe sur l'autel ; un chant simple et nu. Dans leur vie recluse la seule variété sensible est, chaque semaine, la promenade en commun, le « spaciment » dont nul n'est dispensé.

Il pourrait ajouter, malgré tout, les changements liturgiques, les mille petites modifications que les fêtes ou les coutumes apportent à l'emploi régulier du temps : ainsi l'heure du repas n'est jamais la même, le dimanche et dans la semaine ; les jours de « spaciment, » on dit les vêpres à midi un quart aussitôt après avoir mangé. On mange le plus souvent « en cellule » ; mais le réfectoire dominical, le colloque rompent la solitude ; de quinzaine en quinzaine, la « rasure » est une sorte de distraction : et on se lève pour les matines, tantôt à dix heures du soir, tantôt à onze. Nuances menues, diversités qui seraient ailleurs insignifiantes. Dans le cloître, le moindre épisode prend la tournure d'un événement, ou plutôt, les alternances de vie solitaire et commune, les déplacements d'horaire ont beau être prévus, ils stimulent l'inconscient de la volonté par

un je ne sais quoi de nouveau ; c'est la goutte d'huile qui entretient en souplesse les ressorts secrets.

Dom Cl..., comme Dom Ed..., me laisse entrevoir un des périls de la cellule, péril, au reste, évitable : s'alanguir dans la répétition des mêmes actes, hors d'un contrôle externe ; les fautes contre la règle étant seules manifestes au dehors, ne plus mesurer si l'on avance ou si l'on recule sur l'échelle invisible de la perfection. Même indolente, l'existence d'un Chartreux serait singulièrement méritoire. Mais, s'il se compare en esprit d'humilité aux plus parfaits, il découvre ce qui lui manque et s'évertue à reprendre élan; grâce à la solitude, d'autre part, il peut soutenir, plus libre, l'effort d'une ascèse sans dissipation.

Le Chartreux, — c'est là son propre, — néglige de *s'extérioriser*. Aussi n'est-il guère enclin à se révéler original, bien que la solitude exagère parfois l'originalité. Il vit devant Dieu ; que lui servirait d'exalter son Moi pour lui-même, loin des regards d'autrui ?

Dom Cl... demeure très attaché à son Ordre, comme au milieu où sa vocation exige qu'il se sanctifie. Néanmoins, il le juge d'un coup d'œil plus intelligent qu'affectif. Cette audace d'opinion est absolument étrangère à l'autre Chartreux qui m'honora de ses visites. Français aussi, Dauphinois ou Savoyard d'origine, Dom M... révèle une âme suave, toute retirée en Dieu. Il tient spontanément les paupières baissées, comme pour se dérober aux vaines dispersions; sa voix est vibrante, mais discrète; ses gestes sont timides et contenus. L'aspect des choses extérieures ne semble parvenir à lui que tamisé par un vitrail. Des faits et des passions où le siècle s'agite il connaît la substance; les incidents lui paraissent négligeables. Un Chartreux ne lit aucun journal; *l'Ami du clergé* le met au courant des nouveautés religieuses, des bons livres. Il est disposé à n'apercevoir que le bien en tout.

J'interroge sur la vie de contemplation ce parfait contemplatif. Il m'aide à mieux saisir pourquoi la méditation devient inutile, quand on possède le sentiment continu de l'omniprésence divine. « Un regard de foi » vers la Trinité sainte tient lieu de toute méthode d'oraison pour l'office, la messe, la communion. Ce regard ne cesse ni pendant les repas, ni dans les colloques et les promenades. Plus on contemple, plus il est aisé de contempler. L'âme s'élève à Dieu, selon le mot de Ruys-

brock, aussi simplement que la main se hausse jusqu'au front.

Et on ne cherche dans la dévotion plus rien de sensible. Peu de prières vocales. Le contemplatif est, en quelque manière, identifié à Dieu. De même que Dieu se regarde et s'aime, l'oraison pure est de le regarder en l'aimant.

J'écoute Dom M..., charmé comme d'entendre un Esprit jouer sur une harpe angélique une mélodie inconnue. Il venait de me quitter, lorsque je croisai, près du réfectoire, Dom Cl... affairé. Il arrivait de la cuisine. « Le frère cuisinier, me confia-t-il, a omis de saler les haricots. Les pères vont dire : De quoi s'occupe le Procureur? » J'ai fait observer au frère son oubli. Je l'ai vu fâché. Je lui ai dit : « Allons! ne vous en tourmentez pas. » Les deux entretiens, comme les deux moines, se complètent. La sagesse monacale réside en cette harmonie des éléments humains. Les positifs sont nécessaires aux mystiques, et, encore plus, les mystiques aux positifs. La merveille est qu'un homme de gouvernement possède les vertus d'un célicole.

Mais, le célicole absolu, je crois bien l'avoir, à Calci, rencontré. Quand je suivais l'office dans une stalle du chœur, j'aimais retrouver, près de moi, un moine très vieux dont le profil m'apparaissait imbibé d'une quiétude céleste. Devenu presque aveugle, Dom Em... ne lisait plus les Psaumes, ne chantait plus avec les autres. Sur ses paupières baissées, sa joue ronde d'une blancheur de lait, sur ses lèvres fines reposait le sourire des félicités impossibles à perdre. Quelque chose d'*enfantin*, au sens évangélique du mot, irradiait de ses traits heureux. Tout vestige de contradiction et d'effort avait disparu. Il me rendait tangible la paix du Royaume.

L'automne de ce contemplatif était doux comme ces matins purs où, revenant de la grand messe, je voyais au bout du long couloir, contre le balcon de la galerie, le mur verdoyant de la montagne ensoleillée, et, du balcon, Pise toute blanche dans la plaine, les dômes et la tour dans la clarté liquide.

L'âme transformée en Dieu le laisse agir en elle, n'a plus besoin de s'élancer à lui. Elle rejoint presque l'innocence du soleil et des fleurs qui n'ont jamais péché.

FARNETA

La Toscane, par un beau jour de printemps, donne l'illusion d'un paradis. Entre Lucques et Farneta, le long de la route, un peu de vent balance les molles guirlandes des vignes. Des paysans tranquilles fauchent des prés. L'azur est velouté au flanc des collines.

Ma voiture prend, à droite, le chemin ombreux, sous les platanes, qui monte à la Certosa. Quel désert amène! Rien n'y fait souvenir de la pénitence.

A l'entrée de l'hôtellerie, dans les tilleuls en fleurs de la cour, les abeilles s'agitent avec le ronflement d'une marmite qui bout.

Le père Coadjuteur, Dom R..., luxembourgeois, m'accueille avec une bonhomie gaillarde, presque franciscaine. Ici, comme dans les précédentes Chartreuses, je vais être le seul hôte du couvent. La fenêtre de ma chambre s'ouvre sur les obédiences, sur la cour d'une étable, vis-à-vis des monts boisés. L'église du village surgit à mi-côte; beaucoup plus haut, un autre clocher tasse autour de lui quelques maisons. Au sommet, deux mamelons jumeaux coupés par une exacte échancrure, m'évoquent, malgré moi, le verset du Cantique : « Mon bien-aimé, entre mes deux seins, est comme un sachet de myrrhe. » Mais, en redescendant l'escalier, je m'attarde à considérer, contre la muraille, des images qui représentent le supplice des martyrs chartreux, à Cork et à Londres (au XVI^e^ siècle).

L'un d'eux, qu'on a dépendu vivant de la potence, est couché sur une claie. Un bourreau lève sa hache pour lui fendre la poitrine, comme un boucher fend sur l'étal le poitrail d'un bœuf. Un autre qu'on hisse, la corde au cou, à la potence, assiste à ce dépeçage, sachant qu'il aura son tour. Un autre expire, déjà éventré. Est-ce voulu, pour susciter chez les hôtes l'idée du martyre, l'exhibition de tels spectacles affreux? Je ne le crois point. Ces gravures ont été mises là parce qu'elles ne sauraient prendre place ailleurs. Chaque fois que je sortirai ou rentrerai, je les retrouverai sans répulsion. Elles me rappellent que la sécurité de la foi est provisoire, qu'à notre tour, en des temps proches, nous pouvons être appelés au témoignage du sang.

Farneta, depuis que l'on a tué ou laissé tuer la Grande

Chartreuse, est devenue la maison-mère de l'Ordre. Le Prieur général y réside, les Chapitres généraux s'y tiennent. Les bâtiments du monastère se sont amplifiés selon son importance. D'un bosquet de pins, sur la butte de l'enclos, je vais souvent regarder la file des toits rouges, gais comme ceux d'un village de France. Chaque maisonnette se prolonge par un étroit promenoir fermé; celui-ci borne d'un côté le jardin que bloque, de l'autre côté, le promenoir de la cellule contiguë. La pente des toits est calculée de façon que chacun des moines ne puisse plonger, même de l'étage, sur le voisin. Les trente-huit cellules restent ainsi parfaites en solitude; et pourtant elles se tiennent; elles ouvrent toutes leur porte sur le grand cloître; l'église les unit par son clocher sans faste.

Au fond de leur calme je sens une activité vibrante, comme le frémissement d'une ruche. Leur silence m'émeut surtout après Complies, quand tout le monde, sauf moi, dans la Chartreuse, est couché. Le Saint Bruno de Houdon me faisait penser à un tombeau vivant. Combien plus le sommeil des moines qui est encore une prière, une simple halte entre deux offices! Qu'ils dorment ou veillent, le silence de leurs cellules ne ressemble à aucun autre; car il ne sera jamais rompu.

Les ombres du soir glissent au creux de la vallée ; des collines restent drapées d'or vert et soyeux. La moindre sinuosité des faîtes, les branches d'un arbre au bord du couchant semblent peintes sur le cristal de l'espace. La cloche de Farneta tinte ses deux notes, d'une jovialité rude; elles se précipitent, se ralentissent inégalement. D'autres, plus lointaines, répondent dans la montagne. J'écoute les cris des jeunes bergers qui ramènent du pâturage leur bétail. Des enfants, près de l'église, entonnent un cantique âpre, d'une lente monotonie.

Je me promène sous la treille, tout autour de l'enclos immense. Les crapauds siffleurs, les *rospi*, poussent comme en un flageolet leur trémolo strident. Une eau invisible chante le long d'un canal. Un chat traverse à pas de velours le potager et disparaît...

En regagnant la cour de l'hôtellerie, j'y retrouve l'odeur poivrée des tilleuls dont toutes les fleurs respirent, un parfum plus chaud et persuasif que celui des orangers. Il paraît singulier de soutenir des idées austères, dans cette langueur provocante d'un crépuscule toscan.

Je m'endors, quand même, avant que la cloche de Farneta ait fini de tinter. Le repos des moines me sollicite, me pénètre comme si j'étais l'un d'eux. Mais, au réveil de Matines, je n'attends pas que l'Excitateur frappe à ma porte ; la nuit ardente, plus encore que l'impatience de l'office, m'a mis debout. J'allume la lanterne à trois pans, archaïque, qu'on m'a bien recommandé de tourner contre moi, pour que les jeux de mon ombre sur les parois de la tribune ne troublent point la communauté.

Je traverse le jardin du petit cloître. Un palmier noir, sous la lune, infléchit ses palmes comme des jets d'eau qui retombent. Un oiseau surpris s'envole. Des lucioles indolentes rôdent parmi les orangers.

Je monte à la tribune. Le chœur, devant moi, sans la lampe du sanctuaire, serait ténébreux. Quelqu'un cependant est là en oraison ; je l'entends, par intervalles, bouger ou tousser. Au dehors, les grillons frénétiques violentent le silence ; les *rospi* continuent ; la plainte flûtée d'un rossignol passe, comme assoupie, entre ces voix vulgaires.

A onze heures moins un quart, sonne le premier coup de la cloche ; et aussitôt les moines entrent dans l'église ; je les vois à peine, mais leurs lampes marchent allègrement. Chacun à son tour, après s'être incliné sans génuflexion devant l'autel, pend sa main à la corde de la cloche ; elle ne s'arrête pas de sonner, comme si une seule main tirait la corde. Déjà les lampes sont éteintes ; les ampoules électriques des stalles envoient leur clarté froide sur les capuchons blancs, sur les antiphonaires, sur les bras qui s'allongent en ouvrant les gros livres.

La lumière d'en bas réveille discrètement les couleurs vives du plafond peint. Mais je ne m'attarde pas à la frivolité des sensations fugitives. Après un silence de recueillement, le Père vicaire a frappé sur la *forme* (1) un léger coup avec un marteau de bois. Une partie du chœur entonne le *Deus, in adjutorium* et les voix puissantes de l'autre s'échauffent en répliquant : *Domine, ad adjuvandum me festina*. Les moines adjurent, par une lente psalmodie, le Seigneur de se hâter. Dans cette lenteur même je perçois l'insistance de la requête ; ne pas laisser

(1) On appelle *forme* la partie de la stalle, inclinée comme un pupitre, où l'on pose les antiphonaires.

tomber à terre, faute de ferveur ou d'attention, un seul grain, un seul atome de l'encens qu'on offre, des paroles d'éternité. Comme la victoire nocturne sur le sommeil réclame en effet une aide angélique ! Autrefois, dans les monastères, tandis qu'on récitait les Matines, un moine se promenait le long du chœur en balançant une lanterne. S'il apercevait quelqu'un pencher la tête assoupi, ou s'interrompre au milieu d'un psaume, il secouait devant son nez la lanterne. Par les nuits d'hiver, ces heures d'immobilité doivent être, au début, terriblement dures.

Sans hâte les versets roulent au sablier divin; les cadences descendantes s'enfoncent dans le noir, avec un ralentissement d'adoration à chaque *Gloria Patri*. Quand vient une leçon, toutes les stalles s'éteignent ; il n'y a plus de clarté qu'au milieu du chœur, près du *lectoire*. La voix du lecteur est monotone; les textes d'une prophétie ou d'une homélie des Pères s'empreignent d'un accent d'uniformité primitif, judaïque, si l'on ose dire. Ils sortent du fond des siècles, et j'y sens palpiter une âme qui vivra sans fin.

Mais l'unisson choral s'embrase dans une hymne à la Trinité, dont c'est demain la fête. Nulle fête ne saurait être plus cartusienne. La religion de l'Ordre pourrait s'abréger en ce mot d'une moniale chartreuse, de sainte Roseline mourante : « Je vais à mon Créateur », écho de la seule prière qu'imposa Paphnuce, l'anachorète, à Thaïs pénitente et recluse : « O toi qui m'as créée, aie pitié de moi ! » La suprême force, pour le contemplatif, serait de se fixer dans la vision de l'Essence une et trine, comme les Archanges et les Chérubins, qui la louent et adorent éternellement. La mélodie de l'hymne est contrainte par l'austérité des modes ; mais une joyeuseté naïve, semblable à celle d'un chant populaire, en dilate le rythme.

Après l'*Angelus* et le dernier *Amen*, les moines se dispersent comme se dissiperait un rassemblement de fantômes. Pourtant la continuité de la prière cesse-t-elle jamais ? Un mystérieux aimant tient les volontés des solitaires suspendues à un centre unique de vie suprasensible. La mienne, si j'habitais quelque temps l'ombre de la clôture, n'obéirait-elle pas à la même impulsion ?

Ici, moins encore qu'en toute autre Chartreuse, l'hôte a libre accès dans la communauté. Je vois par intervalles le Père Procureur, mais, quotidiennement, le vieux frère A... et Dom R...

Le frère A..., préposé à l'hôtellerie, est un Piémontais, grand et lourd, barbu, blanchissant, avec une mâchoire en saillie qui rendrait sa figure bizarre si une douceur grave, un air de sainteté ne la rectifiaient. Il a quelquefois de ces mots où transparaît une âme vraiment haute. Un jour, il me parlait de sa sœur, vieille religieuse, attachée, dans son couvent, à la cuisine; quarante ans elle s'était tenue penchée sur son fourneau, en sorte qu'elle avait perdu les yeux : « Le Bon Dieu, me dit-il, saura bien les lui rendre pour *le* voir. » Au surplus, rigide, attentif à la lettre des observances.

Sa cellule est près d'une porte, au bas de l'escalier. Comme une fois je m'aventurais sur le seuil en lui demandant des timbres, il s'avança vivement au dehors : « Je vais vous les donner; je ne dois pas vous laisser entrer. » Dom R... le voyant passer, une bouteille dans une main, et, dans l'autre, un portoir où étaient disposés des plats, émit avec son bon rire cette prédiction : « Quand le frère A... sera canonisé, c'est ainsi qu'on le représentera. » Le frère, sous ce compliment, baissa la tête; peut-être, par humilité, pensait-il qu'on se moquait de son insuffisance. Peu lui importerait d'être un jour mis sur les autels. C'est devant Dieu qu'il mène sa vie cachée. Elle me laisse entrevoir des vertus inestimables. Chez lui et d'autres frères Chartreux j'ai admiré comment des hommes de condition, en général, très simple, acquièrent une dignité, une discrétion, une courtoisie parfaites.

Avec le frère A..., quand il me servait à table, je n'échangeais que de brefs propos. Mais, plusieurs fois dans la journée, je rendais visite au Père Coadjuteur. Nous nous entretenions de l'Ordre cartusien. Il y est entré fort tard, après avoir été longtemps professeur de collège. Son expérience lui prouve qu'avec une santé ordinaire on supporte sans trop de peine les abstinences de la règle. Ne rien manger le matin, se contenter le soir d'un morceau de pain trempé dans un peu de vin, *ne potus noceat*, parce que le vin tout seul se digère mal, c'est une question d'entraînement. D'ailleurs, les jours fériés, le repas au réfectoire se prend à dix heures, et, pour le soir, on peut garder du fromage, quelques fruits.

Il me confesse, et il n'est pas le seul à m'avoir fait ce petit aveu :

— Les semaines de fête, où les repas quotidiennement

se prennent en commun, sont des semaines de pénitence.

— Pourquoi ? ai-je osé l'interroger.

Il rabat son capuchon sur ses yeux et joint les mains sans me répondre. J'ai deviné la contrainte qu'inflige le repas cénobitique, sentiment trop excusable chez des hommes d'âge qui subissent, malgré leur abnégation, le poids des habitudes.

Et pourtant, Dom R... possède un optimisme d'obéissance total, spontané. A l'entendre, les novices ne s'aperçoivent pas des jeûnes, tellement occupés qu'ils s'étonnent quand a sonné l'heure de la réfection.

Alors que je crois découvrir, dans les singularités des liturgies, un sens mystique, il me donne des raisons plus simples. L'amplitude lente, à la messe conventuelle, du *Sanctus* où chaque syllabe du chant est martelée par un coup de cloche, me semblait figurer le prosternement de l'âme sous l'inaccessible Majesté. Mais Dom R... m'explique :

— Nous le chantons lentement pour qu'il n'y ait pas, avant la Consécration et après, une pause trop longue.

Très pondéré par complexion, il admire peu les moines, s'ils se macèrent avec excès. Il me parle, en le blâmant, d'un d'entre eux qui, pour se mortifier, avait, en plein hiver, quitté son gilet de laine; et cette imprudence lui coûta la vie. J'aurais pu lui objecter : « Qu'importe à un Chartreux de mourir quelques années plus tôt ou plus tard? » Mais, avant d'émettre une telle réflexion, je l'avais déjà sentie fausse. Un moine doit tenir à la vie présente comme à un dépôt sacré; il remplit au chœur, dans son couvent, dans la milice de l'Ordre, une place qui resterait vide peut-être, s'il n'était plus là: en abrégeant l'épreuve par d'indiscrètes pénitences, il déserte en somme, ou il se comporte comme si l'espoir patient lui manquait.

Je demande à Dom R... s'il a vu des Chartreux mourir en odeur de sainteté.

— Oui, me répond-il, j'en ai vu mourir *un* qui passa vraiment de la terre au ciel. Nous lui avions tous donné l'accolade, comme on le fait aux mourants. Une demi-heure après, il s'endormit dans le Seigneur...

Dom R... exprime affablement le type du Chartreux régulier, raisonnable, ayant une religion qui pénètre ses vertus natives, comme un bon sang arrose une chair saine. Mais, à Farneta, j'ai, plus d'une fois, suivi la messe d'un autre moine, ascète

meurtri, presque terrifiant, comme ce Christ de San Gil, à Burgos, dont le corps, tout contrepointé de clous, paraît loger en ses moindres fibres un monde de souffrance.

Dom L... est jeune encore, très long. La nudité de son crâne rend plus sèche la maigreur de ses joues pincées d'une ride. L'effort d'un recueillement jamais satisfait de lui-même resserre ses sourcils, semble raidir jusqu'à la ligne de son nez. Mais, sous cette âpreté apparente, je pénètre au fond de ses yeux d'indicibles tendresses. Nous n'avons échangé aucune parole. A quoi bon? Je le crois doué du discernement des consciences. Quand il lève sur moi ses paupières, j'ai l'impression qu'il perce à nu toutes les infirmités de mon âme.

Le don des larmes lui est départi. Plus d'une fois, depuis la Consécration jusqu'à la Communion, je l'ai vu, penché sur l'Hostie, réprimer des sanglots; sa voix, lorsqu'il proférait les mots rituels, était liée par une sainte douleur. Pour lui, la Victime est présente; et il a pitié d'elle comme de lui-même, puisque lui c'est Elle comme Elle, lui. Il étire ses bras de même que s'il était le Christ en croix ; ses doigts vibrent; il semble étreindre le monde dans sa supplication. Contre son gré, peut-être à son insu, ses reins, sous la chasuble, tressaillent de légers soubresauts; on dirait qu'il porte sur sa chair une cuirasse hérissée de petites pointes qui, au moindre mouvement, aiguisent leurs piqûres, élargissent des milliers de plaies. Il me fait songer à ce Chartreux de Val-Profonde, au prieur Dom Jean Poullet, dont j'ai lu l'histoire dans les *Éphémérides* cartusiens :

« Debout à cinq heures, il se rend à l'église où il fait une heure d'oraison, suivie de la messe basse; après quoi, il récite une partie de l'office et assiste à la messe conventuelle. Rentré en cellule, il se prosterne à l'oratoire et y demeure abîmé en Dieu jusqu'au dîner. Après sa réfection, tout juste suffisante pour sustenter une vie humaine, il consacre environ une heure à la visite des cellules. Cela fait, il prie pour les morts jusqu'à vêpres... En sortant des vêpres, il ne donne pas moins de trois heures à la lecture de la Bible et à l'étude des Pères de l'Église. Après sa mort on trouva un commentaire du Cantique des Cantiques, des homélies pour les dimanches et les fêtes... Il termine sa journée par une oraison qui se prolonge jusque vers neuf heures. Alors il s'étend tout habillé sur le plancher,

les reins ceints d'une lourde chaîne, laquelle pénètre dans les chairs, et, s'il bouge, le déchire cruellement; ce qui ne l'empêche pas de se rendre au chœur, où il donne de sa magnifique voix, sans laisser entrevoir l'ombre d'une fatigue. De retour en cellule il prie encore pour les âmes du Purgatoire, et, quand le corps brisé réclame un peu de répit, il s'assied sur une chaise et sommeille jusqu'à cinq heures. Il vécut de cette vie pendant cinquante-deux ans. Il dissimulait si habilement ses souffrances qu'il était difficile d'en rien soupçonner (1). »

Les grands mortifiés ont l'art de souffrir si aisément qu'autour d'eux on s'en doute à peine. Dom L... vise à cette perfection : il n'est, j'imagine, pas très loin de l'atteindre, tant il porte avec douceur et calme ses crucifiements voulus. En présence de Chartreux, dont les dehors ne confessaient rien de très ascétique, je me suis demandé s'ils ne savaient pas cacher leurs pénitences, maîtres de leur corps au point de lui faire tout endurer, sans qu'il se rebiffât, même par un sursaut.

Dom J. M..., prieur général de l'Ordre, à qui seul est réservé le titre de Révérend Père, m'a plusieurs fois accueilli dans son cabinet imposant et sombre. Sous sa calotte blanche, il m'est apparu blanc comme un Pape. Sa charge en effet l'absorbe, toutes proportions gardées, autant que la sienne peut étreindre le Souverain Pontife. Les minutes de ses heures sont comptées. Mais une bonhomie sereine efface la hauteur de son ministère. Angevin, il garde la finesse, l'enjouement, l'urbanité dont sa province eut l'apanage.

Il me fait asseoir tout contre lui, et, sans pédantisme, du ton le plus dégagé, me livre certaines de ses vues sur l'Ordre qu'il gouverne.

— Notre principale austérité, juge-t-il, c'est la solitude. Pour la comprendre, il faut y avoir passé. On se met dans un tombeau, on s'enterre volontairement. Notre vie serait impossible à soutenir sans la grâce, et si l'on n'avait l'esprit meublé. Avec ma charge, je n'ai plus le temps de lire. Dans ma jeunesse j'ai beaucoup lu. L'étude n'est pas notre fin. Autrefois, quelques-uns des nôtres ont écrit... Mais l'objet propre de notre vie est la contemplation. Dans la méditation, nous nous effor-

(1) *Les Éphémérides de l'Ordre des Chartreux*, par Dom Victor Marie Doreau, t. I, p. 125.

çons vers Dieu; dans la contemplation, c'est Dieu lui-même qui nous illumine et nous attire à lui.

— Tous, l'ai-je interrogé, parviennent-ils à la contemplation?

— Non, il peut y avoir des fervents qui n'y arrivent jamais; et d'autres, moins fervents, y arrivent. On ne discute pas avec la grâce.

Je voudrais savoir de lui si les Chartreux songent à réoccuper en France leurs monastères. Il me confirme les obstacles, que je n'ignorais point, notamment pour la Grande Chartreuse où, depuis 1816, ils étaient simples occupants, sans titre de possession légale.

Le Révérend Père ajoute bien d'autres choses que je ne puis reproduire. En le quittant, j'entre chez Dom P. R..., le Procureur, Chartreux idoine à son lourd office, d'une vigilance pratique infatigable et qui n'ôte rien à sa bonté. J'examine, dans la salle d'attente de son cabinet, un tableau du XVIIe siècle, gravé au burin, groupant les portraits, presque tous fictifs, des quarante-sept premiers généraux de l'Ordre, jusqu'à Dom Le Masson (1649). Les personnages sont assis en hémicycle, les uns au-dessus des autres; certains qui, par humilité, se dépouillèrent de leur charge, ont les sceaux posés à terre près d'eux; l'un même, un chapeau de cardinal qu'il repousse avec effroi.

Parmi ces hommes de gouvernement, le plus grand nombre, signe admirable! exprime le type du pur célicole consumé d'amour, absent de notre bas monde. Plusieurs déploient leurs mains, émerveillés, comme s'ils s'écriaient : *O bonitas!* (1) Trois ou quatre seulement tendent leurs yeux vers le ciel; la plupart contemplent leur crucifix, ou, les paupières baissées, écoutent au fond d'eux-mêmes Dieu qui parle. Sur les visages des extatiques l'amour se concentre, tantôt calme, tantôt impatient, mais d'une impatience patiente, assagie par la certitude. L'un d'eux, Jean V, contemporain des martyrs anglais, semble dire : « Est-ce possible que nos frères soient ainsi privilégiés? » Quelques faces carrées et fortes énoncent pourtant plus de pondération positive que d'ardeur sublime.

Au plus bas du tableau, se détache le dernier de la série, Dom Le Masson, mafflu, avec un nez incurvé, autoritaire, un

(1) Mot célèbre de saint Bruno.

œil de faucon, un œil qui dévisage les apparences terrestres de haut, mais de près aussi. Chez lui, la ferveur est comme bridée par la raison.

Une notice brève et un numéro renvoient à chacun des personnages, sauf à Dom Le Masson, alors vivant; et beaucoup de ces épigraphes ont, dans leur concision, une mystique profondeur.

Celles, entre autres, du troisième, Pierre Ier, natif de Béthune en Artois :

Homme né pour le ciel. Il préféra les délices de la contemplation au trouble des choses multiples.

Du septième, saint Anthelme, évêque de Belley :

Pendant ses obsèques, une lampe de la cathédrale s'alluma par miracle, afin de signifier que l'évêque défunt avait été une très lumineuse étoile.

Du onzième, Jancelin :

Il eut tant d'autorité que, par un seul mot, il décida un moine défunt à cesser de faire des miracles.

Du treizième, Bernard de la Tour (au temps de Louis IX) :

Quand il mourut, une clarté entoura sa figure. Il ouvrit les yeux à un aveugle pour affirmer, en la donnant au corps, la lumière qu'il avait infondue dans les âmes.

Du dix-septième, Boson :

Près de son tombeau poussa une herbe qui guérissait les malades.

Du vingt-quatrième, Hélisaire Grimaldi :

Ravi en extase, tandis qu'il célébrait la messe, d'autres fois, suspendu dans l'air; souvent comme ivre d'amour, jetant à Dieu des exclamations de louange.

Du vingt-septième, Jean III de Griffomonte :

Il excella par sa miséricorde envers les pauvres.

Du trente-septième, Pierre III de Leyde :

Il eut la plus grande soif de la rigide observance.

Du quarante-troisième, Jérôme II :

Il baisait les lépreux; quand la Chartreuse brûla, il lécha les flammes. *Ayant la prescience de sa mort, sans nulle maladie apparente, il se coucha pour mourir, après avoir gouverné l'Ordre six ans.*

Et de Justus Perrot, l'avant-dernier :

Il souffrait de douleurs dans la tête, perpétuelles et atroces,

et ne cessait jamais de travailler. Il disait qu'un général doit mourir debout et il faillit mourir ainsi.

La suite des grands prieurs impose l'évidence d'une sainteté continue, et qui avait duré déjà près de six siècles. On dirait, dans ce tableau symbolique, un prélude à l'assemblée des vingt-quatre vieillards adorant l'Agneau. Une liturgie que j'ai pu suivre, un matin, à la procession de la Fête-Dieu, a déployé sous mon regard la perpétuité de cette adoration.

Étroit et strict, le cloître de Farneta est d'une prodigieuse longueur. Au bout des arcades ensoleillées, sa blancheur s'enfonce dans l'ombre; on ne voit pas, de loin, le tournant qui l'arrête. C'est la rigueur de la règle et l'illimité du terme incertain. Ici, nul ornement; contre la muraille s'espacent les portes des cellules et les guichets par où les moines reçoivent leur pitance; de l'autre côté, entre les colonnettes nues, les cyprès du jardin funèbre méditent au-dessus des croix.

En sortant de l'église, je marchais derrière la file des capuchons blancs, seul laïque avec Antonio, le tailleur, imberbe, presque nain, garçon d'une silencieuse politesse et qui portait sur sa figure étrange une piété candide comme celle d'un enfant.

Nous avancions en chantant le *Pange lingua* sous la longue voûte vibrante de soleil. Le Révérend Père, chargé d'une chape scintillante, serrait contre lui l'ostensoir énorme. La douceur des voix était lente, toujours contenue. De temps à autre, on faisait halte ; les thuriféraires se retournaient pour encenser le Seigneur. On s'agenouillait dans un brouillard d'encens. L'ostensoir, soulevé par l'officiant, brillait comme un faisceau de rayons. Mais cette magnificence demeurait paisible, oublieuse de son éclat, simple Épiphanie de la constante fête intérieure où les Chartreux donnent un sens de gloire à leur vie d'anéantissement.

UNE CHARTREUSE EN SUISSE : LA VALSAINTE

Dans les montagnes du pays de Gruyère, une route en lacets. Des pâturages d'un vert si dru qu'on envie les vaches admises à les brouter ; ce vert limpide interrompu çà et là par des carrés de sapins qu'il fait plus sombres ; de loin en loin des chalets qui ressemblent à beaucoup d'autres chalets; plus

haut, des pitons barrés de nuages ; des plaques de neige au creux des pentes. Ce n'est point le désert de la Grande Chartreuse ; je croise, tout le long de la montée, durant une heure et demie, des régiments suisses en manœuvres, avec leurs chevaux et leurs canons. Les soldats, au reste, sont placides; plusieurs m'adressent, en passant, un bonjour de bienvenue.

J'ai entrevu d'en bas les toits d'ardoise de la Chartreuse ; je ne la découvre plus du tout : elle se cache dans un pli des hauteurs, où je sais que je l'atteindrai. A quelques pas seulement je la retrouve. Ni son clocher, ni les lignes de sa façade ne retiennent mon attention. Mais, dès mon entrée dans le couvent, j'éprouve un calme, un bien-être qui ne se démentiront point. Cette libération apparente de mon vieux Moi tient à une autre cause qu'à l'air des altitudes; une secrète convergence d'effluves pieux m'enveloppe ; des saints, autour de moi, respirent et prient.

Dom Fl..., le Prieur, avant de me conduire à l'église, m'introduit au petit réfectoire des hôtes et m'y tient compagnie. Après une nuit en wagon, n'ayant rien mangé depuis l'aurore, à trois heures de relevée, je commence à m'apercevoir que j'ai faim. Pendant que j'avale quelques sardines et une omelette, j'écoute le Prieur qui parle lentement, ses larges paupières baissées, comme cherchant ses mots. Je suis sous les plis de son front le cheminement des idées fortes.

Il en vient tout de suite à la question, pour lui capitale : l'état *intérieur* de l'Ordre cartusien. Il a foi dans son avenir. Mais pour être un vrai Chartreux, il n'admet pas qu'on se borne à réciter exactement l'office, à se conformer aux observances. Il exige, dans les assises d'une formation monastique, de solides études. Quand un religieux traverse une phase de sécheresse, si les seuls livres, hors des Écritures, dont il peut s'aider, sont des vies de Saints, — et quelles vies! — c'est un dégoût de plus qui s'ajoute à ses peines. Des lectures intellectuelles tonifient le jugement. « Or, notre grand ennemi sera toujours l'imagination. »

Je l'interroge sur ces aridités que je suppose en effet terribles. Selon lui, le vide qu'on y ressent n'est point réel. Dieu n'est jamais plus présent que lorsqu'il se cache. Mais la joie parfaite nous est quelquefois dispensée afin de nous soutenir ensuite dans les longues périodes amères. Un Jésuite, dont il

connaît l'histoire intime, eut, dans toute sa vie religieuse, trois moments, pas davantage, de félicité.

Je voudrais savoir à quels signes on reconnaît le caractère divin de cette joie intérieure.

— Eh bien ! répond le Prieur, par exemple, en lisant un Psaume, tout d'un coup une illumination, où nous ne sommes pour rien, nous assure la présence souveraine, irrécusable de Dieu...

Cependant il distingue la vie contemplative et la contemplation. La première est à la portée de tout chrétien sérieux, s'il reconnaît et sent l'action divine dans les événements, hors de lui comme en son âme, s'il ordonne à une fin surnaturelle ses vues et ses actes. La contemplation est accompagnée d'un élan du cœur qui se multiplie jusqu'à devenir permanent. Elle ne se confond pas avec l'extase. Un novice vivait dans un état d'extase incessante ; pour ce motif, il l'a renvoyé du couvent. Il se déclare, au surplus, très difficile vis-à-vis des vocations, tant qu'il ne les a pas longuement éprouvées.

Sous la doctrine un peu sèche de son entretien, je comprends qu'il loge des réalités essentielles. J'ai demandé ailleurs à un vieil ascète, le supposant peu scandalisable, si le regard perpétuel sur Dieu, support de la vie contemplative, pourrait sans inepte être élucidé aux profanes par cette continuité de présence qui mêle une femme aimée aux moindres pensées de l'amant, aux nuances subconscientes de sa vie profonde. Le moine a semblé descendre dans l'abîme de ses jours lointains ; puis il m'a répondu, négligemment :

— Oui. L'objet de la contemplation diffère ; il est presque blasphématoire de comparer. Mais, dans les deux cas, c'est l'invasion d'un être par quelqu'un d'extérieur, une invasion désirée, pleine de délices et de souffrance, où celui qui aime concentre en l'Être aimé toute sa force de désir, substitue à sa propre volonté la sienne, et selon la puissance de son amour, n'est plus soi, mais Lui...

A la Valsainte comme à Farneta, je n'ai pu suivre que de la tribune les offices. Cette Chartreuse possède un noviciat prospère, un noyau de jeunes vocations. Aussi les chants du chœur y sont-ils plus étoffés, chauds et soutenus.

Sans doute on ne saurait concevoir des Chartreux chantant avec la maîtrise vocale des Bénédictins. Lorsqu'au *Gloria Patri*

tous s'inclinent en avant, le nez sous leur capuchon, ils ne peuvent émettre que des sons étouffés ; encore plus à l'*Homo factus est* du *Credo* où ils chantent prosternés, couchés en S au fond des stalles. Mais leur chant est beau par l'humilité grave et la rude vigueur des inflexions. Je ne me lasserais pas, avant la messe conventuelle, de les entendre dérouler simplement les litanies des saints. Le flux et le reflux des voix semble battre, dans je ne sais quelles ténèbres, une porte de bronze dont nul ne sait quand elle tournera sur ses gonds. La mélodie élémentaire du *Kyrie* et du *Gloria* se répète comme un motif qu'agiteraient les lourdes cloches d'une cathédrale.

Le *Kyrie* balance une supplication uniforme qui s'achève dans une cadence suspensive, étrangement caverneuse, ainsi qu'au bord d'un gouffre. Les versets du *Gloria,* au contraire, ont peine à réprimer l'élan de leur allégresse ; le chœur se les renvoie avec une sorte de brusquerie joviale, âpre et rustique. Il se ralentit pourtant sur l'*Adoramus te;* de même au *Sanctus,* les syllabes liturgiques éclatent d'abord solennellement, puis se voilent, tremblantes d'adoration, tandis que le dernier coup de cloche s'éteint dans la hauteur.

Au moment de la Consécration et de la Communion, tous les moines, comme fauchés, se prosternent le long des stalles. L'étranger qui, de la tribune, cherche à voir, n'aperçoit plus rien, n'entend plus rien. Les corps sont gisants, pareils à des sacs de blé qui attendent l'heure d'être moulus. On perçoit dans le silence que ces morts vivent, qu'à l'immolation de l'autel coopère une hécatombe d'âmes crucifiées. Mais la créature, devant cet abîme, ne sait plus dire à Celui qui l'a faite qu'une chose : « Je suis néant. » Par suite, le colloque avec l'Ineffable continue même au cours de la prière liturgique. La solitude en Dieu ne s'interrompt jamais.

Solitude qu'à la Valsainte j'ai pénétrée plus librement qu'ailleurs. J'avais des motifs précis d'approcher deux ou trois religieux, et Dom Fl... m'a permis de leur faire visite dans leur cellule. Je suis donc entré au dedans du cloître ; j'ai cheminé seul entre ses murs nus, comme s'il s'était refermé sur moi pour la vie. Bien qu'il n'y eût pas de soleil, la blancheur de la voûte et des parois émettait une clarté neigeuse, irréelle. J'avais la sensation d'un rayonnement pur et froid où je me laissais immerger.

J'ai tiré, devant une porte, le cordon d'une sonnette. Dom M... vient m'ouvrir, un jeune homme grand et pâle, dont les yeux noirs sont brillants, comme enfiévrés d'ardeur mystique. Il m'introduit dans la première pièce de sa maison, celle qu'on dénomme *l'Ave Maria*, parce qu'à gauche de la porte est dressée une statue de la Bienheureuse Vierge. Elle est la dame de céans. Chaque fois que le moine entre ou sort, il la salue d'un Ave; le visiteur est convié au même pieux hommage.

Dom M... me reçoit dans la seconde pièce, à la fois cabinet de travail, réfectoire, chambre à coucher. Une alcôve abrite le lit. La bibliothèque est bien meublée. Le jeune Chartreux me conte comment sa vocation lui est venue. Jusqu'à la guerre, il ne rêvait que d'être marin; c'était déjà une attirance vers la solitude. La guerre éclate; il la fit d'abord comme marin, puis dans l'infanterie, fut blessé, eut les pieds gelés. Impossible de songer à la marine; alors, il prépara l'Institut agronomique. Mais, brusquement, après un entretien avec Dom Ed..., le prieur de Miraflorès, ami de sa famille, l'évidence d'un appel divin le conduisit à la Valsainte.

— Je me suis adapté moins péniblement que d'autres, m'explique-t-il, aux disciplines cartusiennes. La guerre m'avait formé. Sur le front, je m'exerçais à ne pas dormir; je combattais le sommeil en grignotant une croûte de pain... A présent, ma vie antérieure est si lointaine! Tout ce qui me vient de mon être d'autrefois s'atténue, se fond en un être nouveau, dans une plus haute unité. S'il me fallait rentrer dans le monde, j'y serais comme un aveugle. Mes anciennes facultés sont, il me semble, éteintes. Ce qui est extérieur et accidentel n'existe plus pour moi...

Je l'écoute, non sans observer qu'il n'a rien perdu de son entregent. Peut-être doit-il à la guerre cette liberté d'allures. Sa voix ne prend aucune inflexion claustrale, même cléricale; c'est du ton aisé d'un homme du monde qu'il poursuit :

— Même, depuis mon entrée dans la vie religieuse, j'ai l'impression d'être maintenant sur un autre échelon. Je ne me reconnais plus.

— L'expérience de la solitude, lui ai-je demandé, ne vous fut-elle jamais pesante?

Il me répond avec une fougue contenue :

— La solitude ne doit pas être la solitude; si on se croyait

seul, on ne resterait pas. Dieu est là, dans le silence, et toute interruption du silence ressemble à une violation du Paradis.

Je souris malgré moi, car je viole en ce moment son paradis; et il s'y prête avec bonne grâce, ne paraît pas en souffrir. C'est, il est vrai, pour me définir l'expérience de sa vie recluse, une manière de la continuer en l'expliquant.

Mais peut-il m'en communiquer même la notion? L'état contemplatif est, dans un langage discursif, inexprimable. Je m'inquiète de savoir si la fixité intuitive en Dieu n'implique pas un péril de torpeur. Dès qu'on cesse de raisonner, on ne pense plus. Mme Guyon avait un frère Chartreux (1), Dom Grégoire Bouvier; et seul de la famille, il semble avoir accueilli son rêve d'inaction quiétiste.

— Eh bien! non, répond sans hésiter Dom M... La vie contemplative réclame une activité permanente, parce qu'il faut éliminer tout ce qui vient *d'en bas*. Pour se maintenir, l'effort est incessant, quelquefois terrible. La paix statique de l'âme n'a que les apparences de l'inertie. C'est comme la stabilité d'une tige tellement vibrante qu'on la croirait immobile. Par instants, certaines lumières traversent notre pensée, déchirent la nuit. Mais nous ne nous arrêtons pas à ces éclairs; nous allons en Dieu plus avant.

— Ainsi, lui dis-je, vous sentez qu'une vie comme la vôtre fait de l'Ordre cartusien le cœur palpitant de l'Église. Seulement, la conscience de ce privilège ne vous induit-elle pas à un secret orgueil mystique?

— Je ne le crois pas, se défend-il encore; car nous savons que nous n'y sommes pour rien.

Il reconnaît d'ailleurs les insuffisances d'un Chartreux, plus humiliantes, par le seul fait qu'il s'est voué à la perfection.

Je me suis levé. Dom M..., pour conclure la visite de sa cellule, me mène à l'étage voir son atelier. Dans l'escalier, sur la muraille blanche, il a cloué une croix de bois noir. En haut, je regarde distraitement l'établi, les outils, le bûcher. Tout cela, néanmoins, me paraît installé avec une juste abondance; l'utile est concédé au solitaire, afin que le travail des mains puisse commodément détendre son esprit; et les bûches fendues par sa propre hache s'empilent en beau tas pour la saison rude,

(1) A la Chartreuse de Gaillon (Eure).

très longue à la Valsainte comme à la Grande Chartreuse.

Dom M... néglige de me faire voir son jardin. Suppose-t-il que l'attrait en serait médiocre? Lui-même, j'imagine, met à l'arrière-plan les choux qu'il a plantés.

Peu importe ; il m'a rendu tangibles les espoirs vivaces de l'Ordre ; mais son enthousiasme ne veut apercevoir dans l'avenir que des espaces radieux. Un autre moine moins jeune m'a confirmé les mêmes perspectives, avec un discernement plus exact des obstacles et des souffrances nécessaires. J'ai connu à Farneta, dans un premier voyage, Dom Br... Il m'a confié en raccourci l'histoire de sa vocation : après avoir lu *En route* de Huysmans, la vie monastique l'avait attiré ; quel Ordre lui conviendrait ? La certitude tout d'un coup lui vint qu'il devait être Chartreux ; et c'est bien là que Dieu l'attendait. A Farneta, le décor de sa cellule m'avait frappé, il travaillait dans l'embrasure de sa fenêtre ouverte, en face des collines claires, ayant posé sur un pupitre un in-quarto, le texte des statuts qu'il traduisait.

Nous reprenons, après un an de silence, comme sans l'avoir interrompu, notre entretien.

— La voie du Chartreux, me déclare-t-il, est d'atteindre une conformité à Dieu de plus en plus intime, mais souvent par des épreuves acerbes. Quand on a dépassé un certain niveau, il faut s'attendre à subir des purifications passives, des phases de sécheresse, des obsessions démoniaques. C'est la *nuit obscure*, dont l'expérience défie toute description, même tentée par saint Jean de la Croix.

— Je me souviens, lui dis-je incidemment, d'une parole d'un prophète : « J'ai regardé la terre, et voici qu'elle était vide et vaine ; les cieux, et il n'y avait plus en eux de lumière (1). » Ne serait-ce pas le gémissement vrai d'une âme dans la nuit obscure ?

— Oui, reprend Dom Br..., on croit sentir Dieu qui s'en va. Il se forme en nous une vue de notre impureté qui nous déchire ; comment être jamais digne de s'unir à la pureté parfaite ? Cette désolation n'est pas le scrupule ; le scrupuleux, qui est un malade, si on dissipe son anxiété, se rassure péniblement et y retombe par des sentiers obliques. L'âme éprouvée ressaisit,

(1) Jérémie, IV, 23.

au contraire, son calme sur le point d'où on a chassé la crainte. Rarement la nuit obscure se prolonge sans nulle éclaircie ; au travers de ses affres, la paix subsiste.

Dom Br... croit à la continuité de l'ascension intérieure. Si des religieux, sous le poids de l'âge, vont en s'affaissant, osons le dire, c'est qu'ils n'ont jamais été « bien fameux ». Il est, comme son Prieur, convaincu qu'il faut une sérieuse formation mystique, qu'il faut, même aux contemplatifs, de la théologie.

— Pour moi, je lis tous les jours au moins une page de saint Thomas. En ne dormant que six heures la nuit, j'en sauve quatre ou cinq pour l'étude.

Il sous-entend sa ferveur propre ; mais, sans doute, elle affermit sa confiance en celle d'autrui. Il me parle avec discrétion d'un jeune frère qui lui a demandé à se confesser tous les soirs ; et ce désir procède d'une idée que des catholiques moyens jugeraient extravagante : « Je ne reçois Jésus-Christ qu'une fois par jour ; en me confessant, je le reçois deux fois par le don du sang. » Les âmes dont il s'occupe lui laissent voir ingénument tout ce qu'elles ont de bon, « puisque ce bien ne vient pas d'elles, mais de Dieu ».

Je reviens, avant de le quitter, à une question que j'ai touchée plus d'une fois auprès d'autres Chartreux :

— Comment un moine, durant la longueur de l'office, peut-il se maintenir attentif aux textes, réprimer les divagations imaginatives?

Il ne me répond pas, comme un de ses jeunes confrères : « Plus on répète l'office, plus on en sculpte dans son esprit les moindres détails. » Il sait trop que l'accoutumance use la capacité de l'attention. Il admet, dans la prière liturgique, une sorte de dédoublement : tandis que la partie sensible de l'âme est retenue par le chant et la lecture des Psaumes, ce qu'il y a de plus haut en elle se nourrit d'une seule pensée, quelquefois d'un seul verset.

Les offices chantés au chœur, pour Dom Br..., ne sont pas le plus parfait moment de la vie monastique. Il goûte mieux sa cellule, la contemplation en silence, le travail où chaque minute crée un nouvel essor vers Dieu. Il occupe ses mains plus à remuer la terre qu'à tourner du bois. Il est content, cette saison, de ses fèves et de ses fraises.

— Ne croyez-vous pas, mon Père, lui ai-je dit sur le pas

de sa porte, qu'une renaissance intellectuelle dans les Chartreuses y postulerait le souci de l'art et surtout l'exclusion des images de camelote, des statues au rabais, de toutes les platitudes consacrées? Autrefois, vos monastères assuraient aux plus belles œuvres un asile presque inviolable. J'aurai toujours présente une Sainte Madeleine qu'à Miraflorès je retrouvais dans le chœur des frères, chaque matin. Elle est de Ribera; jusqu'à la veille de mon départ, je n'en ai rien su; mais cette figure noyée d'extase m'aidait à dégager mon âme de sa dure gangue charnelle. Pourquoi les Chartreux, puisqu'ils peuvent le faire, ne soutiendraient-ils pas, en accueillant leurs ouvrages, les artistes modernes qui ont le sens du beau chrétien ?

Dom Br..., très ouvert aux idées rénovatrices, partage mes vues sur ce problème et sur bien d'autres. Il reste assez prudent pour mesurer les objections; mais le voisinage de la beauté ne lui fera jamais peur comme une tentation d'idolâtrie.

On aurait tort de supposer que le recueillement d'un Chartreux rend son œil insensible à la splendeur du monde. Je pénètre chez Dom J..., un vieux moine édenté, rubicond, jovial: depuis cinquante-cinq ans, il n'a guère bougé de sa cellule ; il a refusé toutes les charges; « car, du moment qu'il est entré dans la solitude, c'est afin d'être à Dieu seul ».

Avant l'exil de la Valsainte, Dom J... résidait à Glandier, une Chartreuse de la Corrèze; il se souvient avec délices des châtaigneraies de ce pays, des rochers gris-mauve au crépuscule. Je le trouve ayant en main un livre d'hier sur les grands mystiques.

— Quelle chose ce sera, m'exprime-t-il *en riant*, voir Dieu face à face !

Son mot pourrait être posé comme une devise sur la porte de toutes les cellules. Il abrège cette attente du colloque sans terme dont la vie contemplative est le commencement.

Une péripétie étrange a naguère éprouvé chez les moines de la Valsainte la fermeté de la paix mystique. Un samedi, le 15 septembre 1926, assemblés au chœur, ils chantaient les vêpres; le sol trembla, les murailles vacillèrent; ils furent tous violemment secoués dans leurs stalles. Le Prieur se retint de lever les yeux vers la voûte; il ne voulait effrayer personne. Cependant les versets continuèrent à se dérouler; les voix n'hési-

taient pas. Le séisme dura quinze secondes. Il a laissé dans les murs de l'église des lézardes sinueuses. C'est ainsi que les moines franchissent l'agitation des événements. La terre peut s'ébranler ; l'office continue.

Est-ce à dire que nul trouble n'ait passé jusqu'aux âmes ? Dans les quatre Chartreuses où je fus reçu comme un ami, plus d'une tristesse me fut révélée, que je tairai, parce que l'aveu me vint d'une confidence. Certains religieux se trouvent satisfaits de tout, n'aperçoivent que du bien autour d'eux, sinon en eux. D'autres ont besoin d'inquiétude, s'en font une pâture. Les motifs ne leur manquent point. Quel Ordre, même le plus stable, est certain de soutenir sa perfection ? S'il la croit atteinte, s'il accueille trop aisément des vocations peu sûres, il s'expose à une crise de langueur ; ou, si l'on est trop sévère, les noviciats se dépeuplent. Si l'on ferme les yeux sur les mollesses et les abus, l'Ordre court le risque d'un déclin ; en les stigmatisant, on le discrédite.

Par surcroît, les Chartreux, ceux qui viennent de France, se sentent des exilés ; quoiqu'ils en souffrent moins que des prêcheurs, des prêtres actifs, ils savent leurs maisons désertes ou en ruines ; ils sont privés de faire directement du bien aux gens de leur pays. Quand ils revivent l'histoire de l'Ordre, ils comparent la surface que les Chartreuses couvraient au xv^e^ siècle et leur place réduite d'à présent.

Mais le ton dominant, parmi ces moines, demeure la sérénité confiante, et les jeunes attisent un brasier d'espérances, à incendier toute la chrétienté.

Émile Baumann.

LA DERNIÈRE ANNÉE

DE LA

MONARCHIE TRADITIONNELLE

II [1]

L'EXPÉDITION D'ALGER

LA DISCUSSION DE L'ADRESSE

Au milieu de leur inquiétude, les Anglais essaient de se rassurer. La France ne sera-t-elle point entravée dans ses projets par l'embarras de ses affaires intérieures ?

C'est à la politique intérieure qu'il faut en effet revenir. Une incroyable passion de la part des journaux, une incroyable maladresse de la part du gouvernement : en ces deux traits se résume, au dedans, l'histoire de l'année 1830.

Pour l'attaque, la presse n'a point perdu une heure. Elle a gravé dans l'oreille du public les noms des ministres, et en enveloppant chacun d'eux d'impopularité. Puis, montant plus haut, elle a dénoncé avec une insolence tranquille l'aveuglement royal : « M. Roux, chirurgien en chef de l'hôpital de la Charité, devra dans peu, écrit *le Figaro*, opérer de la cataracte un auguste personnage. » Nul souci de vérité : le 11 septembre 1829, le *Journal du Commerce* annonce qu'il s'est formé à Rennes une association pour le refus de l'impôt ; l'avis est reproduit par le *Courrier français*, *le Constitutionnel*, *les Débats* ; or, nulle association jusque-là, ni à Rennes ni ailleurs ; et dans la nouvelle il n'y a de vrai que la passion qui l'a forgée. La manœuvre

(1) Voyez la *Revue* du 15 mars.

n'a qu'un succès médiocre, peu de gens se souciant d'afficher sur des listes leur opposition; cependant quelques comités se forment; et dans le public circule le nom, jusque-là presque inconnu, d'Hampden. Une chose gêne, c'est l'inertie du pouvoir. On raille son immobilité comme on eût flétri ses actes : « De sa personne, dit-on, M. de Polignac est très décidé; seulement, il ne sait pas à quoi. » Dans la pénurie de griefs positifs, la malveillance saisit comme au passage les moindres mesures pour les travestir : le 21 octobre, une ordonnance paraît qui augmente les pensions militaires; et aussitôt la même presse, qui a signalé tant de fois la détresse des soldats de l'Empire, dénonce cette largesse comme une tentative pour séduire l'armée.

Les ministres se défendent faiblement et pour des conspirateurs font, en vérité, figure un peu terne. Jusqu'ici, la principale provocation semble être le choix que le Roi a fait d'eux. D'assez nombreuses poursuites judiciaires, mais parfois sans succès : c'est ainsi que le *Journal des Débats*, condamné en première instance, est, au grand scandale des gens de cour, acquitté en appel. Cependant la paix est loin de régner parmi les conseillers du Roi. La Bourdonnaye surtout déplaît à ses collègues : on l'a cru homme d'action et il n'est qu'homme de violence verbale, impuissant hormis dans la critique. « Oncques ne fut plus mauvais coucheur », dira de lui Chateaubriand. Un jour, vers le milieu de novembre, l'un des ministres, M. Courvoisier, semble-t-il, demande que, pour l'unité des délibérations, le Roi désigne un président du Conseil. A cette motion, La Bourdonnaye, aussi incapable de subir que d'exercer une supériorité, quitte la salle et se déclare démissionnaire. Montbel le remplace au ministère de l'Intérieur et est remplacé lui-même par M. de Guernon-Ranville. Polignac devient chef du cabinet. La Bourdonnaye était surtout violent, Polignac est surtout dévot : « Le ministère, disent les journaux, sera un peu moins agressif, en revanche un peu plus jésuite. » Et sur cette appréciation sommaire, l'impitoyable polémique continue.

Elle continue avec des forces renouvelées. Il y a, d'ancienne date, *le Constitutionnel*, le *Courrier français*, le *Journal du Commerce* et avec eux le *Journal des Débats* qui, bien que très âpre contre le ministère, se pique de respect, de vénération même pour la monarchie. Maintenant, *le Globe*, ce journal de haute spéculation intellectuelle, devient feuille politique et se

laisse pénétrer par toutes les passions que jusqu'ici il a raillées ou désavouées. Plusieurs s'affligent qu'il se soit transformé de la sorte : « Jadis on se recueillait pour le lire », écrit avec regret Augustin Thierry. Cependant, le 3 janvier 1830, un nouveau journal paraît, *le National*, non alourdi par la richesse ou usé par une longue durée comme *le Constitutionnel*, non entravé comme les *Débats* par scrupule royaliste, mais armé à la légère pour le combat ; assez pauvre pour n'avoir rien à perdre, assez hostile pour ne rien ménager ; assez résolu pour ne reculer devant aucune témérité et fonctionnant avec la puissance tranchante d'un outil qui n'a point servi. Jeune, il a des rédacteurs jeunes aussi, Carrel, Thiers, Mignet. Il vise non seulement le ministère, mais la dynastie. Pour l'atteindre au plus sensible endroit, il exploite un rapprochement perfide. L'exemple, — et combien suggestif ! — se puise dans l'histoire : on montre comment, en un pays voisin, la couronne a pu passer d'une famille royale à une autre famille royale, sans danger pour l'ordre, et avec tout profit pour la liberté. On déplore l'aveuglement des Stuarts, on célèbre la révolution de 1688 ; et le thème se répétera, se ressassera sous toutes les formes jusqu'à ce que le public, dressé à point, lise Charles X là où on écrira Jacques II et, quand on lui parlera de Guillaume d'Orange, regarde vers un autre prince, de race royale aussi.

Les Chambres étaient convoquées pour le 2 mars. Tandis que les députés s'acheminaient vers Paris, les ministres réunis en conseil débattaient les termes du discours du trône. Puisqu'ils s'étaient abstenus jusqu'ici de toute mesure provocatrice, la sagesse eût été de persévérer dans la même attitude, de donner à la déclaration royale un tour volontairement terne, de ne porter au Palais-Bourbon que la loi du budget et quelques lois d'affaires, et de laisser aux députés l'initiative des hostilités, s'il leur plaisait de les engager. Parmi les ministres, M. Courvoisier, M. de Chabrol eussent désiré un langage modéré, et pareillement M. de Guernon-Ranville, si nous en croyons ses souvenirs (1). Tel n'était pas l'avis du Roi. Ne comprenant pas que les noms de ses ministres comportaient à eux seuls tout un programme, il s'était étonné et irrité qu'on les attaquât avant de

(1) *Journal* de M. de Guernon-Ranville, p. 36. — Voir aussi d'Haussez, *Mémoires*, t. II, p. 174.

les avoir vus à l'œuvre. Les violences de la presse et l'acquittement du *Journal des Débats* lui avaient paru injure personnelle. De là, chez lui, une sensible déviation. La Charte, il persistait à la vouloir ; mais il la voulait tout entière, avec cet article 14 dont il scrutait anxieusement le sens et qui semblait lui conférer, en cas de péril public, un pouvoir discrétionnaire. De cette disposition exceptionnelle il espérait bien n'avoir pas à user. Mais dominé par l'antique conception de la monarchie paternelle, il se jugeait le père de ses sujets ; et à ce titre il les avertirait comme un père admoneste, en termes comminatoires, des enfants suspects d'indocilité ou enclins à la rébellion.

Le 2 mars, la session s'ouvrit dans la grande salle du Louvre. Jamais plus somptueux appareil ne cacha plus d'inquiétude. Le monarque commença son discours en précipitant les mots, comme si, à la fois irrité et nerveux, il eût eu hâte d'en finir. Dans son trouble, il laissa tomber son chapeau. Le Duc d'Orléans le ramassa et le lui remit avec une profonde révérence. Quand Charles X arriva au passage relatif aux affaires intérieures, l'attention redoubla : « Pairs de France, députés des départements, dit-il, je ne doute pas de votre concours pour opérer le bien que je veux faire. Vous repousserez avec moi les perfides insinuations que la malveillance cherche à propager... Si de coupables manœuvres suscitaient à mon gouvernement des obstacles que je ne peux, que je ne veux pas prévoir, je trouverais la force de les surmonter dans ma résolution de maintenir la paix publique, dans la juste confiance des Français et dans l'amour qu'ils ont toujours montré pour leur roi. »

En prononçant ces paroles, le prince s'était appliqué à scander les mots pour en marquer la valeur, mais sans y parvenir tout à fait ; car son tempérament, inhabile à la vraie fermeté, ne connaissait que les entraînements de la bonté ou les excitations de l'impatience. De vrai, si l'on méditait quelque entreprise extra-légale, la maladresse de se découvrir était grande, et elle n'était pas moindre si l'on ne méditait encore rien du tout. Au Palais-Bourbon, les jours suivants furent pleins de trouble. Sauf dans les groupes extrêmes, un intense désir régnait, celui de ramener le gouvernement dans les voies de la prudence et de prévenir un conflit qui aurait pour enjeu, non le ministère, mais la dynastie. En ce patriotique souci, beaucoup de députés, royalistes très résolus, se persuadèrent

que le meilleur service à rendre à leur prince serait de lui parler un langage énergique jusqu'à la rudesse, afin que l'avertissement, dût-il être importun, fût assez clair pour dissiper toute équivoque. Tandis qu'au Luxembourg les pairs se contentèrent de répondre au discours royal par une déclaration banale qui ne compromettait rien, une conduite tout autre prévalut dans la Chambre élective.

Là-bas, la plupart des modérés se joignant aux opposants, la commission de l'Adresse fut uniquement composée de députés antiministériels. Le rapporteur fut M. Gautier, un négociant de Bordeaux, jadis ardent royaliste et demeuré très monarchiste, mais passé à l'opposition. Il n'est pas douteux que le texte de la réponse n'ait été fourni, au moins en partie, par Royer-Collard, président de la Chambre, et, de droit, membre de la Commission. On s'était encouragé à être ferme, sans songer que Charles X, l'homme du monde le moins façonné aux fictions constitutionnelles, verrait dans cette énergie de paroles un défi et se croirait obligé, en bon gentilhomme, de répondre par un autre défi. En vérité, la fermeté fut ce qui manqua le moins. Après d'abondants témoignages de fidélité et de respect, les rédacteurs de l'*Adresse* s'exprimaient en ces termes : « Sire, au milieu des sentiments unanimes de respect et d'affection dont votre peuple vous entoure, il se manifeste dans les esprits une vive inquiétude... Notre conscience, notre honneur, la fidélité que nous vous avons jurée et que nous vous garderons toujours nous imposent le devoir de vous en dévoiler la cause. Sire, la Charte que nous devons à la sagesse de votre auguste frère et dont Votre Majesté a la ferme volonté de consolider le bienfait, consacre comme un droit l'intervention du pays dans la délibération des intérêts publics. Cette intervention devait être, elle est en effet indirecte, sagement mesurée, circonscrite dans des limites exactement tracées et que nous ne souffrirons jamais que l'on ose tenter de franchir ; mais elle est positive dans son résultat ; car elle fait du concours permanent des vues politiques de votre gouvernement avec les vues de votre peuple la condition indispensable de la marche des affaires publiques. Sire, notre loyauté, notre dévouement nous condamnent à vous dire que ce concours n'existe pas. »

La discussion ne tint que deux séances, celles du 15 et du 16 mars. La Chambre s'était formée en comité secret, autant du

moins qu'une délibération peut être secrète en présence de quatre cents députés. Polignac était à son banc, mais peu entouré, dépaysé, et promenant autour de lui des regards étonnés comme sur des lieux nouveaux pour lui. Une question sur les affaires étrangères l'amena à la tribune. Il répondit gauchement, en déguisant son trouble sous une affectation d'assurance. « Ce fut tout à fait réjouissant », a noté le duc de Broglie, impitoyable. Montbel et Guernon-Ranville parlèrent l'un et l'autre, le premier non sans habileté, le second non sans vigueur. Avec une opportunité malicieuse, Montbel opposa au dogmatisme nouveau de Royer-Collard son dogmatisme ancien. Royer-Collard, au temps de la *Chambre introuvable*, n'avait-il pas prononcé ces paroles : « Le jour où il sera établi en fait que la Chambre peut repousser les ministres du Roi et lui en imposer d'autres, ce jour-là, c'en sera fait non seulement de la Chambre, mais de la royauté héréditaire qui a protégé nos pères; ce jour-là, nous serons en république. » L'attention se fixa un instant sur deux députés, nouvellement élus, Guizot qui soutint l'*Adresse*, Berryer qui la combattit. Cependant un arrière-espoir d'entente suggéra un amendement qui, sans modifier beaucoup le texte de la commission, déguisait sous une forme adoucie le refus de concours, et par suite ménageait l'amour-propre royal. L'auteur, M. de Lorgeril, était un ami de Martignac. L'instigateur secret était, à ce qu'on a prétendu, M. Courvoisier : il n'était pas, ce jour-là, au banc des ministres, ayant pris soin d'être indisposé. Par malheur, l'amendement, présenté à la dernière heure, et défendu par un seul député, M. Pas de Beaulieu, se perdit dans le tumulte des passions contraires. Le 16 mars, à une heure avancée de la soirée, on procéda au scrutin, et le texte de la commission fut voté par 221 voix contre 181.

L'usage était qu'une députation, dite *grande députation*, portât aux Tuileries la réponse au discours royal. Le 18 mars, dans la matinée, les délégués, ayant à leur tête Royer-Collard, se présentèrent au château. Quelques députés, mais peu nombreux, s'étaient joints au cortège. Le chiffre était de 46, a écrit M. Guizot qui a raconté la scène. Le Roi était à la messe. On l'attendit dans le *Salon de la paix*. La Dauphine, se rendant à la chapelle, passa, silencieuse et ne regardant rien. Dans les embrasures, des pages, des gens de cour, curieux, chucho-

tant, presque impolis. Les députés se taisaient ou causaient à voix basse, plus intimidés qu'ils ne voulaient le laisser paraître. Quand ils eurent été introduits dans la salle du Trône, Royer-Collard lut l'adresse, d'une voix où se trahissait son émotion, car, en royaliste fidèle, il tremblait pour la monarchie. Le Roi écouta en une attitude glaciale, quoique sans hauteur. Puis il répondit en quelques mots sévères et brefs. Ce n'était plus le langage d'un père qui avertit ses enfants, mais celui d'un monarque offensé qui relève un défi.

Le lendemain, la Chambre fut prorogée jusqu'au 1er septembre. Proroger n'est pas dissoudre. Ainsi se bercèrent encore d'espoir ceux qui aspiraient à éviter un conflit. Tout troublés du vote récent et travaillés d'un repentir inavoué, les plus modérés du centre droit, du centre gauche, se tournaient vers ceux qui, comme Casimir-Perier, Royer-Collard, Roy, Humann, semblaient figurer l'expérience et la sagesse. Ils allaient jusqu'à placer leur confiance dans Villèle que naguère la Chambre avait flétri et qui, maintenant, par comparaison, semblait presque désirable. Celui-ci s'apprêtait à repartir pour Toulouse quand, le 31 mars, il reçut la visite de deux députés, l'un du centre gauche, M. Humann, l'autre du centre droit, M. du Marhallach. Tous deux se faisaient forts, s'il rentrait aux affaires, de lui assurer une majorité pour le vote du budget. De la sorte, on gagnerait une année; ce qui donnerait aux passions le temps de s'apaiser. Villèle ne fut pas insensible à la démarche; car il n'avait pas renoncé à ressaisir le pouvoir. Mais il avait vu le Roi la veille et ne pouvait solliciter une nouvelle audience sans paraître s'offrir; ce qu'il jugeait contraire à sa dignité. Il n'osa donc donner suite à la suggestion et, à quelques jours de là, quitta Paris.

Si la clairvoyance éveillait en beaucoup d'âmes des regrets, Charles X, lui, ne se repentait pas. On l'entendait répéter qu'il ne céderait pas, qu'il n'imiterait pas son frère Louis XVI, qu'il saurait contenir la Révolution. Cependant, si le prince avait décidé de dissoudre la Chambre, la conduite la moins judicieuse était de tarder; car alors on laisserait aux adversaires le temps de revenir de leur surprise et de se préparer. Cette faute ne manqua pas de s'ajouter à toutes les autres; car l'ordonnance de dissolution ne parut que le 16 mai.

Quand la mesure fut irrévocablement décidée, Courvoisier

se retira et avec lui Chabrol. Montbel, qui avait détenu le portefeuille de l'Instruction publique, puis celui de l'Intérieur, passa docilement aux Finances, en ministre dévoué qui sent les périls, mais ne refuse rien à son Roi. Il fallait compléter le cabinet. On désigna pour la Justice un ancien procureur général, M. de Chantelauze, et l'on appela pour l'Intérieur un autre procureur général, M. de Peyronnet : ce qui faisait, avec Guernon-Ranville, trois procureurs généraux. C'est qu'en fixant de plus en plus les yeux sur l'article 14, on ne laissait pas que de ressentir quelque trouble. En s'ornant de tant de hauts magistrats, on se rassurait la conscience. Ainsi agit un dévot qui, au moment d'un acte douteux, fait quérir en quantité des théologiens qui lui persuaderont qu'il ne commet aucun péché et que, si d'aventure il en commettait un, ce péché, changeant incontinent de nom, s'appellerait vertu.

LES PRÉPARATIFS DE L'EXPÉDITION

Politique extérieure, politique intérieure, le contraste est complet, et vraiment on ne sait à quoi le pouvoir réussit le mieux, à bien servir la France ou à l'exaspérer.

C'est au milieu des polémiques nées de l'Adresse que s'organise l'expédition d'Alger.

On a cru d'abord qu'il faudrait huit mois pour la préparer; puis le délai a été réduit à six mois; maintenant on espère être prêt en trois mois. La tâche la plus urgente, qui est celle de la marine, ne laisse pas que d'être laborieuse. On craint que la terre où l'on abordera n'offre que peu de ressources : de là la nécessité d'une immense flotte de transport où l'on accumulera les vivres, les approvisionnements, le matériel, les munitions. Il faut rallier dans la Méditerrannée nos bâtiments dispersés. L'emploi des moteurs pour la navigation est encore tout récent, et l'on ne pourra réunir que six bâtiments à vapeur; le reste, c'est-à-dire presque tout, sera armé à la voile, et cela sur des côtes réputées pour l'inconstance des vents. Cependant beaucoup d'amiraux, doublement défiants par l'âge et par souvenir de la Révolution et de l'Empire, pratiquent cette prévoyance chagrine qui, à force d'être la prudence, cesse d'être la sagesse. Le vice-amiral Duperré, appelé au commandement des forces navales, a subi lui-même ces

influences; et il faut combattre le pessimisme jusque dans l'âme du chef qui devrait communiquer l'ardeur. En dépit de ces embarras ou de ces prévisions un peu sombres, une activité réglée hâte les préparatifs.

Tandis qu'on travaille sans relâche dans les ports, dans les arsenaux, l'administration de la guerre déploie un zèle égal. Pour le commandement, on a hésité entre deux hommes : le maréchal Marmont, le général de Bourmont, tous deux bons militaires, tous deux aussi un peu suspects, l'un par les souvenirs de 1814, l'autre par la défection de 1815. Au grand dépit de Marmont, Bourmont a été choisi. Le corps expéditionnaire se composera de trois grosses divisions pourvues de tous leurs éléments de combat et s'élevant à un effectif réel de trente-trois mille hommes environ. Et maintenant les régiments s'acheminent vers la Provence où ils auront, en attendant l'embarquement, leur point de concentration à Toulon, à Marseille, à Aix.

Ce que la France prépare, elle le publie. Le 7 avril, en une circulaire diplomatique, Polignac indique le chiffre des effectifs, les noms des chefs. Il annonce, avec un peu de complaisance pour notre marine, que les mouvements de la flotte seront favorisés par un *grand nombre* de bâtiments à vapeur : « Les préparatifs, dit-il, seront terminés dans un mois. » Il ajoute, non sans optimisme, que, malgré les troubles intérieurs, tous les partis se sont toujours trouvés d'accord pour soutenir l'honneur du trône et les intérêts de la nation. Il termine en marquant les mobiles qui ont guidé depuis quinze ans la politique royale : en Espagne, dit-il, nous avons conjuré les désordres de la Révolution; en Grèce, nous avons arraché à la ruine toute une population chrétienne ; en Algérie, nous voulons délivrer l'Europe du fléau de la piraterie (1).

Jusqu'ici, on avait gardé à Londres l'arrière-espoir que la France se laisserait intimider, qu'elle se contenterait d'une simple démonstration navale qui ne laisserait pas plus de traces que le passage d'une escadre sur les flots. La circulaire abattit ce qui restait d'illusions. L'Angleterre est une grande, noble et glorieuse nation; mais vraiment elle montra trop en cette occurrence combien elle aime peu les colonisations des autres.

1) *Affaires étrangères, Angleterre*, vol. 630, f° 123 et suiv.

A Paris et à Londres, les entretiens se poursuivent, mais qui ne demeurent courtois qu'avec effort et où perce chez les hommes d'État britanniques une croissante irritation. « Nous recherchons, disent les Français, un but général qui est l'abolition de l'esclavage, la suppression de la piraterie, la suppression des tributs payés aux Barbaresques. » Puis ils ajoutent, — et ici on devient du côté anglais fort attentif : « Nous recherchons aussi un but particulier qui est la réparation de nos injures personnelles. » Ils continuent : « En cas de renversement du dey, nous nous engageons à nous concerter avec nos alliés pour le régime futur de la régence. » A ce langage, les Anglais se dressent tout méfiants : c'est que, parmi les alliés, il y a les Russes, les Prussiens, fort désintéressés dans la Méditerranée et qui, par suite, seront tout de glace quand il s'agira des revendications de la Grande-Bretagne.

Poursuivant leurs explications, les Français observent, et ils sont en ce moment très sincères, qu'ils n'ont aucun désir de conserver Alger ou la régence. Toutefois ils ne laissent pas ignorer qu'ils entendent se payer de leurs frais et créer un gouvernement qui sauvegarde leurs intérêts. Or, cette seule réserve éveille chez lord Aberdeen tout un monde de soupçons. Ces demandes d'indemnités, ce contrôle sur le gouvernement futur, c'est, dit-il, le prétexte à une occupation qui peut se prolonger, devenir indéfinie, se transformer en conquête. Et d'un ton brusque, un peu emporté, il ajoute : « Nous ne pourrions admettre une occupation qui se prolongerait pendant plusieurs années. » Le chiffre du corps expéditionnaire accroît les inquiétudes : « Trente ou quarante mille hommes, observe lord Aberdeen, ne sont pas faciles à rappeler. » Et il ajoute sur un ton de plus en plus exempt de bienveillance : « Nous l'avons bien vu par les peines qu'il a fallu pour faire évacuer la Grèce. » Cependant le 21 avril, à Londres, un conseil des ministres se tient, et une nouvelle dépêche est adressée à lord Stuart pour qu'il réclame de Polignac une déclaration écrite attestant le désintéressement de la politique française (1).

En ce duel de paroles qui peut devenir un autre duel, Polignac ne laisse pas que de sentir sa force. Il peut compter absolument sur la Russie. De Saint-Pétersbourg, Mortemart mande

(1) *Archives des Affaires étrangères, Angleterre*, vol. 630, mars et avril 1830.

que le tsar souhaite à Alger un établissement assez formidable pour assurer à jamais la sécurité de la Méditerranée (1). La Prusse n'est guère moins favorable, tant elle est intéressée à ce que l'activité française se tourne vers le Midi. Même du côté de l'Autriche, si intimement liée à l'Angleterre, nul sujet sérieux d'inquiétude, et de Vienne, quelques jours plus tard, M. de Rayneval pourra écrire : « Quant à l'affaire d'Alger, nous sommes en mesure de la mener comme nous voudrons. Il y aura des intrigues, mais rien de plus... Avec prudence et habileté on arrivera à un résultat avantageux et honorable (2). » C'est donc avec une sécurité raffermie que Polignac subit les assauts répétés de lord Stuart. Passant des instances à de vagues menaces, celui-ci parle d'une communication au Parlement qui pourrait jeter le trouble en Europe. Polignac ne s'émeut pas : « Nous avons manifesté, réplique-t-il, la volonté de nous concerter avec nos alliés sur le sort futur d'Alger. Nous n'irons pas plus loin et nous ne donnerons pas plus d'explications à l'Angletere que nous n'en avons donné aux autres puissances (3). »

Sur ces entrefaites, une nouvelle se répand qui ajoute à l'émotion des Anglais. Bourmont est arrivé le 25 avril à Marseille. Là-bas règne une grande excitation par la perspective des nouveaux débouchés que pourront offrir les États barbaresques. Influencé par le milieu ambiant, le général en chef, en un discours à la Chambre de commerce, annonce, semble annoncer, des projets de colonisation et d'établissement durables (4). Le gouvernement sent l'imprudence et, dans une note du *Moniteur*, remet au point la harangue. Mais déjà lord Stuart à Paris, lord Aberdeen à Londres, ont recueilli la nouvelle. Lord Stuart réclame derechef des explications, et avec une insistance presque violente : « Si vous les refusiez, dit-il, vous prendriez sur vous toute la responsabilité des conséquences qu'un pareil refus peut entraîner. » Polignac répond froidement : « Sa Majesté m'a ordonné de m'en tenir aux informations que j'ai eu l'honneur de vous transmettre (5). » De la part de lord

(1) Mortemart à Polignac, 16 mars 1830 (*Aff. étr., Russie*, vol. 180, f° 54).
(2) Rayneval à Polignac, 10 mai 1830 (*Aff. étr., Autriche*, vol. 412, f° 189).
(3) Polignac à Laval, 5 mai (*Aff. étr., Angleterre*, vol. 630, f°s 204 et suiv.).
(4) Voir le *Journal du Commerce*, 8 mai 1830.
(5) Polignac à Laval, 8 mai, vol. 630, f° 217.

Aberdeen l'insistance n'est pas moindre. Il se sert, d'après le témoignage du duc de Laval, *d'expressions fortes et peu ménagées*. « Les explications écrites, dit-il, sont nécessaires pour inspirer la confiance que ne peuvent donner les paroles. » Dédaigneux de tout ménagement, il laisse entendre que, dans l'instabilité des choses, une révolution est possible en France et que la prudence oblige la Grande-Bretagne à se pourvoir d'un engagement positif. Ainsi s'exprime-t-il, dit le duc de Laval, *en un trouble, en un malaise inexprimable*. De l'audience d'Aberdeen, notre ambassadeur passe dans le cabinet de Wellington, mais il le trouve, — ce sont les termes mêmes de son rapport, — en des *dispositions encore plus arrêtées* (1).

Visiblement les relations se tendent, et jusqu'aux limites de la rupture. Les Anglais, devenus tout à fait impérieux, demandent qu'on leur communique les instructions données à Bourmont. « Comment voulez-vous, répond Polignac, que nous communiquions un document tout confidentiel sur le lieu du débarquement, sur le mode et les suites de l'attaque? » Ce qui exaspère à Londres, c'est qu'on s'est persuadé, sur les assertions de lord Stuart, que la France a promis un engagement écrit; ce qui communique à notre langage un certain aspect de manque de foi. Le 9 mai, nouvel entretien d'Aberdeen avec l'ambassadeur de France. Il *engage, presse, assiège, sous toutes les formes imaginables*, le duc de Laval en vue d'obtenir ce que l'obstination de lord Stuart n'a pu emporter. « Nous sentons bien, continue-t-il, que si la France veut profiter de cette guerre pour s'établir en Afrique, elle ne sera pas plus arrêtée dans son dessein par des explications écrites que par des explications orales. Mais pour nous, ministres de Sa Majesté britannique, nous avons besoin d'une pièce qui nous mette, aux yeux du Parlement, à l'abri du reproche de négligence ou d'imprévoyance. » « Le gouvernement français sera entraîné, poursuit lord Aberdeen; nous pouvons invoquer le témoignage de personnes haut placées à Paris et du commandant en chef lui-même. »

Et voici maintenant, très vague encore mais transparente, la menace : « Malgré la persuasion que vous serez entraînés, dit lord Aberdeen, nous avons eu jusqu'ici la modération

(1) Laval à Polignac, 8 mai (*Aff. étr., Angleterre*, vol. 630, f^os^ 224 et suiv.).

de ne point adresser d'ordres à notre escadre dans la Méditerranée. Nous aurions pu l'envoyer croiser vers les côtes menacées et prendre position à Gibraltar. » Quant à Wellington, il déclare qu'il ne peut souffrir de nouveaux établissements qui porteraient atteinte à l'influence anglaise. « Nous devons nous attendre, écrit le duc de Laval tout à fait effrayé, à une demande officielle pour nous forcer à entrer en explications. Les ministres anglais seront probablement interrogés un de ces jours, peut-être ce soir, sur la question d'Alger. »

Il n'est pas rare que les mêmes dispositions d'esprit soient, suivant l'objet auquel elles s'appliquent, bienfaisantes ou funestes. La même obstination qui, chez Polignac, aurait à l'intérieur de si déplorables effets, tournerait au dehors au plus grand profit de la France. Ce qui n'est ici qu'entêtement s'appellera là-bas énergie.

Qu'on se figure un homme politique, d'intelligence plus souple, plus fertile en combinaisons, plus en fond d'habileté. Il est à craindre qu'au lieu de se retrancher dans une volonté intangible, il ne se laisse entraîner à la suite de l'adversaire et par fatigue de lutte, par désir de conciliation, ne finisse par adopter une formule qui entame un peu l'intégrité des choses. Tout autre est Polignac. Son esprit étroit et absolu sert mieux ici que tous les raffinements. Aux instances, aux objurgations, aux menaces, il oppose, avec cette douceur tranquille assez familière aux entêtés, son *non possumus* diplomatique. Non, il ne promettra rien, il ne s'engagera à rien, surtout il ne signera rien. Que compte-t-il faire de l'Algérie? Il l'ignore. Mais, averti par une sorte de divination obscure, il sent que, ministre tout à fait passager d'une monarchie permanente, il ne doit à aucun prix engager l'avenir. Et c'est en quoi, à cette heure, cet homme, si justement critiquable pour le reste, mérita bien de son pays.

Sa conduite fut d'autant plus digne d'éloges qu'il dut, pour s'y tenir, non seulement braver l'opposition de l'Angleterre, mais celle de la France elle-même.

Ce qui fortifiait les critiques, c'était l'attitude des chefs de la marine. Presque tous, comme on l'a dit, étaient hostiles. Le 8 mars 1830, à la Chambre des pairs, l'amiral Verhuel, l'un des plus anciens de son grade, avait énuméré, dans le langage le

plus troublant, les dangers de l'entreprise. En termes très figurés, il avait dépeint les rivages d'Afrique : point d'abris, de brusques mouvements de mer; puis, même en été, des coups de vent tellement violents qu'ils pourraient disperser tous les bâtiments de transport et exposer l'armée à la plus affreuse détresse. Ce qui prêtait crédit à ces prévisions pessimistes, c'était que l'amiral, parlant en témoin, invoquait le souvenir d'une terrible tempête qu'il avait essuyée jadis dans les parages d'Alger.

Quelle excitation pour la presse opposante! Journaux dynastiques comme les *Débats*, feuilles plus violentes comme le *Courrier français* ou *le National*, petites gazettes satiriques comme *le Corsaire* ou *le Figaro*, tous s'unirent dans la critique. Nos finances, dit-on, sont engagées en dehors des Chambres. Le seul profit, ajoute-t-on, sera celui de quelques spéculateurs; après l'expédition d'Espagne, l'argent alla aux fournisseurs; une fois de plus il en sera de même. L'entreprise n'est qu'une diversion pour masquer sous une couche de gloire la liberté compromise; et l'on ne va en Afrique que pour détruire plus sûrement la Charte en France. Un autre argument, non moins répété, est de dire que Polignac, par une honteuse faiblesse, s'est engagé envers l'Angleterre à ne créer aucun établissement sur la côte algérienne. Les journaux, poursuivant la campagne, ajoutent : « On va chercher la gloire; mais l'aura-t-on? » Et alors, en monnayant le discours de l'amiral Verhuel, l'homme qui a vu, en puisant pêle-mêle dans les récits des voyageurs, on détaille les obstacles du débarquement : que si l'on débarque en des conditions favorables, on ne sera qu'au début des difficultés, Alger étant pourvu de fortifications redoutables : par surcroît, on affirme que la terre est là-bas infertile, déserte, malsaine, tout infestée de bêtes féroces! — Et ces journaux s'infiltrent dans les casernes où s'équipent les régiments, dans les cantonnements où ils attendent l'heure de s'embarquer. Puis la critique se fait railleuse. Il est beau, observe-t-on, de se venger d'un coup de chasse-mouches. Mais trente-deux mille hommes, n'est-ce pas beaucoup pour donner une leçon à un barbare? Et l'on conclut que « l'affaire est une des plus sottes que le gouvernement ait encore imaginée ».

DU DÉBARQUEMENT A LA PRISE D'ALGER

C'est à cette entreprise jugée sotte que le gouvernement consacre tous ses soins, comme s'il eût eu le pressentiment qu'elle serait la rançon de ses fautes.

Vers la fin d'avril, presque toute la flotte est réunie : une dizaine de vaisseaux, une vingtaine de frégates, soixante-dix embarcations de moindre importance, tel est le contingent de la marine royale : à cela s'ajoutent plus de cinq cents bâtiments ou embarcations diverses, empruntés au commerce. Ces immenses préparatifs s'expliquent par une sollicitude dominante, celle d'être surabondamment pourvu; et ce souci de ne rien oublier contraste avec ce dédain des bagages ou, comme on dit, des *impedimenta*, qui prévaudra dans l'âge suivant. En attendant l'embarquement, l'infanterie n'est point laissée inactive. On l'exerce surtout en des simulacres de combats contre la cavalerie; car les imaginations demeurent hantées par le souvenir de l'expédition d'Égypte; et l'on a à cœur d'aguerrir nos soldats contre les chocs impétueux de ces Arabes aux chevaux agiles qu'on appelle, dans le langage figuré du romantisme, les coursiers du désert. Depuis le 25 avril, Bourmont est à Marseille. Autour de lui ses divisionnaires : Berthezène, Loverdo, le duc des Cars; puis Valazé et Lahitte, commandant, le premier le génie, le second l'artillerie. Toutes les excitations des journaux se sont fondues dans la perspective de l'entrée en campagne. Armée impériale, nouvelle armée, les deux éléments ont été fusionnés, et, entre les anciens et les jeunes, c'est une noble émulation à qui servira le mieux. Le 1er mai, le Dauphin arrive et, un peu moins gauche que de coutume, ayant même presque bon air, passe en revue les troupes. L'accueil est enthousiaste à Marseille et est bon aussi à Toulon, quoique moins chaleureux. L'excellent prince salue de son mieux, sans que sa physionomie puisse s'éclaircir tout à fait; c'est qu'il est obsédé par les complications intérieures qui, à la manière d'un cauchemar, gâtent la vision glorieuse : « Je crains fort, dit-il, que parmi ceux qui m'acclament, il y ait bien peu d'électeurs. »

Tout a l'aspect d'une grande entreprise que couronnera l'installation sur une terre nouvelle : au quartier général, des

officiers affluent qui sollicitent de participer, fût-ce à titre de simples volontaires, à l'expédition ; des peintres arrivent pour fixer sur la toile les paysages, les aventures, les combats ; on recherche des interprètes qui parlent les langues du pays où l'on abordera (1). Cependant ceux qui gouvernent, — et là réside le contraste, — ont l'instinct, non le dessein, de ce qu'ils vont accomplir. On ébauche des plans, mais pour les abandonner, les reprendre, les délaisser encore. Je trouve aux archives un mémoire présenté au conseil du Roi : on y hésite entre cinq solutions. Les instructions générales données à Bourmont se ressentent de cette incertitude. A des conditions très dures pour le dey, on l'autorise à traiter, mais en même temps on lui rappelle que l'objectif principal est la prise d'Alger. On dirait qu'en une disposition qui ne se connaît point elle-même, on demeure partagé entre l'ardeur et la crainte de saisir la proie.

Les Anglais ne réussissent pas à se figurer que cette perplexité soit sincère. C'est pourquoi ils persistent dans leurs protestations ; protestations grondeuses, mais qui se retiennent au moment d'éclater. Ils sont menaçants sans oser se montrer tout à fait hostiles, tout de même que les Français sont travaillés d'ambitions vagues qu'eux-mêmes contiennent, dissimulent ou désavouent. A ses deux communications officielles du 12 mars et du 7 avril, Polignac ajoute le 12 mai une troisième circulaire. Il proclame, comme il l'a déjà fait plusieurs fois, le but général de l'expédition. Puis il laisse entendre que le renversement du dey est peut-être très prochain, et, dans cette prévision, il convie les puissances à donner des instructions à leurs ambassadeurs à Paris pour que le sort futur de la régence d'Alger soit réglé d'un accord commun. Mais, de l'autre côté du détroit, cette suggestion déplaît, tant on craint que l'appui de la Russie et de la Prusse n'assure la prépondérance à la politique française ! A Londres, on ne désespère point encore d'arracher à la cour des Tuileries un engagement particulier. Cependant le duc de Laval s'inquiète à l'excès. Le 17 mai, saisissant au passage un bruit qui court, il annonce que des ordres ont dû être donnés pour renforcer l'escadre anglaise dans la Méditerranée, que deux vaisseaux de ligne ont déjà mis à la voile, que deux autres

(1) Voir le livre de M. Esquer, *Prise d'Alger*, p. 248 et suiv.

vont suivre. Aberdeen dément la nouvelle et l'on peut se fier à sa loyauté ; mais il ajoute, en un accent qui n'est pas tout à fait rassurant : « N'allez pas vous figurer que nous ne serions pas bientôt prêts si nous n'étions point apaisés sur les desseins des trente-cinq mille hommes qui vont aborder en Afrique (1). »

Ce langage, dépourvu d'aménité, ne sera-t-il pas la dernière explosion de la mauvaise humeur britannique ? Dans les papiers diplomatiques, on peut relever encore quelques remontrances assez aigres : par exemple, une note de lord Stuart en date du 3 juin, où il rappelle le droit de suzeraineté de la Porte sur les États barbaresques ; d'où il conclut que toute occupation de la régence d'Alger serait une violation du droit public (2). Mais c'est l'un des traits distinctifs de l'Angleterre de savoir s'adoucir aussi bien que gronder et de suspendre ses colères sans entêtement d'amour-propre, quand elle sent que ses colères seront vaines. Elle était arrivée à ce point où il fallait entrer en guerre ou s'apaiser. Tout bien considéré, s'apaiser parut le plus raisonnable. Et c'est ainsi que Polignac, chaudement soutenu par le Roi, sut, par sa calme obstination, user tous les assauts de la mauvaise humeur britannique. Aussi bien l'attention de Wellington et de ses collègues se partageait en de multiples soucis : le roi Georges IV se traînant en une lente agonie et les intrigues ministérielles se nouant en vue de la vacance du trône ; les affaires du Portugal ; la recherche d'un roi pour la Grèce, à défaut du prince Léopold dont on venait de connaître le désistement ; avec cela, à l'intérieur, une crise industrielle, les manifestations ouvrières, le paupérisme.

Tandis qu'en Angleterre une résignation mêlée de déplaisir se substituait aux éclats des derniers temps, notre flotte, quoique retardée par le mauvais état de la mer et obligée de faire relâche à Palma, s'approchait des côtes algériennes. Le 14 juin, à la pointe du jour, le débarquement commença dans la baie de Sidi-Ferruch. Quand à Londres, le 21 juin, on apprit l'événement, lord Aberdeen en fit compliment en ces termes au duc de Laval : « Je vous félicite, monsieur le duc, pour l'heureuse

(1) Le duc de Laval à Polignac, 26 mai 1830. (*Aff. étr., Angleterre*, vol. 630, f° 319.)

(2) *Papers relative to the occupation of Algiers.*

arrivée de votre flotte, mais je vous féliciterai bien plus cordialement de son retour. »

Pendant ce temps, à Paris, une autre bataille se livre, celle des élections.

Elles ont été fixées au 23 juin pour les collèges d'arrondissement, au 3 juillet pour les grands collèges. Dans une vingtaine de départements, où de nombreux procès pour l'inscription sur les listes sont encore en suspens, le scrutin a été reporté au 12 et au 19 juillet.

Les périodes électorales sont, en tout temps, celles où chôment le plus la raison et la sagesse. Tout se rassemble ici pour surexciter les passions. Une longue préparation par la presse a rendu réelle, violente même, une hostilité d'abord factice. La lutte s'offre sous l'aspect d'un double défi, défi du Roi au peuple, défi du peuple au Roi. Certains incidents très suggestifs marquent l'ardeur à la fois sombre, crédule et enfiévrée où les âmes se consument. Des incendies, dont la cause est inexpliquée, ont, dans ces derniers temps, désolé la Normandie : or, une atroce calomnie s'accrédite qui en accuse le gouvernement, jaloux, dit-on, de créer une diversion. Tandis que s'aiguisent les haines politiques, les préventions religieuses s'exaspèrent. La translation des reliques de saint Vincent de Paul, de Notre-Dame chez les Lazaristes, a fourni naguère l'occasion d'une imposante manifestation pieuse; or, sur le passage du cortège, rien que froideur ou hostilité ; et le plus populaire des saints français n'a pas plus trouvé grâce que le plus décrié des jésuites. Nulle trace de l'ordinaire insouciance. Tout dernièrement, le roi et la reine de Naples sont venus à Paris où le Duc d'Orléans les a reçus en une fête mémorable. Ils sont l'un et l'autre un peu ridicules par l'aspect extérieur, le costume, les manières. Cependant nul persiflage, tant la gravité des choses détourne de toute moquerie ! Et le symptôme n'a pas échappé à Charles X. « La situation, dit-il, est donc bien sérieuse pour que les Parisiens oublient de railler. » Encore quelques jours et voici qu'arrivent les courriers d'Afrique : on annonce le débarquement, les premières escarmouches, puis une vraie bataille, celle de Staouéli. Ces nouvelles se perdent dans une indifférence presque générale, et les conducteurs de l'opposition de dire : « Il ne s'agit pas de l'Afrique, il s'agit de nos libertés. »

A l'égal de l'opposition, le gouvernement s'obstine. « Le Roi ne cédera pas », dit le *Moniteur* du 3 juin. Charles X lui-même descend dans la lice. En une adresse à la nation, il affirme sa volonté de maintenir la Charte, mais il ajoute ces lignes un peu inquiétantes : « Pour atteindre ce but, je dois exercer librement et faire respecter les droits sacrés qui sont l'apanage de ma couronne. » Et dans le sillage tracé par le Roi se précipitent les évêques, le clergé, les préfets, les fonctionnaires.

Non pas tous. La gravité des conjonctures inspire à beaucoup de royalistes le courage de dire la vérité. Il y a les avertissements des courtisans qui, moitié clairvoyance, moitié jalousie contre le favori, dénoncent l'aveuglement de Polignac. Il y a les avertissements des hommes politiques : tel Chabrol qui, au moment de quitter le ministère, a osé dire au Roi que, si le gouvernement voulait lever l'impôt sans le vote des Chambres, des résistances surgiraient, même parmi les monarchistes les plus fidèles. Il y a les avertissements des militaires, par exemple le général d'Andigné qui signale, notamment en Dauphiné, la toute-puissance des comités électoraux beaucoup plus obéis que le Roi. Il y a les avertissements arrivés de l'étranger et en particulier de la Russie, cette intime alliée. « En dehors de la Constitution, écrit le duc de Mortemart, il n'y a plus de sécurité pour les Bourbons, plus de tranquillité pour la France. » Et, en parlant de la sorte, notre ambassadeur répète l'opinion du Tsar.

Combien d'autres se désespèrent de ne pouvoir faire monter jusqu'au trône les avis de leur clairvoyance, le cri angoissé de leur fidélité! Mais comment parvenir jusqu'au Roi? Une étiquette jalouse veut que les paroles soient précédées de tant de révérences que le plus souvent les paroles sont devenues inutiles quand les révérences sont finies. Puis il y a les heures réservées, les moments inviolables et sacrés : tels, le matin, la messe du Roi, dans la journée, la chasse du Roi, le soir, le jeu du Roi. Quelques-uns s'adressent à ceux que leurs fonctions placent au-dessus du cérémonial ordinaire : c'est ainsi qu'un préfet et deux généraux prennent pour interprète le baron de Damas, gouverneur du Duc de Bordeaux. Mais il n'y a rien de plus obstiné qu'un irrésolu quand une fois il a triomphé de ses indécisions. Ainsi en est-il de Charles X, d'autant plus fixé dans

la fermeté que la fermeté lui a plus coûté. En outre, une suffisance candide lui persuade qu'il est prêt. « Tout a été prévu », répond-il avec une supériorité dédaigneuse. « Le Roi a l'air satisfait de son ouvrage », écrit, — ironique sans le vouloir, — le très fidèle et très loyal baron de Damas.

Au milieu d'une agitation croissante, on atteignit le scrutin. Dès le 26 juin, on connut en gros le résultat du vote dans les collèges d'arrondissement. Les deux tiers des élus appartenaient à l'opposition ; et il n'apparaissait pas que les élections subséquentes pussent changer sensiblement cette proportion. Dans le duel entre la Chambre des députés et le gouvernement, le pays s'était prononcé pour la Chambre et pour les 221.

Battu à l'intérieur, Charles X triomphait en Algérie.

Le dey Hussein s'était longtemps flatté que le courroux de la France s'évanouirait en menaces. Tout au plus, pensait-il, il aurait à subir un bombardement. Quand il sut qu'une expédition se préparait pour attaquer Alger par terre, sa demi-sécurité devint inquiétude. Sa milice turque était sa principale ressource. Afin de la renforcer, il envoya dans les provinces de Constantine et d'Oran, ainsi que parmi les tribus kabyles, des émissaires chargés de prêcher la guerre sainte contre les infidèles. Pour général en chef, il choisit son gendre Ibrahim.

La sagesse eût été de masser au plus vite toutes les forces disponibles et de les porter à la rencontre des Français pour s'opposer à leur débarquement. Défaut de temps ou de prévoyance, les Algériens se laissèrent distancer. Quand l'armée aborda le 14 juin dans la petite baie qui est à l'ouest de la presqu'île de Sidi-Ferruch, et à cinq ou six lieues à l'ouest d'Alger, elle ne rencontra qu'une faible résistance : un court combat, quelques tirailleries, et ce fut tout. Les jours suivants, rien que des escarmouches : tantôt les cavaliers arabes, fondant au galop de leurs chevaux, arrivaient jusque dans le voisinage de nos lignes, déchargeaient leurs fusils et tournaient court; tantôt les tirailleurs, se glissant à travers les fourrés ou profitant des accidents de terrain, visaient nos soldats isolés. Le pire danger pour les nôtres était de s'écarter des bivouacs; car s'ils tombaient dans un poste d'Arabes, ceux-ci les massacraient impitoyablement, et l'on retrouvait dans les broussailles leur

cadavre décapité. Pendant ce temps, dans la presqu'île de Sidi-Ferruch, protégée par un retranchement, et qui serait notre place d'armes, le débarquement continuait; il se poursuivit sans trop d'à-coups, hormis toutefois une courte, mais terrible tempête, qui mit un instant notre flotte en péril.

L'armée du dey, rassemblée enfin, quoique un peu tard, parut sur les hauteurs de Staouéli, à cinq ou six kilomètres, au sud de la presqu'île de Sidi-Ferruch. L'élément le plus solide était la milice turque, puis venaient les contingents de Constantine et d'Oran; quant aux Kabyles, ils offraient, semble-t-il, des dispositions moins sûres. Ibrahim avait conçu un plan qui ne laissait pas que d'être assez bien imaginé pour un barbare. Notre droite et notre centre étaient protégés par des épaulements et quelques plis de terrain; notre gauche, au contraire, voisine de la baie qui était à l'est de la presqu'île, se développait en terrain nu et découvert. C'est vers ce point que l'ennemi tenterait son principal effort, de façon à nous couper du rivage, puis à nous prendre à revers et à nous enserrer. Le 19, à la petite pointe du jour, l'exécution commença. Les Turcs, aidés de leurs plus solides auxiliaires, fondirent sur notre gauche et avec une telle impétuosité qu'un de nos régiments, le 28e de ligne, se trouva en grand péril. Heureusement, les secours arrivent : c'est le 20e, le 29e de ligne. Avec une extraordinaire vigueur les Turcs défendent le terrain conquis; eux-mêmes sont décimés, et enfin contraints à céder. Sur le reste de notre ligne, la brusquerie de l'attaque, engagée sous les ténèbres à peine éclaircies, a provoqué d'abord un peu de confusion, mais bien vite les nôtres se sont ressaisis. Sur ces entrefaites, un secours opportun leur arrive d'un des bâtiments embossés près du rivage et qui concentre son tir sur les colonnes ennemies. De son quartier général installé à Sidi-Ferruch, Bourmont a observé la lutte. Il a cru d'abord à un engagement partiel. Un examen plus attentif l'a désabusé. Maintenant il déploie la meilleure partie de ses troupes. Encore quelques combats assez durs, mais qui tournent à notre avantage. La défection ou la faiblesse des Kabyles, qui, en partie, lâchent pied, empire la condition de l'adversaire. Entre dix et onze heures du matin, les redoutes, les batteries ennemies sont emportées. On pénètre enfin dans le camp de Staouéli où l'on trouve un important butin : munitions, bétail, approvisionnements, sans compter les tentures, armes et objets

de luxe que nos soldats contemplent avec une curiosité amusée. Plus tard on fera le compte de nos pertes. Elles ne laissaient pas que d'être sensibles : plus de cinq cents hommes hors de combat.

Dans Alger, les premières nouvelles avaient annoncé la victoire du *Croissant*. De là une folle joie et un ardent espoir de représailles contre les *Infidèles*. A la fin de la matinée, le bruit de la canonnade cessa, et l'on se confirma dans la croyance au succès. Vers deux heures arrivèrent les premiers fuyards qui furent les messagers de la défaite.

Ce fut un effarement inouï. Le général en chef aurait-il pu profiter de la consternation universelle pour se porter d'une seule étape sur Alger? On l'a dit et répété. Bourmont avait contracté dans son aventureuse jeunesse l'habitude des entreprises audacieuses. Mais les années l'avaient assagi. Quel ne serait pas le discrédit d'un échec! Une considération dominait tout le reste : l'artillerie de siège n'était pas encore débarquée. Dans ces conditions, comment réduire la ville si, la panique ayant fait place à un subit retour de sang-froid, la résistance s'organisait!

On se résigna donc à suspendre l'opération décisive. Les jours suivants furent employés à achever la route de Sidi-Ferruch à Staouéli et à la prolonger au delà. Cependant le dey avait confié le commandement en chef au bey de Tittery. Celui-ci, ayant rallié ses troupes, se garda de toute nouvelle action d'ensemble. Mais son plan se découvrit bientôt qui était de nous harceler par d'incessantes tirailleries. L'un de ces engagements, livré le 24 juin en un lieu qu'on appelait Sidi-Khalef, mérita le nom de combat. Là tomba, blessé mortellement, le lieutenant Amédée de Bourmont, l'un des quatre fils que le général en chef avait emmenés avec lui de France. On se battit encore le 26, le 27, le 28, et non sans d'assez grosses pertes. Malgré la chaleur, l'état sanitaire était bon, hormis quelques dysenteries jusque-là peu graves. La plus grande gêne était l'équipement. On avait gardé dans toute sa rigidité l'uniforme des garnisons de France : shakos pesants, tuniques étroitement boutonnées, cols strictement agrafés; et c'est de quoi les officiers et les soldats se plaignaient à l'envi.

Le 28 juin, le débarquement du matériel, des pièces de siège, des voitures fut complètement achevé. Bourmont, qui avait déjà porté son quartier général de Staouéli à Sidi-Khalef

s'avança jusqu'à six kilomètres d'Alger. Soit examen trop rapide des lieux, soit absence de cartes exactes, beaucoup de désarroi s'introduisit, en cette dernière étape, dans la direction des colonnes; et il semble qu'on ait cherché un peu à tâtons la ville fameuse qui était le but de nos efforts. A mesure qu'on avançait, la surprise était grande, tant l'aspect était différent de ce qu'avaient décrit les journaux : un terrain à pentes assez brusques, des eaux vives, des jardins, des haies serrées, une grande abondance de palmiers et d'arbres de toute sorte. Ces lieux si couverts auraient pu favoriser de redoutables embuscades. Mais l'ennemi ne renouvela point les meurtrières tirailleries des derniers jours; et la grande difficulté fut de nous orienter.

La principale position à emporter était le château de l'Empereur, ainsi nommé en souvenir de Charles-Quint. C'était un ouvrage rectangulaire, s'élevant à plus de deux cents mètres au-dessus du niveau de la mer. Les murailles étaient percées d'embrasures garnies de canons. Ce fort était dominé par une tour également armée. Les travaux d'approche commencèrent dans la nuit du 29 au 30 juin. La violence du tir ennemi obligea de les interrompre; puis on les reprit. Dans le même temps, le général de Lahitte, commandant l'artillerie, reconnaissait les emplacements propres à établir les batteries. On résolut d'en installer six, armées en tout de vingt-six pièces. Du 1er au 3 juillet, les travaux se poursuivirent, bien que fort gênés par la canonnade et les tentatives de sortie des assiégés. Le 3 au soir, nos batteries furent armées. Le 4, à la pointe du jour, le bombardement commença. Les Turcs résistèrent d'abord avec énergie, rendant coup pour coup, remplaçant les hommes hors de combat, et bouchant de leur mieux les brèches. A partir de sept heures, leur tir faiblit, à mesure que le nôtre croissait en intensité. A dix heures une terrible explosion retentit, couvrant le sol de pierres et de débris. C'étaient les assiégés qui avaient abandonné la forteresse après avoir mis le feu aux poudres. Un moment de stupeur et de confusion suivit. Puis, débouchant des tranchées, les fantassins escaladèrent la brèche. Le fort était à nous.

Et Alger aussi; car la prise de cet important ouvrage rendait malaisée toute résistance ultérieure. Dans l'après-midi, divers négociateurs arrivèrent au quartier général. Ce fut

d'abord un secrétaire du dey, Mustapha, qui, au nom de son maître, offrit de payer les frais de la guerre et de confirmer tous les privilèges du commerce français. Dédaigneusement le général en chef repoussa la proposition, la jugeant indigne de la France, inégale à nos efforts, disproportionnée à l'effusion de notre sang; car l'expédition nous coûtait quatre cents tués, deux mille blessés. Deux heures plus tard, deux riches négociants d'Alger se présentèrent, se disant les délégués des notables de la ville. Comme la journée s'avançait, Mustapha revint, accompagné cette fois du consul d'Angleterre. Une convention fut alors conclue, d'après laquelle la ville, la casbah, résidence du dey, et les autres forts seraient livrés aux Français le lendemain 5 juillet. Le dey serait libre de se retirer avec sa famille au lieu qu'il fixerait. Le général en chef garantissait aux miliciens et aux habitants toute liberté pour l'exercice de leur religion, toute protection pour leurs femmes, toute sécurité pour leurs personnes et leurs biens.

LES ORDONNANCES

Pour qui voit les choses par masses, l'année 1830 tient tout entière en deux grandeurs : l'une qui commence, l'autre qui se détruit; d'un côté, l'empire d'Afrique qui se fonde, de l'autre, l'antique monarchie qui disparaît.

Les journées des 5 et 6 juillet furent mémorables dans nos fastes militaires. Le 5, l'armée entra dans Alger et le général de Bourmont prit possession de la casbah que le dey venait d'abandonner. Dans cette même casbah, l'administration de la guerre commençait à classer les richesses que le temps et les rapines y avaient accumulées. Or monnayé ou en lingots, pierreries, étoffes précieuses, objets d'art étaient inventoriés, et l'on en estimerait plus tard la valeur à 55 millions environ. A ce trésor s'ajoutait tout le matériel laissé par l'ennemi en armes, projectiles, munitions, approvisionnements. Le 6, une proclamation à l'armée notifia la fin de la guerre. Déjà, sur tous les édifices publics, le drapeau blanc se déployait, triomphant comme s'il eût eu de longs jours à flotter encore.

A côté de la lumière, voici maintenant la grande ombre qui se projette sur la monarchie, à la fois glorieuse et condamnée.

Le 3 juillet ont eu lieu les votes des grands collèges. Ils

n'ont pu modifier en leur ensemble les élections des collèges d'arrondissement; et l'on sait d'avance que les vingt départements qui n'ont point encore émis leur suffrage ne feront que fortifier l'opposition. Le 6 juillet, tandis qu'on se réjouit dans Alger, les ministres se réunissent en conseil.

De très bonne foi, au début de leur ministère, ils ont affirmé leur fidélité à la Charte. Ils proclament encore les mêmes maximes, mais en les accompagnant d'une glose qui les altère singulièrement. Ce qu'ils voudraient, c'est extraire de la Charte même un texte qui leur permette, en toute sécurité de conscience, de se placer temporairement au-dessus d'elle. C'est ainsi qu'ils se sont fixés sur l'article 14 qui confère, ou semble conférer au Roi, en cas de péril public, la faculté d'édicter des ordonnances pour la sûreté de l'État. Cet article, ils n'ont pas eu de peine à le découvrir; car, depuis quinze ans, il n'est pas d'heure de crise où l'on n'y ait pensé, même quand on n'en parlait pas; et il figure aux yeux des adversaires du trône une menace, pour les royalistes une soupape de sûreté. Seulement la grande anxiété est de l'interpréter. Fait-il corps avec la Charte elle-même ou n'y a-t-il été introduit que par surprise, inadvertance ou fraude?

Assis à la table des délibérations, les ministres s'interrogent en casuistes consciencieux, candidement téméraires, aussi dépourvus des qualités que des défauts qui font les vrais conspirateurs. Ils s'appliquent à marquer le caractère du pouvoir royal : il est le plus ancien, le plus en vue par l'influence et les services, celui d'où sont sortis tous les autres et qui demeure l'animateur universel. Telle est l'antique coutume française, conservée dans la monarchie nouvelle qui, même en s'inspirant des institutions anglaises, a entendu les adapter, non les copier. A l'appui de cette doctrine, on peut invoquer un souvenir d'une singulière opportunité. C'est en s'autorisant de cette primauté du pouvoir royal que les doctrinaires, les hommes du centre gauche, ont battu en brèche la *Chambre introuvable* et arraché à Louis XVIII l'ordonnance du 5 septembre 1816. Eux aussi parlaient alors de l'autorité supérieure et suprême du Roi. Ainsi s'encouragent Polignac et ses collègues, attentifs à s'abriter sous les paroles de Royer-Collard, ce qui les égaie comme une malice et les rassure comme une justification. Après tout, que veulent-ils eux-mêmes, sinon en le renforçant

beaucoup et en le proportionnant au péril agrandi, un 5 septembre monarchique? Et de la sorte, à force de se suggestionner eux-mêmes, ils arrivent à se convaincre qu'ils se meuvent dans les limites de leur droit.

Quelles seraient les mesures exceptionnelles adoptées en exécution de l'article 14? Dès le 29 juin, le garde des Sceaux, M. de Chantelauze, avait proposé de déclarer nulles les réélections des 221, d'organiser un nouveau système électoral et, en attendant, de gouverner par ordonnances. Les ministres avaient besoin de s'entraîner à l'audace; cette suspension complète du régime constitutionnel déplut et fut combattue en particulier par M. de Guernon-Ranville. Dans la réunion du 6 juillet, une deuxième combinaison fut suggérée, et, à ce qu'il semble, sous l'inspiration de M. de Polignac. Elle consistait à créer, sous le nom de *grand conseil de France*, une assemblée consultative composée d'un certain nombre de pairs, députés, magistrats, conseillers généraux, et qui aviserait au moyen de tirer la monarchie d'embarras. Le conseil jugea que cette réunion ne serait qu'une copie de l'assemblée des notables en 1788 et ne ferait qu'aggraver la confusion au lieu de la dissiper Ce fut alors qu'un troisième plan fut développé par le ministre de l'Intérieur, M. de Peyronnet. Il se résumait en trois dispositions principales : suspension de la liberté de la presse; dissolution de la Chambre des députés, dès que les élections seraient terminées; formation d'une nouvelle Chambre d'après des règles établies par ordonnance royale. Ce projet, à l'inverse des autres, rencontra faveur : un seul opposant, Guernon-Ranville, qui eût préféré qu'on attendît à l'œuvre la nouvelle Chambre : si elle s'enhardissait jusqu'à refuser le budget, il serait temps alors d'agir, et en des conditions plus propices; car on paraîtrait, non engager la lutte, mais répondre à une provocation.

Le 7 juillet, nouveau Conseil, cette fois à Saint-Cloud et en présence de Charles X. Le Roi se montra favorable au projet présenté par le ministre de l'Intérieur et adopté par la majorité. Une idée maîtresse dominait le souverain, celle de ne pas céder : c'était point d'honneur de gentilhomme, c'était orgueil de monarque offensé, c'était surtout obsession de ne pas imiter Louis XVI : « La première reculade de mon malheureux frère a tout perdu », disait-il à ses ministres. C'est ainsi que l'histoire mal comprise, au lieu d'instruire, achevait d'égarer.

Le 9 juillet, un message transmis de Toulon par le télégraphe aérien annonça la prise d'Alger. Ce fut pour Charles X une grande et dernière joie. Comme le ministre de la Marine lui apportait la nouvelle, il l'embrassa. A cette occasion se déploya tout le cérémonial traditionnel qui célébrait les victoires françaises. Le canon tonna aux Invalides. Les édifices publics se pavoisèrent. Puis, le 11 juillet, Notre-Dame se para pour le *Te Deum*. Charles X s'y rendit radieux, il en revint triste. C'est que, sur le passage du cortège, nulle acclamation, mais partout des visages sévères, sombres, irrités ; et entre tous les signes du temps, le plus révélateur était cette froideur du peuple, que la gloire elle-même ne touchait plus.

Il semblait qu'il n'y eût plus qu'à traduire en style officiel ce que, dans les délibérations des 6 et 7 juillet, on avait décidé. Pourtant l'attente se prolongea jusqu'à ce qu'on connût le résultat des élections dans les départements ajournés ; et cela dans le plus singulier état d'esprit qui se puisse décrire.

Charles X et ses ministres sont-ils des hommes de violence ? Avant tout, ils se défendent de l'être. Loin de porter atteinte à la Charte, ils sont parvenus à se persuader qu'ils la consolident ; qu'en se prévalant de l'article 14, ils la défendent contre les infiltrations révolutionnaires qui, à la longue, la détruiraient ; qu'en un mot, ils coopèrent à une œuvre de salut.

Œuvre de salut peut-être, tant la monarchie, mise en péril par la passion de ses adversaires et par ses propres fautes, a été acculée à la nécessité de se sauver ! Encore faudrait-il que quelque prévoyance assurât l'entreprise. Or voici ce qui stupéfie. On surseoit à l'action décisive. C'est sans doute pour la mieux préparer. En aucune façon. Polignac, ministre intérimaire de la Guerre depuis le départ de Bourmont, s'est fait remettre les états de troupes et en a, dit-on, accepté les chiffres globaux sans prendre souci de rechercher le nombre des hommes réellement présents. Puis il s'est confiné dans sa béate confiance comme le Roi dans son auguste aveuglement.

Ce qui diminue encore les chances, ce sont les dispositions des collègues que Polignac a rassemblés sous lui. La plupart ne s'associent au périlleux dessein qu'avec une morne obéissance et sans foi. M. d'Haussez a suffisamment pratiqué les affaires pour pénétrer les lacunes de la préparation ; malgré le renom de l'expédition d'Alger, organisée en partie par ses soins, il a

échoué aux élections, ce qui n'a pas laissé que de lui paraître mauvais symptôme. Guernon-Ranville, tout à fait hostile à toute application de l'article 14, ne suit que par loyalisme. Chantelauze est maintenant très âpre ; mais il n'a accepté d'être ministre qu'avec tremblement, jugeant que ce coup de fortune était le plus grand malheur de sa vie. Montbel sollicite les conseils de Villèle son ami. Celui-ci, dans ses lettres, se montre de plus en plus désabusé, surtout depuis qu'il a appris l'entrée de Peyronnet dans le ministère; il juge avec une morne clairvoyance que le point d'honneur est peut-être de rester, mais que la sagesse serait plutôt de s'évader de la maison qui branle. Entre eux, ces honnêtes gens, à la fois vaniteux et terrifiés d'être ministres, échangent des propos soucieux. A travers leur respectueux silence, le Roi devine leur état d'âme ; il les ramène par bonne grâce, par appel à leur dévouement. Et tous restent, mais avec des hésitations, des arrière-pensées, des retours anxieux. Et ces ultimes fièvres de conscience, si dissimulées qu'elles soient, ne laissent pas que d'être cause de faiblesse ; car dans les entreprises un peu douteuses qui requièrent surtout qu'on fonce avec énergie, les hommes échouent moins encore par les qualités qui leur manquent que par les scrupules qui les alourdissent à l'heure de l'action.

L'opposition, très en éveil, pénétrait jusqu'à les deviner les projets du gouvernement ; car, le 21 juillet, le *National* annonça, avec une remarquable précision de détails, tout ce que le ministère méditait. Tandis que les adversaires s'encourageaient à la révolte, les plus clairvoyants des monarchistes tremblaient de plus en plus pour le trône. Le haut crédit de Polignac augmentait leurs craintes, et ils ne savaient ce qu'on devait le plus redouter, l'imprudente légèreté du maître ou l'étourderie grave et dogmatique du favori. Eux aussi, ils connaissaient le destin des Stuarts, et les mêmes comparaisons où se complaisait *le National* les frappaient comme un avertissement du destin. De la descendance mâle de Louis XIV un seul enfant restait, comme si Dieu eût voulu par là marquer la précarité de la race royale. La confiance dans la durée n'existait plus. On vit des hommes, même très fidèles, qui avaient demandé des services ou des grâces, se désister de leurs sollicitations. « Cela n'en vaut plus la peine », disaient-ils. Le baron de Damas, gouverneur du Duc de Bordeaux, raconte en

ses *Mémoires* qu'un jour de juillet, il reçut une lettre des duchesses des Cars et de La Force lui annonçant qu'elles viendraient le dimanche suivant déjeuner avec lui. Elles vinrent en effet, et la duchesse des Cars de dire en arrivant : « Nous avons voulu une dernière fois contempler les traits de notre bienfaisance, car bientôt nous ne le verrons plus. »

Le 25 juillet était un dimanche. Ce jour-là, à Saint-Cloud après la messe, Charles X passa, comme il en avait coutume, dans les rangs des courtisans et leur distribua les paroles gracieusement banales qui sont la menue monnaie des rois. La curiosité était très surexcitée, mais les rigueurs de l'étiquette appliquaient sur les visages le même masque impassible. Pourtant M. de Vitrolles, cet ancien favori du comte d'Artois, prit à part M. de Guernon-Ranville et lui dit à voix basse : « Je ne vous demande pas votre secret, mais je vous préviens qu'il règne une grande effervescence dans Paris. » Le préfet de police, M. Mangin, était présent. M. de Guernon l'interrogea, et celui-ci de répondre : « Vous pouvez être tranquille, Paris ne bougera pas. »

Le cercle des courtisans se dispersa. Les ministres demeurèrent ; et peu après, le conseil s'ouvrit. L'objet de la délibération était de soumettre à l'assentiment du Roi le texte définitif des projets ministériels. Le garde des Sceaux, M. de Chantelauze, arrivé un peu après ses collègues, déposa un long rapport où il dénonçait tous les maux que, depuis quinze années, les abus de la presse avaient engendrés. La conclusion était qu'aucun journal, soit déjà existant, soit à fonder, ne pourrait désormais paraître s'il ne se pourvoyait au préalable d'une autorisation administrative. — Trois autres ordonnances suivaient, rédigées, semble-t-il, par le ministre de l'Intérieur, M. de Peyronnet. La première prononçait la dissolution de la nouvelle Chambre, élue dans les jours précédents, mais ni réunie ni constituée. En congédiant les députés et avant même toute prise de possession, le Roi n'entendait pas renoncer au concours de la nation. De là une deuxième ordonnance, la plus importante de toutes et qui, sur deux points essentiels, réformait notre législation. Tout d'abord, le cens, maintenu à deux cents francs, devait être calculé en ne tenant compte que de l'impôt foncier ou de l'impôt mobilier, et non de l'impôt des patentes ; ce qui avait pour conséquence d'exclure en grande partie la

classe commerçante. De plus, les électeurs des collèges d'arrondissement, descendant au rang d'électeurs du premier degré, n'exerçaient plus qu'un droit de présentation : en effet, les électeurs des grands collèges de département, composés du quart des plus imposés, avaient seuls le droit de nommer les députés à charge par eux de prendre la moitié des élus parmi les candidats présentés par les collèges d'arrondissement. Les élections futures soumises à ces règles étaient fixées, et tel était le texte de la troisième et dernière ordonnance, aux 6 et 13 septembre.

Quand la lecture fut achevée, un grand silence suivit. Le Roi demeura quelque temps absorbé, la tête dans les mains. Puis, prenant la plume : « Plus j'y pense, messieurs, plus je demeure convaincu qu'il est impossible de faire autrement » ; et il signa. A leur tour les ministres apposèrent leur nom. Un seul, M. d'Haussez, hésita, semble-t-il : il redoutait des troubles ; il pressentait l'insuffisance des moyens de répression. Polignac calma ses craintes : « Je ne redoute, dit-il, aucun soulèvement ; en tout cas, ajouta-t-il, les forces réunies à Paris sont assez imposantes pour garantir la paix publique. »

La suprême résolution était prise. Quand le conseil eut été levé, Montbel et Guernon-Ranville regagnèrent Paris à pied, à travers le bois de Boulogne. Chemin faisant, ces deux honnêtes gens, candidement osés, mais peu faits pour les grands orages, se sentaient tout agités de cette signature qui pourrait un jour être invoquée si terriblement contre eux : « Nous venons, dit Guernon-Ranville à Montbel, d'engager une partie où notre tête est en jeu. » Il ajouta : « Quoi qu'il arrive, notre conscience n'aura rien à nous reprocher ; car nous n'avons eu en vue que le service du Roi et le bien de la France. — Advienne que pourra », répliqua brièvement Montbel.

Le soir venu, le garde des Sceaux fit appeler à la chancellerie le directeur du *Moniteur*, M. Sauvo, pour qu'il livrât à la composition les actes officiels qui devaient paraître le lendemain. Celui-ci, ayant commencé à lire le texte, pâlit. Comme on l'interrogeait, il répondit : « J'ai vu les grands événements de la Révolution et de l'Empire. Jamais je n'ai été plus effrayé qu'aujourd'hui. Dieu sauve le Roi, ajouta-t-il », et il se retira, emportant les ordonnances.

PIERRE DE LA GORCE.

LE BOLCHÉVISME ET LA LIBERTÉ [1]

En dépit des erreurs, des ruines et des crimes, si l'œuvre de la Révolution française s'est trouvée viable, elle le doit à ce principe de liberté qu'elle a, une fois pour toutes, fait entrer dans les institutions publiques. De La Fayette aux conscrits de l'an 13, des milliers de Français ont marché au cri de « Liberté » et ont fait le sacrifice de leur vie dans le rayonnement d'une foi qui a embrasé l'Europe. Les générations suivantes ont sucé avec le lait l'amour de la liberté; tout régime, qui a eu le malheur de l'oublier, en est mort. Jamais les Français n'ont admis d'être violentés dans leur droit : l'oppression, qu'elle vienne de pouvoirs officiels ou occultes, les dresse frémissants, pour les jeter aux barricades. Billets de confession ou système des fiches, les même violations de conscience ont soulevé la même réprobation.

Que devient dans le système bolchéviste cette idée de liberté qui, depuis cent cinquante ans, a paru à tant de Français plus précieuse que la vie même ?

La Révolution française était partie d'une conception profondément individualiste. La révolution russe part d'une conception diamétralement opposée : la conception collectiviste. Jamais il n'y est question des droits de l'individu, mais bien des droits de la collectivité : et, par un corollaire naturel, le mot

(1) Voyez dans la *Revue* notre série : *le Bolchévisme et l'héritage romain* (15 avril 1927), *la Technique révolutionnaire du Bolchévisme* (15 juillet), *la Défense contre le Bolchévisme* (15 novembre).

ou l'idée de liberté individuelle n'y saurait trouver place. Il y a ainsi, entre les deux conceptions, un abîme, et nul ne peut, sans répudier l'héritage de la Révolution française, se déclarer d'accord avec la révolution russe. Il faut choisir. Aussi bien avons-nous aujourd'hui les moyens de le faire en connaissance de cause, et nous pouvons juger si l'air que l'on respire en Russie est de ceux où des hommes libres puissent vivre.

Quels sont, de la naissance à la mort, dans la vie publique et dans la vie privée, les droits et les garanties de liberté de l'individu, d'après le régime communiste?

LA LIBERTÉ D'ÉLEVER SES ENFANTS

Prenons l'enfant dès sa naissance : avant même qu'il s'éveille à la plus rudimentaire conception du monde extérieur, nous allons nous heurter à une opposition de doctrine fondamentale : la question de la famille.

La Révolution française l'a respectée : le père et la mère sont les tuteurs naturels de l'enfant, en ont la responsabilité matérielle et morale, et interviendront dans sa vie jusqu'à son mariage : ils auront sur sa formation une influence efficace.

En Russie, l'enfant a-t-il une famille?

L'enfant « appartient à l'État ».

« Le développement de notre législation, écrit le procureur général Pouchitsky, doit aboutir à la disparition du mariage. » « Il faut remplacer la famille par le parti communiste, où s'éteindra cet amour étroit des parents envers leurs enfants, qui leur fait désirer les garder auprès d'eux et en fait des égoïstes (1). »

Voilà le principe. Pour juger dans quelle mesure la réalité y est conforme, examinons d'abord où en est l'institution du mariage.

« En 1917, le juriste Goitzbourg écrit : « Le prolétariat pourrait tout à fait renoncer à faire constater le mariage, à enchaîner le mari à la femme par un acte écrit. » La législation ne l'a pas exactement suivi : elle a conservé le mariage légal, enregistré sans nulle formalité, autorisation, ni témoin : mais il engage à peu de chose, car la femme mariée peut léga-

(1) Gorkhberg, *Les Droits du mariage et de la famille*, p. 143.

lement déclarer un de ses enfants comme étant d'un autre père que son mari, si elle peut faire la preuve qu'elle a eu en temps opportun des rapports avec un autre homme, et par ailleurs le divorce peut être prononcé sur simple déclaration d'un seul des deux conjoints. En outre, la législation admet, à côté du mariage légal, le mariage libre, par consentement mutuel. « La polygamie est dès lors possible, écrit le procureur général Krylenko, mais la loi ne voit pas la nécessité de prendre des mesures pour l'empêcher. »

On voit, dans les *Izvestia* (n° 241, 1926), le procureur général refuser de poursuivre un père qui, à Samara, a eu trois enfants de sa propre fille. « Nous avons notifié... que nous ne devions pas nous traîner à la queue des préjugés bourgeois. » On y avait pu lire (n° 289, 1925) : « Il arrive qu'un homme a une vingtaine de femmes. Il a vécu une semaine avec une, deux semaines avec l'autre, et ainsi de suite. Les enfants restent... vous ne pouvez recevoir quoi que ce soit d'un tel homme pour élever les enfants : vous ne pouvez pas l'écorcher : et voilà les enfants à la rue. »

Certes... Il y en a des millions.

Supposons, toutefois, que l'enfant soit parmi les privilégiés dont le père et la mère constituent un couple uni : le souci du système communiste sera de l'empêcher d'en bénéficier : « Quand les parents disent : mon fils ou ma fille, cela signifie pour les parents le droit d'élever leurs enfants à leur guise. Du point de vue communiste, ce droit n'est pas fondé. L'enfant appartient à la société, donc au parti communiste. » (*A. B. C. du communiste, 79.*)

De « sa » famille, l'enfant ne doit strictement attendre que la nourriture En aucun cas, aucune formation morale : elle risquerait d'être bourgeoise. Surtout, nulle instruction religieuse : il est formellement interdit de donner aucune notion religieuse à l'individu avant l'âge de 18 ans, qui est celui de la majorité légale.

L'école, — instrument de l'État, — doit recevoir l'enfant entièrement vierge de toute influence familiale ou morale, pour l'élever uniquement selon ses vues. C'est l'école laïque gouvernementale, obligatoire bien entendu, et sans nulle concurrence possible : école de coéducation des sexes, école de classe, naturellement communiste, qui va façonner de façon rigou-

reusement uniforme tous les jeunes Russes pour un objet avant tout politique : dès qu'ils y entrent, le rôle de la famille est terminé, ils sont « la chose de l'État ».

« Nous recommandons à la jeunesse de n'honorer que les pères qui ont un point de vue révolutionnaire prolétarien, qui défendent sciemment et énergiquement les intérêts de la classe du prolétariat : les autres pères doivent être rééduqués par les enfants communistes. Nous n'avons pas le respect paternel, en tant que principe général. » (*Commandements rouges.*)

« L'ancien monde est détruit comme il devait l'être, le terrain déblayé, et c'est sur ce terrain que la jeune génération communiste doit maintenant édifier la société communiste », écrit Lénine : et il conclut : « Il faut que la Fédération des jeunesses communistes élève *tous les enfants dès le bas âge*, dans l'idée du travail conscient et discipliné. »

Ainsi, voilà l'armée des enfants, à l'âge où l'on ne sait encore discerner ses lettres, éduquée directement pour un objet politique, au milieu de grossiers symboles, dessins ou statuettes, où l'enfant apprendra tout d'abord à distinguer les exploiteurs du prolétariat, le magistrat, l'officier, le prêtre et le capitaliste : le voilà condamné à cette seule nourriture intellectuelle, sans nulle possibilité d'aller ailleurs en chercher une autre.

Encore, tous les enfants n'auront-ils pas la chance d'entrer à cette école primaire. Lounatcharsky, commissaire de l'Instruction publique, reconnaît (*Izvestia*, n° 224, 26) n'avoir pu y admettre, faute de place, plus de 50 pour 100 des enfants : beaucoup, même admis, n'y apprendront rien du tout, car, ajoute-t-il, « 80 pour 100 environ des enfants de paysans ne vont pas jusqu'à la troisième année d'études et quittent l'école illettrés ».

L'esprit, cependant, souffle où il veut. Il va se trouver, parmi ces élèves, des sujets dont l'intelligence s'éveillera et qui, soit poussés par leur famille, soit d'eux-mêmes, aspireront au développement intellectuel. Leur volonté va-t-elle être prise en considération ? Vont-ils franchir le cycle primaire pour atteindre au secondaire, au supérieur ?

Pardon ! La collectivité domine l'individu dont les désirs n'ont pas à être pris en considération. Seuls les soviets locaux décident du passage d'un ordre d'instruction à un autre, et

les soviets sont communistes. Ils jugeront, du point de vue prolétarien, des garanties qu'offre chacun, soit par ses ascendants, soit par les preuves de zèle qu'il aura données dans « le Komsomol », les « pionniers rouges » ou « les sans Dieu ». Pour ceux qui seront rejetés dans les ténèbres extérieures avec défense de s'instruire, il n'y a rien à faire : nulle œuvre, nulle institution libre ne peut exister parallèlement à l'instruction officielle. Tyrannie, ou liberté ?

Passeront donc à l'école secondaire, dont le cycle s'achève avec la neuvième année d'études, des élèves triés « politiquement ». Il n'apparaît pas qu'ils apprennent grand chose. Les *Izvestia* (n° 254, 1926) publient les résultats d'examens passés pour entrer aux écoles supérieures : les candidats, en majorité, ignorent complètement Pouchkine, Tolstoï, Tourgueneff. « Instruction très faible, ignorance presque complète de la littérature ». Pour les sciences, « la majorité de ceux qui ont fini l'école de neuf ans s'embrouillaient dans les opérations arithmétiques avec fractions ». On lit dans *Moscou du soir* (n° 302, 1926) : « L'ignorance des élèves de nos écoles est formidable. »

Ils vont pourtant aborder les écoles supérieures. Cette armée d'ignorants va y entrer, dans une proportion difficile à établir par les statistiques. Le *Journal de l'instituteur*, n° 49, rapport Veller, cite environ 3000 reçus sur 14000 présentés. Le rapport Glavatsky (*ibidem*) dit 28,7 pour 100. Mais ils n'y seront pas seuls : là encore, le souci politique domine le souci de la supériorité intellectuelle, et il convient de faire accéder à l'enseignement supérieur le prolétariat, qu'il y soit ou non préparé. Les facultés recevront donc, *sans examen*, les « membres des jeunesses communistes instruits dans les facultés ouvrières » : on les dénomme « Rafbaks », et leur niveau académique atteint péniblement celui de nos écoles primaires. Elles recevront aussi, *sans examen*, les élèves des écoles spéciales d'agitateurs, du « Politagit », futurs missionnaires politiques.

C'est cette fusion qui constituera, dans 71 écoles d'enseignement « supérieur », l'élite de 360 000 étudiants, dont 50 000 environ terminent annuellement leurs études : misérable recrutement et misérable proportion pour maintenir le niveau intellectuel et moral d'un peuple trois fois plus nombreux que le peuple français ; mais là n'est pas la question.

La question que nous traitons, et qui nous intéresse pour le

cas où nous devrions subir un régime analogue, c'est celle de la liberté. Où y a-t-il, dans ce régime, place pour un libre arbitre quelconque dans le choix de l'instruction, dans l'accès même à l'instruction? Il n'existe ni pour les parents, ni pour les enfants.

Ainsi le veut la logique communiste : l'État choisit arbitrairement, à tous les degrés, selon ses seules vues, ceux-là seuls qu'il désire conserver; il les façonne selon le type qu'il désire, à l'exclusion de tout autre : car ils sont destinés à devenir des fonctionnaires, dont la docilité doit être la qualité primordiale.

Peut-on, en effet, dans un État socialiste, se figurer un statut social autre que celui de fonctionnaire? Le monopole d'instruction y a pour corollaire le monopole des carrières. Carrières militaires, juridiques, administratives? carrières d'État. Carrières d'ingénieurs ou d'employés d'usines? usines d'État, monopole de l'Industrie. Carrières commerciales? mais, monopole des commerces intérieurs et extérieurs, tout, jusqu'aux coopératives, est d'État; la banque aussi... Que reste-t-il?

Les savants, dira-t-on, et les médecins. Les savants? Ils sont, eux aussi, embrigadés, 14000 dans la « section des savants » du « syndicat des travailleurs de l'instruction publique » et 6000 environ dans d'autres syndicats. Ils gagnent, lorsqu'ils sont professeurs de l'Université, environ 110 roubles par mois, pour sept heures et demie de travail, et doivent, pour vivre, faire des travaux supplémentaires d'égale durée. Ce sont bien des fonctionnaires et il est impossible de se les figurer autrement. On ne peut concevoir, par exemple, un chimiste en chambre travaillant pour son compte dans un laboratoire à lui : impossibilité matérielle, car dans un pays où nul commerce n'est libre, il n'obtiendrait aucune des substances nécessaires à son travail. Il faut qu'il soit embrigadé, condition *sine qua non* d'une activité quelconque : et il tombe sous le sens qu'un chimiste clandestin aurait les plus sérieuses chances de finir au poteau des fusillés. Seulement, une fois embrigadé... plus libre! Il ne travaillera qu'autant qu'on lui donnera les moyens de travailler.

Les médecins? Profession éminemment libre, semble-t-il. Ils sont (Congrès des médecins de février 1927) 55200, dont 7400 dentistes. Or ce sont, eux aussi, des fonctionnaires, *tous* au service de l'État, rétribués de 75 à 105 roubles par mois, et trop peu nombreux pour les postes à occuper, surtout à la

campagne. Les hommes se détournent de cette profession, car l'industrie est mieux payée et le travail y est moins dur; il y a actuellement 75 pour 100 de femmes parmi les étudiants en médecine. Le médecin soviétique est astreint à un labeur qui atteint 2 800 visites par mois : les autorités soviétiques et syndicales règlementent son action... En 1926, il y a eu 206 poursuites pénales engagées contre des médecins et le *Troud* écrit, le 23 février 1927 : « Les malades insultent les médecins, et vont même jusqu'à les assassiner. » Dans ces conditions, ce n'est plus un métier libre : ce sont les travaux forcés !

LA LIBERTÉ D'ÉCRIRE

Une profession devrait pouvoir échapper au fonctionnarisme, même dans un État communiste : c'est la profession purement intellectuelle d'écrivain. Il faut toutefois à l'écrivain la liberté d'aller puiser aux sources qui lui conviennent, et celle d'exprimer ce qu'il sent. S'il est des sources interdites, des sujets proscrits, la pensée est prisonnière : écriront, seuls, les officiels, sur des sujets officiellement autorisés. C'est exactement ce qui se passe en Russie. L'histoire prérévolutionnaire de Russie et sa littérature ont en grande partie disparu des bibliothèques publiques et privées; la littérature et la science étrangères n'arrivent que filtrées à ceux qui sont désireux de s'instruire. Que peut être un cerveau de jeune bolchévick qui n'a nulle connaissance de l'histoire prérévolutionnaire, des littératures occidentales ou des religions, ni aucune idée de la vie à l'étranger? Et à quoi lui servirait de penser, s'il ne peut écrire : car, où sont les presses autres que les presses d'État?

Nous qui sommes libres, nous devons méditer ce cri d'agonie qu'est l'appel des écrivains russes : ultime appel, car, une fois ceux-ci morts, y aura-t-il encore des « écrivains russes » autres que les écrivains officiels, pour faire appel au monde?

« Nous nous adressons à vous, écrivains de tous les pays...

« Ignorez-vous que notre parole est prisonnière, que la censure de l'État, qui se dit « socialiste », est son geôlier et son bourreau? Nous craignons que vous ne l'ignoriez. Mais pourquoi les écrivains qui ont visité la Russie ne vous en ont-ils rien dit? Nous avons peine à croire que le cliquetis des coupes pleines du champagne officiel, avec lequel furent fêtés en

Russie les écrivains étrangers, ait assourdi le bruit des fers que traîne tout le peuple russe...

« L'idéalisme, ce puissant courant dans la littérature russe, est déclaré crime d'État. Ceux de nos classiques qui en sont empreints sont proscrits de toutes les bibliothèques publiques. Ce sort est partagé par les historiens et les philosophes qui répudient la doctrine du matérialisme. Au cours de rafles opérées par des fonctionnaires spéciaux dans les bibliothèques et les librairies, tous les livres édités pour la jeunesse avant la révolution et toutes les œuvres du folklore sont confisqués. Les écrivains modernes suspects d'idéalisme sont privés de toute possibilité et de tout espoir de voir publier leurs œuvres ; eux-mêmes, en tant qu'ennemis de l'ordre public, sont exclus de tous emplois et privés de moyens d'existence...

« Pour qu'une entreprise d'édition, publique ou privée, puisse être créée, il faut une autorisation qui, même pour les éditeurs scientifiques, n'est jamais donnée pour plus de deux ans ; elle se donne d'ailleurs difficilement et les entreprises d'édition autres que les entreprises d'État sont rares. Chacune d'elles est limitée par un programme strictement observé, fixé par la censure...

« L'un des meilleurs spécialistes du droit public russe, le professeur Lazarewsky, a été exécuté uniquement pour avoir écrit un projet de Constitution, découvert chez lui pendant une perquisition...

« Si vous savez tout cela, si vous éprouvez ce sentiment d'horreur, pourquoi donc vous taisez-vous?...

« Votre voix n'est pas nécessaire seulement à nous ou à la Russie, elle est utile aussi à vous-mêmes. Avec une ténacité que nous sommes seuls à même de juger, vos peuples sont entraînés dans les horreurs et dans le sang, comme, il y a dix ans, à un tournant tragique de son histoire, le fut notre peuple, alors miné par la guerre et la politique de l'ancien régime. Nous avons accompli ce calvaire. Tenez-vous pour avertis...

« Nous vous envoyons cette lettre comme d'un cachot. Avec grand péril, nous l'écrivons ; au risque de la vie, elle vous sera remise au delà des frontières. Arrivera-t-elle à la presse libre ? Nous n'en savons rien. Si elle arrive, si notre voix d'outre-tombe résonne parmi vous, nous vous en conjurons, écoutez-nous, comprenez-nous... »

Ainsi, non seulement la tyrannie sectaire du régime communiste limite arbitrairement, en nombre, en qualité, en direction, le développement intellectuel de chaque enfant, pour en faire une classe de serfs destinés exclusivement au fonctionnarisme, mais encore elle étouffe, chez les adultes, jusqu'à la manifestation de toute pensée autre que celle qui est contrôlée par l'État.

La Russie, semble-t-il, est morte... morte à la pensée, morte à la science, ligotée dans le froid linceul tissé par l'utopie marxiste. Morte déjà, ou en train de mourir. Nul n'eût rien su de son agonie, sans ce cri lointain qui nous vient à travers les murs de la geôle, grâce à l'intrépidité de quelque obscur missionnaire qui, au péril certain de sa vie, a pu faire franchir à « l'appel des écrivains russes » la triple barrière des douanes soviétiques

Et pourtant, une autre voix s'élève, celle de M. B. Choulgine, qui osa, malgré la certitude d'un immédiat supplice en cas d'arrestation, faire en 1926 un voyage clandestin en Russie. Que nous rapporte-t-il, et que lui disent, toujours au risque de leur vie, ses anonymes informateurs ?

« Là-bas, vous avez enterré la Russie... et vous avez cloué le cercueil. Mais nous, qui sommes enterrés ici, nous sentons que, si nous le sommes, c'est que nous sommes enterrés vivants. Et que, même étendus dans la bière, *la force se joue en nos veines comme du vif argent.* »

Et il répète :

« Dites-leur, là-bas, que nous sommes vivants ! »

Ces paroles viennent de cœurs libres et fiers, battant, indomptables, dans un corps prisonnier : le monde civilisé refusera-t-il de les entendre ?

LA LIBERTÉ POLITIQUE

La liberté, on vient de le voir, n'existe ni dans la distribution de l'instruction, ni pour les intellectuels. Mais il y a, de l'aveu même de Lounatcharsky, 70 pour 100 de totalement illettrés, ayant lâché les études dès l'école primaire, et après ceux-là, un pourcentage encore important qui abandonne au cours des études secondaires, au cours même des études supérieures. Ceux-là, illettrés ou presque, ne sont pas fonctionnaires. Ils n'ont pas le carcan de la situation officielle ; ils

sont, en majorité, on ne peut plus prolétaires. Sont-ils libres? libres dans leur vie publique, libres dans leur vie privée, libres dans leur profession?

Et d'abord, la vie publique.

Ils sont citoyens et électeurs... Est-ce certain?

Citoyens... peut-être, mais électeurs? « *Ont le droit de vote*, sans distinction de sexe, de religion, de nationalité ou de résidence, toutes les personnes âgées de plus de dix-huit ans qui gagnent leur vie par un travail productif, ainsi que les soldats et marins ; mais *en sont exclus* les rentiers, les employeurs, moines, prêtres, agents et employés de l'ancienne police, membres des ex-dynasties, imbéciles, criminels privés de droits publics, etc., etc... » Cela, conforme à l'esprit de la Constitution du 10 juillet 1918, art. 9, titre V, qui établit « la dictature du *prolétariat* des villes et des villages et de la classe *paysanne pauvre* sous forme d'un gouvernement puissant de soviets nationaux ».

Donc, sont libres d'exercer leurs droits les pauvres fournissant « un travail productif » et ceux-là seuls. Les autres n'ont pas voix au chapitre, et n'ont qu'à subir la loi. Combien faut-il d'ailleurs pour être exclu ? — combien peu ! Rentiers, de quel capital? employeurs, fût-ce d'un employé, d'un domestique de culture ; intellectuels, s'il ne plaît à l'autorité d'établir que leur travail est « productif ». Encore la loi est-elle aggravée par les décrets : car le contrôle des commissions locales, au 1er janvier 1927, a ajouté aux bourgeois et propriétaires « les prolétaires hostiles au régime ». Les *Izvestia* des 3 et 4 février donnent, pour diverses localités, le nombre des exclus de ce chef, singulièrement arbitraire, et signalent des révoltes. Systématiquement, la loi exclut du nombre des citoyens tous ceux qui, dans l'ordre intellectuel ou matériel, s'élèvent au-dessus du prolétariat; elle les raye simplement du nombre des vivants. Et, bien entendu, elle raye, aussi, les « hostiles ».

Dès lors, voilà les élections, d'où dépendent le choix des gouvernants et les lois, aux mains d'une classe exclusive : mais, dans cette classe, les électeurs sont-ils libres?

Libres, certes, de voter. C'est un droit, même un devoir : on vote beaucoup, on vote tant et plus, on vote à tour de bras. De janvier à juillet, chaque année, on vote à une multitude d'échelons :

Vote des soviets de village ou d'usine, pour envoyer des députés au soviet de Volost (canton).

Vote des soviets de Volost pour en envoyer au soviet d'Ouyezd (district).

Vote des soviets d'Ouyezd pour en envoyer au soviet de gouvernement (province).

Vote des soviets de gouvernement pour en envoyer au soviet panrusse, qui se réunit une fois par an pour une courte session, et en qui réside la toute-puissance législative et exécutive, toute-puissance qui paraît donc émaner directement du peuple, par libre choix des électeurs.

Vote libre... et public, par main levée, sous l'œil du maître. malheur à la main qui ne se lève pas quand il faut, car on vote devant le soviet, et sur les propositions du soviet, c'est-à-dire du parti.

En fait, le parti est l'État... il est tout : et ce parti, c'est le parti communiste. Certes, l'électeur est libre, entièrement libre, de ne pas adhérer au « parti » : mais il n'est pas libre d'en former un autre. On est « communiste » ou « sans parti » : il est impossible d'être légalement autre chose. S'associer, entre « sans parti », pour former un groupement ayant des idées communes, sous une dénomination quelconque, que ce soit socialistes, libéraux, travaillistes ou monarchistes, est illégal. les citoyens tombent dans l'alternative d'être exclus du droit de vote comme « hostiles au régime », ou poursuivis devant les tribunaux comme « contre-révolutionnaires ».

Telle est cette liberté, qui ne peut s'exercer que dans un sens, pour les candidats proposés par le soviet du seul parti organisé... jamais contre; liberté qui ne peut s'organiser en organisme social que dans le parti, jamais, sous aucune forme, contre le parti, puisqu'il est illégal de constituer un parti d'opposition.

Encore cette violation permanente de la liberté électorale n'a-t-elle pas paru suffisante : elle est aggravée d'une monstrueuse inégalité de traitement. Les soviets étaient sûrs des ouvriers, faciles à embrigader : beaucoup moins sûrs des paysans, qu'il était plus difficile d'atteindre. Par conséquent, ils ont accordé un député pour 25 000 habitants aux villes, et un député pour 125 000 seulement aux campagnes. Comme, par ailleurs, dans les villes, tout ce qui n'est pas ouvrier ne vote pas, étant

bourgeois... cette inégalité de vote assurait aux ouvriers des villes une majorité écrasante dans la représentation populaire : et de fait, la liste des personnages marquants du bolchévisme ne compte pas de paysans, dans un pays où la classe paysanne est au moins soixante fois plus nombreuse que la classe ouvrière.

Le procès de la liberté politique ne s'arrête pas là : car il s'agit de savoir quelle est la liberté d'examen, et de vote, de ce Congrès panrusse en qui réside la suprême autorité.

Il ne siège pas toute l'année : il siège un mois, et délègue pour les onze autres mois le pouvoir législatif et exécutif au Comité central exécutif panrusse (T.S.I.K.) composé lui encore de 371 membres siégeant au « Conseil de l'Union » et de 5 membres par république, et un par territoire autonome, siégeant au « Conseil des nationalités ». Ce parlement réduit siège trois fois par an; mais, dans l'intervalle, et de fait en permanence, le pouvoir est concentré dans le présidium du Tsik, qui compte 21 membres, et qui a comme organe administratif et exécutif le conseil des commissaires du peuple ou « Sovnarkom ». Nous dirions, nous, le Conseil des ministres.

Or, un fait matériel est certain : depuis dix ans, jamais ce pouvoir suprême ne s'est ouvert à aucun membre non communiste, et si le personnel a subi des modifications, le pouvoir est resté dans les mêmes mains, celles du parti. Lénine l'a voulu, prescrit, prédit, lui qui ne demandait que « 100000 communistes éprouvés » pour garnir, selon ses métaphores, « les avenues du pouvoir », les « hauteurs qui dominent les positions » : seulement, c'est un assez joli tour de force de l'avoir réalisé, et il fallait une connaissance technique bien précise des lois régissant les assemblées publiques pour en concevoir le mécanisme.

Mécanisme qui joue avec une sûreté absolue. Le système électif part d'en bas, de la cellule d'usine : or, celle-ci est communiste, et propose seule les candidats aux échelons supérieurs. Dès lors, il y a parallélisme parfait entre l'organisation intérieure du parti, et l'organisation même du système électif de l'État : le parti, organisé aux mêmes échelons, canton, district, province, fait d'abord ses élections propres, et ensuite s'occupe de préparer les élections « nationales » : et il n'y a pas incompatibilité dans les mandats.

On voit ainsi que, dans le district par exemple, le président

du soviet de district sera, obligatoirement, en même temps le président de l'association communiste du district : au fur et à mesure que l'on s'élève d'un échelon, on filtre soigneusement les « sans parti » qui ont pu s'introduire, à la base, dans les soviets locaux. Aux échelons les plus élevés, — le conseil des ministres, — il y a quasi-identité : toutes les figures marquantes du gouvernement russe ont été, ou sont, en même temps, membres du conseil supérieur de la IIIe Internationale.

Mais cela n'aurait pas suffi ; car les assemblées délibérantes sont susceptibles de suivre des entraînements irréfléchis, et tout ce bel édifice pouvait être compromis par un vote maladroit des soviets du gouvernement panrusse, pendant le mois de session annuelle : si soigneusement filtré qu'il fût, il pouvait avoir des réactions personnelles inconsidérées

C'est là qu'intervient le trait de génie.

Immédiatement avant le congrès national panrusse se place le congrès communiste annuel. Il faut bien qu'il se place avant, car presque tous les députés au congrès communiste sont, en même temps, députés au congrès panrusse. Mais, au congrès communiste, on est entre soi. Alors, le congrès communiste étudie, dans sa session, par avance, la nature et l'ordre des questions à soumettre au congrès panrusse, ainsi que la solution à leur donner : la session parlementaire officielle se bornera à enregistrer, par force (puisque les députés communistes ont la majorité), exclusivement ce qui a été décidé, en dehors d'elle, dans le parti. — Le résultat est certain, d'une certitude mathématique ; la comédie est jouée : la liberté théorique de 120 millions d'électeurs aboutit à contresigner les ukases de 500 000 communistes.

Ce système, manié si magistralement avec une rudimentaire simplicité, n'est pas sans éveiller de salutaires réflexions. Nos grands partis ont, eux aussi, avant les élections comme avant les sessions, leurs congrès propres, au cours desquels ils arrêtent leur programme et leur action. Ils sont, heureusement, nombreux et divers, ce qui permet des équilibres de coalition ; mais il suffirait que l'un d'eux atteignît la moitié de la représentation, plus un, pour réduire à néant la consultation populaire. En Russie, c'est partie jouée à coup sûr, puisqu'il n'existe qu'un seul parti organisé...

Non seulement, la liberté politique est nulle, mais elle

l'est même dans le parti, puisque toute différence d'appréciation dans la tactique du parti est un crime entraînant des sanctions d'une singulière gravité. Trotzky, Zinovieff, Radek, Kameneff, Rakowsky, ne sont pas précisément de petites gens, et sont bien communistes notoires : mais ils représentent, au sein du parti, une opinion dissidente. Sans nul jugement, par simple décision du conseil des ministres prise le 3 janvier, ils sont bannis à des milliers de kilomètres de la capitale, à des centaines de kilomètres de toute voie ferrée, et privés de toutes ressources, leurs traitements étant supprimés : inutile de parler de leurs biens dans un État socialiste... Est-il besoin d'insister sur ce qu'eût été le traitement subi, s'ils avaient été de simples électeurs; et de souligner, par opposition, la façon dont nos communistes, légalement condamnés par des tribunaux réguliers, croient devoir se couvrir du nom de la liberté d'opinion?

Cet aperçu serait incomplet, si l'on ne faisait ici bonne justice d'une propagande, dont les soviets font grand étalage : ils prônent leur organisation fédérative qui, « sans conquête ni annexion », a sû rallier à l'Union des Soviets un nombre toujours croissant de territoires et de républiques librement affiliées : Mongolie, Azerbedjan, etc., etc. — Entrez, messieurs; entrez librement; ici, l'on reçoit tout le monde... Cette liberté d'option est rigoureusement exacte, pour l'entrée. Qu'une quelconque délégation affilie la Mongolie, ou le Turkestan, ou la république cantonaise, c'est, sans vérification de pouvoirs, chose faite. Mais que le peuple intéressé ne ratifie pas, c'est de la rébellion, et déjà les mitrailleuses crépitent. Libres, — libres pour entrer, pas pour sortir : c'est, exactement, la liberté de la souricière. — La porte est ouverte. Entrerons-nous?

LA LIBERTÉ PROFESSIONNELLE

Jusqu'ici, nous avons envisagé la liberté au seul point de vue politique. C'est un point de vue capital pour l'individu, s'il prend à cœur son rôle dans la bonne marche de l'État ; mais il en est tant qui s'en désintéressent, et auxquels peu importe de voter ou non, d'avoir ou non un gouvernement, pourvu qu'ils gagnent leur pain!

Gagner son pain est question vitale. Peut-on donc choisir son emploi, l'exercer à son gré, comme et où l'on veut, et en vivre ? Sinon, quelles sont les restrictions apportées à la liberté professionnelle ?

Les Soviets ont écrit sur tous les murs : « Celui qui ne travaille pas ne mange pas. » Soit. Travaillons, et abordons les plus humbles comme les plus répandus des métiers, les métiers manuels.

Il y a, tout d'abord, les usines et entreprises de l'État, où l'ouvrier va être pris, administrativement, comme un fonctionnaire d'État. Passons : il n'est pas entreprise où le patron soit plus omnipotent, plus libre de prendre ou de refuser, de fixer les heures de travail sans aucune limite, et de payer selon son bon plaisir : car, à qui en appeler ?

Puis, il y a les entreprises privées.

Privées ? Effectivement, sous le régime de la nouvelle politique économique, ou N. E. P., l'État, incapable de gérer seul et directement des milliers d'usines ou d'entreprises commerciales, est revenu, par force, à leur gestion par des patrons d'usine privés. Est-ce à dire que ce soit une gestion libre ? Le patron n'est jamais propriétaire que de façon précaire, par une exceptionnelle bienveillance qui peut, à chaque instant, lui être retirée. Qu'il soit personne privée, ou société anonyme, il travaille de compte à demi avec l'État, et, après un laps prévu de 25 ou 50 ans, tout ce qu'il a édifié ou créé fait retour à l'État, seul propriétaire : s'il gère, c'est non du tout de façon libre, mais toujours sous contrôle d'État.

Auprès de lui, qu'il soit Russe ou étranger, fonctionnera toujours l'agent du pouvoir : l'État, co-intéressé, tient à surveiller le bon emploi de son capital. Le patron d'usine ne peut fabriquer ce qu'il veut, ni comme il veut, en se procurant ce qu'il juge nécessaire ; car, le comité central chargé de la production lui aura prescrit de produire telle nature de produits, et en telle quantité ; le comité central chargé de la répartition des matières premières lui aura attribué tant de charbon, de fonte, de fer, de cuivre ou de textiles, dont il faudra bien qu'il tire parti. Il ne vendra pas davantage lui-même..., car il y a bien aussi un comité du commerce intérieur qui va fixer la répartition et les prix de vente.

Au moins, ce patron d'usine va-t-il choisir ses employés ?

Nullement. Là encore, il y aura un organe d'État chargé de centraliser les demandes de travail, et un organe de contrôle de l'État auprès du patron, chargé d'accepter, de refuser, de renvoyer les ouvriers. Le patron n'est pas libre de prendre la main d'œuvre qui s'offre, l'ouvrier n'est pas libre d'offrir son travail... rien, sans passer par un organe d'État : s'il est refusé, rien à faire.., c'est un des deux millions de chômeurs de la Russie. Il peut, pour ne pas tout à fait mourir de faim avec la misérable allocation de chômage, « bricoler », c'est-à-dire accepter des besognes clandestines et précaires, de façon irrégulière. Mais ce n'est pas un métier.

Ainsi, pour l'ouvrier, de quelque catégorie qu'il soit, une seule voie s'ouvre : le syndicalisme. Il n'est pas question de rouges ou de jaunes : il n'y a qu'un seul syndicat; et hors de la protection immédiate du syndicat, pas de travail.

On voit, au congrès panrusse de 1924, que 23 unions panrusses, groupées en 1 252 sections de gouvernement (nous dirions départementales), groupaient 5 500 982 membres, soit 92 pour 100 des salariés. Cette statistique révèle, en outre, une curieuse particularité, conséquence du système bureaucratique formidable de l'État : sur ces 5 500 000 membres, il n'y a que 1 600 000 ouvriers proprement dits qui fabriquent des marchandises, contre 4 millions qui sont employés à la partie commerciale des entreprises, c'est-à-dire direction, organes des syndicats d'achat et de vente, etc. : bref, il y a, pour un million et demi de producteurs, quatre millions d'intermédiaires.

Or, quelle est, à ce congrès, la composition du Conseil panrusse des unions professionnelles ? Il compte 103 membres et 12 remplaçants; tous, sans aucune exception, sont communistes ; et les unions ont, entre autres attributions, celle de choisir les « Inspecteurs de fabriques » dont l'autorité va être absolue sur les ouvriers : tous encore, sans exception, sont communistes.

Les 23 unions ont chacune leur commission centrale : ces commissions comptent au total 463 communistes contre 23 « sans parti », soit 93, 1 contre 6,9 : — et, aux « Conseils de gouvernement », la proportion est de 525 communistes contre 46 sans parti, soit 91,9 contre 8,1 p. cent.

Dans ces conditions, il est aisé de voir ce que devient la « liberté du travail. » L'ouvrier est libre de travailler, dans

la profession au syndicat de laquelle il est enregistré :

1° Dans les limites où les usines auront du travail ; — car, selon les disponibilités et les règles fixées par les commissions supérieures, il est des usines qui ne travaillent que quatre jours par semaine, ou quelques heures par jour... ou moins...

2° Dans la limite où le syndicat daigne donner son nom, et l'inspecteur du travail l'accepter ; — mais, bien entendu, les « communistes » seront les premiers servis, et les autres peuvent attendre. Ils sont chômeurs par force, avec une allocation de chômage de 25 roubles par mois, s'ils sont communistes, de 15 seulement, s'ils ne le sont pas.

Cette situation n'est pas exclusivement russe. Il importe de rappeler que, lors du mouvement communiste en Italie, les syndicats communistes qui se sont créés ont, dans les usines, refusé tout travail aux non-communistes, en sorte que, pour vivre, il a été nécessaire aux ouvriers de s'affilier : système d'intolérable contrainte.

3° Enfin, l'ouvrier est obligé de travailler aux salaires qu'on consent à lui offrir. Il n'y a nul recours.

Nous savons par la dernière statistique du bureau international du travail que les salaires ne sont encore qu'à 92,6 pour cent de ceux d'avant-guerre, et par conséquent très inférieurs à ceux des ouvriers de France, d'Angleterre ou d'Allemagne ; tandis que le prix de la vie est plus élevé de 250 pour cent environ. Et cependant ces salaires sont trop élevés, eu égard au rendement qui est trop faible : il ne peut en être autrement, puisque nous avons vu plus haut que sur 5 millions et demi de salariés, il y en a 4 qui sont improductifs. Les usines travaillent à perte : il en est une, récemment, dont les frais se sont élevés à 230 pour cent de la production. Cela n'est possible qu'en Russie.

Peu importe d'ailleurs que les salaires soient trop hauts ou trop bas, le travail régulier ou non : l'ouvrier est obligé de prendre ce qu'on lui donne. La législation soviétique ne connaît pas le droit de grève ; à plus forte raison, la grève perlée ou le sabotage ; ce sont crimes contre la collectivité souveraine, contre l'État, et les mitrailleuses entrent tout de suite en action : d'ailleurs la peine de mort est prévue.

Mieux : partant de ce principe que la bonne marche de telle industrie est indispensable à l'État, si cette industrie

manque d'ouvriers, on peut les lui attribuer d'office. Il y a eu des transports forcés d'ouvriers, expédiés d'office, comme des soldats, d'un bout à l'autre du pays, pour subvenir aux besoins de certaines usines.

On voit à combien d'entraves, pour exercer un métier, l'ouvrier doit se heurter. Il lui faut, de toute obligation, être catalogué, affilié dans sa spécialité à un organisme souverain, qui dès lors réglera son sort, lui procurera ou non du travail, à des conditions qu'il n'a pas à discuter. Rien ne se fait sans cartes, sans inscriptions, sans consultation d'une multitude de bureaux souverains, qui vont décider de l'embauchage ou du chômage. Impossible de tourner cette nécessité ; difficile, aussi, de s'évader de son syndicat pour aller en chercher un autre, tout aussi assiégé ; et partout, avant la question professionnelle, la question de « parti ».

Les renseignements statistiques sur la vie des ouvriers agricoles sont beaucoup moins complets que sur la vie des ouvriers. Néanmoins, il est établi que les « entreprises agricoles » sont entourées du même formalisme et des mêmes surveillances que les entreprises industrielles, les syndicats et les coopératives agricoles, également tombés dans une forte proportion sous l'empire communiste. Il semble rester pourtant, dans les campagnes, plus de liberté du travail : et il est probable que de petits métiers à domicile, ce que l'on appelle « Koustarni », ouvriers d'art paysan, ainsi que des petits métiers nomades d'intermédiaires et de colporteurs, parviennent à échapper à une réglementation trop intensive. Ce seraient les seuls hommes libres en Russie.

LA LIBERTÉ PERSONNELLE

Instruction, vie publique, métier, activité professionnelle, autant de domaines où vous ne jouissez d'aucune liberté, étant infailliblement sacrifiés, si vous n'êtes pas du clan des élus communistes.

Il reste la vie, tout court. La vie privée, le chez soi ; la liberté d'aller et de venir, la liberté même de ne rien faire : il doit y avoir des domaines où vous échappez à la tyrannie.

C'est à voir.

Deux choses limitent dans la vie privée la liberté de l'indi-

vidu : les lois et réglementations administratives et les usages. Or, les lois, les réglementations administratives et les usages sont, en Russie bolchévique, si profondément différents de ce qu'ils sont chez nous, que nulle comparaison n'est possible sans examen minutieux.

Les lois, — code pénal et code criminel, — sont conçues, non pas en partant, comme chez nous, des droits des citoyens, restreints dans certains domaines par la nécessité de ne nuire ni aux autres, ni à l'État, mais bien en partant du droit suprême de la collectivité (lisez : l'État), tout ce qui est accordé aux citoyens n'étant que faveur révocable.

Dès lors, tout crime ou délit se présente sous deux aspects extrêmement différents. S'il s'agit de crimes à l'égard de particuliers, c'est sans grande importance : car enfin, avec les idées communistes sur la propriété privée, peu importe à la collectivité qu'un billet de cent francs, par exemple, soit entre les mains de Pierre ou de Paul, et passe de l'un à l'autre par larcin. Les crimes et délits seront donc les mêmes que chez nous, mais considérés comme de gravité moindre : et le code fixe, en ce qui les concerne, un *maximum* de peine.

Inversement, le tableau change du tout au tout si ledit crime ou délit touche au bien collectif..., si le billet de cent francs appartient à l'État. Alors, c'est impardonnable : en ce cas, le code fixe uniquement un *minimum* de peine, avec faculté pour les juges d'aggraver la sentence par toute nature de confiscation, et de pousser la répression jusqu'à la peine capitale. Or, voici quelques-uns des crimes contre l'État : trahison, espionnage, rébellion, agitation contre l'État, excitation à la résistance..., auxquels il faut ajouter toute la liste des crimes prévus contre l'organisation économique : sabotage, accaparement, etc., ou des crimes contre les fonctionnaires : corruption. Il est vrai que les fonctionnaires aussi sont facilement coupables de crimes contre l'État, concussion ou abus de pouvoir, bien entendu, mais aussi indolence ou inexpérience.

Enfin, une disposition spéciale, qui n'existe dans aucun code au monde, réprime « l'intention » criminelle. Chez nous, tant qu'il n'y a pas commencement d'exécution, il n'y a rien. En U. R. S. S., il en est autrement : par exemple, en matière d'impôt (crime capital, puisqu'il lèse la collectivité), les

« défaillants *par intention* » sont passibles de plusieurs années de prison.

Vu l'imprécision des définitions, et la disposition qui ne fixe que le *minimum* de peines, tout particulier peut, à toute heure, être traîné devant les tribunaux, condamné à toutes les peines, confiscation, prison ou mort, pour n'importe quel crime vague ; l'agitation contre l'État ou l'excitation à la résistance n'ont pas besoin d'être aussi flagrants que dans le moindre article de *l'Humanité* : un mot suffit. Le sabotage économique, ou l'accaparement, peuvent être à tout instant évoqués, soit en matière de travail (grèves), soit en matière de commerce, voire d'agriculture : ensemencements non faits, blés non livrés. Enfin, dans un pays où, depuis des siècles, nul fonctionnaire ne règle nulle question sans « backchich », qui peut échapper à la « tentative de corruption » ? S'il était encore possible, par miracle, de n'être jamais coupable d'aucun de ces « crimes », quelle conscience oserait se sentir pure, en face du fisc, et assurée de n'être pas « défaillante par intention » ?

En présence d'un pareil code, nul particulier ne peut être assuré, ni de coucher le soir chez lui, ni de vivre le lendemain. Ceux de nos enquêteurs européens qui, dans leur candide ignorance de ces lois, ont traversé la Russie sous la complaisante conduite d'employés bolchéviks, peuvent, à bon droit, affirmer qu'ils n'ont entendu nulle plainte... Je pense bien ; agitation contre l'État : la mort, la mort !

Par ailleurs, les tribunaux, chargés de l'application des lois, n'ont point de connaissances juridiques.

Le premier échelon de tribunal populaire, tribunal de district, se compose d'un juge et de deux assesseurs, citoyens quelconques choisis sur une liste préparée par les soviets locaux. Le second échelon, tribunal révolutionnaire provincial, se compose d'un juge et de six assesseurs choisis sur une liste établie par les soviets provinciaux : et celui-là, déjà, juge les cas de « contre-révolution économique ou politique ».

Or, Bassèches (1) cite une statistique pour l'ensemble de la Russie, selon laquelle 22 pour 100 seulement de ces présidents et assesseurs choisis par les soviets locaux appartiennent à des professions intellectuelles, et *tous* les présidents sont communistes. Voici la statistique d'un des tribunaux populaires de

(1) Carl Gerolds Sohn, Leipzig, 1925.

Moscou chargé de questions de logement. Les ouvriers y ont gagné 96 pour 100 de leurs procès ; les employés d'État, 60 pour 100 ; les professions libérales 44 pour 100 ; les commerçants et entrepreneurs, zéro pour 100.

Seuls, ces échelons de tribunaux populaires importent à la majorité des citoyens. On peut s'adresser plus haut, pour cassation : au « Conseil des juges provinciaux », puis au « Conseil de contrôle judiciaire » pour vice de forme seulement, enfin en dernier recours au « Conseil de cassation du tribunal suprême » qui est la juridiction suprême ; mais, ni les uns, ni les autres ne sont composés de légistes de profession : tous sont communistes, et, surtout, dépendent directement du pouvoir central, en sorte qu'il n'y a nulle indépendance de la justice par rapport au pouvoir exécutif. Il faut, pour n'être pas accusé de partialité, ajouter que cette justice sans magistrats a été corrigée, depuis 1923, par un corps de procureurs qui, *eux*, sont des légistes : mais les garanties sont dérisoires, et dans la justice comme ailleurs, la liberté et les droits du citoyen ne sont sauvegardés qu'autant qu'il est communiste et prolétaire.

Laissons, néanmoins, ce citoyen échapper à toutes les dénonciations, à tous les tribunaux : restera-t-il libre ? Non, s'il plaît à la Tchéka.

Nous touchons ici à quelque chose d'autrement odieux que le fameux Conseil des Dix de Venise. — La Tchéka, débaptisée pour prendre le titre de G. P. U., dépend directement et uniquement du Conseil suprême du gouvernement. C'est un tribunal qui est en même temps organe d'exécution de ses propres sentences, dont l'action n'est limitée par aucune législation écrite, les décisions secrètes et sans appel. — Le G. P. U. peut *légalement*, sans en rendre compte à quiconque, arrêter ce soir n'importe qui, le juger à huis-clos sans nul chef d'accusation public, et l'exécuter séance tenante. Par ailleurs, les fêtes des dix années d'existence de la Tchéka nous ont officiellement révélé qu'elle dispose non seulement d'organisations provinciales, mais de troupes spéciales s'élevant à *100 000 hommes*.

Liberté du citoyen, on voit ce qui en reste. A chaque pas de sa vie publique, pour un mouvement, un mot, une intention, l'individu est en danger. Sera-t-il, au moins, en sûreté chez lui, dans sa demeure ?

Quelle est, d'abord, sa demeure? — Qui peut être, en Russie, propriétaire d'un logement? Seuls, à la rigueur, auraient un « chez eux » ceux qui s'assureraient, en banlieue des villes, quelque chose d'analogue aux baraques des « zoniers » à Paris, ou à un gourbi arabe. Le citadin n'est pas libre d'avoir une demeure. La preuve officielle de cette assertion peut être prise dans l'étude publiée le 9 avril 1927 dans *l'Europe nouvelle* sur le développement industriel des républiques soviétiques. On y suit la décroissance constante des surfaces construites: de 1923 à 1926, 1 million 200 000 sagènes de superficie tombées en ruine pour 850 000 sagènes construites, seulement. Et l'on y voit le commissariat de la santé publique fixant, en 1923, la superficie moyenne de logement par habitant à 8 mètres carrés; mais, de 1923 à 1926, elle tombe à 6, puis 5 mètres carrés, pour les villes; à 4 pour les ouvriers d'industrie, et même à 1 mètre carré pour les ouvriers de l'Oural et du Donetz.

Dans ces conditions, ce libre citoyen peut, à la rigueur, avoir une chambre, s'il a des appuis à la commission de logement et de l'argent. Il lui suffit de se la faire affecter, et de payer. Se la faire affecter est déjà difficile. Ensuite, il y aura le soviet de maison, auquel il va falloir verser un « pas de porte » qui peut s'élever à un millier de roubles; enfin un concierge communiste, agent occulte du G. P. U, dont la bienveillance ou les dénonciations auront exactement le même poids qu'au temps de la Terreur, à Paris.

Tous ces obstacles écartés, il ne reste plus qu'à payer la location; mais le prix de la chambre n'est pas fixé selon la chambre, il est fixé selon le locataire. A Moscou en 1925, la même « chambre » sera payée 3 à 4 roubles par mois pour un ouvrier; 10 à 12 pour un employé; 150 ou 160 pour un marchand, avec impôt à 100 pour 100 sur le prix de location.

Voilà enfin le locataire dans sa chambre, ou, comme cela se pratique couramment, dans un quart de chambre... dans un morceau de corridor délimité par des rideaux; y sera-t-il libre? Non. Cette abominable promiscuité des logements se complique de la suppression presque totale des cuisines particulières (1): le « mur de la vie privée » a totalement disparu.

Fuir, fuir n'importe où!... Parfait, mais impossible. La

(1) Geo London, le *Journal*.

Russie a toujours été pays policier, pays de passeports et de visas. Elle l'est plus que jamais. Bouger, pour aller où? Pourquoi? Autorisation du soviet local. Et comment l'obtenir? Nul n'a voyagé en Russie (sauf les officiels) sans savoir ce que signifie un visa qu'on ne vous refuse pas, mais qu'on se borne à retarder : revenez demain. Et puis, l'argent?

Car voici, sous une apparence bénigne, la plus formidable entrave apportée à la liberté individuelle par le système communiste : le contrôle de la banque d'État.

La conception initiale du bolchévisme intégral avait imaginé la suppression complète de l'argent (l'échange direct des produits contre le travail devant y suppléer) sans jamais pouvoir le réaliser. En conséquence, le bolchévisme avait cru pouvoir supprimer purement et simplement les banques. Il a dû les rétablir, et à dater du 11 octobre 1922, la banque d'État russe est créée : capital couvert à 25 pour 100 en or par le tchervonetz or pesant 7 gr. 743 d'or et à 75 pour 100 en valeurs étrangères, marchandises ou valeurs à court terme. Cette banque a aussitôt entrepris toutes les opérations que font les autres banques européennes : l'argent reparaissait légalement, dans les opérations et le commerce.

De 1922 à 1925, il va se créer, autour de la banque d'État, 11 autres banques formées sur le type de société par action, et 51 sociétés de crédit mutuel appartenant à des organisations de l'État : il a dû s'en créer d'autres depuis. Seulement, la banque n'est *jamais libre* : société par action ou société de crédit mutuel, en définitive l'État est toujours co-propriétaire pour 51 pour 100, et il y a non seulement droit de regard, mais la haute main.

Or, que peut faire, de l'argent qu'il gagne, l'individu? Le garder sur lui? mais, avec la promiscuité des logements russes et l'insécurité des rues, c'est bien aléatoire. Ou bien en jouir sans délai, tout dépenser? c'est ce que font beaucoup. Enfin le déposer en banque? Voyez les conséquences.

Vous avez versé votre argent : l'État, patron de banque, sait donc exactement ce qu'il aura à vous réclamer comme patron du fisc. Encore n'est-ce que demi-mal. Mais, voulez-vous le retirer? L'État, policier, va s'en inquiéter : qu'en allez-vous faire? Il est bien tranquille, l'État : cet argent, il le récupérera toujours. Mettez-le dans des terrains, dans des entreprises, soit :

l'État, co-propriétaire de par la Constitution, en deviendra propriétaire définitif au bout de cinquante ans. Voudriez-vous par hasard le virer à l'étranger? Non, l'État ne se dessaisit pas des capitaux. Voudriez-vous vivre à l'étranger, sur les revenus de cet argent? Peut-être, par faveur spéciale et pour un temps limité, obtiendrez-vous un passeport, et les virements nécessaires au séjour demandé : mais quant à prolonger indéfiniment votre séjour, c'est impossible : l'État peut vous rayer d'un trait et confisquer légalement vos biens laissés en sa possession.

A côté de millions de malheureux, il y a, en Russie, actuellement, des « nepman », gros commerçants ou industriels de la nouvelle politique économique, des « koulak », gros paysans de la nouvelle politique agricole, qui ont l'illusion et l'apparence de la richesse parce que favorisés du « Parti ». Ce hochet leur est laissé, comme à Rakowsky son bel habit d'ambassadeur, sa Rolls-Royce, ses réceptions, ses séjours sur la Côte d'azur : mais les uns comme les autres ne sont jamais que des figurants momentanés auxquels l'État permet ce délassement, et leur splendeur est aussi éphémère que celle de l'enfant jouant avec le collier de sa mère : titre précaire.

Ainsi, de par la banque, instrument administratif de contrôle des biens privés, le citoyen russe est prisonnier à vie dans son pays, où les lois et règlementations ne lui assurent qu'une liberté des plus précaires. Les usages vont encore aggraver ce mal.

A toute heure, tout individu, pour un acte, un écrit, une parole ou une intention, peut devenir passible de peines, d'une gravité illimitée, prononcées par des juges sans caractère professionnel, en raison de codes dont l'imprécision autorise tous les arbitraires. Or, à toute heure, en raison de l'impossibilité d'avoir une vie réellement « privée », l'individu est soumis au contrôle de ses voisins, et il n'en est pas qui soient sûrs. Par imprudence aussi bien que par méchanceté, tout voisin peut devenir un ennemi ; voire, tout parent : car rien ne distingue des autres citoyens, les pourvoyeurs du G. P. U., et les membres du parti communiste. L'enfant même, répétant innocemment à un locataire une parole de ses proches, ou avouant à l'école qu'il connaît ses prières, peut jeter ses parents en prison.

Aussi, le silence règne, et la défiance. Point d'amis : si par malheur ils devenaient suspects, on serait complice : dès lors,

un développement illimité de l'égoïsme personnel : chacun défend sa peau.

Cette situation n'est pas sans précédents : n'y a-t-il pas sur l'une des périodes de proscription de la décadence romaine, des pages vengeresses, où l'on voit le père livré par le fils, et la totale destruction de toute dignité personnelle? et n'y a-t-il pas eu, en France, la Terreur?

Là où il y a analogie, on peut être assuré qu'elle n'est pas fortuite : si l'on cherche, on peut, on doit trouver les lois, qui, par les mêmes causes, produisent les mêmes effets. Dans la Russie d'aujourd'hui, comme dans la France de la Terreur, le pouvoir appartient sans contrôle, pour l'application de lois vagues, à des collectivités irresponsables : une entité qui se baptise « le peuple », mais qui en réalité est là-bas le parti communiste, dans la France révolutionnaire les clubs : le résultat est, dans les deux cas, une dictature intolérable parce qu'elle est sans bornes fixes, et condamnée à une surenchère illimitée.

Coûte que coûte, puisque le pouvoir appartient, dans les deux cas, à des « purs » qui s'arrogent le droit de juger les autres, il faut être parmi ces purs : les clubs en France, le parti communiste en Russie (voire le parti communiste en Italie avant le fascisme) seront envahis par la foule de ceux qui veulent se mettre à couvert, aussi bien que par les ambitieux. Soit : mais, avec le nombre apparaît la tiédeur : aussi, jaloux de faire montre de sentiments plus brûlants pour la cause, sans cesse des éléments plus avancés dénonceront l'inertie des autres et réclameront l'exclusion des tièdes, soit par ardeur de néophyte, soit par calcul d'ambitieux, pour réserver à leur seul groupe les avantages du pouvoir.

L'on voit, dans l'un et l'autre cas, apparaître le jeu des épurations périodiques; la Russie n'y a pas manqué dès qu'il s'est avéré que, le parti communiste conférant à ses membres tous les avantages d'une caste privilégiée, les inscriptions devenaient trop nombreuses. Lénine, conscient du danger, s'empressa de décréter que, pour conserver au parti sa puissance, il fallait éliminer les douteux. Il ne demandait, pour tenir « les postes importants », que « cent mille communistes éprouvés ». La première grande épuration date de 1921. M. Herriot a cité la statistique de Stroumiline du 4 mai 1922, d'après laquelle il a été procédé à 175000 exclusions, pour

ne garder que 494 000 membres, et, comme réserve pour l'avenir, 400 000 membres des jeunesses communistes.

La lutte pour la conservation du pouvoir continue, aujourd'hui encore, féroce : nous n'en sommes plus à compter les dieux déchus. Il faut, pour devenir communiste, un stage minimum d'un an : c'est l'accès à une caste, presque à un ordre, où l'on subira une discipline impérieuse : à tout prix, pour des biens si enviables, il faut se signaler par un zèle efficace. Quelle preuve de zèle peut être plus tangible qu'une vigilante orthodoxie, mise en lumière par la pratique de la délation ?

Ainsi, le parti est servi non seulement par ses membres, mais par l'innombrable armée des postulants. Dans la bataille qui se livre au bénéfice d'un million d'élus, au maximum, la liberté des cent vingt ou cent trente millions de citoyens exclus du pouvoir a totalement sombré. Il sont la foule amorphe, sans défenseurs, sans pouvoir et sans droits : ceux qu'on dénonce, qu'on condamne, qu'on brime et qu'on pille impunément, et dont la seule chance de salut est de traverser la vie inaperçus. Muets et effacés, ce ne sont plus des hommes. La Russie est peuplée d'ombres.

AVERTISSEMENT

Il est aisé de tromper « le peuple ». Même en France où le niveau d'intelligence et d'instruction des ouvriers est particulièrement élevé, l'affirmation répétée suffit à le convaincre, lorsque cette affirmation flatte ses espoirs. Dire à ces hommes dont la vie est difficile qu'elle sera plus large et plus douce lorsqu'ils auront pris le pouvoir, qu'ils auront la liberté et la richesse, lorsqu'ils auront aboli la contrainte capitaliste et récupéré les fortunes privées, c'est les leurrer aisément, car ils n'ont pas l'esprit critique suffisant pour se rendre compte que la part de richesse capitalisée n'est rien, que la richesse réelle réside dans un renouvellement constant par une production journalière élevée. Il est facile de comprendre que, privé de toute autre documentation, le « peuple » accepte les affirmations quotidiennes de *l'Humanité* sur les beautés du régime soviétique, le succès de la gestion communiste, ou le bonheur des libres citoyens de l'U. R. S. S. Mais, comment qualifier

l'action des rédacteurs de ces articles, s'ils sont, ainsi que leur profession l'exige, capables d'étudier une question de façon critique, et soucieux d'utiliser l'écrasante documentation technique que chaque homme instruit peut se procurer? Comment qualifier l'action de notables du parti, dont les journaux et le Bottin mondain dénombrent avec complaisance les châteaux et les millions, mais que leur « foi communiste » ne saurait déterminer, à coup sûr, à virer leurs fonds en tchervonetz sur la banque de l'U. R. S. S. avec tous les risques que cela comporte pour un libre citoyen de cet État?

Pouvons-nous ignorer que, sauf les officiels russes, appartenant au parti communiste, et les « communistes » internationaux, nul témoin vivant au monde n'a jamais élevé la voix pour prononcer un seul mot d'éloge sur les conditions actuelles de la vie en Russie? Tous, nous connaissons ou pouvons connaître des personnes privées de toutes les classes sociales, Italiens, Allemands ou Tchèques, voyageant librement pour leurs affaires, et parlant librement des conditions d'existence dans leurs patries respectives; mais qui connaît des Russes libres, circulant et parlant librement, s'ils ne sont agents soviétiques? Pouvons-nous ignorer, après vingt grands reportages accomplis par des journalistes européens de la plus haute valeur, ce qu'ils ont vu, bien que constamment encadrés et surveillés par la police du parti, bien qu'ignorant la langue russe, bien qu'écartés soigneusement de tout ce qu'il était dangereux de leur laisser voir? Pouvons-nous ignorer ce qu'il advint de ceux qui, sachant le russe et voulant se documenter, ont essayé de le faire par eux-mêmes? Heureux s'ils s'en sont tirés avec de la prison : ils encouraient la peine de mort. Pouvons-nous, surtout, récuser les témoignages officiels russes? La documentation de cet article, et des articles précédents, est presque exclusivement puisée dans les journaux officiels russes : elle ne craint aucun démenti, et la conclusion formelle qui s'en dégage est qu'en Russie, la liberté est morte.

C'est une chose, c'est même un mot qui n'existent pas, sous la dictature du prolétariat.

Cela, « le peuple » peut l'ignorer. Il est difficile d'espérer que des articles comme celui-ci puissent directement l'atteindre. Mais il est permis d'espérer qu'il peut atteindre les représentants de ce peuple souverain, ceux qui, mandataires de sa puis-

sance, ont la charge, pour son compte, de gouverner, et de prévoir.

C'est un peuple libre et fier entre tous qui leur a confié ses destinées, et ils sont responsables de cette liberté. Qu'ils jugent : que leur scrupuleux examen se penche attentivement sur ce cercueil où, selon la puissante image des informateurs de B. Choulgine, la Russie soviétique a scellé la Russie vivante. Il n'y a pas deux interprétations possibles des faits. La dictature du prolétariat, aboutissement fatal de la surenchère communiste sur la doctrine socialiste, est certainement l'expression définitive du système de démocratie pure, au cours duquel le pouvoir, résidant partout et nulle part, tombe sans contrôle aux mains d'une minorité organisée et irresponsable. C'est la pire des tyrannies.

Elle existe d'irréfutable façon en Russie, où, selon les calculs, la volonté et l'aveu de Lénine, les « cent mille communistes éprouvés » devenus un demi-million, tiennent victorieusement toutes les « avenues du pouvoir » exécutif, législatif, administratif et financier, de telle sorte que nul acte public ou privé des particuliers ne puisse librement s'accomplir sans leur contrôle. Maîtres absolus, disposant seuls de la force et l'employant sans ménagements, eux seuls accordent ou suppriment à un peuple d'esclaves le droit à l'instruction, le droit au travail, le droit à l'usage des biens matériels, le droit au logement, le droit à la liberté, le droit à la vie, le droit même à la pensée.

Le 12 janvier 1928, au cours de la séance où se décide à Paris la levée de l'immunité parlementaire pour les députés communistes condamnés, ceux-ci répudient hautement les lois du pays qu'ils représentent et pour lequel ils légifèrent, ne connaissant d'autres lois que celles du parti, celles de Moscou : « sa règle est la nôtre ». Soit : ils sont libres, puisque chez nous la liberté existe encore, d'estimer admirable l'ordre établi en U.R.S.S. par la dictature de ce parti.

Mais nous? Nous, les héritiers de ceux qui voulaient vivre libres ou mourir, pouvons-nous discuter une seconde l'établissement, chez nous, d'un régime analogue? La Russie, affaiblie et désorientée par l'épreuve de la grande guerre, ignorante des remèdes empiriques qu'on allait lui appliquer, s'est trouvée ligotée sur la table d'expériences communistes, alors qu'elle

était incapable de s'en défendre. Elle y gît encore, sous nos yeux, entre la vie et la mort : nous y laisserions-nous, par hasard, pousser par persuasion ?

Du fond de leur cachot, les écrivains russes nous clament le suprême avertissement.

« Avec une ténacité dont nous sommes seuls à même de juger, vos peuples sont entraînés dans les horreurs et dans le sang, comme, il y a dix ans, à un tournant tragique de son histoire, le fut notre peuple, alors miné par la guerre et la politique de l'ancien régime. Nous avons accompli ce calvaire. *Tenez-vous pour avertis.* »

Nous le sommes, à moins de récuser, par un aveuglement fatal, les résultats expérimentaux irréfutablement établis par l'expérience de l'U.R.S.S. La France de 1928 n'est pas la Russie de 1917, ignorante et affaiblie : elle n'est pas accoutumée à porter de lourdes chaînes, et il en coûterait cher à ceux qui essaieraient, par surprise, de lui river les fers russes.

Notre peuple libre sait s'imposer les contraintes nécessaires des lois, pourvu qu'elles soient applicables à tous; mais il ne supporterait l'oppression d'aucune classe privilégiée, l'arbitraire d'aucune dictature, fût-elle celle du prolétariat. Les yeux dessillés, nous pouvons aujourd'hui discerner vers quel aboutissement fatal nous « entraînent avec ténacité », selon l'avertissement des écrivains russes, certaines expériences sociales, économiques ou culturelles, dont l'inspiration vient en droite ligne de Moscou. Leur échec, chez nous, est dès lors certain. Quand bien même, partout ailleurs, la III[e] Internationale asservirait les peuples, le nôtre saurait, pour la seconde fois, se lever tout entier aux cris de « Liberté » ; et, pour la seconde fois, s'il est nécessaire, en apporter au monde l'inappréciable bienfait.

* * *

LA CARRIÈRE POLITIQUE DE CHATEAUBRIAND[1]

LA VIE PUBLIQUE

Mme de Staël aimait à dire que la gloire littéraire était pour elle le deuil éclatant du bonheur. Pareillement, pour Chateaubriand, les Lettres furent bien souvent le deuil éclatant de l'action.

Depuis sa rupture avec Napoléon, il rongeait son frein avec une fougueuse impatience. A mesure pourtant que les années s'écoulaient, les symptômes d'un prochain écroulement du régime impérial se multipliaient, et il les enregistrait avec une joie secrète. Voulant se tenir prêt à tout événement, il conçut l'idée et il commença la rédaction d'une violente brochure où aux fautes et aux crimes de l'« usurpateur » il opposerait les espoirs qu'on pouvait mettre dans le retour de la dynastie « légitime ». Le 31 mars 1814, l'armée des alliés entrait dans Paris; le 5 avril, paraissait la brochure de Chateaubriand. Elle eut un retentissement énorme, et, selon le mot de Louis XVIII, elle fit plus, pour rallier à la royauté la mobile opinion française, qu'une armée de cent mille hommes. Chateaubriand a été, — avec ce Talleyrand, qu'il détestait si cordialement, — le véritable artisan de la restauration monarchique.

(1) Voyez la *Revue* des 1er décembre 1927 et 1er février 1928.

On ne lui sut aucun gré de ses services, des conseils souvent excellents, parfois indiscrets, qu'il prodiguait. Voltairien, classique, très jaloux de ses prérogatives, le Roi n'aimait guère ce poète romantique, religieux, toujours trop prompt à lui faire la leçon, et d'ailleurs dédaigneux des places et des honneurs, qui allaient, comme il était naturel, aux renégats de l'Empire, devenus d'enragés monarchistes et d'empressés courtisans. Ulcéré, boudeur, Chateaubriand songeait à se retirer en Suisse. Son amie, Mme de Duras, réussit enfin à lui faire donner la légation de Suède. Il s'apprêtait à partir pour ce lointain exil, quand on apprit que Napoléon avait quitté l'île d'Elbe et débarqué au golfe Jouan.

Chateaubriand suivit en Belgique le Roi fugitif, qui l'appela auprès de lui à Gand et le nomma ministre intérimaire de l'Intérieur. Il prit au sérieux sa fonction et rédigea un *Rapport sur l'état de la France* qui témoigne d'une réelle sagesse politique. Mais il était dans sa destinée et dans son caractère de désirer passionnément le pouvoir, et par maladresse, franchise intempérante, orgueil ou indifférence, de laisser passer toutes les occasions qui se présentaient de parvenir à ses fins. Quand, après Waterloo, il rentra avec les Bourbons, il n'avait pas obtenu le moindre ministère, et l'entrée à la Chambre des pairs fut sa seule récompense.

Déçu dans ses ambitions, au lieu de s'en tenir au rôle, qu'il assuma quelquefois, et que semblait lui dicter la réalité profonde de sa pensée politique, celui d'un monarchiste modéré et libéral, il crut devoir, par dépit, par entraînement, par esprit de contradiction, se séparer de son ami Fontanes et se faire l'un des chefs de l'opposition de droite. Il fonde, dirige, alimente de ses virulents articles *le Conservateur*. Par ses discours, ses articles ou ses brochures, par ses silences même, — dans l'affaire du procès du maréchal Ney, par exemple, — il appuya quelques-unes des mesures les plus discutables préconisées par les *ultras*. Il combattit de tout son pouvoir Fouché et Talleyrand, puis Decazes, et quand celui-ci tomba, sous le coup de l'émotion provoquée par l'assassinat du duc de Berry, ce fut un mot, cinglant et injuste, de Chateaubriand : « Les pieds lui ont glissé dans le sang », qui lui signifia son congé.

Tandis que ses amis d'alors, Lainé, Villèle et Corbière entraient au second ministère Richelieu, il recevait par com-

pensation la légation de Berlin. C'était pour lui un poste d'attente. Il s'y ennuya fort, en dépit de l'amitié admirative que lui témoignait la princesse Frédérique de Prusse, duchesse de Cumberland, et, à la première occasion, demanda un congé, bientôt suivi de la retraite de ses amis et de sa propre démission. Une nouvelle combinaison ministérielle qui installa Villèle aux Finances, Corbière à l'Intérieur, Montmorency aux Affaires étrangères, valut à Chateaubriand l'importante ambassade de Londres. Tout heureux d'aller représenter avec magnificence le Roi très chrétien dans la ville même où il avait vécu pauvre et ignoré, et où il devait retrouver, — nous avons deux de ses lettres, — la charmante Charlotte Yves devenue lady Sulton, il partit, avec le secret espoir de ne pas s'éterniser en Angleterre et l'ardent désir d'y préparer de son mieux sa prise de possession du pouvoir (1).

Son rôle diplomatique paraît avoir été plus décoratif qu'efficace, et l'ennui, l'éternel ennui l'aurait bien vite ressaisi, si les événements ne lui avaient pas d'eux-mêmes fourni le tremplin qu'il cherchait depuis longtemps. De toutes parts, des mouvements révolutionnaires se produisaient en Europe. En Espagne, les Cortès avaient essayé de secouer le joug intolérable de Ferdinand VII et lui avaient imposé une constitution. Menacée dans son existence même, la Sainte-Alliance résolut de se défendre. Sous l'inspiration du tsar Alexandre, aux congrès de Laybach et de Troppau, on admit le principe d'une intervention armée dans les États qui tenteraient de changer par la révolte leur « régime intérieur ». Un nouveau congrès allait se tenir à Vérone pour statuer sur le cas des États révolutionnaires. Chateaubriand remue ciel et terre pour s'y faire envoyer; il prend l'univers entier à témoin qu'il est l'homme unique, indispensable, de la situation : amis et indifférents, collègues et supérieurs, M^me^ de Duras comme M^me^ Récamier, tous ceux et toutes celles qui disposent de la moindre influence sont assaillis, submergés du flot intarissable de ses adjurations pathétiques. Enfin le Roi se laisse fléchir : Chateaubriand est

(1) Sur l'ambassade de Londres, voyez le curieux article qu'A. Fontaney, sous le pseudonyme de Lord Feeling, a publié dans la *Revue* du 1^er^ décembre 1834, et qu'il intitulait : *Conversations de Chateaubriand*. Dès cette époque, Chateaubriand se plaisait à déclarer : « Je suis républicain par goût, bourboniste par devoir, et royaliste par raison. »

désigné, avec les ambassadeurs à Vienne et à Saint-Pétersbourg, Caraman et La Ferronays, pour accompagner Montmorency à Vérone : « c'est une grande joie. »

A Vérone, son rôle fut moins considérable qu'il ne l'a prétendu; mais il a assez bien soutenu son ministre dans la délicate manœuvre diplomatique que celui-ci, sous l'influence du tsar Alexandre, qu'il avait vu à Vienne, avait finalement conçue : il s'agissait d'obtenir des Puissances, avec leur appui éventuel, le droit pour la France d'intervenir à son heure dans les affaires d'Espagne. Montmorency, qui sentait la secrète opposition de l'économe et prudent Villèle, s'étant retiré du ministère, ce fut Chateaubriand qui lui succéda. Il poussa très habilement à la guerre, à une guerre qui, si elle était courte, brillante, heureuse, lui paraissait de tous points conforme non seulement à l'intérêt dynastique, mais à l'intérêt national. En cela il voyait fort juste, on est aujourd'hui presque unanime à en convenir. Mais, à son ordinaire, il triompha trop bruyamment de son succès; d'autre part, sur l'affaire de la conversion de la rente, il eut le tort de séparer sa cause de celle de Villèle. Sans égard pour les services qu'il avait rendus, il fut brutalement relevé de ses fonctions. C'était se faire de lui un ennemi implacable.

Rejeté dans l'opposition, plus préoccupé d'ailleurs de se venger que de servir une cause générale, mais rendu à sa vraie nature de polémiste et de royaliste libéral, il combattit avec vigueur le ministère, relevant âprement toutes ses fautes, sans assez se rendre compte que les coups qu'il lui portait, par derrière Villèle, allaient souvent atteindre la monarchie, celle de Louis XVIII, puis celle de Charles X. Cette ardente campagne porta ses fruits. Villèle tomba. N'ayant pu obtenir le portefeuille des Affaires étrangères, Chateaubriand se contenta d'avoir porté deux de ses amis, La Ferronays et Hyde de Neuville, au pouvoir, et il accepta l'ambassade de Rome. Le 14 septembre 1828, il partait pour la Ville éternelle en compagnie de M^me^ de Chateaubriand.

Son rôle y fut utile et fastueux. A en croire les *Mémoires d'outre-tombe*, son ambassade, notamment pendant le conclave qui suivit la mort de Léon XII, aurait été quelque chose d'unique dans les annales de la diplomatie : il faut en rabattre de ces prétentions; il reste qu'il défendit bien, avec habileté et

clairvoyance, les intérêts français. Mais en dépit du charme mélancolique qu'il trouvait à vivre à Rome, et des « divertissements » qu'il s'y procurait, ce somptueux exil lui pesait ; il aspirait à un rôle plus actif. Rentré à Paris, on persista à l'écarter des combinaisons ministérielles. Il partit aux eaux des Pyrénées. C'est là qu'il apprit la constitution du funeste ministère Polignac. Non sans regret, il crut devoir suivre ses amis dans leur retraite et donner sa démission. Sa vie politique était virtuellement finie. Il laissa se consommer le suicide de la branche aînée; il n'intervint plus guère dans la presse ou à la Chambre des pairs. Les journées de juillet le surprirent à Dieppe. Il revint en toute hâte à Paris. Simple spectateur des événements, acclamé par la jeunesse libérale, aurait-il eu assez d'autorité, si l'on avait eu recours à lui, pour sauver le régime qu'il avait parfois compromis, en soulignant trop vivement ses fautes, mais auquel il était très sincèrement attaché? Ses gestes, ses discours, ses conseils rencontrèrent peu d'échos. Il refusa dignement de servir la dynastie d'Orléans, donna sa démission de pair de France, et rentra, ou peu s'en faut, dans la vie privée.

Chateaubriand tenait beaucoup à l'unité de sa vie politique : il en oubliait volontiers les fréquents écarts. La vérité est que, à le juger par ses actes et ses discours, jusqu'à sa sortie du ministère, il a fait bien des concessions et donné bien des gages au parti intransigeant qui devait, plus tard, entraîner la Restauration dans sa chute. Sa rupture avec Villèle lui permit de se ressaisir : dans son royalisme d'alors il entra une forte dose de « libéralisme ». Sans doute on aurait eu tout profit dans cette nouvelle phase à suivre ses directions et à écouter ses conseils; mais jusqu'à quel point, par ses polémiques d'autrefois comme par celles d'aujourd'hui, n'avait-il pas contribué lui-même à pousser la monarchie sur la pente fatale qui devait la conduire à sa perte?

LES ÉCRITS POLITIQUES

Dans ces quinze années d'action, Chateaubriand a beaucoup écrit. Brochures, articles, discours, — les discours d'alors étaient lus, — lettres, rapports et mémoires, sans parler d'une énorme correspondance qu'on n'a pas encore rassemblée, les

huit volumes qui, dans ses *Œuvres complètes*, ramassent ce que l'écrivain a voulu sauver du naufrage, ne représentent pas la totalité de sa production. Il faudrait y joindre nombre d'articles dispersés du *Conservateur* et du *Journal des Débats* Personne encore n'a étudié comme elle le mériterait cette partie de l'œuvre de Chateaubriand, et, tant que nous n'aurons pas sur ce sujet le livre sérieux et méthodique qui nous manque, on ne pourra que formuler des jugements un peu rapides et provisoires. Essayons simplement de jeter quelques coups de sonde.

Le grand écrivain que nous connaissons se retrouve tout entier dans ces écrits de circonstance. Sainte-Beuve lui-même, si dur et, je crois, si injuste pour Chateaubriand « homme d'État et politique », est obligé d'y reconnaître « d'admirables pages, d'une éclatante polémique, quelques-unes même qui sont pleines de vérité, si on les détache de ce qui les précède et de ce qui les inspire ». Et cela même n'est pas assez dire. Toutes les formes de l'éloquence, sans oublier l'invective, sont familières à l'auteur de *la Monarchie selon la charte*. Le despotisme de Napoléon n'a pas provoqué de réquisitoire plus passionné que la fameuse brochure *De Buonaparte et des Bourbons*, et les maladresses de la Restauration n'ont pas inspiré d'ironies plus cinglantes que celles que l'ancien ministre révoqué des Affaires étrangères a décochées à l'imprudent Villèle. Son grand style fait ici merveille : ce poète de race se révèle un journaliste de génie.

Et ce journaliste n'est pas seulement, comme voudrait nous le faire croire Sainte-Beuve, un virtuose du verbe éclatant et sonore, que sa phrase entraîne, plus encore que ses colères ou ses rancunes. Quand la passion ne l'aveugle pas, il a, sur une foule de questions d'ordre politique, au sens le plus élevé du mot, des vues, des intuitions, des observations, singulièrement pénétrantes et fécondes. Guizot, qui ne l'aimait pas, et qui l'a souvent combattu, lui reconnaissait un sens supérieur des besoins de son temps (1). Les contradictions et les inconséquences qu'on peut relever dans ses écrits comme dans sa conduite tiennent peut-être plus aux circonstances où il a été

(1) « Il avait, écrit Guizot, une sympathique intelligence des impressions morales de son pays et de son temps. » (*Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, t. I, p. 261.)

placé, aux passions qui l'ont agité, qu'au fond même de sa pensée. Et s'il avait été le conseiller toujours écouté de la royauté, si on avait su l'utiliser comme il aurait pu l'être, il y a lieu de croire qu'il eût épargné à la Restauration de bien lourdes fautes, et qu'il aurait pu compter parmi les grands serviteurs du pays.

En politique extérieure, l'idée qui, visiblement, hante Chateaubriand, c'est que les traités de 1814 et 1815 ont agrandi démesurément les puissances alliées aux dépens de la France, que celle-ci n'a plus, dans le monde, la place à laquelle elle a droit, et qu'il faut à tout prix la lui restituer. Surtout, il ne peut prendre son parti des perpétuels dangers d'invasion auxquels la patrie se trouve exposée. « Rentrée dans ses anciennes limites, écrit-il, la France a perdu, avec ses colonies, quelques-unes des places qui faisaient sa sûreté : plus de quarante lieues de nos frontières sont totalement ouvertes à l'ennemi. » Pour remédier à cet état de choses, il rêve d'une France intérieurement très forte et très unie, ayant reconstitué sa puissance financière et militaire, et profitant de toutes les occasions qui se présentent pour intervenir dans les affaires européennes et rétablir sa situation particulière. S'il pousse à l'intervention en Orient en faveur de la Grèce, c'est sans doute, comme pour nombre de ses contemporains, par sympathie d'humaniste et de lettré pour ce petit peuple opprimé dont il a entrevu sur place la douloureuse destinée, et auquel nous devons toute notre civilisation occidentale ; mais c'est encore, et peut-être surtout, parce qu'une entente ou une alliance avec la Russie lui paraît être un moyen de ressaisir, sur le Rhin, notre frontière naturelle ; et l'histoire ultérieure ne devait-elle pas, sur ce point, donner entièrement raison à sa perspicacité ? S'il tient tant à « sa » guerre d'Espagne, ce n'est pas seulement par sentiment de solidarité monarchiste et bourbonienne, par désir fort naturel de contrecarrer les menées révolutionnaires ; c'est aussi, et peut-être surtout, parce qu'il souhaite, pour son pays, d'échapper une bonne fois à l'emprise anglaise et parce qu'il veut prouver au monde, par un grand succès militaire, que l'armée française reconstituée est redevenue l'instrument nécessaire et redoutable d'une grande politique nationale. Et là encore, l'événement lui a donné raison.

Les vues de Chateaubriand sur la politique intérieure, telles

qu'elles ressortent de ses écrits, sont en général moins cohérentes, et parfois plus discutables que celles qui lui ont été inspirées par l'observation des événements du dehors. Il ne s'est pas toujours assez affranchi de ses rancunes et de ses haines de partisan. Trop souvent, pour venger ses blessures d'amour-propre, il s'est donné l'air d'un pur et simple émigré, ce qu'il n'était pourtant à aucun degré. C'est ainsi qu'il n'a été juste ni pour Napoléon, ni pour Decazes, ni pour Villèle, et qu'à plus d'une reprise, il s'est associé par sa plume à de regrettables mesures de représailles contre des adversaires vaincus et désarmés : sa relative excuse est que, même au temps de leur puissance, il les a toujours combattus à visage découvert. Le tort de Chateaubriand est d'avoir presque constamment confondu l'intérêt général du pays avec sa cause personnelle. Les deux causes ont été très souvent liées; elles ne l'étaient pas toujours.

Cette confusion était d'autant plus fâcheuse qu'elle a souvent donné le change sur les vrais sentiments et les vraies idées de l'écrivain. Il y a, dans *la Monarchie selon la charte*, quelques pages très âpres pour revendiquer au nom des royalistes purs le droit exclusif de prendre en mains les affaires du pays : « C'est à ceux-ci, écrivait Chateaubriand, qu'il appartient de diriger les affaires ; ils rendront meilleur tout ce qui leur sera confié ; les autres gâtent tout ce qu'ils touchent. Qu'on ne mette plus les honnêtes gens dans la dépendance des hommes qui les ont opprimés, mais qu'on donne les bons pour guides aux méchants : c'est l'ordre de la morale et de la justice. Confiez donc les premières places de l'État aux véritables amis de la monarchie légitime. Vous en faut-il un si grand nombre pour sauver la France ? Je n'en demande que sept pour sauver la France : un évêque, un commandant, un préfet, un procureur du Roi, un président de la Cour prévôtale, un commandant de gendarmerie, et un commandant de gardes nationales. Que ces sept hommes-là soient à Dieu et au Roi, je réponds du reste. » Et l'éloquent et ambitieux publiciste ajoutait : « Quant à ces hommes capables, mais dont l'esprit est faussé par la Révolution, à ces hommes qui ne peuvent comprendre que le trône de saint Louis a besoin d'être soutenu par l'autel et environné des vieilles mœurs comme des vieilles traditions de la monarchie, qu'ils aillent cultiver leur champ. La France pourra les

rappeler quand leurs talents, lassés d'être inutiles, seront sincèrement convertis à la religion et à la légitimité. » Sainte-Beuve s'arme de ce passage, qui jure avec la première partie de l'ouvrage, pour déclarer que « *la Monarchie selon la Charte* n'est qu'un pamphlet *ultra* sous forme de catéchisme libéral ». Il se trompe, et Chateaubriand n'est pas si machiavélique. Il se contredit parce que dans la première partie de son livre il exprime, en termes mesurés et raisonnables, sa pensée la plus constante ; dans la seconde, il cède à ses passions du moment, à ses rancunes de légitimiste évincé et exaspéré, à son ardent désir du pouvoir. S'il avait pris le pouvoir, il n'aurait point été un contre-révolutionnaire.

Dans un discours qu'il prononçait à la Chambre des pairs, le 3 avril 1816, en pleine période de réaction et de répression monarchique, il adjurait le gouvernement d'être « sobre de mesures extraordinaires » et « généreux en sentiments politiques ». Et il poursuivait : « Quand on saura que notre sévérité religieuse n'est point de la bigoterie, que la justice que nous demandons pour les prêtres n'est point une inimitié secrète contre les philosophes ; que nous ne voulons point faire rétrograder l'esprit humain ; que nous désirons seulement une alliance utile entre la morale et les lumières, entre la religion et les sciences, entre les bonnes mœurs et les beaux-arts, alors rien ne nous sera impossible ; alors tous les obstacles s'évanouiront ; alors nous pourrons espérer le bonheur et la restauration. Trois choses feront notre salut : le roi, la religion et la liberté. C'est comme cela que nous marcherons avec le siècle et avec les siècles, et que nous mettrons dans nos institutions la convenance et la durée. »

A ce programme, très largement conciliateur, en dépit de certains écarts, de certaines sautes d'humeur et de passion, Chateaubriand est au total resté assez fidèle.

L'ÉVOLUTION DE LA PENSÉE POLITIQUE DE CHATEAUBRIAND

Précisons encore, s'il est possible, et essayons de déterminer la courbe qu'a suivie sa pensée politique. Tout au fond, elle avait été de bonne heure et elle était restée étrangement sceptique. Il parle quelque part de son athéisme politique, et si l'expression peut paraître un peu forte, elle rend assez bien son

état d'esprit foncier. Il est en tout cas dépourvu de toute espèce de mysticisme politique. Sur l'origine et sur l'exercice du pouvoir, sur les diverses formes et sur les procédés de gouvernement il n'a aucun préjugé. Volontiers il dirait, comme Pascal de la philosophie, que « tout cela ne vaut pas une heure de peine ». Mépris transcendant où il entre toute sorte de sentiments assez complexes : dédain de poète, orgueil de grand seigneur, scepticisme de philosophe désabusé, que sais-je encore? Il se consolait ainsi des déboires de sa vie publique, de la sottise de ceux qui l'écartaient de leurs conseils.

Car ce sceptique a passionnément désiré le pouvoir. D'abord pour remplir sa vie et satisfaire ce besoin d'agitation et d'action, cette perpétuelle inquiétude, cette ardeur de désir, cette impatience d'émotions nouvelles qui formaient le fond de sa nature. Et puis, parce qu'il se sentait né pour conduire les hommes et qu'il ne voulait laisser inemployée aucune des facultés de son génie. Et enfin parce que, si convaincu qu'il pût être de la vanité de l'effort humain, il se rendait compte, par patriotisme et par esprit chrétien, que certaines formes de l'action étant, à tout prendre, supérieures à d'autres, il était souhaitable qu'on s'employât à les faire triompher.

Au sortir de l'époque impériale, une question se pose à tous les Français. Quel est le meilleur régime qui convient désormais à la France? Chateaubriand répond sans hésiter : la monarchie traditionnelle. Peut-être, à son insu, son loyalisme héréditaire de gentilhomme breton lui a-t-il dicté sa réponse. Mais il est trop détaché des idées absolutistes, trop intelligent aussi et trop réaliste pour admettre, comme certains émigrés, que 1814 devra être la suite directe de 1789. « En vain, leur disait-il, dès 1814, en vain voudriez-vous revenir aux anciens jours : les nations comme les fleuves ne remontent point vers leurs sources : on ne rendit point à la république romaine le gouvernement de ses rois, ni à l'empire d'Auguste le sénat de Brutus. Le temps change tout, et l'on ne peut pas plus se soustraire à ses lois qu'à ses ravages. »

C'était là le langage même du bon sens. Et donc, une monarchie constitutionnelle, comme en Angleterre, qui conservera du passé tout ce qu'il importe d'en conserver, qui acceptera toutes les modifications légitimes que les circonstances ont apportées aux institutions et aux usages d'autrefois,

assurera à tous les citoyens la protection des lois, et qui veillera enfin avec une sollicitude scrupuleuse sur tous leurs intérêts matériels et moraux : telle est, aux yeux de Chateaubriand, la solution du problème politique, celle à laquelle il reviendra toujours. Dans la France profondément divisée que la Révolution nous a léguée, il estime que ce gouvernement réparateur est seul capable d'opérer la grande réconciliation nationale ; et de cette réconciliation nécessaire entre le passé et l'avenir, entre l'autorité et la liberté, il voudrait être l'apôtre et l'artisan, comme il a été naguère l'éloquent ouvrier de la réconciliation religieuse. « Français, amis, compagnons d'infortune, écrivait-il à la fin de sa brochure *De Buonaparte et des Bourbons*, oublions nos querelles, nos haines, nos erreurs, pour sauver la patrie ; embrassons-nous sur les ruines de notre cher pays ; et qu'appelant à notre secours l'héritier de Henri IV et de Louis XIV, il vienne essuyer les pleurs de ses enfants, rendre le bonheur à sa famille, et jeter charitablement sur nos plaies le manteau de saint Louis, à moitié déchiré de nos propres mains. » Ces lignes font directement écho à ce beau passage des *Mémoires d'outre-tombe* : « Je me suis rencontré entre les deux siècles comme au confluent de deux fleuves ; j'ai plongé dans leurs eaux troublées, m'éloignant à regret du vieux rivage où j'étais né, et nageant avec espérance vers la rive inconnue où vont aborder les générations nouvelles. » Nous touchons là, on n'en peut douter, la pensée maîtresse et l'inspiration profonde de la politique de Chateaubriand.

Comment donc se fait-il que, dans les six ou huit premières années de la Restauration, il ait si souvent écrit des pages, prononcé des paroles et même accompli des actes qui démentaient par leur violente et haute intransigeance la réelle sagesse conciliatrice de ses intentions foncières ? Villemain a là-dessus un mot d'une extrême justesse : « Il voulait la liberté sous le pouvoir légitime, la liberté garantie par le droit de discussion et l'autorité de la loi. Mais à côté des lumières d'un esprit élevé, il y avait les rancunes de l'émigré ; et il y eut bientôt la colère de l'ambition mécontente. » La ligne politique de Chateaubriand eût été parfaitement harmonieuse, si, à chaque instant, ses passions n'étaient venues se jeter à la traverse. Lui-même l'a bien senti, et il a essayé, à plus d'une reprise, de s'en expliquer et de s'en justifier.

Dans la *Préface* du volume où, en 1828, il recueillait quelques-unes de ses pages polémiques, il se flattait d'être toujours resté fidèle à ses principes : « la Religion, le Roi, la charte et les honnêtes gens, disait-il, voilà le texte dont je ne me suis jamais écarté, et que j'ai commenté de mille manières. » « Mais deux époques bien différentes, s'empressait-il d'ajouter, divisent naturellement ces productions successives de neuf années. A la première époque, après les Cent-Jours, je faisais l'éducation constitutionnelle des royalistes; je combattais la faction buonapartiste qui cherchait à réveiller la faction révolutionnaire et j'essayais d'arrêter les Gouvernements sur la pente démocratique où ils s'étaient placés. » Tout n'est assurément pas faux dans ces explications : on peut seulement se demander si la Restauration risquait beaucoup de glisser sur « la pente démocratique », et si, pour combattre « la faction buonapartiste » et « la faction révolutionnaire », il était bien nécessaire de soutenir « la Chambre introuvable », de prêter les mains à « la Terreur blanche », de voter l'exécution du maréchal Ney et de parler contre l'inamovibilité des juges.

La vérité est que, écarté du pouvoir et pressé d'y monter, violemment irrité de se voir supplanté par d'anciens bonapartistes et d'anciens révolutionnaires, il a combattu sans ménagement non pas des doctrines, mais ses adversaires du moment, et il s'est appuyé, pour parvenir, en les excitant, sur les irréconciliables de son parti, sur ceux qui, contrairement à ses propres directions, n'avaient rien oublié ni rien appris. Il est infiniment probable que si Louis XVIII avait fait de lui un premier ministre, il eût gouverné avec tact et modération, et que son ministère n'eût pas beaucoup différé de celui d'un Richelieu, et peut-être même d'un Decazes. On n'aurait pas eu à lui reprocher de fâcheuses contradictions. Sa passion et sa raison se seraient retrouvées d'accord, et il eût été un loyal, habile et sage serviteur de « la monarchie selon la Charte ».

Écoutons-le expliquer encore son brusque revirement, sa « défection » de 1824. « A la seconde époque, écrit-il, les positions étaient changées : les buonapartistes et les révolutionnaires n'existaient plus : les royalistes avaient obtenu la victoire par la Charte, mais beaucoup d'hommes que j'avais ralliés aux libertés légales les avaient trahies. Mon public, sous le

rapport constitutionnel, n'était plus le même : on avait passé d'une extrémité à l'autre, et j'étais obligé d'avertir les gouvernements des dangers de l'*absolutisme*, après les avoir prémunis contre l'entraînement populaire. » Il y a peut-être quelque vérité dans tout ceci; et son opposition à Villèle n'avait pas attendu sa destitution pour se manifester. Avouons même que son rôle d'avocat et d'allié du libéralisme, de défenseur, parfois imprudent, de la liberté de la presse, était plus conforme à sa vraie nature, à l'orientation générale de sa pensée. On est seulement un peu surpris, à deux années de la Révolution de Juillet, de l'entendre dire que « les révolutionnaires n'existaient plus » : — il répondrait, il est vrai, qu'on a tout fait pour leur rendre la vie. — On soupçonne aussi que ce fervent, cet éloquent apôtre des « libertés légales » aurait été moins ardent à les défendre, s'il n'avait pas eu une injure personnelle à venger. Et enfin, l'on souhaiterait qu'il se fût posé la question de savoir si, en commentant jadis, comme il l'avait fait, « la vie et la mort du duc de Berry », il n'avait pas lui-même poussé la monarchie à cet « absolutisme » dont les « dangers » lui apparaissaient aujourd'hui avec une si claire évidence.

Chateaubriand se vantait d'« être resté immobile dans ce qui lui a paru le juste milieu politique ». Cette assertion n'est pas entièrement exacte. De théorie, d'intentions, il est toujours resté un monachiste constitutiennel, un royaliste libéral, un « chartiste » impénitent. Mais ses passions ont souvent dérangé l'harmonie, troublé le bel équilibre de sa pensée. En fait, il a changé, il a évolué. D'un royalisme assez exalté, un peu prompt aux épurations et aux intransigeances, il est passé, sans grande transition, à un libéralisme très frondeur, et même peu respectueux, sinon de la monarchie, au moins de ses représentants. Si cette évolution n'a pas affecté le fond de sa pensée politique, elle en a, sans contredit, modifié un peu les allures.

LA POLITIQUE RELIGIEUSE

La religion est chose fort différente de la politique; mais la religion entretient avec la politique des rapports nécessaires, et il n'est aucun homme d'État qui puisse ne pas se préoccuper de la question religieuse. « Si la politique, écrivait Chateau-

briand dans *le Conservateur*, n'est pas une religion, elle n'est rien. » Moins qu'aucun autre, l'auteur du *Génie du Christianisme* pouvait s'en désintéresser. Il n'était pas homme d'ailleurs à fuir le combat ; très épris de réalisations pratiques, il eût été fâché qu'on le prît pour un pur théoricien, pour un simple apologiste de cabinet ou d'académie.

Les démêlés de Napoléon avec le Saint-Siège, les durs traitements qu'il avait infligés au Pape lui avaient, comme il était naturel, aliéné à peu près tout le clergé français. Celui-ci, qui n'avait d'ailleurs pas eu toujours à se louer du tout-puissant Empereur, l'avait vu tomber sans regret et avait accueilli avec joie le retour du Roi très chrétien. Nourri des philosophes du XVIII^e^ siècle, peu religieux de nature, mais respectueux des traditions et convaincu, par esprit politique, que la religion catholique était une maîtresse pièce de l'ordre monarchique et social, Louis XVIII était tout disposé à « protéger » l'Église, à la condition toutefois qu'elle fût un peu discrète et qu'elle ne se montrât pas trop exigeante. Au début de son règne, il fut sur le point de signer un nouveau Concordat qui, à certains égards, eût été plus favorable à Rome que celui de 1801. Il laissa faire plus qu'il ne dirigea et qu'il n'inspira la réaction religieuse qui caractérise les premières années de la Restauration.

Cette réaction a été appuyée et approuvée par Chateaubriand. Sans admettre le droit divin des rois, il professe que la religion « est la pierre angulaire de la légitimité (1) ». Il n'a pas assez d'ironies pour les révolutionnaires qui « imaginèrent de séparer entièrement l'ordre religieux de l'ordre politique ». Pour lui, il ne sépare pas la cause du trône de celle de l'autel. Toutes les mesures qui auront « pour but de rendre au clergé, non l'éclat qu'il avait autrefois, mais cette indépendance sans laquelle le culte n'est plus qu'un fardeau pour le peuple » auront en lui leur défenseur attitré. Il applaudit à la « résolution » transmise par la Chambre des députés et qui vise

(1) *Monarchie selon la Charte*, éd. originale, p. 205. — Déjà, dans le *Génie du Christianisme* (édition originale, t. IV, p. 311), parlant du système représentatif « qu'on peut mettre au nombre de ces trois ou quatre découvertes qui ont créé un autre univers », il ajoutait : « Et qu'il soit encore dit à la gloire de notre religion, que le système représentatif découle en partie des institutions ecclésiastiques. » Ce goût du régime parlementaire doit lui venir, pour une large part, de son séjour en Angleterre et de son observation des choses anglaises.

à rendre aux églises le droit de propriété qui leur a été enlevé par la Révolution. Dépouillé de ses biens par la Révolution, réduit par Napoléon à un très maigre salaire, le clergé vit dans un état voisin de la misère : on alloue aux vicaires 300 francs au moins, 500 francs au plus, et « presque partout on a pris le minimum ». « L'État fait au clergé, en 1816, une rente viagère de 20 millions 600 000 francs ; et l'on a dépouillé ce clergé d'une propriété qui rapportait, en 1789, 150 millions de revenus! et l'Assemblée constituante elle-même lui avait alloué par an la somme de 153 millions! » Aussi se recrute-t-il très difficilement : de 1801 à 1816, « les ordinations n'ont donné que 6 000 prêtres » ; pour la totalité des places à remplir, il manque en France 12 000 prêtres ; 5 000 paroisses sont privées de tout secours religieux ; 10 000 sont sans presbytère. Cet état de choses ne prendra fin que si l'on rend au clergé, avec le droit de posséder, sécurité et dignité. Telle est la thèse que soutint avec vigueur Chateaubriand le 10 février 1816, devant la Chambre des pairs, et qui du reste ne fut pas complètement admise.

Une autre fois, il s'agit de supprimer les pensions ecclésiastiques dont jouissent les prêtres mariés : la commission de la Haute Assemblée veut repousser cette proposition de la Chambre introuvable : tout en se défendant d'être impitoyable, d'être « assez insensé pour demander que nous soyons tous des héros de vertu », il combat énergiquement, au nom de la morale et de la religion, l'avis de la commission, et il obtient gain de cause. La suppression du divorce, les diverses mesures prises pour rendre au clergé, au moins en partie, la direction ou le contrôle de l'enseignement public eurent aussi son entière approbation.

Enfin, la question s'étant posée de savoir s'il n'y aurait pas lieu de vendre au bénéfice du Trésor obéré ce qui restait des bois jadis possédés par le clergé, il intervint avec chaleur pour qu'on restituât ces biens à leurs légitimes propriétaires. Il y allait pour lui presque de toute la religion et de tout l'ordre social. « On peut attaquer, s'écriait-il à ce propos, la religion dans son culte, dans ses biens, dans ses ministres ; mais on ne peut faire qu'une société subsiste sans religion... Défendons-nous de ceux qui pourraient vouloir la religion sans la liberté ; mais craignons bien davantage ceux qui

veulent la liberté sans la religion... Pour moi, messieurs, si j'ai rendu quelques faibles services à la religion, j'en reçois aujourd'hui la récompense, je regarde comme une faveur du ciel d'avoir été appelé par les circonstances à la défense de la dernière dépouille de l'autel. »

Son œuvre de politique religieuse est donc, aux yeux de Chateaubriand, le prolongement et la suite logique de son œuvre apologétique. Le bon combat que, naguère, il menait dans l'ordre des idées, il le poursuit maintenant dans l'ordre des faits. Aujourd'hui comme hier, il s'en prend à la philosophie du XVIII^e^ siècle et à ceux qui en suivent les directions. Il s'alarme de les trouver toujours si puissants et si influents dans les avenues du pouvoir; il les accuse de travailler par tous les moyens à la ruine de la religion. Dans sa brochure *De la monarchie selon la Charte*, qui le fit rayer du nombre des ministres d'État, il a tout un chapitre, d'une extrême violence, qui s'intitule : *la Faction poursuit la Religion*. « Cette haine de la religion, y déclarait-il, est le caractère distinctif de ceux qui ont fait notre perte, qui méditent encore notre ruine. Ils détestent cette religion, parce qu'ils l'ont persécutée, parce que sa sagesse éternelle et sa morale divine sont en opposition avec leur vaine sagesse et la corruption de leur cœur. Jamais ils ne se réconcilieront avec elle. Si quelques-uns d'entre eux montraient seulement quelque pitié pour un prêtre, tout le parti se croirait dégénéré de ses vertus, et menacé d'un grand malheur. » Et il allait jusqu'à dire : « Les prêtres, dépouillés de tout, sans pain, sans asile, sont encore pour des hommes d'État des *calotins*. » On conçoit sans peine que Louis XVIII ait goûté médiocrement ce langage.

Si préoccupé qu'il fût « de faire rentrer la religion dans la monarchie », Chateaubriand n'allait pourtant pas jusqu'à suivre ceux qui ne rêvaient que de transformer la monarchie en théocratie. Quand, en 1825, on discuta un projet de loi relatif au sacrilège, rappelant l'apologie qu'il avait écrite du christianisme : « Oui, messieurs, s'écriait-il, la religion que je me fais gloire d'avoir défendue, *et pour laquelle je mourrais avec joie*, est une religion qui convient à tous les lieux, simple avec les peuples barbares, éclairée avec les peuples civilisés, invariable dans sa morale et dans ses dogmes, mais toujours en paix avec les lois politiques des pays où elle se trouve, toujours

appropriée au siècle, et dirigeant les mœurs sans les heurter. La religion que j'ai présentée à la vénération des hommes est une religion de paix, qui aime mieux pardonner que de punir; une religion qui doit ses victoires à ses miséricordes, et qui n'a besoin d'échafaud que pour le triomphe de ses martyrs. » Et il concluait : « Il me sera impossible de voter une loi qui blesse mon humanité, sans mettre à l'abri ma religion. »

Ce zèle religieux rencontrait naturellement des sceptiques et provoquait des sourires. De ce que la vie privée de Chateaubriand, on ne l'ignorait pas, n'était point exemplaire, quelques-uns se croyaient en droit d'induire que son christianisme était affaire d'attitude, de convenance extérieure et sociale, non de conviction intime. C'était peut-être manquer de psychologie et d'esprit de finesse. « Tous ces grands serviteurs de l'autel n'en approchent guère, ironisait Courier. Je voudrais bien savoir le nom du confesseur de M. de Chateaubriand. » Le nonce à Paris, Mgr Lambruschini, aurait pu satisfaire sa curiosité. « M. le vicomte de Chateaubriand, écrivait ce dernier dans une lettre qu'on a récemment retrouvée (1), M. le vicomte de Chateaubriand, malgré ses aberrations politiques, n'a jamais cessé de pratiquer la religion; j'ai été assuré par Mgr l'Archevêque, et par d'autres ecclésiastiques dignes de toute confiance, qu'il a pour confesseur un prêtre sulpicien très pieux et *zelante*. » Rien ne s'opposait à ce qu'il reçût à Rome, quand il y fut nommé ambassadeur, du vieux pape Léon XII, le plus cordial et le plus confiant accueil.

A Rome, il se donna visiblement pour tâche de concilier très loyalement les intérêts d'une politique française modérée et libérale avec les intérêts généraux du catholicisme, et il y réussit fort bien. Sans doute on dut trouver parfois à Rome comme à Paris qu'il prodiguait les conseils et les directions avec un zèle un peu intempestif. Mais voir les choses de très haut comme il les voit, n'est pas toujours un moyen de les mal voir. Quand Léon XII meurt, il écrit à Portalis, le ministre intérimaire des Affaires étrangères : « Il y aurait des choses immenses à faire aujourd'hui par le Saint-Siège : la réunion des sectes

(1) Cette curieuse lettre du 30 mai 1828 a été publiée par Mme Marie-Jeanne Durry dans son élégante et savante étude sur l'*Ambassade romaine de Chateaubriand*, p. 36.

dissidentes, le raffermissement de la société européenne, etc Un pape qui entrerait dans l'esprit du siècle, et qui se placerait à la tête des générations éclairées, pourrait rajeunir la papauté. » Et, dans ses deux discours au Sacré-Collège pendant le conclave, l'éloge qu'il fait de Léon XII, les vœux qu'il forme pour son successeur, le rôle qu'il lui assigne, expriment avec une éloquente netteté sa haute conception de l'autorité religieuse au sein du catholicisme : « Léon XII, disait-il, joignait à ses vertus apostoliques cette modération d'esprit et cette connaissance de son siècle, si nécessaires aux chefs des Empires. » Il déplorait « la perte du *pontife conciliateur*, qui voyait la véritable religion dans l'obéissance aux lois et dans la concorde évangélique ». Et il ajoutait :

« Au moment même où je parle, le genre humain est arrivé à l'une des époques caractéristiques de son existence, la religion chrétienne est encore là pour la saisir, parce qu'elle garde dans son sein tout ce qui convient aux esprits éclairés et aux cœurs généreux, tout ce qui est nécessaire au monde qu'elle a sauvé de la corruption du paganisme et de la destruction de la barbarie... Lumière, quand elle se mêle aux facultés intellectuelles ; sentiment, quand elle s'associe aux mouvements de l'âme, la religion chrétienne croît avec la civilisation, et marche avec le temps ; un des caractères de la perpétuité qui lui est promise, *c'est d'être toujours du siècle qu'elle voit passer sans passer elle-même*. La morale évangélique, raison divine, appuie la raison humaine dans ses progrès vers un but qu'elle n'a point encore atteint : après avoir traversé les âges de ténèbres et de force, le christianisme devient chez les peuples modernes le perfectionnement même de la société. »

« Princes de l'Église, concluait-il, il vous suffira de laisser tomber vos suffrages sur l'un d'entre vous pour donner à la communion des fidèles un chef qui, puissant par la doctrine et l'autorité du parti, n'en connaisse pas moins les nouveaux besoins du présent et de l'avenir, un pontife d'une vie sainte, mêlant la douceur de la charité à la sincérité de la foi. » L'un des conclavistes, dont Chateaubriand nous a conservé le *Journal*, avait écouté ce discours avec « ravissement ». Ceux-là mêmes qui en furent peut-être moins « ravis », purent difficilement en nier la générosité et l'élévation.

INFLUENCE DE CHATEAUBRIAND SUR LES AFFAIRES POLITIQUES ET RELIGIEUSES DE LA RESTAURATION

Quelle fut exactement, durant ces quinze années de vie publique, l'influence de Chateaubriand sur l'ensemble des affaires françaises ? Elle est assez difficile à déterminer, précisément parce qu'elle fut rarement de tout premier plan, et que, dès lors, elle tend à se confondre avec celle des autres chefs des partis auxquels il a successivement appartenu. Sous cette réserve, essayons d'entrevoir les résultats positifs de son effort personnel.

« On ne peut, disait Villèle, gouverner ni avec lui ni sans lui » ; et ce mot, dans son raccourci ironique, exprime assez bien la nature de l'action assez trouble, incertaine et mêlée que Chateaubriand a exercée sur les destinées de la monarchie restaurée. Il a commencé, cela est certain, par lui rallier bien des suffrages, et Louis XVIII lui a dû, pour une assez large part, le peu de popularité dont, au début de son règne, il a tout d'abord bénéficié. Mais bientôt, las d'être à la peine plus qu'à l'honneur, las aussi de servir gratuitement, et sans être écouté, une dynastie que, tout au fond, il n'aimait guère, il entrait, bannières déployées, dans l'opposition de droite, et, par ses discours, ses brochures, sa campagne du *Conservateur*, il contribuait à détacher du nouveau régime un certain nombre de ses fidèles, lui faisant ainsi payer l'appui qu'il lui avait prêté naguère, et l'affaiblissant après l'avoir soutenu et consolidé. Associé enfin au pouvoir, d'abord comme ambassadeur, puis comme ministre des Affaires étrangères, il fut alors, pour le gouvernement de la Restauration, un puissant appui. Par la vive sympathie que lui témoignait le tsar Alexandre, par son habile conduite au Congrès de Vérone, par le rapide et brillant succès de « sa » guerre d'Espagne, il rendit aux Bourbons le prestige extérieur dont ils avaient un peu manqué jusqu'alors, et dont profita largement leur politique intérieure. Si incommode qu'il fût parfois, il était d'une élémentaire prudence de le ménager : car il était, à n'en pas douter, l'une des grandes forces de « la monarchie selon la charte ». On eut le tort impardonnable de le blesser cruellement et de se l'aliéner pour de longues années. Toutes les fautes ministérielles eurent désor-

mais en lui le plus impitoyable des censeurs ; et quelques précautions verbales qu'il prît pour séparer la cause royale de celle des ministres, il est assez probable que ses âpres critiques ont plus fait que toutes les attaques des libéraux pour discréditer la royauté dans l'opinion française. Si, au lieu de faire de lui, en 1828, un simple ambassadeur à Rome, on l'eût choisi — et conservé — comme président du Conseil, il est à croire qu'il eût fait triompher une politique habilement conciliatrice, prolongé les jours de la dynastie et assuré à son pays l'économie d'une révolution. L'aveuglement de Charles X en décida autrement. « Inutile Cassandre », il n'est pas sûr que Chateaubriand n'ait pas hâté l'heure de la débâcle finale et, sans l'avoir délibérément voulu, sapé de ses propres mains le trône qu'il avait jadis fortement contribué à édifier.

Son rêve, inspiré de l'exemple anglais, d'une monarchie forte, unanimement respectée au dehors, sincèrement constitutionnelle, religieuse sans étroitesse, libéralement conservatrice, qui réconcilierait les deux Frances, celle du passé et celle du présent et de l'avenir, l'autorité et la liberté, ce rêve était-il réalisable ? Peut-être, si Louis XVIII ou Charles X se fussent appelés Henri IV ou, simplement, s'ils eussent mieux suivi les conseils de M. de Chateaubriand. Mais ils ne firent pas souvent appel à lui, et il n'eut guère l'occasion d'appliquer largement son programme de gouvernement. Or, en politique plus qu'ailleurs, ce sont les faits seuls qui jugent les théories. Tout ce que l'on peut dire, c'est que le court passage de ce poète aux affaires a été fort loin d'être malheureux.

En matière religieuse, son influence, sans avoir été peut-être décisive, paraît avoir été assez heureuse. Le renouveau chrétien qui caractérise les premières années de la Restauration procède pour une large part de l'état d'esprit créé et propagé par le *Génie du Christianisme*, et il ne semble pas que Chateaubriand se serait jamais associé aux imprudences et aux maladroites ingérences qui fournirent un prétexte au violent et puéril pamphlet de Montlosier contre « la Congrégation ». Il fut, de ce fait, vivement attaqué par quelques fanatiques, qui firent cause commune avec les derniers voltairiens pour suspecter la parfaite sincérité de ses convictions religieuses. Exaspéré de ces criailleries qui trouvaient quelque écho dans l'entourage du Roi, il répondit avec une hautaine âpreté à ses critiques dans la

Préface qu'il mit en tête d'une réimpression de son *Essai sur les Révolutions*, puis dans la *Préface* de ses *Mélanges politiques*. « Je crois très sincèrement, déclarait-il : j'irais demain, pour ma foi, d'un pas ferme à l'échafaud. Je ne démens pas une syllabe de ce que j'ai écrit dans le *Génie du Christianisme* : jamais un mot n'échappera à ma bouche, une ligne à ma plume qui soit en opposition avec les opinions religieuses que j'ai professées depuis vingt-cinq ans. » Et, passant à la contre-attaque, il ajoutait : « Je ne suis point chrétien par patentes de trafiquant de religion... Je ne fais point métier et marchandise de mes opinions. Indépendant de tout, fors de Dieu, je suis chrétien sans ignorer mes faiblesses, sans me donner pour modèle, sans être persécuteur, inquisiteur, délateur, sans espionner mes frères, sans calomnier mes voisins. Je ne suis point un incrédule déguisé en chrétien, qui propose la religion comme un frein utile aux peuples. Je n'expliquerai point l'Évangile au profit du despotisme, mais au profit du malheur... Je ne redeviendrai incrédule que quand on m'aura démontré que le christianisme est incompatible avec la liberté. » On conçoit aisément que ce libéralisme religieux n'ait pas été du goût de Charles X et du prince de Polignac : tous deux concevaient pour le clergé un autre rôle que celui de « marcher avec le temps, soutenir la liberté par l'autorité de la religion, prêcher l'obéissance à la Charte comme la soumission au Roi » : volontiers ils eussent réduit son office à ce dernier article. Chateaubriand voyait plus haut qu'eux et plus loin.

Au total, il fut un homme d'État incomplet, mais il eut de sérieuses parties d'homme d'État. Trop ardent et trop mobile, incapable des lointaines préparations et des longues patiences, trop prompt à se rebuter, à jeter le manche après la cognée, à se replier et à se retrancher dans un hautain scepticisme, dans une dédaigneuse indifférence de poète, ne sachant pas distinguer l'intérêt de sa passion présente de l'intérêt général, il a commis des fautes, il a eu des contradictions et des incohérences; il a tour à tour servi et desservi la cause qu'il voulait soutenir. Et pourtant, il serait injuste de réduire là son rôle et son action. D'abord, il a eu la très claire et juste vision de la politique extérieure et intérieure qui aurait dû s'imposer à la monarchie restaurée, et, à tout prendre, parmi quelques fluc-

tuations, il s'y est, personnellement, assez bien tenu. D'autre part, s'il n'a jamais eu toute la charge et toute la responsabilité du pouvoir, il a eu, à un moment délicat, à diriger notre politique étrangère ; et, dans ces difficiles conjonctures, il s'est révélé un homme d'État d'une réelle envergure La façon dont il a préparé et conduit « sa » guerre d'Espagne fait honneur à son esprit de décision, à son sang-froid, à sa fermeté, et, en même temps, à sa souplesse et à son habileté : les deux volumes de son *Congrès de Vérone* témoignent d'une hauteur et d'une activité de pensée, d'une aisance, d'une ubiquité, d'une omniprésence d'esprit dont la littérature diplomatique n'offre pas beaucoup d'exemples.

Aurait-il pu longtemps soutenir ce rôle? Nous ne savons ; mais le fait est là, indéniable : Chateaubriand a prouvé par son exemple qu'un homme de lettres n'est pas nécessairement incapable de remplir les plus hautes fonctions publiques. Il nous laisse aussi l'impression que, comme homme politique, il n'a pas rempli tout son mérite, qu'on n'a pas su l'utiliser comme il aurait pu l'être, bref, que les circonstances, son caractère peut-être, mais surtout la jalouse médiocrité des deux rois qu'il a été appelé à servir ne lui ont pas permis de déployer, comme il l'eût si vivement souhaité, toutes ses virtualités intérieures. Un homme qui devait se connaître en hommes lui a rendu plus largement et plus généreusement justice que les derniers Bourbons : « Si, en 1814, et en 1815, la confiance royale n'avait point été placée dans des hommes dont l'âme était détrempée par des circonstances trop fortes,... si le duc de Richelieu... si Chateaubriand, qui venait de rendre à Gand d'éminents services, avaient eu la direction des affaires, la France serait sortie puissante et redoutée de ces deux grandes crises nationales... Si jamais il arrive au timon des affaires, il est possible que Chateaubriand s'égare : tant d'autres y ont trouvé leur perte! Mais ce qui est certain, c'est que tout ce qui est grand et national doit convenir à son génie. » On conçoit que Chateaubriand ait été très fier de se savoir ainsi jugé à Sainte-Hélène par Napoléon.

Victor Giraud.

POÉSIES

JARDINS DISPARUS

Jardins où nous errions ensemble dans l'aurore,
Quand le printemps naissait sous les arbres en fleurs :
Le soleil qui venait d'éclore
Teignait l'air de mille couleurs.

L'anémone et l'iris couronnaient les allées
Avec les clairs flocons du précoce rosier;
Les pétales blancs, par volées,
Dansaient autour de l'amandier.

De quel élan joyeux les sombres violettes
En foule surgissaient des sillons entr'ouverts,
Unissant leurs senteurs discrètes
A l'arome frais des blés verts !

Et les cloches sonnaient l'angélus dans la ville,
Peuplant l'espace bleu de divins messagers,
Tandis qu'au ciel montait subtile
La tendre haleine des vergers.

Vous ouvriez des perspectives infinies,
Jardins au bord desquels venait mourir la mer,
Vibrants de vastes harmonies,
Ignorants du mortel hiver.

Qu'êtes-vous devenus maintenant? La charrue
A tué vos bosquets, vos oliviers, vos fleurs;
La treille n'est plus qu'une rue
Béante qui conduit ailleurs.

Le cupide étranger profana vos retraites
Et seul, mon cœur fidèle à ses trésors défunts,
Évoque vos beautés secrètes
Et soupire après vos parfums.

Celle qui vous aimait aussi s'en est allée
Plus haut que le soleil, au delà de nos yeux,
Figure désormais voilée
Que je ne cherche plus qu'aux cieux...

Toi qui me vois errer exilée en ce monde,
Ne prépares-tu pas pour moi, chère âme, oh! dis,
Moi solitaire et vagabonde,
Une patrie, un paradis?

N'est-il pas des jardins là-haut plus beaux encore
Que ceux où nous chantions toutes deux autrefois,
Où dans tes yeux luira l'aurore,
Où me consolera ta voix?

Quand l'implacable hiver qui par les forêts pleure
Flétrira pour jamais l'ultime floraison,
Et qu'au clocher sonnera l'heure
De retourner à la maison,

Ne m'attendras-tu pas sous les divines treilles,
Près des sources d'eau vive, au lumineux séjour
Dont les anges sont les abeilles
Et le roi, l'immortel Amour?

L'ÉTERNEL RENOUVEAU

Terrasses d'où les yeux se perdent sur la mer...
L'odeur des pins s'enfuit dans les brises marines;
Si tout est frais et vert
Aux jardins des collines,
Les jasmins ont cessé de fleurir : c'est l'hiver.

Ne cherchons plus dans les sentiers les anémones,
Ni le reflet des blancs narcisses sur les eaux;
Les treilles sans couronnes
Ont perdu leurs oiseaux,
Et les grèves n'ont plus que râles monotones.

Ce paysage en deuil me fascine pourtant
Par sa mystérieuse et sereine harmonie;
Mon âme en l'écoutant
Sent sa peine infinie
Se perdre dans la paix divine qu'elle attend.

S'ils ont passé les jours de joie et de jeunesse,
N'est-il dans ce tableau plein d'un charme subtil
Rien que je reconnaisse?
O mon cœur, se peut-il
Que de tout ton trésor perdu rien ne renaisse?

Ne reviendrez-vous pas enfin, heureux instants,
Avec tous vos attraits, vos voix et vos visages?
Je regarde, j'entends
Des signes, des messages...
Chaque pas de l'hiver ramène le printemps.

Déjà les bourgeons clos bercent, tendre mystère,
Toutes les fleurs qu'Avril répandra dans l'azur;
La mort est éphémère;
Le renouveau futur
Mystérieusement germe déjà sous terre.

Les golfes gracieux ont gardé leurs contours,
La lumière et les monts leur splendeur immortelle;
Malgré les deuils trop lourds,
Toi, mon âme fidèle,
Tu gardes à jamais tes célestes amours.

MESSAGE

Je n'ai pas de mots assez tendres
Pour t'exprimer tout mon amour;
Les paroles ne sont que cendres,
Que vent envolé sans retour.

Je voudrais graver sur la pierre
Au jour éclatant du midi,
En traits de flamme et de lumière,
Ce qu'obscurément je t'ai dit.

Mais sous l'ombre de ces paroles,
Tu trouveras enseveli
Pourtant ce cœur que tu consoles,
Ce cœur incapable d'oubli.

LES MOTS LES PLUS DOUX

Les mots les plus doux ne sont pas
Ceux que l'amant dit à l'amante,
Aux heures où l'on parle bas,
Dans l'ivresse ou dans la tourmente.

Il est de plus tendres paroles
Que ces deux souffles confondus,
Que ces exclamations folles,
Ces balbutiements éperdus :

C'est la berceuse que murmure
Une mère à son premier né,
A la fragile créature
Que couve son œil étonné.

Humble refrain, petite phrase,
Gouttes d'un lait pur jaillissant,
Soupirs pleins d'ineffable extase
Au chef-d'œuvre fait de son sang.

Voix tremblant de pitié profonde
Et frémissant d'un saint orgueil...
Si l'enfant sourit à ce monde,
C'est qu'il trouve sa mère au seuil.

Mais je connais des mots infiniment plus tendres,
Des mots presque silencieux ;
Ils paraissent tomber sans bruit comme des cendres,
Et pourtant ils percent les cieux.

Faits d'un amour désespéré, d'ardentes larmes,
De vains désirs, de durs remords,
Ils s'envolent, profonds aveux, terribles charmes :
Ce sont les mots qu'on dit aux morts.

Tout ce qu'on leur taisait, ce qu'implorait peut-être
En vain leur pauvre cœur de chair,
Tout ce que nous avons de meilleur en notre être
Pour ce qui nous est le plus cher;

Ce que la douleur seule arrache au plus intime
De l'âme labourée à fond,
A l'heure où se penchant vers le suprême abîme,
Tel que l'or au feu le cœur fond...

Maître qui connaissez nos pleurs, qu'il vous souvienne
De vos larmes sur un tombeau;
Permettez, ô mon Dieu, que ce cri leur parvienne
Et que leur ciel en soit plus beau!

NATALIS DIES

Et nunc vivere incipit
morique desinit.

Ne me plaignez pas, vous, les pèlerins qu'enivre
Ce printemps fugitif qui vous semble si beau,
Vous qui pieusement penchés sur mon tombeau,
Frémissez en songeant qu'il faudra bien me suivre.

Le dur été, l'automne en pleurs, l'hiver de givre
De leurs vents furieux éteindront vos flambeaux,
Mettant votre parure et vos cœurs en lambeaux;
Vous rêverez alors de l'heure qui délivre.

Ce qu'hier ici-bas si tristement j'aimais,
Dans la gloire des cieux m'appartient à jamais;
Jeunesse disparue, espoir troublé d'alarmes,

Trésors évanouis, je vois tout refleurir;
La main du Dieu d'amour essuie enfin mes larmes ?
J'ai commencé de vivre et cessé de mourir.

VEGA.

QUESTIONS ÉCONOMIQUES

L'ÉCONOMIE NATIONALE DEVANT LES ÉLECTIONS

Il n'était pas difficile de prévoir, à la veille des élections du 11 mai 1924, que la législature qui venait serait soumise aux préoccupations d'ordre financier et monétaire. Le corps politique, qu'il regimbât ou non là contre, ne pouvait y échapper... Il n'est pas plus difficile de prévoir, aujourd'hui, que la législature 1928-1932 subira, qu'on le veuille ou non, l'influence prédominante de questions d'ordre économique et social.

Le retour de tous les grands peuples à l'étalon-or doit provoquer le renchérissement de l'or, c'est-à-dire la baisse du prix des marchandises par rapport au prix de l'or et, du même coup, une concurrence plus âpre des producteurs de marchandises des divers pays. Les conditions de l'industrie, de l'agriculture, du commerce, du travail deviendront moins aisées. Cela au moment même où notre peuple, délivré des soucis qui l'obsédèrent depuis quinze ans, réclamera plus de bien-être et un meilleur aménagement du cadre social.

Il suffit d'observer certains phénomènes récents et imprévus, dans l'économie européenne, comme la pléthore charbonnière, pour sentir la fragilité des positions en apparence les mieux établies... Qui aurait osé annoncer, aussi bien, il y

a deux ans, que nous courrions le risque de produire trop de sucre, trop de bétail, et même que nous devrions enrayer la baisse du prix du blé ?

Sans doute les surprises économiques ne nous ont pas manqué depuis la guerre. Mais l'instabilité de la monnaie, faussant les rapports de valeurs, nous avait habitués à éviter la ruine ou à saisir la fortune, au jour le jour, plutôt qu'à examiner le fond des problèmes. Désormais, à l'agilité des mouvements et à l'improvisation il faudra substituer une patience créatrice et une audace ordonnée. De plus, il faudra regarder très loin autour de soi. Chaque nation, dans les dix dernières années, subit ses épreuves et ses difficultés particulières. Il en résulta une sorte de particularisme qui nous a caché le grand fait qu'avait développé la guerre même : à savoir l'industrialisation du monde et l'universalisation des éléments d'équilibre économique...

Le peuple français a déjà l'intuition très vive de cela. Aussi, malgré les efforts que font certains pour le ramener à des formules routinières et en dépit de « campagnes » d'excitation artificielles, penche-t-il vers un « réalisme » prudent, mais décidé. On pense bien que si tous les partis invoquent aujourd'hui le « réalisme », c'est qu'un tel mot plaît aux Français. Quelles réalités économiques et sociales occupent donc l'attention des différentes classes d'électeurs ?

* * *

La classe d'électeurs dont l'état d'esprit semble, à l'heure présente, traduire l'orientation la plus nouvelle, est celle des paysans. Sans doute, cette orientation n'influera guère sur la couleur proprement politique des élections, vu que les candidats de tous les partis sont prêts à la flatter ou à s'y soumettre. Mais la poussée d'indépendance paysanne, que l'on peut observer en plusieurs régions, ne s'arrêtera pas au jour du scrutin.

Sauf Jules Méline, la Troisième République n'a pas eu d'homme d'État de premier plan qui ait conçu, défini et incorporé à la politique générale du régime un programme d'organisation agricole. Pendant quarante années, les gouvernements et les partis au pouvoir s'efforcèrent de gagner les paysans à l'idée républicaine beaucoup plus que de mettre la République

au service de l'agriculture. En effet, les paysans, peu à peu, individuellement, adhérèrent à l'idée républicaine, puis au radicalisme, mais l'agriculture resta hors des grands projets d'améliorations ou de réformes. Les syndicats agricoles, pauvres et en marge de la politique, firent figure de groupements sans importance. La République savait qu'elle conquerrait les campagnes plus vite par l'école primaire que par une sollicitude économique. L'enseignement même, tel qu'il fut longtemps orienté, tendait à détourner de l'agriculture les hommes qui auraient dû constituer son élite et lui donner des cadres... Ainsi l'organisation agricole, en France, demeura très en arrière des initiatives et des progrès que l'on voyait se développer à l'étranger.

Le paysan français, confiant dans son expérience pratique et fort de son épargne, se borna longtemps à solliciter du pouvoir des faveurs administratives... Mais l'état d'esprit des agriculteurs change rapidement depuis quelques années. Ils prennent conscience des rapports qui associent le sort de leur profession à des phénomènes économiques de portée générale. L'aisance artificielle, d'ailleurs éphémère, que leur procura l'inflation monétaire ou la hausse des prix, les a fait participer plus largement au progrès matériel. La vive poussée des organisations industrielles et ses conséquences pour l'équilibre même des forces politiques dans le pays, ont frappé l'attention du monde agricole. Enfin l'agriculture commence à avoir des cadres, des chefs, des porte-parole très avertis et écoutés, des défenseurs passionnés. La crise économique de l'année dernière et l'épreuve pénible qu'elle imposa aux agriculteurs, a renforcé cette tendance. Certains proposèrent même la création d'un « parti paysan ». Ils ne furent pas suivis, parce qu'il apparut aux hommes de bon sens que le seul groupement professionnel et la pression constante qu'il exercerait sur les pouvoirs publics, aurait plus d'efficacité qu'une agitation superficielle. Mais si le gouvernement, et d'abord le président du Conseil, M. Poincaré, n'avait pris d'urgence des mesures pour soulager la gêne agricole, le mécontentement des campagnes eût fini par éclater en manifestations politiques d'abord, puis électorales...

Les plaintes du paysan visent notamment l'irrégularité du marché des produits agricoles qui ruine le producteur sans

profiter au consommateur, l'inégalité prétendue ou réelle de la protection que les pouvoirs publics accordent à l'industrie, d'une part, et à l'agriculture, d'autre part, le mauvais aménagement des impôts, et, enfin, la faiblesse du ministère de l'Agriculture.

L'irrégularité du marché des produits agricoles tient à des causes nombreuses, dont la principale est que l'agriculteur, contraint d'attendre, pendant de longs mois, le fruit de son travail et soumis, pendant cette période d'attente, à l'incertitude des saisons et aux risques de trouble économique, ne saurait ajuster exactement sa production aux besoins qu'elle doit satisfaire ni même prévoir ces besoins. On y remédierait partiellement au moyen d'un bureau de prévisions bien outillé qui surveillerait les tendances non seulement du marché national, mais des marchés étrangers, et indiquerait de mois en mois leurs chances ou leurs risques aux producteurs. Ces derniers, d'ailleurs, ne peuvent se défendre efficacement et solidement contre les brusques variations de prix qu'en constituant des coopératives de vente, appuyées elles-mêmes sur des institutions de crédit. A vrai dire, l'agriculture vit aujourd'hui comme une industrie qui n'aurait pas de service commercial.

C'est là une des raisons pour lesquelles l'agriculteur se sent plus désarmé que l'industriel devant les « crises ». Une autre raison qui explique l'« inégalité » dont se plaignent les paysans, est que l'organisation professionnelle de l'agriculture n'a atteint ni l'ampleur ni la précision que l'on observe dans le commerce et surtout dans l'industrie. Les groupements économiques ne sont réellement forts qu'autant qu'ils réunissent des catégories d'intérêts bien définis, spécialisés et solidaires. Or le syndicat agricole, cellule primaire de l'organisation paysanne, apparaît encore dans maintes régions comme une simple association locale, aux liens assez lâches, aux moyens d'action très faibles dont les membres représentent des cultures ou des intérêts divers. Seulement, depuis quelques années ont grandi des associations spécialisées, groupant les viticulteurs du Midi, les producteurs de betteraves, les producteurs de blé, les producteurs de viande. Tout de suite, du fait même de leur spécialisation comportant une véritable cohérence d'intérêts, elles obtinrent des avantages qui avaient échappé, jusqu'alors,

aux producteurs divisés ou assemblés en syndicats d'éléments hétérogènes. On observe là, plus lente, une évolution analogue à celle qui juxtaposa aux vieilles « Sociétés industrielles », aux « Unions locales du commerce et de l'industrie », et même aux « Chambres de commerce », de puissants groupements comme le Comité des Forges, le Comité des Houillères, l'Union textile, etc.

Grâce à cette évolution, qui appelle des dirigeants et des fonctionnaires corporatifs eux-mêmes spécialisés, l'agriculture obtiendra sans doute, peu à peu, du Parlement et du Gouvernement, ce qu'elle a réclamé en vain jusqu'à présent: une protection exactement calculée, un aménagement nuancé des impôts, une adaptation des lois sociales aux exigences du milieu, et une prévoyance constante des besoins ou des risques de la paysannerie. Il deviendra, en même temps, beaucoup plus facile d'accorder, dans un équilibre étudié d'avance, les réclamations du producteur, du commerçant et du consommateur. Ainsi cessera la politique d'initiatives saccadées qui fut la principale cause du malentendu persistant entre les villes et les campagnes.

Le développement de l'organisation agricole n'est, d'ailleurs, possible qu'avec l'appui d'un ministère de l'Agriculture élargi, reconstitué et ouvert à l'étude, non seulement des questions techniques, mais des phénomènes économiques.

***

Événement paradoxal, mais incontestable, c'est l'agriculture qui fait, aujourd'hui, figure de jeunesse dans l'économie nationale. Elle montre des impatiences, des ambitions, une foi et, peut-être, quelques illusions qui présagent, en tout cas, un renouvellement.

L'industrie aborde les élections avec plus de réserve, des calculs plus complexes, un mélange d'assurance, de légère appréhension et de scepticisme. Elle n'aime pas la politique, elle en craint presque toujours des surprises désagréables, elle a le souvenir des déceptions qu'elle éprouva parfois de ceux qui prétendaient la soutenir, elle se sent délivrée des aléas brutaux de l' « après-guerre », mais en face de difficultés profondes dont elle avait perdu l'habitude et qui, pour être vaincues, exigeront une direction aussi prompte que prudente. Sans se l'avouer à

elle-même, elle préférerait peut-être une Chambre expérimentée à une Chambre bien intentionnée. Cependant l'industrie française a conscience de sa forte organisation ; elle a évité, depuis quelques années, des risques assez nombreux pour n'avoir pas trop à redouter les risques futurs ; enfin, elle aussi ne dédaigne pas les grands desseins et s'ouvre à un esprit nouveau...

Les préoccupations immédiates de l'industrie visent assurément l'ordre monétaire et l'ordre fiscal.

La grande majorité des industriels affirme son désir d'une stabilisation légale de la monnaie ou, du moins, sa répugnance à un essai de revalorisation. Il est très probable que, dans les influences qui s'exerceront sur les candidats, puis sur les élus, des centres industriels, ce courant prédominera. Courant tellement net qu'il faillit déjà provoquer, en certaines régions, un désaccord entre des candidats « modérés », favorables à une revalorisation, et les cercles industriels. A vrai dire, même dans l'industrie, on a entendu des voix autorisées prendre parti contre une stabilisation de la monnaie au taux actuel, et il en est résulté quelque flottement. Mais cela n'a pas changé la tendance de fond. De quoi pourrait naître, au cours des élections et, surtout, au début de la prochaine législature, un risque de division des partis conservateurs.

En effet, la question est beaucoup plus débattue en province qu'à Paris. Faute d'être familiarisés avec le vocabulaire financier et le calcul des incidences monétaires, la plupart des paysans demeurent méfiants à l'égard de tout projet concernant la monnaie. La bourgeoisie des petites villes, composée en majorité de gens à revenus fixes ou de porteurs de créances en francs-papier, penche vers le système de la revalorisation. Les industriels, au contraire, demandent que le franc soit stabilisé. Le candidat ayant affaire à ces différentes catégories d'électeurs, se trouve en posture incommode.

Tous les électeurs, en revanche, et les industriels autant, sinon plus que les autres, se plaignent du poids jugé excessif des impôts. A vrai dire, depuis quelques années, l'industrie a subi une telle pression du fisc que, de ce contact incessant, a fini par naître une sorte de collaboration. Il n'est grande ou moyenne entreprise qui n'ait son bureau d'études fiscales. Les syndicats industriels s'attachent, par un effort constant, auprès de l'Administration et du Parlement, à obtenir la réforme ou

l'assouplissement des textes les plus nuisibles à l'essor des affaires. Peu à peu, une jurisprudence complète se forme autour des impôts de cette catégorie. Le fisc lui-même s'instruit chaque jour des conditions de la vie économique que, jadis, il semblait ignorer.

L'industrie paraît donc mieux accoutumée que d'autres branches de l'activité nationale au système d'impôts qui s'est développé depuis la guerre. Mais, au fur et à mesure qu'elle perd l'avantage que lui procurait la baisse du franc vis-à-vis de ses concurrents étrangers, elle se sent plus gênée par les lourdes contributions qui grèvent son prix de revient. D'où la poussée de protectionnisme qui tend à rétablir l'équilibre rompu.

On oublie trop souvent, en effet, que si nos industriels réclament des droits de douane protecteurs, c'est, partiellement du moins, pour compenser l'excès des charges fiscales qui les affaiblit devant leurs concurrents. La fiscalité détermine toute une série de troubles économiques, aboutissant au renchérissement de la vie.

Il est, sans doute, normal que l'industrie fournisse de larges recettes au budget de l'État. Encore faut-il que, la charge une fois acceptée, sa répartition sur les différents organes de la vie économique ne paralyse pas l'effort que consentirait l'assujetti. Tout le monde comprend que si un homme très vigoureux peut porter cent kilos sur les épaules, il ne peut pas les porter sur l'estomac ou sur la poitrine. Cette comparaison nous avertit des erreurs qu'il ne faut pas faire quand on veut taxer la production. Ralentir ou écraser les organes vitaux de l'industrie par des taxes mal placées n'aboutit qu'à réduire sa capacité de supporter d'autres taxes, plus fructueuses, qui seraient mieux placées.

Parmi les causes qui découragent le goût de l'entreprise et l'effort industriel dans notre pays, signalons surtout le régime fiscal des valeurs mobilières. Ce régime, inspiré d'idées entièrement fausses, prolonge la durée du marasme intérieur, nous fait perdre de nombreuses chances au dehors et arrête l'exécution des grands travaux d'outillage public ou privé. Il n'est pas de plus maladroite fiscalité que celle qui maintient artificiellement le loyer de l'argent à un taux excessif, et empêche le crédit à long terme. On observe ainsi, d'une part, des capitaux

en abondance qui ne savent où s'employer et restent improductifs, et, d'autre part, des entreprises qui renoncent à travailler ou à s'étendre, faute de pouvoir supporter des charges d'emprunt exagérées. Si l'on ajoute que le régime spécial, vraiment draconien, appliqué au revenu des valeurs étrangères, détermine l'émigration des titres et la non-rentrée des coupons, on aura un aperçu de la politique absurde qui semble détourner l'épargne française, à dessein, de son rôle de soutien de l'activité nationale.

Tant que le taux global du loyer de l'argent et les charges qui pèsent sur le crédit n'auront pas été réduits, dans notre pays, son essor économique demeurera lent, fragmentaire, timide : on n'y pourra réaliser ni les aménagements nouveaux que réclame la vie moderne, ni les progrès sociaux qui sont nécessaires à la santé même du peuple. Par exemple, le problème du logement et celui des services communaux en dépendent.

*
* *

Le fléchissement des affaires, que devaient entraîner, en tout cas, le retour à la stabilité du franc et l'aggravation des impôts, aurait dû mécontenter les commerçants. Et l'on sait que les petits commerçants, par l'appoint qu'ils donnent tantôt à la masse électorale de droite, tantôt à celle de gauche, décident souvent des élections.

Or, bien que leurs bénéfices aient diminué, les commerçants ne manifestent pas, cette année, une irritation aussi vive qu'en 1924. Le fait peut sembler étrange, vu que les affaires étaient plus faciles et les impôts beaucoup moins lourds en 1924 qu'aujourd'hui. Mais le Bloc national avait commis une faute de psychologie : il avait entretenu le peuple dans un optimisme financier et monétaire que la chute du franc et le vote du double décime vinrent démentir à la veille des élections. Les électeurs, convaincus que l'optimisme était fondé, mais que les gouvernants avaient manqué à leur tâche, punirent la faute présumée et ne comprirent pas la situation. Le Cartel, au début, raisonna comme ses électeurs, ne vit pas les risques de fond... Aujourd'hui, bien des leçons ont été comprises. Les commerçants ont gardé un mauvais souvenir de la crise de 1925-1926, des initiatives d'une fiscalité improvisée et affolée, de l'exaspération

de leur clientèle, des menaces de pillage; l'éventualité d'un impôt sur le capital les a laissés inquiets, et le communisme leur fait peur. Le boutiquier ne déteste pas un peu de démagogie, mais dès qu'une chance de révolution apparaît, il craint pour sa boutique. Sa caisse est trop près de la rue...

A considérer les choses de plus haut, que voit-on ?

Le commerce extérieur reste prospère. Sur le marché intérieur, il faut distinguer le commerce de luxe, qui subit une crise pénible, et le commerce d'articles courants ou de grande consommation dont l'activité reste à peu près normale.

Notre commerce extérieur n'a guère fléchi, à cause de l'effort très remarquable que surent faire à temps nos exportateurs pour maintenir le prix de leurs produits légèrement au-dessous des prix de l'étranger. On peut citer, à cet égard, l'exemple des « soyeux », qui, privés de soixante pour cent de leur chiffre d'affaires à l'intérieur, ont réussi à sauver et, dans certains cas, à accroître leurs ventes au dehors.

C'est le commerce intérieur qui pâtit, principalement dans ses branches de luxe. Les raisons en sont, d'une part, que le nombre des visiteurs étrangers a diminué, et, d'autre part, que la clientèle française restreint ses dépenses de superflu, soit pour payer les impôts, soit pour reconstituer son épargne, soit, enfin, parce qu'elle vit seulement sur son revenu, et non plus sur son capital, comme elle faisait dans la période d'inflation. Les dirigeants du commerce demandent précisément que des mesures soient prises pour « ranimer le commerce intérieur ». Une seule mesure aurait un effet profond : celle, comme nous l'indiquions plus haut, qui déterminerait la baisse du loyer de l'argent, la mobilisation de l'épargne craintive et l'essor du crédit à long terme. Les autres moyens n'aboutiraient qu'à une nouvelle montée des prix, qui nous remettrait dans l'embarras social.

***

Il est, en effet, impossible de séparer les préoccupations économiques des préoccupations sociales. Tant que la politique voudra isoler l'un de l'autre le progrès économique et le progrès social, en réalité solidaires, elle ne fera que gêner à la fois l'avancement du bien-être collectif et le développement des richesses. On le voit dans les milieux les plus primitifs comme

dans les plus civilisés : il n'est même d'entreprise coloniale de durée que celle qui fixe la main-d'œuvre et améliore ses conditions d'existence; aussi bien, pour les travailleurs, le pillage ou la ruine de l'usine signifie inéluctablement une déchéance mortelle. La grandeur des peuples modernes repose sur le rapport constant de trois éléments, qui sont le respect de l'homme, le culte social du travail et l'emploi des richesses créées à élever les moyens d'action de la collectivité.

Fort heureusement, les Français le comprennent. Ils le comprennent même mieux aujourd'hui que naguère, si l'on en juge par le désir de collaboration pratique qui se manifeste presque officiellement entre les dirigeants du patronat et ceux de la classe ouvrière. Le Conseil national économique entendit récemment des déclarations fort intéressantes à ce sujet.

Il reste à procéder avec méthode, à se garder du trouble que les « agités », les doctrinaires ou les partisans obstinés de la routine apporteront à chaque tournant difficile, et, enfin, à ne pas se décourager devant les obstacles. Les agriculteurs, les industriels, les commerçants, les travailleurs de toutes catégories nous paraissent, aujourd'hui, — quelles que soient leurs préférences électorales, — dans le meilleur état d'esprit que nous ayons connu depuis la guerre. Plaise au ciel que l'œuvre de la prochaine législature réponde à leur volonté de mettre en valeur les chances de notre nation!

Sans doute, la Chambre du 22 avril, élue sous le patronage de M. Poincaré, dans le calme et la confiance rétablis, commencera sa course sur un terrain largement déblayé. On lui conseillera, toutefois, de ne pas trop se fier à la douceur de ses débuts, mais de bien calculer, dès le départ, son effort d'ensemble. Car, pour elle comme pour sa devancière, les risques apparaîtront brusquement après quelques mois.

LUCIEN ROMIER.

REVUE LITTÉRAIRE

LE ROMAN ET LA PEINTURE DE LA SOCIÉTÉ (1)

Voici quatre ouvrages récemment parus qui nous peignent la société française et qui, par la comparaison qu'on en peut faire, nous renseignent sur les conceptions nouvelles des romanciers. Le premier, *les Blérancourt* de M. de Comminges, représente une famille qui vit en province entre 1880 et 1890. Le second, *le Temps retrouvé*, de Marcel Proust, termine la vaste histoire qui commence à la même date pour finir un peu après la guerre. Les deux derniers, *Sans âme*, de M. André Thérive, et *Destins*, de M. Francois Mauriac, se passent de nos jours. On y saisit la transformation des mœurs qui s'est opérée en moins d'un demi-siècle, et le changement plus considérable encore de la notion du roman.

M. de Comminges, qui est mort il y a peu de temps, avait écrit tantôt sous son nom, tantôt sous des pseudonymes, une série d'ouvrages fort spirituels, remarquables par l'ingéniosité, la finesse de l'observation et la liberté d'esprit satirique. *Addy* et *le Voluptueux voyage* avaient été fort goûtés des lettrés. La guerre, ensuite, détourna l'auteur, ancien officier, de ces divertissements intellectuels. Son dernier ouvrage, *la Zone dangereuse*, nous apprit qu'il avait eu entre 1914 et 1918 de bien autres préoccupations. Mais il avait laissé le manuscrit achevé du roman qui vient d'être publié sous ce titre *les Blérancourt*, où il rassemblait les traits de la société qu'il avait

(1) *Les Blérancourt*, par le comte de Comminges (Grasset); — *Le Temps retrouvé*, par Marcel Proust (2 vol. Nouvelle revue française); — *Sans âme*, par André Thérive (collection « les Écrits »); — *Destins*, par François Mauriac (Cahiers verts); — *Le Roman*, par François Mauriac (Cahiers de la quinzaine).

connue et observée plusieurs années auparavant. Ce livre est composé avec fantaisie. Ce sont tantôt des lettres, tantôt des pages de récit qui coupent et relient à la fois les correspondances. Ce sont des anecdotes, de petits traits bien choisis, des réflexions. Et de ces trois cents pages se dégagent peu à peu des personnages vivants, ayant chacun leur caractère, leur passion et leur vie propre.

Les Blérancourt représentent une famille qui est imparfaite et qui a des traditions. A les contempler, on ne risque pas de croire que l'humanité soit sublime ni près de le devenir. Mais on se persuade que la tenue, les habitudes d'éducation, le souci du contrôle sur soi-même et les conventions mêmes du langage formaient une sorte d'armature ou de cadre, à l'intérieur duquel les désordres étaient contenus. Le personnage principal, Urbain, est considéré par ceux qui l'entourent comme un être supérieur, à tous les points de vue. Il aime cette réputation qu'il supporte avec simplicité. Il la mérite en grande partie. Il a reçu ce surnom terrible et doux, « le Grand justicier ». Or, le Grand justicier a des faiblesses. Un matin, au bord de la mer, Laure, sa femme, l'aperçoit sous une ombrelle ouverte à côté d'une femme qu'il tient familièrement par la main. Laure est étonnée, ahurie, désenchantée. Son orgueil souffre. Mais elle raisonne, elle constate elle-même sagement qu'elle n'a pas envie de se noyer. « Je veux, écrit-elle, moralement et physiquement, porter des œillères, ramener mes bandeaux sur mes yeux et marcher droit devant moi, comme une bonne petite jument attelée à un cabriolet et où sont cinq enfants, un mari, une famille... » L'analyse intellectuelle atténue bien des souffrances et, comme on voit, Laure ne prend rien au tragique. La vérité oblige à ajouter qu'elle ne sera pas elle-même irréprochable. Mais aucune catastrophe ne suivra. « On peut noter, écrit l'auteur, la facilité avec laquelle on devient scélérat dans les milieux les plus honnêtes... Quelle déloyauté dans ce petit groupe qui s'était mis à vivre sa vie ! Les mots tirent à eux les événements. Vilaine histoire, en somme, pour de si braves gens. »

Telle est cette société sur laquelle M. de Comminges a jeté des regards perspicaces et pleins de philosophique indulgence. Elle participe de toutes les faiblesses humaines; elle est capable d'erreurs variées; elle peut même offenser quelquefois la morale. Mais elle garde du tact; elle a le souci des convenances : elle pèche avec décence. On y distingue la coexistence d'une discipline ancienne et d'une liberté récente. Par tradition, elle a encore l'habitude des examens de conscience, la notion du perfectionnement de soi même,

le culte d'une sorte d'héroïsme qui semble remettre en contact avec la pureté elle-même. Par disposition naturelle, elle est intelligente, elle se plaît à la nouveauté, elle a le sentiment des arts. Ses instincts aidant, la liberté de l'esprit travaille contre ses traditions. Elle cède du terrain sans abandonner sa position. C'est une société qui a une règle, et qui la révère, même quand elle ne la suit pas.

* * *

On trouvera, dans les derniers ouvrages de Marcel Proust, cette même société trente ans plus tard. On y verra comment, sous l'influence des événements, des changements moraux de toutes sortes, de la philosophie ambiante, les individus peu à peu se sont déchaînés. Les groupes humains que l'auteur a représentés sont au début, à Paris ou dans leurs châteaux, assez proches des Blérancourt. Mais, à mesure que le temps passe, tout le cadre des conventions et des usages craque peu à peu, et ils nous apparaissent, dans leur sensibilité compliquée, plus dénudés que les héros de M. de Comminges, livrés à leurs impulsions, soumis à leurs instincts.

Ce qui caractérise l'œuvre de Marcel Proust, c'est, comme on sait, une analyse approfondie et subtile de tous les mouvements cachés de l'esprit et du corps, c'est l'étude des sentiments et des sensations dans toutes leurs nuances. La longueur même de sa phrase est explicable par l'effort qu'il accomplit pour suivre les différents états de toutes les émotions et pour communiquer par des mots ce qui est à peine communicable. Le langage étant un instrument d'abstraction, il en faut un emploi spécial pour arriver à lui faire traduire ce qui est ici-bas le moins général et le moins intelligible, pour exprimer tout ce qui est affectif, et dans ce qui est affectif, ce qui est le plus particulier, le plus individuel. Quand toute l'éducation d'une société, quand toute la littérature classique a eu pour objet pendant deux ou trois siècles au moins de créer une discipline, d'amener à la lumière de la conscience les seules idées claires et distinctes, et de maintenir sous un contrôle sévère la vie instinctive, c'est un changement considérable que de tenir au contraire pour essentielles la multitude des impressions à peine conscientes qui composent la vie sensible.

De là de nombreuses conséquences, dont la plus manifeste est de compter désormais pour valable et significatif, non pas ce que nous pensons, mais ce que nous sentons. A l'époque des *Blérancourt* de M. de Comminges, les personnages n'ignorent pas ce qui se passe en eux, mais ils couvrent du manteau de Noé tout ce qu'ils ne

veulent pas être ou ce qu'ils ne veulent pas paraître. Ils ont le désir de demeurer eux-mêmes, d'établir une certaine cohérence dans leur personnalité. Même après que le « grand justicier » Urbain a laissé constater sa faiblesse, il continue de remplir sa mission. Trente ans plus tard, aurait-il fait de même? La société peinte par Marcel Proust nous offre le spectacle de l'époque transitoire où les souvenirs des conventions sociales s'effacent peu à peu et où la réalité de la sensibilité commence de tout dominer.

Mais comme la sensibilité est par nature mouvante, il résulte de cette conception psychologique que les personnages eux-mêmes se transforment sans cesse. Marcel Proust a raconté à la fin de son œuvre qu'ayant fait après une très longue absence une visite dans le salon du prince de Guermantes, il retrouva tous les personnages de son roman grisonnants, vieillis, devenus d'autres êtres. C'est cette vision qui lui fit sentir les métamorphoses accomplies par le temps, et qui le décida à recréer par la mémoire les impressions de sa vie, à se mettre à la recherche du temps perdu. Des changements ainsi accomplis au cours des années, les plus pittoresques et les plus frappants sont tout extérieurs et ce ne sont pas les plus importants. Il est certes significatif que M^me^ Verdurin, petite bourgeoise prétentieuse, qui recevait une bande d'originaux assez comiques, soit devenue princesse de Guermantes. Autrement intéressante est la transformation psychologique, la transformation intérieure, qui a amené le prince de Guermantes à épouser M^me^ Verdurin.

Ici on touche à l'idée principale de Marcel Proust, qui a été excellemment mise en valeur par son historien, M. Léon Pierre-Quint. Bien des romanciers ont suivi leurs personnages au cours de leur existence; mais si les événements variaient, les personnages variaient moins et se développaient selon une certaine logique. Comme l'a très bien remarqué M. Pierre-Quint, une des originalités de Marcel Proust est d'avoir considéré dans la vie des personnages le déroulement intérieur, non un certain espace de temps. Ainsi examinée, l'existence ne se compte pas par années, mais par épisodes, et mieux encore, selon la qualité des épisodes. Elle est un mouvement d'un rythme irrégulier, sans comparaison possible avec les mouvements du monde extérieur. Elle est comparable au développement d'un chant; elle est une création continue et imprévue. L'exemple caractéristique cité par M. Léon Pierre-Quint, est celui de l'amour pour Albertine. Il ne s'agit pas d'un sentiment donné, qui se développe, grandit, décroît, semble périr et se retrouve. Il s'agit d'une série d'états, désir, tourments, jalousie,

souffrance de l'absence, idée fixe, déception, etc., et chacun de ces états est lié à chaque instant aux autres états psychologiques que provoque la vie habituelle, les promenades, les visites, les rencontres. Dans cette analyse profonde et subtile, poursuivie par Marcel Proust à travers tant de volumes, la personne humaine est avant tout mobile, et peu à peu elle a franchi tous les barrages.

***

Nous la retrouvons donc tout naturellement livrée à ses impulsions chez presque tous les romanciers de la génération qui a aujourd'hui quarante ans. Elle est libre, je veux dire, sans attaches: elle est à la dérive. Le dernier livre de M. André Thérive a pour titre *Sans Ame*. C'est le meilleur roman de cet écrivain qui a de la force intellectuelle, et qui est plus philosophe que poète. Dans une série d'ouvrages, il a étudié sans cesse le même problème : il a peint des personnages à qui manque la vie spirituelle. Il est arrivé avec *Sans Ame* à l'expression la plus vigoureuse de ce qu'il a voulu représenter.

Le héros de M. André Thérive se nomme Julien : il est d'un égoïsme évident; il n'est d'ailleurs pas heureux; il cherche des émotions; il fait des observations moroses sur tout ce qui l'entoure; il éprouve constamment des impressions désagréables. On le suit dans sa vie désordonnée et désœuvrée. Non qu'il soit sans occupation : mais il est sans passion. Par sa veulerie, par ses expériences successives dans les bars, les cinémas, et les cafés-concerts, il fait penser à un personnage de Huysmans revenu dans le Paris de 1928. Il ne rencontre d'ailleurs que des êtres moyens ou bizarres. Son oncle, industriel dans le Nord, voit un petit monde d'« Antoinistes » qui cherchent à leur manière à mettre un peu de divin dans leur petite existence. Sa jeune amie, Luce, n'est ni pire ni meilleure que la demi-douzaine de personnes du même genre qui passent dans le livre. Toute cette biographie méticuleuse est destinée à nous conduire jusqu'à la scène capitale, dans la dernière partie du livre.

Et cette scène est très émouvante. Elle est certainement parmi les meilleures pages qu'ait écrites M. André Thérive. Julien a connu, peut-être aimé et sûrement abandonné une jeune fille du nom de Lydia, qui dansait dans un music-hall. Pourquoi l'a-t-il quittée? Par vanité, par peur de la vie, par crainte d'être dérangé, par amour-propre, par sécheresse. Il la retrouve mourante dans un pauvre hôtel. « Il frappa doucement. Il n'entendit que le battement de son cœur, de ses tempes. Il frappa encore. Rien ne répondit. Il serra

doucement le bouton qui céda sans trop crier. Et peu à peu, la tête perdue, il entra. Sous une lampe voilée de tulle rose, il ne vit qu'une chambre étroite, étouffée, en désordre. Il se tourna vers un lit où un corps gisait, presque nu, les yeux fixes, les mains tordues. Et à ce moment, il sentit une lourde odeur de camphre. Il ne reconnaissait point Lydia. Et elle le regardait comme un assassin ou un voleur de nuit. Il ne restait d'elle que quelques cheveux pâles, et ce regard dilaté presque noir. Il y avait une tache sombre à son front, du sang. » Tout le bref dialogue qui s'établit entre cette petite fille qui va mourir et cet homme qui est cause de sa mort est ensuite fort prenant. Et voici la conclusion : « Il la voyait de tout près, à travers ses propres larmes. Pas finir! disait la voix, et il comprit peu à peu que c'était une âme qui avait parlé, et qu'un sommeil plus profond l'avait saisie, l'avait enlevée dans ses bras. »

Ainsi Julien connaît la douleur, et par elle la pitié rentre en lui. Il s'aperçoit qu'il a tout nié, tout méconnu, tout gâché. Il était aimé et il aimait. Et il n'en savait rien! Le présent ne lui inspire plus qu'horreur : il est tout à ses regrets. Il ne se sent même plus seul : il est entouré par une présence invisible, soutenu par une souffrance humble et nécessaire. Il a besoin d'expier et d'espérer. C'est par l'expérience dramatique, dont il est meurtri, qu'il retrouve une âme.

Plus pathétiques encore sont les personnages de *Destins* : car M. François Mauriac ne nous fait prévoir pour eux aucun apaisement Il ne me semble pas douteux que M. François Mauriac vienne d'écrire son meilleur livre. On retrouve dans *Destins* toutes ses qualités. Il a de la puissance; il sait composer un livre; il est rapide et direct. Ce Bordelais est d'une terre riche, mais s'il a de la sève, il n'a rien retenu de la douceur d'une contrée ensoleillée. Il est âpre et sombre. L'infirmité humaine lui inspire une curiosité passionnée, qui s'achève par d'ardentes sévérités plutôt que par la compassion. Les livres de M. François Mauriac font penser à ces peintures de primitifs et à ces décorations d'église où des artistes conciliaient une foi vive avec la peinture hardie des monstres, des démons, et de toutes les figures du péché. Mais l'auteur n'avait jamais montré plus d'aisance, de sûreté et de vigueur que dans *Destins*.

Le jeune Robert Lagave a mal tourné. Bien qu'il vive avec ses parents à Paris, ce petit-fils d'honnêtes paysans, ce fils d'un fonctionnaire travailleur, correct et mesquin, a le goût de la vie facile, du luxe et de l'oisiveté. Trop bien habillé, trop plaisant et trop beau, il irrite sa

famille, qui le comprend lentement et qui ne le supporte plus quand elle l'a trop bien compris. A la faveur d'une pleurésie, il est renvoyé chez sa grand mère dans le Bordelais. Il la fréquente peu et passe ses journées sur la terrasse d'une amie voisine, Élisabeth Gornac, qui l'a connu tout enfant. Veuve de quarante-huit ans, Élisabeth s'occupe des propriétés avec son beau-père, Jean Gornac. Elle a un fils Pierre, qui parle d'entrer dans les ordres. La présence de Robert est pour elle d'une grande douceur. « Vous n'avez plus la tête à rien, ma fille », dit le vieux Jean Gornac. M. Mauriac est sobre d'explications. Cette parole suffit à nous faire entendre qu'Élisabeth, si placide et si pieuse, est troublée sans le savoir par le déplorable Robert.

Dans les environs habite une jeune fille que connaît Robert, Paule de la Sesque. Robert supplie Élisabeth, qui consent par bonté, à inviter cette jeune fille, que, moins par pudeur que par commodité, il présente comme sa fiancée. En même temps que Paule, arrive Pierre, le fils d'Élisabeth. Voici tous les personnages rassemblés pour le drame où la fatalité les condamne. Dès sa première conversation avec sa mère, Pierre sans préméditation a l'occasion de juger Robert et de dire tout net que c'est « une petite fripouille ». Mis en présence de Paule, il croit de son devoir strict de la renseigner sur ce que vaut Robert. La jeune fille fuit trois semaines pour réfléchir. Quand elle revient, Robert est parti, enlevé par une bande d'amis agités, sinon joyeux, et il est tué dans un accident d'automobile. Et dès lors, après les événements tragiques, commence le drame pathétique des consciences. Pierre est-il responsable? A force de s'entretenir de ce sujet, il découvre avec horreur ce trouble profond d'Élisabeth. Et il part pour l'Afrique.

Toute analyse est forcément sèche. Mais il suffit de rassembler les faits essentiels pour se former une idée du farouche roman de M. François Mauriac. Ni le charme des champs pacifiques, ni la régularité des travaux agrestes, ni la nature qui lui sert de décor n'en adoucissent la dureté volontaire. Tout y est maléfice et péché. La jeunesse sans loi de Robert et de Paule n'épargne même pas à Élisabeth les paroles impertinentes qui la contraignent de s'avouer ce qui se passe en elle. L'intransigeante vertu de Pierre est la cause des catastrophes. Il n'est pas jusqu'aux rapports moraux de la mère et du fils qui ne subissent on ne sait quelle violence impitoyable. Tous ces personnages sont-ils donc des monstres? Mais non, M. Mauriac voit en eux seulement des humains, des humains qui s'ignorent eux-mêmes, qui sont soumis à leurs passions, qui mêlent leurs

égoïsmes et leurs préoccupations charnelles jusqu'à leur piété. Il les traite comme des incurables. Il les rappelle à la connaissance des misérables créatures qu'ils sont avec la violence qu'un Orcagna mettait à rappeler aux grands de la terre l'inévitable triomphe de la mort.

S'il n'y avait chez M. François Mauriac que cette puissance d'anathème contre le scandale, on ne pourrait que l'en féliciter. J'avoue avoir moins de goût pour la complaisance qu'il manifeste quand il s'agit des parties les plus troubles de ses livres. Ne parlons pas du jeune Robert, dont le cas est devenu tristement banal dans la littérature contemporaine. Ne parlons même pas de Paule, qui accepte Robert tel qu'il est. Le personnage le plus important, celui autour duquel M. François Mauriac a groupé tous les autres, Élisabeth Gornac, intéresse l'auteur comme un cas curieux où il a assemblé volontairement les traits disparates d'une forte « dame de campagne », comme il dit lui-même, et d'une créature tentée par le démon de midi. « Pierre, écrit-il, comprenait enfin pourquoi leur foi commune n'avait créé entre eux aucun lien ; il méprisait cette religion de vieille femme et qui n'intéressait pas le cœur. Un ensemble de prescriptions, une police d'assurances contre l'enfer, le pauvre souci d'être toujours en règle avec un être infini tatillon, tout cela pouvait-il compter plus qu'un fétu devant ce furieux raz de marée? » Sur ce raz de marée, l'auteur s'explique. Lorsque Paule revient après la mort de Robert, Élisabeth la reçoit. Et voici le spectacle que peut voir Pierre : « Tournant le dos à la fenêtre, Paule était assise sur le bras du fauteuil, la tête contre le cou d'Élisabeth. Pierre voyait la main de sa mère caresser la nuque rasée de la jeune fille, et parfois son autre main descendait le long du cou et du bras nu, comme si elle y eût cherché une trace. Cette chair pour laquelle le petit Lagrave avait vécu et était mort, elle la tenait dans ses bras. Les lèvres de l'adolescent avaient glissé le long de cette paume, de ce poignet, s'étaient attardés à la saignée. Peut-être Élisabeth désirait-elle obscurément trouver sur le corps une piste, et comme un voyageur retrouve le centre d'un camp abandonné s'arrêter longuement à une meurtrissure. »

Je sais bien que M. Mauriac insiste parce qu'il veut nous rappeler que tous les êtres ne sont rien que mauvaises inclinations, vices et souillures, et qu'ils ont besoin d'être rachetés. Comme il a un talent véritable, comme il a le don du romancier qui est de créer des personnages, il se meut aisément parmi les délicates et audacieuses péripéties de ses drames. Mais on se demande s'il n'y a pas quelque

excès dans sa conception : on se demande surtout si la conception systématique du roman, telle qu'il l'a exposée, ne serait pas très périlleuse, appliquée par un artiste moins sûr que lui.

*
* *

Dans un récent essai, M. François Mauriac nous a en effet expliqué ses idées sur le roman contemporain. Comme la plupart des auteurs de son temps, M. François Mauriac croit à la nécessité de l'analyse approfondie de la sensibilité, et à l'incohérence des caractères. Ce sont là deux des traits essentiels de toute l'esthétique de la nouvelle école : révéler l'inconscient et mettre en lumière la complexité de la personne humaine. Mais ce n'est pas tout. Car à vrai dire, ces deux traits ne sont pas absolument nouveaux. Pour ne citer qu'un seul exemple, les mouvements les plus cachés de la passion, les détours et les contradictions de l'être humain sont hardiment notés chez Racine. Si l'on ajoute que l'éducation janséniste du poète l'inclinait à considérer les créatures comme perdues si elles n'avaient pas la grâce, on se persuadera qu'il y a déjà là tous les éléments des drames chers à M. François Mauriac. Et ce n'est pas un médiocre compliment que d'évoquer cet illustre précédent.

D'où vient cependant que jamais la tragédie racinienne ne donne, même quand elle est la plus audacieuse et au fond la plus terrible, le malaise spécial au roman contemporain? Il y en a plusieurs raisons. Le plus évident est que le recours à l'histoire et à la légende enveloppe les personnages d'une sorte de poésie et transpose le sujet dans un monde mythique. Si Phèdre habitait Bordeaux, si Thésée revenait après avoir passé comme disparu pendant la guerre, et si Hippolyte mourait dans un accident d'hydravion, le drame aurait plus de brutalité et moins de noblesse tragique. Pour garder un air de beauté, les grandes catastrophes et les monstres ont besoin d'être vus d'un peu loin. M. François Mauriac s'expose consciemment à de fortes difficultés en choisissant comme héros des drames qu'il raconte des personnages contemporains, et en soulignant l'excessif dans la vie ordinaire de paisibles bourgeois.

Un autre trait de cette conception du roman, c'est que ces aventures ne sont pas présentées comme une crise bouleversant des existences, et ramassée en un temps très court. Elles semblent l'étoffe continue de la vie. Et cela est logique, puisque la personnalité humaine est considérée comme dominée par le déroulement de l'inconscient qui ménage toutes les surprises. Le drame classique

nous fait voir la réaction de caractères définis dans des circonstances spéciales : il représente un moment intense et exceptionnel dans des vies où la coutume remplit les intervalles de la passion. Le roman contemporain nous peint des êtres, qui sont les uns pour les autres et par eux-mêmes des compagnons peu sûrs, soumis sans cesse à leur sensibilité qu'ils ignorent et à la merci de ce que M. François Mauriac appelle un raz de marée. Or, s'il y avait quelque convention à la manière traditionnelle de fixer les personnages et de leur donner des traits constants, il y en a une aussi à leur ôter toute continuité et à les faire sortir de soi-même si fréquemment qu'ils paraissent n'avoir plus de « soi ». Ici se reconnaît l'influence de Dostoievski, que M. François Mauriac invoque d'ailleurs avec franchise. C'est le contraire de l'art classique qui consistait à peindre des caractères.

A quoi les romanciers peuvent répliquer, et c'est à peu près ce que fait M. Mauriac, que ce n'est pas leur faute, et que ce sont les modèles qui ont changé. Dans le monde contemporain, ils prétendent ne plus trouver les sujets qui ont pu légitimement intéresser leurs prédécesseurs. Ils ne conçoivent pas que Roméo et Juliette soient séparés par une querelle de famille, qu'ils se garderaient de prendre au tragique. Ils ne conçoivent pas que Chimène soit séparée de Rodrigue par un incident aussi regrettable, mais aussi insignifiant que la mort de don Diègue. Ils ne voient ou ne croient voir que personnages occupés d'eux-mêmes, de la satisfaction de leurs droits, de la complexité de leurs inclinations, et de l'inconnu qu'ils portent en eux. Si bien qu'à la limite de ce système, l'objet de leur observation n'est pas l'homme vivant en société, mais les individus humains pris en eux-mêmes, avec leurs ardeurs, leurs impulsions, et tout ce qu'ils charrient en eux de trouble et de redoutable. Le véritable héros du roman nouveau est une force qui va, non plus du tout au sens romantique, mais plutôt au sens physiologique du mot, et la caractéristique de la jeune littérature est d'être fidèle à un réalisme complet.

Il y a là certainement un moyen très intéressant d'introduire par la réminiscence comme par le rêve d'avenir de la psychologie et même de la poésie dans le roman. L'œuvre de Marcel Proust en fait foi. Toutes les réactions qui vont de la nature à l'homme et de l'homme à la nature sont très exactement notées. L'histoire de l'être humain et la description du milieu où les circonstances l'ont placé se trouvent ainsi intimement confondues. Les personnages ne sont plus séparés ni de leur passé, ni de toutes les causes qui les expliquent.

Et point n'est besoin de ces longs préambules par lesquels Balzac aimait à nous faire comprendre ce qui devait arriver. La vie de la sensibilité, toute disparate qu'elle est, a une sorte d'unité étrange. Les êtres sont à tout instant tout entiers présents à eux-mêmes.

Ce qui est plus grave, c'est que cette étude de la sensibilité paraît négliger le sens humain ou plus exactement le sens de ce qu'il y a dans l'homme de supérieur à la nature. M. J. Kessel a appelé « cœurs purs » ces individus qui suivent leurs instincts sans s'occuper des répercussions de leurs actes sur les autres individus. Par là ils font penser à ces héros de Zola, à qui Brunetière reprochait non pas d'être vicieux, mais d'être inconscients, placides dans l'intempérance ou l'ignominie, et en dehors de l'humanité. Le sens humain, c'est le sens de la vie intérieure, le souci du spirituel, dont il semble bien que présentement la littérature soit dépourvue chez nous.

Le livre de M. André Thérive est à ce point de vue très significatif. Le cas de M. François Mauriac est plus subtil, car M. François Mauriac est catholique et il a donc au problème du mal une solution toute prête. Mais il s'acharne à l'étude de pécheurs pour qui leur foi tiède n'est pas un secours agissant, comme Élisabeth, ou qui n'ont aucune idée de la religion, comme Robert. Par un chemin détourné, il entend nous ramener à la méditation des vérités, sans lesquelles il nous montre la vie transformée en un désert et les vivants rabaissés jusqu'à une animalité absurde ou féroce. Toute la littérature reflète présentement le trouble que la guerre a jeté dans les sociétés civilisées. Les hommes se sont trouvés aux prises avec des événements hors de l'ordre commun. Les notions sur lesquelles ils vivaient leur ont paru elles-mêmes ébranlées. Le désarroi de la personnalité est le trait le plus frappant de la littérature romanesque. Mais déjà il ne contente plus ni les lecteurs ni les auteurs eux-mêmes, et l'âme humaine peu à peu retrouvera ses titres.

André Chaumeix.

REVUE MUSICALE

Au Conservatoire (*Exercice des élèves*). — Théâtre de la Gaîté-Lyrique : *Paganini*, opérette romantique en trois actes, de M. André Rivoire, d'après MM. P. Knepler et B. Jenbach, musique de Franz Lehar. — Théâtre de l'Opéra-Comique : *La Vie brève*, *l'Amour sorcier*, *les Tréteaux de Maître Pierre*, de M. Manuel de Falla.

Il y a peu de semaines, un « Exercice des élèves du Conservatoire » a fait grand honneur à l'école. Sous la direction de M. Henri Rabaud, ce fut un beau concert, une fête deux fois, de musique et de jeunesse. Jeunesse de visage et jeunesse de cœur, interprètes, interprétation, tout en portait l'air vif et charmant. Au programme, le *Manfred* de Schumann et le *Magnificat* de Bach, deux chefs-d'œuvre inégaux non moins que divers, et même opposés : l'un de passion romantique, sombre et maladive ; l'autre, de classique, lumineuse et saine raison, mais de sentiment aussi, de foi, de ferveur, d'adoration, et de tous ces éléments portés ensemble au plus haut degré de la grandeur et de la puissance.

Les « Exercices d'élèves du Conservatoire » datent de près d'un siècle et demi. L'usage s'en établit dès les premières années de l'*École royale de chant*, fondée en 1784 et devenue par décret de l'an III le *Conservatoire de musique*. Le premier de ces exercices, dont la fortune devait être éclatante et durable, eut lieu le 18 avril 1786 dans la petite salle de l'école installée dans l'hôtel des Menus-Plaisirs du Roi. Les élèves y exécutèrent avec succès le *Roland* de Piccini. Cette salle a été démolie avec les bâtiments de l'ancien Conservatoire. Elle donnait sur la rue du Faubourg Poissonnière et reçut autrefois d'illustres visiteurs. Le général Bonaparte s'y est assis. Lucien, frère de l'Empereur, y présida une distribution des prix et l'impératrice

Joséphine ne dédaigna pas d'y paraître. En 1800, trois séances annuelles y furent organisées pour l'audition des œuvres des grands maîtres. L'exercice du 13 avril 1801 est demeuré fameux ; un morceau de piano fut exécuté par l'élève, devenu depuis le célèbre professeur, Zimmermann, et un solo de basson par le citoyen Judas, lequel, ayant perdu son instrument à la bataille de Marengo, eut l'honneur d'en recevoir un autre des mains du ministre de l'Intérieur.

Le succès des Exercices-Concerts augmenta rapidement. Les symphonies de Haydn, celles de Mozart, en formèrent peu à peu le répertoire. Le jeune Habeneck, lauréat d'un premier prix de violon, les dirigea neuf années de suite (1806-1815). C'est en ce temps-là qu'il fit exécuter par ses camarades la première symphonie de Beethoven. Depuis, sous la Restauration, le Conservatoire connut des fortunes diverses, jusqu'au jour (15 février 1828) où, par arrêté du vicomte Sosthène de la Rochefoucauld, ministre de la maison du Roi, fut reconnue, organisée et dotée — modestement — la *Société des Concerts*. Recrutée parmi les élèves anciens ou actuels et parmi les professeurs, elle formait en quelque sorte une division supérieure de l'école, elle en était la représentation choisie et comme la brillante floraison. Les concerts devaient assurer l'application et la consécration publique de l'enseignement. Ainsi l'illustre compagnie, aujourd'hui centenaire, a son origine dans ces « Exercices d'élèves, » dont se conserve encore l'utile autant qu'agréable habitude. Le plus récent nous a fait un plaisir extrême.

« C'est un état convulsif et non la vie et la santé. » Ainsi parle un chasseur à Manfred égaré sur les cimes de la Jungfrau. Le brave montagnard suisse a joliment raison. Comme un *Tristan*, mais au-dessous, un *Manfred* nous paraît une insigne représentation de cet état, lequel fut trop souvent, on le sait, celui de l'infortuné Schumann. L'œuvre est brève et vigoureuse. Elle enferme en un raccourci puissant l'âme plus que troublée du héros et le paysage grandiose, témoin de son délire. L'ouverture, — convulsion initiale, — n'a peut-être pas son égale dans l'œuvre symphonique du maître de Zwickau. A la manière de Beethoven — à sa grande manière — (ouverture de *Coriolan*), Schumann y met en présence deux principes ou deux éléments adverses, deux forces, dirions-nous, si le second motif n'opposait à l'âpreté farouche de l'autre une touchante autant que vaine douceur. Également beaux sont les deux thèmes contraires, et pathétique leur conflit. Houleuse comme l'océan, comme lui cette musique se soulève et ne déborde pas. On ressent à l'entendre

quelque chose de la volupté magnifiquement définie par Maurice de Guérin dans *le Centaure* : « cette volupté qui n'est connue que des rivages de la mer, de renfermer sans aucune perte une vie portée à son comble et irritée. » Tel est le caractère général de l'ouvrage. Une âme de colère l'anime : ouverture, chants des génies du mal, où gronde la menace ; d'autres pages encore, qui semblent retentir de la malédiction shakspearienne : « Désespère et meurs ! » C'est le désespoir en effet, et mortel, dont quelqu'un a salué dans le héros byronien l'incomparable « virtuose ». Ne s'écrie-t-il pas à certain moment : « J'habite dans mon désespoir et j'y vis »? Rien ne l'en peut arracher : ni l'apparition de la mystérieuse Astarté; ni celle, plus brillante, de la fée des Alpes, musique fluide et fraîche comme l'écharpe d'une cascade légère.

Dans l'œuvre brève et condensée de Schumann, la part de la nature est grande. Elle est plus considérable encore dans le poème de lord Byron. *Manfred* procède assurément de *Faust*. Mais Byron a dit lui-même : « C'est le Steinbach et la Jungfrau, et quelque chose d'autre encore, bien plus que *Faust*, qui m'ont fait écrire *Manfred*. » Pour évoquer le décor alpestre, peu de traits suffisent à la musique : l'apparition de la fée et surtout le chant lointain, isolé, d'un pâtre, ou plutôt du chalumeau d'un pâtre. Nombreuses sont dans le répertoire lyrique les pastorales de ce genre, cantilènes, mélodies ou mélopées. Souvenez-vous de *Tannhäuser* et de *Tristan*, de la Symphonie *Fantastique* (« scène aux champs »), de *Sapho*, de *Mireille*. Vous trouveriez enfin dans le *Fervaal* de M. d'Indy la délicieuse silhouette d'un petit pâtre errant et comme vêtu de rêve, qui passe, mélodieux et vague, dans un brouillard d'argent. Celui de *Manfred* est leur frère à tous. Nous ne le voyons pas; mais de l'entendre seulement, c'est assez pour goûter, parmi tant de violence, un moment de mélancolique douceur. Et cette douceur, à la fin, est plus douce encore. « Vieillard », dit Manfred au prêtre qui vainement l'exhorte, « vieillard, il n'est pas si difficile de mourir ! » Le prêtre : « Il est mort. Son âme a fui loin de la terre. Où donc ? Je crains d'y penser, mais elle a fui. » En paroles seulement, c'est un peu sec. Mais la musique développe, elle attendrit aussi. Un *Requiem*, d'une ou deux pages à peine, accompagné par des orgues lointaines, donne à cet épilogue une sereine grandeur. Manfred expire et le *Lux æterna*, s'épanouissant avec la reprise par l'orchestre de l'un des deux thèmes de l'ouverture, celui de la mansuétude ou de la compassion, répand sur la fin du poème impie et désespéré une lueur d'espérance et de foi.

Manfred et le *Magnificat* sont aux deux pôles de l'art et de l'âme. Belle occasion, après les « orages du cœur », de « se faire une raison », comme on dit familièrement, ou de s'en refaire une. Raison raisonnante d'abord. Bach, cet Archimède musicien, éclate premièrement aux esprits. S'il y a, selon la parole de Leibnitz, de la géométrie partout, il y en a dans cette musique-là plus qu'en toute autre. Géométrie plane et géométrie dans l'espace. On l'a dit une fois, peut-être plus d'une, la Messe en *si* mineur, les *Passions*, le *Magnificat*, ressemblent aux Pyramides d'Égypte. Les « quatre vents de l'esprit », de l'esprit musical, se brisent et se briseront à jamais contre elles, comme les quatre vents du ciel contre leurs sœurs du désert. Mais au centre, au fond de chacune, la chambre royale n'est pas vide. Sous l'énorme pesée de pierre un grand cœur bat éternellement, qui l'anime et l'émeut tout entière. La sensibilité de Bach est comme sa raison, infinie. Sensibilité tantôt personnelle ou subjective, tantôt universelle; interprétation qu'on peut bien appeler « catholique », de la joie ou de la douleur de toute l'humanité. La douleur, cela va sans dire, n'a pas de place ici. Le *Magnificat* est un chef-d'œuvre de pure et sainte allégresse, un cantique d'enthousiasme et de triomphe, une véritable « gloire » sonore. La joie, l'immense joie qu'il répand à flots pressés, redoublés, inépuisables, cette joie est celle dont a parlé Bossuet, « qui n'entre pas dans le cœur comme dans un vaisseau plus vaste qu'elle, mais qui, plus grande que le cœur, l'inonde, le pénètre et l'enlève à lui-même ».

Individuelle ou collective, elle prend toutes les formes. Elle chante par une seule voix, ou deux, qu'un ou deux instruments quelquefois accompagnent : c'est un hautbois « d'amour », plus que jamais ici le bien nommé, ce sont des violons et des violoncelles concertants, c'est un groupe de flûtes, enfin à tout moment une alliance imprévue autant qu'admirable de lignes et de couleurs sonores. Et les chœurs, à chaque instant aussi, roulent, déroulent à l'infini leur polyphonie gigantesque. *Magnificat*. Sur ce mot, ce premier mot, la musique déjà déploie toute sa magnificence. Et constamment au cours de l'ouvrage la force accroît la force, la grandeur s'ajoute à la grandeur. Cantique d'une seule voix dans le texte de l'Évangile, l'action de grâces est devenue en musique l'hymne « universel des peuples prosternés », quelque chose comme une profession de foi, et de joie, de toutes les créatures. Le *moi*, le moi unique, ou comme dit Taine, et justement à propos de *Manfred*, « l'invincible moi, qui se suffit à lui-même », non seulement ne règne, mais ne paraît même

pas ici. C'est le *nous*, le nous tous, le nous unanimes, et de là vient peut-être au vieux chef-d'œuvre sa plus haute et sa plus profonde beauté.

Remercions les élèves du Conservatoire et leur directeur de la belle soirée qu'ils nous ont offerte. Rien, dans le chant et le jeu de ces écoliers, ne sentait l'école, encore moins la routine ou l'indifférence, fruit trop ordinaire de la longue habitude. C'était plaisir de les voir, de les entendre, et de se laisser gagner, en croyant soi-même rajeunir, à leur juvénile ardeur. Sans compter, — mais plutôt on en doit tenir compte, — que la pauvre vieille salle du Conservatoire demeure encore, malgré son âge, et demeurera toujours le sanctuaire ou l'autel privilégié de la musique. Aucun autre, plus vaste ou plus riche, ne lui sera jamais préférable. Dans ce peu de matière, et si fragile, entre ces minces cloisons de bois, merveilleusement sonores, là seulement le miracle de la parfaite beauté s'accomplit.

La mode est présentement aux vies amoureuses ou douloureuses, souvent les deux ensemble, des hommes illustres. Leurs Plutarque sont légion parmi nous. Sous la forme légère de l'opérette, d'une opérette viennoise, on vient de nous conter une aventure galante de Paganini, ses amours avec Elisa Bacciochi, sœur de l'Empereur et princesse de Lucques. Nous ne savons pas, faute d'en connaître l'original, ce que vaut le livret d'une opérette non moins célèbre en tout pays que *la Veuve joyeuse*, du même musicien. Mais, adaptée ou arrangée par les mains adroites de M. André Rivoire, la petite pièce étrangère mérite et promet d'avoir cours, longtemps peut-être, chez nous. Non pas certes un cours « forcé », car le public, ou « le populaire », y prendra plaisir. Quant à la musique, « ceux qui ont le goût difficile » pourront y trouver çà et là des traces ou des éclats de vulgarité, semblants ou souvenirs de jazz band ou de fox-trott. (Le mot prend-il deux *t*?) Mais çà et là seulement. Plus souvent aussi quelque fadeur sentimentale, et comme un goût de ce « café-crème » de tout temps cher aux Viennois. Le fond ou l'invention mélodique n'est pas la qualité la plus rare de cet aimable ouvrage. Mais un orchestre ingénieux, délicat, y supplée et suffit en maint passage à nous charmer. Et puis que voulez-vous? Il y a là des romances, des couplets, des valses, une ou deux au moins, et bien jolies, toutes formes ou formules faciles où nous avons la faiblesse, — les temps sont devenus si durs! — de nous laisser prendre ou reprendre. Lorsque M. André Baugé (Paganini) chante

à pleine voix d'abord, puis murmure ou soupire à mi-voix, — de sa voix deux fois délicieuse, — une mélancolique et douce cantilène, il n'en faut pas davantage pour toucher les cœurs ingénus et vaguement les attendrir. « Vive le mélodrame où Margot a pleuré! » Pourquoi pas aussi l'opérette, amoureuse, langoureuse, où, plus doucement émue, elle a souri?

Le Paganini de cette musique et de ces paroles n'a rien de commun avec celui de l'histoire et de la légende (1). Une fois pourtant il lui ressemble. Pour nous le montrer jouant un soir de gala devant la Cour, il a bien fallu substituer un violoniste au chanteur. On s'y est pris adroitement. Sur les degrés d'un escalier monumental, M. Baugé se tient debout. Il lève son archet et soudain la scène est plongée dans les ténèbres. Le visage seul de l'artiste s'éclaire d'une rouge et fantastique lueur. Un violoniste invisible joue pour lui, près de lui. Cependant autour de sa tête voltigent, drapées de voiles blancs, de vagues formes de femmes. L'artifice théâtral est heureux. Il prête à la figure du célèbre *maestro* l'apparence de cette sorcellerie, de cette diablerie même, dont la crédulité publique accusa, dit-on, naguère le « virtuose infernal ».

Le substitut violoniste du Paganini de théâtre est un jeune lauréat du Conservatoire. Il s'appelle M. Henri Bronschwack et mérite d'être nommé. La personne, la voix et le chant de M^lle^ Renée Camia sont également agréables. Plaisant est le comique de MM. Allard et Jullien. Enfin et surtout Paganini, c'est M. Baugé, et c'est très bien. Mais M. Baugé fut autrefois Marot, Marouf et Figaro. C'était mieux encore et notre regret d'hier se mêle à notre plaisir d'aujourd'hui.

L'Opéra-Comique vient de nous rendre, — après quatorze ans, — *la Vie brève* et de nous donner *l'Amour sorcier* et *les Tréteaux de Maître Pierre*, un drame lyrique, un ballet et quelque chose comme un intermède bouffe de M. Manuel de Falla. Rien que le titre du premier ouvrage définirait assez bien le talent du grand artiste andalou. Je ne connais pas de musique plus vivante que la sienne, avec plus de brièveté.

« Au commencement était l'action. » Elle est au commencement de cette trilogie, dont il faut avouer d'abord, et pour n'y plus revenir, que le dernier morceau n'est pas, — à beaucoup près, — « le plus

(1) Voir sur celui-là : *Paganini*, par M. J. G. Prod'homme (*Les Musiciens célèbres*, chez Laurens).

heureux des trois. » *La Vie brève* se passe à Grenade. Salud aime Paco, d'un sincère et fidèle amour. Mais l'amour de Paco pour Salud est trompeur. Paco va se marier, il se marie. Ce soir même, la maison nuptiale est pleine de danses et de chansons. Salud avertie survient au milieu de la fête. Émoi général, courte scène de reproches, de malédictions, et soudain, aux pieds du perfide, l'abandonnée s'affaisse et meurt. Voilà tout.

En paroles, c'est peu, mais en musique c'est beaucoup. Il s'est trouvé des gens pour lui faire un grief, à cette musique, d'être trop et toujours de son pays. Étrange querelle ! Faudrait-il ne point parler sa langue et veut-on qu'un musicien d'Espagne écrive de la musique allemande, ou française? Pour exprimer la vérité, la musique des peuples divers, comme leurs autres arts, use de signes variés et de formes différentes. La musique espagnole, plus que toute autre peut-être, a ses traits originaux et ses marques nationales : ses mélodies, ses rythmes, et ses « modes », ses « mélismes » ou vocalises traînées, lentes ou brèves, et ses *grupetti*, sorte de boucles sonores qui se nouent et se dénouent tour à tour. Mais en son langage propre, c'est la vérité commune, c'est la vie humaine, que cette musique traduit. La vie intérieure d'abord, une vie surabondante et chaude, dont l'âme des personnages ne cesse d'être animée et de frémir. Vie extérieure aussi, qui fait les choses mêmes, autour des âmes et comme elles, vivantes. Ainsi le dedans et le dehors, tout est exprimé, tout est décrit. Et pour la créer, cette double vie, la musique de M. de Falla préfère aux vastes généralisations et aux grands partis pris les touches brèves, mais singulièrement fortes. Plutôt que de se développer, elle se rassemble, se ramasse en de puissants raccourcis. En elle tout se tient et se commande, le drame, la parole, l'orchestre et la voix. Latine, méditerranéenne par la clarté, elle ne l'est pas moins par la précision et la concision. Jamais elle n'hésite, ne se dérobe et ne fuit. Pas un de ses contours ne tremble, pas une de ses formes n'est vide, aucune de ses forces n'est vaine. Sans rigueur ni contrainte, elle est une avec solidité.

La Vie brève est une fort belle œuvre. Mais c'est un chef-d'œuvre que *l'Amour sorcier*. Sujet : l'histoire d'un maléfice d'outre-tombe. Une fille de Grenade eut un amoureux qui ne la rendit point heureuse. Il meurt, elle en aime un autre. Mais le spectre du premier revient la poursuivre et la harceler sans trêve. Enfin, par le sortilège de sa danse magique, avec le secours de ses compagnes, dansantes aussi, elle brise le funeste enchantement.

« Il y a », disait Alphonse Daudet, « il y a des heures qu'on voudrait fixer avec des épingles d'or. » Quelquefois une demi-heure seulement, et qui passe trop vite. *L'Amour sorcier* dure à peine davantage. C'est de l'essence de musique. Mais qu'elle a de parfum et de force! Mélodies, harmonies, rythmes et timbres, tous les éléments, toutes les puissances sonores sont ici concentrées. Avec cela, pas la moindre apparence de recherche et d'artifice. Partout le souffle ardent et libre de la nature, de la vie et de la vérité. Ferme et brillante, cette musique a des muscles et des nerfs, du sang et de la race. Quelquefois, moins pressée par le drame que dans *la Vie brève*, elle se met au large, elle prend du champ et fait de certaine « danse du feu » la plus éblouissante, la plus ensorcelante rapsodie. Quel dommage que par les mots les sons ne se puissent décrire! En vain nous vous parlerions de cette symphonie extraordinaire, d'un trille obstiné qui tantôt la soutient et tantôt la couronne, qui ronfle à la base ou pétille au sommet. L'originalité des thèmes, l'éclat des sonorités, et cette grâce d'abord, puis cet emportement et ce délire, quand nous croirions vous en avoir tout dit, nous n'aurions su rien vous dire.

La Vie brève et *l'Amour sorcier* ont deux principaux, ou plutôt principales interprètes : Mme Ninon Vallin et l'Argentina. La voix de l'une est magnifique et son talent insigne, moins fait peut-être pour le théâtre que pour le concert. Quant à l'Argentina, ce n'est pas elle qui vit, c'est le génie, ou le démon, ou le dieu de la pantomime et de la danse qui vit en elle et dont l'admirable artiste est possédée tout entière.

Camille Bellaigue.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La Chambre élue le 11 mai 1924 sous le signe du cartel a terminé sa carrière le 17 mars, couverte des fleurs que prodigua à son zèle et à sa bonne volonté son président M. Bouisson. Sans s'associer à ces éloges hyperboliques, il est juste de dire à sa décharge qu'elle finit mieux qu'elle n'a commencé et que la détresse financière de 1926 a été pour elle l'origine d'une sagesse relative. Les Francais oublient vite; il en est pourtant qui se souviennent du vent de folie qui souffla sur les élus du cartel, quand ils revinrent de leurs départements tout chauds d'une bataille durant laquelle ils avaient sans vergogne imputé aux députés du bloc national les déceptions d'une paix mal faite et les souffrances inhérentes à la liquidation de la guerre; leur victoire prenait des airs de curée; ils exigeaient pour eux et leurs amis non seulement tout le pouvoir, mais les ambassades, les préfectures, tous les postes avantageux; ils traînaient avec eux un stock de promesses électorales qu'ils s'affirmaient impatients de réaliser et dont les moindres suffisaient à alarmer les intérêts les plus légitimes et à inquiéter les patriotismes les moins ombrageux.

Ces intempérances de langage, ces imprudences ostentatoires ont compromis toute la carrière de la Chambre de 1924, faussé même ses bonnes intentions et jusqu'à ses tardives résipiscences. En quelques semaines, M. Herriot et sa majorité trouvaient le moyen de troubler les Alsaciens et les Lorrains, de froisser non seulement les catholiques, mais les hommes éclairés pour qui la représentation diplomatique de la France auprès du Saint-Siège est une question nationale au-dessus des partis et des croyances. L'évacuation sans compensations, sans garanties, de la Ruhr et de Dusseldorf, dans l'élan d'une générosité qui aurait été plus efficace si elle avait été plus mesurée et mieux préparée, l'absence de méthode qui, aban-

donnant les positions dominantes que M. Poincaré nous avait assurées, nous plaçait, de défendeurs que nous étions sur tous les points, dans la situation défavorable de demandeurs, révélaient une inexpérience gouvernementale qui justifiait toutes les craintes. Ces fautes initiales étaient la conséquence logique du principe sur lequel était établi le cartel des gauches. L'alliance avec les socialistes, ouvrant aux influences marxistes la politique financière du gouvernement, compromettait son crédit au bénéfice d'un parti qui refusait de prendre sa part des responsabilités et des charges du pouvoir. Ainsi la faillite du cartel des gauches était impliquée dans la charte même de sa fondation.

Au moment de se présenter devant les électeurs, les anciens membres de la majorité cartelliste, les ministres des gouvernements qui laissèrent le franc glisser sur la pente savonnée, même les députés qui, depuis juillet 1926, ont eu le bon sens, pour eux méritoire, de soutenir M. Poincaré et sa politique de salut financier, cherchent à se décharger de leurs responsabilités et à les rejeter sur les gouvernements qui se sont succédé de 1919 à 1924: leurs journaux, leurs discours, leurs affiches électorales retentissent de ces polémiques. Mais s'il est vrai que la technique financière a ses règles que l'on ne saurait impunément transgresser, il est encore plus vrai que le plus prudent et le plus avisé des ministres des Finances a besoin d'être soutenu par cette confiance qui ne se commande pas, qui fuit ceux qui prétendent la violenter et qui naît spontanément autour de certains hommes après de certains actes. Les erreurs du cartel, qui ont précipité la chute du franc et engendré la crise de 1926, sont d'abord le résultat de cette politique générale dont nous caractérisions tout à l'heure les imprudences.

Au surplus, les fautes techniques n'ont pas manqué; elles ont été la conséquence d'une politique générale dont les assises reposaient sur une alliance avec les socialistes. Sur ce point, la publication récente de la lettre par laquelle M. Clémentel a donné sa démission de ministre des Finances, le 2 avril 1925, suffirait à dissiper tous les doutes. « La séance du conseil de Cabinet d'hier, écrivait M. Clémentel à M. Herriot, m'a montré que j'étais en complet désaccord avec vous et la grande majorité de mes collègues, relativement aux mesures à prendre d'urgence pour donner à la trésorerie les ressources dont elle a besoin. Disposé à proposer et à soutenir une taxe, même sévère, demandée pour un an à titre de contribution exceptionnelle sur les revenus, établie sur des rôles existants ou perçue à la

source, je ne puis prendre la responsabilité d'un projet de prélèvement sur le capital que je juge, dans les circonstances actuelles, impossible à établir et à percevoir rapidement. » L'impôt sur le capital, aujourd'hui pratiquement abandonné, même par les socialistes qui se donnent encore l'air de le réclamer, était alors le cheval de bataille du cartel. C'est encore à cette formule que se heurtait M. Caillaux au Congrès de Nice, en octobre 1925. Sous la pression de M. Blum, M. Herriot s'était engagé à faire voter le prélèvement sur le capital : le cartel des gauches, formation de combat politique, dès qu'il tentait de se réaliser en matière financière, aboutissait à une impasse. M. Paul Reynaud a raison de souligner, dans *l'Avenir* du 10 mars, que « l'origine de toutes ces crises doit être cherchée dans la pression des socialistes et en particulier de M. Blum sur les divers gouvernements pour faire adopter l'impôt sur le capital. »

Voilà un point acquis à l'histoire. Ce sont les hérésies politiques et économiques de M. Blum qui, s'imposant, au nom du cartel, à la faiblesse d'un gouvernement auquel les socialistes refusaient de participer, ont contribué, pour la plus large part, au désarroi financier qui conduisit la France au bord de l'abîme. Le système marxiste, dont M. Blum et ses amis n'ont pas cessé de se réclamer, se propose la destruction du capitalisme, c'est-à-dire de toute l'organisation économique des sociétés civilisées. Il n'est donc pas étonnant que le crédit se cache lorsque le socialisme apparaît. En matière financière, deux méthodes, à toutes les époques de l'histoire, s'opposent et s'affrontent : le crédit, qui favorise la production, et les mesures de force contre les biens privés, contre le capital et contre l'épargne; elles sont incompatibles; elles s'excluent l'une l'autre. C'est la fable : *Borée et le soleil*. Plus sévit la violence, plus s'évanouit le crédit et se dissipe la richesse. L'exemple de la Russie devrait, là-dessus, effacer tous les doutes, s'il en pouvait subsister ; les bolchévistes ont détruit, sans profit pour personne, des quantités fantastiques de richesses accumulées; ils ont tari les sources de la production ; ils ont fusillé des banquiers et saisi des millions de roubles pour aboutir à réintroduire, par la porte dérobée de la *Nep*, le système capitaliste au profit de quelques aigrefins, et ils se débattent dans une série indéfinie de crises économiques, tandis que sévissent la misère et la famine.

M. Poincaré a fait exactement le contraire ; il a créé, autour du crédit, une atmosphère de confiance et de douce chaleur; il l'a rassuré, apprivoisé ; et, tout aussitôt, par le jeu normal des lois psychologiques

qui régissent la vie financière, la production, les transactions se sont multipliées, la prospérité économique a refleuri. Lorsque l'argent roule, il a, avec le fisc, de fréquentes rencontres qui enrichissent le trésor sans paralyser les affaires. La rentrée des impôts, en février, a dépassé de plus de 150 millions les prévisions budgétaires. Tout est obstacle et difficulté au gouvernement qui inquiète le capital et met en fuite le crédit ; tout s'aplanit devant le ministre des Finances qui, appuyé sur une politique générale d'ordre et de paix, favorise la production et rassure le capital. Les radicaux-socialistes s'irritent quand on prédit que, s'ils revenaient demain au pouvoir, comme en 1924, ils compromettraient peut-être sans remède l'œuvre réparatrice si bien commencée par M. Poincaré : que ne se hâtent-ils, au lieu de se plaindre, de dénoncer leur alliance avec tous ceux qui se réclament du marxisme et de désavouer ces doctrines de mort! Les alliances électorales survivent aux élections : quand on prétend être un parti de gouvernement, il faut d'abord se séparer sans équivoque des partis de destruction. M. C.-J. Gignoux écrit fort justement, dans *la Journée industrielle* : « La technique économique et financière socialiste est à l'opposé des nécessités de l'heure présente, en contradiction flagrante avec les données essentielles du problème à résoudre. L'impôt sur le capital, outre qu'il est un épouvantail pour le crédit, est une erreur matérielle dans un pays dont le relèvement dépend d'un afflux plus abondant des capitaux aux entreprises de production. L'étatisme, gigantesque machine à produire peu et cher est une hérésie pour un organisme économique aussi secoué que le nôtre l'a été. Les mesures de contrainte et de consolidation forcée sont aussi contre-indiquées que possible en face d'un problème financier qui reste essentiellement un problème de crédit. »

Les Anglo-Saxons, gens pratiques, adoptent, pour chaque élection, une « plate-forme » ; ils y posent une ou deux questions précises sur lesquelles roule toute la propagande des candidats. On a vu souvent, en Angleterre ou aux États-Unis, une campagne électorale se faire sur une question de droits de douane. Allez donc parler de tarifs douaniers à nos électeurs français ! Si nous étions anglais, une seule question se poserait, cette année, devant les électeurs : comment entendez-vous sauver la France et rétablir sa situation financière, par la méthode Poincaré ou par le système socialiste? La restauration économique de la France suffira largement à remplir toute la prochaine législature : demandez donc aux candidats de s'expliquer sans ambages sur ce chapitre. Pas de

réforme possible, pas de bonne politique sociale, pas d'expansion coloniale, pas même de salaires stables, sans un solide équilibre budgétaire, et pas d'équilibre budgétaire sans une saine méthode de développement de la production. Si donc c'est de problèmes économiques et financiers qu'il s'agit, est-il raisonnable que les partis se jettent à la tête les vieux griefs historiques qui étaient, avant la guerre, le pain quotidien des campagnes électorales?

Tel est le sens de cette « union nationale » que M. Poincaré a réalisée. Elle se heurte, dans la pratique, à plus d'une difficulté. La première vient de ce que rien ne réussit comme le succès : parmi les candidats, M. Poincaré a trop d'amis. Tel qui votait presque constamment contre le ministère d'union nationale et intriguait contre lui dans les couloirs, se réclame maintenant, devant les électeurs, de son patronage. Ailleurs, ce sont deux députés sortants, l'un plus à gauche, l'autre plus à droite, qui se disputent une circonscription et qui, ayant toujours voté, l'un et l'autre, pour le ministère Poincaré, sont également fondés à se recommander de la politique d'union nationale. Nulle part les partis n'arrivent à se différencier nettement, si ce n'est par les vieilles et désuètes appellations. Seuls, les communistes n'admettent aucune compromission ; ils ne s'allieront à personne ; ils auront des candidats dans toutes les circonscriptions et les maintiendront au second tour. Les socialistes s'efforcent, eux aussi, de rester un parti de classe et de doctrine ; mais une partie de leurs troupes désertent leurs drapeaux pour passer au communisme, tandis qu'une partie de leurs chefs, malgré leur étiquette marxiste, ne se distinguent guère des radicaux-socialistes restés intransigeants dans leur hostilité à M. Poincaré. Là, sans doute, se fait la coupure, au milieu du groupe que préside M. Daladier. *Le Populaire* et *le Midi socialiste* attaquent vivement les radicaux et *la Dépêche de Toulouse;* les deux groupes ont décidé de s'opposer des candidats dans toutes les circonscriptions. Ces divisions entre les partis d'extrême gauche présageraient sans doute des élections de concentration républicaine et amèneraient à coup sûr une forte majorité d'hommes de gouvernement résolus à soutenir la politique de M. Poincaré pour l'achèvement de son œuvre de redressement financier, s'il n'y avait qu'un seul tour de scrutin.

Mais il y aura ballottage presque certainement pour environ la moitié des sièges, et, en vue du second tour, les alliances les plus monstrueuses et les pires compromissions sont à prévoir. La « discipline républicaine » est un prétexte pour masquer même l'abandon

des principes qui constituent la doctrine républicaine, dès lors qu'il s'agit de « faire échec à la réaction ». Qu'est-ce qu'un « réactionnaire »? On se garde bien de le définir autrement que par des mots qui demanderaient eux-mêmes à être définis; n'est-on pas toujours le « réactionnaire » de quelqu'un? Pour un socialiste, la politique financière de M. Poincaré est « réactionnaire ». Pourquoi ne pas abandonner ces classifications qui ne répondent plus qu'à des états d'esprit en train de se transformer et de disparaître? A ce prix seulement, ce système parlementaire pourrait fonctionner dans sa vérité. Aux électeurs français M. Poincaré a tracé leur devoir dans un premier discours, le 25 mars, à Bordeaux; il achèvera le 1er avril, à Carcassonne, de définir son programme. Nous parlerons en même temps de ces deux discours qui forment un tout et dont l'ensemble constitue le message du président du Conseil à la nation française.

C'est une singulière aventure que celle de ces six ingénieurs allemands de la Compagnie générale d'électricité arrêtés dans le bassin du Donetz par ordre du G. P. U; elle nous ouvre d'étranges perspectives tant sur la situation intérieure de la Russie et l'effroyable désorganisation de son industrie que sur les déceptions des Allemands dans leurs relations avec l'U. R. S. S. Les régimes terroristes qui créent des organes spéciaux de police politique, finissent toujours par en devenir les prisonniers. Le gouvernement des Soviets, conscient de la nécessité de galvaniser l'industrie russe et de stimuler la production, fait appel à des techniciens étrangers qu'il charge d'installer des machines perfectionnées. Mais le G. P. U veille : ces étrangers ne lui disent rien qui vaille ; leur contact ne va-t-il pas corrompre la pureté révolutionnaire des ouvriers communistes? Qu'importe que l'industrie tombe dans le marasme, que le rendement des usines soit inférieur et les salaires plus bas que partout ailleurs, pourvu que les principes soient saufs ? Le procureur du tribunal suprême de l'U. R. S. S. a communiqué à la presse une sorte de réquisitoire où, avant même que l'enquête judiciaire soit ouverte, il dénonce les criminels coupables de complot contre-révolutionnaire et trouve moyen d'y impliquer les ingénieurs allemands.

Toute cette histoire ne supporte pas l'examen; on sent, à chaque ligne de ce document psychologiquement si curieux, la suspicion haineuse des ouvriers à l'égard des techniciens, des Russes à l'égard

des étrangers. Les accidents, qui sont la conséquence de l'indiscipline et de l'incompétence d'ouvriers auxquels on fait croire qu'ils constituent une aristocratie à qui est réservé le gouvernement de l'État, on se hâte de les attribuer à l'esprit contre-révolutionnaire des ingénieurs. Les techniciens allemands sont accusés d'avoir détérioré les machines qu'ils étaient chargés d'installer; ils affirment, eux, que les machines perfectionnées sont trop délicates pour une main-d'œuvre aussi incompétente qu'infatuée. On touche ici la raison profonde qui condamne à l'échec une tentative comme celle de la *Nep*, instituée par Lénine lui-même : on ne saurait acclimater dans une société communiste une organisation économique fondée sur d'autres principes; si elle apparaît indispensable, c'est un signe que tout le système est vicieux et incapable de fonctionner. Le G. P. U, armé du code pénal communiste, réussit à paralyser une évolution économique que la législation économique elle-même autorise. Le régime marxiste apparaît ainsi impossible à amender ou à redresser; il est tout entier condamné par l'expérience.

Il est probable que le zèle du G. P. U, impliquant des Allemands dans le procès d'une organisation « dont les membres ont été financés par des blancs se trouvant à l'étranger », gêne M. Tchitchérine, mais le complot, dans son ensemble, se rattache à une phase nouvelle de la politique du dictateur Staline. Il se préoccupe de refaire la cohésion du parti communiste en préparant la rentrée au bercail des membres exclus, il y a quelques semaines. Après Zinovief et Kamenief, qui ont confessé leurs erreurs et ont été réintégrés, repentants et contrits, dans le parti communiste, voici revenir Piatakof en attendant Trotzky. Afin de faciliter le retour des enfants prodigues, Staline esquisse une offensive, sous prétexte de spéculation, contre les *Koulaki*, ces paysans enrichis que les bolchévistes voudraient bien pourchasser, mais qu'ils ménagent parce que leur travail industrieux produit beaucoup de blé; il atteste en même temps son orthodoxie marxiste en poursuivant le complot si opportunément découvert par le G. P. U. On peut d'ailleurs augurer que cette contre-attaque ne sera pas poussée bien loin, car la collaboration des étrangers est aussi indispensable à l'industrie russe en décadence que le travail des *Koulaki* à l'agriculture en souffrance. La Russie qui, autrefois, exportait du blé dans toute l'Europe, en est réduite à nommer un « contrôleur général des ensemencements » chargé de stimuler la production des céréales; son industrie, revenue à l'enfance, est incapable de fournir aux paysans les instruments, les machines, les

marchandises de toute sorte qu'ils réclament avec instance et que le gouvernement répugne à acheter à l'étranger.

La mésaventure des ingénieurs allemands n'apportera pas à leurs compatriotes un encouragement nouveau à mettre leurs talents au service du gouvernement des Soviets ou à associer leurs intérêts à ceux des industries russes. Depuis longtemps déjà, les Allemands ont perdu l'espoir, au moins l'espoir prochain, de diriger le renouveau économique de la Russie et d'en tirer profit. La presse allemande, dans l'affaire du Donetz, s'est montrée très réservée, très prudente, dans l'intérêt même des ingénieurs incarcérés et parce qu'elle tient essentiellement à ne pas fermer aux produits des manufactures du Reich le marché russe qui, un jour ou l'autre, s'ouvrira et retrouvera une grande capacité d'absorption. Mais la politique de Rapallo n'est plus, aux yeux des dirigeants de Berlin, qu'un argument, un moyen de pression dans leurs relations avec la France et l'Angleterre, et peut-être une réserve pour l'avenir. Est-ce aussi pour cela que le comte Bernstorff a eu le mauvais goût, à la commission préparatoire du désarmement, d'abonder dans le sens du représentant de Moscou? L'Allemagne garde dans son jeu la carte russe, mais elle n'a pas d'illusions sur sa valeur actuelle. C'est à l'occident qu'elle poursuit, sous l'inspiration de M. Stresemann et de la grande industrie, une politique d'accords économiques.

M. Seydoux, dans un article qu'il a publié dans le *Times* et qui a eu un grand retentissement en Angleterre et en Allemagne, montre comment l'erreur de tactique de la politique britannique qui, après la guerre, a laissé passer l'occasion de s'associer étroitement à la France pour régler les problèmes de la paix et reconstituer l'Europe, et qui, au contraire, hantée par ses préoccupations traditionnelles de *balance of powers*, s'est souvent rangée du côte de l'Allemagne, a eu pour conséquence de préparer le terrain à des ententes économiques entre la France et le Reich. Le relèvement industriel et commercial de l'Allemagne a été plus rapide que ne l'attendait l'Angleterre, et c'est comme une concurrente redoutable qu'elle se dresse maintenant sur la route du commerce britannique. L'Angleterre a, dans une certaine mesure, sacrifié son industrie pour sauver ses finances et sa monnaie; l'Allemagne a sacrifié ses finances pour sauver son industrie et son commerce; mais son activité laborieuse reconstitue rapidement le capital dévoré par l'inflation de 1923. La France refait ses usines détruites avec un outillage perfectionné, et voici que maintenant elle a rétabli toute

seule son équilibre financier. La France et l'Allemagne sont entrées, en octobre 1924, au sortir de la bataille de la Ruhr, dans la voie des accords industriels ; ce qui a été fait pour l'acier, les tubes, la potasse, les produits chimiques tend à se généraliser. Notre nouveau tarif douanier est modelé sur les besoins du commerce franco-allemand. « C'est là un phénomène d'une importance singulière, puisqu'il en résulte que ce sont les relations commerciales franco-allemandes qui dominent tout le système économique français. » L'accord commercial a augmenté l'importance des échanges ; nos exportations en Allemagne se sont accrues, en 1927, de deux milliards de francs.

Cette situation de fait ne saurait manquer d'avoir sur nos relations avec l'Angleterre une répercussion que M. Seydoux s'efforce de prévoir. Une entente franco-allemande sur le terrain économique devrait naturellement avoir pour conséquence une entente plus étroite entre la France et l'Angleterre. La prospérité européenne, en face de la concurrence de l'Amérique, la paix européenne, en face d'une Asie toujours agitée, postulent ces ententes économiques qui entraîneront nécessairement une revision des conceptions politiques, notamment en Angleterre.

Ces vues d'avenir, que l'on peut discuter ou même écarter, mais dont on ne saurait méconnaître l'intérêt, ont l'avantage de s'appuyer sur le fond solide des faits économiques, tandis que les propositions de M. Kellogg pour mettre « la guerre hors la loi », dont nous ne contestons pas les intentions généreuses, procèdent d'un idéalisme trop éloigné des réalités pour être pratiques. La Société des nations elle-même, que les cinq parties du monde se sont associées pour mettre sur pied, mais que les États-Unis ont abandonnée, traverse une série de difficultés qui n'ont ni accru son prestige, ni renforcé son autorité. Les formules juridiques sont exposées à de rudes épreuves, dès que les passions nationales soufflent en rafales ou que sont en jeu des intérêts essentiels.

Le Conseil de la Société des nations, dans sa 49e session qui s'est terminée le 10 mars, s'est trouvé aux prises, sous deux formes différentes, avec les difficultés qui naissent et naîtront longtemps encore des remaniements territoriaux rendus nécessaires par la disparition de l'Empire austro-hongrois, l'émancipation ou l'agrandissement des nations slaves et roumaine. Ni l'affaire des mitrailleuses, ni celle dite des « optants » ne sont définitivement tranchées ; elles reparaîtront à la session prochaine et peut-être à l'assemblée.

L'affaire des mitrailleuses a été mal engagée. Le Conseil, tardivement saisi, alors que les mitrailleuses étaient déjà escamotées, ne pouvait aboutir qu'à donner aux Hongrois et à ceux, parmi les États dont les traités de paix limitent les armements, qui seraient tentés de suivre leur exemple, un solennel avertissement. Le Conseil, s'il le faut, interviendra pour faire respecter les engagements contractuels. A M. Stresemann, qui cherchait à spécifier quelles mesures la Hongrie pourrait ou ne pourrait pas accepter, M. Briand répondit fermement que la Hongrie devrait se conformer aux décisions du Conseil. Avec une remarquable modération, M. Titulesco, au nom des trois ministres de la Petite-Entente, établit que la question en litige est d'intérêt général. Le débat comporte deux conclusions. La première est la désignation d'un comité de trois membres qui devront, en s'aidant des moyens d'investigation dont dispose la Société des nations, faire une enquête sur la destination des mitrailleuses. La seconde, formulée par M. Briand, est d'ordre général : il est urgent de définir et d'organiser les conditions dans lesquelles devra être, à l'avenir, exercé le droit d'investigation inscrit dans chacun des traités de paix. Le principe de l'enquête a été maintenu dans le cas particulier des mitrailleuses de Saint-Gotthard ; c'est l'essentiel pour le moment, à la condition qu'il en sorte à bref délai les règles d'une procédure sérieuse d'investigation, en prévision de cas analogues qui ne sont malheureusement pas improbables.

L'affaire des optants n'est pas de celles qui se puissent résumer en quelques lignes. De tels débats, où se donne carrière la subtilité des juristes, présentent ce caractère que les deux thèses opposées sont soutenues en droit par des spécialistes également éminents. Mais, précisément, de pareils problèmes ne sont délicats que parce qu'ils impliquent des questions politiques considérables. La Société des nations comporte des organes juridiques ; elle s'entoure, pour chaque affaire, des experts juristes les plus éclairés, mais elle aurait besoin d'un conseil politique. Pour les Hongrois, la question des optants a une évidente portée politique, car s'ils obtiennent gain de cause, ils se flattent d'infirmer par là l'autorité du traité de Trianon et d'en préparer la revision. Pour les Roumains, si leur thèse succombait, c'est toute la réforme agraire et c'est la cohésion des nouvelles provinces qui se trouveraient mises en question. Les tergiversations du Conseil permettent aux Hongrois d'entretenir une dangereuse agitation politique. En septembre, le Conseil, sur le rapport de sir Austen Chamberlain, avait posé trois principes sages ; son

désir était que les intéressés parvinssent à un accord amiable que les Hongrois ne souhaitaient pas et que les Roumains ont rendu impossible en exigeant avant toute entente la reconnaissance de leur point de vue juridique. Ce n'était pas une raison suffisante pour que le Conseil revînt en fait sur sa décision de septembre, tout en la maintenant en principe, et adoptât la solution bâtarde de l'adjonction de deux juges neutres nouveaux au tribunal arbitral prévu par le traité. La Roumanie n'accepte pas la compétence de cet étrange tribunal. On comprend ses raisons. Mais il faut aussi qu'elle se rende compte que, si M. Briand s'est rallié à la solution proposée par sir Austen Chamberlain, c'est qu'il a eu pour cela d'impérieux motifs d'ordre général. Le vœu le plus cher des amis de la Roumanie est qu'elle aboutisse le plus tôt possible, sur le terrain pratique, à une solution amiable. Ce que le Conseil demande à la Roumanie, c'est, en somme, de sauver la face à la Société des nations : son prestige n'en sera pas rehaussé.

Ce ne fut pas non plus un spectacle édifiant qui fut donné, à Genève encore, à la commission préparatoire du désarmement. Il est vraiment par trop scandaleux que les bolchévistes, qui emploient toutes leurs ressources et tout leur art à préparer la guerre civile parmi les nations, viennent troubler le travail sérieux de la commission par des surenchères qui n'ont d'autre objet que de servir à la propagande révolutionnaire et qui ne sont qu'une obstruction déguisée. En paraissant prendre au sérieux et en appuyant jusqu'au bout les propositions téméraires et dangereuses de Litvinof, le comte Bernstorff, représentant de l'Allemagne, a commis une erreur de tactique et une faute politique. Lord Cushendun avec beaucoup de force, le comte Clauzel avec autant de fermeté que de modération, ont remis les choses au point et la commission dans le droit chemin; ils ont été suivis par l'unanimité, moins deux voix. Ces attaques impudentes des bolchévistes soutenues par les Allemands, en révélant le véritable objectif des uns et des autres, feront-elles enfin comprendre que de tels débats sont plus dangereux qu'utiles, en tout cas prématurés ?

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

L'ENFANT DE LA MORTE

I

Eh bien ! Adèle, dit Robert de Puy Verine, en entrant dans la chambre, la folie est faite. L'automobile est commandée : quinze chevaux, six cylindres, et le landaulet qu'a inventé Gondier. Pour la couleur du drap, voici des échantillons. — Il tendait quelques morceaux d'étoffe à sa femme. — Je te conseille celui-ci. C'est simple, et ces grosses côtes garantissent la solidité.

— Et le prix? demanda Mme de Puy Verine.

— Quatre-vingt-dix mille. Mais Gondier m'a demandé la discrétion. Le vrai prix serait cent mille. Il s'est rappelé ton amitié avec Solange. Et voilà !

— Il t'a parlé de Solange?

— Oui, et avec une effusion qui t'aurait touchée.

— En attendant, il s'est remarié dix mois après la mort de ma pauvre amie. C'est un peu vite.

— Il le sent. Il s'en est expliqué très franchement. C'est à cause de Jean-Michel. Un garçonnet de dix ans, on doit le surveiller, et une grande maison de carrosserie comme la sienne, ça prend tout le temps d'un homme. Il y avait là cette petite cousine Soiron, pas très riche, et qu'il avait vue si dévouée à sa mère malade. Alors il a pensé...

— Je comprends. Il s'est dit qu'il donnait au petit Jean-Michel une gouvernante qui offrait plus de garanties. Dieu veuille qu'il ne se soit pas trompé!

— Parce qu'elle t'a paru un peu jalouse, autrefois, de la

pauvre Solange? C'était trop naturel, avec la différence de leurs positions. Mais, depuis ce mariage, elle est riche... Je suis sûr que tu la trouveras très adoucie. Et puisqu'elle a le sentiment du devoir, — sa conduite avec sa mère l'a prouvé, — il y a beaucoup de chances pour qu'elle ne soit pas une marâtre.

Adèle de Puy Verine ne répondit pas. Le désordre de la pièce où s'échangeaient ces propos, attestait une réinstallation toute récente. Adèle et son mari venaient de passer trois ans en Amérique du Sud, à Caracas, où Puy Verine occupait un poste diplomatique. Sans doute ce second mariage de Gondier s'associait, dans la pensée de la jeune femme, à des souvenirs pénibles. Elle s'était levée et rangeait maintenant des volumes dans une bibliothèque basse, tandis que son mari allumait une cigarette, debout, et occupé à regarder par la fenêtre ouverte. On touchait à la fin du mois de juin, et les arbres de l'avenue de Tourville, sur laquelle donnait l'appartement, verdoyaient dans la lumière d'une chaude et gaie matinée parisienne.

— J'aime tout de même mieux contempler la vieille dorure des Invalides, dit-il, que la cathédrale de Caracas, si belle soit-elle, et la statue de Bolivar. Et puis cet air léger, quelle différence avec ce terrible vent humide, ce *catias*!... J'en suis encore oppressé, quand j'y pense... Il est onze heures. J'ai l'idée d'aller à pied jusqu'au ministère, voir le bureau qu'on me destine. Je reviendrai pour déjeuner. — Il marcha vers la porte, puis, se retournant : — Après ce que Gondier fait pour nous, il faudra tout de même que tu rendes visite à sa femme le plus tôt possible. Pourquoi pas aujourd'hui? Moi, je n'aurai pas le temps de retourner avenue du Bois de Boulogne. Charge-toi de rapporter l'échantillon du drap que tu auras choisi. Gondier ne sera sans doute pas là, mais sa femme le lui remettra. C'est assez pressé, m'a-t-il dit.

— J'irai cet après-midi, répondit-elle.

Restée seule, elle continua quelques minutes de classer les volumes, puis, abandonnant cette occupation, elle vint s'accouder à la fenêtre restée ouverte, elle aussi, mais ses yeux ne regardaient ni le feuillage des arbres, ni l'or vieilli du dôme. Sa conversation avec son mari venait de faire surgir dans sa mémoire des visions qui s'interposaient entre elle et le monde extérieur. Quand elle avait exprimé, tout à l'heure, cette appréhension sur les rapports de l'enfant de la morte et de la belle-mère, son

accent s'était fait grave. Elle avait été l'amie intime de Solange Gondier, quand celle-ci était encore Mlle Vincenot, la fille de l'architecte bien connu, pour qui son père à elle, Me Morisset, le grand avocat d'affaires, avait plaidé plusieurs procès. C'était Vincenot qui avait construit l'hôtel de l'avenue du Bois de Boulogne où habitait Pierre Gondier, et celui-ci avait épousé la fille de son architecte. Adèle se rappelait à cette minute, comme si la cérémonie datait d'hier, le mariage à Saint-François-Xavier où elle avait été une des demoiselles d'honneur. Remontant plus en arrière encore, elle se revoyait, petite fille, jouant dans le jardin des Invalides avec Solange, quand l'architecte avait ses bureaux au rez-de-chaussée de la vieille maison de l'avenue de Tourville. Il était le locataire des Morisset, à qui l'immeuble appartenait, et qui occupaient, eux, le premier étage, celui-là même où Adèle rêvait maintenant à ce passé bien lointain et si proche!

Et les images affluaient dans son esprit, lui montrant, à travers mille menus incidents de leur commune jeunesse, Solange Vincenot, toujours la même, avec ses yeux d'un bleu gris et ses cheveux d'abord très blonds, puis délicatement foncés, si jolie et d'une grâce comme fragile dans ses moindres gestes. Elle était mince et visiblement très émotive, mais avec une pudeur de ses impressions qui lui donnait une constante maîtrise d'elle-même. Jeune fille, sa réserve répugnait à la plus innocente coquetterie. Autant elle était confiante et abandonnée dans l'intimité, autant elle se faisait distante, presque froide, avec les personnes qui ne lui tenaient pas au cœur. Elle avait, sous la direction de son père, passionné de musique, appris le violon, et sa fine silhouette s'associait, pour l'amie qui pensait à elle en ce moment, à d'inoubliables soirées, enchantées par des mélodies de Mozart et de Beethoven, de Schumann et de Schubert, de Massenet aussi et de Saint-Saëns. Quelle ferveur dans son regard, quand, ayant assuré son instrument sur le coussinet, posé à même sa frêle épaule, ses doigts souples commençaient à vibrer sur les cordes que son archet caressait! Et, quand elle dansait les danses classiques d'avant la guerre, sa correction, plus spontanée encore que surveillée, faisait l'admiration des mères et soulevait des critiques chez ses compagnes plus hardies. Sa cousine Valentine Soiron, précisément celle qui devait la remplacer à son foyer, était de celles-là, et toute

une autre série de scènes s'évoquait pour Adèle, où cette cousine figurait, très jolie et très fine aussi, mais avec une expression sur son visage un peu aigu, que l'intime amie de Solange n'avait jamais aimée. Valentine était la fille du frère de Mme Vincenot, mort prématurément, et qui, joignant à son métier de commissionnaire en marchandises le goût de la spéculation, avait laissé les siens dans une situation très diminuée.

Valentine aimait-elle ou haïssait-elle Solange? A cette question Adèle n'avait jamais pu répondre. Que la jeune fille riche fût très bonne pour la parente pauvre, combien elle en avait eu de preuves : bijoux donnés, invitations constantes, prévenances en toutes occasions, refus de venir quand l'autre n'était pas priée! Et que de fois la parente pauvre avait eu des larmes au bord des yeux pour dire : « Elle est si bonne! » Mais que de fois aussi Adèle l'avait entendue jeter, avec un accent mauvais, quelqu'une de ces vilaines paroles de critique où se décèle une secrète et profonde rancune : « Encore une drôle d'idée de Solange!... » et un haussement d'épaules : « Solange ne connaît pas ces ennuis-là!... » et un rire moqueur et dépité. Et quand la morte d'aujourd'hui, alors dans toute la fraîcheur de ses dix-huit ans, s'était mariée avec Pierre Gondier, comme l'autre était devenue nerveuse! Quel pli amer de sa bouche devant les bijoux de la corbeille, et, à l'église, où elle tenait à côté d'Adèle le rôle de demoiselle d'honneur, quel geste crispé sur l'aumônière de la quête!

II

Le mot, trop évident, de cette attitude, Adèle l'avait deviné depuis longtemps sans oser le prononcer à son amie, jusqu'à un intime entretien, avant son départ pour l'Amérique du Sud, dont elle revivait, à cette minute, les moindres détails, avec une précision presque hallucinatoire. Ce souvenir lui faisait soupçonner un drame actuel dans l'intérieur de cette maison où l'envieuse, c'était la clef de l'énigme, avait pris la place de l'enviée auprès d'un enfant passionnément chéri par sa mère et dont Adèle l'avait vue si inquiète.

Ces souvenirs épars se résumaient, se ramassaient dans cette scène d'autant plus significative pour elle qu'elle s'était

jouée lors de la dernière entrevue des deux amies. C'était la veille du jour où les Puy Verine devaient s'embarquer à Saint-Nazaire pour le Vénézuéla. Adèle avait pris congé la veille de Solange et puis, comme si un pressentiment l'eût avertie que cet « au revoir » était un « adieu », elle était retournée avenue du Bois. Il faisait un jour tiède et clair, comme celui d'aujourd'hui. La petite montre qu'elle portait à son bras, la même, marquait près de onze heures, comme maintenant. Elle avait hâté ses dernières courses du matin pour s'assurer cette heure de liberté. Elle entendait encore le soudain cri de surprise de Solange à son entrée dans le petit salon, où celle-ci se tenait d'habitude avant le déjeuner pour vaquer à sa correspondance et questionner son fils sur son travail du matin. Jean-Michel était là, justement, la mine tout ensemble boudeuse et penaude. Sa double nature, — il ressemblait à la fois à son père et à sa mère, — était reconnaissable, à cette minute, par le contraste entre le bas de son visage, volontaire et dur, et la tendresse presque anxieuse de son regard dans des yeux du même bleu-gris que ceux de Solange et tournés vers elle, qui disait :

— Tu arrives bien, Adèle, répète-lui qu'il n'y a pas de plus vilain défaut que d'être jaloux du succès d'un ami. Tu te rappelles le petit Jules Trézel que tu as rencontré ici ? Il vient d'être le premier en calcul. Tu as vu comme ils sont bons camarades, Jean-Michel et lui ? Eh bien ! croirais-tu qu'il vient de m'en dire du mal... Et pourquoi ? Parce que lui-même a manqué sa composition et qu'il n'est que le quatrième !

— Il sera le premier une autre fois ! avait répondu Adèle. Cela l'excitera à travailler.

L'enfant eut un hochement d'épaules. La tendresse de ses prunelles disparut pour laisser place à un regard aussi dur que l'expression de sa bouche serrée.

— Ça ne m'avancera à rien, dit-il. On mettra toujours Jules avant moi. C'est le *chou-chou* du professeur. Il sait si bien le flatter !

— Tu vois, dit Solange, il est jaloux, et cela le rend injuste et méchant. Je vais écrire un mot à la maman de Jules, — et elle s'asseyait à sa table, — pour qu'il vienne goûter aujourd'hui avec toi, Jean-Michel, et tu vas me promettre d'être gentil, pas seulement en paroles, mais dans ton cœur.

Elle libellait le billet qu'elle mit dans une enveloppe.

— Tu vas le porter toi-même avec le domestique. Si tu m'aimes, tu feras ça gaiement. Allons, souris!... — Elle l'embrassait, tandis que l'enfant ébauchait, en effet, un demi-sourire. La tendresse était revenue dans ses yeux. — Et dis que tu n'es plus jaloux!

— Non, maman.

Comme il prononçait ce « Non, maman » d'une voix tout ensemble frémissante et domptée, la porte s'ouvrait vivement et un homme entrait dans le petit salon, un journal déployé à la main, qui n'était autre que Pierre Gondier en personne. Taillé en force, le geste brusque, comme un chef d'entreprise habitué au commandement, son visage rasé rappelait la frappe d'une médaille romaine. Sa mère était originaire de Nîmes, où ce type ancestral se rencontre si fréquemment. Et cependant cette physionomie ne respirait pas la certitude. Elle était plutôt défiante, et, pour un observateur, l'absence de regard direct eût révélé une faiblesse intérieure, dissimulée sans cesse, comme il arrive, sous une certaine brutalité. A peine salua-t-il Mme de Puy Verine, tant il était désireux de faire lire à sa femme la feuille qu'il lui tendait. Solange y jeta les yeux, puis, s'adressant à son fils :

— Va, Jean-Michel, porte le mot tout de suite et souviens-toi de ta promesse.

Et, l'enfant hors de la pièce :

— Voilà une occasion, Pierre, dit-elle en rendant la feuille à son mari, d'avoir un gentil geste pour ton frère.

Elle les avait murmurées, ces deux syllabes : « gentil », du même accent que tout à l'heure, en parlant à son fils, et, tendant elle-même le journal à son amie :

— Regarde, Adèle, Bernard est nommé officier de la Légion d'honneur.

— Voilà ce que c'est que d'être le *chou-chou* d'un politicien influent, dit Gondier. Adèle remarqua cette coïncidence. C'était de nouveau, comme le « gentil » de tout à l'heure, un mot prononcé dans la discussion entre la mère et l'enfant. Le père parlait comme avait parlé son fils, mû par un sentiment tout pareil qu'il n'essayait pas de cacher :

— Mais oui, c'est une façon pour Delattre de payer le buste de sa femme, et Dieu sait s'il était médiocre! Tout de même, avoue que c'est un peu fort. Qui est-ce qui travaille? Qui est-ce

qui maintient la maison paternelle? Moi, et en besognant des dix heures par jour pour gagner les revenus que Bernard en tire. Car enfin, ce n'est pas de sa sculpture qu'il vit, c'est des dividendes de ses actions dans notre affaire de carrosserie. Et moi? — il montra sa boutonnière vide, — pas le plus petit ruban! Je suis le cadet, c'est vrai, et qu'un cadet soit toujours sacrifié, c'est bien naturel.

— Tu sais bien, dit Solange, — elle avait tourné un regard presque suppliant vers Adèle, comme pour excuser son mari de cette sortie malséante devant une étrangère, — tu sais bien que si Bernard ne gagne pas d'argent avec sa sculpture, c'est qu'il est un artiste trop consciencieux, trop scrupuleux, jamais content de son travail, toujours à le tignoler. Toi-même, tu l'as admiré, mon buste...

Elle montrait, sur la cheminée, un marbre qui la représentait, et ce morceau était charmant de vérité idéalisée. Il rappelait le faire de Houdon par cette finesse et cette souplesse qui donnent l'illusion de la vie dans une matière inanimée et du mouvement dans l'immobilité.

— Tu es sa belle-sœur, dit le mari, et il te connaît depuis toujours. S'il ne t'avait pas faite ressemblante... — Et, secouant de nouveau le journal : — C'est lui qui n'est pas gentil. Il le savait, qu'il aurait cette rosette, et il ne m'en a jamais parlé, jamais!

— Ça prouve qu'il est modeste, dit Solange. Mais, à présent que tu es averti, tu vas le féliciter. Voyons, téléphone-lui tout de suite, et invite-le à venir fêter sa rosette à dîner, ce soir. Va, parce qu'il arrive quelqu'un.

Un timbre sonnait annonçant une visite.

— Je vais téléphoner, dit Gondier. Mais c'est pour te faire plaisir. Ah! bonjour, Valentine!

C'était Valentine Soiron, en effet, qui entrait dans le petit salon.

— Vous savez la nouvelle? continua-t-il, toujours en montrant le journal. Bernard est officier de la Légion d'honneur.

— Le buste de sa femme n'aura pas coûté cher à Delattre, fit Valentine, tandis que Gondier envoyait à sa femme un sourire qui disait : tu vois! — Et, se retournant vers son approbatrice : — Ne soyez pas méchante, Valentine. Et si votre maman et vous n'avez rien de mieux, venez dîner avec nous et lui ce soir.

Nous la fêterons, cette rosette, avec quelques bonnes bouteilles de ce Saint-Peray que vous appréciez. Mon frère, vous savez, je l'aime bien.

— Vous avez tant de cœur ! dit Valentine. — Et, interpellant Adèle : — Je te croyais partie aujourd'hui pour Caracas, et je suis entrée en passant pour consoler un peu Solange de ton départ. Je devrais être jalouse, tu sais, car j'ai beau être sa cousine germaine, elle t'aime plus que moi !

— Je l'aime et je t'aime, dit Solange. Il n'y a pas de plus ou de moins dans les sentiments. On les a, ou on ne les a pas. Et la preuve que je vous aime autant l'une que l'autre, c'est que je suis en train d'achever ton écharpe, la sœur de celle que j'ai donnée à Adèle.

Elle avisait, en parlant, un ouvrage posé sur une table, à côté d'un petit nécessaire d'écaille ancienne dont les outils d'or brillaient doucement.

— Tu vois, continua-t-elle en prenant l'aiguille et le dé, l'ourlet va être fini.

Et elle déployait l'écharpe dont le crêpe de Chine d'un gris pâle s'éclairait de larges et délicates fleurs roses peintes d'après ce procédé emprunté aux Javanais dont elle dit le nom en insistant :

— Cette écharpe te réconciliera-t-elle avec le batik ? Vois comme ces tons sont délicats ! N'est-ce pas, Adèle ?

— J'en conviens, dit Valentine en riant, et je porterai ton écharpe avec grand plaisir, mais surtout parce qu'elle vient de toi. Je suis moderne, moi, et tous ces petits fufus raffinés, avec ces reproductions d'estampes et de broderies japonaises, sont déjà si démodés ! Tu me traiteras encore de bolchéviste, mais j'avoue mon faible pour la décoration actuelle, tant en meubles qu'en étoffes. Les dessins géométriques, le cubisme avec ses couleurs voyantes me divertissent. Ça s'accorde avec l'automobile, l'avion, nos toilettes, nos sports ; et je venais justement te demander si tu ne viendrais pas au golf de Chantilly, cet après-midi.

— Je me sens un peu fatiguée, dit Solange. Et comme nous organisons ce dîner pour ce soir... Mais puisque je ne sortirai pas, si tu veux te servir de ma voiture aujourd'hui...

— C'est entendu, dit Valentine, et soigne-toi. C'est vrai que tu n'as pas belle mine. Je te trouve un peu maigrie. Alors, veux-tu me l'envoyer, ta voiture, pour deux heures ? Adieu, et

encore merci. Et toi, Adèle, j'espère que tu feras un bon voyage. Il paraît qu'ils ont là-bas un cacao incomparable. Tu en enverras certainement à Solange. N'oublie pas Valentine.

— Elle n'est venue que pour l'automobile, dit Adèle, quand, la porte refermée, les deux amies furent de nouveau seules.

— Mais non, répondit Solange. Elle est aussi venue parce qu'elle sait que ton départ me rend triste. Seulement, c'est comme Jean-Michel avec son petit camarade, comme mon mari avec son frère, elle est un peu jalouse de moi.

— Non, pas un peu, dit Adèle.

— Si tu veux. Elle n'est pas riche et je le suis. Il y a des chances pour qu'elle reste vieille fille, et j'ai un mari et un fils. C'est drôle, tout de même, pour ta dernière visite, que tu aies rencontré ici trois exemplaires, — oh! pas bien graves, — de la plus triste des passions humaines et, pour moi, la plus mystérieuse : l'envie. Te rappelles-tu?... Toutes petites, nous la voyions chez nos camarades, chez nos domestiques... Mon mari ne devrait pas l'avoir, avec sa grosse fortune et son tempérament énergique. Il ne l'a que pour son frère, mais il l'a, oui, pour ce frère seul, comme Valentine pour moi. Ce vice, car c'en est un, a cela de dangereux qu'il en entraîne d'autres, et d'abord des hypocrisies. On ne se l'avoue pas, cette envie. On en a tout de même un peu honte. Alors, on se justifie, en montrant une fausse amabilité à la personne qu'on envie. On lui ment dans son attitude, moins pour la tromper que pour se tromper soi-même. Oui, qu'elle est mystérieuse, cette passion d'envie! Car, enfin, l'envie n'est pas toujours la haine. C'est bien souvent une forme maladive de l'amour. Ainsi, ce petit Trézel, dont Jean-Michel parlait avec cette rancune, c'est son plus cher camarade. S'il le savait malade, il serait affolé. Mon mari, quand il paraît un article désagréable sur son frère dans un journal, irait souffleter le critique, et, quand il m'arrive, à moi, quelque chose de pénible, n'importe quoi, tiens, une difficulté de domestique, Valentine est aux cent coups! J'ai lu l'autre jour, cette phrase dans je ne sais quel roman russe : « L'âme d'autrui est une forêt obscure. » Que c'est vrai! Et notre âme à nous aussi. Tu me diras encore : « Que vas-tu chercher là? » C'est qu'en travaillant comme je fais, — elle montrait l'écharpe, — à tant de petits ouvrages, je pense. Et à qui? A mon enfant, à son éducation, et pas seulement à celle de son intelligence, —

il y a des professeurs pour cela, — mais pour celle du cœur, il n'y a que la mère. Tu m'as entendue tout à l'heure lui donner une petite leçon. Ce que je voudrais lui apprendre, ce serait à voir clair en lui. Comme tous les enfants, il a deux natures, une héritée de son père, l'autre de moi, ou plutôt de ma mère, à moi, car, si j'ai quelque chose de bon en moi, c'est à elle que je le dois. Il est d'instinct généreux et tendre, mais il tient de Pierre, — pauvre Pierre ! c'est le métier qui l'a endurci, — une combativité qui, par moments, le rend brutal. On parle toujours de la bienfaisance des sports, et moi, je les redoute pour mon Jean-Michel. « Tu veux donc en faire une petite fille », me dit quelquefois mon mari. Non, mais simplement un homme délicat ; et il en sera un. Il voudra ressembler à ce que je rêve de lui, parce qu'il m'aime, oh ! passionnément.

...Et Adèle entendait la voix de la morte lui prononcer cette parole, avec quel regard de ses beaux yeux, éteints à jamais ! Et cette voix si prenante s'était tue pour toujours. Mais l'enfant, lui, vivait. Que devenait-il, entre les mains de cette belle-mère si vilainement envieuse de la mère, autrefois ? Celle-ci avait dû le reconnaître, en cherchant par générosité naturelle à l'excuser C'était vraiment une de ces complications d'esprit dont elle était coutumière, et qui provoquaient chez son amie l'habituel : « Que vas-tu chercher là ? » qu'elle-même avait rappelé. Oui, que devenait l'enfant ? Étant donné la tendresse qui l'avait unie à Solange, Adèle se devait, lui devait de le savoir. Et, depuis les huit jours qu'elle était rentrée à Paris, une appréhension, qu'elle n'avait pas pu vaincre, l'empêchait d'aller jusqu'à l'hôtel de l'avenue du Bois de Boulogne. Une femme qui sent vivement, comme elle, est volontiers timide et hésitante. Rien que l'idée des premières phrases à prononcer dans cette visite lui faisait battre le cœur. Comme d'habitude, cette indécision toute sentimentale devait cesser devant un petit fait de l'ordre positif et matériel, l'obligation de porter l'échantillon de l'étoffe choisie pour la garniture de l'automobile, et son mari, après le déjeuner, ayant insisté en la quittant :

— Si Pierre Gondier est là pendant ta visite, remercie-le bien.

— S'il n'est pas avenue du Bois de Boulogne, répondit-elle, je passerai, en rentrant, avenue Bugeaud, à son magasin.

Dès les deux heures, elle montait dans un taxi, et donnait

au chauffeur l'adresse de l'avenue du Bois, pour l'arrêter place de l'Alma et lui dire de prendre l'avenue du Trocadéro jusqu'au cimetière de Passy. Elle savait que Solange y reposait, et voulait lui faire, à elle, sa première visite. Conduite par un gardien, elle arriva devant la tombe, sur la pierre de laquelle se lisait un seul nom, celui de la jeune femme. Le caveau de famille des Gondier était à Nîmes, celui des Vincenot à Clermont-Ferrand. Solange avait dû demander à être enterrée là pour que son fils pût venir sur sa tombe. Était-ce lui qui avait apporté ce bouquet de roses à demi fanées, la seule marque de souvenir pieux qu'il y eût sur cette dalle, visiblement confiée à un entretien mercenaire? Il était tout menu, ce bouquet, comme ceux que promènent dans leurs charrettes les marchands ambulants des rues. Aussitôt, un petit roman se construisit dans l'imagination d'Adèle : Pierre Gondier ayant oublié sa première femme, Valentine hostile à tous les souvenirs de celle qui l'avait précédée, même et surtout à son tombeau, et l'enfant trouvant le moyen de venir en cachette apporter des fleurs à celle qui l'avait tant aimé. Le temps de faire une prière, de remonter dans sa voiture, et la fidèle amie, par l'avenue Malakoff, gagnait l'hôtel Gondier, situé entre le débouché de cette avenue et la porte Dauphine.

III

Il y a certes une mélancolie singulière à retrouver changé l'aspect des endroits où nous éprouvâmes des émotions vives : elle est pire à retrouver cet aspect identique, alors que les circonstances morales qui nous donnèrent ces émotions ont toutes changé. Que de fois Adèle était venue sonner à cette porte, attendue par Solange, dont le tendre sourire allait l'accueillir! Et maintenant c'était la maison d'une autre. Et de quelle autre! Cette idée lui fut si pénible que la tentation la prit de laisser simplement une carte de politesse, et de se retirer sans même demander si Mme Pierre Gondier était là. Mme Gondier! Ces syllabes appliquées à l'envieuse, — car elle donnait ce nom à Valentine, sans le correctif apporté par Solange dans leur dernier entretien, — oui, ces syllabes sonnaient douloureusement dans sa pensée. Elle entra, pourtant, soutenue par le sentiment qu'elle devait à Solange de savoir comment la

belle-mère traitait l'enfant. Un valet de pied parut à l'appel du timbre. Il était en livrée. Ce simple détail révélait que la seconde femme du carrossier avait monté la maison sur un pied plus fastueux et certainement plus conforme aux aspirations du mari, dont Solange avait toujours refréné les vanités ostentatoires d'homme riche.

— Je ne sais pas si madame reçoit, avait dit cet homme, et, tandis qu'il prenait la carte de la visiteuse, celle-ci se rappelait l'allure des serviteurs familiers d'autrefois, évidemment congédiés par la nouvelle venue. Cependant, le domestique était redescendu, et l'introduisait dans le petit salon du premier étage, celui précisément où avait eu lieu la conversation d'adieu. La physionomie de cette pièce apparut à la fidèle amie comme transformée, avec des meubles restés pourtant tous les mêmes, mais ils étaient disposés très différemment. La chaise-longue, par exemple, que Solange plaçait au fond du salon pour regarder l'étroit petit jardin ménagé derrière l'hôtel où son fils jouait dans les jours de soleil, avait été transportée près de la fenêtre de façade, de manière à ne rien perdre des mouvements de la grande avenue. Solange aimait les boîtes anciennes, d'écaille, de laque et d'or. Elle en avait une collection choisie, mais qu'elle gardait dans une vitrine, en ne laissant exposés sur les tables que trois ou quatre exemplaires, toujours par horreur de l'étalage. Ces tables disparaissaient maintenant sous une multiplicité de bibelots. Son salon était toujours paré de fleurs mais discrètes, tandis que celui de Valentine était comme surchargé d'orchidées et d'énormes roses.

Enfin, sur la cheminée, le buste de Solange avait disparu, et celui de Valentine avait été mis à la place, exécuté par un sculpteur à la mode qui n'était pas Bernard Gondier. Ce buste donnait la sensation, non plus de la fille pauvre, toujours un peu humiliée et mécontente, qu'Adèle avait connue, mais d'une professionnelle beauté, affirmée et presque triomphante. Pourtant il demeurait dans ce visage, qu'Adèle interrogeait maintenant, des finesses qui rappelaient les traits de sa cousine. Involontairement, les phrases prononcées par celle-ci dans cette même pièce, toujours lors de ce suprême entretien, revenaient à sa mémoire. L'Envieuse, en s'installant dans le décor composé par l'Enviée, n'avait pas seulement satisfait une ambition de revanche. Une analogie de goûts l'avait fait se plaire

aux mêmes objets, mais autrement. Solange ne mentait pas, quand elle distinguait chez sa parente pauvre une sympathie de nature, déviée par la différence des sorts. Ces ressemblances-là sont bien une sorte d'affection, mais traversée par des mouvements si contradictoires! Ces impressions, Adèle les ressentait, sans se les préciser à elle-même, quand l'irruption dans le salon de l'enfant, pour qui elle était venue, la saisit d'un sursaut. Le Jean-Michel de quatorze ans, qui s'élançait vers elle en uniforme kaki de boy-scout, n'était déjà plus celui qu'elle avait quitté. Il était grandi, robuste, et ce costume à demi militaire accentuait encore sa virilisation. Mais c'était bien toujours la même double personnalité. Sa ressemblance avec son père se marquait davantage, tandis qu'il gardait dans ses yeux d'un bleu gris le regard de sa mère, émotif et passionné. Et c'est avec passion qu'il répétait, en embrassant l'amie de cette mère :

— Ah! tante Adèle! tante Adèle!

Solange lui avait appris autrefois à nommer de ce nom sa sœur d'élection, et celle-ci répondait, en lui rendant ses baisers :

— Cher petit! Alors, tu ne m'as pas oubliée, Jean-Michel?

— Oh! non, non! Tante, est-ce que vous êtes revenue pour toujours?

— Pour longtemps, répondait-elle.

— Ah! quel bonheur! — Et, d'une voix si profonde, maintenant : — Maman me l'avait bien dit avant de mourir.

— Que t'avait-elle dit? Elle t'avait parlé de moi, alors?

— Tout le temps... « Sois gentil pour tante Adèle, quand tu la reverras, et dis-lui bien de ma part que je n'ai pas eu d'amie plus chère. »

Mais à ce mot de « tante », son visage changea tout d'un coup. Un pas s'approchait qu'il avait entendu et reconnu, celui de sa belle-mère. L'enfant morbidement sensible venait soudain de céder la place au boy-scout qui se tenait poliment à quelques pas de la visiteuse, et il disait :

— Je suis venu, mère, saluer M^me^ de Puy Verine, et vite, parce que mes « louveteaux » m'attendent. Je serais en retard, et un chef d'équipe ne doit pas être en retard.

Et il sortit, après avoir correctement baisé la main d'Adèle en lui disant : « Bonsoir, madame », et à Valentine : « Bonsoir mère ». Il avait eu comme une petite hésitation, pour appeler

ainsi la seconde femme de son père devant la visiteuse. Le fantôme de sa vraie mère lui était-il apparu soudain, évoqué par la présence de l'amie de la morte? Ou bien ses sentiments intimes contrastaient-ils trop fort avec le langage officiel que son père lui avait sans doute imposé? Le geste affectueux par lequel Valentine lui caressait les cheveux n'était cependant pas celui d'une marâtre, et pas davantage l'intonation de voix avec laquelle elle lui dit :

— Il fait si beau, mon petit. Tu vas bien t'amuser. Cours vite, mais vérifie si ta motocyclette est réparée.

— C'est fait, dit l'enfant, et, de nouveau : Adieu, M^me^ Adèle!...

Il avait prononcé cette adjonction du prénom, évidemment pour corriger la sécheresse du simple « Madame » de tout à l'heure, et Adèle sentit cette nuance. Et cette autre nuance aussi : Valentine, qui lui avait simplement tendu la main devant l'enfant, lui disait maintenant :

— Il faut que je t'embrasse, Adèle. Je suis si émue de te revoir! — Et, tout de suite : — Tu as été bien surprise de mon mariage, n'est-ce pas? Mais Pierre dirige une affaire trop importante et qui ne lui laissait vraiment pas le temps de s'occuper de son fils. Moi, je venais de perdre maman, et j'étais très seule aussi! Et puis, tu sais que j'ai toujours beaucoup aimé Solange. Il y avait bien des points sur lesquels nous ne nous entendions pas trop, mais deux cousines, élevées ensemble, c'est comme deux sœurs, tout de même. Alors, quand Pierre m'a demandé de l'épouser, j'ai accepté aussitôt, beaucoup pour l'enfant. Et tu as vu que cela ne lui réussit pas trop mal, d'avoir une seconde maman.

Elle se l'appliquait à elle-même, le tendre mot de « maman » que le petit garçon, tout à l'heure, avait prononcé pour la morte. Et elle continuait :

— Il a un défaut contre lequel il faut que je lutte. Il le tient de notre pauvre amie. Tu te rappelles comme elle se faisait toujours des idées? Pour une femme, ce n'est déjà pas bien heureux, mais pour un homme!... Je me suis donné comme but de le viriliser. Tiens, — et, en s'asseyant, elle avait avisé sur la table un ouvrage commencé, et de ses mains agiles maniait déjà les aiguilles, — ce sont des bas de sport que je lui tricote. C'est moi qui les lui fais tous. Ce sont de jolies couleurs, n'est-ce

pas ? Ça, c'est le revers. Tu ne connais pas ce travail ? On commence par le revers... Mais je ne te parle pas de toi. Je sais par Pierre que ton mari va te donner une automobile. C'est signe que tu restes à Paris. Quelle chance ! On se reverra. Nous donnons un grand dîner tous les samedis, suivi d'une petite réception. Justement, c'est dans trois jours. Vous viendrez tous deux... N'est-ce pas, Pierre ?

Gondier entrait en effet dans la chambre. Combien Solange était morte en lui, Adèle en eut l'évidence dans le sourire cordial avec lequel il marcha vers elle en tendant les deux mains, comme si le fantôme, évoqué tout à l'heure devant l'enfant par sa seule présence, n'existait pas pour l'opulent et jovial industriel qui tout de suite acquiesça aux paroles de sa femme :

— Mais oui, il faut que vous veniez, le ministre et vous. Ça s'y connaît en cuisine, un diplomate. Il ne sera pas mécontent. Valentine a déniché un chef qui rendrait l'appétit à un agonisant, et j'imagine qu'au Vénézuéla on mange moins bien qu'à Paris... Vous avez vu l'enfant ? Un beau gars, n'est-ce pas ? Et, vous savez, le premier dans sa classe à Janson. Bernard est en train de faire son buste. Allez donc dans son atelier. Vous lui donnerez votre avis. Avec un frère on n'est pas libre, n'est-ce pas ? J'avoue que j'aime mieux un art moins mièvre. Ainsi, — il montrait le nouveau marbre sur la cheminée, — c'est joliment bien, qu'en pensez-vous ? C'est d'Yves Clouet, cette Valentine-là. Ça, c'est la vie. Clouet, au moins, ne cherche pas la petite bête. Ce n'est pas artiste, ce mot, mais qu'est-ce que vous voulez ?

Et il rit d'un rire haut et gai. Qu'était devenu l'autre buste ? Où avait-il été relégué ? Comment Adèle aurait-elle osé le demander ? Afin d'éviter une conversation où le total silence sur son amie lui était trop pénible, elle sortit de son sac l'échantillon de drap choisi pour l'automobile.

— Vous voyez, dit Valentine à Gondier. Adèle a le même goût que moi.

Solange disait « tu » à son mari. Ce « vous » plus cérémonieux de Valentine s'accordait à la livrée du valet de pied, aux grands dîners suivis de réceptions. En fallait-il plus pour comprendre qu'elle organisait le second ménage du carrossier sur un type complètement opposé au premier ? Que le mari fût le complice heureux de ce changement, sa jovialité le prouvait

assez. Mais ce qui intéressait Valentine, c'était l'enfant, et de savoir quelle impression il ressentait dans cette atmosphère très différente de celle où il avait grandi. Elle en avait vu assez pour comprendre que la belle-mère s'appliquait à développer dans sa personne précisément les côtés que sa mère essayait de corriger. Jean-Michel en souffrait-il? Sa belle santé, ses vives allures semblaient dire que non. D'autre part, l'élan attendri avec lequel il s'était précipité sur la revenante, le ton dont il lui avait dit « ma tante » puis, quand Valentine était entrée, sa subite réserve, le cérémonieux « madame », le baise-main du jeune petit monsieur bien élevé remplaçant l'étreinte de l'orphelin, comment concilier ces signes divers jusqu'à en être contradictoires? En s'en allant de l'hôtel de l'avenue du Bois, c'était encore la dernière conversation avec Solange qu'Adèle se rappelait. Elle-même était une femme à la fois très intelligente et très simple. N'ayant pas eu d'enfant et aimant profondément son mari, elle s'était identifiée à sa carrière de diplomate et par là même avait appris à beaucoup observer et à beaucoup réfléchir, d'autant que Robert de Puy Verine, ancien élève de l'École des Sciences politiques, était un homme d'une haute culture et d'un esprit distingué. Adèle se rappelait, à l'époque et durant leur voyage en mer, lui avoir répété les phrases de Solange sur l'envie et l'hypocrisie, et elle se souvenait qu'il lui avait dit :

— Ton amie a raison, on est bien obscur à soi-même! On qualifie souvent d'hypocrites des gens qui, ayant des sentiments complexes, n'en laissent voir qu'une partie. Ainsi, un homme religieux qui se trouve pris par un amour défendu. Il montre sa piété, et il est sincère. Il cache sa passion, et elle est sincère aussi. Je me rappelle assez mon grec pour savoir que le mot d'hypocrite vient d'une préposition qui signifie « sous » et d'un verbe qui signifie « juger ». Cette simple étymologie indique une dualité. Mais qui dit dualité ne dit pas duplicité.

Cette phrase aussi revenait à la pensée d'Adèle, et elle augmentait la sensation d'énigme que lui laissait la rencontre avec Jean-Michel. Pierre Gondier ne venait-il pas de lui apprendre que son frère Bernard travaillait au buste du jeune garçon? Que de fois Solange lui avait dit, à elle, parlant de son propre buste : « Ces artistes qui font des portraits sont vraiment extraordinaires dans leur pénétration. Ils lisent les carac-

tères dans les physionomies avec une finesse qui me faisait peur, quand je posais pour ce buste. Ce n'est pas que j'aie rien à cacher dans ma vie, mais, tout de même, tu sais les petites désillusions que j'ai eues sur Pierre, et je ne voulais pas que Bernard les devinât. Tu sais aussi que j'ai pris pour devise depuis bien longtemps le mot de cette vieille aveugle dans un hôpital, qui avait été si malheureuse, et à qui nous voulions faire raconter son histoire : « Oh non ! Je ne vous dirai pas ma vie. Plus on se découvre, plus on a froid. »

— Si j'allais voir Bernard Gondier ? pensa tout à coup Adèle. J'ai un prétexte : son frère lui-même m'a engagée à cette visite. Il travaille au buste de son neveu, et ce que m'a dit le père me fait comprendre qu'il étudie son modèle comme il a autrefois étudié la mère. Il a certainement lu dans ce cœur d'enfant. Mais voudra-t-il m'en parler ? Et puis, où est son atelier ?

Sa curiosité était si forte que, passant devant un bureau de poste, elle y entra pour consulter l'annuaire des abonnés du téléphone. Elle y trouverait probablement l'adresse du sculpteur. Elle y lut en effet que celui-ci habitait rue Galvani, dans cette partie du quartier des Ternes qui touche aux fortifications, et qui fut, à une époque, recherchée par les artistes à cause de ses jardins et de leur tranquillité. Elle héla un nouveau taxi pour s'y faire conduire, puis l'habitude du protocole diplomatique l'emportant sur son impatience, elle rentra chez elle sans avoir sonné à la porte de la petite maison du sculpteur, prolongée en arrière par une construction basse qui devait être l'atelier.

— Il vaut mieux lui écrire pour lui demander un rendez-vous, s'était-elle dit, c'est plus convenable et plus habile. S'il garde un souvenir à Solange chez laquelle nous nous sommes si souvent rencontrés, il me répondra tout de suite... Si je pouvais l'avoir vu avant ce grand dîner chez les Gondier et qu'il voulût bien me parler ! Cela m'aiderait à mieux voir.

Dans l'espèce d'angoisse où la jetait cette incertitude sur l'enfant de la morte, ce lui fut une joie, ayant cru devoir envoyer à l'artiste une dépêche pneumatique, d'en recevoir presque aussitôt une pareille. Elle voulut voir là une preuve que l'oncle de Jean-Michel partageait son inquiétude sur l'enfant et qu'il désirait, lui aussi, en parler le plus tôt possible avec la meilleure amie de la mère. Dès le lendemain donc de

sa visite avenue du Bois de Boulogne, elle arrivait dans l'atelier de la rue Galvani exactement à l'heure de l'après-midi fixée par Bernard Gondier.

IV

Le sculpteur était un homme d'environ quarante-cinq ans. Son buste apparaissait plus large encore sous la laine souple du chandail qu'il enfilait pour travailler. Il était petit et trapu, avec un masque puissant, dont la caractéristique était un de ces regards que l'on pourrait qualifier de « preneurs », tant il se posait sur les gens et les objets avec une attention, à la fois pénétrante et instantanée, qui saisissait tout. Son teint olivâtre, sa barbe et ses cheveux très noirs dénonçaient l'origine méridionale. Mais, tandis que chez son frère cette hérédité se traduisait par une vitalité tout extérieure, étalée et brutale, chez l'artiste se reconnaissait cette énergie réfléchie dont on pourrait dire qu'elle est comme une fougue rentrée. Les moulages, partout épars sur les murs blancs de ce vaste atelier, éclairé par en haut, attestaient une étude habituelle, non pas de la plastique, comme chez la plupart de ses confrères, mais de l'expression. Après les premières phrases banales sur le voyage de sa visiteuse au Vénézuéla, sur sa santé, sur celle de son mari, sur la maladie et la mort de la pauvre Solange, un silence tomba entre eux. Visiblement, ils sentaient l'un et l'autre qu'ils allaient parler d'un sujet qui leur tenait également au cœur et, comme il arrive, ils reculaient l'instant de l'aborder. Tout d'un coup, Bernard se leva pour aller vers un de ces socles que les sculpteurs appellent une selle, et que coiffait une espèce de globe en toile huilée tendu sur des baguettes. Il l'enleva pour découvrir un linge mouillé qu'il retira aussi. Un buste apparut qu'il était en train de modeler, celui de son neveu. Les ébauchoirs attendaient sur le bord de l'escabeau, avec une motte de terre glaise.

— Comme c'est lui! s'écria Mme de Puy-Verine.

— Ah! dit Bernard, vous le trouvez ressemblant? Ce n'est pas l'avis de mon frère. Puis, avec un sourire d'ironie : — C'est peut-être qu'il ne sait pas le voir. Ce n'est pas non plus l'avis de sa femme, mais elle, — et, soulignant le mot essentiel de cette dernière phrase, — c'est qu'elle ne *veut* pas le voir.

— Vous dites cela, fit Adèle, comme avec un sous-entendu. Vous m'excuserez, M. Bernard, de ce que vous trouverez sans doute une indiscrétion, mais j'ai tant aimé Solange que je m'intéresse profondément à ce fils qu'elle-même aimait tant. Ces seconds mariages sont toujours si dangereux! Les meilleures femmes peuvent y jouer le rôle de marâtres, même sans s'en douter, par méconnaissance de la sensibilité d'un petit être que sa mère aurait compris... Qu'entendez-vous quand vous dites que Valentine ne *veut* pas voir Jean-Michel comme vous le voyez? Est-ce qu'elle ne l'aime pas? Elle m'a paru si fière de lui!

— C'est exact, dit le sculpteur, elle est fière de lui, mais d'un « lui » qui n'est pas son vrai « lui ». Vous me pardonnerez le point de vue professionnel. Nous autres, portraitistes, qui passons notre temps à étudier des visages pour en reproduire la ressemblance, nous arrivons à y lire tant de choses que le portraituré ignore lui-même!

En écoutant ces mots, Adèle se souvenait de la phrase « Nous sommes si obscurs à nous-mêmes! » et l'artiste continuait, montrant les moulages pendus aux murs :

— Tenez. Ces masques, dont je fais collection, autant de documents révélateurs que je m'amuse à déchiffrer. Regardez celui-ci. — Et il alla détacher un plâtre sur lequel se voyait la tête d'un vieillard à longue barbe, les yeux fermés. — C'est Tolstoï, moulé par son fils sur son lit de mort. Regardez ces oreilles trop larges, ce nez trop fort, cette barbe trop opulente. Vous voyez là les signes du fort tempérament d'un être primitif. Les paupières sont closes, et le regard ne manque pas! Depuis des années, le monde extérieur n'arrivait plus à cet homme, tout entier aux images qui semblent habiter encore ce vaste front. Et quel tourment dans le pli de ces joues, quel despotisme aussi sur tout ce visage, celui d'un homme, à ce point hanté par ses idées qu'elles font de lui un fanatique! Il n'est pas besoin de lire ses livres pour se rendre compte qu'ils sont chargés d'une force sauvage et subtile, tyrannique et pathétique. Ce masque suffit... Et celui-ci, ce Louis XIV jeune de Puget, qui est maintenant au Musée d'Aix. Que d'éléments s'y mélangent! L'affirmation d'une personnalité dominatrice, d'abord, et quelle réflexion à la fois, et quelle sensualité! Quelle lucidité volontaire dans ce front, ces yeux et cette arête du nez! Quel égoïsme dans cette bouche! Et, cependant, quelle

noblesse dans l'ensemble! Puget l'a stylisé en empereur romain, et que c'est bien un Français, cependant! Et d'une époque de fortes certitudes, dit-il en remettant le Tolstoï auprès du Louis XIV.

— Je crois que vous avez raison, fit-elle. Mais alors, qu'avez-vous lu dans ce petit visage? Et elle montrait la maquette déjà si vivante.

— Qu'il y a deux natures dans cet enfant, dit-il.

— Sa mère le savait déjà, dit-elle.

— Oui, reprit-il, et elle s'efforçait de développer celle qui lui ressemblait : la délicatesse, la gentillesse et la sensibilité. Vous vous rappelez quand elle disait, avec un charmant maniérisme : « J'aime que les gens aient de petites mains au cœur. » Eh bien! la belle-mère travaille exactement en sens contraire. Et voilà le secret de cette physionomie. Elle a un masque. Cet enfant se laisse diriger dans le sens de ses instincts plutôt brutaux, ceux de mon frère, et cela lui plaît, mais pas complètement. D'où cette ambiguïté que vous distinguez dans une certaine contraction des traits, et surtout dans le regard, derrière lequel j'aperçois, moi, la survivance de sa mère, une nostalgie de cette affection et de ces conseils, un désir, pas tout à fait conscient, mais si fort, cependant, et si profond, de sentir ce qu'elle voulait qu'il sentît, de ressembler à ce qu'elle voulait qu'il fût.

— Mais... et la belle-mère, qu'est-ce qu'elle en sait? demanda Adèle.

— Ça, dit Bernard, c'est la complication même. Vous savez, ou ne savez pas, que dans la première année de son mariage, elle a eu une grossesse terminée par un accident. Les médecins ont déclaré qu'elle ne pourrait plus avoir d'enfant. Elle en a été au désespoir. Il s'est accompli en elle un étrange revirement. Pendant sa grossesse, il était visible que la présence de Jean-Michel l'énervait. Et, quand elle a eu son accident, je me suis dit : « Pauvre petit, elle va le détester. » Eh bien! le contraire est arrivé. Elle s'est mise à l'aimer passionnément. J'ai mon idée là-dessus. La nature met en nous, avec la vie, des instincts qui se développeront avec la vie, mais la vie ne les crée pas. Ainsi, dans tout homme, il y a, latent, un instinct paternel, et dans toute femme un instinct maternel qui cherchent leur objet. On désire un fils ou une fille avant d'en

avoir, mais quand on n'en a pas ou quand on a perdu celui ou celle qu'on avait, on est tenté par des adoptions sentimentales Tenez, moi qui suis célibataire, j'ai pour Jean-Michel un petit peu de cette tendresse paternelle inemployée. Il est plus qu'un neveu pour moi.

— Parce que vous le plaignez, dit Adèle.

— Il y a de cela; mais, du vivant de sa mère, je ne le plaignais pas, et c'était déjà la même chose. Eh bien! dans Valentine aussi, l'instinct maternel, déçu par l'accident que je vous ai dit, s'est reporté sur ce beau-fils qu'elle aurait certainement sacrifié avec joie à son propre enfant, si elle en avait eu un. Elle s'est attachée à lui avec d'autant plus de force qu'elle le dispute à quelqu'un qu'elle a toujours envié.

— A Solange? interrompit Adèle. Solange le savait déjà, mais elle était si bonne qu'elle voulait distinguer dans cette envie un principe d'affection pour elle.

— Elle n'avait pas si tort, dit Bernard. Rien de Solange ne la laissait indifférente. Elle l'admirait. Elle l'imitait ou agissait en sens contraire, systématiquement. Mais réagir contre quelqu'un, c'est encore subir son influence. Cette réaction continue, et le résultat, c'est un petit drame moral qui se joue entre elle et cet enfant. Celui-ci en a conscience, sans en avoir connaissance. Et la preuve qu'elle aussi en a conscience, c'est la peur qu'elle a de mon regard. Ai-je besoin de vous dire que j'ai toujours eu vis-à-vis d'elle l'attitude la plus courtoise, la plus fraternelle? Eh bien! elle se défie de moi. Et non pas seulement parce qu'on lui a dit que j'avais la prétention de lire dans les caractères, mais parce qu'elle sent que je lis ou que je lirais dans le sien. Vous a-t-elle montré, dans son petit salon, le buste qu'a fait d'elle mon confrère Yves Clouet?

— Et qu'elle a mis à la place où était votre buste de Solange?

— Précisément. Je vois encore dans cet atelier Pierre arrivant et me disant, — il n'a pas les petites mains au cœur, lui, — avec une espèce de brutalité, pourtant gênée : « Ça ne te ferait rien, mon vieux Bernard, que ma femme fasse faire son buste par Yves Clouet? Nous l'avons rencontré en soirée l'autre jour, et il me l'a presque demandé. Elle est plus dans son genre que dans le tien. Mais si ça te blesse... — Moi? pas du tout, j'admire beaucoup Clouet, quoique nous n'ayons pas

les mêmes idées en art. C'est un homme du dehors, un païen. Et moi, on me reproche d'être un penseur, un psychologue, enfin, plutôt qu'un artiste. Commande le buste de Valentine à Clouet, mon bon Pierre, et dis lui bien, à elle, que je ne m'en offenserai pas, car c'est elle qui a eu ce scrupule, j'en suis sûr. Avoue-le? — Je l'avoue. Tu la reconnais. Elle est si sensible! Elle a eu peur de te faire de la peine. » Vous savez, Pierre appartient à la catégorie des maris dont un humoriste a dit qu'ils n'ont jamais été présentés à leurs femmes, tant ils les connaissent peu.

— Tout cela peut être vrai, dit Adèle, mais le problème pour moi est de savoir si cet enfant est heureux ou malheureux, et ce que je peux faire pour lui.

— Rien, répondit Bernard. Il est dans le malaise : c'est presque toujours l'histoire des seconds mariages. Il le sent obscurément, et, la preuve, c'est qu'il a imaginé, lui qui n'est jamais allé au bord de la mer, de se préparer à l'École de Brest, parce que c'est celle où on entre le plus jeune, à seize ans. Il veut s'évader de son intérieur, voilà tout. Il ne se dit même pas pourquoi.

— Vous croyez pourtant que l'éducation que Valentine lui donne satisfait certains côtés de sa nature, vous me l'avez dit. Alors, il doit l'aimer?

— Il croit peut-être l'aimer, fit Bernard. Mais il y a une expression populaire bien profonde : donner son cœur à quelqu'un. Il ne lui a jamais donné le sien.

— Et vous croyez qu'elle le sent?

— Oui, elle le sent, dit le sculpteur.

V

Adèle était venue rue Galvani dans l'espérance d'avoir des clartés sur les relations vraies de Jean-Michel et de sa belle-mère. Les discours du sculpteur les lui avaient au contraire obscurcies davantage. Oui, que pouvait-elle faire pour aider l'enfant, s'il souffrait de l'étrange crise sentimentale que diagnostiquait son oncle? Cette question angoissait la jeune femme à un tel point qu'ayant, au sortir de l'atelier, hélé un automobile, elle donna comme adresse au chauffeur, non pas l'avenue de Tourville, mais, de nouveau, le cimetière de Passy.

— Vous vous arrêterez, dit-elle, devant le premier fleuriste que vous rencontrerez.

Elle voulait porter, sur la pierre abandonnée, une gerbe de ces roses safranées que son amie aimait, prier pour elle, et l'évoquer, dominée par ce poignant désir qui nous saisit devant des tombes chères, de communiquer avec les âmes de ceux qui ne sont plus qu'un souvenir et qu'une ombre. Nous voulons croire qu'ils vivent encore ailleurs, qu'ils nous voient, que leur esprit peut s'unir à notre esprit, leur personne nous soutenir, nous conseiller.

Il était quatre heures, quand elle arriva dans le cimetière. Une demi-heure plus tard, elle en sortait, ayant accompli son pieux devoir. Et comme, ayant renvoyé sa voiture, elle allait contourner le Trocadéro pour faire à pied une partie du chemin du retour, il lui arriva de croiser des groupes d'adolescents, évidemment des écoliers qui sortaient de classe. Elle réfléchit que le lycée Janson de Sailly, où Jean-Michel était élève, se trouvait à quelques rues de là. Instinctivement, elle rebroussa chemin dans cette direction : « Si je pouvais le rencontrer! pensait-elle. Mais non, pour se rendre avenue du Bois, il prend la rue de la Pompe, et me voici avenue Henri-Martin. » Aussi, quel fut son saisissement de distinguer soudain une silhouette où elle crut reconnaître celui qui faisait depuis vingt-quatre heures l'unique objet de ses pensées! C'était bien Jean-Michel, en train de discuter avec un de ses camarades, qu'il quitta au coin de la rue Cortambert. Là, il s'arrêta une minute. Au lieu de reprendre la rue des Sablons, il continua par l'avenue le trottoir qui longe le haut mur du cimetière. Tout à l'heure, quand il causait avec son ami, Adèle avait pu voir que son geste était vif, sa physionomie joviale, son allure affirmée. Le long de ce mur, maintenant, son pas se ralentissait, sa tête se penchait un peu. Un moment, il s'arrêta pour regarder ce rempart de la cité des morts dressé au milieu de la cité vivante, entre les allées et venues des tramways, des automobiles et des passants. Absorbé dans la contemplation de ces sombres blocs muets, il n'avait pas pris garde à celle qu'il embrassait si tendrement la veille en l'appelant « ma tante » et qui s'approchait avec tant de pitié. Quand elle fut derrière lui, elle s'arrêta, et, d'une voix frémissante d'émotion, elle l'appela par deux fois : « Jean-Michel! Jean-Michel! » Et comme il se retournait :

— Elle est là, dit-elle en étendant la main.

— Oui, répondit-il, et je viens la voir. Vous aussi, tante? ajouta-t-il. Vous non plus, vous ne l'oubliez pas.

Elle le vit qui s'appuyait sur la muraille, tant il tremblait. C'était comme si l'enfant de la morte se réfugiait auprès de sa mère qui était là, en effet, mais immobile dans son suaire, sans plus pouvoir ouvrir ses bras pour l'y serrer, et, bouleversée elle-même jusqu'au fond du cœur, voici qu'Adèle le saisit, ce pauvre petit, et l'étreignit contre elle, sans plus se soucier si elle était regardée ou non.

Ce fut lui, — comme son oncle avait bien discerné sa double nature! — qui se dégagea en disant :

— Si quelqu'un passait qui connût papa!... Tante, vous dînez chez nous après-demain? Vous ne raconterez pas que vous m'avez rencontré ici, n'est-ce pas? Ce n'est pas le chemin pour rentrer du lycée avenue du Bois. — Et, dans un sourire qui contrastait avec son attendrissement de tout à l'heure : — Mais un ancien « louveteau » marche vite, et je serai à temps quand même. — Puis, et une imploration passa dans ses yeux, qui trahissait sa discipline de défiance : — Tante, je le sais, vous ne me trahirez pas.

Quel commentaire aux réflexions du sculpteur que cette scène, qui n'était pas due au simple hasard! Des sentiments communs poussant leurs deux cœurs à une même action, une coïncidence de temps avait fait se rencontrer l'enfant et l'amie de la morte, et celle-ci en avait plus appris durant cette minute que dans des journées de confidences. Il ne lui en eût jamais fait, d'ailleurs. Elle en eut la conviction en assistant, deux jours plus tard, à ce grand dîner de l'avenue du Bois de Boulogne où, malgré son âge, Jean-Michel avait place aussi. Il aidait son père et sa belle-mère à recevoir les invités, et celle-ci s'en expliqua immédiatement :

— Je veux en faire un homme du monde accompli, dit-elle à M. et Mme de Puy Verine. Mon rêve serait qu'il se destinât à la diplomatie. N'est-ce pas que j'ai raison, M. le ministre? Il veut entrer dans la marine. S'il persiste, nous ne le contredirons pas, mais notre rêve serait, n'est-ce pas, Pierre? de le garder à Paris, aux Sciences politiques, comme vous, et puis aux Affaires étrangères. Je compte bien, Adèle, que toi et ton mari, vous nous aiderez à le mettre dans cette voie.

— Quelle est ta raison ? dit Puy Verine à Jean-Michel. Oui, qu'est-ce qui te tente, mon petit ami, dans la marine ?

— Voyager, dit l'enfant. Et puis, avez-vous vu le film *Sous les mers* ? C'est ça qui a dû être beau, pendant la guerre, d'être dans les sous-marins !

— Voilà le danger du cinéma, dit Pierre Gondier. Quand il y en aura un qui représentera une réception à une Cour, celle d'Angleterre, par exemple, je l'y mènerai. Et comme il aime les uniformes ! Mais voici la comtesse de Miossens. Ce que c'est qu'une grande dame, tout de même ! Celle-là est vieille et quelle allure !

A la manière dont Pierre avait prononcé le titre de « comtesse », Adèle avait reconnu le vanité sociale que Solange, autrefois, combattait chez l'industriel. Et, tout de suite, à entendre annoncer par le valet de pied, comme chez les nouveaux riches, les invités qui entraient, elle n'eut pas de peine à se rendre compte que Valentine flattait au contraire chez lui ce défaut, déjà signalé par Molière dans notre classe moyenne. Le carrossier opulent n'avait ce soir-là chez lui que des gens titrés, et leur petit nombre donnait à cette réunion une paradoxale apparence d'intimité, autre preuve que, dans ces trois années de mariage, Valentine avait trouvé le moyen de modifier du tout au tout le caractère des relations de son mari. Étant donné la fortune des Gondier, l'excellence de leur table, et aussi la part d'intérêt que leur fréquentation pouvait avoir pour des amateurs d'automobiles, ce résultat n'avait pas dû s'obtenir très difficilement. Il supposait, cependant, un effort continu, car la société, si mêlée soit-elle aujourd'hui, garde encore un peu de ce préjugé, — d'ailleurs, une des pertes de l'ancien régime, — qui veut qu'exercer un métier, si honorable soit-il et si fructueux, ce n'est pas vivre noblement. Ce préjugé, d'ailleurs, est en train de disparaître, et, quelle ironie ! des snobismes comme celui des Pierre Gondier sont un des procédés de sa disparition. Puy Verine, que sa vie diplomatique avait habitué à une observation très intelligente des gens et des choses, le disait à sa femme, en rentrant de ce dîner, où le chef, vanté par le maître de la maison, s'était surpassé, et une soirée avait suivi, vraiment « select », comme s'expriment les courriéristes des salons.

— Nous verrons, disait-il à sa femme, notre hôte s'associer

dans son affaire quelque duc ou marquis. Il y a vingt ans seulement, cette réunion de ce soir n'eût pas été possible. Mais, avec la vie chère, les impôts, les lois sur les héritages, il faut bien que tout le monde travaille. Alors, les grands patrons comme celui-là ne peuvent plus être traités comme autrefois, avec ce dédain, d'ailleurs stupide, du gendre de M. Poirier. Cette petite Valentine l'a tout de même compris, ce qui n'est pas bête. Du moment que ça l'amuse...

— Ce qu'il y a de bête, dit Adèle, c'est que ça l'amuse.

— Qui sait? fit Puy Verine, ça ne l'amuse peut-être pas du tout. Mais ça fait que son mari l'admire. Il n'y a que ce petit Jean-Michel pour qui cette vie-là n'est vraiment pas une très bonne école.

— Elle veut en faire un homme du monde, repartit Adèle. C'est elle-même qui me l'a dit.

— Et un boy-scout en même temps, puisque tu l'as vu dans ce costume. Après tout, continua-t-il avec ironie, par le temps qui court, ou plutôt qui dégringole, comme disait je ne sais pas qui, ces contradictions s'arrangent tout de même, puisque les jeunes gens élégants ne pensent plus qu'à faire du sport, jouer au foot-ball, conduire des autos... Mais les études, dans tout ça? Il est minuit, je l'ai vu, ce pauvre petit, se retirer dix minutes avant que nous ne partions. Sa classe à Janson est à huit heures ou huit heures et demie... Une demi-heure pour y aller. La toilette auparavant, car je n'ai aucun doute que cette femme élégante qu'est M^me^ Gondier, ne l'élève à l'anglaise ou à l'américaine, avec douche, tub et culture physique... Il n'aura pas eu six heures de sommeil. Comment suivra-t-il la classe? Il est vrai qu'avec les programmes d'aujourd'hui et pour ce qu'on leur enseigne!... Ah! quand je pense à nos études à nous...

Et le diplomate de la génération d'avant-guerre commença de raconter ses souvenirs de collège, sans que sa femme l'interrompît pour lui dire, elle, le petit fait qui l'avait le plus frappée : la réserve que Jean-Michel avait gardée vis-à-vis d'elle, à moitié volontaire, et en même temps; elle l'avait senti, un peu irritée. Elle n'avait déjà pas dit à son mari la rencontre devant le mur du cimetière. Les sensibilités délicates, comme la sienne, ont de ces scrupules. Il leur semble qu'il y a une trahison à révéler les signes de très intimes émotions qu'elles ont surpris

chez un autre. Adèle se souvenait de la phrase de la vieille aveugle que Solange aimait et que Bernard lui avait rappelée : « Plus on se découvre, plus on a froid. » L'enfant de la morte avait découvert son cœur sous ce mur de cimetière, et son reploiement devant l'amie de sa mère, durant la soirée, attestait qu'il avait eu froid. Mais d'où son irritation ? A un certain regard étonné qu'elle avait surpris posé sur elle, tandis qu'elle causait avec Valentine, Adèle avait deviné que ses manières volontairement affectueuses vis-à-vis de la belle-mère troublaient le jeune garçon. Pouvait-elle aller lui dire : « Mais c'est à cause de toi que je lui montre de l'amitié »? Et tandis que Puy Verine se remémorait sa propre éducation, avec la complaisance que les gens de trente-cinq ans mettent à revenir sur ce passé si récent, — premier signe qu'ils vieillissent déjà, — elle tendait tout son esprit à se demander : « Comment vais-je m'y prendre pour garder leur confiance à tous deux ? »

VI

Le propre des tragédies secrètes, celles par exemple que représentent si souvent les rapports entre une belle-mère ou un beau-père d'un côté, un beau-fils ou une belle-fille de l'autre, c'est qu'une atmosphère de silence les enveloppe forcément. Les témoins qui les devinent sont amenés à se taire aussi, parce que ces tragédies-là n'ont d'ordinaire pas d'événements. Adèle s'était promis de parler de son beau-fils à Valentine avec tous les ménagements que comportait son désir d'être utile à l'enfant. Elle s'était promis, de même, de parler à celui-ci de sa mère avec toute la tendresse qu'elle gardait au cœur pour Solange. Quinze jours se passèrent, durant lesquels elle vit sans cesse les Goudier, invitée par eux au théâtre, les invitant elle-même, les rencontrant dans des visites, sans que jamais l'occasion se présentât d'échanger sur Jean-Michel d'autres paroles que banales :

— Il va très bien... Il travaille beaucoup... Il est allé camper pendant deux jours, la semaine dernière. Cela l'amuse... Il joue au foot-ball et il a une mine magnifique. .

Ou encore le rappel de certains propos de Jean-Michel, trahissant le fanatisme du gymnaste, mais critiqués par son père.

— Imaginez-vous, disait le carrossier, qu'il m'a dit l'autre

jour : « Je l'aime tant, le foot-ball, que si un ange m'annonçait le Jugement dernier, j'achèverais d'abord ma partie de foot-ball! » et il prétend que saint Louis de Gonzague a dit cela du jeu de pelote : « Oui, lui ai-je dit, parce qu'il se considérait comme prêt à paraître devant Dieu. — Mais non, papa, m'a-t-il répondu, parce qu'il aimait le sport. » Enfin, concluait Pierre Gondier, s'il désire toujours être marin, malgré nous, et s'il travaille son examen avec cette ardeur qu'il met maintenant à jouer, j'ai bien peur... Enfin, n'anticipons pas sur l'avenir. Tant il y a que c'était un enfant maigrelet : en en faisant un « louveteau », — et il riait lui-même en employant cet argot du langage scout, — Valentine en a fait un rude et fier garçon!

« Si Jean-Michel est vraiment heureux, après tout, pensait Adèle, il vaut mieux le laisser à ce bonheur qui n'est pas celui qu'aurait voulu sa mère, puisqu'elle n'est plus là... Seulement, est-il heureux et son oncle s'est-il trompé? Quand celui-ci reviendra, j'essaierai de le revoir pour lui en parler encore. »

Elle avait appris en effet par les Gondier que le sculpteur était parti pour un voyage de quelques semaines en Italie. Elle-même devait faire dans Paris les innombrables courses que nécessite une réinstallation après trois ans d'absence : séances dans les magasins pour réassortir quelques objets de son appartement, essayages chez les couturières et les modistes pour renouveler sa toilette, visites dans le monde officiel et chez ses amies pour reprendre ses relations. Mais aucune de ces occupations ne la distrayait de cette idée : « il faut que je sache toute la vérité sur ce pauvre petit », car elle continuait de l'appeler ainsi et de le plaindre, malgré les certificats de belle santé et de bonne humeur donnés par le père. A plusieurs reprises, dans son désir de le revoir en tête-à-tête et ailleurs que sous la surveillance de Valentine, il lui arriva de guetter le long du mur du cimetière de Passy à l'heure de la sortie des classes de Janson. Elle voyait passer les écoliers qui venaient évidemment du collège. Aucun d'eux n'était Jean-Michel. « Ne pense-t-il plus à sa mère, ou a-t-il peur de me rencontrer? » se demandait-elle. Mais pourquoi? Ce sentiment que l'enfant de la morte l'évitait systématiquement, fut encore accru par un incident en effet bien énigmatique.

Un matin qu'elle avait attendu vainement à cette place où,

une première fois, elle avait surpris l'orphelin si pieusement ému, elle se dit : « il va peut-être sur la tombe », et elle entra dans le cimetière pour voir, — avec quel saisissement! — une gerbe de roses toutes fraîches sur la pierre, et jetés à côté, sur le sol, les débris d'un bouquet, le sien. Elle eut l'intuition que la même main qui avait déposé ces fleurs fraîches avait jeté hors de la pierre ses fleurs à elle. Mais comment?.. Mais pourquoi?.. Une visite qu'elle fit au sculpteur, enfin rentré, lui suggéra une explication :

— Non, répondit-il à cette phrase d'Adèle : « Mais enfin, est-il heureux? » Non, il n'est pas heureux, disait Bernard Gondier. Vous m'apprenez qu'il vous évite. Répondez-moi : comment êtes-vous avec ma belle-sœur?

— Mais très bien, naturellement, dit Adèle.

— Soit. Mais comment est-elle avec vous, elle?

— Parfaite.

— C'est logique, répondit-il. Elle veut prendre sa meilleure amie à Solange, comme elle lui a pris son mari, sa maison, son enfant. Seulement, le petit, c'est plus difficile.

— Alors, vous croyez que Jean-Michel m'en veut des gentillesses de sa belle-mère pour moi?

— Écoutez. Vous voyez ce bas-relief?...

Il alla soulever une toile et découvrit un bas-relief très haut, en terre glaise, et qui n'était qu'une ébauche. Deux jeunes garçons y étaient représentés en costume de scout, et se tenant la main. Sur le visage de l'un d'eux, Adèle reconnut les traits de Jean-Michel. Le visage de l'autre, d'ailleurs inachevé, ne lui rappelait aucun souvenir.

— Ce groupe devait s'appeler Achille et Patrocle, dit le sculpteur, par souvenir de l'amitié légendaire de ces deux héros. Il est probable qu'il ne sera jamais fini. Voici pourquoi. Celui de gauche, vous le reconnaissez, est Jean-Michel. Celui de droite devait être son meilleur ami, Trézel.

— Trézel... Je me souviens, Solange me l'avait nommé.

— Eh bien! imaginez-vous qu'ils devaient venir poser tous les deux aujourd'hui, et que j'ai dû les décommander. Voici pourquoi : Jean-Michel tombe chez moi hier. « C'est gentil, lui dis-je. Tu sais ton vieil oncle arrivé de ce matin, et tu viens lui demander de ses nouvelles. — Non, mon oncle. — Avec moi, il est si franc! c'est son bon côté. — Je savais par votre téléphonage

avec papa que vous étiez bien. Je viens, parce que je ne veux plus figurer dans votre groupe avec Trézel, — et il montrait le bas-relief. — Il m'a trahi... » Et là-dessus, il me raconte qu'un de leurs camarades communs lui a fait une crasse abominable, — je vous en épargne le récit, — que Trézel le sait et qu'il a accepté d'aller à un goûter chez ce garçon. « Je ne comprends pas l'amitié comme cela, m'a-t-il dit. On ne partage pas son cœur. Ou bien, c'est qu'on n'en a pas. »

— Quel étrange enfant !... dit Adèle après un silence. Alors, vous croyez qu'il m'en veut d'être trop l'amie de sa belle-mère? S'il savait...

— Ne lui en parlez jamais, surtout, dit le sculpteur. Voyez-vous, ces sensibilités-là s'exaspèrent par les paroles. Remarquez bien, sa belle-mère est très bonne pour lui. Il le sait. Il le sent. Il ne peut pas s'empêcher de l'aimer aussi, et il ne se le pardonne pas à lui-même, à cause de sa mère. Je vous répète ce que je vous ai dit le premier jour : il se joue-là un petit drame intime et qui aura sa crise un jour. Ne la précipitons pas. Surtout, si la belle-mère vous parle de lui, dites-lui toujours qu'il a l'air de bien l'aimer, et, autant que possible, taisez-vous sur la morte.

— Ah ! dit Adèle. Je ne peux pas vous dire combien je regrette d'être revenue en France et d'avoir revu les Gondier. Mais, soyez tranquille, je suivrai vos conseils, et je ne parlerai de Jean-Michel à Valentine que dans le sens que vous m'avez dit. Pourtant, verriez-vous un inconvénient à ce que je lui raconte l'histoire du petit Trézel ?

— A quoi bon ?... fit Bernard. Puis, après une hésitation : — Votre instinct de femme a peut-être raison. Je vous ai dit qu'elle aime Jean-Michel. Je vous ai dit aussi qu'elle sent un retrait chez lui. Pour reprendre mon expression, il ne lui « donne pas son cœur ».

— Sait-elle combien il est sensible ?

— Peut-être vaudrait-il mieux qu'elle l'apprît. Il y a bien des petites choses qu'elle n'aurait pas faites, notamment d'effacer le plus qu'elle peut les traces de la morte dans leur maison. Enfin, agissez comme vous voudrez.

La petite amie aurait-elle usé de cette permission, dans son désir de pénétrer davantage l'intimité des sentiments de la belle-mère à l'égard de son beau-fils? Valentine elle-même la

tira de ce scrupule en lui racontant spontanément, à son grand étonnement, la démarche de Jean-Michel auprès de son oncle, qu'elle venait d'apprendre par quelqu'un qui ne pouvait pas soupçonner que cette révélation pût avoir aucune conséquence d'ordre sentimental.

Adèle était donc venue avenue du Bois de Boulogne, en se demandant ce qu'elle allait décider. Quand elle entra dans le petit salon, une dame s'y trouvait debout, et sur le point de partir.

— Mme de Puy Verine, une de mes grandes amies qui nous revient du Vénézuéla, où son mari était ministre, dit Valentine en présentant Adèle, avec le petit mouvement de vanité enfantine qui la faisait toujours insister sur la qualité de ses relations. — Mme Trézel, continua-t-elle en présentant son autre visiteuse, la femme d'un des directeurs du *Grand Comptoir* et la mère du plus gentil camarade de Jean-Michel. Vous vous reverrez, j'espère, à la matinée de garçons que je donnerai dans huit jours, car vous y viendrez, chère amie. D'ici là, ce malentendu que vous êtes venue me raconter sera dissipé... C'est un drôle de garçon que notre Jean-Michel, dit-elle, une fois Mme Trézel partie. Imagines-tu ce qu'elle est venue me raconter? J'organise donc une petite fête pour les camarades de mon fils, car, pour moi, c'est un fils. Naturellement j'invite Jules Trézel, son inséparable. Qu'est-ce que la mère m'apprend? Qu'ils sont brouillés, ou du moins, que lui, Jean-Michel, est brouillé avec Jules, et qu'il est allé demander à Bernard, mon beau-frère, de ne pas continuer un bas-relief où les deux garçons figuraient en boy-scouts, tellement il lui en veut!... Et pourquoi? Parce que lui, Jean-Michel, s'est disputé l'autre jour avec un de leurs camarades, un autre boy-scout, et que Jules Trezel n'a pas pris son parti. Croirais-tu qu'il a eu en mains ma liste d'invitations, et qu'il ne m'a parlé de rien?

— Il n'y aura pas pris garde, dit Adèle. Elles sont nombreuses, tes invitations, n'est-ce pas?

— Une soixantaine.

— Il aura pensé que le petit Trézel et lui se verraient à peine, qu'ils ne se parleraient même pas.

— Non, fit Valentine, c'est dans son caractère de remarquer tous les détails, et, vois-tu, ce silence ne me peinerait pas, si

je n'avais pas appris qu'il est allé parler à son oncle. C'est une preuve qu'il n'a pas vraiment confiance en moi... Ah! mon amie, continua-t-elle d'une voix émue, quand on mentionne les belles-mères, soit dans les conversations, soit dans les livres, c'est toujours pour en dire du mal, jamais pour les plaindre. Ceux que l'on plaint, ce sont les beaux-enfants. La belle-mère, elle, c'est tout de suite la marâtre. Il arrive pourtant que la soi-disant marâtre, — c'est mon cas, — n'ayant pas d'enfants elle-même et ne devant pas en avoir, s'attache au beau-fils ou à la belle-fille avec une tendresse aussi vive que s'ils étaient de son sang, plus vive quelquefois, parce qu'il y entre de la jalousie pour celle dont ces enfants ont vraiment le sang dans les veines, et alors, quand le sentiment n'est pas réciproque, la marâtre en souffre. Ce n'est rien, ce petit silence avec moi, tandis qu'il a trouvé naturel de parler à un autre. Eh bien! ça m'est cruel. Si j'avais été Solange, c'est à moi, la première, qu'il aurait parlé.

— Tu ne vas pas envier la pauvre morte?... dit Adèle.

— Envier, quel vilain mot! Tout de même, c'est comme une fatalité que je l'aie toujours rencontrée devant moi. Quand nous étions petites filles, tiens, toi, tu aimais mieux jouer avec elle qu'avec moi. Elle était plus intelligente, c'est vrai. Quand nous allions au bal, elle était plus jolie. Elle était plus riche. L'argent, ça non, je ne le lui ai pas envié. — Elle répéta : Non, je ne le lui ai pas envié. — Ton amitié pour elle, si... Son enfant, si!...

Adèle observa que, durant cette étrange confession qui faisait écho, dans ce même petit salon, aux confidences de la morte, Valentine ne faisait pas allusion à leur commun mari, et elle continuait, presque implorante :

— Mais, comprends bien, le mot d'envie, ça n'est pas le vrai, car ceux qu'on envie, on ne les aime pas, et j'adorais Solange, je l'admirais. Je me plaisais à penser que son existence était si réussie, et ça me faisait mal en même temps, — parce que c'était celle que j'aurais voulu mener.

— Que tu mènes, interjeta Adèle.

— Que j'ai l'air de mener..., répondit-elle. Mais, qu'est-ce que je te raconte là?

Et, avec un sourire à moitié ironique, à moitié tendre :

— Je la mène en ce moment, puisque tu m'écoutes comme si tu étais mon amie à moi, autant que tu l'étais, à elle.

— Quelles imaginations vas-tu te faire ! dit Adèle. Ça ne se compare pas, des amitiés.

— Certes non, dit Valentine. Il y en a tout de même qu'on préfère... Mais ne parlons plus de tout cela. Qu'est-ce que tu fais demain soir? C'est notre jour d'Opéra. Si vous êtes libres, toi et ton mari, venez. On donne le ballet de Sylvia.

Dans son énervement, elle s'était levée. Debout devant le piano, ses doigts, promenés sur les touches, jouaient quelques mesures de cet air qu'Adèle avait entendu Solange exécuter bien des fois et dont elle lui disait :

— C'est si léger, si doux, si triste ! On dirait une danse d'ombres, n'est-ce pas ?

A l'appel de ces notes, il semblait qu'en effet l'ombre de Solange passait dans la chambre. S'interrompant soudain, Valentine reprit, en fermant le piano, comme si elle voulait exorciser le fantôme :

— Le pire, vois-tu, c'est que j'ai tellement peur de le froisser, ce petit Jean-Michel, que je n'oserais pas lui reprocher de ne pas m'avoir dit sa brouille avec Jules Trézel et de l'avoir dite à son oncle.

Cette conversation troubla si fort Mme de Puy Verine qu'elle ne put se retenir de la rapporter à son mari. Le diplomate haussa les épaules et se mit à rire :

— Et l'on parle de faire entrer des femmes dans le parlement et dans la diplomatie ! Avec cette manière de couper les cheveux, je ne dirai pas en quatre, mais en soixante, mais en cent, mais en mille, y en aurait-il des conflits !... Valentine aime ce petit garçon, et ce petit garçon ne l'aime pas, voilà tout. Elle était jalouse de sa cousine, elle l'est toujours, et ça ne l'empêche pas d'être une femme riche qui veut se faire une situation parisienne. Et tant mieux pour nous ! Sans cela, elle ne se croirait pas obligée d'avoir une loge à l'Opéra, et je n'aurais pas le plaisir d'entendre, demain, ce ballet que, moi aussi, j'adore.

Et il se mit à le fredonner, mais cette voix n'évoquait plus le fantôme de Solange. Comme il était un homme très fin, il vit passer sur le visage de sa femme une impression qu'il dissipa en lui disant :

— Tu me trouves très prosaïque, Adèle? Il faut bien que je le sois un peu pour toi qui ne l'es pas assez. Et crois-moi. Ne te mêle pas des rapports de ce petit Jean-Michel et de sa

belle-mère. C'est un axiome de notre carrière, qu'il ne faut jamais se mettre entre deux amours-propres.

— Mais, dit Adèle, il ne s'agit pas d'amours-propres.

— De quoi s'agit-il, alors ?

— De sensibilités.

— Raison de plus pour être prudente. On ne raisonne pas avec des sensibilités. Ou l'on devient leur complice, en se mettant à leur point de vue, ou bien on les irrite davantage encore. J'en suis toujours à ce que me disait mon oncle l'ambassadeur, qui tenait cette maxime de son père, le ministre de Louis-Philippe, lequel la tenait de Talleyrand : « Il faut laisser le temps au temps. »

« Le temps au temps », pensait Adèle en écoutant, le lendemain, la musique du ballet de Sylvia dans la loge des Gondier, et elle regardait derrière Valentine le petit garçon que l'on avait amené malgré son âge.

— Il n'ira pas au collège demain matin, voilà tout, avait dit le père, s'il est fatigué.

— Un scout n'est pas fatigué pour si peu, et puis je n'ai pas oublié la devise des « louveteaux » : « De notre mieux. »

Valentine eut un regard du côté d'Adèle qui signifiait : « Tu vois que j'en fais un homme. » Mais, comme les premières notes du ballet commençaient de se faire entendre, Jean-Michel avait, lui, un regard qui disait que le « louveteau », comme il s'appelait dans le « jargon de la jungle », toujours pour parler la langue scout, cachait une petite âme blessée. En écoutant cette musique, l'orphelin, lui aussi, voyait surgir le fantôme de la morte qui aimait tant cette mélodie et la jouait si souvent au piano devant lui. Et Adèle se répétait tout bas : « Le temps est au temps!... Et si le temps envenime encore la plaie? Si cet enfant s'aigrit encore davantage, s'il arrive aussi à se brouiller avec son père et que, jeune homme, il se trouve tout seul dans la vie? Et puis cette pauvre Valentine l'aime à sa façon, mais elle l'aime. Non, il faut qu'à tout prix j'aie une explication avec lui. Bernard Gondier a beau être fin, c'est un homme, comme mon mari, et les plus fins n'ont pas de ces « petites mains au cœur » dont parlait Solange. D'ailleurs, je ne veux pas que le fils de ma chère amie se méprenne sur moi. Je veux l'entendre encore m'appeler « ma tante ».

Une phrase prononcée au cours de cette soirée lui donna l'idée d'une chance d'avoir avec Jean-Michel un entretien peut-être imprudent, mais dont elle avait besoin.

— Quand retournes-tu poser chez ton oncle? avait demandé Pierre Gondier.

— A la fin de la semaine, avait répondu l'enfant. Il a beaucoup de travail en ce moment.

— Mais j'espère qu'il va vous faire tous les deux, Trézel et toi, en vrais scouts. Encore une des maximes de ta jungle que tu me citais : « Le louveteau est toujours gai ».

Valentine eut de nouveau un regard vers Adèle qui signifiait : « Tu vois, il continue de ne pas raconter l'affaire Trézel, même à son père. » Pourquoi elle-même s'en taisait-elle, sinon parce que la belle-mère et le petit garçon n'étaient pas, comme l'avait affirmé le diplomate, deux amours-propres en présence, mais, comme l'avait dit Adèle, deux sensibilités. Et, dès le lendemain, elle s'acheminait vers la rue Galvani pour savoir quel jour le petit garçon venait poser. L'artiste était justement occupé à modeler à nouveau la terre glaise du bas-relief.

— Vous voyez, dit-il, Jules Trézel a disparu. A la place, je vais mettre un de leurs instruments favoris, un bateau pliant — et, montrant des images éparses sur une table : — Tenez, en voici un du type qu'ils appellent C (a), avec deux avirons et dames de nage. Je modèle un rocher dans le fond. J'indique un tour de rivière. On ne voit que l'arrière du bateau, amarré là et mon petit homme qui le regarde, prêt à y monter. Plus d'Achille et de Patrocle. Ce sera Robinson. Je ne lui en ai pas parlé encore, mais, puisqu'il veut être marin, ça lui plaira.

— Mais veut-il vraiment être marin? interrogea Adèle. Sa vocation n'est qu'une fuite, vous me l'avez dit. Et ne faudrait-il pas tout faire pour l'en détourner?

Et elle commença de raconter à Bernard ses diverses remarques des derniers temps, pour s'attirer la même réponse ambiguë qu'à sa première visite :

— Moi, fit-il, j'ai pris le parti du silence, mais c'est comme avec les maladies, il y a des médecins qui sont pour laisser agir la nature, d'autres pour tenter des opérations. Votre tact de femme en saura plus que ma psychologie.

VII

C'est donc toujours hésitante qu'Adèle multiplia pendant une semaine ses visites avenue du Bois de Boulogne, où elle n'arrivait jamais à voir Jean-Michel seul, quand, un jour, elle le trouva dans le petit salon, accoudé sur le bureau d'angle, et regardant un bijou posé à même un écrin ouvert. C'était une broche d'or d'un travail assez lourd, qui représentait un cœur pavé de diamants, avec cinq grosses émeraudes incrustées au milieu. Ce bijou avait appartenu à Solange, qui le tenait de son mari. Elle le portait volontiers, tout en convenant qu'il n'était pas de très bon goût. « Mais, disait-elle, il amusait Jean-Michel quand je le nourrissais et, à cause de cela, je l'aime. » Pourquoi cette broche était-elle là, et que pensait l'enfant en la contemplant? Il ne s'était pas aperçu de l'entrée d'Adèle. Elle l'appela doucement par son nom. Il tressaillit, comme éveillé d'un songe, et il referma l'écrin d'un mouvement brusque, en se levant pour baiser cérémonieusement la main de la visiteuse et lui dire :

— Vous m'excuserez, madame, je ne vous avais pas entendue...

— « Madame ? » lui dit-elle sur un ton de gentil reproche en le baisant au front. Je ne suis donc plus ta tante? — Il la regardait en tressaillant de nouveau, sans répondre. — Mais qu'est-ce que je t'ai fait, Jean-Michel, insista-t-elle, pour que tu me boudes?

— Rien.

— Alors, appelle-moi « ma tante ». Pourquoi ne me réponds-tu plus?

— C'est que... commença-t-il; il s'arrêta, et sortit brusquement de la chambre en disant : — Je ne peux pas, je ne peux pas!

Presque aussitôt, Valentine entrait :

— Je viens de rencontrer Jean-Michel dans l'escalier, dit-elle. Je l'ai un peu grondé de ne pas t'avoir tenu compagnie. C'est toujours cette vie de scout. « Je suis en retard pour la patrouille », m'a-t-il dit en descendant l'escalier, quatre à quatre.

Puis, avisant ce même écrin sur la table :

— Tu me conseilleras, Adèle. Est-ce que tu as jamais beaucoup aimé cette broche? dit-elle en montrant le cœur de diamants et d'émeraudes.

— Évidemment, dit Adèle, il n'est pas à la mode d'aujourd'hui.

— N'est-ce pas? Est-elle coco! Aussi je ne vais pas la garder. J'attends Krefeld, le bijoutier. Il doit m'apporter un de ces bracelets, comme on en fait maintenant, tout en diamants et souple. Il accepterait un échange. Je n'ai pas besoin de te dire qu'il y gagne. Rien que les émeraudes, montées autrement, lui paieront son bracelet.

— Mais c'est un bijou de Solange?

— Pierre me les a tous donnés. « Vous la remplacez auprès de son petit, m'a-t-il dit, c'est bien juste que vous ayez votre récompense. »

— Et il approuve cet échange?

— C'est lui qui le conseille. Mais, tiens, le voici : demande-lui.

— Si je l'approuve !... dit en riant haut Pierre Gondier, qui avait entendu les dernières paroles échangées entre les deux femmes. Et, riant plus haut encore : « Qu'est-ce que vous voulez? Je suis commerçant. Il faut que ma femme ait l'air d'une poule de luxe. » — Et il embrassa Valentine sur cet étrange compliment. — C'est une réclame pour la maison. Et, à ce propos, madame Adèle, j'ai vu votre automobile à la porte. Elle n'est pas mal. On a beau dire, ça a du bon, le progrès, hein? Venir en dix minutes, et pas même, de l'avenue de Tourville à celle du Bois, ça vous change un peu des fiacres d'autrefois, et même des voitures de maître.

Le contraste était trop grand entre la mélancolie du fils regardant le bijou de sa mère et la tranquille, la joyeuse inconscience avec laquelle la seconde femme et le mari oublieux allaient brocanter cette relique.

« Ah! se disait Adèle en s'en allant de cette visite, c'est mon mari qui a raison, il faut laisser le temps au temps. Ou il endort tout, et le petit oubliera sa mère, ou il envenime tout et il y aura quelque esclandre, un choc. Ça vaudra peut-être mieux. »

Elle ne se doutait pas que ce choc allait se produire à l'occasion même de ce bijou démodé, de ce pauvre cœur de dia-

mants et d'émeraudes, qualifié si dédaigneusement de « coco » par la moderne épouse de l'ultra-moderne carrossier.

Il n'y avait pas cinq heures que les deux femmes s'étaient quittées, qu'elles se retrouvaient dans une maison amie où elles étaient invitées à l'insu l'une de l'autre, pour prendre le thé. Adèle était arrivée la première. Quand elle vit entrer Valentine, elle fut aussitôt frappée par la nervosité de son visage et la visible préoccupation qui assombrissait ses yeux. Une idée lui traversa la tête, si impérieuse qu'elle éprouva le besoin de la vérifier tout de suite : une scène avait-elle eu lieu entre l'enfant et la belle-mère, et précisément à l'occasion du bijou?

— Comme tu as l'air ennuyé!... dit-elle à Valentine, dans un moment où elles étaient toutes deux à part, chacune sa tasse de thé à la main.

Elle avait parlé à voix presque basse, et l'autre répondit, à voix basse aussi :

— Je crois bien que je suis ennuyée! La broche que je t'ai montrée... elle a disparu!

— Comment, disparu?

— Oui, quand Krefeld est venu avec son bracelet, l'écrin du cœur était toujours sur la table où je l'avais laissé, stupidement, j'en conviens, mais jamais on n'a rien volé chez moi, — et il était vide.

— Et alors?

— Alors, j'ai téléphoné aussitôt à mon mari, qui était heureusement à son bureau. Il est accouru tout de suite. Son avis est que le voleur ne peut être qu'un domestique. Nous en avons de nouveaux, justement, femme de chambre et maître d'hôtel, qui ne sont chez nous que depuis trois semaines. Ils sont entrés sur des références excellentes. Mais, dit Pierre, il y a un commencement à tout, au vol comme au reste, et justement, les bonnes références, ça permet de nier, avec d'autant plus de sûreté qu'un bijou tel que celui-là, ça ne se vend pas du jour au lendemain. On fait sauter les pierres. On les passe, une par une, à des recéleurs, et le tour est joué.

— Vous ne les avez pas interrogés, ces domestiques?

— Non, Pierre est d'avis qu'il vaut mieux les garder là, sous la main, et laisser l'enquête à la justice.

— Et Jean-Michel, qu'est-ce qu'il a dit? interrogea impulsi-

vement Adèle, que l'éclair d'un soupçon venait soudain de traverser.

— Jean-Michel? dit Valentine. Mais il ne sait rien de cette affaire. Il est à sa partie de foot-ball. Qu'est-ce que tu veux que ça lui fasse à lui? Je la lui ai montrée, la broche, tiens, avant ta visite. A peine s'il l'a regardée. Ce sont de petits sauvages, nos scouts, tu sais, et un bijou pour eux!...

L'hypothèse du vol par une femme de chambre indélicate était si simple, et, d'autre part, l'absence de l'enfant, sorti, avait dit la belle-mère, au moment même de la visite d'Adèle, rendait impossible la vision qu'elle avait eue aussitôt du petit volant la broche pour empêcher ce qu'il devait considérer, si son oncle y voyait juste, comme une profanation. Il n'y avait donc plus là qu'une banale escroquerie, comme les journaux en rapportent tous les jours, à la rubrique des faits-divers. Mais quel retentissement pouvait-elle avoir sur la sensibilité de l'orphelin? N'en voudrait-il pas à sa belle-mère d'avoir si mal surveillé cette précieuse relique? Ou bien, comme Valentine le prétendait, contradiction bien invraisemblable, ne s'y était-il pas intéressé? Ces deux questions auraient suffi pour décider Adèle à s'enquérir des suites données à l'incident, même si ses courses à Neuilly ne l'avaient pas conduite le lendemain dans le voisinage de l'avenue du Bois de Boulogne, et, la féminine curiosité autour de cette énigme domestique aidant, elle fit tout naturellement ce petit crochet d'automobile. Une autre voiture attendait devant la porte, le somptueux coupé de Valentine Gondier. Toujours la réclame désirée par le carrossier!

« Elle est là », se dit Adèle qui se rencontra au bas de l'escalier (on se rappelle que le petit salon était au premier étage) avec le sculpteur, visiblement très ému.

— Vous arrivez en plein drame, lui dit-il. Si je n'étais pas attendu par un modèle, que je ne puis remettre, je monterais avec vous. Mais, tranquillisez-vous : pour une fois, c'est un drame qui finira bien, très bien. — Et, avec le sourire que peut avoir un médecin dont le diagnostic se vérifie : — Vous constaterez que j'y ai vu juste, et sur le petit et sur ma belle-sœur. Mais quelle drôle de machine que le cœur humain!

— Il s'agit du bijou volé?

— Oui, mais montez, montez. Moi, je n'ai pas le temps.

Valentine était seule dans le salon, accoudée sur le marbre

de la cheminée, auprès, — Adèle en crut à peine ses yeux, — du buste de Solange rapporté à la place qu'il occupait autrefois. La belle-mère de Jean-Michel regardait cette effigie de la morte avec une fixité douloureuse dont le reflet resta dans ses prunelles quand elle se retourna au bruit de la porte ouverte, et, reconnaissant la visiteuse, une rougeur lui vint aux joues. La remise en place du buste et son attitude révélaient trop de choses secrètes de sa vie intérieure à une compagne de jeunesse qui avait peut-être tout deviné. Son trouble était si grand qu'Adèle n'osait pas l'interroger, mais l'autre prit les devants, avec un sourire un peu forcé qui essayait de cacher son émotion :

— Tu viens chercher des nouvelles de la broche ? Eh bien ! elle est retrouvée !

— La police a découvert le voleur ? dit Adèle.

— Non, il a avoué. Et ce voleur, qui était-il ? Devine.

— Jean-Michel ? répondit Adèle impulsivement.

— Je comprends, fit Valentine avec un petit saisissement nerveux. Il s'était plaint de moi à toi à propos de la vente de ce bijou ?

— Jamais, dit Adèle.

— Alors, comment sais-tu ?

— Qu'il n'a pas pu supporter de voir disparaître un bijou de sa mère ? Mais c'est tout simple : il l'aime tant !

— Oui, c'est tout simple, mais je ne l'avais pas deviné, ou du moins, rectifia-t-elle, pas qu'il l'aimait comme cela.

— Alors, interrogea Adèle, vous vous êtes parlé ? Tu sais comme j'aimais Solange, moi ; tu sais aussi comme j'aime son enfant. Je t'en prie, dis-moi tout : que s'est-il passé ? C'est à cause de lui que tu as remis ce buste sur la cheminée ?

— Oui, fit Valentine, tu vas tout savoir. Tu te souviens de ce que je t'ai raconté hier : la disparition de la broche et notre appel immédiat à la police. L'inspecteur est venu, et tout de suite son soupçon est tombé sur ma femme de chambre qu'il a fait venir pour l'interroger en ma présence. Cette fille sortit de la pièce en protestant de son innocence et en sanglotant. Tous nos domestiques furent de même questionnés les uns après les autres. « Croyez-moi, madame, dit le policier en s'en allant, c'est la femme de chambre la coupable. J'ai lu ça dans ses yeux. Nous allons lui laisser la nuit pour réfléchir, et, si elle n'a

pas rendu le bijou demain matin, je la fais venir, je la cuisine ferme, et nous aurons la broche dans la journée, ou du moins le nom du recéleur. » Ce discours était tenu dans le petit salon au moment où Jean-Michel rentrait de sa partie de foot-ball. Il l'écoute et ne dit rien. Nous dînons. Il ne dit rien encore, mais je le voyais si préoccupé que je pensai à une nouvelle difficulté avec un de ses compagnons de scoutisme, peut-être encore le petit Trézel. Je l'interroge. Il répond à peine. Il se retire après le dîner, sous prétexte d'un travail en retard. Par hasard, nous n'avions pas de sortie le soir, Pierre et moi. Nous restons donc en tête-à-tête dans le petit salon, lui à lire ses journaux, moi à tricoter, comme un bon ménage de petits rentiers qui se tutoient bourgeoisement. Le domestique entre et remet une enveloppe à mon mari, en lui disant : « De la part de M. Jean-Michel. » Stupeur, comme tu penses. Pierre ouvre l'enveloppe et me tend un papier sur lequel étaient écrits ces quelques mots : « Papa, il faut que je vous parle immédiatement, et *seul*. »

— Qu'est-ce que cela signifie ? me dit Pierre. Est-ce qu'il devient fou ?

— Non, répondis-je. C'est qu'il aura appris quelque chose sur le vol.

Cette idée m'était venue en me rappelant avec quelle attention il avait écouté l'homme de la police.

— Peut-être, dit mon mari. Mais pourquoi ce « seul » et souligné, remarque ?

— Fais-le venir, lui dis-je. Moi, je vais dans ma chambre.

— Je n'aime pas beaucoup cela, dit Pierre. J'ai déjà remarqué plusieurs fois qu'il n'était pas avec toi tout à fait comme il devrait être. Ce sont des riens, mais toi qui es si bonne pour lui, il ne faudrait pas qu'il s'avisât de jouer à l'enfant qui a une marâtre.

— Raison de plus, répondis-je, pour ne pas l'irriter en lui imposant ma présence, puisqu'il demande à être reçu seul.

— Irrité ? reprit Pierre, je voudrais bien voir ça !

— Peut-être tout simplement se fait-il un scrupule de dénoncer celui ou celle qu'il soupçonne, autrement qu'en tête-à-tête avec toi.

— Nous verrons bien, dit mon mari. Je vais dans sa chambre.

Dix minutes après, il revenait ici, poussant devant lui, brutalement, Jean-Michel dont il serrait le bras en le secouant de toute sa force et il me tendait sa main libre, où je vis briller les diamants et les émeraudes de la broche disparue.

— C'est lui qui l'avait volée ! — disait-il, criait-il, — lui, lui !... Il était sorti pour aller à son foot-ball. Il rentre une minute, soi-disant pour prendre un mouchoir. Vous n'étiez pas là. Il savait l'écrin sur la table. Le temps de mettre le bijou dans sa poche, il était déjà loin. Et puis, tout de même, quand il a vu que nous mettions la police en branle, il a pensé qu'on fouillerait partout dans la maison. Il a eu peur, et il a avoué !... Mais, malheureux ! — et, dans sa colère, il le soulevait presque de terre par les épaules, — comment cette idée t'est-elle venue de voler, toi, mon fils ? Qu'est-ce que tu espérais ? Vendre ces pierres, avoir de l'argent, pour quoi faire ?... Voleur ! voleur !... Mon fils, un voleur !... Mais dis-moi au moins que tu avais perdu la tête, ou que c'était pour faire une mauvaise farce, je ne sais pas, moi, et que tu n'as pas voulu qu'on accuse des domestiques innocents à ta place... Mais parle, parle, parle ! Depuis qu'il a rendu le bijou, pas un mot, pas moyen de lui arracher un mot. Voleur ! Mon fils, un voleur !

Jean-Michel demeurait en effet muet, avec cette expression que je lui connais si bien, têtue et impénétrable. Et mon mari continuait, toujours hors de lui :

— Demain, je le fourre interne au lycée. Du moment qu'il ne respecte pas la maison de son père, il est indigne d'y rester. J'étais désolé qu'il voulût se faire marin. J'en suis heureux maintenant. Mais demande pardon, petit misérable, et dis pourquoi tu as fait ça, pourquoi, pourquoi ?

— Il a fini par s'expliquer, cependant ? interrogea Adèle, comme Valentine se taisait elle-même, encore bouleversée, évidemment, par le souvenir de cette scène et de sa violence.

— Oui, répondit-elle, mais pas avec son père. Pourquoi il l'avait volé, ce bijou ? Je n'avais pas besoin, moi, qu'il me le dise. Je venais de le deviner, rien qu'au détournement de son regard, dont j'avais senti qu'il m'évitait avec une espèce d'horreur. Et cela, je ne pus pas le supporter. Je t'ai dit que je l'aime, cet enfant. Jamais je ne l'ai senti plus qu'à cette minute, et aussi que je n'aurais jamais plus une vraie occasion de lui toucher le cœur. « Laisse-moi causer avec lui, dis-je à Pierre. Je te

promets que j'arriverai à le confesser. » Pierre eut une seconde d'hésitation. « J'allais le frapper, m'a-t-il dit depuis. Je le sentais. J'ai compris qu'il lui fallait un peu de temps pour se reprendre. » « Je te laisse, me dit-il. Mais tu n'en obtiendras rien. Et alors... » Il sortit sur un geste de menace. Il avait à peine refermé la porte que je marchais vers Jean-Michel qui demeurait immobile, et, lui prenant les mains, que je sentis brûlantes et raides :

— Jean-Michel, lui dis-je, je le sais, moi, pourquoi tu as volé le bijou. C'est à cause de ta mère. Ça t'a fait trop de chagrin de le voir s'en aller.

Il m'a regardée, cette fois, avec des yeux dont je ne peux pas te rendre l'étonnement et la rancune.

— Si vous pensez cela, a-t-il répondu, pourquoi voulez-vous le vendre?

— Je ne pensais pas cela, Jean-Michel, c'est maintenant que je le pense.

Cette fois, il ne répondit plus rien et, se laissant tomber sur cette chaise, il prit sa tête dans ses mains et il éclata en sanglots. Puis, comme s'il eût eu honte que j'aie surpris son secret, il sortit de la chambre, lui aussi, pour se heurter à son père, qui allait et venait dans le couloir et que j'appelai en lui disant :

— Laisse-le aller, il a avoué.

— Et ensuite? demanda Adèle, comme Valentine se taisait de nouveau.

— Ensuite, nous avons causé, Pierre et moi. Ah! comme je te souhaite de ne jamais avoir avec ton mari une de ces conversations où les mots que l'on ne dit pas font autant de mal que ceux que l'on dit. Cette vente du bijou, à laquelle je n'avais attaché aucune importance, c'avait été, pour l'enfant, sa mère mise de nouveau hors de chez elle. Et par qui? Par celle qui l'a remplacée. Non, cette conversation, je ne peux pas te la répéter. Tu la devineras par cette seule parole que Pierre me dit à un moment, avec une émotion si poignante chez un homme d'affaires tel que lui, si étranger aux complications du sentiment : « Nous avions pourtant bien le droit, moi, de refaire ma vie, et toi, de faire la tienne. »

— Oui, répondis-je, mais pas à travers le petit, et nous n'y avons pas assez pensé.

— Le plus sage, peut-être, dit Adèle, est de prendre le parti dont Jean-Michel et son père, remarque, ont eu l'idée tous les deux : vous séparer un peu, ton ménage et l'enfant. Le laisser entrer dans la marine, et, en attendant, le mettre interne au collège.

— Non, dit-elle avec passion, je veux le garder et qu'il soit heureux ici avec moi, et il le sera. — Et, montrant le buste sur la cheminée : — Ç'a été ma première action, ce matin, sitôt levée, de faire retirer ce buste du coin reculé où il était, et de le faire poser ici. On a porté, là bas, mon buste à moi et on a remis celui-ci à son ancienne place. Et puis, tout de suite, j'ai écrit à Krefeld, et, avant de fermer la lettre, j'ai demandé au domestique de prier Jean-Michel qu'il vînt auprès de moi. Il n'était pas encore parti pour le collège. Il est entré, très pâle d'une nuit évidemment passée sans sommeil. Sans aucune allusion à la scène de la veille, je lui tendis l'enveloppe, en lui disant : « Lis ce billet. » Tu as bien compris, Valentine, que j'écrivais à Krefeld que je renonçais à l'échange et qu'il ne m'apportât pas le bracelet. Jean-Michel a lu cette lettre. Comme il me la rendait, ses yeux virent le buste sur la cheminée. Cela non plus, je ne peux pas te le rendre : le changement de son visage et l'élan avec lequel il se précipita sur moi comme il ne l'avait jamais fait : « Merci, gémissait-il, merci. » Je lui dis alors : « Tu vois que tu as vraiment, en moi, une seconde mère... Voyons, mon petit, appelle-moi maman. — Non, m'a-t-il répondu, je ne pourrais pas. » Il répéta : « On n'a qu'une maman. Je ne pourrais pas. Mais je sens que vous êtes mon amie, et alors je vous appellerai : mamie. Oui, mamie, ma chère mamie », répétait-il encore en m'embrassant de nouveau.

Et, regardant elle-même le buste, Valentine ajouta :

— Tu vois que j'avais bien raison d'être jalouse de Solange puisque, même maintenant, c'est elle qui a la première place dans le cœur de cet enfant que je me suis prise à aimer comme mon fils. C'est à cause d'elle uniquement, et par elle, qu'il peut m'aimer. Mais que ce soit à cause d'elle et par elle, qu'est-ce que cela me fait, pourvu qu'il m'aime ?

Et c'est vrai qu'il va l'aimer maintenant, qu'il l'aime, disait Adèle à son mari, après lui avoir rapporté cet entretien. J'en ai eu la preuve tout de suite en le rencontrant, lui, dans

l'escalier, rien qu'à la façon dont il m'a dit de nouveau : « Ma chère tante Adèle. »

— Et Gondier? fit le diplomate. Il ne veut plus mettre l'enfant interne, je suppose?

— Naturellement non. Il est même si content qu'il a promis à sa femme, j'ai oublié de te le raconter, ce bracelet souple en diamants, contre lequel elle voulait échanger l'autre. Imagine-toi son tact ! Sais-tu le compliment qu'il lui a adressé en lui annonçant ce cadeau et en la remerciant de sa gentillesse pour Jean-Michel? « Décidément, tu es une autre Solange. » Et, en me répétant cela, Valentine m'a dit, elle, avec un sourire attendri à la fois et un peu amer : « Tu vois, toujours elle ! » Et elle a ajouté : « Ça ne fait rien. J'ai son fils. »

— Décidément, reprit le diplomate, le sculpteur a raison. Le cœur humain est une drôle de machine et bien compliquée.

— J'aime mieux, dit Adèle, la phrase du romancier russe que citait si souvent Solange. Elle a le même sens, mais avec une poésie qui manque à l'autre : l'âme d'autrui, c'est une forêt obscure...

— Ajoute, et remplie de ronces, d'épines, de mauvaises herbes, fit Puy Verine.

— Soit, reprit Adèle pensivement ; mais cette forêt a aussi ses places de lumière, tu viens de le voir, et où l'on rencontre, parmi les épines, de belles fleurs.

PAUL BOURGET.

LES ÉLECTIONS DU 22 AVRIL ET LES DESTINÉES NATIONALES

Tous les partis s'accordent à reconnaître que les élections législatives du 22 avril auront en France une importance exceptionnelle. Pourquoi ? Parce que, pour la première fois dans notre histoire parlementaire, les élections rendront possible ou impossible un gouvernement socialisant, décidé à accomplir une œuvre révolutionnaire. Dans un récent discours, l'un des orateurs du parti socialiste, M. Renaudel, a proclamé que son groupe était prêt à prendre le pouvoir pour modifier la légalité et changer la propriété. Ces expressions voilées désignent ce qu'on nomme une révolution.

Trois raisons expliquent cette position nouvelle du problème politique. Depuis le temps qu'il y a en France un parti de gauche et qu'il parle, il a toujours été prodigue en promesses et relativement discret dans ses actes. C'est que, s'il était puissant par sa propagande et par sa faculté d'agitation, il était encore loin du pouvoir. Le socialisme a été, durant de longues années, un rêve à l'usage de quelques professeurs de philosophie et une doctrine pour parlementaires en mal d'utopies. Ce n'est qu'en 1902 qu'il est devenu un parti de manœuvriers subtils, qui peu à peu se sont fait accréditer comme représentants d'une politique nouvelle. Le talent oratoire et l'habileté tactique de Jaurès l'ont grandement aidé. Cependant, malgré les progrès qu'il a accomplis depuis un quart de siècle, il n'était encore en 1914 qu'un parti extrême, ayant

certes une action néfaste sur la marche des affaires publiques, mais un parti d'appoint que ses forces réelles réduisaient à se passer de l'autorité et à se contenter de l'influence.

La guerre a ébranlé les partis dans tous les pays. Elle a commencé par jeter le discrédit sur le socialisme, qui n'avait su ni l'empêcher ni même la prévoir. On aurait pu même penser que la doctrine politique, au nom de laquelle on niait le péril extérieur jusqu'en juillet 1914, mettrait fort longtemps à se relever d'une si redoutable erreur. Il n'en a rien été. Les difficultés économiques, les déceptions, le malaise général qui a suivi l'armistice a servi tous ceux qui trouvaient alors tant de facilité à exploiter le mécontentement. Les pays vaincus ont accueilli le socialisme jusque dans les conseils des gouvernants, et ce fait est explicable. Ce qui l'est beaucoup moins, c'est que les pays victorieux aient éprouvé le même sort. L'Italie a subi une poussée si forte des partis d'extrême gauche qu'elle a dû réagir par la dictature. La Belgique a vu des socialistes au pouvoir. Et la Grande-Bretagne elle-même, par un phénomène qui aurait paru invraisemblable dix ans auparavant, a fait l'expérience d'un ministère travailliste.

A cet entraînement général la France a cédé en 1924. La formation politique appelée le cartel a représenté la plus forte entreprise de désorganisation nationale que nous ayons connue, parce qu'elle était sous la domination du socialisme. Elle a échoué après avoir conduit notre pays à la veille d'une catastrophe financière. Mais si ses dirigeants ont perdu le pouvoir de nuire, ils n'en ont pas perdu le goût. Et c'est la seconde raison qui explique les ambitions du socialisme. Le cartel battu veut prendre sa revanche, et il veut profiter des leçons qu'il croit avoir tirées de sa défaite. Les socialistes ont été les conseillers secrets de la tentative qui a mal tourné. Ils rejettent toutes les fautes sur les hommes qui détenaient alors le pouvoir et qu'ils accusent de faiblesse et d'incapacité. Ils se prétendent prêts à une expérience mieux organisée, plus violente, plus définitive, qu'ils conduiront eux-mêmes, selon leurs méthodes particulières. M. Léon Blum a clairement défini cette opération révolutionnaire en parlant des vacances de la légalité. Tout le parti socialiste est persuadé qu'après avoir beaucoup promis, il lui faut essayer de tenir.

Enfin, il s'est produit dans le monde un événement qui

agit sur les masses et sur les meneurs par attraction : c'est la révolution russe. Tous les hommes qui veulent s'instruire impartialement savent que le régime soviétique est effroyable, qu'il aboutit au chômage, à la souffrance et à la misère, qu'il se maintient par la terreur, et qu'il a réussi à ruiner un grand pays plein de ressources. Mais cette terrible leçon de choses est masquée par une propagande hardie, qui dispose de grands moyens et qui fait encore illusion aux foules. L'impression générale de la révolution russe qui reste dans l'imagination populaire, c'est que le marxisme n'est pas une utopie, c'est que le socialisme existe quelque part comme une réalité, c'est qu'un monde nouveau, issu du bouleversement soviétique, a été créé et dure depuis dix ans. Des voyageurs, savamment promenés, reviennent avec des impressions assez mitigées pour paraître rassurantes. La mode et le snobisme sont allés bénévolement au secours du bolchévisme. Et le résultat, c'est qu'au lieu de paraître une menace à toute la civilisation, il est encore considéré comme une possibilité humaine.

Il faut remarquer d'ailleurs que le communisme ne tient pas à favoriser le succès du socialisme. Il le regarde comme un rival d'une espèce inférieure, dont il ne veut subir aucune concurrence. Il ne se soucie pas de laisser à d'autres les révolutions dont il se réserve le monopole. Et, en outre, le bolchévisme a présentement en Russie tant de difficultés économiques qu'il en arrive à cette nécessité paradoxale de préférer en Europe des nations conservatrices et prospères, capables de lui faire crédit, à des nations démocratiques, appauvries et agitées. Mais, par son existence même, il pousse les socialistes à ne pas se laisser distancer, et à regagner la faveur populaire en réussissant à leur tour quelque tentative nouvelle. S'il ne sort pas d'une opposition grandiloquente et stérile, le socialisme est voué à paraître un parti de petits bourgeois bavards, un parti opportuniste, un parti de parlementarisme dégénéré. Il est menacé de livrer au communisme tout le prestige des espérances de rénovation révolutionnaire.

C'est ainsi que, pressés en tous sens par la nécessité, les socialistes, pour la première fois, annoncent leur intention longtemps différée de prendre le pouvoir s'ils le peuvent, et leur intention plus longtemps différée encore d'appliquer leur programme inapplicable.

*
* *

Comment les socialistes, adversaires du gouvernement de M. Poincaré, adversaires de la société, adversaires de la propriété, entendent-ils faire sortir leur avènement de la prochaine consultation électorale ? Il faut connaître leur tactique pour en assurer l'échec. Elle est subtile, mais elle n'est pas impossible à déjouer. Les socialistes savent très bien que leur puissance est restreinte. Ils n'ont présentement aucune qualité pour parler au nom de la France, aucune qualité même pour parler au nom des millions d'habitants qui travaillent et qui peinent pour gagner leur vie. Ils ont joué au Parlement un rôle qui est sans proportion avec les effectifs de leurs partisans. Il y a dans notre pays neuf millions d'électeurs : en 1924, il n'y a pas eu un million de suffrages socialistes. Ces deux chiffres suffisent à apprécier les forces réellement en présence.

Réduits à eux-mêmes, les socialistes ne peuvent rien. Même si, contre toute vraisemblance, ils gagnaient beaucoup de sièges, ils n'en gagneront jamais assez pour être la majorité. Ils étaient à peu près cent dans la Chambre du 11 mai 1924. Leurs apologistes les plus optimistes ne croient pas qu'ils dépassent ce nombre de plus d'une vingtaine dans la prochaine Assemblée. D'où vient leur ambition ? et sur quoi se fondent leurs calculs ? Sur un seul fait : ils comptent sur des alliés radicaux qu'ils domineront. Dans toute la législature de 1924 à 1928, le jeu, constant et savamment mené, des socialistes a été de disloquer le parti radical, et d'annexer la fraction socialisante de ce parti. Ils ont distingué entre deux radicalismes, l'un qu'ils abandonnent, l'autre qu'ils attirent et qu'ils veulent absorber

Cette discrimination n'est pas arbitraire : elle est fondée sur un fait historique. Le parti radical a été, à l'origine, un simple parti de surenchère. Selon le mot sévère de Waldeck-Rousseau, il se déclinait au comparatif et il avait plus de passions que d'idées. Son programme, qui contenait la suppression du Sénat et l'élection des juges, était assez pauvre. Il l'a enrichi le jour où il a découvert les questions sociales, le pacifisme et l'internationalisme que lui offraient ses voisins les collectivistes. Mais ce jour-là aussi il a préparé ses divisions futures. C'est la politique militaire et le problème national qui ont été les causes d'une scission morale. Un homme dont la force de dissolution

égalait le patriotisme, Georges Clemenceau, a créé le radicalisme national en même temps qu'il criblait d'ironies Jaurès et sa cité future. Pendant ce temps, le radicalisme sentimental à la mode de M. Ferdinand Buisson évoluait vers le socialisme, et il était réservé à M. Herriot de donner sa forme la plus récente à cette politique d'effusion et d'abdication.

La manœuvre socialiste, conduite, dès les mois qui ont précédé 1924, par M. Léon Blum, a consisté à dominer sans cesse, au besoin en les malmenant, ces fractions avancées de l'ancien parti radical, qui avait l'avantage d'avoir une bonne organisation électorale, une nombreuse clientèle de petits fonctionnaires et de petits bourgeois, et... peu de chefs de valeur.

L'état-major socialiste, plus jeune, ambitieux, impatient, possédait au contraire tout un personnel sans emploi et peu de troupes. Il avait tout avantage à se faire adopter par cette masse assez considérable de radicaux qui joignaient à l'incertitude de la doctrine une si grande habitude du pouvoir. La difficulté était d'attacher le grelot. Les socialistes n'y seraient peut-être jamais arrivés si les radicaux avaient eu plus de goût pour la réflexion et moins de confiance en soi. Mais une longue tradition les inclinait à considérer les socialistes comme des frères un peu turbulents, à qui il convient de passer des excès de langage et des manifestations un peu bruyantes.

C'est le parti radical qui, par inconscience et par égoïsme, a livré les avenues du pouvoir au socialisme. Il a trouvé commode, pendant de nombreuses années, de toujours compter sur l'appoint des voix socialistes aux élections générales et à la Chambre. La formule « pas d'ennemis à gauche » est devenue rituelle. On ne s'est même plus demandé si elle avait un sens. Le socialisme était considéré comme innocent. Les radicaux ne croyaient pas à la révolution ; ils savaient peu ce que c'était que le marxisme ; ils disaient volontiers, quand on leur parlait de la suppression de la propriété : « Nous en reparlerons dans trois mille ans ». Et, sans s'en apercevoir, ils adoptaient peu à peu des fragments du programme socialiste. Ils devenaient étatistes. Ils discutaient les crédits de la Défense nationale. Ils donnaient dans le pacifisme. Les socialistes ont si bien profité des complaisances qui leur étaient prodiguées, de 1900 à 1924, qu'un beau jour ils ont été à la Chambre aussi nombreux que les radicaux. Les modestes auxiliaires, qu'on poussait jadis par

grâce à la vice-présidence de la Chambre, étaient devenus les maîtres et ils allaient le faire savoir.

L'histoire du néfaste ministère Herriot, après le 11 mai 1924, tient tout entière dans sa soumission aux socialistes. Les radicaux ne sont plus les chefs incontestés du parti de gauche : ils sont des exécutants. La force agissante, la volonté et la doctrine sont ailleurs. Nous n'avons vu au cours de cette législature que l'avant-propos d'une politique socialiste. La reconnaissance illégale des syndicats illégaux de fonctionnaires, le trouble jeté en Alsace et en Lorraine par l'application brusque des lois de laïcité, le défilé communiste à la cérémonie Jaurès, les nominations de proconsuls incapables pris dans les groupes avancés, les menaces contre la liberté de l'enseignement, les projets de spoliation, l'État héritier, l'idée de « prendre l'argent où il se trouve », le prélèvement sur le capital, autant d'idées socialistes, que les radicaux ont dû soutenir ou lancer. La crise politique et financière qui a suivi a été la conséquence directe de cette intervention du collectivisme révolutionnaire. Le public ne s'y est pas trompé. Il a bien senti qu'il se passait quelque chose d'insolite. Il a réagi à sa façon, en s'inquiétant, en refusant de faire crédit à l'État, et dans le pays le plus prompt à souscrire aux emprunts, le plus attaché aux rentes, le plus fidèle et le plus confiant, on a vu ce spectacle affligeant d'une foule de prêteurs qui réclamait ses fonds au Trésor.

Après avoir engagé les radicaux par cette complicité dans le mal, le parti socialiste a eu la froide cruauté de lui en donner le goût et de le lui faire regretter. Quand le cartel s'est effrondré, les radicaux ont sans cesse essayé de le reconstituer. Ils ont trouvé le parti socialiste indifférent et hautain. Ils n'ont pu parvenir à le faire participer au pouvoir. Ils l'ont vu s'isoler dans l'opposition. Ils étaient prêts à tous les sacrifices pour obtenir un appui qui s'est dérobé. Ils ont été jusqu'à mendier pour 1928 une alliance électorale, qui ne leur a été promise qu'avec condescendance et sous conditions. Désormais sûrs d'exercer leur domination sur le parti de gauche, les socialistes se sont donné le plaisir de laisser les radicaux faire volte-face et aller timidement à l'union nationale pour leur mieux reprocher cette défaillance et les avoir à leur merci.

A l'heure présente, le parti radical est en désarroi. Il s'est divisé dans tous les scrutins importants en trois fractions.

Sur cent trente députés radicaux, il y en a une cinquantaine qui sont nettement nationaux et qui ont suivi sincèrement M. Poincaré, il y en a une quarantaine qui sont liés étroitement au socialisme, il y en a une quarantaine d'hésitants. Tout l'espoir des socialistes est de conquérir ces incertains. Avec leurs cent représentants disciplinés, ils domineront les quatre-vingts radicaux intransigeants qui seront leurs alliés. Si on ajoute le concours de vingt-cinq communistes, des socialistes indépendants, et de deux ou trois douzaines de députés voisins des radicaux, qui ont voté pour le cartel pendant deux ans, on arrive aux deux cent cinquante ou deux cent quatre-vingts voix qui permettent la constitution d'un parti de gauche dirigé par les socialistes.

* * *

Quelles sont en face du cartel de désordre les forces du cartel de l'ordre? Elles sont assurément considérables dans notre nation qui contient tant d'éléments de stabilité sociale, qui est un pays de petite propriété, et qui garde, malgré tant de prédications insensées, un si ferme bon sens. Mais elles ont été, par suite de nos habitudes électorales, des combinaisons administratives et de la démagogie des candidats, beaucoup moins fortes à la Chambre. On a vu, après le 11 mai, la politique socialisante triompher sans cesse par trois cents voix contre deux cent cinquante. L'écart n'était pas grand, mais suffisait cependant pour que le cartel s'emparât du pouvoir et exerçât sa funeste dictature. Il a fallu la crise financière, la livre à 240 francs et le franc à deux sous, pour que le public se fâchât et que le Parlement cédât. Lorsqu'en juillet 1926, le dernier ministère de M. Herriot s'est écroulé, l'émeute grondait devant le Palais-Bourbon. Et c'est la Chambre du 11 mai qui a elle-même exécuté son chef et son idole de la veille.

Même chez un peuple très oublieux, ce souvenir demeure certainement très fort. Dix-sept milliards d'inflation, les bilans de la Banque de France faussés, toute l'économie du pays compromise, ce sont là des aventures qui ne s'oublient pas. Les cartellistes le sentent si bien qu'ils ont tout fait pour répandre la confusion dans les esprits et rejeter sur autrui les erreurs dont les conséquences ne peuvent pas être niées. Que n'ont-ils pas

dit ? Ils ont accusé le Chambre de 1919 de tous leurs malheurs. Ils ont accusé les partis modérés d'avoir organisé la panique. Ils ont été jusqu'à se vanter d'avoir sauvé le franc par leur dévouement en participant à l'union nationale.

L'histoire qui est d'hier proteste contre toutes ces inventions. Il n'est pas exact que la Chambre de 1919 ait laissé à la Chambre de 1924 un héritage accablant. S'il en avait été ainsi, la Chambre de 1924 aurait été bien naïve de l'accepter si elle s'en était aperçue, bien coupable de ne pas s'en apercevoir, s'il était inacceptable. Il est prouvé au surplus que les échéances de 1924 à 1928 n'ont été ni plus fortes ni plus nombreuses que dans la période de 1919 à 1924. La différence est que, pendant quatre ans, elles ont passé sans difficulté parce que le public avait confiance, et que dans la période suivante, elles ont été malaisées et impossibles, parce que le public anxieux ne voulait plus prêter à l'État. Il n'est pas exact non plus que les partis modérés et les établissements de crédit aient favorisé l'inquiétude publique. C'est la masse des petits porteurs qui a été troublée à juste titre, et en outre, les banques ont aidé les cabinets cartellistes dans des proportions plus fortes qu'elles n'avaient fait sous les précédents ministères. Il n'est pas exact enfin que les cartellistes aient sauvé le franc en participant à l'union nationale. Ils ont accepté d'y collaborer pour se sauver et parce que leur impopularité, si les affaires ne s'étaient pas relevées, les désignait à la colère publique.

La Chambre du 11 mai a commencé par une politique révolutionnaire, et pour éviter une banqueroute, elle a dû pratiquer ensuite une politique modérée. Elle a fait, dans la seconde partie de la législature, le contraire de ce que le cabinet Herriot lui avait demandé à ses débuts. Pendant deux ans, elle a agi contre les modérés sous l'impulsion indiscrète des socialistes. Puis, pendant deux ans, elle a agi contre les socialistes sous l'impulsion discrète des modérés. On peut résumer cette évolution en deux phases. En mai 1924, le grand vaincu des élections était M. Poincaré, et M. Herriot lui disait : « Allez-vous en ! » En juillet 1926, la Chambre du 11 mai s'écriait : « Au secours, M. Poincaré ! » et M. Herriot était obligé de venir prendre place dans l'équipe de sauveteurs dirigée par l'homme d'État qu'il avait chassé. Ces vérités sont assez frappantes pour que les démagogues eux-mêmes ne puissent les déformer.

Cependant le parti de gauche tient en réserve un argument suprême. Il prétend être la garantie suprême de la paix. C'est l'aspect le plus dangereux de sa propagande dans un pays fatigué même des souvenirs glorieux, et qui conserve l'horreur des conflits. Le cartel se vante d'avoir, sous le nom de politique de Genève ou de politique de rapprochement, inventé une diplomatie nouvelle, qui écarte les périls extérieurs. Il est plus difficile de faire entendre raison là-dessus aux électeurs, parce que le sujet est plus nuancé et ne se prête pas à des démonstrations simples. Mais il faut sans cesse rappeler que la plus grande erreur politique, celle dont les conséquences sont durables et profondes, a été commise en août 1924 par M. Herriot à l'entrevue de Chequers. Nous occupions alors la Ruhr, et c'est cette occupation qui a amené l'Allemagne à accepter le plan Dawes. Elle pouvait nous servir à obtenir d'autres avantages. M. Herriot, par inconscience ou par réclame électorale, a inauguré la politique d'abandon. Il a renoncé à la Ruhr, sans prendre aucune précaution, sans demander aucune contre-partie. Il a mis ainsi la France dans une situation telle que nous avons dû passer par la liquidation qui s'est appelée la politique de Locarno.

Aucun parti n'a le monopole de la paix. Les ministres cartellistes, comme M. Painlevé, ont été obligés de faire la guerre au Maroc et en Syrie. La France de 1914, qui a subi l'invasion, était gouvernée depuis longtemps par des radicaux-socialistes. Il n'est pas un groupe politique qui ne souhaite la sécurité et la concorde entre les peuples. Mais la méthode qui consiste à tout céder, alors que l'Allemagne n'a pas payé, alors qu'elle refait son armée, alors qu'elle est docile aux directions du maréchal de Hindenburg, est une folie périlleuse. Une France désarmée, malgré tous les protocoles et tous les traités d'arbitrage, sera une France menacée, parce qu'elle sera une tentation. Nous avons perdu beaucoup de temps depuis l'armistice. Plusieurs années sont nécessaires pour reconstituer notre armée et aménager une frontière défensive. Aussi longtemps que ces travaux ne seront pas achevés, l'évacuation de la rive gauche du Rhin sera une imprudence et une menace pour la paix de l'Europe. Cette vérité-là, les politiciens la cachent à la nation : il appartient à tous ceux qui ont un rôle dans les élections, de la rappeler.

L'avenir de notre pays dépend des résultats de la consultation du 22 avril. Pour que nous nous relevions, il faut plusieurs années de sagesse. Au cours de la prochaine législature, le gouvernement aura à achever l'œuvre financière. Ce qui a été accompli par M. Poincaré est considérable : il a arrêté le mal, il a équilibré le budget, il a réussi une stabilisation de fait. Il s'agit, dans les années qui viennent, de nous rendre une monnaie saine et de résoudre les problèmes complexes qui se rattachent à cette opération longue et difficile. Il s'agit de diminuer les charges fiscales, et de réaliser de sérieuses économies. Il s'agit de maintenir l'ordre et les conditions du travail. Il s'agit de restaurer la notion d'autorité et de réformer l'État. Ce sera l'honneur de M. Raymond Poincaré d'avoir, dans des conditions les plus graves, sauvé le franc. Mais il sait mieux que personne et il a déclaré à différentes reprises avec sa netteté d'esprit qu'une œuvre difficile reste à accomplir.

Qu'on le veuille ou non, le problème posé à la France est d'ordre politique. Si elle est gouvernée par le parti de gauche qui aspire à prendre le pouvoir, elle est vouée à une expérience socialiste ou socialisante, d'où elle sortira diminuée à l'intérieur comme à l'extérieur. Si elle veut rétablir les affaires publiques, elle a besoin d'un Parlement qui se réforme lui-même, qui permette la continuité dans les desseins, qui rende au travail sa liberté d'initiative, qui rompe avec l'étatisme ruineux, qui respecte les consciences, qui laisse à l'État ses attributions essentielles de finances, de police, d'administration et de défense nationale.

Il y a un signe auquel on reconnaîtra aisément la valeur des candidats comme celle des élections. Une question vitale est posée et personne n'échappera à faire un choix net. Il faut dans les temps présents être pour ou contre la société, pour ou contre la révolution, pour ou contre le socialisme. Récemment, à Londres, la Chambre des communes a proclamé que l'avènement d'un gouvernement travailliste serait un péril national pour la Grande-Bretagne. Ce qui est vrai pour nos amis anglais est vrai pour nous. L'exemple qu'ils ont donné mérite d'être médité. La France décidera le 22 avril de ses destinées.

***

LETTRES
DE MADAGASCAR

1896-1905

I

Explorateur de Madagascar à une époque où l'intérieur en était encore extrêmement peu ou mal connu, Alfred Grandidier avait ensuite employé des années de savantes études et de patientes recherches à la publication de l'*Histoire physique, naturelle et politique de Madagascar*, et ses remarquables travaux lui avaient ouvert les portes de l'Académie des Sciences. Il était, non seulement en France, mais dans le monde entier, la principale autorité scientifique pour tout ce qui touchait à Madagascar. Il joignait à ce titre une connaissance pratique du pays, qu'il avait acquise par ses voyages et pour laquelle personne alors n'était en état de rivaliser avec lui.

Après quelques années de présidence du Comité de Madagascar fondé sur son initiative, il s'en dessaisit en faveur de J. Charles-Roux, afin d'avoir plus de temps à consacrer à la publication des *Ouvrages anciens concernant Madagascar*, à laquelle ils avaient décidé de procéder ensemble. Député de Marseille de 1889 à 1898, rapporteur du budget du ministère des Colonies, J. Charles-Roux prenait une part active au mouvement colonial pour lequel il se passionnait. Il avait fortement poussé à l'expédition du Dahomey en 1892 et, deux ans plus tard, prêté à M. G. Hanotaux un concours utile pour faire décider celle de Madagascar. Bientôt après, il allait succéder à E. Mercet comme président de l'Union coloniale et, sorti du Parlement, être choisi comme commissaire général de l'Expo-

sition coloniale de 1900. Il suivait de près l'activité du Comité de l'Afrique française, auquel il avait adhéré des premiers. A l'Union coloniale, une collaboration qui se prolongea pendant un quart de siècle l'unissait à M. Joseph Chailley, promoteur et cheville ouvrière de cette association. M. Joseph Chailley, à qui les colonies sont redevables de services hors de pair, était déjà, par sa compétence, son expérience pratique et son talent, un des meilleurs artisans de l'œuvre où la troisième République cherchait avec raison les bases d'une nouvelle grandeur pour la France.

Telle est l'origine des relations et de la correspondance que tous trois, Alfred Grandidier, J. Charles-Roux et M. Joseph Chailley, nouèrent avec Gallieni, qui, revenant du Tonkin, fut désigné en 1896 pour le Gouvernement général de Madagascar et dépendances, ainsi que pour le Commandement en chef du corps d'occupation.

Gallieni était un homme admirable, dont la figure ne peut s'effacer du souvenir des privilégiés qui ont eu la fortune de le connaître, ou seulement de l'approcher. Son physique n'était pas tout à fait celui du militaire de type courant. Ses traits rappelaient ceux du général Faidherbe, ou du moins ceux que la gravure et les portraits donnent à Faidherbe, qui, lui non plus, n'eut pas le type classique du général de son temps. Il semblait que la tête de Gallieni, avec ses cheveux courts, ses sourcils touffus, ses yeux dont le regard pénétrant s'abritait derrière des lorgnons, ses moustaches en broussaille, aurait pu tout aussi bien reposer sur les épaules d'un savant, ou du créateur de quelque entreprise industrielle. Mais en tout cas apparaissait-elle d'emblée, cette tête étrangement expressive, comme l'enveloppe d'un esprit original et puissant. De toute la personne de Gallieni se dégageait une impression de force calme, d'énergie disciplinée, de résolution, de ténacité, de réflexion, d'équilibre et d'autorité. Sa froideur, si l'on admet qu'être froid c'est être peu démonstratif, n'empêchait pas qu'on ne discernât bientôt en lui une riche, noble et généreuse nature, sans rudesse de caractère, ni sécheresse de cœur. Toute une carrière de campagnes dans la brousse, au Soudan et au Tonkin, avait développé en lui l'habitude du commandement, le sens des responsabilités et ce ressort de volonté, que fortifie l'entraînement aux décisions promptes,

telles qu'en exigent les situations critiques. Ses états de services auraient déjà pu et même dû le rendre célèbre, avant le moment où vint le surprendre une désignation, inattendue de lui, pour Madagascar (1). Pourtant il n'était encore connu que dans un cercle assez restreint.

La correspondance que nous publions permettra de le suivre pendant le gouvernement général et le commandement militaire, qui l'ont fait arriver à la grande notoriété. Elle montrera l'ampleur et la variété de sa tâche, la nature des travaux qui ont occupé son activité, la méthode qu'il y a apportée. Sous les affaires dont elle traite, elle montrera aussi l'homme qui les traitait. Enfin, à une époque où beaucoup plus de gens qu'autrefois parlent de colonies, mais beaucoup moins aussi savent ce dont ils parlent, elle apprendra en quoi consiste le rôle du gouverneur d'une colonie naissante.

LETTRES

Parti de Paris sans avoir eu le temps de se présenter chez Alfred Grandidier, Gallieni lui écrit, du paquebot qui l'emporte vers Madagascar, une lettre où il se montre conscient des difficultés qui l'attendent et perplexe sur la possibilité de les résoudre :

Port-Saïd, 15 août 1896.

Monsieur,

Vous m'excuserez de n'être pas allé vous voir avant mon départ pour Madagascar.

J'ai été désigné si subitement, au moment où je venais à peine de rentrer d'une longue campagne de quatre ans au Tonkin, que j'ai eu à peine le temps de faire mes préparatifs les plus urgents pour ma nouvelle mission et ensuite d'aller passer quelques jours avec ma famille, attristée par une nouvelle séparation. Mon séjour à Paris a donc été trop court et c'est cette raison qui m'a empêché, à mon grand regret, d'aller vous voir. Je sais la profonde connaissance que vous avez de notre grande île africaine. J'ai lu un grand nombre de vos écrits sur Madagascar. Mais j'aurais voulu néanmoins vous demander vos précieux conseils pour me guider dans la tâche

(1) Cette initiative était due à M. André Lebon, alors ministre des Colonies.

qui vient de m'être donnée, sans que je l'aie ambitionnée ou réclamée. J'ignore tout de Madagascar et, si je pars avec le désir de me consacrer entièrement à ma nouvelle mission, je reste cependant inquiet sur les résultats qu'il me semble possible d'obtenir.

Je me permettrai, dès que je me serai mis au courant de la situation dans la grande île, de vous écrire, si vous voulez bien le permettre.

GALLIENI.

Cette lettre s'est croisée avec une autre lettre où Alfred Grandidier se mettait à la disposition de Gallieni pour l'aider de loin. Quand Gallieni y répond, il y a environ deux mois qu'il a débarqué à Madagascar et moins de trois semaines qu'il a pris en mains le gouvernement de la grande île. Mais ce court délai a suffi pour qu'au contact direct des difficultés sa confiance se soit déjà affermie, qu'il voie plus clair dans l'avenir et se sente meilleur espoir. La situation dans laquelle il a trouvé Madagascar est pourtant déplorable : l'insurrection est générale; des bandes d'indigènes armés, moitié insurgés, moitié brigands, appelés *Fahavalos* dans l'idiome malgache, parcourent le pays, tyrannisant les villages. Gallieni, d'une part, sévit contre les complicités que le soulèvement rencontre jusque dans le gouvernement indigène, d'autre part, applique à l'occupation et à la pacification du territoire la méthode qui lui a déjà réussi au Tonkin et qui fera merveille à Madagascar : celle de « la tache d'huile ».

Tananarive, 25 octobre 1896.

Mon cher monsieur Grandidier,

Je vous remercie beaucoup de votre aimable lettre. J'ai besoin, pour faire face à ma rude tâche, de l'encouragement de ceux qui, comme vous, connaissent si bien Madagascar et les difficultés de la situation actuelle. Comme je vous le disais précédemment, arrivant dans un pays qui m'était inconnu, au milieu de circonstances des plus critiques, j'ai commencé par être effrayé et par douter réellement que l'on pût tout remettre en place. Aujourd'hui, depuis vingt jours que j'ai pris la direction des affaires et que j'ai commencé à me rendre compte sur place de la situation, j'ai meilleur espoir et je pense que je parviendrai à nous sortir de la mauvaise impasse où nous

sommes. Mais nous ne pouvons espérer obtenir ce résultat en quelques jours, par suite des grosses fautes commises et de l'anarchie réellement extraordinaire que j'ai trouvée partout ici.

Les journaux vous mettront peut-être au courant des premières mesures que j'ai prises. L'Imerina a été divisée en centres militaires correspondant autant que possible aux districts indigènes; à la tête de chacun d'eux se trouve un officier supérieur, ayant tous les pouvoirs, civils et militaires, secondé par les autorités hovas, placées sous ses ordres. Pour contenir l'insurrection, une première ligne de postes a été établie à 15 kilomètres environ autour de Tananarive. A son abri, on s'occupe en ce moment à organiser le pays, à l'intérieur de ce cercle, en rappelant les habitants, en leur faisant reconstruire leurs villages brûlés et reprendre leurs cultures, en s'efforçant en un mot de mettre cette région à l'abri des nouvelles tentatives des insurgés. Cela fait, nos postes se porteront en avant, de manière à élargir la zone pacifiée et à ne mettre une jambe en l'air que lorsque l'autre est bien assise. On arrivera ainsi peu à peu aux limites de l'Imerina. Même programme est adopté pour le Betsiléo, avec Fianarantsoa comme centre. Ce système vaut mieux que celui des colonnes mobiles, poussées au loin, qui avaient peu d'effet contre un ennemi aussi insaisissable que les Fahavalos. Dès qu'elles rentraient, ceux-ci revenaient sur leurs talons et massacraient les habitants.

En même temps, j'ai montré au gouvernement malgache qu'il fallait qu'il change son attitude. J'ai conservé la Reine, parce que Ranavalona a sur les populations un réel prestige, que je compte utiliser. Mais j'ai prié le premier ministre de donner sa démission et j'ai traduit devant le conseil de guerre Rainandrianmanpandry, ministre de l'Intérieur, et le prince Ratsimanga, oncle de la Reine, contre lesquels il existait des preuves de culpabilité suffisantes ; ils ont été condamnés à mort et fusillés le 15 octobre. De plus, j'ai exilé à Sainte-Marie la princesse Ramasindrasana, tante de la Reine. Les biens de tous ces personnages ont été confisqués. Enfin, tous les officiers, cadets de la Reine, ont été envoyés dans les campagnes environnantes avec mission de rappeler les habitants, sous peine d'être rendus responsables, eux et leurs familles, des nouveaux troubles autour de Tananarive.

Déjà, ces mesures ont semblé produire quelque effet, car je sens une accalmie depuis huit jours, au moins autour de Tananarive.

Sur notre ligne de ravitaillement, il a fallu accumuler les postes et, malgré cela, nos convois sont encore souvent inquiétés dans la région des forêts, entre Ankeramadinika et Beforona. Nous n'aurons la sécurité complète sur cette route que lorsque nous nous serons adossés au nord dans la vallée du Mangoro, ce que l'on est en train de faire.

En dehors de l'Imerina, les instructions aux résidents et officiers sont différentes. Elles se résument en ceci : détruire l'hégémonie hova en constituant avec chaque peuplade un État séparé, administré par un chef, nommé par nous et contrôlé par nous. Je ne puis pas dire quels seront les résultats de cette nouvelle orientation politique, mais je ne doute pas qu'ils ne soient bons, à en juger par ce que j'ai vu et obtenu déjà par ce système au Tonkin et au Soudan.

Telles sont les premières mesures prises et sur lesquelles je n'ai pas le temps de m'étendre plus longtemps. Par exemple, je ne me préoccupe, ni des textes, ni des règlements. Je vais droit à mon but général : ramener la paix, franciser l'île et donner le plus grand appui possible à la colonisation française. Si je ne suis pas approuvé, je rentrerai ; mais, j'estime qu'avec la situation actuelle, je ne peux être bridé par des formalités qui gênent et arrêtent tout. Si je ne suis pas libre, j'aime mieux passer la main à un autre. Je ne sais combien de temps on me laissera ici, mais je crois que, si on me laisse faire, la situation sera redevenue bonne d'ici un an ou deux.

GALLIENI.

Au début de 1898, l'état des choses à Madagascar laisse à Gallieni assez de liberté d'esprit pour entretenir le Secrétaire général de l'Union coloniale de questions commerciales, fiscales, administratives, sur lesquelles son attention s'est, au surplus, portée dès avant l'amélioration de la situation militaire. Il entend que notre établissement à Madagascar profite à la production française; il est impatient de développer le commerce général de la colonie, mais très spécialement les exportations de France, auxquelles il lui tarde de voir prendre un avantage décisif sur les marchandises étrangères. La diffusion des tissus d'origine anglaise et américaine le tracasse et,

s'il est une marque anglo-saxonne qui jouisse d'une faveur particulière, il la connaît par son nom. Il donne personnellement audience aux agents des maisons françaises d'exportation et confère longuement avec eux. Il loue certains de ses subordonnés, et des plus haut gradés, de s'employer à augmenter le débit des produits de notre industrie. Ainsi se montre-t-il dans une curieuse lettre à M. Joseph Chailley.

Tananarive, le 12 janvier 1898.

Mon cher secrétaire général,

Excusez-moi de n'avoir pas répondu plus tôt à toutes vos lettres du mois d'octobre dernier. J'aurais voulu vous écrire longuement, mais le temps m'a manqué et me manque encore aujourd'hui, en raison de la très grosse besogne que j'ai toujours sur les épaules. Cependant, je ne veux pas tarder à vous exprimer toute ma reconnaissance pour l'appui énergique et constant que me fournissent l'Union coloniale et son secrétaire général. Comme vous le savez, je poursuis la même œuvre que vous au point de vue commerce, à savoir le remplacement des marchandises étrangères par les marchandises françaises. Et ce n'est pas une mince satisfaction pour moi que d'avoir reçu, par ce dernier courrier, une série d'articles de journaux anglais, critiquant très vivement toutes les mesures que j'ai déjà prises pour essayer d'arriver à ce résultat. C'est la preuve que nous commençons à être dans la bonne voie.

En ce qui concerne les tissus qui sont le gros article d'importation à Madagascar, les Anglais semblent vouloir abandonner le terrain. Mais, il n'en est pas de même pour les Américains qui prétendent encore lutter avec avantage contre nous, même avec l'augmentation des droits. Je suis en conférences constantes avec quelques-unes de nos maisons françaises, la maison Pagnoud de Lyon, la maison Delacre, la maison Bonnet, etc., pour trouver les moyens pratiques d'arriver à évincer définitivement du marché de Madagascar les tissus des États-Unis. Il y a surtout une certaine marque *Cabot* particulièrement affectionnée par les indigènes et qu'il s'agit de remplacer par une marque analogue française. J'ai conseillé à nos maisons françaises de prendre comme marques de leurs étoffes des attributs patriotiques : drapeaux français, soldats de notre armée, Jeanne d'Arc, etc.

J'ai commencé à faire installer dans quelques-uns de nos cercles, de petits dépôts de marchandises, vêtements, objets d'origine française, pour être livrés à très bon compte aux indigènes. Mon ambition est d'avoir des magasins de ce genre dans chacun de nos cercles, afin de placer directement devant les yeux des indigènes nos marchandises. Dès que ces magasins auront bien pris, je les remettrai entre les mains des colons, qui voudront bien s'en charger.

J'étudie, en outre, avec le directeur des Douanes, s'il ne serait pas possible d'augmenter encore les droits d'entrée sur les toiles américaines. Mais vous comprendrez que ceci est beaucoup plus compliqué, les règlements douaniers nous venant directement de la métropole.

Je vous réponds officiellement au sujet des droits de sortie. Je n'ai pas dit mon dernier mot sur cette question. Mais je voudrais attendre cependant encore quelque temps, afin de pouvoir utiliser l'expérience d'une période suffisante pour bien me rendre compte des résultats de la réglementation actuelle. Vous trouverez dans ma lettre les explications au sujet des motifs qui nous ont guidés pour la détermination de ces droits de sortie. Vous savez du reste que ma grosse préoccupation est également de diminuer les frais d'occupation de notre grande colonie. Je m'adresse le plus que je peux à l'impôt indigène, mais, pour le moment, nous sommes bien forcés de nous aider des ressources que nous procure la législation douanière actuelle, bien que je sois opposé en principe à toutes ces entraves, mises à notre commerce. J'espère que, pour l'année 1898, nous pourrons déjà compter sur une dizaine de millions de recettes locales, ce qui me permet déjà de faire quelques économies sur notre budget militaire. Celui-ci est lourd, mais ce serait un très gros danger que de supprimer trop tôt le système de surveillance, par lequel nous maintenons les Hovas et les autres peuplades de l'île. Songez que nous avons à peine 2000 soldats européens et 10000 soldats indigènes, dont un grand nombre de Malgaches, pour tenir des territoires immenses, naguère inconnus et aussi grands que la France et la Belgique réunies. Peu à peu, nous pourrons, je l'espère, arriver à l'équilibre complet de notre budget à Madagascar. Mais il faut y aller prudemment, sans quoi tout serait à recommencer.

GALLIENI.

Tananarive, le 27 avril 1898.

Mon cher secrétaire général,

Plusieurs sociétés demandent en ce moment d'importantes concessions à Madagascar. Je suis, en ce qui me concerne, très partisan de ces vastes concessions accordées d'après les mêmes principes que ceux usités dans les colonies anglaises voisines, c'est-à-dire en créant des sortes de compagnies à charte. Ces compagnies doivent satisfaire à certaines conditions : création de routes ou voies de communication rapide, mise en valeur des terrains concédés, nécessité d'employer un capital donné, etc. Si elles ne satisfont pas à ces conditions, elles sont déchues de leurs avantages. De plus, pour qu'elles réussissent, il est absolument nécessaire que personne ne vienne les ennuyer chez elles et qu'elles soient complètement maîtresses des territoires concédés où elles doivent avoir le droit de justice et de police. Un commissaire du gouvernement est placé auprès d'elles pour représenter la colonie. Malheureusement, le département ne semble guère disposé à me suivre dans cette voie, ainsi que me le prouvent les réponses faites à mes dernières demandes à ce sujet.

La situation se maintient bonne dans la plus grande partie de l'île ; mais nous avons encore à conquérir certaines régions de l'ouest et du sud, où les peuplades sakalaves, excitées par les marchands arabes et indiens qui ont accaparé le monopole du commerce louche de ces régions, nous opposent la plus vive résistance. Il est fâcheux, à ce point de vue, que l'on se hâte trop en France de nous charger d'impôts. Notre budget local ne marchait pas trop mal, mais on le met en déficit en mettant à son compte 2 500 000 francs du budget militaire. Cette charge nous lie les mains et nous empêchera peut-être de prendre part à l'Exposition universelle, pour laquelle il fallait prévoir un crédit de près d'un million. Je suis très partisan de ce principe : que les colonies ne doivent rien coûter à la France. Mais cela n'est pas encore possible à Madagascar, où nos faibles troupes, à peine 1 500 soldats européens et 7 000 indigènes, dont 6 000 Malgaches, éprouvent toute sorte de difficultés pour maintenir les résultats de la pacification déjà obtenus, et pour achever de placer sous notre autorité les régions qui n'y

sont pas encore. De plus, il me paraît indispensable d'en finir immédiatement avec ces peuplades insoumises, si nous ne voulons pas voir se renouveler ici l'exemple du Tonkin, du Sénégal, de l'Algérie elle-même où nous avons employé une dizaine d'années au moins à la situation actuelle.

J'aurais bien désiré rentrer en France le mois prochain, pour aller y prendre un repos qui m'est très nécessaire ; mais je ne puis abandonner mon poste en ce moment, tant que la pacification ne sera pas complète dans les régions de l'ouest et du sud. Je vais donc quitter Tananarive dans quelques jours pour aller passer près de quatre mois autour de l'île.

GALLIENI.

On serait étonné si, ayant fait beaucoup de bien avec très peu de moyens et modifié du tout au tout une situation extrêmement compromise à son arrivée, Gallieni n'avait pas été critiqué et attaqué en France. Nous sommes en 1899. L'armée passe par des temps difficiles. Le seul fait de porter l'uniforme désigne un homme à l'hostilité d'adversaires de parti pris. D'autre part, le Gouverneur général d'une grande colonie ne peut avoir satisfait tout le monde ; il est le bouc émissaire tout indiqué des déceptions et des échecs particuliers, donc c'est à lui qu'on s'en prend. Enfin, pour trouver à redire à son œuvre, il est des stratèges en chambre et des administrateurs théoriciens. M. J. Chailley a mis Gallieni au courant des critiques dont il est l'objet, en passant sous silence les attaques qui ne méritent que dédain. Avec autant de modestie que de sérénité, Gallieni répond en revendiquant pour lui-même la responsabilité de ce qui le fait blâmer, comme de ce qui a pu le faire louer, et sa justification, pleine de mesure, donne un aperçu des difficultés qui affectent son action militaire, politique et administrative, en même temps que des multiples objets qu'elle embrasse.

La lettre qui suit est la première de cette correspondance privée où l'on voit apparaître le nom du colonel Lyautey, depuis maréchal de France. Le colonel Lyautey avait été, à son arrivée du Tonkin, d'où Gallieni l'avait appelé, placé à la tête d'un cercle où la pacification restait à faire, sur la face ouest de l'île, puis d'un groupe de cercles réunis sous l'appellation de « commandement du sud de Madagascar » et formant un territoire en grande partie non pacifié, avec Fianarantsoa pour capitale. Dans ces deux commandements successifs, il réussit à étouffer l'insurrection, à rétablir défi-

nitivement l'ordre et la tranquillité, par la méthode qui combinait l'action militaire et l'action politique, enfin à ouvrir, dans les régions ainsi rendues à la vie paisible, un débouché au commerce français.

Tananarive, le 6 février 1899.

Mon cher secrétaire général,

Comme vous le devez penser, je vous suis très reconnaissant de vos avis amicaux, contenus dans votre lettre du 14 octobre dernier. La machine de Madagascar, dont j'ai la direction momentanée, est quelque peu rétive et compliquée et son conducteur ne peut qu'apprécier hautement les conseils ayant pour objet de lui montrer les dangers jetés sur sa route.

Je suis heureux de penser tout d'abord que les critiques formulées s'attachent à laisser ma personne de côté. Cependant, j'ai bien ma part dans les abus et défectuosités signalés, puisque c'est à moi, je crois, que l'opinion publique fait remonter en grande partie les quelques résultats favorables, obtenus à Madagascar depuis trois ans. A moi revient donc la responsabilité du mal comme du bien. D'autre part, si j'ai pu obtenir ces quelques résultats heureux, c'est que j'ai trouvé, autour de moi, aussi bien parmi nos militaires que nos civils, des collaborateurs réellement intelligents, dévoués et désireux d'appliquer les idées de leur chef, malgré la divergence de vues, à laquelle donnent lieu si souvent les questions coloniales.

En ce qui concerne nos soldats et officiers, on ne se doutera jamais des qualités d'endurance, de patience et d'abnégation, dont ils ont dû faire preuve dans ce mouvement progressif et méthodique qui, de la route d'étapes de Tamatave, des forêts de l'est et du Plateau central, nous a amenés à pénétrer dans les régions inconnues et sauvages de l'ouest et du sud de l'île et a abouti définitivement aux rivages de la côte occidentale. J'ai justement sous les yeux le rapport du colonel commandant le deuxième territoire militaire (territoire comprenant les vallées de la Tsirihibina, du Manambolo et du Mangoky) sur les résultats obtenus en 1898 et j'y lis que nous avons eu, durant cette année, 1 officier tué et 3 blessés, 3 sous-officiers et soldats européens tués et 4 blessés, 37 indigènes (Sénégalais et Malgaches) tués ou noyés et 77 blessés, et tous, dans des surprises, des embuscades, des attaques de convois, etc... Vous voyez,

rien que par ces chiffres, que nos adversaires Sakalaves sont autrement dangereux et tenaces que les Hovas de 1895.

J'exprimerai la même opinion au sujet de mes collaborateurs civils, du plus grand nombre tout au moins. La plupart de mes chefs de provinces civiles sont très bons et j'ai auprès de moi, à Tananarive, une direction des affaires civiles, dirigée par le commissaire Lallier du Coudray et comprenant quelques jeunes administrateurs absolument distingués, qui me fournit un travail énorme et incessant.

Mais, ceci dit et pleine justice étant rendue par moi à la généralité de mes collaborateurs, il est certain que deux causes principales sont pour moi une gêne considérable dans l'exercice de mon commandement.

En premier lieu, c'est dans cet immense Madagascar, grand comme notre ancienne France de 1800, l'absence de routes et de lignes télégraphiques. De là découle pour moi l'impossibilité de parer à temps aux incidents qui surgissent chaque jour dans des régions lointaines, inconnues et habitées par des populations généralement hostiles, de redresser les erreurs commises et de donner à tous les encouragements et les conseils, si nécessaires à ces isolés, toujours prêts à s'exagérer, dans un sens ou dans l'autre, les difficultés de la situation et à se laisser effrayer par leurs responsabilités. Vous comprendrez combien cette absence de communication avec mes commandants de province présente d'inconvénients. Il me faut au moins quarante-cinq jours pour communiquer par terre avec Fort-Dauphin et, par mer, les communications sont rares, en raison de la grosse houle qui règne constamment sur la côte est, sans compter les cyclones de la saison actuelle. Je vous assure que la direction devient bien difficile dans ces conditions et je ne vous étonnerai pas en vous disant que ce n'est jamais sans un sentiment d'appréhension que j'ouvre les plis, — et Dieu sait si j'en reçois ! — que m'apportent nos *tsimandoa* (1), venant de ces régions lointaines. Il a même fallu ce bonheur particulier, dont j'ai été favorisé depuis mon arrivée à Madagascar, pour me permettre, malgré cette situation particulièrement défavorable, d'en être arrivé ici au point où nous en sommes.

(1) Courriers indigènes.

Je ne voulais pas de l'immobilisme, auquel on se complaît ou du moins on se complaisait tant autrefois dans quelques-unes de nos colonies. Je voulais que l'on progresse sans cesse autour de moi, mais que l'on progresse prudemment, après avoir assuré le terrain derrière soi et de manière à éviter autant que possible les dangers de ce mouvement en avant, effectué dans des régions inconnues et le plus souvent hostiles. Faute de télégraphe, j'en étais donc réduit à envoyer à tout mon monde des instructions de principe, indiquant d'une manière précise le but à atteindre, la nécessité de coordonner les efforts avec les provinces voisines, mais laissant toute initiative pour l'exécution des détails, me bornant à donner quelques conseils au sujet des précautions à prendre, de l'attitude à conserver vis-à-vis des indigènes, etc... C'est dans ce sens que sont rédigées toutes mes instructions générales ou particulières et notamment celles sur la pacification de l'île, sur la colonisation, etc... Avant tout, je m'adresse au bon sens et à l'esprit d'initiative de mes commandants de provinces et de cercles.

Ceci me ramène à parler de la deuxième des causes, créant un obstacle sérieux à mon action de commandement. Cette cause est relative à la question du personnel. Il est évident que, pour appliquer les instructions citées plus haut, il faut que nos chefs de provinces et leurs subordonnés, militaires et civils, soient choisis avec le plus grand soin et parfaitement aptes aux multiples fonctions, militaires, administratives, judiciaires, financières, etc... nécessaires à nos administrateurs coloniaux. Mais ici, nous nous heurtons à l'esprit de routine des départements de la marine et des colonies, qui ont établi des tours de départ pour les colonies et ne veulent pas s'en éloigner. Pour nos militaires, par exemple, n'est pas qui veut commandant de territoire, de cercle, de secteur même. Il faut, pour exercer ces fonctions si délicates, des officiers choisis, et rompre par suite complètement avec les listes de départ. Malgré le proverbe qui dit que *personne n'est indispensable*, proverbe que, pour ma part, je trouve absolument faux, je puis dire que, pour l'organisation de nos territoires et leurs remaniements successifs, j'ai toujours tenu grand compte des personnes et de leurs aptitudes. Malgré tout, nos exigences sont grandes et, comme la marine nous envoie ses officiers suivant le tour de départ, je me vois forcé souvent d'employer dans nos cercles

et territoires des officiers qui n'ont pas les aptitudes voulues pour ces emplois. Il en sera ainsi tant que l'armée coloniale actuelle n'aura pas rompu avec ses vieux errements d'autrefois.

Avec le personnel civil, c'est la même chose et c'est peut-être pire, puisque les administrateurs sont moins nombreux et que le choix y est limité. Je ne cesse de le répéter : aux colonies, il faut un personnel d'élite. Il n'est peut-être pas de branches de connaissances humaines, dont un administrateur n'ait à s'occuper. De plus, il est seul, livré à sa propre initiative, en butte à de nombreuses difficultés et, à Madagascar, commande, avec un très petit nombre de subordonnés, une province plus grande que plusieurs départements français. Pour coopérer à la tâche, que j'ai entreprise dans notre nouvelle colonie, il faut que je sois bien secondé. Autrement rien n'y fera, d'autant plus que j'ai à combattre contre les procédés d'éducation de nos fonctionnaires. Toutes les mesures que j'ai voulu prendre au point de vue de la colonisation, création des écoles professionnelles, des bureaux de renseignements commerciaux, etc... ont été combattues ici même et jugées comme peu sérieuses. En revanche, on ne cesse de compliquer les justifications budgétaires, les paperasses administratives.

J'éprouve donc là des difficultés sérieuses au point de vue de mon commandement, difficultés qui peuvent expliquer quelquefois le peu de résultats obtenus à tous les points de vue, dans certaines provinces.

J'examine maintenant les divers points sur lesquels vous avez été assez bon pour appeler mon attention. Certainement, les mesures de bienveillance sont bonnes vis-à-vis des indigènes, mais à la condition formelle qu'elles ne dégénèrent pas en faiblesse. Si mon prédécesseur avait été moins faible vis-à-vis des Hovas, je n'aurais pas eu à prendre les mesures de rigueur que quelques personnes m'ont reprochées et, surtout, nos troupes n'auraient pas eu à faire cette pénible campagne d'hivernage 1896-1897, qui a fini par rejeter les bandes insurgées en dehors de l'Imerina, mais nous a coûté les pertes les plus sérieuses. Avec les indigènes de nos colonies, que nous ne tenons qu'avec des forces européennes insuffisantes, il faut toujours, sinon *être*, du moins *paraître* les plus forts. Le jour où cette conviction n'existe plus dans leur esprit, surtout à Madagascar, où nous avons contre nous tant d'éléments d'op-

position, Anglais, Mauritiens, Indiens, Arabes, les habitants du pays se soulèvent, surtout à l'origine de toute nouvelle conquête.

Lors de mon arrivée à Tananarive, en présence de la gravité de la situation, de l'incendie qui se propageait partout, j'ai dû avoir la main lourde. Dès que je me suis senti le maître de cette situation, j'ai eu recours à la douceur, à la persuasion, à la bienveillance. J'ai grâcié des bandits, des assassins, qui auraient mérité cent fois la mort. Mais je pouvais être faible et je peux l'être encore maintenant, parce que les Hovas savent que je sais être ferme, quand il le faut. Le peloton d'exécution ne s'est pas réuni une seule fois à Tananarive, depuis février 1897. Seulement, il ne faut pas faire de la bienveillance au rebours. Mes successeurs pourront en faire l'expérience à leurs dépens, s'ils lâchent trop tôt et mal à propos la main aux Malgaches.

Avec les Sakalaves, je persiste à croire qu'il fallait agir de même, bien que ce soient des adversaires autrement tenaces et guerriers que les habitants du Plateau central. Il y a certainement eu, de ce côté, quelques maladresses commises. On n'a probablement pas su saisir le moment où il fallait passer de la rigueur à la bienveillance. On a peut-être mis dans l'esprit des Sakalaves cette idée, encore favorisée par les insinuations des marchands indiens, que nous voulions leur faire une guerre sans merci. Ce fut, suivant moi, un tort de faire tuer le roi Toera, qui voulait se rendre. Si on lui avait pardonné ses premières hostilités, peut-être la situation aurait-elle changé. Quoi qu'il en soit, je n'avais pas de télégraphe avec le commandement de cette région et je n'ai pu envoyer mes conseils, en admettant qu'ils eussent été de quelque utilité.

Je le crois, car, dans la région de Maintirano, au sud de Majunga, le lieutenant-colonel Lyautey, qui est l'un des officiers coloniaux les plus parfaits que j'aie jamais rencontrés, a parfaitement réussi en employant nos procédés. Il serait à désirer que nous eussions beaucoup d'officiers de cette valeur et je souhaite vivement que le département des colonies s'attache définitivement le colonel Lyautey, qui appartient à la cavalerie et qui, avec le colonel Pennequin, me semble être tout désigné, pour plus tard, pour l'un de nos grands commandements coloniaux.

Il y a eu également des maladresses commises dans le nord de l'île, bien que la véritable cause du mouvement soit due aux instigations des Indiens, annonçant que les Anglais envoyaient des troupes de l'Inde pour s'emparer de Diego Suarez. Mais, en outre, quelques-uns de nos administrateurs et de leurs chanceliers ont été maladroits, car toute cette région était placée sous l'autorité civile et nous n'y avions pas un homme de troupe. De plus, les colons de la région, créoles de Maurice et de la Réunion, se conduisaient fort mal vis-à-vis des indigènes, qu'ils molestaient et pressuraient de la manière la plus indigne. Je vous envoie du reste à ce sujet copie des instructions confidentielles que j'ai adressées aussitôt à nos administrateurs.

Vous voulez bien rappeler qu'au Tonkin je n'ai jamais cessé d'user de bienveillance vis-à-vis des indigènes. C'est vrai, mais parce que les habitants du pays étaient les opprimés et que nous les défendions contre les pirates, leurs oppresseurs. Contre ceux-ci, je n'ai jamais cessé de frapper fort et c'est le grand mérite de M. de Lanessan d'avoir créé des territoires militaires, qui ont fini, après plusieurs années de lutte, par extirper radicalement la piraterie qui existait dans la haute région, ce qui permet maintenant à M. Doumer de faire tranquillement ses chemins de fer.

Quant aux corvées, je vous dirai que nous avons dû demander l'année dernière un effort exceptionnel aux Malgaches pour la construction de nos routes.

Que voulez-vous que nous fassions sans routes? Déjà, l'année dernière, il est passé, sur notre route encore bien imparfaite, de Tananarive à Suberbieville, plus de 1 000 voitures, transportant environ 400 000 kilos. Divisez par 25 et voyez ce qu'il aurait fallu de bourjanes (porteurs indigènes) pour exécuter ces transports.

J'ai toujours exigé d'ailleurs que tous ces prestataires fussent parfaitement payés et soignés, ce qui n'arrive pas toujours avec nos colons, qui ne voient, avant tout, que leur bénéfice immédiat. C'est ainsi, par exemple, que la majorité de nos mineurs me demandent des prestataires, mais qu'ils ne les paient que d'une manière absolument insuffisante, d'où grand mécontentement des indigènes. Vous avez vu, d'autre part, que pour favoriser de tout mon pouvoir les entreprises de colo-

nisation de nos colons, j'avais exempté des prestations et du rachat les indigènes qui s'emploieraient avec eux pour un certain temps. Il en est résulté un véritable commerce. Des individus se faisaient payer une certaine somme par les Malgaches qui, dès lors, ne faisaient rien, ni sur nos chantiers, ni sur les exploitations de prétendus colons, puisque celles-ci n'existaient pas. Il y avait ainsi des farceurs qui avaient jusqu'à 2000 à 3000 engagés... à ne rien faire. Plus de 60 000 prestataires étaient ainsi exemptés et le travail retombait naturellement sur les autres. J'ai dû revenir sur ces mesures par trop libérales.

En ce qui concerne maintenant les critiques adressées à nos documents officiels, je crois que, si elles peuvent être justes sur certains points, elles portent à faux sur d'autres. Car, si, quelquefois, un officier ou un administrateur témoigne trop d'optimisme dans ses rapports, vous trouverez toujours à côté ou dans un autre numéro du journal des renseignements plus précis et indiquant aussi exactement que possible la véritable situation des choses. J'ai voulu, imitant l'exemple du général Faidherbe au Sénégal, donner à notre journal officiel une allure spéciale et y insérer les rapports, comptes rendus, etc., de nos officiers administrateurs, colons eux-mêmes. Mais, du moment que notre journal présente ce caractère dans sa *partie officieuse*, il présente les défauts des journaux ordinaires, surtout à Madagascar, où de nouvelles régions sont encore parfaitement inconnues, où le renseignement de demain pourra contredire le renseignement de la veille. Dans les *Notes, Reconnaissances et explorations*, nous indiquons toujours le nom de celui qui écrit. Si nous prenions ainsi faites les relations de voyages, d'exploration, etc., que d'erreurs ne trouverions-nous pas? Nos explorateurs, nos officiers et administrateurs ne sont pas plus infaillibles que les autres et, moi, je n'ai ni les moyens ni le temps de contrôler leurs dires. Ou bien, il faut avoir un journal purement officiel, comme dans la plupart des colonies; ou autrement, il faut en faire un recueil de renseignements successifs se contredisant souvent, suivant les idées et les connaissances de ceux qui écrivent. Il est évident par exemple que le lecteur sérieux se mettra en garde contre l'officier géologue, dont vous me parlez, puisqu'il résulte de son récit qu'il n'est resté que peu de temps dans le pays

exploré. Valait-il mieux mettre le rapport au panier? Je ne connais pas bien le cas de l'exploitation de caoutchouc, dont vous me parlez, mais il est certain que je blâmerais sérieusement celui de mes subordonnés, qui se serait permis de m'envoyer un renseignement aussi erroné, si je le connaissais. Quant à la route de Tamatave, je crois avoir dit exactement, en ce qui me concerne, où en étaient les travaux, lorsque j'ai reçu les membres de la Chambre consultative aux chantiers de la Mandraka, en indiquant toutes les difficultés que nous éprouverions sur la partie centrale, par suite de l'absence de main-d'œuvre. Depuis, la peste, en me forçant à licencier les chantiers de Beforona et environs, est venue encore ralentir les travaux. Quant aux Pangalanes (le canal des Pangalanes, sur la côte est, au sud de Tamatave), on ne peut nier que les entrepreneurs n'aient reçu les locomotives, dragues, etc., nécessaires pour leurs travaux et que ceux-ci, de par le cahier des charges, ne doivent être livrés à une époque connue. Mais, là encore, la peste est venue créer des difficultés dont il a fallu que je tienne compte.

Je vous assure que j'essaie encore, en ce qui me concerne, de ne point cacher la vérité dans les communications que j'adresse par la voie de notre *Journal officiel*, en tenant compte des réserves faites ci-dessus. Je vous en envoie un certain nombre et, si vous avez le temps de les parcourir, — communications au sujet de la peste, au sujet des événements du nord, au sujet de la culture du café dans le Betsileo, etc., — vous verrez que je n'hésite pas à dire ce qui est et à revenir sur ce qui a déjà été dit.

Pardonnez-moi, mon cher secrétaire général, cette longue lettre, que je n'ai pas le temps de relire et croyez que je vous suis bien reconnaissant pour les conseils si affectueux que vous avez bien voulu me donner. Je n'oublierai pas que c'est grâce au concours, que vous et quelques autres vous avez voulu toujours me donner, que j'ai pu obtenir quelques résultats dans la rude tâche qui m'incombe depuis trois ans bientôt. Mais, bien que ma santé se soit maintenue à peu près bonne, la lassitude vient et il est temps que je remette bientôt la direction de nos affaires à un autre plus frais et moins surmené que moi. J'ai besoin de repos et de rester éloigné des affaires coloniales pendant quelques mois. C'est un métier qui use et je vous

avouerai bien franchement que je suis tout étonné d'avoir pu tenir jusqu'à maintenant, même aux yeux de l'opinion.

GALLIENI.

Tananarive, le 9 février 1899.

Mon cher secrétaire général,

On me reproche de publier avec détails les réceptions qui me sont faites dans la plupart des parties de la colonie. Croyez bien que ces réceptions n'ont rien d'agréable pour moi et que ce que j'en fais, c'est pour montrer aux Malgaches, parmi lesquels nous avons encore un parti très hostile, et aux étrangers, que le représentant de la France reçoit de la majorité de la population des marques de sympathie et d'estime bien réelles et qui démontrent la fausseté des bruits que font courir, sur la persistance de la domination française à Madagascar, un grand nombre de nos ennemis dans l'île. Malheureusement, les Malgaches ne peuvent s'empêcher d'ajouter une grande importance au nom de leur gouverneur, de leur « père et mère » comme ils disent, de sorte que je suis forcé de me laisser rendre des hommages, qu'il serait de la plus mauvaise politique de refuser. Ici, il fallait *franciser* l'île, qui était anglaise et hova et, pour cela, il fallait que le gouverneur général, successeur de la Reine, reçût dans les commencements les mêmes honneurs que celle-ci. Ma *modestie*, s'il en avait été autrement, aurait été exploitée par le parti hostile. Tout ce que j'ai fait ici, — obligation du français dans nos écoles, reprise aux Anglais de leurs principaux bâtiments pour en faire des édifices publics avec nos couleurs, avantages à nos compatriotes (sur lesquels je suis forcé de revenir par ordre), etc., — a eu pour objet de déterminer cette transformation.

Je vous envoie aussi nos journaux des 13 et 15 octobre, où, dans le récit de mon voyage, on dit où en est la question des Pangalanes et de la route. Je vous assure que c'est là l'exposé exact de la situation, à cette époque. Du reste, j'avais avec moi les colons les plus importants de Tananarive et M. Delhorbe (1), du Comité de Madagascar. Ils ont pu voir de leurs yeux.

(1) M. Clément Delhorbe était secrétaire général du Comité de Madagascar.

J'ajouterai encore que me voilà bientôt à ma troisième année de gouvernement et vous savez qu'il n'est pas commode de calmer les appétits de ceux qui demandent, de ceux qui ne sont pas satisfaits et n'ont pas réussi. Beaucoup viennent aux colonies sans ressources et voudraient cependant faire rapidement fortune. J'ai dû refréner quelques-unes de ces ambitions malsaines, s'exerçant surtout au détriment des indigènes. D'où, mécontentement parfaitement légitime et compréhensible. Je suis même étonné, après ce temps de gouvernement, d'en être où j'en suis, surtout après les énormes difficultés de tout genre auxquelles j'ai eu à me heurter ici, et je me demande comment il se fait que l'opinion publique, une partie du moins, est encore aussi favorable vis-à-vis de l'administration actuelle de la grande île. Je crois que nous avons fait de la besogne, mais, en France, on est impatient et on voudrait que nous eussions fait plus encore.

GALLIENI.

Deux mois seulement séparent alors Gallieni du départ pour la France, où il prendra un congé dont on conçoit qu'il eût besoin pour se remettre des fatigues d'une tâche écrasante. Les arrangements franco-anglais, dont les bases sont dès lors arrêtées entre Paris et Londres, le délivrent, en écartant les risques d'un conflit armé entre les deux pays, d'un des plus angoissants soucis qui avaient assombri pour lui la fin de l'année 1898. Le réveil ou la recrudescence d'insubordination chez certaines peuplades malgaches pendant cette année là a été un des contre-coups de l'affaire de Fachoda. Gallieni y fait allusion dans une lettre à Alfred Grandidier.

Tananarive, le 11 février 1899.

Mon cher monsieur Grandidier,

Je vous avouerai que je commence à être un peu fatigué. La tâche du gouverneur de la Colonie est réellement trop lourde. C'est ainsi qu'à la fin de l'année dernière, j'ai eu en même temps devant moi, le mouvement insurrectionnel du nord-ouest qui, dégagé de ses causes accessoires, n'est qu'un contre-coup des incidents de Fachoda, la peste qui nous a coupé nos ravitaillements avec Tamatave, et enfin les dangers d'une guerre avec l'Angleterre, contre lesquels il me fallait prendre des mesures

urgentes. C'était un peu trop à la fois. Malgré tout, grâce au concours de tous, je suis à peu près parvenu à rétablir la situation. Nos troupes ont ramené la tranquillité dans le nord, où nous avons toujours à lutter contre les mauvaises dispositions des Indiens, se sentant énergiquement soutenus par le Gouvernement anglais. D'autre part, nous avons réussi à circonscrire jusqu'à présent la peste à Tamatave.

Comme je vous l'ai déjà écrit, nous sommes ici trop occupés pour approfondir tout ce que nous faisons. Nos successeurs pourront certainement faire mieux que nous, car je pense qu'ils ne rencontreront pas les mêmes difficultés, les mêmes obstacles que nous trouvons chaque jour sur notre route. Je sais que l'on me reproche quelquefois les inexactitudes, l'optimisme même, que l'on croit trouver dans notre journal officiel et notre revue mensuelle, mais je n'ai pas le temps ni les moyens ici de contrôler tous les renseignements que l'on m'envoie. Puis, nous sommes dans un pays neuf et où il y a encore beaucoup d'inconnu. Rien d'étonnant donc à ce que les renseignements d'aujourd'hui viennent modifier ceux de la veille. J'ai voulu réunir le plus de documents possibles sur notre Colonie. Il est évident que, parmi eux, avec notre existence au jour le jour, il doit s'en glisser d'inexacts ; mais je pense qu'il vaut mieux s'exposer à cet inconvénient que d'enfouir, sans être utilisés, tous les rapports de nos officiers, administrateurs, etc... Maintenant, il y a déjà quelque temps que j'ai quitté la France et il est possible que certains côtés de notre situation coloniale, à Madagascar, m'échappent. Quoi qu'il en soit, à moins d'événements particulièrement graves, je compte m'embarquer par le paquebot du 3 mai et, si le ministre voulait me faire plaisir, il n'aurait, à mon débarquement à Marseille, qu'à m'autoriser à aller me reposer chez moi, au milieu des miens ; mais il est évident que je serai forcé d'aller passer quelques jours à Paris et j'aurai le plaisir de vous y voir et de vous remercier de vive voix de la constante sympathie que vous m'avez montrée depuis mon arrivée à Madagascar.

GALLIENI.

A la fin d'avril, Gallieni s'embarque pour la France, après trente-deux mois de séjour ininterrompu à Madagascar et de travail acharné.

Quand il arrive à Paris, la célébrité lui est venue. Certains à qui ne déplait pas sa réputation d'homme à poigne, sont tentés d'en abuser pour l'amener à prendre parti dans les luttes politiques qui sont alors très ardentes. Il se dérobe à toute tentative de ce genre, que décourage immédiatement sa courtoisie un peu distante. Loin de rechercher une popularité dont il ne se soucie pas, il la fuit. Ainsi évite-t-il de prêter le flanc à des attaques, que même son absolue correction ne lui a pas complètement épargnées, et conserve-t-il entier le crédit et l'influence dont il est redevable à ses seuls services. Il en a besoin, pour emporter l'adhésion du gouvernement aux projets de grands travaux publics, chemins de fer et routes, qu'il profite de sa présence à Paris pour faire adopter en principe, et d'emprunts, qui sont la condition matérielle des premiers. A son débarquement, il ne savait pas s'il présiderait à leur exécution ; mais il ne tarde pas à apprendre qu'il retournera à Madagascar. En dehors des éloges du gouvernement, les seuls qu'il apprécie réellement sont ceux des coloniaux, des géographes et des hommes de science. A l'instigation d'Alfred Grandidier, il a lui-même présenté à l'Académie des sciences un résumé des travaux cartographiques exécutés à son état-major.

Revenu à Madagascar, Gallieni a entrepris une tournée dans la colonie. Il est rare qu'il rentre d'une de ses inspections sans que son contact direct avec les provinces lui ait suggéré l'idée de quelque réforme, plus ou moins importante. Cette fois, celle qu'il en rapporte est de haute portée sociale, et n'est pas non plus sans répercussion économique, puisque c'est la suppression des prestations, de cette forme d'imposition qui consiste en journées de travail, autrement dit de la corvée. Il expose lui-même à l'Union coloniale les raisons de cette mesure et, M. Joseph Chailley venant de partir pour un voyage d'études à Java, c'est à M. Depincé, chef de la section d'Afrique de cette association, qu'il adresse ses explications.

Tananarive, le 12 janvier 1901.

Mon cher monsieur Depincé,

J'ai reçu, il y a un mois environ, une lettre de M. Chailley m'annonçant son nouveau voyage à Java et m'invitant à vous écrire pour vous tenir au courant des mesures importantes prises à Madagascar et pouvant intéresser la colonisation. Je partage trop les idées soutenues par l'Union coloniale et par

son éminent secrétaire général, pour ne pas déférer à son désir. Aussi bien, je viens de prendre à Madagascar une mesure des plus importantes, la suppression de la prestation, et il me paraît nécessaire de vous donner quelques indications à ce sujet. Je sais que vous avez ici de nombreux correspondants parmi les colons les plus sérieux ; mais, il est à craindre que ceux-ci, ne voyant que leur intérêt personnel et du moment, vous représentent cette mesure sous un jour inexact.

Je vous envoie d'ailleurs, par ce même courrier, un numéro du *Journal officiel* de la colonie, dans lequel vous trouverez mes instructions à nos administrateurs au sujet de la suppression de la prestation. Vous verrez, si vous avez le temps de les lire, quelles sont les raisons qui m'ont fait agir, à ce point de vue, depuis mon arrivée à Madagascar. Comme vous le savez, je me suis toujours efforcé d'avoir devant moi un programme aussi net que possible, en ce qui concerne les questions de colonisation. Mais, en matière coloniale, il faut surtout s'inspirer de la pratique des choses et se tenir au-dessus des théories, qui peuvent trouver place dans les congrès ou dans les sociétés de géographie, mais qui deviennent inapplicables dès que nous voulons les utiliser sur place, dans nos possessions d'outre-mer. Comme je l'explique dans mes instructions, la prestation indigène n'était pour moi qu'un moyen transitoire entre la mesure de l'abolition de l'esclavage et la liberté du travail complète. Pour favoriser nos colons, j'ai même pensé que l'on pouvait aller plus loin et j'ai créé ainsi toute une série d'avantages pour les indigènes qui s'employaient au service de nos colons. Mais les abus ont été grands. Un certain nombre de nos colons, les moins intéressants d'ailleurs, se sont mis aussitôt à souscrire des engagements avec les indigènes, ceux-ci se faisant ainsi exempter des prestations à fournir à l'État et remettant en échange une somme donnée à leurs employeurs, qui, bien entendu, ne leur faisaient faire aucun travail.

Vous voyez tout de suite la conséquence de cet abus. Les indigènes, au lieu de prendre l'habitude du travail, restaient dans l'oisiveté, se contentaient de payer une modique somme à des employeurs peu scrupuleux. Quant aux colons européens, les conséquences étaient encore plus mauvaises, en ce qui concerne la colonisation sérieuse, la seule qu'il est de mon devoir

d'encourager. Ces individus ne faisaient rien et, n'ayant aucune ressource apportée avec eux, se bornaient à vivre de cette espèce de rente, qui leur était faite par les engagés indigènes. En même temps, les colons sérieux, les entrepreneurs, les planteurs, eux, n'en trouvaient plus que difficilement, puisque la main-d'œuvre se raréfiait de plus en plus aux environs des localités les plus importantes de la grande île et parce que le malgache, avant tout, cherche à ne rien faire. Il est évident que les colons, qui vivaient ainsi de ces abus, sont des moins intéressants et qu'en somme, la suppression de la prestation ne peut être qu'une excellente chose à ce point de vue. Autrement, si nous avions continué à agir de la même manière, les véritables entreprises de colonisation à Madagascar se seraient faites de plus en plus rares; aucune tentative sérieuse n'aurait été commencée et nous aurions ainsi piétiné sur place pendant longtemps.

La suppression de la prestation touche aussi une catégorie importante de colons à Madagascar; c'est celle des mineurs d'or. Pendant ces quatre dernières années, cédant aux demandes de ces mineurs, j'avais consenti à exempter de la prestation et du service militaire les indigènes qui allaient travailler sur leurs chantiers. J'avais même autorisé nos administrateurs à réquisitionner, pour ainsi dire, les travailleurs, en grand nombre, qu'ils nous demandaient. Mais nous vîmes ici se reproduire des abus analogues et qui avaient le plus grave inconvénient au point de vue de l'avenir de la colonie. Les mineurs, ayant ainsi à leur disposition un grand nombre de travailleurs réquisitionnés, les payaient fort peu, continuaient à exploiter les anciens gisements du gouvernement malgache, et encore, au moyen du procédé primitif de la battée. Ayant un grand nombre de travailleurs payés à des prix dérisoires, quinze à vingt centimes et même moins, ils pouvaient encore faire quelques bénéfices. Mais l'industrie aurifère ne faisait aucun progrès et, avec ce système, on continuait à travailler sur des terrains ayant une faible teneur aurifère et qui réellement ne valaient plus guère la peine d'être exploités. C'était donc de la main-d'œuvre perdue pour la colonie. Quelques individus, en petit nombre, gagnaient quelque argent; mais ils employaient un très grand nombre de travailleurs qui auraient pu aller ailleurs. Quand les terrains

aurifères sont suffisamment riches, les mineurs trouvent toute la main-d'œuvre qu'ils désirent et sans aucune pression de la part de l'administration. Ainsi, en ce moment, les indigènes courent s'engager en masse sur les chantiers de l'Amboasary, parce que ces terrains sont riches et que les colons qui les exploitent peuvent payer leur main-d'œuvre un bon prix. Jamais il ne m'a été demandé un seul travailleur pour l'Amboasary et pour les régions aurifères voisines.

J'ai tenu à vous donner ces détails pour bien vous indiquer qu'en somme, la suppression de la prestation est aujourd'hui une mesure utile et qui est vue d'un très bon œil par tous les colons sérieux de la colonie. Il est évident qu'en ce qui me concerne, mon devoir consiste à favoriser les entreprises de colonisation de la grande île, de manière à développer notre mouvement économique, et je me suis efforcé toujours de ne point faillir à ce devoir. Mais ce serait une faute et une faiblesse que de laisser persister des abus, qui ne sont avantageux qu'à quelques individus, qui peuvent se dispenser ainsi des efforts que nécessite toute entreprise coloniale sérieuse à Madagascar. Je ne saurais, pour ma part, m'associer à des abus de ce genre.

Je crois qu'actuellement, avec la main-d'œuvre complètement libre, aussi bien pour l'administration que pour le colon, on pourra trouver les travailleurs nécessaires pour toutes les entreprises publiques et privées, à condition naturellement de payer les indigènes à un prix plus élevé. C'est ainsi que tomberont toutes ces entreprises factices qui ne vivaient que de l'indigène et qui n'étaient d'aucun profit pour le développement économique de la colonie. Les Malgaches sont, comme vous le savez, d'excellents acheteurs et leurs salaires iront, pour la plus grande partie, chez nos commerçants.

Vous verrez d'ailleurs dans mes instructions, que j'ai pris un certain nombre de mesures pour parer aux inconvénients probables de la suppression de la prestation. La plus importante est l'augmentation de l'impôt. Cette augmentation, qui peut paraître exagérée, a été étudiée par moi avec le plus grand soin. Nos Malgaches de l'Émyrne peuvent très facilement payer leurs vingt francs de taxe personnelle, s'ils veulent consentir à travailler. Ils seront autorisés à payer cette taxe par fractions de cinq francs et, de plus, ils pourront, s'ils le désirent, venir

s'employer sur nos chantiers, où ils sont payés à raison de un franc par jour à Tananarive et 0 fr. 75 par jour dans les provinces. Pour ma part, j'estime qu'il serait dangereux de diminuer ces taxes. Nos entreprises privées ou publiques souffriraient certainement d'une diminution semblable et je ne pourrais, en ce qui me concerne, donner un avis favorable à ce changement.

J'ai tenu, mon cher monsieur Depincé, à vous écrire personnellement pour vous donner mes idées sur cette importante question de la suppression de la prestation. Je persiste à croire, si le département ne vient pas modifier les mesures que j'ai prises, que ce sera une excellente mesure dont profiteront tous les colons sérieux de Madagascar. Si mon devoir est de favoriser les entreprises de colonisation pouvant intéresser l'avenir de la colonie, je ne crois pas qu'il soit avantageux, pour l'intérêt de Madagascar, de laisser subsister les abus dont je vous parlais ci-dessus.

GALLIENI.

Cependant des nouvelles de France ont appris à Gallieni qu'une interpellation, malveillante envers son administration, a eu lieu à la Chambre des députés. D'autre part, il lui paraît que le gouvernement incline à réduire le nombre des officiers mis à sa disposition. Le même jour, il écrit à J. Charles-Roux et à M. J. Chailley :

Tananarive, 8 février 1901.

Mon cher monsieur Charles-Roux,

Je vous remercie beaucoup pour la bonne lettre que vous m'avez fait remettre par le capitaine Laporte. J'avais bien remarqué déjà, pendant ma présence à Paris, que l'on ne faisait pas de politique à l'Exposition, pas plus qu'ici du reste. Ainsi nous vous remercions des conseils de prudence que vous nous donnez et que nous suivrons exactement.

Comme vous le savez, et c'est là un fait entièrement spécial à Madagascar, je me sers ici indistinctement des civils et des militaires. Dans certaines provinces, des civils sont sous les ordres de nos officiers; dans d'autres au contraire, ce sont nos officiers qui obéissent aux administrateurs. Et tout va bien ainsi. Cette concentration d'efforts donne les meilleurs résultats. Cependant le mot d'ordre semble être maintenant l'éloi-

gnement des militaires, dont quelques-uns sont devenus pourtant de véritables professionnels en matière coloniale. Ce sera tant mieux pour moi, qui ne serai pas fâché de trouver une occasion de passer la main à un autre, sans que l'on m'accuse d'abandonner mon poste, mais tant pis pour la colonie, où le changement de direction et d'orientation dans les affaires pourrait avoir les plus graves conséquences, en ce qui concerne particulièrement nos grands travaux publics en train.

GALLIENI.

Tananarive, 8 février 1901.

Mon cher monsieur Chailley,

Je vous remercie de votre dernière et affectueuse lettre. Comme je vous l'ai souvent répété à Paris, nous nous efforçons ici de suivre les principes préconisés par l'Union coloniale, en ce qui concerne notre nouvel et grand Empire d'outre-mer. Dans votre préface à *Notre Empire Colonial*, que je viens de lire avec un extrême plaisir, vous posez encore une fois, avec une parfaite précision, les principes de notre administration coloniale. J'ajouterai, en ce qui me concerne, qu'il faut, en matière coloniale, tenir un grand compte du temps et que, avant d'arriver à une organisation définitive d'une colonie quelconque, il faut surtout employer des solutions provisoires qui sont peut-être contraires aux grands principes, admis de tous, mais qui permettent seules d'arriver prudemment et sagement à cette organisation définitive. Vous avez déjà vu, au Soudan, comme au Tonkin et à Madagascar, les inconvénients de solutions hâtives et mal étudiées. Il a fallu refaire machine en arrière et adopter un programme méthodique et de longue haleine, dont la mise en œuvre a seule permis d'obtenir les résultats définitifs cherchés.

Ainsi, pour ne citer que Madagascar, je vous dirai que nous sommes loin d'être arrivés encore à l'organisation définitive, que j'entrevois : trois grands commandements, correspondant aux groupements des trois races principales de l'île et subdivisés eux-mêmes en circonscriptions, répondant aux diverses tribus séparées, formant autant de petits protectorats, sous l'autorité de leurs chefs indigènes. Bien entendu, l'Imerina, le pays des Hovas, resterait placé sous l'administration

directe. C'est utile, pendant quelque temps encore, à cause de l'influence anglaise qui, comme vous le savez, a poussé de profondes racines ici.

Maintenant, entre nous, pensez-vous que le ministre des Colonies ait assez confiance dans les gouverneurs pour laisser s'accomplir ce programme, dont l'exécution demandera quelque temps et beaucoup de suite dans les idées? Vous savez bien, — il suffit de consulter l'histoire moderne et l'histoire contemporaine, — que l'opinion publique, que le gouvernement lui-même, n'a nulle indulgence pour les administrateurs coloniaux. On leur donne la tâche la plus difficile qui existe : la création et l'organisation d'un État et, sans tenir compte des énormes obstacles auxquels ils se heurtent, on les entrave, on leur impose des collaborateurs malveillants ou incapables, on leur prescrit d'appliquer des méthodes d'administration surannées et informes, on les laisse exposés aux pires attaques et calomnies. Avouez qu'il n'est pas commode de faire œuvre utile dans des conditions semblables.

Je veux prendre mon modeste exemple. Madagascar m'a été remis dans une situation déplorable. Je me suis efforcé, lorsque je me suis trouvé en présence des dangers qui nous menaçaient de toutes parts, de l'anarchie qui existait partout, de suivre un programme de pacification, d'organisation et de colonisation, répondant, d'après moi, aux conditions de la situation et sans trop me préoccuper des règlements routiniers, tracés par les usages du département des Colonies. Si, il y a quatre ans, j'avais suivi ces règlements, nous étions réduits à l'impuissance. Partout, qu'il s'agisse des intérêts militaires, financiers ou économiques, nous avions les mains liées. C'est parce que j'ai essayé de me laisser guider exclusivement par le bon sens et par les exigences de la situation critique où nous nous trouvions, qu'il a été possible d'obtenir à Madagascar, et dans un temps relativement court, les résultats que vous avez bien voulu vous-même apprécier.

Je prends par exemple la question de ces fameuses caisses noires, que l'on m'a tant reprochées et qui ont donné lieu à des racontars si inexacts et si fantaisistes. Comment voulez-vous que, dans la situation critique où nous nous trouvions, dans un pays immense, encore imparfaitement connu, démuni de voies de communication, insoumis pour une bonne partie,

nous pussions établir d'emblée, dans nos provinces ou cercles, un système d'impôts définitif, approuvé par l'administration centrale à Tananarive et à Paris? Nous ne savions même pas ce qu'étaient ces provinces, quelles races les habitaient, quelles étaient leurs coutumes, etc... Le plus sage n'était-il pas, comme je l'ai fait, de laisser provisoirement, à ce point de vue, toute initiative, comme toute responsabilité, à nos commandants de cercles et administrateurs de provinces. Ils encaissaient les recettes qu'ils pouvaient faire, amendes, ventes de bœufs de prix, etc., et les appliquaient aux dépenses urgentes et imprévues qui s'imposaient à eux. Il est évident que je ne pouvais, à distance, ouvrir des crédits spéciaux pour chacune de ces dépenses qui, toutes, étaient urgentes et permettaient de rétablir une situation si gravement compromise. Naturellement, au fur et à mesure que la pacification faisait des progrès et que nous pouvions organiser les pays occupés, nous rentrions dans la voie régulière, tous ces budgets spéciaux disparaissaient et étaient remplacés par un système d'impôts, en rapport avec les mœurs et le degré de civilisation de chaque tribu, et cela, malgré l'opposition du directeur du contrôle financier qui voulait partout, dans toute l'île, un système d'impôts uniforme, appliqué aussi bien au Hova policé, habitué à une administration régulière, qu'au sauvage Sakalave, ne connaissant que le pillage et le vol.

Il est certain que, dans ces conditions, il est bien difficile de faire de la bonne besogne aux colonies. En ce qui me concerne, je sais, depuis longtemps, que tout homme qui veut créer une œuvre et qui surtout commence à recueillir les résultats de ses efforts, est exposé à toutes les attaques, au-dessus desquelles il doit essayer de se placer. Mais, quand ces attaques ont pour effet de lui faire imposer une ligne de conduite qu'il croit contraire aux intérêts de sa colonie, il me semble que son devoir est de se retirer. Je ne voudrais pas avoir l'air d'abandonner mon poste, étant donné surtout que je serais très probablement suivi, dans ma retraite, par mes principaux collaborateurs, ce qui pourrait nuire considérablement aux intérêts de la colonie; mais, je ne puis cependant accepter des idées dont l'application ne peut avoir que les plus mauvais résultats. Je vais patienter encore pendant quelques mois, en mettant de côté toute préoccupation d'ordre personnel; si, réellement, mon

opinion ne peut prévaloir, je passerai la main à un autre. En ce qui me concerne personnellement, je serai enchanté de cette solution. Car, voilà bien longtemps que je mène l'existence coloniale et je serais bien désireux de reprendre mes fonctions purement militaires. On verra alors ce qu'il faut croire de ce goût de la réclame, qui m'est prêté par plusieurs. Mais, vous voyez, en somme, que la levée de boucliers qui a eu lieu récemment contre l'administration de Madagascar et qui, je le crois bien, n'est pas terminée, n'est autre chose que la lutte de la routine contre le progrès.

J'ai écrit à M. Depincé par le dernier courrier. Je lui ai parlé longuement de la suppression de la prestation. C'était une mesure utile et que j'ai prise de ma propre initiative pour remédier aux abus qui se produisaient et qui menaçaient de fausser le principe de notre administration ici. Administrateurs, colons, exploitaient l'indigène et, ayant cette ressource commode sous la main, gaspillaient nos moyens d'action, et rien d'utile n'en résultait pour la colonie. Une colonie ne peut réussir que si elle reçoit des hommes intelligents et entreprenants, apportant avec eux des capitaux. Il n'en était pas ainsi avec le système de la prestation, qui a eu ses avantages pendant quelque temps, mais était plutôt nuisible aujourd'hui. Les colons sérieux trouveront la main d'œuvre nécessaire, à condition qu'ils la paient suffisamment et qu'ils la traitent bien Maintenant, il est indispensable que le département approuve les augmentations d'impôts que j'ai prescrites ; autrement, les indigènes ne feront plus rien.

GALLIENI.

Tamatave, 14 octobre 1901.

Mon cher monsieur Grandidier,

Je vous remercie de votre aimable lettre et des précieux encouragements que vous voulez bien me donner encore. Il est certain que je n'ai pas lieu d'être mécontent des transformations que notre colonie a subies depuis cinq ans. Mais quelle tâche et combien je serais sage de m'en tenir là et de passer la main à un autre ! Tant va la cruche à l'eau qu'enfin elle se brise. Je me sens fatigué et désireux de vivre tranquillement au milieu des miens, et cependant, plus je vais, plus je

suis empoigné par cette création d'une colonie. Mais, en résumé, malgré le chemin de fer qui marche bien, je crois que je ferai bien de m'en aller définitivement l'année prochaine. J'aurai, je crois, suffisamment payé ma dette à Madagascar.

Je pense que votre fils (1) aura bien continué son voyage dans de bonnes conditions et vous rapportera abondante moisson de renseignements nouveaux et intéressants sur ces régions si curieuses du sud. Le colonel Lyautey me fait connaître d'ailleurs que notre œuvre de pénétration chez les Antandroy et les Mahafaly s'effectue bien et sera probablement terminée dans les premiers mois de l'année prochaine. C'est ainsi que, pas à pas, morceau par morceau, nous aurons fini par couvrir complètement tout le territoire de la Grande Ile.

GALLIENI.

Le Comité de Madagascar avait eu l'heureuse inspiration de faire élever à Tananarive, par souscription publique, un monument à la mémoire des soldats français morts pendant l'expédition militaire de 1895. Le monument, dû au ciseau du sculpteur Barrias, venant d'être inauguré, Gallieni rend compte à J. Charles-Roux de l'inauguration. Il en fait suivre le bref récit d'une considération, qui est un des principes mêmes de sa politique coloniale : la nécessité de trier les colons et d'éviter l'envoi d'indésirables, et d'une nouvelle importante : la dislocation du « commandement supérieur du sud », où le colonel Lyautey a achevé sa tâche de pacification et d'organisation.

Tananarive, le 5 mars 1902.

Mon cher monsieur Charles-Roux,

J'ai été très heureux de voir que le Comité et vous-même aviez été satisfaits des mesures que nous avions prises pour l'inauguration du monument de Madagascar. Nous avons essayé de donner à la cérémonie le plus de solennité possible, en cherchant à montrer aux indigènes que la conquête et la perte de leur indépendance avaient eu pour conséquence la liberté pour eux. Du reste, votre représentant, M. Jully, s'est

(1) Guillaume Grandidier, alors chargé de mission scientifique à Madagascar par le gouvernement, actuellement secrétaire général de la Société de géographie.

surpassé et nous a servi un magnifique morceau d'éloquence, qui a entraîné et ému tout l'auditoire. Quant à moi, j'ai voulu enlever à la cérémonie son caractère exclusivement militaire, en faisant défiler toutes nos écoles devant le monument et en amenant le consul anglais à s'associer à cette fête, ce qu'il a fait de la meilleure grâce du monde. Bref, tout s'est bien passé et cette cérémonie a laissé une profonde impression parmi nos Malgaches, et une impression favorable à l'influence française.

Je lirai avec beaucoup d'intérêt vos propositions au sujet des mesures à prendre pour nous envoyer de *bons* colons. Je sais que je n'ai pas besoin de vous recommander d'agir avec une prudence extrême, afin de ne pas nous expédier de pauvres diables qui n'ont d'énergie ni physique ni morale, qui se laissent abattre au moindre échec, et qui viennent ensuite crier sur tous les toits qu'on les a trompés, qu'il n'y a rien à faire ici, etc. C'est là la grande pierre d'achoppement de tous les projets d'envoi de colons dans nos possessions d'outre-mer. Sauf cette observation, vous me trouverez prêt à vous seconder de tout mon pouvoir dans votre intéressante initiative.

Je vais disloquer prochainement le commandement supérieur du sud. Le colonel Lyautey y a fait la meilleure des besognes et a su accomplir, en un temps relativement limité, l'œuvre de pacification et de pénétration que je lui avais confiée. Je me séparerai donc avec regret de cet intelligent et dévoué collaborateur. Mais il me paraît utile de tenir la promesse que j'avais faite au ministre, lorsque j'ai créé le commandement supérieur du sud. Cette mesure avait soulevé les critiques du département. Je tiens à lui prouver que je n'ai obéi à aucune considération personnelle et que j'ai voulu seulement prendre les mesures nécessaires pour obtenir un but déterminé. Ce but étant atteint, je remets sous l'autorité civile les provinces momentanément placées sous l'autorité militaire.

GALLIENI.

(A suivre.)

AUPRÈS DE M. TAINE

SOUVENIRS

I

Il y a cent ans qu'est né Hippolyte Taine. Il y en a trente-cinq déjà qu'est tombée de sa main la plume qui achevait d'écrire les *Origines de la France contemporaine*. Les derniers amis de jeunesse du philosophe historien sont morts. Disparus aussi ses amis de la génération suivante, Sully Prudhomme, Gaston Paris, Albert Sorel, Heredia, Melchior de Vogüé. Sa veuve et sa fille, à qui nous devons la publication de sa *Correspondance*, l'ont rejoint dans la sépulture du Roc de Chère, au lac d'Annecy, l'une avant même l'achèvement de ce devoir pieux, l'autre peu d'années après; ses petits enfants ne l'ont pas connu. Et des jeunes hommes qu'il avait admis dans l'intimité de sa pensée, si l'on excepte M. Paul Bourget et M. Jusserand, il ne reste guère aujourd'hui que ses neveux, par le sang ou par alliance. L'un de ces derniers a noté jadis, comme enseignements d'un maître, des propos que Taine lui avait tenus sur les objets habituels de ses réflexions. Il reproduit ci-après ces entretiens avec le cortège de souvenirs qu'ils ravivent en lui. Il n'y fait d'autres suppressions que celles où il se sent obligé par le respect des volontés de Taine, l'homme le plus soucieux qui fut jamais de tenir à distance de sa personne et d'une vie de famille belle, simple, saine entre toutes, les vaines curiosités. Aux pages que M. Paul Bourget a données ici sur *le Centenaire de Taine* et à l'ouvrage qu'André Chevrillon achève sur la jeunesse de Taine, sa formation et sa méthode, il ajoute sa gerbe de souvenirs comme un hommage à une mémoire aussi chère que respectée.

UN MAITRE DE NOTRE JEUNESSE

Je ne sais si les jeunes gens d'aujourd'hui éprouvent pour aucun de leurs maîtres l'attrait passionné qu'aux environs de 1873 Hippolyte Taine inspirait à nos vingt ans. A notre sortie du lycée, nous avions rencontré ses livres; les idées, la méthode, le style, tout nous y avait été nouveau. Tout nous avait saisis par un caractère de force, de franchise et de hardiesse. Malgré les résistances de nos jeunes esprits à des doctrines qui attaquaient avec rudesse celles où nous avions été nourris, l'éclat du talent de Taine, mais surtout la foi qui débordait de lui, foi profonde et véhémente en la puissance de l'esprit humain, nous attirait irrésistiblement.

Les premières pages de lui qui nous exaltèrent furent ces épanchements de poésie contemplative par où s'achèvent nombre de ses chapitres. Rappelons, parmi tant d'autres, la page finale du chapitre *Sienne et Pise* dans le *Voyage en Italie*, la conclusion de l'étude sur lord Byron au tome IV de la *Littérature anglaise*, et encore ce finale des *Philosophes classiques au XIX^e^ siècle en France* : « C'est à ce moment que l'on sent naître en soi la notion de la nature. Par cette hiérarchie de nécessités, le monde forme un être unique, indivisible, dont tous les êtres sont les membres. Au suprême sommet des choses, au plus haut de l'éther lumineux et inaccessible se prononce l'axiome éternel, et le retentissement prolongé de cette formule créatrice compose, par ses ondulations inépuisables, l'immensité de l'univers.... » Pour communiquer quelque chose de l'enchantement qu'exerçaient sur nous de telles pages, il faudrait les citer tout entières au terme des séries de pensées qu'elles couronnent : demandons seulement qu'on les relise et disons que nous les savions presque par cœur; nous nous les récitions entre camarades; où la mémoire de l'un faisait défaut, un autre pouvait continuer.

On étonnait M. Taine, je dirai même qu'on le décevait quand on lui exprimait une prédilection littéraire pour ces passages où son émotion de contemplateur l'avait fait poète. Il nourrissait une tout autre ambition que d'émouvoir ses lecteurs par la profondeur du sentiment et la magnificence du verbe. Il ne voulait être qu'un serviteur utile de la Vérité. Il aspirait à elle de toutes les forces de son esprit. Savoir, com-

prendre, savoir toujours davantage, comprendre toujours mieux, quel intérêt au monde pouvait égaler celui-là? Il est à peine exagéré de dire que le manque de zèle pour la vérité était « un monstre » pour lui, comme en était un pour Pascal la négligence du salut.

A l'époque où son œuvre s'offrait à nous, il n'y manquait plus d'essentiel que les *Origines de la France contemporaine*. Elle avait au centre une philosophie, carrefour autour duquel, comme des allées de forêt, de profondes percées rayonnaient dans les domaines les plus importants de l'histoire, histoire des lettres, des arts, des mœurs. Mais la philosophie, science des sciences, le rappelait toujours à son observatoire central. Il ne semblait la délaisser un temps que pour la contrôler et l'enrichir par quelque nouvelle moisson de faits. De bonne heure, à travers Spinoza, Condillac et Hegel, il avait démêlé sa pensée propre et s'était établi sur des positions qu'il n'abandonna jamais. L'Univers était un ensemble infini où les coups de sonde, poussés en tous sens et à toutes profondeurs, rencontraient partout des faits sans rencontrer nulle part des êtres. Les causes des faits n'étaient point, comme le pensaient les spiritualistes, des entités distinctes, de sorte « qu'au-dessous du monde étendu, palpable et visible », il y aurait « un monde invisible, intangible, incorporel », qui produirait l'autre et le soutiendrait. Elles n'étaient pas, d'autre part, comme le pensaient les positivistes, « situées hors de la portée de l'intelligence humaine », de sorte qu'on ne pourrait « rien affirmer ou nier d'elles ». Les uns et les autres s'abusaient : les spiritualistes, en doublant le monde visible d'un monde invisible et superflu; les positivistes, en faisant à l'esprit humain le tort de méconnaître une méthode efficace ouverte devant lui. Car il y avait une méthode efficace pour atteindre les causes, et cela non seulement dans les sciences physiques, non seulement dans les sciences naturelles, mais jusque dans les sciences morales qui ont pour objet l'homme lui-même, et ses œuvres les plus diverses. Cette méthode, souvent exposée par Taine, notamment dans les derniers chapitres de ses *Philosophes classiques au XIX^e^ siècle en France*, a pour fondement l'idée que « les causes ne sont point un monde mystérieux et inaccessible, qu'elles sont enfermées dans les objets, que, partant, on peut les en extraire, que les premières ayant

la même nature que les dernières peuvent être, comme les dernières, dégagées par abstraction des faits qui les contiennent, et que l'axiome primitif est compris dans chaque événement qu'il cause, comme la loi de la pesanteur est comprise dans chaque chute qu'elle produit ».

Ainsi, devant la pensée du philosophe, l'univers se ramenait à une hiérarchie de lois inexorables enfonçant au cœur de toutes choses, sans excepter le cœur de l'homme, « les tenailles d'acier de la nécessité ». La nécessité y régnait partout; la bonté n'y paraissait nulle part. Mais le jeune stoïcien n'était pas homme à reculer devant la vérité la plus dure, s'il la jugeait dûment prouvée. La notion de la nature qui naissait en lui, il la saluait même avec un élan mystique aux dernières lignes de ses *Philosophes* : « L'indifférente, l'immobile, l'éternelle, la toute-puissante, la créatrice, aucun nom ne l'épuise ; et quand se dévoile sa face sereine et sublime, il n'est point d'esprit d'homme qui ne ploie, consterné d'admiration et d'horreur. Au même instant cet esprit se relève ; il oublie sa mortalité et sa petitesse; il jouit par sympathie de cette infinité qu'il pense, et participe à sa grandeur. »

Nous, ses lecteurs de vingt ans, nous l'éprouvions à travers ses livres cette consternation d'admiration et d'horreur. Eh quoi! aux « tenailles d'acier de la nécessité », l'homme ne pourrait-il rien dérober de lui-même? Au suprême sommet des choses, n'y aurait-il rien d'éternel qu'un axiome? rien de créateur qu'une formule? Cette formule créatrice, nul être ne la prononçait, puisque nulle part il n'était d'être. Elle n'était donc, selon le mot de Montesquieu, qu' « un rapport nécessaire dérivant de la nature des choses ». Dès lors l'émotion quasi religieuse qu'elle propageait dans l'âme de Taine et qui ne laissait pas de nous gagner, en même temps nous étonnait. Nous nous rappelions le mot de Pascal sur l'Homme, plus noble que l'Univers qui l'écrase, « parce qu'il sait qu'il meurt et l'avantage que l'Univers a sur lui. L'Univers n'en sait rien ». Si grandiose que fût le spectacle de l'universel mécanisme, qu'avait-il à dire à l'âme humaine? Taine avait écrit : « Qui est-ce qui s'indignera contre une géométrie vivante? » Personne sans doute. Mais surtout qui l'adorera?

La magie du grand écrivain restait malgré tout la plus forte. Quand avait-on vu jeune conquérant plus puissamment

armé entrer dans le monde des idées avec un souci plus sincère de la vérité, une ambition plus désintéressée, une probité plus attentive? Comme toute la génération dont il prenait la tête, ce culte de la Vérité le portait à placer son meilleur espoir dans les progrès de la science. A ses yeux, depuis Rousseau, par Chateaubriand et Mme de Staël, par nos poètes de 1830, par Cousin et Jouffroy, la pensée française faisait fausse route : elle avait vu dans notre idée de l'infini une assurance d'immortalité inscrite dans nos âmes, quand il eût suffi d'y voir le résultat d'opérations logiques élémentaires sur les données de nos sensations. De là, chez ces illustres aînés, une période d'exaltation suivie du désenchantement amer où le romantisme déçu laissait les âmes. « La science approche enfin, écrivait Taine, et approche de l'homme... » On se rappelle la mémorable page. Les sciences morales allaient donc se souder aux sciences naturelles; les vérités prouvées remplaceraient de proche en proche les opinions éloquentes établies sur des fondements ruineux; et, la réforme des idées finissant par réformer le reste, « la lumière de l'esprit » produirait « la sérénité du cœur ». Ce viril espoir, Taine le justifiait à nos yeux par tout ce qu'il répandait de lumière sur les grands ensembles au cœur desquels il portait son étude, littérature anglaise, mœurs anglaises, peinture de la Renaissance en Italie, peinture dans les Pays-Bas. De ces voyages où il nous entraînait, nous revenions pénétrés d'admiration pour les harmonies que nous avions vues partout s'accomplir entre un certain pays, une certaine portion d'humanité, un certain état de civilisation et les directions dominantes de l'Esprit manifestées par les œuvres les plus notables des hommes.

Nous ne nous rendions pas facilement à l'idée que les connexions ainsi constatées entre la nature et l'homme, entre un état général des mœurs publiques et l'infinie variété des phénomènes humains nous fissent une loi de dénier à l'âme toute liberté. Mais ces connexions en étaient-elles pour cela moins importantes à connaître? Les conditions de toute nature qui ont présidé au développement d'une civilisation, d'une école d'art, d'un grand homme, n'est-il pas nécessaire de les voir agir pour comprendre ce développement, même si elles n'ont fait que le *conditionner* au lieu de le *produire*?

Au total, beaucoup se refusaient aux conclusions ultimes

du philosophe; mais la plupart étaient reconnaissants à l'artiste de leur rendre plus sensibles que nul ne l'avait jamais fait les grandes harmonies de l'histoire; bien peu échappaient à la prise extraordinaire que le grand écrivain exerçait sur les esprits. Un courant puissant, mêlé de quelques remous, entraînait vers lui notre jeunesse; elle le saluait comme un de ses maîtres les plus écoutés.

A L'ÉCOLE DES BEAUX-ARTS

Un jour de janvier 1873, Henry Cochin vint me proposer d'aller avec lui entendre Taine à son cours de l'École des Beaux-Arts. Dans une salle petite, un peu sombre, au bas de gradins garnis de jeunes gens, le professeur vint s'asseoir à une table placée sur une petite estrade. L'homme était de taille un peu supérieure à la moyenne, encore jeune, et de constitution plutôt robuste; sur de solides épaules, il portait une tête puissante; son visage aux traits réguliers, encadré de cheveux châtains et d'une barbe courte et clairsemée, exprimait autant de douceur que de réflexion et de calme fermeté; ses yeux bleus attiraient l'attention, moins par une convergence à peine sensible que par une expression de reploiement intérieur que je n'ai vue à personne autre. Le portrait que Bonnat a fait de lui, seize ans plus tard, est d'une admirable et pénétrante vérité.

Taine traitait cette année-là de la peinture dans les Pays-Bas. Dans une leçon précédente, il avait parlé de la race germanique et de la vie néerlandaise; il nous parla du moment historique où se produisit l'éclosion des Van Eyck, puis de Rogier van der Weyden, de Memling, de Quentin Massys. D'une voix tout unie, un peu monotone, appliquée à s'interdire tout éclat, en petites phrases courtes, nettement détachées, évocatrices, il multipliait, d'après les chroniqueurs du temps, les petits faits les plus révélateurs de l'état des mœurs et des esprits. Il montrait les villes flamandes, Gand, Bruges Ypres, aux XIV^e^ et XV^e^ siècles, groupements de bourgeois laborieux, ordonnés, fortement unis, s'élevant par leur activité industrielle et commerciale à un degré tout nouveau de puissance et de prospérité. La surabondance des richesses y développait l'esprit de jouissance en réaction contre l'ascétisme du moyen âge.

Entraînée par la joie de vivre, une société opulente et jeune se donnait en spectacle à elle-même et le goût de ce spectacle vivant la menait au goût de la peinture.

Mais, toute sensuelle que fût cette renaissance, elle se distinguait de celle qui, au même moment, renouvelait l'art à Florence et à Venise. Nos bonnes gens des Flandres n'étaient point, comme leurs contemporains d'Italie, enclins à l'humanisme, au paganisme ; ils pouvaient s'abandonner éperdument aux joies des sens et conserver intact le sentiment chrétien. « Ils font penser à une fleur luxuriante épanouie dans un calice consacré... »

Je ne m'arrêterai pas plus longtemps sur ce cours de l'École des Beaux-Arts, bien que j'en aie, cette année-là, régulièrement suivi les leçons et que j'y aie entendu Taine parler des deux peintres dont il a certainement le plus aimé et le mieux pénétré le génie : Rubens et Rembrandt. Sous le titre définitif de *Philosophie de l'art*, le maître a lui-même condensé, en deux volumes, ce qu'il a voulu conserver d'un enseignement oral qui, intégralement rédigé, en eût rempli, nous dit-il, au moins dix. C'est assez pour notre dessein de l'avoir montré un moment, tel qu'il nous apparut en ce lointain hiver de 1873, dans sa tâche de professeur. Pour savoir quelle vocation l'y appelait, quelle satisfaction il y trouvait, il suffisait de l'avoir vu, la leçon terminée, retenir autour de sa table les auditeurs qui venaient s'y grouper. Il y apportait chaque fois, de la bibliothèque de l'École, des gravures d'après les maîtres dont il allait parler. En commentant familièrement ces estampes, il prolongeait le généreux plaisir qu'il prit toujours à répandre son savoir et sa pensée.

LE PHILOSOPHE CHEZ LUI

Huit ans après, dans l'été de 1881, Taine, ayant publié le troisième volume des *Origines*, celui qui a pour sous-titre *la Conquête jacobine*, je fus amené à en rendre compte dans le journal *le Parlement* que M. Ribot avait créé l'année précédente avec la collaboration de MM. Jules Dietz, de Varigny, Paul Bourget et André Michel. Peu de jours après, Taine voulut bien me remercier par une lettre, datée de Menthon-Saint-Bernard, qui a été recueillie dans sa *Correspondance*. Avec la

bienveillance qu'il ne manquait jamais de témoigner aux critiques de bonne foi, il me faisait le grand honneur de répondre point par point à mes réserves. Touché de sa lettre, je crus devoir le remercier à mon tour. De nouveau il me répondit. Quand l'automne l'eut ramené à Paris, je priai M. Paul Bourget de m'introduire auprès de lui et j'allai le voir en son appartement du boulevard Saint-Germain.

L'accueil qu'il me fit fut celui que trouvaient auprès de lui tant de jeunes hommes à qui sa bienveillance reconnaissait généreusement par avance sérieux d'esprit et bonne volonté. Par une pente naturelle, l'entretien revint bientôt au grand sujet qui l'occupait : la Révolution et ses rapports avec l'esprit classique; le génie de la France, ses avantages et ses dangers. Comme j'allais me retirer, il me conduisit au salon où nous attendait Mme Taine que je savais étroitement associée à sa vie. L'entretien y prit un tour moins grave. Une gracieuse fillette de dix à douze ans entra bientôt avec un bond joyeux et s'arrêta, interdite. Son père l'enveloppa d'un regard souriant et tendre, et, murmurant tout bas : « Jeune printemps ! » lui demanda d'aider sa mère à servir le thé. Quand je pris congé, Taine, en me reconduisant, m'encouragea à m'adresser à lui si, au cours de mes études, je rencontrais quelque question où il eût chance de pouvoir m'aider de ses indications. Avec une modestie pleine de bonne grâce, mais qui me confondit par un apparent oubli des distances, il ajouta qu'à l'occasion il en userait de même avec moi. Tous les travailleurs devaient s'entr'aider.

Ainsi commencèrent entre Taine, les siens et le jeune secrétaire d'ambassade que j'étais alors, des relations qui devinrent peu à peu plus fréquentes, plus intimes et qui devaient un jour devenir familiales. Envoyé en mission au Caire et plus tard à La Haye, j'y emportai le souvenir d'une jeune fille, Mlle Chevrillon, que j'avais rencontrée, peu après sa sortie du couvent, au foyer de Taine, son oncle. En février 1888, elle devint ma femme, et Taine lui tenant lieu du père qu'elle avait perdu, la conduisit, un heureux jour d'avril, à l'église. Maintenant, après plus d'une année passée à Munich, revenus à Paris en congé, nous y reprenions contact avec les nôtres.

DES CAHIERS DE SIX SOUS

Un soir de mai 1889, ma mère, chez qui nous demeurions, reçut à dîner les proches de sa belle-fille. Le repas fini, je menai Taine fumer dans un cabinet de travail dont les livres assemblés par mon père garnissaient les rayons. Une idée affectueuse et indulgente portait Taine à pousser vers l'étude des sciences morales un jeune homme orienté de naissance vers la critique et l'histoire, dont il se rappelait quelques essais, vieux alors de plusieurs années, et qui était devenu son neveu.

« Vous vous êtes arrêté d'écrire, me dit-il; votre métier vous prend aujourd'hui tout entier. Un jour, sans doute, après vos années d'apprentissage, vous recommencerez. Laissez-moi vous dire ce que je répète à tous les jeunes hommes en qui je vois le goût des idées générales de bon aloi. Ils ne sauraient se tenir trop en garde contre ce faux culte littéraire qui fait tant de mal en France, qui produit chez nous tant de beaux parleurs élégants et superficiels. Pour combien de temps êtes-vous à Munich ? — Deux ou trois ans, selon toute vraisemblance. — Eh bien ! permettez à un vieux travailleur un conseil qui peut vous aider à emmagasiner beaucoup de faits et à en tirer des idées solides. Achetez de petits cahiers, des cahiers de six sous. Tous les jours, tous les deux jours (pour vous-même, pour vous instruire, sans aucune arrière-pensée de littérature), écrivez-y ce que vous auront dit d'un peu significatif les gens parmi lesquels vous vivez là-bas, ce que vous aurez appris touchant leurs sentiments, leurs idées, leur manière de vivre. Constituez-vous ainsi ce que Balzac appelait son *garde-manger*. Un travailleur parisien qui vit seul dans une mansarde, près de la Bibliothèque nationale, vous surpassera aisément par la connaissance des livres; mais les conditions de votre carrière vous permettent de le surpasser par la connaissance des hommes, en établissant des comparaisons nombreuses entre hommes de différents pays : aujourd'hui, les Allemands du Sud, dans quelques années les Allemands du Nord, ou les Anglais, ou les Italiens, ou d'autres. Pour le moment vous êtes en Bavière : étudiez l'histoire naturelle des Bavarois...

« L'espèce humaine se divise en variétés distinctes dont chacune aboutit à quelques représentants éminents et complets.

Un homme comme Dœllinger, par exemple, ne pouvait se produire que dans l'Allemagne du Sud : il est un spécimen excellent des hautes sphères morales de son pays. Un diplomate qui a des besoins intellectuels dispose de facilités particulières pour observer successivement plusieurs variétés nationales de l'espèce humaine. L'emploi naturel de ses loisirs, c'est la psychologie comparée des peuples. Aussi bien, c'est un consul, c'est Stendhal qui a ouvert la voie à ces études.

« Vous avez à Munich vos princes et princesses de Bavière, et les seigneurs médiatisés et tous les gens de cour et les hauts fonctionnaires, et les officiers et les professeurs et les étudiants. Sachez, dans chacune de ces conditions, comment on vit, comment on se marie, à quoi on aspire, comment on va « à la chasse du bonheur », quels sont les types idéaux qui règnent sur les imaginations. Suivez quelques cours, entendez quelques sermons, quelques débats judiciaires, quelques pièces de théâtre. Comparez tout cela avec vos souvenirs de France. Pratiquez assez l'allemand pour vous mettre en état de causer, à l'occasion, avec un paysan ou un ouvrier. C'est important. Voyez, chez nous, M. de X ! Ses origines, comme ses dons et sa culture, le désignaient pour être un homme de gouvernement ; mais, soit fierté, soit timidité, il n'a jamais su causer avec un garde-chasse. C'est pourquoi trente millions de Français lui échappent.

« Croyez que, quand vous aurez poursuivi votre enquête plusieurs années durant, avec exactitude et persévérance, vous aurez été conduit à des vues générales sur ces questions de psychologie et de morale qui vous intéressent. Et ces vues seront valables, étant fondées sur des faits bien observés.

EN ACCORD AVEC BOUTMY

On sait qu'en 1871, au lendemain de notre défaite, Taine avait conçu l'idée d'écrire les *Origines de la France contemporaine*. En même temps, son ami le plus intime, Boutmy, concevait l'idée de fonder une école vouée à l'enseignement des sciences politiques. Les deux projets naissaient des préoccupations patriotiques de deux philosophes penchés ensemble sur nos ruines. Notre désastre venait de nous révéler que de brillantes apparences nous avaient trompés sur l'état réel de nos

forces morales et matérielles. Il importait donc de comprendre les besoins profonds de la France contemporaine et, pour cela, de scruter ses origines. Ce fut l'entreprise où Taine se cloîtra dès lors jusqu'à la fin de sa vie. Notre désastre révélait, en particulier, que l'état-major politique du pays, et non pas seulement son état-major militaire, avait été inférieur à l'épreuve. Il y avait eu de la légèreté et de la présomption dans la manière dont la guerre avait été engagée et conduite. Pourquoi cela, sinon parce que la France, à une heure critique, n'avait pas eu, selon le mot de Vinet, « la tête de peuple » dont elle avait besoin ? Il importait de la lui former et, pour cela, de fonder en France cet enseignement des sciences politiques dont le modèle n'existait nulle part. Ce fut l'idée de Boutmy et son œuvre.

Son entreprise s'accordait intimement avec les préoccupations nouvelles de Taine et les idées de toute sa vie. Elle constituait une application pratique de cette pensée dont il était plein : que le gouvernement et l'administration des États réclamaient, comme toute maîtrise, un ensemble étendu de connaissances positives. Elle lui apportait, au fond de notre abîme, une raison précise d'espérer pour la France une direction politique plus éclairée. Il s'attacha fortement à l'École naissante. Boutmy a témoigné lui-même du concours prêté par Taine à l'entreprise de son disciple devenu son meilleur ami. Le second successeur de Boutmy, M. E. d'Eichthal, l'a rappelé récemment ici même dans une étude qu'on n'a pas oubliée sur l'École libre des sciences politiques.

En ce mois de mai 1889, l'École, en plein succès, voguait déjà loin des parages dangereux où l'on avait eu grand peine à la piloter. Mais Taine gardait un vif souvenir des écueils que l'on avait eu alors à doubler. Il m'en parla comme d'un exemple significatif des obstacles que notre ombrageuse législation opposait à tout groupe formé en vue d'une œuvre libre, surtout d'une œuvre d'enseignement. Le premier soin de Boutmy avait été de s'adresser à un notaire apte à le guider dans ses démarches préliminaires. Il s'agissait, pour quelques particuliers, de fonder à Paris une école de haut enseignement sans enfreindre aucune loi, mais sans rien abdiquer de leur liberté, sans rien demander au gouvernement que la permission d'exister.

— Tout bien examiné, me dit Taine, ce qu'on trouva de mieux fut de se constituer en société commerciale. Société commerciale assez singulière ! Pas de dividende ni de rente à prévoir, et le capital à fonds perdu. Telle est la fiction à l'abri de laquelle des citoyens de bonne volonté durent se mettre pour arriver à doter la France d'un haut enseignement qui lui manquait. Ce qu'il fallait éviter par-dessus tout, ajouta-t-il, c'était la déclaration d'utilité publique. On fût tombé sous la main de l'État. Les fondateurs de l'École eussent risqué de n'être laissés maîtres ni des programmes ni du choix des professeurs.

« Ce fait, continua-t-il, n'est d'ailleurs qu'un cas particulier d'un fait plus large : la défiance de l'État français à l'égard de toute personne collective. La Révolution, l'Empire et leurs continuateurs ont si bien réduit notre peuple à une collection d'individus qu'au-dessous de la seule patrie, — idée lointaine et qui n'acquiert sa puissance entraînante qu'aux jours de suprême péril, — un Français d'aujourd'hui n'a plus rien à aimer que lui-même, sa femme, ses enfants, s'il en a. Un stimulant aussi puissant que doux lui est ôté : il se heurte à une législation hostile, s'il veut travailler à la prospérité de quelque œuvre locale où il mette chaque jour, avec les compagnons de sa vie, une part de son effort et de son cœur, — et qui doive durer plus que lui. »

Le moraliste qui nous montrait ainsi l'un des pires effets d'un étatisme exagéré, devait, trois ans plus tard, employer ses dernières forces à définir et à suivre dans ses conséquences la défiance invétérée qui anime l'État français à l'égard des associations les plus naturelles, les plus bienfaisantes, sans en excepter la famille. Il écrivait les premières pages du livre sur l'*Association* quand sa plume lui échappa pour jamais. Il put cependant, aux derniers temps de sa vie, — M. André Chevrillon l'a signalé, — noter quelques symptômes favorables dont il fut frappé, « par exemple une certaine renaissance, sous la troisième république, de l'esprit d'association ». On sait que ce mouvement s'est développé depuis lors et que notre Conseil d'État s'y est prêté par une jurisprudence libérale. On aime à présumer que Taine eût pu trouver là une raison de ne point désespérer de l'efficacité pratique des sciences morales.

LA « BLAGOLOGIE »

J'étais allé, un matin de ce mois de mai, rejoindre Taine dans l'atelier de Bonnat. Le peintre peignait le portrait de son ami le philosophe. Atelier de grand style et de goût sévère. Dès l'escalier, la peinture murale de Puvis de Chavannes, *Doux pays*, vous accueillait avec une élyséenne sérénité. A l'intérieur régnaient des maîtres dont la présence invitait au recueillement : Michel-Ange et Albert Dürer, Rubens et Rembrandt étaient là. Quelques modernes, Géricault, Delacroix, Barye supportaient à leur honneur ces voisinages ; aucun, ancien ou moderne, qui n'eût dans les os de la moelle de lion. Bonnat, témoin de mon admiration, se frotta les mains et dit gaiement : « Tout cela, gagné par mon pinceau ! »

Taine est assis ; le chevalet du peintre se dresse à sa droite, sur le même alignement. Bonnat, d'instant en instant, recule de cinq à six pas, regarde attentivement l'image de son modèle dans un petit miroir carré qu'il tient à la main, revient à sa toile et y applique avec décision quelques touches. Pendant ce va-et-vient, Taine cause. L'expression de visage que le peintre tâche à saisir avec un souci ardent de vérité, combien de fois l'avons-nous déjà vue chez Taine quand il pense tout haut, devant ses intimes, et que le regard de ses yeux gris-bleus semble, on l'a dit, se tourner en dedans comme pour y lire une parole intérieure !

— Au fond, dit-il, nous, écrivains, nous faisons à notre manière ce que vous faites. Vous notez avec toute la justesse possible l'image qui se forme dans votre œil. Ainsi faisons-nous pour ce qui se passe en nous-mêmes. « Pour peindre Clelia Conti et Fabrice del Dongo, *je m'efforce*, disait Beyle, *de voir clair dans mon cœur* ». Beaucoup de natures originales et que leurs dons semblaient appeler à produire des pages de bon aloi font de mauvaise littérature, parce qu'elles se préoccupent de faire de la littérature plus que de « voir clair dans leur cœur ». Elles se complaisent en des phrases plus ou moins ambitieuses, mais vides de sève et qu'aucune évidence intérieure ne leur a dictées.

En quittant l'atelier de Bonnat, nous gagnâmes à pied la rue Cassette où Mme Taine nous attendait à déjeuner. A l'heure du café, Taine m'emmena dans son étroit cabinet tapissé de

livres jusqu'au plafond. Notre conversation s'y prolongea longtemps.

Taine, — que dirait-il aujourd'hui? — sentait déjà s'accélérer le mouvement d'ensemble qui emporte notre société vers des conditions nouvelles de vie d'où dériveraient des mœurs nouvelles. Il le compara au soulèvement irrésistible d'une couche géologique, d'abord sous-marine, qui émergerait graduellement à l'air libre. Beaucoup d'espèces disparaîtraient ; d'autres sauraient modifier leur organisme et se donner des poumons à la place des branchies pour s'adapter au milieu nouveau. Ainsi en irait-il, chez nous, des espèces sociales. Il leur faudrait disparaître ou s'adapter ; celles qui s'adapteraient le mieux prendraient l'empire. Dans quel sens l'évolution s'opérerait-elle? L'exemple de l'Amérique permettait de le prévoir en partie. La société politique que nous voyions, depuis cent et quelques années, déployer au delà de l'Atlantique une activité si originale et si intense ne manquerait pas d'influer profondément sur la destinée prochaine du vieux monde. Cependant trois circonstances particulières à l'Amérique donnaient à sa vie nationale un caractère unique qui contrasterait toujours avec celui de la vie nationale française : d'abord, la largeur de deux océans lui garantissant la plus sûre des neutralités, sa paix ne dépendait que d'elle; ensuite, elle disposait de territoires immenses dont les richesses naturelles étaient encore inexploitées; enfin, il n'y avait pas chez elle de religion dominante.

De cette prévision de crises profondes qu'il sentait prochaines, Taine s'éleva ensuite à des idées plus générales encore dont son esprit avait besoin, comme les poumons de l'alpiniste ont besoin de l'air des sommets. Je trouve dans mes notes cet aperçu rapide sur une classification des sciences considérées comme formant un seul édifice : « Les sciences se superposent et tiennent l'une à l'autre comme les assises d'une pyramide : tout en haut, les sciences morales, les sciences de l'humanité; elles sont l'étage supérieur des sciences naturelles, qui sont l'étage supérieur des sciences physiques, qui sont l'étage supérieur de la mécanique. » Et encore : « Les métaphysiques, c'est comme les architectures : il y en a peu. C'est tout au plus s'il s'en produit une tous les cinq ou six cents ans : Inde, Grèce, Allemagne. »

Mais sa pensée revint bientôt à son sujet de prédilection : la méthode, la bonne conduite de l'esprit dans la recherche, la preuve et l'expression convaincante du vrai.

— Dans notre civilisation européenne, me dit-il, les deux bases de la formation intellectuelle sont le latin et les mathématiques, le latin conduisant au grec, les mathématiques aux sciences physiques et naturelles. Au delà de ce groupe de sciences, d'autres études, sans être nouvelles, acquièrent enfin de nos jours le caractère de sciences, les sciences morales. Dans l'un comme dans l'autre groupe, ce que l'on étudie ce sont des quantités; seulement, dans le premier groupe de sciences, les quantités sont chiffrables, et dans les sciences morales elles ne le sont pas. Conséquence : dans les sciences morales bien raisonner ne sert de rien si l'on ne vérifie constamment, par l'observation attentive de faits concrets, les résultats où le raisonnement vous mène. Hors de cette vérification constante, pas de salut pour les sciences morales; elles ne seraient plus que *blagologie.* »

La *blagologie*! lui qui ne parlait jamais argot, il faut l'avoir entendu prononcer ce néologisme de son cru pour sentir ce qu'il y mettait de dédain railleur et de mésestime. La *blagologie,* ce n'était aucunement la plaisanterie anodine d'un esprit qui se détend et s'amuse. C'était le langage de mauvais aloi de l'écrivain qui, édictant des idées générales sans les mettre à l'épreuve des faits, se donne la fausse apparence de savoir ce qu'il ne sait pas. Taine citait volontiers ce mot de Descartes dont il savourait l'ironie : « que la philosophie donne moyen de parler vraisemblablement de toutes choses et se faire admirer des moins savants ». Fidèle au service de la vérité, sa préoccupation la plus habituelle était de rechercher quelles méthodes y conduisaient plus sûrement, et quel style la rendait plus sensible aux lecteurs. « Il y a, me disait-il, la manière de Le Play, de Paul Leroy-Beaulieu et de leurs disciples, la science statistique, avec ses analyses, classifications, et raisonnements progressifs, et il y a la manière de Stendhal et des poètes, le don psychologique, le sens du fait concret, significatif, l'art de le mettre en relief. La perfection serait d'unir les deux méthodes : des faits au point de départ d'où l'on dégage les lois qu'ils contiennent; et des faits au point d'arrivée comme contrôle et illustration de ces lois... Si j'avais fait du droit, j'aurais voulu

partir non de principes établis, mais de l'exemple d'un homme concret que j'aurais observé successivement dans tous ses rapports avec la société. Si j'avais fait de l'économie politique, j'aurais voulu partir non d'une définition de la valeur, mais d'un sac de blé pris dans la ferme ou d'une balle de coton, que j'aurais suivis pas à pas dans leurs déplacements et métamorphoses... Les faits bien observés sont l'alpha et l'oméga de tout savoir. »

DANS L'ATELIER DE BONNAT

Après une quinzaine passée en Angleterre, Taine reprit au commencement de juin ses séances dans l'atelier de Bonnat. J'allai l'y trouver le matin du jour où le portrait devait recevoir les derniers coups de pinceau. Un ami de Bonnat, M. de B..., était présent.

Docilement immobile sous les regards appuyés du peintre, Taine suivait quelque pensée intérieure et parlait peu. M. de B... amena l'entretien sur les *Origines de la France contemporaine*, dont les quatre premiers volumes avaient paru. Il exprima l'espoir que le puissant effort d'enquête et de pensée poursuivi depuis dix-huit ans par Taine influerait sur l'évolution politique du pays. Ce ne serait pas la première fois que les écrits d'un homme de contemplation auraient agi profondément sur notre vie politique et sociale. Taine hocha la tête, et, le nom de Jean-Jacques Rousseau étant venu dans l'entretien :

— Les idées de Rousseau, dit-il, ont fait fortune parce qu'elles constituaient une flatterie bien douce pour le jeune bourgeois, de culture superficielle, de qui elles faisaient, du jour au lendemain, une puissance sociale. Les nôtres ne sont rien moins que flatteuses. Elles constituent au contraire un rappel à la modestie et à la conscience : à la modestie qui, dans tant de cas, nous ferait avouer notre ignorance; et à la conscience qui nous interdirait, par exemple, de donner un coup de pied au pilote pendant la marche du bateau. M. J. D... faisait partie d'une colonne d'émeutiers qui, le 15 mai 1848, tenta de mettre les députés à la porte. Il considérait comme le malheur de sa vie que la tentative n'eût pas réussi. Il ne songeait pas à se demander, faute de modestie et de conscience, ce qui fût arrivé le lendemain.

« Notre temps a fait une découverte de grand avenir. Il s'est avisé que les choses morales ont des connexions comme les choses physiques. Les sciences morales se fondent sur la connaissance de ces connexions. Pourvues de méthodes éprouvées, elles font des progrès évidents. Mais quand réussiront-elles à faire accepter leur autorité?

« L'attitude de la foule à l'égard des diverses sciences diffère singulièrement selon leur objet. En mathématiques, en astronomie, les ignorants ne répugnent pas à croire les savants sur parole. Il s'agit là de vérités dont les chemins sont bien ardus et qui d'ailleurs ne les touchent guère. L'hygiène publique intéresse la foule de plus près : le temps n'est pas si loin où, pendant des épidémies de choléra, des villageois s'ameutaient contre les médecins, les accusant d'empoisonner les puits. Dans cet ordre de questions cependant, comment il faut aménager un hôpital, concevoir un système d'égouts, assainir un pays marécageux, étouffer une épidémie, l'autorité du savoir s'est fait accepter peu à peu, malgré les résistances plus ou moins longues de la routine et des erreurs invétérées. Il n'en est pas encore ainsi quand il s'agit de légiférer sur la constitution de la famille, sur les successions et le droit de tester, sur les droits et devoirs réciproques de l'État et des citoyens, des employeurs et des employés. Dans ce vaste domaine où les intérêts s'affrontent sans voir les solutions qui les concilieraient, les incompétents ne consentent pas encore à se tenir pour tels. Y consentiront-ils jamais? Tout cela pourtant, comme toute chose, est objet de science. Il y a des sciences politiques. Elles sont susceptibles d'être constituées et enseignées. Et elles ne peuvent l'être que dans une atmosphère sereine, à l'abri des passions qui font obstacle à leur autorité naissante. Combien d'esprits, même très distingués, semblent méconnaître encore jusqu'à leur existence! Tel mathématicien, qui n'admettrait pas un profane à lui parler géométrie, n'hésite pas à se prononcer sur des questions politiques, dont il n'a jamais étudié les éléments.

Le peintre avait fini de peindre. Déposant palette et pinceaux, il s'écria joyeusement :

— Je crois que c'est de bonne peinture!

QUAND PARUT « LE DISCIPLE »

M. et Mme Taine, avant le milieu de juin, allèrent s'établir, comme tous les ans, dans la résidence de campagne qu'ils s'étaient faite au bord du lac d'Annecy. Invités à les y rejoindre, nous y arrivâmes une semaine après.

Sous sa haute et large toiture de vieilles tuiles, l'aimable maison savoyarde, toute tapissée de verdure, se blottissait parmi ses arbres à l'entrée du calme village. Par delà son spacieux jardin qui allait se perdre dans des vignes, elle voyait, à quelques centaines de pas, bleuir doucement la nappe unie du lac. Du côté opposé, le haut massif de la Tournette la dominait de ses fières dentelures. A l'extrémité de la maison, le cabinet de Taine ouvrait de plain pied sur le jardin. Il était tapissé de gravures qui rappelaient à l'auteur de la *Philosophie de l'art* les compositions de ses peintres préférés. Taine y passait toutes ses matinées au travail, jusqu'au moment où, la cloche annonçant le repas de midi, il se donnait, pour quelques heures, à sa vie de famille et d'amitié.

Un jour, au sortir de table, comme nous prenions le café sous les noisetiers du jardin, il me dit qu'il avait reçu le nouveau roman de M. Paul Bourget, *le Disciple*, et en avait commencé la lecture. Bourget, me dit-il, y mettait en scène un philosophe dont il résumait les idées et décrivait le genre de vie. De la part d'un écrivain d'aussi grand talent, qui apportait dans la pratique du roman un sérieux esprit philosophique, la tentative promettait d'être intéressante. Jusqu'à présent, dans le portrait du philosophe Adrien Sixte, penseur solitaire cloîtré dans sa mansarde de la rue Guy-de-la-Brosse, Taine retrouvait certains traits de Spinoza, de Schopenhauer, de M. Magy.

Le lendemain, arrivé au cœur de l'ouvrage, Taine m'en reparla.

— La lecture de ce livre, me dit-il, m'est pénible. Malgré les compliments qui m'y sont adressés, des idées qui, en gros, sont les miennes, y sont présentées comme étant de nature à excuser des actions abominables...

« Il y a une phrase que je regrette d'avoir écrite, parce qu'elle a été généralement bien mal comprise : « Le vice et la vertu sont des produits comme le vitriol et comme le sucre. » Pourquoi s'émouvoir de ce qu'il y a des produits moraux

comme il y a des produits matériels? De ce que le vitriol et le sucre sont des produits, s'ensuit-il que le vitriol ne soit pas malfaisant si on vous le jette à la figure et que le sucre ne soit pas bienfaisant dans votre tasse de café? En quoi le fait d'avoir indiqué, au point de vue psychologique, les causes génératrices d'un acte empêchera-t-il de qualifier cet acte au point de vue moral? Vous savez si je manque jamais, pour ma part, d'associer le jugement moral à l'explication psychologique. Mon ouvrage sur les *Origines* en fait assez foi.

Le cas du *Disciple* touchait Taine en un point très sensible. Les lecteurs de la *Revue* n'ont oublié ni le philosophe Adrien Sixte, représentant d'une doctrine qui ne voit, dans les choses de l'âme comme dans celles de la nature, que le plus rigoureux enchaînement de nécessités, ni son triste disciple Robert Greslou. Entraîné par ses mauvais instincts jusqu'au plus lâche des crimes, Greslou, dans un mémoire adressé à son maître, s'évertue à se placer sous la sauvegarde de la doctrine qui leur est commune; et le maître, pénétré d'horreur devant un crime qu'il déteste, s'aperçoit avec épouvante que cette doctrine, ce laborieux édifice de ses convictions, ne lui fournit ni de quoi condamner un coupable, ni de quoi relever de l'abîme un malheureux.

La doctrine ainsi accusée, le déterminisme, Taine l'avait élevée avec éclat contre la philosophie qui, sous le nom d'éclectisme, régnait depuis Victor Cousin dans notre enseignement public. Il y avait sacrifié sa carrière universitaire. Sa conscience de grand honnête homme se soulevait contre l'idée qu'elle fût accusée de saper les bases du jugement moral quand elle entendait les consolider.

J'aurais cru manquer à ce que je devais de sincérité au plus sincère des hommes si j'avais dissimulé à Taine mon sentiment personnel. Je ne lui cachai donc pas l'impossibilité où j'étais, moi aussi, de comprendre que, niant la liberté morale, on crût pouvoir logiquement affirmer encore la responsabilité morale, le mérite et le démérite.

— Pourquoi donc cela? reprit vivement Taine. Évidemment, ce sont ces mots de nécessité, de liberté, qui, mal interprétés, vous trompent... Retournons aux faits. Voyez-vous, le beau mot de *devoir* peut se ramener utilement à une notion terre à terre, celle de *dette*. Si je parle français aujourd'hui,

c'est que le groupe social dont je suis issu balbutiait au IX^e^ siècle un langage qui cessait d'être du latin et devenait du français. Tout ce que je suis physiquement, intellectuellement, moralement, je le dois aux longues filières de mes ascendants et au groupe social où ils étaient compris. Ayant tout reçu de la société, je dois m'acquitter envers la société. Je dois en être un membre non seulement inoffensif, mais utile. Le fait que j'ai été conduit nécessairement à un acte mauvais pour m'être mis dans telles conditions, pour m'être laissé aller à tel état d'esprit, ce fait ne m'excuse pas ; au contraire, il m'accuse. Je devais éviter de me mettre dans ces conditions, de me laisser aller à cet état d'esprit. Les grands moralistes de tous les temps, païens ou chrétiens, l'ont bien su, que marcher au bord des abîmes, c'est s'exposer à y tomber. Tous nous disent : « Ne bravez pas ce vertige ! Fuyez la tentation ! » J'ai montré que Robespierre a fait couper beaucoup de têtes innocentes parce qu'il était devenu un rhéteur infatué. Qu'en faut-il conclure ? Que Robespierre est excusable d'avoir fait couper des têtes innocentes ? Nullement, mais qu'il faut tâcher de ne pas devenir un rhéteur infatué.

« Quand mes premiers écrits ont paru, j'ai été fortement ému des attaques dirigées contre eux au nom de la morale. Deux grands faits m'ont rassuré : l'exemple des stoïciens et celui des puritains. Les uns et les autres, vous le savez, ont été, quant à la doctrine et à la pratique, les moralistes les plus rigides qui aient existé jamais. Ils ont été aussi les connaisseurs les plus profonds de la nature humaine. Or, les stoïciens niaient la liberté. Les puritains niaient la liberté, ne croyaient qu'à la grâce. A la question, « Y a-t-il des hommes damnés dès avant leur naissance ? » les puritains répondaient : « *Affirmative* » ; et à la question « pourquoi ? » : « *quia Deus voluit.* » Le déterminisme le plus rigoureux n'est donc pas, tant s'en faut, une doctrine immorale. Ce qui serait immoral, ce serait de négliger cette vérité que certains chemins conduisent au bien, que certains chemins conduisent au mal, et de ne pas mettre une application suffisante à distinguer les uns des autres. Où en serait le monde, si nous ne croyions pas à la force déterminante des motifs, si nous ne pouvions pas, par l'enseignement, par l'action de l'opinion, par les lois, par tout le jeu de la machine sociale, agir sur la moralité, rendre plus facile et

plus engageante la pratique du bien, plus difficile et plus redoutable la pratique du mal? Voyez-vous en tout cela quelque difficulté ?

La cloche du dîner suspendit l'entretien. Nous le reprîmes le lendemain sur la question de psychologie et de morale qui seule était en cause : Y avait-il quelque liberté dans les actions humaines? Et s'il n'y en avait aucune, si un déterminisme imperturbable réglait les volontés des hommes comme les phénomènes de l'atmosphère, les mots de responsabilité, de mérite et de démérite, d'approbation et de blâme gardaient-ils un sens?

Taine m'avait cité plusieurs philosophes anglais comme ayant traité cette question avec une force décisive. Lui ayant demandé lequel de leurs écrits il m'engageait à lire de préférence, il me mit dans les mains un petit volume de David Hume ouvert au chapitre *De la Liberté*. « Lisez cela, me dit-il; c'est ce qu'il y a sur la question de plus clair et de plus raisonnable. » Je le lus sans y trouver la solution de la difficulté qui m'interdisait de me rendre. J'en fis l'aveu à Taine. La responsabilité morale continuait d'être à mes yeux inséparable de la liberté. Je ne voyais pas d'ailleurs qu'on gagnât rien à montrer dans les tueries de Robespierre une conséquence nécessaire de son caractère : ou, dans la formation de ce caractère il y avait eu une part de liberté, et alors le déterminisme était en défaut; ou la liberté n'y avait aucune part, et alors, ici encore, que parlait-on de responsabilité morale? On reculait la difficulté, on ne la résolvait pas. — Mon involontaire et irréductible résistance étonnait Taine dont l'étonnement m'étonnait à mon tour. Nos entretiens n'aboutirent pas à triompher de cet étonnement réciproque.

Aujourd'hui qu'après tant d'années je retrouve la transcription de ces entretiens, j'incline à penser que, hors des vues directes de la raison humaine, la contradiction que je crois toujours saisir entre les indignations de Taine et sa doctrine arrive à se résoudre. Si le spiritualisme est vrai en affirmant la conscience profonde de notre liberté, le déterminisme ne l'est-il pas aussi en affirmant l'existence de connexions étroites entre nos actes et leurs conditions intérieures et extérieures? Taine n'avait-il pas lui-même le sentiment d'un accord des pensées par delà le désaccord des mots quand il me disait : « Ce sont ces mots de nécessité et de liberté qui vous trompent. »

Les mots! ces outils nécessaires de la pensée ne sont-ils pas quelquefois trop lourds et trop gros pour s'insinuer aussi avant qu'elle? On se rappelle ici que Bossuet, dans son *Traité du libre arbitre*, placé entre deux vérités qu'il entend résolument maintenir, bien qu'apparemment inconciliables, — la liberté humaine et la providence divine, — recommande de les « tenir toujours fortement comme les deux bouts de la chaîne, quoiqu'on ne voie pas toujours le milieu par où l'enchaînement se continue. » Plus près de nous, on se rappelle qu'Henri Poincaré, dans ses *Dernières pensées*, reconnaît qu'ici « la science ne peut suffire, parce qu'elle ne voit qu'une partie de l'homme, ou, si vous le préférez, elle voit tout, *mais elle voit tout du même biais* ».

La science voit tout du même biais! N'est-ce point là la parole libératrice? La science, déterministe par définition, doit bien ranger bon gré mal gré les phénomènes humains qu'elle étudie dans les cadres de l'universelle nécessité. Elle semble ainsi réduire ses adeptes à ne plus porter sur les actions humaines que des jugements de l'ordre esthétique; à jouir du spectacle d'une vie active et féconde comme de l'épanouissement d'un beau chêne qui a pu se développer selon son type; à éprouver un malaise à la vue d'une vie gâchée comme devant un arbre rabougri dont la croissance fut contrariée par des conditions hostiles; bref, à ne mêler ni approbation ni blâme à leur plaisir ou à leur déplaisir. Mais par delà ces sentiments esthétiques, et si forts qu'ils fussent en lui, le spectacle de la vie humaine en éveillait d'autres au cœur de Taine; ses livres en font foi comme ses lettres intimes, comme ses entretiens familiers. Devant les traits de grandeur d'âme ou de bassesse, d'héroïsme ou de lâcheté, c'était bien l'expression d'un sentiment tout moral qui montait et jaillissait du plus profond de son être. Qu'est-ce à dire, sinon qu'en lui l'homme débordait le philosophe? Son sentiment intime restaurait en fait la liberté que sa doctrine persistait à nier.

G. Saint-René Taillandier.

(*A suivre.*)

LA FRANCE
CRÉANCIÈRE DES ÉTATS-UNIS
(1781-1795)

AU LENDEMAIN DE LA GUERRE DE L'INDÉPENDANCE

Les prêts de la France aux États-Unis pendant la guerre de l'Indépendance ont été entièrement remboursés : ce point, évident pour tous les historiens français qui se sont occupés de la question (1), peut être maintenant considéré comme acquis, bien qu'il y ait encore parmi nous et même, chose plus singulière, qu'il y ait aussi de l'autre côté de l'Atlantique, quelques personnes pour le révoquer en doute. Il n'empêche qu'il y a toujours intérêt à voir quelles furent, en cette circonstance, les relations de créancier à débiteur de ces deux peuples qui semblaient si bien faits pour s'entendre et entre lesquels aucun nuage ne s'était encore élevé.

C'est même chose absolument nécessaire, puisque, paraît-il, quelques voix se sont élevées en Amérique pour opposer la longanimité avec laquelle les États-Unis auraient longtemps laissé dormir leurs grosses prétentions après la dernière guerre, à la pression violente et prompte que, dès le lendemain de cet autre traité de Versailles qui date de 1783, la France, à les en croire, aurait exercée pour rentrer dans son dû. Dès le 9 avril 1784, a dit un journal américain, seulement sept mois après que notre traité de paix avec l'Angleterre eut été signé, M. de

(1) Fliniaux, *Quelques précisions sur la dette des États-Unis entre la France et son remboursement*, Toulouse, 1922 ; Aulard, *la Dette américaine envers la France* (*Revue de Paris*, mai-juin 1295). J'avais moi-même, en 1921 (*Débats*, 9 avril 1921), indiqué les raisons pour lesquelles notre créance devait être tenue pour éteinte.

La Luzerne, ministre plénipotentiaire de France aux États-Unis, écrivit au président du Congrès pour lui rappeler qu'aux termes du contrat, nous nous étions obligés à commencer le paiement des premiers 18 millions de francs prêtés dans les trois ans de la signature de la paix. « Il est urgent de prendre telles mesures financières utiles en ce qui concerne ce sujet... Je sais les efforts du Congrès pour diminuer la dette publique et pour remplir ses engagements. Je ne veux que vous demander de dissiper le malaise qui se produirait à la Cour à cause du retard apporté à lever les fonds nécessaires au paiement. » De ce texte il ne ressort cependant qu'une chose, c'est que le ministre de France appelait l'attention du Congrès non pas sur l'urgence de payer une dette dont le capital ne commencerait à être exigible que dans longtemps, mais sur l'utilité de constituer des ressources pour, le moment venu, y faire face : chose très malaisée en effet et demandant à être préparée longtemps à l'avance, vu l'extrême difficulté pour le gouvernement fédéral d'obtenir des impôts d'un peuple qui venait de faire sa révolution précisément pour n'en point payer.

Mais peu importe ce point particulier, et là n'est pas l'intérêt de la question : ce qu'il est essentiel, pour bien des raisons, de mettre en pleine lumière, c'est que la France après avoir été pendant la guerre le plus fidèle, le plus dévoué, le plus généreux des alliés, pendant et après la guerre, le plus confiant et le plus désintéressé des prêteurs, resta après elle le plus magnanime et le plus patient des créanciers. Ce qui importe, c'est de faire ressortir toute l'étendue du service rendu, toute l'importance du sacrifice, toute la générosité chevaleresque avec laquelle un pays à finances avariées comme l'était la France, dès le début du règne de Louis XVI, se jeta pour ainsi dire de gaieté de cœur dans le gouffre, pour apporter aux Américains le concours qui leur était indispensable et que lui seul était en mesure de leur donner. Le mérite d'un service d'argent se mesure bien moins par son chiffre que par le besoin de celui qui le reçoit, ou par la gêne de celui qui le rend; et, à se placer à ce point de vue, qui est le vrai, l'histoire n'en cite pas de plus considérable que celui dont alors ils bénéficièrent. Faut-il rappeler le profond désordre des finances françaises, la prophétie, trop vraie, de Turgot (il ne s'était trompé que de date) que le premier coup de canon tiré forcerait le roi de France

à faire banqueroute, l'absolue nécessité d'une politique de paix et d'économie rigoureuse, si l'on voulait remédier au mal, les 2 milliards de dépenses extraordinaires auxquelles la guerre donna lieu, les expédients qu'elle rendit nécessaires, les emprunts ruineux dont Necker abusa, les dangereux mensonges auxquels le réduisait dans son trop fameux Compte Rendu la nécessité de continuer à trouver encore des prêteurs, la France empruntant à des taux ruineux cet argent dont elle faisait l'avance à l'Amérique à des conditions très avantageuses et à intérêts différés, les dons gratuits qu'elle mêlait, par pure générosité, à ses prêts? Faut-il rappeler que, lors de ce fameux emprunt de 10 millions fait en Hollande en 1781 pour les États-Unis, mais sous la garantie du roi de France, le Trésor français, toujours en mal d'argent, n'aurait pas mieux demandé que d'ajouter un petit supplément pour son compte (la correspondance de Vergennes et de La Vauguyon, notre ambassadeur en Hollande, en contient plus d'une fois la naïve expression) mais finit par y renoncer de peur de compromettre le succès par une demande trop importante?

De l'autre côté, les insurgents sont sans argent, sans crédit, sans autre ressource qu'un papier-monnaie tombé rapidement au dernier degré de la dépréciation et incapable de fournir à un simulacre d'armée solde, approvisionnements, munitions : les moyens matériels font toujours défaut et trop souvent aussi le ressort moral, l'union, le patriotisme. « Il faut, dit Doniol (1), relire les lettres de Washington pour comprendre à quel degré d'insuffisance politique et de dissolution des premiers liens, la médiocrité des membres du Congrès, la recherche du lucre et des positions lucratives, les rivalités de personnes et d'intérêts, les calculs égoïstes de plusieurs États, l'oubli du devoir national chez les citoyens qui auraient dû en donner l'exemple, réduisirent alors l'Amérique. » Aussi, dans leur détresse profonde, les Américains tournaient-ils constamment leurs regards vers cette France qu'ils s'étaient rapidement habitués à croire tenue, rigoureusement, de faire pour le succès de la cause commune tous les efforts dont ils se dispensaient beaucoup trop pour leur compte, et qui leur fournissait en effet, sans compter, armes, équipement, argent, combattants. « On composerait un livre, dit

(1) *Histoire de la participation de la France à l'établissement des États-Unis d'Amérique*, IV, 45 ; III, 493.

encore Doniol, de leurs sollicitations d'argent ou de crédit auprès de Louis XVI, et des engagements que ce monarque souscrivit, garantit, ou appuya. A cet égard, sa constance ne fut ébranlée ni par la pénurie de ses finances ni par les difficultés qui découlèrent, pour l'entretien de nos troupes, des conditions qui régnaient aux États-Unis. » Ni, ajouterons-nous, car il faut tout dire, par le peu de reconnaissance que lui témoignaient certains hommes d'État américains comme Jay, John Laurens, chefs d'un parti antifrançais qui était loin d'être en majorité, mais qui était très agissant, toujours portés à dire que le roi de France était au large dans ses affaires, qu'il lui serait facile de faire beaucoup plus, à mettre dans leurs demandes réitérées un certain ton voisin de la menace, et à laisser entendre qu'en cas de refus les Américains sauraient bien s'accorder séparément avec l'Angleterre et laisser la France se tirer d'affaire comme elle pourrait.

Ce qui, au surplus, ne devait pas tarder à devenir une réalité : en dépit des stipulations formelles du traité d'alliance de 1778, Lee et Jay, une fois l'essentiel obtenu, à savoir l'indépendance, allaient par surprise signer sans la France leur paix séparée avec l'Angleterre le 30 novembre 1782, procédé au moins incorrect, pour ne pas dire plus, qui n'empêcha pas cependant la France d'ajouter encore, en 1783, un nouveau prêt de 6 millions à tous ceux qu'elle avait consentis pendant la guerre. Prêt non moins nécessaire, car la situation des États-Unis, extrêmement critique tant qu'avait duré la lutte, allait devenir plus critique encore lorsque la nécessité de tenir tête à l'ennemi commun cessa de maintenir un lien entre des États beaucoup plus disposés au fond à se séparer qu'à s'unir, et répugnant à l'établissement d'un gouvernement commun.

Ainsi s'est trouvée constituée cette dette fameuse qui, au milieu de 1782, lorsque l'indépendance se trouva acquise en fait sans être encore reconnue par traité, se montait au chiffre, qui nous paraît maintenant bien modeste, de 18 millions de livres tournois, mais alors somme fort importante, si l'on considère et l'état précaire des finances françaises, et l'état plus précaire encore des finances américaines; celles-ci même, à vrai dire, n'existaient pas, et ne commencèrent à exister que lorsqu'en 1789 la Constitution fédérale de 1787 entra en application et qu'il y eut un gouvernement américain et des États-

Unis. Jusque-là, et ceci encore est un point sur lequel on ne saurait trop insister, il avait fallu le désintéressement et la générosité de la France pour prêter à un débiteur en somme inexistant : toutes les autres bourses se fermaient impitoyablement à ce demandeur dénué de crédit et cela à tel point que, pour faire réussir l'emprunt de 10 millions en Hollande, il avait fallu non seulement la garantie du roi de France, mais encore que ne fût pas mentionné officiellement dans l'acte l'État, non encore reconnu, auquel cet emprunt était en réalité destiné Ces 18 millions se composaient de 3 millions avancés en 1778 en quatre versements, de 1 million en 1779 en quatre versements aussi, de 4 millions en 1780 (à mesure que le papier-monnaie américain tombait dans le néant, de plus grands subsides devenaient nécessaires) en cinq versements, de 4 millions en 1781 en cinq versements, et de 6 millions en 1783 en trois versements : à chacun de ces versements, Franklin, ministre plénipotentiaire des États-Unis près la cour de France, avait remis un reçu contenant engagement de payer les intérêts à raison de 5 pour 100 jusqu'au remboursement, promis pour le 1er janvier 1788.

Mais la France était toute disposée à adoucir la rigueur de ces conditions : par convention du 16 juillet 1782, elles furent considérablement modifiées, et Franklin n'a pas ménagé dans cet acte l'expression de la reconnaissance de son pays. « Comme il a plu au Roi de se prêter aux prières qui lui ont été faites au nom et de la part des États-Unis pour les assister dans la guerre et l'invasion sous lesquelles ils ont gémi durant plusieurs années... Sa Majesté ayant eu la bonté de les secourir non seulement par ses forces de terre et de mer, mais aussi au moyen d'avances en argent, aussi abondantes qu'elles ont été efficaces dans la situation critique où leurs affaires ont été réduites ».. On substituait donc à la seule échéance, trop lourde, du 1er janvier 1788, douze paiements égaux de 1 500 000 livres en douze ans, à partir de la troisième année après la paix, soit, cette paix ne devant être définitivement signée que le 3 septembre 1783, à partir de 1786. Quant aux intérêts, « il a plu à Sa Majesté de faire présent de tout le montant des arrérages jusqu'au jour du traité de paix, faveur que le ministre des États-Unis reconnaît profluer purement de la bonté du Roi et qu'il accepte au nom des États-Unis, avec une profonde et vive reconnaissance ». Les

autres articles se rapportaient à l'emprunt de 10 millions fait en Hollande : il était proclamé maintenant que cet emprunt avait été contracté pour le service des États-Unis, qu'il devrait être remboursé en dix ans à dater de la sixième année après la date de l'emprunt, donc à partir de novembre 1787, l'obligation ayant été passée le 5 novembre 1781 (1), et il était ajouté qu'il avait plu au Roi de se charger des frais de commission et de banque pour le dit emprunt (frais que Vergennes avait trouvés en son temps quelque peu exagérés), « ce que le ministre des États-Unis accepte au nom du Congrès avec remerciements, comme une nouvelle preuve de la générosité de Sa Majesté et de son amitié pour lesdits États-Unis ». Puis, comme on l'a vu, un nouveau prêt de 6 millions s'étant ajouté en 1783 à ceux qui étaient énumérés dans cette convention, il en fut passé une autre, le 25 février 1783, confirmant la précédente et y ajoutant seulement le remboursement, en six ans, desdits 6 millions à partir de 1797, date où devait être achevé le remboursement hollandais, avec intérêts à 5 pour 100 à partir du 1er janvier 1784.

LONGUE PATIENCE DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

Ainsi donc des échéances longuement espacées, avec l'évident souci de ménager le plus possible le débiteur, le sacrifice des intérêts courus ou à courir jusqu'à la paix, tels étaient les avantages libéralement consentis à l'Amérique pour le règlement de sa dette de 34 millions. N'oublions pas, car ceci encore est d'importance et ce n'est plus ainsi aujourd'hui que se traitent les affaires, les 3 millions de pur don accordés aux États-Unis en 1776 et 1777, le million que, de l'aveu du Roi, les fermiers généraux avancèrent aux États-Unis en 1777, enfin un don de 6 millions fait encore en cette année 1781, qui fut l'année décisive de la guerre. Comment, sur quel ton, à quelle époque, cette dette a-t-elle été réclamée et comment a-t-elle été payée, c'est ce que maintenant il importe de rappeler brièvement.

Elle constituait, nous dit-on en Amérique, un fardeau très

(1) Et non pas, comme il est toujours dit, le 5 mai 1781. Les négociations furent longues et difficiles ; les capitalistes hollandais avaient peu de confiance dans cet État encore problématique et, en outre, ils avaient peur de se brouiller avec l'Angleterre d'une manière irréconciliable.

lourd : rien de plus exact : la somme modeste de 400 000 francs pour les intérêts dus à la Hollande, la seule qui ait été vraiment réclamée de façon un peu ferme, ou même n'importe quelle autre somme plus modeste encore, aurait toujours été un fardeau très lourd pour ce gouvernement sans ressources, et auquel les populations paraissaient bien décidées à n'en fournir aucune ; gouvernement hors d'état, non seulement de payer ses dettes, mais même de pourvoir à ses dépenses quotidiennes si petites qu'elles fussent ; hors d'état même, et ceci dit tout, soit d'entretenir et de nourrir ses troupes qui périssaient de misère dans ses camps, soit de les licencier, parce qu'il aurait d'abord fallu pour cela commencer par leur verser les sommes qui leur avaient été solennellement promises : un jour des soldats exaspérés de se voir toujours éconduits envahiront, à Philadelphie, la maison où se tenaient la législature pensylvanienne et le Congrès, et obligeront celui-ci à fuir honteusement à Princeton.

Pour un gouvernement réduit à un tel état de misère et d'humiliation, la paix était plutôt un malheur parce qu'elle allait mettre fin aux subsides français, et, en effet, sa première ambition fut non pas de payer sa dette mais au contraire de l'augmenter : l'habitude était si bien prise de vivre aux dépens de la France, et de tirer sur Paris des traites qu'on démontrait ensuite la nécessité de ne pas laisser en souffrance pour ne pas détruire ce qui restait de crédit aux États-Unis, que la fin de ce régime commode lui apparaissait comme la pire des calamités, et que des efforts désespérés furent faits pour le prolonger encore. Malheureusement, la France aussi était à bout de forces, et la continuation d'un tel état de choses ne pouvait que jeter ses finances dans le même chaos que les finances américaines : c'est ce que le chevalier de La Luzerne avait la mission ingrate de tâcher de faire comprendre à Philadelphie, et c'est pourquoi il lui est arrivé de tenir parfois un langage un peu rude, non pas pour réclamer de l'argent, mais pour faire sentir au Congrès l'absolue nécessité de constituer un revenu public et de vaincre la résistance obstinée du peuple et des États : sans quoi sa conviction absolue et malheureusement trop fondée était que les États-Unis marchaient à une inévitable dissolution. Dès les premiers jours de 1783, à la veille de la conclusion de la paix dont les préliminaires furent signés le

30 janvier, Robert Morris, surintendant des finances de la Confédération, dont La Luzerne appréciait d'ailleurs beaucoup les services et l'économie, ayant demandé instamment une nouvelle avance de 12 millions, le ministre français lui signifia péremptoirement l'inutilité d'une telle prétention.

« Soyez persuadé, monsieur, lui écrivait-il le 18 janvier, que de telles demandes seront non seulement superflues, mais ne feront que démontrer de plus en plus la nécessité de ne pas s'écarter des arrangements arrêtés et de ne pas autoriser par une condescendance aussi extraordinaire l'usage trop longtemps pratiqué de tirer sur le Trésor royal sans le consentement de Sa Majesté et ensuite, lorsque les traites sont négociées, de nous représenter qu'il importe au crédit et à l'honneur des États-Unis que nous nous chargions de les payer... Je dois vous assurer que toutes les traites que je n'aurai point préalablement autorisées ne seront point payées de nos fonds... Tout ce que vous me faites l'honneur de m'écrire touchant les dépenses inattendues auxquelles vous avez été obligé est applicable à nos propres finances et vos opérations sont de nature à y produire les effets dont vous vous plaignez vous-même... Il n'y a pas d'autre parti à prendre dans les circonstances actuelles que de vous abstenir religieusement de négocier une seule traite par delà celles qui l'ont été jusqu'à ce jour, d'attendre quel en sera le sort, et de conduire enfin les opérations de cette espèce de manière que ma Cour puisse compter sur l'exécution des arrangements qu'elle arrête de concert avec les ministres des États-Unis. Je ne puis finir une lettre que je ne vous ai écrite qu'avec peine sans vous assurer que personne ne voit avec plus d'admiration que moi le courage et l'habileté que vous avez déployés dans la place importante qui vous est confiée, et les avantages immenses qui en sont résultés pour les États-Unis. J'ai toujours considéré comme un point essentiel la certitude que les fonds avancés ou donnés aux États-Unis étaient administrés avec toute l'économie et tout l'ordre imaginables, mais je n'ai pu m'empêcher en même temps de désirer que vos talents qui s'exercent si avantageusement sur les dépenses publiques le fassent aussi utilement sur les recettes. »

Le trait était vigoureusement lancé, et peut-être cette lettre n'a-t-elle pas été tout à fait étrangère à la décision que prit enfin le Congrès, le 18 avril, de demander (car ses pouvoirs

n'allaient pas au delà d'une simple demande, d'une simple recommandation, et les pouvoirs effectifs de percevoir n'appartenaient qu'aux États particuliers) la levée d'un impôt national : à savoir un droit de 5 pour 100 *ad valorem* sur toutes les denrées importées aux États-Unis, des droits supplémentaires sur certains articles de luxe, rhum, spiritueux, vin de Madère, dont il était fait une grande consommation, thé, sucre, café, cacao, etc., et enfin un fonds de 1 500 000 dollars, à répartir entre les treize États selon leur richesse et leur population et à lever par chacun d'eux à sa guise.

Dans un très noble langage le Congrès adjurait les populations de se résigner à cet impôt destiné en premier lieu à satisfaire à des obligations qui, pour tout Américain, devaient être sacrées « A qui en effet ces dettes seront-elles payées ? En premier lieu à un allié qui, aux efforts de ses armes en notre faveur, a joint le secours de ses trésors, qui, à des prêts importants, a ajouté des dons généreux, et dont les prêts eux-mêmes portent l'empreinte de la magnanimité. » Le succès de ce plan aurait mis le Congrès en état de faire face au paiement des intérêts de la dette étrangère et de la dette domestique comme aux services essentiels dont aucun gouvernement ne peut se passer : mais le difficile n'était pas de voter, c'était de faire exécuter : de faire exécuter partout, car l'abstention ou le refus d'un seul État suffisait pour détourner les autres de faire leur devoir, et il fallait une unanimité de bonnes volontés difficile à obtenir dans un pays où l'esprit particulariste dominait absolument, et où on n'avait pour le pouvoir central qu'indifférence, quand ce n'était pas dédain ou dérision.

Il fut bientôt certain que cet impôt fédéral n'aurait jamais d'existence que sur le papier, et M. de La Luzerne, — dont au surplus les appréciations plutôt sévères n'avaient pas empêché le gouvernement français de prêter encore les 6 millions de 1783, malgré ses justes griefs et malgré ses graves embarras, — est extrêmement pessimiste dans ses lettres à M. de Vergennes, tant sur le recouvrement possible de la créance française que sur l'avenir de la Confédération : non pas qu'il doute du désir du Congrès de faire honneur à ses engagements, mais il désespère qu'il ait jamais le pouvoir et l'énergie de les tenir. « Cette Assemblée est trop mobile pour désirer prendre de l'importance. Un délégué tend aux emplois de son État et, pour y

arriver, il faut qu'il capte la bienveillance du peuple, dont les passions et les dispositions sont souvent en contradiction avec celles du Congrès. Ceux qui tracèrent le plan de la constitution de cette Assemblée, effrayés des abus de l'autorité arbitraire, mirent tant d'entraves à celle qu'ils lui confièrent qu'elle est depuis la paix réduite à presque rien ». (24 mai.) « Il n'y a aucune apparence que nous soyons jamais payés de l'intérêt ou du principal des sommes prêtées. » (12 juin.) « Les États du Nord ne veulent entendre parler ni de royalistes (1) ni d'armée, ni de créanciers, et jamais l'ingratitude ne s'est manifestée d'une manière plus révoltante. » (2 octobre.) « Le surintendant Morris m'a fait faire de nouvelles insinuations qu'il n'a pas eu l'assurance de faire lui-même : j'ai tenu le même langage que par le passé... Je crains, Monseigneur, que vous ne soyez exposé à de nouvelles sollicitations, mais je suis persuadé que ce serait nuire aux États-Unis que d'y prêter l'oreille : quelques millions ne les tireraient pas d'affaire, et de nouvelles facilités ne feraient que confirmer le sentiment de M. Morris, qu'il est toujours bon de demander. » (5 novembre.)

Avouons qu'il y avait dans tout cela de quoi justifier la mauvaise humeur qui se manifeste dans la réponse de M. de Vergennes le 21 juillet : « Les représentations que vous avez faites à M. Morris pour l'empêcher de nous demander de nouveaux fonds ont été infructueuses : ce surintendant des finances, abusant des facilités qu'il a éprouvées jusqu'à présent de notre part, a tellement multiplié ses traites qu'elles surpassent de près de deux millions les six que le Roi a accordés pour l'année courante. » Vergennes explique ensuite qu'il sera impossible d'accorder les trois millions que Morris a fait demander en outre par le Congrès : « Il eût certainement été fort agréable au Roi de soulager par de nouveaux secours les finances des États-Unis, mais Sa Majesté ne saurait aggraver le poids des charges qui pèsent sur ses peuples pour une nation qui rejette avec une obstination sans exemple tous les expédients qui ont été proposés jusqu'à présent pour faire cesser sa détresse. On en murmurera peut-être en Amérique... mais nous n'avons jamais fondé notre politique à l'égard des États-Unis sur leur reconnaissance : ce sentiment est infiniment rare entre les souve-

(1) Le traité de paix stipulait réparation et restitution pour les habitants restés fidèles au roi d'Angleterre pendant la guerre et dont les biens avaient été confisqués.

rains, et les républiques ne le connaissent point. Nous avons intérêt à la consolidation du Congrès, mais ce qui nous convient peut-être davantage est que les États-Unis ne prennent point la considération politique dont ils sont susceptibles, parce que tout me persuade que leurs vues et leurs affections sont très versatiles et que nous ne pouvons point compter sur eux, si jamais il nous survient de nouvelles divisions avec l'Angleterre. Au reste, ajoutait-il prudemment, tout ce que je viens de vous dire n'est qu'un aperçu qui m'est personnel. » En dépit de cette réserve, en dépit des circonstances qui n'expliquent que trop cet accès de mauvaise humeur, cette lettre, qui sera connue, sera, avec une imprudence rare, proclamée, divulguée, par la diplomatie française en 1792, bien aise de décrier ce qu'avait fait l'ancien régime, fût-ce en fournissant par là des armes puissantes au parti anglophile, qui, de fait, acheva alors de saisir, et pour longtemps, l'avantage en Amérique.

Il n'est pas juste de voir dans cette lettre de Vergennes la preuve qu'il était asservi à la vieille politique et que sa mauvaise humeur était celle d'un royaliste que le triomphe d'une république déconcertait et inquiétait (1) : si son royalisme avait pesé à ce point sur sa politique extérieure, et il n'en était rien, il aurait eu plutôt lieu de se réjouir de la situation honteuse et misérable dans laquelle cette jeune république, très peu triomphante, se débattait lamentablement. Tout au contraire la France souhaitait plutôt, en réalité, l'affermissement de la Confédération, la fin de cette anarchie qui était pour nos représentants un affligeant et déconcertant spectacle, et quand, par un vigoureux effort, les hommes d'État extrêmement distingués que comptait alors l'Amérique réussirent, en 1787, à enlever à la démagogie le pouvoir dont elle avait abusé et à fonder aux États-Unis un gouvernement régulier, réservé au plus magnifique avenir, la France y applaudit sincèrement. Ne fût-ce d'ailleurs qu'au point de vue de son intérêt le plus étroit, elle devait le souhaiter, car c'est alors seulement que sa créance avait quelque chance d'être recouvrée.

Jusque-là, rien à faire, et nos agents ne parlent que parce que, s'ils ne parlaient pas, ils savent que de leur silence on

(1) M. Aulard, dans l'article précédemment cité.

tirerait vite la conclusion que la France renonce à ses droits et qu'il n'y a pas à se gêner avec elle : n'allait-il pas être dit dans l'assemblée du Massachusetts, à propos d'emprunts que les États-Unis commençaient à contracter eux-mêmes en Hollande, que la France était trop généreuse pour insister sur les remboursements qui lui étaient dus, mais que des Hollandais, élevés dans l'étude des affaires d'argent, n'ont pas la même indulgence ; d'où cette conséquence qu'il ne fallait pas exposer les navires américains à être saisis par les capitalistes d'Amsterdam, mais que pour la France rien ne pressait.

Et, en effet, la France parlait, mais se bornait à des paroles : après avoir, en 1783, non pas rappelé sa créance, mais fait effort pour empêcher (encore n'y avait-elle guère réussi) que cette créance grossît encore, elle parla dans les années suivantes, moins en créancière impatiente qu'en amie. « J'ai, écrit La Luzerne le 12 mars 1784, pressé le Congrès par des notes ou des insinuations réitérées, on ne m'a jamais donné que des réponses satisfaisantes : on a écrit aux différents États, ils ont gardé le silence ; on leur a écrit de nouveau, et, à la fin, le Congrès ou les comités de cette Assemblée m'ont déclaré avec honte et douleur qu'ils ne pouvaient rien tirer des peuples ; et en effet, les efforts les plus constants ne produisent rien... Les intérêts s'accumulent d'année en année, et tandis que la paix devrait faciliter la levée des impositions il semble que plus on avance, moins les États-Unis se trouvent en état de remplir leurs engagements. Les gens honnêtes gémissent d'une conduite aussi peu juste... Il n'est pas encore entré dans le Trésor le quart des taxes imposées en 1782 et 1783, et le produit, loin de pouvoir être appliqué au paiement des intérêts ou capitaux des dettes, suffit à peine pour le service courant. » Alors, ainsi que de nos jours, la question des dettes était avant tout question fiscale : seulement tandis qu'aujourd'hui rien n'est plus absurde que la légende d'une France se soustrayant à l'impôt, alors qu'elle en est littéralement accablée, il n'est que trop exact que les Américains d'alors repoussaient systématiquement des impôts fort modérés, dont la raison d'être n'existait pas à leurs yeux.

Bien petites cependant étaient les prétentions du gouvernement français : elles n'embrassaient même pas la totalité des intérêts qui lui étaient dus : sa seule ambition était de ne pas être forcé de payer aux Hollandais l'intérêt d'un emprunt qui

n'avait pas été pour lui. « L'insouciance, écrit Vergennes le 12 mai 1784, avec laquelle le Congrès s'occupe des dettes qu'il a contractées envers le Roi est inconcevable... Nous ne prétendons pas presser les Américains pour le remboursement des objets que nous avons fournis de nos propres fonds, mais il nous importe qu'ils se mettent du moins en règle pour les sommes que nous avons empruntées pour leur compte en Hollande en fournissant exactement leurs intérêts, ainsi que les portions de capital qui doivent être remboursées successivement. » Cette prétention infiniment modeste était cependant trop grande encore, car il n'y fut satisfait qu'à grand peine, surtout en 1786, année où la décomposition de l'Union parut atteindre son plus haut point de gravité.

Aussi la correspondance des successeurs de La Luzerne est-elle de moins en moins rassurante. Barbé-Marbois insiste, le 20 mars 1785, sur le peu de disposition des peuples à payer et mentionne que la tentation est grande dans plusieurs assemblées de décréter une abolition générale des dettes à l'exemple du prétendu jubilé des lois hébraïques. Il croit politique d'affecter plus de confiance qu'il n'en a réellement : « J'ai tout lieu d'espérer que l'intérêt de la dette de Hollande dont le Roi est garant sera payé en novembre prochain. Je m'abstiens toujours de montrer de l'inquiétude sur ce point et mes demandes ne portent que sur l'intérêt de la dette qui nous est directement due. Il est fort à désirer que si M. Franklin revient ici, il y apporte la persuasion que nous comptons fermement que ces intérêts seront payés régulièrement. Si l'on pouvait se douter que nous n'y comptons pas, on s'arrangerait en conséquence : on croirait que les créanciers les plus ardents à solliciter doivent passer les premiers : notre dette deviendrait surannée et bientôt on l'oublierait, sans qu'il nous en revînt même la reconnaissance à laquelle nous aurions droit : ainsi, Monseigneur, si nous voulons être payés, il faut solliciter, quelque désagréable que ce rôle puisse être, comparé surtout à celui que nous avons eu à remplir jusqu'ici. » (3 avril 1785.)

Et il se fait pressant, peut-être même un peu trop pressant, laisse entendre son successeur : il multiplie les lettres et les notes du ton le plus ferme, sans obtenir d'ailleurs autre chose que de vagues réponses, ou parfois même de simples accusés de réception.

Après Barbé-Marbois, c'est au tour d'Otto de dépeindre la situation sous des couleurs aussi sombres. Il met son gouvernement en garde contre l'illusion de croire que la dette pourra jamais être éteinte dans le temps stipulé par la convention : « Les moyens du Congrès sont extrêmement bornés, et l'obstination criminelle de l'État de Rhode Island à refuser le droit de 5 pour 100 le prive de la seule ressource qui lui restait pour tenir ses engagements. » Il pense que le silence des gens en place n'est que l'effet de l'embarras des finances. « Leur fierté augmente en raison de leur dénuement, et ce sentiment qui prend sa source dans le cœur de l'homme agit peut-être aussi puissamment sur des nations que sur des individus : ils craignent d'accorder à la supériorité de notre position ce qu'ils ne refuseraient pas s'ils pouvaient négocier avec nous sur le pied d'une parfaite égalité. J'ai lieu de croire qu'à mesure que les finances américaines prendront de la consistance les esprits deviendront plus traitables. » (17 mai, 30 août 1785.) Mais ce jour viendra-t-il jamais ? Beaucoup en doutent et l'hypothèse d'une dissolution complète se présente aux esprits comme un événement probable, quoique d'ailleurs encore éloigné.

En 1786, le désordre est à son comble. « La patience du Congrès est à bout, écrit Otto le 16 février : il déclare à l'univers entier qu'il n'est point coupable de la violation des engagements qu'il a pris au nom de la Confédération. » L'avis unanime des représentants de la France est qu'en effet il ne l'est pas : « Les intentions de cette Assemblée sont on ne peut plus équitables, assure Otto (1er juillet), mais le dénuement de son Trésor est porté au plus haut point et ne lui permet pas de tenir ses engagements... Dans la confusion actuelle des finances, il est impossible qu'il les tienne : et toutes les demandes, si pressantes qu'elles puissent être, seront inefficaces, jusqu'à ce que le gouvernement fédéral ait changé de face. » Et en présence de cette impossibilité de payer, que tout s'accorde à faire paraître définitive, des plans sont hasardés pour faire acquitter la dette envers la France par des moyens détournés. Ainsi, par exemple, en nature, par des denrées du pays, pelleteries, tabac, blé, etc. : mais les conventions de Franklin avec le gouvernement français ont précisé que le paiement devrait être fait en espèces et d'ailleurs le Congrès, impuissant à payer en argent, le serait tout autant à

acheter ces denrées qu'il faudrait livrer à la France. Répartir la dette de l'État entre les États particuliers? Mais, réfractaires à payer ensemble, il n'est pas vraisemblable qu'ils le seraient moins séparément ; bien au contraire, car ce n'est pas eux qui ont traité avec Louis XVI. Céder la créance du Roi à une compagnie de négociants français qui, par des arrangements particuliers faits avec les différents États, et surtout avec l'activité naturelle à cette classe d'hommes, pourrait parvenir plus tôt que le roi de France à se faire rembourser? Mais la dignité du Roi ne saurait s'accommoder d'un semblable arrangement, et d'ailleurs il est fort douteux qu'on trouve des négociants disposés à entrer dans une telle entreprise, vu les difficultés considérables qu'éprouvent à se faire payer tous les commerçants anglais ou français qui ont fait des affaires avec les États-Unis.

Puis commençait aussi à apparaître l'idée, qui séduisait Otto, qu'au lieu de réclamer un remboursement impossible vu l'état des finances américaines, mieux vaudrait « une générosité réfléchie qui aime mieux différer que recevoir, parce qu'en recevant elle pourrait perdre des avantages beaucoup plus précieux que les sommes à payer », à savoir un moyen d'action et d'influence. Et M. de Moustier, notre chargé d'affaires en 1789, ignorant sans doute l'état désespéré des finances royales et ne voyant point, de si loin, approcher le spectre de l'infâme banqueroute, entrait tellement dans ces vues qu'il préférait que la France ne fût point payée : « Nous pouvons, disait-il, considérer comme un avantage politique le retard qu'éprouve ce remboursement, parce que la créance de Sa Majesté est l'unique chaînon qui nous lie avec les États-Unis, que la dignité du Roi et les égards dus à ses alliés excluent tout arrangement avec une compagnie de capitalistes qui tendrait à se charger de cette créance, que les besoins de notre marine et l'avantage de multiplier nos liaisons avec les États-Unis semblent exiger la conclusion d'un arrangement par lequel des munitions navales, des mâtures et des vivres seraient achetés en Amérique. » Même, à l'en croire, ce qui pourrait nous arriver de plus fâcheux serait que l'Angleterre payât quelque jour la France pour le compte des États-Unis, devînt ainsi créancière de l'Amérique et eût à sa disposition un puissant moyen de renforcer ses flottes. Tant il est vrai que le mot de débonnaireté ne suffit pas pour carac-

tériser l'attitude de la France en tant que créancière et que sa patience fut, par moments, sur le point d'être poussée jusqu'à l'abdication.

DEVENUE SOLVABLE, L'AMÉRIQUE REMBOURSE LA FRANCE

Cependant la solution allait venir et tout autre que l'on pensait. Un gouvernement américain capable d'agir était enfin constitué en 1789 et ses finances, sous la très habile direction de Hamilton, n'allaient pas tarder à être assainies, et même à devenir puissantes. Les capitalistes hollandais se montrèrent bientôt aussi disposés à prêter à ce débiteur sûr, qu'ils l'avaient été peu jusqu'alors. Hamilton, de son côté, ne laissa pas échapper l'occasion de changer cette dette française qui lui coûtait 5 pour 100 en une dette hollandaise qui lui coûterait sensiblement moins ; et brusquement, en novembre 1790, commença une série de remboursements qui ne devaient plus cesser jusqu'en 1793 et qui, au 5 septembre 1792, représentaient un total de 29 717 689 francs, à la vérité comprenant pour bonne partie des intérêts arriérés depuis longtemps, et réduits à un peu plus de 23 millions, valeur réelle, par la dépréciation des assignats figurant en grande quantité dans ces paiements et dont les États-Unis ne refusèrent point de nous tenir compte. Malheureusement, d'autres sommes, versées en Amérique, passèrent au soulagement des victimes de la terrible insurrection de Saint-Domingue, à l'entretien des nombreux réfugiés qui allèrent demander asile aux États-Unis, et le Trésor français fut loin de tirer de la rentrée inopinée de cette créance, si longtemps considérée comme perdue, tout le profit qu'en d'autres circonstances il aurait pu s'en promettre.

Il n'en fut guère autrement des quelque 29 157 000 francs qu'au 1er janvier 1793 les États-Unis, d'après les calculs du gouvernement français, se trouvaient encore lui devoir. C'était au moment où éclatait entre la France et l'Angleterre cette lutte qui devait durer vingt-deux ans, au moment où la famine allait cruellement sévir en France, où la question des subsistances devenait peut-être la plus angoissante de toutes, où la France allait nécessairement jeter des regards de convoitise sur ce marché américain d'où pouvait lui venir dans sa détresse ce qu'elle désirait le plus au monde, du blé. Elle essaya de faire

prévaloir son influence dans ce pays qui, attaché à elle par la reconnaissance, mais à l'Angleterre par la communauté de langue, de traditions, de formation, hésitait entre les deux adversaires : mais elle eut la mauvaise inspiration de lui envoyer le plus étrange des diplomates, Genet, acharné à révolutionner une contrée qui ne voulait pas l'être ; il s'y rendit odieux et ridicule, et fit si bien, ou plutôt si mal, que la conclusion d'un traité de commerce anglo-américain suivit de peu sa malencontreuse mission.

Cependant, les appels de la France se faisaient de plus en plus nombreux et de plus en plus désespérés : du blé, du blé, à tout prix ! Ces appels seraient-ils toujours entendus dans un pays, officiellement neutre sans doute, mais où en réalité l'influence anglaise dominait ? En tout cas, les avances de la Trésorerie américaine sur les termes non échus de la créance française, d'abord très libéralement accordées, ne tardèrent pas à se faire plus rares et plus difficiles. Genet fut désavoué avec éclat ; mais le coup avait été porté. Les dépenses à la charge de la légation française devenaient de plus en plus lourdes : achats d'approvisionnements, dettes à la charge des colonies, traitements des consuls et des ministres plénipotentiaires de France, que, pour bien des raisons, il ne fallait pas s'attendre à recevoir de la métropole. Par ces divers canaux toujours ouverts s'écoulait rapidement notre créance, moins vite cependant encore que ne l'eût souhaité la France elle-même, aux prises avec de terribles besoins. Anticiper sur les termes de paiement était son désir, mais la chose rencontrait de plus en plus d'obstacles, soit parce que la bonne volonté faisait défaut, soit surtout parce que le gouvernement américain redoutait qu'un paiement anticipé ne fût regardé par l'Angleterre comme une violation de neutralité, ce qu'il voulait éviter à tout prix, soit enfin parce que l'Amérique elle-même était fort à l'étroit, ayant une insurrection à vaincre dans les comtés occidentaux de la Pensylvanie, une guerre à soutenir contre les Indiens, et la guerre européenne elle-même lui ôtant la ressource commode des emprunts en Hollande.

Les circonstances poussaient de plus en plus à une aliénation de la créance française et elles y poussaient les deux gouvernements, l'un parce que le besoin toujours plus pressant de grands secours en blé ne lui permettait pas d'attendre, l'autre

parce qu'il voulait être débarrassé des réclamations étrangères. Presque simultanément tous deux firent un pas décisif vers cette inévitable solution : le 3 mars 1795, le Congrès américain décidait de transformer la dette étrangère en dette domestique au moyen d'un emprunt ouvert jusqu'au 31 décembre 1796 pour rembourser ses créanciers étrangers : et le Comité de salut public prenait, le 6 pluviôse an III, un arrêté mettant la créance française sur les États-Unis à la disposition du sieur James Swan et Cie, et l'autorisant à en suivre la liquidation et le recouvrement : les remboursements à recevoir devaient être employés en achats de grains et de denrées pour le compte de la République. Il ne restait plus qu'à établir le compte exact de ce qui restait encore dû à la France, 14 336 619 livres, selon le compte américain auquel il fut ajouté foi de bonne grâce, ou, déduction faite de certains paiements déjà faits ou devant l'être avant la fin de l'année 1795, plus exactement, 11 556 473 livres selon liquidation faite le 15 juin 1795 : pour lesquelles il fut remis à James Swan, « négociant et commissaire du gouvernement français », 10 586 776 livres en titres de la dette domestique à 5 et demi pour cent et 969 696 en titres à 4 et demi pour cent, à négocier par lui pour le compte de la France, au mieux de ses intérêts. L'opération fut en effet pratiquée, et s'il faut en croire les rapports très circonstanciés des surveillants que l'on donna au sieur Swan, pratiquée aussi correctement et aussi avantageusement que le permettaient les circonstances.

Ainsi fut définitivement éteinte cette créance, engloutie comme tant d'autres choses dans la grande secousse révolutionnaire, mais dont l'histoire est en somme tout à fait à l'honneur des deux gouvernements qui y étaient intéressés : l'Amérique, après de longues défaillances dont elle était la première toute confuse et tout affligée, a su, grâce à un redressement salutaire, s'acquitter rapidement et en devançant le terme convenu; la France a ajouté aux inappréciables services prodigués par elle aux États-Unis les procédés les plus bienveillants et les plus délicats dans sa situation de créancière, oubliant ses propres infortunes pour ne pas aggraver celles de l'État ami et allié.

Marcel Marion.

LES ENTRETIENS
DE L'IMPÉRATRICE EUGÉNIE

IV [1]

DERNIÈRES CONFIDENCES

LA BLESSURE BRULANTE

Dimanche, 27 juin 1909.

Appelé il y a quelques jours à Paris pour conférer avec mon ministre, Pichon, sur les événements de la Péninsule balkanique (2), j'apprends que l'impératrice Eugénie est à l'Hôtel Continental et désire me voir.

C'est tout juste si elle me laisse le temps de lui baiser la main et de prendre le siège qu'elle me désigne. Instantanément, les questions brèves, rapides, martelées :

— Ah çà! que se passe-t-il dans les Balkans? Ce brusque réveil du fanatisme turc ne vous effraie-t-il pas? Et votre mystérieux tsar Ferdinand, que devinez-vous de ses projets? Rêve-t-il toujours de se faire couronner dans Sainte-Sophie? Va-t-il se jeter sur Byzance?

Je lui explique sommairement la situation :

— Le point grave, le seul point grave est la rivalité croissante de l'Autriche et de la Russie dans la Péninsule balkanique... Au début de la crise turque, j'ai eu la preuve que le

(1) Voyez la *Revue* des 1er, 15 mars et 1er avril.

(2) Le 13 avril 1909, une contre-révolution, fanatique et militaire, avait chassé de Constantinople les politiciens « jeunes-turcs », qui avaient usurpé le pouvoir en juillet 1908; elle avait ensuite détrôné le sultan Abdul-Hamid et proclamé, à sa place, Mehmed V. On craignait que la Bulgarie ne profitât de ces événements pour envahir la Macédoine et provoquer ainsi un conflit général.

gouvernement russe excitait sous main la voracité bulgare. M. Iswolsky (1) a fait plusieurs fois retentir aux oreilles de Ferdinand les paroles tentatrices : « Le jour est venu pour la Bulgarie d'accomplir son devoir historique dans les Balkans. Si elle ne l'accomplit pas, c'en est fait de son avenir national. » Mais le comte d'Aerenthal (2) me semble très supérieur à M. Iswolsky dans le rôle des sorcières de Macbeth et j'ai l'impression que l'Autriche tient désormais le roi Ferdinand ; que, tôt ou tard, de gré ou de force, elle le fera entrer dans le jeu de sa politique orientale. C'est ce que je viens de dire à M. Pichon.

— Croyez-vous à une grande guerre dans un avenir prochain ?

— Non, pas avant quelques années... Le scénario de la tragédie n'est qu'à l'état d'ébauche. Ce à quoi nous assistons n'est que la plantation du décor, tout au plus un lever de rideau.

Mais soudain, après un silence, le visage de l'Impératrice devient dur, sombre, je dirais presque farouche. Puis, d'un ton aigre :

— Je suis particulièrement triste, ces jours-ci ; je suis même ulcérée. La France est trop oublieuse, trop injuste !

— Et pourquoi, madame ?

— Pourquoi ? Parce que personne, pas plus dans le gouvernement que dans l'opinion publique, personne, vous dis-je, n'a eu l'idée de célébrer le cinquantenaire de Magenta et de Solférino ! Pourtant, ce furent deux belles victoires et qui s'ajoutent avec honneur à Fontenoy, Fleurus, Arcole, Rivoli, Marengo, Wagram !.. Mais non : puisque le Second Empire est définitivement rayé de l'histoire de France, les dates des 4 et 24 juin 1859 n'éveillent plus aucun souvenir dans les âmes françaises. Quelle honte ! Quelle ingratitude ! Est-ce donc pour voir cela que Dieu me fait vivre aussi longtemps ?

Ayant soufflé une seconde, elle repart, d'un ton plus acerbe encore et les doigts frémissants :

— Que, sous le coup de la défaite, au lendemain de Sedan, le peuple français nous ait accablés, mon mari et moi, de toute sa colère ; que, sans même vouloir nous entendre, il nous ait tenus pour seuls responsables de tous ses malheurs,

(1) M. Iswolsky était alors ministre des Affaires étrangères de Russie.
(2) Ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie.

je ne lui en veux pas. Il a été si brusquement surpris par la catastrophe; nous lui avions inspiré une telle foi dans la grandeur et les resssources de la France; il est tombé de si haut!... Mais voilà trente-neuf ans de cela!... trente-neuf ans: plus qu'un tiers de siècle! Et l'iniquité continue! L'œuvre brillante et glorieuse de notre règne est systématiquement oubliée, comme si, dans toute l'histoire du Second Empire, il n'y avait eu que le Mexique, Sadowa, Sedan!... N'est-ce pas abominable? L'heure de la justice et de la réhabilitation ne sonnera donc jamais pour nous!...

Elle s'épanche ainsi, passionnément, le front haut, la voix trépidante, le souffle exténué, tandis que, sous le masque blême, deux grosses larmes coulent dans le sillon des rides. Au spectacle de cette douleur sans remède, une grande vision d'art me traverse l'esprit, — l'incurable détresse d'Amfortas, au premier acte de *Parsifal* : « La blessure brûlante se rouvre encore : la blessure brûlante saignera toujours!... »

Cependant, peu à peu, son calme et sa dignité la ressaisissent. Même, pour achever de se détendre, elle se lève de son fauteuil et me conduit à la fenêtre, grande ouverte sur la rue de Rivoli :

— Allons prendre l'air un instant, me dit-elle. Cela me fera du bien; je me suis trop abandonnée tout à l'heure... Après, je vous rendrai votre liberté.

Je l'accompagne sur le balcon. La journée se termine resplendissante. Sous les rayons fauves du soleil qui s'encadre déjà dans l'Arc de triomphe, les allées symétriques des Tuileries se déroulent comme des ruisseaux d'or.

Est-ce l'éloquence du lieu? Mais, subitement, l'Impératrice revient aux pensées amères. Le doigt tendu vers la place de la Concorde, elle me désigne, entre les deux groupes équestres de Coysevox, la grille de l'ancien Pont-Tournant :

— Vous voyez cette rampe..., là-bas, derrière ce bouquet d'arbres?

— Oui, madame.

— Eh bien! c'est là que, le 24 février 1848, le roi Louis-Philippe et la reine Amélie sont montés en fiacre.

Puis, me désignant à l'opposé, la partie du Louvre que surmonte la tour de Saint-Germain l'Auxerrois, elle poursuit, la voix sifflante :

— Moi, c'est là que, le 4 septembre 1870, je suis montée en fiacre... Pourtant, que de fois nous nous étions dit avec l'Empereur : « Ah ! ce n'est pas nous qu'on verra partir en fiacre ; c'est trop ridicule et trop humiliant ! Nous nous ferons plutôt massacrer sur les marches du trône !... » Je suis néanmoins partie en fiacre !

Et, dans un rire sarcastique, elle évoque tous les détails de sa fuite rapide, bousculée, piteuse...

Pour détourner un peu le cours de sa pensée, je reprends :

— Le grand dramaturge de l'Histoire s'est toujours fait un malin plaisir de souligner ironiquement l'égalité des monarques devant les caprices et les disgrâces de la fortune. Philippe de Commynes, qui fut un observateur si pénétrant, l'avait déjà noté, en y ajoutant une leçon de haute morale humaine et politique. Un jour que Louis XI riait à gorge déployée, d'une mésaventure qui venait d'arriver à son mortel ennemi, Charles le Téméraire, voici qu'on lui annonce une mésaventure toute semblable qui vient de lui arriver à lui-même. Et Philippe de Commynes conclut : « Ainsi Dieu lui fit-il sentir qu'il n'aime pas que les princes se moquent les uns des autres. »

L'AMITIÉ DE LA REINE VICTORIA

Mercredi, 12 juin 1912.

Au mois de janvier dernier, l'impératrice Eugénie m'avait envoyé ses compliments affectueux pour ma nomination à la direction des Affaires politiques (1). Profitant de son passage à Paris, je vais la remercier.

D'abord, elle m'interroge minutieusement sur mes nouvelles fonctions, sur leur mécanisme, sur les ressorts qu'elles commandent, sur les vastes horizons qu'elles découvrent, sur l'exercice de souplesse et de clairvoyance qu'elles imposent constamment à l'esprit, sur « l'intérêt passionnant qu'elles doivent offrir, pour peu qu'on ait le goût des grands problèmes internationaux et qu'on ne craigne pas les responsabilités ».

Puis, « soucieuse de ménager mon temps », elle passe vite aux questions actuelles :

(1) Le 25 janvier 1912, M. Poincaré, qui venait de s'installer au quai d'Orsay comme président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, m'avait appelé de Sophia pour me confier la direction des Affaires politiques.

— Il me semble, dit-elle, qu'il y a bien de l'électricité dans l'air. Ne croyez-vous pas qu'un orage se prépare ?... Cette guerre italo-turque n'en finit pas! L'autre jour, le bombardement des Dardanelles a failli rouvrir toute la question d'Orient (1)... Et quelle effervescence dans la Péninsule balkanique! Votre auguste ami, le tsar Ferdinand, qu'est-il en train de manigancer? J'affirmerais qu'il médite un coup de théâtre... (2)

Elle achève ce tableau, malheureusement trop exact, par une observation très juste :

— Ce qui me paraît le plus grave dans l'état de l'Europe, c'est l'antagonisme de l'Allemagne et de l'Angleterre. Il n'est pas douteux pour moi que la mission de lord Haldane à Berlin a complètement échoué; on me l'a d'ailleurs écrit de Londres... (3)

Elle est amenée ainsi à me raconter un curieux entretien qu'elle eut, il y a cinq ans, avec l'empereur Guillaume.

— C'était le 27 juillet 1907, sur les côtes de Norvège, dans le fjord de Bergen, où j'étais venue faire escale, à bord de mon yacht, le *Thistle*. Quand j'arrivai, le fjord était plein de croiseurs allemands qui attendaient le Kaiser. Vous pensez bien que la surprise ne me fut pas agréable. Je songeai d'abord à reprendre le large immédiatement. Mais je me dis que j'aurais l'air de fuir... ce qui n'est pas dans mes goûts. Et puis, mon yacht avait absolument besoin de se réapprovisionner à Bergen. Donc, je restai sur rade. Quelques heures plus tard, aux approches de minuit, je suis brusquement éveillée par une violente canonnade : le *Hohenzollern* entrait dans le fjord. Vous savez qu'en règle générale, on ne rend pas les honneurs du canon après le coucher du soleil; mais Guillaume II voulait sans doute frapper mon imagination par ces éclats de tonnerre. Hélas! elle n'était déjà que trop péniblement frappée, mon imagination! Je ne pus me rendormir, d'autant plus que, sitôt

(1) Depuis le mois de septembre 1911, l'Italie s'efforçait d'arracher la Tripolitaine et la Cyrénaïque à la Turquie.

(2) A cette époque, le tsar Ferdinand s'ingéniait précisément à nouer, entre la Bulgarie, la Grèce, la Serbie et le Monténégro, la coalition qui, le 16 octobre 1912, a déclaré la guerre à la Turquie.

(3) Le 9 février 1912, le ministre de la Guerre britannique, lord Haldane, déférant à une invitation de Guillaume II, s'était rendu, en mission officieuse, à Berlin, « pour éclairer la situation respective des deux pays ». Il en avait rapporté l'impression que l'Allemagne se préparait à la guerre.

l'ancre jetée, le *Hohenzoliern* expédiait une vedette pour annoncer au commandant du *Thistle* que l'Empereur me ferait visite, le lendemain, à onze heures... Cette visite, qui a duré jusqu'au delà de midi, m'a laissé un odieux et troublant souvenir. Le Kaiser m'a longuement parlé de la France : « Je vous assure, m'a-t-il dit, que je suis animé, envers elle, des meilleures intentions ; je voudrais m'entendre avec elle, m'allier avec elle, faire de la grande politique avec elle. Impossible ! Les Français ne me comprennent pas ; ils m'ont pris en grippe. Ainsi, tenez : plusieurs fois, je leur ai fait connaître mon désir d'aller à Paris. Eh bien, non ! ils ne veulent pas me voir !... » Je ne me suis pas gênée de lui répondre que, pour gagner la sympathie des Français, il devrait procéder autrement et que Tanger n'était certes pas sur le chemin qui le conduirait à Paris.

— Ce qui ne l'a pas empêché, quatre ans plus tard, de redoubler son erreur géographique, de l'aggraver même par l'injurieuse manifestation d'Agadir !

— Que voulez-vous ? Il est incorrigible. Il n'écoute personne ; il n'écoute que lui-même ; il se grise de ses paroles... Mais les propos qu'il m'a tenus au sujet de la France ne sont pas ce qui m'a le plus inquiétée dans notre conversation : c'est ce qu'il m'a dit au sujet de l'Angleterre... Oh ! comme il la hait ! Pendant plus de vingt minutes, il a déblatéré contre elle et, spécialement, contre le roi Édouard, qu'il chargeait de tous les crimes... En me quittant, il a remarqué, sur une des tables, un portrait de la reine Victoria, cette photographie que vous voyez là et dont je ne me sépare jamais. Alors, il s'est arrêté, le poing sur la hanche, le torse cambré, l'air furieux. Et, dans cette pose théâtrale, il s'est écrié : « Quand elle est morte, *ils* ne m'ont rien donné d'elle, pas le moindre souvenir ; *ils* m'ont exclu de la famille comme un réprouvé, comme un pestiféré ! »

— Je m'explique, madame, que cette visite vous ait inquiétée. La surexcitation permanente, l'hypertrophie du moi, le besoin de se donner en spectacle, la prédominance des idées ambitieuses, la griserie du monologue, l'obsession d'être incompris et persécuté sont les symptômes d'un état cérébral que les psychiatres connaissent bien. D'habitude, par prudence, ils conseillent l'internement.

Un sourire pâle détend le visage de l'Impératrice, qui me demande :

— A défaut de l'internement, quel remède? Car le danger de guerre n'est plus douteux.

— Le remède, je n'en vois qu'un : c'est de consolider autant que possible la Triple Entente, laquelle d'ailleurs étant uniquement défensive, peut vivre en excellents termes avec la Triple Alliance. Toute la politique de M. Poincaré se résume dans cette formule d'équilibre et de paix.

— Et c'est bien ainsi qu'on la comprend, de l'autre côté de la Manche. Une lettre que j'ai reçue, l'autre jour, de la princesse Hélène, me l'affirme encore (1).

Cette princesse Hélène, qui est, paraît-il, d'une haute distinction morale et qui a succédé à sa mère dans le cœur de l'Impératrice, évoque entre nous la mémoire de la reine Victoria.

D'une voix émue, d'un ton religieux, l'Impératrice me dit :

— Puisque vous m'avez promis de raconter nos entretiens, — plus tard, quand je serai dans l'éternel repos, — ne manquez pas de témoigner l'infinie reconnaissance que je garde à cette grande reine qui fut, pour l'Empereur et pour moi, la plus dévouée, la plus généreuse, la plus secourable des amies... Vous ne sauriez croire toutes les attentions délicates dont elle nous a comblés, dans les débuts si cruels de notre exil. Elle continuait de nous traiter en souverains, comme au temps où nous étions les alliés de l'Angleterre ; elle me dit un jour : « Vous n'avez plus la souveraineté du pouvoir, mais vous avez une souveraineté plus haute encore, celle du malheur... » Ses visites à Chislehurst nous étaient si bienfaisantes ! Et, quand mon fils étudiait à Woolwich, que de bontés elle a eues pour lui ! Elle semblait chercher toutes les occasions de lui être agréable, de le distraire, de mettre un peu de joie dans sa triste jeunesse. Enfin, quand il est mort sous l'uniforme anglais, elle a présidé personnellement aux obsèques. Elle ne s'est d'ailleurs pas tenue quitte par cette formalité de cérémonial ; elle a considéré que mon héroïque enfant méritait mieux et elle lui a fait élever une statue dans la chapelle de Windsor où dorment les

(1) Seconde fille de la reine Victoria, la princesse Hélène, née en 1846, a épousé, en 1866, le prince Christian de Slesvig-Holstein ; ils résident à la cour d'Angleterre.

princes de la famille royale... Depuis cette époque, la Reine et moi, nous n'étions plus des amies, nous étions des sœurs.

— Ne vous étiez-vous pas rencontrées l'une et l'autre dans une pensée d'avenir..., au sujet du Prince impérial?

— Oui, nous avions rêvé qu'il épouserait la princesse Béatrice (1). Leurs goûts, leurs caractères, leurs sentiments s'accordaient à merveille; tout leur promettait le bonheur... Et ce beau rêve aussi a pris fin, le 1er juin 1879, sous la sagaie des Zoulous!

Après un long silence, où je vois briller une larme entre ses paupières, l'Impératrice me rend ma liberté. Mais, tandis que je lui baise la main, elle me glisse à l'oreille, timidement :

— Je voudrais tant vous poser une question !... Vous avez remarqué : c'est toujours quand vous me quittez, que je deviens indiscrète.

— Votre Majesté n'est jamais indiscrète.

— Alors, voici ma question. Si, du jour au lendemain, la guerre apparaissait imminente, inévitable, comment réagirait l'opinion française? La propagande socialiste n'a-t-elle pas fait déjà de terribles ravages dans les usines et les casernes?

— Je n'éprouve, à cet égard, aucune appréhension. Depuis le coup d'Agadir, le sentiment national s'est beaucoup relevé. Quant à l'esprit de l'armée, les rapports que le général Lyautey nous envoie de Fez me permettent de vous garantir que les vertus militaires de la race n'ont rien perdu de leur vigueur ancienne. Je suis donc certain que, si la France est attaquée, le peuple français marchera comme un seul homme... Au surplus, j'ai dans mon bréviaire intime une pensée, qui a toujours été pour moi d'un soutien puissant; elle est de Richelieu, qui l'a consignée dans son *Testament politique* : « Si notre inconstance naturelle nous jette souvent en des précipices effroyables, notre légèreté même ne nous permet pas d'y rester et elle nous en tire avec une telle promptitude que nos ennemis, ne pouvant prendre une juste mesure de variétés si fréquentes, n'ont pas le loisir de les mettre à profit. »

(1) Dernière fille de la reine Victoria, la princesse Béatrice, née en 1857, a épousé en 1885, le prince Henri de Battenberg; elle est la mère de la princesse Victoria-Eugénie, qui, par son mariage avec Alphonse XIII, est devenue reine d'Espagne en 1906.

L'Impératrice me saisit les mains violemment :

— Oh ! je vous en supplie, écrivez-moi tout de suite cette admirable pensée, pour que je ne l'oublie pas !

J'écris aussitôt devant elle et je me dérobe à ses remerciements.

NAPOLÉON III ET LA RUSSIE

Lundi, 19 janvier 1914.

Visite à l'impératrice Eugénie, qui se rend de Farnborough à la Côte d'azur.

Après m'avoir félicité de ma promotion récente (1), elle poursuit d'un ton grave et contenu :

— Ce ne sont pas seulement les souhaits de mon amitié qui vous accompagneront là-bas : ce sont aussi les vœux de mon patriotisme... Je n'ai pas l'indiscrétion de vous demander quelle politique vous allez faire à Saint-Pétersbourg, et dans quel esprit le gouvernement français vous a confié la succession de M. Delcassé. Mais je crains que votre tâche ne soit lourde ; car je vois l'avenir, le proche avenir, très sombre... Que Dieu vous aide !

Et, comme pour affirmer sa discrétion, elle m'entraîne rapidement sur le terrain neutre de l'histoire, vers les origines lointaines de l'alliance franco-russe, vers la mission que le général de Castelbajac eut à remplir en 1852, auprès du tsar Nicolas, pour l'amener à reconnaître la restauration de la dynastie napoléonienne.

— Ce n'est pas à M. de Morny, ainsi qu'on le croit d'habitude, me dit-elle, c'est au général de Castelbajac que revient la première idée d'unir la France et la Russie dans une collaboration politique de longue haleine... Mais, en 1854, la guerre de Crimée renversa toute sa combinaison. Il quitta Saint-Pétersbourg, désespéré, car ce vieux gentilhomme gascon avait un grand cœur.

— Je comprends et je partage son désespoir.

Elle ne réprime pas un léger sursaut :

— Vous désapprouvez la guerre de Crimée ?... Répondez-moi franchement.

(1) Le 12 janvier 1914, j'avais été nommé ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, en remplacement de M. Delcassé.

— Je la désapprouve parce qu'elle n'était pas nécessaire et qu'elle n'a pas été lucrative... La querelle des Lieux Saints, même à la considérer avec l'optique particulière de 1854, ne valait pas un conflit. Ces chicanes de moines, ces controverses de préséance et de liturgie, ces disputes de coupoles et de cryptes, de tabernacles et de reposoirs, de lampes et de clefs, duraient depuis des siècles : elles auraient pu, sans inconvénient, se prolonger encore.

L'Impératrice dresse la tête. Et, les sourcils froncés, la voix rude, elle riposte :

— Mais, derrière ces chicanes de moines, il y avait une grande question : l'antagonisme de la croix grecque et de la croix latine !

— L'ancienne monarchie française le connaissait fort bien cet antagonisme : elle ne s'en est jamais souciée. Je ne sache pas que la différence de religion ait empêché Louis XVIII et Charles X, leurs ambassadeurs et leurs ministres, Montmorency et Richelieu, Mortemart et La Ferronnays, Polignac et Chateaubriand, de s'entendre à merveille avec l'autocrate schismatique de Saint-Pétersbourg, et précisément sur le problème oriental. Quant aux moines de Terre-Sainte, orthodoxes ou catholiques, on les priait de se tenir tranquilles. Que Votre Majesté me permette de le lui dire : en 1854, M. de Castelbajac soutenait un des axiomes traditionnels de notre diplomatie.

J'en aurais bien plus à dire sur la folie de 1854, mais puis-je oublier à qui je parle et que le front qui est devant moi porte encore l'ombre d'une couronne ? Je perds donc l'occasion de savoir exactement quelle place les considérations de politique intérieure ont tenue dans la crise extérieure d'où est sortie la guerre d'Orient. Au début de son règne, en effet, Napoléon III sentait peser lourdement sur lui le patronage du parti clérical, sans lequel il n'aurait pu restaurer l'Empire et dont il avait encore besoin pour consolider les institutions nouvelles. C'est l'époque où les mandements épiscopaux saluaient en lui « le Constantin de la France chrétienne, le Charlemagne des temps modernes » ; où il négociait avec la maison de Habsbourg une grande alliance conservatrice qui l'eût fait entrer de plain pied dans la vieille Europe monarchique ; où il poursuivait enfin mystérieusement, auprès de Pie IX, l'étrange dessein de se faire sacrer par le Souverain Pontife en personne à Notre-Dame de Paris. Dans

les perspectives nuageuses de son imagination romanesque, la guerre d'Orient prenait ainsi le caractère d'une croisade qui offrirait au monde l'édifiant spectacle d'une France pénitente et régénérée, la France de Clovis et de saint Louis, la Fille aînée de l'Église, assumant la protection du Saint-Sépulcre contre les empiètements intolérables de la Russie hérétique...

Mais nous voici maintenant au Congrès de Paris, à ce printemps de 1856 qui marque, dans les annales du Second Empire, une date si lumineuse. L'Impératrice me dit, sans me regarder, avec un air de surprise et l'oreille tendue, comme si elle écoutait une voix secrète :

— Ce qui justifierait peut-être votre opinion sur la guerre de Crimée, c'est le brusque revirement que j'ai vu s'opérer chez l'Empereur, aussitôt que la chute de Sébastopol lui a permis de faire la paix. Il a conçu, dès ce jour, le plan d'une politique nouvelle, fondée sur l'amitié de la Russie. Dans cette amitié, il voyait surtout le moyen de contenir l'Autriche, quand la question italienne viendrait à se poser; il entrevoyait même la possibilité de s'en servir au profit de la Pologne. Aussi, vous vous rappelez que, durant le Congrès, il n'a cessé de témoigner au comte Orlow les attentions les plus délicates.

— Cette volte-face de la pensée impériale n'est-elle pas due, pour beaucoup, aux conseils de M. de Morny?

— Moins qu'on ne croit. M. de Morny préconisait une alliance complète, positive, comme celle d'aujourd'hui. Mais l'Empereur ne voulait qu'un rapprochement amical, sans obligations précises; car il n'entendait nullement sacrifier l'alliance anglaise, qui restait la base de sa politique.

— N'aurait-il pu conjuguer les deux alliances, comme a fait M. Delcassé?

— Non, c'était impossible. Entre les deux alliances, il fallait choisir. La situation de 1856 n'avait rien de commun avec celle de 1904. Le traité de Paris avait mis fin à la guerre; on ne se battait plus; mais les hommes d'État britanniques, Palmerston, Aberdeen, Russel, Clarendon, sans parler du prince Albert, gardaient à la Russie toute leur méfiance et toute leur antipathie. Aucun d'eux n'aurait accepté de nous suivre dans une coopération étroite avec notre ennemie de la veille... Non, je vous l'assure : le rétablissement de rapports amicaux entre Paris et Pétersbourg était le maximum de ce que les circonstances per-

mettaient de faire alors. Et c'est ce que mon mari a fait. Il n'a eu d'ailleurs qu'à se louer de ses relations avec Alexandre II. Ainsi, je ne vous apprendrai pas qu'au lendemain de Solférino, la Russie nous a rendu un immense service en nous dénonçant le péril qui nous menaçait du côté de la Prusse. J'étais régente, à cette époque ; c'est moi qui ai reçu tout d'abord l'envoyé personnel du Tsar, l'aide de camp Schouvalow : je peux vous certifier que si, dans ces jours critiques de juillet 1859, l'armée allemande ne nous a pas attaqués sur le Rhin pendant que toutes nos forces étaient retenues en Lombardie, c'est à l'empereur Alexandre que nous le devons... Je suis donc persuadée que, par la force des choses, les rapports excellents de nos deux cours seraient devenus bientôt une alliance véritable si, un beau matin, la bombe de l'insurrection polonaise n'avait éclaté sur notre tête.

S'animant, s'exaltant, elle évoque, à larges traits, le drame de 1863, les émeutes de Varsovie, la répression terrible, toute la Pologne aveuglée de sang comme dans un abattoir :

— Vous n'imaginez pas le beau spectacle qu'offrait ce peuple, subitement soulevé pour la défense de sa religion et de sa nationalité. Depuis la révolte de l'Espagne contre la domination française, on n'avait rien vu d'aussi héroïque...

Elle insiste sur le rôle décisif, « le rôle sublime », que le clergé catholique a joué dans la lutte :

— Chaque église était un foyer de patriotisme, de colère et d'amour... Les sermons et l'eucharistie enflammaient les courages... Dans les combats, le chant des hymnes étouffait le bruit des fusillades... Les condamnés marchaient au supplice avec un scapulaire sur la poitrine et l'image du Christ devant les yeux. C'est alors seulement que j'ai compris la grande parole de Montalembert : « Depuis l'assassinat de la Pologne, l'Europe est en état de péché mortel... »

Après cette mélopée lyrique, elle reprend :

— Toute la France, — et j'en suis fière, — vibrait pour la Pologne. Des républicains aux légitimistes, des libres-penseurs aux cléricaux, de Jules Favre à Mgr Dupanloup, du faubourg Saint-Germain au faubourg Saint-Antoine, c'était le même cri d'admiration pour les Polonais et d'horreur contre la Russie... J'étais, je l'avoue, parmi les plus enthousiastes. Pour la première et seule fois de ma vie, je me suis trouvée pleinement d'accord avec mon farouche ennemi, le prince Napoléon !... Je

voulais même qu'on rétablît l'ancien royaume de Pologne sous le sceptre d'un archiduc autrichien.

Elle me démontre ensuite comme il était difficile au gouvernement impérial de résister à cet emballement de l'opinion française. Napoléon III ne s'était-il pas institué le champion des indépendances nationales? La libération de la Pologne n'était-elle pas, comme la libération de l'Italie, un des articles essentiels de son credo politique? N'avait-il pas maintes fois reproché à Louis-Philippe d'avoir abaissé la France par son inertie et sa pusillanimité devant l'insurrection de 1831?...

Elle m'expose alors, avec une vive et sobre clarté, l'irritant débat qui s'est poursuivi, durant toute l'année 1863, entre Paris et Saint-Pétersbourg : la France prenant officiellement le parti de la Pologne; le cabinet des Tuileries s'obstinant à vouloir déférer devant le tribunal de l'Europe, la cause de la nation martyre; la résistance inflexible et l'irritation croissante de l'autocrate russe; Napoléon III obligé de s'arrêter enfin, lorsqu'il s'attire d'Alexandre II cette réponse altière, qui fait apparaître au loin, comme dans une lueur d'éclair, toute la pompe hiératique et flamboyante d'un sacre impérial au Kremlin moscovite : « C'est de Dieu seul que je tiens ma puissance. Je ne relève donc que de Lui dans l'accomplissement de mes devoirs envers mes peuples. Et je ne dois de compte à personne! »

L'Impératrice fait halte un instant. Puis, avec de l'amertume dans les coins de la bouche, elle continue :

— Pour effacer le souvenir de ces douloureux incidents, nous invitons le Tsar à l'Exposition de 1867. Il accepte de bonne grâce. Nous lui préparons une réception éclatante, une hospitalité fastueuse. Mon mari et moi, nous cherchons à lui plaire dans tous ses goûts. Mais la population parisienne lui fait un accueil glacial. Quand il traverse le Palais de Justice pour se rendre à la Sainte Chapelle, un insolent avocat lui jette à la figure : « Vive la Pologne, monsieur!... » Le lendemain, au retour de Longchamp, c'est par miracle qu'il échappe au revolver de Bérézowski. Et, quelques jours plus tard, quand le meurtrier comparaît devant la cour d'assises, les jurés lui accordent les circonstances atténuantes, après que le défenseur a copieusement fulminé contre « le bourreau de la Pologne »! C'est à croire vraiment qu'un maléfice était jeté sur nos relations avec la Russie!

Au fur et à mesure qu'elle déroule cette chronique lamentable, j'en établis tacitement la contre partie, du côté prussien. Le 23 septembre 1862, Bismarck est nommé ministre des Affaires étrangères, et c'est ce jour-là qu'il fait son entrée en scène sur le théâtre de la grande politique. Instantanément, il aperçoit les atouts que la révolution polonaise lui met en main pour séparer la France et la Russie : dès le 8 février 1863, la convention Gortchakow-Alvensleben procure au Tsar l'assistance militaire de la Prusse contre les rebelles. En 1864, le roi Guillaume et son impérial neveu célèbrent, dans l'allégresse, le cinquantenaire de 1814. En 1865, c'est l'aide de camp Schweinitz qui entretient les continuelles et cordiales relations du Hohenzollern avec le Romanow. En 1866, au lendemain de Sadowa, c'est la mission ostentatoire du maréchal de Manteuffel à Saint-Pétersbourg. Enfin, à l'entrevue d'Ems, le 4 juin 1870, Guillaume obtient secrètement d'Alexandre que, dans le cas d'une guerre franco-allemande, si l'Autriche fait mine de se prononcer pour la France, les armées russes marcheront sur Vienne ; Bismarck a désormais toute liberté de manœuvre dans la direction de l'Ouest. Ainsi, à chacun de nos dissentiments avec la Russie, le Machiavel de Berlin a planté un jalon russe vers Sedan.

L'Impératrice, dont le regard et la voix s'éteignent depuis quelques minutes, met fin à la conversation :

— Vous partez bientôt, sans doute, pour Saint-Pétersbourg?

— Je suis à la veille de mon départ.

— Quand vous serez présenté à la Tsarine douairière, ne manquez pas de lui offrir mes compliments affectueux. Marie Féodorowna est une de mes plus chères amies. Je vais lui écrire pour qu'elle vous réserve son meilleur accueil et qu'elle vous sache digne de sa confiance. Elle ne s'entend pas très bien avec son fils et pas du tout avec sa belle-fille; mais, comme elle est très française de cœur, très anti-allemande, elle pourra vous donner, à l'occasion, un conseil utile. Elle vous mettra surtout en garde contre certaines influences mystiques et autres, qu'elle déplore et qui, je le crains, ne faciliteront pas votre tâche. D'après ce qu'elle m'a dit naguère, il se passe des choses étranges, à la cour des Tsars. *Something is rotten in the State of Russia*... Et maintenant, adieu! Lorsque vous serez là-bas, dans votre gloire, pensez quelquefois à votre vieille amie.

1870-1914 : PARALLÈLE DES DEUX GUERRES

Vendredi, 5 décembre 1919.

Voilà six années que je n'ai vu l'impératrice Eugénie. Et quelles années!...

S'arrêtant pour une semaine à Paris avant de se rendre au Cap Martin, elle m'a fait dire « qu'elle m'attendait impatiemment ».

Dès le seuil du salon, je suis frappé de sa ruine. Elle a quatre-vingt-treize ans et demi; elle touche donc au stade ultime du cycle vital. Sous la chevelure de neige, un teint livide, une peau rugueuse et ravinée, des joues flasques, des lèvres blanches, des narines pincées, des orbites caves, des prunelles vitreuses et fixes, un cou décharné, des mains squelettiques. Mais je m'aperçois vite que, dans ce corps misérable, continue de régner une âme énergique, tenace et fière.

— Oh! monsieur l'ambassadeur, que je suis émue de vous revoir après de tels événements!

Elle articule ces mots d'une voix ferme, en s'arc-boutant aux bras de son fauteuil pour se redresser majestueusement comme autrefois. Puis, hochant la tête :

— Vous rappelez-vous notre conversation de 1906, la prophétie que vous a faite M. de Courcel : « Si Dieu vous accorde une longévité normale, vingt années encore par exemple, vous verrez la restitution de l'Alsace et de la Lorraine à la France? » Je l'avais écrite aussitôt, cette prophétie et j'y pensais constamment. Je n'aurais jamais cru cependant que, moi, je la verrais s'accomplir!... Aujourd'hui, je comprends pourquoi Dieu m'a fait vivre aussi longtemps. Ma chère amie, la reine Victoria, qui avait une confiance absolue dans la justice et la bonté divines, me répétait souvent : « Ce que nous ne comprenons pas maintenant, nous le comprendrons plus tard,... dans cette vie ou dans l'autre. Mais l'explication ne nous manquera certainement pas. » Dieu m'a fait la grâce de me donner l'explication, alors que je peux encore m'en réjouir ici-bas. J'aurai donc eu la consolation suprême de voir la France rétablie dans son intégrité nationale! Et j'ai aussi le soulagement de pouvoir me dire que nos morts de 1870, les héros de Wissembourg et de Forbach, de Frœschwiller et de Reichshoffen, de Re-

zonville et de Gravelotte, sont enfin payés de leur sacrifice!

Le tremblement de ses mains, l'oppression de sa poitrine, la fêlure de sa voix l'arrêtent une seconde. Mais, s'étant ressaisie, elle conclut avec une émouvante solennité :

— Dans la liturgie des agonisants, il y a une prière que j'ai méditée bien des fois, la prière qu'on récite au dernier instant : *Proficiscere de hoc mundo, anima christiana.* « Quittez ce monde, âme chrétienne ; sortez de votre corps ! » Eh bien ! quand le prêtre les prononcera sur moi, ces paroles sublimes, c'est en pleine gratitude, en pleine sérénité, que mon âme obéira.

Je la remercie de m'avoir pris pour témoin d'une si noble effusion. Tout ce qu'elle me dit ensuite sur les épisodes principaux de la Guerre mondiale me prouve qu'elle les a vécus en intime communion avec l'âme française. J'observe d'ailleurs qu'elle y a mêlé continuellement, comme un *leit-motiv*, le souvenir de 1870. C'est ainsi que « l'Union sacrée », — ce miracle d'enthousiasme et de concorde qui a groupé tous les Français contre l'Allemagne, durant quatre années, — lui arrache cette plainte :

— Pourquoi la même union ne s'est-elle pas réalisée autour de l'Empereur et de moi, sous le coup de nos premiers désastres ? Pourquoi les passions publiques se sont-elles déchaînées contre nous après Frœschwiller et Forbach, puisqu'elles se sont si bien contenues après Charleroi ? Enfin, pourquoi ne m'a-t-on pas écoutée, le 4 septembre, quand je suppliais qu'on fît trêve aux querelles intérieures pour ne songer qu'à la France ?...

Elle me dit encore :

— Je dois rendre justice à la République ; elle était mieux préparée aux événements de 1914 que nous ne l'étions à ceux de 1870 : elle avait un bon outillage militaire et de fortes alliances... Je me rappelle qu'en 1871, dans les jours affreux qui suivirent la signature de la paix, mon pauvre mari, sanglotant, me répétait : « Puisse au moins cette cruelle leçon ne pas être perdue ! Puissent les Français tirer de cette catastrophe un durable enseignement pour l'avenir !... » Eh bien ! la leçon n'a pas été perdue : l'enseignement a porté ses fruits.

Elle ferme un instant les yeux comme si elle plongeait dans le passé ; puis elle reprend avec chaleur :

— N'estimez-vous pas que la Guerre mondiale me justifie absolument d'avoir cru qu'après Sedan la France pouvait résister encore, d'avoir soutenu dans toute la mesure de mes faibles moyens l'héroïque effort de la Défense nationale, enfin de n'avoir jamais voulu pactiser avec la Prusse, au risque même de perdre ainsi notre dernière chance de remonter sur le trône ?... Dieu sait si le parti impérialiste m'a reproché mon attitude et mes sentiments d'alors ! J'avais contre moi jusqu'à mon entourage intime, jusqu'à mes dévoués amis de Hastings et de Chislehurst !... Vous vous rappelez, n'est-ce pas, l'intrigue de Régnier, les missions du général Bourbaki et du général Boyer, toutes les manigances de Bismarck pour hâter la reddition de Metz et la signature de la paix ?

— Oui, je m'en souviens ; mais je voudrais savoir, de Votre Majesté elle-même, quel fut, dans cet imbroglio, son rôle exact ?

— C'est très simple. Voici d'abord ce que Bismarck voulait obtenir de moi. Revendiquant mes pouvoirs de Régente, j'aurais ordonné au maréchal Bazaine d'affirmer, par un manifeste, que l'armée du Rhin entendait rester fidèle à son serment, se faire le champion de la dynastie napoléonienne et se rallier autour de moi. Forte de ce *pronunciamiento*, j'aurais prescrit au maréchal de livrer Metz aux Allemands et de venir me joindre avec ses troupes à Calais ou à Rouen. Là, j'aurais convoqué les Chambres, reconstitué le gouvernement et négocié la paix... Je vous assure que je n'ai pas eu besoin de réfléchir pour repousser avec indignation un tel projet ; car enfin, ce qu'on me demandait, ce n'était pas moins que céder Metz, paralyser l'œuvre de la Défense nationale, opposer l'armée du Rhin à l'armée de la Loire, déchaîner la guerre civile ! Et tout cela pour quoi ? Pour faire la paix le plus vite possible... Mais quelle paix ? Oh ! me disait-on, une paix honorable, modérée, comme celle que l'Autriche a signée en 1866, et, en tout cas, une paix beaucoup moins rigoureuse que celle qui serait imposée de force à la République du Quatre-Septembre, car l'Empire seul pourrait garantir à l'Allemagne ce qui lui importe essentiellement, — le maintien de l'ordre social et la stricte exécution du traité. N'allait-on pas jusqu'à me dire que, pour s'assurer l'avantage de négocier avec un gouvernement solide, l'Allemagne ne réclamerait aucune cession de territoire,

qu'elle exigerait tout au plus le démantèlement de Strasbourg, qui serait proclamée « ville libre », et une forte indemnité de guerre !

— Qui vous tenait ce langage ?

— Qui ?... Mais tous les chefs de notre parti, réfugiés à Londres ou à Bruxelles, et notamment Rouher, La Valette, Persigny, Chevreau... Je ne vous cacherai pas que leur argument principal, l'argument des conditions moins rigoureuses, m'impressionnait beaucoup. J'ai voulu en avoir le cœur net, j'ai pris mon courage à deux mains et je me suis adressée directement au roi Guillaume... Alors, il a bien fallu que l'Allemagne découvrît son jeu, c'est-à-dire son implacable décision de nous arracher l'Alsace et la Lorraine. Voilà ce que Bismarck espérait obtenir de ma faiblesse ou de ma vanité, en faisant briller devant moi la perspective de notre restauration dynastique ! Et voilà dans quel piège honteux je serais tombée, si je n'avais résisté aux instances, aux objurgations de ceux qui m'entouraient... Le 27 octobre, la chute de Metz a coupé court à ces intrigues... S'il y en a eu d'autres, par la suite, je ne les ai pas connues !

Et, de nouveau, elle s'arrête, les mains tremblantes, le souffle épuisé.

Quand je lui ai dit toute mon admiration pour sa fière conduite dans cette crise, elle me répond avec simplicité :

— Le devoir politique me commandait peut-être une autre conduite ; mais l'honneur ne me permettait pas d'agir autrement... Or, je l'ai remarqué plusieurs fois dans ma vie : les commandements du devoir ne sont pas toujours inconciliables avec notre égoïsme ou notre lâcheté : aucune transaction n'est possible avec l'honneur.

Elle me raconte, à ce propos, un détail curieux et d'une haute valeur historique : c'est la lettre que le roi Guillaume lui adressa, le 26 octobre 1870, pour lui confirmer les exigences draconiennes de son chancelier. Dans cette lettre, le monarque prussien, parlant au nom de toute l'Allemagne, déclare : *J'aime mon pays comme vous aimez le vôtre et, par conséquent, je comprends les amertumes qui remplissent le cœur de Votre Majesté... Mais, après avoir fait d'immenses sacrifices pour sa défense, l'Allemagne veut être assurée que la guerre prochaine la trouvera mieux préparée à repousser l'agression sur laquelle*

nous pouvons compter aussitôt que la France aura réparé ses forces ou gagné des alliés. C'est cette triste considération seule et non le désir d'agrandir ma patrie, qui me force à insister sur des cessions de terri oire qui n'ont d'autre but que de reculer le point de départ des armées françaises dans l'avenir... Ainsi, pour justifier l'annexion de nos provinces, le roi Guillaume ne les revendique pas comme des terres allemandes qui doivent rentrer dans le patrimoine allemand; il les réclame comme une sauvegarde contre une agression future des armées françaises, comme un bastion avancé, un glacis extérieur de l'Empire germanique. Le principe des nationalités, « les droits imprescriptibles et primordiaux de l'ethnographie », pour employer le vocabulaire des Treitschke, des Sybel, des Mommsen, n'y sont même pas sous-entendus; les intérêts de la stratégie et les convenances militaires sont le seul motif allégué : l'enlèvement de l'Alsace et de la Lorraine y apparaît dans toute sa franchise brutale, — une spoliation. Je suis donc heureux d'apprendre que l'Impératrice a consenti récemment à se dessaisir du précieux autographe pour le donner à nos Archives nationales. Elle conclut par ces mots :

— Vous voyez ce qu'on trouve dans les fondations de l'unité allemande et les nobles titres dont elle peut se glorifier : d'abord un faux abominable : la dépêche d'Ems; puis l'aveu cynique d'un mensonge : la lettre de Guillaume !

L'Impératrice me parle ensuite d'un autre don qu'elle vient de faire à la France et qui, pour n'avoir qu'une valeur symbolique, n'en est pas moins d'une qualité rarissime : le Talisman de Charlemagne. C'est une pendeloque de perles et de saphirs, dont la monture enchâsse un morceau de la Vraie Croix. Charlemagne la portait sur lui constamment. Elle lui venait du calife Haroun-al-Raschid, qui la lui avait envoyée de Bagdad, avec les clefs du Saint-Sépulcre, l'étendard de Jérusalem, un oliphant d'ivoire et des cimeterres damasquinés. Il l'avait encore sur la poitrine lorsqu'on l'inhuma dans la cathédrale d'Aix-la-Chapelle. Mais, au XII^e^ siècle, sa tombe fut ouverte et les chanoines en retirèrent la sainte relique pour l'exposer à la vénération des fidèles. Or, le 2 septembre 1804, Napoléon, visitant les Provinces rhénanes avec Joséphine, voulut bien « permettre » que la prestigieuse pendeloque fût offerte à son épouse, afin qu'elle pût s'en parer

prochainement à la cérémonie du Sacre. Dix ans plus tard, la reine Hortense hérita du bijou, qu'elle transmit à son fils. Et c'est ainsi que, en 1853, Mlle de Montijo le trouva dans sa corbeille de noces. L'Impératrice ajoute :

— Ce Talisman, j'y tenais comme à la prunelle de mes yeux ; je l'avais auprès de mon lit, pendant que j'accouchais du Prince impérial... Mais, depuis 1879, depuis que je n'ai plus d'héritier direct, une question s'est posée pour moi, une question qui me troublait beaucoup : après ma mort, que deviendrait la relique? Maintes fois, sous un prétexte ou un autre, l'archevêque de Cologne et le chapitre d'Aix-la-Chapelle m'avaient suppliée de la restituer au Trésor carlovingien : je m'y étais obstinément refusée. Puis j'avais pensé la donner, de mon vivant, au pape Léon XIII, en souvenir du pape Léon III, par qui Charles fut couronné empereur à Saint-Pierre, devant le tombeau des Apôtres, la nuit de Noël 800. Mais j'ai réfléchi que, tôt ou tard, les gens de Cologne et d'Aix-la-Chapelle obtiendraient de quelque pape complaisant la restitution du joyau ; car, en droit strict, théologiquement, aucune prescription n'opère sur les reliques... Je demeurais donc fort perplexe, quand survint la guerre de 1914. L'horreur que me causa le bombardement de Reims m'illumina tout à coup. Un beau matin, je m'écriai : « C'est à Reims que je léguerai le Talisman de Charlemagne, et ce sera la punition des Barbares ! » J'avais justement, près de moi, la personne la plus capable de me conseiller à cet égard, le très savant abbé de Farnborough, Dom Cabrol. Il étudia les moyens légaux de réaliser la donation et il sut trouver des formules telles que, dans aucune éventualité, ni le gouvernement français, ni l'archevêque de Reims, ni même le Saint-Siège ne pourraient enlever le Talisman au reliquaire de nos rois. Le cardinal Lucon ayant acquiescé à toutes les clauses, Dom Cabrol lui a remis, dimanche dernier, la célèbre pendeloque. Ainsi, elle reposera désormais entre la Sainte Ampoule et le calice de saint Rémy. Je présume que vous approuvez mon geste.

— Et combien je l'approuve ! Le Talisman de Charlemagne ne pouvait avoir finalement une plus belle destination que de commémorer, dans les siècles futurs, la barbarie teutonique !

Cependant, j'observe que la pendule marque sept heures

moins cinq. Malgré tous les efforts de mémoire et d'attention que représente, pour une femme de son âge, une conversation déjà si longue, où c'est elle qui a tenu la parole continuellement, l'Impératrice ne trahit aucune fatigue. J'ai même la surprise de la voir, après un court silence, repartir à fond de train sur un thème nouveau, la Russie :

— Quelle mission intéressante, passionnante, vous avez remplie là-bas!... C'est une catastrophe comme il y en a peu d'exemples dans l'histoire!... Voyons : racontez-moi vite...

Et, durant une demi-heure encore, elle me presse de questions sur le drame grandiose, où j'ai vu s'effondrer pour jamais, dans un abîme d'horreurs, la Sainte Russie des Tsars.

Quand elle a terminé son interrogatoire, elle me dit gracieusement :

— Si vous venez cet hiver sur la Côte d'Azur, n'oubliez pas la villa *Cyrnos;* vous me feriez une grande joie de m'accorder quelques instants. Il faut que vous me parliez encore et longuement de la Russie... Au mois de mai, je compte aller en Espagne. Je ne suis plus, hélas! qu'une très vieille chauve-souris; mais, comme les papillons, j'ai toujours besoin d'aller vers la lumière. Et puis, avant de mourir, je veux revoir mon ciel de Castille!

PROFICISCERE DE HOC MUNDO...

Dimanche, 11 juillet 1920.

L'impératrice Eugénie, qui se trouvait depuis quelques semaines à Madrid, chez son neveu le duc d'Albe, s'est éteinte doucement ce matin, au palais de Liria, dans sa quatre-vingt-quinzième année.

Réfléchissant à sa longue vie, pleine de contrastes, me rappelant nos entretiens nombreux et les confidences courageuses dont elle m'a tant de fois honoré, je souhaite que l'histoire lui tienne compte de tout ce qu'elle m'a dit, en termes toujours si nobles, pour l'acquit de sa conscience et le soulagement de son âme.

MAURICE PALÉOLOGUE.

LE RÔLE
DES OFFICIERS DE RÉSERVE [1]

Mes chers Camarades,

Je n'ai pas accueilli avec un plaisir sans mélange la proposition que me faisait, il y a quelques mois, M. André Lefèvre de prendre cette année la parole à la réunion annuelle de l'*Union nationale des officiers de réserve*. Certes, je me sentais très honoré de la confiance qu'il me témoignait et qui m'offre l'occasion de lui dire la reconnaissance de l'armée pour tout ce qu'il donne à la France, en même temps qu'à votre *Union*, de son travail, de son intelligence et de son cœur. Mais c'est qu'il est quelque peu délicat d'aborder les sujets qu'il convient de traiter devant vous.

De quoi vous parler en effet, sinon de la préparation des intelligences et des volontés à la rude épreuve de la guerre? Et il faut le faire en termes tels qu'ils emportent l'unanimité de vos suffrages, sans cependant tomber dans la banalité ni le lieu commun. Que vous dire après M. le général Debeney qui, en 1925, épuisait, semble-t-il, tous les sujets, après M. le général Weygand qui, l'année suivante, reprenait les mêmes thèmes en les rajeunissant? En 1927, le général Mittelhauser vous a brillamment exposé ce qu'il a vu, ce qu'il a si bien fait en Tchécoslovaquie. Mais moi, comment vais-je m'acquitter de cette mission?

(1) Conférence faite à la Sorbonne le 31 mars 1928 pour l'*Union nationale des officiers de réserve*.

Ce sera en vous parlant de votre tâche et de ses difficultés, en vous montrant tout ce qu'elles ont d'analogue avec celles que rencontrent vos camarades de l'armée active. Comme eux en effet, vous auriez à mettre en œuvre, aux jours de danger national, l'esprit de devoir et de sacrifice de tous ceux qu'appelle dans les rangs de l'armée l'honneur de défendre la patrie, et à assumer le redoutable rôle de leur servir d'exemple vivant dans les angoisses de la bataille. Si grande et si dure que soit cette tâche, elle est alors facile à remplir, — la plupart d'entre vous en ont fourni la preuve devant l'ennemi, — pour un homme de cœur conscient des obligations que lui crée sa fonction de chef, qui sent fixés sur lui les yeux de ses soldats dont la vie, autant que la victoire, dépend de son aptitude à les conduire, et de la confiance qu'il aura su leur inspirer.

Mais il est un autre devoir, plus ingrat et plus difficile parce qu'il est obscur et exige des efforts et des sacrifices de chaque jour. C'est de se préparer personnellement à ce rôle de chef malgré l'amour du repos et bien souvent au détriment de ses propres intérêts. C'est aussi de lutter pour que le pays se forge, au prix des sacrifices nécessaires, l'instrument dont il a besoin pour la défense de son indépendance morale et matérielle contre l'ennemi étranger, pour la protection du domaine colonial acquis par nous à la civilisation, et aussi pour le maintien des institutions que la France s'est librement données, contre tout ennemi intérieur qui essaierait d'y attenter.

Ce devoir est rendu plus difficile aujourd'hui par la tendance trop répandue à témoigner une déférence excessive aux désirs de moindre effort, à flatter l'opinion publique plutôt qu'à l'éclairer, à accepter trop facilement des idées qui se parent d'une originalité hasardeuse. Les opinions les plus catégoriques ne sont pas toujours les mieux informées. Par amour de la paix, certains voudraient même qu'on ne parlât plus de la guerre. N'oublions pas cependant que Platon faisait des guerriers la pierre angulaire de l'État. La possession de la force est le seul moyen de faire respecter le droit, le seul moyen de conserver la paix. Au service de nos droits, il nous faut donc la force, c'est-à-dire l'armée, la marine et l'aéronautique de notre politique et de nos besoins.

ÉVOLUTION DE L'ORGANISATION DES ARMÉES

« L'état social et politique d'une nation, a dit Fustel de Coulanges, est toujours en rapport avec la nature et la composition de ses armées. »

Si nous remontons aux civilisations de la Grèce et de Rome, nous voyons la défense de la cité assurée à l'origine par des milices formées de tous les citoyens en état de porter les armes. On est soldat par le fait même qu'on est citoyen. Les chefs de guerre sont les mêmes hommes qui dirigent l'État en temps de paix, et ils reviennent à leur rôle civil en même temps que leurs soldats. Cincinnatus quitte sa charrue pour remporter la victoire et y retourne modestement après avoir sauvé la patrie : c'est un bel ancêtre pour les officiers de réserve.

Puis les États grandissent, la politique conduit la guerre sur de vastes espaces. Peu à peu les soldats citoyens sont remplacés par des professionnels remarquablement sélectionnés et entraînés. Parfois des armées entières se mettent au service de l'étranger. L'hoplite de Xénophon ou d'Alexandre, le mercenaire d'Annibal, le légionnaire romain de Marius et de César, et leurs chefs, deviennent des soldats de métier, avec des qualités et des défauts très différents de ceux de leurs prédécesseurs. Ce sont les deux types de force militaire les plus opposés qu'on puisse rêver.

Cette évolution entre l'armée de citoyens devenant soldats au moment du besoin, et l'armée professionnelle, se retrouve à toutes les époques de l'histoire.

En Europe, de la fin du moyen âge à celle du XVIII[e] siècle, les armées de métier avaient été le plus souvent seules en présence. La Révolution française produisit alors un bouleversement aussi profond dans le domaine militaire que dans le domaine social et politique. Beaucoup d'officiers s'étaient vus ou crus forcés d'émigrer, tandis qu'une partie des soldats quittait les drapeaux. Aussi quand la guerre menaça, fallut-il recourir à d'autres soldats et à d'autres officiers. Les bataillons de volontaires, avec leurs cadres d'abord élus, puis nommés par le gouvernement, se lèvent à l'appel de la patrie en danger et, très vite, s'amalgament, hommes et chefs, avec les troupes de ligne, y introduisant des éléments très analogues au soldat et à l'offi-

cier réservistes de nos jours. Les armées françaises de la Révolution et de l'Empire, tout en redevenant de plus en plus armées de métier, conservent un caractère profondément national, et l'appel à toutes les forces vives de la population leur assure un recrutement pratiquement illimité. Après Iéna, l'exemple est suivi par la Prusse. Grâce à l'instruction militaire donnée entre 1808 et 1812 à de larges classes de la nation dans les cadres d'une armée qui, d'après les traités, ne devait pas excéder 42000 hommes, ce royaume put mettre sur pied contre nous, en 1813, des centaines de milliers de combattants, et jouer, dans la coalition qui abattit Napoléon, un rôle de premier plan.

Au cours du XIXe siècle, sauf l'Angleterre et les États-Unis qui entretenaient pour leurs besoins normaux une armée professionnelle restreinte, tout en prévoyant l'appel éventuel de volontaires plus ou moins instruits, et la Suisse qui se contentait de ses milices, toutes les puissances étaient arrivées à la conception d'une armée nationale formée de citoyens appelés sous les drapeaux pour un temps limité. Elle était commandée et instruite par des officiers et des gradés de carrière, mais une partie en était également fournie par les appelés. Quand les réservistes revenaient sous les drapeaux en temps de guerre, leur nombre étant trop élevé pour que les cadres permanents pussent suffire, on prenait des officiers et des gradés parmi eux pour former, avec les militaires professionnels, l'armature de la nation armée.

On comptait avant tout comme principal outil de combat sur les troupes existant dès le temps de paix: elles étaient regardées comme d'autant plus solides que la proportion de cadres professionnels et d'hommes de l'armée active y était plus élevée. Mais on ne pouvait pas renoncer à tirer parti des nombreux réservistes instruits qui ne trouvaient pas place dans les troupes actives mobilisées.

On formait donc et on mettait en ligne à côté d'elles d'autres troupes :

Les unes, tout en étant composées presque entièrement de réservistes, avaient tous leurs cadres supérieurs, une sérieuse proportion de leurs officiers et un certain nombre de gradés tirés de l'armée active; c'étaient les troupes dites « de réserve ».

Les autres, sauf une faible part de militaires de carrière

ayant quitté l'armée par démission ou retraite, n'avaient que des officiers et gradés de complément. C'étaient en France les troupes territoriales, en Allemagne celles de landwehr et de landsturm.

Les armées sont ainsi entrées en guerre en 1914, à l'exception de l'armée anglaise. La valeur de ces différentes catégories de troupes était naturellement très inégale. Il a fallu des mois de guerre et des mutations nombreuses pour qu'elles devinssent équivalentes; encore dut-on réserver jusqu'au bout certaines d'entre elles pour des missions secondaires. Quant à l'Angleterre, elle ne put engager au début que des troupes actives renforcées d'une faible proportion de réservistes; elle eut besoin de plusieurs semaines pour amener en ligne ses troupes dites territoriales, assez analogues à nos unités de réserve, de plusieurs mois avant que fussent sur pied les troupes de formation entièrement nouvelle dites de l'armée Kitchener. Ce sont des enseignements qui ne doivent pas être perdus de vue.

Où en sommes-nous aujourd'hui ?

Presque partout, pour des raisons d'économie, l'effectif des troupes actives et des officiers de carrière a été restreint et on a diminué la durée du service actif.

La France n'a pas été la dernière à montrer par des réductions son désir de paix. Le nombre des régiments actifs d'infanterie et de cavalerie a très sensiblement diminué. Si cette diminution n'est pas aussi marquée pour l'artillerie, le génie, l'aérostation, c'est que ces armes auront beaucoup plus d'unités à mobiliser qu'en 1914. Les chars, l'aviation, les troupes de transmission sont des armes nouvelles. Cependant les effectifs à mobiliser restent sensiblement les mêmes. La faiblesse de l'effectif de paix instruit fait que notre armée du temps de guerre est pratiquement constituée par les réserves. La mobilisation sera donc plus délicate et notablement plus longue à réaliser. On fera un appel beaucoup plus large aux officiers de réserve pour l'encadrement des troupes de toute sorte, et il faudra mettre en ligne, dès le début, de nombreuses unités de nouvelle formation, dont ils constitueront presque seuls l'encadrement.

Les réductions d'effectif n'ont pas joué de la même façon en Allemagne, en raison de l'organisation très spéciale imposée à cette puissance par le traité de Versailles : armée limitée

à 100 000 professionnels servant à long terme (12 ans au moins pour la troupe), de manière qu'elle ne dispose que de peu de réservistes instruits en temps de guerre. Mais, comme la Prusse de 1808, l'Allemagne a su utiliser ces prescriptions par des moyens variés. Elle a fait de ces 100 000 hommes une armée presque entièrement composée d'officiers et de gradés, et elle y a joint une police de 150 000 hommes qui sont eux aussi des militaires professionnels. Les allègements apportés au contrôle lui ont permis de libérer certains de ces soldats, et d'incorporer temporairement des volontaires provenant généralement des universités et capables de fournir des officiers de réserve. Elle a conservé les listes des classes qui ont fait la guerre. De nombreuses associations de tout genre se livrent à une véritable préparation militaire. Son aviation civile entretient et forme un nombre de pilotes hors de proportion avec ses besoins, et son industrie aéronautique, généreusement subventionnée, est capable, en raison des procédés techniques employés par elle, de construire très rapidement les appareils convenant à une aviation militaire.

Tout cet ensemble de mesures permettrait de constituer en peu de temps des forces dont l'effectif ne serait limité que par l'existence du matériel de guerre disponible. Une mobilisation d'hommes choisis, incorporés dans une proportion assurant une très sérieuse solidité en même temps qu'un renforcement numérique notable, pourrait être effectué en un temps très court. Le colonel Lecomte, l'écrivain militaire suisse bien connu, a écrit récemment (1) que la Reichswehr d'aujourd'hui « ressemble à celle que les législateurs de Versailles ont voulue, comme un tigre ressemble à un chat ».

PRINCIPES GÉNÉRAUX ET MÉTHODES D'INSTRUCTION

Voyons les difficultés que, dans les circonstances actuelles, les officiers, ceux de carrière comme ceux de réserve, auront à surmonter en temps de paix et en temps de guerre, et les moyens de les y préparer.

Avant tout, ils doivent acquérir la notion de la valeur des forces morales et matérielles qu'ils auront à mettre en œuvre, et celle des possibilités véritables.

(1) N° d'août 1927 des *Cahiers militaires de Lausanne*.

Tous ceux d'entre nous qui ont fait la guerre, en possèdent-ils obligatoirement l'expérience? Ce n'est nullement certain. L'expérience personnelle est toujours incomplète, car on n'a pas pu tout voir. Les situations, les moyens, la valeur relative des troupes en présence se modifient sans cesse.

Il y a bien des années, on m'avait demandé de traduire pour la bibliothèque de l'École de guerre une œuvre d'un des militaires qui, entre les guerres du premier Empire et celles de 1866 et 1870, ont fondé par leur professorat à l'Académie de guerre de Berlin la doctrine de guerre allemande, le général von Willisen. Et j'en ai retenu le passage suivant : « Sans doute la guerre ne s'apprend que par l'expérience; mais qu'entend-on par ce mot? En aurai-je pour avoir pris part à tel ou tel combat sans l'avoir médité ni avant, ni après, ni même pendant? Tel autre, qui n'a jamais assisté à un combat, mais qui a étudié un grand nombre de guerres, recherchant partout les causes du succès, constaté que les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets, qui en a déduit des règles générales, n'aura-t-il pas plutôt que moi de l'expérience? »

L'étude de l'histoire des guerres, surtout des plus récentes, est à la base de toute instruction. Tout le monde n'ayant pas le loisir de la faire, il faut accepter les conclusions de ceux qui s'y sont livrés. La quintessence en est condensée dans les règlements, qui restent discutables et perfectibles comme tout produit de l'esprit humain, mais n'en constituent pas moins une base précieuse. Il y faut joindre une connaissance technique très précise des propriétés des divers engins, de la nature et de la puissance de leurs effets, de leur mode d'emploi.

Un fait domine aujourd'hui tout le combat : c'est l'influence capitale des feux dans toutes ses phases. Elle oblige les combattants à se répartir sur de vastes surfaces, et rend de plus en plus difficiles la transmission des ordres et la surveillance de leur exécution. Le chef de rang élevé ne peut plus, comme autrefois, juger d'un coup d'œil la situation et parer aux incidents par son action directe. L'armée est formée d'hommes pensants et agissants. Sa valeur collective dépend essentiellement de celle des individus. Leur faculté de compréhension et leur liberté de décision deviennent de plus en plus essentielles. Le temps de l'obéissance passive est aboli. Les exécutants sont forcés, à tous les degrés de la hiérarchie, de déployer toute l'initiative dont

ils sont capables, initiative raisonnée, fondée sur la connaissance de leur métier et sur une discipline et une obéissance voulues et actives. Or, l'initiative, me disait le général Pau quand j'avais l'honneur, il y a quelque vingt-cinq ans, d'être son officier d'ordonnance, n'est pas naturelle à l'homme : ce qui l'est chez la plupart des gens, c'est la fuite des responsabilités, le recul devant l'effort personnel, surtout devant l'effort intellectuel. Il faut donc faire l'éducation de l'initiative en vue du combat.

Puisque je parle du combat, je consacrerai quelques mots à l'infanterie, l'arme qui peine et qui saigne le plus. Ce ne sera pas une digression : la connaissance de son rôle est une des données essentielles des problèmes si complexes de la guerre.

Nos ressources en hommes n'augmentent pas, et, pour servir les technicités nouvelles, on est forcé d'économiser sur certaines des armes antérieurement existantes. C'est ainsi que l'infanterie, qui en 1914 formait 75 pour 100 du total de nos forces, n'en formait plus que 50 pour 100 en 1918. Certes, on ne lutte pas à coup d'hommes contre le matériel. Mais on ne dira jamais trop haut que, si puissants, si brillants, si indispensables au succès que soient les engins de tout genre, y compris les plus perfectionnés et les plus nouveaux, rien n'est fait si le modeste fantassin ne va pas, sous la grêle des balles et des éclats, au milieu des gaz et de la fumée, occuper ou conserver le lopin de sol pétri de son sang, de la possession duquel dépend la victoire. Au cours de la guerre, l'infanterie a transformé son armement, devenu plus varié et plus puissant; à cet armement elle a adapté son organisation et ses procédés de combat. Aux heures de grand péril, le fantassin est resté et restera le combattant type : il garde son rôle imprescriptible dans le concert des armes, et le sang versé par lui en fournit une preuve éclatante comme sa vermeille couleur.

Laissons parler à ce sujet la brutalité des chiffres.

Sur 1 358 000 combattants de notre armée de terre qui ont été tués, 1 158 000, c'est-à-dire 85 pour 100, appartenaient à l'infanterie. Sur 36 000 officiers tués, 29 200, soit également 85 pour 100, étaient des fantassins.

Si nous prenons les pourcentages de pertes sur l'ensemble du personnel mobilisé par chaque arme pendant toute la guerre, l'infanterie paie de son sang pour 23 pour 100 de son effectif, 29 pour 100 pour les officiers. Le seul pourcentage qui

en approche est celui des aviateurs navigants : 21, 6 pour 100. Pour aucune autre arme les pertes n'arrivent à 10 pour 100.

Dans les heures de grande crise de 1918, on n'a jamais assez de cette infanterie qui s'use si vite : « C'est pour l'infanterie, écrit le 10 avril le maréchal Pétain au général Pershing, que les besoins sont impérieux et urgents. Il conviendrait donc que la priorité fût donnée aux transports de l'infanterie américaine... Il ne manque, pour continuer la campagne, que de l'infanterie et des mitrailleuses. » Et le 25 avril, le maréchal Foch déclarait à son tour à une conférence des commandements interalliés : « Au point où nous en sommes, c'est d'infanterie que nous avons besoin... Jusqu'à nouvel ordre, le tonnage disponible entre les États-Unis et l'Europe doit être consacré exclusivement au transport des unités d'infanterie et des mitrailleuses. »

Ce serait une lourde erreur de croire que cette infanterie, qu'on réclame ainsi à grands cris après les larges saignées, puisse s'improviser plus facilement que les autres armes, et qu'il suffise de lui donner ce dont elles n'ont pas voulu. La technicité de ses multiples engins rend son dressage primaire aussi difficile que le leur. *Son dressage intellectuel et moral reste le plus difficile de tous*, parce que non seulement ses chefs des plus petits grades, mais aussi ses simples soldats, sont au combat abandonnés à eux-mêmes. Il lui faut beaucoup d'hommes d'élite, élite intellectuelle pour discerner la tâche à remplir, élite morale pour avoir la volonté de l'entreprendre au milieu des affres du combat, en présence des menaces de mort les plus directes, élite physique pour surmonter les fatigues surhumaines qui en résultent. A combien de nos grands chefs de la guerre n'a-t-on pas prêté le mot : « Mes fantassins, je me mettrais à genoux devant eux ! » N'oublions pas en temps de paix cette admiration, fondée sur les services du temps de guerre. L'infanterie, c'est vraiment le peuple en armes : un peuple a l'infanterie qu'il mérite.

Telles sont les idées essentielles qui doivent se trouver à la base des méthodes d'instruction et de commandement destinées à préparer tous les officiers à leur rôle en paix et en guerre. Ces méthodes doivent leur donner une personnalité vivante et assoiffée d'action, un esprit souple, un caractère ferme, apte à prendre des responsabilités, la confiance en soi qui est l'apanage de celui qui sait, et faire qu'ils inspirent confiance entière

à leurs supérieurs comme à leurs subordonnés. Outre l'étude, cela implique dès le temps de paix la pratique du commandement, et un rang social respecté et indiscuté, honoré par les pouvoirs publics et par la nation tout entière.

Dans l'application de ces méthodes aux officiers de réserve, il convient de distinguer entre eux ceux des états-majors et services et ceux des armes combattantes.

Si les premiers sont choisis avec discernement, leur instruction générale, leur profession, leurs aptitudes, peuvent souvent les orienter déjà vers la préparation à leur rôle de guerre, si bien qu'il suffira d'une mise au point pour qu'ils y deviennent parfaitement aptes.

Rien au contraire, dans la vie de chaque jour du temps de paix, ne prépare les officiers combattants à leur métier essentiel de guerre : mener le soldat dans la bataille, le forcer à braver le danger et à briser par l'emploi des armes la volonté de l'ennemi. La connaissance parfaite des règlements et de la technique ne saurait leur suffire. La lettre tue, l'esprit seul vivifie. Il faut éclairer leurs enseignements par l'étude de cas concrets, arriver ainsi à la solution raisonnée des problèmes posés, ce qui exige que l'exécutant réfléchisse, se pénètre de sa mission, et soit capable de traduire sa conception en ordres clairs et impératifs. Toute cette partie de la formation des chefs combattants, de la réserve comme de l'active, fondée sur la connaissance des règlements qui donnent des idées et une terminologie communes, peut se traiter dans les écoles par des conférences, des travaux sur la carte, des exercices de cadres.

Mais ce résultat théorique est insuffisant. Il faut le faire passer dans la pratique. « La guerre est un art simple et tout d'exécution », disait Napoléon. Pour les officiers combattants, la pratique ne se trouvera que dans le travail avec la troupe. Seul celui-ci permet la conduite des hommes et le maniement de tous les engins employés au combat. D'autre part, le service à court terme exige qu'on ne distraie jamais les jeunes soldats de leur propre instruction, qu'on ne les soustraie jamais à l'impulsion de leurs chefs normaux. Il faut donc que les officiers de réserve entrent dans le moule régimentaire et prennent leur part de l'instruction qui s'y donne : ce sont alors les chefs des unités dans lesquelles ils travaillent, qui deviennent leurs instructeurs.

Que ce soit dans les écoles ou au régiment, les instructeurs doivent être des hommes dont la valeur intellectuelle et morale s'impose, capables de donner aux camarades qu'on leur confie, avec le savoir sans lequel on ne peut vouloir, un tempérament de chef, la volonté de commander fondée sur la certitude du droit de le faire, malgré les devoirs parfois pénibles du commandement.

Précisons maintenant ce qu'il faut exiger de vous.

Avant tout, vous devez être capables de conduire avec compétence à la guerre la troupe qui vous sera confiée. Ce n'est déjà pas si facile, même si cette troupe est instruite. Mais elle ne le sera pas toujours, et ce sera hâtivement, souvent sans la coopération d'officiers de carrière, que beaucoup d'entre vous auront au début d'une guerre à mettre leur troupe au point.

Mais vous avez aussi des devoirs du temps de paix en matière d'instruction. Le premier est d'être capables d'aider largement les cadres actifs à la remise en main des réservistes convoqués. En outre, le service à court terme va rendre indispensable l'organisation de l'instruction prémilitaire obligatoire qui comportera l'éducation physique dès l'école et après l'école, un débourrage militaire pratiqué dans les deux ou trois années précédant l'incorporation et comportant au minimum, pour tous, le tir, la marche, la connaissance du terrain, pour certaines armes, l'équitation, pour d'autres des connaissances mécaniques ou techniques. A moins de grossir à l'excès les cadres actifs, ce qui ne serait du reste peut-être pas réalisable, ceux-ci ne suffiront pas à la tâche, même si le personnel enseignant de l'Université leur prête son concours. Les cadres de la réserve, officiers et sous-officiers, devront largement y collaborer, surtout loin des garnisons, dans les campagnes. C'est à eux également qu'incombera le soin de veiller au fonctionnement des sociétés de tir et de sport qui contribuent puissamment au maintien en état des hommes des réserves.

Outre les connaissances théoriques et pratiques, le métier d'instructeur exige des aptitudes pédagogiques qui ne sont innées que chez bien peu de gens, et qui doivent être acquises par des efforts appropriés. Or, le maréchal Pétain vous l'a déclaré très positivement à votre Congrès de Strasbourg, il attache le plus grand prix à ce que l'officier ait des aptitudes d'instructeur.

Maintenant que nous avons dit tout ce à quoi les officiers de réserve doivent être aptes, voyons d'où ils proviennent, comment on les forme et comment on entretient chez eux l'aptitude à leur rôle.

PROVENANCE DE FORMATION DES OFFICIERS DE RÉSERVE

La majeure partie des officiers de réserve d'aujourd'hui ont fait la guerre. Sur les 125000 existant en 1918, il en reste 98000, mais d'année en année leur nombre diminuera. Il en a déjà été nommé 22000 nouveaux. Parmi ceux-ci, 20 pour 100 seulement l'ont été sans préparation spéciale, postérieurement à leur service actif. Le reste, 80 pour 100, provient de la préparation militaire supérieure, c'est-à-dire d'élèves des grandes écoles ou des universités, ou de jeunes gens du contingent ayant déjà fait six mois de service. Ils sont admis les uns et les autres après concours à être élèves officiers de réserve. Ils suivent alors des cours préparatoires de six mois à l'issue desquels, après élimination des moins bien classés, ils terminent enfin comme sous-lieutenants leur service actif. Il est clair que les officiers ainsi sélectionnés offrent de sérieuses garanties.

Mais six mois de préparation intensive, même suivie de six mois de pratique comme sous-lieutenant, ne peuvent suffire à les confirmer définitivement. Il est donc indispensable d'attirer aux écoles d'instruction ces jeunes officiers, d'autant plus qu'ils sont privés du substratum précieux laissé par la guerre dans l'esprit et le cœur des anciens. Bien plus, puisqu'on escompte que les officiers de réserve devront fournir une partie des commandants d'unité et des officiers supérieurs, il faut augmenter leur instruction dans une large mesure.

La preuve de vos désirs à ce point de vue est dans le développement de vos associations dont le nombre et l'effectif ont crû d'année en année, et dont l'heureuse influence de votre président, M. André Lefèvre, a fait votre *Union nationale*, faisceau puissant de bonnes volontés dont l'influence peut et doit devenir considérable.

Voyons à titre de comparaison ce qui se passe en Suisse. Les méthodes d'instruction y sont le fruit d'une longue expérience, et le nombre des officiers professionnels, — 241 pour 11 000 officiers de milice, à peine plus de 2 pour 100, — force à recourir

très largement à ces derniers pour l'instruction et l'encadrement des troupes et la constitution des états-majors.

Voici la filière suivie pour obtenir de l'avancement. Le milicien suisse, après avoir reçu l'instruction prémilitaire, commence ses services par une école de recrues, qui dure 65 à 90 jours, selon les armes. Il passe ensuite par une école préparatoire de sous-officiers et remplit les fonctions de ce grade à une seconde école de recrues. Enfin, avant de devenir officier, il suit encore les cours d'une école préparatoire d'officiers, 80 à 100 jours, selon les armes, 50 à 60 jours pour les services.

L'avancement dans les grades d'officier est également soumis à des règles exigeantes. Avant de passer premier lieutenant, il faut avoir pris part comme officier à une école de recrues, assisté à quatre cours de répétition qui constituent l'équivalent de nos périodes d'instruction, et suivi un cours de 30 jours à l'École centrale numéro 1 : cela fait en moyenne 200 jours de travail en six stages différents. Les mêmes conditions sont exigées pour devenir capitaine, puis major.

Vous voyez que l'officier suisse, avant de devenir officier supérieur, a pris part comme recrue ou comme chef à 5 écoles de recrues, à 2 cours préparatoires, à 12 cours de répétition, et est passé deux fois par l'École centrale : cela fait un minimum de 19 périodes d'instruction de tout genre dans l'armée, sans parler de la participation à l'instruction prémilitaire et à la direction des sociétés de tir et de gymnastique. En outre, les officiers sont groupés en sociétés sportives spéciales et centres d'instruction. Tout cela exige d'eux des efforts et des sacrifices personnels importants, et de l'État de sérieuses dépenses. Il a surtout fallu que les mœurs publiques fussent peu à peu transformées pour qu'on arrivât à trouver naturels ces sacrifices et ces efforts, ce désir de se perfectionner sans cesse. Leur meilleure récompense réside dans la considération publique dont est entouré l'état d'officier.

ORGANISATION DES ÉCOLES ET DES PÉRIODES D'INSTRUCTION

La circulaire ministérielle la plus récente sur les écoles d'instruction, en date du 5 septembre 1927, prévoit que les instructeurs doivent rester les mêmes au cours de l'année scolaire, et qu'il en faut environ 1 pour 15 élèves. Rapprochez ces

indications du chiffre de 80 000 officiers de réserve nécessaires à l'armée mobilisée. En 1926-27, pour 13 600 officiers assistant à 12 séances ou plus, il a fallu 680 instructeurs de l'armée active, soit 1 seulement pour 22 auditeurs. Certains d'entre eux ont pris part à 40 séances, dont beaucoup tombent le dimanche, en plus de leur rôle normal devenu singulièrement plus lourd du fait de la double incorporation et du service à court terme. Vous jugerez sans peine qu'en dehors des efforts que vous voulez fournir vous-même, le fonctionnement des écoles va exiger des officiers de carrière un gros surcroît de travail. L'idée de recueillir elle-même des fonds et de recruter parmi les officiers en retraite des instructeurs constitue donc une des réalisations les plus intéressantes de votre *Union nationale* (1).

Pour tout l'enseignement tactique qui évolue sans cesse avec les progrès de la technique, il restera toujours indispensable de recourir aux officiers de carrière, tout spécialement pour la préparation des travaux sur la carte et des exercices de cadres; sauf exception, les officiers de réserve ne pourront que leur servir d'auxiliaires. En revanche, pour les services (santé, intendance), pour les connaissances techniques (automobile, aéronautique, gaz de combat), pour tout ce qui touche à la mobilisation économique et industrielle, des officiers de réserve de profession civile appropriée pourront souvent avantageusement prendre à leur charge une large part de l'instruction.

La circulaire que je citais tout à l'heure, indique à juste titre qu'il n'y a pas de formule fixe pour l'organisation des écoles d'instruction. Les procédés à employer varient avec le nombre des officiers à instruire, leur répartition par arme, les points où ils peuvent se grouper, la quantité d'instructeurs dont on dispose. Il faut arriver à créer des écoles par arme ou service, car, sauf pour quelques conférences d'intérêt général et pour certains travaux tactiques réunissant plusieurs armes, il est sage de préparer chacun à son rôle spécial. Pour les armes à gros effectifs et les grands services, il est assez facile d'organiser plusieurs écoles par région, surtout dans les villes importantes. Mais les armes et services tels que le génie, les transmissions, l'aéronautique, la D. C. A., dont les troupes actives

(1) En 1927, l'*Union nationale* a réuni ainsi 150 000 francs qui ont permis d'appointer 20 instructeurs supplémentaires.

occupent de rares garnisons, sont bien plus difficiles à servir : il faudra réaliser des groupements spéciaux et faire venir de loin les instructeurs. Le choix entre les solutions exige des officiers chargés de l'organisation générale beaucoup de souplesse d'esprit et de savoir-faire, des chefs de corps une inlassable complaisance, des officiers généraux un intérêt toujours en éveil.

Le minimum, pour les écoles d'instruction, serait l'application d'un de vos vœux : obligation pour tous les officiers d'être inscrits à une école et de se présenter une fois par an au directeur de l'école la plus voisine.

On peut envisager très avantageusement le remplacement d'une partie ou même de la totalité des séances des écoles d'instruction par la participation aux exercices de combat normaux des régiments. Je m'excuse de citer à ce propos un exemple qui m'est personnel. Je commandais en 1907 à Nancy un bataillon du 69e d'infanterie avant la création de l'école d'instruction du XXe corps. Une nombreuse association d'officiers de réserve, qui s'étaient groupés pour travailler, m'avait demandé de faire une série de conférences sur la guerre russo-japonaise. A la suite de ce contact, une vingtaine d'entre eux, qui appartenaient à mon régiment, répondirent à mon appel de venir prendre part à mes exercices de combat et de service en campagne. Prévenus de toutes les séances, ils s'y rendaient librement. D'abord spectateurs, ils devinrent bien vite exécutants sous le contrôle de leurs camarades de l'active. Ils participaient ainsi en moyenne à quinze ou vingt exercices par an. Cet effort, accompli en dehors de leurs périodes, ne coûtait pas un sou à l'État. L'un d'eux, M. Adelphe, docteur ès lettres et en droit, vint régulièrement ainsi une fois par semaine pendant plus de deux ans commander une section ou une compagnie ; en outre, plusieurs fois par semaine, il se réunissait à de jeunes officiers de l'armée active dont il complétait l'instruction générale, et qui, en échange, travaillaient avec lui à développer son instruction militaire. Inutile de vous affirmer qu'il valait n'importe quel officier de carrière ; ce bon Français, si imprégné d'esprit de devoir, fut malheureusement tué dès le début de la guerre.

Il suffirait, pour généraliser cette pratique, d'un peu de bonne volonté dans toutes les garnisons, et il serait juste de

tenir compte d'un effort de ce genre à ceux qui s'y soumettraient.

Si compliquée et délicate que soit l'organisation des écoles, celle des périodes l'est bien davantage. L'époque en doit être choisie de manière à déranger le moins possible officiers et soldats réservistes. Mais il n'est pas moins nécessaire qu'elles ne gênent pas non plus l'instruction de l'armée active, qui ne doit pas être sacrifiée, surtout quand on appliquera le service d'un an.

On a tout naturellement pensé à faire des convocations par corps de troupe entiers, pour réunir les officiers à leurs hommes dans une connaissance mutuelle. Ce procédé est séduisant, mais il exigerait l'appel simultané de trois ou quatre classes et parfois davantage, et respecte au minimum les intérêts particuliers, car aucune époque de l'année ne convient à tout le monde. Quand, ainsi que ce fut le cas en 1927, on ne convoque pas des unités entières .et qu'on est forcé de grouper les hommes en unités provisoires, il est plus commode et plus logique de les verser dans les unités actives, ainsi rapprochées de l'effectif de guerre pour les manœuvres d'automne ou au moment de l'envoi dans les camps. On trouble ainsi le moins possible la vie et l'instruction de l'armée active, et on fournit aux réservistes de nombreux instructeurs de carrière.

Les convocations de 1927 ont en effet montré que l'instruction de détail de la plupart des réservistes doit être reprise et perfectionnée, et que beaucoup d'officiers et de gradés ont besoin de quelques jours pour retrouver la plénitude de leurs moyens et le sens de l'autorité. Je sais bien qu'on était malheureusement resté sept ans avant de rappeler la classe 1920. Cet inconvénient s'atténuerait avec des convocations plus fréquentes : il ne disparaîtra jamais complètement.

Il ne serait pas moins logique, n'en déplaise à notre souci souvent excessif d'égalité, de nuancer la durée des convocations selon les armes et les grades, comme il est fait dans beaucoup d'armées étrangères. Dans certaines troupes techniques, des appels courts et échelonnés seraient précieux et souvent suffisants pour permettre de contrôler les aptitudes de tout genre et de choisir les spécialistes en connaissance de cause. Dans les services où il n'y a pas d'instruction tactique à recevoir, il est illogique de faire durer la convocation plus que le temps néces-

saire pour mettre les gens au courant de leur rôle de guerre. L'égalité de durée des périodes conduit à un gâchage d'argent et de sacrifices personnels.

Ce serait une erreur de croire que les périodes ne sont utiles que dans les camps d'instruction. Certaines unités d'artillerie lourde, le génie, les troupes de transmission, l'aviation, les exécuteront souvent avec plus de fruit dans les garnisons où l'on dispose de tout le personnel instructeur de l'armée active et de tous les moyens matériels qu'on y a réunis.

Pour le personnel navigant de l'aéronautique, l'exécution des vols prime toutes les autres parties de l'instruction. Cette circonstance permet le fractionnement des périodes. Il serait parfaitement admissible qu'on calculât le travail fourni par heures de vol, aussi bien pour les observateurs et les mitrailleurs que pour les pilotes, à condition qu'une partie en fût effectuée sous forme de séances de tir et de bombardement préparant les intéressés à leur rôle de combattant individuel.

Les officiers, astreints à plus d'efforts et de sacrifices personnels, accompliraient souvent plus facilement des périodes fractionnées et plus fréquentes qui troubleraient moins leur vie normale. Un de vos vœux de l'an dernier a judicieusement visé ce point.

Ce serait d'ailleurs une erreur de croire qu'il suffise d'appeler chaque année une classe d'officiers ou de soldats réservistes, comme on l'a fait en 1927, même si on y ajoutait de nombreuses convocations individuelles d'officiers. Je vous ai donné tout à l'heure une idée de ce qui est exigé des officiers suisses. Le général Mittelhauser vous a dit l'an dernier qu'on avait appelé en Tchécoslovaquie : en 1922, 1 classe d'officiers et 1 classe d'hommes; en 1923, 3 classes d'officiers et 2 classes d'hommes; en 1924, 4 classes d'officiers et 4 classes d'hommes; en 1925, 5 classes d'officiers et 4 classes d'hommes; en 1926, 5 classes d'officiers et 4 classes d'hommes; et qu'il est prévu dans ce pays une convocation supplémentaire au cas d'adoption d'un armement nouveau. Vous sentez si bien la nécessité de ces appels qu'un de vos vœux de l'an dernier demande que les officiers de réserve soient convoqués tous les deux ou trois ans. Il faut profondément modifier nos habitudes pour que vous soyez pleinement préparés, comme vous le voulez, à vos fonctions du temps de guerre.

RÔLE CIVIQUE DES OFFICIERS DE RÉSERVE

Mais vous n'êtes pas seulement appelés à former une importante partie des cadres de la nation en temps de guerre. Vous avez aussi des devoirs envers l'armée en temps de paix. L'armée est la « Grande Muette ». Vous, citoyens en même temps que soldats, vous pouvez dire ses besoins, lutter aussi bien contre le désir de moindre effort que contre les nouveautés hasardeuses, agir sur l'opinion, appuyer dans les questions militaires le gouvernement qui a besoin de sentir derrière lui l'élite du pays quand il demande à celui-ci des sacrifices d'argent ou des sacrifices personnels. Ce rôle, vous le remplirez d'autant mieux, avec d'autant plus de foi et de zèle, que vous vivrez en contact plus intime avec vos camarades de l'armée active, les mieux placés, par profession, pour connaître ces besoins. Les écoles d'instruction et les périodes en sont d'excellentes occasions.

Que d'idées utiles à répandre! Vous en avez déjà exposé un certain nombre dans les vœux émis par vos congrès; et l'an dernier, votre président, M. André Lefèvre, vous disait qu'en émettant ces vœux vous remplissiez un devoir et usiez d'un droit envers le pays. Ce n'est pas moi qui y contredirai. Il faut continuer.

La plus importante des idées à défendre actuellement, l'idée essentielle, est que le service réduit à un an comporte une rançon inévitable, si on ne veut pas compromettre la défense nationale :

Encadrement solide de l'armée active et moyens de lui donner une instruction intensive ;

Exécution de périodes d'instruction assez nombreuses pour la remise en main des réservistes, officiers, gradés et soldats ;

Instruction prémilitaire obligatoire, et entretien postmilitaire par la pratique du tir et des sports.

L'encadrement de l'armée active a autant d'importance pour l'instruction des réserves, y compris la vôtre, que pour la sienne propre. Un des vœux de votre congrès de l'an dernier demandait que vos instructeurs fussent tous officiers supérieurs. Réfléchissez au nombre que cette condition exigerait. Mais quel que soit leur grade, même si beaucoup d'entre vous participent au travail des instructeurs, le fonctionnement des écoles

réclame des cadres complémentaires importants d'officiers de carrière, tant pour leur direction générale que dans les régiments. Demandez-les et faites en sorte que la future loi des cadres les donne à l'armée et au pays.

Mais l'armée du service à court terme ne peut se passer de nombreux sous-officiers vivant avec la troupe, et ces cadres sont nécessaires également pour aider à la remise en main des réserves. C'est donc à juste titre que le Gouvernement et le Parlement ont été d'accord pour introduire dans la loi de recrutement récemment votée, une clause spécifiant qu'on ne passera au service d'un an qu'après recrutement du nombre nécessaire de militaires de carrière et d'agents militaires. D'autre part, la diminution de durée du service actif, même si l'armée dispose des cadres nécessaires, ne peut être sans danger que si les jeunes soldats destinés, une fois devenus réservistes, à former la masse de l'armée mobilisée, ne sont distraits par rien de leur instruction. C'est pourquoi les partisans du service d'un an reconnaissent qu'il faut que des permissions trop nombreuses et automatiques ne viennent pas périodiquement la désorganiser.

Vous avez déjà fait beaucoup par votre propagande, pour le rétablissement des périodes d'instruction des réserves. Sous aucun prétexte, il ne doit être possible de les supprimer. Elles peuvent, comme je l'ai exposé, ne pas être de la même durée pour les armes et pour les services, se fractionner différemment selon les grades et les classes d'âge; il conviendrait de laisser la plus large initiative dans leur organisation à l'autorité militaire. Mais le Parlement, qui en a voté le principe dans les lois de recrutement, ne doit pas refuser les crédits qui permettent de les exécuter. Il faut enfin que vos supérieurs civils, convaincus de leur nécessité, donnent à chacun de vous toutes facilités pour les accomplir.

Elles ne seront vraiment fructueuses que si l'armée dispose, pour les troupes actives comme pour les réservistes, de tous les moyens nécessaires : camps d'instruction pour la pratique du combat, des travaux de campagne, du tir de tous les engins en pleins champs et à grande portée, avec les munitions correspondantes; pour la cavalerie et l'artillerie, des chevaux en nombre suffisant; pour les armes motorisées, des voitures répondant aux besoins de guerre et la quantité d'essence indispensable; pour l'aviation et la D. C. A., de vastes champs de tir

et de bombardement spécialement aménagés à cet effet. Ce serait d'ailleurs une erreur de croire que les camps dispensent des grandes manœuvres : toutes les armées en exécutent, en Amérique comme en Europe. Luttez pour que ces moyens d'instruction vous soient accordés.

Répandez aussi dans le pays la notion de la nécessité de l'instruction prémilitaire. Vous y collaborerez ainsi moralement avant de le faire matériellement.

Mais il ne suffit pas que l'armée dispose de l'organisation et de tous les moyens matériels indispensables à son instruction en temps de paix. Il faut aussi que soient approvisionnés l'armement, les munitions, l'équipement, les matériels nécessaires dès le début d'une guerre, et qu'on prépare effectivement la mobilisation industrielle qui assurera ensuite le plus vite possible son ravitaillement en matériels de tout genre. Nous ne serons pas toujours sur le Rhin ; il faut donc aussi que nos frontières soient dotées d'une organisation défensive moderne, avec l'appui de laquelle nos troupes de couverture pourront se constituer et assurer la liberté de décision et de manœuvre du Haut Commandement pendant la mobilisation et la concentration. Tout cela exigera de l'argent, beaucoup d'argent, par centaines de millions et même par milliards. *Plus le service actif sera court, plus il coûtera cher, plus ses exigences seront rudes, et plus il imposera d'obligations aux réserves.* Il faut que vous le sachiez, et que vous le disiez, pour que nos concitoyens comprennent l'inéluctable nécessité de ces sacrifices, faute desquels la défense nationale serait compromise.

Sur tous ces points, votre devoir civique découle de votre devoir militaire et se combine étroitement avec lui.

NÉCESSITÉ DE L'UNION NATIONALE DES OFFICIERS DE RÉSERVE

C'est beaucoup exiger de vous, me direz-vous? Ce serait beaucoup si vous étiez isolés. Mais il n'en est rien. L'*Union nationale*, qui groupe des associations chaque jour plus nombreuses, a déjà prouvé sa puissance.

J'en vois la preuve dans ce que vous avez déjà obtenu d'avantages matériels et moraux :

Création de la Commission consultative des réserves et de la section des officiers de réserve au Ministère ;

Loi du 8 janvier 1925 sur le statut des officiers de réserve ;

Création d'une sorte d'identité spéciale et de la carte de surclassement ;

Réunion de subsides pour vous permettre de payer des instructeurs supplémentaires.

Cette puissance, vous avez confiance en elle, puisque vous émettez des vœux au sujet des efforts à faire pour votre instruction : possibilité d'effectuer des stages volontaires soldés, création de cours d'application pour les spécialistes, autorisation de suivre les cours des écoles d'autres armes, etc.

Elle augmentera encore si vos associations continuent à se développer, se combiner, se compléter de plus en plus. Les mêmes officiers peuvent et doivent faire partie de plusieurs à la fois. Il en faut de locales et de régionales groupant les officiers de toutes armes et de tous services, et il en faut par arme et par service pour développer l'esprit de corps. J'ai éprouvé une grande joie quand, un peu avant la fin de mon passage à l'Inspection générale de l'aéronautique, de jeunes officiers sont venus me demander comment s'y prendre pour former les Associations d'arme de l'aéronautique et de la D. C. A. Je les orientai vers l'*Union nationale*, et, en quelques mois, ces sociétés ont su grouper des centaines de camarades. De même les officiers de réserve de la marine, sous l'heureuse impulsion du vice-amiral Merveilleux du Vignaux, toujours prêt à payer généreusement de sa personne, ont suivi l'exemple de leurs camarades de l'armée de terre et fondé, il y a deux ans, une Association spéciale qui grandit chaque jour et fait, elle aussi, partie de l'*Union nationale*, tout en gardant son esprit et ses propres traditions. Et c'est à bon droit, puisque flotte et armée doivent combiner intimement leurs efforts pour la défense des côtes et les opérations outre-mer, et que l'aviation terrestre et l'aviation navale collaboreront étroitement sur tous les théâtres de guerre avec l'armée et la marine.

Attirez ceux qui ne se sont pas encore joints à vous, surtout les jeunes officiers formés depuis la guerre. Que votre zèle de prosélytisme ne s'arrête jamais, car, chaque année, de nouveaux rejets sortent de terre et il faut les cultiver avec amour. Vous n'y manquez pas du reste. De 104, au moment de votre fondation, le nombre de vos associations est passé : en 1927 à 137; en 1923 à 160 ; en 1924 à 198 ; en 1925 à 252 ; en 1926 à 286 ;

en 1927 à 301 ; et il atteint maintenant 324. Il s'en est formé en Angleterre, en Belgique, en Espagne, en Roumanie, en Suisse, en Turquie. 22 d'entre elles comptent plus de 1 000 membres chacune.

L'assiduité aux séances d'instruction avait triplé de 1925 à 1926 : elle a presque quintuplé en 1927. Vous êtes aujourd'hui 80 000 : il faut que les 120 000 officiers de réserve figurent sur vos contrôles et participent activement à vos efforts.

Il le faut, car la valeur de l'armée de demain dépendra en grande partie de la vôtre, puisque vous formez 75 pour 100 de l'ensemble des officiers de l'armée mobilisée. Dans les armes les plus favorisées en cadres de carrière, la cavalerie et l'aéronautique, vous serez 60 pour 100 du corps d'officiers ; dans l'artillerie, vous serez 80 pour 100 ; dans plus du tiers des unités de formation, vous serez la presque totalité. Les responsabilités qui vous incomberont, vous les connaissez, et c'est parce que vous en êtes conscients que vous réclamez le droit et les moyens de vous instruire.

LES FACTEURS MORAUX

Je vous parlais tout à l'heure de la propagande des idées saines au sujet des questions militaires. Ne vous bornez pas à la faire pour que l'armée soit dotée, en temps de paix et en temps de guerre, de tous les moyens matériels nécessaires. Il est plus indispensable encore que cette propagande s'exerce dans le domaine moral : les facteurs moraux ont une importance autrement grande que les facteurs matériels. Vous le savez, et c'est pour cela qu'un de vos vœux a été que les attaques ou faits de propagande contre l'armée soient immédiatement poursuivis et réprimés. Vous êtes officiers et citoyens, vos compatriotes seront vos soldats de demain. Qu'obtiendrez-vous d'eux s'ils ne sont pas animés d'un profond esprit de discipline et de devoir, pleins d'abnégation, préparés à tous les sacrifices pour le pays, y compris celui de leur vie ? Qui est plus que vous qualifié pour prêcher ces vertus et en imprégner la masse de la nation, en dépit de certaines propagandes criminelles, vous qui consentez à des efforts personnels supplémentaires pour vous préparer au rôle qui sera le vôtre si, de nouveau, nous devons subir l'épreuve de la guerre ?

Vous désirez, nous désirons tous ardemment le maintien de la paix. Personne ne la désire plus que les soldats qui ont fait la guerre, parce qu'ils savent mieux que personne quelle terrible épreuve elle constitue. Mais il faut être deux pour rester en paix. Quand deux peuples ont à débattre un intérêt vital, il suffit que l'un d'eux veuille recourir aux armes pour que l'autre subisse la guerre. Et pour cela, préparons-nous tous, vous officiers de réserve, comme nous officiers de carrière, par la pratique des vertus civiques, à celle des vertus militaires.

Dans un pays sain, l'idée du devoir militaire doit primer toutes les autres. Pour les officiers, qu'ils soient de carrière ou de réserve, ce devoir consiste à s'instruire pour savoir commander : « Celui-là seul est digne de commander, vous disait, il y a trois ans, le général Debeney, qui s'est fait l'âme d'un chef. » Il consiste aussi à savoir obéir et faire obéir les autres, s'il le faut, jusqu'à la mort.

Que par vous et grâce à vous, grâce à votre double rôle, l'armée et la nation se pénètrent et se confondent toujours plus intimement ! Que notre peuple soit comme le faisceau du licteur dont chaque baguette est facile à briser, mais dont toutes les baguettes fermement liées sont impossibles à rompre ! Que toutes les armes, sur terre, sur mer et dans l'air, soient animées du même esprit de devoir et de sacrifice ! Alors, si les jours d'épreuve doivent revenir, les pouvoirs civils et les pouvoirs militaires seront unis avec tous les citoyens, ceux du front et ceux de l'arrière, les vieux et les jeunes, les femmes comme les hommes, dans une même foi et dans un même culte, le culte du drapeau et la foi dans les destinées de la France.

Général Niessel.

POÉSIES

FLAMMA TENAX

Il m'apparut debout à son seuil solitaire.
J'avais marché longtemps pour venir jusqu'à lui,
Et j'avais respiré les odeurs de la terre
Sur la face de l'aube et le front de la nuit.

La mer m'avait frappé du fouet de ses écumes;
Mon pas avait glissé sur le sable mouvant ;
J'avais subi, parmi de longues amertumes,
La haine de la pluie et la rage du vent;

Au pays de l'amour où d'ardentes fontaines
Offrent leur eau brûlante au cœur désespéré,
J'avais vu trop souvent des formes incertaines
Me fuir aux carrefours où mes pas ont erré ;

Dans la montagne abrupte où roule, tonne et gronde
Le torrent qui s'acharne à ses bords furieux,
Du pic vertigineux à la gorge profonde,
J'avais connu l'horreur d'être seul sous les cieux;

Fatigué de la route et des jours inutiles,
Dont la cendre est amère en son inanité,
Las des monts, de la mer, des forêts et des villes,
Et de ma solitude et de ma liberté,

Je marchais sans espoir vers la nuit sans étoile
Pour y dormir au noir séjour où le Destin,
Sous l'inconnu de l'avenir où il se voile
Cache son songe obscur et son rêve indistinct.

C'est alors que, soudain, je t'ai vu face à face,
Debout dans la lueur de ton seuil empourpré,
Haussant à ton poing nu une flamme tenace,
O veilleur éternel, gardien, vieillard sacré!

Et j'ai compris alors ton geste qu'illumine
La vivante clarté d'un feu toujours vivant,
Dont palpite à jamais l'étincelle divine
Qui vaincra la ténèbre où l'ombre nous attend.

VALMARANA

O toi qui vis au fond de toutes mes pensées,
Toi, tantôt ma douleur et tantôt mon plaisir,
Fils des jours disparus et des heures passées,
Que m'apporteras-tu, ce soir, ô Souvenir?

Viendras-tu, brusque et beau comme un reflet d'orage,
Sur mon cœur déchiré poser ton doigt brûlant
Et faire, du sursaut de quelque vieil outrage,
S'enflammer mon regard ou s'irriter mon sang?

Ton vol d'ange pensif qui traverse l'espace
Me rappellera-t-il que j'ai levé les yeux
Vers un ciel favorable où brillait sans menace
Un astre vigilant, pur et mystérieux?

En tes mains tiendras-tu la fleur que rien ne fane
Et qui, née à l'aurore, est la même, le soir,
La coupe d'or d'Iseult ou le fil d'Ariane,
La bague, le collier, la boucle et le miroir?

Me diras-tu tout bas les paroles certaines
Que murmure l'amour aux amants, ou ta voix
Saura-t-elle imiter la plainte des fontaines
Où se mêlent les pleurs que l'on verse par toi?

Verrai-je, ombre vivante et tendrement fidèle,
De la brume indécise où la voile le temps,
Me revenir en toi l'image fraternelle
De ma jeunesse morte en de lointains printemps?

Que m'accorderas-tu, ce soir, en ton caprice,
Rebelle à mon attente ou docile à mon vœu?
Pencheras-tu sur moi, amertume ou délice,
Ton visage de cendre ou ta face de feu?

* * *

Il est venu, portant une coupe remplie
De mes jours défeuillés par les ans, un à un,
Et m'a dit d'y choisir un instant de ma vie
Afin d'en respirer encore le parfum.

Renais donc de jadis, lente et douce journée,
Renais, et refais-toi de tout ce qui n'est plus;
Retrouve la couleur que ton ciel t'a donnée,
Et, la même, à mes yeux, deviens ce que tu fus!

* * *

Je me souviens. Voici la rivière où des femmes,
Sur la berge, battaient du linge dans l'écho,
Et voici le chemin par lequel nous montâmes
Et qui va de Vicence au Monte Berico.

Les lourds arbres penchés le couvrent de leur ombre;
Un peu plus haut, c'est la Madonna del Monte;
Des cailloux, çà et là, luisent sur le sol sombre;
On tourne à gauche. Le vieux cheval a buté.

Il fait très beau. Le chemin traverse une vigne,
Puis un champ de maïs; où donc est la villa?
Soudain, de son fouet, le cocher nous fait signe,
Se retourne vers nous et dit : *Valmarana!*

Rangés sur un mur bas, en figures grotesques,
Quatre nains grimaçants ricanent, et l'un d'eux
Porte le gros turban gonflé des Barbaresques
Et sa robe de Turc s'enfle d'un dos gibbeux.

Mais la porte accueillante et docile à qui sonne
S'ouvre sur un étroit jardin sans horizon
Que domine, au-dessus d'un fronton à colonne,
La Victoire posée au toit de la maison.

***

Elle est noble et palladienne. Une fenêtre
Est ouverte où palpite en tremblant un rideau;
Sur ses tuiles, qui sont rousses, piète et s'empêtre
Un gros pigeon. Au loin rampe un bruit de râteau.

Entrons. Le temps n'a pas détruit de ses atteintes
Ce que prévoit ici l'attente de nos yeux,
Car nous savons qu'au mur de fraîches fresques peintes
Évoquent des Amants, des Héros et des Dieux,

Et que Gian-Battista Tiepolo de Venise
A décoré jadis, entière, et de sa main,
Salon, chambre, boudoir, panneaux, plafonds et frises,
Cette villa fameuse au pays vicentin.

***

Tout y dit la splendeur et la douceur de vivre.
Le long jour occupé à ce qu'il n'ait pas fui
Sans nous laisser au cœur, et dont le cœur s'enivre,
Quelque plaisir secret qui vous vienne de lui.

L'air que l'on y respire est tissé de silence,
Et ce silence est si profond qu'il semble fait
Pour que s'y mêle avec tendresse et nonchalance
Quelque timbre de voix ou quelque jeu d'archet.

La musique et l'amour y semblent les seuls hôtes
Que puissent accueillir ces beaux lieux complaisants
Et l'on croirait, sur le pavé des salles hautes,
Entendre au marbre nu leurs pas égaux et lents.

On s'y dut assembler autour de larges tables
Pour l'adieu des départs et l'accueil des retours
Et pour goûter ensemble à des vins délectables
En beaux loisirs passés à de subtils discours,

Tandis que souriait sur de tendres visages
Sans fièvre, sans regret, sans souci, sans tourment,
Parmi d'heureux propos et de galants usages,
Le délicat bonheur de vivre noblement,

Et qu'aux murs, évoqués en fresques magnifiques,
Se pressaient, enfants de la Terre ou fils des Cieux,
Romanesques profils ou figures épiques,
Des Héros, des Amants, des Bergers et des Dieux.

*
* *

Là, c'est Iphigénie au rivage d'Aulide
Qui tend sa gorge nue au couteau meurtrier
Et les Grecs attendant qu'un vent propice ride
La mer où va la voile enfin se déplier,

Briséis enlevée et la fureur d'Achille,
Tels que les chante Homère et les peint Tiepolo;
Plus loin, plusieurs sujets empruntés à Virgile :
L'enfant Ascagne aux pieds de la Reine Dido,

Énée à qui Vénus apparaît grasse et belle
Dans un ciel lumineux où fleurit son corps blond,
Et qui voit, fatigué du sort qui le harcèle,
Mercure, en songe, avec des ailes au talon.

Ailleurs, voici Roger délivrant Angélique,
Puis Médor avec elle au milieu des bergers
Qui groupent, sous un toit velu de chaume oblique,
Leur champêtre rudesse autour de l'étranger.

Une salle est à l'Arioste; l'autre au Tasse
Célèbre les amours d'Armide et de Renaud;
Le beau couple amoureux dans le sommeil s'enlace,
Mais est-il un serment dont ne rompe l'anneau?

L'âme la plus brûlante, un jour, devient glacée;
Renaud consultera le magique miroir;
Vous gémirez, Armide, et serez délaissée.
Pour retenir l'amour il n'est pas de pouvoir.

*
* *

Je me souviens. Souvenez-vous. Ce jour d'automne
Était doux comme un fruit et vivant comme un vin;
Il était de ces jours dont plus tard on s'étonne
De ne plus retrouver que la cendre en sa main.

Vous fouliez sveltement le sable de l'allée,
Puis j'entendis, cher bruit dont l'écho se para,
Votre pas retentir dans la salle dallée.
Quand nous sommes entrés dans la *Forestiera*,

Je vous suivais. Je vous vis rire à Colombine
Saluant Arlequin, un soir de Carnaval,
Tandis que, s'empressant derrière sa basquine,
Sous le masque, un valet tient au poing un fanal;

L'escalier double où monte un négrillon moresque
Et qu'emjambe, d'un bond, un singe enjuponné,
Vous amusa. Tiepolo le peignit à fresque
Pour être un trompe-l'œil au regard étonné.

Ici, c'est un décor d'architectures feintes,
Palais, places, jardins, portiques, et plus loin,
Tout l'Olympe plafonne en des poses distinctes;
A Diane Apollon, Mars à Vénus se joint.

Vous allâtes ainsi de chambre en chambre, toutes
Vides : la Russe avec ses dames à manchons,
La Contadine, avec de beaux arbres aux routes,
Et la Chinoise avec magots et pavillons.

Et quand vous êtes revenue au vestibule
Où séchaient pour l'hiver des grappes de raisin,
Le jour à son déclin touchait au crépuscule,
Le jour doux comme un fruit et vivant comme un vin.

***

O toi, merci, qui m'as rendu ce cher visage
Du fond de ma mémoire et du fond du passé,
Et qui m'as fait revoir tendrement une image
Dont nul trait en mon cœur ne s'était effacé!

O Souvenir, maître des heures incertaines,
Qui nous conduis, par des chemins mystérieux,
Tantôt vers nos bonheurs et tantôt vers nos peines,
Merci d'avoir ainsi fait renaître à mes yeux

Ce clair sourire, avec une heure de ma vie,
Ce silence, cette lumière et ce jardin,
Et, présente, sous le noble ciel d'Italie,
Cette villa fameuse au pays vicentin,

Que Gian-Battista Tiepolo de Venise,
Dont l'art prestigieux sur son siècle régna,
D'un pinceau tour à tour qui rit et divinise,
A la fresque peignit pour les Valmarana.

PUISQUE TU NE LUIS PLUS

Puisque tu ne luis plus sur la route qui monte,
Étoile, éclaire encor le chemin qui descend;
Que mon pas retentisse en l'écho qui le compte
Et que je sois pour toi cette ombre et ce passant

Qui d'un bruit éphèmère a troublé le silence
Vers lequel il s'enfonce et s'en va sans retour,
Emportant dans son cœur qu'a quitté l'espérance
Ce que mêle au passé la cendre de l'amour!

Étoile qui brillais au ciel de ma jeunesse,
Ne me refuse pas ton éclat incertain
Afin que je retrouve et que je reconnaisse
Le tournant de la route et l'angle du chemir

Et que j'aille où m'attend, attentif et fidèle,
Pieux à tout épi que la faux a touché,
Le Souvenir pensif auprès du temps sans aile
Debout, avec la lampe aux doigts, comme Psyché!

Henri de Régnier.

CHATEAUBRIAND APRÈS 1830

En 1830, Chateaubriand a soixante-deux ans. Il a encore dix-huit ans à vivre, d'une vie sensiblement moins active que celle qu'il a vécue jusqu'ici. Car si son rôle politique est virtuellement fini, les mauvaises langues, — et Sainte-Beuve n'y a pas manqué, — pourraient en dire presque autant de son rôle littéraire. On peut soutenir en effet que les livres qu'il publiera désormais n'ajouteront pas grand chose à sa gloire. Pourtant il faut observer qu'il n'a pas achevé ses *Études historiques* et qu'il travaille encore à ses *Mémoires d'outre-tombe*, deux ouvrages qui comptent dans la littérature du XIX^e^ siècle. Les soleils couchants ont aussi leur beauté.

CHATEAUBRIAND DE 1830 JUSQU'À SA MORT

Une dernière affection a rempli et illuminé cette fin d'existence assombrie. Quand M^me^ Récamier entra dans la vie de Chateaubriand, en 1818, elle avait quarante ans. Elle était encore dans l'éclat mûrissant d'une beauté dont la puissance, ou plutôt le charme de séduction était, à la lettre, irrésistible. Grande, élancée, le port d'une déesse marchant sur les nuées, de beaux yeux noirs profonds et doux, des cheveux châtains naturellement bouclés, un front pur, un nez délicat et régulier, finement retroussé, une petite bouche vermeille, des dents de nacre, un adorable sourire de finesse et de bonté, une attache de tête admirable, des bras charmants, encore qu'un peu minces, et, brochant sur le tout, une fraîcheur de teint éblouissante. Plus jolie peut-être encore que belle, elle avait,

(1) Voyez la *Revue* des 1^er^ décembre 1927, 1^er^ février et 1^er^ avril 1928.

au suprême degré, la grâce, — la grâce que le poète déclare plus belle encore que la beauté, — une grâce un peu mutine, naïve et spirituelle tout ensemble. « Ce qui lui donne une rare expression de beauté, disait d'elle Chateaubriand dans une page restée longtemps inédite, c'est cette ligne ovale qu'on ne voit que dans les têtes de Raphaël, et que, jusqu'ici, on aurait pu croire idéale... On trouve en elle, par un mélange extraordinaire, le double enchantement de la vierge et de l'amante. Elle séduit comme Vénus, elle inspire comme la Muse. On tombe d'amour à ses pieds et l'on y est enchaîné par le respect. »

Le respect, Mme Récamier sut l'imposer à ses innombrables adorateurs ; elle finit par l'imposer à Chateaubriand lui-même. Elle eut l'art, porté jusqu'au génie, de passer intacte à travers mille passions grondantes, de les apaiser, de les purifier, de les convertir en autant de ferventes amitiés. « Elle aurait voulu, dit délicieusement Sainte-Beuve, tout arrêter en *avril*. » Ce n'était point froideur : elle aima profondément deux fois : le prince Auguste de Prusse, pour lequel elle songea à divorcer d'avec son vieux mari, et surtout Chateaubriand, dont les inégalités et les inconstances la firent si souvent souffrir, mais auquel elle pardonna toujours. C'était peut-être peur ou mépris de l'amour ; c'était aussi goût et besoin de plaire, de se concilier de nombreuses, fidèles et tendres sympathies ; c'était enfin délicatesse morale et charmante bonté d'âme. Elle a multiplié autour d'elle les amitiés amoureuses. Un homme qui s'est vanté, pour se faire aimer d'elle, d'avoir eu recours au diable, Benjamin Constant, nous la représente « émue de la peine qu'elle faisait, fâchée de son émotion, ranimant l'espoir sans le savoir, par sa seule pitié, et le détruisant par son insouciance, dès qu'elle avait apaisé la douleur qu'avait fait naître cette pitié passagère ». Elle exorcisait la passion ; elle acceptait la tendresse et ne se dérobait qu'au désir.

Quand Chateaubriand, comme un dieu ravisseur, parut dans le temple et fit sa proie de la prêtresse, il y eut quelque émoi parmi les fidèles du salon de la rue d'Anjou. Comme jadis l'exquis Joubert, dans le salon de Mme de Beaumont, le délicieux Ballanche se résigna sans jalousie à l'effacement ; avec plus ou moins d'amertume, les autres firent comme lui ; ne pouvant prétendre à l'amour, ils se contentèrent de l'amitié. Et elle, la belle Juliette, vite subjuguée par cette orageuse passion qui la

prit d'abord tout entière, elle eut quelque peine à retrouver son équilibre, à discipliner l'ardeur inquiète dont se consumait l'âme violente et mobile de ce voluptueux et exigeant René. L'âge aidant, elle y réussit enfin, et le modeste appartement de l'Abbaye-aux Bois, où sa ruine l'avait confinée, devint, pendant un quart de siècle, autour de Chateaubriand vieilli, le rendez-vous pacifique et sans cesse renouvelé de tout ce que l'Europe d'alors comptait d'illustrations dans tous les ordres. Le tact, l'habileté, la bonne grâce, la finesse d'esprit et de cœur d'une femme avaient fait ce miracle : fixer l'insaisissable, enchaîner le caprice, imposer au plus libre, au plus impatient, au plus désordonné des génies la régularité des habitudes quasi bourgeoises. Chateaubriand a dû, pour une large part, à M^me^ Récamier, avec ses dernières joies, ce qu'il y eut d'indéniable dignité dans sa morose vieillesse.

Il avait trop de hauteur dédaigneuse, trop d'indépendance d'esprit et de scepticisme aussi, pour être chef d'école; au reste, le mouvement romantique qui relevait principalement de lui, et qu'il aurait pu si aisément diriger, dépassait la ligne exacte où il entendait se tenir, ce romantisme classique, cette harmonieuse fusion des deux idéals littéraires qu'il avait, par ses théories comme par ses œuvres, préconisée. Ne pouvant approuver les tendances, les exagérations et les truculences des générations nouvelles, il se contentait d'accueillir et d'encourager les jeunes écrivains qui venaient à lui et qui, dans l'aimable salon de l'Abbaye-aux-Bois, dépouillaient leurs intransigeances doctrinales et se pliaient au ton de la maison; il acceptait leurs hommages; il ne se compromettait pas dans leurs aventures : le gilet rouge d'*Hernani* n'a point figuré dans les réceptions de M^me^ Récamier.

S'il n'avait tenu qu'à cette dernière, la Révolution de juillet n'aurait point marqué la fin de la carrière politique de Chateaubriand. René crut que l'honneur parlait, et il sut résister à la tentation. Adversaire irréductible du nouveau régime qu'il prévoyait devoir être peu durable, sans rancune pour les disgrâces qui lui avaient été infligées, mais sans illusion sur les chances d'avenir de la cause qu'il avait embrassée, il se fait le chevalier servant, le défenseur désintéressé de la monarchie déchue. Il écrit pour elle de virulentes brochures, *De la Restauration et de la monarchie élective, De la nouvelle proposition rela-*

tive au bannissement de Charles X et de sa famille. Au moindre appel d'un membre de la famille royale, il entreprend de longs voyages : à Prague, à Venise, à Londres. Il prodigue les conseils de sagesse et de prudence à la Duchesse de Berry, publie un *Mémoire sur sa captivité*, subit même quinze jours d'emprisonnement à cause d'elle : car le gouvernement de juillet se donne le ridicule de faire arrêter le vieil écrivain pour « complot contre la sûreté de l'État ». Et dans cette opposition platonique à la dynastie « usurpatrice », dans cette fidélité grondeuse, et qui n'est pas sans grandeur, à ses souverains légitimes, il achève sa longue existence, voyant venir avec une sorte de délectation morose et vengeresse la Révolution prochaine, respecté de la jeunesse libérale, entretenant même avec ses porte-paroles, les Armand Carrel, les Béranger, les Lamennais, les plus cordiaux rapports, tout en maintenant contre eux son droit strict de « s'en tenir à son *credo* ».

Retiré de la politique active, il n'avait pas pris congé des Lettres. Non content de poursuivre activement la rédaction de ses *Mémoires*, qui ne devaient voir le jour qu'après sa mort, mais dont on faisait des lectures à l'Abbaye-aux-Bois, et dont il laissait paraître des fragments, il avait entrepris en 1826, pour réparer les brèches de sa fortune, une édition, qui devait être lucrative, et qui ne le fut guère, de ses *Œuvres complètes* : elle ne fut achevée qu'en 1831; elle comprenait un certain nombre d'ouvrages inédits, dont quelques-uns, — *le Voyage en Amérique, les Natchez, le Dernier Abencérage*, — étaient composés depuis longtemps, mais durent être plus ou moins profondément retouchés et remaniés au dernier moment, ainsi d'ailleurs que la plupart des autres écrits; les *Études historiques*, enfin terminées, le vieil *Essai sur les Révolutions*, copieusement annoté et réfuté, y figuraient aussi pour la première fois. Ce grand travail achevé, Chateaubriand publiait coup sur coup, en 1836, deux volumes intitulés assez bizarrement *Essai sur la littérature anglaise et considérations sur le génie des hommes, du temps et des révolutions*, et une « traduction nouvelle » du *Paradis perdu* de Milton. Puis, en 1838, désireux, avant de mourir, de se justifier une bonne fois de son rôle politique sous la Restauration, désireux aussi de publier par anticipation un long fragment, largement développé, de ses *Mémoires d'outre-tombe*, il donne les deux volumes, — qui étaient primi-

tivement quatre, — de son *Congrès de Vérone*. Enfin, en 1844, sur les conseils pressants de son confesseur, il entreprend et publie une *Vie de Rancé* qui sera son dernier livre, l'adieu de l'Enchanteur au public qui l'avait aimé.

Et puis, ce fut la lente, l'inexorable descente au tombeau qu'il s'était ménagé sur son rocher natal. Il connut la noire tristesse des fins de vie sans enfants, les infirmités croissantes, les deuils qui se multiplient, l'isolement progressif, l'humiliation des inévitables déchéances. En 1846, il se cassa la clavicule ; une demi-paralysie s'ensuivit : ne pouvant plus marcher, il se faisait porter de sa voiture au salon de l'Abbaye-au-Bois, puis rouler dans un fauteuil jusqu'au coin de la cheminée : là, à moitié sourd, en face de M^me^ Récamier presque aveugle, sortant de loin en loin d'un morne silence, il reçoit les hommages de ses derniers fidèles. En février 1847, M^me^ de Chateaubriand mourait, très sincèrement pleurée d'un époux, à qui elle avait « inspiré toujours le respect, sinon toujours la force des devoirs ». Quelques mois après, ce fut au tour de Ballanche. Pour veiller le vieil ami qui avait pour elle un culte si touchant, M^me^ Récamier, qui venait de subir l'opération de la cataracte, arracha le bandeau de ses yeux et devint tout à fait aveugle. Chateaubriand lui offrit de l'épouser : elle refusa, déclarant que les années et la cécité lui avaient donné le droit, sans que les convenances en fussent atteintes, de « consacrer sa vie » au vieil écrivain, et ne voulant « rien changer à une affection parfaite ». L'automne venu, le « vieux voyageur » partit encore pour aller voir son ami Hyde de Neuville. Rentré à Paris « pour n'en plus sortir », il s'enferma de plus en plus dans sa rêverie taciturne. « Chateaubriand, écrivait Sainte-Beuve, est plus muet que jamais : il est dans les songes. Sa bouche fine sourit encore, ses yeux pleurent, son large front au repos a toute sa majesté. » Parfois il récite des vers. En présence de quelques amis, il se fait faire une lecture intégrale de ses *Mémoires d'outre-tombe*. Il éprouve de plus en plus de difficultés à quitter son modeste appartement de la rue du Bac, et c'est là qu'il reçoit encore, dans sa monacale chambre à coucher : au pied du petit lit de fer entouré de rideaux blancs et que domine un crucifix, une caisse de bois blanc renferme le manuscrit des *Mémoires*.

C'est là qu'il mourut paisiblement, le 4 juillet 1848, ayant

vu la révolution qu'il avait prédite, assisté de Mme Récamier qui ne le voyait plus, mais qui ne le quittait guère, du curé de Saint-Eustache qui l'avait administré, de son neveu, le comte Louis de Chateaubriand, auquel il avait dicté, la veille, ces lignes testamentaires : « Je déclare devant Dieu rétracter tout ce qu'il peut y avoir dans mes écrits de contraire à la foi et aux mœurs et généralement aux principes conservateurs du bien. »

LES DERNIÈRES ŒUVRES. — LA *VIE DE RANCÉ*

Parlant dans la *Revue* de l'*Essai sur la littérature anglaise*, un critique anonyme, — où je crois bien reconnaître Sainte-Beuve, — s'exprimait ainsi : « Jeune et au début, M. de Chateaubriand avait déjà écrit de la poésie anglaise et de Shakspeare ; il reprend aujourd'hui, il renouvelle et agrandit son discours. Il fait ici pour sa critique ce qu'il a fait pour toute sa vie et pour toutes ses œuvres dans ses admirables *Mémoires*; il recommence et il achève. Il ressaisit le tout dans un cadre élargi ; il enserre et referme sa marche harmonieuse dans un cercle d'or. » Ce que disait là l'ingénieux critique, on pourrait le redire de toutes les œuvres de la dernière période. Et comme ces œuvres mêmes, dans leurs parties nouvelles, se trouvent bien souvent reprises elles aussi dans les *Mémoires d'outre-tombe*, il suit de là qu'on peut en abréger l'examen et demander surtout à l'étude des *Mémoires* l'indication des traits de nouveauté qui doivent concourir à la définition de l'art et de la pensée chateaubrianesques.

L'*Essai sur la littérature anglaise* et la traduction de Milton sont essentiellement des travaux de librairie. « Lorsqu'au commencement de ma vie, nous confie Chateaubriand, l'Angleterre m'offrit un refuge, je traduisis quelques vers de Milton pour subvenir aux besoins de l'exil : aujourd'hui, rentré dans ma patrie, approchant de la fin de ma carrière, j'ai encore recours au poète d'Eden... Je viens me rasseoir à la table de mon hôte ; *il m'aura nourri jeune et vieux.* » La traduction du *Paradis perdu*, au témoignage d'un « anglicisant » et d'un poète, Auguste Angellier, n'en est pas moins « une fort belle chose, et surprenante pour l'époque », en raison de « sa franchise, de sa hardiesse ». Et quant à l'*Essai sur la littérature anglaise*, livre manifestement trop improvisé et étrangement décousu, il s'y

rencontre de superbes pages, et, d'autre part, Chateaubriand y a très exactement noté la limite que son romantisme entendait bien ne pas dépasser. Il se reproche d'avoir, jadis, « mesuré » Shakspeare et Dante « avec la lunette classique ». Aujourd'hui, les points de perspective ont changé : « l'élégance et la variété des détails » ne lui cachent plus « la grandeur et la majesté de l'ensemble »; mais il n'admet pas les excès de l'individualisme, les « manières particulières de sentir ». Les « génies-mères » sont essentiellement humains; ils analysent et ils peignent des passions générales. Il faut s'inspirer de leur exemple. « Si jadis on resta trop en deçà du romantique, maintenant on a passé le but. » N'était-ce pas la condamnation de la *Préface de Cromwell*?

Plus encore que l'*Essai sur la littérature anglaise, le Congrès de Vérone* se rattache aux *Mémoires d'outre-tombe*. C'est un grand livre, d'une lecture entraînante, où les belles pages abondent. Quand il parut, Vinet lui consacra un article enthousiaste : « Nous ne croyons pas, disait-il, que dans aucun de ses ouvrages, il (Chateaubriand) ait répandu plus de beautés, ni des beautés plus diverses... On a l'air de croire que l'auteur d'*Atala* et des *Martyrs* n'a fait que se continuer. C'est une erreur. Son talent n'a cessé depuis lors d'être en voie de progrès : à l'âge de soixante-dix ans, il avance, il acquiert encore autant pour le moins et aussi rapidement qu'à l'époque de sa verte nouveauté. » Et que dire des vues politiques ou sociales qu'il y a prodigalement semées ! Voici par exemple, quelques lignes qui témoignent, pour l'époque et sous la plume d'un « ci-devant », d'une rare indépendance d'esprit et d'une singulière supériorité de vision : « Royauté et aristocratie sont deux choses qui survivent; elles ne vivent pas : l'idée démocratique creuse, l'égalité croît; le mineur est sous les trônes; quand la galerie souterraine sera finie, la fougasse chargée, l'étincelle mise à la poudre, les remparts voleront en l'air, et les peuples entreront par les brèches des murs écroulés. On ne se défend point de l'invasion des années avec des souvenirs. » Guizot, qui n'aimait point Chateaubriand, aurait pu méditer cette pensée-là.

La *Vie de Rancé* n'est pas, comme l'a dit un critique contemporain, « l'œuvre la plus importante de Chateaubriand »; mais, en dépit des innombrables défauts qu'on y peut relever, — Sainte-Beuve n'a pas eu entièrement tort, sous

l'anonyme, il est vrai, de prononcer à son sujet le mot de « bric-à-brac », — c'est une œuvre très curieuse, intéressante, pleine de talent d'ailleurs, et même de génie, et singulièrement révélatrice du tour d'esprit et d'âme de l'auteur. Portraits, anecdotes souvent scabreuses, rapprochements imprévus, souvenirs personnels, confidences, vues historiques, documents, réflexions morales, morceaux de bravoure et effets de style, tout se mêle et souvent se heurte dans ce livre étrange, où le vrai sujet, à chaque instant, est comme noyé dans le flot des détails et des digressions parasites. La composition qui, dans Chateaubriand, n'est jamais très forte ni très rigoureuse, — il juxtapose, pourrait-on dire, plus qu'il ne compose, — est ici complètement absente. Il semble que sa matière lui échappe perpétuellement et que l'association d'idées, ou de mots, ou d'images, soit son unique procédé de développement. Mais, cela dit, que de jolies pages, que d'observations pénétrantes, que de saisissantes formules, que de mots puissants dans cet ouvrage où l'imagination vagabonde d'un vieillard se donne si librement carrière ! Il dira, par exemple, de Rancé, que « ce qui domine chez lui, est une haine passionnée de la vie ». Ailleurs, venant à parler de George Sand, dont il prévoit l'évolution future, il écrit : « L'art vivra sous la plume de l'auteur de *Lélia*. L'insulte à la rectitude de la vie ne saurait aller plus loin, il est vrai, mais Mme Sand fait descendre sur l'abîme son talent, comme j'ai vu la rosée tomber sur la mer Morte. » Ailleurs enfin, à propos des rêves de rénovation religieuse de Lamennais, il écrit : « Voilà ce que pense l'immortel compatriote dont je pleurerais en larmes amères tout ce qui pourrait nous séparer sur le dernier rivage. Rancé, qui s'accotait contre Dieu, acheva son œuvre; l'abbé de Lamennais s'est appuyé sur l'homme : réussira-t-il ? L'homme est fragile et le génie pèse. Le roseau, en se brisant, peut percer la main qui l'avait pris pour appui. »

Ces discrètes réserves sur l'auteur des *Paroles d'un croyant* ne sont point d'un homme qui a l'étroite superstition du passé. Soit indépendance foncière d'esprit, soit sympathie personnelle pour l'homme et pour son œuvre, la *Vie de Rancé*, — surtout dans la première édition, — contient plus d'une allusion ironique et même irrespectueuse aux procédés de la cour de Rome à l'égard du « pèlerin de Dieu et de la liberté ». D'autre part, — et ce n'est pas là le moindre intérêt du livre, — avec plus de

liberté qu'il ne l'avait encore fait dans ses précédents écrits, Chateaubriand y laisse percer, par opposition à la religion de Rancé, ce qui semble bien avoir été le fond permanent de sa propre disposition religieuse. Visiblement, Rancé l'étonne et, presque, le scandalise. Cette religion âpre, dure, ascétique, qui s'interdit tout retour et toute confidence sur un passé voluptueux, est bien près de lui paraître inhumaine. Ce n'est pas lui, tout chrétien et tout vieillard qu'il soit, qui s'abstiendrait de mêler aux idées graves des imaginations plus profanes; et peut-être même, par réaction contre ce christianisme un peu janséniste, se laisse-t-il entraîner un peu loin dans la voie des trop riantes pensées et des folâtres images. Pareillement, la foi robuste, inentamée des contemporains de Louis XIV lui paraît chose peut-être plus respectable qu'enviable : son romantisme lui fait préférer une foi plus inquiète, plus troublée, — la sienne sans doute, — celle que, par une hardie transposition, il n'hésitera pas à prêter à Pascal : « Le terrible Pascal, écrit-il, hanté par son esprit géométrique, *doutait sans cesse* : il ne se tira de son malheur *qu'en se précipitant dans la foi.* » Encore une fois, la *Vie de Rancé* n'est pas le meilleur, ni le plus important ouvrage de Chateaubriand : mais c'est peut-être celui où, sous l'action naturelle de la vieillesse, il s'est le plus trahi.

LES *MÉMOIRES D'OUTRE-TOMBE*

Je me trompe : il s'est autant trahi et il s'est, en tout cas, plus largement exprimé dans ses *Mémoires d'outre-tombe*. Ce livre posthume, auquel les contemporains ne prêtèrent qu'une attention un peu distraite ou dédaigneuse, est aujourd'hui, avec raison, considéré comme l'une des œuvres essentielles, et peut-être la plus caractéristique, de Chateaubriand. Ce que sont les *Confessions* dans l'œuvre de Rousseau, les *Mémoires* le sont dans l'œuvre de Chateaubriand : le livre qu'on a porté toute sa vie en soi, le livre où l'on dit tout, où l'on se peint tout entier, sous tous les aspects, connus ou inédits, de sa personnalité littéraire et morale. Les *Mémoires d'outre-tombe* ne sont pas une œuvre parfaite : les défauts qu'on a signalés dans les divers ouvrages de l'auteur, en particulier dans ses derniers, s'y retrouvent et parfois s'y étalent avec une sorte d'insolence fastueuse. Mais ce n'en est pas moins une grande œuvre, une

œuvre unique dans la littérature française : elle tient de l'autobiographie, de l'histoire contemporaine, du roman, du poème surtout, et tous les tons y sont fondus avec un art incomparable. Commencés à Rome en 1803, ils n'ont été terminés qu'en 1841. C'est toute l'expérience, toute la vie, toute l'âme de Chateaubriand qui vient s'y fondre et s'y refléter.

« Si j'étais destiné à vivre, a-t-il écrit dans sa *Préface testamentaire*, je représenterais dans ma personne, représentée dans mes *Mémoires*, les principes, les idées, les événements, les catastrophes, l'*épopée de mon temps*. » Ce mot est très révélateur de l'état d'esprit qui était celui de Chateaubriand quand il composait ses *Mémoires d'outre-tombe*. Se considérant comme « l'homme représentatif » par excellence de son temps, il a conçu son œuvre comme un vaste poème en prose dont il serait à la fois le héros et le poète. Poème d'une espèce particulière assurément, d'où la vérité biographique et historique et la simplicité ne sont point absentes, mais poème cependant par la transposition qu'il fait subir à certains détails et à certains épisodes, par les hautes considérations et les vues dont il est comme parsemé, enfin par la tonalité générale de l'œuvre. De tout cela, Chateaubriand était trop profondément artiste, et artiste trop conscient, pour ne pas se rendre assez nettement compte. « Les divers sentiments de mes âges divers, écrit-il, ma jeunesse pénétrant dans ma vieillesse, la gravité de mes années d'expérience attristant mes années légères, les rayons de mon soleil, depuis son aurore jusqu'à son couchant, se croisant et se confondant comme les reflets épars de mon existence, *donnent une sorte d'unité indéfinissable* à mon travail. » Et cela est vrai ; mais peut-être n'est-ce pas assez dire. Poète de vocation et de volonté, Chateaubriand a eu recours, en écrivant ses *Mémoires*, à tous les procédés chers aux poètes. L'ordonnance de son œuvre rappelle celle d'un poème épique ; il a traité sa propre vie comme il avait traité jadis celle d'Eudore dans ses *Martyrs ;* il en distribue les événements, il en répartit les masses, non pas suivant leur importance réelle, mais suivant l'effet poétique qu'il en attend. Les divisions en parties et en livres, — il n'a pas osé dire en « chants », — avec accompagnement de « prologues », concourent au même résultat. Composés comme ils le sont, avec un visible souci du rythme intérieur et des « correspondances », les *Mémoires d'outre-tombe* nous donnent l'impres-

sion d'une vaste symphonie, très savamment orchestrée, et où la diversité des motifs développés vient se fondre dans l'unité profonde de l'inspiration générale.

Cette inspiration essentiellement poétique de l'œuvre nous est encore révélée par la qualité même du style. Le grand style de Chateaubriand, qui ne l'abandonne pas, même dans la correspondance privée, ici se hausse encore, toutes les fois que le sujet s'y prête, et s'élève sans effort aux plus puissants effets que la prose puisse atteindre. A chaque instant, quand on lit les *Mémoires*, on se redit le mot de Sainte-Beuve, à propos de telle page de la *Lettre sur la campagne romaine* : « En prose, il n'y a rien au delà. » Même dans les pages, fort nombreuses, où le ton se fait plus familier, plus proche de la narration ordinaire, on sent, à quelque épithète plus chaude, à quelque tour de phrase plus raffiné, ou plus vibrant, que le poète est là qui veille, toujours frémissant, toujours prêt à intervenir et à se mêler de sa personne aux événements qu'il raconte. Aussi, quand l'occasion se présente, rend-il avec bonheur la bride à son génie intime. Méditations, rêveries, effusions lyriques, évocations pittoresques, narrations épiques, âpres satires, on peut dire que toutes les formes et tous les modes de l'inspiration poétique se sont donné rendez-vous dans les *Mémoires d'outre-tombe*. Et tous ces thèmes se mêlent ou plutôt se succèdent si heureusement, ils sont exploités avec une si étonnante virtuosité verbale, avec une si sûre entente des ressources de la langue que l'on s'explique aisément la « prédilection toute paternelle » de l'auteur pour le « pauvre orphelin destiné à rester après lui sur la terre » : le grand artiste, le souverain poète sentait bien qu'il avait mis dans ce dernier livre quelques-unes de ses plus belles pages, et des plus belles pages aussi de la littérature française du XIX^e^ siècle.

On pourrait craindre que des *Mémoires* écrits par un poète de cette envergure ne fussent que bien rarement conformes à la vérité biographique et historique. Il n'en est rien. Assurément, il est arrivé à Chateaubriand de remanier quelques épisodes de sa vie et de présenter sous le voile d'une légère fiction certains détails qu'il ne tient pas à préciser outre mesure. Assurément encore, dans ses appréciations sur les hommes et sur les choses, il se laisse parfois entraîner, comme tout le monde, — plus que tout le monde, si l'on y tient, — par

les mirages de son imagination et les écarts de sa sensibilité. Mais, à tout prendre, je suis frappé de tout ce qu'il y a su enclore de réalité finement observée et fidèlement décrite dans ces souvenirs de toute une vie très longue et très diverse.

D'abord, en ce qui concerne sa propre biographie, — que nous ne connaîtrions guère, au moins dans certaines de ses parties, si nous ne la connaissions pas par lui, — presque partout où l'on a pu contrôler ses dires, on a dû reconnaître que Chateaubriand n'était pas, comme Lamartine, par exemple, doué du « génie de l'inexactitude ». Il ne dit pas tout, mais ce qu'il dit est généralement exact. Sa mémoire, qui paraît avoir été surprenante, ne l'a pas trahi, comme elle trahit tant de gens qui, de la meilleure foi du monde, dénaturent leurs souvenirs d'autrefois. Si d'ailleurs il passe volontiers sous silence certains épisodes de sa vie dont notre malsaine curiosité contemporaine serait fort avide, il en a des raisons de convenance morale devant lesquelles on ne peut que s'incliner : « Je n'entretiendrai pas la postérité, écrivait-il dès 1803 dans une lettre à Joubert, du détail de mes faiblesses... Il ne faut présenter au monde que ce qui est beau; ce n'est pas mentir à Dieu que de ne découvrir de sa vie que ce qui peut porter nos pareils à des sentiments nobles et généreux. Ce n'est pas qu'au fond j'aie rien à cacher...; mais j'ai eu mes faiblesses, mes abattements de cœur; un gémissement sur moi suffira pour faire comprendre au monde ces misères communes, *faites pour être laissées derrière le voile.* » Hortense Allart et Sainte-Beuve se sont suffisamment chargés de déchirer le voile.

Mais les *Mémoires* ne sont pas une simple autobiographie : de propos très délibéré, Chateaubriand a voulu en faire un document historique. « J'ai rencontré, nous dit-il, presque tous les hommes qui ont joué de mon temps un rôle grand ou petit à l'étranger et dans ma patrie... J'ai été en relations avec une foule de personnages célèbres dans les armes, l'Église, la politique, la magistrature, les sciences et les arts. Je possède des matériaux immenses, plus de quatre mille lettres particulières, les correspondances diplomatiques de mes différentes ambassades, celles de mon passage au ministère des Affaires étrangères, entre lesquelles se trouvent des pièces à moi particulières, uniques et inconnues. » Il était donc tout naturel qu' « ayant fait de l'histoire » et « pouvant l'écrire », il se fût

proposé de l'écrire véritablement. De fait, sur les hommes qu'il a connus, sur les événements auxquels il a été mêlé ou dont il a été le témoin, les *Mémoires d'outre-tombe* contiennent toute sorte de renseignements ou d'indications que les historiens de profession auraient grandement tort de négliger. Que les témoignages de Chateaubriand, comme du reste tous les témoignages contemporains, aient souvent besoin d'être contrôlés, c'est l'évidence même. Mais les descriptions qu'il nous a laissées de la société de la fin du XVIII[e] siècle, du Consulat, de l'Empire et de la Restauration, les pages qu'il a consacrées à Napoléon, « une des premières figures de l'histoire », les nombreux portraits qu'il nous a tracés des divers personnages qu'il avait pratiqués ou simplement coudoyés, tout cela compose un ensemble de morceaux d'histoire dont l'intérêt, la vie, et la vérité même n'ont guère été dépassés. Il est même remarquable qu'en dépit des déformations involontaires que ses amitiés ou ses passions ont pu faire subir à la réalité, celle-ci sort rarement très altérée des représentations qu'il nous en propose. Il a quelques-uns des dons les plus précieux de l'historien : il a le coup d'œil juste, le trait net et précis qui pénètre et qui grave. « Je m'attache à peindre les personnages en conscience, déclare-t-il, sans leur ôter ce qu'ils ont, sans leur donner ce qu'ils n'ont pas. » Il ne se flattait guère : il rend les défauts comme les qualités de ceux qu'il aime le mieux ; ses affections ne troublent pas sa vision. Il sait être impartial et il sait être objectif. Il rend justice au total à Napoléon, « cet homme dont il admire le génie et dont il abhorre le despotisme ». Il parlera de Joubert ou de Fontanes avec la même liberté dont il usera pour parler de Fouché ou de Montlosier ; et les portraits qu'il trace de son père et de sa mère ne sont empreints d'aucune idolâtrie filiale. Quant aux jugements qu'il porte sur les événements où il a joué un rôle ou dont il a été le lointain spectateur, s'il y a lieu parfois de les redresser ou d'en adoucir l'amertume, ils sont bien souvent marqués au coin du bon sens et de l'équité. En un mot, les copieuses parties d'histoire engagées dans les *Mémoires* sont bien d'un véritable historien. Sur ce terrain plein d'embûches de l'histoire contemporaine, l'auteur des *Études historiques* a fort habilement manœuvré.

Il y avait encore en lui, sinon un « philosophe », tout au moins un moraliste qui, dans ce dernier livre, comme il était

naturel, s'est donné plus largement carrière que partout ailleurs. Quand on a, comme Chateaubriand, longtemps vécu, d'une vie intense et multiple, vu et manié beaucoup de choses, pratiqué beaucoup d'hommes et de femmes, on a une riche expérience de la vie et, pour peu qu'on ait le goût des idées, on éprouve quelque plaisir à en dégager les leçons. Chateaubriand y avait d'autant plus de pente qu'il lui restait d'abord quelque chose à dire sur lui-même. Sans doute il s'était copieusement exprimé dans son œuvre antérieure, et on le retrouve aisément sous les traits de Chactas et de René, d'Eudore et d'Aben Hamet. Mais ces demi-confessions indirectes ne lui suffisaient plus. « J'écris principalement, nous dit-il dans une première version des *Mémoires, pour rendre compte de moi à moi-même*. Je n'ai jamais été heureux, je n'ai jamais atteint le bonheur, que j'ai poursuivi avec une persévérance qui tient à l'ardeur de mon âme; personne ne sait quel était le bonheur que je cherchais, *personne n'a connu entièrement le fond de mon cœur; la plupart des sentiments y sont restés ensevelis* ou ne se sont montrés dans mes ouvrages que comme appliqués à des êtres imaginaires. Aujourd'hui, que je regrette encore mes chimères sans les poursuivre, que parvenu au sommet de la vie, je descends vers la tombe, je veux avant de mourir remonter vers mes belles années, *expliquer mon inexplicable cœur, voir enfin ce que je pourrai dire lorsque ma plume sans contrainte s'abandonnera à tous mes souvenirs.* » Et ailleurs : « Je n'ai laissé passer ma vie complète que dans ces *Mémoires.* » On ne saurait nous faire entendre plus clairement qu'on s'est proposé de se représenter à nous tel qu'on a véritablement été, et non pas seulement dans sa vie extérieure, mais dans la réalité vivante de son être intime, *intus et in cute.* En d'autres termes encore, les *Mémoires* seront, non pas exclusivement, mais essentiellement, une autobiographie psychologique, une « planche d'anatomie morale »; et c'est bien en effet ce qu'ils sont.

Une sensibilité très vive, plus passionnée d'ailleurs que tendre; une ardeur de désir qui embrasse presque indifféremment tout ce que les hommes attendent de la vie, l'amour, la gloire, le pouvoir, — la richesse seule exceptée; — une imagination sans frein qui exalte toutes les puissances de l'être en lui promettant sans cesse une infinité de jouissances, lesquelles, à l'épreuve, se révèleront toujours singulièrement misérables;

un grand fond de tristesse, moitié native, moitié issue des perpétuelles désillusions que la réalité inflige à nos rêves; enfin une âpreté d'orgueil et un goût voluptueux de la solitude intérieure, où il entre beaucoup d'égotisme et un mépris hautain pour la commune humanité; désintéressement et noblesse, générosité même : ce sont là les principaux traits de la personnalité morale de Chateaubriand, telle qu'elle se montre à nous, telle qu'elle s'étale même à nos yeux dans les *Mémoires*. Si nous n'avions pas les *Mémoires*, nous ne connaîtrions pas Chateaubriand tout entier; certaines nuances essentielles de son âme nous échapperaient. Peu d'écrivains nous auront laissé sur eux-mêmes un document psychologique aussi complet et, au total, aussi sincère.

Sur un point assez délicat, les *Mémoires d'outre-tombe* nous semblent répondre d'une manière fort péremptoire aux insinuations que, de son vivant même, on n'a pas manqué de colporter sur son compte. Sous prétexte que sa vie morale a laissé bien souvent à désirer, ou encore que ses idées philosophiques et religieuses n'ont pas toujours été les mêmes, ou enfin qu'il a mêlé à l'expression de ses convictions spirituelles mille inspirations décidément trop profanes, que de fois n'a-t-on pas suspecté la sincérité, la profondeur ou même la réalité de son christianisme! Or, que la foi de Chateaubriand n'ait pas eu la sérénité constante de celle d'un Bossuet ou d'un Pascal, c'est ce qui ressort de son propre témoignage : « Quand les premières semences de la religion, nous dit-il, germèrent dans mon âme, je m'épanouissais comme une terre vierge qui, délivrée de ses ronces, porte sa première moisson. Survint une brise aride et glacée, et la terre se dessécha. Le ciel en eut pitié; il lui rendit ses tièdes rosées; *puis la bise souffla de nouveau. Cette alternative de doute et de foi* a fait *longtemps* de ma vie *un mélange de désespoir* et d'ineffables délices. Ma bonne sainte mère, priez pour moi Jésus-Christ : votre fils a besoin d'être racheté plus qu'un autre homme. » Mais, d'autre part, rappelons-nous ce qu'il nous a dit de sa première communion : « *Je sais parfaitement ce que c'est que la foi* : la présence réelle de la victime dans le Saint-Sacrement de l'autel m'était aussi sensible que la présence de ma mère à mes côtés. Quand l'hostie fut déposée sur mes lèvres, *je me sentis comme tout éclairé en dedans.* » On n'oublie pas, et Chateaubriand n'a pas oublié, des impressions

de ce genre. Et enfin, écoutons-le, à la fin de ses *Mémoires*, protester avec vigueur contre les reproches d'insincérité qu'on lui adresse : « Non, je n'ai point fait une gageure avec moi-même : *je suis sincère*. Voici ce qui m'est arrivé : de mes projets, de mes études, de mes expériences, il ne m'est resté qu'un détromper complet de toutes les choses que poursuit le monde. *Ma conviction religieuse, en grandissant, a dévoré mes autres convictions ; il n'est ici-bas chrétien plus croyant et homme plus incrédule que moi* ». On peut préférer d'autres manières d'être chrétien. Je ne vois rien, ni dans la vie, ni dans l'œuvre de Chateaubriand, qui puisse nous permettre de nous inscrire en faux contre cette déclaration solennelle.

Il a d'ailleurs beau nous dire, jusqu'à satiété : « Je ne crois à rien, sauf en religion » : ces « autres convictions » dont il nous parle, si elles sont sans doute moins solides que ses convictions religieuses, n'en sont pas moins réelles, et il y a lieu de les relever, si l'on veut définir la « philosophie » des *Mémoires d'outre-tombe*. Cette philosophie est, dans son ensemble, assez morose. Vieillard désabusé, revenu de bien des illusions sur les hommes et sur l'humanité, Chateaubriand juge sans indulgence son époque. Les chimères politiques et sociales dont elle se berce le font sourire. Il est très dur pour la monarchie de Juillet et pour la personne de Louis-Philippe. « La supériorité de Philippe est réelle, écrit-il, mais elle n'est que relative ; placez-le à une époque où la société aurait encore quelque vie, ce qu'il y a de médiocre en lui apparaîtra... Philippe est un sergent de ville : l'Europe peut lui cracher au visage ; il s'essuie, remercie et montre sa patente de roi. D'ailleurs, c'est le seul prince que les Français soient à présent capables de supporter. » Mais ce régime bâtard, qui n'est ni la légitimité, ni la démocratie, ne saurait durer bien longtemps ; il est irrémédiablement miné et condamné. « Le parti démocratique est seul en progrès, parce qu'il marche vers le monde futur... Ce n'est pas la république qui est impossible, mais la monarchie. » Dans l'âge de transition que nous traversons, bien des traits sont fort déplaisants : l'absence d'idéal, la fièvre d'industrialisme, un bas utilitarisme. Mais ne nous hâtons pas de crier à la décadence. Il est visible que « la vieille société se meurt », que « le vieil ordre européen expire » ; une révolution sociale est imminente, qui consacrera l'avènement de la démocratie : « on incline à

passer de la royauté à la république, ou, pour ne spécifier aucune forme, à la démocratie. » Et il n'est pas sûr que cette transformation soit défavorable à la France. En tout cas, il serait puéril et dangereux de la retenir sur la pente où elle incline : au contraire, il faut l'encourager, et, tout en la guidant, la pousser en avant. « Mettons-nous à la tête de la grande levée du genre humain ; ne nous laissons pas dépasser ; que le nom français devance les autres dans cette croisade, comme il arriva jadis au tombeau du Christ. » Et toujours généreux et toujours ardemment patriote, Chateaubriand conclut : « Bien que mon rôle ait fini avec la légitimité, tous mes vœux sont pour la France, quels que soient les pouvoirs auxquels son imprévoyant caprice la fasse obéir. »

Dans ce monde moderne, qu'a renouvelé et démesurément agrandi la science, quel sera l'avenir de la changeante humanité ? Nous n'en pouvons rien savoir. Mais si elle veut vivre, il faut qu'elle évite certains écueils qui sont semés sous ses pas. Et dans des pages véritablement prophétiques, et qui sont, aujourd'hui encore et plus que jamais, d'une brûlante actualité, Chateaubriand dénonce la grossière chimère du socialisme et de l'égalité absolue. « La propriété héréditaire et inviolable, dit-il, est notre défense personnelle ; la propriété n'est autre chose que la *liberté*. L'*égalité absolue*, qui présuppose la *soumission complète* à cette *égalité*, produirait la plus dure servitude. » Pareillement, il serait absurde et terriblement dangereux de vouloir, pour construire la société future, se passer du christianisme. « Dans toutes les hypothèses, les améliorations que vous désirez, vous ne les pouvez tirer que de l'Évangile. » Bien mieux, quand bien même nous voudrions nous passer de la révélation chrétienne, nous ne le pourrions pas. « Au fond des combinaisons des sectaires actuels, c'est toujours le plagiat, la parodie de l'Évangile, toujours le principe apostolique qu'on retrouve... Tout acte de philanthropie auquel nous nous livrons, tout système que nous rêvons dans l'intérêt de l'humanité, n'est que l'idée chrétienne retournée, changée de nom et trop souvent défigurée : c'est toujours le verbe qui se fait chair. » Pas de salut donc pour l'humanité en dehors de la religion du Christ : l'expérience collective et séculaire, sur ce point, rejoint et corrobore l'expérience individuelle. L'idée chrétienne est l'avenir du monde. « Vous voyez donc que je ne trouve de

solution à l'avenir que dans le christianisme, et dans le christianisme catholique. »

Et, sur cette pensée hautement religieuse, s'achèvent les *Mémoires d'outre-tombe*.

LA CONCEPTION FINALE DU CHRISTIANISME DANS CHATEAUBRIAND

Ne nous en tenons pas à ces déclarations ultimes; et, de l'ensemble des dernières œuvres de Chateaubriand, essayons de dégager toute sa philosophie religieuse, sa conception finale du christianisme.

Dans la *Préface* générale de ses *Œuvres complètes*, il déclarait : « Je ne démens pas une syllabe de ce que j'ai écrit dans le *Génie du Christianisme;* jamais un mot n'échappera à ma bouche, une ligne à ma plume qui soit en opposition avec les opinions religieuses que j'ai professées depuis vingt-cinq ans. » En dépit donc des doutes qui, de temps à autre, ont pu l'assaillir, doutes auxquels il a fait un jour une discrète allusion, mais qui ne se sont jamais trahis dans ses livres, il croit fermement à la divinité ou à la transcendance du christianisme. Il croit d'abord comme croient tous les chrétiens, par ces raisons du cœur que la raison ne connaît pas. Mais il a aussi des raisons de croire qui relèvent de la raison raisonnante. Le christianisme lui paraît la plus haute, la plus philosophique explicatior de l'homme et de la vie, la seule religion qui fournisse une règle efficace à la conduite humaine. « Le christianisme, écrit-il, porte pour moi deux preuves manifestes de sa céleste origine . par sa morale, il tend à nous délivrer des passions ; par sa politique, il a aboli l'esclavage. C'est donc une religion de liberté. C'est la mienne. » Et ailleurs : « Le christianisme est l'appréciation la plus philosophique et la plus rationnelle de Dieu et de la création; il renferme les trois grandes lois de l'univers : la loi divine, la loi morale, la loi politique : la loi divine, unité de Dieu en trois personnes; la loi morale, *charité*; la loi politique, c'est-à-dire *liberté*, *égalité*, *fraternité*. »

Prétendra-t-on que « l'idée chrétienne ne soit que l'idée humaine en progression »? Chateaubriand l'admettra volontiers. « J'appartiens, dit-il, à la communion générale, naturelle et publique de tous les hommes qui depuis la création se sont entendus d'un bout de la terre à l'autre pour prier Dieu. » Et

plus précisément encore : « Ouvrez les différentes cosmogonies : vous apprendrez qu'un christianisme traditionnel a devancé sur la terre le christianisme révélé. » Joseph de Maistre et Bonald, Lamennais et Ballanche ont évidemment passé par là. Mais sans le Christ, ce christianisme primitif aurait été comme non avenu. « Si le Messie *n'était pas venu* et qu'*il n'eût point parlé*, comme il le dit de lui-même, l'idée n'aurait pas été dégagée, les vérités seraient restées confuses, telles qu'on les entrevoit dans les écrits des anciens. C'est donc, de quelque façon que vous l'interprétiez, du révélateur ou du Christ que vous tenez tout; c'est du Sauveur, *Salvator*, du Consolateur, *Paracletus*, qu'il vous faut toujours partir; c'est de lui que vous avez reçu les germes de la civilisation et de la philosophie. » Jésus est la pierre angulaire de l'histoire de l'humanité.

Voilà pour le passé; et voici pour l'avenir. Le monde ne saurait se passer du christianisme, et plus particulièrement, du christianisme catholique. Il reste au christianisme catholique à achever la conquête de l'univers, à développer quelques-unes de ses virtualités. Son règne ne fait que commencer. Il a jusqu'ici « solidement établi » la loi divine et la loi morale, que bien des peuplades d'ailleurs ignorent encore; il lui reste à faire connaître aux hommes les bienfaits de la loi politique, à en développer les multiples conséquences. Il est possible que cela ne se fasse pas sans de profondes commotions sociales ou nationales. « Je ne prétends pas, déclare Chateaubriand, qu'une rénovation générale ait absolument lieu, car j'admets que des peuples entiers soient voués à la destruction; j'admets aussi que la foi se dessèche en certains pays; mais s'il en reste un seul grain, s'il tombe sur un peu de terre, ne fût-ce que dans les débris d'un vase, ce grain lèvera, et une seconde incarnation de l'esprit catholique ranimera la société. »

Pour remplir toute sa mission, le christianisme devra-t-il conserver, immuable, sa physionomie actuelle? Ici, Chateaubriand, non sans hardiesse, se sépare de « ces esprits bornés et violents » qui, trop volontiers, « nous replongeraient dans la crasse et dans l'ignorance du bon vieux temps ». Il rejoint certaines conceptions toutes contemporaines sur l'évolution ou le développement du dogme chétien. Il n'admet pas, suivant le mot de Bossuet, que « la vérité ait d'abord toute sa perfection ». A ses yeux, le christianisme, principe de vie, doit suivre

la loi de la vie : c'est le gland qui, avec le temps, devient un chêne. « La société ne peut se soutenir qu'en s'appuyant sur l'autel, mais les ornements de l'autel doivent changer selon les siècles, et en raison des progrès de l'esprit humain. Si le sanctuaire de la divinité est beau à l'ombre, il est encore plus beau à la lumière : la croix est l'étendard de la civilisation. » Et encore : « Le chistianisme, stable dans ses dogmes, est mobile dans ses lumières; sa transformation enveloppe la transformation universelle. Quand il aura atteint son plus haut point, les ténèbres achèveront de s'éclaircir; la liberté, crucifiée sur le Calvaire avec le Messie, en descendra avec lui. » En d'autres termes, loin de s'opposer, comme le voudraient certains, aux tendances les plus impérieuses de l'esprit moderne, le christianisme les favorisera; il y a en lui une force d'assimilation, une puissance humaine d'adaptation qui font qu'il ne sera pas plus dépaysé dans l'humanité future qu'il ne l'a été dans celle d'hier. La civilisation de demain lui devra ce qu'il y aura de meilleur en elle. Demain comme hier, le christianisme sera l'éternel ferment divin de toute société humaine.

Ces vues sont assurément déjà en germe dans le *Génie du Christianisme*. Mais il est incontestable aussi qu'elles se ressentent fortement du voisinage de Ballanche et de Lamennais. Celui-ci, même après sa rupture avec Rome, n'a jamais cessé d'être profondément sympathique à Chateaubriand : sa générosité, son désintéressement, ses aspirations sociales, le tour même de sa pensée et de son style lui étaient tout autant de titres à l'estime et à l'amitié de l'auteur des *Martyrs*. Dans une admirable page des *Mémoires d'outre-tombe*, Chateaubriand a exprimé le vif regret qu'il éprouvait de se sentir, « chrétien entêté », séparé, momentanément, il l'espérait, de son illustre compatriote, et il a délicatement esquissé le rôle qu'il eût rêvé de voir jouer à ce dernier s'il avait consenti à persévérer dans sa vocation première... « Fidèle professant l'hérésie, écrit-il, l'auteur de l'*Essai sur l'indifférence* parle ma langue avec des idées qui ne sont plus mes idées. Si, après avoir embrassé l'enseignement évangélique populaire, il fût resté attaché au sacerdoce, il aurait conservé l'autorité qu'ont détruite ses variations... Je l'ajourne à mon lit de mort pour agiter nos grands contestes à ces portes que l'on ne repasse plus. J'aimerais à voir son génie répandre sur moi l'absolution que sa main avait autrefois le droit

de faire descendre sur ma tête. Nous avons été bercés en naissant par les mêmes flots; qu'il soit permis à mon ardente foi et à mon admiration sincère d'espérer que je rencontrerai encore mon ami réconcilié sur le même rivage des choses éternelles. »

Ce vœu de définitive réconciliation religieuse, Chateaubriand l'eût volontiers adressé au protestantisme. Non pas qu'il ait tout approuvé de la Réforme. Dans l'*Essai sur la littérature anglaise*, il fait sur elle d'expresses réserves : il lui reproche son illogisme, sa fureur iconoclaste, sa pauvreté d'imagination, les ruines qu'elle a accumulées; il nie qu'elle ait fondé la liberté politique. Mais il s'empresse d'ajouter que « ces réflexions ne se doivent appliquer qu'au passé ». « Les antipathies entre les diverses communions n'existent plus, déclare-t-il; les enfants du Christ, de quelque lignée qu'ils proviennent, se sont resserrés au pied du Calvaire, souche commune de la famille... Tout tend à recomposer l'unité catholique; *avec quelques concessions de part et d'autre, l'accord serait bientôt fait. Pour jeter un nouvel éclat, le christianisme n'attend qu'un génie supérieur venu à son heure et sa place.* » Et ailleurs : « La querelle n'est point, après tout, entre les protestants et les catholiques, comme les habiles d'un parti voudraient le faire supposer; elle est entre le philosophisme et le fanatisme. Deux espèces d'hommes sont aujourd'hui les fléaux de la société : d'une part, ce sont les vieux écoliers de Diderot et de d'Alembert, qui se plaisent encore aux moqueries sur la Bible, aux déclamations de l'athéisme, aux insultes du clergé »; de l'autre, ce sont les fanatiques qui « brûleraient charitablement les philosophes ». Chateaubriand, lui, les répudie les uns et les autres au nom de l'idéal chrétien. A la fin comme au début de sa carrière d'écrivain, il se retrouve l'auteur du *Génie du Christianisme*.

Mais depuis qu'il a écrit son premier grand livre, sa pensée religieuse s'est élargie, élevée, précisée. Il l'a résumée un jour dans une curieuse page des *Mémoires*, qui est comme son testament spirituel, et qu'il faut citer tout entière :

En supposant que l'opinion religieuse existât telle qu'elle est à l'heure où j'écris maintenant, le *Génie du Christianisme* étant encore à faire, je le composerais tout différemment : au lieu de rappeler les bienfaits et les institutions de notre religion au passé, je ferais voir que le christianisme est la pensée de l'avenir et de la liberté

humaine; que cette pensée rédemptrice et messie est le seul fondement de l'égalité sociale; qu'elle seule la peut établir, parce qu'elle place auprès de cette égalité l'idée du devoir, correctif et régulateur de l'instinct démocratique. La légalité ne suffit pas pour contenir, parce qu'elle n'est pas permanente; elle tire sa force de la loi; or, la loi est l'ouvrage des hommes qui passent et varient. Une loi n'est pas toujours obligatoire; elle peut toujours être changée par une autre loi : contrairement à cela, la morale est permanente; elle a sa force en elle-même, parce qu'elle vient de l'ordre immuable; elle seule peut donner la durée. Je ferais voir que partout où le christianisme a dominé, il a changé l'idée, il a rectifié les notions du juste et de l'injuste, substitué l'affirmation au doute, embrassé l'humanité entière dans ses doctrines et ses préceptes. Je tâcherais de deviner la distance où nous sommes encore de l'accomplissement total de l'Évangile en supputant le nombre des maux détruits et des améliorations opérées dans les dix-huit siècles écoulés de ce côté-ci de la croix. Le christianisme agit avec lenteur parce qu'il agit partout; il ne s'attache pas à la réforme d'une société particulière: il travaille sur la société générale; sa philanthropie s'étend à tous les fils d'Adam, c'est ce qu'il exprime avec une merveilleuse simplicité dans ses oraisons les plus communes, dans ses vœux quotidiens, lorsqu'il dit à la foule dans le temple : « Prions pour tout ce qui souffre sur la terre. » Quelle religion a jamais parlé de la sorte? Le Verbe ne s'est point fait chair dans l'homme de plaisir : il s'est incarné à l'homme de douleur, dans le but de l'affranchissement de tous, d'une fraternité universelle et d'une salvation immense.

Cette esquisse d'un nouveau *Génie* qui, sans contredire le grand livre de 1802, le complète et le couronne, nous est une nouvelle preuve que, parmi tant de soins, tant de préoccupations diverses qui ont agité la longue vie de Chateaubriand, l'idée religieuse n'a jamais cessé de lui être présente. C'est, au fond, à ce centre commun qu'il a constamment ramené toutes choses; et c'est ce qui fait la haute portée historique de son œuvre.

CONCLUSION. — L'ŒUVRE RELIGIEUSE DE CHATEAUBRIAND

Embrassons, pour finir, l'ensemble de cette œuvre et de cette vie. Personnalité très riche, extrêmement complexe, à la fois très réceptive et très active, ouverte à tous les souffles de la vie, aux quatre vents de l'esprit comme à toutes les sollicitations de

l'action, et en même temps farouchement repliée sur elle-même, jalousement impatiente d'imposer aux choses sa forme intérieure, Chateaubriand, au cours d'une existence fertile en vicissitudes, a rencontré quelques-unes des plus belles occasions qui puissent s'offrir à une personnalité humaine de s'exprimer, de se déployer en tous sens. Sauf peut-être en politique, il a pu donner toute sa mesure, développer librement toutes ses virtualités. Son œuvre est là devant nous tout entière. Qu'a-t-il voulu ? et qu'a-t-il fait ?

Écartons tout l'accessoire et allons droit à l'essentiel. L'essentiel, pour tout être qui pense, c'est la question de ses rapports avec l'infini, c'est le problème religieux. Ce problème, peu d'hommes en ont plus constamment éprouvé la hantise que Chateaubriand. Dernier héritier d'une longue lignée catholique, entretenu dans la foi héréditaire par une solide éducation chrétienne, il avait débuté par le pur et simple catholicisme. Puis il s'était laissé entamer par l'air du siècle : les entraînements de la jeunesse, les lectures philosophiques avaient fait de lui, selon son mot, « un esprit fort, c'est-à-dire un esprit faible ». Mais même alors, on entrevoit que ses premières croyances, au moindre choc, reparaissaient à la surface de son être, perçaient la couche superficielle des idées apprises et des sophismes empruntés. De cette période de scepticisme inquiet, il devait lui rester une certaine indépendance d'esprit qui se retrouvera dans toute la suite de son œuvre.

Les malheurs publics et privés, le remords d'avoir empoisonné les derniers jours de sa mère le refont chrétien : hier philosophe, il se réveille apologiste, et il va le rester jusqu'à son dernier jour. A sa manière, par des moyens qui lui sont propres, il va refaire, à l'usage de ses contemporains, l'œuvre d'un Pascal et d'un Bossuet. Justifier l'idée chrétienne, en montrer la fécondité et la beauté, la convenance parfaite et l'harmonie préétablie avec les aspirations les plus hautes et les plus profondes de l'âme humaine, ce sera là désormais la pensée maîtresse qui va diriger toute son activité d'écrivain. Même dans ses écrits en apparence le plus détachés de toute intention religieuse, la préoccupation apologétique n'est jamais bien longtemps absente.

Car on lui fait tort d'une partie de son œuvre quand on réduit, comme on le fait généralement, tout son effort spirituel

à n'être qu'une simple apologie esthétique du christianisme. Certes, cette apologie, qui forme le fond substantiel du *Génie*, était, à son heure, une idée neuve, féconde, d'une haute et lointaine portée. Poète et artiste, frappé de la décadence de l'art et de la poésie qu'il constatait tout autour de lui, scandalisé, par exemple, de voir Parny, un vrai poète, s'abaisser jusqu'à écrire *la Guerre des Dieux*, Chateaubriand s'avise que le vrai moyen de rendre à l'art et à la littérature leur dignité première, c'est de revenir à l'inspiration chrétienne. Le christianisme n'est pas seulement source de moralité; il est aussi source de beauté. Il y a un art chrétien qui ne le cède en rien aux plus nobles prouesses de l'art païen. Il y a une poésie du christianisme, et les poètes ne sauraient se proposer de plus haut objet que de la dégager et de l'exprimer. Depuis trois siècles donc, on a fait un peu fausse route : à force d'imiter les modèles anciens ou de s'en inspirer, on en a épuisé la vertu éducative : et, d'autre part, on a peu à peu perdu cette liberté d'invention personnelle sans laquelle il n'y a pas d'art véritable. Il faut revenir en arrière, et, par delà la Renaissance, ressaisir des sources d'inspiration que nous avons eu tort d'abandonner. Le christianisme renouvelle, élève, agrandit l'âme : il ouvre à l'imagination, à la sensibilité de très riches perspectives; à ce titre, il est un grand maître de beauté littéraire. Hors du christianisme, point de salut pour les écrivains, les artistes qui veulent échapper à la médiocrité, aux redites inévitables, à l'universelle décadence.

Que cette conception, comme l'a noté quelque part Brunetière, puisse offrir certains dangers en faisant dépendre notre adhésion à la vérité révélée de la supériorité, toujours discutable, que nous attribuons à la *Divine Comédie* sur l'*Iliade*, et, d'autre part, en « introduisant dans l'apologie un élément de sensualité qui mêle à la religion je ne sais quoi de troublant », c'est ce qui n'est guère contestable. Et Chateaubriand tout le premier n'a pas échappé à ce double danger. On peut ajouter aussi qu'en célébrant, comme il le faisait, la divine beauté, la « poésie », la supériorité artistique du christianisme, il tendait à faire de la religion le précieux apanage des privilégiés de l'intelligence et du goût, de la distinction ou de l'élégance mondaine, bref, à la détacher des humbles, à reconstituer une sorte d'aristocratie spirituelle plus éprise peut-être d'art et de

bon ton que de charité apostolique. Mais, d'un autre côté, au sortir du frivole XVIII^e siècle, il était urgent de retourner, en faveur du sentiment religieux, le préjugé mondain qu'avait créé le rationalisme voltairien ; et c'est ce que Chateaubriand a fait à la perfection. Il a créé un nouvel état d'esprit qui, de proche en proche, a renouvelé toute la littérature du XIX^e siècle. Il a réconcilié l'art avec la religion, le christianisme avec le monde, et, toutes proportions gardées, son œuvre n'est pas sans analogie avec celle qu'avait tentée saint François de Sales, quand il publiait l'*Introduction à la vie dévote*.

Mais il ne s'en est pas tenu là. Non content de prêcher lui-même d'exemple, et, dans *Atala*, dans *René*, dans *les Martyrs*, d'avoir donné les premiers modèles de cette littérature d'inspiration chrétienne qu'il préconisait, il a pressenti, et cela dès l'époque du *Génie*, tout le parti que l'on pouvait tirer de l'histoire sérieusement et impartialement étudiée pour glorifier le christianisme. Il a été ainsi amené à joindre à son apologie esthétique une apologie historique qui déjà s'esquisse, mais sous le voile de la fiction, dans *les Martyrs*, et qui se développe largement dans les *Études historiques*. Ici, ce n'est plus à saint François de Sales qu'il fait songer ; c'est Bossuet qu'il rejoint et qu'il continue, — le Bossuet du *Discours sur l'histoire universelle* et de l'*Histoire des variations*. Bossuet s'était déjà très nettement rendu compte que, en ce qui concerne le rôle du christianisme dans le passé, l'histoire est la meilleure et la plus persuasive des apologétiques. Voltaire et les Encyclopédistes avaient pris le contre-pied de ce point de vue, et ils s'étaient efforcés, avec une légèreté, un parti pris ou une mauvaise foi singulières, de jeter le discrédit sur le passé chrétien. Mieux informé, dégagé de tout fanatisme irréligieux, Chateaubriand a ruiné ces sophismes, rétabli la réalité des faits, et définitivement prouvé que, bien loin d'avoir quoi que ce soit à redouter, l'idée chrétienne avait tout à gagner à la vérité de l'histoire.

Et enfin, sans avoir, à vrai dire, jamais développé tout au long ce point de vue dans aucun ouvrage particulier, il a çà et là, dans ses discours ou articles politiques, dans ses *Mémoires d'outre-tombe*, comme jeté les bases d'une véritable apologétique sociale. Écrivain à « considérations », assez peu naturellement porté au « discours » continu, mais homme d'action, observa-

teur attentif des hommes et des choses de son temps, il avait été très frappé de l'importance toute nouvelle que les questions sociales avaient prises, notamment sous la monarchie de Juillet; il avait longuement réfléchi à ces sortes de problèmes qui, du reste, sous forme historique, s'étaient depuis longtemps posés à son esprit. Dans le *Génie* même, n'avait-il pas déjà mis en un vigoureux relief le rôle civilisateur et la vertu sociale du christianisme? En dépit de tous les changements apportés par le temps aux mœurs, aux institutions et aux idées, cette vertu ne lui paraissait pas épuisée, et toujours, comme le dira Taine plus tard, le christianisme lui semblait « le meilleur auxiliaire de l'instinct social ». Les « vues » qu'il a semées sur ce sujet auraient sans doute gagné à être présentées sous une forme plus systématique et moins éparse; elles n'en sont pas moins pénétrantes, originales, suggestives; et l'avenir en devait montrer la justesse et la fécondité.

Une apologie esthétique, une apologie historique, une apologie sociale du christianisme, c'est donc à ces trois termes successifs que se ramène l'œuvre religieuse de Chateaubriand. Ce sont là les trois aspects, nullement contradictoires, et même étroitement solidaires d'une pensée qui est allée sans cesse en se précisant, en s'élevant, en s'enrichissant aussi, et qui s'est toujours maintenue en communication avec les intimes besoins de son temps. Pensée généreuse et pleine d'avenir dont le contagieux frémissement s'est communiqué au siècle tout entier, et dont on retrouve encore tous les jours, dans les ordres les plus divers, la lointaine, la profonde influence. « Regarde comme son ombre est grande! » ce mot d'un poète contemporain sur Chateaubriand, combien d'écrivains, d'artistes, de penseurs d'aujourd'hui pourraient, avec une égale ferveur, le prononcer! Il a « interposé la beauté entre notre néant et la majesté divine » : c'est lui-même qui de son œuvre nous a donné cette juste et mémorable définition. Et il s'était acquis le droit d'achever ses *Mémoires* sur ces nobles et fières paroles : « Il ne me reste qu'à m'asseoir au bord de ma fosse; après quoi, je descendrai hardiment, le crucifix à la main, dans l'éternité. »

VICTOR GIRAUD.

LA
NOUVELLE BOURGEOISIE PAYSANNE

La question de la bourgeoisie est à l'ordre du jour. Au moment où certains sociologues, qui se croient des précurseurs, annoncent la chute prochaine de la bourgeoisie, d'autres publicistes proclament qu'elle se reconstitue ou se crée sous de nouvelles formes dans diverses nations. C'est cette évolution que nous voudrions aujourd'hui signaler. Par bourgeoisie, nous entendons la *classe moyenne*, ni aristocratique, ni prolétarienne, celle qui n'a ni le bénéfice de la haute culture, ni le souci constant de l'existence à assurer. Nous verrons que cette classe moyenne rurale, à l'ascension de laquelle nous assistons, est une véritable bourgeoisie paysanne.

Depuis la guerre, des bouleversements prodigieux, aussi bien dans le domaine politique que sur le plan social, se sont produits avec une rapidité déconcertante. En Allemagne, tout d'abord, la chute catastrophique du mark eut pour conséquence de ruiner une grande partie de sa classe moyenne citadine, petits propriétaires, retraités, rentiers. A sa place s'est constituée toute une nouvelle bourgeoisie, composée de commerçants ou d'industriels enrichis, alors que la classe ouvrière, ayant eu jusqu'à deux millions de chômeurs, luttait péniblement contre les difficultés de la vie.

Il n'en est pas de même aux États-Unis où règne une grande prospérité. Là s'est formée une véritable bourgeoisie ouvrière, dont M. André Siegfried, dans son récent livre sur *les États-Unis d'aujourd'hui*, constatait l'importance. Si l'on songe, en effet, qu'un manœuvre non spécialisé gagne couramment 3 à 5 dollars

par jour, un ouvrier qualifié de 5 à 10 dollars et parfois, comme les maçons des grandes villes (lors du « boom » du bâtiment de 1925-1926), jusqu'à 15 et 17 dollars, on ne s'étonnera pas d'apprendre que l'aisance règne dans la classe ouvrière américaine. Il en résulte que beaucoup de ses membres tiennent à avoir non seulement leur *home* avec tout le confort moderne, et leur automobile, mais qu'ils contractent des assurances qui les couvrent contre les risques de la vie, et même qu'ils deviennent capitalistes. Ainsi, fréquemment, à la fin de l'année, font-ils des placements avantageux, non seulement en acquérant des actions ou obligations des entreprises publiques, mais en devenant porteurs de parts des propres usines dans lesquelles ils travaillent. En 1910, il n'y avait que 300 000 détenteurs de titres ferroviaires, il y en a maintenant plus de 800 000, accroissement dû en grande partie aux achats effectués par le personnel même des Compagnies de chemins de fer. 650 000 personnes, également, seraient intéressées dans les compagnies téléphoniques. Encouragés par les Compagnies, qui ne demandent qu'à voir se resserrer des liens entre le capital et le travail, les riches ouvriers des États-Unis acquièrent volontiers des titres de la maison où leur activité s'exerce. En 1923, notamment, 16 pour 100 du personnel de l'*United Steel Trust* en était actionnaire; la proportion s'élevait à 33 pour 100 pour l'*International Harvester*, 95 pour 100 pour la *Firestone Tire and Ruther Company* et presque 100 pour 100 pour la *Proctor and Gamble Company*.

Une démocratie populaire conservatrice est donc en train de se développer dans cette grande nation. Nul doute que cette nouvelle bourgeoisie ne cherche à garder la situation qu'elle a acquise et n'accueille sans enthousiasme les nouveaux arrivants. Confiante dans ses destinées, elle joue déjà, et entend remplir davantage encore dans l'avenir, un rôle de premier ordre dans la grande République : et ce n'est sans doute pas sans une ironie voilée que ses chefs renient en théorie et pratiquement les doctrines dont Karl Marx croyait avoir posé les assises sur un roc inébranlable.

Quelle différence avec l'état actuel de la classe ouvrière en Russie ! Celle-ci n'a nul moyen de s'élever au-dessus de la vie dure et morne qui lui est réservée dans le régime soviétique. La classe moyenne a presque disparu dens les villes. C'est en

somme l'*effrayante uniformité*, sous le règne de la tyrannie de quelques intellectuels dévoyés. Et cependant, en présence des catastrophes provoquées par l'application dans les campagnes de leurs doctrines et devant l'hostilité des ruraux, ce gouvernement a dû céder devant les faits économiques plus forts que lui-même. De là cette nouvelle politique économique, dite *Nep*, étape sur le chemin du retour vers l'organisation occidentale. La conséquence immédiate s'en fit sentir dans les campagnes où l'exploitation agricole fut autorisée avec des salariés en fixant un maximum de 20 par patron. Toutefois, pour sauver les apparences, on retira le droit de vote à quiconque employait un ouvrier salarié. Mais les riches paysans surent bien vite tourner la difficulté en faisant nommer leurs fils dirigeants des soviets locaux. Quoi qu'il en soit, d'ailleurs, les *Koulaks* (ainsi sont-ils dénommés) constituent un nouveau corps solide, fortuné, puissant, redoutable pour la dictature communiste.

La France, heureusement pour elle, n'a subi les épreuves ni de la révolution, ni de la famine : elle n'en est pas moins le théâtre de transformations sociales profondes.

Jetons les yeux, en effet, sur la situation de son ancienne bourgeoisie citadine d'avant-guerre. Au début du siècle, elle ne connaissait pas les soucis d'avenir. Le franc faisait prime sur le marché des changes. La nourriture était bon marché. La vie était facile. Regardons-la vingt ans après. Le franc ne vaut plus que vingt centimes et la vie est chère. Obsédée par le souci constant de boucler des budgets qui s'enflent tous les mois, préoccupée de maintenir le rang qu'elle a péniblement acquis grâce aux efforts et aux économies de plusieurs générations, voyant se constituer en quelques années des fortunes qu'il fallait presque un siècle autrefois pour édifier, et s'apervant que la sienne fond chaque jour davantage, elle s'agite, cherche à sauver ce qu'elle peut du naufrage et n'y réussit que sur les voies industrielles ou même agricoles.

Pendant ce temps la classe ouvrière s'est transformée; les hauts salaires ont modifié son sort. Si, dans son ensemble, elle n'a pas atteint le niveau de l'élite ouvrière des États-Unis, du moins une partie d'entre elle, celle des ouvriers spécialistes notamment, forme, à son tour, une véritable nouvelle bourgeoisie ouvrière, possédant souvent sa petite maison et son jardin et vivant plus largement qu'autrefois. Si elle le voulait, par son

expérience, elle pourrait jouer un rôle de premier ordre dans l'organisation professionnelle des travailleurs des usines en prenant leur tête et en développant le mouvement syndical.

Plus sensible encore a été l'évolution du monde agricole. L'ancienne bourgeoisie rurale, composée en partie de propriétaires non exploitants, qui s'intéressaient sans doute à la culture, mais d'un peu loin, a été très profondément touchée par la guerre. Ceux-ci avaient loué leurs terres sous forme de baux de longue durée à des prix d'avant-guerre, alors que la valeur du franc diminuait progressivement, ou avaient confié leurs intérêts, en cas de métayage ou de grandes exploitations, à des régisseurs, hommes d'affaires ou chefs de culture, dont les traitements ou allocations étaient assurés par une bonne partie des bénéfices. En quelques années, ils se trouvèrent dans une situation toute différente de celle d'avant 1914. Ceux dont la fortune était assise sur des bases foncières importantes furent obligés de s'occuper eux-mêmes de leurs intérêts. Ceux qui n'eurent pas l'heureuse chance d'avoir, pour les appuyer, des ressources aussi sérieuses, se trouvèrent parfois dans une gêne voisine de la misère et obligés d'exploiter eux-mêmes.

Cette ancienne bourgeoisie rurale, composée de gentilshommes campagnards, de citadins retraités et de propriétaires agriculteurs, a été profondément atteinte depuis quinze ans. On peut dire qu'elle a presque disparu. Mais elle a été remplacée par *la nouvelle bourgeoisie paysanne.*

LES CONSÉQUENCES DE LA GUERRE

Qui ne se rappelle les blouses des paysans d'autrefois? Comme leurs chapeaux à formes diverses suivant les régions, elles étaient symboliques. Elles les classaient à part et ils le savaient. Généralement individualistes, peu enclins à former des groupes compacts et solidaires, leur influence était médiocre dans les conseils de la nation. Ils amassaient lentement et patiemment, grâce à leur frugalité et à leur esprit d'économie, de petites fortunes qui s'effritaient, d'ailleurs, à chaque génération, quand il fallait établir les enfants.

Survint la guerre. On aurait pu croire que nos campagnes, involontairement désertées par les chefs de famille et bientôt par les fils, n'allaient plus être cultivées. Craintes vaines, heu-

reusement pour notre pays! Tous se mirent courageusement au travail, vieillards, femmes, enfants, et le sol de France continua à être cultivé. Les femmes surtout furent admirables. Sans cesse sur la brèche, remplaçant leurs maris, s'occupant à la fois de la culture des terres et de l'entretien de la maison, en même temps que de l'éducation de leurs enfants, elles surent *tenir* avec une énergie et une persévérance inlassables. Elles ont rendu au pays le plus grand des services en permettant aux armées, dans une large mesure, d'être ravitaillées par les produits du sol national, alors que l'Angleterre n'avait quelquefois devant elle que trois semaines de ravitaillement. Et, en même temps, elles sauvèrent la situation pécuniaire de leurs familles respectives. Celles qui avaient pu cultiver s'étaient enrichies.

Cependant beaucoup de propriétaires cherchaient à vendre tout ou partie de leurs terres. Les bâtiments, en effet, étaient souvent en mauvais état. Depuis plusieurs années aucune réparation n'avait été faite : d'où la perspective de charges lourdes et à importance indéterminée. Pour ceux qui n'exploitaient pas, la culture deviendrait sans doute très difficile. D'un autre côté, le prix des fermages avait été établi à une période où le franc avait une valeur internationale considérée comme inattaquable. Or, cette stabilité n'existait plus. Dans certaines régions, trouverait-on même désormais facilement des fermiers ou des métayers? Ainsi une partie du sol national était mise en vente. La propriété de la terre changeait partiellement de mains. L'ancienne bourgeoisie rurale était obligée de faire une large place à ceux qui, depuis de longues années, attendaient patiemment leur heure.

D'un autre côté, un grand nombre de *fermiers* voyaient chaque année leur situation s'améliorer. Généralement détenteurs d'un capital d'exploitation important, composé de cheptels vivants et de cheptels de fer, ils pouvaient constater périodiquement que, sans aucune peine pour eux, bestiaux de toutes natures et instruments augmentaient sans cesse de valeur. Sans doute ce phénomène économique était dû à la dépréciation du franc, mais ils n'en percevaient guère les redoutables conséquences, car ce capital n'était pas un capital-papier, mais un capital-marchandises et ils savaient que ces chevaux, vaches, moutons ou porcs étaient vivants, que ces

batteuses, moissonneuses, faucheuses ou semoirs, étaient en bon état.

D'ailleurs ils supportaient peu les contre-coups de la vie chère, vivant des produits de la ferme.

Sans doute cette situation apparemment brillante les préoccupait un peu. Leur fortune était plus apparente, en effet, que réelle. Elle était quasi factice, puisqu'elle résultait en grande partie de l'inflation. Elle risquait d'être provisoire, si une période de crise suivait celle de l'abondance. L'avenir leur paraissait trouble. Mais ils ne profitaient pas moins de l'aubaine inespérée et beaucoup se disputaient à prix de francs-papier toutes les terres disponibles qui étaient mises en vente. Un grand nombre de *métayers* devenaient à leur tour propriétaires; d'autres prenaient en mains des métairies plus importantes et se faisaient fermiers. Beaucoup se félicitaient intérieurement d'être moins dans les mains des « maîtres » qu'autrefois.

Enfin, une autre sorte d'agriculteurs exprimait sa satisfaction. C'était celle des *petits propriétaires*. Exploitants eux-mêmes, ayant assez souvent une famille nombreuse, ce qui leur permettait d'éviter les charges de plus en plus lourdes de la main d'œuvre salariée, ils pouvaient facilement et en l'espace de quelques années, se libérer des hypothèques qui grevaient leurs terres, rembourser les emprunts qui pesaient sur eux, augmenter leurs cheptels, se munir des instruments les plus utiles, avoir à leur disposition des sommes d'argent plus importantes et éprouver moins d'embarras de trésorerie domestique.

UNE NOUVELLE FORMATION SOCIALE

Ils avaient mis quelque temps à comprendre la nouvelle situation économique.

Au cours des dernières années qui précédèrent la guerre, ils avaient volontiers placé leurs économies dans des valeurs d'État, voire dans des actions ou obligations émises par les nations ou les compagnies étrangères; maintenant ils devenaient hostiles à tous placements mobiliers de longue durée. Ils trouvaient, d'ailleurs, à ce moment, à leur disposition les Bons de la défense nationale, à un mois, à trois mois, à six mois, ou à un an. Quelle magnifique aubaine! Ils étaient sûrs,

de la sorte, d'avoir en temps opportun l'argent dont ils avaient besoin et en même temps n'avaient pas à craindre qu'un prêt trop long interdît de prendre d'autres dispositions, si les événements tournaient mal.

De là cette ruée vers les achats de terres, quelquefois à n'importe quel prix, ces achats d'instruments de toute sorte susceptibles d'augmenter les capitaux d'exploitation : notamment moissonneuses-lieuses, batteuses, parfois tracteurs; ces achats de bestiaux, afin d'augmenter les cheptels; ces locations de prés pour donner à ceux-ci une nourriture plus abondante, ou ces achats de tourteaux pour activer leur engraissement, ou même cet emploi de plus en plus considérable des engrais, afin d'obtenir du sol un plus fort rendement.

Augmenter la production, tout en assurant une plus-value à leur fortune, telle est l'idée qui à ce moment hante le cerveau de millions de cultivateurs francais.

Est-il prudent, d'ailleurs, de faire des économies? Que leur réserve l'avenir, au point de vue politique, au point de vue social, au point de vue fiscal? Quant aux autres, il leur paraît plus sage d'employer cet argent, qu'ils gagnent plus vite qu'autrefois, à arrondir leurs domaines, à rendre plus facile leur travail ou à mieux aménager leurs demeures.

Aussi vivent-ils plus largement. Les habitudes frugales d'autrefois sont peu à peu oubliées. Nourriture plus recherchée, emploi presque universel du vin, usage du pain de boulangerie et rarement de celui de ménage. On remarque, en outre, une recherche plus grande dans la toilette, surtout pour les femmes, un amour du confort plus caractérisé, avec le souci de jouir des progrès de la science : bicyclettes, automobiles, T. S. F., électricité.

D'ailleurs, les paysans savent parfaitement que dans les autres classes la même évolution se poursuit. Ils n'ignorent pas que les ouvriers des villes ou les fonctionnaires, tout en travaillant seulement huit heures par jour, ont des salaires ou des traitements qui leur paraissent fort élevés. Ils voient autour d'eux des industriels ou des commerçants s'enrichir rapidement. Et tous les jours, les automobiles des boulangers, des bouchers, des épiciers, des tailleurs, passent dans leurs villages. Pourquoi ne suivraient-ils pas le mouvement général? Ils sentent qu'ils sont mis, par la force des choses, sur le

même pied que les autres classes de la nation, que leur fortune s'accroît, que leur indépendance se consolide et qu'ils ne doivent plus rien à personne, alors que tous ont besoin d'eux. Ayant ainsi conscience d'eux-mêmes et de leur puissance, ils entendent désormais se diriger eux-mêmes et prendre dans leurs mains les guides de leur destinée.

Deux manifestations récentes le prouvent.

Tout d'abord, ceux d'entre nous qui, il y a une trentaine d'années, parcouraient les campagnes pour encourager les cultivateurs à employer l'outil précieux mis par le législateur de 1884 entre leurs mains, l'organisation syndicale, se rappellent les difficultés qu'ils rencontraient. Individualistes à l'excès, défiants, ayant peur de cette nouveauté, les agriculteurs hésitaient dans certaines communes; dans d'autres, ils ne se groupaient qu'en petit nombre; dans presque toutes, ils ne voyaient guère dans cette association moderne qu'un appui nécessaire à des cultivateurs modestes pour se procurer des machines qu'ils n'auraient pu acquérir personnellement, ou des engrais, dont l'usage se développait sans cesse.

Quelle différence aujourd'hui !

Les jeunes, revenus de la guerre avec un esprit plus ouvert, comprennent admirablement l'importance de l'association. Peu à peu ils sentent qu'ils ne pourront lutter contre les organisations qui les entourent afin de défendre les intérêts de l'agriculture que s'ils ne restent pas isolés. Ils pressentent que seuls les groupements comptent. Par leur attitude et sans le savoir, ils justifient donc cette profonde pensée d'un homme d'État moderne qui assura un jour que le XX^e^ siècle serait le siècle de l'Association.

Cet entrain des jeunes agriculteurs entraîne leurs aînés. Il a pour conséquence un développement sans cesse croissant de l'organisation professionnelle agricole : de là ces créations de plus en plus nombreuses de syndicats avec toutes leurs œuvres annexes : mutuelles, caisses de crédit et coopératives. Faire de tout cet ensemble d'institutions un organisme de *défense* et non plus seulement un organisme d'*appui*, tel est maintenant leur but. Ils se sentent plus forts, plus hardis, plus confiants en eux-mêmes et dans les autres. Ils veulent remplir dans la nation un des rôles principaux, sinon le premier.

A ce moment est intervenue l'application de la loi sur les

Chambres d'agriculture. Depuis quatre-vingts ans on en parlait. Après quelques tentatives avortées, le Parlement avait enfin mis debout une loi qui, sans donner complète satisfaction aux désirs des agriculteurs, avait pourtant décidé la création de ces Chambres. Sans doute celle-ci n'avait pas supprimé les Offices agricoles établis immédiatement après la guerre, organisme semi administratif, semi politique, puisque ses membres étaient nommés par le Conseil général et que sa direction, en fait, était généralement entre les mains d'un fonctionnaire, le directeur des services agricoles. Mais elle avait cependant ordonné que désormais, sur six membres, trois seraient désignés par les Chambres d'agriculture. Ultérieurement, la loi de finances du 27 décembre 1927 les a même autorisées à percevoir des centimes additionnels jusqu'à concurrence de 10 au maximum, sur le principal de la contribution foncière des propriétés non bâties.

La bourgeoisie paysanne trouva là un mode nouveau de se faire entendre et elle sut s'en servir. Suivons, en effet, d'un peu près, les élections récentes. Que remarquons-nous ?

Tout d'abord l'accord qui s'est fait sur le terrain électoral. Les Unions de syndicats, qui en ont généralement pris l'initiative, ont très heureusement établi des listes d'entente sur lesquelles figuraient les noms des agriculteurs les plus connus et qui reçurent un accueil favorable. Alors que, dans les élections législatives, quand il y a lutte, le nombre des votants est parfois malencontreusement inférieur à celui qu'on aurait pu prévoir, lors des élections aux Chambres d'agriculture, le chiffre des votants a varié de 50 à 65 pour 100 suivant les départements.

N'oublions pas, d'ailleurs, que bien des circonstances auraient dû restreindre ce nombre élevé. C'était la première fois que ces élections avaient lieu ; le scrutin fermait à quinze heures et non à dix-huit heures ; il n'y avait pas eu de polémiques électorales ; et les candidats étaient sûrs d'être élus, puisqu'ils n'avaient pas de concurrents.

Les femmes cultivatrices, elles-mêmes, ne sont pas restées en arrière. Pour la première fois elles avaient entre les mains un bulletin de vote. Loin de le dédaigner, ce sont elles, qui, en plus grand nombre même que les hommes, et les premières, ont donné l'exemple de la discipline. Dans un grand nombre de communes, par leur vote unanime et général, elles ont

augmenté sensiblement la proportion des votants. De plus en plus, le rôle des femmes dans l'évolution de nos campagnes prend de l'importance.

De l'ensemble de ces remarques il résulte que, soit dans les Unions de syndicats, soit dans les Chambres d'agriculture, les chefs de cette nouvelle formation sociale, soutenus par l'appui nettement déclaré ou encore un peu sporadique de la masse, entendent désormais être écoutés, sinon obéis. Ils veulent que l'agriculture soit de plus en plus respectée et soutenue par les pouvoirs publics ; ils désirent que l'industrie et le commerce la considèrent comme leur égale : ils n'acceptent plus qu'elle soit traitée sans égards suffisants. Ils ont parfaitement compris que la vie de la population urbaine dépend de leurs efforts et de leurs travaux ; que le blé est l'aliment indispensable à la nourriture du pays; que l'usage de la viande s'est développé dans une telle mesure qu'il peut être considéré comme une habitude quasi générale ; que les citadins ont donc bien plus besoin d'eux qu'eux-mêmes de leurs services. Ils ont ainsi nettement pris conscience de l'importance dans la nation des travailleurs de la terre, comme l'a prouvé l'attitude des Chambres d'agriculture, lors des deux sessions de mai et décembre 1927.

LES DANGERS QUI LA MENACENT

Mais cette nouvelle bourgeoisie paysanne est menacée par un double danger.

La jeunesse campagnarde, en effet, est entraînée comme celle des villes par le tourbillon de la vie moderne. Elle entend profiter des avantages de la civilisation et des progrès de la science. Elle ressent davantage les différences qui existent entre elle et la jeunesse citadine. Il paraît dur maintenant, pour les jeunes gens, d'épandre le fumier, pour les jeunes filles, de traire les vaches et de se lever à cinq heures pour s'occuper du bétail. D'aucuns peu à peu se désaffectionnent de cette terre qu'il est maintenant plus facile de cultiver, mais qui les retient moins qu'autrefois, quand des liens serrés les rattachaient plus étroitement au sol. Ceux-ci rêvent alors de quitter le toit paternel, d'aller comme tel ou tel de leurs camarades, dans la ville voisine ou même à Paris.

Supposons qu'aucune difficulté de cette nature ne surgisse.

Les enfants sont tous restés dans la demeure paternelle. Un jour ils songent à s'établir. C'est alors un nouveau grave sujet de préoccupation pour les parents. S'ils ont employé toute leur fortune disponible à acquérir leur bien de famille, ils n'ont plus d'argent liquide ; s'ils ont, au contraire, pris une ferme importante plutôt qu'acheté un domaine, ils ont dû, pour le faire fructifier, se procurer un important capital d'exploitation qui a entraîné l'emploi de toutes leurs ressources. Les deux cas sont fort embarrassants pour les pères de famille. Ils ne pourront guère partager leurs terres ; ils se démuniront difficilement d'une partie de leur cheptel.

Plus dur est encore le sort de ces fils, désireux de rester dans leur village natal et qui ne trouvent nulle part une parcelle à acheter, un domaine à affermer. Vont-ils être obligés de quitter leur région et d'aller, loin des leurs, comme ces Bretons du Finistère en Dordogne, former peu à peu une nouvelle colonie? Vont-ils accepter de rester chez eux, mais sans avoir pendant longtemps la possibilité, ni même l'espoir, d'améliorer leur situation? Vont-ils, au contraire, quitter à regret le sol natal pour aller grossir d'unités nouvelles l'armée sans cesse accrue des habitants des grandes villes et spécialement de Paris?

Imaginons maintenant que le chef de famille disparaisse avant que l'établissement de ses enfants soit un fait accompli. Comment partager entre tous ce petit domaine exploité par tous? Il formait un bloc, dont les morceaux avaient été successivement assemblés par le maître maçon. Il constituait un ensemble, difficilement partageable et dont la valeur diminue singulièrement en se disloquant. Ici on se heurte à la rigidité inflexible d'une législation qui rend obligatoire le partage égal. Il est de plus en plus difficile, actuellement, de conserver dans les mêmes mains, pendant plusieurs générations, un domaine familial quelque peu important.

A ces difficultés d'ordre individuel ou familial, qui risquent de troubler la stabilité de la bourgeoisie paysanne, se joignent d'autres menaces extérieures : nous voulons parler notamment du *socialisme d'État* et du *communisme*.

Le premier s'est toujours déclaré l'ennemi du capitalisme et n'éprouve aucune sympathie particulière pour la classe rurale. Aussi ne faut-il pas s'étonner qu'il ait approuvé l'élévation presque scandaleuse des droits de mutation. N'y a-t-il pas là

un moyen détourné de détruire peu à peu les fortunes acquises au profit de la collectivité ?

Quant au second, il a peur des paysans de France et, pour faciliter sa tâche, il feint de ne viser, dans sa propagande contre l'idée de propriété individuelle, que les grandes propriétés, avec l'espoir de s'attirer une clientèle. Cette clientèle est faite surtout de mécontents et de quelques envieux ou d'illuminés qui attendent toujours cet âge d'or dont Karl Marx et Lenine se sont constitués les prophètes.

Paradoxe surprenant. Certains des agriculteurs enrichis, dont nous parlons, se laissent parfois entraîner à encourager inconsciemment, par leurs votes, les propagateurs de cette mystique révolutionnaire. Quelle serait leur imprudence, s'ils se laissaient séduire par ces attaques contre la grande propriété ! Qu'ils n'oublient pas, en effet, que la solidarité doit régner entre tous les membres de la grande famille professionnelle agricole et que la moyenne et même la petite propriété échapperaient très difficilement à l'emprise des bolchévistes lorsqu'un bouleversement politique les porterait au pouvoir.

D'autres seraient tentés de faire de la politique agrarienne. Sans doute, de plus en plus, « l'économique » domine « la politique ». Il est certain, par suite, qu'une tendance mondiale se manifeste pour restreindre, sous une forme ou une autre, le parlementarisme. Régime dictatorial des Soviets, fascisme italien, riverisme espagnol, ne sont qu'une des méthodes actuellement suivies. Une autre, plus générale, consiste à attribuer aux corporations professionnelles un rôle plus important dans les Conseils des nations, sous modalité de véritables Chambres à pouvoirs semi législatifs ou simplement de Comités consultatifs.

La tentation sera donc grande un jour prochain pour les plus instruits et les plus intelligents des agriculteurs, dont nous parlons, de vouloir y tenir une place de plus en plus large à côté des dirigeants des autres groupements professionnels. Rien de mieux, s'ils ne constituent pas de parti agrarien, car on peut se demander s'il n'est pas plus utile pour les agriculteurs d'avoir des amis sûrs et zélés dans divers partis politiques que de les voir réunis en un seul opposé aux autres.

CONDUITE A TENIR, MESURES A RÉCLAMER

La fièvre qui mine la bourgeoisie paysanne n'est pas autre chose qu'une crise de croissance. Dans ce cas, nous le savons, le corps grandi trop vite n'est pas suffisamment charpenté, l'ossature est trop faible, les muscles pas assez forts. Il faut donc que l'organisme trouve son équilibre, recouvre son assiette, s'habitue à l'ambiance nouvelle.

Maintenir autant que possible l'exploitation familiale, l'essaimer autour d'eux, tel, semble-t-il, doit être le premier objet de leurs efforts. Intéresser, par suite, et progressivement, leurs enfants à leurs affaires, leur former insensiblement et en récompense de leur travail, un pécule dotal, leur faire comprendre la nécessité de l'effort, de l'attention continuelle et de la lutte : c'est la tâche des parents.

Mais il est deux mesures législatives que la bourgeoisie paysanne ne devrait pas cesser de réclamer. Nous voulons parler de la suppression du partage forcé et du privilège à accorder aux héritiers désireux de maintenir l'exploitation rurale paternelle. Quelle absurdité, en effet, à l'heure actuelle, au point de vue agricole, que notre législation successorale ! Nous imaginerions bien plus volontiers que le Parlement, faisant délibérément abstraction du fétichisme du Code napoléonien, accordât d'une part au père de famille une large liberté pour le règlement, vis-à-vis de ses enfants, du bien de famille, et, d'autre part, aux enfants qui en exprimeraient le désir, le droit de réclamer les terres laissées en héritage. Si un seul se présentait, il pourrait conserver le tout ; s'ils étaient plusieurs, ils seraient habilités à faire un partage d'accord, à condition de pouvoir conserver chacun une portion de territoire suffisante pour leur permettre de vivre et d'élever une famille. Bien entendu, ils donneraient des soultes à leurs cohéritiers et leur rembourseraient en argent leurs parts.

Ce système établi par le nouveau code aurait les plus grands avantages pour la stabilité de la famille paysanne. Mais il aurait plus d'efficacité encore si les cultivateurs savaient davantage user du crédit agricole. En écoutant, au cours de cet été, lors du Congrès des paysans de la Côte d'Or, un des conférenciers, M. l'abbé Outers, secrétaire général de la Fédération

agricole du nord de la France, relater à ses auditeurs les merveilles opérées dans la Flandre par les institutions bancaires, les caisses rurales du type Raiffeisen-Durand, c'est-à-dire à responsabilité solidaire et illimitée, en nous rappelant l'action intense et féconde de la *Caisse centrale du Boerenbond belge* et celle de la *Fédération agricole d'Alsace et de Lorraine*, nous ne pouvions que regretter notre retard dans trop de régions de notre pays ; cette lacune est d'ailleurs comblée progressivement par la *Caisse nationale du crédit agricole*, l'*Union des Caisses rurales et ouvrières français* et la *Caisse de crédit de l'Union centrale des syndicats des agriculteurs de France*. Faut-il rappeler l'exemple donné par ces 105 cultivateurs de Flynes qui, pour empêcher l'achat, par une société, des immeubles de la princesse de Croy, n'hésitèrent pas, grâce à l'intermédiaire de leur *Caisse rurale* et à l'appui de la *Caisse centrale du Nord*, à s'unir pour acheter en bloc cette magnifique propriété, en s'entendant d'avance sur la part qui revenait à chacun d'eux et en payant comptant la somme qu'ils devaient. Quelle belle leçon pour leurs frères de travail et quelle manifestation touchante de l'amour du sol natal !

L'argent de la terre doit retourner à la terre. Qui empêcherait donc les agriculteurs de se servir davantage de ce levier puissant ? En lui confiant toutes leurs économies, ils formeraient bien vite des dépôts importants. Au lieu de les placer en partie, comme autrefois, en bons de la défense, ou dans des établissements industriels ou commerciaux, fort intéressants en eux-mêmes, mais dont la prospérité les touche bien peu, ils constitueraient eux-mêmes leur trésor de guerre ou plutôt leur budget de paix.

Il ne suffit pas, toutefois, à la bourgeoisie paysanne de se fortifier elle-même en s'assurant, dans la mesure du possible, la pérennité de la « maison » ; elle doit, également, tendre une main fraternelle aux agriculteurs moins fortunés, métayers ou ouvriers, qui gravitent autour d'elle. Nulle part, plus que dans nos campagnes, ne se rencontrent tant de circonstances favorables à l'union des classes. Un grand nombre de propriétaires sont exploitants, souvent même ils sont en même temps fermiers ou métayers et, dans certaines régions, les ouvriers sont, en outre, de petits propriétaires. Si l'on songe, au surplus, que les agriculteurs ont tous besoin les uns des autres et que la

fortune de certains leur permet de faire des expériences favorables à l'enrichissement de tous, on peut espérer que la bourgeoisie paysanne saura continuer ce rôle si important, jadis uniquement rempli par les grands propriétaires, dont les exploitations modèles formaient un tableau que venaient, à chaque instant, étudier les agriculteurs voisins.

Son action deviendrait plus bienfaisante encore si elle arrivait, dans la suite, à se rapprocher des *consommateurs*.

Sans doute le commerce est nécessaire dans l'état actuel des mœurs économiques, mais il ne l'est pas toujours et il peut même, dans l'avenir, cesser de l'être. Il est donc particulièrement utile d'essayer progressivement de se passer de ses services onéreux. Pourquoi ne pas rapprocher, par exemple, les coopératives de vente des produits agricoles et les coopératives de consommation ? Les agriculteurs prévoyants en tireraient un double bénéfice : à la fois celui de vendre leurs produits plus cher et celui d'acheter ce dont ils ont besoin meilleur marché.

Il en résulte, d'ailleurs, que, pour arriver à réaliser cet accord, il faut d'abord parachever *l'organisation professionnelle*.

Malheureusement, l'agriculture voit chaque année diminuer le nombre de ceux qui lui restent fidèles; elle doit nécessairement, si elle veut faire respecter ses droits, concentrer ses troupes, les fortifier, les rendre fortes et puissantes. Le syndicat mixte, comprenant propriétaires, fermiers, métayers et ouvriers, est le marteau forgé en un acier indestructible, capable de briser tous les obstacles. C'est sous son patronage et sa direction que se créeront les caisses rurales, les mutuelles d'assurances de toute nature, contre les risques de la profession, enfin les coopératives de toute espèce, afin d'assurer à la profession agricole organisée la place qui lui revient, c'est-à-dire la première. A cette grande œuvre, la bourgeoisie paysanne doit apporter son concours si elle sait former une élite masculine et féminine capable de se mettre à sa tête.

De plus en plus, en effet, les diverses classes sociales entendent choisir leurs chefs elles-mêmes. Parler de classes dirigeantes, paraîtra bientôt un anachronisme. Il n'y a déjà plus que des dirigeants. Sans doute ceux-ci ne seront pas choisis exclusivement dans une catégorie professionnelle spéciale; aucun parti pris ni aucun veto ne serait admissible; mais seuls bientôt pourront avoir la prétention d'être des chefs ceux

dont l'intégrité, l'intelligence et la compétence les rendront dignes de l'être; du moins, espérons-le.

L'école rurale nous apportera-t-elle dans cette lourde tâche quelque secours? Nous connaissons trop l'état d'esprit d'un grand nombre d'instituteurs pour nous faire illusion sur l'appui qu'elle nous donnera. Il faudra probablement que les plus intelligents et les plus avertis de cette classe montante se réunissent dans les *Cercles d'études*, où, à tour de rôle, ils deviendront mutuellement professeurs et élèves, conférenciers et auditeurs, et que leurs cadres s'exercent dans ces *Semaines rurales* masculines et féminines qui, chaque année, pendant une semaine, groupent un nombre important d'auditeurs et d'auditrices venus des quatre coins des départements recevoir une instruction déjà supérieure, religieuse, morale, économique, technique et sociale, indispensable à ceux qui deviendront un jour les sous-officiers et les officiers de la grande famille agricole disciplinée.

Ces jeunes gens et ces jeunes filles sauront bien vite tenir la première place dans leurs villages. Accueillants, ouverts aux idées de progrès, suffisamment instruits, connaissant parfaitement leur métier, alliant à l'expérience, fruit de la sagesse ancestrale et du bon sens des générations antérieures, la recherche du progrès moderne, ils prendront rapidement une grande influence sur leurs camarades.

Cette élite rurale si nécessaire, elle se forme, elle est déjà formée. Tous ceux qui ont été en contact avec les jeunes agriculteurs qui la constituent, surtout avec ceux d'entre eux qui ont fait la guerre, ont pu se rendre compte du changement opéré dans leur esprit. Leur intelligence toujours éveillée comprend de mieux en mieux la nécessité de l'organisation méthodique et rationnelle de la profession, d'une discipline forte et librement consentie, et ils font partager cette initiation à leurs disciples. Si la bourgeoisie paysanne finit par surmonter les nombreux obstacles que nous avons discernés sur sa route, c'est vraiment à eux qu'elle le devra.

Adrien Toussaint.

REVUE MUSICALE

Théâtre de l'Opéra : *Turandot*, drame lyrique de MM. T. Adami et R. Simoni, traduction française de M. Paul Spaak ; musique de Giacomo Puccini (le dernier duo et la scène finale parachevés par M. F. Alfano). — Quelques concerts.

Turandot a pour héroïne une princesse de Chine, vierge et farouche, dont l'habitude est de proposer trois énigmes aux jeunes princes qu'attirent à sa cour le renom de sa beauté et l'espoir de son hymen. Ceux qui ne devinent pas sont aussitôt mis à mort. L'aimable enfant a d'ailleurs juré d'accepter pour époux le premier répondant. On l'attend encore. Pour l'instant on est en train de mener au supplice le dernier candidat refusé. Un nouveau se présente, un mendiant en apparence, mais en réalité un prince, comme ses prédécesseurs. Plus heureux, il explique du premier coup les trois rébus. Turandot, inflexible et parjure, n'en refuse pas moins d'abord d'appartenir au jeune et beau devin. Mais, après quelques façons, elle finit par céder et reconnaître là toute-puissance de l'amour.

Un méchant musicien et de plus irascible, nous demandait un jour avec aigreur comment nous avions bien pu qualifier sa musique de grosse et de vide à la fois. Mon Dieu, rien de plus simple. L'une et l'autre « qualités » ne sont point incompatibles. Elles peuvent s'exprimer par un seul mot : la boursouflure. Et celle-ci nous paraît le principal caractère de l'œuvre dernière, la dernière en date et autrement, de feu Giacomo Puccini. *La Tosca* valait mieux, et même *Butterfly*, qui pourtant !... *Gianni Schicchi* plus encore, enfin et surtout cette *Bohême*, charmante en maint endroit, où la pièce et la musique formaient un bien aimable et quelquefois bien touchant accord.

Le musicien de *Turandot* a voulu faire plus vaste, s'élever et s'étendre jusqu'au genre ancien du « grand opéra », dessiner et

peindre à fresque. Il a donné de l'importance à la foule, animé les masses, multiplié et développé les chœurs, sans renoncer aux « pompes » et aux « œuvres » de la mise en scène et du spectacle, défilés et cortèges, non sans compter enfin sur le coloris d'un sujet exotique. Facile, trop facile coloris, ne consistant guère ici que dans l'usage, agaçant à la longue, de sonorités bizarres et d'instruments d'exception qui tintent, crépitent ou nasillent immodérément.

Oui, certes, les chœurs sont nombreux et plus bruyants encore. Il leur manque le fond et la substance. Mais non pas toujours le mouvement et la force. Au lever de la lune, des ondes sonores et lumineuses se répandent, pareilles, avec plus d'ampleur, à celles qui flottent autour de Butterfly et de ses compagnes paraissant pour la première fois. L'effusion musicale est assez belle. Un peu plus loin, elle l'est de nouveau, quand un *arioso* du prince détermine un vaste ensemble, et déclenche une de ces offensives sonores, un de ces *pezzi concertati*, comme disent les Italiens et comme parfois ils savent faire encore.

Mais au centre de l'ouvrage, le second acte creuse un trou profond : la scène, qui devait être capitale, de l'interrogatoire. C'est là surtout que la musique se dérobe. Sans compter, — mais cela compte tout de même, — que la séance est présidée par une espèce de vieux bonhomme ou bonze d'empereur, à l'aspect falot et ridicule. Quant aux trois devinettes, nous n'avons pu juger de leur difficulté, posées qu'elles sont par Turandot sur les marches élevées d'un escalier lointain et sur les notes plus hautes encore, terriblement hautes, hautes à faire trembler, ce qu'elles font en effet, d'une brillante, mais inintelligible voix.

Dans le sombre drame, le musicien de *Gianni Schicchi* se flatta d'introduire un élément comique. Il n'y est point arrivé. Trois mandarins de carnaval en particulier et des soldats ou des bourreaux en plus grand nombre, ont beau s'entretenir de choses terribles, de supplices et de mort, sur le mode badin, sur des rythmes légers et sautillants, entre l'ironie et la cruauté le contraste espéré ne se produit pas.

Que reste-t-il donc? De rares souvenirs de l'ancien Puccini, celui qu'il ne faut pas, qu'il n'a jamais fallu dédaigner sans réserve : le sens ou l'instinct de l'action dramatique, le don du mouvement, oh ! d'un mouvement tout extérieur, enfin, de place en place, un trait, un éclat sincère et spontané, qui jaillit et nous touche. C'est un accent et parfois davantage : une phrase lancée à pleine voix, à plein

orchestre, à plein cœur, un écho de la *Tosca* plus souvent que de la *Bohême ;* peu de chose, il est vrai, mais quelque chose de sincère, d'italien, et qu'il est juste de recueillir.

La voix de M. Thill (le prince) est magnifique. Aiguë et même suraiguë, par la faute de la musique, celle de Mlle Beaujon (Turandot).

Que si maintenant vous désirez connaître un peu, beaucoup, la musique chinoise, la vraie, l'ancienne surtout, lisez le petit livre que lui consacra naguère M. Louis Laloy (1). Vous apprendrez là bien des choses, dont plus d'une pourrait servir encore à certains musiciens d'aujourd'hui. Nous leur soumettons cette première observation d'un vieil auteur chinois : « Le son vient du cœur. » Ce n'est plus guère de là qu'il vient. L'idéal chinois de la musique paraît avoir été le plus noble et le plus pur, le plus raisonnable aussi, qu'après les Hellènes, — je me trompe, avant eux, — aucune race ait conçu. Tout de la musique et tout en elle a gardé là-bas, durant des siècles, le signe d'une spiritualité supérieure. Le *Mémorial de la musique*, incorporé dans le *Mémorial des rites*, contient cette seconde remarque, identique à la première : « Si une note se produit, c'est dans le cœur humain qu'elle a pris naissance. » Voilà frappée du coup, du premier coup, l'égoïste et pernicieuse doctrine de l'art pour l'art. Un commentateur des livres sacrés écrit encore : « D'une part le cœur humain excite la musique, dont les sons naissent en raison de son action ; d'autre part la musique excite le cœur humain. » Plus brièvement, en une formule célèbre, le Beethoven de la Messe en *ré* n'a pas dit autre chose.

Sans mépriser la science ou la technique, les musiciens du Céleste Empire ne lui donnaient pas la première place. Plus avant que la lettre, ils allaient chercher l'esprit. Dans l'ordre musical, ils avaient créé cette hiérarchie à trois degrés : « Ceux qui connaissent les sons et ne connaissent pas les notes, ce sont les animaux. Ceux qui connaissent les notes et ne connaissent pas la musique, ce sont les hommes ordinaires. Seul le sage peut connaître la musique. » Elle se garde, cette musique du sage, elle se garde en tout de l'excès, elle n'abuse jamais de rien et jamais non plus on n'abuse d'elle. « S'il y a trop de musique, il y a licence. » Belle et salutaire pensée. Méditez-la, jeunes musiciens d'Occident, comme une leçon de sobriété, d'épargne et de raison que donne le vieil Orient à notre époque d'intempérance, de profusion et de folie.

(1) *La musique chinoise*, 1 vol. chez Laurens (Collection des *Musiciens célèbres*)

Les concerts finis, dirons-nous, à peu près avec La Fontaine : « Quiconque a beaucoup *entendu*, peut avoir beaucoup retenu »? Ce serait trop dire. Au fond de notre mémoire, nous ne retrouvons pas grand chose. Pourtant c'est quelque chose, et de fort agréable, qu'un concerto pour violon de M. Reynaldo Hahn. L'invention mélodique et rythmique en est originale, ingénieuse, et légère l'orchestration. Le premier *tempo* tient peut-être un peu plus de la « fantaisie » que du concerto classique. Assez brève en soi, l'idée s'y développe cependant avec un certain sens de la symphonie. Au finale pimpant et fringant, nous préférons encore l'*andante*, large et libre cantilène, d'un sentiment profond, où semble passer un souffle vaguement hébraïque, à moins que ce ne soit hindou. Mais la question de lieu n'a pas grande importance. Nos compliments à l'interprète, M. Gabriel Bouillon.

M. Darrieux a fort bien joué un autre concerto, de Bach celui-là, dont l'*adagio* n'est rien moins que sublime. Violoniste-solo des concerts Colonne, M. Darrieux est de ces artistes distingués, excellents, qui ne font pas de « tournées », de réclame et de tapage, qui demeurent fidèlement attachés à leur orchestre, et dont la modestie non moins que le talent mérite l'estime et la sympathie.

Capitaine de vaisseau et musicien, la double personnalité de M. Jean Cras est loin d'être indifférente. Il fait également honneur à ses deux états. Aussi bien l'un ne laisse pas d'influer sur l'autre. Dans un *Polyphème* représenté naguère à l'Opéra-Comique, les pages consacrées à la mer, inspirées par elle, n'étaient pas sans beauté. L'eau, même douce, est l'élément favori de M. Cras, témoin certaines mélodies de lui, qui chantent les Fontaines et portent leur nom. Cette fois-ci, le commandant a repris la mer. Il a, dans un poème symphonique en trois parties ou trois « quarts », (au sens naval du terme), écrit son *Journal de bord*. Les deux premiers tableaux ne sont que marins. Sur le premier passe le souffle du large. Une mélodie, une vraie, donne ici l'impression de l'espace, du double espace de la mer et du ciel. La seconde partie est méditation et rêverie, par grand calme nocturne. Le finale, très vif, évoque des images plus mouvantes et plus variées, comme il convient, la terre, maintenant en vue, étant plus diverse que l'océan. L'art de M. Jean Cras n'est certainement pas un art facile et simple. On y voudrait moins de contrainte et de rigueur. Mais il est sérieux et noble.

N.B. Il n'y a pas de fausses notes.

CAMILLE BELLAIGUE.

REVUE DRAMATIQUE

Comédie Française : *La fin du jour*, un acte de Robert de Varey ; *le Métier d'amant*, un acte de M. Edmond Sée ; *le Quatrième*, un acte de M. Martial Piéchaud.

La Comédie Française nous a donné, le lundi saint, un spectacle coupé, composé de trois petites pièces en un acte. Même ces trois pièces étaient quatre, comme les trois Mousquetaires. Pour corser le régal, on avait joint aux pièces nouvelles, qui sont en prose, une pièce en vers, déjà inscrite au répertoire de la Comédie, *Keroubinos*, de M. Gabriel Nigond. Pièce en quelque sorte prophétique ; mais poète et prophète, c'est tout un. Antérieure à la mode des cheveux coupés, elle la prévoit, elle l'annonce, elle la lance...

La comédie en un acte est un genre, qu'on apprécie surtout à entendre certaines comédies étirées en trois actes et plus. Rappelez-vous d'ailleurs la *Visite de noces* : elle atteste, de façon assez éclatante, qu'on peut faire tenir bien des choses en un acte. Les trois comédies qu'on vient de nous donner ne prétendent pas à un tel tour de force. Délicates et menues, tour à tour sentimentales ou ironiques, elles souffrent un peu de voisiner dans un même spectacle : jouées séparément, en lever de rideau ou en fin de soirée, elles retrouveront tout leur prix.

La fin du jour est l'œuvre d'un jeune écrivain mort des suites de la guerre. Nous l'avons écoutée avec émotion. Cela pourrait s'appeler : la double confession. Une vieille marquise, un vieux prêtre. Le soir où sa petite-fille part gaiement pour son premier bal, la vieille dame sent sa fin prochaine : tremblante au souvenir d'une vie qui n'a pas été irréprochable, elle demande à l'abbé de recevoir sa confession. Lui aussi, l'abbé éprouve le besoin de se confesser. N'a-t-il pas, jadis, éprouvé pour la marquise un sentiment qui pourrait bien avoir été de l'amour? Cependant l'aïeule s'endort : elle ne s'éveillera pas quand les jeunes gens reviendront du bal; elle ne

s'éveillera plus : l'abbé tombe à genoux, en prières et en larmes.

Cette pièce a été débitée par Mme Catherine Fonteney et M. Denis d'Inès d'une voix assourdie, lointaine et comme venue de l'au delà, qui nous a forcés à beaucoup tendre l'oreille. Les meilleurs acteurs oublient souvent aujourd'hui que le premier devoir, au théâtre, est de se faire entendre.

Le métier d'amant est une pièce d'une psychologie aiguë et désabusée, sur le thème du « plus heureux des trois ». Tous les romantiques et beaucoup de romanciers ont exalté le rôle de l'amant, ses joies et jusqu'à ses tourments. C'est sur cet enthousiasme que M. Edmond Sée fait tomber, goutte à goutte, l'acide corrosif de son ironie.

Ne prenez jamais une maîtresse dont le mari soit dans la même partie que vous. Marcel Sermaize, architecte, a eu l'imprudence de devenir l'amant de Berthe Ganine, dont le mari est lui aussi architecte. Il est à cet instant de sa carrière où il devient urgent de prendre rang : songez qu'il n'est même pas encore décoré! Une occasion se présente. Son ami Thivrier lui apporte, sur un plat d'argent, la commande officielle et le mariage cossu. Il s'agit que Sermaize soit chargé, à la prochaine Exposition, de construire le pavillon de la Société des nations : sa cause a été plaidée auprès du ministre par une jeune fille qui ne demande qu'à devenir Mme Sermaize... Soudain tout est perdu! Un autre aura la commande. Qui? le mari de Berthe Ganine. Et qui a intrigué auprès du ministre? Berthe Ganine, elle-même. Sermaize esquisse une manière de reproche. Mais quoi? Berthe fait le bonheur de son amant : n'est-il pas juste qu'elle aide à la carrière de son mari? Et puis, justement, elle a une crise de foie qui la fait tant souffrir!... Sermaize essaiera-t-il de rattraper l'affaire? Ira-t-il ou n'ira-t-il pas, ce soir, à un dîner qui peut tout arranger?... Avouons qu'il n'a pas eu de chance, alors que nous voyons tous les jours tant d' « honnestes dames » s'ingénier à pousser leur amant dans le monde.

A vrai dire, ce que M. Edmond Sée a mis en scène, c'est un moment très précis d'une liaison : celui où l'amant a cessé d'aimer. Alors le mirage s'évanouit, la réalité reprend ses droits, le souci de la carrière reparaît ; finie la galante aventure : il reste le métier.

Mlle Berthe Bovy a été une Berthe Ganine charmante de finesse spirituelle et nuancée. M. Granval et M. André Luguet ont joué avec beaucoup de naturel les rôles de Thivrier et du triste Sermaize.

M. Martial Piéchaud, bon observateur des mœurs de la province, nous en donne, dans *le Quatrième*, une vision à la fois malicieuse et attendrie. Dans une ville située où il vous plaira, trois vieilles filles mènent une petite vie, paisible et monotone... Un coq survient... C'est un certain Bernard Levasseur, qui fut, dans des temps fort anciens, ami d'enfance de toutes les trois. Il surgit un soir, à l'improviste. Et sa bonne fortune veut qu'il ait, tour à tour et tête à tête, un entretien avec chacune de celles qu'on appelait jadis : les trois Grâces. Avec beaucoup d'art, M. Martial Piéchaud a su, au cours de ces rapides entretiens, esquisser trois silhouettes bien différentes. Marie est de ces bonnes personnes qui appellent la confiance : Bernard lui conte la série de ses déceptions. Solange est la femme de tête, entendue en affaires et qui a besoin de se mêler des affaires des autres. Brigitte est l'artiste de la bande : elle peint des abat-jour. Elle a lu le premier livre de Bernard; elle s'offre à corriger les épreuves du dernier : c'est l'Égérie en disponibilité... Mais voilà brouillées les trois inséparables. Chacune a eu vent de l'entretien dont les deux autres ont été favorisées par Bernard. La jalousie s'est éveillée. Aux propos doucereux de tout à l'heure succèdent les aigres répliques. Il faudra du temps pour que le trouble s'apaise et que l'eau recommence à dormir.

M^lle^ Fonteney a dessiné avec beaucoup de fantaisie le type de l'impérieuse Solange; M^lles^ de Chauveron et Dussane sont charmantes dans les rôles de Marie et de Brigitte. Et M. Dessonnes évolue avec aisance parmi l'aimable trio.

Je n'ai pas beaucoup aimé le truc qui, avant *le Quatrième*, dont l'action se passe dans un salon de province, nous montre, en une scène muette, la rue déserte et la porte où sonne le visiteur. Bon pour le cinéma! Nous sommes à la Comédie Française... Mais sommes-nous à la Comédie Française? Après *le Métier d'amant*, M^lle^ Bovy nous a jeté tout à trac : « M. Edmond Sée est l'auteur du *Métier d'amant.* » Et après *le Quatrième*, M. Dessonnes a prononcé : « La pièce que la Société des Comédiens français, etc... » Seule *La fin du jour* a bénéficié de la formule traditionnelle : « La pièce que la Comédie Française a eu l'honneur de représenter devant vous... »

René Doumic.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

L'union nationale, qui a permis à M. Raymond Poincaré de redresser en deux ans une situation désespérée, était surtout, telle que nous l'avons vue s'établir depuis juillet 1926, un moyen de fortune destiné à parer aux dangers pressants qu'une politique imprudente avait laissés s'aggraver. Tandis que le cartel des gauches était une formation de combat politique, l'union nationale était une formation de défense financière. Le premier reposait sur une erreur fondamentale, à savoir la combinaison du marxisme révolutionnaire avec le républicanisme radical, le mariage de l'eau et du feu, qui ne pouvait conduire qu'à l'impuissance ou au conflit, ainsi que l'avait prédit M. Poincaré dans son discours du 26 avril 1924, dont on vient d'afficher sur nos murs des fragments significatifs. De la seconde, l'esprit et les méthodes sont appelés à survivre, puisqu'elle place au-dessus des divergences politiques l'union nécessaire de tous ceux qui font passer avant tout le salut de la patrie. Mais l'esprit parlementaire de M. Poincaré se satisferait mieux d'une majorité moins précaire, plus homogène; pour l'achèvement, au cours de la prochaine législature, de son œuvre économique et financière, il se sentirait plus fort et plus à l'aise s'il réussissait à façonner à son image une majorité compacte et stable qui, plutôt qu'une formule d'union entre des partis adverses, réaliserait une concentration d'opinions républicaines séparées par des nuances, mais d'accord sur un programme essentiel de redressement national.

Telle est, croyons-nous, la leçon politique qui se dégage des deux discours magistraux prononcés par le président du Conseil à Bordeaux, le 25 mars, et à Carcassonne, le 1er avril. Une majorité de gouvernement pour une œuvre de longue haleine qui soit une œuvre nationale plutôt que politique, au sens étroit du mot, et qui apporte à la France meurtrie et blessée, par la continuité dans l'effort,

la prospérité dans l'ordre : voilà ce que M. Poincaré demande au bon sens des Français. A ceux qui conçoivent un programme électoral comme l'assemblage merveilleux de tout ce qu'on peut imaginer de promesses irréalisables et de vaines déclamations, le message de M. Poincaré à la nation française n'apporte que déceptions ; il satisfait les hommes sérieux qui savent ce que comporte de labeur et ce que représente de difficultés vaincues la moindre réforme durable et bienfaisante. Aussi bien, n'est-ce pas un programme électoral, mais un programme de gouvernement qu'apporte le président du Conseil ; il l'élève bien au-dessus des querelles de partis et des conflits de « mares stagnantes », jusqu'au sentiment de l'intérêt national et de l'abnégation patriotique. Si la France, comme nous n'en doutons pas, répond à l'appel de l'homme qui a été pour elle, depuis deux ans, mieux qu'un président du Conseil parlementaire, le chef qui, aux heures difficiles, prend la responsabilité avec le commandement, elle trouvera dans les paroles de M. Poincaré un plan de travail réalisable et pratique. Elle n'ambitionne rien au dehors, si ce n'est la sécurité pour son territoire reconstitué et pour son empire colonial, et la faculté de concentrer ses efforts, au dedans, vers la stabilité financière, condition première d'une production accrue, rationalisée, dont la conséquence sera l'exhaussement du niveau de vie de chaque famille française.

Le cartel des gauches était un produit du Midi. C'est à Carcassonne que M. Briand, en 1924, alla sceller le pacte d'où il est sorti. Ils sont si « bons garçons », les socialistes du Midi, voire les communistes, si accommodants ; ils savent si bien édulcorer leur programme, comme M. Renaud Jean dans le Lot-et-Garonne, pour le faire endosser par les vignerons et les laboureurs des campagnes, qu'il est difficile de persuader aux électeurs qu'en votant pour eux, ils mettraient en danger la France et la République. C'est donc le Midi que M. Poincaré a choisi pour y parler au pays. Il est allé à Bordeaux, vieille citadelle de la République modérée, où le socialisme s'est implanté en 1924 à la faveur du cartel ; et il est allé à Carcassonne, l'une des villes saintes du radicalisme, fief des frères Sarraut, dont l'un est ministre de l'Intérieur dans le cabinet d'union nationale, dont l'autre était naguère encore président du parti radical et radical-socialiste, et qui, l'un et l'autre, dirigent ou inspirent cette *Dépêche de Toulouse* dont l'influence est prépondérante dans le bassin de la Garonne et le Languedoc. Il n'a tenu qu'aux socialistes de se révéler, comme en Belgique, hommes de gouvernement en acceptant

l'offre généreuse que leur fit M. Poincaré lors de la constitution de son ministère; ils ont préféré rester dans l'opposition et se cantonner dans le rôle de prophètes de malheur constamment démentis par les événements. Les voyages du président du Conseil dans le Midi semblent avoir eu pour résultat d'accentuer la scission entre radicaux et socialistes. Ils échangent, en ce moment, des aménités électorales; mais le second tour de scrutin ne deviendra-t-il pas, pour les radicaux, la fin de toute sagesse? Il est toujours permis de l'appréhender : il est impossible de prévoir à quel degré d'aberration le fantôme d'on ne sait quelle « réaction » peut faire descendre certains « républicains ».

A Bordeaux, M. Poincaré a d'abord fait un peu d'histoire. Abusant du silence qu'il avait gardé sur le passé dans son discours du 3 février, radicaux et socialistes accréditaient, à l'usage des électeurs, une légende qui faisait remonter à la Chambre dite du « bloc national » l'inflation dont le cartel n'aurait fait que recueillir le fâcheux héritage; ils n'oubliaient qu'un détail : la guerre et les réparations. Il était impossible d'attendre les paiements de l'Allemagne pour restaurer nos régions dévastées et remettre en activité tant d'industries, de mines, de cultures qui, aujourd'hui, supportent leur part des charges nationales. Il fallait recourir à des emprunts. Il n'est pas vrai que les échéances aient été mal réparties et aient pesé d'un poids exceptionnel sur les années où fleurissait le cartel; elles ont été sensiblement équivalentes de 1922 à 1925 : 60, 64, 59, 65 milliards pour descendre à 51 en 1926. « Mais à mesure que le temps passait et que s'accusait davantage la précarité de l'équilibre budgétaire, le nombre des remboursements dépassait celui des renouvellements, les découverts du trésor s'élargissaient, le crédit de l'État s'ébranlait, l'ère funeste des inflations commençait. »

A l'endroit des réparations, en face de la carence de l'Allemagne, les gouvernements qui se sont succédé ont suivi la même ligne. M. Briand a fait occuper Dusseldorf et Ruhrort, et c'est plus d'un an après que la Commission des réparations eut constaté la mauvaise volonté persistante de l'Allemagne, que M. Poincaré prit la résolution d'entrer dans la Ruhr. Cette opération, loin d'être onéreuse pour les finances françaises, a rapporté net un milliard et demi et elle a obligé l'Allemagne à accepter le plan Dawes. Erreur encore de prétendre que le déficit n'ait cessé de s'accroître sous la précédente législature; malgré le fardeau des réparations, on se rapprochait de plus en plus de l'équilibre budgétaire et on y serait parvenu plus tôt

si, dans la législature précédente et surtout au début de celle qui vient de finir, on s'était résigné à l'effort fiscal nécessaire et si les socialistes, avec leur projet de prélèvement sur le capital, ne nous avaient jetés « dans une redoutable crise d'idéologie financière ».

M. Poincaré ne s'attarde aux événements du passé que par un juste souci de ne pas faire peser sur les épaules de ses collaborateurs de 1922 des responsabilités qui appartiennent à d'autres; il se hâte de regarder vers l'avenir. Il se prononce pour le maintien de la vieille constitution qui, depuis cinquante ans, dans la paix comme dans la guerre, a fait ses preuves. Certes, les méthodes parlementaires ont besoin d'être améliorées; elles l'ont été déjà, en fait, depuis 1926; durant deux années consécutives le budget a pu être voté en temps, ce qui ne s'était pas vu depuis la fondation de la République. « Il y aura lieu, dès la rentrée, d'envisager les réformes intérieures qui permettront au Parlement de mieux ordonner son travail et de mieux discipliner son activité. Mais nous n'avons jamais été et ne serons jamais de ceux qui cherchent le progrès dans le silence de la représentation nationale et dans l'étouffement des libertés publiques. »

De même, les lois fondamentales de la République doivent rester inchangées, « notamment celles qui proclament la laïcité de l'État et la neutralité de l'école ». Le statut scolaire de l'Alsace et de la Lorraine restera intact, mais intact aussi l'enseignement tel qu'il est établi dans le reste de la France. Citant un discours de Jules Ferry, prononcé à Bordeaux en 1885, le président du Conseil trace, de ce que devrait être le régime scolaire, un tableau enchanteur qui, s'il était réalisé, contribuerait largement à réconcilier tous les Français. « Dans l'école publique, disait Jules Ferry, le maître doit avoir un souci délicat de l'âme enfantine, respecter les croyances religieuses comme les doctrines philosophiques, ne jamais se substituer à la volonté des parents, ne se livrer à aucune propagande politique. » Si la pratique ne s'est pas toujours modelée sur ces règles sages, les instituteurs en sont moins responsables que les hommes politiques et que certains doctrinaires du haut enseignement ; les uns et les autres n'ont pas eu de repos qu'ils n'aient transformé les maîtres de l'école primaire en propagandistes d'une philosophie médiocre et d'ailleurs périmée. Nous connaissons le mérite professionnel de beaucoup d'entre eux, dont les efforts seraient plus fructueux, si les programmes qu'on leur impose étaient mieux adaptés à l'humble besogne de défricher les intelligences des bambins de la campagne et de la ville; mais nous savons aussi qu'un trop grand nombre se

font les zélateurs du communisme dont les progrès, dans nos villages, sont surtout leur œuvre. Il n'est pas besoin de lois nouvelles pour porter remède à de si dangereux abus ; il suffirait de ramener l'école à sa charte primitive et à sa vraie destination.

Nous ne suivrons pas le président du Conseil, soit à Bordeaux, soit à Carcassonne, dans l'exposé de son œuvre technique. Il ne la présente pas comme parfaite ; il fallait agir vite et faire argent de tout ; la prochaine Chambre aura pour tâche, sans compromettre les recettes, d'améliorer l'assiette et la répartition des impôts. M. Poincaré n'entre pas dans les détails et se contente d'indiquer l'esprit dans lequel les amendements et les dégrèvements pourraient être envisagés ; il passe en revue ce qui a été fait et ce qui reste à réaliser pour l'agriculture, les victimes de la guerre, les travaux publics, le progrès social, les lois militaires : dépenses justes, dépenses indispensables, dépenses productives.

Le redressement financier et la mise en valeur économique ne peuvent être achevés sans le concours d'une majorité parlementaire stable, dans l'ordre intérieur et dans la paix extérieure. M. Poincaré n'admet pas qu'aucun individu ou aucun organisme ait la prétention de se placer au-dessus de la représentation nationale ; il s'en tient au vieux concept de l'État libéral et démocratique, issu du suffrage universel : « Aux organes collectifs, associations ou syndicats, il n'appartient certainement pas de se considérer comme les dépositaires de la puissance exécutive ou législative » ; ils ne sauraient traiter de pair à pair avec l'État, ni usurper une partie de ses prérogatives, ni le menacer de défection ou de relâchement. Contre le communisme d'importation étrangère, M. Poincaré rappelle les mesures prises par son gouvernement et s'en rapporte au bon sens français « pour faire justice de ces utopies moscoutaires ». La paix extérieure, — c'est par là que M. Poincaré, en termes émouvants, termine son discours de Bordeaux, — il n'est personne en France qui ne la désire passionnément ; avec force, à plusieurs reprises, le président du Conseil affirme, à l'encontre de ceux qui voudraient faire de la paix, comme en 1924, un argument électoral et le monopole d'un parti, que telle est la volonté unanime de tous les Français. « Il n'est personne en France qui ne sente que l'humanité, si cruellement éprouvée par la guerre, ne se guérira de ses blessures que dans l'établissement progressif d'une entente économique, intellectuelle et morale... Travaillons, l'âme fervente, — et les yeux ouverts, — à l'avènement de la paix, de cette paix dans

l'espoir de laquelle les meilleurs d'entre nous ont donné leur vie. »

L'esprit du cartel, la mentalité politicienne, sont encore si vivaces en France que la plupart des journaux, après le discours de Bordeaux, n'exprimèrent qu'un souci : M. Poincaré avait-il parlé en homme de gauche ou en homme de droite? L'idée vint à très peu qu'il avait parlé en homme d'État. Chez les radicaux-socialistes, le premier mouvement fut de mécontentement. L'un se consolait en pensant que le discours de Carcassonne serait plus « démocratique ». Le second découvrait deux « poincarismes », l'un de droite pour Bordeaux, l'autre de gauche pour Carcassonne. Un troisième attendait à Carcassonne, sous les auspices de MM. Albert et Maurice Sarraut, un discours anticlérical. Les socialistes se jugeaient compromis au regard des communistes, parce que M. Poincaré avait parlé de leur « opposition loyale ». *Le Midi socialiste*, dans l'espoir d'attirer à lui la clientèle de *la Dépêche de Toulouse*, montrait M. Poincaré, créateur de « l'immorale union nationale », « chef incontesté du bloc national », venant à Carcassonne « escorté par les adversaires incontestés du bloc national, par ses propres adversaires de toujours, par les radicaux », et elle ne cachait pas son dépit. Oui, telles furent, entre Bordeaux et Carcassonne, les mesquines et désuètes préoccupations des politiciens et de leurs journaux !

Après le discours de Carcassonne, il fallut bien reconnaître que M. Poincaré restait tout simplement fidèle à lui-même, à sa ligne de conduite, à ses amis, que la politique qu'il recommandait n'était ni de droite, ni de gauche, mais que, républicaine, elle avait pour objet premier l'achèvement d'une œuvre brillamment commencée de redressement financier et de développement économique. Sur le terrain politique, la question se trouve nettement posée entre l'union nationale ou, en d'autres termes, la concentration républicaine, et les partis de révolution, parti socialiste qui n'ose pas la répudier, parti communiste qui l'organise ouvertement avec les subsides de l'étranger.

A Carcassonne, M. Poincaré a parlé surtout en ministre des Finances, non sans rappeler à chaque pas qu'il n'est de bonnes finances que par une saine politique. Son discours complète celui du 3 février, notamment en ce qui concerne les difficultés d'une stabilisation et les conditions d'une plus intense production. Un tel programme est incompatible avec une politique de révolution et postule une majorité stable, résolue à faire passer le redressement financier avant toute surenchère politique. M. Poincaré insiste sur les assu-

rances sociales : la Chambre, avant de se séparer, a voté le principe, depuis longtemps adopté par le Sénat grâce aux efforts du docteur Chauveau, rapporteur ; mais la loi, pour devenir pratiquement applicable, a besoin d'être revisée, complétée, mise au point. M. Poincaré convie à cette tâche les élus de demain. Si cette Chambre, « en même temps qu'elle remanierait notre régime fiscal, qu'elle allégerait les charges du travail, qu'elle favoriserait la production, qu'elle s'intéresserait aux familles nombreuses, qu'elle pratiquerait, dans tous les domaines, une politique de collaboration sociale, se consacrait passionnément à la défense hygiénique de la race française, elle mériterait bien de la patrie ». M. Poincaré se défend de tracer un programme ; il indique une direction et une méthode.

Le discours de Carcassonne, comme celui de Bordeaux, touche, dans sa conclusion, à la politique extérieure. Deux affirmations s'en détachent qui, si réservée qu'en soit la forme, ont été, à l'étranger et particulièrement en Allemagne, très remarquées et commentées. Pendant longtemps la presse allemande a essayé, non sans maladresse, d'opposer la politique de M. Briand à celle de M. Poincaré ; elle est revenue aujourd'hui à une plus juste appréciation. M. Stresemann paraît se rendre compte que, sur le chemin qui conduit à la pacification et au rapprochement, la France n'avancera pas plus vite que M. Poincaré. Le président du Conseil a rappelé l'acceptation, par M Herriot, du protocole de Genève et la signature, par M. Briand, des accords de Locarno ; ces paroles ont été interprétées comme une sorte de ratification, du moins dans ses lignes générales et sa méthode, de la politique suivie par ses deux prédécesseurs devenus ses collaborateurs. En second lieu, M. Poincaré a fait allusion à un prochain règlement du problème complexe des dettes et des réparations. « Il est possible que bientôt, à propos d'une prochaine annuité du plan Dawes, il y ait lieu d'examiner quand seront placées les obligations de chemins de fer et les obligations industrielles prévues par ce plan... Sous réserve de notre sécurité et de notre droit à réparations, nous accepterions volontiers, l'heure venue, des combinaisons qui, par le placement des obligations, nous permettraient, à nos alliés d'hier, à l'Allemagne et à nous, de nous acquitter plus rapidement de nos dettes. En tout cas, aucune nation n'a plus que nous le sentiment de la solidarité économique qui unit étroitement tous les peuples du monde. Loin de songer à nous isoler, nous avons la ferme résolution de travailler de plus en plus au rapprochement

universel des esprits qui préparera et assurera un jour le rapprochement des cœurs. »

La coïncidence entre ces déclarations et les visites que M. Parker Gilbert, récemment revenu des États-Unis, fait actuellement dans diverses capitales n'est sans doute pas fortuite. L'agent général des paiements s'est entretenu, ces jours derniers, avec M. Poincaré, à Paris, et à Rome, avec M. Mussolini. D'autre part, M. Rist, sous-gouverneur, et M. Quesnay, chef du service des études à la Banque de France, sont revenus le 5 avril d'une mission aux États-Unis. Enfin, il est naturel de rapprocher de ces allées et venues un article où le *New York Times* expose tout un plan pour le règlement des dettes et des réparations : la compensation de toutes les dettes ne laisserait subsister, comme paiements effectifs, que les versements en espèces ou en nature de l'Allemagne aux alliés pour la restauration des régions dévastées. La concordance des projets de M. Parker Gilbert avec les intentions du gouvernement français indiquées par M. Poincaré, présage la prochaine ouverture de négociations pour le règlement définitif de ces problèmes.

Après le discours de Bordeaux, M. Stresemann, parlant les 28 et 29 mars, s'est plu à reconnaître, à l'encontre de la pressse nationaliste, que M. Poincaré s'était prononcé en termes précis en faveur du rapprochement et de l'entente entre tous les peuples européens. Après le discours de Carcassonne, les journaux qui prennent leurs inspirations à la Wilhelmstrasse n'ont pas manqué de souligner les perspectives d'arrangement au sujet des réparations. Mais le même M. Stresemann a cru devoir approuver l'attitude du comte Bernstorff à Genève, dans la question du désarmement. Pendant la guerre, à Washington, le ton hautain et la maladresse du comte Bernstorff ont été très utiles aux ennemis de l'Allemagne ; on aimerait savoir si, à Genève, le même diplomate a appliqué à la lettre ses instructions ou s'il y a ajouté du sien. Le désarmement imposé à l'Allemagne par le traité, — désarmement relatif, puisque, de l'aveu du général von Seeckt, les alliés ont imposé au Reich le type d'armée le mieux adapté à la guerre future, — est une chose ; la réduction générale des armements, prévue sous certaines conditions, mais non imposée par les traités, en est une autre toute différente. Sur ce terrain M. Stresemann n'aura pas gain de cause. A trop ménager les bolchévistes, il risque de perdre les avantages qu'il a gagnés en Occident. M. Litvinof, approuvé et soutenu à Genève par le comte Bernstorff, vient de séjourner huit jours à Berlin où il a eu plusieurs entretiens

avec M. Stresemann. Comment de telles collusions ne seraient-elles pas, pour les puissances occidentales, un puissant encouragement à garder intacts tous leurs moyens de défense? Il faudra que M. Stresemann se décide à choisir entre Rapallo et Locarno.

Lorsque la presse, au mois d'octobre 1927, fit courir le bruit que le gouvernement de M. Mussolini avait découvert le moyen de résoudre enfin cette « question romaine » que le canon de Victor-Emmanuel II a ouverte, en même temps que la brèche de la Porta Pia le 20 septembre 1870, et que le Saint Siège et l'État fasciste étaient sur le point d'aboutir à un accord, nous avons exposé ici (1) les obstacles à une telle entente et le caractère international d'un problème qui intéresse toute la catholicité. Les pourparlers, à peine ébauchés, furent interrompus. Et voici qu'une passe d'armes rapide vient de révéler, entre les deux pouvoirs, l'antagonisme latent que dissimulent à peine les efforts de l'un et de l'autre pour vivre en bonne harmonie et se prêter un mutuel appui. Voici les faits.

Le « centre national » est un groupement de catholiques italiens partisans du régime fasciste ; il a tenu, le 18 mars, à Rome, au Capitole, son premier congrès général, dont les diverses manifestations soulevèrent un grand enthousiasme ; un orateur, abordant la question romaine, exprima, au milieu des applaudissements, l'espoir que les deux pouvoirs pourraient bientôt trouver une formule juridique pour la réalisation d'une entente que souhaitent les Italiens. Quelques jours après, le 26 mars, Pie XI, s'adressant à la junte diocésaine de Rome, faisait entendre l'écho de sa tristesse et de ses inquiétudes : « Des hommes qui se disent et veulent être catholiques, et qui se réunissent comme tels, sont venus de diverses parties de l'Italie dans notre ville de Rome. Ils ne sont pas venus à la maison du Père, au Vatican, mais bien au Capitole... Là, il fut question du différend entre l'État italien et le Saint Siège, tel qu'il fut défini par la loi des garanties en 1871... Sincèrement et tristement, nous déclarons qu'il eût été plus humain de nous épargner le souvenir et l'applaudissement... L'un des orateurs mit sur le même pied le Saint Siège spolié et l'État spoliateur... » Voilà donc le premier grief : la question romaine n'est pas résolue ; elle ne peut l'être que par un accord de la valeur duquel le Pape se regarde comme seul juge ; tant qu'elle ne l'est pas, les catholiques ont le devoir de ne pas se comporter comme si elle l'était.

(1) Voyez la *Chronique* du 1er novembre 1927.

Mais le gouvernement italien donne au Saint Siège d'autres sujets d'inquiétudes : « Ce n'est pas nous qui nierons tout ce qui a été fait de bien, ni tout le mal qu'on a fait cesser ; nous avons même plusieurs fois admis l'une et l'autre chose. » Mais le Pape et les évêques s'alarment pour une raison particulièrement grave : il s'agit de l'âme des enfants et des droits respectifs de l'État et de l'Église : « Nombre de parents chrétiens, sachant ce que doit être l'éducation chrétienne, dont seule l'Église a la mission et les moyens, demeurent profondément contristés et soucieux. Ils constatent, d'une part, tout un plan tendant à un vrai monopole de l'éducation de la jeunesse, non seulement physique, mais encore spirituelle et morale, et, d'autre part, les difficultés, les obstacles, les menaces obscures et les vraies hostilités qui, en tant de lieux, interviennent pour s'opposer au paisible exercice de l'action catholique immédiatement dépendante de nous ou à l'activité des cercles et des patronages immédiatement dépendants des évêques. Au Capitole et ailleurs, on a mal interprété notre silence. Peut-être n'a-t-on point pensé que l'on doit souvent se taire pour ne pas empirer une situation qui n'est déjà pas bonne. »

L'État fasciste entend se réserver entièrement la formation de la jeunesse ; il embrigade les enfants dans une série d'organisations semi militaires et semi politiques, dont l'objet est leur formation nationale et fasciste. De huit à quatorze ans les jeunes garçons entrent dans les associations de *Balillas*, ainsi appelées du nom d'un enfant héroïque qui jadis souleva Gênes contre les Autrichiens ; ensuite ils deviennent « avant-gardistes », jusqu'à ce qu'enfin ils soient admis dans les « faisceaux », après avoir prononcé en grande cérémonie un serment spécial « d'exécuter sans discuter les ordres du Duce et de servir... la cause de la révolution fasciste ». Jusqu'ici, par esprit de conciliation, le Duce avait admis que, dans les villes de plus de 20 000 habitants, des organisations catholiques de jeunesse pourraient subsister concurremment avec les groupements fascistes. Après le discours du Pape, M. Mussolini a exprimé la volonté de réformer la loi « selon le style intégral et intransigeant du fascisme ». En conséquence, « est interdite quelque formation ou organisation que ce soit, même provisoire, qui se propose de promouvoir l'instruction, la préparation à une profession ou à un métier, ou de n'importe quelle autre façon, l'éducation physique, morale ou spirituelle des jeunes gens, excepté les formations ou organisations qui dépendent de l'œuvre nationale Balilla ». Les pré-

fets ordonneront, dans les trente jours, la dissolution de toutes autres formations. Or, les plus importantes sont les organisations catholiques. Le conflit paraissait donc ouvert. Mais un communiqué de l'agence Stefani vint atténuer la rigueur des dispositions décrétées. Le gouvernement pontifical, de son côté, a fait savoir qu'il ne méconnaissait pas les droits de l'État en matière d'instruction. Des deux côtés on considère l'incident comme clos; mais le conflit ne renaîtra-t-il pas?

Le fascisme, en Italie, s'appuie sur une philosophie qui aboutit à l'absolutisme et même à la divinisation de l'État : c'est le néo-hégélianisme, acclimaté par M. Benedetto Croce et officiellement enseigné à l'université fasciste de Bologne par des hommes comme M. Gentile et M. Saitta. La nation, conçue au sens actif, vivant, est une réalité originelle et première ; elle s'identifie avec l'État ; elle s'identifie aussi avec la moralité. Ce n'est pas ici le lieu de faire un exposé ni une critique de cette doctrine; il faut bien voir cependant que, si elle trouve, parmi les fascistes, certaines oppositions, elle imprègne toute la fraction nationaliste dont l'influence est si forte dans les conseils de M. Mussolini, et elle inspire, pour une large part, l'action intérieure et extérieure de l'État fasciste. A l'intérieur, elle risque de le mener à un conflit avec l'Église qui serait particulièrement grave, parce qu'il se grefferait sur « la question romaine », plus vivante et plus aiguë que jamais. Le fameux « catéchisme du Balilla », avec son *Credo* blasphématoire, a été désavoué, mais il n'est que la traduction, amplifiée jusqu'au ridicule, des doctrines du nationalisme fasciste enseignées à Bologne. La papauté qui s'est dressée, à travers les siècles, en face de tout absolutisme humain, quel que soit son nom et sa forme, se dresserait aussi, s'il devenait prépondérant, en face de l'étatisme intégral et de l'hypernationalisme du fascisme italien. A l'extérieur, le néo-hégélianisme conduirait presque fatalement à la guerre qui apparaît à ses sectateurs comme la loi bienfaisante de la vie des nations. Il y a là, pour l'Europe, une menace, car l'histoire nous montre, à l'origine des grandes guerres, l'influence d'une doctrine philosophique ou d'une conception religieuse. *Di omen avertant!*

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

SEPTIÈME PÉRIODE. — XCVIII[e] ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

QUARANTE-QUATRIÈME VOLUME

MARS — AVRIL

Livraison du 1[er] mars

Pages

LE CALVAIRE DE CIMIEZ, dernière partie, par M. HENRY BORDEAUX, de l'Académie française 5

LES ENTRETIENS DE L'IMPÉRATRICE EUGÉNIE. — I. *LE VERDICT DE L'HISTOIRE*, par M. MAURICE PALÉOLOGUE 30

QUELQUES MAITRES DU DESTIN. — M. BENITO MUSSOLINI. — I, par VERAX . . . 59

MONSIEUR VINCENT, AUMÔNIER DES GALÈRES. — V. *IN EXTREMIS, IN EXCELSIS*, par M. HENRI LAVEDAN, de l'Académie française 94

UN HÉROS DE LA GUERRE SOUS-MARINE. — ROLAND MORILLOT, par M. PAUL CHACK 132

LA NOUVELLE ÉDUCATION SENTIMENTALE, cinquième partie, par M. LOUIS BERTRAND, de l'Académie française 149

DEUX ANNÉES A BERLIN, 1912-1914. — II. *L'ÉTÉ DE 1912 A BERLIN*, par M. le BARON BEYENS 173

A PROPOS DU CENTENAIRE D'IBSEN. — LA GENÈSE DE *BRAND*, par M. P.-G. LA CHESNAIS 199

POUR LE LIVRE DE RAISON, par M. J. DE PESQUIDOUX 226

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON . . . 230

Livraison du 15 mars

LE CENTENAIRE DE TAINE, par M. PAUL BOURGET, de l'Académie française. . . 241

MON AMI LE DUC, par M. MARCEL BOULENGER. 258

LES ENTRETIENS DE L'IMPÉRATRICE EUGÉNIE. — *SON ROLE POLITIQUE*, par M. MAURICE PALÉOLOGUE 298

L'EXTENSION PROGRESSIVE DE PARIS. — *PERSPECTIVES D'AVENIR*, par M. LOUIS LÉPINE, de l'Institut. 335

LA NOUVELLE ÉDUCATION SENTIMENTALE, dernière partie, par M. LOUIS BERTRAND, de l'Académie française 349

Pages.

La dernière année de la monarchie traditionnelle. — I. Le ministère Polignac, par M. Pierre de LA GORCE, de l'Académie française. 387
Quelques maîtres du destin. — M. Benito Mussolini. — II, par VERAX. . 413
Littératures étrangères. — *Du nouveau sur Tolstoï*, par M. Louis GILLET. 444
A travers les théâtres, par M. Jacques DEVAL 456
La Provence niçoise, par Pierre TROYON 465
Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. René PINON. . . . 470

Livraison du 1er avril

Les précieuses de Genève. — *Comédie.* — *Premier acte*, par Robert de FLERS et M. Francis DE CROISSET. 481
Les entretiens de l'Impératrice Eugénie. — III. *Sedan*, par M. Maurice PALÉOLOGUE 535
Regards sur des Chartreuses, par M. Émile BAUMANN 562
La dernière année de la monarchie traditionnelle. — II. L'Expédition d'Alger, par M. Pierre de LA GORCE, de l'Académie française. 595
Le Bolchévisme et la liberté, par *** 625
Chateaubriand homme politique, par M. Victor GIRAUD. 654
Poésies, par VÉGA. 676
L'économie nationale devant les élections, par M. Lucien ROMIER 681
Revue littéraire. — *Le roman et la peinture de la société*, par M. André CHAUMEIX 691
Revue musicale. — *Paganini.* — *L'amour sorcier*, par M. Camille BELLAIGUE. 702
Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. René PINON . . . 710

Livraison du 15 avril

L'enfant de la morte, par M. Paul BOURGET, de l'Académie française . . . 721
Les élections du 22 avril et les destinées nationales, par *** 766
Lettres de Madagascar. — I. 1896-1902, par le maréchal GALLIENI 776
Auprès de M. Taine. — I, par M. G. SAINT-RENÉ TAILLANDIER 808
La France créancière des États-Unis, 1781-1795, par M. Marcel MARION, de l'Institut 830
Les entretiens de l'Impératrice Eugénie. — IV. *Dernières confidences*, par M. Maurice PALÉOLOGUE. 848
Le rôle des officiers de réserve, par M. le général NIESSEL. 869
Poésies, par M. Henri DE RÉGNIER, de l'Académie française. 892
Chateaubriand après 1830, par M. Victor GIRAUD 899
La nouvelle bourgeoisie paysanne, par M. Adrien TOUSSAINT. 925
Revue musicale. — *Turandot*, par M. Camille BELLAIGUE. 941
Revue dramatique. — *La fin du jour.* — *Le métier d'amateur.* — *Le quatrième*, par M. René DOUMIC, de l'Académie française. 945
Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. René PINON. . . 948

Paris, 1928. — Typographie Philippe Renouard 19, rue des Saints-Pères. — 38747.

GETTY CENTER LINRARY
3 3125 00675 2659